

DOCUMENTS ALGÉRIENS

Service d'Information
du Cabinet du Gouverneur Général de l'Algérie

SERIE CULTURELLE

N° 72 — 10 MARS 1954

L E T T R E S

THE LIBRARY OF THE

MAY 13 1954

Sidi Ahmed ben Youssef, patron de Miliana

Au cœur du Zaccar, à 720 mètres d'altitude, la ville de Miliana domine fièrement la vallée du Chéelif, que ferment au sud les chaînes de l'Atlas tellien et de l'Ouarsenis. Le patron de cette ville est l'illustre Sidi Ahmed ben Youssef, qui attire toujours de nombreux pèlerins, isolés ou en groupes, non seulement des départements d'Alger et d'Oran, mais du fond du Sahara et de quelques tribus du Maroc.

Le sanctuaire est l'un des plus importants de l'Algérie. A côté d'une mosquée au beau minaret carré, il s'élève sur un terre-plein ombragé auquel conduisent à gauche un escalier, à droite une rampe que peuvent gravir les chevaux et les mulets. Un couloir mène à une vaste cour carrée où chante un jet d'eau dans une vasque célébrée par les poètes et où pousse un noyer aux fruits pleins de baraka. Trois côtés de cette cour sont limités par un double étage de galeries sur lesquelles s'ouvrent des chambres pour pèlerins à l'étage supérieur. Sur le quatrième côté, face au couloir d'entrée, s'élève la qoubba proprement dite abritant la salle funéraire, le *darih*. C'est une vaste salle couverte d'une coupole octogonale, blanche à l'extérieur, peinte intérieurement en tranches rouge sombre, jaune et vert. Elle est richement ornée de carreaux de faïence, de tableaux représentant la Mecque et Médine, de calligraphies, de drapeaux, d'horloges, d'œufs d'autruche en pendentifs. Un catafalque, *tabout*, couvert de soieries multicolores est protégé par une double grille de fer et de bois.

Une inscription près de la porte date la reconstruction de la qoubba de 1143 de l'Hégire, 1731 de l'ère chrétienne.

Les jours de fête, cette salle est pleine d'une foule à la ferveur impressionnante. A droite, des *hezzabin* psalmodient sans relâche ; l'oukil et les descendants du saint reçoivent les offrandes sur une étoffe de soie bleue et blanche étendue devant eux, distribuent des cierges et des fleurs. Les pèlerins déchaussés vont au catafalque, touchent les soieries, les baisent, les pressent sur leur cœur, soulèvent la tenture pour voir la tombe, murmurent des invocations et des prières.

Derrière la salle funéraire, quelques marches à partir de la galerie de la cour centrale conduisent à une longue salle basse aux murs barbouillés de henné. C'est là qu'est enterrée Lalla Bghoura, la vieille servante noire du saint. A droite, un couloir conduit à la tombe de la mule qui transporta le cadavre de Sidi Ahmed et ne s'arrêta qu'en ce lieu prédestiné.

La vie mouvementée du saint.

Sidi Ahmed ben Youssef er-Rachidi naquit, selon la plupart des sources écrites, à la Kalaâ des Béni-Rachid, près de Mascara, dans le second tiers du XV^{me} siècle. Son père s'appelait Mohammed. Youssef serait le nom de son bisaïeul. Selon certains, il serait né au Gourara où s'élève la qoubba de Sidi Mançour qui serait son père. Venu à la Qalaâ, il aurait été adopté et élevé par un Youssef er-Rachidi. J'ai recueilli chez les Athaouna de la Saoura une version selon laquelle il serait le fils de Sidi Mançour Bou Kerkour enterré à Tabelkoza, Gourara. Comme Sidi Mançour était très vieux, l'on plaisanta. Il procéda alors à une sorte d'ordalie, de jugement de Dieu, et jeta l'enfant dans un brasier ; les langes brûlèrent, l'enfant resta intact ; le père le lança dans l'espace et le bébé tomba dans un pays où il fut allaité par une vache ; adopté par le maître de celle-ci nommé Youssef, il alla par la suite étudier à Bougie. Au Mزاب, par contre, on m'a assuré que Sidi Ahmed était frère utérin de Sidi Bou-

demma dont la qoubba domine un des plus grands cimetières de Ghardaïa. *Oua Allahou a'lem*. Dieu est le plus savant. Il parlait, non seulement l'arabe, mais le zénète et il est vraisemblable qu'il sortait d'une famille zénète, originaire sans doute du Maroc.

La vie de ce personnage, parfaitement historique pourtant, n'est guère moins mystérieuse que sa naissance. Il semble l'avoir passée surtout en voyages dans le Maghreb moyen et le Sud oranais. On connaît ses démêlés avec les derniers souverains abdelouadites de Tlemcen et sa bienveillance pour les Turcs qui prenaient pied en Afrique du Nord.

On sait qu'il commença sa vie intellectuelle en étudiant à Bougie avec le cheikh marocain, Ahmed Zerrouq el Barnousi (mort à Tripoli en 1494), qui l'affilia à la confrérie chadiliya, laquelle dérivait de Sidi Abou Madian par Moulay Abdesselam et par Aboulhassan Chadili. Cette voie mystique, dont l'historien Asin Palacios a montré l'importance et l'influence possible sur les mystiques espagnols comme St Jean de la Croix, insistait moins sur les pénitences et les mortifications, que sur l'abnégation intégrale, le pur amour désintéressé, le renoncement même aux faveurs et suavités spirituelles.

C'est ainsi que Sidi Ahmed distinguait les mondains absorbés par leurs intérêts temporels ; les dévots qui aspirent à la vie future et songent à leurs intérêts spirituels, et les gnostiques initiés à la connaissance divine qui ne se préoccupent que de Dieu. Celui, disait-il, qui sert ce bas monde est un captif, celui qui agit en vue des récompenses célestes est un mercenaire, celui qui sert la Vérité pour elle-même est un prince. Notre doctrine est d'adorer Dieu en vue du bien et sans motif intéressé. Celui qui pratique la dévotion par crainte du feu de l'enfer ou par désir des houris du paradis est comme un esclave et un mercenaire.

Nous savons aussi qu'il préconisait la voie passive du *jdeb*, de l'extase, et se montrait favorable à la méthode, très répandue déjà, des concerts spirituels, des litanies du *dzikr* et de la danse extatique. Certains le lui reprochèrent. Le cheikh El-Kharroubi, disciple lui aussi du cheikh Zerrouq, lui demanda un jour s'il n'était pas dangereux de profaner la sagesse en multipliant les initiations, d'apprendre et de faire chanter les noms divins au peuple et même aux femmes. Sidi Ahmed répliqua que faute de mieux la psalmodie sacrée occupait l'un de leurs sens et apaisait leur âme. Et le cheikh El-Kharroubi s'inclina devant ce point de vue qu'il reconnut dériver d'une connaissance plus étendue que la sienne.

Revenu (après avoir failli être capturé par un corsaire chrétien) dans sa région d'origine, à Ras-el-Ma, près de Mascara, sur l'ordre d'un mystérieux danseur extatique, il ouvrit une zaouia et commença à être connu comme professeur et comme saint. Après deux siècles fort brillants, la dynastie zénète de Banou Zéïan ou Abdelwad de Tlemcen était en décadence. Sidi Ahmed fut en assez mauvais termes avec ses derniers représentants. L'accueil triomphal fait un jour au saint par la population d'Oran lui aurait attiré la jalousie de l'émir. Les persécutions que lui firent subir les Banou Zéïan leur valurent sa malédiction. Les Espagnoles prirent Oran en 1509 ; les Turcs occupèrent une première fois Tlemcen en 1517, puis définitivement en 1555. C'est en 1517, date de l'installation des Turcs à Alger, que Barberousse envoya des présents à Sidi Ahmed, qu'il avait peut-être secrètement rencontré quelques années avant au mouillage de Christel, lors d'une de ses croisières, et conclut avec lui un tacite accord d'aide mutuelle.

Sidi Ahmed s'était d'abord réfugié à l'Hillil pour se cacher des émirs tlemcénien. On le retrouve dans la vallée du Chélif, puis à Mazagran, à Tlemcen, où il échappe, dit-on, miraculeusement au bûcher, et où il est emprisonné par l'émir Abou Hammou.

Les « égorgés »

Il dut pousser des pointes vers le Sahara, où il a encore des disciples, et où il prononça un de ses dictons en prose assonancée : « Votre sable a desséché magorge ; vos pierres ont usé mes pieds et votre eau ne m'a pas désaltéré. Je n'en ai même pas eu assez pour mes ablutions ».

« Si tu trouves le Sahara si mauvais, lui dit alors son disciple Sidi Sliman Bou Smaha, il vaut mieux que je le quitte aussi ».

« Non, répliqua le saint, reste ; tes descendants le peupleront. Le désert est un puits dont le chameau est le *delou* (sac de cuir avec lequel on puise) ».

309165
D65
1954-68
incompl.

SERIE CULTURELLE

N° 72 — 10 MARS 1954

L E T T R E S

Ce Sidi Bou-Smaha, aïeul du fameux Sidi Cheikh, père de la grande confédération du Sud oranais, est le premier des fameux « égorgés » *medabihin*. Voulant mettre à l'épreuve ses disciples et choisir les plus dévoués, Sidi Ahmed déclara qu'une révélation lui ordonnait d'immoler sept de ses meilleurs fidèles. Qui voulait offrir sa gorge au couteau ? En entendant cet oracle, la foule commença à s'éclaircir. Finalement, sept fidèles restèrent seuls et entrèrent l'un après l'autre dans la maison du saint sous la porte de laquelle on vit chaque fois couler du sang. C'était naturellement celui de simples moutons. Le premier de ces « égorgés » est Sidi Sliman Bou Smaha dont le tombeau imposant, reconstruit par Bou Amama, s'élève à Bêni-Ounif ; parmi les autres, on cite Moulay Guendouz dont la tombe, vénérée des caravanes et où l'on dépose des offrandes pour les pauvres voyageurs, est à Oglet Agouinin, du Gourara, sentinelle mystique aux abords dangereux du Grand Erg occidental. On pense qu'il y avait aussi une femme, laquelle serait Lalla Setti, qui veille du haut de la falaise sur Tlemcen et Mansourah.

Si l'on en juge par les dictons en arabe dialectal du temps, excellent et rare document linguistique, Sidi Ahmed ben Youssef voyagea beaucoup dans l'Algérois et l'Oranie. Ces sentences rythmiques, assonancées, humoristiques, plus souvent satiriques qu'élogieuses, concernent les tribus et les villes diverses. Sans doute n'est-il pas responsable de la plupart et a-t-on mis sous son nom bien des traits fabriqués après lui. Peut-être est-ce le cas de dire qu'on ne prête qu'aux riches. Blida « la petite rose » et Médéa « la bien dirigée », sont à peu près les seules villes louées. Il juge paradisiaque, on ne sait trop pourquoi, la petite Sirât (aujourd'hui dans la commune mixte de La Mina). Il est sorti d'Alger « ahuri ». Il trouve qu'il y a dans le Chélif plus de cafés que de mosquées ; qu'on dépense trop d'argent à Oran « la dépravée » ; qu'un faux dirhem de cuivre vaut mieux qu'un taleb du Ghriss ; que cent pêcheurs de l'Orient valent mieux qu'un honnête homme du Maghreb, etc. La charité ne permet guère de citer tous les autres dictons de ce « blason populaire » dont les victimes elles-mêmes continuent à se délecter.

Sidi Ahmed ben Youssef mourut en voyage, l'année 931 de l'hégire, 1524 de l'ère chrétienne. Selon ses dernières volontés comme en de nombreuses légendes hagiographiques, le cadavre, lavé à Kherba, à l'ouest du Zaccar, fut placé sur une mule pour être enterré là où elle s'arrêterait : ce fut à l'entrée de Miliana, dans un terrain vague où l'on déposait les ordures de la ville, conformément, paraît-il, à une prédiction de son maître Zerrouq.

Il avait épousé, dit-on, à Ras-el-Ma, une Lalla Setti, fille de Sidi Amor et-Trari, puis Kalila, de la Qalaâ, Khadija la mérinide et Aïcha, fille de Sidi Gad ben Merzouqa. Certains lui attribuent deux fils et deux filles ; mais d'autres croient qu'il mourut sans postérité naturelle et que Mohammed ben Merzouqa, fils de la fille de Sidi Gad, et dont il fit l'héritier de sa baraka confrérique, n'était que son fils adoptif.

A Miliana, il y a plusieurs familles, fortes d'environ 300 âmes, qui descendent du saint ou de ses disciples « égorgés ». Ils cultivent les domaines de la zaouia et se partagent les revenus des ziaras, y admettant toutefois les descendants habitant d'autres régions lorsqu'ils sont présents le jour du pèlerinage. L'oukil qui gère la zaouia est systématiquement choisi en dehors de ces familles afin d'être complètement impartial.

Il y a des descendants d'Ibn Merzouqa, les Merazquia, chez les Béni Ferah des Braz. On trouve des Ouled Sidi Ahmed ben Youssef qui descendraient d'une de ses filles, Oued Chaïr, ancien douar de la commune mixte de Berrouaghia, et qui vont à Miliana en octobre. On trouve des Medabihin ou Mdabih dans les annexes de Méchéria et de Ghardaïa. Au Touat, les habitants de Mahidia et de Tamassekht font remonter leur origine à Sidi-Ahmed. Sidi Bouzar, arrière petit-fils de Sidi Mohammed Sghir, qui serait le fils cadet de Sidi Ahmed, a une qoubba près de Miliana. Le principal chef de la confrérie youssefiya, branche, comme nous l'avons dit, des Chadéliya, est Si Khalladi Ben Miloud, bachagha de Tiout, près d'Aïn-Sefra, et conseiller de la République. Il se rattache à Sidi Moumen, fils d'Ibn Merzouqa, dont le petit-fils, Khalladi, édifia le sanctuaire de Miliana aux frais du bey d'Oran, Mohammed el Kebir ; et dont un descendant s'installa à Tiout, y épousa Lalla Keltouma, fille de Sidi Aïssa, se fit une clientèle dans la grande tribu des Hamian et y mourut en 1813. Si Khalladi, qui connut Lyautey et Isabelle Eberhardt, est un grand chef arabe du Sud, lettré en français et en arabe, à l'esprit très ouvert. Il suit avec dignité les traditions d'un seigneur mi-temporel mi-spirituel, soucieux de ses devoirs à l'égard de ses clients, plein de verve à l'égard des hypocrites et fort loin de l'obscurantisme des faux dévôts. A Tiout, village de toubes rouges serti dans une oasis de palmes vertes, de peupliers et d'acacias, elle-même environnée de roches rouges dont certaines portent des gravures

préhistoriques, il m'a montré la Porte de Sidi Ahmed ben Youssef et la pierre sur laquelle, dit-on, sa gargoulette rebondit sans se casser. Il m'a procuré le texte assez rare des *roumouz*, « allusions », de Sidi Ahmed ben Mousa, poèmes mystiques en dialectal du XVI^{me} siècle.

Ce Sidi Ahmed ben Moussa, fondateur de la prestigieuse zaouia de Kerzaz, dans l'oued Saoura, sous des dunes formidables de 194 mètres, était précisément un disciple de Sidi Ahmed ben Youssef. Celui-ci se trouve au nœud d'un très grand nombre de *silsilas*, chaînes initiatiques des confréries de l'Islam maghrébin issues du chadilisme, ce qui explique son prestige quasi universel. Certains de ses disciples ont été plus discutés. Un disciple indirect, Ibn Abdallah, forma une secte hérétique, dite des Cherraga ou Youssoufia, qui fut désavouée par le saint, se développa après sa mort et fut détruite par le sultan marocain Ghalibillah. Peut-être les survivants donnèrent-ils naissance aux Bdadoua et autres petites sectes non conformistes du Maroc qui se réclament de Sidi Ahmed ben Youssef à tort ou à raison.

Chez les Athâouna

Outre ces Bdadoua du Gharb, de la région de Petitjean et des Ouled Aissa, où les Mlaïna rappellent le sanctuaire de Miliana, il y a les Zakkara de la région d'Oujda, avec des Ouled Sidi Ahmed ben Youssef, les Ghiata de la région de Taza, et les Ghenânema, chez les Rehamna du Haouz de Marrakech, qui ont des coutumes assez mystérieuses et fort archaïques. Le cinquième groupe à part est formé des Athâouna, fraction des Ghenânema de la Saoura dans le Sahara Sud oranais. Quand je suis allé à Tametert, leur qçar, ils ont baisé pieusement les photographies que je leur apportais du sanctuaire de Miliana, sorti du coffre aux archives les manuscrits des chaînes initiatiques et confirmé leur apparemment avec les quatre groupes marocains, ce qui pose d'ailleurs des problèmes, car le Zekkara et la Ghiata sont de purs zénètes berbérophones, et les Ghenânema sont des Arabes maqils. Sans doute s'agit-il de très anciennes populations ayant conservé des traditions préhistoriques et qui sont ou bien restées sur place dans des montagnes isolées, ou bien ont été entraînées dans les remous des invasions.

Leur pèlerinage à Miliana se fait souvent à la suite d'un rêve : le saint ordonne de venir à Miliana et d'en repartir. Dans une cour annexe du sanctuaire s'installent ces pèlerins ; les hommes travaillent un peu aux jardins de la zaouia ; les femmes disent la bonne aventure ; elles ne sont pas voilées, parlent hardiment aux hommes dans la paume desquels elles placent une bande d'étoffe où sont cousus des petits coquillages, cauris, pour y lire l'avenir. Quand je suis venu à Miliana, il y avait là une vieille athouânia qui avait quitté trois fois la lointaine Saoura à la suite d'un rêve, mais avait dû revenir, sur l'ordre d'un autre rêve, une première fois à moitié chemin, une seconde tout près du but. Docile, elle attendait un nouveau rêve pour regagner le Sahara avant de mourir.

Sidi Ahmed ben Youssef est également le patron des Béni Adès et des Amer, sortes de bohémiens musulmans (différents des *guatanes* ou gitans catholiques d'origine espagnole qu'on trouve à Alger), nomades, maquignons, casseurs de pierres, dont les femmes sont souvent tatouées et diseuses de bonne aventure, et qui ont un campement permanent à El Alia de l'Harrach.

Signalons aussi qu'aux douars Tacheta et Zougara les femmes sont très libres, grâce, dit-on, à Sidi Ahmed ben Youssef, qui aurait interdit aux maris de s'opposer à aucun de leurs caprices, sous peine de sécheresse et de calamités agricoles.

Pèlerins citadins et montagnards

Sidi Ahmed est aussi très vénéré des citadins, de la bourgeoisie des villes comme Alger, Blida, Boufarik, Cherchell, qui y viennent généralement en été. Naguère encore, leur *rkab*, leur cortège, était imposant, avec ses drapeaux et ses musiques. Il entrait par la porte du Zaccar. Le soir, un orchestre avec violon et luth jouait des airs de la classique musique andalouse. La tradition était d'improviser des sketches burlesques, mimant des scènes de ménage, des tableaux de mœurs fortement satiriques, mettant en scène des cadis véreux, des hommes d'affaires laissant tout nus leurs clients paysans, des tartuffes à grands chapelets dont les grains étaient des pommes de terre et qui se terminaient par une carotte, etc.

Le calendrier des ziaras est très chargé ; les cortèges s'échelonnent de mai à novembre. Les douars Boumad et Zaccar viennent après la moisson en juillet ; el Hammam, Oued Djer et Djendel en octobre, Adélia et Djelida après les semailles. Le pèlerinage le plus important est celui de la tribu des Béni Ferah, à la mi-mai, avec les douars el Aneb et Béni Ghomeriane (commune mixte des Braz) et Boulhal (commune mixte de Cherchell). On raconte que les Béni Ferah sont joyeux, comme l'indique leur nom, grâce à un vœu du saint en faveur d'un serviteur berbère de cette région. « Qui les rejoint est dans la joie, et qui les quitte dans la tristesse », proclame un de ses dictons, qui, comme nous l'avons dit, sont rarement aussi bienveillants.

Le cortège des Béni Ferah

Le cortège des Béni Ferah confirme bien cette réputation d'allégresse. Il se rencontre avec les pèlerins de Duperré à Oued Ebda, où l'on passe la nuit. Les premiers arrivés reçoivent les autres, vont un peu au devant d'eux, les drapeaux au centre d'une ligne d'hommes armés de fusils ; les étendards se saluent au moment de la décharge. La nuit se passe en concerts, en danses du fusil, voire en spectacles cinématographiques quand le camion-cinéma du Gouvernement général est présent.

On repart au matin. Les Milianais vont au-devant du rkab jusqu'à un petit bois qui domine la route de Levacher, à quelque deux kilomètres des remparts. Des joueurs de flûtes, de *ghaïta* et de *guellal* distraient, en attendant, la foule en costume de fête. Des Ammaria, accompagnés de tambourins (*bendaïr*) et de flûtes de roseau, exécutent l'*ijdeb*, danse extatique, avec le grand tremblement caractéristique de leur confrérie. Vers une ou deux heures de l'après-midi, on aperçoit le cortège avec ses beaux cavaliers et ses drapeaux de soie rose et bleue, précédé par l'auto du caïd. Du haut du talus, les femmes en blancs haïks jettent, en poussant des youyous, des bouquets de roses aux cavaliers ; caressent la soie des drapeaux et s'enveloppent de leurs plis. Un grand gaillard avec une canne, tel un tambour major, d'une main, et un bouquet de l'autre, danse avec des gestes saccadés, stylisés, d'automate. Des hommes chantent. Des mulets suivent, chargés de provisions et de fourrage. Les Ammaria se joignent au cortège et dansent à reculons. Les ghaïtas, les guellals et les bendaïr résonnent joyeusement. Les drapeaux des Béni Ferah saluent au passage ceux des gens d'Affreville, puis ceux du sanctuaire de Miliana qui arrivent au-devant d'eux. On approche des remparts couleur d'ocre ; des coups de feu retentissent et six ou huit mille personnes foncent rapidement, par la porte de la ville, acclamées par la foule massée sur les trottoirs et se précipitent vers le sanctuaire.

Emile DERMENGHEM.

BIBLIOGRAPHIE

- Çabbâgh (Mohamed al-), XVI^m siècle. *Bostân al Azhar*. Manuscrit Bibliothèque Nationale, Alger, 1708.
- Hadj Moûsa (Ali ben Ahmed ben), mort en 1913. *Ribh al-Tidjâra*. Manuscrit Bibliothèque Nationale, Alger, 928.
- Ibn Askar. *Daouhat an-Nâchir*, trad. Graulle. Archives Marocaines, XIX. 1913, p. 214-215.
- Nâcirî. *Kitab el-Iskiqça*, V, 1936, p. 79-83.
- Hafnaoui. *Tariq al-Khalef*, 1909, II, 97.
- Bou Râs. *Voyages extraordinaires*, trad. Arnaud, Revue Africaine. 1880, p. 139-140.
- Basset (René). *Les dictons satiriques attribués à Sidi Ahmed ben Yousof*. Journal Asiatique, sept. 1890.
- Bodin (Marcel). *Notes et questions sur Sidi Ahmed ben Yousef*. Revue Africaine, 1925, p. 125-189.
- Delphin et Guin. *Notes sur la poésie et la métrique arabe dans le Maghreb algérien*, 1886.
- Depont et Coppolani. *Les confréries religieuses musulmanes*, 1897, p. 461-467.
- Drague (G.). *Esquisse d'histoire religieuse marocaine, Confréries et zaouias ; Cahiers de l'Afrique et l'Asie*, 1951.
- Gouvion (Marthe et Edmond). *Kitab Aâyane et Marhariba*, 1920. p. 17-32 et II, 129-147.

La Bibliothèque Nationale d'Alger

HISTORIQUE

La Bibliothèque Nationale d'Alger se trouve être le plus ancien établissement culturel de l'Algérie, puisqu'elle fut fondée en 1835, grâce à l'initiative de Genty de Bussy, Intendant civil de la Régence d'Alger.

La Bibliothèque, d'abord abritée dans une maison domaniale de l'impasse du Soleil (rue Philippe), est transférée, en 1838, dans la Caserne des Janissaires située non loin de la porte Bab-Azoun, sur l'emplacement actuel de la rue Lefebvre. La Bibliothèque et Musée sont alors groupés sous la direction d'Adrien Berbrugger. Les collections s'accroissant, on met, en 1845, à la disposition du Conservateur 10 chambres de la Djénina, destinées à servir de dépôt.

Mais, en 1848, un nouveau transfert devient indispensable. La bibliothèque est cette fois installée au n° 18 de la rue des Lotophages, occupé maintenant par les Services du Génie. C'est une maison particulière de style mauresque, qui ne manque pas de charme, mais se révèle bientôt impropre à son emploi. Un nouveau déménagement s'impose et, sur l'avis de Berbrugger, on installe la Bibliothèque Nationale, en 1863, dans l'ancienne résidence du dey d'Alger, Mustapha-Pacha. Elle s'y trouve encore aujourd'hui.

Certes, le vieux Palais de Mustapha, construit en 1799, est l'un des plus beaux spécimens de l'architecture mauresque du XVIII^{me} siècle.

La sqifa — long vestibule flanqué de bancs de marbre — tapissée de magnifiques faïences de Delft, le patio où bruit un charmant jet d'eau, la galerie du premier étage, avec sa fine balustrade de bois sculpté, sont matière à enchantement pour le touriste ou le visiteur de passage, mais il faut reconnaître que rien n'est moins conforme aux exigences de la bibliothéconomie moderne.

Les Conservateurs qui se succédèrent à la tête de la Bibliothèque Nationale, de 1835 à 1948, furent tous des savants de valeur et des personnalités marquantes :

— Adrien Berbrugger (1835-1869), fondateur de la science archéologique en Algérie, premier animateur de la **Société Historique Algérienne** et de la **Revue Africaine**, auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels **l'Algérie historique, pittoresque et monumentale**, éditée en 1843.

— Oscar Mac Carthy (1869-1890), géographe et explorateur, grâce à qui le Père de Foucauld put préparer son expédition au Maroc et entrer en relation avec son guide, le Juif Mardochée.

— Emile Maupas (1890-1916), chartiste converti à la biologie, célèbre dans toute l'Europe pour ses travaux sur la sexualité des rotifères et la reproduction des infusoires, qui bouleversèrent les théories d'alors sur la propagation de la vie et sur la mort.

— Gabriel Esquer, enfin (1916-1948), bien connu pour ses travaux d'histoire algérienne, entre autres son **Iconographie historique de l'Algérie, depuis le VI^{me} siècle jusqu'à 1871.**

ACCROISSEMENT DES COLLECTIONS

De 1835 à 1848, les collections de la Bibliothèque Nationale se réduisaient, faute de crédits d'achat pour les livres, à deux ouvrages : **l'Essai théorique et politique sur la Révolution belge**, de Nothomb, offert par M. Lecoq d'Ambaud, Consul général de Belgique, et un exemplaire de la **Grande Encyclopédie**, dû à la générosité d'un ancien avoué de Paris, M. Pillau-Debit. En 1838, grâce à la bienveillance de l'Intendant civil Bresson, un budget régulier — 6.600 fr ! — était enfin alloué à la Bibliothèque, qui bénéficiait, par ailleurs, d'importants envois de livres du Ministère.

Telle est l'origine des collections qui forment aujourd'hui, tant pour le fonds arabe que pour le fonds général, un remarquable ensemble d'ouvrages où les chercheurs sont à même de puiser les renseignements indispensables à leurs travaux. Jules Lemaître, Louis Bertrand, René Basset, Fagnan, Stéphane Gsell furent, parmi tant d'autres, les habitués de cet établissement. Des ouvrages parus sur l'Afrique du Nord, la plupart doivent le meilleur de leur documentation aux collections de la Bibliothèque Nationale d'Alger.

Aux érudits fréquentant la Bibliothèque est venu s'ajouter, au cours de ces dernières années, un public particulièrement sympathique et vivant, composé d'étudiants. L'exiguïté des bibliothèques algéroises et la cherté des livres amènent un afflux sans cesse croissant de jeunes gens et jeunes filles désireux de se procurer les instruments de travail indispensables à la préparation des examens.

C'est ainsi que le nombre des lecteurs a quadruplé au cours des années 1948-1953.

Pour la même période, l'augmentation des crédits a heureusement permis d'accroître les achats de livres dans la proportion de 1 à 4 pour le fonds français et de 1 à 12 pour le fonds arabe.

L'exiguïté des locaux actuels ne permet malheureusement pas de donner à la consultation sur place le développement qui conviendrait. Les vastes salles de lecture de la nouvelle Bibliothèque Nationale pourront accueillir plus de 500 lecteurs. Etudiants et chercheurs seront assurés d'y trouver toutes les facilités de travail souhaitables.

COMPOSITION DES FONDS

La Bibliothèque Nationale d'Alger présente le double aspect d'une bibliothèque nord-africaine, embrassant tout ce qui concerne l'Afrique du Nord et l'Islam et d'une bibliothèque de documentation générale à caractère encyclopédique, représentative de la pensée française en Algérie, voire en Afrique du Nord.

I. — FONDS ARABE

a) Manuscrits arabes.

La section musulmane comprend un ensemble de 2.498 manuscrits. Le premier noyau en fut formé par Berbrugger, qui suivait les colonnes de l'armée pour rassembler, au cours des combats, les précieux manuscrits arabes

et les mettre à l'abri de la destruction. Il fut ensuite possible aux Administrateurs successifs de recueillir les bibliothèques d'érudits musulmans tels que le Muphti d'Oran, Hasan Bulahbal, Ali ben El Hadj Moussa, d'Alger, et, tout récemment, les collections de Bendedouche, de Tlemcen et du savant Bencheneb. Dans ces collections, toutes les disciplines sont représentées : théologie, législation, grammaire et langue arabe, poésie, histoire et géographie, médecine, philosophie, astronomie, etc...

Ces manuscrits sont précieux tant par l'ancienneté — certains d'entre eux datent des XI^{me}, XII^{me} et XIII^{me} siècles — que par la rareté ou la richesse de l'illustration. Certains peuvent être comparés aux plus beaux spécimens médiévaux de l'Europe occidentale. Citons particulièrement les numéros 424 : **Al-Muwatta**, Recueil de Hadith (traditions) et de préceptes moraux, exemplaire de grand luxe exécuté en 590/1194 pour l'Almohade Aboû-Yousof Yakoub ; 242 : **Lexique** de Jawhari, exemplaire de luxe avec encadrement doré et colorié, écrit pour une bibliothèque princière (876/1471-72) ; 268 : **Koran** microscopique, de forme octogonale, doré sur tranche, à encadrement bleu et or, écrit en 1016/1607-8, par un Persan, Imâd ben Ibrâhîm ; 2.379 : **Kitâb Akhbâr Mulûk Al-Maghrib** d'Abou Mohammed Salih Ben Abd Al-Halîm.

b) Imprimés arabes

Outre les manuscrits, la section musulmane comprend une importante collection de livres en langue arabe, qu'on s'efforce de tenir au courant des dernières publications parues. Au cours des dernières années, des achats ont été effectués en Egypte, en Syrie et au Liban, en Irak et dans les Indes. La Bibliothèque Nationale est en relation directe avec les grandes maisons d'éditions du Caire (AL-MAAREF, par exemple), de Beyrouth (Imprimerie catholique, maison SADER), de Tunis et de Rabat. Un certain nombre d'abonnements à des revues et journaux en langue arabe ont été, par ailleurs, souscrits. Ainsi, l'élite intellectuelle musulmane peut trouver en la Bibliothèque Nationale d'Alger son véritable foyer culturel, où toute facilité lui est donnée d'approfondir ses connaissances sur la philosophie, la littérature et l'histoire de l'Islam.

c) Microfilms de manuscrits arabes.

Grâce à l'acquisition d'un appareil de microfilmage portable, il va être possible de constituer des collections de microfilms de manuscrits arabes, appartenant à différentes bibliothèques publiques ou privées. Des échanges pourront être pratiqués avec les bibliothèques de l'étranger.

II. — FONDS FRANÇAIS

a) Fonds nord-africain.

Ce fonds groupe un important ensemble d'ouvrages concernant l'histoire et la civilisation de l'Afrique du Nord : tout d'abord des manuscrits relatifs aux premières années de la conquête, entre autres, cet Arrêté en date du 7 janvier 1832, fixant la **Contribution de laine** imposée aux habitants de la Ville d'Alger, Musulmans et Israélites. Plusieurs ventes de bibliothèques privées ont permis récemment d'acquérir des manuscrits précieux concernant l'histoire d'Alger aux XVII^{me} et XVIII^{me} siècles. (**Description abrégée de la Ville et Etat d'Alger**, par Pétis de la Croix (1695) ; **Nuevo topographia de Argel**, par le général O'Reilly y las Casas (1709), etc.). Les collections d'imprimés comprennent des livres des XVII^{me}, XVIII^{me} et XIX^{me} siècles, relatifs à l'esclavage et à l'histoire de l'Algérie avant 1830. Tout ce qui concerne la période postérieure à cette date est groupé dans

une même série où figurent des ouvrages rares, tels que le **Tableau de la situation des établissements français dans l'Algérie** (1838-1868), **L'Algérie historique, pittoresque et monumentale**, de Berbrugger (1843), **L'Exploration scientifique de l'Algérie** en 32 volumes (1844-1854), les **Annales de la Colonisation algérienne** (1852-1855), ou encore cette fameuse **Description de l'Egypte**, éditée par ordre de Napoléon 1^{er} ; des journaux comme le **Moniteur algérien**, l'**Akhbar**, etc.

Pour l'époque contemporaine, la documentation n'est pas limitée à l'Algérie, mais s'étend à l'Afrique du Nord au continent africain, en général.

A ce fonds nord-africain sont venus s'agréger la bibliothèque de Stéphane Gsell, éminemment valable par les documents et ouvrages archéologiques qu'elle contient et, plus récemment, la bibliothèque du grand explorateur Savorgnan de Brazza.

b) **Fonds encyclopédique.**

Ce fonds comprend des ouvrages de culture générale, représentatifs de la pensée française et les principales œuvres ayant trait à la littérature, la philosophie, l'histoire, la géographie, l'histoire de l'art et la vulgarisation scientifique. L'augmentation des crédits a permis, au cours de ces dernières années, d'accroître, en particulier, les séries de littérature contemporaine, de philosophie et d'histoire, en même temps que les manuels destinés aux étudiants. Chaque année une petite partie des crédits est affectée à l'acquisition de livres illustrés ou de luxe qui viennent enrichir la « Réserve » comprenant des livres de valeur, comme les deux volumes des **Anciens Tapis d'Orient**, édités à Leipzig, en 1927.

c) **Périodiques.**

On y trouve les principaux journaux et revues relatifs aux disciplines déjà citées. (331 abonnements en cours).

III. — **DEPOT LEGAL**

La Bibliothèque Nationale reçoit toutes les publications effectuées sous l'égide du Gouvernement général de l'Algérie, ainsi qu'un exemplaire des livres et journaux du Dépôt légal, pour le département d'Alger. Une nouvelle loi du Dépôt légal, déposée sur le bureau de l'Assemblée Nationale, lui assurera prochainement le bénéfice de tous les ouvrages et périodiques paraissant dans les trois départements de l'Algérie, à charge d'expédier à la Bibliothèque Nationale de Paris les exemplaires qui lui sont dus.

Celle-ci assure en outre à la Bibliothèque Nationale d'Alger le service des publications éditées dans la France métropolitaine et relatives à l'Afrique du Nord.

IV. — **REPRODUCTIONS EN MICROFILMS**

La Bibliothèque dispose d'un appareil pour la reproduction microfilmée des manuscrits et imprimés.

SERVICES ANNEXES A CREER

- a) **Services des Cartes et plans — Documents iconographiques, estampes et photographies — Partitions musicales.**

Des séries de cartes et de photographies concernant l'Algérie ont déjà été groupées. Elles devront être classées et complétées, en ayant recours au Dépôt légal. Une section pourra être également réservée à la Musique et aux partitions musicales.

b) Publications bibliographiques.

Bénéficiaire du Dépôt légal, la Bibliothèque Nationale aura pour fonction de publier des répertoires bibliographiques : Bulletins de Bibiographie algérienne, paraissant périodiquement, à l'instar des **Informations Bibliographiques marocaines**, publiées chaque quinzaine, par les soins de la Bibliothèque du Protectorat.

c) Office de documentation.

Un fichier de documentation concernant l'histoire, les institutions, la vie économique et culturelle de l'Algérie — voire de l'Afrique du Nord — pourra être constitué avec profit.

d) Expositions.

De petites expositions permanentes ou périodiquement renouvelées seront faites, pour les nouveautés et les livres rares, dans les vitrines du Hall. De plus grandes expositions, relatives à des sujets ou des circonstances déterminés pourront également trouver place dans ce même Hall.

CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE BIBLIOTHEQUE NATIONALE

La Bibliothèque Nationale va bientôt quitter le vieux palais de la rue Emile-Maupas, qui l'abrita si longtemps. Cet édifice était devenu complètement impropre à son emploi : pièces obscures et sans air, salle de lecture exigüe, manque total de place pour l'accroissement des collections et humidité telle que les manuscrits et livres précieux se trouvaient menacés de destruction.

Le nouvel immeuble, dont la construction commence actuellement, est situé Boulevard De Lattre de Tassigny, au-dessus du Stade Leclerc, dans un site magnifique. Il s'étendra sur 120 m. de long, entre l'immeuble de l'E.G.A. et le nouveau pont-garage du Gouvernement Général et répondra aux exigences de la technique la plus moderne.

Les différentes salles de lecture pourront abriter plus de 500 lecteurs et les magasins installés dans la partie postérieure du bâtiment auront une capacité de 2 millions de volumes, toutes possibilités d'extension future étant par ailleurs réservées.

La distribution des différents étages se présentera sous la forme suivante :

Rex-de-chaussée : Service de la lecture publique : Salles de manutention à l'arrivée et au départ - bureaux - garage - atelier de reliure.

Entresol - Dépôt légal : Dépôt Editeurs et Dépôts imprimeurs - bureaux.

1^{er} étage - Secrétariat - Hall - Galerie d'Exposition - Section des Imprimés : Salle de lecture pour 400 personnes et salle de lecture en plein-air ; Salle du Catalogue, Salle de Bibliographie, bureaux.

Section arabe : Salle de lecture (Manuscrits et imprimés) - Salle réservée pour les dames musulmanes.

Section des Périodiques : Salle de lecture et catalogue.

Section musique et partitions musicales.

2^{me} étage - Section des Cartes et plans - Photographie et microfilm - Administration.

SERVICE DE LA LECTURE PUBLIQUE

Une autre branche d'activité de la Bibliothèque Nationale d'Alger consiste dans le service de la Lecture publique.

Historique.

A l'intérieur des trois départements de l'Algérie, un certain nombre de petites bibliothèques publiques existent dès la fin du XIX^{me} siècle. Elles sont d'origine très diverses : bibliothèques municipales, bibliothèques scolaires, création de Sociétés de lecture, de Ligues de l'Enseignement, de patronages. On constate, dans les plus anciennes, l'existence d'un fonds judicieusement composé et ayant nécessité une dépense élevée. Toutefois, depuis un demi-siècle, la situation de ces établissements marquait un recul très net. En 1925, les Délégations financières inscrivaient pour la première fois au budget de la Bibliothèque Nationale un crédit de 30.000 Fr. destiné à l'achat d'ouvrages pour les Bibliothèques publiques. Ce crédit, porté ensuite à 75.000 Fr., permettait, en 1939, d'envoyer des livres à un petit nombre de bibliothèques de l'intérieur. Mais la guerre devait malheureusement interrompre ces premières tentatives de Lecture publique.

En 1944, la Direction de l'Education Nationale mettait sur pied un nouveau plan de scolarisation, dont l'exécution n'allait pas tarder à se traduire par une augmentation considérable du nombre des élèves dans les trois degrés : primaire, secondaire et supérieur. En même temps, des rudiments d'instruction étaient apportés aux populations illettrées, sous la forme de cours spéciaux pour adultes, assurés par 1.250 instituteurs.

Les progrès ainsi accomplis dans le domaine de la scolarisation et de l'éducation de masse devaient logiquement entraîner le développement parallèle des bibliothèques, complément indispensable de l'Ecole. Rien ne sert, en effet, d'apprendre à lire aux adultes, ni d'instruire les jeunes générations, si l'on n'est pas à même de leur assurer, par la suite, une pratique constante de la lecture, en même temps que des instruments de culture et d'éducation sociale.

Depuis la guerre, on peut d'ailleurs constater dans les différentes couches de la population, tant urbaine que rurale, un renouveau d'intérêt pour la lecture — intérêt qui procède d'un besoin d'information et de culture, en même temps que du désir de s'évader, grâce aux livres, des soucis et des monotonies de la vie quotidienne.

Quoi qu'il en soit, la question de la Lecture publique est à l'ordre du jour et cela explique que 75 % des bibliothèques existant actuellement en Algérie soient de création récente, postérieure à 1946.

La Direction des Bibliothèques de France a mis au point, au cours de ces dernières années, à la suite d'enquêtes approfondies portant sur l'ensemble du territoire français, une technique concernant l'organisation et l'extension des Services de Lecture publique — technique dont on a pu constater l'efficacité lors des Journées de la Lecture publique rurale, tenues au Ministère de l'Education Nationale, en décembre 1953. Le Stage d'Etudes International organisé par l'UNESCO à Ibadan (Nigéria) sur le développement des Bibliothèques publiques en Afri-

que, a également mis l'accent sur la nécessité d'une organisation rationnelle de la Lecture publique sur le plan national et régional et sur celle d'une formation technique des responsables non professionnels.

A l'heure actuelle, la Bibliothèque Nationale d'Alger assure à 238 bibliothèques des dotations en livres, qui seront bientôt renouvelées périodiquement, grâce à un système de caisses-bibliothèques circulantes, échangées deux ou trois fois par an. Instructions et renseignements sont adressés aux différents responsables, relativement à la manière de tenir une petite bibliothèque et l'Administrateur de la Bibliothèque Nationale est chargé d'une mission d'inspection dans les bibliothèques publiques des trois départements.

Les Bibliothèques bénéficiaires d'envois de livres sont les suivantes :

a) Bibliothèques Municipales.

Les Bibliothèques Municipales importantes, comme celles de Constantine, Oran, Bougie reçoivent des ouvrages de fonds et des livres d'études. Les petites bibliothèques communales bénéficient de dotations composées de romans, biographies, œuvres de vulgarisation.

b) Centres Municipaux de Kabylie.

Depuis longtemps, la population kabyle, travailleuse et avide de connaître, réclame des bibliothèques, au même titre que des écoles. L'Administrateur de la Bibliothèque Nationale a pu effectuer, au cours de l'année dernière, trois tournées de prospection en Grande Kabylie. A la suite de cette enquête, douze petites bibliothèques ont été créées dans les Centres Municipaux de la circonscription de Michelet, petits villages perchés dans la montagne, desservis par des pistes ou des sentiers muletiers. De nouvelles bibliothèques seront fondées cette année dans les régions de Michelet et Fort-National, où la population montre un vif intérêt pour la lecture.

c) Bibliothèques post-scolaires.

Certaines bibliothèques populaires sont établies dans les Ecoles. Elles sont dues à l'initiative d'instituteurs qui ont su grouper autour d'eux les bonnes volontés locales et consentent à consacrer leurs loisirs à la confection des fiches et à l'entretien des collections.

d) Maisons des Jeunes et Foyers Ruraux.

Ces derniers au nombre de 109 (63 dans le département d'Alger, 30 dans celui d'Oran et 16 dans celui de Constantine, sans compter les créations en cours). Chacun d'entre eux possède déjà ou aura prochainement une bibliothèque, qui constitue un des éléments les plus actifs de ces foyers. Le responsable bénévole en est soit l'instituteur, soit le secrétaire de mairie ou un colon de bonne volonté.

e) Bibliothèques d'Hôpitaux et Sanatoria.

L'Hôpital de Mustapha, l'Hôpital-hospice de Douéra, les Sanatoria de Béni-Messous et de Rivet, ainsi que les hôpitaux dépendant de la Croix-Rouge française, bénéficient également des dotations effectuées par la Bibliothèque Nationale.

f) Bibliothèques des Prisons.

Les Prisons de Barberousse et Maison-Carrée, le Centre Pénitentiaire d'Alger et la Maison Centrale de Berrouaghia sont maintenant dotés de bibliothèques à l'usage des détenus. Toutes reçoivent des livres de la Biblio-

thèque Nationale d'Alger. Des ouvrages en langue arabe sont inclus dans ces envois, pour les prisonniers musulmans.

g) Territoires du Sud.

Une vingtaine de bibliothèques vont être incessamment créées dans le Sud algérien. (Touggourt, Laghouat, Colomb-Béchar, Aïn-Sefra, Tamanrasset, Timimoun, etc.).

REALISATIONS EN COURS ET PROJETS D'AVENIR

Une enquête est en cours en vue de l'élaboration d'un plan systématique de la Lecture publique dans les trois départements de l'Algérie, réalisable par tranches. Ce programme, qui sera soumis prochainement aux autorités compétentes, prévoit l'établissement de bibliothèques centrales de prêt assurant la diffusion des livres à l'aide de bibliobus équipés selon la technique reconnue la plus efficace. Un système de conférences et de stages sera organisé à l'usage des responsables non professionnels.

Il sera nécessaire de créer aussi une petite bibliothèque-pilote, organisée selon les règles de la bibliothéconomie moderne et qui pourra servir de modèle, en même temps que de centre de formation pratique du personnel non qualifié existant dans les autres bibliothèques publiques.

Tels sont les objectifs que l'on doit s'efforcer d'atteindre, pour doter l'Algérie d'une organisation rationnelle de la Lecture publique, digne de sa vie culturelle et du rôle qu'elle est appelée à jouer sur le plan spirituel et social.

Germaine LEBEL,

**Administrateur de la Bibliothèque
Nationale d'Alger.**

DOCUMENTS ALGÉRIENS

Service d'Information
du Cabinet du Gouverneur Général de l'Algérie

N° 74 — 30 NOVEMBRE 1954

Les appellations successives de l'Algérie (Étude de toponymie)

JAN 20 1955

UNIVERSITY OF FLORIDA

On sait que le mot *Algérie*, qui sert à désigner le pays de ce nom, est une appellation géographique qui par décision du Ministre de la Guerre en date du 14 octobre 1839 a remplacé l'expression peu précise de « Possessions Françaises dans le Nord de l'Afrique », qui elle-même avait été substituée après la conquête d'Alger à « Régence ou Royaume d'Alger », appellation n'ayant plus sa raison d'être après la disparition du gouvernement du dey.

Cependant le mot *Algérie* se trouvait déjà dans l'œuvre de Fontenelle (*Entretiens sur la pluralité des mondes*, 1686) de même que le mot *algérien* (*Eloges des académiciens*, 1708), où M. Maurice Da Costa les a découverts récemment (voir *Afrique*, février-mars 1954). Si Fontenelle, ou un autre avant lui, a forgé le mot *Algérie* suivant un système de dérivation familier à la langue française, en prenant comme base *Alger*, il fallait le retentissement de la conquête pour le lancer dans la circulation des idées et lui donner une audience universelle.

Avant que ce terme ait pris place dans la nomenclature géographique d'une manière exclusive et définitive, le pays qu'il désigne a, dans le passé, porté des appellations diverses dont l'étude n'est pas sans présenter un intérêt géographique, historique et linguistique évident.

*
**

L'Algérie fait partie d'une contrée appelée de nos jours *Afrique du Nord* et qui, dans le passé, en a porté beaucoup. Dans les *Siècles obscurs du Maghreb*, E.F. Gautier dit que l'Afrique du Nord est un pays sans nom. C'est une boutade. Il serait plus exact de dire qu'elle en a eu trop, d'où une confusion qui déroute parfois l'historien ou le géographe.

L'instabilité politique du pays et l'humeur turbulente de ses habitants, au cours des siècles passés, ne lui ont permis que tardivement d'en fixer quelques-uns qui ont aujourd'hui une assez large audience. Citons notamment *Afrique du Nord* (par opposition sans doute à *Afrique du Sud*) qui a été adopté par tous les géographes français et quelques historiens et *Berbérie* adopté par les historiens et les ethnographes. La *Berbérie* est, évidemment, le pays des Berbères, ethnique désignant les habitants indigènes ; nous verrons plus loin l'origine de ce mot.

Parmi les autres noms qui ont servi à désigner l'Afrique du Nord et qui n'ont plus cours, le plus anciennement connu est certainement *Libye* ou *Libya*, employé par les auteurs grecs (Homère, Hésiode, Hérodote et les géographes jusqu'à Strabon) pour désigner l'Afrique du Nord et même le continent ou « tierce partie du monde » distinct de l'Europe et de l'Asie.

La Libye était à l'origine le pays des Lebous, peuplades qui habitaient les côtes africaines entre l'Égypte et Cyrène, que fréquentaient les premiers navigateurs grecs. Les Lebous sont également cités dans la Genèse sous le nom de Loubim, qui est un pluriel, et par les textes égyptiens. D'après Carette (Origine et migrations des principales tribus de l'Algérie, p. 260-261) et Tissot (Géographie de la Province Romaine d'Afrique, I, p. 388), les Lebous qui donnèrent ainsi leur nom au continent africain sont les Louata, la grande tribu berbère originaire de Tripolitaine, et de Cyrénaïque citée par Procope et Corripus (VI^e siècle de notre ère), puis par Ibn Khaldoun (XIV^e siècle) dans son Histoire des Berbères I, p. 171 et passim, qui nous dit que les Loua formaient deux grandes familles ethniques : les Nefzaoua et les Louata, lesquels se partageaient en grand nombre de branches. Ces tribus après avoir joué un grand rôle au cours des siècles obscurs du Maghreb, sont rentrées dans l'ombre avec l'avènement des Turcs, mais le nom des Louata en tant que fractions subsiste encore en Tripolitaine, en Tunisie et en Algérie.

*
**

Cependant le nom de Libye après s'être appliqué au continent, se restreignait à l'Afrique du Nord, puis ne désignait plus, à l'arrivée des Arabes, qu'une partie de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine ; il avait été supplanté par le vocable *Africa*. Voici dans quelles conditions.

Au cours des guerres puniques, les Romains eurent l'occasion de constater que le territoire de Carthage s'appelait d'un terme, soit indigène soit punique, qu'ils transcrivirent *Africa* et qui est parvenu jusqu'à nous sous cette forme sans aucune altération. D'après Gsell ce vocable désignait l'habitat des Afri, tribu berbère distincte des Numides qui occupaient les royaumes de Massinissa et autres chefs indigènes. D'autres historiens donnent une origine sémitique à ce vocable. Ce qui est certain c'est que le territoire de Carthage, qui s'étendait entre la Méditerranée et une diagonale partant de Tabarca pour aboutir à Sfax, fut annexé à Rome sous le nom d'*Africa* ; ceci démontre que le nom d'*Africa* qui lui fut donné officiellement correspondait à une réalité géographique dans l'esprit des Romains. Notons que Polybe, historien lucide des guerres puniques, emploie uniquement le vocable *Africa* pour désigner l'Afrique du Nord.

Par un phénomène d'extension onomastique dont on a d'autres exemples, ce nom qui répondait, à l'origine, à un territoire modeste par ses dimensions, supplanta celui de Libye inventé par les Grecs et s'appliqua assez vite au continent tout entier, probablement peu de temps après la chute de Carthage. Dans le *Bellum Iugurthicum*, Salluste nous dit que « dans la division du globe terrestre, la plupart des auteurs regardent l'Afrique comme troisième partie du monde, quelques-uns n'en comptent que deux, l'Asie et l'Europe, et comprennent l'Afrique dans cette dernière ». Pour P. Mela, qui écrivit vers 40 après J.-C., l'*Africa* est bien un continent comme l'Europe et l'Asie auxquelles il la compare, mais il désigne aussi sous ce nom la province romaine d'Afrique.

Bien avant cette emprise géographique du vocable, les Romains distinguaient, très probablement à la suite des Carthaginois, outre l'*Africa*, la Numidie qui lui était limitrophe à l'Ouest et la Maurétanie qui faisait suite à la Numidie, l'une étant habitée par les Numides et l'autre par les Maures. Justin, abrégé-

viateur de Trogue-Pompée, nous dit (XIX, 2, 4) que Carthage eut à combattre sous les Magonides, au V^{me} siècle avant J.-C., des Maures et des Numides, deux peuples différents dont on ne nous précise pas l'habitat. Mais leur localisation dans l'espace est plus évidente dans Polybe, qui nous dit que Cirta était la capitale de la Numidie et les Maurétaniens un peuple habitant les côtes atlantiques.

Après la destruction de Carthage, Scipion fit creuser un fossé frontière appelé *fossa regia* parce qu'il était contigu aux royaumes indigènes, et dont le tracé affectait une ligne brisée, en diagonale, partant de la Tusca (Oued El-Kébir près de Tabarca) et aboutissant à Thenae (près de Sfax). Au delà de ce fossé jusqu'au *Mulchat flumen* (Moulouia) s'étendait la Numidie où régnaient les descendants de Massinissa, avec Cirta pour capitale. La Maurétanie, pays sous la domination du roi Bocchus, était comprise entre le Mulchat et l'Atlantique.

Quant à la région méridionale en bordure du Sahara, c'était le domaine des Gétules nomades et pillards, dont Saluste a été le premier à nous informer.

Ainsi environ un siècle et demi avant notre ère, la personnalité géographique des territoires comprenant l'Algérie actuelle était déjà distincte sous les noms de Numidie, de Maurétanie et de Gétulie. Mais les frontières de ces trois contrées étaient fort imprécises, sauf à l'Est où le fossé de Scipion, comme nous l'avons vu, délimitait le domaine de Rome.



A partir de Jules César, Rome va modifier et préciser les limites de l'Africa, de la Numidie et de la Maurétanie sans changer les appellations en cause qui survivent aux guerres entreprises par les Romains pour consolider leur conquête.

Après sa victoire de Thapsus (46 avant J.-C.) sur les Pompéiens et Juba I, leur allié, Jules César, réorganisa et agrandit les possessions romaines d'Afrique. Le royaume de Juba qui englobait la Numidie au delà du fossé de Scipion fut supprimé et constitua l'*Africa Nova*, tandis que l'ancienne province en deçà du fossé prit le nom d'*Africa Vetus*. Sittius, aventurier au service de César, recevait pour prix de ses services les quatre colonies cirtéennes de Cirta, Rusicade, Chullu et Milev qui formèrent une enclave territoriale dotée d'une sorte d'autonomie interne.

Bocchus le Jeune qui régnait sur la Maurétanie put étendre ses Etats, probablement jusqu'à l'Ampsaga (Oued El-Kebir).

Vingt ans plus tard, l'Africa Nova était réunie à l'Africa Vetus pour former la Proconsulaire (Provincia Proconsularis), qui eut pour limite, autant qu'on puisse la suivre exactement sur le terrain, une ligne partant de la mer au Nord-Ouest d'Hippo Regius et contournant à l'Ouest les villes de Calama, Thubursicum Numidarum, Thagura, Thagaste, Madauros et Theveste qui se trouvaient en Proconsulaire, de même que les villes de la région syrtique.

La Numidie disparut en tant qu'entité politique et forma une marche militaire commandée par un légat de l'empereur ayant sous ses ordres la III^{me} Légion Auguste en garnison à Lambèse. Cette province était limitée à l'Orient par la Proconsulaire suivant le tracé sus-visé, tandis que sa frontière occidentale contiguë à la Maurétanie partait de l'embouchure de l'Ampsaga, longeait ce flumen, contournait Cuicul à l'Ouest et Sitifis à l'Est, passait par Zará et continuait vers les confins sahariens.

Auguste attribua toute la Maurétanie à Juba I, qui établit sa capitale à Iol-Césarée (Cherchell) ; mais en 42, après l'assassinat de Ptolémée, fils de Juba, la Maurétanie fut annexée à Rome. Cette

vaste contrée forma deux provinces nouvelles séparées par la Moulouia : la Maurétanie Césarienne ayant Iol-Césarée pour capitale et la Maurétanie Tingitane avec Tingis pour capitale. Ces deux provinces furent gouvernées par des procureurs de rang équestre dépendant de l'empereur.

Sous le Bas-Empire, à la suite d'une réorganisation administrative décidée par Dioclétien, la Maurétanie Césarienne fut divisée en deux provinces : la Maurétanie Césarienne proprement dite ayant toujours Iol-Césarée pour capitale et la Maurétanie Sitifiennne, à l'Ouest, ayant pour chef-lieu Sitifis (Sétif). Ces deux provinces furent rattachées au diocèse qui dépendait de la préfecture d'Italie, tandis que la Maurétanie Tingitane (Maroc) fut rattachée au diocèse d'Espagne.

Jusque là, dans les derniers temps de la domination romaine, les provinces d'Afrique eurent comme limite méridionale, en bordure du Sahara, une ligne fortifiée allant des confins du Maroc, appelée *limes*. Le *limes* ou *Fossatum Africae* était destiné à protéger les zones de colonisation des Hauts-Plateaux et du Tell contre les incursions des pillards.

Cette ligne de défense établie en profondeur était constituée par trois éléments essentiels que les explorations aériennes du colonel Baradez ont mis en évidence : un fossé à peu près continu épousant les particularités du terrain, flanqué d'ouvrages militaires variés allant de la tour de guet jusqu'au camp retranché, et un réseau routier d'ordre stratégique et économique. Ce complexe vivant comprenait aussi une zone de mise en valeur agricole dont les vestiges : points d'eau aménagés, cultures en terrasses, etc., apparaissent nettement sur les photographies aériennes et font contraste avec l'aspect désolé de ces mêmes régions depuis l'invasion arabe.

Le *limes* africain avait donc un triple but : protéger les campagnes et les cités septentrionales contre les déprédations des nomades et montagnards rebelles ; sédentariser les éléments ethniques de bonne volonté et faire vivre les défenseurs du *limes* sur leurs propres fonds.

*
**

En s'établissant à Carthage, en 439 de notre ère, après une longue randonnée à travers la Maurétanie et la Numidie soulevées sous leurs pas, les Vandales ébranlèrent les fondements de la puissance romaine déjà minée par les révoltes indigènes et les excès du donatisme. A la suite d'un traité avec Théodose II et confirmé par Valentinien III, Genséric, roi des Vandales, prit possession de la Proconsulaire et de la Numidie, à l'exclusion des Maurétanies.

Mais la domination romaine sur les Maurétanies ne fut plus que nominale et les tribus indigènes reprirent leur vie indépendante. Le *limes* plia partout sous la pression des tribus chamelières qui étaient devenues puissantes.

En 534, l'empereur Justinien, après la conquête de l'Afrique vandale, procéda à sa réorganisation. Le diocèse d'Afrique eut pour chef-lieu Carthage, siège du gouvernement civil et militaire, et comprit trois provinces consulaires : la Numidie (Est du Constantinois), la Maurétanie Première ou Sitifiennne, la Maurétanie seconde ou Césarienne (Algérie Centrale) et la Sardaigne.

En réalité, ces divisions administratives étaient théoriques et une grande partie de l'Afrique échappait à l'autorité de Byzance comme le prouve le tracé du *limes* byzantin. Celui-ci suivait l'ancien tracé

romain au Sud de la Byzocène et de la Numidie, puis il contournait la lisière méridionale de l'Aurès et de Tolga, atteignait le chott El-Hodna d'où il bifurquait vers le Nord en direction de Bougie.

Ainsi fut abandonnée, sous la pression des tribus montagnardes et des tribus chamelières, la plus grande partie des Maurétanies, où seulement quelques points de la côte maritime ont gardé trace de l'occupation byzantine.

*
**

Avec l'arrivée des Arabes en Afrique du Nord et leur établissement définitif vers 700 de notre ère, les notions des provinces géographiques et administratives que les Romains avaient implantées disparaissent assez rapidement, à l'exception d'*Ifriqiya*, transcription arabe du nom d'Africa, que les nouveaux conquérants conservèrent pour désigner le territoire dépendant de Kairouan. Officiellement celui-ci portait le nom de *Amallat al-Qāirouan* et correspondait à peu près à la Tunisie et au Constantininois réunis.

Les noms de Numidia et de Mauretania que l'on voit apparaître sur les cartes anciennes ne sont plus que des traditions érudites et sont inconnues des nouveaux maîtres, qui sont en général des nomades complètement étrangers aux notions de territorialité politique. Pour eux, le critérium est le domaine mouvant des terres de parcours de la tribu.

L'Afrique du Nord est d'une manière générale désignée par les Arabes sous le vocable vague et imprécis d'El-Maghrib « le pays qui est situé à l'Occident » de Damas ou de Bagdad, siège du califat. De Kairouan, les émirs qui gouvernent au nom du calife lancent leurs raids conquérants ou punitifs à travers le Maghrib dont ils distinguent les régions suivant leur éloignement de la nouvelle capitale. On connaît ainsi le *Maghrib el-Aousit* « Occident central » correspondant à peu près à l'Algérie actuelle, moins le Constantininois, et le *Maghrib el-Aqça* correspondant au Maroc. La partie méridionale désertique du Maghrib reçoit le nom adéquat de *Sahara*. On distinguera par la suite le Sahel ou zone du littoral maritime et le Tell, zone cultivable par rapport au Sahara, zone stérile.

En pénétrant en Ifriqiya les Arabes y rencontrèrent, d'après les historiens de la conquête, des habitants qu'ils désignent suivant leur origine ethnique : des *Roum*, c'est-à-dire des Romains (Byzantins), des *Afariq* ou Africains latinisés, et des *Berbères*, c'est-à-dire des tribus indigènes non romanisées que les Byzantins à la suite des Romains appelaient *Barbari* « Barbares ». Ce vocable devint sous la plume des auteurs arabes qui n'en comprenaient pas le sens, *Berbri*, pluriel *Beraber*. Il a reçu depuis audience universelle et a fait naître récemment « Berbérie » dont nous avons parlé plus haut.

On sait que les Arabes ne surent pas organiser politiquement leur conquête dont l'unité factice, sous l'égide de l'émir de Kairouan, s'effrita bientôt sous la poussée des tribus entraînées par des chefs religieux hérétiques et dissidents.

Mais les royaumes qui surgissent dans le Maghreb central, du IX^m au XIII^m siècle sont des États éphémères aux limites imprécises et mouvantes : royaumes de Sidjilmassa, de Tiaret, des Kotama, d'El-Achir, d'El-Qalaa, de Bougie, de Tlemcen ont un hinterland provisoire et revisable selon la puissance militaire ou l'influence mystique du personnage qui en est le chef. Par ailleurs, le territoire de la tribu, son terrain de parcours plus ou moins défini, c'est l'entité géographique qui prédomine un peu partout et quand la tribu quitte en grande majorité son territoire, comme ce fut le cas des Kotama au X^m siècle, le nom sombre dans l'oubli le plus profond. Seuls sont une réalité à peu près permanente, les noms des villes qui persistent dans le même site.

Retenons dans l'enchevêtrement confus des ethniques et des noms de lieux, une appellation géographique qui aura une fortune singulière. Elle apparaît pour la première fois chez un auteur arabe du IX^me siècle, Ibn Hawqal qui visita la cité qui en était l'objet vers la fin dudit siècle. C'est El-Djezaïr, plus exactement *Djezaïr Beni Mezghanna* « les îles de la tribu des Mezghanna ». Elle venait d'être fondée sur l'emplacement d'une ville punico-romaine (Icosium) par le fils de Bologguin ben Ziri, prince kabyle qui régnait à Kairouan (974 à 984). Un auteur andalou du XI^me siècle, El-Bekri, nous dit que son port était « très fréquenté par les marins de l'Ifriqiya, de l'Espagne et des autres pays », c'est-à-dire des nations chrétiennes.

On sait comment la vocation maritime d'El-Djezaïr s'orienta nettement vers la piraterie, avec la venue des réfugiés musulmans d'Espagne et surtout la prise de possession de la ville par les corsaires turcs qui la mirent, à partir de 1516, sous la dépendance politique de Constantinople.

*
**

Sous la domination turque, le pays algérien prit le nom de « Régence d'Alger », en arabe : *Oualiyat el-Djezaïr*, et quand le pouvoir des deys se fût affermi de « Royaume d'Alger », en arabe : *Mamelakat el-Djezaïr*.

Mais pour les Chrétiens, d'une manière générale, Alger était située en *Barbarie*, mot venu du latin de basse époque désignant les pays africains, sans doute depuis le Moyen Age. On distinguait les Echelles du Levant et les Echelles de Barbarie. Le roi Charles IX établit un consul de la nation française à Alger en 1564 ; mais trois ans auparavant des négociants marseillais s'étaient installés sur les côtes algériennes, dans la région de La Calle, et y avaient fondé le Bastion de France, en Barbarie.

Barbarie donna naissance à son tour au vocable *barbaresque*, à la fois nom et adjectif. En 1585, se constitua la *Ligue des ports de Provence contre les Barbaresques* ; quant aux corsaires *barbaresques* l'expression eut cours en France jusqu'à la fin de la course en mer, entre 1820 et 1830. *Barbarie* eut aussi la vie dure pour désigner les Etats d'Alger, de Tunis et de Tripoli, où l'on était « esclave en Barbarie ». Le Père Dan intitula son ouvrage : *Histoire de la Barbarie et de ses corsaires* (1637, 2^me éd. 1649), qui décrit les Régences d'Alger et de Tunis sous les Turcs.

En même temps qu'ils faisaient d'Alger la capitale politique et militaire du pays algérien, les Turcs donnèrent à celui-ci une organisation qui engloba peu à peu, tant bien que mal, plutôt mal que bien, les futurs départements français d'Alger, de Constantine et d'Oran. Cette organisation s'appuyait, d'après L. Rinn, sur quatre territoires politiques et administratifs :

1° Dar Es-Soltâne ou domaine de la couronne sous la dépendance directe du dey d'Alger et comprenant les villes d'Alger, Blida, Koléa, Cherchell et Dellys et des districts et cantons appelés El-Watan, sous les ordres de caïds turcs ;

2° Beylik el-Titteri (beylik signifie « territoire gouverné par un bey ») chef-lieu Médéa, comprenant un certain nombre de districts et de tribus ;

3° Beylik Ouarane, chef-lieu Oran, comprenant des groupes de tribus sous le commandement de trois chefs : l'agha des Douaïr, l'agha des Zméla et le khalifa Ech-Chenoy ;

4° Beylik Qsantina, chef-lieu Constantine comprenant surtout des territoires autour de cette ville, le reste de la province étant sous la dépendance de puissants chefs arabes ou berbères.

Ces provinces étaient habitées par des tribus, fractions et groupes ethniques parmi lesquels on distinguait les rayat ou sujets et les ahl el-makhzen ou gens du gouvernement « guerriers, apanagistes ou fermiers » et d'autre part, les alliés et vassaux des Turcs et les indépendants dont les territoires constitués en fiefs plus ou moins héréditaires échappaient au contrôle des Turcs.

En même temps qu'ils poursuivaient leur effort d'organisation et d'emprise fiscale, les Turcs essayaient de fixer les limites de leurs possessions territoriales à l'Est et à l'Ouest tout comme un paysan anatolien se précautionne contre les empiètements du voisin.

Du côté du Maroc, ce n'était pas chose facile car ce pays était habité par des populations guerrières et agressives, notamment dans les parages de la Moulouya d'où partaient les incursions en territoire algérien. Au cours du XVII^m siècle les sultans alaouides repoussèrent les Turcs jusqu'à la Tafna. Ceux-ci, par la suite, reprirent une partie du terrain perdu, et la frontière devint à peu près celle que franchit Abdelkader pour se réfugier en territoire marocain après la prise de sa smala en 1843. Des incidents graves surgirent alors qui mirent au premier plan la question de la frontière algéro-marocaine. C'est pourquoi la bataille d'Isly fut suivie du traité de Tanger (1844) dont l'art. 5 énonçait que « la délimitation des frontières entre l'Algérie et le Maroc ferait l'objet d'une convention spéciale négociée et conclue sur les lieux ».

La dite convention spéciale, signée à Lalla-Marnia le 18 mars 1845, déterminait le tracé de la frontière là où il était possible et nécessaire de le faire.

La frontière partait de la mer, à l'embouchure de l'Oued Adjeroud (Oued Kis) dont elle suivait le cours jusqu'à Ras El Aïoun et de là se dirigeait en suivant la crête des montagnes ou longeant les plaines jusqu'au col de Téniet El-Sassi. Dans la région comprise entre ce col et l'oasis de Figuig, la convention n'établissait aucune limite territoriale, mais répartit les tribus et les ksours entre le Maroc et la France. Quant à la région saharienne située au Sud des Ksours, toute délimitation y apparaît superflue, dit le traité, vu que c'est le désert « inhabitable et sans eau ».

Depuis ce traité, les choses sont restées à peu près en l'état dans le Sud Oranais, bien que la question d'un tracé définitif ait été examinée à plusieurs reprises, et encore en février 1950, par les représentants de l'Algérie et du Maroc.

Du côté de Tunis, il fut moins difficile d'arriver à un accord, car on était entre Turcs d'origine ou « de profession ». Mais si les Turcs d'Alger et ceux de Tunis étaient parents leurs bourses ne l'étaient pas. Il fallut décider jusqu'à quelle tribu ou fraction de tribu la fiscalité respective pouvait s'exercer.

On en discute donc, et c'est le traité algéro-tunisien de 1614 qui délimite une frontière commune depuis le cap Roux jusqu'à l'Oued Sarrath, dans le pays des Fréchiches. Un nouveau traité passé en 1628 confirme les limites fixées trois lustres auparavant, mais ne dépasse pas le territoire des Fréchiches. La région des steppes entre Thala, Tébessa et Tozeur est une sorte de *no man's land*, où les tribus échappent à l'impôt de part et d'autre. Le souverain de Tunis, Hammouda bey (1786-1814), profite d'une certaine carence d'Alger pour porter son autorité plus à l'Ouest, malgré le traité de 1628 bien oublié depuis deux siècles. Rentre ainsi en territoire tunisien une zone fiscale qui s'étend de Kalaates-Senane jusqu'à Nefta.

Ch. Monchicourt, dans une étude sur la frontière dont il s'agit (*Revue Africaine*, 1938, p. 31 et s.) nous dit que la paix conclue en 1821 entre le bey de Tunis et le dey d'Alger, sous les auspices du sultan de Constantinople, clôt la période des hostilités et consacre la situation de fait « que la France trouve et adopte lorsqu'elle conquiert Alger en 1830 et Constantine en 1837 ».

En réalité, il fallut la création de plusieurs commissions mixtes, dont les travaux s'échelonnèrent de 1881 à 1902, pour régler définitivement la délimitation de la frontière algéro-tunisienne.

En ce qui concerne les limites de leur domination dans les régions méridionales, les Turcs avaient contre eux tout l'inconnu de ces régions dont les populations leur étaient plus ou moins hostiles. Ils firent des raids militaires dans quelques cités sahariennes pour les razzier. C'est ainsi que Laghouat et Tougourt requèrent la visite onéreuse des colonnes turques. Sur la carte du Royaume d'Alger en 1830 publiée par L. Rinn, les régions présahariennes sont le domaine de tribus indépendantes ou alliées.

La conquête de l'Algérie par les Français devait nécessairement entraîner celle du Sahara pour assurer la sécurité de la colonisation des régions septentrionales, que les populations turbulentes et fanatiques du Sud pouvaient à tout moment compromettre. C'est pourquoi fut entreprise la conquête du Sahara. Elle fut lente et progressive et s'étendit de 1849 à 1902, date à laquelle la période de pénétration fit place à la période de pacification.

La loi du 24 décembre 1902 fixe les limites de l'Algérie du Nord et des Territoires du Sud dont elle détermine aussi l'organisation administrative. Les Territoires du Sud qui s'étendent sur la plus grande partie du Sahara français forment les quatre territoires d'Aïn-Sefra, de Ghardaïa, de Tougourt et des Oasis.

Cependant, en conséquence du Statut de l'Algérie du 24 septembre 1947, les Territoires du Sud sont supprimés et doivent être intégrés, en tout ou en partie, dans les départements existants ou à créer.

Dernière en date des appellations successives du pays, *Algérie* en s'imposant a refoulé dans le domaine de l'érudition, celles qui l'avaient précédé dans le temps et dans l'espace.

Les mots Libye, Numidie, Maurétanie, Maghrib el-Aousit, El-Djezaïr, Barbarie, Régence et Royaume d'Alger, etc., ont eu des fortunes diverses.

Libye désigne aujourd'hui la Tripolitaine et la Cyrénaïque réunies. Numidie a disparu. Maurétanie (Mauritanie) désigne une province de l'A.O.F. située au Nord du Sénégal. Régence et Royaume d'Alger ont disparu dans l'usage courant, de même que Barbarie qui ne semble avoir survécu que dans le nom vulgaire du Cactus raquette ou *Opuntia vulgaris* (Figuier de Barbarie).

Maghrib el-Aousit et El-Djezaïr sont encore employés en langue arabe, mais El-Djezaïr par une évolution linguistique dont les navigateurs chrétiens sont responsables devait se cristalliser sous une vocalisation et une graphie nouvelles : *Alger*, transcription qui figure déjà sur la carte Catalane dite de Charles V (1375), d'après R. Lespès (*L'origine du nom français d'Alger traduisant El-Djezaïr*, dans « *Revue Africaine* », 1926).

Le génie français a tiré de ce mot l'appellation géographique *Algérie* dont la fortune a suivi l'organisation du pays algérien ainsi que la pénétration de la France au Sahara. Cette appellation s'est étendue progressivement vers le Sud.

Arthur PELLEGRIN,

Membre correspondant
de l'Académie des Sciences Coloniales.

L'évolution de la rue musulmane d'El-Djezaïr

A l'origine de notre cité, et avant l'apparition de toutes constructions, la colline sur laquelle s'édifie le quartier de la Casbah d'Alger avait, bien entendu, des ravines beaucoup plus importantes.

Cette croupe aux sous-sols constitués par les schistes brillants, était sillonnée par des ruisseaux et des ravins dont les deux principaux apparaissaient sur la carte de 1831. Ces deux dépressions s'étendent, l'une de la Casbah à l'emplacement de l'ancien fort Bab-Azoun, aujourd'hui square Bresson, l'autre de la Casbah à l'emplacement de l'ancienne porte Bab-El-Oued que l'on peut approximativement aujourd'hui situer près du Lycée Bugeaud. Elles constituent les deux côtés égaux du triangle sensiblement isocèle présenté par l'allure générale du plan d'EL-DJEZAIR. Elles drainaient l'eau de pluie qui, suivant des chemins souterrains, s'infiltrait dans les diaclases, se répandait suivant les failles schisteuses et, parfois, revenait à l'air sous forme de sources dont les principales (l'AIN EL N'ZAOUKA, l'AIN EL OLDJ, l'AIN EL ATOCH, l'AIN AMRA, et les sources de la Place du Gouvernement furent repérées et utilisées par les habitants d'EL-DJEZAIR avant la restauration et la construction des aqueducs. Peut-être même, les Phéniciens d'Ikosim et les Romains d'Icosium ne les ont-ils pas négligées. La présence de citernes de grande capacité situées encore aujourd'hui sous la Cathédrale pourrait nous permettre de le croire.

Grâce aux renseignements que nous avons pu puiser dans les documents établis à l'occasion du nivellement général de la Ville d'Alger (1) nous avons pu reconstituer, au moyen de courbes de niveau, l'allure de la colline.

Bien entendu, les points de nivellement utilisés représentent les cotes d'aujourd'hui, c'est-à-dire selon toute vraisemblance, celles qui sont déterminées par la cote du fond du thalweg augmentée de la hauteur de l'égout et de l'épaisseur du remblai.

C'est dire que la représentation actuelle par courbes de niveau nous donne, néanmoins, une allure générale moins tourmentée que celle d'origine.

Le plan à courbes de niveau, ci-joint, donne une idée de l'allure générale de cette colline.

(1) Restitution topographique des plans aériens de la C. A. F.

L'on voit dans cette figuration, l'importance des thalwegs et des croupes et, aussi, le parti que l'on pouvait tirer de ce site pour la construction d'un groupement urbain, parti édilitaire autant que défensif.

Les ravinaux ont été désignés par les lettres A-B-C-D-E-F-G.

Nous relevons sur ce plan topographique, deux natures générales de voies :

- a) dans le bas, le tracé des rues rappelle, dans son ensemble, le tracé en échiquier des Romains,
- b) dans la partie, haute, le plan général de ces rues est complètement différent.

La rue Bab-El-Oued semble être le cardo maximus N.S., la rue de la Marine le decumanus E.O.

L'ensemble présente une série de rues parallèles (rues des Trois couleurs, Duquesne, de la Charte, d'Orléans, des Consuls) auxquelles viennent se raccorder une série de rues perpendiculaires (Doria, Navarins, des Lotophages, Bruyès, Bélisaire, Eginaïs, de la Licorne, de la Marine).

Ce tracé constitue, à n'en pas douter, une disposition qui, déformée, certes, est l'ancienne trame urbaine de l'Icosium des Romains.

La grande voie reliant les portes Bab-El-Oued et Bab-Azoun (rues Bab-El-Oued et Bab-Azoun) est située sur une courbe de niveau (cote 17) et, à peu de chose près, ne présente pas de différence de nivellement d'un point à un autre.

Nous rappelons simplement qu'il a été établi que les rues de la Marine, Bab-el-Oued et Bab-Azoun d'aujourd'hui, sont d'anciennes voies romaines qui, aujourd'hui encore, ont révélé quelques vestiges (notamment des dalles de rues), au cours des fouilles faites à l'occasion de travaux.

Dans la partie qui s'étend au-dessus de la ligne rues Bab-El-Oued et Bab-Azoun, le tracé des voies est complètement différent. Ce réseau, chaotique, désordonné, sillonne apparemment la colline en tous sens et, pourtant, il présente deux aspects de rues :

- celles qui sont situées sur les croupes et qui rappellent les sentiers de la montagne kabyle ;
- celles que l'on décèle à l'emplacement des ravins.

Examinons successivement ces deux sortes de voies :

Parcours A : rue de la Mer Rouge, une partie de la rue Médée, rue de Nemours.

B : une impasse sans nom sur la carte, rue de la Girafe.

C-D : rue de la Gazelle, rue du Chameau, rue de Thèbes, rue comprise entre les rues des Sarrasins et de Thèbes.

Parcours E : rues du Léopard et Juba.

F : rue du Regard, rue du Divan jusqu'à la place du Gouvernement sous laquelle apparaissent des sources.

G : une partie de la rue de la Casbah, rue de Toulon, une partie de la rue de l'Etat-Major.

Si nous suivons ces dépressions, nous remarquons qu'il existe, en général, une source sur leur parcours ou à une de leurs extrémités.

Les principales émergences que l'on rencontrait sont :

- l'AIN N'ZAOUKA située sur la dépression correspondant aux rues du Chameau et de Thèbes,
- l'AIN ESSABAT située sur le ravineau de la rue de la Mer Rouge,
- l'AIN EL ATOCH que l'on voit sur le prolongement de cette dernière dépression,
- l'AIN EL CHEIK HOSSAIN située sur la dépression de la rue de la Girafe,
- l'AIN EL DJEDIDA que l'on trouve sur la dépression de la rue du Regard,
- l'AIN EL OLDJ qui, faisant exception, est située sur une ligne de croupe, dans la rue de la Casbah

Le croquis montre que tous ces ravineaux semblaient vouloir se rassembler et, dans l'ensemble, convergeaient vers l'actuelle place du Gouvernement. C'est ce qui explique que les sous-sols de cette dernière sont toujours mouillés par de nombreuses infiltrations dont l'importance a nécessité la captation de ces eaux et leur déversement à la mer.

C'est l'existence de ces sources qui explique celle des nombreux puits qui existaient dans presque toutes les demeures d'EL-DJEZAIR.

En résumé, nous pouvons déterminer trois sortes de rues dans l'ancien EL-DJEZAIR :

- a) la rue romaine qui a été conservée par les Berbères, les Arabes et les Turcs et qui subsistait jusqu'à nos jours (1), avec, bien entendu, quelques modifications, a suivi la courbe de niveau (rues Bab-El-Oued-Bab-Azoun, représentant le cardo rue de la Marine perpendiculaire, représentant le decumanus maximus),
- b) la rue créée par l'usage, sur les croupes (rue de la Casbah, Porte Neuve qui, voies principales du quartier de la Casbah, sont d'anciens sentiers nés de la même manière que ceux de la montagne kabyle. Plus utilisés parce que plus anciens d'abord, offrant une circulation plus facile ensuite. Ils ont créé une voie principale, plus longue et plus droite que les autres. Ils constituent en quelque sorte, les 2 voies radiales de la cité, qui sont des voies de pénétration de la campagne ;
- c) la rue née de la dépression. C'est celle créée par la construction des immeubles en bordure du ravineau.

Comme de nombreuses voies européennes construites dans une dépression (la rue Valentin, la rue Burdeau, par exemple), la voie musulmane née du ravin s'est formée de la manière suivante :

¹(1) Ces rues du quartier de l'ancienne Préfecture ont disparu à partir de 1940, au moment de la démolition des maisons de ce quartier.

Les petits thalwegs qui recevaient les eaux de pluie, attiraient les maisons sur leurs bords en raison de la facilité d'évacuation qu'ils offraient pour l'écoulement simple et rationnel des eaux usées. Ces eaux provenant des immeubles ne pouvaient s'écouler à l'air libre, aussi, la nécessité de couvrir ces petites dépressions se fit sentir.

L'on canalisa donc ces thalwegs en construisant dans leur fond des ouvrages divers (buses vernissées pour les petits débits, égouts à section carrée, en maçonnerie de briques turques et de pierre pour les évacuations plus importantes).

Ces ouvrages légers suivaient les sinosités du ravineau.

C'est ainsi que prit naissance le réseau d'égouts d'EL-DJEZAIR dont les éléments sont encore visibles de nos jours au cours des sondages et des fouilles exécutés pour réparations ou recherches. Ces ouvrages furent recouverts de terre et, de part et d'autre, des immeubles furent édifiés qui ne pouvaient être construits qu'à proximité. Il est d'ailleurs à remarquer que dans l'Alger turc, il n'existe aucun ouvrage que nous désignons aujourd'hui, par les noms de fosses étanches ou septiques.

La rue fut ainsi constituée par l'espace laissé entre deux maisons au fur et à mesure des constructions. Certaines de ces demeures furent par la suite, au cours de l'évolution d'EL-DJEZAIR, entièrement édifiées sur des ravineaux et c'est ce qui explique que certains égouts d'origine turque passent encore sous des maisons.

Par la suite, et au fur et à mesure des nécessités, la rue fut pavée au moyen de petits pavés de calcaire bleu que l'on trouve rarement aujourd'hui, tous ces pavages ayant été remaniés et remplacés en 1934 par les modèles en usage aujourd'hui.

C'est cette origine de la rue (ravineau) qui explique que les voies de la CASBAH D'ALGER soient aussi tortueuses parce que, comme nous l'avons dit plus haut, les égouts suivaient les sinosités du ravin.

A ces trois groupes principaux de voies, nous pouvons ajouter toutes les autres qui les relient et qui présentent chacune un des trois types ci-dessus.

Ils correspondent chacun à une époque :

— un suivant la courbe de niveau : ère romaine,

— un suivant la croupe : ère kabyle,

— un suivant la dépression postérieure à l'ère kabyle (ère arabo-turque), tout au moins à l'origine de quelques rues.

Ceci peut nous conduire à situer les époques de constructions.

Selon toute vraisemblance, les immeubles musulmans ont d'abord été édifiés dans la ville romaine sans doute pour plusieurs raisons :

- a) possibilité d'utiliser les pierres provenant des ruines de l'ancien Icosium. Elles furent récupérées, sans aucun doute, par les Berbères de l'ère de Bologhine pour la construction de DJEZAIR BENI MEZGHANNA et notamment de ses remparts,
- b) mise en œuvre de ces matériaux sur un endroit tout indiqué, les rues existantes ne nécessitant que quelques aménagements au travers des siècles, se sont présentées à nous avec, bien entendu, quelques légères déformations,
- c) utilisation du site, non seulement pour ces deux raisons, mais encore parce que cette portion de territoire comprise entre la rue Bab-El-Oued et la cote (proximité de la mer) était toute désignée comme étant la plus favorable pour une ville appelée à devenir commerçante, si l'on en croit IBN HAUKAL, qui fut frappé par le « grand nombre de bazars » et « l'importance des exportations de miel, de beurre, de figues et d'autres fruits. » (1)

Ces exportations nécessitaient l'utilisation d'un mouillage naturel, et, par là même, l'obligation d'avoir la ville près de la mer.

Le commerce devenant florissant (2) la population augmentant, l'importance de la ville grandit et la nécessité de construire se fit sentir.

Les limites de la cité devinrent insuffisantes ; canalisée par ses remparts, elle prit un développement vers le haut de la colline et au-delà de la ligne formée par les rues Bab-Azoun et Bab-El-Oued.

Cette partie, comprise entre ces voies (ou peut-être un peu plus haut) et la citadelle de Bologhine qui était située près de la mosquée Sidi Ramdane, eut ses jardins envahis par les immeubles au fur et à mesure de l'augmentation de la population.

Il est hors de doute que ces derniers furent d'abord construits en bordure des voies du type « B » énoncé plus haut, les voies principales (rues Porte-Neuve et de la Casbah) situées sur les lignes de crête des croupes.

La population continuant à augmenter en raison de l'apport des populations refoulées d'Espagne qui s'installèrent dans la partie haute de la cité, il fallut construire encore et les immeubles s'accolant à ceux déjà édifiés, envahirent petit à petit les parcelles d'espaces libres entre la crête de la croupe et le fond des thalwegs voisins.

Ces bâtiments, pour « voir » la mer, se placèrent autant que possible à peu près à la même horizontale que leurs voisins et c'est ce qui explique que, dans l'allure générale le plan des immeubles de la Casbah nous montre des constructions qui suivent à peu près les courbes de niveau déterminées sur nos croquis.

(1) LESPES. ALGER esquisse de géographie urbaine (Edition 1952 page 44).

(2) EL BEKRI au XII^{me} siècle. LESPES (O.C., page 44).

Mais l'arrivée des Turcs avec ARROUDJ provoqua un apport de population nouvelle qui draina avec elle les tribus, telles que celle de TEXANA (près de DJIDJELLI) (1). Les remparts de la cité devinrent insuffisants, il fallait construire encore ; mais les besoins de la défense l'imposant, l'on dut construire une citadelle bien plus haute et augmenter la longueur des défenses.

L'espace laissé libre entre les nouvelles constructions défensives servit également à l'édification de nouveaux immeubles dont certains devaient être sans aucun doute à usage militaire.

D'ailleurs, si l'on en juge par le nom de deux rues situées dans cette partie, il semble que des casernes de soldats turcs y étaient construites.

L'on y relève, en effet, sur la carte de 1830, la rue des Mamelucks et la rue des Janissaires (2).

Ces deux catégories de soldats étaient, les uns des Turcs (les janissaires), les autres les Mamelucks venus d'Egypte après avoir été placés après leur échec sous l'autorité de SELIM 1^{er}.

Ces divers rapprochements nous permettent d'affirmer que c'est dans cet espace compris entre les remparts de BOLOGHINE (950) et ceux d'ARRCUDJ (1580) qu'ont dû s'installer les éléments militaires du premier corsaire turc d'ALGER.

Par la suite, la population augmenta encore considérablement (voir notre courbe démographique) pour atteindre en 1634, dit le père DAN, le nombre de 15.000 immeubles et de 100.000 habitants.

Cet afflux considérable d'habitants fut déterminé, selon Gramaye par plusieurs causes dont les principales étaient :

- L'arrivée des Maures rejetés d'Espagne en 1609, qui occupèrent 300 constructions nouvelles ;
- L'apport des populations par suite de la démolition du quartier Bab-Azoun pour motifs militaires en 1573 sur l'ordre de ARAB AHMED ;
- La natalité dépassant la mortalité,
- L'arrivée de nombreux et fréquents renforts turcs.

Cette importante poussée démographique nécessita la construction de nombreuses maisons et, sur les espaces libres, furent édifiées d'autres constructions qui avaient peut-être un petit jardin. La population augmentant, les jardins disparurent, le moindre espace se couvrit de maisons et, lorsqu'il n'y eut plus de terrains libres, l'on construisit au-dessus des rues. C'est ce qui nous explique aujourd'hui encore, que de nombreuses rues de la Casbah sont recouvertes par les immeubles se touchant par leurs avancées ou sont même entièrement couvertes par des maisons construites en voûtes (ESSABAT).

(1) Les originaires de TEXANA s'étaient vaillamment conduit au combat à côté des troupes d'ARROUDJ ; ce dernier les autorisa à le suivre dans ses aventures guerrières. Ils devinrent ainsi les ravitailleurs des soldats d'ARROUDJ et, jusqu'à nos jours, ont constitué une véritable corporation de marchands de légumes. D'autres sont devenus des cantonniers que l'on retrouve aujourd'hui dans les équipes municipales.

(2) Bien que les noms de rues aient été donnés et certains remaniés par les Français en 1830, la plupart ont été déterminés par des faits existants et notamment pour la circonstance par la présence de bâtiments dans lesquels logeaient des soldats d'une certaine catégorie. Il est hors de doute que le gouvernement militaire turc séparait les soldats de diverses origines (Mamelucks d'un côté, Janissaires de l'autre).

VILLES D'ALGERIE

Il est utile de faire remarquer que la population d'Alger augmentant très rapidement et dans de grandes proportions (HAEDO l'évaluait en 1580 à 60.000 habitants), le désir d'allonger les remparts et de déplacer la citadelle n'a pas été dicté à notre sens, en premier lieu, par un soin d'ordre stratégique, mais bien plutôt, par la nécessité immédiate de mettre à l'abri les populations qui affluaient vers la cité.

La défense de la cité nécessita la construction d'une nouvelle citadelle à l'emplacement où nous la voyons aujourd'hui.

Si BOLOGHINE a construit une citadelle, ce qui semble vraisemblable, celle-ci devait se trouver à un emplacement plus favorable. Un profil en long suivant 1, 2, figure III, nous montre que la colline présente une crête militaire qui vraisemblablement fut choisie pour servir à l'édification d'un ouvrage à la fois défensif et d'observation. Si ce dernier (citadelle, fortin, ou autre) a existé, il devait se trouver au sommet et à la rencontre des deux côtés du rempart.

Nous allons donc essayer de déterminer approximativement la situation de cet ouvrage de l'ère de BOLOGHINE.

Le seul document précis que nous possédons est le plan relevé par le capitaine du Génie MORIN en 1831.

En examinant cette carte, nous voyons à droite et à gauche, en bordure des grands fossés que nous appellerons fossé Bab-Azoun et fossé Bab-el-Oued, deux sortes de blockausts, identiques. Celui que l'on voit sur le rempart Bab-el-Oued existe encore aujourd'hui. Il est situé en face de la clinique de Verdun. On le désigne improprement sous le nom de « fort turc » : il est de construction berbère l'autre de même forme, situé sur le rempart Bab-Azoun, a disparu. Il y a tout lieu de croire qu'en raison de la structure figurée sur la carte de 1830, il devait être de même nature et de même construction que le fort berbère dont les vestiges demeurent.

Sur tout le parcours des remparts jusqu'à la Casbah, nous ne voyons pas sur cette carte d'ouvrages similaires. Les seules constructions du même genre qui apparaissent sont situées plus haut (à peu près égale distance de la Casbah et de ces ouvrages) et sont de nature complètement différente.

Examinons, maintenant la ligne continue des rues du Centaure, Médée, des Palmiers, Annibal et Ramdane.

Non seulement il n'existe pas dans tout le restant de la Casbah une ligne typiquement régulière de rues qui se suivent mais encore nous constatons que le sommet de cette ligne brisée, se situe sur la crête militaire.

D'autre part, elle est, dans son allure générale, parallèle à celle figurée par le rempart d'ARROUDJ.

Nous sommes donc conduits à avancer que c'est approximativement par là que passait l'ancien rempart berbère

Cette forme d'évolution n'est pas différente de celle des autres villes : la rue est née sur le rempart.

Nous ne voudrions pas avancer que cette crête militaire a été intentionnellement choisie par les Ber-

bères car ceci nous conduirait à situer l'ancienne citadelle en cet endroit, mais nous pensons que le rempart de BOLOGHINE passait par la ligne que nous avons déterminée sur notre plan.

Le profil en long établi suivant 1-2 (voir croquis) peut-être comparé au croquis établi par M. le professeur MARCAIS dans son étude sur ACHIR (1). ce croquis qui représente « BENIA vue de la piste conduisant à AIN-BOUCIF », montre la parfaite analogie entre le profil en long de BENI-ACHIR et celui du J'bel d'Alger autrement dit entre la ville de l'émir ZIRI le Sanhâdjien (10^{me} siècle) et celle de son fils BOLOGHINE (créateur au 10^{me} siècle de DJEZAIR BEN MEZGANA).

Il est d'ailleurs reconnu que le premier souci des constructeurs de villes berbères était de choisir un emplacement sur une montagne ou une colline, d'où jaillissait une émergence suffisante pour assurer l'alimentation en eau des citadins. Cette source alimentait la ville par gravité et en la traversant de part en part. Pour DJEZAIR BEN MEZGANA, les habitants choisirent l'Aïn N'Zaouza qui a été utilisée jusqu'en 1830 par les Turcs.

Le plus souvent également, d'autres sources se trouvaient à l'intérieur de l'enceinte. Ceci permettait aux Berbères, souvent attaqués, d'assurer l'alimentation en eau de leur cité et d'éviter d'aller jusqu'à la rivière en bas de la montagne.

Ce système de distribution de l'eau avait l'avantage d'alimenter la ville sans trop de difficulté, hormis celle de canaliser l'eau. Il mettait la source à l'abri d'un assaillant éventuel grâce à la construction d'un rempart. Cette enceinte fortifiée, quand l'assiette de la ville est inclinée, affecte la forme d'un triangle dont le sommet occupe la partie supérieure de la colline ; la base est constituée par une dépression.

Sur le croquis à courbes de niveau que nous avons dressé, nous avons figuré l'emplacement approximatif des sources qui alimentaient vraisemblablement les puits des immeubles de la Casbah.

Nous constatons que l'Aïn-N'zaouka déjà citée, se trouve à la partie haute de la ligne continue de rues sous lesquelles nous supposons l'existence ancienne du rempart berbère.

A l'intérieur de ce territoire urbain du X^{me} siècle, l'on trouve également plusieurs autres sources dont les principales sont : l'AIN EL-ATOCH, l'AIN EL-DJEDIDA, l'AIN EL-OLDJ, l'AIN EL-SOLTAN.

C'est là un fait caractéristique : toutes les villes berbères sont construites à proximité de sources (ce qui est fort compréhensible) et autant que possible de telle manière que la source soit située à la partie supérieure de la ville.

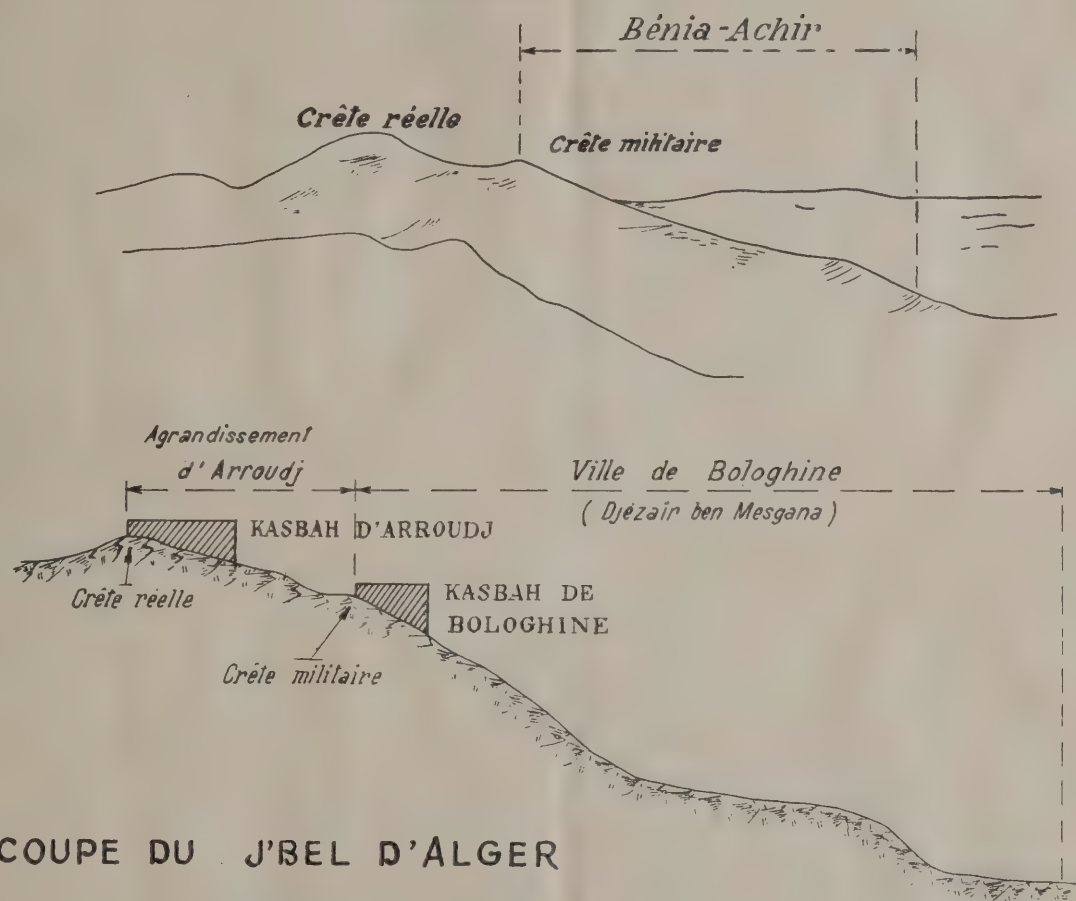
Si l'on compare la colline sur laquelle s'édifie la vieille EL-DJEZAIR à la colline d'ACHIR, ville du père de BOLOGHINE, fondée quelques années avant, l'on constate que les profils sont à peu près les mêmes.

Les points A, A1 (crête réelle), B, B1 (crête militaire), C, C1 (bas de collines) sont à peu

(1) Extrait de la Revue Africaine n° (310 1^{re} trimestre 1922). Recherches d'archéologie musulmane, par G. MARCAIS, 1922, page 5.

COUPE DE BENIA-ACHIR

D'après G. Marçais





[illegible]

MER MEDITERRANEE

PORT

romaine
herbère (crêtes des croupes)
sabo-Turque (postérieures aux précédentes)
postérieur à 1550)
(X^e siècle) vraisemblablement
s romains.

près identiques dans les deux cas et l'on voit que la forme et la constitution du site étaient arrêtées à priori dans l'esprit de ceux qui voulaient construire une ville à cette époque.

Empruntons à M. Georges MARCAIS le croquis ci-après que nous comparons à la coupe du djebel d'Alger et nous constaterons que les sites choisis étaient à peu près les mêmes.

Le même auteur nous dit au sujet d'ACHIR :

« Dans l'intérieur de la ville, les eaux jaillissent de deux sources dont on ignore la profondeur : l'une s'appelle Aïn SOLAYMAN et l'autre, THALA'N TIRAGH ».

Nous voyons également l'analogie avec DJEZAIR BEN MEZGANA qui était alimentée copieusement, notamment par l'AIN N'ZAOUKA, l'AIN ED-DJEDIDA, l'AIN EL-OLDJ, l'AIN ESSOLTAN. Bien entendu, d'autres émergences de moindre importance devaient également être utilisées.

Aucun autre site ne pouvait être plus favorable pour l'édification de cette cité. Il présentait, en effet :

- Une trame urbaine partiellement existante ;
- Des ruines favorables à la construction ;
- Une situation choisie à la fois près de la mer et sur une colline d'où l'on pouvait surveiller facilement la mer tout en se protégeant des attaques venant de terre ;
- Une exposition Est très favorable.
- L'avantage d'avoir des sources d'eau potable.

*
**

Tout le développement qui précède nous permet d'émettre dans les lignes générales, quelques idées sur l'évolution de la cité depuis les Phéniciens jusqu'à nos jours.

Nous avons déjà vu que la découverte de pièces phéniciennes dans le quartier de l'ancienne Préfecture permet de confirmer les suppositions que l'on a déjà faites sur l'existence des Phéniciens qui auraient occupé les îlots (EL-DJEZAIR) et certainement quelques point de la côte algérienne (1).

M. LESCHI et M. CANTINEAU ont reconnu qu'elles étaient d'origine punique et leur étude a fait l'objet d'une communication à l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres (C.R. de 1951, p. 263).

M. CANTINEAU a établi que le nom IKOSIM étaient composé de deux mots : l'un signifiant îles (1), l'autre plus difficile à interpréter (KOSIM) signifierait épines ou oiseaux impurs.

(1) Voir notre article sur ALGER aux époques phénicienne et romaine.

L'évolution de la cité est liée à celle de la population. iBen entendu, nous ne savons rien sur l'importance de celle-ci aux différentes époques (phénicienne, romaine, berbère). Tout au plus en 1150, EDRISI en parle comme d'une ville « très peuplée dont le commerce est florissant ».

Ce n'est qu'à partir de 1450 que les observateurs nous donnent des évaluations.

L'on y relève notamment les chiffres suivants :

En 1450 : 20.000 habitants ;

En 1518 : 30.000 (Léon l'Africain) ;

En 1580 : 60.000 (HAEDO).

En 1634 : 100.000 (?) (Père DAN),

En 1755 : 100.000 (LAUGIER de TASSY).

Bien que ces chiffres ne soient que des approximations parfois exagérées et des évaluations decoulant de l'observation de ceux qui les ont écrits, il n'en reste pas moins vrai qu'ils constituent aujourd'hui un ordre de grandeur très vague peut-être, mais qui nous donne néanmoins la preuve que pendant ces siècles (XVI^{me}, XVII^{me} et début du XVIII^{me}) la cité connut un véritable afflux de population qui devait nécessairement se traduire par une extension, par de nouvelles constructions et, bien entendu, par la nécessité d'agrandir les remparts.

Nous voyons donc que la construction d'une nouvelle fortification par AROUDJ n'a pas été dictée par le désir de modifier ce qui existait, et n'est pas nécessairement la preuve que ce qui existait était mal fait, mais plutôt parce que les constructions défensives de BOLOGHINE ne répondaient plus aux besoins et aux exigences de la cité.

La construction de ce rempart a donc été une nécessité créée par une obligation démographique. Il faut remarquer que la citadelle actuelle ne se situe pas sur la crête militaire, mais sur la crête réelle, ce qui montre que la force d'évolution de la ville l'a emporté sur les nécessités défensives.

Toutes les constatations qui précèdent nous permettent donc de fixer, avec une approximation suffisante, les limites des quatre cités :

— La Phénicienne ;

— La Romaine ;

— La Berbère ;

— L'Arabo-Turque.

Nous avons reporté ces limites sur le plan déjà paru dans un article précédent. Nous y voyons :

La Ville Phénicienne : Elle devait se limiter au bord de la mer et approximativement à l'avenue du 8-Novembre actuelle puisque c'est à cet endroit (sur la butte représentée par les courbes de niveau de la figure 1) que l'on découvrit les pièces phéniciennes dont nous avons fait mention plus haut.

Les îles situées en face de la côte devaient être très utilisées, surtout lorsque les habitants risquaient une attaque de l'arrière-pays.

La Ville Romaine : Elle est nettement déterminée par les rues en quadrillage (l'échiquier romain) avec son cardo maximum N.S. (la suite rues Bab-Azoun et Bab-el-Oued) et son decumanus E.O. (la rue de la Marine).

Le grand cardo semblait être la limite de la cité romaine dont a retrouvé de nombreux vestiges ; EL BEKRI nous apprend d'ailleurs que cette ville de « construction antique » frappe par sa grandeur. Voici ce qu'en écrivait au XI^{me} siècle cet écrivain musulman :

« Cette ville est grande et de construction antique, elle renferme des monuments antiques et des « voûtes solidement bâties, qui démontrent par leur grandeur qu'à une époque reculée elle avait été la « capitale d'un empire. On y remarque un théâtre dont l'intérieur est pavé de pièces de diverses couleurs qui forment une espèce de mosaïque » (Traduction de Slane).

Ce théâtre se trouvait en dehors de la partie habitée (à l'emplacement de la cathédrale actuelle).

Si nous savons qu'ICOSIUM a eu ses magistrats et ses décurions et si, par conséquent, elle a été une cité d'une relative importance, nous ne savons rien de sa population.

Nous supposons que les voies d'ICOSIUM ont dû également être protégées par les textes qui s'appliquaient aux « via publica » au-dessus desquelles il était défendu de suspendre des vêtements à sécher, de déposer des cadavres d'animaux, etc... (1).

La Ville Berbère : Limitée par la ligne de remparts indiquée sur notre carte, elle possède, à l'intérieur, deux voies situées sur les lignes de crêtes de deux croupes importantes.

Ces deux rues nées de l'usage du sentier, comme le sentier de la montagne kabyle, pourraient être assimilées à deux voies de pénétration. Elles sont d'ailleurs les deux artères principales de la Casbah d'Alger : la rue Porte-Neuve et la rue de la Casbah.

A l'origine, la ville berbère ne devait s'étendre qu'à l'emplacement de la cité romaine, la partie du J'bel comprise entre les remparts devant servir à des jardins permettant d'alimenter en partie la population qui devait pouvoir vivre en vase clos en cas d'attaque venant de l'arrière-pays.

Un commerçant de Bagdad, IBN HAWKAL, qui fut en même temps un voyageur parcourant au X^{me} siècle l'Afrique du Nord dans tous les sens, décrivait ainsi DJEZAIR BEN MEZGHANNA :

(1) Pierre LAVEDAN : Dictionnaire des antiquités (p. 1.016, voirie).

« La ville est bâtie sur un golfe et entourée de murailles. Elle renferme un grand nombre de bazars et quelques sources près de la mer. C'est à ces sources que les habitants vont puiser l'eau qu'ils boivent. Dans les dépendances de cette ville se trouvent des campagnes très étendues et des montagnes habitées par plusieurs tribus berbères. »

Nous voyons par cette citation que la totalité de l'espace compris entre les remparts n'était pas recouverte de maisons.

Puis, les seules voies importantes, drainant le maximum de passants, étaient situées à l'emplacement des rues de la Casbah et Porte-Neuve ; les immeubles furent construits de part et d'autre et le commerce y fut créé.

Les groupes d'immeubles qui, dans la ville berbère doivent passer, à notre sens, en deuxième étape de construction, sont ceux situés de part et d'autre de ces voies.

Par la suite, les besoins de la population se faisant encore sentir, il fut nécessaire de construire encore, et, contrairement à ce que l'on serait tenté de croire, les constructions ne furent pas édifiées suivant le pointillé de notre croquis ci-joint, mais plutôt en bordure de la voie née du ravin. (Figure 4.)

**
**

Nous avons expliqué plus haut de quelle manière cette voie s'était développée ; nous pensons que la troisième étape de construction s'est manifestée en bordure de la rue du type n 3 (rue née du ravin), suivant (3).

Il est possible que cette voie soit également de l'époque berbère, mais toutes les voies provenant des ravineaux ne sont pas de cette époque, ne serait-ce d'ailleurs que celles qui furent construites après l'édification du rempart d'ARROUDJ, dans la partie de territoire comprise entre ces deux remparts.

L'espace « A » fut ensuite rempli par d'autres constructions.

Epoque Arabo-Turque.

Lorsque les Turcs prirent possession d'EL DJEZAIR, l'afflux de la population qui, de 1518 à 1580, fut évalué à 30.000 par les observateurs de l'époque, créa de nouvelles nécessités.

De nombreux ravineaux furent canalisés et, ainsi, de nouvelles rues furent créées.

L'on peut dire que la plupart des rues du ravin sont du XVI^m siècle.

La construction du rempart et celle de la Casbah qui dura près de 85 ans, fut réalisée en même temps que les maisons édifiées pour abriter la population grandissante mais à partir du moment où il n'y eut plus d'espaces libres, l'on construisit sur les rues, ce qui explique que l'on voit aujourd'hui les rues recouvertes par des constructions en voûte (Essabat).

Pour la commodité de la circulation des piétons, ces rues très étroites de la « CASBAH » d'Alger furent pavées avec de petits pavés calcaires.

Les rues de la « CASBAH » comme toutes les rues musulmanes sont étroites au point, disait ROBINET, « qu'un cordonnier qui, tirerait la ficelle s'userait bien vite les coudes ». Pourtant n'exagérons rien.

Revêtues de ces petits pavés bleus, elles ne constituent que de simples accès aux portes des maisons et c'est pourquoi la « Casbah » des Turcs comportait en 1830 plus de 151 impasses que nous avons dénombrées sur la carte de 1831.

Ce plan désordonné des rues qui peut paraître inconcevable à nos esprits d'occidentaux, avait sa raison d'être parce que la circulation chez le musulman s'effectuait soit à pied, soit par âne, mulet ou cheval. Rares sont les larges rues et, hormi la rue de la Casbah qui présente une largeur moyenne de 3 mètres, les autres sont de simples sentiers aménagés ou bien, comme nous l'avons vu, créées sur le ravin. La longueur totale de ces voies était en 1830 de 15.000 mètres.

M. le professeur MARCAIS nous apprend (conférence faite à l'Institut d'Urbanisme (1) : (Les « grands problèmes d'urbanisme musulman) qu'un auteur égyptien du XIV^e siècle dit que les artères « principales devaient être assez larges pour permettre à deux chameaux chargés de paille de s'y croiser. « Des règlements sévères rétablissaient parfois un alignement dans ces rues et interdisaient de les « encombrer d'étalages, de banquettes et d'auvents. Au XV^{me} siècle, une décision du cadi du Caire permit de sévir contre les abus de cette nature. »

Cette citation semblerait contredire ce qui précède, mais dans EL DJEZAIR on peut affirmer qu'il n'y eut jamais d'alignement préconçu.

En effet, William SCHALLER, dans son « Esquisse sur l'état d'Alger » nous apprend que les rues ne sont que de « simples allées » et que la plupart d'entre elles ne permettaient pas le passage de deux chevaux de front. La seule qui, à cette époque, aurait pu être appelée la grand'rue pouvait permettre, avec de grandes précautions, le passage de front de deux charrettes. C'était la rue tortueuse qui s'étendait de Bab-el-Oued (la porte de l'oued qui était la porte nord) à Bab-Azoun (la porte du sud).

Cette rue principale se trouvait à l'emplacement des rues Bab-el-Oued et Bab-Azoun actuelles qui étaient déjà les artères les plus importantes de la période romaine.

Cette grande voie était jalonnée de magasins et de boutiques de toutes sortes. C'était d'ailleurs la grande rue des Souks, le « Souk el Kébir », grouillante, bruyante, parfois turbulente ; véritable kaléidoscope humain, cette rue Bab-Azoun ignorait également l'alignement rectiligne. Large de 2 m. à 2 m. 50, elle comportait plusieurs affectations commerciales dont les plus bruyantes et les plus malodorantes se trouvaient aux endroits les plus éloignées de la cité : à proximité des portes.

L'autre rue principale (sur laquelle s'est superposée la rue de la Marine actuelle) aboutissait à la porte de la Marine, elle était couverte, sur la moitié de sa largeur, par les encorbellements des mai-

(1) G. MARCAIS : Conférence faites à l'Institut d'Urbanisme (années 1949-1950).

sons. C'est là que l'on trouvait les souks des bijoutiers, des fondeurs, des plombiers, des graveurs sur corne et même des teinturiers (1).

Les autres voies de la Casbah ont été décrites plus haut et présentent toute l'allure de ces rues méditerranéennes que l'on trouve notamment dans les vieilles villes de Naples et de Toulon dans lesquelles nous retrouvons des habitations couvrant aussi la rue.

C'est cet ensemble de sentiers grimpants et tortueux, en bordure desquels, craintives, se blottissent et se serrent les maisons musulmanes, qui contribue à donner à la Casbah d'Alger ce cachet particulièrement typique et tourmenté que nous lui connaissons tous.

Si, aujourd'hui, nous désignons ces voies par des noms familiers, il n'en fut pas de même autrefois. Les désignations se rapportaient le plus souvent à des fonctions urbaines et notamment à des groupes de profession ; parfois, le nom de la rue signalait la présence d'un puits, d'un monument ou d'une mosquée.

C'est ainsi, par exemple, que la rue Bab-Azoun avait des dénominations différentes suivant les différentes activités commerciales ou professionnelles que l'on y rencontrait. Tout près de la porte d'Azoun, que l'on peut situer à l'emplacement du théâtre municipal actuel, la rue s'appelait Souk es Semarin (des maréchaux-ferrants). Comme on le voit, cette profession bruyante était située à l'extrémité de la ville, loin de la demeure du Dey.

D'autre part, et ce qui semble plus normal, elle était placée aux portes de la ville sur le passage des cavaliers qui venaient de la plaine. Le groupage des maréchaux-ferrants en cet endroit était certainement déterminé par le désir de chacun d'eux d'être plus facilement le plus rapproché de l'arrivant qui, laissant son cheval à ferrer, partait à pied dans la cité pour y effectuer ses emplettes.

En se déplaçant vers la Place du Gouvernement on relevait le Souk er Raba (marché aux grains), le Souk el Azara (des palefreniers), le Souk Kerratin (des tourneurs).

La rue Porte-Neuve s'appelait dans sa partie supérieure Bab-Ed-Djedid, ce qui signifiait la porte neuve, puis plus bas, on relevait le nom Djama ben Chemoun et plus bas encore elle prenait le nom de Souk el Semen (le marché au beurre) ou bien encore Souk el Kittani (marché au chanvre).

Les noms de rues ont varié suivant les époques et, comme nous le disions plus haut, ils ont été changés, surtout avant les dénominations françaises, en fonction des activités ou de la population. C'est ainsi, que l'emplacement de la rue Palmyre actuelle a connu, à différentes époques, trois désignations correspondant à trois activités.

En 1563, ce lieu s'appelait le souk des Kabyles, en 1650, il était désigné par le souk des marchands de sel et en 1830, il était le souk el-Kébir (le grand marché).

Nous avons relevé également avec intérêt l'ancienne désignation de la rue du Rempart (Ben essaour essetara), qui a été traduit : « entre la muraille et le parapet ». Il ne fait aucun doute qu'il s'agit du chemin de ronde du rempart.

(1) Paul Eudel.

VILLES D'ALGERIE

Nous pourrions multiplier les nombreux exemples des noms de rues dont le sens rappelle l'activité qui s'y manifestait, l'exposé de ces noms aux sens pittoresques mériterait à lui seul tout un article.

Toutes les rues de tous les pays ont leur histoire ; toutes ont un nom qui rappelle une de leurs caractéristiques. A Strasbourg, la rue « du marché aux cochons », ou la rue « des fagots » à La Rochelle, évoquent leur vie passée.

Nous voyons que nos ancêtres, qu'ils fussent Français, Musulmans ou autres ont tous eu le même souci de dénommer leurs voies par un nom rappelant une activité ou se rattachant à un fait caractérisant le quartier. Ce n'était, au fond, pas tellement déraisonnable. Gageons que les édiles de ces époques lointaines ne s'embarrassaient pas des mêmes considérations que celles d'aujourd'hui, sans doute fort louables en soi, mais qui ne permettront pas de donner à nos rues modernes un nom qui soit une page de leur histoire urbaine.

E. PASQUALI,
Ingénieur

*Chef du Service d'Urbanisme
de la ville d'Alger.*

SOCIETE NATIONALE
des
ENTREPRISES DE PRESSE
6, avenue Pasteur - Alger
- Téléphone : 396-59 -

DOCUMENTS ALGERIENS

Service d'Information
du Cabinet du Gouverneur Général de l'Algérie

SERIE CULTURELLE

N° 76 — 30 JUIN 1955

BIBLIOGRAPHIE

Travaux publiés par des historiens de l'Afrique du Nord de 1950 à 1955

THE LIBRARY OF THE

AUG 10 1955

UNIVERSITY OF ILLINOIS

GENERALITES

- CHOURAQUI (André). — *Marche vers l'Occident. Les Juifs d'Afrique du Nord*. Paris, Presses Universitaires. 1952.
- CRESWELL. — *A bibliography of muslims architecture in North Africa* (Supplément à Hespéris, 1954).
- JULIEN (Ch.-André). — *Histoire de l'Afrique du Nord. Tunisie, Algérie, Maroc. Des origines à la conquête arabe* (647 ap. J.-C.).
- T. I., 2^e éd. revue et mise à jour par Christian Courtois. Paris, Payot, 1951.
- T. II. *De la conquête arabe à 1830*, par R. Le Tourneau. Paris, Payot, 1952.
- LAMBERT (J.). — *Manuel de législation algérienne*. Alger, La Maison des Livres, 1952.
- LETOURNEAU (R.). — *L'Islam contemporain*. Paris, Les Editions internationales, 1950.
- MARÇAIS. — *L'architecture musulmane d'Occident*. Paris, Arts et métiers graphiques, 1955.
- MTOUGGUI (Lhaoussine). — *Vue générale de l'Histoire berbère*. Alger (1950).
- PICARD (Gilbert). — *Les religions de l'Afrique antique*. Paris, Plon, 1954 (Civilisations d'hier et d'aujourd'hui).

ALGERIE

- ALAZARD. — *Le Palais d'Eté*. Alger, Imprimerie Officielle, 1951.
- ALBERTINI (Eugène). — *L'Afrique romaine* (texte mis à jour par Louis Leschi). Alger, Imprimerie Officielle, 1951.
- BARADES. — *Tipasa*. Alger, Imprimerie Officielle, 1952.
- *Le Bardo*. Alger, Imprimerie Officielle, 1952.
- BERJAUD (Léo). — *Boutin, agent secret de Napoléon I^{er} et précurseur de l'Algérie française*. Paris, Chambriand, 1950.
- BERTHIER (A.). — *L'Algérie et son passé*. Paris, A. et J. Picard, 1951.
- *Tiddis, antique Castellum Tidditanorum*. Alger, Imprimerie Officielle, 1951.
- CAPOT-REY (Robert). — *L'Afrique blanche française. II. Le Sahara*. Paris, Presses Universitaires, 1953. (Coll. Géographie de l'Union Française).
- CHRISTOFLE (M.). — *Le Tombeau de la Chrétienne*. Paris, Arts et Métiers graphiques, 1951.
- COURTOIS (Ch.). — *Timgad, antique Thamugadi*. Alger, Imprimerie Officielle, 1951.
- *Les Vandales et l'Afrique*. Paris, Arts et Métiers graphiques, 1955.
- *Victor de Vita et son œuvre. Etude critique*. Alger, Imprimerie Officielle, 1955.

- COURTOIS (Ch.), LESCHI (L.), PERRAT (Ch.) et SAUMAGNE (Ch.). — *Tablettes Albertini. Actes privés de l'époque vandale (Fin du V^e siècle)*. Paris, Arts et Métiers graphiques, 1952.
- DERMENGHEM. — *Le culte des saints dans l'Islam maghrébin*. Paris, Gallimard, 1954.
- DESPOIS (J.). — *Le Hodna (Algérie)*. Publication de la Faculté des Lettres d'Alger. II^e série, T. XXIV. Paris, Presses Universitaires, 1953.
- ECOLE REPUBLICAINE (L'). — *L'Afrique du Nord musulmane au Moyen-Age*. Textes de A. Bensimon et F. Charavel. Alger, Imprimerie Charras, 1950.
- *La Régence d'Alger et le monde turc*. Alger, Imprimerie Charras, 1953.
- EISENBETH. — *Les Juifs en Algérie et en Tunisie à l'époque turque*. Alger, Société historique algérienne, 1952.
- EMERIT (M.). — *L'Algérie à l'époque d'Abd-el-Kader*. Paris, Larose, 1951.
- ESQUER (Gabriel). — *Histoire de l'Algérie*. Paris, Presses Universitaires, 1950 (Coll. « Que sais-je ? »).
- *La vie algérienne de Pétrus Borel*. Oran, Fouque, 1954.
- GAID (Mouloud). — *Les Beni-Yala et les vérités historiques sur l'insurrection de Mokrani en 1871*. Alger, Impr. Générale, s. d. (1950).
- GAUDISSERT (E.). — *Alger barbaresque*. Alger, Baconnier, 1951.
- GSELL (Stéphane). — *Cherchel*. Alger, Impr. Officielle, 1952.
- *Historique des Deux-Moulins*. Alger, Typographie d'Art, 1952.
- ISNARD (H.). — *La vigne en Algérie. Etudes géographiques*. T. I. Gap Ophrys, s. d. (1952).
- T. II. La création du vignoble, 1878-1914. 1954.
- La Calle et son histoire*, brochure éditée par le Syndicat d'Initiative de La Calle. Alger, Heintz, 1951.
- LAMARQUE. — *Recherches historiques sur la médecine de la Régence d'Alger*. Thèse pour le doctorat en médecine publ. par l'Université d'Alger. Alger, Baconnier, 1951.
- LAYE (Yves). — *Le port d'Alger*. Alger, L. Rives, 1951.
- LEHURAUX (Léon). — *Bou-Saâda*. Alger, Baconnier, 1952.
- *Islam et Chrétienté en Algérie*. Alger, Baconnier, 1950.
- *Le Sahara, ses oasis*. Nouv. éd. 1953.
- LESCHI (Louis). — *Algérie antique*. Paris, Arts et Métiers graphiques, 1952.
- *Djemila, antique Cuicul*. Alger, Typo-Litho, 1953.
- *Tipasa de Maurétanie*. Alger, Imprimerie Officielle, 1950.
- LE TOURNEAU (R.). — *Les débuts de la dynastie saadienne*. Alger, 1954 (Publications de l'Institut d'Etudes supérieures islamiques, T. IX).
- MARÇAIS (Georges). — *Le Musée Stéphane Gsell. Musée des Antiquités et d'art musulman d'Alger. Art musulman*. Alger, Imprimerie Officielle, 1950.
- *Tlemcen*. Paris, H. Laurens, 1950 (Coll. Villes d'art célèbres).
- MAREC (E.). — *Hippone, antique Hippo Régius*. Alger, Imprimerie Officielle, 1950.
- MARION. — *Les agglomérations antiques des environs de Paul-Robert (Alger)*. Alger, Typo-Litho, 1951.
- MELIA (Jean). — *Charles X, le plus grand des rois de France*. Alger, Maison des Livres, 1954.
- *L'Épopée intellectuelle de l'Algérie. Histoire de l'Université d'Alger*. Alger, Maison des Livres, 1950.
- MOLLARD. — *L'évolution de la culture et de la production du blé en Algérie de 1830 à 1939*. Paris, Larose, 1950.

BIBLIOGRAPHIE

- MONSENEGO (Mlle J.). — *L'activité économique de Mostaganem de 1830 à nos jours*. Paris, Larose, 1950. (Coll. du Centenaire de la Révolution de 1948 en Algérie).
- MURACCIOLE. — *L'émigration algérienne. Aspects économiques, sociaux et juridiques*. Alger, Ferraris, 1950.
- Quatre villes d'Algérie*. Alger, Imprimerie Officielle, 1954.
- RAGER. — *Les Musulmans algériens en France et dans les pays islamiques*. Paris, Les Belles Lettres, 1950.
- REYGASSE (M.). — *Monuments funéraires préislamiques de l'Afrique du Nord*. Paris, Arts et Métiers graphiques, 1950.
- REYNIERS. — *Notice correspondant à la carte historique et militaire d'Algérie et de Tunisie*, publ. en juillet 1953. Angoulême, 1953.
- *Port à Utique*. Alger Imprimerie Imbert, 1952.
- SALAMA (Pierre). — *Les voies romaines de l'Afrique du Nord*. Alger, Imprimerie Officielle, 1951.
- SEREE de ROCH. — *Tébessa, antique Théveste*. Alger, Imprimerie Officielle, 1952.
- TINTHOIN. — *Renan, un village d'Oranie (1848-1954)*. Oran, Fouque, 1954.
- Villes d'or. Villes musées d'Algérie*. Alger, Imprimerie Officielle, 1951.
- VILOT (Roland). — *Eugène, Etienne*. Oran, Fouque, 1951.
- *Arzew et son histoire*. 2^e éd. revue et augmentée. Oran, Fouque, 1952.
- Visages de l'Algérie*, par André CLEACH'H, Gabriel ESQUER, Gabriel AUDISIO, Christian de GASTYNE. Paris, Horizons de France, 1953. (Coll. « Provinciales »).
- YACONO (X.). — *Les Bureaux arabes et l'évolution des genres de vie indigènes dans l'Ouest du Tell algérois*. Alger, Larose, 1953.
- YVER (G.). — *Correspondance du Maréchal Valée*. T. I-III. Paris, Larose, 1949-54.

TUNISIE

- ANTHOUARD (J. d'). — *Les Palais de la Manoubâ*. Tunis, La Rapide, 1951.
- CINTAS. — *Céramique punique*. Paris, Klincksieck, s. d. (1950). (Publications de l'Institut des Hautes Etudes de Tunis, T. III).
- HASAN HUSNI Abdalwahâb. — *Précis d'Histoire de Tunisie*. 2^e éd. Tunis, Dâr Al-Koutoub Al-Arabiya, 1954 (en arabe).
- Initiation à la Tunisie*, publ. par un groupe de spécialistes, sous la direction de J. Despois. Paris, Adrien Maisonneuve, 1950.
- LAPEYRE (G. G.) et PELLEGRIN (A.). — *Carthage latine et chrétienne*. Paris, Payot, 1950.
- MARÇAIS (G.) et POINSSOT (L.). — *Objets kairouanais (IX^e au XIII^e s.)*. T. II. Verreries, cuivres et bronzes, bijoux. Tunis, Tournier, 1952. (Notes et Documents publ. par la Direction des Antiquités, T. XI).
- MERLIN (A.) et POINSSOT (L.). — *Guide du Musée Alaoui*. 4^e éd. mise à jour par P. Quoniam. Fasc. I (Musée antique) s. l. (Tunis), 1950.
- MOLINARI. — *La période aghlabite de Kairouan*. Tunis, 1952.
- PELLEGRIN (H.). — *Le Vieux Tunis. Les noms de rues de la ville arabe*. Tunis, 1953.

- PICARD (Colette). — *Carthage*. Paris, Les Belles Lettres, 1951.
- ROY et POINSSOT. — *Inscriptions arabes de Kairouan*. Paris, 1950 (Publ. de l'Institut des Hautes Etudes de Tunis).
- SOLIGNAC. — *Les installations hydrauliques en Tunisie, du VII^e au XI^e siècle*. Alger, Typo-Litho, 1952.

MAROC

- ARNAUD (Dr L.). — *Au temps des mehallas ou le Maroc de 1860 à 1912*. Casablanca, Ed. Atlantides, 1952.
- BOISBOISSEL (Général Yves de). — *Dans l'ombre de Lyautey*. Paris, André Bonne, 1954.
- CAILLE (J.). — *Ch. Jaegerschmidt, chargé d'affaires de France au Maroc (1820-1894)*. Paris, Larose, 1952.
- *La mission du Capitaine Burel au Maroc en 1808*. Arts et Métiers graphiques, 1953. (Institut des Hautes Etudes Marocaines. Notes et Documents. N° XIII).
- *La petite histoire du Maroc*. Séries I, II et III Casablanca, Chérifienne d'Editions et de Publications, 1950-54.
- *représentation diplomatique de la France au Maroc*. Paris, Pedone, 1951.
- CELERANT. — *Le Maroc*. 2^e éd. Paris, Berger-Levrault, 1954.
- CINTAS (Pierre). — *Contribution à l'étude de l'expansion carthaginoise au Maroc*. Paris, Larose, 1954. (Publications de l'Institut des Hautes Etudes Marocaines, T. LVI.)
- COSSE-BRISSAC. — *Sources inédites de l'Histoire du Maroc*. Archives et Bibliothèques de France. Bibliographie. Index alphabétique, T. I, II, III, IV, V, de la 2^e série. Dynastie filalienne (23 mai 1661-28 décembre 1699). Paris, Geuthner, 1954.
- JUSTINARD. — *Un grand chef berbère : le caïd Coundafi*. Casablanca, Ed. Atlantides, 1951.
- LYAUTEY (Louis-Hubert Gonzalve), Maréchal. *Lyautey l'Africain. Textes et lettres du Maréchal Lyautey*, présentées par Pierre Lyautey. T. I, II. Paris, Plon, 1953.
- MEUNIE. — *Greniers-citadelles au Maroc*. Paris, Larose, 1951.
- MEUNIE (J.), TERRASSE (H.) et DEVERDUN (G.). — *Recherches archéologiques à Marrakech*. Paris, 1952.
- MONTAGNE. — *Révolution au Maroc*. Paris, Ed. France-Empire, 1953.
- MIEGE (Jean-Louis). — *Les Européens à Casablanca au XIX^e s.* Paris, Larose, 1954.
- Naissance du prolétariat marocain*. Enquête collective : 1948-1950. Paris, Peyronnet, s. d. (1951) (Les Cahiers de l'Afrique et de l'Asie, T. III).
- RICARD. — *Sources inédites de l'Histoire du Maroc*. 1^{re} série. Dynastie saadienne, Archives et Bibliothèques de Portugal, T. IV. Janvier 1542-Décembre 1550. Paris, Geuthner, 1951.
- T. V, 1552-1580. Paris, Geuthner, 1953.
- TERRASSE (H.). — *Histoire du Maroc*. T. I et II. Casablanca, Editions Atlantides, 1950-1951.
- *Histoire du Maroc*. Ed. abrégée. Casablanca, 1952.
- *Histoire du Maroc*. Ed. en anglais, 1952.
- VALERO (Denise). — *Petite histoire des ruines portugaises au Maroc*. Casablanca, 1952.

3 09.65
065
cop.1
Loose leaf

DOCUMENTS ALGÉRIENS

Service d'Information
du Cabinet du Gouverneur Général de l'Algérie

SERIE CULTURELLE

N° 77 — 20 DECEMBRE 1955

BIBLIOGRAPHIE

Eléments de Bibliographie Algérienne (1)

THE LIBRARY OF THE

FEB 29 1956

UNIVERSITY OF ALGERIA

- I. — Généralités.
- II. — Collections et revues.
- III. — Préhistoire et Antiquité.
- IV. — L'Algérie musulmane. Moyen âge et Temps modernes.
- V. — L'Algérie depuis 1830.
- VI. — Colonisation.
- VII. — Monographies. Géographie régionale Sahara.
- VIII. — Ethnographie et Folklore.

- IX. — Beaux-Arts et Artisanat.
- X. — Droit, Administration, Finances, Economie.
- XI. — Sciences et Lettres (cette Section fera l'objet d'une publication ultérieure).

Cet essai de bibliographie algérienne n'est nullement exhaustif. Il n'a pour but que de faciliter pratiquement les recherches et de donner les indications essentielles. Il ne comprend pas le dépouillement des périodiques, et il donne la préférence aux études que l'on peut actuellement trouver assez facilement.

BIBLIOGRAPHIE ALGERIENNE

I

GENERALITES — HISTOIRE ET GEOGRAPHIE

On trouvera dans *Histoire et Historiens de l'Algérie*, 1931 (collection du Centenaire), des études constituant d'excellentes mises au point de l'état des questions, avec bibliographies.

Un *Atlas d'Algérie et de Tunisie* avec cartes, tableaux, graphiques et textes a été entrepris en 1924 par A. Bernard et de Flotte de Roquevaire.

L'*Atlas historique et économique de l'Algérie* (Horizons de France) date de 1934 et comporte de bonnes études sur les différents aspects du pays : physique, économique, démographique, culturel, touristique.

M. Gabriel Esquer a publié en 1929 une monumentale *Iconographie de l'Algérie, du 16^e siècle jusqu'à 1871*, en un volume de textes et 364 planches in folio.

Deux volumes gr. in 8° de l'*Encyclopédie coloniale et maritime*, sous la direction d'E. GUERNIER, ont été consacrés à l'Algérie et au Sahara, en 1946.

Le *Guide Bleu, Algérie, Tunisie*, comporte un aperçu historique, un aperçu religieux, artistique et littéraire (par Prosper RICARD), un important aperçu géographique (par Marcel LARNAUDE dans l'édition de 1930, par Marcel SCHVEITZER dans l'édition de 1938 et celle de 1950).

ALBERTINI (E.), G. MARÇAIS, G. YVER.

L'Afrique du Nord française dans l'histoire, Lyon, 1937.

Algérie 54 (Encycl. mém. d'O.-Mer), 1954.
Algérie contemporaine, G.G.A., 1955.

(1) Refonte et mise à jour des Documents de 1946 et 1953.

BERNARD (Augustin).

L'Algérie, 1929.

L'Algérie, Tome II de l'Histoire des Colonies Françaises, sous la direction de G. Hanotaux et A. Martineau, 1930.

Afrique septentrionale et occidentale, Tome XI, première partie, de la géographie universelle, Vidal de La Blache et Gallois, 1937.

BERTHIER (A.).

L'Algérie et son passé, 1951.

BLOTTIERE.

L'Algérie, 1948 et 1955.

DEMONTES.

Le peuple algérien, 1906.

DESPOIS (J.).

L'Afrique du Nord, 1949.

FAVITSKI (Ct. de) DE PROBOBYSZ.

Répertoire bibliographique de la littérature militaire et colonie française depuis cent ans, 1935.

FIORI (Hermann).

Bibliographie des ouvrages imprimés à Alger de 1830 à 1850, 1938.

GAUTIER (E.F.).

La structure de l'Algérie, 1922.

GOUVION (Marthe et Edm.).

Kitab Aayane El Marhariba, 1920 (sur les familles notables).

GSELL (St.), G. MARÇAIS, G. YVER.

Histoire d'Algérie, 1929.

ISNARD (H.).

L'Algérie, 1954.

JALABERT.

Histoire de l'Afrique du Nord, 1945.

JULIEN (Ch. André).

Histoire de l'Afrique du Nord, 1931. Réédition en cours en 3 vol. Tome I, *Des origines à la conquête arabe*, revu par C. Courtois, 1951. Tome II, *De la conquête arabe à 1830*, revu par R. Le Tourneau, 1952.

LAMARTINIERE et LACROIX.

Documents pour servir à l'histoire du Nord-Ouest africain, Alger 1894-1897. 4 volumes.

LARNAUDE.

L'Algérie, 1950.

LESPEL.

Pour comprendre l'Algérie, 1937.

MARTINEAU (Alfred), ROUSSIER et TRA-MOND.

Bibliographie d'histoire coloniale (1900-1930), 1932.

MASQUERAY (Emile).

Souvenirs et visions d'Afrique, 1894.

La formation des cités chez les populations sédentaires de l'Algérie, 1886.

MERCIER (E.).

Histoire de l'Afrique septentrionale (Berbérie) depuis les temps les plus reculés jusqu'à la conquête française (1830), 1888-1891, 3 volumes. Voir aussi : *L'Afrique à travers ses fils*, Ernest Mercier, historien de l'Afrique septentrionale, 1944.

MINISTERE DE LA GUERRE.

L'Afrique française du Nord. Bibliographie militaire des ouvrages français ou traduits en français et des articles des principales revues françaises... de 1830 à 1926, 2 volumes, 1930.

PECHOT (L.).

Histoire de l'Afrique du Nord avant 1830, 1914-1919.

PELLEGRIN (A.).

Essai sur les noms de lieux..., 1949.

PEYRONNET (R.).

Le problème Nord-Africain, I, 1924 ; II, 1928.

PIQUET (V.).

Les civilisations de l'Afrique du Nord, 1909.

PIRENNE (J.).

Les grands courants de l'histoire universelle, 1944 et suiv.

PLAYFAIR (H. L.).

A bibliography of Algeria... Londres, 1888 ; et supplément, 1898.

TAILLART (Charles).

L'Algérie dans la littérature française ; et Essai de Bibliographie méthodique et raisonnée, 1925, 2 volumes.

BIBLIOGRAPHIE

Visages de l'Algérie, 1953.

L'*Histoire générale, Peuples et Civilisations*, publiée sous la direction de HALPHEN et de SAGNAC, comprend des chapitres sur l'Afrique du Nord dans le tome III (*la conquête romaine*, par PIGANOL, 1927), le tome IV (*l'Empire romain*, par ALBERTINI, 1929), le tome V (*les Barbares*, par HALPHEN, 1930), le tome VI (*l'Essor de l'Europe*, par HALPHEN, 1932), le tome VII (*la fin du Moyen-Age*, par PIRENNE, A. RENAUDET, E. PERREY, M. HANDELSMAN et L. HALPHEN, 1931), le tome XV (*l'Eveil des nationalités et le mouvement libéral*, par G. WEILL, 1930), le tome XVII (*du libéralisme à l'impérialisme*, par E. HAUSER, J. MAURAIN et P. BENAERTS, 1939), le tome XVIII (*l'Essor industriel et l'impérialisme colonial*, par M. BAUMONT, 1937), le tome XX (*la faillite de la Paix, 1918-1939*, par M. BAUMONT, 1945).

Dans l'*Histoire Générale* publiée sous la direction de Gustave GLOTZ, on consultera surtout l'*Histoire romaine*, tome II, 1940, par G. BLOCH et J. CARCOPINO, tome III, 1933, par L. HOMO, tome IV, 1937, par M. BESNIER, l'*Histoire du Moyen-Age*, tome IV (2), 1937, par PETIT-DUTAILLIS et GUINARD (livre II, chapitre 2) et tome III, par DIEHL et MARÇAIS, 1936.

Dans l'*Histoire du Monde*, publiée sous la direction d'E. CAVAIGNAC, on aura surtout à utiliser l'excellent volume VII (1), 1931, *le Monde musulman et byzantin jusqu'aux Croisades*, par GAUDEFROY-DEMOMBYNE et PLATONOV.

Dans la *Bibliothèque de synthèse historique, l'Evolution de l'Humanité*, dirigée par Henri BERR, on lira surtout *le Monde romain*, 1927, par V. CHAPOT ; *la Fin du monde antique et le début du moyen-âge*, 1927, par F. LOT ; *La Politique coloniale et le partage de la Terre au XIX^e et XX^e siècle*, par G. HARDY.

Dans l'*Histoire de l'Eglise*, publiée sous la direction d'Augustin FLICHE et de Victor MARTIN, on trouvera notamment au tome III, 1939, des chapitres de J.R. PALANQUE sur l'affaire donatiste et sur les églises occidentales vers le milieu du IV^e siècle ; au tome IV, 1937, des chapitres de P. de LABRIOLLE sur saint Augustin et sur les Vandales ; dans le tome V, 1938, le chapitre de René AIGRAIN sur la fin de l'Afrique chrétienne.

Voir aussi les inventaires d'archives du G.G.A., séries E, H et X, par G. ESQUER et E. DERMENGHEM, 1949, 1953, 1954.

II

COLLECTIONS ET REVUES

Les principales revues savantes où l'on trouvera des renseignements précieux sur l'Algérie sont la *Revue Africaine*, organe de la Société Historique Algérienne, depuis 1856 ; le *Bulletin de la Société de géographie d'Alger et de l'Afrique du Nord*, depuis 1896 ; le *Bulletin de la Société de géographie et d'archéologie de la province d'Oran*, depuis 1876 ; le *Recueil des Notices et Mémoires de la Société Archéologique du département de Constantine*, faisant suite à l'*Annuaire de 1853* ; la *Revue algérienne, tunisienne et marocaine de législation et jurisprudence*, depuis 1885 ; les *Feuilles d'El-Djezaïr*, depuis 1910 ; l'*Afrique Française* (Paris), depuis 1891 ; la *Revue du Monde Musulman*, 1906-1926 ; la *Revue des Etudes Islamiques*, depuis 1927 ; le *Bulletin des Etudes arabes*, Alger, depuis 1941...

Les Congrès de la Fédération des sociétés savantes de l'Afrique du Nord, tenus à Alger en 1935, Tlemcen en 1936, Constantine en 1937, Rabat en 1938, Tunis en 1939, ont donné lieu à la publication de 9 volumes d'articles et communications.

Le Comité des Travaux historiques publie les *Actes du Congrès des Sociétés Savantes*, tenu à Alger en 1954.

Parmi les *Publications de l'Ecole puis de la Faculté des Lettres d'Alger*, le *Bulletin de correspondance africaine* a publié, à partir de 1890, d'importantes études d'arabisants, de berbérissants et d'africanistes, et les *Annales de l'Institut d'Etudes Orientales* réunissent des études depuis 1934.

Dans le *Bulletin du Service de la Carte Géologique de l'Algérie*, on trouvera d'importants travaux de MM. SAVORNIN, BLAZAC, DELEAU, LAFFITTE, LUCAS, GEOFFROY, CHARRIN, DARESTE DE LA CHAVANIERE...

Il faut citer aussi les *Travaux de l'Institut de Recherches Sahariennes*, - *Les Archives de l'Institut Pasteur d'Alger*, - *l'Algérie médicale*, - *l'Algérie chirurgicale*, - *Algérie et son supplément économique et juridique (OFALAC)* ; *Libyca*, - le *Bulletin de liaison saharienne*.

L'Exploration scientifique de l'Algérie pendant les années 1840, 1841 et 1842, publiée par ordre du Gouvernement, avait donné lieu à 33 volumes et 3 atlas parus entre 1844 et 1854.

L'Exposition Coloniale de Marseille avait, en 1906, été l'occasion de quelques publications telles que l'Art en Algérie, de G. MARÇAIS, l'Algérie agricole, de TRABUT et MARES, la Pénétration Saharienne, de BERNARD et LACROIX, le Peuple algérien, de DEMONTES, le Commerce Algérien, de DELORME.

Le Centenaire de 1830 fit naître les Cahiers du Centenaire et surtout l'imposante collection du Centenaire comportant une quarantaine d'ouvrages fondamentaux faisant le point des différents problèmes, étudiant les institutions, réalisations et organisations de l'Algérie nouvelle (justice, travaux publics, sciences, lettres, arts, agriculture, économie, propriété, colonisation, histoire, hygiène...).

La Collection des documents inédits sur l'histoire de l'Algérie après 1830 a donné, depuis 1912, la Correspondance du capitaine Dumas (par G. YVER), la Correspondance de Rovigo, de Voirol, de Drouet d'Erlon, de Clauzel (par G. Esquer) ;

celles de Damrémont et de Valée et les Documents relatifs au Traité de la Tafna, par G. Yver) ; l'Algérie à l'époque d'Abdelkader (par Emerit) ; les Bureaux arabes..., de X. Yacono, 1953 ; la Politique indigène de Bugeaud, par R. Germain.

Parmi les publications administratives officielles : le Tableau de la situation des établissements français dans l'Algérie, l'Exposé de la situation de l'Algérie, la Statistique générale de l'Algérie, le Bulletin officiel, puis Journal Officiel de l'Algérie, le Mobacher, le Moniteur algérien, les procès-verbaux des Conseils généraux et des Assemblées financières...

L'Encyclopédie de l'Islam, publiée depuis 1910, avec le concours des principaux orientalistes, par les soins de MM. HOUTSMA et R. BASSET, puis A.-J. WENSINCK, E. LEVI-PROVENÇAL, H. A. R. GIBB et W. HOFFENING, contient de nombreux articles très à jour intéressant l'Algérie.

L'Encyclopédie mensuelle d'Outre-Mer, la Nouvelle Revue française d'Outre-Mer, l'Afrique et l'Asie, l'Afrique française, Simoun, la Revue de la Méditerranée, Nouvelles Réalités algériennes... publient souvent des études sur l'Algérie.

III

PREHISTOIRE ET ANTIQUITE

ALBERTINI (Eugène).

L'Afrique romaine, 1927 et 1950.

L'Empire romain, 1929 (Peuples et civilisations. Histoire générale).

ALIMEN (H.).

Préhistoire de l'Afrique, 1955.

BARADEZ (Jean).

Fossatum Africae, 1949.

BERTHIER, JUILLET et CHARLIER.

Le Bellum jugurthinum de Salluste et le problème de Cirta, 1949.

BERTRAND (Louis).

Les martyrs africains, 1954.

BOISSIER (Gaston)

L'Afrique romaine, 1895.

CAGNAT (R.).

L'Armée romaine d'Afrique, 1892.

COURTOIS (Christian).

Les Vandales et l'Afrique, 1955.

COURTOIS, LESCHI, PERRAT et SAUMAGNE.

Tablettes Albertini, Actes privés de l'époque vandale, 1952.

DIEHL (Charles).

L'Afrique byzantine, 1896.

DUCHESNE (L.).

Histoire ancienne de l'Eglise, 3 vol. 1906-1910.

FLAMAND (G. B. M.).

Les pierres écrites (Hadjrat Mektoubet) ; gravures et inscriptions rupestres du Nord Africain, 1921.

BIBLIOGRAPHIE

FROBENIUS et OBERMAIER.

Hadschra Maktuba, Munich, 1923-1925.

GAUTIER (E.F.).

Genséric, roi des Vandales, 1935.

GSELL (Stéphane).

Histoire ancienne de l'Afrique du Nord, 8 vol., 1913-1928.

Atlas archéologique de l'Algérie, texte et carte, 1911, 2 vol.

LECLERCQ (H.).

L'Afrique chrétienne.

LOT (F.).

La fin du monde antique et le début du moyen-âge, 1927. (Bibliothèque de Synthèse historique. L'évolution de l'Humanité).

MESNAGE (P.-J.).

L'Afrique chrétienne (Evêchés et ruines antiques), 1912.

La romanisation de l'Afrique, 1913.

Evangelisation de l'Afrique, 1914.

Le christianisme en Afrique, 1914.

MONCEAUX (Paul).

Histoire littéraire de l'Afrique chrétienne, 7 vol., 1901-1923.

Les Africains, les Païens, 1894.

REYGASSE (Maurice).

Contribution à l'étude des gravures rupestres et inscriptions tifiar du Sahara central, 1932 (ainsi que de nombreux articles et brochures du même auteur).

Monuments funéraires préislamiques, 1950.

SALAMA (Pierre).

Les voies romaines de l'Afrique du Nord, 1951.

SOLIGNAC.

Les pierres écrites de la Berbérie orientale, Tunis, 1928.

IV

L'ALGERIE MUSULMANE

ABOU ZAKARIA.

Chronique, pub. et trad. par E. Masqueray, 1879.

ACHARD (Paul).

La vie extraordinaire des frères Barberousse, 1939.

L'Afrique du Nord musulmane, numéro spécial de l'Ecole Républicaine, 1950.

BARGES (Abbès).

Histoire des Beni-Zeïyan, rois de Tlemcen, par l'iman Sidi Abou ABDALLAH Mohamed, 1852.

Complément de l'histoire des Beni-Zeïyan..., du Cheikh Mohammed ABD-EL-DJALIL AL TENESSY, 1887.

Tlemcen..., 1859.

Vie du célèbre marabout Cidi Abou Medien, 1884.

BEL (A.).

La religion musulmane en Berbérie, I. 1938.

BERBRUGGER.

(Nombreuses études parues dans la Revue Africaine entre 1856 et 1875).

BRAUDEL (F.).

La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II, 1949.

BREMOND (Général).

Berbères et Arabes, 1942.

BROSSELDARD (Ch.).

Les inscriptions arabes de Tlemcen, Revue Africaine, 1858-1861.

BRUNSCHVIG (Rob.).

La Berbérie orientale sous les Hafides, des origines à la fin du XV^e siècle. Thèse, Alger, tome I, 1940, tome II, 1947.

CARETTE.

Recherches sur les origines et les migrations des principales tribus de l'Afrique septen-

trionale (Exploration scientifique de l'Algérie, III), 1853.

Corpus des inscriptions arabes et turques de l'Algérie, I, département d'Alger, par G. COLIN; II, département de Constantine, par G. MERCIER, 1902.

DEVOULX (Albert).

Les archives du Consulat Général de France à Alger, 1865.

Les édifices religieux de l'ancien Alger, Revue Africaine, 1860-1870.

DUPUY (E.).

Américains et Barbaresques, 1910.

EISENBETH.

Les Juifs en Algérie et en Tunisie à l'époque turque, 1952.

FAGNAN.

Chronique des Almohades, attribuée à Zerkechi, 1895.

Extraits inédits relatifs au Maghreb, 1924.

Histoire des Almohades, d'après Abd El-Wahid Marrakechi, 1893.

Histoire de l'Afrique et de l'Espagne intitulée Al-Bayano'Al-Moghrab, Alger, 1901 et 1904 2 vol.

FAURE-BIGUET (Général).

Histoire de l'Afrique du Nord sous la domination musulmane, 1915.

FERAUD (Ch.).

Histoire des villes de la province de Constantine, 1869-1877, 5 vol.

GAUTIER (E.F.).

Les siècles obscurs du Maghreb, 1927.

Le passé de l'Afrique du Nord, 1937 (révision du précédent).

GHOBRINI.

Onwan ad-Diraya, édit. Bencheneb, Alger, 1910.

GRAMMONT (H.-D. de).

Histoire d'Alger sous la domination turque, 1515-1830, 1887.

HAEDO (Diégo de).

Histoire des rois d'Alger, trad. et annotée par H.-D. de GRAMMONT, 1888.

De la captivité à Alger, trad. de MOLINERVILLE, 1911.

HAFNAOÛI.

Tarif el-Khalef, Alger, 1909, 2 vol.

Histoire et historiens de l'Algérie (collection du Centaine, 1931). Excellents articles avec bibliographie, par William MARÇAIS et Alfred BEL.

Histoire du commerce de Marseille, 3 vol., 1949-1951.

IBN ABD EL HAKAM.

Conquête de l'Afrique du Nord... Texte arabe et trad. française par Albert GATEAU, Biblioth. arabe-française, n° 2, Alger, 1942.

IBN KHALDOUN (Abderrahmân).

Histoire des Berbères, trad. de SLANE, 3 vol., nouv. édit., 1925-1934.

Prolegomènes, trad. de SLANE, repr. photoméc. 1934-1938, 3 vol.

IBN KHALDOUN (Abou Zakarya Yahia).

Histoire des Beni-Abd-el-Wad, rois de Tlemcen..., éditée, traduite par Alfred BEL, 2 vol., Alger, 1903 et 1913.

IBN MERYEM (Ech-Cherif El-Melity).

El Bostan ou Jardin des Biographies des saints et savants de Tlemcen, trad. et annoté par F. PROVENZALI, Alger, 1910.

IBN SAGHIR.

Chronique sur les imans rostémides de Tahert, édit. et trad. par A. de C. MOTYLINSKI, XIV^e Congrès des Orientalistes, 1907.

MARÇAIS (Georges).

Les Arabes en Berbérie du XI^e au XIV^e siècle, 1913.

La Berbérie musulmane et l'Orient au Moyen-Age, 1946.

MAS-LATRIES (de).

Traité de paix et de commerce et documents divers concernant les relations des Chrétiens avec les Arabes de l'Afrique septentrionale au Moyen-Age..., 1866, nouv. édit. 1868, 1873.

Relations et commerce de l'Afrique septentrionale ou Magreb avec les nations chrétiennes au Moyen-Age, 1886.

MASSE (Henri).

Les Etudes arabes en Algérie, tiré à part de la Revue Africaine, 1933.

MASSON (P.).

Histoire des établissements et du commerce français dans l'Afrique Barbaresque (1560-1793), 1903.

MERCIER (Ernest).

Comment l'Afrique du Nord a été arabisée, Constantine, 1874.

Histoire de l'établissement des Arabes dans l'Afrique septentrionale, 1875 (voir aussi le chapitre écrit par G. Marçais dans le livre, cité ci-dessus, consacré à Ernest Mercier).

PLAYFAIR.

The source of christiendom, Londres, 1884.

PRIMAUDAIE (Elie de la).

Le commerce et la navigation de l'Algérie avant la conquête française, 1861.

Documents inédits sur l'histoire de l'occupation espagnole en Afrique, (1506-1574), 1866.

REGENCE (LA) D'ALGER et le monde turc, numéro spécial de l'Ecole Républicaine, 1953-1954.

ROTALIER.

Histoire d'Alger et de la piraterie des Turcs dans la Méditerranée à dater du XVI^e siècle, 1841, 2 vol.

SHAW.

Voyage dans la Régence d'Alger, trad. Mac Carthy, 1830.

VENTURE DE PARADIS.

Alger au XVIII^e siècle, édité par E. Fagnan, Alger, 1828.

WALSIN-ESTERHAZI.

De la domination turque dans l'ancienne Régence d'Alger, 1840.

Notice historique sur le Maghzen d'Oran, 1849.

V

L'ALGERIE DEPUIS 1830

AZAN (Général).

L'Armée d'Afrique de 1830 à 1852 (collection du Centenaire), 1936.

L'Emir Abdel El Kader, 1925.

Bugeaud et l'Algérie, 1930.

BELLEMARE (A.).

Abd El Kader. Sa vie politique et militaire, 1854.

BERNARD et N. LACROIX.

La pénétration saharienne, 1906.

BONNET-ROY (F.).

Ferdinand-Philippe, duc d'Orléans, 1947.

BOURBON (Prince Sixte de).

La dernière conquête du roi, Alger, 1930.

BOURNAND.

Le Général duc d'Aumale, Limoges, 1900.

BUGEAUD.

Par l'épée et la charrue ; Ecrits et discours, 1948.

CORDIER (E. H.).

Napoléon III et l'Algérie, 1937.

DAUMAS et FABAR.

La Grande Kabylie, études historiques, 1847.

DOMINIQUE (L. C.).

Un Gouverneur général de l'Algérie, l'Amiral de Gueydon, Alger, 1908.

ESQUER (Gabriel).

Les commencements d'un Empire. La prise d'Alger, 2^e édit., 1929.

Histoire d'Algérie ; coll. Que sais-je ? 1950.

ESTRE (Henri d').

Les conquérants de l'Algérie (1830-1857), 1930.

GAUTHEROT (G.).

La conquête d'Alger, 1830, d'après les papiers inédits du Maréchal de Bourmont, 1929.

Un gentilhomme de grand chemin : le Maréchal de Bourmont, 1925.

GERMAIN (R.).

La politique indigène de Bugeaud, 1955.

GIROD de L'AIN.

Le Maréchal Valée, 1911.

IDEVILLE (Comte d').

Le Maréchal Bugeaud d'après sa correspondance intime et des documents inédits, 1881, 3 vol.

LAMAZE (Edouard de).

Bugeaud, Lyon, 1943.

LUCAS-DUBRETON.

Bugeaud, 1931.

NETTEMENT (A.).

Histoire de la conquête d'Alger, 1856, nouv. édit., 1867.

PELISSIER de REYNAUD.

Annales algériennes, nouv. édit., 1854, 5 vol.

PONS Mgr A.).

La nouvelle église d'Afrique, 1930.

REVOLUTION (LA) DE 1848 en Algérie, mélanges d'histoire, 1949.

RINN (L.).

Histoire de l'insurrection de 1871 en Algérie, Alger, 1891.

ROBIN (Colonel).

Notes historiques sur la Grande Kabylie de 1838 à 1851, Alger, 1905.

Notes et documents concernant l'insurrection de 1856-1857 de la Grande Kabylie, Alger 1902.

L'insurrection de la Grande Kabylie en 1871, Alger, 1901.

TOURNIER (J.).

Le Cardinal Lavignerie et son action politique 1865-1892, 1913.

TRUMELET (Colonel L.).

Histoire de l'insurrection dans le sud de la province d'Alger en 1864 ; suivie de l'histoire de l'insurrection des Ouled Sidi ech-Chikh de 1864 à 1880, Alger, 1876, 2 vol.

Le Général Yusuf, 1890, 2 vol.

VALET (René).

L'Afrique du Nord devant le Parlement au XIX^e siècle, 1924.

VILLOT (R.).

Eugène Etienne, 1951.

ZURCHER (M.).

La pacification et l'organisation de la Kabylie orientale de 1838 à 1870, 1948.

VI

COLONISATION

Les recueils du *Congrès de l'Afrique du Nord* (Paris, 1908), 2 vol., 1909, et du *Congrès de la colonisation rurale* (Alger, 1930), 1930, contiennent de bonnes études et la question de la colonisation a donné lieu depuis 1830 à d'innombrables ouvrages, brochures ou articles.

BAUDICOUR (L. de).

La colonisation de l'Algérie, 1856.

Histoire de la colonisation de l'Algérie, 1860.

BERTHAULT (Pierre).

Aspect actuel de la colonisation en Algérie (public. du Centre d'études économiques et sociales de l'Afrique Française, XI, Alger, 1946).

CARDONNE (P.) et J. RABAT.

La colonisation de l'Ouest oranais, 1930.

DEMONTES (V.).

La colonisation militaire sous Bugeaud, 1917.

EMERIT (Marcel).

Les Saint-Simoniens en Algérie, 1941.

Pauline Roland et les déportées d'Afrique, 1945.

FRANC (J.).

La colonisation de la Mitidja, 1928.

Histoire de la colonisation de l'Algérie ; les sources d'archives, 1928.

FLORENCHIE (Marcel).

Mémoires d'un colon : I. Terre algérienne, 1932 ; II. *Eux et nous*, 1934 ; III. *Terre française*, 1945.

BIBLIOGRAPHIE

GAUTIER (E.F.).

Un siècle de colonisation, études au microscope, 1930.

L'Algérie et la Métropole, 1920.

ISNARD (H.).

La vigne en Algérie, 2 vol., 1951, 1954.

Réorganisation de la propriété... Mitidja, 1949.

LACOSTE (L.).

La colonisation maritime en Algérie, 1931.

LEHURAUX (Léon).

Le nomadisme et la colonisation dans les hauts plateaux de l'Algérie, 1931.

MOLLARD (G.).

Culture du blé, 1949.

PASSERON (René).

Les grandes sociétés et la colonisation de l'Afrique du Nord, 1925.

PEYERHIMOFF (H. de).

Enquête sur les résultats de la colonisation officielle de 1871 à 1898, 2 vol., 1902.

PIQUET (V.).

La colonisation française de l'Afrique du Nord, 1912.

RASTEIL (Maxime).

Le calvaire des colons de 48, 1930.

REBOUR (H.).

Les agrumes, 1930.

SCHEFER (Christian).

La politique coloniale de la monarchie de juillet. L'Algérie et l'évolution de la colonisation française, 1928.

TINTHOUIN (Robert).

Colonisation et évolution des genres de vie dans la région ouest d'Oran de 1830 à 1885 (thèse complémentaire de doctorat), Oran, 1947.

TIQUET (J.).

Une expérience de petite colonisation indigène en Algérie. Les colons arabes chrétiens du Cardinal Lavignerie, 1936.

VILLOT (R.).

Jules du Pré de Saint-Maur (1813-1877), 1954.

YACONO (Xaxier).

Les bureaux arabes et l'évolution des genres de vie indigènes dans l'Ouest du Tell algérois, 1953.

La colonisation des plaines du Chélif, 2 vol., 1955, 1956.

VII

MONOGRAPHIES

ADOUA (Léon).

La ville de Sidi-Bel-Abbès, 1927.

ALQUIER (P.).

Guide de Constantine, géographique, historique, touristique et administratif, Constantine, 1930.

BASTIDE (Ch.).

Bel-Abbès et son arrondissement, Oran, 1880.

BEL (Alfred).

Tlemcen et ses environs, 2^e édit. Toulouse.

La population musulmane de Tlemcen, 1908.

BOYER (Pierre).

Département d'Alger, Encycl. mens. d'O.M., juin 1954.

Douze colonies agricoles, 1948.

BOULIFA (C.S.).

Le Djurdjura dans l'histoire, 1925.

BUGEJA (M.).

Au pays des moissons, (Le Sersou), 1948.

CANAL (J.).

Monographie de l'arrondissement de Tlemcen (Soc. Géog. Oran, 1886-1891).

CARETTE.

Etude sur la Kabylie, 1848.

CALTEL (Lieutenant).

Tébessa, 2 vol., 1906.

DAUMAS (Général) et FABAR.

La Grande Kabylie, 1847.

DESPOIS (J.).

Le Hodna, 1953.

DEYRON (L.),

Souk-Ahras, 1953.

DIDIER (Général L.).

Histoire d'Oran.

DOR (Fernand).

Cherchell et Gouraya, 1895.

ESQUER (G.).

Alger et sa région, 1949.

FERAUD (Ch.).

Notes historiques sur les tribus de la subdivision de Constantine, Constantine, 1869.

Histoire des villes de la province de Constantine, 1869-1877.

FEY (H.L.).

Histoire d'Oran avant, pendant et après la domination espagnole, 1858.

FOURNOT (F.).

El-Goléa, Lyon, 1904.

HANOTEAU et LETOURNEUX.

La Kabylie et les coutumes kabyles, 3 vol., 1873.

KLEIN (H.).

Feuilles d'El-Djezaïr, 1937.

LARTIGUE (de).

Monographie de l'Aurès, 1904.

LECOCQ (André).

Tlemcen, ville française, 1842-1871, 2 vol., 1940.

LESPES (R.).

Alger, 1930.

Oran, 1938.

LLABADOR (F.).

Nemours, 1948.

Port-Say et son fondateur, 1955.

MAIGNOT (F.).

La naissance de Boufarik, 1952.

MASQUERAY (E.).

Notes concernant les Oulad Daoud du mont Aurès, 1879.

MELIA (Jean).

La ville blanche, Alger et son département, 1921.

MOURER et BERTHIER.

Le département de Constantine, Encycl. mens. d'O.M., janvier 1955.

REMOND (Martial).

Au cœur du pays Kabyle, 1933.

La Kabylie, 1937.

Djurdjura, terre de contrastes, 1940.

Les Kabylies, 1955.

ROBERT (Claude-Maurice).

Le long des oueds de l'Aurès, 1938.

ROSEAU.

Novi, 1949.

ROZET (G.).

L'Aurès, escalier du désert, 1935 et 1955.

SERGEANT (Ed. et Et.).

Histoire d'un marais algérien, 1947.

THERY (R.P. G.).

Tlemcen, Oran, 1945.

TINTHOUIN (Robert).

Les aspects physiques du Tell Oranais, 1947.

Colonisation et évolution des genres de vie dans la région Ouest d'Oran ; Oran, 1947.

Assi-ben-Okba, 1949.

Le Département d'Oran, encycl. mens. d'O.M., mars 1955.

TRUMELET.

Blida, 2 vol., 1887.

Boufarik, 1869.

VILLOT (Roland).

Arzew à travers l'histoire, Oran, 1942.

Arzew et son histoire, 1952.

SAHARA

Sur le Sahara, il existe une bibliographie publiée par le Gouvernement général de l'Algérie :

Les Territoires du Sud de l'Algérie, 2^e partie, *Essai de bibliographie*, 1930 (mises à jour 1946 et 1953).

ARMAGNAC (Lieutenant d').

Le Sahara, carrefour de races, 1934.

BENHAZERA (Maurice).

Six mois chez les Touareg du Ahaggar, 1908.

BERNARD (Augustin).

Les confins algéro-marocains, 1911.

BERNARD (A.) et H. LACROIX.

La pénétration saharienne (1830-1906), 1906.

L'Évolution du nomadisme en Algérie, 1906

BISSUEL (H.).

Le Sahara français, 1891.

Les Touareg de l'ouest, 1888.

BLANGUERNON (Claude).

Le Hoggar, 1955.

BROSSE LARD (Henri).

Les deux missions Flatters, 1896.

CAPOT-REY (R.).

Le Sahara français, 1953.

CAUVET (Ct.).

Le chameau, 1925.

Notes sur le Souf, 1934.

DALLONI.

Mission au Tibesti, 1934-1935.

DAUMAS (Général).

Le grand désert, 1857.

DUVEYRIER (Henri).

Les Touareg du Nord, 1864.

EYDOUX (H.P.).

L'exploration du Sahara, 1938.

FERAUD (Ch.).

Le Sahara de Constantine, 1887.

FOLEY (Dr. H.).

Mœurs et médecine des Touareg de l'Ahaggar, 1930.

FOUCAULD (Ch. de).

Lettres à Henry de Castries, 1933.

Écrits spirituels, 1923.

Lettres inédites au général Laperrine, 1954.

Sur le P. de Foucauld, on pourra lire :

BAZIN (René), *Charles de Foucauld*, 1921. POTTIER (René), *Charles de Foucauld le prédestiné*, 1944. BOISSIEU le P. de), *le Père de Foucauld*, 1925. ROBERT (Cl.-M.), *L'Ermite du Sahara*, LEHUREAUX (Cdt), *Au Sahara avec le P. de Foucauld*, 1944. GORREE (Le P.), *La vérité sur l'assassinat du P. de Foucauld*, 1941. HERISSON (Rob.), *Avec le P. de Foucauld et le Général Laperrine, Carnet d'un Saharien. 1909-1911. Les Cahiers Charles de Foucauld. 1946, etc...*

FOUREAU (Fernand)

Une mission au Tademaht (Territoire d'In-Salah, en 1890), 1890.

Rapport sur ma mission au Sahara chez les Touareg Azdjer, octobre 1893-mars 1894, 1894.

Mission chez les Touareg.

Mes deux itinéraires sahariens d'octobre 1894 à mai 1895, 1895.

FRISON-ROCHE (Roger).

L'appel du Hoggar, 1948.

Le grand désert, 1951.

GABUS (Jean).

Au Sahara, les hommes et leurs outils, 1955.

Initiation au désert, 1954.

GAUTIER (E.F.).

La conquête du Sahara, 1910.

Sahara algérien, 1908.

Le Sahara, 1928.

GERMAIN (José) et FAYE.

Le Général Laperrine, grand Saharien, 1922.

GODARD (Com.).

L'oasis moderne, 1954.

GORREE et THIOUT.

Laperrine, 1948.

JEAN (Lt.-C.).

Les Touareg du Sud-Est : l'Aïr, 1909.

KILIAN (Conrad).

Au Hoggar, 1922.

LANNEY (Henry).

Képis bleus, 1945.

LARGEAU (L.).

Le Sahara, premier voyage d'exploration, 1877.

Le CHATELIER.

Touat, Sahara et frontière marocaine, 1901.

LEHURAUX (Cdt).

Les Français au Sahara, s. d.

Sur les pistes du désert, 1929.

Fondateurs d'Empire, 1930.

Lettres d'un Saharien (le Ct. Paul Duclos), 1933.

Le conquérant des Oasis (le Col. Pein), 1935.

Bou-Saâda, cité du bonheur, 1953.

Où va le nomadisme en Algérie ? 1948

Le Sahara, ses oasis, 1953.

LELONG (M.-H.).

Le Sahara aux cent visages, 1941.

LHOTE (Henri).

Le Sahara, désert mystérieux.

Les Touareg du Hoggar, 1944.

Dans les campements touaregs, 1947.

Comment campent les Touaregs, 1948.

LONGOBARDI (C.).

L'agonie d'une mission (2^e mission Flatters), 1938.

MELIA (J.).

Le drame de la mission Flatters, 1942.

Laghout, 1923.

Ghardaïa, 1930.

MERCADIER, RONDREUX et SALLERAS.

L'oasis rouge (Timimoun), 1946.

MESNIER (Cne).

Monographie du Territoire d'Aïn-Sefra, 1914.

MONOD (Th.).

Méharées, explorations au vrai Sahara, 1937.

POTTIER (René).

Le Transsaharien, liaison d'empire, 1941.

Laperrine, 1945.

Au pays du voile bleu, 1945.

Histoire du Sahara, 1947.

Un prince saharien méconnu : Henri Duveyrier, 1938.

REGNIER (Yves).

Les petits-fils de Touameur : les Chaâmba sous le régime français : leur transformation, 1939.

REIBELL (Gl.).

Carnet de route. Mission saharienne Foureau-Lamy, 1898-1900, 1931.

ROBERT (Claude-Maurice).

Dans le silence et la lumière. Voyage aux Oasis, 1934.

La féerie saharienne, 1952.

SABATIER (Camille).

Le Transsahien, 1922.

STEINILBER-OBERLIN (E.).

Les Touareg tels que je les ai vus, 1934.

THE (Cap. de).

Historique des compagnies sahariennes (1902-1952), 1955.

VALET (R.).

Le Sahara algérien, 1927.

VUILLOT (P.).

L'exploration du Sahara, 1895.

WEISS (Pierre).

Le Secret du Sud.

MZAB

Les curieuses oasis du Mzab, les Mozabites et la secte ibadite ont donné lieu à de nombreuses études parmi lesquelles nous signalerons :

AMAT (Dr. Ch.).

Le Mzab et les Mzabites, 1898.

ARMAGNAC (Lt. d').

Le Mzab et le pays chaâmba, 1934.

BASSET (R.).

Etude sur la zénatia..., 1893.

CHEVRILLON (André).

Les puritains du désert, 1927.

DUVEYRIER (H.).

Coup d'œil sur le pays des Beni-Mzab, 1859.

GERS (José).

Au Mzab, 1936.

GOICHON (Amélie).

La vie féminine au Mzab, 1927. Addenda dans la *Revue des Etudes islamiques*, 1930).

GOUVION (M. et E.).

Le Kharedjisme, monographie du Mzab, 1926.

HUBERT (Maurice).

Ghardaïa, 1949.

LEWICKI.

Mélanges berbères ibadites (Revue des Etudes islamiques, 1936, cah. 3) et *Note additionnelle* par André Basset.

MELIA (Jean).

Ghardaïa, 1930.

MERCIER (Marcel).

La civilisation urbaine au Mzab, 1922.

MOTYLINSKI.

Notes historiques sur le Mzab, Guérara, 1885.

Sur le kharedjisme, ou plus exactement l'ibadisme, il faut signaler une étude de J. Pignal : *Le Kharedjisme ibadite algérien*, paru dans la revue *En Terre d'Islam*, en 1933 et 1934, et les textes publiés par :

MASQUERAY.

Chronique d'Abou Zakaria, 1879.

Formation des cités..., 1886.

MOTYLINSKI.

Chronique d'Ibn Saghir (14^e Congrès des Orientalistes, Alger, 1905), 1908.

L'Aqida des Abadhites (ibid.).

VIII

ETHNOGRAPHIE, FOLKLORE

AMROUCHE (Jean).

Chants berbères de Kabylie, Tunis, 1939 (nouvelle édition, Paris, 1947).

ANDRE (P.-J.).

L'Islam et les races, 1922, 2 vol.

ANDREWS (J.B.).

Les fontaines des génies (Seba Aïoun), Croyances soudanaises à Alger, Alger, 1903.

BASSET (André).

Atlas des parlers berbères.

BASSET (Henri).

Essai sur la littérature des berbères, 1920.

BASSET (René).

Etude sur la zenatia de l'Ouarsenis et du Maghreb central, 1895.

Etude sur la zenatia du M'zab, de Ouargla et de l'Oued Rir, 1893.

Etude sur les dialectes berbères, 1894.

Contes populaires berbères, 1887.

Nouveaux contes berbères, 1897.

Contes populaires d'Afrique, 1903.

Mélanges africains et orientaux, 1915.

Nédromah et les Traras, 1901.

BENCHENEB (Moh.).

Proverbes arabes de l'Algérie et du Moghreb, 1905-1907, 3 vol.

BENCHENEB (Rachid).

Textes arabes d'Alger, «Revue Africaine», 1943-1944.

BENCHENEB (Saâdeddine).

Contes d'Alger, Oran, 1945.

BERTHOLON et CHANTRE.

Recherches anthropologiques dans la Berbérie orientale, Lyon, 1912-1913, 1 vol. et 1 album.

BIARNAY (S.).

Etude sur le dialecte berbère de Ouargla, 1909.

Notes d'ethnographie et de linguistique nord-africaine, 1924.

BERNARD (Augustin).

Enquête sur l'habitation rurale des indigènes de l'Algérie, 1921.

BERQUE (A.).

L'habitation de l'indigène algérien, tiré à part, «Revue Africaine», 1936.

BOULIFA (Saïd).

Recueil de poésies kabyles, Alger, 1904.

BUGEJA (Marie).

Afrique, terre de légendes, 1936.

CERTEUX et CARNOY.

L'Algérie traditionnelle, 1884, 2 vol.

CHAROUSSET (Gabriel).

Folklore algérien, Constantine, 1932.

CHOURAQUI (A.).

Les Juifs d'Afrique du Nord, 1952.

COSQUIN (E.).

Etudes folkloriques, 1922.

Les contes indiens et l'occident, 1922.

DAUMAS.

Mœurs et Coutumes de l'Algérie, 1858.

DERMENGHEM (E.).

Contes kabyles, 1945.

Le mythe de Psyché dans le folklore nord-africain, «Revue Africaine», 1945.

Essai sur le hadhra des Aïssaoua d'Algérie, *Revue Afric.* (avec L.L. Barbès), 1951.

Les confréries noires d'Algérie, *Rev. Afric.*, 1953.

Le culte des saints dans l'Islam maghrébin, 1954.

DESPARMET.

Contes populaires sur les ogres, recueillis à Blida et traduits, 1909 et 1910, 2 vol.

Contes maures recueillis à Blida et traduits, 1913.

Coutumes, institutions, croyances des indigènes de l'Algérie. Traduction annotée par H. Pérès et G. Bousquet, T. I., Alger, 1939.

Ethnographie traditionnelle de la Mettija, I. L'Enfance, Alger, 1927. — *Le calendrier folklorique*, *Rev. Afric.*, 1918-1937.

Le mal magique, 1932.

DOUTTE (Edmond).

L'Islam algérien en 1900.

Magie et religion dans l'Afrique du Nord, 1909.

EISENBETH (M.).

Le judaïsme nord-africain, 1931.

Les juifs en Algérie et en Tunisie à l'époque turque, 1952.

FOUCAULD (Charles de).

Textes touaregs, en prose, pub. par R. Basset, 1922.

Poésies touarègues, pub. par A. Basset, 1925 et 1930, 2 vol.

GAUDEFROY-DEMOMBYNES.

Les cérémonies du mariage chez les indigènes de l'Algérie, 1901.

GAUDRY (Mathéa).

La femme chaouïa de l'Aurès, 1939.

GAUTIER (E.-F.).

Mœurs et coutumes des Musulmans, 1931.

GIACOBETTI.

Recueil d'énigmes arabes populaires, Alger, 1916.

GOICHON (Amélie-M.).

La vie féminine au Mzab, 1927.

GOUVION (Marthe et Edm.).

Le Kharedjisme. Monographie du Mzab, Casablanca, 1926.

HANOTEAU (A.).

Poésies populaires de la Kabylie du Djurdjura.

LA MARTINIERE (de) et N. LACROIX.

Documents pour servir à l'étude du Nord-Ouest africain, 1894-1897, 4 vol.

BIBLIOGRAPHIE

LAOUST (E.).

Mots et choses berbères, 1920.

MARÇAIS (W.).

Le dialecte arabe parlé à Tlemcen, 1902.

MARÇAIS (Ph.).

Textes arabes de Djidjelli, 1954.

MARCHAND (Dr. H.F.).

Mélanges d'anthropologie et de sociologie nord-africaine, 1951.

MARTIN (Claude).

Les israélites algériens de 1830 à 1902, 1936.

MARTIN (A.G.P.).

Précis de sociologie nord-africaine, 1913, 2 vol.

MAUNIER (René).

Mélanges de sociologie nord-africaine, 1930.

MERCIER (G.).

Le chaouïa de l'Aurès, 1896.

MERCIER (Marcel).

La civilisation urbaine au Mzab, Alger, 1922.

MOULIERAS (Aug.).

Légendes et contes merveilleux de la Grande Kabylie, 1893 et 1897, texte kabyle, 2 vol.*Les fourberies de Si Djeha*, 1890.

RAHMANI (Slimane).

Coutumes kabyles du Cap Aokas, 1939.

RIVIERE.

Recueil de contes populaires de la Kabylie du Djurdjura, 1882.

ROBERT (A.).

Métiers et types algériens, Alger, 1895.

ROUANET.

La musique arabe, in : *Encyclopédie de la musique*, Lavignac de la Laurencie, *Histoire de la musique*, 1922.

SONNECK (C.).

Chants arabes du Moghreb, 1902-1904, 3 vol.

SOUALAH (Moh.).

La société indigène d'Afrique du Nord, Alger, 1937 et 1946, 3 vol.

TRUMELET (Col.).

Blida. Récits selon la légende, la tradition et l'histoire, 1887, 2 vol.*L'Algérie légendaire*, 1892.*Les saints de l'Islam. Légendes hagiologiques et croyances algériennes*, 1881.

VAN GENNEP (Arnold).

En Algérie, 1914.

VILLOT (Lt-Col.).

Mœurs, coutumes et institutions des indigènes de l'Algérie, 1888.

WESTERMARCK (Edouard).

Survivances païennes dans la civilisation musulmane, 1935.

A ces ouvrages, il conviendra d'ajouter de nombreux articles publiés notamment par MM. ARNAUD, ARRIPE, René BASSET, Henri BASSET, André BASSET, A. BEL, M. BENCHENEB, BEN CHOAI, BERQUE, BOUSQUET, BUGÉJA, Mme Marie BUGÉJA, MM. CANAL, CANTINEAU, CAUVET, A. COUR, DESPARMET, DESTAING, FOURNIER, GOGNALON, HACENE, HERBER, ISMAEL HAMET, HAMIDOU, JOLEAUD, JOLY, J. JOUIN, LAOUST, LUCIANI, MAITROT de la MOTTE-CAPRON, MARÇAIS, MANGION, MERCIER, MILLON, MALINGAND, MAIZA, MOREL, NOEL, MEZIANE, OSTOYA-DELMAS, PALLARY, PEYRONNET, PROBST-BIRABEN, RAMES, A. ROBERT, C.M. ROBERT, ROGET, RUFFET, SICART, SALVADOR DANIEL, TAHAR, VALLET, etc..., dans la *Revue Africaine*, les *Publications des Congrès des Sociétés Savantes de la Société de géographie d'Alger et d'Oran*, de la *Société Archéologique de Constantine*, de la *Société Anthropologique de Paris*, la *Revue de l'Histoire des Religions*, la *Revue des Traditions populaires*, le *Bulletin de l'enseignement des indigènes de l'Académie d'Alger*, la *Revue indigène*, l'*Afrique française*, la *Revue des Etudes islamiques*, le *Journal de la Société des Africanistes*, *Hespéris*, le *Cinquantenaire de la Faculté des Lettres d'Alger*, les *Travaux de l'Institut de Recherches sahariennes*, les *Informations algériennes*. En terre d'Islam, la *Revue Anthropologique*, l'*Ethnographie*, les *Archives de l'Institut Pasteur d'Algérie*, le *Bulletin des Etudes arabes*, la *Revue du Monde musulman*, le *Mémorial Henri Basset*, *Outre-Mer*, *Algérie-Magazine*, *Algéria*.

IX

ARCHEOLOGIE ET BEAUX-ARTS

ALAZARD.

L'Orient et la peinture française au XIX^e siècle, 1930.

ALLAIS (Yvonne).

Djemila, 1938.

ANGEL (Pierre).

L'Ecole nord-africaine dans l'art français contemporain, 1931.

AUDISIO (Gabriel).

La marqueterie de terre émaillée, 1926.

BALLU (A.).

Guide illustré de Timgad, 1910.

Guide illustré de Djemila (antique Cuicul), 1926.

BARADEZ (J.).

Tipasa, 1952.

BEL (A.) et P. RICARD.

Le travail de la laine à Tlemcen, 1913.

BEL (Marg.).

Les arts féminins indigènes en Algérie, 1939.

BENOIT (F.).

L'Afrique méditerranéenne, 1921.

BERTHIER (André).

Les vestiges du Christianisme antique dans la Numidie centrale (avec la collaboration de F. LOGEART et M. MARTIN), 1943.

BERQUE (A.).

L'Algérie, terre d'art et d'histoire, 1937.

Les arts indigènes algériens en 1924, 1924.

BERTHIER et CHARLIER.

Le sanctuaire punique d'El-Hofra à Constantine, 1955.

Tiddis, 1951.

BEYLIE (Gl. de).

La Kelaâ des Beni-Hammad ; une capitale berbère de l'Afrique du Nord au XI^e siècle, 1909.

BROUSSAUD (Gl.).

Les carreaux de faïences peints dans l'Afrique du Nord, 1930.

CAGNAT (R.).

Carthage, Timgad, Tébessa et les villes antiques de l'Afrique du Nord, 1910.

CAGNAT, BESWILLWALD et BALLU.

Timgad, une cité africaine, 1891-1905.

CAGNAT et CHAPOT.

Manuel d'archéologie romaine, 1916 et 1920, 2 vol.

Catalogue des principaux ouvrages d'or et d'argent de fabrication algérienne, 1900.

CAUVET (Com.).

Les Marabouts, Revue Africaine, 1923.

CHRISTOFLE (M.).

Le Tombeau de la Chrétienne, 1953.

COTEREAU (J.).

La maison mauresque (Chantiers nord-africains, juin 1930).

COURTOIS (C.).

Timgad, 1951.

DELRIEU (Marcel).

L'industrie du cuir à Constantine, Constantine, 1924.

DEVOULX.

Les édifices religieux de l'ancien Alger, Revue Africaine, 1862-1870.

DIEHL (H.).

Manuel d'art byzantin, 1926.

DOUEL (Martial).

L'Algérie romaine ; Forums et basiliques, 1930.

DOURNON (R.).

Autour du Tombeau de la Chrétienne, Alger, 1946.

Etudes d'art publiées par le Musée National des Beaux-Arts d'Alger, I, 1945.

EUDEL (Paul).

L'orfèvrerie algérienne et tunisienne, 1902.

GIACOBETTI (R.-P.).

Les tapis et les procédés de tissage du Djebel Amour, 1933.

BIBLIOGRAPHIE

GOLVIN (L.).

Les techniques de tissage, 1950.
Les tapis... 1950, 1951, 1953, 1955.

GSELL (Stéphane).

Recherches archéologiques en Algérie, 1893.
Les industries indigènes en Algérie, 1903.
Promenades archéologiques aux environs d'Alger, 1926.
Les Monuments antiques de l'Algérie, 1901, 2 vol.
Atlas archéologique de l'Algérie, 1911.
Cherchell, 1952.

LESCHI (L.).

Tipasa de Maurétanie, 1950.
Algérie antique, 1952.
Djémila, antique Cuicul, 1953.

MARÇAIS (Georges).

Manuel d'art musulman, 1926 et 1927, 2 vol.
Le costume musulman d'Alger, 1930.
L'art de l'Islam, 1946.
Tlemcen, 1950.
L'architecture musulmane d'occident, 1955.

MARÇAIS (William et Georges).

Les Monuments arabes de Tlemcen, 1903.

MAREC.

Hippone, antique Hippo Regius, 1950.

RECHERCHE des antiquités dans le Nord de l'Afrique. Conseils aux archéologues et aux voyageurs. Instruction adressée par le Comité des Travaux historiques, 1929.

RICARD (Prosper).

Pour comprendre l'art musulman dans l'Afrique du Nord et en Espagne, 1924.
Dentelles algériennes et marocaines, 1928.

SEREE DE ROCH.

Tébessa, antique Théveste, 1952.

Il y a lieu également de rappeler le recueil d'iconographie de Delamare, *Exploration scientifique de l'Algérie*, 1840-1845, *Archéologie*, 1850 ; BERBRUGGER, *Algérie historique, pittoresque et monumentale*, 3 vol., 1943 ; RAVOISIE, *Exploration scientifique de l'Algérie*, 1840, 1841, 1842, 3 vol., 1946.

D'autre part, les collections artistiques ont fait l'objet d'études et de reproductions dans : *Description de l'Afrique du Nord, Musée et Collections archéologiques de l'Algérie et de la Tunisie* : DOUBLET, *Musée d'Alger*, 1890 ; LA BLANCHÈRE, *Musée d'Oran*, 1893 ; DOUBLET et GAUCKLER, *Musée de Constantine*, 1893 ; GAUCKLER, *Musée de Cherchell*, 1895 ; CAGNAT, *Musée de Lambèse*, 1895 ; GSELL et BERTRAND, *Musée de Philippeville*, 1898 ; GSELL, *Musée de Tébessa*, 1902 ; BALLU et CAGNAT, *Musée de Timgad*, 1903 ; W. MARÇAIS, *Musée de Tlemcen*, 1906 ; de PACHTERE, *Musée de Guelma*, 1909 ; M. DURRY, *Musée de Cherchell*, Supplément, 1924 ; P. WUILLEUMIER, *Musée d'Alger*, Supplément, 1928.

X

**DROIT, ADMINISTRATION, QUESTIONS SOCIALES, ECONOMIQUES
POLITIQUES, etc...**

ABBAS (Ferhat).

Le Jeune Algérien., 1931.

ALGERIENS (Les) en France (Institut nat. d'études démographiques, et Etudes sociales nord-africaines), 1955,

AREXY (Gaston).

Législation algérienne, 2^e édition, Alger, 1932.

ARRIPE (P.).

Les sociétés indigènes de prévoyance, 1930.

BENET (H.).

L'état civil en Algérie, 1937.

BENNABI (Malek).

La vocation de l'Islam, 1954.

BERNARD (Paul).

Les anciens impôts de l'Afrique du Nord, 1925.

BEYSSADE (J.).

Le régime législatif de l'Algérie, 1955.

BOUSQUET (G.-H.).

Précis élémentaire de Droit musulman (malékite et algérien), Alger, 1935.

Le Droit musulman par les textes (Précis de Droit musulman, tome II), Alger, 1940).

L'Islam Maghrebien, Alger, 1955.

BOUSQUET-LEFEVRE (Laure).

La Femme Kabyle, 1939.

BOYER (P.).

L'évolution démographique des populations musulmanes du département d'Alger, Rev. Af. 1954.

BRENOT (Henri).

Le douar, cellule administrative de l'Algérie du Nord, 1938.

CALVELLI (Marcel).

Etat de la propriété rurale en Algérie, 1935.

CAMBON (Jules).

Le Gouvernement Général de l'Algérie (1891-1897), 1918.

CHAMP (Maxime).

La commune mixte d'Algérie, 2^e éd., Alger, 1933.
Les communes en Algérie, Alger, 1945..

CHEVALIER (Louis).

Le problème démographique nord-africain, 1947.

COULON (Alfred).

La Femme Kabyle, 1930.

DEMONTES (Victor).

Le peuple algérien, essais de démographie, 1906.
L'Algérie agricole, 1930.
L'Algérie industrielle et commerçante, 1930.
L'Algérie économique, 1922-1930, 6 vol.

DEPONT et COPPOLANI.

Les confréries religieuses musulmanes, 1897.

DOUEL (Martial).

Un siècle de finances coloniales, 1930.

DOUTTE (Edm.).

L'Islam algérien en l'an 1900, Alger, 1900.

DULOUT (F.).

Traité de Droit musulman et algérien, 4, vol., 1948.

ERNEST-PICART (Paul).

La monnaie et le crédit en Algérie depuis 1830, 1930.

ESTOUBLON-LEFEBURE.

Code de l'Algérie annoté et suppléments annuels.

FERNAU (F.-W.).

Le réveil du monde musulman, 1954.

FONTAINE (P.).

Alger-Tunis-Rabat, 1953.

GIRAULT (Arthur):

Principes de colonisation et de législation coloniale. Algérie, 7^e éd. révisée par L. MILLIOT, 1938.

GOUILLY (Alphonse).

L'Islam devant le monde moderne, 1945.

HACENE (Ali).

Les Mahakmas, 3^e éd., 1934.

HANOTEAU et LETOURNEUX.

La Kabylie et les coutumes kabyles, 1872, 3 vol.

HOUDAS et MARTEL.

Traité de droit musulman, La Tahfat d'Ebn Acem. Texte arabe et trad. comment., 1882.

L'industrialisation de l'Afrique du Nord, 1952.

JULIEN (C.-A.).

L'Afrique du Nord en marche, 1952.

KHALILIBN-ISH'AK.

Précis de jurisprudence musulmane, trad. Peron, 1848-1854, 7 vol.

LAMBERT (J.).

Manuel de législation algérienne, 1952.

LARCHER et RECTENWALD.

Traité élémentaire de législation algérienne, 1923, 3 vol.

LAYE (Yves).

Le port d'Alger, 1951.

LE TOURNEAU (R.).

L'Islam contemporain, 1950.

LEHURAUX (L.).

Islam et chrétienté en Algérie, 1950.

LUTTE (La) *des Algériens contre la faim (Journée d'études des secrétariats sociaux d'Alger)*, 1954.

BIBLIOGRAPHIE

MAISSIAT (Edouard).

L'usure en Algérie, 1937.

MAUSSET (Henri).

France et Afrique du Nord, 1945.

MAWERDI.

Les statuts gouvernementaux ou règles du Droit public et administratif, trad. et annoté par E. FAGNAN, Alger, 1915.

MELIA (Jean).

Le triste sort des indigènes musulmans d'Algérie 1935.

MENERVILLE.

Dictionnaire de législation algérienne, 1877.

MERLO (M.).

L'organisation administrative de l'Algérie, 1951.

MILLIOT (Louis).

Introduction à l'étude du droit musulman, 1953.

MILLIOT, MORAND, GODIN et GAFFIOT.

L'œuvre législative de la France en Algérie, 1930.

MONSONEGO (J.).

L'activité économique de Mostaganem, 1950.

MORAND (Marcel).

Introduction à l'étude du droit musulman algérien, 1921.

Etudes de droit musulman algérien, 1910.

Le droit musulman algérien (rite malékite), ses origines, 1913.

La famille musulmane, 1903.

Etudes de droit musulman et de droit coutumier berbère, 1931.

Avant-projet de... codification du droit musulman algérien, 1916.

MURACCIOLE.

L'émigration algérienne, 1950.

NORES (Edmond).

L'œuvre de la France en Algérie, La justice, 1931.

OUARY (Malek).

Par les chemins d'émigration, 1955.

PARANT (Roger).

La Société indigène de prévoyance d'Algérie, 1942.

PASSERON (R.).

Cours de Droit algérien

L'évolution des institutions publiques de l'Algérie, Encycl. mens. d'O. M., « Algérie 54 », 1954.

POUR LE PAYSAN et l'Artisan indigènes, 1939.

POUYANNE.

La propriété foncière en Algérie, 1900.

QAYRAWANI.

La Risala, texte arabe et trad. Bercher, 1945.

RAGER.

Les Musulmans algériens en France et dans les pays islamiques, 1950.

RINN (L.).

Marabouts et Khouans, 1884.

SAGNE (Jean).

L'Algérie pastorale, 1950.

SCHAEFER (R.).

Drame et chances de l'Afrique du Nord, 1°

SEIGNETTE (N.).

Code musulman, par Sidi Khalil, Constantin 1878.

SICARD (Jules).

Le Monde musulman dans les possessions françaises, 1931.

SOLARI (Henri).

Le budget des communes de l'Algérie du Nord, 1937.

SURDON (Georges).

La France en Afrique du Nord, Alger, 1946.

TINTHOIN (Rob.).

Le peuplement musulman d'Oran, 1954.

ULEMAS (Les) algériens réformistes, Nouv. Rev. fr. d'O. M., juillet 1955.

VIGIER (René).

La femme kabyle (Grande Kabylie), sa succession légitime, 1932.

VIOLETTE (Maurice).

L'Algérie vivra-t-elle ? 1931.

YACONO (X.).

Peut-on évaluer la population de l'Algérie vers 1830 ? Rev. Af., 1954.

ZEYS

Législation mozabite, 1886.

SOCIETE NATIONALE

des

ENTREPRISES DE PRESSE

6, avenue Pasteur - Alger

- Téléphone : 396-59 -

309.65
D65
cop. 1

DOCUMENTS ALGÉRIENS

LIBRARY OF THE
Service d'Information
du Cabinet du Gouverneur Général de l'Algérie

SERIE CULTURELLE

N° 79 — 20 Décembre 1956

RELIGIONS

UNIVERSITY OF ILLINOIS

Les religions orientales dans l'Afrique ancienne

d'après les Collections du Musée Stéphane Gsell (Alger)

Quand on se penche sur les problèmes posés par les religions païennes de l'Antiquité, on ne peut pas échapper dès l'abord à une impression de malaise devant l'un des aspects, pour nous le plus choquant, de ce paganisme : la *multiplicité des dieux*. Varron en compte trente mille en Italie ; autant dire qu'ils sont innombrables (1). Cicéron nous en avertit d'ailleurs : « la terre est pleine de dieux ». Et devant cette surabondance, Polybe estime non sans humour que « les Romains sont plus religieux que les dieux eux-mêmes ».

C'est que les Romains conservaient de leur primitive histoire leurs anciens dieux, personnifications des forces mystérieuses (*numina*) qui commandent tous les actes de l'homme et toutes les manifestations de la nature (2). C'est aussi que les Anciens — et les Romains plus encore que les Grecs — étaient en matière religieuse essentiellement tolérants ou plus exactement, selon l'heureuse formule de M. Jean Bayet, « avides à se saisir de formes divines étrangères comme supports à une religiosité assez diffuse » (3). C'est enfin qu'ils n'avaient pas de la divinité la même conception que nous qui — croyants ou incroyants — participons de toute manière à une civilisation, au point de vue religieux, essentiellement monothéiste. Pour nous, Dieu ne peut être qu'un, parce qu'il est souverain, omnipotent, parce qu'il est Infini et qu'il ne peut y avoir qu'un Infini. Pour les Anciens, les dieux, après être restés longtemps des forces vagues, mystérieuses, sans doute ont pris corps, se sont en quelque sorte personnalisés, mais ils ont toujours été considérés comme « limités », au moins quant à leurs attributions et à leurs pouvoirs. L'un était le dieu de la mer ; un autre protégeait le commerce ; tel autre garantissait la santé, etc... C'est ainsi qu'on distinguait naturellement des divinités importantes et des divinités secondaires. Et, ce qui est pour nous bien étonnant, ce polythéisme n'allait nullement à l'encontre d'une tendance profonde au monothéisme. L'idée d'« un » dieu créateur, souverain maître, est une idée fort ancienne, qu'on trouve déjà exprimée par Socrate et par Platon. Cette idée sous-jacente a pu favoriser la reconnaissance de la primauté de Zeus chez les Grecs, de Jupiter chez les Romains. Le mouvement monothéiste en tout cas s'est précisé surtout au III^e et au

(*) Ce texte est en substance celui d'une conférence-visite, organisée le 19 décembre 1954 par M. Georges MARÇAIS, membre de l'Institut, Directeur du Musée Stéphane Gsell et par Mme ALQUIER, Conservatrice. Il était destiné à un public très large, composé d'éléments divers. On s'est contenté d'y ajouter ici quelques notes et références. Quant à l'ordre des objets examinés, on s'est efforcé de suivre — autant que possible et tout en conservant une certaine homogénéité indispensable à l'exposé — le plan des salles, en commençant par la salle des bronzes, puis la salle des religions, la salle des sculptures et enfin la salle du trésor.

(1) Saint Augustin a raillé cette multiplicité de dieux (*De Civitate Dei*, IV, 8).

(2) Cf. en dernier lieu A. GRENIER, *Les religions étrusque et romaine*, coll. Mana, 1948, en particulier le chapitre sur *La plus ancienne religion*, pp. 81 et suiv. ; du même auteur, *Numen. Observations sur l'un des éléments primordiaux de la religion romaine*, dans *Latomus*, t. VI, 1947, pp. 297-308.

(3) *Rev. Et. Lat.*, 1949, p. 367.

IV^e siècle de notre ère, sous l'influence de doctrines philosophiques qui, tel le néoplatonisme, n'étaient pas sans contact avec les théologies orientales. Peu à peu s'est dégagée l'idée d'un dieu cosmique, père de l'univers, invisible et suprême. Mais jusqu'aux derniers temps du paganisme, à cette idée s'en rattacha une autre, qu'a fort bien exprimée un correspondant de Saint Augustin, le rhéteur païen Maxime de Madaure, lorsqu'il a écrit vers 390 : « Il n'existe qu'un Dieu suprême et unique, sans commencement et sans descendance, dont nous invoquons, sous des vocables divers, les énergies répandues dans le monde, parce que nous ignorons son nom véritable, et, en adressant nos supplications séparément à ses divers membres, nous entendons l'honorer tout entier. Grâce à l'intermédiaire des *dieux subalternes*, ce Père commun et d'eux-mêmes et de tous les mortels est honoré de mille manières par les humains, qui restent ainsi d'accord dans leur désaccord ».

Ainsi donc, dans le paganisme antique, il y eut toujours des dieux, dont il était utile de capter la confiance et les énergies pour bénéficier de leur protection ; qu'ils fussent romains, latins, italiens, étrangers même, peu importe. On retrouve là cette « avidité » dont je parlais en commençant. Parmi les divinités admises dans le panthéon romain, celles qui ont rencontré le plus de faveur sont sans nul doute les *divinités orientales*. Il est curieux de remarquer que tandis qu'en Gaule, en Espagne, en Bretagne, les dieux romains remplaçaient peu à peu les dieux locaux, au contraire les dieux de l'Asie et de l'Égypte, loin de se laisser évincer, se répandaient dans toutes les provinces du monde et gagnaient partout de nombreux fidèles. On peut se demander pourquoi.

Un grand savant belge, mort en 1947, Franz Cumont, a expliqué les raisons de ces succès dans un livre remarquable, intitulé *Les religions orientales dans le paganisme romain* (4), auquel il faut toujours se référer. Repoussant les seules explications économiques et sociales proposées jusque là (prépondérance industrielle et commerciale de l'Orient ; échanges humains amenant des orientaux dans les armées, dans les ports et dans la main-d'œuvre domestique : « Qui dira, demande l'auteur, l'influence que les femmes de chambre venues d'Antioche ou d'Alexandrie ont acquise sur l'esprit de leur maîtresse ? »), F. Cumont fait appel à des raisons plus profondes, à des raisons morales et psychologiques. Si les religions orientales se sont imposées si facilement, c'est parce qu'à une époque de fermentation et d'inquiétude religieuse, elles affirmaient une nette supériorité sur la religion romaine traditionnelle en satisfaisant à la fois les sens et les sentiments, les intelligences et les consciences. Les sens et les sentiments, parce qu'en face de la religion romaine froide, ritualiste, formaliste, « religion de juristes », a-t-on dit, les religions orientales offraient des cérémonies somptueuses, des fêtes et des processions éclatantes, animées par de la musique, des chants et des danses ; elles attiraient par leurs mystères et leurs rites d'initiations ; elles provoquaient l'enthousiasme et menaient à l'extase, c'est-à-dire à la contemplation de la divinité et à l'assimilation avec elle. L'intelligence, car tandis que la religion romaine comportait surtout la répétition *ne varietur* de rites archaïques devenus inintelligibles et de formules consacrées — n'oublions jamais que la civilisation gréco-romaine est fondée sur la *mimésis*, l'*imitatio* ; pour les Grecs, l'imitation des héros, pour les Romains, l'imitation des ancêtres, *mos majorum* — en Asie et en Égypte, les prêtres étaient des savants et les savants étaient des prêtres (l'historien Manéthon, dont nous verrons tout à l'heure un souvenir, était à Héliopolis prêtre d'Hélios-Sarapis). Il y avait en Orient une « union intime de l'érudition et de la foi » qui donnait aux croyances une illusion de « profondeur savante » et de « certitude absolue ». Elles satisfaisaient enfin les consciences : devant le vide laissé par une religion et une philosophie tournées uniquement vers la morale, les théologies orientales apportaient des réponses aux grandes questions que se pose toute humanité consciente : le problème du monde et le problème de l'au-delà. Les prêtres orientaux enseignaient une doctrine cosmique ; ils prétendaient effacer les souillures de l'âme par des cérémonies rituelles et des mortifications ; ils assuraient l'immortalité bienheureuse en récompense de la piété ; bref, ils livraient une sagesse, c'est-à-dire une science dont la possession garantissait le salut, le bonheur dans l'au-delà. N'oublions pas que les mages de l'Orient — dont l'imagerie saint-sulpicienne a fait des personnages polychromes et couronnés — étaient en réalité des sages, c'est-à-dire des savants et en même temps des prêtres, détenteurs de cette sagesse qui assure le bonheur. Telles sont les raisons profondes du large succès remporté dans le monde romain par les cultes orientaux.

Le premier de ces cultes qui fut adopté par les Romains vint de Pessiaönte, en Phrygie (Asie Mineure) : c'est celui de *Cybèle* qu'on appelle aussi la *Mater deum*, la grande Mère des dieux. On

(4) Consulter de préférence la 4^e et dernière édition, Paris, Geuthner, 1929.

la fit venir pendant la deuxième guerre punique, c'est-à-dire dès la fin du III^e s. avant J.-C. (en 204).

Ce furent ensuite, à partir de la fin du II^e s. et surtout dans les premiers siècles de notre ère, les cultes égyptiens, en particulier Isis et Sarapis.

Puis vinrent des dieux syriens, les Baals protecteurs des villes de Syrie, qui déferlèrent sur le monde romain, surtout au début du III^e s. après J.-C. sous les règnes des Sévères, unis à des princesses syriennes dont l'influence fut considérable. Ces Baals ont des noms différents suivant leurs cités d'origine : Doliché en Commagène a donné son nom à Jupiter Dolichenus ; de Palmyre vinrent Malagbel, Iarhibol et Aglibol.

De Thrace et de Phrygie fut importé aussi Salazius.

Enfin de Perse (5) arriva dès le I^{er} s. le célèbre Mithra, dont la religion faillit devenir officielle au III^e siècle et rencontra une telle faveur que Renan a pu écrire : « Si le Christianisme eût été arrêté dans sa croissance par quelque maladie mortelle, le monde eût été mithriaste » (6).

**

L'Afrique romaine, comme les autres provinces, a été submergée par les cultes orientaux. Comme les autres, elle a été « entraînée dans le grand courant mystique qui recouvre tout le monde romain du II^e au IV^e s. » (7). Mais l'Afrique sut garder son originalité.

C'est qu'à la différence des autres provinces occidentales, l'Afrique avait déjà un panthéon bien organisé, solidement établi sur la base de très vieilles traditions indigènes (berbères), vivifiées par les apports puniques. Dès le IX^e s. avant J.-C., au moins, les Phéniciens — des orientaux — avaient installé sur la grève de Salammbô (près de Carthage un sanctuaire où l'on offrait des sacrifices d'enfants à Baal. Et le culte cruel de Baal-Hammon et de sa parèdre Tanit s'était répandu en Afrique en même temps que se développait l'empire carthaginois, et avec d'autant plus de faveur qu'il correspondait bien aux traditions, aux besoins et aux aspirations des Africains. Baal-Hammon et Tanit devinrent si bien les « dieux de l'Afrique » que Rome jugea utile — par politique — de les conserver en les romanisant (Baal-Hammon devint Saturne et Tanit devint Caelestis) et en humanisant leurs rites (aux victimes humaines on substitua des animaux). Saturne resta pendant toute la durée de la domination romaine le premier dieu de l'Afrique, bien plus vénéré que Jupiter ou les dieux orientaux. Mais n'oublions pas qu'il est lui-même, sous un vocable latin, un dieu au fond très oriental. Nous y reviendrons tout à l'heure. Cependant dès maintenant j'ai voulu souligner cette originalité de l'Afrique qui a eu et qui a gardé ses divinités propres. Celles qui vinrent plus tard d'Asie et d'Egypte n'ont jamais prévalu contre elles dans les masses populaires africaines.

Le premier document à signaler dans les collections du Musée Stéphane Gsell est d'ailleurs en rapport avec le culte de Baal-Hammon. C'est un disque de bronze (8) qui provient de Gouraya, où il

(5) Une théorie récente, défendue par M. Stig WIKANDER, *Etudes sur les mystères de Mithras*, dans *Ars-bok, Yearbook of the New Society of Letters at Lund*, 1950, pp. 5-46, insiste sur les aspects balkaniques du culte mithriaque et lui assigne une origine thraco-illyrienne. Elle est contredite par D. Schlumberger dans *Syria*, XXX, 1953, pp. 325 ss. qui penche pour l'Anatolie. Quel que soit le pays d'origine du mithraïsme — la question est d'ailleurs importante — les provinces danubiennes ont joué un grand rôle dans son expansion. Si dans les ports africains de Carthage et de Rusicade (Philippeville) la religion de Mithra a pu être importée directement d'Orient ou indirectement par Pouzzoles et Ostie (où l'on compte actuellement 14 *mithrea*), il est à peu près certain qu'à Lambèse, quartier-général et camp de la 3^e Légion Auguste, elle a été transmise par les pays danubiens : cf. M. LEGLAY, *Le mithraeum de Lambèse*, dans les *Comptes-Rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 1954, pp. 269-278.

(6) E. RENAN, *Marc-Aurèle*, p. 579. Mais ce n'est peut-être qu'une boutade !

(7) G. Ch. PICARD, *Les religions de l'Afrique antique*, Paris, 1954, p. 220.

(8) P. WUILLEUMIER, *Musée d'Alger, Supplément Collection des Musées de l'Algérie et de la Tunisie*, 1928, pp. 20-21. L'auteur y reconnaît, à tort, une tête d'Ammon.

a été trouvé à proximité des tombes puniques qui ont livré les vases, les plats et les lampes exposés dans plusieurs vitrines. Il est assez représentatif de la religion punique et des influences subies par la civilisation de Carthage. Sur une face sont figurées deux têtes de béliers affrontés. C'est sous cette forme ou bien sous celle d'un homme barbu et portant de grosses cornes de bélier qu'était souvent représenté Baal-Hammon, appelé parfois Hammon Corniger — sans doute sous l'influence de l'Ammon égyptien et en mémoire d'un culte indigène du bélier. Sur l'autre face (fig. 1) sont gravées en haut relief deux lignes difficiles à interpréter, surtout si on les lit normalement de gauche à droite. Si, au contraire, on les retourne — comme s'il s'agissait d'une empreinte — on obtient deux noms étrusques et on peut comprendre : Pompos, fils de Lartia. Nous avons là un témoignage des contacts de civilisation entre puniques et étrusques ; on en connaît bien d'autres, comme aussi entre puniques et grecs. Ces influences contribuèrent déjà à humaniser le culte monstrueux de Baal-Ham-



Fig. 1 : Disque de bronze

mon bien avant l'arrivée des Romains. Ce petit objet nous révèle ainsi les différents éléments constitutifs de la religion africaine : son substrat indigène, avec le culte du bélier ; les influences égyptiennes sur la Libye (que confirment maintes gravures rupestres) ; les aspects phéniciens, puniques avec leurs rites monstrueux ; enfin, les influences civilisatrices venues de Grèce directement ou par le canal de l'Etrurie.

Le rapprochement de plusieurs stèles votives néo-puniques (9), c'est-à-dire de l'époque qui a suivi la prise de Carthage par les Romains, mais où la civilisation carthaginoise reste prédominante, permet de suivre l'évolution des formes de figures et des symboles et, à travers elle, les progrès de la romanisation. Romanisation de l'art à laquelle correspond la romanisation de la religion berbéro-

(9) Ces stèles viennent d'un peu partout en Afrique : de Dellys, de Ksiba Mraou, de Vieil-Arzu, de Carthage même, Cf. DOUBLET, *Musée d'Alger* et P. WUILLEUMIER, *Musée d'Alger, Supplément*, pp. 21 et ss.

punique. Avec les trois stèles à Saturne de Sillègue (10), près de Djemila, l'évolution est en quelque sorte arrivée à son terme (fig. 2). Il y a encore dans ces monuments bien des orientaux — ne serait-ce que la superposition des registres — mais Saturne s'est maintenant substitué au Baal carthaginois : nous sommes en plein III^e s. (une des stèles est datée de 22 après J.-C.). La répartition des scènes est presque toujours identique.



Fig. 2 : Stèles à Saturne

aux détails près (11). Dans le compartiment supérieur, c'est le dieu lui-même qui est figuré, en buste ou installé sur un trône, quelquefois allongé sur une sorte de sofa ; ici, il est même une fois assis à l'amazone sur un lion ; le dieu assis sur le lion est un thème iconographique fort ancien, puis-

(10) Cf. P. WUILLEUMIER, *ouv., cit.*, pp. 28 et ss.

(11) Voir par exemple les stèles de Djemila : M. LEGLAY, *Les stèles à Saturne de Djémila-Cuicul*, dans *Libyca*, I, 1953, pp. 36-76. On pourrait comparer avec des milliers de stèles votives disséminées sur tout le territoire tunisien et algérien, où chaque ville, chaque bourg, chaque village avait à l'époque romaine son ou même ses sanctuaires de Saturne.

qu'on le trouve à Chypre dès le XV-XIV^e s. avant J.-C. Quant au lion, un auteur africain du IV^e s. après J.-C., Arnobe de Sicca (Le Kef) le met en rapport avec *Frugifer*, dont il serait le symbole (12). Dieu *frugifer*, c'est bien ainsi qu'il faut interpréter avant tout Saturne, ce vieillard digne, majestueux mais morose, abondamment chevelu et barbu ; le *senex* (Saint Augustin) qui inspirait aux anciens une terreur superstitieuse ; la tête couverte d'un voile qu'en général il soulève d'une main comme pour mieux entendre, il tient de l'autre la *harpè*, c'est-à-dire la faucille du moissonneur et du vigneron. C'est lui qui assure de bonnes récoltes, la fécondité des troupeaux, comme aussi celle des familles. N'était-ce pas une des raisons pour lesquelles à l'époque punique — quand il s'appelait Baal-Hammôn — on lui sacrifiait des enfants, les premiers-nés des familles ? Formellement interdites par Rome, ces immolations d'enfants ont été remplacées par des sacrifices d'agneaux, de bœliers ou de taureaux. C'est le taureau du sacrifice qui est représenté, paré des bandelettes rituelles, dans le registre inférieur et ce sont les dédicants que présente le compartiment intermédiaire. Bien que ce soient des animaux qu'on sacrifie effectivement au dieu, c'est comme si on lui offrait des victimes humaines, car ceux-là ne sont offerts que « par substitution », comme le prouvent les formules des stèles découvertes en 1930 par J. et P. Alquier à N'Gaous (dans le Constantinois) et où il est dit que l'agneau est substitué à l'enfant *anima pro anima, vita pro vita, sanguine pro sanguine* (13).

L'acte religieux conserve ainsi toute sa valeur ; l'enfant est voué au dieu et par là son salut est assuré. Saturne n'est donc pas seulement celui qui accorde la fertilité agraire et la fécondité animale ou familiale ; sa religion est aussi une religion de salut. Quant aux stèles, elles sont érigées pour attester d'une manière publique et durable et peut-être pour rappeler à la divinité que le ou les dédicants se sont loyalement acquittés du sacrifice et des offrandes promis en retour du vœu exaucé ou de la grâce obtenue (V.S.L.A. = *votum solvit libens animo*, disent les inscriptions). Les stèles ne veulent pas seulement commémorer et perpétuer le souvenir d'un acte révolu, accompli une fois pour toutes, elles rendent permanent et comme continu le geste épisodique du sacrifice.

**

C'est un curieux objet que la **main votive de Sabazius** trouvée à Tipasa au début de ce siècle (14). On connaît, dispersées dans les musées du monde une quarantaine de ces mains droites, en bronze, dont l'usage était très répandu en Orient où cette offrande faisait partie du rituel des cultes sémitiques. L'exemplaire de Tipasa est l'un des plus grands (fig. 3) ; c'est en tout cas le premier qu'on rencontre en Afrique. Son intérêt vient surtout des attributs qui l'accompagnent et qui soulignent par leur nombre la force de syncretisme, la puissance d'assimilation de ce dieu thraco-phrygien, dont le nom, admis comme dénomination thrace de Dionysos, fut à l'époque hellénistique victime d'une audacieuse opération étymologique : on l'identifia au Iahwé Sabaoth, le dieu des armées de la Bible et il fut dès lors considéré comme un dieu suprême, souverain, omnipotent et bienfaisant, tellement puissant qu'il eut tendance à absorber les autres dieux, leurs pouvoirs, leurs attributs, de là le syncretisme que trahit cette main.

Symboles des Sabazias, ces mains votives étaient montrées les trois premiers doigts levés et les deux autres repliés, dans le geste liturgique de la *benedictio latina*, emprunté à une divinité thrace, peut-être par l'intermédiaire du judaïsme, et conservé par les chrétiens. Elles représentaient primitivement la main du dieu bénissant ses fidèles ; mais plus tard — c'est le cas pour notre objet de Tipasa — elles prirent une valeur magique et l'on continua par conséquent d'accumuler les animaux et les symboles pour en accroître l'efficacité (15).

(12) *Adversus Nationes*, VI, 10.

(13) Cf. S. GSELL, *Comptes-Rendus de l'Acad. des Inscr. et Belles Lettres*, 1931, pp. 21-26 et l'étude de J. CARCOPINO, *Rome et les immolations d'enfants*, dans ses *Aspects mystiques de la Rome païenne*, pp. 39 ss.

(14) Voir S. GSELL, *Bull. Arch. du Comité*, 1906, p. CCXXXII et pl. ; P. WUILLEUMIER, *Musée d'Alger, Supplément*, p. 68.

(15) L'abondance des attributs a fait d'abord qualifier la main votive de Tipasa de « main-panthée ». Cette interprétation a été combattue par C. BLINKENBERG, *Darstellungen des Sabazios und Denkmäler seines Kultes*, dans *Arch. Studien*, Copenhague, 1904 ; elle n'est plus admise aujourd'hui. Sur Sabazius et les monuments de son culte, cf. M. CUMONT, *Rel. orient.*, pp. 60 ss. ; M. OESLERLEY, *The cult of Sabazios*, dans *The Labyrinth*, 1935, pp. 115 ss. ; A. BRUHL, *Rev. Archéol.*, 1932, I, pp. 35-43 ; tout récemment A. GARCIA BELLIDO, *Una deidad oriental en la España romana el culto a Sabazios*, *Revista de la Universidad de Madrid*, I, 3, 1953, pp. 345-361, et D. TSONTCHEV, *Rev. Archéol.*, 6^e sér., XLIV 1954, pp. 15-20. Sur le geste de la *benedictio latina*, outre BLINKENBERG, voir H. SEYRIG, *Bull. Corr. Hell.*, LI, 1927, pp. 211 ss.



Fig. 3 : Main votive de Sabazius

C'est ainsi que l'on peut voir sur le pouce une pomme de pin, symbole de fécondité bien connu des religions antiques, surtout orientales ; Sabazius est d'abord un dieu de la végétation (16). La même idée est reprise avec les trois rameaux qui grimpent sur l'annulaire, tandis que la présence d'un bélier sculpté sur la paume, sous l'auriculaire, évoque un autre aspect des pouvoirs agraires du dieu. Ainsi plantations, cultures, troupeaux sont appelés à profiter également de la bénédiction divine. Et c'est sans doute encore le même thème que rappellent et le serpent à crête qui s'enroule autour du poignet avant de se glisser dans le creux de la main et aussi les trois animaux — annulaire, tortue et lézard — qui voisinent près du pouce. On sait que le serpent est le symbole de la terre et en même temps de la fécondité et du renouvellement (17), que la grenouille est le symbole de l'eau et par là du renouveau de la nature, du printemps et de la renaissance (18), que la tortue accompagne parfois Aphrodite est symbole de fécondité et représente le Ciel (19), que le foudre enfin est un symbole du Soleil qui assure toute vie (20). On sait aussi que ces animaux incarnent des forces malfaisantes et en particulier l'Envie (21). Ce qui n'a rien d'étonnant, étant donné l'importance des forces magiques (22). La main de Sabazius, qui primitivement bénissait ses fidèles, par ses vertus magiques exerce maintenant son pouvoir d'une part en attirant les bienfaits des éléments naturels sur les champs et les troupeaux, d'autre part en éloignant de ceux-ci et des fidèles eux-mêmes les influences mauvaises. Quant à l'aigle perché sur un foudre au sommet des doigts, il est l'attribut bien connu de Jupiter. Avec le buste de Mercure dressé sur l'annulaire replié, il atteste le caractère suprême, omnipotent et cosmique du dieu qui, non content d'assurer à ses fidèles les biens de la terre, leur garantissait en outre le bonheur dans l'au-delà sous la forme « d'un banquet des bienheureux dont les repas liturgiques présageaient sur la terre les joies éternelles » (23). Il y a là la double raison du succès des sabaziastes.

**

Deux documents intéressent le culte — d'origine phrygienne lui aussi — de la grande Mère des dieux : il s'agit d'une statue de Cybèle, autre nom de la déesse. Le musée d'Alger ne possède qu'un

(16) La pomme de pin figure quatre fois autour de Sabazius, sur le dernier monument de son culte découvert en Bulgarie : cf. D. TSONTCHEV, *Un monument du syncrétisme religieux en Thrace*, *Rev. Archéol.*, 1954, pp. 15-20.

(17) Sur le culte et le symbolisme du serpent, cf. M. LEGLAY, *Sur les dieux syriens du Janicule*, dans les *Mél. Ec. Fr. Rome*, 1948, pp. 136 ss. et notes bibliographiques. Notons que le serpent joue un rôle rituel dans l'initiation aux mystères de Sabazius : Firmicus Maternus, X, 32-33 (éd. HEUTEN).

(18) Voir en dernier lieu W. DEONNA, *L'ex-voto de Cypsélos à Delphes : le symbolisme du palmier et des grenouilles*, dans *Rev. Hist. Rel.*, 1951, et en part. les pp. 17 et 266 ss. du tome CXL, avec une abondante bibliographie. Voir aussi du même auteur, *La femme et la grenouille*, dans *Gazetta des Beaux-Arts*, 1953, pp. 229-240.

(19) La question est discutée : cf. W. DEONNA, *Aphrodite sur la tortue*, dans *Rev. Hist. Rel.*, LXXXI, 1920 p. 112 ; F. CUMONT, *Aphrodite à la tortue de Doura-Europos*, dans *Monuments Piot*, XXVII, 1924, pp. 1 ss ; HARDENBERG, *L'Antiquité classique*, XV, 1946, 2 et 3.

(20) Cf. W. DEONNA, *Rev. Et. Grecques*, XXXII, 1919, pp. 140 et 145 ; *Rev. Hist. Rel.*, 1919, II, p. 37. C'est peut-être pour ses rapports avec le soleil qu'il est devenu l'attribut d'Apollon : sur l'Apollon Sauroctone, voir HOEFER, dans le *Lexikon der Mythologie* de ROSCHER, III, 2, col. 532 et DEONNA, *art. cités*.

(21) Le serpent est parfois considéré comme essentiellement nuisible : cf. E. POTTIER, dans le *Dict. des Antiquités* de DAREMBERG, SAGLIO, POTTIER, II, pp. 404-414. La grenouille, après avoir été aux temps très anciens un animal bénéfique, est devenue maléfique et même, pour les chrétiens, diabolique : cf. DEONNA, *Rev. Hist. Rel.*, 1951. Il en est de même de la tortue. Sur les valeurs différentes, voire opposées de ces animaux, cf. DEONNA, *Sauriens et batraciens*, *Rev. Et. Grecques*, XXXII, 1919, pp. 132 ss. Mais c'est le lézard qui passe pour une incarnation particulièrement dangereuse de l'envie : cf. Pline l'Ancien, *Hist. Nat.*, XXX, 89. C'est pour l'empêcher de nuire que Bacchus le tient par la patte sur une mosaïque d'El-Djem : cf. A. MERLIN et L. POINSSOT, *Deux mosaïques de Tunisie à sujets prophylactiques*, dans *Mon. Piot*, XXXIV, 1934, pp. 26 ss. ; et tout récemment, A. MERLIN, *Le génie au lézard de Djemila (Cuicul)*, dans le *Livre du Centenaire de la Société Archéologique de Constantin*, 1954, pp. 97 ss.

(22) P. PERDRIZET a bien montré dans un livre intitulé *Negotium perambulans in tenebris*, Publ. de la Faculté des Lettres de Strasbourg, 6, 1922, le caractère ambigu des forces magiques, les mêmes objets ou les mêmes animaux signifiant à la fois vie et mort, exerçant soit une influence bienfaisante soit une influence malfaisante.

(23) F. CUMONT, *Rel. orient.*, p. 61 avec fig. 3 : le paradis des mystes de Sabazius, d'après une fresque des Catacombes de Prétextat, à Rome.

moulage ; l'original est au musée de Cherchel, l'antique *Caesarea*, où il fut trouvé (24). L'autre est également un moulage, celui d'une statue de Galle, qui provient du même endroit (25).

La particularité de ce culte oriental qui connut dans le monde romain une grande faveur (26) est d'avoir pris, lors de son introduction à Rome en 204 avant J.-C., un caractère officiel. Organisé par le Sénat lui-même, pour des raisons, semble-t-il, plus politiques que militaires (27), le culte de Cybèle fut reçu à Rome comme le culte d'une divinité nationale, ancestrale et volontiers assimilée à la Terre-Mère. Son caractère oriental ne réapparut que sous Claude et surtout sous Antonin le Pieux (28), lorsque furent établies les « fêtes phrygiennes » de Cybèle et d'Attis et instituées en leur honneur des cérémonies mystérieuses, comportant des scènes d'initiation et des sacrifices sanglants de taureaux ou de béliers (tauroboles ou crioboles).

Le poète Prudence a laissé une description, saisissante dans son réalisme, du sacrifice du taureau immolé sur un plancher à claire-voie recouvrant la fosse dans laquelle est couché le myste : « A travers les mille fentes du bois, la rosée sanglante coule dans la fosse. L'initié présente la tête à toutes les gouttes qui tombent, il y expose ses vêtements et tout son corps, qu'elles souillent. Il se renverse en arrière pour qu'elles arrosent ses joues, ses oreilles, ses lèvres, ses narines ; il inonde ses yeux du liquide, il n'épargne même pas son palais, mais humecte sa langue du sang noir et le boit avidement » (29). Dégouttant encore, le myste se présentait à la foule des fidèles qui le vénéraient, car ils le croyaient purifié de toutes ses fautes et l'égal de la divinité. Ce rite répugnant marquait une renaissance temporaire ou même éternelle de l'âme. Celui qui s'y soumettait renaissait pour l'éternité : in *aeternum renatus*, disent les inscriptions.

Les témoignages épigraphiques qui se rapportent au culte métroaque ne manquent pas en Afrique, où Cybèle semble avoir profité de certaines ressemblances avec *Caelestis*. Elle possédait des sanctuaires à Carthage, à Mactar, à Zama, à Dougga, à Madaure ; en Numidie à Milev, Tipasa, Announa (*Thibilis*), à Constantine (*Cirta*), à Philippeville (*Rusicade*), à Djemila (*Cuicul*), à Timgad, à Zana ; en Maurétanie, à Sétif, Cherchel. Chronologiquement, ils vont de Septime Sévère à Constantin ; mais il est probable que le culte fut introduit en Afrique bien plus tôt, et on sait aussi qu'il était encore pratiqué à Carthage au temps de Saint Augustin (30). Toutes les inscriptions ne mentionnent pas le taurobole (31), mais certaines commémorent ce sacrifice. La plus récente trouvée à Zana (*Diana Veteranorum*) (32) nous apprend qu'à un moment donné du III^e siècle, une femme Hortensia Fortunata, prêtresse de Cybèle, a célébré le sacrifice du taureau et du bélier sur l'ordre de M. Tullius Pudens, son « père », pour le salut d'un empereur dont le nom a été martelé. En général,

(24) Il est possible que cette statue féminine représentée assise sur un trône mérite plutôt le nom de Cérès ou de la Terre personnifiée que celui de Cybèle, dont le siège est habituellement flanqué de lions. Le Musée de Cherchel contient en tout cas une statuette de Cybèle trônant et une autre de son parèdre Attis : M. DURRY, *Musée de Cherchel, Supplément*, p. 38.

(25) Cf. GLAUCKLER, *Musée de Cherchel*, p. 141 et S. GSELL, *Cherchel antique Iol-Caesarea*, réédition mise à jour de 1952, pp. 70-72, n° 107.

(26) Voir H. GRAILLOT, *Le culte de Cybèle, Mère des dieux à Rome et dans l'Empire romain*, Paris, 1912 ; F. CUMONT, *Rel. orient.*, pp. 43 ss. Sur le culte de Cybèle en Afrique, cf. J. TOUTAIN, *Les cultes païens*, II, pp. 73 ss.

(27) Cf. en dernier lieu P. LAMBRECHTS, *Cybèle, divinité étrangère ou nationale ?* dans *Bull. Soc. royale belge d'Antropol. et de Préhist.*, t. LXII, 1951, pp. 44-60.

(28) J. CARCOPINO, *La réforme romaine du culte de Cybèle et d'Attis*, dans *Aspects mystiques*, pp. 49 ss. et en dernier lieu, dans un sens un peu différent, P. LAMBRECHTS, *Les fêtes « phrygiennes » de Cybèle et d'Attis*, dans *Bull. Institut histor. belge de Rome*, XXXVII, 1952, pp. 11-170 ; M. VAN DOREN, *L'évolution des mystères phrygiens à Rome*, dans *l'Antiquité classique*, XXII, 1953, I, pp. 79-88.

(29) *Peristephanon*, X, 1001 ss.

(30) Il y a vu la litière de la Mère des dieux promenée à travers la ville, le jour de la fête du Bain : *Cité de Dieu*, II, 4.

(31) Cf. par exemple la dernière en date des inscriptions métriques trouvées en Afrique : Y. ALLAIS, *Djemila : une dédicace à Cybèle*, dans *Libyca*, II, 1^{er} sem. 1954, p. 252.

(32) S. GSELL, *Autel romain de Zana (Algérie)*, dans *C.R.A.I.*, 1931, pp. 251-269.

c'est sur l'ordre de l'archigalle que le sacrifice est accompli. Tertullien nous a décrit dans l'*Apolo-gétique* une scène de ce genre qui s'est déroulée à Rome le 24 mars 180. Au milieu de manifestations furieuses et sanglantes, l'archigalle donnait des ordres à la déesse pour assurer le salut de l'Empereur. Or cet empereur Marc-Aurèle était mort depuis sept jours en Pannonie, mais la nouvelle n'en était pas encore parvenue à Rome ; et Tertullien se moque de l'impuissance des vœux adressés à la Grande Mère des dieux. Le *pater* de l'inscription de Zana est vraisemblablement lui-même un haut dignitaire de la confrérie métroaque de Zana, l'équivalent de l'archigalle de Rome.

Au service de Cybèle était en effet attaché un sacerdoce organisé comprenant en particulier les Galles, ces fameux prêtres qui avaient fait à leur divinité le sacrifice de leur virilité dans un élan de frénésie, d'exaltation mystique qui intervenait au terme de cérémonies bruyantes et mouvementées, rythmées par des chants, des cris et les sons des flûtes. C'est le portrait d'un de ces prêtres eunuques, que représente le moulage d'une statue de Cherchel : on remarque son visage glabre et efféminé, sa coiffure féminine, ses insignes rituels : la couronne de laurier rehaussée d'un médaillon, la tunique à longues manches, les bandelettes de laine ; auprès de lui, un autel.

La plupart des cérémonies que commémorent les textes africains ont été célébrées pour le salut d'un empereur et de sa famille. Le culte de Cybèle a gardé sous l'Empire l'aspect officiel qu'il avait pris à Rome lors de son introduction, les empereurs mettant au service de l'idée monarchique les mystères des religions orientales. Aussi le clergé qui les célèbre fait-il partie de l'aristocratie des cités ; et il ne semble pas que le culte métroaque ait pénétré profondément dans les couches populaires malgré les promesses de salut qu'il contenait. Toutes les inscriptions qui le concernent proviennent de milieux bourgeois et de villes à statut municipal romain.

**

Les cultes égyptiens sont représentés au Musée Stéphane Gsell par deux séries de documents : l'une vient de Lambèse où elle fut trouvée au début de ce siècle et l'autre de Carthage, d'où elle fut rapportée par P. de Sainte-Marie en 1884.

De Lambèse provient surtout un intéressant ensemble de bronze qui a dû appartenir à un autel isiaque (33) (fig. 4). Il comprend d'abord une plaque, brisée en quatre morceaux, encadrée d'une moulure, et conçue pour être fixée à quelque chose, comme l'indiquent par derrière deux tenons. Trois figures la décoraient : au milieu le buste d'un enfant joufflu, au nez retroussé, la bouche et les yeux souriants, la tête entourée du pschent rehaussé d'une fleur de lotus, symbole de jeunesse et de résurrection. Dans le bras gauche, il tient une petite massue (en général c'est une corne d'abondance), tandis que de la main droite il fait un geste enfantin de porter les doigts à la bouche. Tout indique qu'il s'agit du petit *Horus-Harpocrate*. A sa droite, un personnage angipède féminin montre une « douce et belle mélancolie » ; à ses traits, à ses cheveux soutenus par deux bandeaux, à son vêtement, on reconnaît Isis. A sa gauche, un autre personnage, masculin cette fois, d'âge mur, frappe par son abondante chevelure en couronne, sa moustache fournie et tombante, sa barbe bouclée, son regard profond, sa bouche légèrement méprisante ; à cette allure générale de majesté empreinte malgré tout de bienveillance on reconnaît *Sarapis*. C'est donc la triade égyptienne *Sarapis* (produit d'un syncrétisme *Osiris-Apis*), Isis son épouse et *Horus* leur fils qui est ici figurée, mais, on l'a remarqué déjà, très romanisée — ils ne portent pas leurs attributs caractéristiques, ni le *modius* c'est-à-dire le boisseau de *Sarapis*, ni le croissant, le disque et le nœud isiaques ; seul *Horus* porte le pschent caractéristique.

Ces trois divinités sont accompagnées de tout un cortège : d'abord leur fidèle serviteur, *Anubis*, qui porte ici non pas la tête de chien (donnée par les Grecs), mais les oreilles pointues et le museau proéminent du chacal, symbole funèbre en Egypte. Mais lui aussi est romanisé : s'il paraît porter

(33) C'est un don de F. CUMONT : cf. *Bull. Arch. Comité*, 1905, p. CCIV ; voir S. GSELL, *Rev. Hist. Rel.*, 1909, p. 149. La description des objets a été donnée par P. WUILLEUMIER dans *Musée d'Alger, suppl.*, pp. 60 ss. ; de larges emprunts lui ont été faits ici. Signalons qu'une autre partie des éléments de cet autel est restée à Lambèse.

de la main droite la palme, emblème de la victoire sur la mort, il lève de la main gauche le caducée qu'il a emprunté à Mercure (= Hermès psychopompe) à qui il était assimilé ; pour cette même raison, le dieu conducteur des âmes s'est drapé dans la tunique courte et dans le grand manteau des voyageurs. Il est flanqué de son lieutenant Thot qui enregistre la sentence énoncée par son maître après la pesée de l'âme. De même qu'Isis était assimilée à Aphrodite et Horus-Harpocrate à Eros, Thot fut assimilé à Hermès et il apparaît précisément ici dans une attitude qu'Hermès lui a sans doute enseignée : assis sur un rocher, il s'y appuie de la main gauche tandis qu'il tient sa jambe droite repliée sous la gauche. Anubis était déjà identique à Hermès mais à un aspect seulement d'Hermès,

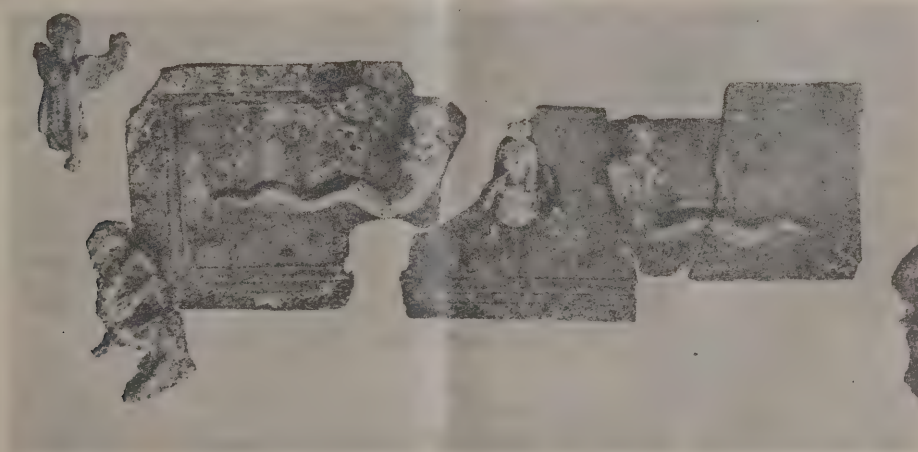


Fig. 4 : Autel isiaque

le psychopompe, c'est-à-dire le conducteur des âmes ; Thot représente un autre aspect d'Hermès, l'inventeur de l'écriture, l'initiateur par excellence et c'est de cette association que va naître, sous le patronage d'Hermès Trismégiste (le trois fois Grand), la célèbre Gnose hermétique (34). Si Osiris est représenté par son dévoué serviteur Anubis, le taureau Apis qui incarne l'âme d'Osiris est lui-même présent. Gras, vigoureux, les cornes magnifiquement dressées, il s'avance à pas lents et majestueux. Un autre Apis, semblable, est resté à Lambèse. Figure en outre Bès, nain trapu, bedonnant, accroupi sur ses jambes difformes, qui symbolise la force bestiale et destructive opposée à l'humaine et éternelle jeunesse d'Horus. Ce dieu ridicule était apparenté à Silène, qui voisine avec lui. Le fidèle compagnon de Bacchus le remplace ici, vêtu d'une peau de panthère, les tempes couronnées de lierre, la bouche entr'ouverte, le regard suppliant. Signalons encore un *prêtre égyptien* sous les traits d'un jeune homme vêtu d'une tunique légère, dont une torsade forme sur la poitrine le « nœud isiaque », caractéristique des prêtres et prêtresses d'Isis. Evidemment, il n'a pas la tête rasée qui, d'après Plutarque et Apulée, était de règle ; mais sans doute porte-t-il au moins sur la tête la croix rituelle (35).

Les autres objets du culte représentent des animaux : outre le taureau Apis, c'est l'*uraeus*, c'est-à-dire le serpent sacré (aspic) qui dresse son cou plein de colère et projette sa tête pointue surmontée de la fleur de lotus ; c'est encore, à côté de ce symbole de la puissance divine, le *singe cynocéphale* (à tête de chien) qui, accroupi à la manière de Bès, accompagne celui-ci et avec lui devait

(34) Sur l'hermétisme, on lira les savantes études du R.P. A.J. FESTUGIERE, *La Révélation d'Hermès Trismégiste*, Paris, Gabalda, 4 vols, 1940-1953.

(35) Sur les marques rituelles des prêtres d'Isis, cf W. DENNISON, *Amer. Jour. of Arch.*, IX, 1905, pp. 11-53 ; Fr. HAUSER, *ibid*, XII, 1908, pp. 56-57 ; J. BABELON, *Mon. Piot*, XXXVIII, 1941, 117 ss.

former autour d'Isis un groupe d'asseisseurs, tel qu'on peut le voir sur un bas-relief italien bien connu (36) ; c'est enfin un *chat*, animal aux vertus mystiques, si l'on en croit Plutarque. Tous ces animaux figurent généralement dans les sanctuaires égyptiens ; leur présence à Lambèse n'a rien que de normal, même si elle devait choquer certains esprits. Le culte rendu aux animaux et même aux plantes heurtait les Gréco-romains, et leurs auteurs comiques et satiristes ironisaient à plaisir sur les adorateurs du chat, du taureau, du crocodile, du poireau ou du lotus : « O sainte population, s'écriait Juvénal, dont les dieux naissent même dans ses potagers ! » (37).

Du moins avaient-ils plus de respect pour Sarapis, si l'on en juge par la fréquence et la nature même de ses représentations. Le Musée Stéphane-Gsell possède à lui seul trois têtes de Sarapis. L'une vient de Lambèse, les deux autres de Carthage ; mais c'est toujours la même effigie imitée de l'original créé, semble-t-il, par Bryaxis pour le *Serapeum* d'Alexandrie (fig. 5). L'épaisse chevelure bouclée, la barbe majestueuse, le regard empreint de tristesse et de bienveillance, et surtout sur la tête le boisseau (*modius*) caractérisent les figurations du grand dieu de l'Égypte hellénistique et du même coup symbolisent son double pouvoir. Sarapis règne sur la terre dont il assure la fécondité, c'est ce que rappelle le boisseau ou corbeille vanée qu'il porte sur la tête ; en même temps il règne sur le royaume des morts, c'est ce que signifient son air lugubre, sa chevelure, sa barbe qui le font ressembler de près à Pluton, à qui il était d'ailleurs volontiers assimilé. Etant donné sa faveur et son rang, il fut vite l'objet d'un large syncrétisme qu'attestent 4 inscriptions ramenées de Carthage par Ste Marie (38) ; il y est vénéré tantôt en grec, tantôt en latin comme le *deus maximus*, comme Neptune, comme le grand dieu de Canope et surtout comme Zeus Hélios Sarapis. On est bien près de la dédicace trouvée à Rome qui l'appelle « Unique Zeus, Sarapis, Hélios, maître invincible du monde » (39). De Carthage enfin provient une tête de jeune homme à la longue chevelure, couronnée de feuilles de chêne et de lotus et coiffée aussi d'un boisseau : on en a fait successivement un Apollon, un Sarapis, un Héliosarapis ; on y a reconnu le célèbre favori d'Hadrien, Antinoüs divinisé en Sarapis ; actuellement on y voit plutôt un Hermanubis gréco-égyptien (40).

Que ces cultes égyptiens aient été en faveur à Carthage, port en relations constantes avec l'Orient méditerranéen (41), et à Lambèse, capitale militaire de l'Afrique, où l'on sait par une inscription qu'un temple d'Isis et de Sarapis fut achevé par la troupe en 158 (42), cela n'a rien d'étonnant. Mais leur succès n'a pas été, comme on l'a trop longtemps pensé, limité aux ports, aux centres militaires, aux villes largement ouvertes aux influences extérieures, il s'est étendu à l'intérieur du pays et le mysticisme isiaque n'a pas été sans prise sur les indigènes mêmes (43). On rencontre d'ailleurs les cultes égyptiens dans toutes les provinces romaines d'Afrique, de la Maurétanie, où ils furent probablement introduits au

(36) Sur le bas-relief d'Arice (actuellement au Musée National des Thermes à Rome) se trouvent représentés dans le registre supérieur : au centre, Isis sur son trône, flanquée de part et d'autre d'une statue accroupie de Bès, elle-même entourée de deux cynocéphales ; puis vient, comme les précédents installé sur un socle, le taureau Apis. Tous — remarquons-le — ont la même attitude que nos sujets de Lambèse.

Le bas-relief d'Arice est reproduit dans F. CUMONT, *Relig. orient.*, pl. VIII, 2.

(37) Juvénal, XV, 10.

(38) P. de SAINTE-MARIE, *Mission à Carthage*, Paris, 1884, pp. 20, 114. Cf. aussi C.I.L., VIII, 1003, 1004, 1005.

(39) C.R.A.I., 1919, pp. 313 ss.

(40) Bibliographie dans DOUBLET, *Musée d'Alger*, p. 38 et dans WUILLEUMIER, *Musée d'Alger, Supplément*, pp. 52-53.

(41) Sur le *Serapeum* de Carthage, voir A. AUDOLLENT, *Carthage romaine*, pp. 238 ss.

(42) C.I.L., VIII, 2360 = 18100. Cf. aussi *Bull. Arch. Comité*, 1918, p. CCLXIV. C'est sans doute à cette date de 158 que doivent remonter les bronzes de l'autel isiaque. Signalons que des fouilles récentes — encore inédites — ont révélé un temple qui semble bien être celui d'Isis, si l'on en juge par la statue et la tête qui ont été trouvées dans son voisinage immédiat.

(43) Contre l'opinion de S. GSELL, *Les cultes égyptiens dans le Nord-Ouest de l'Afrique*, *Rev. Hist. Rel.*, LIX, 1909, p. 155 et *Musée de Philippeville*, p. 51 et de J. TOUTAIN, *Cultes païens...*, II, pp. 5 ss., voir maintenant G. Ch. PICARD, *Les religions de l'Afrique antique* pp. 224 ss., qui signale en outre les découvertes récentes.

SERIE CULTURELLE

N° 79 - 20 Décembre 1956

RELIGIONS

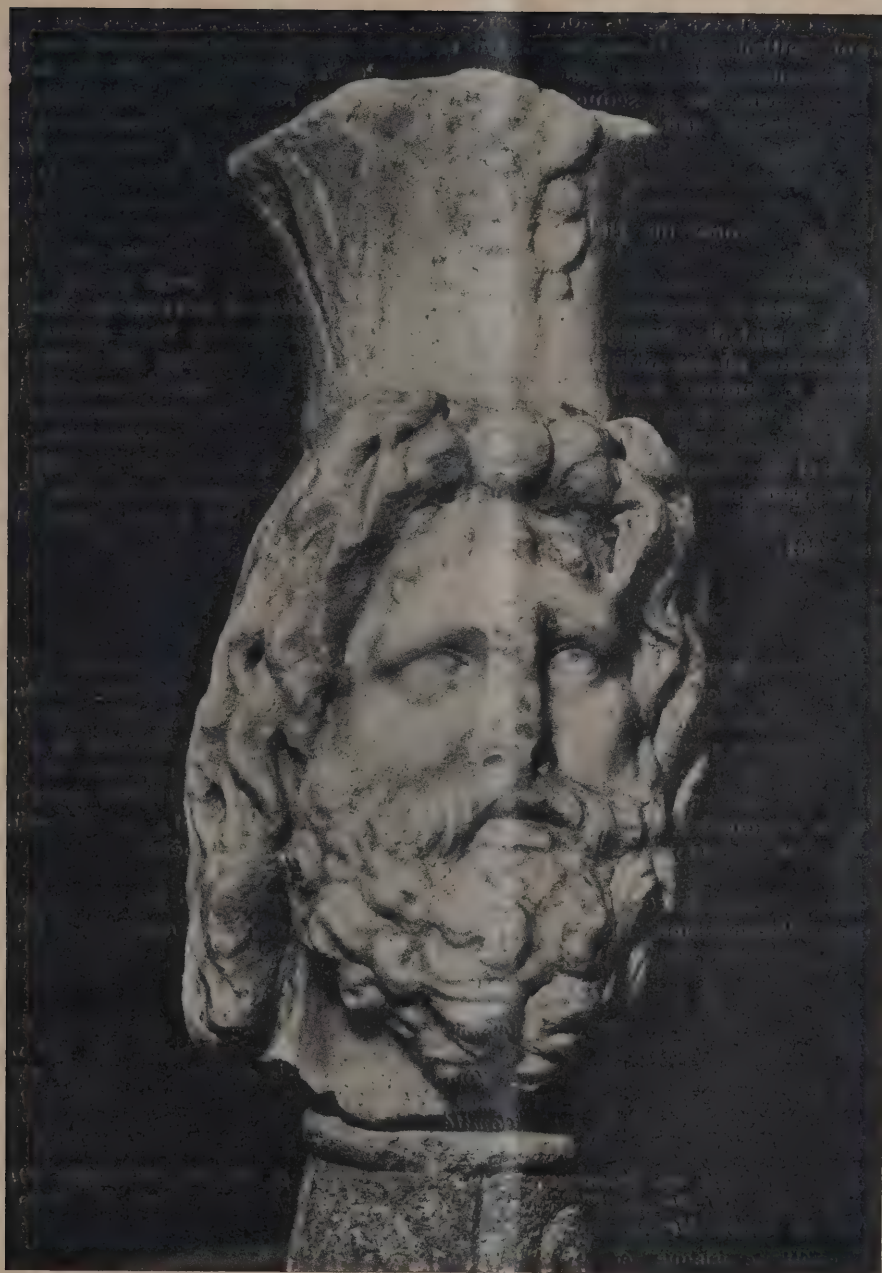


Fig. 5 : Tête de Sarapis

temps de Juba II et de sa femme Cléopâtre Séléné, fille du triumvir Antoine et de la dernière reine d'Égypte Cléopâtre VII (44), jusqu'en Tripolitaine, où ils connurent une réelle fortune (45).

Comment expliquer ce succès ? Sans doute parce que les divinités égyptiennes, qui s'adaptaient facilement aux différents milieux, se laissèrent confondre avec les divinités africaines les plus favorisées ; Sarapis avec Baal-Hammon - Saturne, Isis avec Tanit-Caelestis et Cérès, la déesse des moissons (46). Sans doute aussi faut-il rappeler la séduction extraordinaire de leur rituel, assez bien connu grâce à un auteur africain, Apulée de Madaure qui, initié aux mystères isiaques, a raconté certaines cérémonies, sans en dévoiler hélas ! les parties secrètes — les plus intéressantes. Il faut relire les *Métamorphoses* et imaginer la procession qui déroulait tous ses fastes à l'occasion par exemple de la grande fête annuelle du *Navigium Isidis*. « Un groupe burlesque de personnages travestis ouvrait le cortège, puis venaient les femmes en robe blanche, semant des fleurs ; les stoïstes, agitant les ustensiles de toilette de la déesse ; les dadophores tenant des torches allumées ; les hymnodes dont les chants alternés se mêlaient au son aigu des flûtes traversières et au tintement des sistres d'airain, puis la foule pressée des initiés et les prêtres, la tête rasée, vêtus de robe de lin d'une blancheur éclatante et portant les images des dieux à figure animale avec des symboles étranges, ou bien une urne d'or contenant l'eau divine du Nil. On s'arrêtait devant des reposoirs, où ces objets sacrés étaient offerts à la vénération des fidèles ». Il est évident que — comme le note F. Cumont, à qui est empruntée cette description fondée sur Apulée — « le faste somptueux et bizarre déployé dans ces fêtes laissait dans la plèbe avide de spectacles une impression inoubliable » (47). Mais le succès des cultes égyptiens en Afrique vient aussi des promesses d'immortalité faites aux fidèles et des garanties données aux initiés. A sa mort, l'initié est identifié à Sarapis, l'initié à Isis. C'est une assurance de salut dans l'au-delà et même de quasi-divinisation. Se dépasser soi-même, imiter les héros pendant la vie, devenir après la mort semblables à des dieux, n'était-ce pas là l'idéal des anciens ? (48).

Aux mêmes préoccupations de l'au-delà se rapporte la célèbre mosaïque de Lambiridi (fig. 6), qui n'est peut-être pas sans lien avec les sectes africaines des fidèles de Cérès et d'Isis (49). Découverte pendant la première guerre mondiale dans l'Aurès, à Lambiridi (11 km au Sud de Batna), elle s'étalait dans une chambre funéraire devant un sarcophage qui porte en grec la mention de la défunte et de son époux survivant : « Cornelia Urbanilla ; je repose ici « sauvé » du grand péril, ayant vécu vingt-huit ans, dix mois, douze jours et neuf heures. Tiberius Claudius Vitalis à sa compagne ». Elle contient — on le voit — outre une faute de grammaire, une curieuse allusion à un « grand péril » qui s'explique par l'inspiration hermétique que M. Carcopino a pu déceler dans la mosaïque elle-même.

L'hermétisme est une doctrine enseignée par le dieu égyptien Thot que les Grecs assimilaient à leur Hermès, d'où le nom d'hermétisme. Dérivée du pythagorisme, enrichie d'emprunts à plusieurs systèmes

(44) Cf. S. Gsell, *Rev. Hist. Rel.*, 1909, pp. 149-159 et, pour un inventaire des vestiges égyptiens à Cherchel, *Hist. Anc. Af. du Nord*, t. VIII, pp. 242-243. Les vestiges égyptiens ne manquent pas non plus dans la partie occidentale de la Maurétanie (on sait que Volubilis fut capitale de Juba, au même titre que Caesarea : J. CARCOPINO, *Volubilis, regia Jubæ*, dans *Le Maroc Antique*, p. 167) ; cf. par exemple à Volubilis même un bas-relief d'Anubis (L. CHATELAIN, *Bull. Arch. Comité*, 1934, p. 173). L'influence de la religion égyptienne sur les cultes africains est d'ailleurs bien antérieure au règne de Juba II : cf. G. Ch. PICARD, *ouv. cit.*

(45) A Sabratha, il y avait un *Serapeum* et un *Isiaum* : cf. G. PESCE, *Il tempio d'Iside in Sabratha, Monographie di Arch. libica*, IV, Roma, 1953 - A Lepcis Magna, une prêtresse d'Isis est connue : cf. R. BAR-TOCCINI, *Le Terme di Lepcis Magna*, pp. 162-163.

(46) Sur le syncrétisme isiaque, cf. Apulée, *Métamorphoses*, XI, 5, 2 ss.

(47) Apulée, *Métamorphoses*, XI, 8ss. Cf. F. CUMONT, *Rel. Orient.*, p. 90 et note 95, p. 243, avec la liste des documents figurés représentant des processions isiaques.

(48) On lira sur ce thème, du R.P. FESTUGIERE, *L'idéal religieux des Grecs et l'Evangile*. Un livre du même genre sur les Romains reste à écrire.

(49) Il faut se reporter à la description et au savant commentaire de J. CARCOPINO, *Sur les traces de l'hermétisme africain*, dans ses *Aspects Mystiques de la Rome païenne*, pp. 207-314 et y ajouter les rapprochements séduisants de G. Ch. PICARD, *ouv. cit.*, pp. 228 ss.

philosophiques (stoïcisme, épicurisme), elle met en particulière valeur le rôle d'Asklépios (Esculape) dont le pouvoir guérisseur s'applique non seulement aux corps mais aux âmes ; elle est elle aussi une doctrine de salut.



Fig. 6 : Mosaïque de Lambiridi

Or, que nous montre la mosaïque ? Aux angles, quatre jeunes gens dont le corps se termine en serpent : quatre démons anguipèdes qui, en supportant le médaillon central, jouent le rôles d'Atlantes. On trouve ces génies chaque fois qu'on veut insister sur le caractère suprême, souverain d'une divinité maîtresse du monde. Entre eux, quatre tableaux latéraux : d'un côté des canards, de l'autre des paons

autour d'un cratère. Symbole bien connu, le cratère est le vase qui contient le breuvage d'immortalité. En haut, un sarcophage qui renferme le corps momifié d'Urbanilla. En bas, un navire (il en reste peu de chose), symbole du passage dans l'au-delà. Tout cela est déjà plein d'allusions à l'outre-tombe. Elles se précisent dans les deux inscriptions : d'une part *Euterpius* que l'on peut comprendre de deux façons, soit en trois mots *Eu ter pius* comme une acclamation à la divinité, soit en un mot comme un de ces surnoms mystiques du type *Eusebius*, *Eutropius* que portaient les membres de certaines sectes ; d'autre part on lit en grec : « Je n'étais pas, j'ai été, je ne suis plus, peu m'importe ». L'accent épicurien s'y décale aisément, mais aussi avec le mépris du corps, le seul souci de l'au-delà.

Le médaillon central est évidemment le plus important. Apparemment c'est une scène de consultation médicale. En réalité, c'est beaucoup plus que cela. A gauche, le malade nu (ce qui permet de reconnaître un homme, chose assez surprenante !), dans un tel état squelettique qu'il pourrait bien être déjà mort. Quant au médecin, qui est assis à droite, il est singulier : barbu, drapé à la grecque dans son *himation*, sensiblement plus grand que le patient, il jouit lui d'une santé resplendissante, que souligne l'abondance de sa poitrine. Il faut remarquer ses gestes : de la main gauche il lui tient le poignet, tandis que ses deux pieds établissent eux aussi le contact. A la lumière des doctrines hermétiques, cette scène dépasse la simple consultation médicale. C'est Asklépios, le dieu guérisseur et sauveur, qui communique son essence divine au défunt. Et dès lors tout s'explique : Cornelia Urbanilla, parce qu'initiée, a franchi sans peine le cap dangereux de la mort (le « grand péril ») ; dès lors, d'avoir perdu son corps, d'être réduite à l'état de squelette, peu lui importe, elle a même perdu son sexe, ou plutôt elle est maintenant à la fois homme et femme, puisqu'elle est en quelque sorte divinisée. Par là son salut dans l'au-delà est assuré, elle peut acclamer le dieu de l'hermétisme.

Mais il y a une difficulté. Le R.P. Festugière, spécialiste de l'hermétisme, affirme qu'il n'y a jamais eu de sectes hermétiques. La difficulté tombe si, avec M. Picard, on rattache Cornelia Urbanilla et les hermétistes de Lambiridi à une confrérie démétrio-isiaque comme il en existait beaucoup en Afrique. Le surnom mystique *Euterpius* autorise, semble-t-il, ce rattachement.



Avec Mithra, c'est à un monde différent que l'on touche, le monde iranien, mais ce sont au fond les mêmes préoccupations que l'on retrouve. Dérivés du mazdéisme — religion essentiellement dualiste fondée sur l'opposition du bien et du mal — fruit d'une élaboration complexe qui s'est peut-être accomplie au sein d'une Anatolie, elle-même exposée à de multiples influences extérieures (balkaniques entre autres), les mystères de Mithra se sont répandus dans tout le monde romain par l'intermédiaire surtout des marchands et des soldats (50).

En Afrique, en tout cas, les *Mithraea* ne se rencontrent guère que dans les ports, dans les chefs-lieux administratifs et dans les centres militaires (51) ; tous les dédicants sont des esclaves orientaux, des soldats et des sous-officiers. A Lambèse toutefois ce sont à deux reprises des légats-gouverneurs dont l'acte confère au culte un caractère officiel.

(50) Les études fondamentales sur le culte de Mithra restent celles de F. CUMONT, *Les mystères de Mithra*, Bruxelles, 1913 et *Textes et Monuments figurés relatifs aux mystères de Mithra*, Bruxelles, 1896-1900. Cf. aussi *Les rel. orient.*, pp. 125 ss.

(51) Cf. M. RANCILLAC, *L'insuccès du Mithriacisme en Afrique*, dans *Bull. Soc. Géog. et Arch. d'Oran*, t. 52, fasc. 198 ; 1931, pp. 221-228, confirmé par J. CARCOPINO, *C.R.A.I.*, 1942, p. 309. A la liste des documents mithriaques africains établie par M. CUMONT, il faut ajouter : en Tripolitaine, une inscription de Sabratha au [D(eo)] S(ancto) M(ithrae), restituée avec hésitation par les éditeurs des *Inscriptions of Roman Tripolitania*, n° 11 et plus fermement par J. GUEY, *Epigraphica Tripolitana (Rev. Et. Anc.*, LV, 1953, p. 336 et n. 6) ; peut-être une inscription d'Oea = Tripoli (*Inscr. Rom. Tripol.*, n° 239 c) — en Afrique proconsulaire, le fragment d'un groupe de Mithra tauroctone trouvé à Carthage par P. CINTAS (*Bull. Arch. Comité*, 1946-1949, pp. 366-367) — en Numidie, inscription et *Mithraeum* à Lambèse (M. LEGLAY *C.R.A.I.*, 1954) ; peut-être une inscription à Tiddis (A. BERTHIER, *Rev. Afr.*, 1945, pp. 16 ss.) mais la lecture n'est pas assurée — en Maurétanie Tingitane, deux inscriptions de Volubilis (L. CHATELAIN, *C.R.A.I.*, 1919, pp. 442-443 = CAGNAT, MERLIN, CHATELAIN, *Inscr. Lat. d'Afrique*, numéros 611 et 612).

RELIGIONS

Les documents mithriaques qu'abrite le musée Stéphane-Gsell proviennent de Philippeville et d'Alger, deux villes-ports. Du *Mithraeum de Philippeville* (Rusicade) on ne connaît pas l'édifice lui-même mais seulement les monuments qu'on rencontre habituellement à l'intérieur (les originaux sont au Musée de Philippeville, Alger ne possède que des moulages) (52). Ils ont été retrouvés vers 1845 au Nord-Ouest de la ville, au flanc d'une colline où sans doute était installé le sanctuaire, comme de coutume soit souterrain, soit demi-souterrain, en souvenir et de la légende de Mithra et du culte primitif qui se célébrait dans des grottes sacrées, symboles du monde. Les cérémonies religieuses étaient secrètes ; il fallait donc être initié pour y participer. Elles comportaient des actes de valeur hautement symbolique, dont les plus caractéristiques étaient les festins sacrés auxquels participaient les mystes allongés sur des banquettes latérales et dans lesquels on devait trouver un réconfort, un stimulant moral (53), les purifications répétées, sous forme d'ablutions, par lesquelles on obtenait le pardon de ses fautes, enfin le *sacrifice du taureau*, à l'image de la scène qui est représentée sur le relief cultuel, exposé dans une niche au fond du *Mithraeum*. C'est la fameuse scène de Mithra tauroctone, l'immolation du taureau considéré comme le créateur et le rénovateur du monde ; Mithra a terrassé l'animal, il le tient sous son genou, lui relève la tête d'une main et de l'autre lui enfonce un couteau dans le bas du cou. Du sang du taureau doit naître la végétation (la queue de la victime se termine en général par des épis). Malheureusement tous ces détails ont été détruits, comme aussi les autres animaux en général présents sur les reliefs : le chien qui lèche le sang au bord de la blessure pour recevoir l'âme de l'animal, le scorpion, génie du mal, qui s'attaque aux parties génitales pour empoisonner la source de vie, le serpent, symbole de la terre fertilisée par le sang.

En revanche, on a retrouvé les statuettes des deux *dadophores* (porte-flambeaux) qui flanquaient habituellement de part et d'autre le relief cultuel : ces jeunes gens coiffés du bonnet phrygien sont les acolytes de Mithra : Cautès qui tient sa torche levée est l'image du soleil du printemps, Cautopatès qui tient sa torche abaissée, celle du soleil affaibli de l'automne. Quant aux animaux qui les accompagnent par groupes de deux, ils semblent bien symboliser la terre (scorpion), l'eau (dauphin), le feu (lion) et l'air (oiseau), c'est-à-dire les quatre éléments qui composent le monde. Une troisième statuette représente un monstre à corps humain et à tête de lion ; c'est le *Kronos léontocéphale* qui symbolise le Temps infini qui dévore tout. Notons encore un *récipient* en marbre à couvercle bombé, percé de trous et gardé par un serpent ; sorte de ciste sacrée, il devait renfermer les objets rituels. Et pour finir, un *objet de forme conique*, comme le précédent percé de trous et gardé par un serpent, mais qui paraît, à cause de sa surface rugueuse et bosselée, représenter le rocher légendaire d'où est sorti Mithra.

Par ses purifications — sortes de baptêmes païens — par ses repas liturgiques, par toutes ses cérémonies rituelles, la religion de Mithra apparaît dominée par l'idée de pureté. Et c'est en effet son trait caractéristique. Cette religion qui tendait à une pureté parfaite, condition du salut dans l'au-delà, était une religion d'une haute élévation morale.

On ne fera pas aux Africains l'injure de penser qu'il y a là une raison de son insuccès. Et pourtant c'est un fait. Elle n'eut jamais comme fidèles que les étrangers, militaires de la 3^{me} légion et du *limes*, commerçants, petites gens, esclaves des ports, tel cet Aphrodisius esclave des Cornélii, qui de bon gré a accompli une *dédicace* qui fut trouvée à Alger même (antique *Icosium*) lorsqu'en 1861 on creusa, rue du Vieux-Palais, les fondations des bâtiments de la vieille Mairie (54).

**

Aves les *fresques de Castellum Dimmidi*, c'est la religion syrienne et plus précisément palmyrénienne qui se trouve transportée en Afrique. Castellum Dimmidi (Messad) est un des points avancés du *limes* de

(52) Cf. S. GSELL, *Musée de Philippeville*, pp. 44 ss.

(53) C'était même une sorte de sacrement qui devait assurer aux initiés l'immortalité. Dans les derniers *Mithraea* découverts (à Doura-Europos en Syrie, à Troia au Portugal, à Fiano-Romano en Italie, à Santa Prisca à Rome), les images du repas mythique de Mithra et du Soleil sont fréquentes ; l'importance des agapes divines dans la théologie mithriaque correspond d'ailleurs à la place occupée dans la liturgie par le banquet des mystes, qui en est la reproduction. Saint Justin (*Apol.* I. 66) et Tertullien (*De praescr. haeret.*, 40) y ont vu une imitation diabolique de la communion chrétienne.

(54) *C.I.L.* VIII, 9256.

Numidie, installé au Sud de Djelfa et au Nord-Est de Laghouat, en 198 après J.-C. sous Septime Sévère. Cette position fortifiée fut occupée d'abord par des détachements de la 3^{me} légion Auguste envoyés de Lambèse. En 225, sous Sévère Alexandre, elle vit son organisation bouleversée et sa garde confiée à des

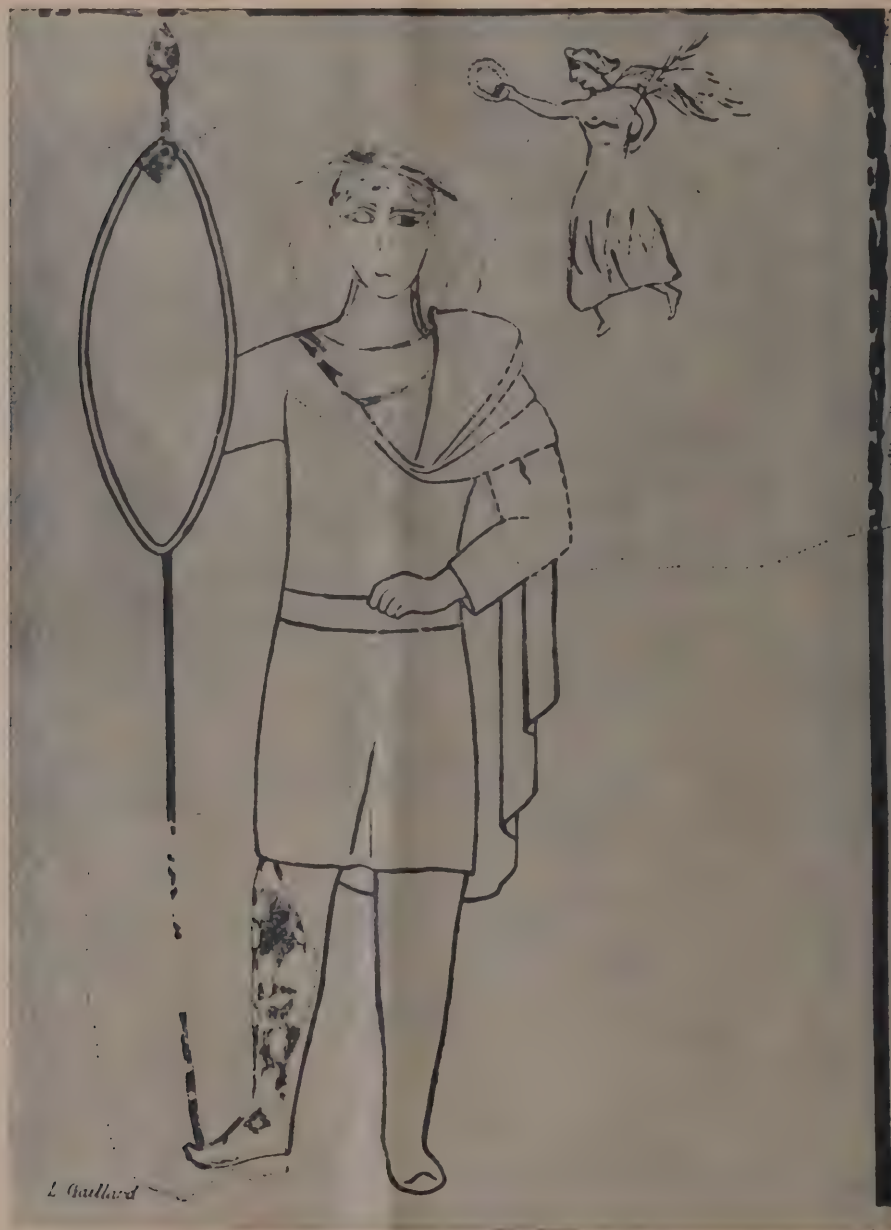


Fig. 7 : Fresque de Castellum Dimmidi

soldats amenés du fin fond oriental de la Syrie, du territoire de Palmyre, dont les archers montés étaient spécialisés dans la protection des vastes espaces désertiques. Le *numerus Palmyrenorum* devait rester à Dimmidi jusqu'en 238... peu de temps en somme, assez cependant pour y introduire leurs dieux

et leur consacrer dans leurs casernements une chapelle qui a été fouillée en 1939-1941 par M. Gilbert Picard, alors membre de l'Ecole Française de Rome (55).

Les murs de ce sanctuaire avaient été revêtus de plaques de plâtre décorées de fresques ; et le sable du désert en a fort heureusement conservé des fragments qui, recueillis avec soin, sont maintenant ex-



Fig. 7 : Fresque de Castellum Dimmidi

(55) G. Ch. PICARD, *Castellum Dimmidi*, Alger, 1947, à qui est emprunté l'essentiel de la description des fresques.

posés au Musée Gsell. L'intérêt de ces documents, à qui leur rareté en Afrique du Nord et leur exotisme confèrent déjà du prix, est d'autant plus grand qu'ils apparaissent comme un écho des découvertes sensationnelles effectuées entre 1922 et 1936 à Doura-Europos sur l'Euphrate, à 225 km à l'Est de Palmyre (56). Le désert de Syrie, plus généreux que le Sahara, a livré des panneaux entiers décorés de peintures, dont les motifs permettent de reconstituer et d'interpréter au moins deux scènes des fresques de Dimmidi. On voit d'une part (fig. 7) une victoire planant, tenant à gauche une palme et à droite probablement une couronne, qu'elle s'apprête à déposer sur la tête d'un personnage, d'autre part (fig. 8) deux hommes debout autour d'un autel. Leurs traits, leurs costumes (pantalons, tuniques, chlamydes, bottes recourbées), leur attitude même, la forme de l'autel, rien de tout cela n'est romain, tout au contraire oriente vers Palmyre et Doura. Et l'on reconnaît alors dans le personnage qui, debout devant la petite Victoire, tient une lance et un bouclier, le dieu palmyrénien Malagbel. Quant à l'autre groupe, il figure une scène de sacrifice qui rappelle de près le sacrifice du tribun Terentius de Doura : au centre l'autel rond à encens (le *thymiaterion*) sur lequel déposent leurs grains d'encens d'un côté un prêtre vêtu d'une longue tunique talaire de soie et portant aux pieds les chaussons de lin rituels des officiants syriens soucieux de préserver une pureté que souillerait l'emploi de produits animaux et d'autre part un officier qui doit être un centurion.

Malgré leur état fragmentaire, ces fresques sont — on le voit — infiniment précieuses. D'abord parce que — je le rappelais tout à l'heure — ce genre de document n'est pas monnaie courante en Afrique qui, bien qu'ayant la réputation d'être un pays sec, a tout de même un climat trop humide pour pouvoir conserver de fragiles peintures sur plâtre... sauf précisément dans les zones désertiques, à Dimmidi et à Gemellae par exemple, où le colonel J. Baradez en a recueilli de fort beaux fragments. Ensuite parce que dans l'histoire de l'art africain, elles occupent une sorte de position-clé. On a maintes fois relevé dans les manifestations artistiques de l'Afrique du III^{me} siècle des influences orientales, ou plus exactement des « tendances orientalisantes ». Leur origine restait assez diffuse. Avec les fresques de Dimmidi qui n'étaient sans doute pas isolées en Afrique et qui représentent un apport direct de l'Orient, on comprend mieux comment s'est faite l'orientalisation de l'art dans ces provinces du monde romain. Enfin, au point de vue religieux, elles montrent le fidèle attachement des soldats du *numerus Palmyrenorum* à leurs dieux nationaux, attachement entretenu, il est vrai, par des « aumôniers » de garnison qui, semble-t-il, accompagnaient les troupes et dont notre prêtre en tunique blanche pourrait être un exemple.

De la triade divine vénérée à Palmyre, qui rassemble Bel-Aglibol-Iarhibol, seul Iarhibol, le dieu solaire paraît avoir été importé en Afrique ; deux ex-voto lui sont dédiés à Dimmidi, tandis qu'à Lambèse on le voit bénéficier d'un culte organisé et d'un sacerdoce annuel (57). Bien qu'il n'appartienne pas à leur grande triade, c'est Malagbel (envoyé de Bel ?) qui paraît avoir été le dieu favori des palmyréniens émigrés en Occident. Trois dédicaces lui sont adressées à Dimmidi ; il est présent à Lambèse (58) et surtout à El-Kantara (*Calceus Hercules*), où se trouvait, depuis les Antonins, le Quartier Général du *numerus* (59). Une inscription de Dimmidi (fig. 9) est au Musée S.-Gsell (60). On peut lire, en complétant les abréviations : *Deo Num(ini) Malag(belo), pro salute d(omini) n(ostri) Imp(eratoris) Caes(aris) M(arci) Aurel(ii) Severi Alexandri invicti pii fel(icis) aug(usti), divi m[agni] Antonini fili...* Il s'agit donc d'une dédicace au dieu Malagbel adressée par des soldats du *n(umerus) p(almyrenorum)*, dont les noms sont gravés sur les côtés du monument votif, et datée du règne de l'empereur Caracalla (211-217) pour le salut duquel elle a été offerte.

(56) Ces fouilles ont été conduites par une mission franco-américaine composée de savants de l'Université de Yale, sous la direction de M. ROSTOVITZEFF et de représentants de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres de Paris. Les résultats ont été publiés d'abord par F. CUMONT, *Fouilles de Doura-Europos* (1922-1923), Paris, 1926, puis en collaboration dans une collection intitulée *The excavations at Dura-Europos, Preliminary Report*, 9 vols parus ; *Final Reports*, 6 vols parus.

(57) Cf. J. CARCOPINO, *Bull. Arch. Comité*, 1920, pp. LXXXVIII ss.

(58) *C.I.L.*, VIII, 2634, *Bull. Arch. Comité*, 1920, pp. LXXXVIII-IX.

(59) Voir en dernier lieu sur la date d'arrivée en Afrique des soldats palmyréniens, la nouvelle lecture d'un texte d'El-Kantara et son interprétation par L. LESCHI dans *Libya II*, 1^{er} sem. 1954, pp. 178 ss. Sur Malagbel à El-Kantara : *C.R.A.I.* VIII, 2497 ; *Rev. Africaine*, 1931, 204 ss, n^{os} 8 et 9. Il y avait aussi à El-Kantara un *numerus Hemesenorum* qui vénérât le *Deus Sol Invictus* (*Rev. Afr.*, 1931, pp. 197 ss., n^{os} 2 et 3).

(60) *C.I.L.*, 8795 = 18020 et G. Ch. PICARD, *Castellum Dimmidi*, pp. 186-187.

La faveur particulière de Malagbel auprès des soldats palmyréniens éloignés de leur patrie s'explique sans doute par les caractéristiques et par la nature même du dieu. Jeune, d'aspect belliqueux, personnification du Soleil Invaincu qui, bien que subordonné au dieu suprême Bel, maître de l'Univers et de l'Eternité, occupa dans les doctrines orientales une place de plus en plus importante au II^e et III^e s., messenger de Bel, donc intermédiaire désigné entre celui-ci et les hommes, il devenait tout naturellement le « patron préféré des cavaliers de Palmyre et le protecteur de leurs armes » (61). Et ceux-ci arrivèrent même à gagner à leur foi des indigènes — plusieurs inscriptions le prouvent. Du moins leur prosélytisme semble-t-il s'être limité en Afrique aux éléments militaires.

Quels qu'aient été leur succès et leur aire d'expansion dans les provinces romaines d'Afrique, qu'avec les dieux de l'Égypte ou de l'Asie on assiste à une pénétration profonde ou qu'avec Mithra et

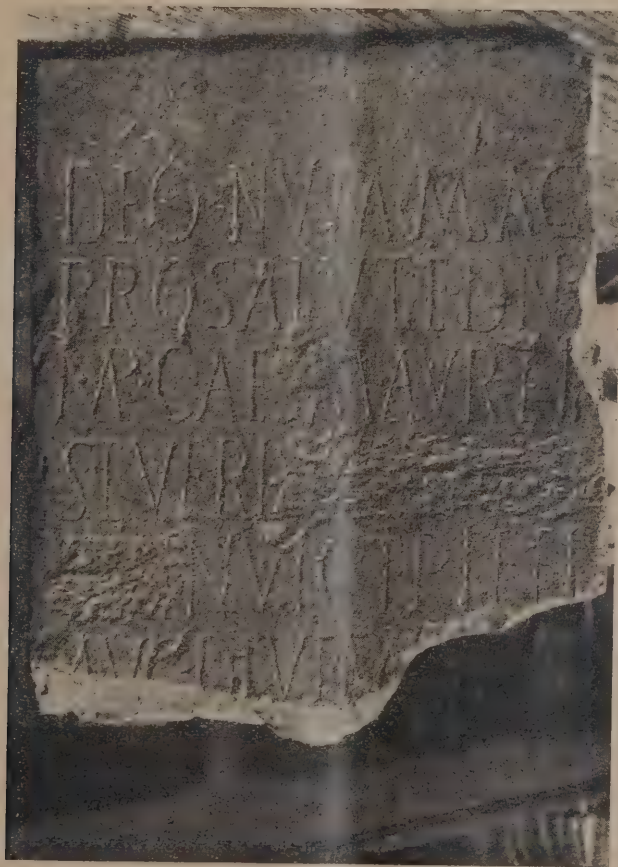


Fig. 9 : Inscription de Dimmidi

les dieux de Palmyre, on ne dépasse guère les centres militaires, au total l'introduction des cultes orientaux a eu des conséquences importantes sur l'évolution religieuse du pays. Chaque fois qu'un monument ou une inscription livre une date, c'est à la seconde moitié du II^e s. et au III^e s. de notre

(61) *Ouv. cité*, p. 165.

ère qu'on se trouve reporté. Il devient dès lors très tentant d'admettre avec M. Carcopino (62) que dans un pays où toutes les marques de la civilisation punique n'avaient pas disparu — n'oublions pas que Carthage a dominé l'Afrique pendant plus de six siècles et que sa civilisation lui a survécu — les cultes orientaux ont agi comme un « levain » et contribué à la forte réaction punique que connut l'Afrique au III^e siècle. Si l'âme berbère fut — aux époques pré-islamiques du moins — particulièrement capable d'adaptation (63), si l'on peut à son propos parler à juste titre de « plasticité », il s'agit d'une plasticité qui garde toujours quelques traces de ses sincérités successives, d'une plasticité somme toute non seulement réceptive mais assez conservatrice. On comprend alors que le III^e s. ait été en Afrique la grande époque du culte de Saturne et de Caelestis, échos romanisés de Baal-Hammon punique et de sa parèdre Tanit.

Il y a plus. On a remarqué que toutes les religions orientales qui se sont répandues dans le monde romain contenaient des doctrines de salut et des liturgies à mystères. Qu'une fois associées à la religion africaine, elles aient dans ces conditions contribué à la faire évoluer vers un mysticisme de plus en plus marqué, organisé en collèges et professant une doctrine de salut, cela ne paraît pas douteux (64). Encore faudrait-il bien préciser d'abord que la principale raison de leurs succès fut leur étroite corrélation avec les tendances profondes de la vieille religion africaine qui, bien avant l'introduction des doctrines orientales, s'efforçait comme elles de répondre aux préoccupations spirituelles de l'au-delà par une garantie conditionnelle de salut et comme elles aussi tâchait de satisfaire les soucis matériels d'ici-bas par des promesses de fertilité des champs et de fécondité des familles et des troupeaux.

Négligeant cette plasticité « conservatrice » des berbères et la permanence des traditions agraires et mystiques du paganisme africain, le christianisme, dont les religions orientales ont dans une certaine mesure préparé le triomphe, a voulu ne s'occuper que de la « cité de Dieu ». N'y a-t-il pas là une des raisons profondes de ses déviations — nulle part aussi abondantes qu'en Afrique —, de son déclin et finalement de son abandon, malgré quelques survivances locales, si total et si rapide ?

Marcel LEGLAY,

Ancien membre de l'Ecole française de Rome.

Directeur-adjoint des Antiquités de l'Algérie.

(62) En conclusion d'un article intitulé *Le limes de Numidie et sa garde syrienne*, dans *Syria*, VI, 1925, pp. 147-149.

(63) Cf. les remarques d'E.F. GAUTIER et plus récemment de J. CARCOPINO, *L'aptitude des Berbères à la civilisation d'après l'histoire ancienne de l'Afrique du Nord*, *Reale Accademia d'Italia, Atti dell'VII Convegno A. Volta*, 1938, parus en 1940.

(64) Et a été souligné par G. Ch. PICARD, *ouv. citée*, en part. pp. 220 ss.



SOCIETE NATIONALE
DES ENTREPRISES
— DE PRESSE —
IMPRIMERIE D'ALGER
6, AVENUE PASTEUR, 6
— ALGER —

309.65
D65
cap. 1

DOCUMENTS ALGÉRIENS

Service d'Information
du Cabinet du Gouverneur Général de l'Algérie

SERIE CULTURELLE

N° 80 — 10 janvier 1957

ARCHEOLOGIE

MAY 1 1957

L'œuvre archéologique française en Algérie (1)

La presse a publié cet été une nouvelle qui, abstraction faite du tragique de l'événement, a dû faire sursauter les membres de l'Association Guillaume Budé : il y était question d'un car que les fellagha avaient attaqué entre Stéphane-Gsell et Masqueray. C'est que la toponymie moderne de l'Algérie honore les grands hommes qui l'ont illustrée, et non seulement ses soldats comme Lamoricière, ses gouverneurs comme Jonnart, ses peintres comme Chassériau, mais aussi ses historiens. Dès le siècle dernier, l'épigraphiste Léon Renier avait eu son centre de colonisation. Masqueray — non pas l'helléniste Paul, mais le berbérisant Emile, auteur d'une thèse latine *De Aurasio monte* (« Sur l'Aurès ») et fondateur, en 1880, de l'Ecole, plus tard Faculté des Lettres d'Alger — trouva le sien sur la route de Berrouaghia à Aumale, près des ruines de *Rapidum*, où William Seston et plus récemment Marcel Lejay ont fouillé un camp du limes de Maurétanie césarienne. Quant à Gsell, à la fin d'une vie dont quarante ans de labeur opiniâtre avaient été consacrés à la résurrection de l'Algérie antique, il aimait à dire en plaisantant : « Si je travaille bien, on donnera peut-être mon nom à un village (2). » Ce fut à Souaghi, à 16 km à l'ouest de Masqueray, où l'on a trouvé un milliaire au nom de Caracalla attestant que cette route stratégique avait été refaite en 215.

L'admirable auteur de l'*Histoire ancienne de l'Afrique du Nord* avait en effet bien travaillé, et avec lui, comme avant et après lui, l'archéologie française a accompli en Algérie une œuvre dont la grandeur n'est contestée par personne et à laquelle, dans le malheur et l'injustice des temps, il est réconfortant de penser. Elle a été plusieurs fois retracée, entre autres par deux Directeurs des Antiquités de l'Algérie, Eugène Albertini et Louis Leschi, dans d'excellentes mises au point (3) où tout est dit, sauf, naturellement, ce qui s'est fait depuis, qu'ils avaient préparé, et qui n'est pas moins considérable. Tous deux ont défini les conditions exceptionnelles dans lesquelles l'Algérie, après 1830, s'ouvrit à la recherche historique; elle était restée jusqu'alors pratiquement exclue de la longue enquête épigraphique et archéologique qui, en Europe, depuis le XVI^e siècle, tendait à suppléer à l'insuffisance des documents littéraires; c'est à peine si le naturaliste marseillais Peyssonnel en 1724-1725, ou le Dr Shaw, « chapelain de la factorerie anglaise à Alger » de 1720 à 1732, avaient pu, dans leurs voyages « en Barbarie », copier quelques inscriptions ou dessiner quelques monuments. C'était un terrain presque vierge qui s'offrait tout à coup à l'étude :

« La conquête française, écrit Albertini, eut dans le domaine des sciences historiques les mêmes conséquences que dans le domaine économique : elle fit rentrer l'Algérie dans le concert des nations civilisées, dans le système de l'activité générale. »

Et justement deux circonstances particulièrement favorables devaient assurer le succès d'une conquête qui commença sans tarder. C'est d'abord que les monuments antiques de l'Algérie se présentaient dans un état de conservation auquel on n'était guère habitué dans les autres parties du monde romain : ils n'avaient eu à subir, en général, que les injures du temps. Tandis qu'en Italie, en France, en Rhénanie, la vie médiévale et moderne s'était poursuivie aux lieux et place de la vie ancienne, dont elle avait recouvert, déformé et souvent effacé les vestiges,

1. Cet article a paru d'abord dans les *Lettres d'Humanité* (Bull. de l'Ass. G. Budé), 1956, 4; t. XV. Nous remercions la direction de cette revue de nous avoir autorisé à le reproduire ici.

2. L'idée fut lancée, à la mort de STEPHANE GSELL, par M. CARCOPINO dans le *Journal des Débats* du 5 janvier 1932, et son article a été reproduit par le *Bull. de l'Ass. G. Budé* d'avril 1932, n° 35, p. 5 sq.

3. E. ALBERTINI, *L'Algérie antique*, dans *Histoire et Historiens de l'Algérie*, ouvrage publié par la *Revue historique* dans la Collection du Centenaire, 1931; L. LESCHI, *La recherche archéologique en Algérie*, *Documents algériens*, série culturelle, n° 2, 1946.

« ...en Algérie une population en grande partie paysanne, et souvent nomade, restée ou redevenue étrangère à la civilisation romaine, [avait] vécu à côté des monuments antiques sans s'y intéresser et, en bien des endroits, sans s'y installer; dans bien des cas, elle n'a pas été amenée à les modifier. »

En second lieu, la découverte de l'Algérie se produisait pour nos savants au moment où le XIX^e siècle créait les disciplines critiques qui allaient renouveler l'histoire de l'antiquité, et les instruments de travail qui leur permettraient d'en tirer le meilleur parti.

A quoi il faut ajouter sans doute, parmi les raisons qui imprimeraient à l'archéologie algérienne un élan enthousiaste et fécond, qu'elle ne pouvait qu'être portée, malgré toutes sortes de difficultés quotidiennes, par la profonde conformité d'idéal qui reliait, par delà les « siècles obscurs du Maghreb », les pionniers de la colonisation française et leurs lointains devanciers de l'Afrique romaine, dont l'œuvre créatrice, à bien des égards semblable à celle qu'ils entreprenaient, revivait sous leurs pas comme un exemple et un stimulant. Ce qui ne veut pas dire que l'orientalisme, qui enchantait les Delacroix et les Fromentin, fût sans prestige sur les savants, et que les antiquités musulmanes fussent entièrement négligées. La conquête éveilla tout de suite aussi de nombreuses vocations d'arabisants (4). On ne s'étonnera pas pourtant que la voix du passé romain fût, pour les Français d'Algérie vers 1850, infiniment plus convaincante, et assurât aux archéologues le soutien d'une multiple collaboration bénévole : à leur suite, médecins, fonctionnaires, ecclésiastiques, ingénieurs, officiers surtout s'employaient à noter des inscriptions et à dessiner des ruines. « C'est mon propre rêve que tu me racontes », dit Glaucon à Socrate. Comment n'eussent-ils pas reconnu leur propre rêve dans cet effort énergique pour mettre en valeur la même terre à la fois magnifique et difficile, pour l'assainir, l'irriguer, pour y construire des routes (5).

Pour prendre un seul exemple, on imagine assez les sentiments d'admiration, d'attendrissement et d'émulation de ceux qui déchiffraient des textes épigraphiques aussi actuels que telle merveilleuse inscription de Lambèse, lorsque, au mois d'octobre 1866, elle fut trouvée dans sa ferme par un colon du nom de Médan. Elle avait été gravée, sous Antonin le Pieux, en l'honneur de Nonius Datus, qui appartenait aux services du Génie de la III^e Légion Auguste. A la demande du procureur de Maurétanie césarienne, il avait été envoyé à *Saldæ* (Bougie), pour y établir le tracé d'un aqueduc. C'était un travail considérable, qui exigeait le percement d'une montagne. Mais, malade, il avait dû regagner ses quartiers sans pouvoir surveiller l'exécution. Il fut rappelé d'urgence à Bougie en 152 : « Je partis ; en route je tombai sur des bandits ; dépouillé et laissé pour mort, je m'échappai avec les miens ; j'arrivai à *Saldæ* ; j'allai trouver le procureur Clemens, qui me conduisit à la montagne : on avait commis une erreur déplorable en forant le tunnel, et l'on était sur le point d'abandonner ». C'est que les deux équipes, qui avaient commencé à creuser la montagne chacune à un bout, avaient, malgré le piquetage, dévié chacune vers la droite, si bien qu'elles avaient cheminé parallèlement et ne s'étaient pas rencontrées. Nonius Datus avait tout remis en ordre, et l'aqueduc avait été inauguré solennellement quelque temps après (6).

4. Témoin cet abbé Bargès, dont William et Georges MARÇAIS évoquent la figure au début de leur livre sur *Les monuments arabes de Tlemcen* (Paris, 1903, p. 1) et qui, s'étant épris pour cette ville, au lendemain de l'entrée de nos troupes (1846), « d'un véritable amour », lui consacra, dès 1852 et 1859, deux précieux ouvrages.

5. Il va sans dire que le souvenir du Christianisme africain, et la recherche des lieux vénérables de la chrétienté, à Hippone par exemple, fut un puissant stimulant de l'archéologie. Le cardinal Lavignerie intervint en faveur des fouilles.

6. C. I. L., VIII, 2728 et 18 122 = Dess. 5795 : *Projectus sum et inter vias latrones sum passus ; nudus saucius euasi meis ; Saldæ ueni ; Clementem procuratorem conueni. Ad montem me perduxit, ubi cuniculum dubii operis flebant : quasi reliquendus habebatur, ideo quod perforatio operis cuniculi longior erat effecta quam montis spatium. Apparuit fossuras a rigore sic errasse, adeo ut superior fossura dextram peteret ad meridiem, uersus, inferior similiter dextram suam peteret ad septentrionem ; duæ ergo partes relicto rigore errabant. Rigor autem depalatus erat supra montem ab oriente in occidentem. Ne quis tamen legenti error fiat de fossuris, quod est scriptum « superior » et « inferior », sic intellegamus : superior est pars, qua cuniculus aquam recipit, inferior, qua emittit. Cum opus adsignarem, ut scirent, quis quem modum suum perforationis haberet, certamen operis inter classicos milites et gaesates dedi et sic ad compertusionem montis conuenerunt. Ergo ego, qui primus hanc feceram, ductum adsignaueram, fieri institueram secundum formam quam Petronio Celeri procuratori dederam... (lacune). Opus effectum, aqua missa, dedicauit Varius, Clemens procurator.* Nous avons complété quelques abréviations et corrigé quelques fautes de graphie.

Or, l'aqueduc de Bougie est bien connu(7) : il amenait jusqu'aux citernes de la ville, après un parcours de 21 km., l'eau des sources de Toudja. En plusieurs points, il dressait au-dessus du sol ses arcades de pierres de taille. Mais, à l'est du village d'El-Abel, il passait à 86 m. au-dessous du col qui sépare les vallées de l'oued Srir et de l'oued Ghir, affluents de la Soummame : ce tunnel avait 428 m. de long. C'est vraisemblablement celui qu'avait conçu et rectifié Nonius Datus, d'après ce que nous apprend l'inscription de Lambèse :

« Cette inscription, ajoute Gsell, a été donnée récemment à la municipalité de Bougie, qui, à l'exemple des Romains, a fait construire un aqueduc pour amener l'eau de Toudja. On l'a placée sur une fontaine, face à la mairie. »

Tel est la vision de l'antiquité, un peu particulière sans doute mais exaltante pour des hommes d'action, qui s'imposait à l'Algérie du XIX^e siècle, dans le même temps qu'elle conquerrait la Mitidja sur les fièvres(8) et rendait au roulage des routes qui pendant douze siècles étaient restées le domaine du bât(9). C'était, avec sa grandeur et ses limites, la civilisation de l'Empire romain, spécialement pendant les deux siècles des Flaviens, des Antonins et des Sévères, celle dont le livre X des *Lettres* de Pline le Jeune est l'expression littéraire la plus juste : pas de grands poètes, guère plus de philosophes, quoique le vivace souvenir de Virgile(10), la renommée du *philosophicus Platonius*, Apulée de Madaure, et la prospérité des écoles de rhétorique attestent une situation enviable de la culture ; mais surtout des architectes et des administrateurs, les uns édifiant ces merveilles de l'urbanisme antique, auxquelles leurs ordonnances harmonieuses et nobles, en même temps que la patine dont le temps a recouvert leurs murs en bel appareil, a mérité le nom de « villes d'or » ; — les autres organisant les bienfaits de la sécurité, de cette paix romaine qui n'était certes pas un vain mot, et dont une récente étude(11) suggère une définition nouvelles : à l'origine, les dix ans de tranquillité nécessaires pour qu'un olivier commence à rapporter, et par suite, qu'un nomade accepte de devenir sédentaire.

On commença, avons-nous dit, tout de suite. En 1837, le gouvernement de Louis-Philippe créait une commission ayant pour mission de « rechercher et réunir tout ce qui pouvait intéresser les sciences et les arts », et des architectes, des officiers, ces professeurs partirent à l'aventure. Dès 1846, l'architecte Ravoisier ramenait de ses voyages un beau volume intitulé *Beaux Arts, architecture et sculpture*, dans la collection « Exploration scientifique de l'Algérie ». Le capitaine d'artillerie Delamare visitait à plusieurs reprises le Constantinois, de 1840 à 1845, puis en 1850-1851, et y exécutait près de 350 dessins de monuments ; seul un premier album, contenant 193 planches, a paru en 1850, sans texte : Gsell devait en composer, en 1912, le commentaire explicatif(12). Léon Renier, chargé un peu plus tard de recueillir les *Inscriptions romaines de l'Algérie*, en publiait plus de 4 400 de 1855 à 1858. En 1838, Berbrugger avait fondé la Bibliothèque Nationale et le Musée d'Alger. Partout se formaient des Sociétés savantes : la doyenne est la « Société archéologique, historique et géographique de Constantine », qui remonte à 1852 ; la « Société historique algérienne » date de 1856 ; l'« Académie d'Hippone » de 1863. Ces sociétés, qui publiaient des revues ou des bulletins, firent d'excellent travail.

Tout cela appartient encore à un âge héroïque et à une phase préparatoire, que devait suivre, à partir de 1880, la période des réalisations. C'est dans ce second temps, lorsque les premières prospections et les premiers inventaires furent achevés, lorsque la récolte épigraphique eut été réunie dans

7. St. GSELL, *Les monuments antiques de l'Algérie*, Paris, 1901, I, p. 249 sq.

8. E. F. GAUTIER, *Un siècle de colonisation*, Paris, 1930, notamment le chapitre : « Le phénomène colonial de 1830 à 1930 au village de Boufarik ».

9. P. SALAMA, *Les voies romaines de l'Afrique du Nord*, Alger, 1951, p. 31 ; et, sur l'état des routes en Algérie au moment de la conquête, M. Emerit, *L'Algérie à l'époque d'Abd-el-Kader*, Paris, 1951, p. 195 sq. : « Quelques voitures pouvaient circuler sur les grandes routes. » Par exemple : « On a vu sur la route de Tunis à Constantine une petite voiture escortée par six ou huit chaouchs armés et montés sur des mules. Cette voiture contenait deux femmes que le bey de Tunis envoyait au bey Ahmet. »

10. St. GSELL, Virgile et les Africains, dans le volume du *Cinquantenaire de la Faculté des Lettres d'Alger*, Alger, 1931.

11. M^{me} H. CAMPS-FABRER, *L'olivier et l'huile dans l'Afrique romaine*, Alger, 1953, en particulier, p. 16.

12. « Exploration scientifique de l'Algérie pendant les années 1840-1845. Archéologie ». *Texte explicatif des planches de Ad. H. Al. Delamare...*, par St. GSELL, Paris, 1912.

deux volumes du *Corpus Inscriptionum Latinarum* (13), que l'archéologie algérienne, pourvue d'ailleurs de crédits plus solides, donna sa pleine mesure. C'est alors que fut inauguré le cycle des grandes fouilles méthodiques.

En 1880 s'ouvrait le chantier de Timgad, qui devint peu après permanent, et qui, après plus de cinquante ans d'une exploration ininterrompue, s'est encore révélé, depuis la guerre, riche de surprises et d'avenir. Des fouilles ont commencé à Lambèse en 1883, à Cherchel en 1886, à Tébessa en 1888, à Tipasa en 1891, à Khamissa en 1900, à Announa en 1903, à Mdaourouch en 1905, à Djemila en 1909. Et Louis Leschi pouvait écrire en 1946 : « Sauf Announa et Madaure, tous ces chantiers sont encore actifs ».

Plusieurs de ces « villes d'or » ont acquis depuis une réputation mondiale, et deux au moins d'entre elles, Timgad et Djemila, sont aussi connues que Pompéi (14), dont elles offrent, par l'ampleur et le bel état de leurs ruines, des répliques aussi expressives — quoique dans un climat, moral et physique, bien différent de celui qui régnait dans la petite cité de plaisance campanienne. Toutes deux à l'origine colonies militaires, fondées à peu près en même temps, vers l'an 100 de notre ère, dans un horizon pareillement dénudé, pour garder l'une, les contreforts nord de l'Aurès, l'autre, un carrefour de routes contre les montagnards mal soumis des Babors, *Thamugadi* et *Cuicul* se sont épanouis pourtant, dans la paix de plus en plus assurée des II^e et III^e siècles, au point de déborder largement leurs enceintes primitives, allant jusqu'à couvrir, à Timgad, une cinquantaine d'hectares autour des 12 ha., intégralement dégagés, dans lesquels s'enfermait la ville de Trajan. Et il est inutile de rappeler le plan régulier comme une épure de cette première Timgad, où l'égalité du terrain permit aux arpenteurs de réaliser leur idéal d'une *urbs justa*, et de dérouler sans bavures le quadrillage de leurs *decumani* et de leurs *cardines*, — tandis qu'à Djemila, juchée sur un éperon entre deux ravins, leur besoin de symétrie avait à compter avec un relief tourmenté. Ici et là pourtant les mêmes forêts de légères colonnes dominées par les arcs de triomphe, les mêmes larges places bien dallées autour des temples, les mêmes théâtres aux beaux demi-cercles de gradins, les fontaines et les thermes, et tous ces édifices, témoins de la civilisation matérielle et spirituelle, le marché de Cosinius à Djemila, la bibliothèque de Rogatianus à Timgad, dont de généreux citoyens avaient voulu doter leur ville natale. Si les sculptures qu'on y a trouvées ne dépassent pas, en général, le niveau de ce qu'on est convenu d'appeler l'art provincial romain, la mosaïque, « art particulièrement africain », répand partout sur les pavements des tapis colorés dont la valeur apparaît, et apparaîtra, de plus en plus.

Timgad et Djemila sont les deux sites archéologiques les plus célèbres de l'Algérie. Mais non moins importantes, non moins instructives étaient encore les trois villes numides, Khamissa, Mdaourouch et Announa qui, fouillées au début du siècle par l'architecte Ch. A. Joly, ont fait l'objet, en 1914, 1918 et 1922, d'une grande publication de Stéphane Gsell. Mdaourouch (Madaure) était fameuse dans l'histoire des lettres : vivant foyer de culture latine, où était née Apulée, où le jeune Augustin avait appris la littérature et l'éloquence ; Gsell en décrit le forum, le théâtre, les thermes, les églises et la forteresse byzantine ; on a, en outre, dégagé depuis, en parfait état, une huilerie à deux pressoirs qui nous ramène, comme partout dans l'archéologie algérienne, sur le plan de la vie économique. Mais Announa (*Thibilis*) et surtout Khamissa (*Thubursicu Numidarum*) présentent une autre sorte d'intérêt, qui vaut qu'on s'y arrête un moment. C'est que Timgad et Djemila étaient des créations *ex nihilo* de la colonisation romaine ; leur population, bien que des éléments indigènes y fussent venus s'y agréger, était fondamentalement romaine. Madaure aussi, centre numide qui existait dès le III^e siècle av. J.-C., a été entièrement transformée par la fondation d'une colonie de vétérans sous les Flaviens. Mais Announa, bien que fière de se dire romaine, révèle de nombreuses survivances de son passé romain, et Khamissa, *Thubursicu Numidarum*, offre l'exemple significatif, parmi d'autres, d'un bourg indigène attaché au nom de la tribu dont il était antérieurement le chef-lieu, où persistent les civilisations et les langues libyque et punique, et qui, pourtant, sans afflux de sang nouveau, par l'assimilation sans réticence

13. La guerre de 1870 avait empêché Léon RENIER de rédiger, selon les accords qui avaient été conclus, le tome VIII du *Corpus*, consacré à l'Afrique ; les deux premiers volumes ont été préparés par l'épigraphiste allemand WILMANN, et publiés par MOMMSEN en 1881. R. CAGNAT a collaboré, à partir de 1891, à la rédaction de trois volumes de *Suppléments*.

14. On a compté 10.583 visiteurs à Timgad en 1954. — On consultera Chr. COURTOIS, *Timgad, antique Thamugadi*, Alger, 1951 ; M^{lle} ALLAIS, *Djemila*, Paris, 1938 ; L. LESCHI, *Djemila, antique Cuicul*, Alger, 1949.

des Numides qui l'habitaient, devient une grande cité romaine, et sans doute, quoique l'histoire n'en fasse pas mention (15), une des plus considérables de l'Algérie antique. C'est pour des Berbères romanisés que fut construit ce théâtre, le plus beau et le mieux conservé de l'Afrique du Nord. Ce sont des Berbères romanisés qui applaudissaient cet *Eunuque* dont un claveau décoré d'un masque porte l'inscription et dont le succès, même si ce n'était qu'une pantomime inspirée de fort loin de la comédie de Térence, n'en prouve pas moins chez les spectateurs une participation totale à la culture latine de l'Empire. A Khamissa était né le grammairien Nonius Marcellus, qui se proclamait « le péripatéticien de Thubursicu », comme Apulée avait été « le platonicien de Madaure ». Dans un site comme celui-là, la question qui se pose avec insistance, c'est de savoir comment, avec une telle économie de moyens, Rome a su convertir la Berbérie à ses mœurs.

On nous excusera de passer si vite, dans cette évocation des chantiers classiques de l'Algérie, sans même donner un regard à la basilique chrétienne de Tébessa (16), ni au *praetorium* de Lambèse, ni aux collections d'art grec réunies par Juba II dans sa résidence de Cherchel. Il est plus nécessaire de rappeler que toutes ces fouilles s'accompagnaient de la publication de quelques grands ouvrages sur lesquels repose encore aujourd'hui notre connaissance de l'Algérie antique : en même temps qu'il publiait, avec E. Boeswillwald et A. Ballu, les résultats des fouilles de Timgad (1891-1905), René Cagnat donnait, en 1892, la première édition de son *Armée romaine d'Afrique*, qui retrace toute l'histoire militaire du pays dans l'antiquité. Pallu de Lessert, d'autre part, en reconstituait l'histoire administrative dans ses *Fastes des provinces africaines* (1896-1901). Dans *Les Africains* (1894), Paul Monceaux étudiait la littérature latine de l'Afrique païenne, avant d'entreprendre sa monumentale *Histoire littéraire de l'Afrique chrétienne* (1901-1923). Charles Diehl consacrait à l'*Afrique byzantine* (1896) l'un de ses premiers grands livres. Mais il faudrait surtout citer ici toute la bibliographie de Gsell et particulièrement, parmi les 209 titres qui la composent et dont 200 intéressent l'Algérie, trois ouvrages qui sont à la base de toute recherche ultérieure, les *Monuments antiques de l'Algérie* (1901), l'*Atlas archéologique de l'Algérie* (1902-1911), où sont reportés en rouge, sur des cartes au 200 millième, avec notices, tous les vestiges pré-romains ou romains connus alors, et dont il avait personnellement revu la plupart, enfin l'*Histoire ancienne de l'Afrique du Nord* en huit volumes (1913-1928) qui, ayant traité des origines de Carthage et des royaumes indigènes, s'arrêtent malheureusement « au seuil de la terre promise », c'est-à-dire de l'Empire, des murs aux joints parfaits et des inscriptions en bonnes lettres. Enfin, autour de ces œuvres magistrales, paraissaient quantité d'études de détail qui, à propos d'une découverte ou d'un inédit, faisaient revivre les aspects multiples de la civilisation de l'Algérie romaine. Beaucoup d'entre elles étaient dues à des membres, ou à d'anciens membres, de l'Ecole Française de Rome, que la tradition s'établit alors d'associer à l'exploitation des chantiers de l'Afrique du Nord. Et certains de ces mémoires ont fait date : tel celui que M. Jérôme Carcopino publia en 1906 sur une inscription qu'il avait trouvée dans la vallée de la Medjerda, en Tunisie, mais dont le témoignage s'étendait à l'Algérie, en ce qui concerne l'organisation des *saltus* impériaux et le statut du fermage : c'était un grand pas en avant dans l'histoire, sur le plan économique et juridique, de la colonisation romaine. L'inscription d'Aïn-el-Djemala (17) n'était d'ailleurs que l'un des premiers travaux parmi tous ceux que M. Carcopino, qui succéda à Gsell en 1912 à la Faculté des Lettres d'Alger et à l'Inspection des Antiquités de l'Algérie, devait consacrer à l'Afrique du Nord (18).

Une troisième période commence alors — qui est encore la nôtre, et, malgré la modestie avec laquelle les contemporains jugent d'habitude l'œuvre qu'ils voient s'accomplir sous leurs yeux, la vérité oblige à dire que cette période n'aura pas été, quoique diversement, moins féconde que la précédente. C'est que le sol de l'Algérie est, à cet égard, inépuisable ; c'est aussi que le bon travail antérieurement

15. A moins que dans TAC., *Ann.*, IV, 24, 1, on ne corrige le nom du *Thubuscum oppidum* assiégé par Tacfarinas.

16. SEREE DE ROCH, *Tébessa, antique Théveste*, Alger, 1952.

17. J. CARCOPINO, L'inscription d'Aïn-el-Djemala, *Mél. de l'Ec. fr. de Rome*, XXVI, 1906, p. 365 sq.

18. Il faut mentionner aussi la publication des *Musées et Collections archéologiques de l'Algérie (et de la Tunisie)* : I, Alger, par DOUBLET (1890) ; II, Constantine, par DOUBLET et GAUCKLER (1893) ; III, Oran, par LA BLANCHERE (1893) ; IV, Cherchel, par GAUCKLER (1895) ; V, Lambèse, par CAGNAT (1895) ; VI, Philippeville, par GSELL (1896) ; IX, Coll. Farges à Constantine, par BESNIER et BLANCHET (1900) ; X, Tébessa, par GSELL (1902) ; XII, Timgad, par BALLU et CAGNAT (1903) ; XIV, Paris, par HERON DE VILLEFOSSE (1906) ; VI, Guelma, par DE PACHTERE (1909), etc.

accompli ne pouvait que produire une fructification plus abondante. L'une des causes du succès doit être encore cherchée dans l'importante réforme administrative qui, créant à Alger, en 1923, une Direction des Antiquités, laissa désormais à l'archéologue qui en était chargé les plus larges initiatives (19). Le mérite en revient surtout à la science, au dévouement et à la ténacité des deux hommes qui se sont succédé à cette direction, Eugène Albertini (1923-1932) et Louis Leschi (1932-1954). Et il est juste de dire qu'ils ont été aidés. A la tête d'un service dont Albertini soulignait en plaisantant qu'il se composait de sa seule personne, alors que les responsabilités croissaient démesurément, ils ont réussi à se constituer à travers l'Algérie un réseau d'excellents collaborateurs, aussi actifs que compétents, cependant que leur bonne entente avec les architectes en chef des Monuments historiques (20) se resserrait sans cesse et que leur autorité auprès du Gouvernement Général et l'intérêt qu'ils savaient y éveiller pour leurs travaux se traduisaient dans la pratique par un soutien de jour en jour accru.

Pour Albertini et Leschi, il s'agissait, d'abord, de continuer l'effort de leurs prédécesseurs : il fallait achever, ou tenter d'achever, les dégagements de villes antiques en cours depuis un demi-siècle. Pour donner une idée de la vigueur avec laquelle cette première partie du programme a été menée, et de la valeur des résultats obtenus, il suffira de dire quelques mots des nouvelles fouilles à Timgad et à Tipasa.

On connaissait de tout temps le fort byzantin de Timgad, le plus beau et le mieux conservé de l'Afrique du Nord, dressant, à 300 m. environ au sud de la ville, sa puissante enceinte rectangulaire, flanquée de tours carrées, qu'avait élevée en 539 le patrice Solomon. Le déblaiement des ruines qui s'accumulaient à l'intérieur, entrepris en 1939 en prévision du Congrès des Etudes Byzantines qui devait se tenir à Alger, révéla, sous les constructions du VI^e siècle — les casernements, les thermes du commandant de la forteresse, la chapelle de la garnison — des édifices antérieurs, remontant au début du III^e siècle, et qui leur avaient servi de fondations : ce sont ces édifices que les fouilles, pendant la guerre et au cours des années qui ont suivi, ont presque entièrement dégagés (21).

Il s'agit d'un lieu de culte qui s'était développé autour d'une source salubre, à laquelle Septime Sévère et Caracalla durent peut-être leur guérison lors du séjour qu'ils firent à Timgad en 203, et qui porta en tout cas le nom d'*Aqua Septimiana Felix*. Au fond s'adossaient trois sanctuaires dont celui du milieu, le plus grand, était sans doute dédié à la *Dea patria* (l'Afrique), et celui de droite, plus hypothétiquement, à Sérapis, s'il faut choisir parmi les nouveaux fragments d'inscriptions et de sculptures qui y ont été retrouvés. Ces petits temples dominaient, du haut d'une terrasse, une longue piscine de 27 m. sur 7, entièrement revêtue de marbre, entourée d'une balustrade de bronze, et bordée de part et d'autre par des portiques sur les murs desquels des peintures en trompe-l'œil imitaient des jardins : d'où le nom de *viridarium* sous lequel ils sont désignés dans une inscription qui analyse cet ensemble et permet de le dater de la fin de 213. Il se prolongeaient, même en dehors du fort byzantin, par une vaste place dallée s'étendant en direction des thermes de la ville.

Ces fouilles, outre la chapelle du patrice Solomon et le *viridarium* de Caracalla qu'elles ont mis au jour, ont produit une abondante récolte épigraphique (22), entre autres à cause du remploi qu'on avait fait de pierres inscrites dans la construction byzantine. Elles constituent une belle réussite technique, dont L. Leschi attribuait justement le mérite à Ch. Godet, Directeur des fouilles. Ch. Godet, pendant plus de trente ans, s'était voué à Timgad. Son fils René Godet, quand il mourut, lui succéda. Mais Timgad, qui avait été fondée pour contenir au Nord les Berbères de l'Aurès, fut une des premières menacées par l'insurrection de 1954. Le 12 juillet suivant, René Godet se tua dans un accident d'hé-

19. Sur la création de la Direction des Antiquités, voir l'article nécrologique consacré par L. LESCHI à Eugène ALBERTINI, dans la *Rev. Afr.*, 1941, p. 148 sq.

20. Ce fut, à partir de 1927, Marcel CHRISTOFLE, à qui son fils a succédé dans le même poste.

21. L. LESCHI, *Aqua Septimiana Felix*, *Comptes Rendus de l'Acad. des Inscr. et Belles Lettres*, 1947, p. 87, sq.

22. H. DOISY, *Inscriptions latines de Timgad*, *Mé. de l'Ec. fr. de Rome*, LXV, 1953, p. 99 sq. Mentionnons aussi la très belle étude, faite par LESCHI à l'aide d'un fragment nouveau, de l'important *album municipal de Timgad* (*Rev. Et. Anc.*, 1948, p. 71 sq.).

licoptère ; « il avait voulu mettre à la disposition des officiers qui cherchaient à prendre contact avec le pays sa connaissance des routes et des vallées (23) ».

Quiconque, visitant aujourd'hui Tipasa, voudra mesurer le travail accompli depuis trente ans, n'aura qu'à relire les délicieuses *Promenades archéologiques aux environs d'Alger*, publiées par Gsell, aux éditions « Les Belles Lettres », en 1926. Et pourtant quoi de plus connu, semblait-il, que la petite ville, allongeant dans une mer de Grèce, contre la masse sombre du Chenoua, ses trois promontoires jonchés de fleurs et de ruines ? « J'avais toujours su, écrit Albert Camus qui lui a dédié les plus lyriques de ses essais, que les ruines de Tipasa étaient plus jeunes que nos chantiers ou nos décombres. » Le mot « jeunes » peut être pris en plus d'un sens.

On retrouve aisément, certes, les grandes lignes de la structure générale — la colline des temples païens entre les deux collines chrétiennes de l'est et de l'ouest —, telles que les avaient définies, en 1894, Stéphane Gsell dans sa thèse latine (24). Mais d'abord la vaste propriété de 11 ha. sur lesquels s'étendaient la plupart des ruines des collines du centre et de l'ouest a été généreusement léguée à l'Etat par les héritiers du vénérable M. Trémaux, que Gsell, en 1893, félicitait du soin avec lequel il veillait à leur conservation (25) : avec des terrains rachetés d'autre part, elle constitue depuis 1949 un parc national — maintenant pourvu d'un Musée digne de Tipasa — où les fouilles, sous la direction du colonel Baradez, ont pris une extension considérable (26). Beaucoup des monuments de la colonie de Claude sortent peu à peu de la végétation luxuriante où ils demeuraient enfouis. Dès la fin de la guerre, un charmant théâtre avait été dégagé (27). Depuis, le long du *decumanus*, dont le dallage a été nettoyé en direction de la porte monumentale de *Caesarea* (Cherchel) à l'ouest, on a remis au jour, en face du temple que l'on attribuait traditionnellement à Hercule et que l'on désigne à présent de l'appellation plus prudente de « temple anonyme », un « nouveau temple », non moins anonyme et semblablement précédé d'une cour à portique, et, derrière le premier, une grande partie de l'amphithéâtre.

Mais c'est la colline de l'est qui réservait les découvertes les plus sensationnelles. Elles ont commencé lorsque, en 1930, M. Jean Lassus, aujourd'hui Directeur des Antiquités de l'Algérie, alors membre de l'Ecole Française de Rome, ayant reçu mission d'explorer les abords de la Basilique de Sainte-Salsa, élevée sur la tombe de la jeune martyre tipasienne, exhuma les premiers sarcophages d'une immense nécropole (28) qui en comptait, on l'a vu depuis, plusieurs milliers et qui, déroulant jusqu'au bord de la falaise la blancheur presque intacte de ses cuves et de ses couvercles, parfois recouverts de tables d'agapes, ne composait pas seulement le plus pittoresque des « cimetières marins », mais, par le nombre et la diversité des pèlerins qui, d'Afrique, d'Italie et même d'Asie Mineure, étaient venus se serrer autour de leur sainte, un des échantillons les plus significatifs de la profondeur et de la diffusion du culte des martyrs (29). Et maintenant ce n'est pas seulement autour de la Basilique de Sainte-Salsa que revit la piété de la ville chrétienne, — ni non plus, sur la colline de l'ouest, autour de la Basilique de l'Evêque Alexandre, — mais, sur la colline orientale encore, on a découvert en 1950, à côté d'un enclos également pavé de tombes, une chapelle dédiée aux bienheureux martyrs Pierre et Paul.

Non loin de là, à quelques centaines de mètres, c'est la Tipasa punique qui sort peu à peu de l'ombre. On ne peut pas dire que l'archéologie punique eût été négligée jusqu'alors : Gsell n'avait-il pas donné l'exemple en fouillant lui-même en 1903 la nécropole punique de Gouraya à l'ouest de Cherchel (30) ? On n'avait jamais cessé de rechercher, dans la Constantinois et ailleurs, les survi-

23. J. LASSUS, *Libyca*, III, 1955, p. 207.

24. *De Tipasa Mauretaniae Cæsariensis urbe*, Alger, 1894 ; en français dans les *Mél. de l'Ec. fr. de Rome*, XIV, 1894, p. 291 sq.

25. GSELL, *Rech. arch. en Algérie*, Paris, 1893, p. 5.

26. J. BARADEZ, *Tipasa, ville antique de Maurétanie*, Alger, 1952.

27. E. FREZOULS, Le théâtre romain de Tipasa, *Mél. de l'Ec. fr. de Rome*, LXIV, 1952, p. 111.

28. J. LASSUS, Autour des basiliques chrétiennes de Tipasa, *Mél. de l'Ec. fr. de Rome*, XLVII, 1930, p. 234 sq.

29. E. ALBERTINI et L. LESCHI, Le cimetière de Sainte Salsa, *Comptes Rendus de l'Acad. des Inscr. et Belles-Lettres*, 1932, p. 77 sq.

30. St. GSELL, *Fouilles de Gouraya. Sépultures puniques de la côte algérienne*, Paris, 1903 ; et, après lui, F. MISSONNIER, Fouilles dans la nécropole punique de Gouraya, *Mél. de l'Ec. fr. de Rome*, L, 1933, p. 87 sq ; cf M. ASTRUC, Supplément aux fouilles de Gouraya, *Libyca*, II, 1, 1954, p. 9 sq.

vances, dans la religion romaine, des traditions carthaginoises, d'étudier les stèles à Saturne (31) et le rite caractéristique du *molchomor* (32). Et rien n'avait plus comblé d'aise Louis Leschi, en 1940, que de déchiffrer, sur des monnaies à légende phénicienne fortuitement découvertes à Alger, le nom de la ville, I K S M, transcrit par les Romains en *Icosium* (33). Mais, depuis la guerre, surtout grâce à l'impulsion de M. Pierre Cintas qui, en Tunisie, avait mis au point la technique particulière de la fouille punique, et magistralement posé les principes selon lesquels les Carthaginois, tous les 35 ou 40 km. le long de la côte africaine, avaient fondé leurs échelles (34), de nombreux chantiers se sont ouverts, en Oranie notamment, aux Andalouses (35), à Mersa Madah (36), à l'île de Rachgoun (37). A Tipasa (38), M. Cintas, reprenant, en 1943, l'étude de la nécropole punique, a réussi à la localiser avec précision et à en suivre le développement en partant du plus ancien monument qu'elle avait laissé — le mausolée du VI^e-V^e siècle couché dans le port — et en remontant ensuite vers l'est, à travers des tombes de plus en plus superficielles qui s'échelonnent jusqu'au II^e siècle avant notre ère ; aux dernières nouvelles, l'une d'elles, plus récente encore (époque d'Auguste !) a livré les instruments sacrificiels d'un prêtre de Tanit.

Entre les deux, dans le temps et dans l'espace, entre la nécropole punique et la nécropole chrétienne, le front est de l'enceinte coupait en deux le cimetière païen, et cette enceinte, qui avait fait l'objet d'une récente et remarquable étude de M. Paul-Marie Duval (39), posait encore un problème de chronologie. Le colonel Baradez, de 1949 à 1951, le fit mettre complètement à nu jusqu'au rocher sous-jacent sur les 200 m. de sa partie nord (40). Et il eut le bonheur non seulement de restituer ainsi, sur toute sa hauteur conservée, un admirable morceau d'architecture militaire, avec certains détails inconnus jusque-là, comme un ouvrage en pierre taillée destiné à permettre le passage d'un oued à travers la base de la muraille, mais surtout de rencontrer là les deux documents, numismatique et épigraphique, qui avaient manqué à ses devanciers pour une datation sûre de l'enceinte : un trésor, caché postérieurement à la construction de celle-ci, et dont les 83 deniers d'argent s'arrêtent à Antonin le Pieux ; des fragments d'inscriptions qui, complétant un autre fragment remployé dans la Basilique de Sainte-Salsa et qu'avait publié Albertini, en offraient la véritable interprétation : c'était l'inscription dédicatoire de l'une des portes et de toute l'enceinte, gravée très précisément entre le 10 décembre 146 et le 9 décembre 147. Il apparaît clairement, en outre, que la création de ce puissant système de défense, qui ne devait succomber, trois siècles plus tard, qu'aux coups des Vandales, était liée à la guerre qu'Antonin soutenait alors, de l'Aurès au Maroc, contre les Maures ; et justement des stèles de cavaliers de l'armée de Pannonie, découvertes au même moment dans les ruines de l'amphithéâtre, indiquaient les renforts auxquels l'Afrique menacée avait alors fait appel.

Ce ne sont là que deux exemples des possibilités infinies de renouvellement qu'offrent en Algérie des fouilles cinquantenaires. Et l'on pourrait en trouver la confirmation aussi bien à Djemila (41),

31. M. M. LEGLAY, qui prépare une thèse sur le culte de Saturne en Afrique a étudié Les Stèles à Saturne de Djemila-Cuicul, *Libyca*, I, 1953, p. 37 sq.

32. J. CARCOPINO, Rome et les immolations d'enfants, dans *Aspects mystiques de la Rome païenne*, Paris, 1942, p. 39 sq.

33. J. CANTINEAU et L. LESCHI, Monnaies puniques d'Alger, *Comptes Rendus de l'Acad. des Inscr. et Belles Lettres*, 1941, p. 263 sq.

34. P. CINTAS, Fouilles puniques à Tipasa, *Rev. Afr.*, XLII, 1943, p. 263 sq.

35. G. VUILLEMOT, Vestiges puniques des Andalouses, *Bull. de la Soc. géogr. et archéol. d'Oran*, LXXIV, 1951 ; P. CINTAS, Découvertes ibéro-pniques d'Afrique du Nord, *Comptes Rendus de l'Acad. des Inscr. et Belles Lettres*, 1953, p. 52 sq.

36. G. VUILLEMOT, Fouilles puniques à Mersa Madakh, *Libyca*, II, 2, 1954, p. 209 sq.

37. *Id.*, La nécropole punique de l'île Rachgoun, *Libyca*, III, 1, 1955, p. 7 sq.

38. P. CINTAS, voir n. 35.

39. P. M. DUVAL, *Cherchel et Tipasa, Recherches sur deux villes fortes de l'Afrique romaine*, Paris, 1946.

40. J. BARADEZ, Les nouvelles fouilles de Tipasa et les opérations d'Antonin le Pieux en Maurétanie, *Libyca*, II, 1, 1954, p. 89 sq.

41. Y. ALLAIS, Les fouilles de 1950-1952 dans le quartier Est de Djemila, *Libyca*, II, 2, 1954, p. 343 sq ; J. CARCOPINO, Deux dédicaces religieuses de Djemila, *ibid.*, p. 419 sq.

à Lambèse (42), à Tizirt (43). Mais, non contente de poursuivre et de développer l'exploration de villes déjà connues, l'archéologie algérienne a ouvert de nouveaux chantiers, à Masqueray (*Rapidum*) (44), à Zana (*Diana Veteranorum*) (45), à Saint-Leu (*Portus Magnus*) (46), etc... Nous devons nous borner ici à évoquer deux d'entre eux, l'un dans un site obscur de la Numidie de Cirta, Tiddis, l'autre dans une des plus illustres métropoles du christianisme antique, Hippone.

En 1941, M. André Berthier, archiviste départemental et directeur du Musée Gustave-Mercier à Constantine, utilisant comme main-d'œuvre des travailleurs démobilisés — qui formaient en réalité une compagnie camouflée — s'attaqua, à une vingtaine de kilomètres au nord de Constantine, à l'acropole de Tiddis (*Castellum Tidditanorum*), sur un plateau au pied duquel le Rummel taille des gorges profondes (47). C'était, dans la langue des indigènes, *Ksantina el-Kdima*, « le vieux Constantine » ; et Tiddis en effet, par sa position même, par l'escarpement de son *cardo* qui gravit en lacets et de terrasse en terrasse une colline où les maisons s'enfoncent souterrainement comme des grottes, représente assez bien ce que pouvait être dans l'antiquité Cirta, la capitale numide dont Tiddis dépendait. Mais ces difficultés n'avaient pas rebuté les architectes romains, depuis la porte monumentale érigée par l'édile Q. Memmius Rogatus au bas de la montée jusqu'au château d'eau et aux thermes qui couronnent la ville, et que M. Coecilius Anicius Faustus fit construire en 251, « en faisant enlever au nom du peuple les décombres qui avaient alentour recouvert les lieux et tailler, pour y constituer une surface plane, la montagne qui s'y dressait, préalablement mise à nu » (49) : travail gigantesque que, comme le prouve la similitude des formules, les Tidditains ne craignaient pas de comparer aux excavations de Trajan au flanc du Quirinal pour l'aménagement de son forum. Le site de Tiddis, riche d'inscriptions précieuses pour l'histoire administrative de la Numidie romaine, intéresse aussi, par ses nombreux et souvent mystérieux sanctuaires, son histoire religieuse : *mithraeum* avec grotte et peut-être installation pour tauroboles, vaste sanctuaire dédié aux *Cereres*, sanctuaire de Saturne au sommet, etc..., sans compter une chapelle et un baptistère chrétiens.

Quant à Hippone (*Hippo Regius*), il est inexact de dire qu'il s'y soit ouvert un nouveau chantier. Depuis sa fondation en 1863, l'Académie d'Hippone veillait jalousement sur les moindres vestiges qui émergeaient de ce sol auguste, ou que des sondages limités révélaient. Mais l'amiral Marec, aujourd'hui directeur des fouilles, dénonçait avec raison, en 1925, « la grande pitié d'Hippone la Royale (49), et en 1936, l'Association Guillaume Budé, y clôturant son voyage en Algérie par une manifestation au théâtre, ne manqua pas d'émettre le vœu « que les pouvoirs publics, les autorités municipales ou autres, les organisations particulières, toutes les bonnes volontés individuelles s'unissent pour faire exécuter dans le plus bref délai et sur un large plan les fouilles et les travaux nécessaires à la résurrection d'Hippone » (50).

42. Sur le nouveau camp de Titus à Lambèse, L. LESCHI, *Libyca*, I, 1953, p. 189 sq sur l'amphithéâtre, *Id*, *ibid*, II, 2 p. 171 sq. ; sur le *mithraeum*, M. LEGLAY, *Comptes Rendus de l'Acad. des Inscr. et Belles Lettres*, 1954, p. 269 sq.

43. Où des membres de l'Ecole Française de Rome, MM. DEROCHE, FREZOULS, HUS, EUZENAT, LANSSEL ont, depuis 1949, repris les fouilles ; sur l'identification de Tizirt avec l'antique Rusuccuru, E. FREZOULS et A. HUS, *Mél. de l'Ec. fr. de Rome*, LXVI, 1954, p. 147 sq. ; M. EUZENAT, L'histoire municipale de Tizirt, *ibid*, LXVII, 1955, p. 127 sq. ; S. LANSSEL, Architecture et décoration de la grande basilique de Tizirt, *ibid*, LXVIII, 1956.

44. W. SESTON, Le secteur de Rapidum sur le limes de Maurétanie césarienne après les fouilles de 1927, *ibid*, XLV, 1928, p. 150 sq. ; M. LEGLAY, Reliefs, inscriptions et stèles de Rapidum, *ibid*, LXIII, 1951, p. 53 sq.

45. Fouilles de P. et J. ALQUIER, puis de Ch. GODET.

46. Fouilles de M^{me} VINCENT depuis 1935 ; cf. *Portus Magnus*, *Rev. Afr.* LXXIX, 1935, p. 35 sq. M. J. LASSUS a communiqué à l'Acad. des Inscr. et Belles Lettres, le 6 juillet 1956, le résultat des dernières fouilles.

47. A. BERTHIER, *Tiddis, antique Castellum Tidditanorum*, Alger, 1951.

48. *Id*, Trois inscriptions de Tiddis, *Rev. Afr.* XV, 1945, p. 5 sq. ; *egestis per populum quæ uicina superauerant rudibus cæsoque ad planitiem qui nudatus extiterat monte*.

50. *Bull. de l'Acad. d'Hippone*, n° 35, 1925.

50. *Bul. de l'Ass. G. Budé* de juillet 1956, n° 52, p. 11. On trouve dans ce *Bulletin* une conférence de L. LESCHI sur Hippone.

Ce vœu est maintenant accompli, ou en voie d'accomplissement : l'opiniâtreté de Louis Leschi, l'ardeur infatigable de M. Erwan Marec ont réussi enfin à réaliser le projet d'expropriation établi par Gsell et Albertini : aujourd'hui, plus de 25 ha, sur les 60 que couvrait approximativement la ville antique, sont la propriété du Gouvernement Général ; les fouilles ont commencé aussitôt, et, en cinq ans, les résultats étaient bien faits pour confondre d'admiration les membres du Congrès Augustinien, qui ont visité Hippone en octobre 1954 (51).

Ici encore, malgré l'attrait majeur peut-être qu'exercent les souvenirs chrétiens, c'est tout le passé d'Hippone que l'on s'efforce de ressaisir — d'Hippone comptoir punique, résidence des rois de Numidie (d'où son nom d'*Hippo Regius*), municipe romain d'où s'embarquaient vers Rome les récoltes dont ses *horrea sacra* étaient pleins, enfin évêché où, de 396 à 430, retentit contre les donatistes et les pélagiens, pour l'édification du monde chrétien, la voix du grand Docteur. Mais naturellement ce sont surtout les deux dernières périodes qui reparaissent au jour.

Le forum, soupçonné par Leschi à proximité du théâtre, a été découvert là où il l'avait cherché, et a été entièrement déblayé en trois énergiques campagnes (1947-1949) qui ont fait connaître une area dallée de 76 sur 43 m. entourée de portiques (52). C'est le plus vaste forum de l'Algérie, et par surcroît le plus ancien : car, déjà, une dédicace en lettres monumentales, qui barre le pavement dans toute sa largeur, porte le nom de C. Paccius Africanus, proconsul d'Afrique sous Vespasien — et justement une tête colossale de cet Empereur figure parmi les plus beaux morceaux de sculpture découverts au forum d'Hippone. Mais le forum des Flaviens n'était sans doute pas le forum primitif : une dédicade de 42 à l'Empereur Claude, une tête d'Auguste, enfin et surtout un trophée de bronze d'époque césarienne et qui semble avoir commémoré la victoire du dictateur à Thapsus en 46 av. J.-C. (53), permettent d'assigner au forum d'Hippone une date très ancienne, remontant à l'annexion de la ville à la province romaine. Et certes, sa décoration a beaucoup souffert des destructions et des pillages ; mais la moisson épigraphique a été en revanche très riche : qu'il suffise de mentionner une dédicace inattendue à l'historien Suétone, dont elle précise la carrière dans les bureaux de la chancellerie impériale (54).

Un autre secteur, exploré concurremment, l'emporte encore en intérêt. Au nord de la colline du Gharf el-Artran, on distingue, rassemblés à peu de distance les uns des autres, des monuments qui rappellent toutes les phases de l'histoire d'Hippone. D'abord d'énormes murs, formés de gros blocs de granit ou de pierres de taille atteignant parfois 4 m. de long, appartiennent vraisemblablement aux soubassements de l'emporium punique ; tout contre se développa, du I^{er} au V^e siècle de l'époque romaine, un quartier de villas donnant sur le front de mer — dont le tracé suivait alors le cours de la Seybouse — et dont les splendides mosaïques — d'Amphitrite, de la Chasse, de la Pêche — sont l'orgueil d'un nouveau Musée. Non loin de là, vers l'ouest, s'étend la ville chrétienne.

Elle comprenait de nombreux édifices, tapissés la plupart du temps d'un beau pavement polychrome, dont la destination n'est pas encore toujours claire : une première basilique à cinq nefs avec abside carrés ; une chapelle triflée précédée de salles comme elle mosaïquées et entourée de ce qui paraît être des cellules. Mais surtout, entre les deux, une grande basilique à trois nefs (42 m. sur 20), pourvue également de mosaïques dans lesquelles se creusent des tombes à épitaphes, et se terminant par une abside semi-circulaire avec au fond l'emplacement de la chaire épiscopale. Sur le collatéral de droite s'ouvrait la chapelle du *consignatorium* et le baptistère. D'ailleurs ces annexes de la basilique avaient été construites sur une ancienne villa dont les thermes privés, l'atrium à portique, et deux salles à mosaïques païennes, remontant au II^e siècle (mosaïque des neuf Muses, mosaïque des Amours vendangeurs) subsistent immédiatement au nord-est de la Basilique (55).

51. E. MAREC, *Hippone la Royale, antique Hippo Regius*, 1^{re} éd., Alger, 1950 ; 2^{me} éd., considérablement augmentée, 1954.

52. E. MAREC, Les fouilles d'Hippone, *Comptes Rendus de l'Acad. des Inscr. et Belles Lettres*, 1948, p. 558 sq. ; Le forum d'Hippone, *Libyca*, II, 2, 1954, p. 363.

53. G. PICARD, Les monuments triomphaux romains en Afrique, *Comptes Rendus de l'Acad. des Inscr. et Belles Lettres*, 1948, p. 421 sq.

54. E. MAREC et H. G. PELAU, Nouvelle inscription sur la carrière de Suétone l'historien, *ibid.*, 1952, p. 76 sq. ; cf. encore, des mêmes, Deux carrières équestres à Hippone, *Libyca*, I, 1953, p. 207.

55. E. MAREC, Deux mosaïques d'Hippone, *Libyca*, I, 1953, p. 95.

Les textes signalent à Hippone, sans compter celles qui s'élevaient dans la banlieue, plusieurs basiliques, la Basilique de Leontius, évêque et martyr, la Basilique *ad octo martyres*, et la Basilique de la Paix, *Basilica Maior*, l'église cathédrale de Saint-Augustin. Or, de sérieux arguments, présentés avec prudence par l'amiral Marec, suggèrent que la Basilique retrouvée est bien cette Basilique de la Paix. Saint Augustin ne mentionne-t-il pas à proximité immédiate la chapelle de saint Etienne, qui serait la chapelle triflée, avec la demeure de l'évêque et les bâtiments du monastère qui abritait les prêtres et les diacres. Il y a plus : un jeune sénateur d'Hippone, *clarissimus et egregius iuuenis Iulianus*, possédait dans cette ville, jouxtant la cathédrale (*quae nostris adhaeret parietibus*), une riche demeure que saint Augustin désirait acquérir et dont en fin de compte il hérita. N'est-ce pas la villa mitoyenne, avec ses mosaïques profanes, dont les Muses et les Vendanges, symboliquement comprises, n'avaient rien qui pût choquer les yeux des fidèles ? La question est encore pendante, mais l'hypothèse plus que vraisemblable. En sorte que les premiers coups de pioche auraient restitué à Hippone, avec le forum de César, l'un des plus vénérables sanctuaires de la chrétienté.

Il reste à parler d'une série de découvertes dont l'archéologie algérienne est redevable à ce mode de prospection moderne qu'est la photographie aérienne. Louis Leschi avait tout de suite compris l'intérêt qu'il y aurait à appliquer en Afrique du Nord les méthodes qui avaient fait le succès des travaux de M. Crawford sur le Mur d'Hadrien, et du Père Poidebard sur le *limes* de Syrie (56). Dès 1935, il obtenait la collaboration du Commandement de l'Air en Algérie, qui faisait exécuter à sa demande plus de cent clichés concernant les forts de la frontière romaine, les installations hydrauliques originales, les grands ensembles urbains (57). Il accompagnait souvent, sur son avion de tourisme, un jeune colon de ses amis, M. Pierre Averseng, dont il avait stimulé l'enthousiasme pour les vols de reconnaissance archéologique. C'est la photographie aérienne qui, en 1938, avait guidé M. Julien Guey dans ses recherches au sud de Biskra (58). C'est grâce à un document photographique particulièrement net, dû au commandant Candau, que Leschi, à la Noël 1940, put procéder à l'identification fulgurante, au sud-est du Chott-el-Hodna, du *castellum* de Mdoukal : « La porte fut facilement repérée. Moins de deux heures après le début des fouilles, venait au jour une belle inscription, absolument intacte », qui ne laissait rien ignorer du nom, *Centenarium quod Aqua Viva appellatur*, ni des circonstances de la construction, en 303, de cet important point d'appui du *limes* d'Afrique (59). Il fallut pourtant l'heureuse rencontre, en 1946, de Louis Leschi et du colonel aviateur Jean Baradez pour que cet effort commençât à porter tous ses fruits (60).

On connaît maintenant, grâce au beau livre publié par celui-ci en 1949, *Fossatum Africae* (61), les résultats obtenus en trois années d'observations en plein ciel et de travail en chambre. *Fossatum*, le mot n'apparaît que dans une constitution de 409 insérée au Code Théodosien, où, accompagné du terme *limes*, il définissait la ligne de défense fortifiée qu'une population d'agriculteurs sédentaires était chargée d'entretenir et de garder contre les rezzous des Nomades. Dès 1903 (62), Gsell avait su en découvrir un secteur de 60 km. dans ce qui passait jusqu'alors pour un canal d'irrigation asséché entre Biskra et Tougourt, la *Seguia Bent-el-Krass*, dont M. Julien Guey devait reprendre l'étude en 1938, en même temps que M. Gilbert Picard explorait, à 200 km plus à l'ouest, à Messad, *Castellum Dimmidi*, un des « châteaux » que M. Carcopino avait antérieurement signalés sur le tracé de son *limes* de Numidie (63), mais

56. R. P. POIDEBARD, *La trace de Rome dans le désert de Syrie ; le N limes D, de Trajan à la conquête arabe*, Paris, 1934.

57. L. LESCHI, Recherches aériennes sur le « limes » romain de Numidie, *Comptes Rendus de l'Acad. des Inscr. et Belles Lettres*, 1937, p. 256 sq.

58. J. GUEY, Note sur le « limes » romain de Numidie et le Sahara au IV^{me} siècle, *Mél. de l'Ec. fr. de Rome*, LVI, 1939, p. 178 sq.

59. L. LESCHI, *Centenarium quod Aqua Viva appellatur...*, *Comptes Rendus de l'Acad. des Inscr. et Belles Lettres*, 1941, p. 163 sq.

60. Id., Nouvelles recherches aériennes sur le « limes » d'Afrique, *ibid.*, 1947, p. 512 sq.

61. J. BARADEZ, *Fossatum Africae*, Alger, 1949.

62. St. GSELL, Le fossé des frontières romaines dans l'Afrique du Nord, *Mél. Boissier*, 1903, p. 227 sq.

63. J. CARCOPINO, Les inscriptions de Doucen et l'occupation romaine dans le Sud algérien, *Rev. Et. Anc.*, 1923, p. 33 sq. ; Sur l'extension de la domination romaine dans le Sahara de Numidie, *Rev. arch.*, 1924, 2, p. 316 sq. ; Le limes de Numidie et sa garde syrienne d'après des inscriptions récemment découvertes, *Syria*, VI, 1925, p. 30 sq. et 118 sq. ; Note complémentaire sur les Numeri syriens de la Numidie Romaine, *ibid.*, XIV, 1934, p. 23 sq. ; cf. encore *Hommes et Mondes*, oct. 1948, p. 272.

que sa garnison palmyrénienne avait abandonné en 238. Du *fossatum*, le colonel Baradez a découvert quelque 200 km. en trois nouveaux tronçons, au nord du Hodna dans la région de Bou Taleb, de Tobna à El-Outaya — et ici trouve sa place la *Seguia-Bent-el-Krass* — enfin de Négrine (*Ad Maiores*) à Met-laoui en Tunisie. Le retranchement, souvent à peine plus visible au sol que « le sillage d'un bateau dans la mer », se réduisait à un fossé bordé de talus ou d'un mur en grosses pierres, et son tracé incroyablement irrégulier, plein de saillies en flèche et de rentrants profonds, s'explique par la nature tourmentée du relief, la nécessité d'organiser la défense en profondeur, et le souci d'englober dans la zone protégée les terres suffisamment pourvues d'eau pour être cultivables. Derrière le *fossatum*, se succédaient des forts ou fortins que desservait un réseau de pénétrantes et de rocares : l'un d'eux, le camp de *Gemellae* au nord de la *Seguia-Bent-el-Krass*, a été fouillé, et, à la grande surprise des historiens, une des premières inscriptions découvertes a montré que l'occupation remontait au règne d'Hadrien.

Tout le monde a rendu hommage à l'importance de cet ouvrage, qui fera époque comme *l'Armée romaine d'Afrique* de René Cagnat en 1892. Beaucoup ont marqué aussi qu'en renouvelant le problème, il apportait, plus que des résultats définitifs, des hypothèses d'attente (64). C'est que la photographie aérienne ne peut évidemment fournir une chronologie des monuments dont elle n'enregistre sur ses clichés que le dernier état ; elle met tout sur le même plan, comme si le système défensif qu'elle compose avait été implanté une fois pour toutes *ne varietur*. Mais entre le camp de *Gemellae*, de 126, et le *Centenarium quod Aqua Viva appellatur*, de 303, que d'événements en ont pu modifier le tracé et les raisons d'être ! Et que penser de ces postes sahariens, lancés, comme *Castelum Dimmidi*, en plein pays barbare ? M. Gilbert Picard voit dans son abandon en 238 la preuve d'un rétrécissement du *limcs*. Seule la continuation des recherches, les fouilles, les témoignages épigraphiques pourront tirer les choses au clair.

Mais le *Fossatum Africae* du colonel Baradez ne vaut pas d'être cité ici seulement comme un bel exemple de ce que l'histoire est en droit d'attendre de la photographie aérienne. « Partie d'un chapitre d'histoire militaire, l'enquête, dit très bien Louis Leschi dans sa préface, aboutit à une étude de civilisation ». La troisième partie est intitulée en effet : « Les travaux d'hydraulique, la colonisation et la zone agricole du *limes* ». Comment expliquer que les régions en deçà du *fossatum*, rendues depuis treize siècles au désert, aient été, sous l'Empire, sans que le climat ait sensiblement changé, habitées par des populations sédentaires, dont la prospérité est attestée, entre autres, par les monuments, amphithéâtre et temples, du municipe qui s'était développé autour du camp de *Gemellae* ? Il est extrêmement pénible aujourd'hui même d'y fouiller quelques semaines de suite, à cause du vent de sable qui recouvre perpétuellement les ruines à peine désensivelées : c'est que des plantations de tamaris en interceptaient la violence. Le colonel Baradez a retrouvé, derrière la *Seguia Bent-el-Krass*, les traces encore très lisibles de travaux hydrauliques perfectionnés, qu'étaient à ne rien perdre des eaux utilisables : séries de murs échelonnés pour empêcher l'érosion des terres, réservoirs pour retenir les eaux locales, barrages dans le lit des oueds et canaux d'adduction et de distribution de l'eau courante, compartimentage multiple des zones à irriguer. C'est cette « politique d'aménagement de la steppe » qui permettait des cultures forestières (olivier) et des cultures de céréales (blé, orge, sorgho) : elles ont laissé sur place les restes significatifs de leurs pressoirs et de leurs moulins. Quant au palmier-dattier, qui ne demande, pour tout soin, qu'un peu d'eau et de fumure, il ne devait apparaître que là où l'on ne pouvait planter rien d'autre. Tel était le pays qui, même en bordure du Sahara, fut chanté par les chroniqueurs des invasions arabes comme « une suite continue d'ombrages » (65). L'imagination orientale exagérait peut-être, et il ne faut pas se représenter, à la place des espaces désertiques d'aujourd'hui, des étendues ininterrompues de cultures, mais plutôt un chapelet très serré d'oasis, avec des oliveraies et des champs, sans les ravinements profonds qui ravagent le paysage actuel, et partout, au contraire, les murettes, les rigoles et les bassins par lesquels le génie de Rome avait créé la fertilité et la vie.

Nous nous sommes arrêté quelque peu à ce livre : beaucoup d'autres méritaient de nous retenir. Dans le bilan des travaux d'archéologie et d'histoire accomplis depuis une génération en Algérie, les publications ne comptent guère moins que les fouilles. Dans le domaine de l'épigraphie, cette période

64. Sur l'accueil qui a été fait à cet ouvrage, voir les comptes rendus de J. CARCOPINO, *Journ. des Sav.*, 1940, p. 133 sq ; W. SESTON, *Rev. Et. Anc.*, LI, 1949, p. 368 ; G. Ch. PICARD, *Rev. arch.*, XXXVIII, 1951, p. 96 sq.

65. G. MARÇAIS, *La Berbérie Musulmane et l'Orient au Moyen Age*. Paris, 1946, p. 23.

s'ouvre, en 1922, par la mise en train d'un nouveau *Corpus*, présentant, dans un cadre géographique limité, mais sous une forme commode, complète et révisée, les *Inscriptions latines de l'Algérie* : le premier tome, comprenant les inscriptions de la Proconsulaire, était dû à Stéphane Gsell ; un second tome est sous presse, qu'il avait préparé, auquel E. Albertini et M. J. Zeiller ont travaillé, et que M. H. G. Pflaum a considérablement enrichi et enfin réalisé ; il comprendra la Numidie de Cirta. En annexe à cette entreprise, Gsell avait demandé à l'abbé J. B. Chabot de composer un *Recueil d'Inscriptions libyques*, destiné à mettre à la disposition des berbérissants, avec toutes les garanties d'exactitude scientifique, une collection de plus de 1.100 textes, dont 350 seulement avaient été publiés, et de façon insuffisante, au XIX^e siècle ; et ce travail, en deux fascicules, a vu le jour en 1940 et 1947.

Nous avons déjà eu l'occasion de citer *Cherchel et Tipasa, Recherches sur deux villes de l'Afrique romaine*, de P.M. Duval (1946), *Castellum Dimmidi*, de G. Ch. Picard (1947) et les *Voies romaines de l'Afrique du Nord*, de P. Salama (1951). D'autre part, la Direction de l'Intérieur et des Beaux-Arts au Gouvernement Général a fondé une nouvelle collection, aux éditions « Arts et Métiers graphiques », qui assure à des ouvrages intéressant l'archéologie de l'Algérie une présentation luxueuse et une illustration parfaite. Inaugurée par le *Fossatum Africae* du colonel Baradez, elle comprend aujourd'hui neuf volumes, qui vont de la préhistoire (*Préhistoire de l'Afrique du Nord*, de L. Balout, 1955) à l'Islam (*L'Architecture musulmane d'Occident*, de G. Marçais, 1954). Nous concernent plus particulièrement, dans cette série, les *Monuments funéraires préislamiques de l'Afrique du Nord*, de M. Reygasse (1950), le *Sanctuaire punique d'El Hofra à Constantine* (1955), où A. Berthier et l'abbé R. Charlier ont publié un demi-millier de stèles, la plupart inscrites et figurées et remontant au III^e siècle av. J.-C., qui venaient d'être découvertes en 1950 ; le *Corpus Nummorum Numidiae Mauretaniaeque*, de J. Mazard (1955) ; le *Tombeau de la Chrétienne* (1951), où Marcel Christofle, architecte en chef honoraire des Monuments historiques, a retracé son expérience de près de quarante ans de fouilles et de restaurations dans le mystérieux et imposant mausolée pyramidal que Juba II, sans doute, s'était fait bâtir sur les hauteurs qui dominent le littoral entre Alger et Tipasa. Tous ces ouvrages traitent, on le voit, de l'Algérie pré-romaine : seul le *Fossatum Africae* du colonel Baradez (1949) est consacré à la belle époque de la colonisation romaine. Mais c'est l'extrême fin de l'Empire qui fait le sujet de deux publications considérables : *Les Vandales et l'Afrique* (1955), où le regretté Chr. Courtois a raconté l'invasion qui, au début du V^e siècle, porta à l'Afrique romaine un coup fatal, en même temps qu'il étudie les caractères de l'Etat vandale qui en a résulté et s'interroge sur les faiblesses secrètes de la romanisation ; et les *Tablettes Albertini* (1952), 45 tablettes de bois trouvées en 1928 dans la région de Tébessa, et portant, écrits à l'encre, des actes de vente datés de 493-496 et qui jettent un jour inespéré sur l'organisation de la propriété, les formes de l'agriculture, la condition des hommes et des biens à cette époque tardive et dans ce canton reculé : E. Albertini le premier les avait déchiffrées, et c'est à bon droit qu'on a donné son nom à ces documents d'une rareté insigne, que Ch. Perrat, Louis Leschi, J.P. Miniconi, Ch. Saumagne et Chr. Courtois ont examinés du point de vue de la paléographie, de la langue, du droit et de l'arrière-plan historique.

Ajoutons que le Service des Antiquités de l'Algérie possède depuis 1953 son bulletin, la revue *Libyca*, qui publie chaque année quatre fascicules, dont deux sont réservés à la préhistoire, deux à l'archéologie et à l'épigraphie, et n'oublions pas la charmante suite de plaquettes, un *Cherchel* de Gsell, un *Djemila* de Leschi, *Tiddis* par A. Berthier, *Hippone* par E. Marec, *Tipasa* par J. Baradez, *Timgad* par Chr. Courtois, qui fournissent pour les principales villes d'or des guides bien illustrés et bien documentés. On a réimprimé, à côté d'elles, les excellentes conférences que E. Albertini avait faites en son temps pour les officiers des Affaires Indigènes et qui, suppléant dans une petite mesure à l'inachèvement de l'*Histoire* de Gsell, constituent encore aujourd'hui la meilleure introduction à l'étude de l'Afrique romaine.

Concluons donc sur ce point que nous n'en sommes plus à l'époque du maréchal Bugeaud, qu'impatients certaines querelles entre archéologues, et qui notait rageusement en marge d'une correspondance : « Ces savants mettent le désordre partout avec leurs exigences, dans l'intérêt de leurs grands travaux, qu'ils ne publient jamais (66). » Il arrive que nos archéologues d'Algérie se disputent encore, mais ils publient.

66. Cité par St. GSELL dans son introduction au *Texte explicatif des Planches* de Delamare, p. III.

Mais la liste, très incomplète, de ces publications, et l'exposé, très insuffisant, de ces fouilles auront peut-être permis d'apprécier la valeur d'une enquête archéologique qui ne cesse d'élargir et d'approfondir son objet. Si la « terre promise » de Stéphane Gsell — la vie des villes aux II^e et III^e siècles de la paix romaine — n'a rien perdu de son inépuisable attrait, il est clair que ce qui, en Algérie, a précédé et suivi l'œuvre de Trajan et des Sévères, ce qui même, du fonds originel, a subsisté obscurément pendant qu'elle s'accomplissait, bénéficie d'une attention croissante. N'indiquons ici que d'un mot les études de préhistoire, dont la réorganisation récente, par M. L. Balout, est aussi une preuve de la vitalité et de la volonté de travail de l'archéologie algérienne; elles permettent peut-être un jour de récrire les parties périmées du premier tome de l'*Histoire* de Gsell. On a noté les promesses et les réalisations des recherches libyques et puniques, dans les publications de l'abbé Chabot, les découvertes d'A. Berthier, les fouilles de P. Cintas. A l'autre extrémité, les chantiers de Tipasa et d'Hippone, comme ceux de Timgad et de Djemila, ont fourni des données infiniment nouvelles à l'histoire du christianisme africain, dont on essaie maintenant de ressaisir l'imperceptible survie, bien au delà des persécutions vandales, jusqu'au plus profond du moyen âge musulman (67). Pourtant ce ne sont pas seulement les limites chronologiques du domaine qui reculent à perte de vue. Dans le Haut Empire même, des aspects inconnus de l'histoire économique et sociale se dessinent avec netteté; des problèmes inédits de l'histoire militaire se posent en termes complexes. Et certes la crise d'admiration, devant l'ampleur et l'efficacité de l'œuvre de Rome, dans laquelle était née l'exploration archéologique de l'Algérie, ne s'est pas dissipée : loin de là. On a trouvé, aux confins du désert, des raisons inattendues de s'étonner. Pour reprendre le mot de Michelet, l'archéologie algérienne tend à se faire « intégrale ».

Tel est l'héritage magnifique, par tant de résultats acquis, par tant de perspectives ouvertes, que 125 ans de recherches ont légué au nouveau Directeur, M. Jean Lassus, que ses fouilles à Antioche-sur-l'Oronte, ses travaux sur les basiliques paléo-chrétiennes de Syrie, et ses qualités d'administrateur, désignaient pour recueillir la succession de Louis Leschi, dont M. Marcel Leglay avait assuré l'interim. Il était venu en Algérie en 1930, et c'est à son heureuse inspiration, on l'a vu, qu'avait été due la découverte du cimetière de Sainte-Salsa. Il y est revenu, il y a un an, dans des circonstances tragiques, bien faites pour décourager un autre que lui. Remises à plus tard, les fructueuses missions épigraphiques d'où M. H. G. Pflaum, plantant sa tente dans le Djebel constantinois, revenait, chaque printemps depuis la guerre, avec des centaines d'inscriptions inédites! Suspendu jusqu'à nouvel ordre, le beau projet caressé par M. Albert Grenier, Inspecteur Général des Antiquités et des Musées de l'Algérie, et M. Jean Bayet, Directeur de l'Ecole Française de Rome, d'ouvrir à Timgad un grand chantier permanent, où, comme à Délos les Athéniens, les Romains viendraient chaque année se mettre à l'école de leurs aînés. Et pourtant! En 1956, la Société historique algérienne célébrait le centenaire de sa fondation et la publication du centième volume de la *Revue africaine*. Les organisateurs ont tenu à ce que les cérémonies eussent lieu, comme prévu. La plupart des Directeurs de fouilles étaient là, venus par avion et même, de fort loin, par la route. Et il faut qu'on sache que tous tiennent bon, dans leurs ruines, souvent mal gardées, du bled ou de la montagne, et que plusieurs d'entre eux, profitant des crédits exceptionnels que leur vaut la fermeture de certains chantiers, travaillent même comme ils n'ont jamais travaillé. Ne donnons pas de noms ni de détails : il ne faut pas défier les démons. Mais ils offrent un bel exemple de courage et de foi. Avec eux, M. Jean Lassus prépare un avenir archéologique qui, la paix revenue, sera à la mesure du passé.

Jacques HEURGON.

67. W. SESTON, Sur les derniers temps du Christianisme en Afrique, *Mél. de l'Ec. fr. de Rome*, LIII, 1936, p. 101 sq.; CARCOPINO, Les Roumis de Volubilis, dans *Le Maroc romain*, Paris, 1943, p. 288 sq.; G. MARÇAIS, La Berbérie musulmane, p. 71 sq.

SOCIETE NATIONALE
DES ENTREPRISES
— DE PRESSE —
IMPRIMERIE D'ALGER
6, AVENUE PASTEUR, 6
— ALGER —

9.65
65
p.1

DOCUMENTS ALGÉRIENS

Service d'Information
du Cabinet du Gouverneur Général de l'Algérie

SERIE CULTURELLE

N° 81

2 Septembre 1957

L'ALGÉRIE EN 1830

VUE A TRAVERS

DES

TÉMOIGNAGES DE L'ÉPOQUE

AUTEURS CITÉS

PEYSSONNEL et DESFONTAINES

« VOYAGES DANS LES REGIONS DE TUNIS ET D'ALGER »

« Nous publions les relations, presque entièrement inédites, de voyages faits dans les régences de Tunis et d'Alger, par PEYSSONNEL, en 1724 et 1725, et par DESFONTAINES, de 1783 à 1786 ».

x x x

Docteur SHAW

« VOYAGE DANS LA REGIONS D'ALGER »

traduit de l'anglais avec de nombreuses augmentations par J. Mac Carthy.

Avertissement du traducteur :

« Quoique cette relation date déjà de plus d'un siècle, elle offre cependant le meilleur traité que nous possédions sur la géographie ancienne et même moderne des régences d'Alger et de Tunis. D'ailleurs en Barbarie comme dans presque tous les Etats otomans, il n'y a rien de changé depuis Shaw, sinon les hommes ; ce sont toujours les mêmes institutions, le même culte, les mêmes préjugés, les mêmes mœurs, le même despotisme ». (1830, p. 2).

x x x

LAUGIER DE TASSY

« HISTOIRE DES ETATS BARBARESQUES QUI EXERCENT LA PIRATERIE »

traduit de l'anglais
(Paris 1757)

x x x

VENTURE DE PARADIS

« ALGER AU XVIII^e SIECLE »

Publié à Paris en 1898, mais écrit en 1788 - 1789 (à plusieurs reprises, l'auteur date son livre de 1789 - P. 41 et 51).

x x x

PANANTI, littérateur italien

« RELATION D'UN SEJOUR A ALGER »

« Contenant des observations sur l'état actuel de cette régence, les rapports des Etats barbaresques avec les puissances chrétiennes, et l'importance pour celles-ci de les subjuguier ».

(Publié à Paris en 1820)

G. T. RAYNAL

« HISTOIRE PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE

des établissements et du commerce des Européens dans l'Afrique septentrionale »

(1826)

x x x

William SHALER

Consul général des Etats-Unis à Alger

« ESQUISSE DE L'ETAT D'ALGER »

(Paris 1830)

x x x

Sidi Hamdan-Ben-Othman KHODJA

« APERÇU HISTORIQUE ET STATISTIQUE SUR LA REGENCE D'AEGER »

(Paris 1833)

x x x

WALSIN ESTERHAZY

« DE LA DOMINATION TURQUE DANS L'ANCIENNE REGENCE D'ALGER »

(Paris 1840)

x x x

Alfred NETTEMENT

« HISTOIRE DE LA CONQUETE D'ALGER »

(Paris 1856)

x x x

H. de GRAMMONT

« HISTOIRE D'ALGER SOUS LA DOMINATION TURQUE »

(1887)

OPPRESSION ET TYRANNIE

« LE DESPOTISME SOUS SES FORMES LES MOINS DÉGUISÉES ».

...« Le gouvernement d'Alger est une sorte de république militaire, dont le chef exerce le **despotisme sous ses formes les moins déguisées** »... **PANANTI**. (P. 411).

...« Une poignée de brigands recrutés au Levant, indignes de conserver la belle contrée qu'ils ont trouvée l'art affreux d'appauvrir, tiennent dans l'oppression la plus odieuse trois millions d'hommes dont la tête est sans cesse à prix. Ces pirates dictent insolemment des lois à tous les gouvernements qu'ils ont rendus tributaires, violent impunément les droits des gens les plus sacrés, abreuvent d'outrages leurs agents, les chargent de chaînes et condamnent leurs sujets au plus affreux esclavage »... (**DUBOIS-THANVILLE** - Consul à Alger en 1800).

...« Les Turcs qui sont tous soldats succèdent selon leur rang, aux emplois et aux dignités de ce Royaume. Ils gouvernent cet Etat avec un despotisme assez semblable à celui des Nobles des républiques d'Italie, ou des Chevaliers de Malte. Ils sont tous regardés comme nobles, et hauts et puissants Seigneurs, quoique le plus souvent on ne découvre en eux que bassesse. Le titre de soldat renferme ici l'idée d'association au gouvernement, d'honneur, de noblesse, de courage, et fait tout plier devant soi. Ils traitent les naturels et les autres habitants du pays avec mépris et avec cruauté. Ils sont tout injustice envers les esclaves, et plus encore envers les sujets. Ce traitement a si fort intimidé ces derniers, que les Mores d'une ville entière trembleront à la vue d'un seul Turc. Ces Mores nous fournissent un exemple bien sensible de l'esprit de servitude où les hommes peuvent dégénérer. N'est-il pas étrange en effet que la disparité de plus de 200 Mores ou Arabes, contre un Turc, ne les anime point à secouer un joug aussi pesant ? »... **LAUGIER DE TASSY**. (P. 124-125).

...« Les soldats Turcs sont communément la lie du Levant. Vains de se voir maîtres d'un grand Royaume, et habiles à parvenir aux dignités, ils traitent les Mores et les Arabes avec tant d'insolence, que leur gouvernement n'est pas supportable »... **LAUGIER DE TASSY**. (P. 163).

...« La milice excède rarement dix ou douze mille hommes ; elle suffit pour tenir dans la crainte et la soumission une population de cinq millions d'âmes, qui déteste son joug en cédant à la nécessité d'obéir à de tels monstres »... **PANANTI**. (P. 244-245).

« UNE VIGILANCE QUI NE S'ENDORT JAMAIS UN INSTANT ».

...« Une vigilance qui ne s'endort jamais un instant peut seule soutenir le gouvernement d'Alger, qui pèse si durement sur tous. Les Turcs ont pour ennemis les Couloglis qu'ils n'employaient que malgré eux, lorsque les sujets manquent et qui ont l'exclusion de toutes les charges principales ; les Maures qu'ils accablent ; les esclaves sur lesquels ils ne peuvent point compter. Les meilleurs amis qu'aient les Algériens sont les consuls européens qui résident chez eux et qui ne gagneraient rien à une révolution »... **VENTURE DE PARADIS**. (P. 122).

...« Un seul Turc fait trembler tout un douar et donne des coups de bâton à ces misérables, qui ne sont plus des hommes en la présence d'un Turc. On ne peut exercer une tyrannie plus affreuse et plus cruelle que celle des Turcs envers les Arabes de ce pays »... **PEYSONNEL**. (P. 291).

...« Ces 3.000 Turcs, au milieu de tant de peuples qui sont intérieurement leurs ennemis, suffisent pour maintenir tout dans l'ordre et l'obéissance, mais ce n'est que par une extrême vigilance, qu'ils peuvent y parvenir, et ils ne doivent jamais l'oublier »... **VENTURE DE PARADIS**. (P. 3).

« CE N'EST QUE PAR LA PLUS GRANDE TYRANNIE... »

...« L'aga en a 700 (sipahis), qui forment la cavalerie d'Alger, sans compter celle des beys ; chaque sipahi donne ordinairement 30 ou 40 sequins pour être reçu. Cet emploi affranchit leurs terres de tout impôt et procure à leur famille une protection nécessaire dans un pays où le Maure n'est qu'esclave. Cet aga sous le moindre prétexte renvoyait les sipahis et en prenait d'autres qui lui donnaient encore 15 à 20 sequins. En outre, il peut faire des avances aux gens de la campagne, qui sont entièrement sous sa juridiction. Lorsqu'il est hors de la ville, il a le sabre libre et il fait prévotalement pendre ou couper. Baba-Ali lorsqu'il était aga, s'amusait à essayer son fusil sur le premier Maure qui passait. Dans le temps des bombardements des Espagnols, il était défendu aux Maures de trop s'approcher de la ville ; l'aga aujourd'hui en place, lorsqu'il les rencontrait, leur faisait écraser la tête entre deux pierres. Ce n'est que par la plus grande tyrannie que les Turcs pensent qu'ils peuvent maintenir la tranquillité dans un pays où ils sont au moins cent contre un »... **VENTURE DE PARADIS**. (P. 113).

UNE POPULATION OPPRIMÉE

« UN SILENCE ABSOLU ET UNE OBEISSANCE SANS BORNE ».

...« Le fondement de la puissance des janissaires est dans leur vigilance et leur activité, et ils ont un grand appui dans le souvenir des exemples terribles faits sur les Maures qui ont osé lever le bras pour secouer un joug de fer ou seulement exprimer leur mécontentement. Le père de famille maure est pénétré de l'idée que la moindre tentative de résistance, ou le plus léger murmure, suffit pour amener la perte de la vie et de la fortune de toute une famille ; il inculque à ses enfants, dès leur plus bas âge, la nécessité d'un silence absolu et d'une obéissance sans borne »... **PANANTI**. (P. 474).

...« La politique d'Alger est très cruelle envers les Maures et les Arabes ; pour la plus légère faute, on les fait mourir. Baba Ali étant aga essayait souvent son fusil sur les gens de la campagne par pure fantaisie. L'aga d'aujourd'hui dans le temps des bombardements faisait écraser entre deux pierres tout Maure ou campagnard qui se rencontrait dehors. On peut dire en général que le caractère des Algériens tient beaucoup de celui des enfants ; la moindre chose les irrite et leur ressentiment va toujours au-delà des bornes. Ils ne savent pas distinguer le particulier du gouvernement : si un Français quelconque fait quelque chose qui lui déplaît, ce sont les Français en corps qui sont l'objet de leur mauvaise humeur, et comme des enfants, il leur faut aussi des bonbons pour les apaiser »...

...« Le gouvernement algérien a pour principe de dépouiller les Maures et de leur faire toute sorte d'injustices et de vexations pour les tenir asservis, et cependant dans toutes les circonstances, et surtout les gens de la montagne, on les voit se soulever »... **VENTURE DE PARADIS**. (P. 129).

...« Il est à propos que je vous rapporte, monsieur, de quelle manière les Turcs se comportent avec les Maures pour le logement, et comment ceux-ci pratiquent l'hospitalité. Dès qu'un spahi arrive à un douar, il choisit la meilleure tente. En abordant, le maître le salue et lui dit qu'il est le bien arrivé ; le Turc répond par des paroles injurieuses, le traite de cocu, de maq... et autres ordures, lui ordonne de vider la moitié de la tente et de porter à manger à ses chevaux. Après être descendu, il lui ordonne d'aller tuer un mouton. Le Maure le refuse ; le Turc lui dit des injures, et bien souvent lui donne des coups de bâton. Le Maure apporte le mouton et, s'il ne convient pas au Turc, il lui dit qu'il n'est pas assez beau, le renvoie et s'en fait apporter un autre. Pendant ce temps, la femme prépare le rafis, qui est une espèce de gâteau cuit dans une terrine de grès, ensuite coupé en morceaux et mêlés avec le miel et la menthe, et quelquefois entremêlés de dattes. Le soir, il demande de l'orge pour les chevaux, et veut une double mesure. Dans ces quartiers, comme les sauterelles avaient tout dévoré, ces pauvres misérables étaient hors d'état d'en fournir et le refusaient ; mais, à grands coups de bâton et à force de mauvaises paroles, il les forçait d'en apporter. Le soir, on fait cuire le mouton avec les couscous, et ce qui reste le prend. Si l'hôtesse est jolie, souvent le Turc s'en accommode, et le matin tout est payé par un grand beselemen ou bon voyage, que le Maure souhaite au Turc sans autre paiement que le plaisir de ne l'avoir plus dans sa tente. Tout cela est suivant l'usage, et il n'y a rien à dire ; c'est la justice, l'équité et le droit du pays »... **PEYSSONNEL**. (P. 365 et 366).

...« Telle est la politique de ce pays : les caïds et les chefs vendent à prix d'argent la tête des hommes et les font mourir sans forme de procès ni raison apparente. Les Arabes ne se poussent, ne deviennent chefs et ne se soutiennent que par des voleries, des rapines, des meurtres, des assassinats et des crimes semblables, et l'on est ensuite obligé de ménager et de feindre estimer de semblables coquins dignes des plus affreux supplices, qui sont cependant princes et maîtres absolus de leur pays »... **PEYSSONNEL**. (P. 325).

« LES PEUPLES ASSERVIS OSENT A PEINE LEVER LES YEUX SUR CES ODIEUX TYRANS ».

...« Les peuples asservis osent à peine lever les yeux sur ces odieux tyrans. Les Maures, placés à une grande distance les uns des autres, dispersés dans quelques bourgades, réduits à un petit nombre, obligés de cacher le peu qu'ils possèdent, sacrifiés au moindre soupçon, généralement privés d'armes défensives et offensives, les Maures coulent des jours malheureux dans de mortelles inquiétudes »... **RAYNAL**. (P. 121).

...« On sait que les Mores et les Arabes ayant été conquis par les Chrétiens, et ensuite par les Turcs, ont été dépouillés de toute leur substance et réduits à la dernière misère. Cette dureté les a conduits à penser qu'ils peuvent, quand ils en ont l'occasion et la force, user équitablement de représailles »... **LAUGIER DE TASSY**. (P. 77-78).

...« Les peuples qui habitent la Barbarie, dit un écrivain judicieux, gémissent sous un joug qu'ils sont impatients de rompre. Esclaves de quinze ou vingt mille Turcs ramassés dans les boues de l'Empire Ottoman, ils sont de mille manières différentes les victimes de cette audacieuse soldatesque »... **SHAW**. (P. 212).

...« Au reste, je crois qu'il est inutile de vous parler des Arabes ; ils sont à peu près les mêmes que dans les royaumes de Tunis, à la réserve qu'ils sont plus maltraités, plus tyrannisés dans ce royaume ; aussi sont-ils par force plus misérables, plus malheureux et plus méchants »... **PEYSSONNEL**. (P. 367).

...« Le peuple à Alger est sous la main de fer d'un gouvernement militaire et de maîtres étrangers, qui mêlent une basse fourberie, et l'hypocrisie aux soupçons, à la cruauté ; il a perdu tout sentiment d'honneur et toute dignité »...**PANANTI.** (Pages 410 et 411).

...« **TOUS ESCLAVES** »...

...« Des chefs sans principes, des tribunaux sans lumières, des prêtres sans mœurs, des marchands sans foi, des ouvriers sans émulation. Ce qu'il (cet état) produit ? L'abrutissement entier de Maures, des Arabes, des juifs, tous plongés dans la misère et dans l'opprobre, tous esclaves aussi rampants, aussi tremblants que s'ils avaient encore quelque chose à perdre. Pouvoir lire et écrire, c'est la plus grande ambition à laquelle aient jamais aspiré les habitants des villes, toujours opprimés, toujours avilis, toujours malheureux. Les peuples errants dans les déserts n'ont pas même assez de tranquillité ou de repos pour donner à leurs enfants cette première éducation. Les Turcs, d'un caractère naturellement inquiets, ne songent qu'à dominer et à s'enrichir. Tout ce qui est étranger à ces deux passions leur paraît digne du plus grand mépris »... **RAYNAL.** (Tome 1. P. 81).

DISTINCTIONS RACIALES

« LE DERNIER D'ENTRE EUX FAIT TREMBLER PAR UN REGARD... »

...« Tous les Turcs qui arrivent à Alger et se font incorporer dans la milice sont ordinairement des gens sans aveu, sans ressources et de mœurs dépravées, qui viennent du Levant, d'où ils ont été obligés de s'enfuir pour se soustraire au châtement dû à leurs crimes. Ils n'ont besoin, pour être admis dans ce corps, que de prouver qu'ils sont Turcs. On y reçoit aussi les chrétiens renégats, et les Cologlis, nom donné aux individus nés de Turcs et de femmes arabes ou maures. Mais les Maures et les Arabes en sont absolument exclus, parce qu'ils sont toujours suspects aux usurpateurs de leur patrie, qui les tiennent dans une sujétion qui ne diffère guère de l'esclavage.

Tous ceux qui composent cette milice jouissent de grands privilèges, et regardent avec le dernier mépris ceux qui n'en font pas partie. Ce sont les hauts et puissants seigneurs du pays. On leur donne le titre d'effendi ou seigneur, tandis que l'on ne qualifie les autres individus que de sidy ou monsieur. C'est parmi eux que l'on choisit les deys, les beys et autres principaux officiers de l'Etat. Ils sont exempts de toute espèce d'impôts et des droits de capitation. Ils ne peuvent point être punis en public, et le sont rarement à huis clos. Ils se soutiennent tous à tort ou à raison contre les Arabes et les Maures ; et le dernier d'entre eux fait trembler par un regard les plus puissants d'entre ces derniers, qui leur doivent partout la préséance, sous peine d'être maltraités à l'instant même »... **SHAW.** (P. 182-183).

...« Elle (la milice) avait des lois à part, une justice à part, car jamais un Turc n'était puni publiquement ; elle s'élevait au-dessus de toute la population, habituée à respecter et à craindre tout membre de la milice comme un maître, à ne lui résister en rien, comme à ne lui rien refuser. Elle vivait sur le pied de l'égalité avec le dey lui-même, qui, premier soldat de la milice, recevait le jour de la paye sa solde avec les soldats, et seulement avant eux. Enfin, l'usage des armes à feu lui était exclusivement réservé ; elle ne laissait aux Maures pour armes que des lances, des sabres et des couteaux. Les cavaliers, à qui l'Etat fournissait des chevaux, n'hésitaient pas à changer leur cheval contre celui du premier Maure qu'ils trouvaient mieux monté qu'eux, sans que celui-ci osât faire la moindre résistance.

Tout était donc combiné pour leur assurer la supériorité morale et physique. Afin de maintenir parmi eux l'esprit de famille, on diminuait les avantages du Turc qui épousait une femme du pays »... **NETTEMENT.** (P. 73-74).

...« Les officiers (des navires corsaires) sont tous Turcs ou Cologlis. Ils ne se mêlent jamais avec les Maures, qui, ainsi que les esclaves, ne peuvent jamais monter sur le gaillard d'arrière, ni entrer à la sainte-barbe, à moins d'y être appelés par le capitaine ou par quelque Turc »... **SHAW.** (P. 198).

« LES TURCS SONT NÉS POUR LE COMMANDEMENT ET LES ALGERIENS POUR L'OBEISSANCE »

...« Les Turcs qui composent la milice d'Alger sont exempts de droits de capitation et de toute imposition. Ils ne peuvent être châtiés en public, et le sont rarement en particulier. Ce n'est presque que lorsqu'ils sont accusés de haute trahison qu'on les fait étrangler secrètement chez l'aga ou général de la milice. Ils se soutiennent tous, soit qu'ils aient tort ou qu'ils soient fondés, surtout lorsqu'ils ont affaire aux Arabes et aux Juifs sur lesquels ils ont un pouvoir presque tyrannique. Le plus misérable Turc fait trembler les Arabes les plus riches et les plus puissants ; les Arabes et les Juifs sont obligés de leur céder partout, sans quoi ils seraient maltraités impunément »... (page 422).

...« Un Turc serait puni s'il commettait la moindre lâcheté ou bassesse ; mais hors du combat, ils usent de leurs forces et de leurs pouvoirs tyranniques, surtout envers les Maures. Il est étonnant que tant de misérables et de malheureux portés par leur naissance et leur état à mille bassesses, deviennent honnêtes gens dès qu'ils sont soldats d'Alger ; ils n'oseraient commettre aucune bassesse, vol ou friponnerie ; les rudes et promptes punitions qui suivent les fautes qu'un soldat peut commettre, les retiennent et les rendent sages. Il est vrai qu'on compte aussi pour rien certaines coutumes tyranniques qu'on pratique envers les Maures ; mais c'est la politique qui le demande, et ce n'est que par ce moyen qu'ils tiennent les Maures soumis »... **PEYSONNEL.** (Page 424).

...« Le dernier des Ottomans rejette avec mépris toute espèce de comparaison entre lui et un naturel ; et la maxime enseignée pendant plusieurs générations que les Turcs sont nés pour le commandement et les Algériens pour l'obéissance, a perdu avec le temps son caractère odieux, et n'est ici qu'un simple axiome politique »... **SHALER.** (Page 42).

...« Les chaoux sont des espèces de sergents de la maison du dey. C'est un corps très considéré, et qui se compose de douze Turcs sous les ordres d'un bachaoux, chaoux-bachi ou grand-prévôt »... **SHAW.** (P. 170).

...« On ne les emploie que dans les arrestations des Turcs, parce qu'ils croiraient au-dessous d'eux de mettre la main sur un chrétien, sur un Maure ou un Juif. Il y a un pareil nombre de chaoux maures, qui sont chargés des mêmes fonctions envers les Maures, les chrétiens et les Juifs ; mais il ne leur est pas permis de porter un ordre à un Turc »... **SHAW**. (P. 171).

« PARTOUT UN TURC A LA PRESEANCE SUR UN NATUREL »...

...« Partout un Turc a la préséance sur un naturel ; et, dans les rues, ce dernier lui laisse toujours le passage libre »... **SHALER**. (P. 43).

...« Si la passion qu'ont ces despotes de perpétuer une souveraineté collective avait besoin d'être ranimée, elle le serait par les avantages personnels dont on les fait jouir. Ils ont un vêtement qui leur est propre et qui les distingue de leurs sujets. Les premières places leur sont partout réservées. A leur approche tout se range pour leur laisser le passage libre. On demanderait inutilement justice des vexations ou des outrages qu'ils se permettent, et celui qui oserait repousser la violence par la violence serait condamné au dernier supplice. Quelque crime qu'ils aient commis, ils ne sont jamais punis en public, et ils ne le sont guère en secret que lorsqu'ils sont entrés dans quelque conspiration contre le chef de la République ou contre la République même »... **RAYNAL**. (P. 121).

...« Dès qu'on voit venir un Turc, il faut lui faire place ; quiconque y manquerait, serait accablé d'injures »... **LAUGIER DE TASSY**. (P. 166).

...« La noble soldatesque Turque regarde son sang comme avili par le mélange de celui des Maures »... **LAUGIER DE TASSY**. (P. 126).

...« Les Turcs prennent des concubines parmi les femmes du pays ; mais leurs descendants sont mis au rang des Maures, et incapables d'entrer dans l'armée »... **LAUGIER DE TASSY**. (P. 128).

« UNE FUREUR DE RACE A RACE »

...« Les garçons nés de Turcs et de femmes arabes ou maures ne sont point considérés comme Turcs. Il est vrai qu'ils sont reçus dans la milice comme soldats ; mais il ne parviennent point aux différentes charges de l'Etat, et ne jouissent point, en un mot, des privilèges accordés aux soldats turcs. Le Gouvernement a eu recours à ces restrictions pour éviter que les soldats ne s'alliassent en trop grand nombre avec les femmes du pays, et ne se rendissent ainsi un jour redoutables à l'Etat, par l'augmentation de leurs familles. Les Maures et les Arabes sont également exclus du corps de la milice, par les mêmes motifs. Nous croyons devoir remarquer à ce sujet qu'il n'y a point ou peu de femmes turques à Alger. Elles ont en horreur ce pays, qu'elles regardent comme le réceptacle de tout ce qu'il y a de plus vil et de plus méprisable dans les Etats ottomans. Les véritables Turcs se contentent d'y avoir des concubines du pays ou des esclaves chrétiennes »... **SHAW**. (P. 185-186).

...« Les fils des Beys ont quelquefois succédé à leurs pères et des Coulogli ont été nommés Kaïd, ou gouverneurs de districts. Mais ils le devaient probablement à l'argent ; car on regarde ces exemples comme contraires à l'esprit de la constitution »... **SHALER**. (P. 39).

...« C'était la politique qui cherchait à imprimer la terreur ; mais c'était aussi une fureur véritable, une fureur de race à race, comme celle des nègres contre les mulâtres.

Depuis cette révolution, l'élément turc dominant la milice, maintint de sévères conditions contre les Couloglis comme contre les Maures. On finit avec le temps par les admettre dans la milice, mais les hauts grades leur furent fermés. Ils purent déployer leur courage et leurs talents comme rais dans la marine ; mais l'entrée du grand divan leur resta interdite, et ils ne purent occuper les premiers emplois de l'Etat, sauf ceux de bey et de caïd. On les craignait d'autant plus, qu'ils étaient d'intrépides soldats. Dès ce jour, la race turque, mélangée seulement d'un certain nombre de renégats chrétiens, alimenta la milice d'Alger. Il résulta de là que l'esprit militaire, conquérant, dominateur, ne fut point modifié par le patriotisme local. **Les Maures n'eurent plus, dans la milice qui les gouvernait, des frères et des pères, ils n'eurent que des maîtres** »... **NETTEMENT**. (P. 70-71).

« CETTE SORTE D'INQUISITION... »

...« Pour revenir à cette désunion qui existe entre les Turcs et les Kologhlas, je dirai que, depuis l'événement détaillé ci-dessus, il s'est établi une barrière entre ces deux castes ; de sorte que les Turcs ne profiteront pas des lumières de leurs descendants ni de l'influence de leurs parents dans le pays ; la méfiance des Turcs est si grande, que si même les Kologhlas leur donnaient des avis salutaires, ils les regarderaient comme des pièges tendus à leur bonne foi. Quand ils apprenaient qu'il y avait une réunion de Kologhlas en quelque endroit, ils les faisaient espionner pour savoir s'ils s'occupaient de la politique, critiquaient quelques actes du gouvernement ou seulement la vie privée des Turcs. Ils étaient surveillés également dans la crainte qu'ils n'eussent quelque intelligence avec des notables de l'intérieur, dans l'intention de s'emparer du pouvoir. Quand les Turcs découvraient chez eux quelque mauvaise intention, et même de légers soupçons, ils faisaient exiler les chefs et dispersaient leur assemblée ; enfin, les vexations qu'on leur faisait supporter étaient telles que les habitants d'Alger, Kologhlas ou autres, ne s'occupaient plus de politique, ni dans leurs réunions, ni publiquement, ni dans leur société privée. Il arrivait quelquefois que des malveillants, quand ils voulaient se venger, dénonçaient la personne qu'ils voulaient perdre comme s'occupant de politique.

Cette sorte d'inquisition étouffa dans le cœur des hommes de ce pays les germes de leurs facultés, et fit naître dans la société une méfiance générale qui a duré jusqu'à l'arrivée des Français »... **KHODJA**. (P. 139-140).

...« Les Couglolis sont encore plus leurs ennemis que les Maures, et il n'y a peut-être dans Alger que les consuls européens qui désirent leur prospérité »... **VENTURE DE PARADIS**. (P. 3).

« LES PLUS MALHEUREUX D'ISRAEL »...

...« Le nombre et la richesse des Juifs vont toujours en s'affaiblissant, et je crois qu'aujourd'hui les Juifs d'Alger sont peut-être les restes les plus malheureux d'Israël »... **SHALER**. (P. 89).

...« Un musulman ou un chrétien qui va dans les rues quand il est nuit, doit avoir une lanterne allumée ; mais un Juif doit porter une lumière sans lanterne ; car, dans toutes occasions les Juifs sont frappés de distinctions humiliantes »... **SHALER**. (P. 98).

...« Les malheureux enfants d'Israël, traités avec tant de rigueur dans les autres contrées, ne devaient attendre des Barbaresques que bien peu d'indulgence ; et, certes, il n'est aucune espèce d'outrage, aucune espèce de vexation auxquelles ils ne soient exposés. On leur défend d'écrire ou de parler l'arabe, dans la crainte qu'ils ne deviennent capables de lire le divin Coran. Ils ne peuvent monter à cheval, et sont obligés de se servir de mulets et d'ânes, le premier de ces animaux étant regardé comme d'une trop belle espèce pour eux. Quand ils passent devant une mosquée, il leur faut marcher pieds nus ; et ils n'osent point s'approcher d'un puits ou d'une fontaine pendant tout le temps qu'un Maure y boit : il leur est également interdit de s'asseoir devant un mahométan. Leur habillement doit être noir, parce que cette couleur est méprisée par les Maures. Les femmes juives n'ont la permission de voiler qu'une partie de leur visage. L'indolent Maure, une pipe à la bouche et les jambes croisées, appelle tout Juif qui vient à passer, et lui ordonne de remplir auprès de lui les fonctions d'un domestique ; d'autres s'amuse à barbouiller les mains, le visage, les cheveux et les habits des enfants juifs avec des couleurs ou de la boue ; et les soldats turcs entrent souvent dans les maisons, où ils insultent les femmes, sans que les chefs de familles aient le privilège de leur dire de se retirer.

C'est l'affaire des Juifs d'exécuter tous les criminels, et d'enterrer ensuite leurs corps. On les emploie encore à porter les Maures sur leurs épaules, quand ceux-ci débarquent dans des eaux basses. Ils nourrissent les animaux du sérail, et sont exposés sans cesse aux moqueries des jeunes Maures, se gardant bien d'en montrer du ressentiment. Fréquemment battus par leurs persécuteurs, s'ils osaient lever la main dans une juste défense, cette main, d'après la loi du talion des Maures, serait coupée. Mais il est encore quelque chose de plus pénible pour les Juifs : les contributions qu'on impose sur eux n'ont aucun terme ; une somme de deux mille dollars est exigée chaque semaine, comme une taxe générale sur toute la tribu, en outre de diverses taxes qu'on met sur les individus, surtout quand il y a quelques jours de fêtes parmi les Maures. Les Turcs emploient la force pour faire des emprunts ; et chez eux, par opposition avec la maxime de l'Europe, ce n'est pas celui qui manque de payer qui est incarcéré, mais bien celui qui refuse de prêter. Un Juif ne peut quitter la régence s'il ne donne une caution de son retour, et cette caution monte très haut. Quelqu'un de la secte fait-il banqueroute, et a-t-il un créancier turc, le Juif est constamment accusé de fraude et pendu. Malheur à ceux qui, dans de semblables occasions, seraient tentés de se plaindre ; on aggraverait beaucoup leurs souffrances. Il y a un impôt mis sur les fontaines ; ce qui a donné lieu à un poète hébreu de leur adresser ces mots : « Vous êtes comme nous chargées d'impôts ; mais, plus heureuses, il vous est permis de murmurer. »

Le courage stoïque avec lequel les descendants d'Abraham supportent tout cela, est étonnant »... **PANANTI**. (P. 229-231).

« CE QUE LE MÉPRIS A DE PLUS HUMILIANT, CE QUE LA PERSECUTION A DE PLUS TERRIBLE »

...« Les Juifs indigènes, toujours en butte aux mauvais traitements des Turcs, s'occupant de petits commerces et de petits métiers, parqués dans un ghetto et châtiés avec la dernière rigueur toutes les fois qu'ils donnaient lieu à une plainte quelconque ; une simple banqueroute était punie du bûcher, tout aussi bien que le vol et le meurtre ; ils composaient l'immense majorité de la colonie israélite »... **GRAMMONT** (P. 233-234).

...« Les Juifs, quoique répandus sur tout le domaine de la République, ne sont pas plus redoutables que les chrétiens. Dégradés dans cette région encore plus que dans le reste de la terre, ils souffrent, sans murmurer, sans presque s'en apercevoir, ce que le mépris a de plus humiliant, ce que la persécution a de plus terrible »... **RAYNAL**. (T. II - P. 123).

...« Les Juifs sont ici au nombre d'environ cinq mille. Ils jouissent du libre exercice de leur religion. Dans les affaires civiles, ils sont gouvernés par leurs propres lois, et soumis à un chef de leur nation nommé par le pacha. Comme sujets algériens, ils sont libres d'aller et de s'établir là où ils veulent, et d'exercer toute espèce d'emploi légal dans l'Etat. On ne peut pas les réduire en esclavage. Ils payent une taxe par tête, et un double impôt sur toutes les marchandises qu'ils importent. Comme dans tous les pays, ils se livrent à toute sorte de commerce, et sont les seuls banquiers d'Alger. On trouve parmi eux beaucoup d'ouvriers pour les bijoux d'or et d'argent, et seuls ils sont employés par le gouvernement à la fabrication des monnaies.

Outre les qualités légales dont ils sont privés à Alger, les Juifs ont encore à y souffrir d'une affreuse oppression ; il leur est défendu d'opposer de la résistance quand ils sont maltraités par un musulman, n'im-

porte la nature de la violence. Ils sont forcés de porter des vêtements noirs et blancs ; ils n'ont ni le droit de monter à cheval, ni de porter une arme quelconque, pas même de canne. Les mercredis et les samedis seulement ils peuvent sortir de la ville, sans en demander la permission. Mais y a-t-il des travaux pénibles et inattendus à exécuter, c'est sur les Juifs qu'ils retombent. Dans l'été de 1815, le pays fut couvert de troupes immenses de sauterelles, qui détruisaient la verdure sur leur passage. C'est alors que plusieurs centaines de Juifs reçurent ordre de protéger contre elles les jardins du pacha ; et nuit et jour il leur fallut veiller et souffrir aussi longtemps que le pays eut à nourrir ces insectes.

Plusieurs fois, quand les janissaires se sont révoltés, les Juifs ont été pillés indistinctement ; et ils sont toujours tourmentés par la crainte de voir se renouveler de pareilles scènes. Les enfants même les poursuivent dans les rues, et le cours de leur vie n'est qu'un mélange affreux de bassesse, d'oppression et d'outrages. Les descendants de Jacob ne répondent à ces insultes que par une patience inconcevable. Dès leur enfance ils s'instruisent à cette patience, et passent leur vie à la pratiquer, sans même oser murmurer contre la rigueur de leur destinée »... **SHALER**. (P. 86 à 88).

« AUCUNE ESPECE DE VEXATION ET DE MEPRIS A LAQUELLE ILS NE SOIENT EXPOSES »

...« La douane d'entrée à Alger pour les marchandises du Levant et de la chrétienté est de 5 pour cent pour les Européens, de 5 pour cent pour les Maures et de 12 1/2 pour cent pour les Juifs. Il n'y a que fort peu de temps que les Maures sont au même taux que les Européens, pour la douane d'entrée ; ils payaient ci-devant comme les Juifs »... **VENTURE DE PARADIS**. (P. 29).

...« Il y a cette distinction entre les Turcs, les Mores, les Chrétiens et les Juifs, que si un de ces derniers est condamné à mort, son supplice est le feu. Le plus léger soupçon de quelque entreprise contre l'intérêt du Gouvernement suffit pour la punition de ces malheureux. On les brûle aussi sur la conviction d'une banqueroute frauduleuse. Elle est regardée comme telle, s'ils sont devenus insolvable pour avoir porté leur commerce au-delà de leurs propres fonds ; et le cas, où il y a moins de grâce pour eux à espérer, est lorsque leurs créanciers sont des mahométans. S'ils sont Juifs, l'affaire est renvoyée à leurs rabbins.

Il leur est défendu de porter toute autre couleur que le noir, et cela parce que cette couleur est la plus méprisée parmi les Turcs. Leur habillement consiste en une robe, qui leur descend jusqu'à mi-jambe, et en un turban noir ; ou tout au plus en un turban obscur rayé, passé autour d'un bonnet noir.

L'usage était autrefois de ne jamais admettre un Juif au Mahométisme, qu'il n'eût embrassé auparavant le Christianisme, conformément à la succession des trois religions. Mais on s'est si fort relâché sur cette coutume, qu'il suffit à présent que le nouveau prosélyte mange publiquement de la chair de porc, ou qu'il exécute quelque cérémonie semblable pour être réputé Chrétien.

Il n'est point permis aux Juifs de sortir du Royaume d'Alger sans donner caution pécuniaire pour leur retour »... **LAUGIER DE TASSY**. (P. 119-120).

...« Les Juifs, traités avec tant de rigueur dans les autres contrées, ne devaient attendre des Barbares-ques que bien peu d'indulgence ; aussi n'y a-t-il aucune espèce de vexation et de mépris à laquelle ils ne soient exposés. On leur défend de monter à cheval, ils sont obligés de se servir de mulets et d'ânes. Quand ils passent devant une mosquée il leur faut marcher nus-pieds ; ils n'osent point s'approcher d'un puits ou d'une fontaine pendant tout le temps qu'un Maure y boit ; il leur est également interdit de s'asseoir devant un mahométan. Leur habillement doit être noir. Les femmes juives n'ont la liberté que de voiler une partie de leur visage.

C'est parmi les Juifs qu'on prend ceux qui exécutent les criminels et enterrent leurs corps. Fréquemment maltraités par leurs persécuteurs, s'ils osaient lever la main, même dans une juste défense, cette main, d'après la loi du talion des Maures, serait coupée. Ils paient de très grosses contributions ; on évalue à une somme de deux mille dollars (le dollar valant cinq francs) la contribution qu'on exige de la tribu entière chaque semaine, indépendamment des taxes supportées par les individus et qu'on leur impose arbitrairement »... **RAYNAL**. (T. II - P. 145-146).

« IL Y A ALGER DES LOIS SOMPTUAIRES TRES SEVERES »

...« Les gens aisés parmi eux (Maures) sont toujours bien vêtus, mais il ne leur est pas permis de porter l'habillement Turc sans quelque distinction. Il y a de la différence dans le devant de leur veste, et dans leur turban, et même ils portent rarement ce dernier. Leur manteau est d'ailleurs de drap blanc, au lieu que celui des Turcs est généralement de soie noire »... **LAUGIER DE TASSY**. (P. 107-108).

...« Il y a à Alger des lois somptuaires très sévères. Les Maures ne peuvent porter de l'or sur leurs habits ni aucune espèce d'armes. Les gens de paye ont seuls le privilège d'être armés et d'avoir des broderies sur leurs vêtements.

Les Juifs doivent être vêtus de noir depuis la tête jusqu'aux pieds, et il ne leur est pas même permis d'avoir des ceintures de soie rouge ou d'une couleur voyante. Le 13 décembre 1788, on arrêta tous les Juifs qui avaient oublié cette défense et on leur fit donner 300 coups de bâton sur la plante des pieds, dans la maison du dey. Leur coiffure est un bonnet noir autour duquel ils ceignent un mouchoir blanc ou noir, soit en fil, soit en soie »... **VENTURE**. (P. 155).

« LA VIE QU'UN EUROPEEN MENE A ALGER EST DES PLUS TRISTES »

...« Quelle est donc votre existence dans une ville, où il ne vous est pas possible d'échanger en sûreté une parole ; où vous êtes obligé de céder le haut du pavé aux bêtes de somme ; où les femmes en passant vous honorent du signe du capricorne ; où les marabouts insistent pour vous faire circoncire ? »... **PANANTI.** (P. 240).

...« La vie qu'un Européen mène à Alger est des plus tristes. La vue de ses frères dans les chaînes l'afflige continuellement ; et lui-même est sans cesse exposé à mille dangers qui tiennent au défaut de civilisation du gouvernement et à la chance probable qu'il peut offenser un fidèle. En général, cette prétendue injure est suivie d'une forte bastonnade qu'on administre au Nazaréen. On a souvent encore vu un marabout enthousiaste insister, d'après les motifs les plus insignifiants, pour faire circoncire un chrétien, et le forcer à prendre le turban. Il est fort difficile d'échapper à un semblable appel ; et s'il arrive par hasard qu'un chrétien rencontre quelques processions religieuses des fidèles, il est à peu près sûr de subir le martyre. Qu'un chrétien se trouve à la porte d'un Maure, quand celui-ci sort de sa maison, la jalousie s'éveille aussitôt ; et il n'est pas besoin d'une forte excitation pour qu'un coup de poignard soit donné. Si vous êtes trouvé dans les rues un peu tard la nuit, vous êtes arrêté et conduit devant le cadî. Etes-vous avec de jeunes Turcs, ils s'amusent à vous donner le nom de cornutos ou de chien sans foi, et vous entendez répéter que les vrais croyants seront sur des lits de rose avec de célestes houris, pendant qu'au contraire les chrétiens et les Juifs seront étendus sur des charbons brûlants. Les femmes aussi ne veulent point perdre une occasion de s'égayer à vos dépens ; en passant devant vous, elles vous jettent un regard très signifant, et ont bien soin de mettre leurs belles mains sur leurs fronts, de manière que vous ne doutiez pas qu'elles vous font les cornes »... **PANANTI.** (P. 237-238).

LE GOUVERNEMENT

« UNE EXCESSIVE RIGUEUR OU UNE EXTREME BIENVEILLANCE »

...« A dater de l'infructueuse expédition de Charles-Quint, la régence d'Alger resta longtemps sous la domination directe du grand seigneur, qui la gouvernait par un pacha ou vice-roi. Mais comme l'administration de ces fonctionnaires ne tarda pas à devenir très oppressive, qu'ils s'emparèrent de tous les revenus de l'Etat, et même des fonds que la Porte envoyait pour payer la milice turque, dont la solde manquait souvent, et dont le nombre n'était jamais au complet; cette milice députa au commencement du 17^e siècle, un certain nombre de ses membres au sultan, pour lui exposer ses griefs, et lui représenter que si ces désordres continuaient d'avoir lieu, le mal ne ferait qu'empirer, et que les Arabes et les Maures se trouveraient bientôt à même de secouer le joug des Ottomans, en appelant à leur secours les chrétiens, avec lesquels ils entretenaient toujours des intelligences secrètes ; après quoi ils proposèrent d'élire parmi la milice un homme doué des capacités nécessaires, et qui, sous le titre de dey, serait chargé du gouvernement du pays, de lever le tribut sur les Arabes et les Maures de la campagne, lequel serait employé à la solde des troupes, qui seraient toujours tenues sur le pied de guerre ; de pourvoir à tous les besoins de l'Etat ; en un mot, qui serait à même de se soutenir par ses propres forces, sans avoir recours à la Porte »... SHAW. (P. 149-150).

...« La milice nomma aussitôt un dey, et établit de nouvelles lois, qu'on lui fit jurer d'observer et de maintenir, sous peine de mort. Les pachas se contentèrent d'abord de leur pouvoir négatif ; mais ils finirent par se former un parti assez puissant dans la milice pour faire étrangler les deys qui les offusquaient, et en mettre d'autres à leur place qui leur étaient plus dévoués. Mais Baba Ali ayant été élu dey en 1710, malgré le pacha alors en fonction, il le fit arrêter et embarquer pour Constantinople, en le menaçant de le faire mettre à mort, s'il osait remettre le pied à Alger »... SHAW. (P. 151).

...« Depuis cette époque, le dey se regarde comme souverain indépendant, allié seulement de la Porte-Ottomane, dont il ne reçoit aucun ordre, mais seulement des capigi-bachis ou envoyés extraordinaires, qu'il ne voit jamais de bon œil. Il est maître absolu, commande les forces de terre et de mer, dispose des emplois et des grâces, récompense et punit à son gré, et ne rend compte de sa conduite à personne. Toutefois, sa sûreté exige qu'il agisse avec beaucoup de circonspection, afin d'éviter les fréquentes et dangereuses révolutions que suscite les souvent l'inconstance d'une milice féroce, difficile à contenir, et envers laquelle il faut en user avec une excessive rigueur, ou avec une extrême bienveillance. »... SHAW. (P. 152), d'après Laugier de Tassy.

« LE DEY EST L'ESCLAVE DES ESCLAVES »

...« D'après les lois du pays, l'élection d'un dey doit se faire à la pluralité des voix de la milice. »... SHAW. (P. 153).

...« Mais il s'en faut bien que le choix d'un dey se fasse toujours paisiblement ; car tous les Turcs de la milice étant également aptes à être élevés à cette fonction, il y en a toujours quelques-uns de plus ambitieux que les autres, et qui fomentent des conspirations dans le but de s'emparer du pouvoir, en sacrifiant celui qui en est revêtu. Celui qui, dans ce cas, peut réunir le plus de partisans, et tenir la chose secrète jusqu'à ce qu'ils parviennent conjointement à s'introduire dans le palais du dey, est à peu près certain de le supplanter après l'avoir inhumainement massacré. Cela fait, il est aussitôt revêtu, par ses partisans, du cafetan de la victime, et proclamé de la manière suivante : Prospérité à un tel, que Dieu a voulu élever au gouvernement de l'Etat et de la guerrière milice d'Alger ! sans que les membres du divan, qui sont présents, osent proférer un seul mot, parce qu'ils savent qu'ils paieraient de leur vie la moindre opposition. Ils s'empressent, au contraire, de donner l'exemple de l'obéissance, en baisant les premiers, la main du nouveau dey. Il arrive assez ordinairement que celui-ci, afin de récompenser ses adhérents, fasse étrangler tous ceux qui étaient attachés à l'administration de son prédécesseur, principalement quand ils ne se soumettent pas de bonne grâce.

Le dey est l'esclave des esclaves. Il vit dans une continuelle méfiance, toujours occupé à déjouer les trames qui menacent ses jours, méditant et exécutant de sinistres vengeances contre ceux qu'il soupçonne de nourrir des projets ambitieux. Mais ce sont les têtes de l'hydre qui renaissent à mesure qu'on les coupe. Souvent las d'une pareille existence, il en est qui cherchent à s'y soustraire par la fuite dans les montagnes du Couco. Toutefois, ce moyen ne leur réussit pas toujours, et souvent ils sont tués avant d'avoir pu mettre leur projet à exécution, surtout si on les soupçonne d'emporter de l'argent.

Lorsqu'un dey est massacré par le peuple, ses femmes sont dépouillées de tout ce qu'il a pu leur donner, et ses enfants sont réduits à la simple paye de soldats, et exclus de toutes les charges de l'Etat. Si au contraire, il meurt de mort naturelle, ce qui est fort rare, il est révééré comme un saint ; on l'enterre avec cérémonie, et on n'inquiète point sa famille.

Quelquefois, l'élection d'un dey est suivie immédiatement de plusieurs autres. On a vu, par exemple, dans le même jour six deys massacrés et sept élus. On ne fait pas plus de difficulté de reconnaître un Turc qui s'est

fait dey par un assassinat, que celui qui est légalement élu, parce que, disent les Mahométans, ce qui doit arriver est écrit de tout temps, et n'arrive que par la volonté éternelle et immuable de Dieu. »... **SHAW.** (P. 154-155-156).

...« Le dey doit être choisi et pris parmi les soldats de la milice, et être ensuite reconnu et approuvé par la voix générale de tous les Turcs. Lorsque cette place est vacante par la mort ou la fuite de quelque dey, toute la milice s'assemble dans la maison du roi. L'aga ou le général de la milice demande à haute voix qui on veut élire pour dey ; alors chacun est maître de désigner qui bon lui semble. Lorsque celui qu'on a nommé agréé à la milice, on le revêt du caftan, et on le porte, bon gré mal gré, sur le siège royal, en disant : A la bonne heure ! Que Dieu donne à un tel félicité, prospérité ! Ainsi soit-il ». Après quoi tous lui baissent les mains, en lui promettant fidélité et soumission. L'on tire alors le canon de la ville, et ainsi se fait dans une heure de temps, l'élection, le sacre et le couronnement du roi ou gouverneur d'Alger. Après quoi, le cadi, en présence du divan où assistent le mouffy et les gens de la loi, lui lit tout haut ses obligations, en lui faisant une courte récapitulation des lois de l'Etat, qui sont de conserver le royaume, de rendre bonne et prompte justice, de protéger l'innocent et d'exterminer les méchants, de punir l'adultère, et de ne point laisser sortir les grains et les denrées de manière que le peuple en puisse souffrir, de taxer même les grains selon l'abondance et la disette, d'empêcher l'usure sur les pauvres. Il est averti que s'il contrevient lui-même à tous ces articles, il sera puni de même qu'il doit punir les autres.

Quoique ce soit là des lois pour l'élection d'un dey, il est rare qu'il soit élu suivant ces formalités, car, comme la plupart des deys ont été assassinés, les soldats qui se sont trouvés à la maison du roi, ont élu les deys, sans aucune convocation et les ont installés. Ces deys ont été ensuite reconnus comme légitimement élus ; les soldats de leur parti les ayant proclamés, criant à haute voix : Prospérité à un tel que Dieu a voulu appeler au gouvernement du royaume de la milice guerrière d'Alger ! Quelquefois c'est par hasard que l'élection se fait, comme il arriva, en 1694, après la mort de Chaban-Dodja. On résolut d'élire le premier vieux officier que l'on rencontrerait en entrant dans la ville. Alacha-Amét se trouvait assis sur son tabouret de paille, faisant des souliers. On le prit et on le couronna roi malgré lui. Il régna trois ans et il mourut de maladie, aimé, craint et respecté des Turcs qu'il avait su dompter. D'autre fois, l'assassin même du roi s'est endossé le caftan du dey tout ensanglanté, s'est allé lui-même asseoir sur le trône ; ainsi fut reconnu Ibrahim-Dey, qui avait assassiné Bactat en 1710. »... **PEYSSONNEL.** (P. 408-409).

...« LE CAS PARAÎSSAIT SI SINGULIER ET SI BEAU QU'IL ETAT HONORE COMME UN SAINT »...

...« Quand un dey mourait ainsi dans l'exercice de sa charge, le cas paraissait si singulier et si beau, qu'il était honoré comme un saint.

La milice nomma dès lors le dey d'une manière absolue, et le plus souvent la violence se mêlait aux élections de cette soldatesque, qui, toujours armée, agissait plus qu'elle ne délibérait. »... **NETTEMENT.** (P. 67)

...« En droit, le dey eut dû être élu par l'assemblée générale ; en fait, les choses se passaient tout autrement. Lorsque le souverain abdiquait volontairement ou mourait dans son lit (ce qui n'arriva que onze fois pour vingt-huit mutations), son successeur, désigné d'avance, avait pris les précautions nécessaires, et le changement s'opérait sans opposition. Mais, quand il succombait à la violence, les assassins se précipitaient à la Jenina, dont il occupaient les abords, et proclamaient celui d'entre eux qu'ils avaient choisi ; souvent un combat terrible s'engageait sur l'estrade ensanglantée du trône, et durait jusqu'au moment où les vainqueurs pouvaient tirer le canon de signal et arborer la bannière verte sur le palais, dans lequel ils venaient d'installer leur candidat, qu'ils gardaient le sabre à la main, et qui recevait immédiatement le baise-mains de tous ceux qui l'entouraient, pendant que les esclaves traînaient dans la cour le cadavre encore chaud de son prédécesseur égorgé. Cette scène se répéta quatorze fois, de 1683 à 1817. Toutes les fois qu'elle se passait, la population d'Alger en attendait le dénouement dans une impatiente angoisse ; les rues devenaient désertes ; les portes se fermaient et se barricadaient ; car, aux premières nouvelles, la milice s'était répandue en armes dans la ville, et provoquait de l'interrègne pour se livrer au pillage et à toutes les violences imaginables. Aussitôt intronisé, le nouveau dey lançait sa garde de tous côtés, et apaisait le tumulte par quelques exécutions. »... **GRAMMONT.** (P. 228)

« LES INTRIGUES D'UNE FACTION DOMINANTE »

...« Quoique l'élection du dey, par le principe des institutions de la régence, appartienne au divan, elle est pour l'ordinaire le résultat des intrigues d'une faction dominante parmi les janissaires, et presque toujours une sanglante tragédie. Un dey est égorgé, pour faire place à un nouvel aventurier plus heureux que lui. Ses amis et ses partisans, sont tués, pillés ou bannis, et tout cela interrompt tout au plus pendant vingt-quatre heures, le calme ordinaire des affaires publiques. Ces révolutions se succèdent avec une telle rapidité qu'on a peine à y croire, quand on ne connaît pas les mœurs et le caractère atroce des Turcs. Un dey d'Alger, est de son vivant, le monarque le plus absolu et le mieux obéi du monde ; mais son règne est toujours précaire, et pour lui une mort naturelle est un accident. Un Turc est-il une fois enrôlé dans le corps des janissaires, n'importe ce qu'il est, il peut prétendre à la souveraineté, excepté qu'il ne soit natif de Bosnie ou de Crète. Il est janissaire ; voilà ses titres et ses qualités ; et souvent la fortune s'est plu à tirer de l'obscurité les êtres les plus bas et les plus abjects, pour les placer sur le trône. On montre encore les tombeaux de sept aventuriers proclamés souverains et tués le même jour. Comme marque de mépris ils furent enterrés sur le grand chemin. Celui qui est élu ne peut ni refuser ni résigner l'honneur de gouverner Alger ; pour lui il n'est que deux places, le trône ou le tombeau. »... **SHALER.** (P. 30-31),

...« Ce chef est, pour l'ordinaire, élu à la suite du crime et de l'assassinat. Porté par une démocratie la plus hideusement furieuse, il trouve une insolente aristocratie toujours prête à soutenir ses actes les plus iniques ; et de ces éléments opposés, sort une domination militaire avec tous ses inévitables abus, sa violence sans bornes et sa brutale férocité. »... **PANANTI.** (P. 411).

« CETTE FAMEUSE REGENCE D'ALGER, QUI A ETE PENDANT TROIS CENTS ANS LA TERREUR DE LA CHRETIENNE ET LE FLEAU DU MONDE CIVILISE »...

...« Peu à peu, et autant qu'il leur fut possible de le faire, ces hommes simples réglèrent leur gouvernement sur l'unique modèle qui leur fût connu, celui de l'empire ottoman. Prenant le droit de conquête pour principe de leurs institutions, ils mirent à la disposition des janissaires, toutes les places auxquelles étaient attachées la considération, la confiance et l'argent. Les avantages de ce gouvernement se montrent dans sa continuité puisqu'après trois cents ans d'existence, il est encore, à quelques petites exceptions près, le même dans les formes de son administration. C'est par le fait une république militaire, gouvernée par un chef électif, nommé à vie, et ressemblant assez, sur une petite échelle, à l'empire romain après la mort de Commode. Ce gouvernement se compose ostensiblement d'un chef souverain, appelé dey, et d'un divan ou grand conseil. Le nombre des membres du divan n'est pas limité ; ils sont pris parmi les anciens militaires qui ont eu ou ont encore un commandement. Le divan élit le dey, et délibère sur toutes les affaires que celui-ci veut bien lui soumettre.

Telle est la théorie du gouvernement algérien. En vertu de ces principes, le crédit et l'importance du divan devaient s'élever ou s'abaisser selon le caractère et les talents du souverain régnant : il n'en est pas ainsi. Autrefois, le divan était réellement un corps dans l'Etat, tenant régulièrement ses assemblées, ayant des fonds à gérer, et prétendant au droit de discuter toutes les mesures du gouvernement. De nos jours, ce n'est plus qu'un vain fantôme, dont l'existence serait même problématique, si, en 1816, Omer pacha n'avait pas convoqué un divan, pour délibérer sur les négociations entre la régence et la Grande-Bretagne. Depuis que les deys ont fait de la citadelle le lieu de leur résidence, le divan n'est plus, dans la constitution, qu'un mot sans valeur. Le dey nomme lui-même ses ministres. Ce sont : le Khaznadji, qui a dans ses attributions les finances et l'intérieur ; l'Agha ou Bach-agma qui commande en chef l'armée, et qu'on pourrait appeler ministre de la guerre ; le Vékil-Hardj, ou ministre de la marine et des affaires étrangères ; le Khodgia de Cavallas, qu'on pourrait désigner sous le nom d'adjudant-général et de surintendant des domaines nationaux ; et le Beit-el-mâl, ou juge des successions. Ce dernier poste est devenu très important, à cause des revenus qui y sont attachés. Ces ministres forment le conseil privé du souverain, et sont avec lui le gouvernement de fait, où n'a rien à voir le prétendu divan. L'élection des deys d'Alger doit être confirmée par le grand-seigneur, qu'ils reconnaissent pour leur seigneur suzerain. Mais cette confirmation n'est jamais refusée, et toujours elle est accompagnée du titre de pacha à trois queues, sorte de dénomination que le souverain prend dans ses actes publics ; car le nom de dey est à peine connu à Alger. Les étrangers seuls s'en servent. Dans le principe, ce fut probablement un surnom, puisque, dans la langue turque, dey veut dire oncle.

Aussitôt après leur élection, les deys d'Alger jouissent de toutes les prérogatives attachées à l'autorité souveraine, mais leur installation solennelle n'a lieu que lorsqu'ils ont reçu le firman du grand-seigneur, qui approuve leur élection, et, avec le firman, le caftan et le sabre d'officier, qui leur sont apportés par capidji-bachi ou messenger d'Etat. »... **SHALER.** (P. 26 à 29).

...« La constitution d'Alger est essentiellement vicieuse. Le dey est assez absolu pour faire sa volonté dans les cas particuliers, mais il ne peut sans risque, mécontenter la marine et les camps. Il est obligé de souffrir et d'autoriser les injustices qui tendent au bien général. »... **VENTURE DE PARADIS.** (P. 109).

LES POUVOIRS DU DEY

« CE POUVOIR QUI FAISAIT TOUT TREMBLER AVAIT DONC A TREMBLER A SON TOUR »...

...« Il a la disposition et la nomination de certaines charges ; telles sont celles des beys et des caïds qui, suivant l'ancien usage, ne peuvent être remplies par des Turcs, crainte qu'ils ne deviennent trop puissants et cela n'est plus observé. Il nomme aussi les écrivains, le kazanadar, le mizoar, le bethmegi et autres charges qu'il donne et qu'il ôte à qui bon lui semble, et souvent au plus offrant. Mais il ne saurait disposer des charges parmi les soldats, comme celles d'aga, de bolouk-bachi, aïa bachi et autres que l'ancienneté et le rang donnent, sans qu'on puisse faire la moindre injustice à qui que ce soit. »... PEYSSONNEL. (P. 413-414).

...« Enfin, il a le droit de vie et de mort sur tous ses sujets, sans en rendre compte à qui que ce soit, mais il ne peut lui-même punir les soldats turcs qui, après leur condamnation, sont envoyés à la maison de l'aga pour y subir l'arrêt prononcé contre eux : c'était là, sans doute, un moyen qu'on avait trouvé pour borner le despotisme auquel les Turcs sont d'ailleurs accoutumés.

On voit par ce récit que le dey d'Alger a tous les droits de la royauté. Choisi par élection, il a la suprême justice sans appel, la disposition de l'argent et des troupes, la police, la nomination aux charges, les monnaies, l'autorité de déclarer la guerre ou de faire la paix et, qui plus est, l'autorité despotique de vie et de mort sur ses sujets. Tous ces pouvoirs lui ont été donnés pour contenir le peuple, maintenir les lois, gouverner et régir l'Etat. »... PEYSSONNEL. (P. 415).

...« Ce pouvoir, si absolu en apparence, avait cependant des limites ; il était contrôlé par la révolte et l'assassinat. Le dey, entouré de conseillers de son choix, du kaznadji ou trésorier, du bach-chaous ou chef des chaous, du kodjah ou écrivain, de l'aga ou chef de la milice, et ne prenant leur avis que selon son bon vouloir, savait qu'il exerçait ce pouvoir absolu, au risque de sa tête. La milice, qui l'avait élu, le déposait, et sa déposition était presque toujours sanglante. Ce pouvoir, qui faisait tout trembler, avait donc à trembler à son tour, et quand on étudie l'histoire des deys, on croit trouver la réalisation de cette dictature, votée dans nos assemblées révolutionnaires par un de leurs membres les plus violents qui demandait la nomination d'un dictateur condamné à gouverner, un boulet aux pieds et la tête sous le couperet. »... NETTEMENT. (P. 65).

« DESPOTE SANS LIBERTE, ROI D'ESCLAVES ET ESCLAVE DE SES SUJETS »

...« Somme toute, c'était une misérable existence, et c'est avec raison que l'évêque de Ségorbe, Juan Cano, l'a décrit en cette phrase : « Ainsi vit cet homme, riche sans être maître de ses trésors, père sans enfants, époux sans femme, despote sans liberté, roi d'esclaves et esclave de ses sujets. »... GRAMMONT. (P. 231).

...« Le dey a le gouvernement monarchique et même despotique ; il est maître absolu du pays et ne rend compte de sa conduite à personne ; il punit et récompense qui bon lui semble, et rend la justice au peuple. Pour cela il est obligé de rester presque toujours assis sur son siège royal qui est un banc de pierre, garni de briques, couvert d'une natte, d'un tapis et, par-dessus, d'une peau de lion, au fond de la grande salle au rez-de-chaussée, qu'on appelle la salle du divan, où le divan s'assemble. Il s'y rend après la prière du matin qui se fait à la pointe du jour, et il y reste jusqu'à midi. Dès qu'il a déjeuné, il y retourne jusqu'à l'assero qui est vers les trois ou quatre heures du soir. Il reste avec les secrétaires, assis à sa droite devant un petit bureau où ils ont leurs registres pour écrire, examiner et vérifier ce que le dey ordonne. Le trésorier de l'Etat, le bachaoux, les chiaoux et le truchement, sont toujours auprès de lui tant qu'il reste sur son siège. Là, le dey règle, ordonne, décide généralement toutes les choses, excepté les affaires de religion et celles où il y a des écritures qui sont renvoyées au cadî. Chacun, depuis le plus grand jusqu'au plus petit, vient porter au dey les causes tant civiles que criminelles, les explique lui-même sans avocat, procureur ni solliciteur et elles sont décidées sur-le-champ, sans frais et sans appel. Vis-à-vis la maison du roi, il y a des boutiques où se tiennent assemblés les officiers, lorsque le dey est à son siège, et dès que le dey a besoin de quelqu'un on le trouve d'abord, et des chiaoux vont chercher et amènent sur-le-champ toutes les personnes qui sont appelées en jugement, pour répondre aux demandes ou accusations sur quoi elles sont absoutes ou condamnées. Cette espèce de justice qu'on pratique par toute la Turquie, à son pour et son contre : c'est aux législateurs à raisonner là-dessus. »... PEYSSONNEL. (P. 408-411).

...« La seule perspective d'une augmentation de paye, quelque modique que soit cet intérêt, a occasionné le massacre de plus d'un dey. Baba Ali, placé sur un trône qui venait d'être ensanglanté trois fois dans la même matinée, s'occupait des moyens d'assurer sa vie. »... VENTURE DE PARADIS. (P. 59).

...« Baba Mohammed, qui lui a succédé, a été assailli au commencement de son règne deux ou trois fois. »... VENTURE DE PARADIS. (P. 79).

...Rien ne l'empêche aussi de devenir dey ; il ne faut qu'être né en Turquie pour y avoir des droits...

...Les Turcs n'ayant point de noblesse, il suffit d'être né en Turquie et d'être musulman pour être reçu dans le corps de milice d'Alger et pour parvenir aux premières places et à la dignité de dey. »... **VENTURE DE PARADIS.** (P. 138).

...« Le dey, malgré son autorité illimitée et son excessif pouvoir, est toujours environné d'innombrables périls. Une expédition manquée, une longue paix qui fatigue ses rapaces courtisans, un doute de leur part que la plus scrupuleuse impartialité n'ait pas été observée dans la distribution du butin, enfin, le plus léger délai apporté au paiement de la solde, suffisent pour enflammer les turbulents janissaires, et produire un tumulte qui souvent met fin, en peu d'heures, au pouvoir et à la vie du chef barbaresque »... **PANANTI.** (P. 420).

...« Les deys d'Alger ne maintiennent leur souveraineté que par des pratiques abominables. Ils font souvent périr des innocents, sur les soupçons les plus légers, ou sur des accusations mendiées. On a vu même des deys assez sanguinaires pour couper de leur propre main la tête à leurs ennemis, ou pour les faire égorger en leur présence. »... **LAUGIER.** (P. 92).

LES INSTRUMENTS D'OPPRESSION

« TOUTE LA FORCE, LE SOUTIEN ET LA DÉFENSE DE CE ROYAUME... »

... « Toute la force, le soutien et la défense de ce Royaume consistent en douze mille Turcs, qui, par distinction, sont appelés soldats, ou Turcs à lapaie. Ce corps comprend le Dey, les Beys ou Gouverneurs des Provinces, les Commandants des villes, les Secrétaires d'Etat, l'Amiral, les Capitaines de vaisseaux, et tous les Officiers tant civils que militaires.

Tous les Turcs qui passent à Alger pour entrer dans la Milice, sont des gens obscurs et sans aveu, des proscrits, ou des criminels qui ont échappé à la justice. Aussi le nom de **Pirate algérien** emporte-t-il avec lui une idée si exécrationnelle, qu'il n'y a que ces malheureux qui voulaient porter ce titre »... **LAUGIER DE TASSY.** (P. 310-311)

... « Il faut savoir que ce corps redoutable qu'on appelle milice est composé de douze mille Turcs, soldats ou gens à la paie, parmi lesquels sont compris le Dey, les Beys, l'Amiral, tous les Officiers du Royaume, et les soldats vétérans et invalides dont le nombre est toujours considérable.

Tous ces Turcs sont ordinairement des gens sans aveu et sans ressources, tirés la plupart de la lie du peuple, ou des proscrits qui, fuyant la juste punition de leurs crimes, viennent se réfugier dans ce pays; d'autre, misérables et pauvres, que l'espérance de parvenir aux emplois et de gagner à la course y attire. On reçoit aussi dans ce pays les renégats et quelques kourouglis, qui sont des enfants, nés dans le pays, de pères turcs et de mères maures ou arabes; mais ils ne peuvent jamais posséder certaines charges de l'Etat, par la crainte qu'on a qu'ils envahissent la suprême autorité. Les Maures et les Arabes en sont entièrement exclus, étant regardés comme suspects; on les tient dans une dépendance qui diffère peu de la servitude. C'est cette milice ou ce corps redoutable qu'on qualifie d'illustres et magnifiques seigneurs; c'est elle qui possède tous les emplois et les charges du gouvernement. Ils y parviennent, aux uns par simple ancienneté, aux autres par choix et élection. Il semble qu'un corps qui a une telle origine ne peut avoir qu'un gouvernement défectueux »... **PEYSSONNEL.** (P. 403-405)

... « La plupart des Turcs Algériens n'ont de la religion que l'extérieur. Ils vivent dans l'ignorance la plus crasse, et dans la dernière dissolution. On ne doit point s'en étonner, puisque la milice, où réside l'autorité, est un composé du rebut des Turcs Levantins, et de Renégats Juifs ou Chrétiens »... **LAUGIER DE TASSY.** (P. 149).

« LE PRINCIPE FONDAMENTAL DU GOUVERNEMENT ALGERIEN EST QUELQUE CHOSE DE BIEN SINGULIER. »

... « Le gouvernement entretient à Constantinople et à Smyrne des agents qui engagent des recrues et les envoient à Alger sur des navires marchands nautisés. A leur arrivée ils sont soldats de fait, sous la dénomination de janissaires. On les incorpore dans les différentes baraques de la ville auxquelles ils appartiennent le reste de leur vie, quel que soit par la suite le changement de leur fortune. C'est dans les quartiers qu'ils s'élèvent par rang d'ancienneté au plus haut degré de paie, et deviennent membres du prétendu Divan, à moins que quelque heureux hasard ne les jette dans l'administration; et il faudrait qu'ils fussent d'une ineptie bien rare, pour ne pas parvenir à quelque emploi avantageux »... **SHALER.** (P. 40)

... « Le principe fondamental du gouvernement algérien est quelque chose de bien singulier. Hors l'établissement des Mameluks en Egypte, je ne crois pas que l'histoire moderne nous en offre un autre exemple. Une petite troupe d'aventuriers étrangers se saisit de l'autorité souveraine, et, dans le gouvernement qu'elle établit, réserve aux individus dont elle est composée, toutes les places auxquelles sont attachés les honneurs, l'argent et la confiance. Jusqu'ici rien d'étonnant. L'histoire est pleine de pareils traits; mais par le principe de cette institution, les enfants de ces étrangers, leurs propres enfants nés dans le pays, n'ont droit de prétendre ni aux profits ni aux honneurs de ce gouvernement. Seul, un corps d'étrangers, toujours recrutés au-dehors, en jouit au détriment des naturels; voilà ce qui est extraordinaire. Tel est cependant le principe fondamental de la régence d'Alger, à quelques exceptions près, que l'expérience a fait juger indispensable »... **SHALER.** (P. 38)

« UNE REDOUTABLE ARISTOCRATIE DE RACE ET D'ARMES »

... « L'institution de l'Odjack, formé de soldats d'élites recrutés dans la même race et dans une race conquérante, créait une force militaire redoutable, parce qu'elle était unie par la solidarité des intérêts et des périls, toujours menaçante, toujours menacée, contrainte à se faire redouter pour pouvoir subsister, aguerrie par des combats continuels, et par conséquent supérieure, dans le métier des armes, aux populations dont elle était entourée, obligée de ne se permettre que de courtes anarchies, car, inférieure en nombre aux peuples qu'elle gouvernait, elle eût été bientôt exterminée, si elle ne s'était hâtée de se rallier autour d'un chef. Sans doute ce n'était point une aristocratie militaire, ce nom est trop beau pour ce ramas d'aventuriers sans passé, sans avenir; mais c'était au moins une milice aristocratique, redoutable dans la main de son chef, redoutée par ce chef lui-même, qu'elle empêchait de s'endormir dans l'oisiveté fatale aux despo-

tismes orientaux, car un dey endormi était un dey appauvri, et par là même condamné aux yeux de la milice, qu'il eût été incapable d'enrichir »... **NETTEMENT** (P. 63).

...« Cette milice était une redoutable aristocratie de race et d'armes »... **NETTEMENT** (P. 73).

Les soldats turcs et les soldats renégats, qui, à l'exception des cinq premières dignités de l'état, réservées par l'usage ou par la loi aux seuls ottomans, jouissent des mêmes prérogatives ont tous un grand intérêt au maintien de la constitution établie. Les postes utiles ou honorables de l'empire leur sont tous dévolus. Chacun d'eux y a un droit plus ou moins prochain. Les moins heureux sont ceux qui, ayant passé le temps de leur service à parcourir tous les grades de la milice, finissent par celui d'aga, qui ne dure que deux mois, et qu'on ne quitte que pour jouir d'une retraite honorable, douce et commode »... **RAYNAL**. (P. 121).

...« Un Turc n'est estimé à Alger que s'il est soldat, aussi le sont-ils tous, et ne respirent-ils que la guerre »... **SHAW**. (P. 186).

...« Cette milice excède rarement dix à douze mille hommes; elle suffit pour tenir dans la soumission et dans la crainte une population de cinq millions d'âmes, qui déteste son joug en cédant à la nécessité d'obéir à cette soldatesque barbare »... **RAYNAL**. - T. II (P. 148).

...« Ils obéissent au dey avec une profonde soumission tant qu'il maintient son autorité, soit par la douceur, par la force, ou par adresse; qu'il n'enfreint pas les lois établies, et surtout que leur solde est régulièrement payée; car, si elle vient à être, par hasard, différée d'un jour seulement, rien n'arrête les murmures de cette milice hautaine, et le dey, est souvent victime d'un aussi court retard »... **SHAW**. (P. 184).

...« Bientôt cette milice armée et sans principes est venue à commettre des exactions envers les Bédouins et les Kabails. Ensuite ces misérables ont tramé, des révolutions, et renversé les chefs de l'Etat, selon leur caprice »... **KHODJA**. (P. 130).

...« A des époques plus reculées, le corps des Turcs qui occupent le royaume d'Alger, s'est rarement élevé au-dessus de cinq mille; dans ce moment des raisons particulières l'ont réduit à moins de quatre mille. Seuls ils peuvent prétendre aux premières dignités de l'Etat, ou aux charges lucratives et honorifiques »... **SHALER**. (P. 39).

« UNE TYRANNIE SANS EXEMPLE DANS L'HISTOIRE DES AUTRES PEUPLES »

...« Les trois provinces sont gouvernées par des beys, que nomme le souverain, et qui, avec le titre de ses lieutenants, sont par le fait investis de toute son autorité despotique. Le même pouvoir leur adjoint un vakil ou intendant. Chaque province est imposée pour une somme déterminée, selon la capacité qu'on lui suppose pour la payer. Le fisc perçoit cette somme par dividende de six mois. C'est ce que j'expliquerai plus tard, en parlant des revenus de ce royaume. La situation de ces gouverneurs est nécessairement précaire, et leur tyrannie comme l'oppression qu'ils font peser sur les provinces soumises à leur autorité, afin de se créer des ressources pour conserver leurs places, sont certainement sans exemple dans l'histoire des autres peuples. Telle est la malheureuse condition des habitants de ce royaume, que la douceur et l'équité dans un gouverneur de province, seraient regardées comme une tendance à la popularité que condamne le gouvernement central, et que les coupables, comme le prouve plus d'un exemple, payent de leur fortune et de leur vie.

Toutes les trois années lunaires, les beys sont obligés de venir en personne, rendre compte de leur administration au siège du gouvernement; leur entrée publique est très magnifique, mais la continuation de leur pouvoir, et leur vie même dépendent du talent qu'ils ont eu, de rassasier l'avarice des membres de la régence. Je sais, de voie sûre, que chaque visite des beys à Oran et à Constantine, ne leur coûte pas moins de trois cent mille dollars; il leur faut, dans ces occasions, acheter la faveur des officiers de la régence, dont le prix est plus ou moins élevé, selon que leur crédit est plus ou moins grand. Cependant il n'entre pas la moindre partie de ces contributions extraordinaires dans les coffres de l'Etat.

Les officiers de la régence d'Alger ne reçoivent pour leur salaire, que leur paie et leurs rations comme janissaires. Le pacha lui-même se soumet à cette loi, avec une apparence de simplicité primitive. Mais dans leurs rapports avec la société, ces mêmes officiers se reposent sur les privilèges de leurs places et la licence qu'elles leur donnent pour toute sorte d'exactions »... **SHALER**. (P. 31, 32 et 33).

...« Le bey était le mandataire armé du dey. Collecteur militaire de l'impôt en argent et en nature, il représentait la puissance turque au milieu des tribus arabes; il faisait sentir, quand il en était besoin, la pointe du glaive aux tribus insoumises, comme il étendait sa protection sur les tribus dociles »... **NETTEMENT**. (P. 76).

...« Le commandement et l'administration du reste de la Régence étaient confiés à des Beys, qui gouvernaient souverainement leurs circonscriptions. Ils devaient apporter au Trésor public les impôts recueillis; ces versements se faisaient deux fois par an, aux mois de mai et d'octobre, et les Beys étaient tenus d'effectuer personnellement le premier des deux »... **GRAMMONT** (P. 232).

...« Les beys exercèrent un pouvoir presque absolu; leur devoir était de maintenir la paix intérieure et d'assurer le recouvrement de l'impôt »... **GRAMMONT** (P. 409).

...« Le Bey de Constantine payait 140.000 piastres fortes, et entretenaient 300 spahis turcs et 1.500 indigènes; celui de Titery, 4.200 piastres et 500 cavaliers; celui d'Oran, qui résida d'abord à Mazouna, puis à Mascara, 100.000 piastres, 2.000 colourlis et 1.500 indigènes; le Caïd des Nègres fournissait 25.000 piastres et cent esclaves; celui de Blidah, 14.000 pataques; les revenus du Sebaou et de la Calle étaient fort aléatoires.

Aux sommes qui viennent d'être énoncées s'ajoutait une multitude d'impôts divers, sur le corail, les Juifs, les jardins, la cire, les marchandises étrangères, les patentes, les concessions, les tavernes, les filles de joie, les successions, les prises de mer, la vente des captifs, les rédemptions, les droits d'ancrage et de tonnage, et en général sur tout ce qui peut être taxé : car la fiscalité turque n'a rien laissé à inventer en matière d'impôts »... **GRAMMONT** (P. 232).

...« Par rapport au peuple et aux Arabes ils sont de véritables rois monarchiques et despotiques, commandant absolument tout ce qu'ils jugent à propos, et ont carte blanche pour faire ce que bon leur semble, ce qui les rend très souvent de véritables tyrans »... **PEYSSONNEL** (P. 430).

...« Ces petits tyrans, comme ils ne sont placés que pour s'enrichir et engraisser ceux qui les placent, font des concussions extraordinaires, volent, pillent et détruisent des nations, suivant leur volonté ou leurs intérêts. Aussi leur poste est très fragile. Comme ils sont obligés d'aller à Alger rendre compte de leur conduite, ils y laissent très souvent leur tête, principalement lorsqu'ils sont bien engraisés du sang du peuple. Il y en a qui, plus habiles, s'enfuient après avoir fait leur coup, et vont dans d'autres royaumes jouir tranquillement de leurs rapines.

Les beys ont sous eux des Caïds, qui sont des intendants et exacteurs des deniers royaux ; et ces Caïds, qu'on met dans chaque ville et dans chaque nation, sont encore de petits tyrans qui ont un diminutif de l'autorité des beys, pillent, volent, font mourir les pauvres Arabes, suivant leur fantaisie ou leur autorité »... **PEYSSONNEL** (P. 430 - 431).

...« Les Caïds, ou gouverneurs des villes, achètent leurs places, et ils ont communément le noble dessein de se dédommager, même avec intérêt, aux dépens des habitants, de l'argent qu'elles leur ont coûté »... (**PANANTI** (P. 442).

Un des grands abus survenus dans le gouvernement turc à Alger, était d'élever à la charge de bey des personnes dépourvues de mérite et de capacité. **KHODJA** (P. 154).

...« **PRESSER UN JOUR L'EPONGE** »...

...« Les Beys sont des officiers pourvus du gouvernement des provinces et du commandement des armées ; ils sont nommés par le dey, qui les révoque à volonté. C'est une des fonctions auxquelles on ne parvient pas par ancienneté.

Leur autorité est absolue là où ils commandent. Ils lèvent les impôts dans les villes, le tribut dans les campagnes, et perçoivent en un mot dans l'étendue de leur gouvernement tous les revenus publics dont ils sont tenus de rendre compte au dey une fois par an, et d'en verser le produit dans le trésor de l'Etat. Toutefois leur pouvoir cesse dans Alger, où on les reçoit d'ailleurs toujours avec beaucoup de cérémonial dans cette circonstance. Le public juge de l'importance des revenus par le nombre des voitures chargées d'argent qu'amènent ces fonctionnaires ; et il en témoigne toujours sa joie par des cris bruyants. A leur arrivée au palais du dey, celui-ci les revêt aussitôt d'un cafetan. C'est un honneur dont ils cherchent néanmoins à se dispenser quand ils le peuvent, incertains qu'ils sont de savoir quel est le sort qui les attend ; s'ils seront traités gracieusement, ou s'ils laisseront leurs têtes, malheur qui leur arrive fréquemment pour les punir de leurs prévarications et de leurs concussions, mais surtout pour les dépouiller des biens immenses qu'ils acquièrent généralement par toutes sortes de moyens illicites »... **SHAW** (P. 163-164).

...« Quels que soient les dangers attachés à leurs fonctions, on peut cependant dire que les beys sont autant de rois dans leurs gouvernements, et beaucoup moins exposés que le dey aux caprices de la fortune. Ils ne visent qu'à s'enrichir et à amasser des sommes considérables ; ce qu'ils ne peuvent faire qu'aux dépens de l'Etat et au détriment des peuples. Il est difficile, au reste, de les déplacer s'ils ne viennent pas à Alger ; et il ne reste alors d'autre moyen de répression que de les faire assassiner par surprise, ce qui arrive quelquefois. Il en est qui, après avoir amassé de grosses sommes, s'enfuient secrètement en pays étrangers »... **SHAW** (P. 164-165).

...« Le dey laisse, avec la plus grande indifférence, les beys se conduire comme ils le font ; il semble même prendre plaisir à les voir s'imbiber du sang du peuple, parce qu'il se propose bien de presser un jour l'éponge »... **PANANTI** (P. 441).

...« C'est à l'aide de cette organisation militaire puissante que la domination turque s'établit et se maintint si longtemps sur l'Algérie, malgré les avanies et les exactions de toute espèce qu'elle fit peser sur le pays. L'institution des beys, leur influence, leur intérêt à soutenir la domination turque au service et avec le concours de laquelle ils s'enrichissaient, la création de maghzens, ces tribus puissantes, présentes sur les lieux, toujours prêtes à opérer de rapides et impétueuses razzias contre les tribus récalcitrantes, dont elles connaissaient les habitudes et les campements, et en outre intéressées à augmenter le nombre des tributaires, puisque leur profit s'accroissait proportionnellement à ce nombre ; l'institution des garnisons turques qui occupaient les points fortifiés ; les promenades militaires des trois corps d'armées turcs, qui se montraient sur tous les points des trois beyliks pendant la perception des impôts ; enfin, chaque fois que quelqu'un des marabouts, personnages réputés saints dans le pays, excitait un soulèvement parmi les Arabes ou les Kabyles, une répression prompt et terrible exercée par une armée composée d'un noyau d'infanterie turque et d'une nombreuse et agile cavalerie arabe ; tels furent les principaux moyens de domination turque »... **NETTEMENT** (P. 79).

...« L'état n'a d'appui solide que six mille Turcs et quelques centaines de chrétiens devenus musulmans. Encore beaucoup d'entre eux ont-ils été mis hors de service par l'âge, par les infirmités et par les blessures. Les plus jeunes, les plus audacieux cherchent sur les bâtiments corsaires l'aisance qui leur manque. Plusieurs exercent des professions qui les éloignent de leurs drapeaux. Huit ou neuf cents gardent les forteresses et les frontières ; un plus grand nombre parcourent les provinces pour arracher des tributs toujours payés avec répugnance. Par quelle magie est-on parvenu, avec des moyens si dispersés et si bornés, à retenir sous un joug oppresseur des millions d'hommes toujours malheureux et toujours mécontents ? »... **RAYNAL** (P. 120).

MÉTHODES DE GOUVERNEMENT

« LA CREATION DE MAGHZENS, CES TRIBUS PUISSANTES »...

...« Tous les ans, à la fin du printemps, trois petites armées sortaient d'Alger, pour prêter main-forte aux beys, qui commençaient à cette saison l'opération toujours difficile du recouvrement de l'impôt ; les tribus **Makhezens** apportaient leur concours, et l'on profitait de ce rassemblement pour châtier les infractions qui avaient pu être commises, ou pour réprimer les velléités d'indépendance. Chaque caïd était tenu de réunir à l'avance les contributions dues par le groupe qu'il commandait ; l'expédition qui prenait le nom, de Mahalla, durait environ quatre mois ; elle occasionnait de nombreuses exactions, tant de la part des chefs que de celle des simples soldats ; on arrivait ainsi à exaspérer les populations, et des révoltes éclataient fréquemment. Du reste, quelques tribus se faisaient un point d'honneur de ne jamais payer avant d'avoir fait parier la poudre »... **GRAMMONT**. (P. 405).

...« C'est dans l'établissement des **Makhezens**, dans cette force tirée du pays pour subjuguier le pays, qui résidait la véritable puissance des Turcs. En arrivant dans la région du Mogrob, ils virent combien il y avait peu d'homogénéité, de liaison, de nationalité parmi ces différentes populations entraînées sur le sol d'Afrique par les diverses invasions, ou résidu des peuplades primitives. Il ne leur fut point nécessaire de diviser pour régner, ils n'eurent qu'à profiter des divisions existantes.

C'est cette institution qui permettait à quelques milliers de Turcs de régner en maîtres, en despotes »... **WALSIN-ESTERHAZY**. (P. 257).

...« Cette levée des impôts était la grande affaire de ces représentants locaux de la souveraineté turque. La crainte ou la force pouvaient seules les faire payer, et, chaque année, la perception des contributions ressemblait à une campagne.

Il faut indiquer les moyens par lesquels les Turcs étaient parvenus, malgré leur petit nombre, à maintenir leur domination sur une vaste étendue du pays et à lever, chaque année, les impôts. Ils avaient profité des divisions continues des tribus, et ils les avaient distinguées, dans les trois beyliks, en tribus **magkzen** et en tribus **rayas**. Les premières, qui étaient les plus influentes, les plus belliqueuses et les plus fortes, se chargeaient de lever l'impôt sur les autres, à condition d'y avoir part, et d'être elles-mêmes exemptées de toute contribution, excepté de la contribution religieuse. Elles payaient leur cote-part par cette espèce de service public, et toute la charge fiscale retombait sur les tribus **rayas** »... **NETTEMENT**. (P. 77).

« IL REGNE PAR LA DIVISION »...

...« Cependant comme les **Cabaïlis de Felissa** sont presque toujours en guerre entre eux, le caïd est sollicité tantôt par un cheikh, tantôt par un autre d'entrer dans leur querelle, et le caïd embrasse le parti qui convient le mieux à ses intérêts. La politique consiste à semer la division parmi eux, pour les affaiblir et les ronger les uns après les autres ; c'est un art dans lequel les Turcs excellent »... **VENTURE DE PARADIS** (P. 127-128).

...« Le caïd de Sebouâ (Sebaou) ne donne point d'argent à cause des dépenses qu'il doit faire pour avoir des troupes suffisantes pour en imposer aux **Cabaïles de Felissa** : il envoie au beylik de l'huile et des figues sèches pour les corsaires. Ce caïd a la musique et le train des beys ; mais il n'est pas dispensé d'avoids, c'est-à-dire de présents en argent, vis-à-vis du dey, des grands et tout ce qui tient au gouvernement. Ses moyens de gagner c'est de soutenir une nation de **Cabaïles** contre l'autre, les **Maures** qui se soumettent lui donnant aussi le prix du sang. Et cela ne laisse pas d'être considérable parmi des gens qui héritent du droit de se venger, etc. »... **VENTURE DE PARADIS**. (P. 12).

...« Les Arabes errans, plus multipliés, moins avilis, plus courageux, moins exposés aux outrages que les habitants des villes, auraient des moyens suffisants pour secouer un joug détesté. Aussi le gouvernement ne compte-t-il pas autant sur ses forces que sur son adresse pour les maintenir dans l'obéissance. Dès qu'il aperçoit dans une des hordes le moindre penchant à la rébellion, il ne manque jamais d'animer contre elle une des hordes voisines. La guerre s'engage. Lorsque les hostilités ont mutuellement affaibli les deux tribus, il vient au secours de celle dont les dispositions lui sont les plus favorables, et lui assure infailliblement la supériorité. Cette politique affermit sa puissance, et au défaut de meilleurs ressorts il règne par la division »... **RAYNAL**. (T. II, p. 123).

...« Leur division en un grand nombre de tribus, dont les intérêts sont opposés, est cause de cet asservissement, et perpétue leur sujétion. Les gouvernements qui les régissent, attentifs aux dissensions de ces sociétés particulières, ne cessent d'alimenter leurs discordes pour les mieux contenir. Ils ont surtout recours à cette politique machiavélique quand ils veulent détourner le mécontentement des peuples par des que-

relles intestines. C'est ainsi qu'ils soulèvent contre telle peuplade dont ils croient avoir quelque chose à redouter une peuplade voisine qu'ils font toujours triompher par les secours qu'ils lui prêtent. Mais un pouvoir assis sur une base aussi mobile ne peut avoir jeté des racines bien profondes, et rien ne serait plus aisé que de le renverser »... **SHAW**. (P. 212-213).

...« **REBELLES PAR NATURE A TOUT SENTIMENT D'UNION ET DE NATIONALITE** »...

...« Les Turcs ne semèrent pas la discorde dans le pays conquis ; elle y existait avant eux, et elle a régné de tout temps ; l'esprit de **cof** ou de **faction** est une des marques caractéristiques de la race ; il se fait sentir de tribu à tribu, dans la tribu même et dans la moindre fraction de tribu ; les conquérants n'eurent donc qu'à l'utiliser à leur profit, en favorisant tour à tour les partis opposés »... **GRAMMONT**. (P. 412).

...« Les Kabyles d'Alger sont, de tous les habitants de la Barbarie les plus mécontents et les plus portés à la rébellion ; aussi les Turcs, très soupçonneux à leur égard, les surveillent-ils avec une extrême jalousie »... **PANANTI** (P. 249).

...« Le pire des effets de l'état actuel de la société en Barbarie est le **manque d'attachement entre les individus et leur défaut d'unanimité** ; produits naturels du despotisme »... **PANANTI**. (P. 443).

...« Toutes ces peuplades se tenaient armées et prêtes à une **révolte générale**, à laquelle il manqua seulement un chef assez habile pour donner un peu d'homogénéité aux éléments de lutte ; les Turcs ne durent la conservation de leur pouvoir qu'aux **divisions incessantes de leurs sujets, complètement rebelles par nature à tout sentiment d'union ou de nationalité** »... **GRAMMONT**. (P. 410).

...« Les Maures n'étant point unis entre eux se trahissent volontiers les uns les autres ». **SHAW**. (P. 193).

« En arrivant dans la région du Moghroûb, ils (les Turcs) virent combien il y avait peu d'homogénéité, de liaison, de nationalité, parmi ces différentes populations entraînées sur le sol d'Afrique par les diverses invasions, ou résidus des peuplades primitives »... **WALSIN-ESTERHASY**. (P. 257).

...« Les montagnes inaccessibles dans lesquelles ils (les Zevawis) vivent les mettent à l'abri des vexations des Turcs, mais entre eux ils se font des guerres éternelles, et le plus faible se fait soutenir par le commandant turc le plus voisin, qui profite de ces divisions pour les dévorer. Leur haine est implacable et n'est assouvie que par le sang »... **VENTURE DE PARADIS**. (P. 14).

« **MAINTENIR LES ARABES ET LES MAURES DANS L'OBEISSANCE** ».

...« Comme les Maures se retirent à peu près toujours dans l'intérieur du pays à l'approche des troupes, le bey a constamment soin de se pourvoir de gros bétail, de moutons, de biscuit, d'huile et d'autres objets d'approvisionnement que les Maures sont obligés de fournir, ainsi que les chameaux, les chevaux et les mulets nécessaires pour remplacer ceux qui peuvent manquer pendant la campagne qui est ordinairement de six mois.

Les camps ont pour objet de maintenir les Arabes et les Maures dans l'obéissance ; de lever le **carache** ou tribut, que l'on fait double à ceux qui s'y font contraindre ; de mettre à contribution les districts qui ne sont pas entièrement soumis ; et enfin d'acquiescer de nouveaux sujets, ce que les beys font en pénétrant assez avant dans les déserts du Beled-ul-Djérid. Mais comme il y a un grand nombre de districts dans ces déserts qui, attendu leur stérilité, ne paient pas le tribut, les beys ne font guère de campagnes sans y enlever beaucoup d'esclaves ; genre de spoliation qui leur est d'autant plus facile, que les Maures, n'étant point unis entre eux, se trahissent volontiers les uns les autres »... **SHAW**. (P. 192-193).

...« Les Turcs élevèrent des fortifications dans les lieux les plus avantageux, et se rendirent formidables par leurs armes à feu, inconnues à ces Arabes. D'ailleurs, ils augmentèrent encore leurs troupes, et tirèrent des secours et les lumières des Juifs et des Mores chassés d'Espagne. Enfin ils forcèrent avec le temps quelques-unes de ces nations arabes à leur payer un tribut annuel, et les autres à se renfermer dans leurs montagnes.

Vers le temps où les trois armées d'Alger se mettent en campagne, ces Arabes cachent leur grain et leurs autres effets non transportables, dans des souterrains, et errent eux-mêmes avec leurs troupeaux jusqu'à la retraite des Turcs. Ces précautions de la part des Arabes obligent ces derniers à porter de l'huile avec eux, et à mener des bœufs et des moutons pour la subsistance des armées. Comme les Mores et les Arabes devaient par les traités leur fournir ces provisions, s'il leur arrive d'être surpris par les troupes Turques, elles leur font bien payer tous les arrérages »... **LAUGIER DE TASSY**. (P. 110-111).

« **LA DOMINATION ABSOLUE DU DEY S'ETEND A QUATRE JOURNEES DE LA CAPITALE** »...

...« La plupart des montagnes, depuis le royaume de Sous jusqu'à la plaine du Kairoan, sont peuplées de nations indépendantes. Alger en a deux fameuses qu'il n'a jamais pu soumettre : les Cabailis de Flissa et ceux de Zevawa. Les montagnes de Flissa règnent depuis Dellis jusqu'au Collo ; celles de Zevawa sont plus au midi. Les Zevawis ont près de 300 villages ; ils ne payent ni tribut, ni capitation, mais ils se font entre eux une guerre extrême, et ne se réunissent que contre l'ennemi commun »... **VENTURE DE PARADIS**. (P. 13).

...« La domination absolue du dey s'étend à quatre journées de la capitale ; au-delà, et, jusqu'à la ligne de Bilédulgérîd, le pays est habité par des tribus errantes qui paient un tribut quand l'armée fait son excursion annuelle »... **PANANTI.** (P. 152).

...« Anarchie perpétuelle dans l'intérieur du pays »... **GRAMMONT.** (P. XVI).

...« Les Mores de la campagne sont fort abandonnés au larcin, aussi est-il très dangereux de s'éloigner des villes sans une escorte. Portés au vol par une juste vengeance, ils ne s'en font point un crime. Dépossédés du pays par différentes nations qui les ont réduits à la dernière indigence, ils pillent tout ce qu'ils trouvent par voie de représailles »... **LAUGIER DE TASSY.** (P. 102)

...« Mais il est nécessaire de redire encore une fois que ce pouvoir se bornait à l'hommage et à la perception du tribut ; de plus, il faut constater que les montagnards se soustrayaient à toute obligation. Pour ne citer que les exemples les plus connus, souvenons-nous que la Grande Kabylie vécut dans un état d'insurrection presque permanent ; que les tribus du Dahra, loin de payer l'impôt, harcelaient tous les ans l'escorte du Denouch d'Oran ; que, dans l'Aurès, la garnison de Biskra ne s'aventurait pas au-delà de la vallée de l'Ouer Abdi ; qu'aux portes d'Alger, à El-Affroun, la Mahalla était régulièrement attaquée comme on peut en juger par les appréciations de témoins oculaires tels que Peyssonnel et Desfontaines, et concluons en disant que les Turcs occupèrent la Régence, mais qu'ils ne la gouvernèrent pas »... **GRAMMONT.** (P. 413).

« LA REGENCE AGONISAIT... »

...« Lorsque les traités de 1815 eurent ramené la paix, toutes les nations s'entendirent pour secouer un joug qui n'avait été porté que trop longtemps, et, dès ce jour, la chute de la Régence fut décidée et devint inévitable. Au reste, elle s'effondrait d'elle-même. Les tribus de l'intérieur du pays étaient en révolte permanente, et refusaient l'impôt, toutes les fois que les Beys ne pouvaient pas le leur arracher par la force ; la milice, plus indocile et plus turbulente que jamais, s'insurgeait à chaque instant, et mettait au pillage les habitations privées, et, de préférence, celles des juifs, qui émigraient en masse ; avec eux, disparaissait le seul commerce de la ville, et, par suite, le revenu des douanes. Les derniers reïs étaient morts dans l'Archipel et à Navarin ; il ne restait dans le port d'Alger que quelques vieux vaisseaux à demi pourris ; on ne réparait plus le môle ni les fortifications ; car l'argent manquait de plus en plus, et chaque année creusait un nouveau vide dans les coffres de la Casbah. La régence agonisait, et l'arrivée victorieuse des Français ne fit que devancer de quelques années une dissolution inévitable »... **GRAMMONT.** (P. XIII-XIV).

L'OPPRESSION FINANCIÈRE

« UN SYSTEME D'EXACTION ET DE DEPRÉDATION ORGANISÉ »

« Beaucoup de gens enfouissent leurs trésors, et préfèrent passer pour pauvres, afin de n'être pas inquiétés par le dey, qui autrement pourrait leur demander de l'argent sous prétexte des besoins de l'Etat, les condamner à des amendes pécuniaires considérables pour la plus légère faute, ou même confisquer leurs biens sur le moindre soupçon d'avoir conspiré contre sa personne »... **SHAW**. (P. 168-169).

...« Nous ne dirons rien du système d'exaction et de déprédation organisé qui faisait partie de la force des beys et desséchait dans leurs sources les richesses du pays. Soumis à un prélèvement régulier, établis sur une base fixe, au lieu d'être livrés presque entièrement aux caprices et aux malversations des agents chargés de les recouvrer, les impôts eussent, sans nul doute, rapporté beaucoup plus au trésor, et eussent été moins lourds à supporter pour les populations »... **WALSIN-ESTERHAZY**. (P. 254).

...« Les redevances exigées se divisaient en deux classes distinctes : l'Achour (dixième) auquel tout le monde était soumis, et la Mouîna, qui ne frappait que les Raïas ; tous deux se percevaient en proportion directe de la production ; mais la Mouîna revêtait un caractère des plus vexatoires, en raison de la variété et de la multiplicité des taxes individuelles, qui devaient se solder, partie en argent, partie en nature. La fiscalité turque n'avait laissé échapper aucune matière imposable ; toute chose se trouvait frappée d'un droit, les récoltes, les silos qui les conservaient, le marché où elles étaient vendues, les bêtes de somme qui les transportaient, la quittance même qui constatait le paiement ; le tout, sans parler des Aouaïds, ou impôts de coutume, variant d'un groupe à un autre. Il est aisé de comprendre que ces charges, déjà si lourdes, se multipliaient par le mode de perception, en passant entre les mains des agents du caïd, puis entre celles de ce chef lui-même, avant d'être remises au trésorier du bey, sorte de fermier général, auquel il n'était demandé aucun compte des moyens employés, pourvu qu'il accomplit le versement annuel aux époques désignées.

Les Indigènes étaient donc extrêmement pressurés, plus encore par les vices du système employé, et par la rapacité des collecteurs de taxes, que par les exigences du Trésor public ; cependant, ces exigences augmentaient chaque jour, en même temps que celles de la milice et que l'abaissement des grands revenus dont la Régence avait jadis été enrichie par la course ou les tributs prélevés sur les petits Etats européens. Le mal devint de plus en plus grand ; des villes que Léon l'Africain et Marmol avaient vues commerçantes et prospères se dépeuplèrent ; plus d'une disparut entièrement ; des régions jadis fertiles revinrent à l'état de déserts ; des peuplades fixées au sol redevinrent nomades, pour échapper plus facilement à l'oppression du vainqueur »... **GRAMMONT**. (P. 410-411).

« UNE OPPRESSION AUSSI INSUPPORTABLE A DEPEUPLE LE PAYS »

...« Ce sont les gouverneurs des provinces qui sont chargés de la perception des impôts. Aux soldats dont ces tyrans s'entourent habituellement pour leur sûreté, se joignent deux fois l'an des troupes envoyées d'Alger, pour arracher aux peuples des contributions qu'on n'obtiendrait pas sans cet appareil de guerre. Le pays est si misérable et si ruiné que les extorsions réunies ne s'élèvent jamais au-dessus de deux millions de livres. Le fruit de ces brigandages est porté deux ans de suite à la capitale par des subalternes, et la troisième par les beys eux-mêmes »... **RAYNAL**. (T. II, p. 137).

...« Les impôts qui ne regardent que l'intérieur sont fixés d'après les préceptes du Coran. Si la même bonne foi présidait à leur perception, ce serait un fardeau bien léger, et en même temps une grande source de revenus pour l'Etat. Mais, à Alger, l'administration turque a tous les vices d'une corporation privilégiée, sans aucun de ses avantages. Pour eux, la première considération, c'est leur fortune privée ; sentiment qui se fortifie dans les cœurs, par le caractère factieux du gouvernement, et l'incertitude du titre en vertu duquel ils ont leurs places. Les beys et les gouverneurs des provinces sont responsables des impôts, et rien de ce qui peut être enlevé n'échappe aux mains des agents militaires qui le savent. Une oppression aussi insupportable a dépeuplé le pays, en forçant les habitants à quitter des plaines fertiles, pour se retirer au sein des montagnes, dans des positions moins accessibles, et sur les limites du désert. Cet état de choses produira nécessairement l'abolition de cette institution ; à moins que la Sainte-Alliance ne décide dans sa sagesse qu'elle leur doit son appui, ces hommes seront avant peu un fléau de plus pour la civilisation »... **SHALER**. (P. 47-48).

« DES CONFISCATIONS CHAQUE JOUR REPETÉES »...

...« Des confiscations, chaque jour répétées et souvent arbitraires, augmentent nécessairement le domaine national, qui doit finir par être immense. Les terres qui ne touchent pas aux principales villes sont

de peu, de valeur. Le commerce et l'agriculture sont réduits à l'état le plus déplorable, par suite du système de prohibition, qui défend d'exporter toute espèce de produits indigènes. L'importation n'existe que pour quelques articles, qui sont pour le gouvernement un objet de monopole.

Les Turcs qui sont à la tête du gouvernement ne suivent que des idées étroites d'égoïsme, et sont jaloux de toute prospérité qui n'est pas sujette à leur contrôle. On croirait qu'ils ont par instinct une idée juste de l'état de la question. Car si on encourageait dans le pays musulman l'agriculture et le commerce, les avantages qui, en résulteraient naturellement, ne tarderaient pas à se manifester ; l'Etat s'enrichirait, la civilisation marcherait, la population s'accroîtrait, et alors cette poignée de féroces aventuriers, trouverait de grands obstacles au maintien de l'autorité arbitraire qu'ils font peser sur le pays... » **SHALER**. (P. 37-38).

...« Le financier africain, toujours prêt à obtenir de l'argent par des violences et des extorsions, ignore ces calculs raffinés que possède un chancelier de l'Echiquier européen ; il lui serait ainsi difficile de lever des taxes directes et régulières. Mais ce que quelques personnes appellent l'art de trouver de l'argent, se pratique beaucoup plus aisément à Alger qu'en beaucoup d'autres lieux. Que, par exemple, le dey soit pressé, il lui suffirait d'ordonner l'étranglement de deux ou trois gouverneurs, et de s'emparer de leurs trésors ; il fait décapiter quelques riches Maures, dont les biens se trouvent confisqués ; il commande une irruption des Turcs chez les Bédouins ou les Kaïds indépendants, ou bien encore il déclare la guerre à quelque puissance européenne faible ; et si on ne l'apaise pas par un tribut ou présent fait fort à propos, ses croiseurs ne sont pas longtemps sans remplir son trésor ; enfin, la dernière ressource de sa Hauteesse est toujours une de ces intolérables oppressions appelées avarcas »... **PANANTI**. (P. 459-460).

« UN TEL MONOPOLE, LE PLUS DESTRUCTEUR QUE L'ON CONNAISSE »...

...« Aucun des objets qui sortent du pays n'est assujéti à l'impôt, et par une raison fort simple, ce qui entre dans l'Etat peut être acheté indifféremment par tout le monde ; mais le gouvernement est le seul vendeur de ce qu'il est permis d'exporter. A l'exclusion des navigateurs et des négociants, il s'approprie les grains de toutes les espèces au prix commun de la place, et règle lui-même la valeur de la laine, des cuirs, de la cire qu'on est forcé de livrer à ses magasins ; sans avoir eu la liberté de les exposer au marché. Ce qu'il a obtenu pour peu de chose, il le fait monter aussi haut qu'il veut, parce qu'il est possesseur de marchandises de premier besoin, et qu'il n'est jamais pressé de s'en défaire. Un tel monopole, le plus destructeur que l'on connaisse, réduit à presque rien ce qu'une contrée si vaste et si fertile peut fournir aux besoins des nations. A peine les denrées qu'on en retire peuvent-elles occuper soixante à quatre-vingts petits navires.

Une conduite moins oppressive aurait permis à toutes les facultés physiques et morales de se développer ; mais la tyrannie a craint que des peuples nombreux et riches ne devinssent trop impatients du joug sous lequel on les faisait gémir ; plutôt que de s'exposer à des révolutions qui doivent se faire plus tôt ou plus tard, une soldatesque insolente, avide et féroce, a consenti à voir le revenu public se réduire à très peu de chose »... **RAYNAL**. (T. II, P. 136-137).

...« Par ce même système de monopole, et par la prohibition mise sur l'exportation de produits indigènes, le gouvernement a ruiné le commerce, et presque anéanti l'agriculture dans le royaume »... **SHALER**. (P. 102).

...« L'exportation des huiles et des peaux préparées est expressément prohibée, excepté quand ces objets sont destinés aux provinces de l'empire Ottoman. Il faut encore une permission spéciale pour exporter des grains et des bestiaux. La conséquence de ces prohibitions absurdes a été de porter le produit de l'huile et des grains souvent au-dessous et jamais au-dessus des besoins des habitants, dans le pays du monde peut-être le plus fertile. En 1819, il y eut une si grande disette de grains, qu'on fut obligé d'importer de l'étranger plus de 50.000 boisseaux de blé, seulement pour la consommation d'Alger »... **SHALER**. (P. 102-103).

« VERITABLE EMBLEME DE VENALITE ET DE CONCUSSION »...

...« La jouissance de quelque place quelconque à Alger est soumise à des avais en sa faveur et contre elle. Il n'y a pas jusqu'à la place d'un négociant qui ne soit tenue à présenter tous les ans des pommes, des châtaignes, des anchois, des olives, etc., aux grands et petits qui sont employés dans le gouvernement. Les actes de bienséance, de cérémonie, de politesse sont toujours suivis à Alger d'une donation en argent et en effets. Tout est réglé ; on ne connaît point les compliments qui ne sont pas accompagnés de présents.

Les places à Alger, comme dans toute la Turquie, n'ont point d'appointements, mais il y a de nombreux moyens de les bonifier, et de s'enrichir »... **VENTURE DE PARADIS**. (P. 112).

...« Les ministres du dey n'ont point de traitement régulier ; mais, comme ils ne servent pas pour l'honneur, il leur paraît tout simple de prendre d'autres moyens de lever des contributions sur le public. Aussi peut-on dire que tous les officiers du dey sont de véritables emblèmes de vénalité et de concussion »... **PANANTI**. (P. 433).

UN GOUVERNEMENT SANS CONSCIENCE DE SA MISSION

...« TOUT L'ARGENT QUI PROVIENT DU ROYAUME EST PORTE AU DEY »...

...« Les revenus qui proviennent en grande partie des tributs, des présents levés sur les puissances européennes, de la rançon des esclaves, du monopole des grains, des taxes arbitraires imposées sur les étrangers, et des droits insignifiants que paient les marchands maures, juifs et chrétiens, s'élèvent, d'après Rehbindar, à environ 4.000.000 de francs ; le même auteur n'évalue les dépenses qu'à 2.300.000 francs. Si le dey éprouve un besoin pressant d'argent, il y remédie quelquefois en donnant l'ordre d'étrangler un ou deux beys ou quelques Maures opulents dont les richesses deviennent alors sa proie ; de faire une excursion chez les Bédouins, ou bien de déclarer la guerre à quelque nation européenne »... **SHAW** (P. 209).

...« Tout l'argent qui provient du royaume est porté au dey qui le conserve pour la paie des soldats et les dépenses de l'Etat. Le dey n'a légitimement en propre que sa paie comme soldat, le surplus devant être porté au trésor royal ou bourse commune de la république, où l'on ne touche que pour de grandes nécessités. Cela doit être ainsi ; mais comme le dey ne tient aucun compte, il peut disposer de l'argent indirectement et en cachette, comme il le juge à propos, prenant pourtant garde de ne rien laisser périliter, surtout de ne point retarder la paie des soldats et d'être secret s'il fait sortir de l'argent du royaume, car il serait d'abord accusé de concussion et de vol. Il doit taxer le prix de toutes les denrées et tenir la main à la punition de ceux qui vendent plus cher, ou fraudent les mesures, et les punir sans rémission »... **PEYSSONNEL** (P. 408 - 413).

...« On doit observer aussi que les Beys, toujours occupés de leur fortune, ne remettent bien souvent à la Trésorerie d'Alger qu'une petite partie de leur recette. Ils font même quelquefois passer clandestinement toutes leurs richesses dans quelque pays éloigné, où ils fuient bientôt eux-mêmes »... **LAUGIER DE TASSY** (P. 60).

« LA COURSE ETANT LE PRINCIPAL REVENU, IL NE POUVAIT PAS ETRE QUESTION D'Y RENONCER »...

...« Le commerce étranger de cette ville se réduit principalement aux cargaisons des prises »... **LAUGIER DE TASSY** (P. 47).

« TABLEAU RES RECETTES POUR L'ANNEE 1822 (Extrait).

Tribut payé par :

— le roi de Naples	24.000 dollars espagnols
— le roi de Suède	24.000 —
— le roi de Danemark	24.000 —
— le roi de Portugal	24.000 —

Soit 96,000 sur 434,800 dol. esp.

SHALER (P. 49).

...« La politique extérieure des Deys se trouvait, comme leur politique intérieure, dominée par la question financière. La Course étant le principal revenu, il ne pouvait pas être question d'y renoncer, et les premiers qui, sous l'influence de la terreur causée par les bombardements, essayèrent de le faire, tombèrent sous les coups de la Milice, qu'ils ne purent pas solder régulièrement. Ils avaient cependant essayé d'ouvrir une nouvelle source de richesses, en soumettant par la force des armes le Maroc et Tunis à leur payer un tribut annuel ; mais les Chérifs se dérochèrent rapidement au joug, et, à l'Est, il fallut multiplier les expéditions pour faire respecter les engagements pris par les vaincus ; il en résulta que les frais absorbèrent et dépassèrent quelquefois le produit ; les territoires indigènes, ravagés par le passage des troupes, refusèrent l'impôt »... **GRAMMONT** (P. 236).

« CETTE VENTE EST TRES AVANTAGEUSE POUR L'ETAT »...

...« Les rais, ou capitaines de corsaires, forment un corps respecté et très considéré à cause des richesses que leurs courses procurent au pays dont ils sont les plus fermes appuis »... **SHAW** (P. 174).

...« Après avoir mouillé dans le port, le capitaine conduit tous les esclaves au palais du Dey, où les consuls des puissances étrangères sont aussitôt appelés, et qui, en présence du Dey, demandent à ces infortunés s'il s'en trouve parmi eux de leurs nations respectives. S'il s'en présente, les consuls s'informent d'eux-mêmes s'ils étaient passagers ou s'ils faisaient partie de l'équipage du bâtiment pris. Dans le premier cas, ils sont remis à leurs consuls ; mais s'ils ont été pris les armes à la main, ils sont de droit esclaves. Le Dey fait alors ranger tous ceux qui sont dans ce cas, et en prend huit à son choix, lequel tombe ordinairement sur le capitaine, les officiers-mariniers, les ouvriers et surtout les charpentiers, qu'il envoie conjointement au bague du gouvernement ; les autres sont conduits au batistan ou marché aux esclaves où il s'en fait une première vente, et où les delets ou courtiers les promènent l'un après l'autre, en faisant connaître à haute voix leurs bonnes qualités, leurs professions, et le prix que l'on en offre. Mais ces ventes ne s'élèvent jamais bien haut, parce qu'il s'en fait une seconde au palais du Dey, où l'esclave est remis entre les mains du plus offrant et dernier enchérisseur. L'Etat retire un bénéfice considérable tant de la vente des esclaves que de leur rachat, qui est de dix pour cent du prix d'enchère. Le Dey emploie à la construction des bâtiments de guerre tous les esclaves qui y sont propres, comme les charpentiers, les calfats, les forgerons, etc. ; il prélève les deux tiers sur les journées que leur paient les armateurs de ces bâtiments, et leur laisse l'autre tiers.

...« Les esclaves des particuliers peuvent être divisés en deux classes : ceux qui sont achetés pour le service personnel des acquéreurs, et ceux qui le sont par des marchands dans le but d'en obtenir de fortes rançons. Les premiers sont plus ou moins heureux ou malheureux, suivant les qualités mutuelles des maîtres et des captifs. Mais, de quelque manière qu'il en soit, les maîtres sont naturellement intéressés à ménager leurs esclaves, de peur qu'ils ne tombent malades et meurent. Quant aux autres, ils sont réellement à plaindre, parce qu'ils se trouvent au pouvoir d'hommes insensibles qui cherchent à tirer d'eux tout le parti possible, et à en venir à leurs fins à force de mauvais traitement.

...« Les esclaves de l'Etat paraissent avoir été beaucoup moins malheureux à l'époque où écrivait M. Laugier de Tassy, qu'ils ne le sont aujourd'hui. Voici la description que le capitaine anglais Croker, envoyé à Alger en 1815, fait de la prison des chrétiens.

...« Cet affreux séjour se trouve dans une des rues les plus étroites d'Alger. Une petite cour carrée qui est à l'entrée sert aux captifs à prendre l'air. Leur nourriture journalière consiste en deux pains noirs d'une demi-livre chacun ; ceux qui travaillent ont de plus dix olives. Mais comme les travaux cessent le vendredi, qui est le jour de repos des Turcs, ces infortunés restent enfermés toute la journée, et ne reçoivent autre chose du gouvernement algérien que de l'eau. Heureusement que la charité d'un aga turc y supplée. Cet homme humain, qui avait éprouvé dans sa jeunesse le malheur d'être esclave, a fait une fondation destinée à fournir le vendredi une livre de pain à chaque prisonnier. Il est digne de remarque que c'est un Mahométan, un Algérien, qui a le premier contribué au soulagement des malheureux esclaves ; et que le pouvoir qui les retient dans les fers, quelque tyrannique qu'il soit, veille néanmoins à la fidèle exécution de cette disposition bienfaisante. De cette cour, dit le capitaine Croker, je montai par un escalier de pierre dans une galerie autour de laquelle régnait un certain nombre de chambres humides et dont le plancher était en terre ; de fortes grilles de fer assuraient l'inviolabilité des portes et des fenêtres. Deux de ces pièces contenaient vingt-quatre espèces de cadres suspendus les uns au-dessus des autres et formés uniquement de quelques branches d'arbres entrelacées. Quelques pitoyables que fussent ces lits, il fallait encore payer pour être admis à s'y reposer ! L'odeur en était si infecte, qu'une des personnes qui m'accompagnaient fut sur le point de se trouver mal »... **SHAW** (P. 200 - 204).

...« Quand le capitaine a mis son vaisseau en sûreté dans le port, il fait conduire tous les esclaves au palais du Dey. On mande ensuite les Consuls étrangers pour reconnaître s'il y a des captifs de leur nation : s'il s'y en trouve, ces Ministres s'informent s'ils étaient passagers, ou s'ils faisaient partie de l'équipage. S'ils peuvent prouver le premier, ils sont délivrés au Consul ; mais s'ils appartiennent au vaisseau, ou qu'ils aient été pris les armes à la main, ils sont retenus en servitude »... **LAUGIER DE TASSY** (P. 16-17).

...« Cette vente est très avantageuse pour l'Etat. Il perçoit dix pour cent sur le prix du rachat de chaque esclave. Il impose aussi un droit sur l'importation et l'exportation de ces malheureux »... **LAUGIER DE TASSY** (P. 20).

...« Les nègres ne font qu'une très faible partie de la population ; ce sont pour la plupart des esclaves achetés dans l'intérieur de l'Afrique ou à Tripoli, et auxquels on accorde facilement la liberté, quand ils veulent embrasser l'islamisme ; ce qu'ils n'oublient jamais de faire. L'esclavage domestique a toujours été très doux dans ce pays. C'est moins un état de servitude qu'un échange de services et de protection. Par le petit nombre de mulâtres qu'on trouve à Alger, on serait tenté de croire qu'ici comme aux Etats-Unis, il existe un préjugé contre la couleur, préjugé qui est probablement le principe de l'esclavage »... **SHALER** (P. 91).

...« Le nombre des esclaves emprisonnés ne fut pas inférieur pendant la durée de la Régence, à trente mille.

Des soulèvements partiels furent impitoyablement réprimés en 1531, 1552, 1662, 1753, 1763.

Afin de venger les supplices infligés à l'un de leurs compatriotes par l'Inquisition, les Maures se cotisaient pour acheter un captif qu'ils destinaient au supplice. Le feu et la privation d'aliments délivraient de la vie de véritables martyrs »... **M. MARTIN**. « La vie et les conditions des esclaves chrétiens dans la Régence d'Alger ».

« UN TRESOR QUI PEUT LES SOUTENIR ENCORE BIEN DES ANNEES ».

Les Turcs, en établissant leur gouvernement à Alger, ont songé à faire de la piraterie, la source principale de leurs revenus. Les jalousies mutuelles, la faiblesse et la politique intéressée des puissances maritimes de la chrétienté, ont servi leurs calculs au-delà même de leurs espérances ; car, jusqu'à une époque assez rapprochée de nous, ils y ont trouvé non seulement des ressources pour tous leurs besoins, mais même l'avantage d'accumuler un trésor, qui peut les soutenir encore bien des années. **SHALER** (P. 47).

...« Tandis que la milice était la force du gouvernement d'Alger au dedans, les corsaires étaient sa force au dehors, et lui apportaient un élément nécessaire, la richesse. Il lui devait les dépouilles du commerce européen, les esclaves chrétiens, esclaves non seulement du gouvernement, mais des indigènes eux-mêmes qui se réconciliaient ainsi avec la domination des Turcs, à laquelle ils devaient les marchandises à bon marché, le travail à prix réduit, et, par le rachat des esclaves que les chrétiens firent bientôt sur une grande échelle, une nouvelle source d'opulence »... **NETTEMENT** (P. 64).

...« Les Algériens avaient l'avantage de n'avoir pas de commerce, de sorte qu'on ne pouvait leur rendre le mal qu'ils faisaient. Leur commerce était la guerre.

...« Il résultait de ces prises continuelles, de grandes richesses à Alger, richesses acquises non par l'échange, comme dans une situation normale, mais par la violence. Ces richesses étaient de deux genres : les marchandises et les esclaves, qui étaient aussi au nombre des marchandises. Ce n'était pas la moins précieuse de toutes, tant par le travail qu'on en tirait que par leur rachat, que le zèle et la douleur des familles tentèrent dès le début »... **NETTEMENT** (P. 81).

...« La course devenait de jour en jour plus difficile et de moins en moins fructueuse. Il n'était plus possible aux pirates de s'attaquer utilement aux navires de guerre de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne ; les vaisseaux marchands du haut commerce avaient pris l'habitude de naviguer par caravanes, et de se faire escorter ; il restait donc pour tout butin quelques misérables barques, dont la cargaison ne payait pas les frais de l'armement, et l'on risquait de tomber à chaque instant sous le canon des croisières. Le nombre des corsaires diminua dès lors de jour en jour ; personne ne se présenta plus pour équiper de nouveaux navires ; les meilleurs des capitaines et des marins passèrent au service public, et le port d'Alger, jadis si animé, devint presque désert. Les bagnes des grands reis, qui avaient contenu des milliers d'esclaves, se vidèrent et tombèrent en ruines ; ceux de l'Etat se dépeuplèrent peu à peu, et la ville qui avait vu, en une seule année, exposer au Badestan près de vingt-cinq mille captifs, n'en contenait plus que trois ou quatre cents au moment de la conquête française »... **GRAMMONT**. (P. XII-XIII).

« IL N'A JAMAIS EXISTE D'ETAT PLUS ECONOMIQUE DES FONDS PUBLICS QUE LE GOUVERNEMENT D'ALGER »...

...« Il n'a jamais existé d'Etat plus économique des fonds publics que le gouvernement d'Alger. Le trésor de l'Etat est ménagé avec un scrupule inconcevable. Il ne sort du trésor pour des dépenses courantes que les sommes fixées et arrêtées depuis un temps immémorial, et dans les occasions même les plus urgentes, quoique le khrasné soit très riche, **tout se fait par corvée**. Lors de la guerre des Danois, en 1770, et en dernier lieu dans les divers bombardements qu'ont tentés si infructueusement les Espagnols, on décida d'augmenter les fortifications de la marine et celles de la rade. Tous les habitants furent obligés de travailler et d'aller chercher des pierres à une carrière qui est ouverte du côté de Bab-el-Wad »... **VENTURE DE PARADIS**. (P. 88).

« TABLEAU DES DEPENSES DU GOUVERNEMENT EN 1822 »...

	Dollars espagnols
Ouvriers, artistes, etc., qui travaillent dans les chantiers	24.000
Achat de bois de charpente, cordages, etc.	60.000
Solde des officiers de mer et des marins	75.000
Solde des militaires de tous grades	700.000
Total	859.000

SHALER. (P. 49).

...« Beaucoup d'obstacles se présentent à celui qui veut voyager dans l'intérieur. Il n'y a point de ponts sur les rivières ; et, pour les grandes routes, elles choqueraient la politique du gouvernement. Il les regarde comme pouvant faciliter la marche d'un ennemi, et ouvrir des communications au peuple. Etrange paradoxe ! Le gouvernement pense qu'il est de son intérêt de prévenir ces communications »... **PANANTI**. (P. 155).

« LES RUES SONT MAL PAVEES, SALES, OBSCURES, NON AEREEES »...

...« Excepté la principale rue d'Alger, toutes les autres sont étroites et d'une malpropreté extrême »... **SHAW**. (P. 292).

...« Les rues sont mal pavées, sales, obscures, non aérées...

... Nous n'aurions jamais pu avancer au milieu de ces masses, si des gardes qui marchaient devant nous ne nous eussent ouvert le passage en distribuant des coups à droite et à gauche avec une dextérité et une prodigalité toute particulière à ce pays »... **BIANCHI**. (Relation 1675).

...« Il n'y a ni places ni jardins dans la ville »... **SHAW** (P. 293).

...« Alger ne possède point non plus d'eau douce »... **SHAW** (P. 296).

...« Personne ne peut faire venir l'eau dans sa maison, et un grand, avec grand-peine et en payant, peut en obtenir la permission. Toutes les fontaines sont publiques, et la grâce que l'on accorde plus facilement est de faire une fontaine publique près de la maison d'un grand qui en sollicite l'établissement pour l'avoir à portée »... **VENTURE DE PARADIS**. (P. 163).

...« L'eau qui se perd, soit en buvant, soit en la tirant dans les vases destinés à cet effet, se réunit, et est conduite par d'autres tuyaux dans des égouts et des cloaques où se rendent les ordures des maisons, et qui communiquent à une grande fosse située près de la Marine d'où toutes les immondices se jettent dans le port ; ce qui produit une grande puanteur à la porte du môle durant les chaleurs »... **SHAW**. (P. 297).

...« Il n'y a à Alger, ni dans le reste du Royaume, aucune hôtellerie où les étrangers puissent loger. Il est vrai qu'il en vient si peu dans le pays, que les aubergistes ne gagneraient pas de quoi subsister »... **LAUGIER DE TASSY**. (P. 264-265).

...« Mais il n'y a à Alger ni auberges ni hôtels pour les chrétiens, ils y seraient d'ailleurs à peu près inutiles, à cause du petit nombre d'étrangers libres qui y abordent. Les chrétiens qui sont appelés à Alger par un motif quelconque descendent, soit chez les personnes auxquelles ils peuvent être recommandés, ou chez les consuls de leurs nations, qui se font toujours un plaisir de les recevoir. Quant aux pauvres voyageurs du pays, il y a des espèces de tavernes tenues dans les bagnes par des esclaves du gouvernement, et où l'on trouve, en payant, à peu près ce qui est nécessaire à la vie »... **SHAW**. (P. 296).

...« Alger peut avoir 5.000 maisons en comptant 180 maisons juives. Il n'y a dans la ville ni places publiques, ni jardins : les rues y sont extrêmement étroites. Mais on doit observer que les appartements sont toujours bâtis à l'entrée d'une cour plus ou moins vaste, selon la maison, et que ces cours mangent beaucoup de terrain. Alger a l'étendue qu'aurait en France une ville de vingt-cinq à trente mille âmes, et je pense que l'on approcherait de sa vraie population en l'évaluant à cinquante mille âmes, eu égard au nombre des femmes qui sont toujours enfermées et qui n'augmentent jamais la foule. Parmi ces 50.000 âmes, on peut compter 6.000 Couloglis, 3.000 Turcs levantins, 7.000 Juifs, 2.000 esclaves et autres chrétiens, et 32.000 Maures, parmi lesquels seront compris les gens de Biscara, qui font ici l'office que les Savoyards et les Auvergnats remplissent à Paris ; les Zevawis, les Mozabis, les Gerbavis, etc... Je ne compte que 3.000 Turcs à Alger, parce que la garnison des places, les camps et les sipahis qui sont au service des beys enlèvent toujours une grande partie des 7 à 8.000 Turcs levantins »... **VENTURE DE PARADIS**. (P. 3).

...« On pourrait peut-être juger de la population d'Alger par les moulins à farine qu'il y a dans la ville, moulins à meules tournées par des mules ou des chameaux ; il y en a vingt-cinq tenus par les Mozabis, qui font au plus trente mesures chacun par jour »... **VENTURE DE PARADIS**. (f. 97).

...« Il y a différentes opinions sur la population de ce royaume. Il ne s'agit pas ici d'un dénombrement exact ; on ne peut tout au plus qu'en juger approximativement et par comparaison avec d'autres pays, dont les statistiques sont bien connues. Ainsi, considérant le petit nombre des villes commerciales et manufacturières, le despotisme barbare qui pèse sur le pays, et la vie pastorale, qui est encore celle d'un grand nombre de ses habitants, je pense que, malgré les avantages d'un beau climat et d'un sol fertile, la population de ce royaume, pour une surface d'environ trente mille mètres carrés, est plutôt au-dessous qu'au-dessus d'un million »... **SHALER**. (P. 22).

...« Tous ceux qui nous ont donné des descriptions de cette ville (Alger) me semblent avoir mis bien de l'exagération dans l'évaluation du nombre de ses habitants. Le docteur Shaw le porte à plus de cent mille ; pour moi, quand je compare Alger à d'autres villes, dont la population est bien connue, je la réduirais à environ cinquante mille âmes »... **SHALER**. (P. 65-66).

« LA PESTE DE 1787 LUI ENLEVA QUATORZE MILLE TROIS CENT TRENTE MUSULMANS »...

...« Pour donner une idée du point où en sont aujourd'hui les sciences et les arts en Barbarie, je ferai d'abord remarquer que pour ce qui concerne la médecine, on y manque absolument de bons médecins, puisqu'il y a peu ou presque point de maladies dangereuses qui ne deviennent mortelles ou du moins ne soient d'une très longue durée. Il est vrai que beaucoup de Mahométans professent une telle soumission pour le dogme de la prédestination, qu'ils se refusent opiniâtement à toute espèce de conseils ; et s'obstinent à ne prendre aucun genre de remède, tandis que d'autres se moquent des secours de la médecine et attendent leur guérison de la nature seule, ou bien ont recours à ce qu'ils appellent magar-eah, c'est-à-dire aux charmes et aux enchantements. On voit par là ce que peut être la médecine à peu près dans tous les Etats ottomans. En Barbarie elle se réduit à quelques opérations et prescriptions que je vais faire connaître, et à l'usage des bains, que l'on emploie dans tous les genres de maladies, sans distinction d'âge ni de tempérament »... **SHAW**. (P. 81-82).

...« On exagérait plus ou moins autrefois la population d'Alger. Elle est réduite à moins de cinquante mille habitants depuis que, suivant le relevé fait aux trois portes de la ville, la peste de 1787 lui enleva quatorze mille trois cent trente quatre musulmans, dix sept cent soixante quatorze juifs, six cent treize chrétiens libres ou esclaves, sans compter ce qui dut périr dans les jardins de son territoire »... **RAYNAL**. (T. II, P. 112).

...« Les Algériens se sont toujours fait gloire de négliger toutes les précautions employées par les chrétiens pour prévenir la communication de la peste. C'est, à leur avis, s'opposer aux décrets éternels de la Providence, et aux cours de la prédestination absolue, qui en est le résultat »... **LAUGIER DE TASSY**. (P. 198).

...« Un de ces appartements sert souvent au logement de toute une famille, surtout lorsque les parents permettent à leurs enfants mariés de demeurer chez eux, ou lorsque plusieurs familles louent une seule mai-

son pour y loger ensemble. Telle est la raison pour laquelle les villes de Barbarie sont si peuplées, et que la peste y fait de si grands ravages »... **SHAW**. (P. 96).

« **TOUTE LEUR SCIENCE EST TIRÉE D'UNE TRADUCTION ESPAGNOLE DE DIOSCORIDE** »...

...« On ne voit pas un seul médecin à Alger, ni dans le reste du Royaume. Les bigots Mahométans en censurent l'usage. Ils prétendent que c'est tenter Dieu, que de prendre dans les maladies internes des remèdes prescrits par l'art de l'homme. J'ai vu le Dey Baba Hali emporté par une fièvre violente, sans qu'on pût l'engager à prendre aucun remède ; quoiqu'un habile chirurgien François, qui était son esclave, lui promît guérison. Il rejetta tout secours, sous prétexte que le nombre de ses jours était fixé par les décrets éternels. Les seules applications externes sont employées parmi les Algériens. Chaque famille est pourvue de ces sortes de remèdes en cas d'accidents »... **LAUGIER DE TASSY**. (P. 199-200).

...« Il est facile de concevoir que la médecine n'est pas à Alger dans un état brillant. On donne aux docteurs le nom de thibid ; et toute leur science est tirée d'une traduction espagnole de Dioscoride. Leur étude favorite est celle de l'alchimie. Leur manière de traiter les malades paraît assez singulière à un praticien d'Europe. Ils versent du beurre fondu sur les blessures nouvelles ; dans les cas de rhumatismes, ils font des piqûres avec la lancette sur les jointures les plus affectées ; ils appliquent le feu à un ulcère obstiné ; dans les inflammations, ils couvrent la tête du malade de feuilles de certaines plantes médicales ; et pour les morsures des scorpions ou des serpents, ils emploient de l'ail et de oignons mâchés. En Barbarie, un professeur de médecine n'a de confiance qu'aux remèdes extérieurs »... **PANANTI**. (P. 371-372).

...« Les médecins maures sont complètement de l'école de Sangrado, et, selon eux, la saignée est un remède infailible contre toutes les maladies »... **PANANTI**. (P. 372).

« **L'HUMANITÉ SOUFFRANTE N'OBTIENDRAIT AUCUN SECOURS** »...

... « Il n'y a que la charité de l'Espagne qui ait consacré un fonds pour l'établissement d'un petit hôpital, où l'on reçoit les esclaves chrétiens. Si cet hôpital n'existait pas, on verrait périr dans les rues les esclaves affectés de maladies, et l'humanité souffrante n'obtiendrait aucun secours »... **RAYNAL** (T. II, p. 155-156).

...« Cet hôpital (espagnol) était trop étroit encore, malgré tant d'agrandissements pour le nombre de ceux qu'on y présentait ; de sorte que les lits des malades arrivaient jusqu'à l'autel où l'on célébrait les saints mystères du Dieu leur hôte et leur protecteur. On y recevait les chrétiens libres, comme les chrétiens esclaves, de toutes les nations sans distinction.

Ainsi la charité avait tout créé à Alger, le rachat des esclaves, l'hôpital, l'église, le cimetière »... **NETTEMENT** (P. 87).

...« Le capitaine Croker visita aussi l'hôpital espagnol, ainsi nommé parce qu'il est entretenu aux frais de l'Espagne. Il y vit, étendus sur la terre, des infortunés de tous les âges et de tous les sexes : des vieillards, des femmes, des enfants. Tous avaient les jambes tellement enflées et ulcérées, que leurs plaies paraissaient incurables. Il remarqua surtout, au milieu de plusieurs autres femmes, une pauvre Sicilienne qui fondit en larmes en lui disant qu'elle était mère de huit enfants, et en lui montrant six qui étaient esclaves avec elle depuis treize ans ! La plupart de ces femmes avaient été enlevées dans des descentes faites par les Barbaresques sur les côtes de l'Italie. En quittant ce lieu d'horreur, le capitaine rencontra des esclaves mâles que l'on ramenait du travail au bagne, conduits par des infidèles armés d'énormes fouets ; plusieurs d'entre eux étaient pesamment chargés de chaînes »... **SHAW** (P. 204).

« **LES TROIS-QUARTS DU TERRITOIRE NE SONT PAS CULTIVÉS** »...

... « L'industrie est et doit être nulle chez des peuples plongés dans des ténèbres aussi épaisses. On y connaît aucun art agréable, et ceux de nécessité première y sont très imparfaits. Le plus important de tous, l'agriculture, est encore dans l'enfance. **Les trois-quarts du terrain sont en friche**, et le peu qui est labouré l'est sans intelligence »... **RAYNAL** (T. I, p. 82).

« Avec le sol le plus beau de la terre, il est impossible de trouver une contrée qui soit plus négligée que l'Etat d'Alger. Il est à peine besoin de dire que là où les trois-quarts du territoire ne sont pas cultivés, l'agriculture doit être dans le dernier degré d'abandon. A peine le soc de la charrue laisse-t-il une trace sur les terres labourées ; les prairies et les champs réservés pour la pâture sont à la vérité assez bien arrosés ; mais les habitants ignorent absolument l'art d'élever et de nourrir les moutons et les bêtes à cornes. Les jardins sont remplis d'arbres à fruits, mais plantés sans goût et sans aucun ordre.

Dans l'Etat d'Alger il se fait une grande quantité d'huile d'olives qui en général n'est pas d'une bonne qualité, parce qu'on ne sait pas la bien préparer. On laisse croître l'olivier sans le jamais tailler, et son fruit en souffre beaucoup. Le vin qui est fait par des esclaves chrétiens est aussi bon que celui des Roses, en Espagne ; mais il perd aisément son goût et se conserve peu. On fait le beurre en mettant le lait dans une peau de chèvre qui est suspendue et qu'on frappe de chaque côté avec des bâtons, jusqu'à ce que le beurre puisse être foulé par la main. Ces procédés donnent un mauvais goût au beurre, qui de plus se trouve rempli de poils. On mout le blé dans des moulins que trois chameaux font tourner. Les cultivateurs ne connaissent point les engrais des terres, et se bornent à mettre le feu au chaume et aux herbes sauvages, usage qui produit quelquefois de graves accidents ; les flammes s'étendent plus loin qu'on ne voudrait ; elles créent dans l'atmosphère une chaleur étouffante qui se répand avec une affreuse rapidité. Les hommes ainsi que les animaux ont de la peine à se soustraire à ce torrent enflammé »... **PANANTI** (P. 357 sq.).

*** ELLE EST REMPLIE DE LACS ET DE TERRES EN FRICHES »...**

... « Mais ce qu'il y a de plus dangereux, ce sont les mauvaises exhalaisons qui partent de la rivière de l'Harach et des étangs de la Méridjé : depuis le mois de Juillet jusqu'après les premières pluies d'automne, les vents de terre portent dans les bords des fièvres qui mettent un équipage sur le cadre. » **VENTURE DE PARADIS (P. 5).**

...« La plaine de la Méridjé est coupée par la rivière d'Elarach, qui a son embouchure dans la rade à une lieue d'Alger. C'est une superbe plaine de 10 lieues de long sur 2 lieues de large ; elle va aboutir aux montagnes de l'Atlas habitées par les Cabailis. Il s'en faut malheureusement beaucoup qu'elle soit toute cultivée ; elle est remplie de lacs et de terres en friche. Les gens d'Alger et le beilik y ont des métairies d'ici et de là, où on met une petite maison pour le maître et des cabanes de joncs pour les cultivateurs maures ; on appelle ces cabanes gourbis. Pour en défendre l'entrée au vent, on applique sur les côtés des bouses de vache »... **VENTURE DE PARADIS (P. 6).**

...« La plaine de la Mitidja, dont la partie Est touche à la ville, est probablement une des plus belles étendues de terrain qui existent sur notre globe, à la considérer sous le rapport de sa température, de sa fertilité et de sa position »...

...« Si ce malheureux pays pouvait, par l'enchaînement des choses, jouir encore une fois des bienfaits de la civilisation, Alger, aidé des seules ressources de la plaine de Mitidja, deviendrait une des villes les plus opulentes des côtes de la Méditerranée. Mais l'action silencieuse du despotisme barbare de son gouvernement ne laisse à sa surface que le désert, la stérilité et la solitude ». **SHALER (P. 108-109).**

« ON CROIT POUVOIR ASSAINIR CETTE PLAINE »...

...« La Mitidja, dont ce général a voulu former une île au milieu de ce vaste continent, et qui lui a inspiré tant d'autres projets chimériques, est un pays marécageux et malsain ; une plaine dont le sol ne vaut pas les autres terrains de la régence, et où règne continuellement une fièvre intermittente avec laquelle vivent presque toujours les habitants qui déjà sont acclimatés.

L'illustre général et ses partisans sont donc entièrement dans l'erreur, et je me vois obligé de contrarier leur système qui me paraît impraticable. **On croit pouvoir assainir cette plaine.**

...Le blé de ce pays est inférieur à l'autre, d'une couleur noirâtre et contenant moins d'amidon que tout autre blé. On ne peut le conserver plus d'un an, car il est susceptible de se gâter, quand même la semence viendrait d'un autre lieu. Ce vice tient à l'air atmosphérique du pays.

...Je visite chaque année cette plaine au printemps, je craindrais la fièvre dans toute autre saison ; et même à cette époque j'ai le soin de prendre avec moi de l'eau de Cologne et d'autres préservatifs contre le mauvais air ; je fais aussi une provision d'eau que j'apporte d'Alger pour ma boisson. Cette plaine est comme un marais durant l'hiver ; pendant l'été et l'automne la fièvre y séjourne continuellement, au point qu'il est fort difficile de s'en préserver ». **HAMDAN-BEN-OTHTMAN KHODJA (P. 48-52).**

« IL N'Y A POINT DE CONFIANCE ET DE CREDIT A ALGER »...

...« Il n'y a point de confiance et de crédit à Alger, et cependant on y voit peu d'espèces en circulation. Souvent même on les amasse et on les cache en terre, par une suite de l'incertitude et de la violence des volontés d'un gouvernement arbitraire »... **PANANTI (P. 364).**

...« Le commerce étranger de cette ville se réduit principalement aux cargaisons des prises »... **LAUGIER DE TASSY (P. 47).**

« IL N'EST PAS DE SI PETITE TENTE OU LES FEMMES NE FABRIQUENT DES ETOFFES »...

...« Les arts mécaniques sont divisés en corporations, comme dans plusieurs des anciens Etats de l'Europe. Chacune de ces corporations est soumise à la juridiction d'un amine, dont l'autorité est très étendue et très arbitraire. Les Algériens ont beaucoup d'aptitude pour les travaux en maçonnerie et en brique, et peuvent prétendre à un certain mérite d'exécution. Leurs broderies sont délicates et pleines de goût, et on en fait beaucoup d'envois à l'étranger ; mais, comme charpentiers, serruriers, cordonniers, ils en sont encore aux éléments. Les bijoutiers et les horlogers d'Alger sont des étrangers. Cette ville a des manufactures pour les objets en soie, en laine et en cuir. **SHALER (P. 91-92).**

...Il n'est pas si petite tente du royaume, où les femmes ne fabriquent des étoffes, dont elles font, comme dans les temps anciens, des vêtements pour les membres de la famille. Dans les villes et dans les principaux villages, il y a des métiers avec lesquels on en fabrique pour la vente. Une grande quantité de laine est employée à la fabrication de bournousses, d'hyks, de chals et de tapis, qui ne sortent pas du pays. On y fait des nattes de toutes sortes ; quelques-unes sont très belles, et servent même de tapis dans les appartements. L'art de tanner et de préparer les peaux semble être très bien connu à Alger. Les peaux de maroquin sont certainement ce qu'il y a de plus parfait dans ce genre »... **SHALER (P. 91-93).**

« IL N'Y A RIEN DE SI MISERABLE »...

...« Il n'y a rien de si misérable que la vie des gens qui habitent les campagnes et les montagnes d'Alger. Ils n'ont pour toute nourriture que du pain d'orge ou du couscous fait avec de la mantague ; ils ne connaissent point la viande, ni les herbages, ni les fruits. Si tous les gens de la campagne mangeaient du pain de froment, peut-être la récolte de blé ne suffirait pas. Les hommes et les femmes ne portent point de chemise : la même haïque qui leur sert le jour leur sert la nuit pour se couvrir. Leur lit, et c'est encore les plus aisés, est une simple natte de jonc sur laquelle ils s'étendent. Pendant l'hiver, ils sont obligés de recevoir dans leur tente leurs moutons, leurs vaches et leurs chevaux.

La femme est occupée toute la journée à moudre son orge avec un petit moulin à bras. C'est elle qui a le soin d'aller chercher l'eau et le bois. Ils ne s'éclairent jamais pendant la nuit qu'à la lueur d'un peu de feu ; ils ne connaissent point l'huile »... **VENTURE DE PARADIS.** (P. 130-131).

« COUVRIR LES YEUX DU CHEVAL CONDAMNE A MOUDRE LE BLE »...

...« Ils montrent à leurs enfants à lire et à écrire en même temps, usage qui est établi dans tout le Levant. Les maîtres tracent d'abord les lettres avec un crayon, et les écoliers les forment ensuite avec la plume. On continue cette manœuvre jusqu'à ce qu'elle donne aux lettres la proportion requise. On leur en apprend en même temps la prononciation et la lecture.

Le maître punit les fautes de ses écoliers de la bastonnade ; assis comme ils sont sur des nattes avec les jambes croisées, pieds nus ; il lui est aisé de leur lier ces derniers avec un instrument fait exprès, nommé Falaca, qui les tient collés ensemble. Il les fait ensuite tenir par quelqu'un dans une situation presque perpendiculaire, et y applique avec une règle ou un bâton autant de coups qu'en mérite la faute »... **LAUGIER DE TASSY.** (P. 191-192).

...« Toute l'instruction qu'on donne aux enfants consiste à les envoyer à l'école, où ils apprennent à lire et à répéter cinquante ou soixante aphorismes du Coran. Quand un enfant est capable de ce gigantesque effort d'instruction et de science, son éducation est finie »... **PANANTI.** (P. 368).

...« On ne peut cependant douter qu'un mode raisonnable d'instruction publique ne fit des habitants du nord de l'Afrique un peuple éclairé, tel que l'ont été leurs ancêtres dans de meilleurs temps. Mais il n'est point à espérer que les sectateurs de Mahomet s'occupent de cette grande amélioration. Ils trouvent plus convenable à leur politique barbare de couvrir les yeux du cheval condamné à moudre le blé. Ce qui doit étonner, c'est que le peuple qu'on mène ainsi paraît content et servilement soumis »... **PANANTI** (P. 369).

...« Chaque élève a une planche sur laquelle les caractères peuvent facilement être écrits et effacés. Sur la planche de l'un des élèves on écrit d'une manière nette et lisible un verset du Coran ; les autres élèves le copient successivement, et chacun apprend à un autre le sens des mots et la manière de former les lettres qui les composent. La leçon est répétée ; à haute voix par l'élève au maître qui est assis dans un coin sur ses talons, tenant en main une longue baguette, dont l'effroi maintient l'ordre et l'attention parmi ses élèves. Ainsi on apprend en même temps à lire et à écrire, et c'est probablement à cette méthode de simultanéité qu'est due cette admirable uniformité de caractères dans l'écriture des Arabes. L'éducation d'un Algérien est complète lorsque, à la possibilité de lire et d'écrire le Coran, il joint la connaissance des prières que lui enseigne le même maître »... **SHALER.** (P. 77 et 78).

« UNE BARRIERE IMPENETRABLE CONTRE LES CONNAISSANCES »...

...« Il est inutile de parler de l'état des sciences à Alger ; ou elles n'existent pas, ou elles sont méprisées ; la médecine même y est sans prix. Leur science est toute dans des charmes et des amulettes »...

...« Le Coran est toute leur littérature »... **SHALER.** (P. 77).

...« L'imprimerie, cette grande source des progrès des Européens, n'a point encore été introduite en Barbarie. Les gouvernements ont craint que les lumières ne se répandissent, et que d'innombrables copistes ne fussent privés d'occupations et de moyens d'existence. Il n'y a donc point dans cette contrée de libre communication d'idées, et l'on n'y a pas fait le moindre pas vers la perfection. Les gens de lettres, appelés alfaqui et talbi, pour l'ordinaire des imposteurs qui font usage du peu de talents qu'ils possèdent, avec la seule vue de maintenir la plus profonde ignorance dans la populace. Les Imans et les Musulmans, exclusivement dévoués à l'étude du Coran, forment une barrière impénétrable contre les connaissances. C'est, à leurs yeux, un crime d'apprendre l'arabe ou de recevoir d'un étranger la moindre instruction »... **PANANTI.** (P. 367).

...« Depuis plusieurs siècles les Mahométans ont singulièrement négligé les arts et les sciences, quoique à une époque ils aient été presque les seuls peuples qui s'appliquassent avec succès à l'étude de la philosophie, des mathématiques et de la médecine. La vie errante des Arabes et la tyrannie avec laquelle les Turcs traitent les Maures, ne permettent ni aux uns ni aux autres de s'occuper des sciences, que l'on ne peut cultiver qu'en repos et en liberté. Pour les Turcs, ils sont la plupart d'un esprit si inquiet et si turbulent, si attachés à leur commerce et aux soins de s'enrichir, qu'ils ne sauraient avoir de goût pour l'étude »... **SHAW.** (P. 77).

...« Le peu de gens qui ont le loisir de se livrer à l'étude ne lisent guère que le Coran, et quelques commentaires assez inintelligibles que l'on en a faits. Tout le savoir de ces peuples se réduit aujourd'hui à un peu de géographie et à quelques traités incohérents et fort insipides sur l'histoire moderne ; car tout ce que leurs auteurs disent des temps qui ont précédé la venue de Mahomet n'est qu'un tissu de contes romanesques »... **SHAW.** (P. 79).

...« Tout ce que l'on sait à Alger et à Tunis, en fait de navigation se réduit à connaître les huit principaux rums de vent, et à dresser grossièrement une carte marine. La chimie, jadis la science favorite de ces peuples, n'a plus aujourd'hui pour objet chez eux que la distillation de l'eau de rose. Je n'ai vu qu'un petit nombre de leurs tibibs ou médecins qui connussent de nom, Rasis, Averroès, et autres anciens médecins arabes. La traduction espagnole de Dioscoride est à peu près le seul livre qu'ils lisent, encore s'amuse-t-ils plus à en regarder les planches qu'à en méditer le texte »... **SHAW**. (P. 79-80).

...« D'après ce que je viens de dire de l'état des sciences et de l'instruction publique dans ce pays, on ne doit guère s'attendre à ce qu'aucun art ou aucune science y soit porté à un certain degré de perfection »... **SHAW**. (P. 80).

...« Leur ignorance en mathématiques est telle qu'ils n'ont pas les premières notions de l'arithmétique ni de l'algèbre »... **SHAW**. (P. 88).

...« Les Algériens n'ont ni concerts, ni jeux, ni aucun spectacle public ou particulier. Ils passent la moitié de leur temps à boire du café, ou à fumer. Ils n'ont jamais d'autre compagnie que celle de leurs propres femmes, de leurs concubines ou de leurs esclaves. Tous les jeux sont défendus, à l'exception des Echecs et des Dames »... **LAUGIER DE TASSY** (P. 184).

...« Il n'y avait aucune librairie, aucun café où on lût les papiers nouvelles, aucune société, aucun individu même dont on put tirer une idée nouvelle. Comment en effet un peuple rempli de préjugés si barbares se livrerait-il à l'étude ? Et, avec son esclavage et son indolence, encouragerait-il des améliorations ? » **PANANTI** (P. 118).

...« Les Maures professent la Religion musulmane ; mais ils l'ont si défigurée, qu'un vrai Musulman aurait de la peine à la reconnaître. Ils en ont fait un ramas de superstitions extravagantes qui n'ont d'autre autorité que la coutume, et l'artifice des Marabouts. Ces prêtres ignorants s'en tiennent aux traditions orales »... **LAUGIER DE TASSY** (P. 99).

...« Très peu de femmes ont ici quelque idée de religion. On regarde comme tout-à-fait indifférent qu'elles prient, ou non ; qu'elles aillent à la Mosquée, ou qu'elles restent chez elles. Elles sont en conséquence élevées dans l'ignorance la plus grossière. Elles ne semblent faites que pour être les dupes des hommes »... **LAUGIER DE TASSY** (P. 154).

« COMME LA PLACE DE CADI S'ACHETE ORDINAIREMENT, IL N'EST PAS SURPRENANT QU'IL VENDE LA JUSTICE »...

...« Le cadi ou juge est nommé et envoyé par la Porte Ottomane, approuvé du grand moufty ou patriarche ottoman de Constantinople. Il n'a aucun pouvoir dans le gouvernement. Il juge et décide toutes les affaires qui regardent la loi ; mais comme ce juge achète indirectement son emploi à Constantinople, et qu'il vient pour s'enrichir, il se laisse aisément corrompre »... **PEYSSONNEL** (P. 431).

...« Le cadi est nommé et envoyé par la Porte Ottomane avec l'approbation du grand moufty. Il n'a rien de commun avec le gouvernement et ne doit s'en mêler en aucune manière ; mais il juge et décide, en général, de tout ce qui est du ressort des tribunaux dans les autres pays, et est tenu à cet effet de rester toujours chez lui sans pouvoir en sortir que par la permission du dey : ses jugements sont gratuits et sans appel. Toutefois, comme un cadi ne vient à Alger que pour s'enrichir, et que sa charge lui coûte toujours cher, il se laisse assez aisément corrompre par les parties. Néanmoins, le dey fait souvent juger dans son divan des affaires litigieuses qui sont de la compétence du cadi, surtout lorsqu'elles sont de quelque importance. En pareil cas il convoque tous les gens de loi de la ville.

Il y a aussi un cadi maure qui rend la justice aux gens de sa nation, lorsque le dey les lui renvoie ; mais il ne reçoit aucun traitement et est entièrement subordonné au cadi turc »... **SHAW** (P. 166-167).

...« Comme la place de cadi s'achète ordinairement il n'est pas surprenant qu'il vende la justice. Ses décisions sont sans pitié et sans appel »... **PANANTI** (P. 448).

...« On suppose que les juges ne sont point toujours inaccessibles à l'argent et à l'influence du pouvoir »... **SHALER** (P. 35).

« LA JUSTICE SE REND ICI D'UNE MANIÈRE TRÈS SOMMAIRE, SANS ÉCRITURE, SANS FRAIS ET SANS APPEL »...

...« Il n'y a point de code civil en Barbarie ; il est suppléé par le Coran, de manière que toute la doctrine de la jurisprudence algérienne repose sur l'interprétation du divin livre et de ses saints commentateurs »... **PANANTI** (P. 445).

...« Le mal pour Alger, et les autres gouvernements africains, est que leurs chefs et leurs docteurs expliquent souvent ces lois dans un sens qu'elles sont loin d'avoir »... **PANANTI** (P. 445-446).

...« En Barbarie la coutume fait loi ; et comme rien ne change, les abus s'accroissent sans le moindre pas vers aucune amélioration »... **PANANTI** (P. 446).

...« Ici, comme dans les autres pays musulmans, le code civil se compose du Coran, de ses commentaires, et de quelques coutumes auxquelles l'expérience a donné force de loi. Car chez les Turcs, c'est un axiome que tout ce qui est dans le Coran a une force de loi.

Quant à l'administration de la justice, elle est, dans chaque gouvernement de la Régence, entre les mains de deux cadis, l'un Maure, l'autre Turc. Ces magistrats tiennent leurs séances tous les jours, les vendredis exceptés. Ils prononcent définitivement sur toutes les affaires qui sont du ressort de leur tribunal. Il n'y a point d'avocats. Chaque partie plaide sa cause ; et le jugement suit immédiatement. On suppose que les juges ne sont point toujours inaccessibles à l'argent et à l'influence du pouvoir »... **SHALER**. (P. 34-35).

...« La justice, tant civile que criminelle, se rend ici d'une manière très sommaire, sans écriture, sans frais et sans appel, soit par le dey, le cadi, ou le rais de la marine »... **SHAW** (P. 176).

« **UN TURC EST ETRANGLE, MAIS EN SECRET ; UN NATUREL EST PENDU, DECAPITE, MUTILE OU PRECIPITE D'UN MUR ELEVE** »...

...« Les Juifs qui ont mérité la mort sont brûlés. Le châtement réservé pour eux est le feu, le décollément, la pendoison et les crocs, et le dernier supplice pour les femmes est d'être noyées. Les Juifs qui méritent la mort sont toujours brûlés, et c'est à Bab-el-Wad qu'on dresse le bûcher. C'est là aussi le lieu du supplice pour les chrétiens ; il est à Bab-Azoun pour les Maures. Ceux-ci, de même que les chrétiens, ont la tête coupée ou sont pendus ; les crocs ne sont que pour les Maures dans des cas très graves. Ils sont aux deux côtés de la porte de Bab-Azoun attachés aux remparts ; on y jette le coupable, qui y reste accroché par un membre, et il y expire dans des supplices affreux. Le dey actuel a peu souvent condamné à un pareil supplice. Les sbires du Mezouar sont chargés de pendre, de brûler, de jeter sur les crocs et de noyer. Quand il s'agit de couper la tête, l'exécution se fait devant la porte de l'hôtel du gouvernement, et c'est un des joldachs neubetgis de la porte qui fait l'exécution. Nul Turc ne se fait une honte de couper la tête, mais il est honteux pour lui de pendre un homme, d'étrangler et de noyer. Les femmes musulmanes surprises avec des chrétiens sont condamnées à être noyées. Les esclaves sont pendus à la porte du bain du beilik »... **VENTURE DE PARADIS** (P. 158-159).

...« L'administration de la justice criminelle n'appartient qu'au pacha et à ses ministres. Le meurtre, le vol simple, le vol par effraction, l'incendie, la trahison, l'adultère sont punis de mort. Quand il s'agit d'un crime politique un Turc est étranglé, mais en secret ; un naturel est pendu, décapité, mutilé ou précipité d'un mur élevé, garni de grosses pointes en fer, qui l'arrêtent dans sa chute et le font périr dans de longs tourments. Mais dans ces occasions le tchaouch, ou bourreau, a quelquefois l'humanité, si on le paye bien, d'étrangler sa victime, avant de la précipiter. Si c'est un Juif, on le pend, on le décapite, ou on le brûle vivant. Les fautes légères et les petits larcins sont punis par des fortes amendes, par la bastonnade ou par la peine des travaux forcés ; ce dernier châtement est le plus en usage, depuis l'abolition de l'esclavage des chrétiens : par là, au lieu d'esclaves, le gouvernement a des ouvriers pour les travaux publics »... **SHALER** (P. 33).

...« Pour ce qui est de la justice criminelle, il est admis en principe qu'un Turc, quel que soit le crime qu'il ait commis, ne peut jamais être puni en public. Mais il est conduit à la maison de l'aga de la milice, où selon la gravité du délit, et d'après les ordres du dey il est étranglé, reçoit la bastonnade, ou est condamné à une amende pécuniaire. La sentence est prononcée par l'aga, et exécutée à l'instant même. Quant aux Maures, aux Juifs et aux chrétiens, aussitôt que le dey a prononcé la peine de mort contre quelqu'un d'entre eux, le coupable est conduit sur la muraille au-dessus de la porte de Babazon, d'où il est précipité avec une corde de laine au cou, dont l'une des extrémités est attachée à un pieu planté en terre. Il est des condamnés qu'on laisse tomber sur des crocs en fer fixés aux murailles, et dont les corps y restent jusqu'à ce qu'ils tombent en lambeaux : ce sont ordinairement des voleurs de grand chemin qui sont condamnés à ce terrible supplice. De plus on brûle vif, hors de la porte de Babalouet, tout Juif qui est seulement soupçonné d'avoir agi ou mal parlé du dey ou du gouvernement »... (**SHAW** (P. 178-179)).

...« La profession de bourreau n'est à Alger ni une profession particulière, ni une profession infâme. Lorsqu'un Arabe est condamné à avoir la tête coupée, on le mène devant une très petite place qui est devant la maison du dey, et un des neubetgis de la porte lui coupe le cou. Lorsqu'il s'agit de le pendre, un des sbires du mezouar lui attache la corde au cou ou il le fait faire par le premier juif ou chrétien qui passe. Les Turcs levantins se font difficulté de pendre ou d'étrangler, mais chacun d'eux se mêle sans répugnance de donner des coups de bâton ou de trancher la tête »... **VENTURE DE PARADIS** (P. 160).

NÉCESSITÉ D'UNE INTERVENTION

« LA GRANDE-BRETAGNE, LA FRANCE, LES ETATS-UNIS, LA SARDAIGNE ET LA HOLLANDE ONT, A DIFFERENTES EPOQUES, RESISTE AUX INSOLENTES PRETENTIONS DE LA REGENCE »...

...« Telle est cette régence d'Alger au grand renom, l'objet des chants des poètes, mais véritable épouvantail des enfants et vieilles femmes, et féconde en dégradations nationales. Certes, le lecteur s'étonnera qu'à une puissance aussi insignifiante, aussi méprisable, ait été si longtemps abandonné le privilège de gêner le commerce du monde et d'imposer des rançons qu'on ne pouvait discuter ; il s'étonnera que les grandes puissances maritimes de l'Europe soient allées, au prix de sacrifices immenses d'hommes et d'argent, établir des colonies aux dernières limites du monde, tandis qu'une poignée de misérables pirates conservait, sous leurs yeux, la jouissance paisible de la plus belle portion du globe, et les soumettait à des conditions qui ressemblaient beaucoup à l'image d'un vassal.

Les Algériens, dont le système politique a pour principe la piraterie, s'arrogent insolemment le droit de faire la guerre à tous les Etats chrétiens qui n'achètent pas leur bienveillance par des traités. Ce sujet sera examiné au long dans un des chapitres suivants ; il suffit de dire en passant que la Grande-Bretagne, la France, les Etats-Unis, la Sardaigne et la Hollande, ont, à différentes époques, résisté aux insolentes prétentions de la régence, et qu'aujourd'hui leurs relations avec Alger sont réglées par des traités indépendants, sans qu'elles aient à lui payer aucune espèce de tribut. Longtemps, l'Espagne a été avec Alger sur le même pied ; mais ses rapports sont dans ce moment une espèce d'état de guerre. Les empires de Russie et d'Autriche regardent Alger comme une province de l'empire ottoman, et obligent la Porte à empêcher tout acte d'hostilité contre leurs pavillons. La Suède, le Danemarck, le Portugal et Naples lui payent un tribut annuel ; le grand-duc de Toscane a acheté leur paix pour une somme une fois donnée. Alger tire un grand avantage de ses rapports avec la Toscane : souvent elle y envoie radouber ses vaisseaux ; et c'est la raison pour laquelle le grand-duc a obtenu la paix à des conditions si peu onéreuses. Les Algériens affectent d'être en guerre avec tous les autres Etats chrétiens. Les puissances, qui ont des traités avec Alger, y entretiennent des agents diplomatiques, qui ont le titre de **consuls-généraux**, et jouissent des droits, privilèges et exemptions accordés, par la Porte ottomane, aux **ministres étrangers qui résident à Constantinople**. Seulement ils n'y ont pas le droit d'asile, qui a bien pu exister dans quelques occasions, mais que le gouvernement n'a jamais reconnu »... SHALER. (P. 53-55).

« LES TRAITES DE PAIX TOUJOURS PRECAIRES »...

« Les Etats d'Europe, qui n'ont jamais pu se réunir pour mettre un terme aux pirateries des Barbaresques, ont pris le parti de conclure avec eux des traités de paix toujours précaires »... SHAW. (P. 210).

...« Toutes les grandes puissances, par une politique peu généreuse ont longtemps cherché à se conserver la navigation libre de la Méditerranée aux dépens des petites. Cependant toutes consentent aujourd'hui à être honteusement tributaires des forbans d'Alger, sous différentes dénominations. Par exemple, le royaume des Deux-Siciles leur paie un tribut annuel de 24.000 doubles piastres (240.000 francs), outre des présents de la valeur de 20.000 doubles piastres (200.000 francs). La Toscane, en vertu d'un traité conclu en 1823, n'est sujette à aucun tribut ; mais son consul est obligé de faire en arrivant un présent de 25.000 doubles piastres (250.000 francs). La Sardaigne, par suite de la médiation de l'Angleterre, est aussi exempte de tribut ; mais elle paie une somme considérable à chaque changement de consul.

Le Portugal a conclu avec Alger un traité sur les mêmes bases que les Deux-Siciles. L'Espagne ne paie pas de tribut, mais fait des présents à chaque mutation consulaire. L'Angleterre est tenue à un présent de 600 livres sterling (150.000 francs) à la même occasion, malgré le traité conclu par lord Exmouth ! Les Pays Bas, qui coopérèrent à l'expédition de cet amiral, sont compris dans le traité en question, et ne paient pas de tribut dans ce moment ; mais le dey ne cherche que l'occasion de rompre ses stipulations avec eux. Par la protection de l'Angleterre, les villes de Hanovre et de Brème ont obtenu les mêmes conditions mais, à leur arrivée à Alger, leurs consuls sont obligés de payer de très fortes sommes. L'Autriche, par la médiation de la Porte-Ottomane, est exempte de tribut et de présents consulaires. Quoique par ses traités avec Alger, la France ne lui doive aucun tribut, elle a cependant, jusqu'à ces derniers temps, consenti à lui envoyer des présents. L'Etat de l'Eglise doit à la protection de la France de ne pas payer de tribut. La Suède et le Danemark paient un tribut annuel, consistant en munitions navales, de la valeur de 4.000 doubles piastres (40.000 francs), outre un présent de 10.000 doubles piastres (100.000 francs) au renouvellement de leurs traités, c'est-à-dire tous les dix ans, et ceux que font leurs consuls en entrant en fonctions. Les Etats-Unis d'Amérique, par suite d'un traité conclu peu après celui de lord Exmouth pour l'Angleterre, ont obtenu les mêmes conditions que cette dernière puissance »... SHAW (P. 210-212).

...« On pourrait ici faire une observation très juste ; c'est que les traités faits avec les Algériens lient les puissances européennes, mais ils ne les lient jamais eux-mêmes. Lorsqu'il y a quelque chose qui les embarrasse, ils s'en affranchissent et lorsqu'on veut argumenter contre eux d'après les clauses du traité, ils

répondent : « Celui qui a signé un pareil traité n'est pas un saint, et on peut légitimement revenir du tort qu'il a fait au beïlik par une stipulation irréfléchie. D'ailleurs si cela vous déplaît, la porte est ouverte, et vous pouvez vous embarquer ». Ce raisonnement péremptoire ferme ordinairement la bouche des consuls et coupe court à leurs réclamations ». **VENTURE DE PARADIS** (P. 156).

« **LE CARACTERE BARBARE ET L'IGNORANCE DES TURCS NE PERMETTENT PAS D'ESPERER UNE AMELIORATION** »...

...« Le gouvernement algérien, tel qu'il existe aujourd'hui, n'est nullement susceptible de perfectionnement, et le caractère barbare et l'ignorance des Turcs ne permettent pas d'espérer la moindre amélioration. Ce gouvernement absurde périra le jour où on le forcera tout à fait de renoncer à la piraterie : et, suivant le cours des événements, cette époque n'est pas bien éloignée.

Alors l'état d'abaissement des naturels, et l'absence complète d'instruction politique, seraient cause que ce peuple se partagerait en plusieurs tribus indépendantes ; la guerre naîtrait de petites jalousies locales, et toute espèce d'esprit de perfectionnement périrait par suite du caractère naturellement inconstant et féroce des habitants qui rentreraient dans l'état sauvage et feraient un désert de ce beau pays »... **SHALER**. (P. 206-207).

« **LA GUERRE AURA ETE, DU MOINS UNE FOIS, UTILE ET JUSTE** »...

...« Ou nous nous trompons, ou nous croyons avoir dit ce qu'il fallait pour démontrer que le repos, que la fortune, que la dignité de l'Europe chrétienne exigeaient la fin des brigandages que s'est permis durant trois siècles, que se permet encore l'Afrique septentrionale. Cette vérité frappe également l'aveugle multitude et les politiques raisonnables »... **RAYNAL**. (T. I, P. 98).

...« Il n'est pas donné à la prévision de l'homme de calculer les avantages immenses que retirerait le genre humain de l'établissement d'une colonie anglaise dans la Numidie, si cette colonie recevait les institutions de sa métropole, et une organisation qui lui laissât le privilège d'une certaine indépendance, sans autres obligations à remplir que celles résultant d'une affection naturelle, du souvenir d'anciens bienfaits, et d'une communauté d'intérêt »... **SHALER**. (P. 210).

...« Je le répète, le simple principe de représailles autorise une semblable entreprise ; et son chef serait justifié en indemnisant les puissances de l'Europe de ces sacrifices que nécessitent les longues et continuelles agressions des chefs barbaresques »... **PANANTI** (P. 579).

...« Une guerre semblable ayant le rare avantage d'être d'accord avec l'humanité et une saine politique, ne pourrait manquer d'être très populaire »... **PANANTI** (P. 580).

...« De petits intérêts de commerce ne peuvent plus balancer les grands intérêts de l'humanité : il est temps que les peuples civilisés s'affranchissent des honteux tributs qu'ils paient à une poignée de barbares »... **Intervention de M. DE CHATEAUBRIAND à la Chambre des Pairs** (Cité par **RAYNAL T.I.**, P. 136-137).

...« Pendant que l'on s'occupe des moyens d'abolir la traite des noirs et que l'Europe civilisée s'efforce d'étendre les bienfaits du commerce sur la côte occidentale de l'Afrique, ceux de la sécurité des personnes et des propriétés dans l'intérieur de ce vaste continent, il est étonnant qu'on ne fasse aucune attention à la côte septentrionale de cette même contrée, habitée par des pirates turcs, qui non seulement oppriment les naturels de leur voisinage, mais les enlèvent et les achètent comme esclaves pour les employer dans les bâtiments armés en course. Ce honteux brigandage ne révolte pas seulement l'humanité ; mais il entrave le commerce de la manière la plus nuisible, puisqu'un marin ne peut naviguer aujourd'hui dans la Méditerranée, ni même dans l'Atlantique sur un bâtiment marchand, sans éprouver la crainte d'être enlevé par ces pirates, et conduit esclave en Afrique.

Le gouvernement d'Alger se compose des officiers d'un orta ou régiment de janissaires, soldatesque révoltée, prétendant ne pas reconnaître, même en apparence, l'autorité de la Porte-Ottomane qui, cependant, n'avoue pas cette indépendance. Le dey est toujours celui des officiers de l'orta qui s'est le plus distingué par sa cruauté »... (Mémoire sur la nécessité et les mesures à prendre pour détruire les pirateries par **Sir SIDNEY SMITH**, envoyé de l'Angleterre au Congrès de Vienne, daté de Londres, 30 août 1814). - (Cité par **RAYNAL**, T. I., P. 13).

...« A quel peuple est-il réservé de dompter ces forbans qui glacent d'effroi nos paisibles navigateurs ? Aucune nation ne peut le tenter seule ; car si l'une d'elles l'osait, peut-être la jalousie de toutes les autres y mettrait-elle des obstacles secrets. Ce doit donc être l'ouvrage d'une ligue universelle. Il faut que toutes les puissances maritimes concourent à l'exécution d'un dessein qui les intéresse toutes également. Ces Etats, que tout invite à s'allier, à s'aimer, à se défendre, doivent être fatigués des malheurs qu'ils se causent réciproquement. Qu'après s'être si souvent unis pour leur destruction mutuelle, ils consentent donc à prendre les armes pour leur conservation : la guerre aura été du moins une fois utile et juste »... **SHAW** (P. 213-214).

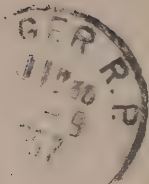
« **LE BONHEUR DES VAINCUS EN SERAIT LA SUITE** »...

...« C'est surtout aux peuples subjugués que celle-là deviendrait utile ; ils recevraient de leurs vainqueurs des lois, les sciences, les arts et le commerce ; les mœurs de la civilisation remplaceraient la barbarie ; les terres ne seraient plus sans culture, et les productions du sol un fardeau pour leurs propriétaires. La contrée de la terre,

la mieux traitée par la nature se trouverait affranchie du joug de fer d'une milice féroce et étrangère »... **PANANTI** (P. 580).

...« Les peuples conquis, mis tout à coup hors d'état de se défendre, abandonneraient vraisemblablement à leur fatale destinée des maîtres et des gouvernements dont ils n'ont jamais senti que l'oppression »... **SHAW**. (P. 214).

...« Les conquêtes seraient d'autant plus sûres que le bonheur des vaincus en serait la suite Ces pirates, ces écumeurs de mer, deviendraient bientôt, à l'aide de bonnes lois, des hommes nouveaux. Elevés insensiblement jusqu'à nous par la communication de nos lumières ils abjureraient avec le temps un fanatisme que l'ignorance et la misère avaient seules jusque là nourri dans leurs âmes, et se souviendraient toujours avec attendrissement de l'époque mémorable de notre bienfaisante conquête. Puisse un semblable projet se réaliser un jour! » **SHAW** (P. 215).



SOCIÉTÉ NATIONALE
des
ENTREPRISES DE PRESSE
6, avenue Pasteur - Alger

- Téléphone : 396-59 -

Eléments de Bibliographie Algérienne (1)

- I. — Généralités.
- II. — Collections et revues.
- III. — Préhistoire et Antiquités.
- IV. — L'Algérie musulmane. Moyen âge et Temps modernes.
- V. — L'Algérie depuis 1830.
- VI. — Colonisation.
- VII. — Monographies. Géographie régionale Sahara.
- VIII. — Ethnographie et Folklore.
- IX. — Beaux-Arts et Artisanat.
- X. — Droit, Administration, Finances, Economie, Questions sociales, politiques et religieuses.

GENERALITES — HISTOIRE ET GEOGRAPHIE

On trouvera dans *Histoire et Historiens de l'Algérie*, 1931 (collection du Centenaire), et dans : *25 ans d'histoire algérienne*, Société Historique Algérienne, Centenaire, Revue Africaine, 1956, des études constituant d'excellentes mises au point de l'état des questions, avec bibliographies.

Un *Atlas d'Algérie et de Tunisie* avec cartes, tableaux, graphiques et textes a été entrepris en 1924 par A. Bernard et de Flotte de Roquevaire.

L'*Atlas historique et économique de l'Algérie* (Horizons de France) date de 1934 et comporte de bonnes études sur les différents aspects du pays : physique, économique, démographique, culturel, touristique.

M. Gabriel Esquer a publié en 1929 une monumentale *Iconographie de l'Algérie, du 16^e siècle jusqu'à 1871*, en un volume de textes et 364 planches in folio.

Deux volumes gr. in 8° de l'*Encyclopédie coloniale et maritime*, sous la direction d'E. GUERNIER, ont été consacrés à l'Algérie et au Sahara, en 1946.

Le *Guide Bleu, Algérie, Tunisie*, comporte un aperçu historique, un aperçu religieux, artistique et littéraire (par Prosper RICARD), un important aperçu géographique (par Marcel LARNAUDE dans l'édition de 1930, par Marcel SCHVEITZER dans l'édition de 1938 et celle de 1950).

ALBERTINI (E.), G. MARÇAIS, G. YVER.

L'Afrique du Nord française dans l'histoire, Lyon, 1937, et 1955.

Algérie 54 (Encycl. mens. d'O.-Mer), 1954.

Algérie contemporaine, G.G.A., 1955.

Algérie, in *Encyclopédie de l'Islam*, 1956.

AMROUCHE (Marcel). *Terres et hommes d'Algérie*;

Enquête documentaire de la Radiotélévision française et Algérie 1956.

Annuaire du monde musulman, 1955.

BERNARD (Augustin).

L'Algérie, 1929.

L'Algérie, Tome II de l'Histoire des Colonies Françaises, sous la direction de G. Hanotaux et A. Martineau, 1930.

Afrique septentrionale et occidentale, Tome XI, première partie, de la *géographie universelle*, Vidal de La Blache et Gallois, 1937.

BERQUE (Jacques).

L'Univers politique des Arabes, *Encyclopédie Française*, Tome XI.

BERTHIER (A.).

L'Algérie et son passé, 1951.

BLOTTIERE.

L'Algérie, 1948 et 1955.

(1) Refonte et mise à jour des Documents de 1946, 1953 et 1955.

BOUSQUET (9. H.).

Les Berbères. Que sais-je ? 1957.

COLIN, DAMVILLE et GUILLEMIN.

L'Algérie, histoire et géographie, Alger, 1949.

Dans la lumière des cités africaines, I Afrique du Nord; Encyclopédie d'Outre-Mer, 1956.

DEMONTES.

Le peuple algérien, 1906.

DESPOIS (J.).

L'Afrique du Nord, 1949.

FAVITSKI (Ct. de) DE PROBOBYSZ.

Répertoire bibliographique de la littérature militaire et coloniale française depuis cent ans, 1935.

FIORI (Hermann).

Bibliographie des ouvrages imprimés à Alger de 1830 à 1850, 1938.

GAUTIER (E.F.).

La structure de l'Algérie, 1922.

GOUVION (Marthe et Edm.).

Kitab Aayane El Marhariba, 1920 (sur les familles notables).

GSELL (St.), G. MARÇAIS, G. YVER.

Histoire d'Algérie, 1929.

Initiation à l'Algérie, 1957.

ISNARD (H.).

L'Algérie, 1954.

JALABERT.

Histoire de l'Afrique du Nord, 1945.

JULIEN (Ch. André).

Histoire de l'Afrique du Nord, 1931. Réédition en cours en 3 vol. Tome I, *Des origines à la conquête arabe*, revu par C. Courtois, 1951. Tome II, *De la conquête arabe à 1830*, revu par R. Le Tourneau, 1952.

LAMARTINIERE et LACROIX.

Documents pour servir à l'histoire du Nord-Ouest africain, Alger 1894-1897, 4 volumes.

LAPENE (Edmond).

Tableau historique de l'Algérie, 1845.

LARNAUDE.

L'Algérie, 1950.

LESPES.

Pour comprendre l'Algérie, 1937.

MARCHAND (Max).

Histoire abrégée de l'Algérie, Oran, 1957.

MARTINEAU (Alfred), ROUSSIER et TRAMOND.

Bibliographie d'histoire coloniale (1900-1930), 1932.

MASQUERAY (Emile).

Souvenirs et visions d'Afrique, 1894.

La formation des cités chez les populations sédentaires de l'Algérie, 1886.

MERCIER (E.).

Histoire de l'Afrique septentrionale (Berbérie) depuis les temps les plus reculés jusqu'à la conquête française (1830), 1888-1891, 3 volumes. Voir aussi : *L'Afrique à travers ses fils*, Ernest Mercier, historien de l'Afrique septentrionale, 1944.

MINISTERE DE LA GUERRE.

L'Afrique française du Nord. Bibliographie militaire des ouvrages français ou traduits en français et des articles des principales revues françaises... de 1830 à 1927, 4 volumes, 1930-1935.

MONTEIL (Vincent).

Les Arabes. Que sais-je ? 1957.

PECHOT (L.).

Histoire de l'Afrique du Nord avant 1830, 1914-1919.

PELLEGRIN (A.).

Essai sur les noms de lieux..., 1949.

PEYRONNET (R.).

Le problème Nord-Africain, I, 1924 ; II, 1928.

PIQUET (V.).

Les civilisations de l'Afrique du Nord, 1909.

PIRENNE (J.).

Les grands courants de l'histoire universelle 1944 et suiv.

PLA FAIR (H.L.).

A bibliography of Algeria... Londres, 1888 ; et supplément, 1898.

TAILLART (Charles).

L'Algérie dans la littérature française ; et Essai de Bibliographie méthodique et raisonnée, 1925, 2 volumes.

Visages de l'Algérie, 1953.

L'Histoire générale, Peuples et Civilisations, publiée sous la direction de HALPHEN et de SAGNAC, comprend des chapitres sur l'Afrique du Nord dans le tome III (la conquête romaine, par PIGANIOL,

BIBLIOGRAPHIE

1927), le tome IV (*L'Empire romain*, par ALBERTINI, 1929), le tome V (*les Barbares*, par HALPHEN, 1930), le tome VI (*l'Essor de l'Europe*, par HALPHEN, 1932), le tome VII (*la fin du Moyen-Age*, par PIRENNE, A. RENAUDET, E. PERREY, M. HANDELSMAN et L. HALPHEN, 1931), le tome XV (*l'Eveil des nationalités et le mouvement libéral*, par G. WEILL, 1930), le tome XVII (*du libéralisme à l'impérialisme*, par E. HAUSER, J. MAURAIN et P. BENAERTS, 1939), le tome XVIII (*l'Essor industriel et l'impérialisme colonial*, par M. BAUMONT, 1937), le tome XX (*la faillite de la Paix, 1918-1939*, par M. BAUMONT, 1945).

Dans l'*Histoire Générale* publiée sous la direction de Gustave GLOTZ, on consultera surtout l'*Histoire romaine*, tome II, 1940, par G. BLOCH et J. CARCOPINO, tome III, 1933, par L. HOMO, tome IV, 1937, par M. BESNIER, l'*Histoire du Moyen-Age*, tome IV (2), 1937, par PETIT-DUTAILLIS et GUINARD (livre II, chapitre 2) et tome III, par DIEHL et MARÇAIS, 1936.

Dans l'*Histoire du Monde*, publiée sous la direction d'E. CAVAIGNAC, on aura surtout à utiliser

l'excellent volume VII (1), 1931, *le Monde musulman et byzantin jusqu'aux Croisades*, par GAUDÉFROY-DEMOMBYNES et PLATONOV.

Dans la *Bibliothèque de synthèse historique*, l'*Evolution de l'Humanité*, dirigée par Henri BERR, on lira surtout *le Monde romain*, 1927, par V. CHAPOT; *la Fin du monde antique et le début du Moyen-Age*, 1927, par F. LOT; *La Politique coloniale et le partage de la Terre au XIX^e et XX^e siècle*, par G. HARDY.

Dans l'*Histoire de l'Eglise*, publiée sous la direction d'Augustin FLICHE et de Victor MARTIN, on trouvera notamment au tome III, 1939, des chapitres de J.R. PALANQUE sur l'affaire donatiste et sur les églises occidentales vers le milieu du IV^e siècle; au tome IV, 1937, des chapitres de P. de LABRIOLLE sur saint Augustin et sur les Vandales; dans le tome V, 1938, le chapitre de René AIGRAIN sur la fin de l'Afrique chrétienne.

Voir aussi les inventaires d'archives du G.G.A., séries E, H et X, par G. ESQUER et E. DERMENGHEM, 1949, 1953, 1954.

II

COLLECTIONS ET REVUES

Les principales revues savantes où l'on trouvera des renseignements précieux sur l'Algérie sont la *Revue Africaine*, organe de la Société Historique Algérienne, depuis 1856; le *Bulletin de la Société de géographie d'Alger et de l'Afrique du Nord*, depuis 1856; le *Bulletin de la Société de géographie et d'archéologie de la province d'Oran*, depuis 1876; le *Recueil des Notices et Mémoires de la Société Archéologique du département de Constantine*, faisant suite à l'*Annuaire* de 1853; la *Revue algérienne, tunisienne et marocaine de législation et jurisprudence*, depuis 1885; les *Feuillets d'El-Djezaïr*, depuis 1910; l'*Afrique Française* (Paris), depuis 1891; la *Revue du Monde Musulman*, 1906-1926; la *Revue des Etudes Islamiques*, depuis 1927; le *Bulletin des Etudes arabes*, Alger, depuis 1941...

Les Congrès de la Fédération des sociétés savantes de l'Afrique du Nord, tenus à Alger en 1935, Tlemcen en 1936, Constantine en 1937, Rabat en 1938, Tunis en 1939, ont donné lieu à la publication de 9 volumes d'articles et communications.

Le Comité des Travaux historiques publie les *Actes du Congrès des Sociétés Savantes*, tenu à Alger en 1954.

Parmi les Publications de l'Ecole puis de la Faculté des Lettres d'Alger, le *Bulletin de correspon-*

dance africaine a publié, à partir de 1890, d'importantes études d'arabisants, de berbérissants et d'africanistes, et les *Annales de l'Institut d'Etudes Orientales* réunissent des études depuis 1934.

Dans le *Bulletin du Service de la Carte Géologique de l'Algérie*, on trouvera d'importants travaux de MM. SAVORNIN, BLAZAC, DELEAU, LAFITTE, LUCAS GEOFFROY, CHARRIN, DARESTE DE LA CHAVANIERE...

Il faut citer aussi les *Travaux de l'Institut de Recherches Sahariennes*, - *Les Archives de l'Institut Pasteur d'Alger*, - *l'Algérie médicale*, - *l'Algérie chirurgicale*, - *Algérie et son supplément économique et juridique (OFALAC)*; *Libya*, - le *Bulletin de liaison saharienne*, - le *Fichier de documentation berbère*.

L'*Exploration scientifique de l'Algérie pendant les années 1840, 1841 et 1842*, publiée par ordre du Gouvernement, avait donné lieu à 33 volumes et 3 atlas parus entre 1844 et 1845.

L'Exposition Coloniale de Marseille avait, en 1906, été l'occasion de quelques publications telles que *l'Art en Algérie*, de G. MARÇAIS, *l'Algérie agricole*, de TRABUT et MARES, *la Pénétration Saharienne*, de BERNARD et LACROIX, *le Peuple algé-*

rien, de DEMONTES, *le Commerce algérien*, de DELORME.

Le Centenaire de 1830 fit naître les *Cahiers du Centenaire* et surtout l'imposante collection du *Centenaire* comportant une quarantaine d'ouvrages fondamentaux faisant le point des différents problèmes, étudiant les institutions, réalisations et organisations de l'Algérie nouvelle (justice, travaux publics, sciences, lettres, arts, agriculture, économie, propriété, colonisation, histoire, hygiène...).

La Collection des documents inédits sur l'histoire de l'Algérie après 1830 a donné, depuis 1912, la *Correspondance du capitaine Daumas* (par G. YVER), la *Correspondance de Rovigo*, de Voirol, de Drouet d'Erlon, de Clauzel (par G. Esquer) ; celles de Damrémont et de Valée et les Documents relatifs au Traité de la Tafna, (par G. Yver) ; l'Algérie à l'époque d'Abdelkader, (par Emerit) ; les *Bureaux arabes*...

de X. Yacono, 1953 ; la *Politique indigène de Bugaoud*, par R. Germain.

Parmi les publications administratives officielles : le *Tableau de la situation des établissements français dans l'Algérie*, l'*Exposé de la situation de l'Algérie*, la *Statistique générale de l'Algérie*, le *Bulletin officiel*, puis *Journal Officiel de l'Algérie*, le *Mobacher*, le *Moniteur algérien*, les procès-verbaux des Conseils généraux et des Assemblées financières...

L'*Encyclopédie de l'Islam*, publiée depuis 1910, et sa nouvelle édition commencée en 1954, contiennent de nombreux articles très à jour intéressant l'Algérie.

L'*Encyclopédie mensuelle d'Outre-Mer*, la *Nouvelle Revue française d'Outre-Mer*, l'*Afrique et l'Asie*, l'*Afrique française*, *Simoun*, la *Revue de la Méditerranée*, *Nouvelles Réalités algériennes*... publient souvent des études sur l'Algérie.

III

PREHISTOIRE ET ANTIQUITE

ALBERTINI (Eugène).

L'Afrique romaine, 1927 et 1950.

L'Empire romain, 1929 (Peuples et civilisations. Histoire générale).

ALIMEN (H.).

Préhistoire de l'Afrique, 1955.

BALOUT (Lionel).

Préhistoire de l'Afrique du Nord, 1955.

Les hommes préhistoriques du Maghreb et du Sahara, Libyca, 1954, 2.

BARADEZ (Jean).

Fossatum Africae, 1949.

BERTHIER et CHARLIER.

Le sanctuaire punique d'El-Hofra à Constantine, 1955.

BERTHIER, JUILLET et CHARLIER.

Le Bellum jugurthinum de Salluste et le problème de Cirta, 1949.

BERTRAND (Louis).

Les martyrs africains, 1954.

BOISSIER (Gaston).

L'Afrique romaine, 1895.

CHRISTOFLE (Marcel).

Le Tombeau de la Chrétienne, 1951.

COURTOIS (Christian).

Les Vandales et l'Afrique, 1955.

COURTOIS, LESCHI, PERRAT et SAUMAGNE.

Tablettes Albertini, Actes privés de l'époque vandale, 1952.

CAGNAT (R.).

L'Armée romaine d'Afrique, 1892.

DIEHL (Charles).

L'Afrique byzantine, 1896.

DUCHESNE (L.).

Histoire ancienne de l'Eglise, 3 vol. 1906-1910.

FLAMAND (G. B. M.).

Les pierres écrites (Hadjrat Mektoubet) ; gravures et inscriptions rupestres du Nord Africain, 1921.

FROBENIUS et OBERMAIER.

Hadschra Maktuba, Munich, 1923-1925.

GAUTIER (E.F.).

Genséric, roi des Vandales, 1935.

GSELL (Stéphane).

Histoire ancienne de l'Afrique du Nord, 8 vol., 1913-1928.

Atlas archéologique de l'Algérie, texte et carte, 1911, 2 vol.

Inscriptions latines d'Algérie, I, 1922.

BIBLIOGRAPHIE

GSELL et PFLAUM.

Inscriptions latines d'Algérie, II, 1957.

LECLERQ (H.).

L'Afrique chrétienne.

LOT (F.).

La fin du monde antique et le début du moyen-âge, 1927, (Bibliothèque de Synthèse historique. L'évolution de l'Humanité).

LESCHI (Louis).

Etudes d'épigraphie, d'archéologie et d'histoire africaines, 1957.

MAZARD (Jean).

Corpus nummorum Numidice Mauretaniaeque, 1955.

MESNAGE (P.J.).

L'Afrique chrétienne (Evêchés et ruines antiques), 1912.

La romanisation de l'Afrique, 1913.

Evangelisation de l'Afrique, 1914.

Le christianisme en Afrique, 1914.

MONCEAUX (Paul).

Histoire littéraire de l'Afrique chrétienne, 7 vol., 1901-1923.

Les Africains, les Païens, 1894.

Musée du Bardo. Collections préhistoriques, 1956.

REYGASSE (Maurice).

Contribution à l'étude des gravures rupestres et inscriptions tifinar du Sahara central, 1932 (ainsi que de nombreux articles et brochures du même auteur).

Monuments funéraires préislamiques, 1950.

SALAMA (Pierre).

Les voies romaines de l'Afrique du Nord, 1951..

SOLIGNAC.

Les pierres écrites de la Berbérie orientale, Tunis, 1928.

VAUFREY (Raymond).

Préhistoire de l'Afrique, I, *Le Maghreb*, 1956.

IV

L'ALGERIE MUSULMANE

ABOU ZAKARIA.

Chronique, pub. et trad. par E. Masqueray, 1879.

ACHARD (Paul).

La vie extraordinaire des frères Barberousse 1939.

L'Afrique du Nord musulmane, numéro spécial de l'Ecole Républicaine, 1950.

BARGES (Abbé).

Histoire des Beni-Zeïyan, rois de Tlemcen, par l'iman Sidi Abou ABDALLAH Mohamed, 1852.

Complément de l'histoire des Beni-Zeïyan..., du Cheikh Mohammed ABD-EL-DJALIL AL TENESSY, 1887.

Tlemcen..., 1859.

Vie du célèbre marabout Cidi Abou Medien, 1884.

BEL (A.).

La religion musulmane en Berbérie, I. 1938.

BERBRUGGER.

(Nombreuses études parues dans la *Revue Africaine* entre 1856 et 1875).

BRAUDEL (F.).

La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II, 1949.

BREMOND (Général).

Berbères et Arabes, 1942 et 1950.

BROSSELDARD (Ch.).

Les inscriptions arabes de Tlemcen, *Revue Africaine*, 1858-1861.

BRUNSCHVIG (Rob.).

La Berbérie orientale sous les Hafsides, des origines à la fin du XV^e siècle. Thèse, Alger, tome I, 1940, tome II, 1947.

CARETTE.

Recherches sur les origines et les migrations des principales tribus de l'Afrique septentrionale (Exploration scientifique de l'Algérie, III), 1853.

Corpus des inscriptions arabes et turques de l'Algérie, I, département d'Alger, par G. COLIN ; II, département de Constantine, par G. MERCIER, 1902.

DEVOULX (Albert).

Les archives du Consulat Général de France à Alger, 1865.

Les édifices religieux de l'ancien Alger, *Revue Africaine*, 1860-1870.

DUPUY (E.).

Américains et Barbaresques, 1910.

EISENBETH.

Les Juifs en Algérie et en Tunisie à l'époque turque, 1952.

FAGNAN.

Chronique des Almohades, attribuée à Zerkechi, 1895.

Extraits inédits relatifs au Maghreb, 1924.

Histoire des Almohades, d'après Abd El-Wahid Marrakechi, 1893.

Histoire de l'Afrique et de l'Espagne intitulée Al-Bayano'Al-Moghrab, Alger, 1901 et 1904, 2 vl.

FAURE-BIGUET (Général).

Histoire de l'Afrique du Nord sous la domination musulmane, 1915.

FERAUD (Ch.).

Histoire des villes de la province de Constantine, 1869-1877, 5 vol.

GAUTIER (E.F.).

Les siècles obscurs du Maghreb, 1927.

Le passé de l'Afrique du Nord, 1937 (révision du précédent).

GHOBRINI.

Onwan ad-Diraya, édit. Bencheneb, Alger, 1910.

GRAMMONT (H.-D. de).

Histoire d'Alger sous la domination turque, 1515-1830, 1887.

HAEDO (Diégo de).

Histoire des rois d'Alger, trad. et annotée par H.D. de GRAMMONT, 1888.

De la captivité à Alger, trad. de MOLINERVILLE, 1911.

HAFNAOUI.

Tarif el-Khalef, Alger, 1909, 2 vol.

HAMDAN BEN OTHMAN KHODJA.

Aperçu historique et statistique sur la Régence d'Alger, intitulé en arabe *Le Miroir...*, 1833.

Histoire et historiens de l'Algérie (collection du Centenaire, 1931). Excellents articles avec bibliographie, par William MARÇAIS et Alfred BEL.

Histoire du commerce de Marseille, 3 vol. 1949-1951.

IBN ABD EL HAKAM.

Conquête de l'Afrique du Nord... Texte arabe et trad. française par Albert GATEAU, Biblioth. arabe-française, n° 2, Alger, 1942.

IBN KHALDOUN (Abderrahmân).

Histoire des Berbères, trad. de SLANE, 3 vol, nouv.

édit., 1925-1934.

Prolégomènes, trad. de SLANE, repr. photoméc, 1934-1938, 3 vol.

IBN KHALDOUN (Abou Zakarya Yahia).

Histoire des Beni-Abd-el-Wad, rois de Tlemcen, éditée, traduite par Alfred BEL, 2 vol., Alger, 1903 et 1913.

IBN MERYEM (Ech-Cherif El-Melity).

El Bostan ou Jardin des Biographies des saints et savants de Tlemcen, trad. et annoté par F. PROVENZALI, Alger, 1910.

IBN SAGHIR.

Chronique sur les imans rostémides de Tahert, édit. et trad. par A. de C. MOTYLINSKI, XIV^e Congrès des Orientalistes, 1907.

LEON L'AFRICAIN.

Description de l'Afrique, édition Epaulard, 1956.

MARÇAIS (Georges).

Les Arabes en Berbérie du XI au XIV^e siècle, 1913.

La Berbérie musulmane et l'Orient au Moyen-Age, 1946.

MAS-LATRIES (de).

Traités de paix et de commerce et documents divers concernant les relations des Chrétiens avec les Arabes de l'Afrique septentrionale au Moyen-Age..., 1866, nouv. édit. 1868, 1873.

Relations et commerce de l'Afrique septentrionale au Maghreb avec les nations chrétiennes au Moyen-Age, 1886.

MASSE (Henri).

Les études arabes en Algérie, tiré à part de la *Revue Africaine*, 1933.

MASSON (P.).

Histoire des établissements et du commerce français dans l'Afrique Barbaresque (1560-1793), 1903.

MERCIER (Ernest).

Comment l'Afrique du Nord a été arabisée, Constantine, 1874.

Histoire de l'établissement des Arabes dans l'Afrique septentrionale, 1875 (voir aussi le chapitre écrit par G. Marçais dans le livre cité ci-dessus, consacré à Ernest Mercier).

PLAYFAIR.

The scourge of christiendom, Londres, 1884.

PRIMAUDAIE (Elie de la).

Le commerce et la navigation de l'Algérie avant la conquête française, 1861.

Documents inédits sur l'histoire de l'occupation espagnole en Afrique, (1506-1574), 1866.

REGENCE (LA) D'ALGER et le monde turc, numéro spécial de l'Ecole Républicaine, 1953-1954.

ROTALIER.

Histoire d'Alger et de la piraterie des Turcs dans la Méditerranée à dater du XVI^e siècle, 1841, 2 vol.

SANDER RANG et DENIS.

Fondation de la Régence d'Alger. Histoire de Barberousse, 1837, 2 vol.

SHAW.

Voyage dans la Régence d'Alger, trad. MacCarthy, 1830.

VENTURE DE PARADIS.

Alger au XVIII^e siècle, édité par E. Fagnan, Alger, 1828.

WALSIN-ESTERHAZY.

De la domination turque dans l'ancienne Régence d'Alger, 1840.

Notice historique sur le Maghzen d'Oran, 1849.

V

L'ALGERIE DEPUIS 1830

AZAN (Général).

L'Armée d'Afrique de 1830 à 1852 (collection du Centenaire), 1936.

L'Emir Abd El Kader, 1925.

Bugeaud et l'Algérie, 1930.

BELLEMARE (A.).

Abd El Kader. Sa vie politique et militaire, 1854.

BERNARD et N. LACROIX.

La pénétration saharienne, 1906.

BONNET-ROY (F.).

Ferdinand-Philippe, duc d'Orléans, 1947.

BOURBON (Prince Sixte de).

La dernière conquête du roi, Alger, 1930.

BOURNAND.

Le Général duc d'Aumale, Limoges, 1900.

BUGEAUD.

Par l'épée et la charrue ; Ecrits et discours, 1948.

CORDIER (E. H.).

Napoléon III et l'Algérie, 1937.

DAUMAS et FABAR.

La Grande Kabylie, études historiques, 1847.

DOMINIQUE (L. C.).

Un Gouverneur général de l'Algérie, l'Amiral de Gueydon, Alger, 1908.

DUPUY (Aimé).

... L'Algérie dans les lettres d'expression française, 1956.

ESQUER (Gabriel).

Les commencements d'un Empire. La prise d'Alger, 2^e édit., 1929.

Histoire d'Algérie ; coll. Que sais-je ? 1950 et 1957.

L'Algérie vue par les écrivains, Simoun, 1957.

La vie intellectuelle en Algérie, Simoun 1957.

ESTRE (Henri d').

Les conquérants de l'Algérie (1830-1857), 1930.

GAUTHEROT (G.).

La conquête d'Alger, 1830, d'après les papiers inédits du Maréchal de Bourmont, 1929.

Un gentilhomme de grand chemin : le Maréchal de Bourmont, 1925.

GENTY de BUSSY.

De l'établissement des Français dans la Régence d'Alger, 1839, 2 vol.

GERMAIN (R.).

La politique indigène de Bugeaud, 1955.

GIROD de L'AIN.

Le Maréchal Valée, 1911.

IDEVILLE (comte d').

Le Maréchal Bugeaud d'après sa correspondance intime et des documents inédits, 1881, 3 vol.

LAMAZE (Edouard de).

Bugeaud, Lyon, 1943.

LUCAS-DUBRETON.

Bugeaud, 1931.

NETTEMENT (A.).

Histoire de la conquête d'Alger, 1856, nouv. édit., 1867.

PELISSIER de REYNAUD.

Annales algériennes, nouv. édit., 1854, 5 vol.

PONS (Mgr A.)

La nouvelle église d'Afrique, 1930.

REVOLUTION (LA) DE 1848 en Algérie, mélanges d'histoire, 1949.

RINN (L.).

Histoire de l'insurrection de 1871 en Algérie, Alger, 1891.

ROBIN (Colonel).

Notes historiques sur la Grande Kabylie de 1838 à 1851, Alger, 1905.

Notes et documents concernant l'insurrection de 1856-1857 de la Grande Kabylie, Alger, 1902.

L'insurrection de la Grande Kabylie en 1871, Alger, 1901.

TOURNIER (J.).

Le Cardinal Lavignerie et son action politique, 1865-1892, 1913.

TRUMELET (Colonel L.).

Histoire de l'insurrection dans le sud de la province d'Alger en 1864 ; suivie de *l'histoire de l'insurrection des Ouled Sidi ech-Chikh de 1864 à 1880*, Alger, 1879 et 1884.

Le Général Yusuf, 1890, 2 vol.

VALET (René).

L'Afrique du Nord devant le Parlement au XIX^e siècle, 1924.

VILLOT (R.).

Eugène Etienne, 1951.

ZURCHER (M.).

La pacification et l'organisation de la Kabylie orientale de 1838 à 1870, 1948.

VI

COLONISATION

Les recueils du *Congrès de l'Afrique du Nord* (Paris, 1908), 2 vol., et du *Congrès de la colonisation rurale* (Alger, 1930), 1930, contiennent de bonnes études et la question de la colonisation a donné lieu depuis 1830 à d'innombrables ouvrages, brochures ou articles.

BAUDICOURT (L. de).

La colonisation de l'Algérie, 1856.

Histoire de la colonisation de l'Algérie, 1860.

BERTHAULT (Pierre).

Aspect actuel de la colonisation en Algérie (public. du Centre d'études économiques et sociales de l'Afrique Française, XI, Alger, 1946).

CARDONNE (P.) et J. RABAT.

La colonisation de l'Ouest oranais, 1930.

DEMONTES (V.).

La colonisation militaire sous Bugeaud, 1917.

EMERIT (Marcel).

Les Saint-Simoniens en Algérie, 1941.

Pauline Roland et les déportées d'Afrique, 1945.

FRANC (J.).

La colonisation de la Mitidja, 1928.

Histoire de la colonisation de l'Algérie ; les sources d'archives, 1928.

FLORENCHIE (Marcel).

Mémoires d'un colon : I Terre algérienne, 1932 ;

II, *Eux et nous*, 1934 ; III, *Terre française*, 1945.

GAUTIER (E.F.).

Un siècle de colonisation, études au microscope, 1930.

L'Algérie et la Métropole, 1920.

ISNARD (H.).

La vigne en Algérie, 2 vol., 1951, 1954.

Réorganisation de la propriété... Mitidja, 1949.

LACOSTE (L.).

La colonisation maritime en Algérie, 1931.

LEHURAUX (Léon).

Le nomadisme et la colonisation dans les hauts plateaux de l'Algérie, 1931.

MOLLARD (G.).

Culture du blé, 1949.

PASSERON (René).

Les grandes sociétés et la colonisation de l'Afrique du Nord, 1925.

PEYERHIMOFF (H. de).

Enquête sur les résultats de la colonisation officielle de 1871 à 1898, 2 vol., 1902.

PIQUET (V.).

La colonisation française de l'Afrique du Nord, 1912.

RASTEIL (Maxime).

Le calvaire des colons de 48, 1930.

REBOUR (H.).

Les agrumes, 1930.

BIBLIOGRAPHIE

SCHEFFER (Christian).

*La politique coloniale de la monarchie de juillet.
L'Algérie et l'évolution de la colonisation française, 1928.*

TINTHOUIN (Robert).

*Colonisation et évolution des genres de vie dans
la région ouest d'Oran de 1830 à 1885 (thèse
complémentaire de doctorat), Oran, 1947.*

TIQUET (J.).

Une expérience de petite colonisation indigène en

*Algérie. Les colons arabes chrétiens du Cardinal
Lavigerie, 1936.*

VILLOT (R.).

Jules du Pré de Saint-Maur (1813-1877), 1954.

YACONO (Xaxier).

*Les bureaux arabes et l'évolution des genres de
vie indigènes dans l'Ouest du Tell algérois, 1953.*

*La colonisation des plaines du Chélif, 2 vol., 1955,
1956.*

VII**MONOGRAPHIES**

ADOUA (Léon).

La ville de Sidi-bel-Abbès, 1927.

ALQUIER (P.).

*Guide de Constantine, géographique, historique,
touristique et administratif, Constantine, 1930.*

BASTIDE (Ch.).

Bel-Abbès et son arrondissement, Oran, 1880.

BEL (Alfred).

*Tlemcen et ses environs, 2^e édit. Toulouse.
La population musulmane de Tlemcen, 1908.*

BOYER (Pierre).

*Département d'Alger, Encycl. mens. d'O.M., juin
1954.*

Douze colonies agricoles, 1948.

BOULIFA (S.A.).

Le Djurdjura dans l'histoire, 1925.

BRESSION (Gilbert).

*Fort-de-l'Eau. Histoire d'un centre rural algérien,
Alger, 1957.*

BUGEJA (M.).

Au pays des moissons, (Le Sersou), 1948.

CANAL (J.).

*Monographie de l'arrondissement de Tlemcen (Soc.
Géog. Oran, 1886-1891).*

CARETTE.

Etude sur la Kabylie, 1848.

CALTEL (Lieutenant).

Tébessa, 2 vol., 1906.

DAUMAS (Général) et FABAR.

La Grande Kabylie, 1847.

DEBIA (R. Y.).

*Orléansville. Naissance et destruction d'une ville.
Sa résurrection, Alger, 1956.*

DESPOIS (J.).

Le Hodna, 1953.

Le Djebel Amour, 1957.

DEYRON (L.).

Souk-Ahras, 1953.

DIDIER (Général L.).

Histoire d'Oran.

DOR (Fernand).

Cherchell et Gouraya, 1895.

ESQUER (G.).

Alger et sa région, 1949.

FERAUD (Ch.).

*Notes historiques sur les tribus de la subdivision
de Constantine, Constantine, 1869.*

*Histoire des villes de la province de Constantine,
1869-1877.*

FEY (H.L.).

*Histoire d'Oran avant, pendant et après la domi-
nation espagnole, 1858.*

FOURNOT (F.).

El-Goléa, Lyon, 1904.

HANOTEAU et LETOURNEUX.

La Kabylie et les coutumes kabyles, 3 vol., 1873.

KLEIN (H.).

Feuilles d'El-Djezaïr, 1937.

LARTIGUE (de).

Monographie de l'Aurès, 1904.

LECOCQ (André).

Tlemcen, ville française, 1842-1871, 2 vol., 1940.

LESPES (R.).

Alger, 1930.

Oran, 1938.

LLABADOR (F.).

Nemours, 1948.

Port-Say et son fondateur, 1955.

MAIGNOT (F.).

La naissance de Boufarik, 1952.

MASQUERAY (E.).

Notes concernant les Oulad Daoud du mont Aurès, 1879.

MELIA (Jean).

La ville blanche, Alger et son département, 1921.

MOURER et BERTHIER.

Le département de Constantine, *Encycl. mens. d'O.M.*, janvier 1955.

REMOND (Martial).

Au cœur du pays Kabyle, 1933.

La Kabylie, 1937.

Djurdjura, terre de contrastes, 1940.

Les Kabylies, 1955.

ROBERT (Claude-Maurice).

Le long des oueds de l'Aurès, 1938.

ROSEAU.

Novi, 1949.

ROZET (G.).

L'Aurès, escalier du désert, 1935 et 1955.

SERGEANT (Ed. et Et.).

Histoire d'un marais algérien, 1947.

SOLAL (Edouard).

Philippeville et sa région, 1837-1870, Alger, 1957.

THERY (R.P. G.).

Tlemcen, Oran, 1945.

TINTHOUIN (Robert).

Les aspects physiques du Tell Oranais, 1947.

Colonisation et évolution des genres de vie dans la région Ouest d'Oran ; Oran, 1947.

Assi-ben-Okba, 1949.

Mers-el-Kébir «Le Grand Port», 1956.

Le Département d'Oran, *encycl. mens. d'O.M.*, mars 1955.

TRUMELET.

Blida, 2 vol., 1887.

Boufarik, 1869.

VILLOT (Roland).

Arzew à travers l'histoire, Oran, 1942.

Arzew et son histoire, 1952.

SAHARA

Sur le Sahara, il existe une bibliographie publiée par le Gouvernement général de l'Algérie :

Les Territoires du Sud de l'Algérie, 2^e partie, *Essai de bibliographie*, 1930 (mises à jour 1946 et 1953).

ARMAGNAC (Lieutenant d').

Le Sahara, carrefour de races, 1934.

BATAILLON (Cl.).

Le Souf, étude de géographie humaine, *Mém. Inst. Rech. Sahar.*, II, 1955.

BENHAZERA (Maurice).

Six mois chez les Touareg du Ahaggar, 1908.

BERNARD (Augustin).

Les confins algéro-marocains, 1911.

BERNARD (A.) et H. LACROIX.

La pénétration saharienne (1830-1906), 1906.

L'Evolution du nomadisme en Algérie, 1906.

BISSON (Jean).

Le Gourara, 1957.

BISSUEL (H.).

Le Sahara français, 1891.

Les Touareg de l'ouest, 1888.

BLANGUERNON (Claude).

Le Hoggar, 1955.

BROSSELDARD (Henri).

Les deux missions Flatters, 1896.

CAPOT-REY (R.).

Le Sahara français, 1953.

CAUVET (Ct.).

Le chameau, 1925.

Notes sur le Souf, 1934.

CORNET (Pierre).

Sahara, terre de demain, 1956.

DALLONI.

Mission au Tibesti, 1934-1935.

DAUMAS (Général).

Le grand désert, 1857.

DEVORS (P.).

Le Touat ; *Archives Inst. Pasteur d'Algérie*, 1947.

DUVEYRIER (Henri).

Les Touareg du Nord, 1864.

EYDOUX (H.P.).

L'exploration du Sahara, 1938.

BIBLIOGRAPHIE

FERAUD (Ch.).

Le Sahara de Constantine, 1887.

FOLEY (Dr. H.).

Mœurs et médecine des Touareg de l'Ahaggar, 1930.

FOUCAULD (Ch. de).

*Lettres à Henry de Castries, 1938.**Ecrits spirituels, 1923.**Lettres inédites au général Laperrine, 1954.*

Sur le P. de Foucauld, on pourra lire :

BAZIN (René), Charles de Foucauld, 1921, POTTIER

(René), Charles de Foucauld le prédestiné, 1944,

BOISSIEU (le P. de), le Père de Foucauld, 1925,

ROBERT (Cl.-M.), L'Ermite du Hoggar. LEHU-

RAUX (Cdt), Au Sahara avec le P. de Foucauld,

1944. GORREE (Le P.), La vérité sur l'assassinat

du P. de Foucauld, 1941. HERISSON (Rob.), Avec

le P. de Foucauld et le Général Laperrine, Carnet

d'un Saharien, 1909-1911. Les Cahiers Charles de

Foucauld, 1946, etc.

FOUREAU (Fernand).

*Une mission au Tademagt (Territoire d'In-Salah, en 1890), 1890.**Rapport sur ma mission au Sahara chez les Touareg Azdjer, octobre 1893-mars 1894, 1894.**Mission chez les Touareg.**Mes deux itinéraires sahariens d'octobre 1894 à mai 1895, 1895.*

FRISON-ROCHE (Roger).

*Le grand désert, 1951.**L'appel du Hoggar, 1948.*

GABUS (Jean).

*Au Sahara, les hommes et leurs outils, 1955.**Initiation au désert, 1954.*

GAUTIER (E.F.).

*La conquête du Sahara, 1910.**Sahara algérien, 1908.**Le Sahara, 1928.*

GERMAIN (José) et FAYE.

Le Général Laperrine, grand Saharien, 1922.

GODARD (Com.).

L'oasis moderne, 1954.

GORREE et THIOUT.

Laperrine, 1948.

JEAN (Lt.-C.).

Les Touareg du Sud-Est : l'Aïr, 1909.

KILIAN (Conrad).

Au Hoggar, 1922.

LABARTHE.

Document sur le pétrole du Sahara, 1957.

LANNEY (Henry).

Képis bleus, 1945.

LARGEAU (L.).

Le Sahara, premier voyage d'exploration, 1877.

Le CHATELIER.

Touat, Sahara et frontière marocaine, 1901.

LEHURAUX (Cdt).

*Les Français au Sahara, s. d.**Sur les pistes du désert, 1929.**Fondateurs d'Empire, 1930.**Lettres d'un Saharien (le Ct. Paul Duclos), 1933.**Le conquérant des Oasis (le Col. Pein), 1935.**Bou-Saâda, cité du bonheur, 1953.**Où va le nomadisme en Algérie ? 1948.**Le Sahara, ses oasis, 1953.*

LELONG (M.-H.)

Le Sahara aux cent visages, 1941.

LHOTE (Henri).

*Le Sahara, désert mystérieux.**Les Touareg du Hoggar, 1944.**Dans les campements touaregs, 1947.**Comment campent les Touaregs, 1948.*

LONGOBARDI (C.).

L'agonie d'une mission (2^e mission Flatters), 1938.

MARCHAND (Max).

Le Sahara, Oran, 1957.

MELIA (J.).

*Le drame de la mission Flatters, 1942.**Laghout, 1923.**Ghardaïa, 1930.*

MERCADIER, RONDREUX et SALLERAS.

L'oasis rouge (Timimoun), 1946.

MESNIER (Cne).

Monographie du Territoire d'Aïn-Sefra, 1914.

MONOD (Th.).

Méharées, explorations au vrai Sahara, 1937.

PASSAGER (Médecin-Colonel).

Ouargla, Arch. Inst. Pasteur d'Algérie, 1957.

PASSAGER et BARBANÇON.

Taghrit, ibid., 1956.

POTTIER (René).

- Le Transsaharien, liaison d'empire*, 1941.
Laperrine, 1945.
Au pays du voile bleu, 1945.
Histoire du Sahara, 1947.
Un prince saharien méconnu : Henri Duveyrier, 1938.

QUERMONNE (J.L.).

- L'organisation commune des régions sahariennes*,
Rev. jur. et pol. de l'Union française, 1957,
pp. 273-293.

RAMES (C.).

- Beni-Abbès*, Arch. Inst. Pasteur d'Algérie, 1941.

REBOUL (E.).

- Le Gourara*, Arch. Inst. Pasteur d'Algérie, 1953.

REGNIER (Yves).

- Les petits-fils de Touameur : les Chaâmba sous le régime français : leur transformation*, 1939.

REIBELL (Gl.).

- Carnet de route. Mission saharienne Foureau-Lamy*, 1898-1900, 1931.

ROBERT (Claude-Maurice).

- Dans le silence et la lumière. Voyage aux Oasis*, 1934.
La féerie saharienne, 1952.
L'envoûtement du Sud, 1934.

SABATIER (Camille).

- Le Transsaharien*, 1922.

STEINILBER-OBERLIN (E.).

- Les Touaregs tels que je les ai vus*, 1934.

THE (Cap. de).

- Historique des compagnies sahariennes (1902-1952)*, 1955.

VALET (R.).

- Le Sahara algérien*, 1927.

VIUILLOT (P.).

- L'exploration du Sahara*, 1895.

WEISS (Pierre).

- Le Secret du Sud*.

MZAB

Les curieuses oasis du Mzab, les Mozabites et la secte ibadite ont donné lieu à de nombreuses études parmi lesquelles nous signalerons :

AMAT (Dr. Ch.).

- Le Mzab et les Mzabites*, 1898.

ARMAGNAC (Lt. d').

- Le Mzab et le pays chaâmba*, 1934.

BASSET (R.).

- Etude sur la zénatia...*, 1893.

CHEVRILLON (André).

- Les puritains du désert*, 1927.

DUVEYRIER (H.).

- Coup d'œil sur le pays des Beni-Mzab*, 1859.

GERS (José).

- Au Mzab*, 1936.

GOICHON (Amélie).

- La vie féminine au Mzab*, 1927. Addenda dans la *Revue des Etudes islamiques*, 1930).

GOUVION (M. et E.).

- Le Kharedjisme, monographie du Mzab*, 1926.

HUBERT (Maurice).

- Ghardaïa*, 1949.

LEWICKI.

- Mélanges berbères ibadites (Revue des Etudes islamiques*, 1936, cah. 3) et *Note additionnelle* par André Basset.

MELIA (Jean).

- Ghardaïa*, 1930.

MERCIER (Marcel).

- La civilisation urbaine au Mzab*, 1922.

MOTYLINSKI.

- Notes historiques sur le Mzab, Guérara*, 1885.

Sur le kharedjisme, ou plus exactement l'ibadisme, il faut signaler une étude de J. Pignal : *Le Kharedjisme ibadite algérien*, paru dans la revue *En Terre d'Islam*, en 1933 et 1934, et les textes publiés par :

MASQUERAY.

- Chronique d'Abou Zakaria*, 1879.
Formation des cités..., 1886.

MOTYLINSKI.

- Chronique d'Ibn Saghir* (14^e Congrès des Orientalistes, Alger, 1905), 1908.
L'Aqida des Abadhites (ibid.).

VIII

ETHNOGRAPHIE, FOLKLORE

AMROUCHE (Jean).

Chants berbères de Kabylie, Tunis, 1939 (nouvelle édition, Paris 1947).

ANDRE (P.-J.).

L'Islam et les races, 1922, 2 vol.

ANDREWS (J.-B.).

Les fontaines des génies (Seba Aïoun), Croyances soudanaises à Alger, Algèr, 1903.

BASSET (André).

Atlas des parlers berbères.

BASSET (Henri).

Essai sur la littérature des berbères, 1920.

BASSET (René).

*Etude sur la zenatia de l'Ouarsenis et du Maghreb central, 1895.**Etude sur la zenatia du M'zab, de Ouargla et de l'Oued Rir', 1893.**Etude sur les dialectes berbères, 1894.**Contes populaires berbères, 1887.**Nouveaux contes berbères, 1897.**Contes populaires d'Afrique, 1903.**Mélanges africains et orientaux, 1915.**Nédromah et les Traras, 1901.*

BENCHENEB (Moh.).

Proverbes arabes de l'Algérie et du Moghreb, 1905-1907, 3 vol.

BENCHENEB (Rachid).

Textes arabes d'Alger, « Revue Africaine », 1943-1944.

BENCHENEB (Saâdeddine).

Contes d'Alger, Oran, 1945.

BERTHOLON et CHANTRE.

Recherches anthropologiques dans la Berbérie orientale, Lyon, 1912-1913, 1 vol. et 1 album.

BIARNAY (S.).

*Etude sur le dialecte berbère de Ouargla, 1909.**Notes d'ethnographie et de linguistique nord-africaine, 1924.*

BERNARD (Augustin).

Enquête sur l'habitation rurale des indigènes de l'Algérie, 1921.

BERQUE (A.).

L'habitation de l'indigène algérien, tiré à part, « Revue Africaine », 1936.

BOULIFA (Saïd).

Recueil de poésies kabyles, Alger, 1904.

BUGEJA (Marie).

Afrique, terre de légendes, 1936.

CERTÉUX et CARNOY.

L'Algérie traditionnelle, 1884, 2 vol.

CHAROUSSET (Gabriel).

Folklore algérien, Constantine, 1932.

CHOURAQUI (A.).

Les Juifs d'Afrique du Nord, 1952.

COSQUIN (E.).

*Etudes folkloriques, 1922.**Les contes indiens et l'Occident, 1922.*

DAUMAS.

Mœurs et Coutumes de l'Algérie, 1858.

DERMENGHEM (E.).

*Contes kabyles, 1945.**Le mythe de Psyché dans le folklore nord-africain, « Revue Africaine », 1945.**Essai sur le hadhra des Aïssaoua d'Algérie, « Revue Afric. » (avec L.L. Barbès), 1951.**Les confréries noires d'Algérie, Rev. Afric., 1953.**Lé culte des saints dans l'Islam maghrébin, 1954.*

DESPARMET.

*Contes populaires sur les ogres, recueillis à Blida et traduits, 1909 et 1910, 2 vol.**Contes maures recueillis à Blida et traduits, 1913.**Coutumes, institutions, croyances des indigènes de l'Algérie. Traduction annotée par H. Pérès et G. Bousquet, T.I., Alger, 1939.**Ethnographie traditionnelle de la Mettiddja, I. L'Enfance, Alger, 1927. — Le calendrier folklorique, Rev. Afric., 1918-1937.**Le mal magique, 1932.*

DOUTTE (Edmond).

*L'Islam algérien en 1900.**Magie et religion dans l'Afrique du Nord, 1909.*

EISENBETH (M.).

Le judaïsme nord-africain, 1931.

Les juifs en Algérie et en Tunisie à l'époque turque, 1952.

FOUCAULD (Charles de).

Textes touareg, en prose, pub. par R. Basset, 1922.

Poésies touarègues, pub. par A. Basset, 1925 et 1930, 2 vol.

GAUDEFROY-DEMOMBYNES.

Les cérémonies du mariage chez les indigènes de l'Algérie, 1901.

GAUDRY (Mathéa).

La femme chaouïa de l'Aurès, 1939.

GAUTIER (E.-F.).

Mœurs et coutumes des Musulmans, 1931.

GIACOBETTI.

Recueil d'énigmes arabes populaires, Alger, 1916.

GOICHON (Amélie-M.).

La vie féminine au Mzab, 1927.

GOUVION (Marthe et Edm.).

Le Kharedjisme. Monographie du Mzab, Casablanca, 1926.

HANOTEAU (A.).

Poésies populaires de la Kabylie du Djurdjura.

LA MARTINIÈRE (de) et N. LACROIX.

Documents pour servir à l'étude du Nord-Ouest africain, 1894-1897, 4 vol.

LAOUST (E.).

Mots et choses berbères, 1920.

LESELLE (Cap.).

Les Noirs du Souf, 1957.

MARÇAIS (W.).

Le dialecte arabe parlé à Tlemcen, 1902.

MARÇAIS (Ph.).

Textes arabes de Djidjelli, 1954.

MARCHAND (Dr. H.-F.).

Mélanges d'anthropologie et de sociologie nord-africaine, 1951.

MARTIN (Claude).

Les israélites algériens de 1830 à 1902, 1936.

MARTIN (A.G.P.).

Précis de sociologie nord-africaine, 1913, 2 vol.

MAUNIER (René).

Mélanges de sociologie nord-africaine, 1930.

MERCIER (G.).

Le chaouïa de l'Aurès, 1896.

MERCIER (Marcel).

La civilisation urbaine au Mzab, Alger, 1922.

MOULIERAS (Aug.).

Légendes et contes merveilleux de la Grande Kabylie, 1893 et 1897, texte kabyle, 2 vol.

Les fourberies de Si Djeha, 1890.

RAHMANI (Slimane).

Coutumes kabyles du Cap Aokas, 1939.

RIVIÈRE.

Recueil de contes populaires de la Kabylie du Djurdjura, 1882.

ROBERT (A.).

Métiers et types algériens, Alger, 1895.

ROUANET.

La musique arabe, in : *Encyclopédie de la musique*, Lavignac de la Laurencie, *Histoire de la musique*, 1922.

SONNECK (C.).

Chants arabes du Moghreb, 1902-1904, 3 vol.

SOUALAH (Moh.).

La société indigène d'Afrique du Nord, Alger, 1937 et 1946, 3 vol.

TRUMELET (Col.).

Blida. Récits selon la légende, la tradition et l'histoire, 1887, 2 vol.

L'Algérie légendaire, 1892.

Les saints de l'Islam. Légendes hagiologiques et croyances algériennes, 1881.

VAN GENNEP (Arnold).

En Algérie, 1914.

VILLOT (Et.-Col.).

Mœurs, coutumes et institutions des indigènes de l'Algérie, 1888.

WESTERMARCK (Edouard).

Survivances païennes dans la civilisation musulmane, 1935.

A ces ouvrages, il conviendra d'ajouter de nombreux articles publiés notamment par MM. ARNAUD, ARRIPE, René BASSET, Henri BASSET, André BASSET, A. BEL, M. BENCHENEB, BEN CHOAI, BERQUE, BOUSQUET, BUGEJA, Mme Marie BUGEJA, MM. CANAL, CANTINEAU, CAU-

BIBLIOGRAPHIE

VET, A. COUR, DESPARMET, DESTAING, FOURNIER, GOGNALON, HACENE, HERBER, ISMAEL HAMET, HAMIDOU, JOLEAUD, JOLY, J. JOUIN, LAOUST, LUCIANI, MAITROT de la MOTTE-CAPRON, MARÇAIS, MANGION, MERCIER, MIL-LON, MALINGAND, MAIZA, MOREL, NOEL, MEZIANE, OSTOYA-DELMAS, PALLARY, PEYRONNET, PROBST-BIRABEN, RAMES, A. ROBERT, BONETE, DHINA, JANIER, MHAMSADJI, OUARY, etc., dans la Revue Africaine, les Publications des Congrès des Sociétés Savantes, des Bulletins des Sociétés de géographie d'Alger et d'Oran, de la Société Archéologique de Constantine, de la Société Anthropologique de Pa-

ris, la Revue de l'Histoire des Religions, la Revue des Traditions populaires, le Bulletin de l'enseignement des indigènes de l'Académie d'Alger, la Revue indigène, l'Afrique française, la Revue des Etudes islamiques, le Journal de la Société des Africanistes, Hespéris, le Cinquantenaire de la Faculté des Lettres d'Alger, les Travaux de l'Institut de Recherches sahariennes, les Informations algériennes. En terre d'Islam, la Revue Anthropologique, l'Ethnographie, les Archives de l'Institut Pasteur d'Algérie, le Bulletin des Etudes arabes, la Revue du Monde musulman, le Mémorial Henri Basset, Outre-Mer, Algérie-Magazine, Algérie, Simoun, les Mélanges Massignon, etc...

IX

ARCHEOLOGIE, BEAUX-ARTS, ARTISANAT

ALAZARD.

L'Orient et la peinture française au XIX siècle, 1930.

ALLAIS (Yvonne).

Djemila, 1938.

ANGEL (Pierre).

L'Ecole nord-africaine dans l'art français contemporain, 1931.

AUDISIO (Gabriel).

La marqueterie de terre émaillée, 1926.

BALLU (A.).

Guide illustré de Timgad, 1910.

Guide illustré de Djemila (antique Cuicul), 1926.

BARADEZ (J.).

Tipasa, 1952.

BEL (A.) et P. RICARD.

Le travail de la laine à Tlemcen, 1913.

BEL (Marg.).

Les arts féminins indigènes en Algérie, 1939.

BENOIT (F.).

L'Afrique méditerranéenne, 1921.

BERTHIER (André).

Les vestiges du Christianisme antique dans la Numidie centrale (avec la collaboration de F. LOGEART et M. MARTIN), 1943.

BERQUE (A.).

L'Algérie, terre d'art et d'histoire, 1937.

Les arts indigènes algériens en 1924, 1924.

BERTHIER et CHARLIER.

Le sanctuaire punique d'El-Hofra à Constantine, 1955.

Tiddis, 1951.

BEYLIE (Gl. de).

La Kelaâ des Beni-Hammad ; une capitale berbère de l'Afrique du Nord au XI^e siècle, 1909.

BROUSSAUD (Gl.).

Les carreaux de faïences peints dans l'Afrique du Nord, 1930.

CAGNAT (R.).

Carthage, Timgad, Tébessa et les villes antiques de l'Afrique du Nord, 1910.

CAGNAT, BESWILLWALD et BALLU.

Timgad, une cité africaine, 1891-1905.

CAGNAT et CHAPOT.

Manuel d'archéologie romaine, 1916 et 1920, 2 vol.
Catalogue des principaux ouvrages d'or et d'argent de fabrication algérienne, 1900.

CAUVET (Com.).

Les Marabouts, Revue Africaine, 1923.

CHRISTOFLE (M.).

Le Tombeau de la Chrétienne, 1953.

COTEREAU (J.).

La maison mauresque (Chantiers nord-africains, juin 1930).

COURTOIS (C.).

Timgad, 1951.

DELRIEU (Marcel).

L'industrie du cuir à Constantine, Constantine, 1924.

DEVOULX.

Les édifices religieux de l'ancien Alger, Revue Africaine, 1862-1870.

DIEHL (H.).

Manuel d'art byzantin, 1926.

DOUEL (Martial).

L'Algérie romaine ; Forums et basiliques, 1930.

DOURNON (R.).

Autour du Tombeau de la Chrétienne, Alger, 1946.

Etudes d'art publiées par le Musée National des Beaux-Arts d'Alger, I, 1945.

EUDEL (Paul).

L'orfèvrerie algérienne et tunisienne, 1902.

GIACOBETTI (R.-P.).

Les tapis et les procédés de tissage du Djebel Amour, 1933.

GOLVIN (L.).

Les techniques de tissage, 1950.

Les tapis... 1950, 1951, 1953, 1955, 1956.

Aspects de l'artisanat en Afrique du Nord, 1957.

GSELL (Stéphane).

Recherches archéologiques en Algérie, 1893.

Les industries indigènes en Algérie, 1903.

Promenades archéologiques aux environs d'Alger, 1926.

Les Monuments antiques de l'Algérie, 1901, 2 vol.

Atlas archéologique de l'Algérie, 1911.

Cherchell, 1952.

LESCHI (L.).

Tipasa de Maurétanie, 1950.

Algérie antique, 1952.

Djemila, antique Cuicul, 1953.

MARÇAIS (Georges).

Manuel d'art musulman, 1926 et 1927, 2 vol.

Le costume musulman d'Alger, 1930.

L'art de l'Islam, 1946.

Tlemcen, 1950.

L'architecture musulmane d'Occident, 1955.

Algérie médiévale, 1958.

MARÇAIS (William et Georges).

Les Monuments arabes de Tlemcen, 1903.

MAREC.

Hippone, antique Hippo Regius, 1950.

RECHERCHE des antiquités dans le Nord de l'Afrique. Conesils aux archéologues et aux voyageurs. Instruction adressée par le Comité des Travaux historiques, 1929.

RICARD (Prosper).

Pour comprendre l'art musulman dans l'Afrique du Nord et en Espagne, 1924.

Dentelles algériennes et marocaines, 1928.

SEREE DE ROCH.

Tébessa, antique Théveste, 1952.

Il y a lieu également de rappeler le recueil d'iconographie de Delamare, *Exploration scientifique de l'Algérie*, 1840-1945, Archéologie, 1850 ; BERBRUGER, *Algérie historique, pittoresque et monumentale*, 3 vol., 1843 ; RAVOISIE, *Exploration scientifique de l'Algérie*, 1840, 1841, 1842, 3 vol., 1946.

D'autre part, les collections artistiques ont fait l'objet d'études et de reproductions dans : *Description de l'Afrique du Nord, Musée et Collections archéologiques de l'Algérie et de la Tunisie* ; DOUBLET, *Musée d'Alger*, 1890 ; LA BLANCHERE, *Musée d'Oran*, 1893 ; DOUBLET et GAUCKLER, *Musée de Constantine*, 1893 ; GAUCKLER, *Musée de Cherchell*, 1895 ; CAGNAT, *Musée de Lambèse*, 1895 ; GSELL et BERTRAND, *Musée de Philippeville*, 1898 ; GSELL, *Musée de Tébessa*, 1902 ; BAL-LU et CAGNAT, *Musée de Timgad*, 1903 ; W. MARÇAIS, *Musée de Tlemcen*, 1906 ; de PACHTERE, *Musée de Guelma*, 1909 ; M. DURRY, *Musée de Cherchell*, Supplément, 1924 ; P. WUILLEUMIER, *Musée d'Alger*, Supplément, 1928.

X

FINANCES, DROIT, ADMINISTRATION, QUESTIONS SOCIALES
ECONOMIQUES, POLITIQUES, RELIGIEUSES, etc...

- ABBAS (Ferhat).
Le Jeune Algérien, 1931.
- ALGERIENS (Les) en France (Institut nat. d'études démographiques et Etudes sociales nord-africaines), 1955.
- ANDRE (Général).
Confréries religieuses musulmanes, Alger, 1956.
L'Asie menace, l'Afrique attend, 1953.
- ANDRE et BUHRER (Général).
Ce que devient l'Islam devant le monde moderne, 1952.
- AREXY (Gaston).
Législation algérienne, 2^e édition, Alger, 1932.
- ARRIPE (P.).
Les sociétés indigènes de prévoyance, 1930.
- BAMMATE (Haïdar).
Visages de l'Islam, 1946.
- BEGUE (Camille).
L'économie agricole de l'Algérie, 1957.
- BENET (H.).
L'état civil en Algérie, 1937.
- BENNABI (Malek).
La vocation de l'Islam, 1954.
- BERNARD (Paul).
Les anciens impôts de l'Afrique du Nord, 1925.
- BERQUE (Jacques).
Etudes d'histoire rurale maghrébine, 1938.
- BEYSSADE (J.).
Le régime législatif de l'Algérie, 1955.
- BOUDY (P.).
Economie forestière nord-africaine, 3 vol., 1950.
- BOUSQUET (G.-H.).
Précis élémentaire de Droit musulman (malékite et algérien), Alger, 1935.
Le Droit musulman par les textes (Précis de Droit musulman, tome II), Alger, 1940.
L'Islam Maghrébin, Alger, 1955.
- BOUSQUET-LEFEVRE (Laure).
La femme Kabyle, 1939.
- BOYER (P.).
L'évolution démographique des populations musulmanes du département d'Alger, Rev. Afr., 1954.
- BRENOT (Henri).
Le douar, cellule administrative de l'Algérie du Nord, 1938.
- CALVELLI (Marcel).
Etat de la propriété rurale en Algérie, 1935.
- CAMBON (Jules).
Le Gouvernement Général de l'Algérie (1891-1897), 1918.
- CHAMP (Maxime).
La commune mixte d'Algérie, 2^e éd., Alger, 1933.
Les communes en Algérie, Alger, 1945.
- CHEVALIER (Louis).
Le problème démographique nord-africain, 1947.
- COULON (Alfred).
La femme Kabyle, 1930.
- DEMONTES (Victor).
Le peuple algérien, essais de démographie, 1906.
L'Algérie agricole, 1930.
L'Algérie industrielle et commerciale, 1930.
L'Algérie économique, 1922-1930, 6 vol.
- DEPONT et COPPOLANI.
Les confréries religieuses musulmanes, 1897.
- DERMENGHEM (Emile).
Mahomet et la tradition islamique, 1956.
- DOUEL (Martial).
Un siècle de finances coloniales, 1930.
- DOÛTTE (Edm.).
L'Islam algérien en l'an 1900, Alger, 1900.
- DULOUT (F.).
Traité de Droit musulman et algérien, 4 vol., 1948.

- ERNEST-PICART (Paul).
La monnaie et le crédit en Algérie depuis 1830, 1930.
- E.S.N.A.
Algériens en France, des chiffres, des hommes, 1957.
- ESTOUBLON-LEFEBURE.
Code de l'Algérie annoté et suppléments annuels.
- FERNAU (F.-W.).
Le réveil du monde musulman, 1954.
- FONTAINE (P.).
Alger-Tunis-Rabat, 1953.
- FONTANEAU (Pierre).
L'électrification de l'Algérie, 1952.
- GIBB.
Les tendances modernes de l'Islam, 1949.
- GIRAUT (Arthur).
Principes de colonisation et de législation coloniale. Algérie, 7^e éd. révisée par L. MILLIOT, 1938.
- GOUILLY (Alphonse).
L'Islam devant le monde moderne, 1945.
- HACENE (Ali).
Les Mahakmas, 3^e éd., 1934.
- HANOTEAU et LETOURNEUX.
La Kabylie et les coutumes kabyles, 1872, 3 vol.
- HOUDAS et MARTEL.
Traité de droit musulman, la Tahfat d'Ebn Acem. Texte arabe et trad. comment., 1882.
L'industrialisation de l'Afrique du Nord, 1952.
- ISNARD (H.).
La vigne en Algérie. Etude géographique, 1951 et 1954, 2 vol.
- JUIN (Maréchal).
Le Maghreb en feu, 1957.
- JULIEN (Ch. A.).
L'Afrique du Nord en marche, 1952.
- KHALIL IBN ISHAK.
Précis de jurisprudence musulmane, trad. Perron, 1848-1854, 7 vol.
- KOURIBA et CHARBONNEAU.
Des Africains s'interrogent, 1955.
- LAMBERT (J.).
Manuel de législation algérienne, 1952.
- LARCHER et RECTENWALD.
Traité élémentaire de législation algérienne, 1923, 3 vol.
- LAVERGNE (Bernard).
Une révolution dans la politique coloniale de la France, Le problème de l'Afrique du Nord, 1948.
- LAYE (Yves).
Le port d'Alger, 1951.
- LEGEAIS (Jean).
Le pétrole en Algérie, 1950.
- LE TOURNEAU (R.).
L'Islam contemporain, 1950.
- LEHURAUX (L.).
Islam et chrétienté en Algérie, 1950.
- MAISSIAT (Edouard).
L'usure en Algérie, 1937.
- MAUSSET (Henri).
France et Afrique du Nord, 1945.
- MAWERDI.
Les statuts gouvernementaux ou règles du Droit public et administratif, trad. et annoté par E. FAGNAN, Alger, 1915.
- MELIA (Jean).
Le triste sort des indigènes musulmans d'Algérie 1935.
- MENERVILLE.
Dictionnaire de législation algérienne, 1877.
- MERLO (M.).
L'organisation administrative de l'Algérie, 1951.
- MICHEL (Andrée).
Les travailleurs algériens en France, 1956.
- MILLIOT (Louis).
Introduction à l'étude du droit musulman, 1953.
- MILLIOT, MORAND, GODIN et GAFFIOT.
L'œuvre législative de la France en Algérie, 1930.
- MONSONEGO (J.).
L'activité économique de Mostaganem, 1950.

BIBLIOGRAPHIE

MORAND (Marcel).

Introduction à l'étude du droit musulman algérien, 1921.

Etudes de droit musulman algérien, 1910.

Le droit musulman algérien (rite malékite), ses origines, 1913.

La famille musulmane, 1903.

Etudes de droit musulman et de droit coutumier berbère, 1931.

Avant-projet de... codification du droit musulman algérien, 1916.

MURACCIOLE.

L'émigration algérienne, 1950.

NORES (Edmond).

L'œuvre de la France en Algérie. La justice, 1931.

OUARY (Malek).

Par les chemins d'émigration, 1955.

PARANT (Roger).

La Société indigène de prévoyance d'Algérie, 1942.

PASSERON (R.).

Cours de Droit algérien, 1947.

L'évolution des institutions publiques de l'Algérie, *Encycl. mens. d'O. M.*, « Algérie 54 », 1954.

PELLEGRIN (A.).

L'Islam dans le monde, 1950.

POUR LE PAYSAN et l'Artisan indigènes, 1939.

POUYANNE.

La propriété foncière en Algérie, 1900.

QAYRAWANI.

La Risala, texte arabe et trad. Bercher, 1945.

RAGER.

Les Musulmans algériens en France et dans les pays islamiques, 1950.

RINN (L.).

Marabouts et Khouans, 1884.

RISLER (Jacques).

La civilisation arabe, 1955.

ROSCH (Q.).

Les Africains du Nord dans la Seine, E.S.N.A., 1957.

SAGNE (Jean).

L'Algérie pastorale, 1950.

SCHAEFER (R.).

Drame et chances de l'Afrique du Nord, 1953.

SECRETARIAT SOCIAL D'ALGER.

La lutte des Algériens contre la faim, 1955.

La cohabitation en Algérie, 1956.

L'Algérie et sa jeunesse, 1957.

SEIGNETTE (N.).

Code musulman, par Sidi-Khalil, Constantine, 1878.

SERVIER (Jean).

Dans l'Aurès, sur les pas des rebelles, 1955.

SICARD (Jules).

Le Monde musulman dans les possessions françaises, 1931.

SOLARI (Henri).

Le budget des communes de l'Algérie du Nord, 1937.

SOUALAH (Mohammed).

L'islam et l'évolution de la société arabe, 1947.

SOUSTELLE (J.).

Aimée et souffrante Algérie, 1956.

SURDON (Georges).

La France en Afrique du Nord, Alger, 1946.

TILLION (Germaine).

L'Algérie en 1957, 1957.

TINTHOIN (Rob.).

Le peuplement musulman d'Oran, 1954.

ULEMAS (Les) *Algériens réformistes*, *Nouv. Rev. fr. d'O. M.*, juillet 1955.

VIGIER (René).

La femme kabyle (Grande Kabylie), sa succession légitime, 1932.

VIOLETTE (Maurice).

L'Algérie vivra-t-elle ? 1931.

YACONO (X.).

Peut-on évaluer la population de l'Algérie vers 1830 ? *Rev. Af.*, 1954.

ZEYS.

Législation mozabite, 1886.

SOCIÉTÉ NATIONALE
des

ENTREPRISES DE PRESSE

6, avenue Pasteur - Alger

- Téléphone : 396-59 -

16 1954

UNIVERSITY OF ILLINOIS

LE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL EN ALGÉRIE

Le Crédit Agricole Mutuel est né en Algérie, comme d'ailleurs dans la Métropole, des difficultés que la petite et moyenne agriculture ont éprouvées à une certaine époque à trouver auprès des établissements bancaires, les capitaux nécessaires à l'exploitation, l'équipement et la mise en valeur de leurs propriétés.

C'est un fait que les banques privées, dont il n'est d'ailleurs pas question de méconnaître les éminents services rendus à l'Algérie, ont hésité à soutenir les petites et moyennes exploitations ne présentant pas toute la surface désirable et plus exposées que les grandes aux aléas d'ordre naturel ou économique qui pèsent sur la production agricole.

Aussi bien, vers la fin du siècle dernier les pouvoirs publics, sollicités de façon pressante de venir en aide aux petits et moyens agriculteurs songèrent-ils en 1897 et en 1899 à demander à la Banque de l'Algérie, à l'occasion du renouvellement du privilège de l'émission, le versement d'une redevance destinée à faciliter l'organisation du crédit à la petite et moyenne agriculture.

De longues discussions eurent lieu à l'époque sur le point de savoir si l'on devait recourir au système du crédit dit « par en haut » c'est-à-dire par l'intermédiaire d'une banque centrale de crédit agricole ou au système de crédit dit « par en bas », c'est-à-dire avec comme organe essentiel de distribution des organismes au contact des utilisateurs.

C'est ce dernier système qui prévalut en définitive, motif pris de ce que pour être accessible à tous, le crédit agricole doit pouvoir prendre en considération non seulement les garanties matérielles offertes par les emprunteurs et qui, par hypothèse, n'étaient pas toujours suffisantes, mais aussi les qualités professionnelles et la valeur morale. Seuls des organismes en contact permanent avec la clientèle pouvaient faire utilement les appréciations et discriminations nécessaires.

Aussi bien les premières Caisses auxquelles fut confiée la gestion de la redevance exigée de la Banque de l'Algérie, furent-elles des Caisses « locales », groupant les agriculteurs d'une même localité, désireux de faire appel au crédit et qui devaient au préalable souscrire une part de capital de la Société. L'assemblée générale des membres élisait un certain nombre de ces derniers pour administrer la Caisse et notamment assurer la distribution des prêts.

Le caractère de crédit mutuel résulte du fait que les parts de capital restent engagées pour une certaine durée, généralement de cinq ans, à la couverture des pertes éventuelles et aussi, d'autre part, de ce que les emprunteurs étaient appelés à se donner mutuellement une seconde signature.

Tel fut l'origine du crédit agricole mutuel algérien.

Après quelques années d'expérience, les pouvoirs publics furent amenés à constater que l'organisation ainsi mise sur pied présentait quelques imperfections.

Les agriculteurs désignés comme administrateurs et chargés, à ce titre, d'accorder les prêts étaient la plupart du temps eux-mêmes emprunteurs ; en toute hypothèse, des liens de voisinage ou d'amitié les unissaient aux demandeurs ; d'où une certaine gêne pour assurer une saine distribution.

De là résultaient parfois des pertes absorbant le capital, c'est-à-dire le montant des parts souscrites, ce qui faisait subir aux sociétaires les plus diligents des sacrifices particulièrement lourds.

A un autre point de vue, les Caisses locales des régions pauvres parvenaient difficilement à équilibrer leurs opérations tandis que celles des régions riches faisaient apparaître des excédents.

D'où l'idée, en 1901, de la création de Caisses « régionales » appelées à fédérer les Caisses locales d'une même région, à en contrôler les opérations et à jouer à leur égard le rôle de Caisse de compensation en faisant bénéficier les Caisses locales des régions pauvres des excédents de ressources provenant des Caisses locales des régions riches.

Cette première réorganisation donna une belle impulsion au crédit agricole mutuel qui parvint à soutenir efficacement la petite et la moyenne agriculture aussi bien dans son activité individuelle que dans son activité collective. C'est l'époque des premières réalisations coopératives qui n'ont pu voir le jour et prospérer qu'avec l'appui du crédit agricole mutuel.

Interrompu par la première guerre mondiale, le développement du crédit agricole mutuel reprit de plus belle quelques années après la fin des hostilités, à la faveur de l'extension à l'Algérie des mesures de réorganisation intervenue dans la Métropole et dont les principales caractéristiques sont l'institution en 1923 d'un fonds de dotation du crédit agricole alimenté par des avances et redevances de la Banque de l'Algérie, le nouveau statut des Caisses régionales et locales, les règles d'octroi des prêts à court, moyen et long terme, qui ont fait l'objet de l'important décret du 26 novembre 1925 et de l'arrêté gouvernemental d'application du 5 décembre suivant.

Il faut citer aussi la création en 1927 d'une Caisse Foncière Agricole d'Algérie chargée de consentir aux Caisses régionales et locales les avances nécessaires à l'octroi de prêts à moyen et à long terme. De 1925 à 1935 les opérations des Caisses de crédit agricole prirent un développement considérable : le portefeuille représentatif des crédits de campagne accusait fin 1935 un total de l'ordre de 600 millions de francs ; les avances à moyen et à long terme totalisaient 200 millions. (Le capital versé par les sociétaires atteignait 78 millions, les réserves constituées sur les excédents bénéficiaires s'élevaient au même chiffre. Enfin, jouissant de la confiance unanime des agriculteurs, les Caisses régionales s'étaient vu confier près de 400 millions de dépôts.

Mais à l'occasion de la crise qui, après bien d'autres pays, atteignit l'Algérie à partir de 1932, on s'aperçut que le fonctionnement des Caisses régionales appelaient à peu près les mêmes remarques qu'autrefois celui des Caisses locales : une distribution du crédit insuffisamment dégagée des contingences locales ; manque d'expérience d'un certain nombre de Conseils d'Administration dépassés par l'importance des opérations ; contraste trop frappant entre les Caisses régionales des régions riches et celles des régions déshéritées.

Aussi bien se décida-t-on en 1935 à compléter l'organisation algérienne à l'image de l'organisation métropolitaine, en créant sous le nom de « Caisse algérienne de crédit agricole mutuel », une Caisse centrale à qui ont été confiées les attributions de soutien financier et de contrôle qu'exerçait depuis 1920 dans la Métropole la Caisse nationale de crédit agricole.

Depuis cette date, l'organisation du crédit agricole mutuel se présente en Algérie comme en France sous la forme classique de la pyramide : à la base les Caisses locales, au milieu les Caisses régionales, au sommet la Caisse Algérienne de crédit agricole mutuel.



Dès sa création et en parfait accord avec les Caisses régionales et locales, la Caisse Algérienne s'est assigné pour but de mettre à la disposition des ressortissants du crédit agricole mutuel tous les crédits nécessaires non seulement à l'exploitation rationnelle des propriétés, mais aussi au rééquipement, aux améliorations foncières, aux reconstitutions ou créations de cultures, à l'acquisition de la petite propriété rurale, au soutien des prix agricoles, en un mot à tout ce qui peut aider l'œuvre difficile de la production agricole, la développer, la soutenir au triple point de vue technique, économique, social.

Cette mission suppose d'importantes ressources.

Celles du crédit agricole mutuel comprennent : les ressources propres des Caisses (capital social et réserve) : des dotations de l'Etat ; enfin, les plus importantes, des capitaux d'emprunt, savoir : les dépôts de fonds confiés aux Caisses régionales et les fonds provenant du réescompte en banque.

IV. — CREDITS A MOYET ET LONG TERME :

A. — Aux particuliers :

232 prêts pour 310.698.500

B. — Aux coopératives :

41 prêts pour 286.282.198

V. — PRETS SPECIAUX A TERMES :

(Décisions n°s 48.018 et 48.019 de l'Assemblée Algérienne)

27 prêts pour 25.700.000

VI — AVANCES PROVISOIRES SUR PRETS A LA CONSTRUCTION :

6 prêts pour 19.937.000

Toutes catégories comprises, les Caisses de crédit agricole mutuel d'Algérie ont accordé, au cours de l'année 1952, 25.843 prêts pour un total de frs : 63.484.447.759 contre 27.382 prêts frs : 48.864.633.127 en 1951.

Le tableau suivant donne au 31 décembre 1952 une situation comparée des principaux éléments d'activité des Caisses de crédit agricole mutuel dans la Métropole et en Algérie.

	METROPOLE (97 C.R.)	ALGERIE (22 C.R.)	%
Ressources :			
Capital	3.443	577.2	17 %
Réserves	4.856	1.097	20 %
Dépôts à vue et à échéance	134.252	14.370,2	10 %
Réescompte en banque	mémoire		
Utilisation :	mémoire	mémoire	
Prêts à court terme	185.431	23.374.1	12 %
Prêts à moyen et long termes individuels et collectifs	117.683	1.502.4	1,3 % (1)

(1) Le pourcentage est insignifiant en raison de l'insuffisance des dotations affectées en Algérie aux opérations de prêts à moyen et à long terme.

Certes ce tableau fait apparaître des chiffres nettement supérieurs dans la Métropole qu'en Algérie. Si l'on tient compte toutefois de ce que le nombre de caisses régionales algériennes représente seulement le quart du nombre de Caisses métropolitaines, on constatera qu'en importance relative, les pourcentages en lesquels s'exprime l'activité du crédit agricole mutuel algérien ne sont pas inférieurs dans l'ensemble à ceux de la Métropole.

Il n'en est autrement que dans le compartiment des prêts à terme, mais cela tient au fait que les prêts de cette catégorie sont accordés sur des ressources spéciales et que les avances faites à ce titre par l'Etat dans la Métropole (106 milliards en chiffres ronds au 31 décembre 1952) sont bien supérieures à celles accordées en Algérie aux organismes de crédit agricole mutuel (2.355 millions à la même date).

Quoi qu'il en soit, si l'on considère que le crédit agricole mutuel groupe 50.000 adhérents provenant à parties égales des deux éléments ethniques de la population (soit à peu près toute la petite et la moyenne agriculture européenne et la plupart des agriculteurs musulmans produisant pour l'échange) que, d'autre part, il est le soutien du mouvement coopératif et qu'enfin ses opérations accusent une régulière et importante progression (près de 64 milliards en 1952 contre 49 milliards en 1951) on peut conclure que cette institution qui compte maintenant un demi-siècle d'existence constitue un des axes essentiels de l'économie algérienne.

M. LEBEAU

*Directeur de la Caisse algérienne
de crédit agricole mutuel*

Au 31 Décembre 1952 ces diverses ressources accusaient les chiffres suivants (en millions de francs);

I. — Ressources propres.

— Capital versé	577,2
— Réserves des C.R. et C.L.	1.097
— Fonds de réserve de la C.A.C.A.M.	656,9
Total	2.331,1
% par rapport au total des ressources	6.3 %

II. — Avances de l'Etat.

— Fonds de dotation du crédit agricole	1.324,9
— Avances pour prêts à moyen et long terme individuels (dotation de l'ancienne Caisse Foncière Agricole)	24,1
— Dotation spéciale pour opérations diverses (Consolidation A.E.T.) ..	8,2
— Dotation pour prêts aux jeunes agriculteurs, anciens prisonniers et déportés	162,4
— Dotations spéciales pour prêts d'équipement aux petits agriculteurs et construction de docks coopératifs	396
— Fonds d'aide spéciale E.C.A. pour construction docks coopératifs	189,4
— Avance sur fonds de modernisation et d'équipement	250
Total	2.355
% par rapport au total des ressources	6.4 %

III. — Ressources d'emprunt

— Dépôts de fonds chez les C.R.	14.370,2
— Dépôts de fonds chez les C.A.C.A.M. (autres que ceux reversés par les C.R.)	594,6
— Réescompte en banque	16.231,1
— Bons du C.A.M.	500
— Ouverture de crédit C.N.C.A.	365,6
— Crédit Foncier de France (prêt à la construction)	2,6
Total	32.064,1
% par rapport au total des ressources	87,3 %

Total général des ressources des Caisses de Crédit agricole d'Algérie .. 36.750,3

*
**

C'est au moyen de ces ressources que les Caisses de crédit agricole accordent à leurs sociétaires les prêts nécessaires à la bonne marche des exploitations agricoles et dont on trouvera en annexe la liste détaillée.

L'ensemble des prêts accordés par les Caisses de crédit agricole mutuel d'Algérie au cours de l'année 1952 se présente comme suit :

1952.

I. — CREDITS DE CAMPAGNES :

Européens	14.082	62 %	prêts pour	12.300.263.826	77 %
Musulmans	8.401	37 %	prêts pour	2.645.625.152	16 %
Coopératives	201	1 %	prêts pour	1.121.371.662	7 %
<hr/>					
Total	22.684	100 %	prêts pour	16.067.260.640	100 %

Pour chaque catégorie de bénéficiaires, le montant des prêts correspond aux programmes de culture dont le financement a été demandé.

II. — CREDITS DE FINANCEMENT DE RECOLTES :

A. — Aux particuliers :

Européens	2.234	98 %	prêts pour	4.322.146.018	99 %
Musulmans	46	2 %	prêts pour	38.467.320	1 %
<hr/>					
Total	2.280	100 %	prêts pour	4.360.613.338	100 %

B. — Aux Coopératives :

a) Céréales	55	prêts pour	20.812.462.867
b) Récoltes diverses	21	prêts pour	2.561.723.470
<hr/>			
Total	76		23.374.186.337

C. — Aux sociétés agricoles de prévoyance :

Le montant des crédits distribués par la Caisse Algérienne à 77 Sociétés agricoles de prévoyance sur 85 a atteint frs : 18.179.940.430.

III. — CREDITS D'EQUIPEMENT :

A. — Ordinaires :

Particuliers	226	92 %	prêts pour	447.200.000	89 %
Coopératives	19	8 %	prêts pour	55.534.475	11 %
<hr/>					
Total	245	100 %	prêts pour	502.734.475	100 %

B. — Sur dotations spéciales :

Particuliers	154	88 %	prêts pour	155.295.000	44 %
Coopératives (1) ..	21	12 %	prêts pour	201.799.841	56 %
<hr/>					
Total	175	100 %	prêts pour	357.094.841	100 %

DE CRÉDIT AGRICOLE D'ALGÉRIE

45	46	47	48	49	50	51	52	
1.259	4.746	6.648	13.100	19.275	23.146	29.142	31.651	
2.037	1.630	1.141	705	469	620	613	607	
147	190	239	336	412	637	1.119	2.088	
		48	390	1.011	1.129	1.303	1.296	

ES DE CRÉDIT AGRICOLE D'ALGÉRIE

45	46	47	48	49	50	51	52	
3.145	5.021	5.975	9.782	10.520	12.177	14.304	14.965	
	1.152	1.279	4.874	9.752	11.003	11.509	16.231	
271	267	265	304	463	899	1.368	2.355	
269	288	358	539	770	1.115	1.474	2.331	

ÉVOLUTION DES PRÊTS DES CAISSE

	31.12.38	39	40	41	42	43	
— Portefeuille effets de toute nature	835	1.158	912	1.354	1.088	780	
— Portefeuille - Titres	26	48	205	414	978	1.895	2
— Prêts à terme de toute nature	278	298	300	247	219	183	
— Prêts d'équipement à 5 ans ..							

ÉVOLUTION DES RESSOURCES DES C

	31.12.38	39	40	41	42	43	
— Ressources d'emprunt - dépôt de fonds	883	1.148	995	1.683	1.967	2.569	
— Ressources d'emprunt - Rées-compte							
— Avances de l'Etat (Fonds de dotation de Crédit Agricole) - Avances Spéciales à terme ..	314	317	315	310	295	283	
— Ressources propres	129	139	148	154	183	213	

ÊTRE CONSENTIS AUX AGRICULTEURS D'ALGÉRIE

OLE MUTUEL

Crédit Agricole Mutuel

TAUX D'INTE-RET	DUREE	MODALITES DE REMBOURSEMENT	GARANTIES EXIGÉES	OBSERVATIONS
5 à 6,75 % selon C.R.	9 à 12 mois	Totalité à récolte, en principe 30-9	Caution Warrant sur récolte pendant Warrant sur cheptel et matériel O.C.H. Nantissement de titres	(1) Les crédits d'embouche constituent une variété des crédits de campagne, leur montant est fonction de l'importance du cheptel.
4 à 6 % selon C.R.		A la vente de la marchandise.	Warrant sur la marchandise	
4 à 5 % C.R.	— id. —	— id. —		
		A la récolte		
5,50 %	Maximum 15 ans	Annuités égales en capital et intérêts payables à terme échu.	Garanties réelles { Hypothèque Warrant Nantissement de titres Eventuellement caution	(2) Actif net : agriculteur marié 14 millions avec majoration de 2 millions par enfant.
4,50 %	Maximum 30 ans limite d'âge au dernier versement 70 ans	— id. —	— id. —	(3) Actif net comme ci-dessus et en outre la valeur de la propriété rurale ne doit pas dépasser le même chiffre.
1 > %	— id. —	— id. —	— id. —	(4) 2 Ans minimum de présence sous les drapeaux.
2,50 %	15 à 20 ans	Annuités égales.	Garanties réelles ou caution	(5) Accession à l'exploitation
7 > % (6)	5 ans	Annuités égales en capital, intérêts payables d'avance annuellement.	Garanties réelles, éventuellement caution	(6) Variable suivant le taux de réescompte de la Banque de l'Algérie.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES PRÊTS POUVANT ÊTRE OBTENUS DU CRÉDIT AGRICOLE

Caisse Algérienne de Crédit Agricole

NATURE DES PRÊTS	CONDITIONS A REMPLIR PAR LES DEMANDEURS	PROCEDURE DE PRESENTATION DES DEMANDES	MONTANT MAXIMUM DES PRÊTS
CREDITS A COURT TERME	Etre sociétaire de la Caisse et :		
Crédits de campagne (1)	Agriculteur ou artisan rural exploitant	Caisse Locale Caisse Régionale	Pas de maximum fonction des frais culturaux
Warrants sur récoltes détachées	Agriculteur	— id. —	Pas de maximum limité par la valeur de la récolte warrantée (200 fr. par degré pour le vin libre, récolte 1953).
Crédits de financement des récoltes	Agriculteur	— id. —	Pas de maximum
CREDITS A TERME	Etre sociétaire de la Caisse et :		
A) Moyen terme	Agriculteur ou petit artisan rural (avec 2 ouvriers au maximum) et satisfaire à certaines conditions de fortune qui limitent ces prêts aux petits et moyens exploitants (2)	Caisse Locale Caisse Régionale Caisse Algérienne de crédit agricole Mutuel.	1.500.000
B) Long terme	Agriculteur	— id. —	1.500.000
a) ordinaire	satisfaire à certaines conditions de fortune (voir supra) et exploiter une petite propriété (3)	— id. —	— id. —
b) aux pensionnés de guerre	— id. —	— id. —	— id. —
c) aux jeunes agriculteurs (5)	Agriculteur ou artisan rural de moins de 35 ans d'âge.	Caisse Régionale Caisse Algérienne	2.000.000
d) Crédits d'équipement	Agriculteur ou artisan rural.	Caisse Locale Caisse Régionale Caisse Algérienne	2.500.000 fonction de la garantie de l'utilité des travaux des capacités de remboursement.

Situation générale de l'Artisanat algérien pendant l'année 1953

THE LIBRARY OF THE
APR 12 1954
UNIVERSITY OF ILLINOIS

L'artisanat, en Algérie, offre le plus souvent l'aspect d'une activité épisodique de caractère résiduel, qu'il est bon de bien connaître pour orienter les efforts d'un service chargé de sauvegarder ce qui peut être encore sauvé.

Géographiquement, les centres où se pratiquent encore les métiers familiaux se répartissent d'une façon très irrégulière, sporadique, mais non illogique. Dans les régions de forte concentration urbaine, l'artisanat traditionnel disparaît peu à peu ou se maintient difficilement, presque artificiellement. Il se réduit très sensiblement, dans le Sahel, les plaines ou les hautes plaines et disparaît peu à peu des montagnes où depuis de longues années déjà s'organise l'émigration ouvrière vers la Métropole. Par contre, nous le trouvons encore bien vivant aux confins du Sahara (hautes plaines des régions de Tébessa à Khenchela, Laghouat, monts du Djebel-Amour) et au Sahara même (El-Oued, El-Goléa, Le M'Zab, le Gourara et le Touat).

Cette répartition géographique tient à divers facteurs parmi lesquels nous retiendrons le fait que jamais l'Algérie n'a été, historiquement, un pays de peuplement urbain intensif. Si l'on excepte Tlemcen et Constantine puis Oran et peut-être Alger, nous ne trouvons, dans le passé, qu'une population éparse, disséminée, ou concentrée en gros villages, physionomie très différente de celle du Maroc et de la Tunisie qui ont compté de tous temps de grandes villes avec une forte concentration des métiers et une solide organisation corporative.

Par ailleurs, les conditions de vie moderne, l'appel de main-d'œuvre de l'industrie locale naissante et surtout de l'industrie métropolitaine ont bouleversé l'économie traditionnelle, accru des besoins et les exigences des travailleurs. Les petits métiers qui ne peuvent plus prétendre assurer un gain général en rapport avec ceux offerts par les grosses entreprises se sont trouvés condamnés et végètent sans espoir d'une reprise sauf lorsqu'il s'agit de métiers d'art limités à quelques rares ateliers dont il faut se garder d'accroître le nombre, mais que l'on s'efforce de perpétuer en envisageant même la création de conservatoires des Arts et Techniques.

En résumé, l'effort du service porte surtout sur les milieux ruraux où l'artisanat semble encore appelé à jouer un rôle important.

Par spécialités, voici quels ont été les résultats obtenus durant l'année 1953 :

I. — LES TAPIS.

Il faut considérer deux formes de production des tapis à points noués. L'une traditionnelle, la plupart du temps masculine, sans organisation économique bien définie, l'autre moderne, affectant l'aspect de manufactures, fort bien organisée économiquement.

a) La production traditionnelle des tapis :

Les centres où l'on peut noter une production régulière de tapis se répartissent ainsi :

- **Constantinois** : région des Nemencha et des M'radid.
- **Sud Constantinois** : El-Oued.
- **Oranie** : Djebel-Amour et Kalaa des Béni-Rached.

On notera que la production, dans les formes traditionnelles, du tapis du Guergour a disparu. Les quelques

spécimens actuellement fabriqués le sont dans les ateliers de perfectionnement à Philippeville et Sétif Bel-Air, puis, à domicile à Mila.

L'action de notre atelier pilote de teinture et de tissage de Tébessa a amené une nette amélioration des teintures et du tissage chez les Néméncha. Les nouvelles gammes mises au point en s'inspirant des pièces teintes aux colorants végétaux ont connu un véritable succès, non seulement auprès de la clientèle européenne, mais aussi auprès de la clientèle traditionnelle.

Les reggâm des Néméncha continuent à recevoir régulièrement, en effet, des commandes des notables de la région et des tribus transhumantes du Sud. Le chiffre de ces transactions est d'ailleurs difficile à obtenir. Nous pouvons toutefois l'évaluer à 200 tapis par an pour une superficie moyenne de 8 mètres carrés soit au total, 1.600 mètres carrés.

Les pièces exécutées sous notre contrôle et destinées au commerce européen se sont chiffrées, en 1953 à :

Tébessa : 72 tapis pour une superficie de 212 mètres carrés.

Khenchela : 3 tapis pour une superficie de 18 m² 50.

A El-Oued, où la production est soumise entièrement à l'estampillage, on peut noter les chiffres suivants : (année 1953) :

Tapis : 46 pour une superficie de 105 mètres carrés.

Chez les Maadid, la commercialisation s'effectue sur les marchés locaux de Bordj-Bou-Arréridj, M'Sila, Barika et parfois même à Sétif. La production, difficile à évaluer avec exactitude, peut être estimée à :

300 tapis pour une superficie de 1.500 mètres carrés.

Notre centre artisanal de Bordj-Bou-Arréridj, créé en 1953 a surtout consacré ses premiers efforts à établir le recensement des artisans et à établir les normes des tissages traditionnels régionaux.

Au Djebel-Amour, la création récente d'un atelier-pilote de teinture a amené une nette amélioration des gammes de coloris et de la solidité des colorants. Une partie seulement de la production est soumise à l'estampillage du centre d'Aflou, les ventes s'effectuent principalement sur les marchés d'Aflou, de Tiaret, de Trézel, de Gélyville et de Laghouat.

Difficile à estimer avec exactitude, la production peut être évaluée en gros à :

400 tapis pour une superficie de 2.400 mètres carrés.

Notre action est à peu près nulle à la Kalaa des Béni-Rached où la production, de très médiocre qualité, peut être cependant évaluée en 1952 à :

300 tapis pour une superficie de 1.200 mètres carrés.

Cependant, notre atelier de perfectionnement de Mascara a permis la mise au point de quelques beaux types de tapis de Kalaâ, imités des anciennes pièces, tissages qui, peu à peu, devraient inspirer les artisans de Kalaâ jusqu'ici réfractaires à nos conseils.

b) La production des manufactures :

Tlemcen reste le centre le plus important de l'Algérie. On y compte :

37 ateliers qui groupent environ 700 métiers et 1.600 à 1.800 ouvrières, la production pour onze mois de l'année 1953 a été de :

55.508 pièces pour une superficie de 108.824 mètres carrés, alors qu'en 1952 cette production avait été de :

53.499 pièces pour une superficie de 107.148 mètres carrés.

Oran qui compte deux ateliers groupant environ 150 ouvrières a produit :

En 1952 : 2.014 pièces pour une superficie de 5.271 m² 91.

En 1953 : 1.613 pièces pour une superficie de 4.142 mètres carrés.

Cherchell où fonctionne un atelier groupant environ 60 ouvrières a produit :

En 1953 : 98 pièces pour une superficie de 503 m² 08.

En 1952 : 60 pièces pour une superficie de 339 mètres carrés.

II. — TISSAGES DÉCORÉS

Les principaux centres producteurs de tissages plats décorés ont été en 1953

Le M'Zab : gandoura mozabite, Tadjerbit, Beni-Isguen.

Laghouat : Flij, Djerbi, Djebel-Amour.

El-Goléa : tissage du type soudanais.

El-Oued : tissages rebrodés (châles).

Gourara et Touat : Dokkali, Fatis, Tinerkouk.

Grande Kabylie : tissages de La Soummam.

Tlemcen : tissages divers sur métier de tisserand.

Némencha : tissages du type Gafsa et du type Draga.

Ces productions n'étant pas soumises à l'estampillage, il est impossible d'estimer l'importance des transactions effectuées.

III. — BRODERIES ET DENTELLES

Les centres les plus actifs sont Alger, Sétif (Bel-Air), Philippeville et Cherchell.

A Alger, la collaboration des agents techniques du Service de l'Artisanat a permis la reprise, dans d'excellentes conditions, de la broderie d'Alger dans les écoles ouvriers des Sœurs Catéchistes de Notre-Dame d'Afrique, des Sœurs du boulevard Gambetta et à l'Union Franco-Musulmane. Un atelier de formation et de perfectionnement fonctionne également au service, 9, rue Socgémah.

A Cherchell, la broderie est maintenant très développée dans les familles et s'améliore chaque jour grâce à l'atelier pilote municipal.

A Bel-Air (Sétif), un atelier municipal a permis la reprise de la broderie bânoise. Les résultats enregistrés jusqu'à ce jour sont très satisfaisants.

Il en va de même de l'atelier communal de Philippeville.

La dentelle est fabriquée à Cherchell et à Ténès et enseignée à l'école municipale de Mascara.

IV. — CUIVRES

Le travail du cuivre se résume à quelques rares artisans installés à Tlemcen, Alger, Constantine, Laghouat et Ghardaïa.

Les objets fabriqués sont d'excellente facture en général et trouvent aisément acquéreur.

V. — BIJOUTERIE

Les artisans bijoutiers de Kabylie et plus particulièrement ceux des Béni-Yenni continuent la production traditionnelle des bijoux émaillés. Ils vont bénéficier d'un prêt d'équipement pour moderniser leur outillage.

Ailleurs, la production est surtout importante dans les villes : Tlemcen, Alger, Constantine, mais le bijou fabriqué manque de caractère.

Laghouat, Ghardaïa, compte encore un nombre assez important d'artisans bijoutiers dont quelques-uns sont assez habiles.

Dans l'Aurès et à Biskra, le travail des bijoux se perd peu à peu.

Enfin, il faut citer encore quelques centres intéressants : Tamentit, El-Oued, la Petite Kabylie où l'on peut trouver quelques bijoux de valeur dont la vente est uniquement locale.

VI. — VANNERIE, SPARTERIE

La vannerie et la sparterie connaissent actuellement la faveur de la clientèle, surtout la vannerie décorée des Azaïls (région de Tlemcen) (vannerie d'alfa), celle de Grande Kabylie (vannerie de raphia). Cependant certains autres centres, Beni-Abbès et Aurès, en particulier, écoulent la production des artisanes locales, mais leurs produits sont peu connus dans le nord de l'Algérie.

Le tissage des nattes au Bou-Thaleb et aux Beni-Snous reste une activité importante. Les produits se vendent surtout sur les marchés locaux ou régionaux. Quelques amateurs en demandent cependant dans les villes, à Alger en particulier. Les nattes de l'Aurès sont moins connues, mais devraient également trouver quelques clients.

VII. — TRAVAIL DU CUIR

Le travail du cuir brodé est encore très actif à Tlemcen (selles brodées, maroquinerie diverse) et à Médéa. Les objets fabriqués manquent de fini en général et les articles sont grossiers, sauf à Médéa, où un atelier se distingue par la qualité de son travail.

Ailleurs, Alger et Constantine, les travaux ne sortent guère de la médiocrité.

Il convient de noter que, pour remédier aux défauts signalés précédemment, un artisan de Médéa a obtenu une bourse pour aller se perfectionner dans l'art de la maroquinerie à Paris (Ecole de la rue Turquetil).

CONCLUSION

L'année 1953 a été marquée par un accroissement des effectifs techniques du Service de l'Artisanat qui a amené la création de centres nouveaux, en particulier à Biskra, Bordj-Bou-Arréridj à Oued-Amizour et au Béni-Smenzer (Grande Kabylie). Ce complément d'organisation ouvre de nouvelles perspectives pour l'année 1954.

La création d'ateliers pilotes de teinture à Timimoun, El-Oued, Aflou, a déjà permis une sérieuse amélioration des gammes de coloris. Cette action sera poursuivie en 1954 et renforcée par la création prévue d'ateliers semblables à Biskra et à Bordj-Bou-Arréridj.

Dans l'ensemble, l'écoulement des produits fabriqués a été satisfaisant. Il s'effectue localement soit directement par l'artisan, soit par le canal des sections artisanales des S.A.P.

La S.I.P.A. d'Alger, qui centralise une grosse partie de la production, a apporté une très heureuse contribution à ce problème de l'écoulement comme d'ailleurs à celui du ravitaillement en matières premières.

L. GOLVIN.

La Confédération Générale de l'Agriculture en Algérie

L'organisation de la C.G.A. a pris corps le 17 février 1946, date à laquelle ont eu lieu, après huit mois d'efforts incessants, les élections aux conseils d'administration des Syndicats des Producteurs Exploitants, des techniciens, artisans ruraux, et des délégués des coopérateurs.

PROGRAMME DE LA C.G.A.

La C.G.A. est une nécessité absolue en Algérie où l'économie est à caractère agricole dans une proportion de près de 90 %.

L'agriculture algérienne, suivant en cela l'exemple de l'agriculture métropolitaine, a compris depuis longtemps qu'elle devait renoncer à son individualisme ou périr.

Utilisant l'œuvre de représentation professionnelle organisée par les pionniers du syndicalisme agricole algérien suscitant là où ils n'existaient pas la création d'organismes nouveaux, fondant les réalisations passées dans le monde nouveau et vivifiant du syndicalisme, l'Union Algérienne de la Confédération Générale de l'Agriculture a rallié dans nos trois départements la totalité des forces agricoles présentes et élaboré ainsi une nouvelle formule d'économie algérienne moderne apte : à nourrir la population qui s'accroît chaque année, à compléter pour la production de certains produits les pays étrangers.

La cohabitation sur le sol algérien de populations rurales d'origines très diverses et notamment la présence d'une forte majorité musulmane non encore techniquement évoluée a entraîné la révision, pour une application appropriée, de la structure de la C.G.A. métropolitaine.

L'un des buts primordiaux poursuivis par l'Union Algérienne de la C.G.A. est l'éducation sociale et technique de ses adhérents. Ici se situe le rôle de la S.I.P. transformée et rajeunie de tous les efforts tendant aujourd'hui à faire comprendre aux agriculteurs, qu'il est indispensable de faire bénéficier la petite et la moyenne exploitation, d'avantages financiers et techniques. Citons à ce titre l'œuvre éminente entreprise dans le cadre des Sociétés Agricoles de Prévoyance, des S.A.R. et du Paysanat.

L'installation de nombreuses coopératives agricoles, sous toutes leurs formes, contribue à la fois au développement de l'agriculture et à une fusion économique et sociale telle, qu'elle apparaît comme le plus sûr moyen de maintenir en Algérie le principe de souveraineté d'une France toujours plus démocratique et toujours plus sociale.

STRUCTURE DE LA CONFEDERATION

Organisation syndicale.

Les « syndicats » communaux ou intercommunaux suivant les conditions géographiques sont à la base de la C.G.A. Constitués sous l'égide de la loi de 1884, les syndicats, dotés de statuts-type, ont pour rôle exclusif la défense des intérêts professionnels de leurs membres. Ils sont groupés le plus souvent en Unions Régionales.

Les fonctions économiques telles que : achats, répartitions, ventes, sont dévolues à la Coopérative correspondante. Chaque activité est représentée. C'est ainsi que le Syndicat des Producteurs est lui-même divisé en sections correspondant à chacune des spécialités agricoles (viticulteurs, céréaliculteurs, agrumiculteurs, oléiculteurs, éleveurs, etc.).

Les techniciens, cadres des exploitations agricoles et cadres administratifs des organisations économiques, groupés au sein des Unions Régionales doivent s'affilier au Groupement des Cadres et Employés de l'Agriculture, constitué sur le plan algérien. A l'actif de ce groupement, il est intéressant de noter qu'il a obtenu à ses adhérents la création récente d'une caisse de retraite, une assurance décès complémentaire, et l'avantage du risque maladie.

Le rôle de syndicat est également dévolu à la S.I.P. réorganisée et transformée en S.A.P. (Société Agricole de Prévoyance). Ainsi ont été unis en vue de l'action syndicale, les petits producteurs musulmans, les fellahs et les Khammès.

La S.A.P. en tant que syndicat est d'ailleurs considérée par la C.G.A. comme une organisation transitoire d'éducation professionnelle et technique.

Les syndicats sont le plus souvent groupés en Unions Régionales dont l'ensemble forme la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles.

« La Fédération départementale » a elle-même un bureau élu. Son fonctionnement et ses attributions sont, sur le plan du département, identiques à ceux du syndicat de base à qui elle sert d'intermédiaire dans ses relations avec « l'UNION ALGERIENNE ».

Les Fédérations départementales qui, à ce titre, sont les piliers de l'organisation, groupent plus de 30.000 adhérents affiliés aux syndicats locaux.

Outre cette structure de base, les Sections spécialisées, constituées sur le plan algérien, représentent les cinq grandes branches de l'agriculture algérienne ; ce sont : la Confédération Générale des Vignerons d'Algérie, l'Association des Producteurs de Céréales d'Algérie, la Fédération des Maraîchers, la Fédération Algérienne de l'Elevage, l'Union des Syndicats de Producteurs d'Agrumes d'Algérie et la Fédération Algérienne de l'Oléiculture.

ORGANISATION ECONOMIQUE

Elle est établie sur un plan parallèle à celui de l'organisation syndicale.

A l'échelon local, on y trouve les coopératives diverses, la S.A.P. dans son activité de coopération et de crédit, les Caisses d'assurances mutuelles agricoles, les caisses de crédit. Comme les syndicats, ces organismes qui possèdent leur bureau et leur conseil d'administration élus, envoient leurs représentants aux « Fédérations départementales de la Coopération de la Mutualité et du Crédit » qui reproduisent fidèlement la division par spécialité des organismes de base et sont chargées d'établir la liaison avec l'Union Algérienne de la C.G.A.

Fédérations départementales des syndicats d'exploitants agricoles et Fédérations départementales de la coopération, Mutualité et Crédit sont groupés en une « Union départementale » (Association régie par la loi de 1901).

Cette union a pour tâche de discuter à la fois l'activité professionnelle des syndicats et l'économie à l'échelon départemental des questions qui intéressent des organismes tels que les coopératives, mais chacune des fédérations envoie séparément à l'Union Algérienne ses représentants élus.

Les trois fédérations départementales de la Coopération Agricole groupent toutes les formes de l'activité coopérative : caves coopératives, coopératives de céréales et légumes secs, coopératives de motoculture, coopératives de distillerie, coopératives d'agrumes, Tabacoops, coopératives d'approvisionnement, huileries, laiteries et meuneries coopératives.

La Fédération Algérienne de la Coopération réunit les trois Fédérations départementales.

L'UNION ALGERIENNE DE LA C.G.A.

Organisme central couronnant tout l'édifice, l'Union Algérienne de la C.G.A. est formée par l'assemblée des représentants élus de chacune des Fédérations départementales réunies en Unions. On y retrouve les deux grandes branches, organisations syndicale et économique et dans chacune de ces branches, les sections par spécialité.

Elle est régie par la loi de 1901.

Au sein de l'Assemblée générale, du Conseil d'administration, du Comité directeur de l'Union Algérienne de la C.G.A., et d'une manière générale, dans tous les organismes constitutifs de l'Union Algérienne et représentatifs de l'UNIVERSALITE de la profession agricole en Algérie, la proportion minima des 2/3 est toujours respectée au profit des exploitants ; ceci aux termes de l'article 5 des statuts.

L'Assemblée générale se compose de membres des Conseils d'administration des Unions Départementales de la C.G.A. ou des délégués départementaux des organismes de la C.G.A. à jour de leurs cotisations.

L'Assemblée générale se réunit au moins une fois par an sur la convocation de son président ou sur demande de la majorité de ses membres.

L'Union Algérienne a un conseil d'administration composé à raison de douze membres par département et choisis au sein de chaque Union Départementale de la C.G.A. Ces derniers sont élus pour deux ans et sont renouvelés par moitié tous les ans.

Le Bureau ou Comité directeur de l'Union Algérienne comprend 19 membres, dont certains siègent ès-qualité, auxquels il faut ajouter les trois présidents des Chambres d'Agriculture d'Algérie (à voix consultative seulement).

Le Comité directeur de l'Union Algérienne de la C.G.A. se réunit tous les mois et son rôle est prépondérant puisqu'il prend toutes les décisions intéressant l'ensemble de la profession. Toutes les branches de l'activité agricole y sont représentées, sa composition est la suivante :

- Les trois présidents des Fédérations Départementales des Syndicats d'Exploitants Agricoles d'Algérie ou leurs vice-présidents ;
- Trois agriculteurs exploitants élus par les Fédérations Départementales à raison de 1 par département ;
- Les présidents des Fédérations spécialisées dans le cadre algérien ou leurs vice-présidents (viticulture, céréaliculture, agrumiculture, arboriculture, cultures maraîchères, élevage) ;
- Le président de l'Union Algérienne des S.A.P. ;
- Le président de la Fédération Algérienne de la Coopération Agricole ;

— Le président de la Fédération des Caisses de Crédit Agricole d'Algérie ;

— Le président de la Fédération Algérienne de la Mutualité.

Le président, aux termes des statuts, doit être un agriculteur exploitant.

*

La mission de la C.G.A. est la défense des intérêts généraux des syndicats et coopératives et des intérêts particuliers à chacune de leurs sections. Elle s'occupe également de la documentation, de l'orientation professionnelle et de la représentation de tous les membres de la profession, aussi bien sur le plan local que sur le plan national, vis-à-vis des pouvoirs publics et de la haute administration. Son mode de recrutement par élections successives depuis le syndicat de base ou la coopérative locale lui donne un caractère d'institution véritablement démocratique et sa composition en fait une assemblée d'agriculteurs et de travailleurs ruraux authentiques réunis pour défendre eux-mêmes leurs intérêts, prendre en mains leur propre destinée, suivre l'évolution des méthodes et celle des marchés nationaux et internationaux, pour en déduire les conclusions utiles dans leur propre sphère, d'activité économique et sociale.

PARTICIPATION MUSULMANE

Dès la création de la C.G.A. a été admise la nécessité de l'intégration des masses musulmanes au sein de l'Association.

L'accès des syndicats de producteurs est ouvert sans condition aux musulmans citoyens français et les musulmans non citoyens, déjà membres de syndicats professionnels agricoles y sont maintenus de plein droit.

Une décision gouvernementale du 26 mars 1946 a autorisé l'intégration des S.I.P. à la C.G.A. et leur Union Algérienne au sein de cet organisme. L'Union Algérienne des S.A.P. qui a maintenant 6 années d'existence, groupe au sein de 84 sociétés agricoles de prévoyance (anciennement S.I.P.) plus de 550.000 fellahs.

*

L'organisation définitive de l'Union Algérienne de la C.G.A. (2 février 1949) a été une étape d'une importance capitale pour l'avenir de l'Algérie. Elle présente un intérêt évident.

Pour près de 90 % en effet, l'Algérie vit directement ou indirectement de ses ressources agricoles.

La ruine de son agriculture serait donc sa propre ruine et en outre, par la perte d'un important pouvoir d'achat, elle menacerait la vitalité même de l'industrie française dont elle est le meilleur client.

Conviant toute l'agriculture algérienne à une œuvre salubre de syndicalisme et d'union, la C.G.A. joue un rôle décisif sur l'avenir économique et social de l'Algérie, et entraînera sa maturité politique en amenant à une compréhension plus grande et plus complète les populations européennes et musulmanes en majorité rurales.

LE CRÉDIT AGRICOLE facteur du développement et de l'orientation de la production

THE LIBRARY OF THE

JUN 12 1954

UNIVERSITY OF ILLINOIS

Au fur et à mesure que l'exécution du plan 1949-1952 se déroulait, le problème du crédit agricole et notamment du crédit à moyen et long terme, se posait avec plus d'acuité.

L'agriculture, qui disposait d'assez larges possibilités d'auto-financement, notamment dans les secteurs viticole et arboricole, a commencé à souffrir d'une insuffisance de ressources longues, dès que les prix agricoles ont marqué une tendance à la stabilité ou à la régression, tandis que continuait la course à la hausse des prix industriels et qu'augmentaient ainsi les frais d'exploitation.

Bien que d'indéniables progrès aient été accomplis au cours de la période 1948-1952, et qu'à l'expiration du premier plan quadriennal l'agriculture algérienne ait retrouvé dans tous les secteurs son potentiel d'avant guerre et que dans certains secteurs même : légumes secs, arboriculture fruitière, plantes industrielles, ce potentiel ait été largement dépassé, il est certain que des résultats meilleurs auraient été obtenus si, au cours de cette période, des crédits d'équipement à moyen et long terme avaient pu être mis à la disposition des agriculteurs.

Aussi, pour assurer l'efficacité du second plan quadriennal 1953-1956, a-t-il été jugé indispensable que les exploitants agricoles, européens ou musulmans, puissent disposer de ressources longues à faible taux d'intérêt, leur permettant de s'équiper en moyens individuels et collectifs.

Comme en Algérie le crédit agricole n'avait pas la possibilité de se procurer par ses propres moyens, pour les mettre à la disposition des organismes coopératifs ou des agriculteurs, pris individuellement, les crédits à long terme nécessaires pour la réalisation du plan, il apparut indispensable de faire intervenir les fonds publics, non seulement pour accorder dans certains cas, des subventions, mais aussi pour doter les organismes de crédit agricole des fonds destinés à la constitution des ressources longues.

Ce crédit à long terme devait favoriser particulièrement la réalisation d'améliorations foncières permanentes, telles que : nivellement des terres dans les périmètres irrigables, travaux de défense et de restauration des sols, drainage, etc... toutes opérations qui prolongent l'action des Pouvoirs Publics dans la mise en valeur de certaines régions et notamment des périmètres irrigables ou défendus. Il devait aussi permettre d'étendre ou d'entreprendre des cultures jugées importantes du point de vue du ravitaillement des populations. Il devait enfin concourir à la modernisation des procédés de conditionnement, de conservation et de transformation des produits agricoles.

L'origine budgétaire des fonds mis à la disposition des organismes prêteurs faisait obligation aux Pouvoirs Publics d'orienter les bénéficiaires des prêts vers des productions ou des pratiques culturelles jugées utiles à l'intérêt général.

Ainsi, la distribution du crédit agricole, élément fondamental du nouveau plan d'équipement de l'Algérie, devra-t-elle permettre d'atteindre les objectifs de ce plan. Un crédit de 1.800 millions fut inscrit au budget extraordinaire de l'Algérie, au titre de la modernisation et de l'équipement de l'Agriculture pour l'exercice 1953-1954. Un nouveau crédit de même importance figure au budget 1954-1955.

Ces crédits permettent d'effectuer aux organismes de Crédit agricole, relevant de la Caisse Algérienne de Crédit Agricole Mutuel ou du Fonds Commun des Sociétés Agricoles de Prévoyance, des avances destinées à des prêts à termes, collectifs et individuels, dans le cadre de programmes établis.

Deux sortes de programmes sont prévus : des *programmes généraux* et des *programmes spéciaux*.

I. — PROGRAMMES GENERAUX

Les programmes généraux sont ceux qui, tout en concourant à la réalisation du plan, doivent permettre la mise en valeur de l'ensemble du sol algérien par une action directe sur les facteurs de production, en vue d'accroître la productivité qui correspond à chacun d'eux.

Ils ont pour objet de faciliter, sur un plan général :

- les améliorations foncières ;
 - les travaux de défense et de restauration des sols ;
 - le reboisement ;
 - les travaux de nivellement et d'aménagement dans les périmètres irrigables ;
 - l'équipement des points d'eau et les travaux hydrauliques ;
 - l'assainissement des terres marécageuses ou salées ;
 - le remembrement et l'accession à la petite propriété rurale ;
- enfin,
- l'aménagement des exploitations en vue de l'amélioration de la production animale ou végétale, à l'exception toutefois de la reconstitution du vignoble.

Pour les agriculteurs ressortissant du Crédit Agricole Mutuel, ces programmes généraux sont financés par l'octroi de prêts individuels consentis par la Caisse Algérienne, selon les modalités habituelles d'attribution des avances à terme.

Pour l'agriculture traditionnelle, en milieu musulman, ils sont financés par le Fonds Commun des Sociétés Agricoles de Prévoyance, et accordés par l'intermédiaire des Sociétés adhérentes.

II. — PROGRAMMES SPECIAUX

Les programmes spéciaux, toujours établis dans le cadre des objectifs généraux du plan agricole d'équipement de l'Algérie, ont des buts plus précis.

Ils ont essentiellement pour objet, de promouvoir

- soit une culture ou une production particulière dont le développement présente un caractère général ;
- soit la mise en valeur et l'équipement de régions déterminées.

L'objet de ces programmes spéciaux est défini au moment où leur mise en œuvre est décidée. Chacun de ces programmes fait l'objet d'une décision particulière qui est notifiée aux intéressés.

Les crédits réservés au financement des programmes spéciaux de productivité agricole, ainsi définis par les décisions susvisées, sont mis à la disposition des établissements centraux de crédits agricoles : Caisse Algérienne de Crédit Agricole Mutuel et Fonds Commun des S.A.P. par convention entre l'Algérie et ces établissements.

Suivant la nature et l'objet des investissements à réaliser, les prêts consentis sur ces crédits sont accordés, sauf dérogation particulière, dans les conditions habituelles d'attribution des prêts à moyen et long terme. Le taux ne doit pas être supérieure à 4,5 %. Des dispositions particulières plus favorables peuvent être envisagées. Elles comportent, notamment une réduction à 3 % du taux de l'intérêt.

Le montant de ces prêts, qui sont réservés aux petits et moyens agriculteurs ainsi qu'aux groupements agricoles, ne peut excéder 80 % des investissements tels qu'ils résultent des estimations arrêtées par les services techniques compétents.

Les demandes de prêts sont reçues par les organismes de crédits dont relèvent les demandeurs : Caisse de Crédit Agricole Mutuel ou Sociétés Agricoles de Prévoyance, selon le cas, et transmises aux établissements centraux qui doivent recueillir l'avis des services techniques intéressés.

Enfin, le contrôle du bon emploi des fonds est exercé, sur le plan financier, par les établissements prêteurs et, sur le plan technique, par les agents des services chargés de s'assurer des réalisations.

Dans le cadre de la réglementation des programmes spéciaux, trois décisions particulières ont déjà été prises. Elles ont pour objet :

- l'encouragement à la culture du riz ;
- la mise en œuvre d'un programme spécial de mise en valeur du périmètre d'irrigation du Haut Chélif ;
- la mise en œuvre d'un programme spécial de travaux de défense et de restauration des sols.

1° *Encouragement à la culture du riz.*

L'encouragement à la culture du riz en Algérie a pour but d'implanter et de développer cette culture, techniquement possible dans des conditions satisfaisantes, parce qu'elle offre un intérêt agricole, économique et social certain, notamment dans les zones salées des périmètres irrigables de l'Oranie. Il a fait l'objet des décisions du 16 Mars et du 4 Mai 1953.

La culture du riz étant considérée comme une culture de mise en valeur des régions incultes, palustres ou salées, les zones rizicoles sont déterminées à l'intérieur de chaque département.

A l'intérieur de ces zones, le Préfet procède à un agrément individuel des agriculteurs qui en font la demande.

Les producteurs ainsi agréés bénéficient des encouragements des Pouvoirs Publics à la production rizicole.

Ces encouragements comportent une aide financière, une réduction du prix de l'eau d'irrigation et, éventuellement, une aide technique des services administratifs.

L'aide financière s'effectue par l'intermédiaire des Caisses de Crédit, sous la forme de crédits de campagne et de prêts d'équipement à moyen et long terme, effectués dans le cadre de la réglementation en vigueur pour les prêts de l'espèce, sauf en ce qui concerne les conditions de fortune qui ne sont pas opposables aux producteurs de riz.

Le taux de l'intérêt de l'ensemble de l'aide financière ci-dessus, est réduit uniformément à 3 %.

La réduction du prix de l'eau d'irrigation des rizières agréées dans les périmètres irrigables, a été obtenue d'une part, en supprimant la taxe au litre-seconde et, d'autre part, en fixant à la moitié du prix normal de l'eau fournie par gravitation dans ces mêmes périmètres, celui de l'eau utilisée à la culture du riz.

L'aide technique des différents services de l'administration, est assurée à la riziculture dans toute la mesure des moyens disponibles et des règlements administratifs.

Après avoir fait une timide apparition à titre expérimental en 1950-1951, puis avoir occupé environ 150 hectares dans les zones irriguées d'Algérie en 1952, le riz a été cultivé au cours de la campagne 1953, sur environ 1.240 hectares, dont 260 dans l'Algérois (région du Mazafran) et 980 dans les périmètres irrigables d'Oranie, notamment celui du Bas Chélif. Pour 1954, les surfaces officiellement agréées sont actuellement de 2.000 hectares.

2° *Mise en valeur du Haut Chélif.*

Le programme spécial de mise en valeur du périmètre d'irrigation du Haut Chélif a fait l'objet d'une décision du 26 Mars 1954. Il tend au développement de la production des céréales, de la production fourragère, des plantes sarclées et de l'élevage.

Il porte sur une première tranche de 2.000 hectares situés à l'intérieur de la zone d'environ 6.000 hectares, actuellement équipée pour l'irrigation par les soins du Service de la Colonisation et de l'Hydraulique.

Pour permettre le financement de ce programme, la première tranche de crédit mise à la disposition des établissements de crédit agricole est de 130 millions, dont 100 millions pour le Crédit Agricole Mutuel et 30 millions pour le Fonds Commun des S.A.P.

Les avances à moyen et long terme sont accordées, au taux de 3 % :

— à titre individuel, aux propriétaires exploitants, fermiers et métayers, en vue de la construction de canaux d'amenée ou d'évacuation des eaux, l'exécution des travaux de nivellement des terres, la construction ou l'aménagement des bâtiments nécessaires à la réalisation du programme ;

— à titre collectif, aux sociétés coopératives et aux sociétés agricoles de prévoyance, en vue de l'exécution des prestations de service permettant la réalisation des travaux d'aménagement des terres aux fins d'irrigation, l'approvisionnement en commun et la transformation éventuelle des produits nécessaires à la mise en valeur, la transformation et la vente des produits résultant de la nouvelle orientation des exploitations.

Enfin la mise en œuvre d'exploitations pilotes représentatives de l'exploitation irriguée type Haut-Chélif, est prévue. Des facilités particulières de financement, qui seront précisées dans chaque cas, pourront leur être octroyées.

3° Travaux de défense et de restauration des sols.

Le programme spécial de travaux de défense et de restauration des sols a également fait l'objet d'une décision du 26 Mars 1954. Il a pour but de permettre aux agriculteurs de financer la part qui leur incombe, en dehors des facilités et avantages déjà prévus par l'arrêté du 2 Mai 1952, dans les travaux de D.R.S. entrepris sur leur demande en dehors des périmètres classés, et d'aider les organismes coopératifs agricoles qui participent à ces travaux.

Pour permettre la réalisation de ce programme, la première tranche de crédit mise à la disposition des établissements centraux de crédit agricole atteint 250 millions, dont 150 pour la Caisse algérienne de Crédit Agricole Mutuel et 100 pour le Fonds Commun des S.A.P. Le taux d'intérêt est fixé à 4,5 %.

Les travaux à entreprendre consistent essentiellement dans la création de banquettes, sur des sols situés en périmètres non classés, et dans des conditions fixées par les services techniques. Ils doivent en outre couvrir sans discontinuité une surface correspondant à un ensemble de terres sujettes à érosion, appartenant à l'exploitant ou à un locataire ayant l'accord du propriétaire.

Quand les surfaces constituant l'ensemble des terres à traiter n'appartiennent pas au même propriétaire, les intéressés doivent formuler simultanément leur demande ou, s'ils désirent déposer une seule demande, constituer une association syndicale.

Ces prêts à moyen et long terme sont consentis :

— aux particuliers, pour l'exécution des banquettes, la couverture des frais d'entretien et de consolidation pendant une durée de deux ans et, le cas échéant, l'exécution de plantations arbustives ;

— aux sociétés agricoles de prévoyance ou coopératives, ayant pour objet les prestations de services nécessaires à la mise en œuvre du programme à l'aide du matériel leur appartenant, loué ou mis à leur disposition.

**

Des dispositions semblables à celles qui ont été prises par l'Administration algérienne existent depuis longtemps dans la Métropole où les dotations de la Caisse Nationale de Crédit Agricole sont presque toujours assorties de règles particulières d'emploi.

Il est normal en effet qu'en contre-partie de l'effort qui lui est demandé, la collectivité ait le souci d'orienter dans toute la mesure du possible et avec toute la souplesse qui s'impose, l'emploi des fonds mis à la disposition des agriculteurs, vers des utilisations conformes à l'intérêt supérieur du pays.

65
op.1

DOCUMENTS ALGÉRIENS

Service d'Information
du Cabinet du Gouverneur Général de l'Algérie

SERIE L'ÉCONOMIQUE

N° 109 - 30 MAI 1954

UNIVERSITY OF ALGERIA
PAYSANAT

Le Paysanat Algérien

Résultats de l'activité des S. A. R. au 1^{er} janvier 1954

Le Paysanat se propose de trouver les solutions à tous les problèmes qui, dans le domaine et par le moyen de l'Agriculture, touchent à l'amélioration de la condition des populations rurales d'Algérie.

En fait, l'objectif à atteindre consiste à assurer l'équilibre économique-démographique de l'Algérie.

La population en cause se compose d'une partie évoluée : la généralité des colons et quelques propriétaires musulmans qui les imitent ; et d'une autre partie qui s'en tient encore aux pratiques traditionnelles : la grande majorité des fellahs et des pasteurs d'origine musulmane.

L'évolution de ces derniers ne peut s'accommoder des méthodes d'action indirecte qui reposent sur la recherche, l'expérimentation et la vulgarisation, et suffisent à promouvoir les techniques et la productivité des Etats modernes. Il convient d'intervenir plus directement, et de disposer à cet effet d'une organisation particulière qui agira sur tous les éléments susceptibles d'influencer heureusement la « condition humaine » des ruraux.

Ces éléments sont techniques, économiques, culturels et sociaux.

Le Paysanat tend d'abord, sur le plan technique, à instruire le fellah et à mettre à sa disposition les moyens nécessaires à la mise en œuvre des méthodes de production les plus modernes et déjà éprouvées dans le secteur évolué.

En matière économique, il vise à orienter les fellahs et pasteurs vers l'économie d'échange, les investissements rentables et la pratique du crédit.

L'Algérie, pour accomplir cette œuvre d'une ampleur exceptionnelle, a choisi la formule des Secteurs d'Amélioration Rurale (S.A.R.).

Le S.A.R. est un secteur territorial de la Société Agricole de Prévoyance (S.A.P.) où sont concentrés et utilisés tous les moyens nécessaires au progrès technique et économique. Le S.A.R. n'a pas de personnalité juridique propre, c'est la S.A.P. qui la détient et sert de support à la gestion administrative, comptable et financière.

Pour sa part, la promotion culturelle et sociale des populations rurales dépend essentiellement de la réussite technique et économique du S.A.R., mais elle relève aussi de réalisations qui trouvent administrativement leur support sur des collectivités publiques municipales, départementales, voire nationales. Cependant, le S.A.R. apporte à ces réalisations une contribution importante sous forme de son équipement mécanique, de son personnel et de ses investissements immobiliers. C'est ainsi que l'école et la salle de consultation médicale édifiée autour du centre actif, ainsi que les programmes de viabi-

lité et d'hydraulique réalisés dans le secteur, constituant l'équipement culturel et social indispensable à toute communauté rurale organisée. C'est en usant de toutes ces réalisations d'abord, en participant ensuite à leur gestion, que les populations rurales attardées accèderont à la vie publique. Par cette action simultanée sur tous les éléments de la condition humaine le Paysanat, et par conséquent le S.A.R. qui est son instrument d'application, atteindra ses objectifs.

Les résultats obtenus par le S.A.R. de 1946 au 1^{er} janvier 1954 sont consignés dans les tableaux qui suivent :

Ces tableaux sont groupés en 3 séries :

La première série comprend des renseignements généraux se rapportant à l'activité d'ensemble des S.A.R. (nombre, importance, répartition des S.A.R., immeubles construits, matériels acquis, travaux effectués, réalisations sur les noyaux-pilotes, recasements réalisés, habitat, nombre de moniteurs en service, crédits investis).

La deuxième série concerne l'activité particulière des différents types de S.A.R. en distinguant les S.A.R. de cultures (céréaliculture, arboriculture, oasiens) et les S.A.R. d'élevage.

Enfin, la troisième série a rassemblé les renseignements chiffrés des réalisations de toute nature auxquelles les S.A.R. ont directement ou indirectement participé.

Les renseignements chiffrés ont été recueillis auprès des Présidents de S.A.P. et contrôlés par le service du Paysanat à la Direction de l'Agriculture.

Ceux qui s'appliquent à des constatations matérielles, surfaces, crédits, nombre de tracteurs, de constructions, sont évidents et aisément contrôlés. Mais les résultats financiers appellent les précisions suivantes :

Dès son implantation et son équipement de départ, le S.A.R. devrait pouvoir aussitôt agir sur toutes les exploitations. C'est humainement impossible, ne serait-ce qu'en raison même du principe de base du Paysanat qui est de CONVAINCRE sans CONTRAINDRE. En fait, il ne peut que gagner progressivement les fellahs et pasteurs. C'est pourquoi il n'est pas fait état de toute la production animale et végétale obtenue dans la circonscription « couverte » par les S.A.R. mais d'une part, de l'augmentation de production enregistrée grâce à l'action paysanale — par comparaison avec les résultats obtenus chez les voisins qui ne participent pas encore à cette action quand il s'agit de céréales — et d'autre part de la valeur globale des produits, estimée directement quand il s'agit de cultures implantées ou de l'élevage.

Il est certain que les conditions climatiques ont une influence non négligeable sur les résultats de la campagne. C'est ainsi que l'année 1953 n'a pas été uniformément bonne et que certaines régions ont souffert de la sécheresse diminuant les récoltes, éprouvant les troupeaux.

C'est en toute objectivité et avec une sincère rigueur que ces activités et les résultats des S.A.R. se trouvent consignés dans les tableaux qui suivent.

Leur lecture montrera que, jour après jour, au prix de durs efforts, le Paysanat algérien poursuit son chemin vers l'objectif qui lui est assigné.

Les résultats qu'il a déjà obtenus « marquent » incontestablement dans l'économie et la technique agricole du pays, et aussi, au moins autant, dans les cœurs des populations rurales de l'Algérie dont il est le guide et le soutien.

BILAN DE L'ACTIVITE DU PAYSANAT AU 31 DECEMBRE 1953

I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX - ACTIVITE D'ENSEMBLE

1. — NOMBRE ET IMPORTANCE DES S.A.R.

TABLEAU I

	Au 31-12-1946	Au 31-12-1947	Au 31-12-1948	Au 31-12-1949	Au 31-12-1950	Au 31-12-1951	Au 31-12-1952	Au 31-12-1953
Nombre	12	82	103	122	148	158	175	187
Surfaces couvertes (en hectares)	720.000	5.613.000	7.833.480	10.108.480	11.535.480	12.696.480	16.185.058	17.105.000
Fellahs et pasteurs intéressés (chefs de famille)	7.100	55.717	72.917	89.417	112.150	132.500	245.343	288.309

L'année 1953 a vu 12 créations nouvelles portant le total des S.A.R. à 187 et l'importance du territoire soumis aux disciplines du paysanat à 17.105.000 hectares ; de même le nombre des fellahs et pasteurs intéressés par les S.A.R. passe de 245.343 à 288.309.

Il convient de remarquer que ces derniers chiffres s'appliquent aux surfaces et aux individus compris dans les limites géographiques des S.A.R. organisés, ce qui ne veut évidemment pas dire que l'action du paysanat, même sous sa simple forme éducative, s'exerce déjà sur toutes les terres et au profit de tous les agriculteurs dont il s'agit. Ce résultat, qui constitue le but final à atteindre, ne pourra être obtenu qu'après de longs et patients efforts basés sur la persuasion et l'exemple et se développant progressivement à partir des noyaux-pilotes des S.A.R. d'une part, des exploitations ou des troupeaux de ceux des fellahs et des pasteurs compris dans le S.A.R. et qui sont effectivement soumis aux disciplines du paysanat, d'autre part.

2. — REPARTITION PAR TYPE DE S.A.R.

TABLEAU II

	NOMBRE	SURFACES COUVERTES	FELLAHS ET PASTEURS INTERESSES
Céréaliculture	42	1.615.000	188.209
Arboriculture	53	711.000	95.000
Elevage	6	14.640.000	5.100
Oasiens	187	139.000	288.309
		17.105.000	

3. — IMMEUBLES CONSTRUITS

TABLEAU III

	Au 31-12-1949		Au 31-12-1950		Au 31-12-1951		Au 31-12-1952		Au 31-12-1953	
	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur
Logements de monteurs, de mécaniciens, d'ouvriers permanents	34		102		132		249	376.873.000	307	491.818.000
Centres de traitements pour ovins ..	32		43		52		64	59.445.000	66	75.041.000
Bâtiments d'exploitation, hangars, ateliers etc.	27	148.270.000	228		263	472.186.000	332	229.919.000	398	317.001.000
Huileries, usines d'extraction d'huile de grignons	—		1	320.103.000	2		2	41.000.000	3	59.000.000
Centre de conditionnement de figues ..	—		—		1		1	4.754.000	1	4.754.000
Divers (ateliers séchage de figues, silos à fourrages, etc.)	—		—		—		73	30.991.000	112	60.959.000
TOTAL								742.982.000		1.008.573.000

L'effort entrepris par le paysanat en vue de réaliser sur l'ensemble du territoire algérien l'infrastructure indispensable à son action, poursuit régulièrement. On notera le faible prix de revient unitaire des immeubles, réalisés pour la plupart, soit en régie, soit avec le concours de petits entrepreneurs locaux dans un esprit de stricte économie.

4. — MATERIEL MECANIQUE COLLECTIF

TABLEAU IV

	Au 31-12-1949		Au 31-12-1950		Au 31-12-1951		Au 31-12-1952		Au 31-12-1953	
	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur
Tracteurs	70		134		220		277	671.939.000	355	991.376.000
Matériel aratoire	180		336		547		875	196.984.000	1.027	239.815.000
Autre matériel agricole, dont matériel de moisson, battage et bottelage	62		132		198		210	81.897.000	276	113.900.000
Matériel roulant (camions, camionnettes, jeeps, motos, remorques) ..	75		131		190		309	120.297.000	430	169.821.000
Matériel de terrassement (angleddozers, scrapers, niveleuses)	5	160.000.000	13	364.982.369	30	814.668.000	62	105.698.000	78	110.902.000
Tank de désinfectisation sous vide ..	—		1		1		1	5.000.000	1	5.000.000
Matériel pour la protection des cultures et du cheptel contre les parasites (poudreuses, etc...)	—		—		—		55	5.855.000	70	6.514.000
Matériel des ateliers de réparation..	—		—		—		—	20.045.000	—	26.322.000
Petit matériel et outillage divers ..	—		—		—		—		—	31.067.000
TOTAUX								1.207.715.000		1.694.717.000

Le parc mécanique des S.A.R. s'accroît régulièrement (77 tracteurs de plus en 1953) et *raisonnablement*. La mise en service de matériels nouveaux nécessite en effet une organisation complexe (recrutement de conducteurs, de mécaniciens qualifiés, aménagement d'ateliers de dépannage, organisation de l'approvisionnement en carburant et lubrifiant, rotation des tracteurs, etc.) qui interdit absolument toute hâte excessive et préjudiciable à la rentabilité de l'entreprise.

5. — TRAVAUX EFFECTUES PAR LE MATERIEL MECANIQUE COLLECTIF

TABLEAU V

CAMPAGNES	LABOURS		Banquettes de D.R.S.	Ouvertures et entretien de pistes	Terrassements Nivellement	MOISSONS	BATTAGES	BOTTELAGES
	Terres à céréales	Autres labours (entretien vergers cul. fourragères etc...)						
	(En hectares)							
1946 - 1947	2.847	1.701						
1947 - 1948	9.713	1.815						
1948 - 1949	19.079	2.068						
1949 - 1950	28.046	3.127	100	115	3.000	1.000	20.000	5.000
1950 - 1951	45.690	12.335	210	729	4.000	2.000	48.000	25.000
1951 - 1952	61.084	11.761	590	1.100	36.000	2.800	56.000	40.000
1952 - 1953	98.035	12.461	117	1.869	437.170	79.767	82.387	60.198
				1.962	546.000	60.500	104.000	68.300
TOTAUX	264.494	45.268	1.017	5.575	1.026.170	146.067	310.387	198.498

On notera l'accroissement très sensible des travaux de toute nature effectués par le matériel des S.A.R., sans toutefois en ce qui concerne les banquettes de D.R.S. dont la plus grande partie a été réalisée dans les périmètres à l'aide du matériel propre au service de la D.R.S. et qui de ce fait fait ne sont pas consignés ci-dessus.

Pour les S.A.R. la moyenne d'emploi de chaque tracteur s'établit cette année à 1.200 heures (1 000 heures en 1952).

6. — NOYAUX-PILOTES - TROUPEAUX DE SELECTION - RUCHERS DE DEMONSTRATION

TABLEAU VI

Situation au :	NOYAUX-PILOTES		TROUPEAUX DE SELECTION		RUCHERS DE DEMONSTRATION	
	Nombre	Surface (en hectares)	Nombre	Effectif	Nombre	
31-12-1947	—	—	2	202	—	—
31-12-1948	—	—	3	230	—	—
31-12-1949	18	1.300	12	1.200	4	4
31-12-1950	37	2.755	30	4.254	20	20
31-12-1951	60	4.755	45	8.338	35	35
31-12-1952	119	9.736	65	17.153	57	57
31-12-1953	138	11.519	78	18.600	67	67

Ces réalisations sont les « cellules » de base du paysan ; elles permettent, dans chaque S.A.R., de faire sous les yeux des fellahs et des pasteurs, la démonstration de la valeur des méthodes modernes de culture et d'élevage en même temps qu'elles contribuent à assurer la rentabilité des entreprises. Elles constituent un point d'appui et ne revêtent jamais le caractère d'une exploitation collective. Ce serait aller à l'encontre de l'objectif essentiel du Paysan qui est d'aider l'exploitant familial et ainsi de le consolider dans ses moyens de production.

7. — RECASEMENTS REALISES

TABLEAU VII

Situation au :	31-12-1949	31-12-1950	31-12-1951	31-12-1952	31-12-1953
Nombre de fellahs (chef de famille).....	930	1.612	1.731	1.731	1.741
Surfaces (en hectares)	9.800	15.640	18.134	18.134	18.259

Le recasement était l'objectif essentiel du Paysanat à l'origine. Faute de terres vacantes il est devenu l'accessoire, mais tous les domaniaux, les communaux et les terres de montagne mises en valeur par la D.R.S., ainsi que les régions sahariennes rendues productives par les forages du S.C.H., continueront à être utilisés par le Paysanat au profit de familles nécessiteuses qui ne chercheront plus, de ce fait, à se rapprocher des centres urbains où elles ont tendance à créer des bidonvilles.

8. — HABITAT (Logements de fellahs)

TABLEAU VIII

Situation au :	31-12-1949	31-12-1950	31-12-1951	31-12-1952	31-12-1953
Nombre de logements	340	390	435	435	435
Valeur	160.000.000	176.000.000	190.000.000	190.000.000	190.000.000

L'habitat doit être le couronnement de l'effort de production du fellah. Aidé par la collectivité, il doit y investir les suppléments de richesses qu'il acquiert par son travail et par les moyens que lui donne le S.A.R. Le nombre de logements familiaux construits serait en très net accroissement si les S.A.R. bénéficiaient d'une aide du « Fonds de l'Habitat ». Dans l'état actuel des choses, le Paysanat ne peut plus entreprendre sur ses dotations propres la construction de logements pour fellahs, mais il a constitué depuis 1952, dans certaines S.A.P., des dépôts de matériaux de construction qui facilitent les initiatives privées ; l'essai tente ayant été concluant, il a été étendu en 1953 (25 dépôts constitués au 31-12-53 - 150 millions de matériaux vendus ou en vente).

Le tableau ci-dessus se rapporte à des réalisations faites à l'aide de crédits budgétaires ou d'avances consenties aux S.A.P., les immeubles construits restant la propriété de ces organismes.

9. — CADRES TECHNIQUES REGIONAUX ET LOCAUX

TABLEAU IX

	Au 31-12-1949	Au 31-12-1950	Au 31-12-1951	Au 31-12-1952	Au 31-12-1953
Nombre d'adjoints techniques du Paysanat	—	—	—	17	22
Nombre de moniteurs	80	98	118	158	165
Nombre de mécaniciens	—	5	15	32	36
Nombre de conducteurs de tracteurs	—	—	—	300	329

Le recrutement des adjoints techniques du Paysanat se poursuit à la cadence de 5 à 8 agents par an.

C'est par mesure d'économie que 165 moniteurs seulement sont en fonction au 31 décembre 1953 pour 187 S.A.R. existants. Deux S.A.R. voisins peuvent, en effet, se contenter à leurs débuts d'un seul moniteur. C'est ce qui se produit dans tous les cas possibles. Ces agents sont rétribués en principe sur les ressources propres du S.A.R. à partir de la troisième année qui suit sa création.

Il y a lieu de noter, par ailleurs, que le recrutement de ces agents réclame des hommes jeunes, actifs, enthousiastes, acceptant de vivre dans des centres éloignés où souvent la vie est rude, ce qui ne manque pas de soulever des difficultés à cet égard.

Sept stages de perfectionnement groupant 105 moniteurs ont été organisés au cours de l'année dans les principales écoles d'agriculture et centres éducatifs d'Algérie.

10. — TOTAL DES CREDITS INVESTIS DEPUIS 1946 (en millions de francs)

TABLEAU X

	Au 31-12-1947	Au 31-12-1948	Au 31-12-1949	Au 31-12-1950	Au 31-12-1951	Au 31-12-1952	Au 31-12-1953
Subventions (budget)	710	867	1.135,2	1.558,6	2.004,7	2.586,3	3.160,8
Avances (fonds commun des SIP)	230	335	492,4	725,7	995,7	1.455,7	1.979,5

Les avances ont servi à financer le matériel mécanique collectif (2/3 de sa valeur), les troupeaux de sélection, une partie des dépenses relatives à la création des noyaux-pilotes, ainsi que les travaux, les plantations et les équipements (cheptel vif et mort) dont ont bénéficié individuellement les fellahs dans le cadre des S.A.R.

Des 3.160.800.000 francs dont le Paysanat a bénéficié depuis 1946 sur les fonds budgétaires, il convient de déduire 500 millions qui ont été affectés en 1947 à des travaux d'hydraulique et de D.R.S. Depuis, cette date, les travaux de l'espèce sont financés par le S.C.H. et la D.R.S. à l'aide de leurs ressources propres.

On peut donc considérer que les crédits budgétaires affectés aux réalisations paysannes proprement dites, depuis le début, s'élèvent à 2 milliards 660 millions de francs.

II - ACTIVITE PARTICULIERE DES DIFFERENTS TYPES DE S.A.R.

A. — S.A.R. DE CULTURE (CEREALICULTURE-ARBORICULTURE-OASIENS)

1. — EQUIPEMENTS INDIVIDUELS REALISES (cheptel vif et mort)

TABEAU XI

	1946 à 1949	1950	1951	1952	1953	TOTAL
CHEPTEL MORT						
Nombre de fellahs équipés	2 938	1 953	2 175	852	617	8 535
Valeur des équipements	55 000 000	35 075 742	58 500 000	39 869 000	12 800 000	201 244 742
CHEPTEL VIF						
Nombre de fellahs équipés	310	150	180	776	890	2 306
Valeur des équipements	8 900 000	5 000 000	9 000 000	35 894 000	48 800 000	107 594 000

Le nombre des fellahs équipés individuellement en cheptel mort par les S.A.R. marque une légère diminution par rapport à celui indiqué pour 1952. Cela ne signifie pas que cet élément essentiel de l'activité paysanaie soit en régression. Il s'explique par le fait que de nombreux fellahs acquis aux idées de modernisation rurale se sont procurés directement dans le commerce, sur les conseils des moniteurs de S.A.R., le matériel qui leur était nécessaire, sans passer par la section spécialisée de la S.A.P.

Le présent recensement reflétant l'activité directement exercée par le Paysanat, il n'a pas été tenu compte des achats particuliers dont il s'agit.

On notera, par contre, une augmentation sensible des équipements en cheptel vif.

2. — AIDE APPORTÉE AUX FÉLIAHS SOUS D'AUTRES FORMES

TABEAU XII

	1946 à 1949	1950	1951	1952	1953	TOTAL
<u>Echange gratuit de semences améliorées ou sélectionnées de blé dur :</u>						
Quantité (en quintaux)	81.150	25.159	20.000	22.216	40.902	189.427
Valeur	220.000.000	85.000.000	80.000.000	98.865.000	160.000.000	643.865.000
<u>ENGRAIS :</u>						
Quantité (en quintaux)	37.000	18.000	20.000	21.304	31.291	127.595
Valeur	53.000.000	22.000.000	28.000.000	30.427.000	52.100.000	185.527.000

L'utilisation des semences sélectionnées dans le cadre des campagnes « d'échange », financées par la S.A.O.N.I.C., se développe activement ; il en est de même en ce qui concerne l'emploi des engrais.

2. — PRODUCTIONS NOUVELLES INTRODUITES EN MILIEU MUSULMAN

TABLEAU XIII

	Surfaces (en hectares) consacrées aux nouvelles cultures						
	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
Lentilles	—	500	1.000	5.106	5.500	5.200	5.800
Plantes alcooligènes	—	—	50	88	4	20	20
Plantes textiles	—	—	—	2	36	218	240
Fabacs	—	—	—	—	—	159	900
Riz	—	—	—	—	—	—	•

La culture des lentilles et du coton progresse sensiblement : celle du tabac est en très forte augmentation, mais il y a lieu d'ores et déjà de prévoir une réduction notable des surfaces qui seront cultivées les années prochaines en raison des dispositions nouvelles arrêtées par les Tabacoops et tendant à obtenir une production réduite mais de qualité supérieure. Le paysanat s'attachera à assurer la réussite de cette politique de qualité.

▲ noter l'apparition de la riziculture en milieu musulman (Region du bas-Chelif).

4. — PLANTATIONS ARBUSTIVES REALISEES ET ENTRETENUES DANS LE CADRE DES S.A.R.

TABLEAU XIV

ANNEES	Plantations arbustives (fruitières et forestières) réalisées dans le cadre des S.A.R.		Vergers de montagne sur banquettes dont l'entretien est assuré directement par les S.A.R.		Olivettes du Hodna		Palmeraies du Sud	
	Surfaces	Nbre d'arbres	Surfaces	Nbre d'arbres	Surfaces	Nbre d'arbres	Surfaces	Nbre d'arbres
1946					100	1.600		
1947	82	6.500			900	14.400		
1948	536	42.800	150	12.000	1.000	16.000		
1949	2.382	190.000	600	48.000	800	12.800	18	2.250
1950	2.758	220.000	350	28.000			40	5.000
1951	3.859	308.000	1.400	112.000			70	8.750
1952	8.277	614.879	2.859	250.000			8	1.000
1953	5.500	464.800	1.338	67.583			14	1.500
TOTAL	23.394	1.846.979	6.697	517.583	2.800	44.800	150	18.500

Les plantations arbustives en montagne (D.R.S.) ou en plaine se développent à une cadence soutenue. Les vergers de montagne aménagés par le Service de la D.R.S. et dont l'entretien est confié aux S.A.R. occupent en 1953 une surface légèrement inférieure à celle de l'année précédente. Toutefois des « remises » importantes de travaux sont prévues pour 1954.

En attendant leur mise à fruit, les olivettes du Hodna sont entretenues avec le maximum de soins mais aussi avec le plus grand souci d'économie.

En ce qui concerne les palmeraies, leur extension, qui atteint cette année 14 ha, est fonction de la création par le Service de l'Hydraulique de nouveaux puits.

5. — TRAITEMENT ET CONDITIONNEMENT DES PRODUITS

TABLEAU XV

	1950		1951		1952		1953	
	Nbre d'ateliers ou d'usines	Quantités de fruits traités (quintaux)	Nbre d'ateliers ou d'usines	Quantités de fruits traités (quintaux)	Nbre d'ateliers ou d'usines	Quantités de fruits traités (quintaux)	Nbre d'ateliers ou d'usines	Quantités de fruits traités (quintaux)
Ateliers de séchage de figes	6	500	12	2.000	20	2.300	21	4.173
Centres de conditionnement de figes sèches	1	350	1	1.310	1	1.450	1	3.035
Usines d'extraction d'huile d'olives	1	1.586	1	3.800	1	4.600	2	6.453
Usine d'extraction d'huile de grignons	—	—	1	—	1	1.480	1	3.224

Cette rubrique ne figure dans les bilans que depuis 1950. Elle traduit l'intervention du Paysanat dans le domaine de la valorisation de la production.

Les deux huileries par pression ont permis d'extraire 15 à 20 % d'huile de plus que les installations artisanales. En outre, la qualité supérieure du produit obtenu en a permis un écoulement plus facile et plus rémunérateur par l'intermédiaire d'une coopérative de droit commun où Européens et autochtones collaborent sur le plan économique, en toute indépendance; cette institution est d'une haute portée éducative.

De son côté, l'usine de grignons a traité 3.224 qx pour sa deuxième campagne (plus du double de l'année 1952), ce chiffre comprenant surtout des grignons frais qui ont fourni des huiles bouchables. Les grignons épuisés servent, après tamisage, de combustible (débris de noyau) et de matière première pour la fabrication d'engrais azotés (débris de pulpe).

La progression des quantités traitées démontre l'intérêt que les fellahs portent à cette initiative qui a en outre moralisé les transactions dans les environs.

Quant aux ateliers de séchage de figes, étant ambulants, ils peuvent fonctionner au cœur même des figeraies. Comme pour les huiles, le producteur conserve la pleine propriété de sa récolte, et c'est bien parce qu'il y trouve son intérêt qu'il la fait conditionner par la S.A.P., puis vendre par l'intermédiaire d'une coopérative.

Cette action des S.A.R. amorce la reprise de la politique des produits de qualité, sans laquelle les figes d'Algérie notamment seraient victorieusement concurrencées, même sur le marché métropolitain, par la production étrangère.

6. — ACCROISSEMENT DE RICHESSES OBTENU DANS LES S.A.R. DE CULTURE

(noyaux-pilotes et action de rayonnement)

TABEAU XVI

ANNEES	CEREALES		LEGumineuses		CULTURES INDUSTRIELLES (plantes alcooligènes, textiles, tabac...)		ARBORICULTURE		CULTURES FOURRAGERES		Produits traités et conditionnés (plus-value)	
	Quantités (qx)	Valeur (milliers de fr.)	Quantités (qx)	Valeur (milliers de fr.)	Quantités (qx)	Valeur (milliers de fr.)	Quantités (qx)	Valeur (milliers de fr.)	Quantités (qx)	Valeur (milliers de fr.)	Figues	Olives
1946.. ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1947.. ..	11.000	23.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1948.. ..	48.500	97.000	2.773	20.740	—	—	—	—	—	—	—	—
1949.. ..	95.355	205.000	5.100	31.600	4.400	1.980	—	—	—	—	—	—
1950.. ..	140.230	280.000	30.600	180.000	9.350	4.445	—	—	—	—	—	—
1951.. ..	190.000	570.000	33.000	198.000	1.503	5.619	—	—	—	—	—	—
1952.. ..	250.000	780.000	34.000	200.000	9.666	61.390	100	300	20.000	24.000	2.325	3.700
1953.. ..	305.000	976.000	26.000	156.000	21.000	239.000	5.148	14.500	35.000	35.000	3.022	4.200
Total	1.040.085	2.931.000	131.473	786.340	45.919	312.434	5.248	14.800	55.000	59.000	5.347	7.900

L'accroissement de richesses indique dans le tableau ci-dessus a été évalué par les Présidents des Sociétés agricoles de prévoyance en faisant intervenir aussi bien pour les noyaux-pilotes que pour les exploitations privées sur lesquelles s'exerce l'action de rayonnement des S.A.R. :

1°) l'intégralité des récoltes obtenues sur des terres précédemment en friche ;

2° l'augmentation de rendement accusée par les récoltes obtenues sur les terres soumises aux disciplines du paysanat, cette augmentation étant évaluée par rapport aux rendements constatés en culture traditionnelle échaappant encore à l'action des S.A.R. ;

3°) la plus-value effectivement enregistrée par les produits traités et conditionnés dans les ateliers de séchage des figues et les huileries-pilotes.

B. — S.A.R. D'ELEVAGE

1. — LUTTE CONTRE LA FAIM

TABLEAU XVII

	Mise en défense de pâturages	Aménagements pastoraux		Stocks de fourrages constitués	Caisse « Assurance-Vie-Moutons »	
	Surfaces	Surfaces	Plantations de cactus inerme (1)		Nombre de cotisants	Ressources
1946						
1947	5.000	10		3.370		
1948	10.000	20	10.000	4.135		
1949	40.000	80	90.000	22.830		
1950	60.000	100	150.000	67.136	8.000	3.124.500
1951	85.000	110	200.000	83.048	12.000	4.533.200
1952	69.080	100	192.400	136.481	27.630	8.858.000
1953	58.900	300	606.000	138.000	29.637	11.813.000
TOTAL	327.980	720	1.248.400	455.000		28.328.700

(1) Ces chiffres correspondent au nombre de raquettes de cactus inermes mises en terre.

Les mises en défens se poursuivent : 327.980 ha sont désormais soustraits au surpeuplement et constituent des réserves de parcours. Certaines ont permis de sauver plusieurs milliers de bêtes au cours de l'année 1953. Pendant la même période, il a été largement fait appel aux importants stocks alimentaires constitués tant par les S.A.R. que par les particuliers sous l'égide des S.A.R. Bien qu'encore insuffisamment développée cette action a assuré en maints endroits le sauvetage d'une proportion appréciable de brebis portières et de géniteurs. Dans les troupeaux de sélection des S.A.R. les pertes n'ont pas dépassé en moyenne 6 à 8 %.

A noter que depuis 1950 où la caisse « Assurance Vie Moutons » a été créée, plus de 28 millions de francs ont été versés par les pasteurs et ont servi à constituer pour leur compte des réserves qui leur ont été entièrement distribuées au prorata de leurs versements. Pour qui connaît l'imprévoyance des éleveurs nomades, ce résultat présente un grand intérêt sur le plan de leur évolution psychologique et apporte par ailleurs une solution au difficile problème du financement des réserves fourragères sans faire appel aux crédits bancaires trop onéreux.

2. — LUTTE CONTRE LA SOIF

TABLEAU XVIII

	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	TOTAL
Nombre de points d'eau aménagés ..	0	3	40	130	151	226	283	246	1.079

Le programme systématique d'aménagement des points d'eau est poursuivi, en liaison avec le paysanat, par le Service de l'Hydraulique qui équipe en priorité les centres de traitement pour ovins et les territoires couverts par les S.A.R.

Par ailleurs, quatorze « trains moutonniers » (tracteurs et remorques-citernes) ont été mis à la disposition des S.A.R. au cours des années 1952 et 1953 par l'Association Ovine Algérienne sur la dotation métropolitaine provenant du « Fonds textile ». Ce matériel a permis de sauver un grand nombre d'animaux durant l'hiver et le printemps, notamment dans la région des dayas de Laghouat.

3. — LUTTE CONTRE LA MALADIE

TABLEAU XIX

	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	TOTAL
Nombre d'animaux ayant bénéficié ou subi des									
— Opérations de vaccination		10.800	31.298	37.653	66.889	89.773	424.302	190.500	851.015
— Opérations de balnéation		10.200	22.100	100.500	216.100	501.350	812.478	910.000	2.572.728
— Traitement contre les strongyloses		30.200	45.724	73.440	155.039	362.234	688.949	1.125.000	2.480.586
— Opérations zootechniques diverses (castrations amputation de queues)		400	457	8.927	11.447	51.037	51.694	95.600	219.562
TOTAL des opérations		51.600	99.579	220.520	449.275	1.004.394	1.977.423	2.221.100	6.123.891

Les effectifs traités sont en accroissement constant sauf en ce qui concerne les vaccinations alvéolaires qui n'ont pas bénéficié cette année de l'aide financière de l'Association Ovine Algérienne.

4. — LUTTE CONTRE LE FROID

TABEAU XX

ANNEES	NOMBRE D'ABRIS MAÇONNES	NOMBRE D'ABIS VEGETAUX	NOMBRE DE TENTES ABRIS
1946	—	—	—
1947	—	2.500	50
1948	—	10.990	50
1949	—	28.120	—
1950	101	91.992	—
1951	—	326.120	—
1952	8	27.831	—
1953	6	71.840	—
TOTAL.....	115	559.393	100

Se poursuit surtout sous la forme de plantations d'arbres-abris dont on cherche, en liaison avec le Service Forestier, à ce qu'ils soient aussi des arbres-jourragers.

5. — AMELIORATION DE LA QUALITE

TABEAU XXI

	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	TOTAL
Nombre de géniteurs sélectionnés distribués	—	152	290	380	408	427	456	119	2.232
Valeur de ces géniteurs	—	810.000	1.835.000	2.500.000	3.056.000	3.525.000	4.153.000	935.000	16.814.000

Le centre de Tadmit, les trois centres pastoraux du Service de l'élevage et les troupeaux de sélection des S.A.R. ont permis de distribuer, malgré l'année extrêmement défavorable, 119 béliers sélectionnés ou améliorés.

6. — AIDE A LA RECONSTITUTION DU CHEPTEL

(prêts remboursables en 5 ans)

TABEAU XXII

	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	TOTAL
Nombre d'animaux prêtés	—	10.800	20.970	16.190	20.800	3.385	1.357	2.931	76.433
Valeur des animaux..	—	45.000.000	94.400.000	91.279.000	125.250.000	24.500.000	9.025.000	15.466.000	404.920.000
Nombre de bénéficiaires	—	499	1.148	919	999	152	68	145	3.930
Effectifs au 31-12-53.	—	—	—	—	—	—	—	—	241.000
Valeur des animaux au 31-12-53	—	—	—	—	—	—	—	—	1.308.000.000

Le plus gros effort a été fait dans les années qui ont suivi la grande disette de 1945-1946 : la progression du nombre des S.A.R. d'élevage en témoigne. Cependant, quelques prêts de reconstitution de cheptel ont été effectués en 1953 dans les régions d'élevage du Sud (Ouled-Djellal, Méchéria).

A noter que les effectifs prêtés ont triplé en nombre nonobstant les utilisations personnelles et les ventes qui ont permis aux familles de vivre, et aussi les pertes subies au cours de l'année 1952-53, peu favorable à l'élevage, notamment dans les zones méridionales de l'Algérois.

7. — ACCROISSEMENT DE RICHESSES OBTENU DANS LES S.A.R. D'ELEVAGE (1)

TABLEAU XXIII

	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	TOTAL
I. — Accroissement obtenu par les éleveurs ayant bénéficié de prêts.								
a) Différence entre la valeur d'achat des animaux et la valeur acquise par eux en fin de campagne		30.000.000	170.000.000	120.000.000	288.000.000	300.000.000	210.000.000	1.118.000.000
b) Estimation de la valeur des produits-animaux utilisés pour leurs besoins personnels ou vendus par les pasteurs						94.390.000	105.000.000	199.390.000
II. — Evaluation de la plus-value obtenue par les troupeaux possédés en propre par les éleveurs et soumis, à l'action des S.A.R.								
(Alimentation, abreuvement, soins vétérinaires et zootechniques, protection contre le froid, etc.)						153.880.000	140.000.000	293.880.000
III. — Revenus provenant de l'exploitation des troupeaux de sélection des S.A.R.						42.982.000	38.000.000	80.982.000
TOTAL						591.252.000	493.000.000	1.082.252.000

(1) Ne figurent dans ce tableau que les richesses provenant d'exploitations animales proprement dites. Celles ayant d'autres origines, notamment celles constituées par les réserves fourragères non consommées par les animaux, figurent au tableau « Accroissement de richesses dans les S.A.R. de cultures ».

Certains chiffres du tableau ci-dessus accusent une légère diminution par rapport à ceux de l'année précédente. Cette diminution s'explique par la sécheresse prolongée constatée en 1953 dans une notable partie du pays du mouton et qui s'est traduite partout où l'action du paysanat ne s'est pas exercée par des pertes sensibles ; par ailleurs et sur le plan commercial, un effondrement des cours quasi général a été enregistré.

A cet égard, il convient de souligner tout particulièrement les résultats très satisfaisants obtenus par les troupeaux de sélection des S.A.R. et ceux des particuliers soumis à l'action des S.A.R. : Malgré des conditions de milieu très défavorables, les effectifs de ces troupeaux n'ont subi que des pertes légères, pertes qui se trouveront très largement compensées par le prochain agnelage.

III - RECAPITULATION DES RESULTATS GENERAUX

1. — PLAN ECONOMIQUE

(1) en millions de francs

TABLEAU XXIV

	1946	1947 (1)	1948 (1)	1949 (1)	• 1950 (1)	1951 (1)	1952 (1)	1953 (1)	TOTAL
Accroissement de richesses obtenu dans les S.A.R. de culture	23.000	117.740	238.580	464.445	773.619	1.071.735	1.427.722	4.116.841.000	
Accroissement de richesses obtenu dans les S.A.R. d'élevage		30.000	170.000	120.000	288.000	591.252	493.000	1.692.262.000	
TOTAL	23.000	147.740	408.580	584.445	1.061.619	1.662.987	1.920.722	5.809.093.000	

Les ressources supplémentaires s'inscrivant à l'actif du Paysanat, se sont élevées en 1953 à 1.920.722.000 francs.

Ces ressources permettent théoriquement d'assurer le minimum vital de 78.000 personnes ce qui représente 45 % de la progression démographique des populations rurales.

A noter, par ailleurs, que le montant des richesses nouvelles effectivement enregistrées grâce aux S.A.R. (5.809.093.000 francs) dépasse de 13 % le montant total des investissements (subventions et avances) dont le Paysanat a bénéficié, en propre, alors que, d'une part, beaucoup de réalisations faites ne sont pas encore entrées en production (arboriculture, phoeniciculture) et que d'autre part, les immeubles et le matériel acquis par les S.A.R. s'inscrivent dans ces investissements pour une somme réalisable de 2.700.000 de francs.

Le Paysanat apparaît ainsi, comme une « entreprise », au sens économique du terme, particulièrement rentable.

2. — PLAN SOCIAL

TABEAU XXV

	De 1948 au 31-12-1949	Au 31-12-1950	Au 31-12-1951	Au 31-12-1952	Au 31-12-1953
Nombre d'efellahs recasés	930	1.612	1.731	1.731	1.741
Nombre de fellahs logés	340	390	435	435	435
Kilomètres de pistes ouvertes	115	844	1.944	3.280	4.850
Nombre de ponts et gués submersibles construits	—	—	—	110	131
Adductions d'eau réalisées au profit des logements des moniteurs et des centres de traitement pour ovins (en kilomètres de tuyauterie)	13	18	23	33	45

Pour les raisons précédemment indiquées, il n'a pas été procédé en 1953 à des constructions de logements pour particuliers.

Par contre, il convient de souligner l'importance des voies de pénétration dans les douars qui sont passées de 3.280 km à fin 1952 à 4.850 km à fin 1953 facilitant les échanges commerciaux et la pratique des soins médicaux. Elles permettent d'autre part l'intervention du matériel de labours des S.A.R. et animent en un mot tous les secteurs qui en ont bénéficié.

Les travaux de pistes étant financés par les communes sur leurs crédits propres et ceux du T.I.C., et l'exécution étant assurée par le matériel des S.A.R., une liaison étroite entre les chefs de communes et les présidents de S.A.P., qui administrent les S.A.R., s'impose de façon absolue.

3. — PLAN CULTUREL

TABIEAU XXVI

	Au 31-12-1949	Au 31-12-1950	Au 31-12-1951	Au 31-12-1952	Au 31-12-1953
Nombre d'écoles construites dans le cadre des S.A.R.	—	6	21	55	87
Nombre de sections agricoles de C.P.R. intégrées dans l'organisation du Paysanat	5	9	13	13	14
Foyers ruraux	—	—	3	8	11

Les centres actifs des S.A.R. ont servi de point d'appui à l'édification d'écoles financées par les crédits délégués aux communes au titre des travaux d'initiative communale, ou réalisées dans le cadre général du programme de scolarisation de l'Algérie (Académie).

Par ailleurs, 14 sections agricoles de centres professionnels ruraux sont intégrées aux S.A.R. et permettent d'amorcer une formation professionnelle agricole.

Enfin, derniers nés, les foyers ruraux ont commencé à apporter aux fellahs des S.A.R. de saines distractions éducatives.

Ainsi l'action technique augmente la productivité des terres des fellahs et améliore leur situation économique pendant que se développent les entreprises de caractère social et culturel (écoles primaires pour les enfants, centres professionnels ruraux pour les jeunes gens, foyers ruraux pour les jeunes et les adultes).

Lentement, mais sûrement, le Paysanat continue son œuvre d'amélioration de la condition humaine en Algérie.

TABLE DES MATIÈRES**I. — RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX, ACTIVITÉS D'ENSEMBLE :**

1. Nombre et importance des S.A.R.	Tableau	I - Page 3
2. Répartition par type de S.A.R.	Tableau	II - Page 4
3. Immeubles construits	Tableau	III - Page 4
4. Matériel mécanique collectif	Tableau	IV - Page 5
5. Travaux effectués par matériel collectif	Tableau	V - Page 6
6. Noyaux-pilotes - Troupeaux de sélection - Ruchers	Tableau	VI - Page 6
7. Recasement réalisé	Tableau	VII - Page 7
8. Habitat	Tableau	VIII - Page 7
9. Cadres techniques régionaux et locaux	Tableau	IX - Page 8
10. Total des crédits investis	Tableau	X - Page 8

II. — ACTIVITÉ PARTICULIÈRE DES DIFFÉRENTS TYPES DE S.A.R. :**A) S.A.R. de Culture :**

1. Équipements individuels	Tableau	XI - Page 9
2. Aide apportée aux fellahs sous d'autres formes	Tableau	XII - Page 10
3. Productions nouvelles	Tableau	XIII - Page 11
4. Plantations arbustives réalisées et entretenues	Tableau	XIV - Page 12
5. Traitement et conditionnement de produits	Tableau	XV - Page 13
6. Accroissement de richesses	Tableau	XVI - Page 14

B) S.A.R. d'élevage :

1. Lutte contre la faim	Tableau	XVII - Page 15
2. Lutte contre la soif	Tableau	XVIII - Page 16
3. Lutte contre la maladie	Tableau	XIX - Page 16
4. Lutte contre le froid	Tableau	XX - Page 17
5. Amélioration de la qualité	Tableau	XXI - Page 17
6. Aide à la reconstruction du cheptel	Tableau	XXII - Page 18
7. Accroissement de richesses	Tableau	XXIII - Page 19

III. — RÉCAPITULATION DES RÉSULTATS GÉNÉRAUX :

1. Plan économique	Tableau	XXIV - Page 20
2. Plan social	Tableau	XXV - Page 21
3. Plan culturel	Tableau	XXVI - Page 22

SOCIETE NATIONALE
— des —
ENTREPRISES DE PRESSE
6, avenue Pasteur - Alger
- Téléphone : 396-59 -

L'évolution de la production d'énergie hydroélectrique en Algérie

L'importance prise en Algérie par la production d'énergie électrique d'origine hydraulique est récente.

Avant la guerre de 1939-1945, les réalisations faites dans ce domaine se bornaient à quelques centrales de moyenne et petite puissance, fonctionnant au fil de l'eau, principalement en Grande Kabylie (chutes d'eau de Boghni-amont, de Maillot) dans le département de Constantine (chute d'eau de l'Oued Berd, Usine du Rhummel, à Constantine), ainsi que quelques aménagements de petite importance dans le département d'Oran (Ain Fekkan, Oued Tiaret, Négrier, Tafna) et dans la vallée du Chéliff. La production totale de ces centrales était de l'ordre de 40 millions de kwh, il s'agissait d'énergie au fil de l'eau, donc de faible valeur, émise pendant l'hiver et le printemps.

En outre, il avait été reconnu intéressant d'utiliser à produire de l'énergie électrique, au fil des irrigations, l'eau accumulée dans les grands barrages construits; par le Service de la Colonisation et de l'Hydraulique : les irrigations étant pratiquées pendant l'été, il était possible d'avoir, durant cette saison, une production d'énergie hydroélectrique non négligeable.

En 1940 un programme d'aménagements hydroélectriques était élaboré, il comprenait d'une part, de nouveaux aménagements au fil de l'eau de moyenne puissance (chutes de Boghni-aval, de Souk-el-Djemaa près Michelet, du Gouriet près Maillot) d'autre part, la construction de centrales au pied des barrages d'irrigation (barrages d'Oued Fodda, du Ghrib, du Hamiz département d'Alger, de Bakhada Bou-Hanifia, Béni-Bahdel département d'Oran, de Ponteba, de Perrégaux et d'Ain-Témouchent, sur les canaux ou les conduites alimentées par les dits barrages. La réalisation de ce programme devait conduire à une production supplémentaire de 120 millions de kwh environ.

En 1942, un nouveau pas devait être franchi dans un sens complètement différent : la production sur une vaste échelle, d'énergie hydroélectrique régularisée par de grands barrages. C'est cette année, en effet, qu'un plan d'équipement électrique de l'Algérie pour les vingt prochaines années était élaboré, et que, dans le cadre de ce plan, était envisagée la réalisation de l'aménagement hydroélectrique de l'Oued Agrioun, dans la région de Kerrata (département de Constantine) décrit par ailleurs.

Depuis cette date, les travaux, tant du barrage principal que des aménagements aval de l'Oued Agrioun, se sont poursuivis : l'usine de Darguinah a été mise en service en 1952 (provisoirement au fil de l'eau), et le barrage de l'Irîl Emda a permis, dès 1953, l'accumulation d'une tranche de 40 millions de m³, et sera totalement achevé en 1954 — sa capacité atteignant alors 150 millions de m³.

Par ailleurs, le programme de moyens et petits aménagements hydroélectriques s'est poursuivi par l'achèvement des travaux déjà entrepris au programme de 1940, ainsi que par la construction de la centrale de Tessala (près d'Ain-Témouchent) sur la conduite d'alimentation en eau de la ville d'Oran issue du barrage de Béni Bahdel, complétée par celle de la petite centrale d'Ain Beida et d'autre part par la construction de la centrale du barrage de Foug-el-Gherza (Sud Constantinois). Dans un tout proche avenir, il est prévu de réaliser l'aménagement de l'Oued Djen Djen Supérieur (en Petite Kabylie) pouvant dans un premier stade, donner une production de 138 millions de kwh qui serait susceptible d'être portée à plus de 300 millions de kwh par la dérivation de différents oueds. Cet aménagement compre-

nant un grand barrage de régularisation interannuel, produira une énergie de haute qualité ; en outre, il sera possible d'augmenter de 80 millions de kwh environ la production des usines de l'Oued Agrioun par dérivation dans le bassin de cette rivière du cours supérieur de l'Oued Bou Seïlam, au moyen d'une galerie d'une vingtaine de kilomètres de longueur.

Le programme de moyens et petits aménagements hydroélectrique sera d'autre part poursuivi, notamment par la construction de l'usine de Zébair, sur la galerie d'irrigation du barrage de Béni-Bahdel.

Cette liste ne clos d'ailleurs pas les possibilités algériennes de production hydraulique d'énergie électrique.

Les grands aménagements hydroélectriques de petite Kabylie

La Petite Kabylie (département de Constantine) est la région d'Algérie la plus favorisée sous le rapport des précipitations atmosphériques : en certains points, la précipitation totale annuelle atteint 2.000 mm ; une partie de ces précipitations a lieu sous forme de neige, qui, sur les hauts sommets (Monts Babors) persiste durant plusieurs mois et contribue ainsi à une certaine régularisation naturelle du débit des rivières. D'autre part, la région est accidentée et les hautes altitudes n'y sont pas rares. La Petite Kabylie remplit donc les conditions optima pour l'équipement de chutes d'eau : forts débits, grandes dénivellations.

Aussi ces conditions ont-elles permis la réalisation de grands aménagements hydroélectriques régularisés, à l'échelle de ceux de l'Europe.

L'AMENAGEMENT DE L'OUED AGRIOUN

La première réalisation de ce genre a été l'aménagement de l'Oued Agrioun, actuellement en voie d'achèvement : c'est un complexe de trois chutes, situées sur le territoire des communes de Kerrata et Oued Marsa mixte.

Aux environs de Kerrata, l'Oued Agrioun est formé de la réunion de quatre rivières (Oued Berd, Oued Atteba, Oued Embarek, Oued Takarboust) de régimes hydrologiques différents : l'ensemble du bassin versant couvre 652 km². Les apports liquides annuels sont en moyenne de 180 millions de m³.

L'Aménagement Amont.

Une première chute est essentiellement constituée par un grand barrage, situé à l'Iril Emda, à 2 km en amont de Kerrata et par une usine souterraine creusée en puits au pied du barrage.

Le barrage de l'Iril Emda est un ouvrage de type « souple », en raison du terrain sur lequel il est fondé (schistes s'altérant superficiellement et ayant tendance au gonflement). Le corps du barrage (c'est là sa particularité) est constitué de pierrailles extraites d'un important pierrier voisin de l'Ou-

vrage, composé de matériaux homogènes. La hauteur totale de la retenue est de 72 mètres (75 mètres en crête), la largeur en crête de 575 mètres. L'inclinaison des talus amont et aval est respectivement de 1/1,6 et 1/1,5.

Sur le parement amont, est appliqué un masque d'étanchéité en béton bitumineux, protégé par un revêtement en béton armé. Ce masque se prolonge sur les berges et en amont du barrage sous forme de tapis ; des injections de ciment latérales complètent l'étanchéité, le drainage étant assuré par un ouvrage important.

L'étanchéité de la cuvette (6,5 km² environ) est naturellement satisfaisante (schistes et marnes).

Dans la partie centrale du barrage se trouve l'ouvrage d'évacuation des crues, prévu pour un débit de plus de 2.500 m³ par seconde et constitué par un bloc de béton noyé presque entièrement dans les enrochements et dont la partie supérieure est formée de trois pertuis de déversement de 10 mètres de largeur et 12 mètres de hauteur, se prolongeant par trois galeries inclinées déversant l'eau en aval du barrage. Mais le seuil de déversement se trouvant à la cote (520), il a été installé dans chacun des trois pertuis une vanne basculante de 10 mètres de largeur et 12 mètres de hauteur, maintenant normalement le niveau de la retenue à la cote maxima (532), et s'abaissant, en cas de forte crue, pour livrer le passage à celle-ci.

Les apports solides de l'Oued Agrioun sont importants aussi a-t-on dû prévoir des ouvrages de chasse et de dégravement en conséquence : ceux-ci consistent en trois galeries blindées, de large section, établies au pied du barrage et pourvues, en amont, de vannes avec dispositifs permettant une manœuvre très rapide dans toutes les éventualités possibles.

La capacité totale du barrage est de 150 millions de m³ permettant la régularisation totale du débit annuel.

Le corps du barrage a nécessité la mise en place de 6 millions de tonnes de pierrailles, au moyen d'engins mécaniques puissants et particulièrement adaptés à ce travail. La pierraille a été compactée, après mise en place par un procédé spécial. Les terrassements sont au total de l'ordre de 1 million de m³.

La prise d'eau, pourvue de grilles, vannes et batardeaux se prolonge par une conduite forcée de 2,80 mètres de diamètre, placée dans la partie inférieure d'une très large galerie traversant le corps du barrage (galerie dont la partie médiane est subdivisée en trois galeries qui sont les galeries de chasse et de dégravement ci-dessus mentionnées). Les vannes de prise d'eau et de chasse sont manœuvrées à partir d'une vaste chambre des vannes immergée, où on accède de l'aval, en empruntant la partie supérieure de cette même galerie.

L'usine est constituée par un puits de 18 mètres de diamètre et 40 mètres de profondeur, creusé à partir d'une plateforme aménagée immédiatement à l'aval du barrage à la cote (472) et comportant plusieurs étages (excitatrice, alternateurs, turbines, aspirateurs). Deux groupes à axe vertical, comprenant chacun une turbine du type Francis de 30 m³/sec. de débit maximum, à charge variable, et un alternateur, d'une puissance unitaire de 12.000 kw, équiperont l'usine.

Du fond d'un puits d'expansion de 10 mètres de diamètre voisin de l'usine et relié à celle-ci par une galerie part, sous la rive gauche de la rivière, une galerie de fuite souterraine de 3,60 mètres de diamètre et de 2 km environ de longueur débouchant immédiatement à l'amont du barrage du Chabet-el-Akra.

On réalise ainsi en ajoutant la hauteur de retenue du barrage de l'Iril Emda à celle du puits de l'usine, une chute maxima de 96 mètres et une chute moyenne de 79 mètres, correspondant à une production annuelle de 30 millions de kwh de haute qualité (énergie de pointe).

Le puits-usine est surmonté d'un vaste bâtiment abritant d'une part le découpage des transformateurs et où est aménagé d'autre part, le poste de transformation et d'émission à 60.000 volts (deux transformateurs principaux 10/60 kv de 15.000 kva). Une ligne à 60.000 volts transporte le courant au poste de Darguinah ; en outre, la ligne 60 kv Darguinah-Sétif passe en coupure dans ce poste. Un poste de distribution à 30.000 volts dessert le réseau régional.

Les installations de l'usine sont commandées à distance, à partir de l'usine de Darguinah.

L'aménagement aval, ou haute chute de l'Agrioun.

Les eaux restituées par le canal de fuite de l'usine de l'Iril Emda sont retenues dans un barrage de dérivation et de régularisation journalière, construit dans les gorges du Chabet-el-Akra, immédiatement en aval de Kerrata : c'est un barrage voûte de 35 mètres de hauteur (côte de la crête passerelle : 441,30) retenant environ 900.000 m³ d'eau. La crête forme déversoir à la cote (435,30) et est divisée en 5 pertuis de 9 mètres de largeur et 4 mètres de hauteur, couronnée d'une passerelle et pourvue chacun d'une vanne basculante, normalement fermée et s'abaissant en cas de crue. La chasse et le dégrèvement sont assurés par deux vannes de fond.

Une prise d'eau latérale, sur la rive droite de l'Oued dont les vannes et divers organes sont actionnés à partir d'un poste de manœuvre situé à l'extérieur du barrage et commandant également les vannes de fond et de déversement, précède la galerie souterraine.

Celle-ci, d'un diamètre moyen de 3 mètres et d'une longueur totale de 8.370 mètres traverse des terrains divers, dont certains ont nécessité, lors de l'exécution, des précautions particulières.

A l'extrémité aval de la galerie, une cheminée d'équilibre a été aménagée. Elle est suivie d'une chambre des vannes des conduites forcées : celles-ci, au nombre de deux, ont une longueur de 590 mètres et un diamètre de 1,65 mètre. Elles aboutissent directement aux deux turbines principales installées dans l'usine souterraine : cette dernière, creusée sous une boucle de l'Oued Ahrzerouftis, est une nef de 67 mètres de longueur, 20 de largeur et 22 de hauteur au profil voûté, le radier étant à une profondeur de 60 mètres sous le sol à la cote (63,50). On y accède par un puits, équipé d'ascenseur et monte-charge, tandis que le matériel lourd y est descendu par une galerie inclinée desservie par un chariot.

L'usine renferme les deux groupes principaux de 33.000 kw constitués chacun par une turbine Pelton d'un débit maximum de 21,2 m³/sec. pour une hauteur de chute maxima de 374 mètres et d'un alternateur à axe vertical produisant de l'énergie électrique à 12.000 volts.

Un canal de fuite souterrain de 3.40 mètres de diamètre et de 1.650 mètres de longueur, comportant en amont un puits-reniflard, restitue l'eau à l'aval dans l'Oued Agrioun.

Au-dessus de l'usine, dans la boucle de l'Ahrzerouftis dont la dérivation a été assurée par une très large galerie souterraine de 7 mètres de diamètre, a été aménagée la plateforme du poste de transformation, coupure et émission, comprenant deux transformateurs accolés aux groupes 12.000/150.000 volts de 40.000 kva.

Du poste 150 kv partent deux lignes 150 kv, une se dirigeant vers Alger et l'autre vers Bône.

Au poste 150 kv est accolé un poste 60 kv et à ce poste 60 kv un poste 30 kv.

Le Poste 60 kv reçoit l'énergie fournie par l'usine de l'Iril Emda et alimente une ligne 60 kv se dirigeant vers Sétif.

Le Poste 30 kv permet une alimentation de la région (Bône-Didjelli).

Plusieurs bâtiments abritent le tableau de commande des usines, le décufrage des transformateurs, les ateliers, etc...

La production annuelle de l'usine est de 146 millions de kwh de grande valeur (énergie de forte charge).

La chute de l'Oued Ahrzerouftis.

L'Oued Ahrzerouftis est un affluent de l'Oued Agrioun caractérisé par un débit relativement abondant : 30 millions de m³ d'eau annuels, drainés dans un bassin versant de 44 km². La rivière est captée à la cote (204) par un petit barrage-voûte de 27 mètres de hauteur, à crête déversante de 59 mètres de développement. La retenue, d'une capacité utile de 200.000 m³ permet une régularisation journalière.

La galerie souterraine, de 2.10 mètres de diamètre, a une longueur de 1.960 mètres et comporte, à son extrémité aval, une cheminée d'équilibre et une chambre de vanne de la conduite forcée. Celle-ci, d'un diamètre de 1,20 mètre et de 240 mètres de longueur, aboutit à l'usine souterraine principale et ali-

Aménagements Hydroélectriques d'Algérie

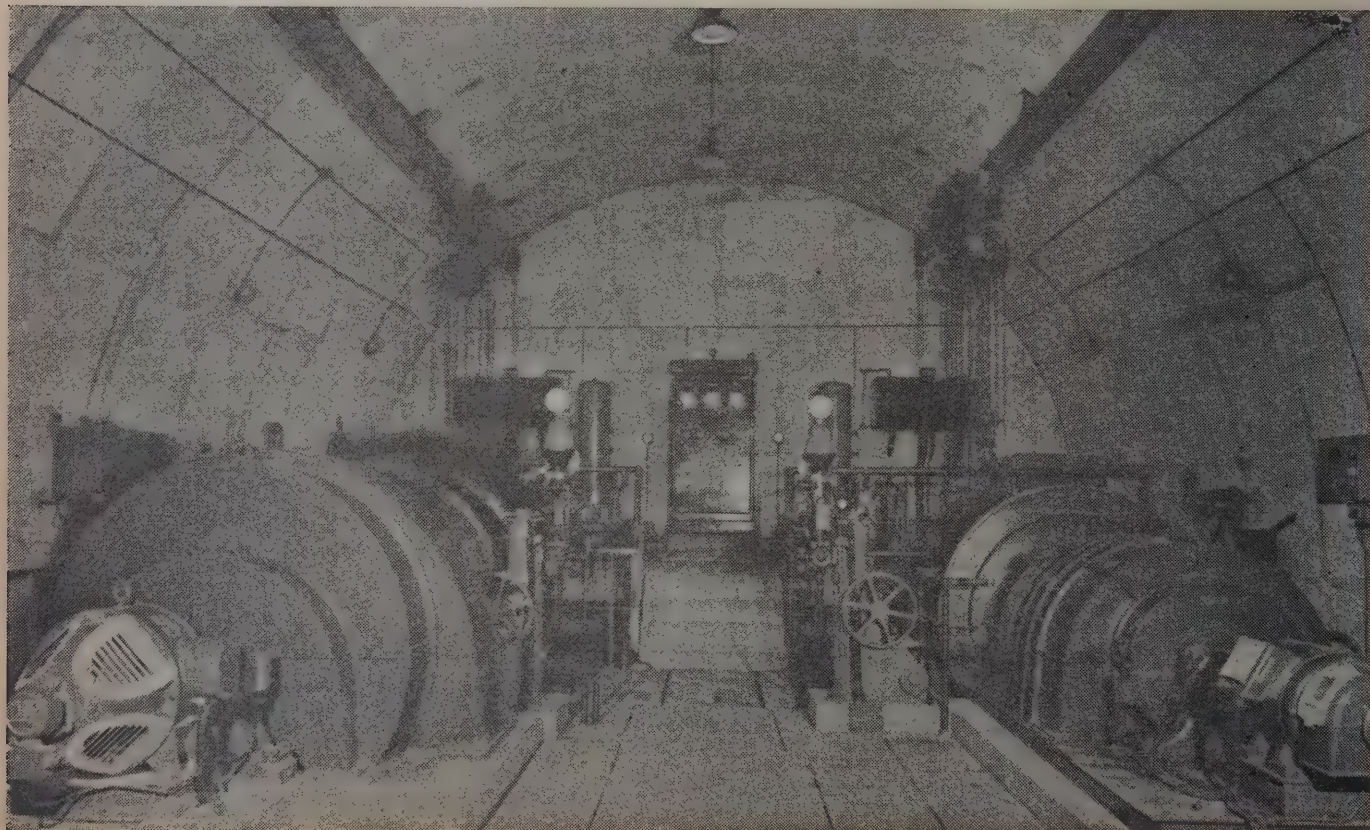


BARRAGE D'ETUDE DE LA SEDIMENTATION D'EL OULDJA (Dépt de Constantine)



USINE HYDROELECTRIQUE DU BARRAGE DE BENI BAHDEL (Dépt d'Oran)

USINE HYDROELECTRIQUE SOUTERRAINE DU BARRAGE DE FOUM EL GHERZA (Dépt de Cne)

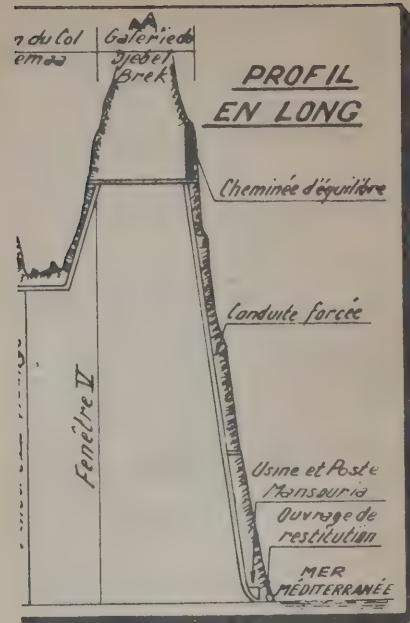


CENTRALES HYDRO D'ALGERIE

0 100 km

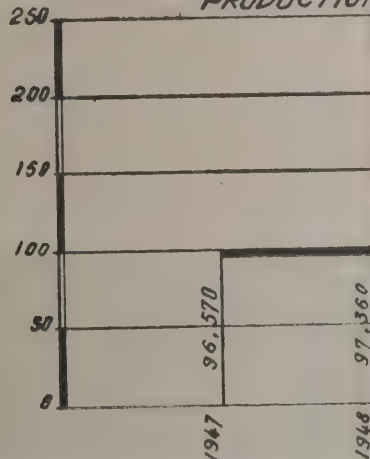
LEGENDE

- Centrales jusqu'à 500
- de 500 à 5.000
- au dessus de 5.000
- Grands aménagements réguliers



Millions de kWh

PRODUCTION

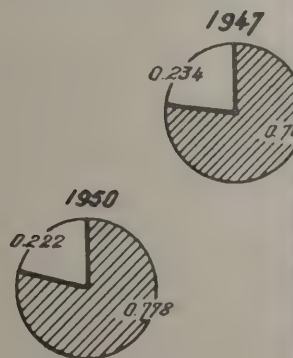


poste 150 KV de Darguinah

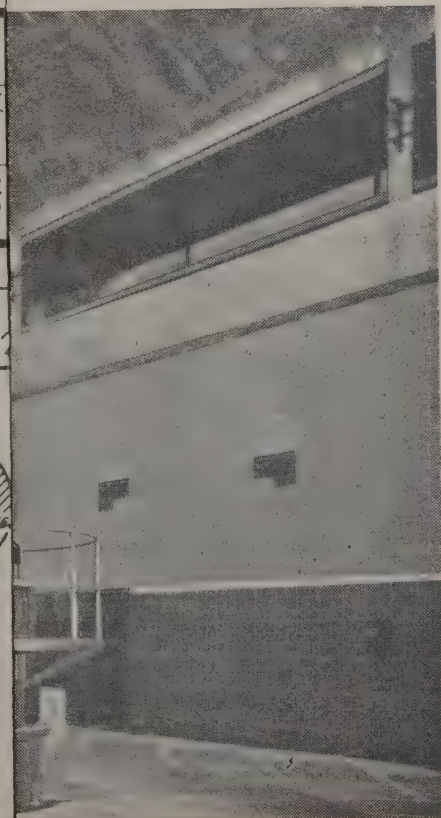
souterraine

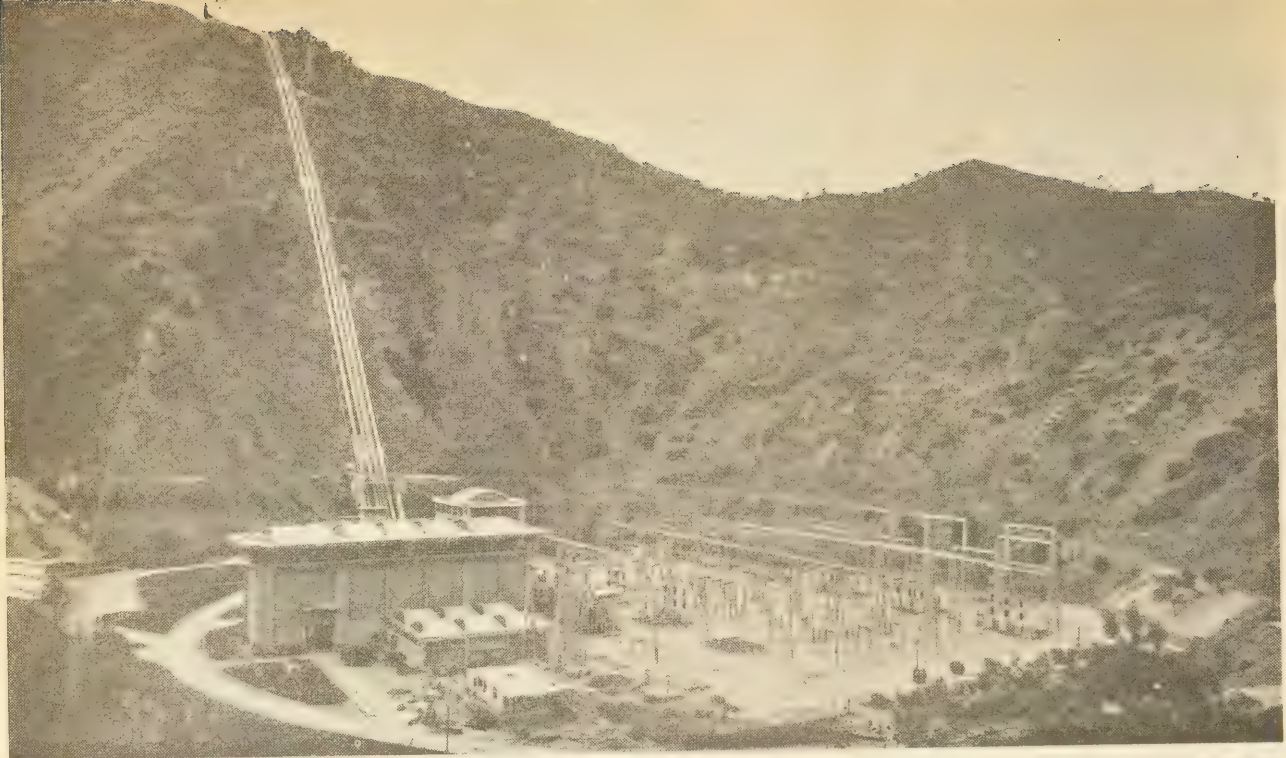
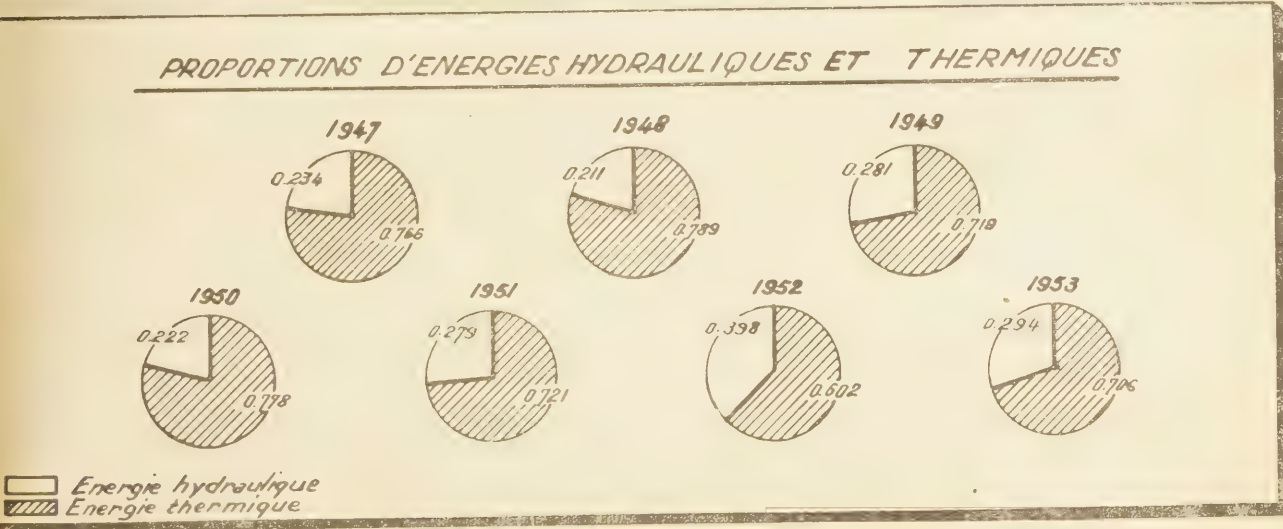
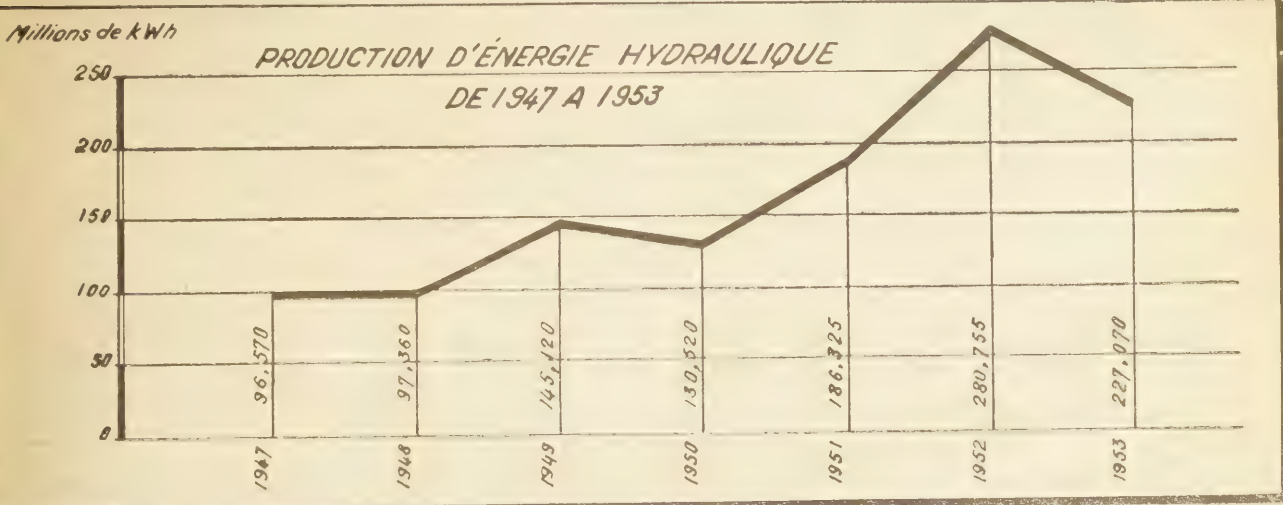
ARRAGE PRINCIPAL

PROPORTIONS D



Energie hydraulique
 Energie thermique



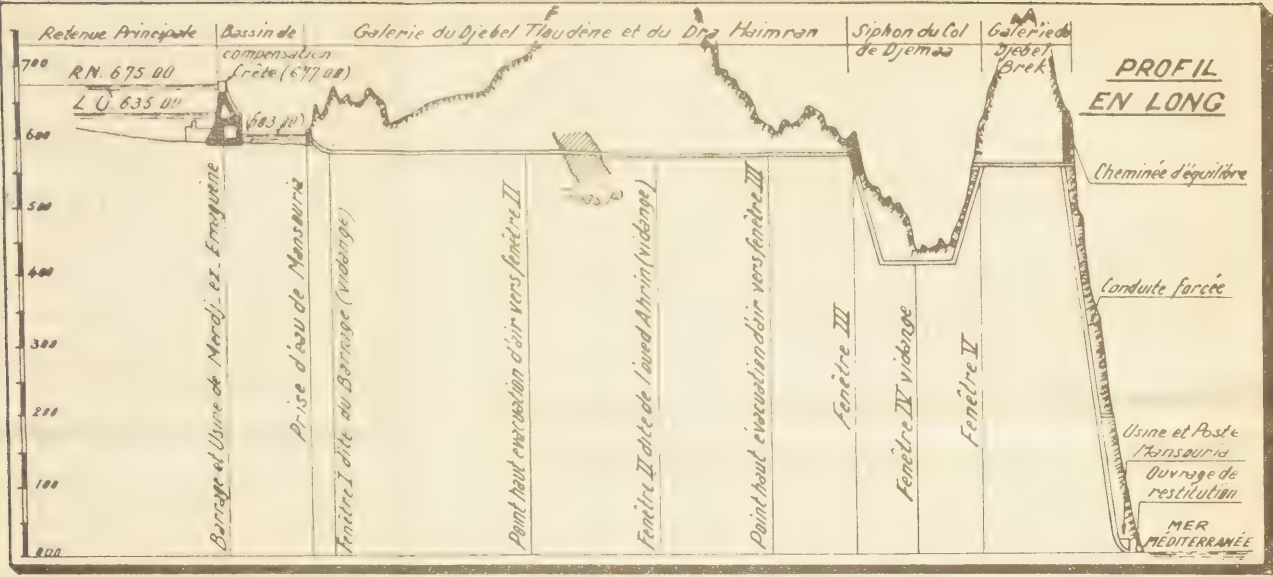


AMENAGEMENT DE L'OUED AGRIOUN. — Conduites forcées et poste 150 KV de Darguinah

AMENAGEMENT DE L'OUED AGRIOUN. — L'usine souterraine



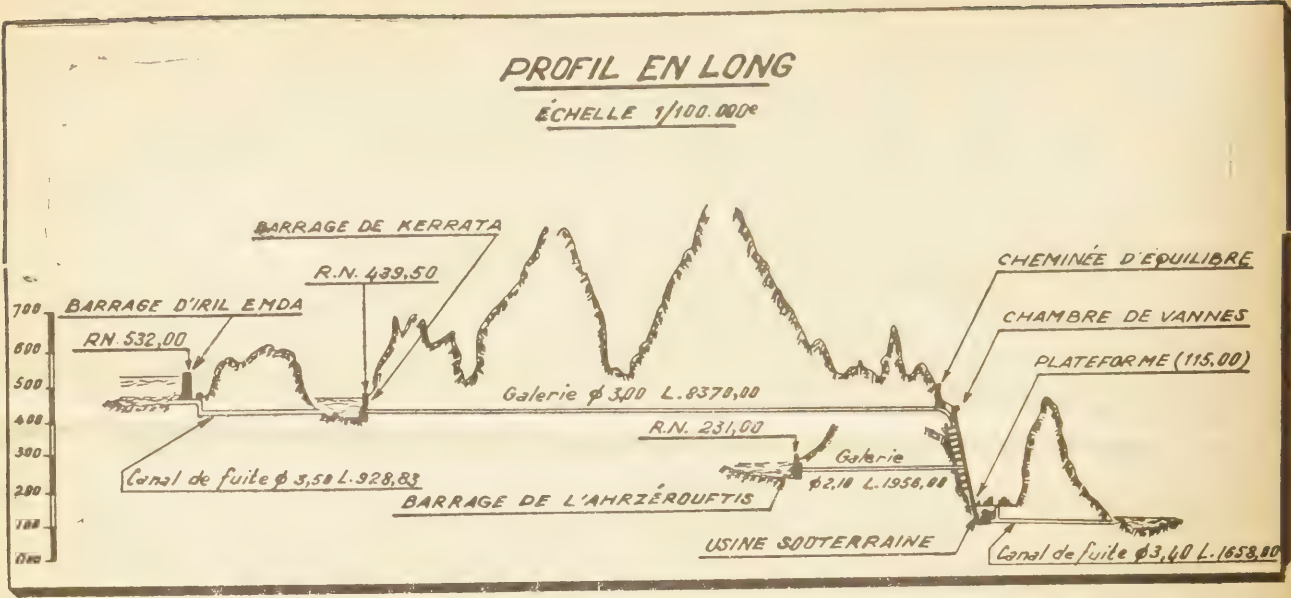
AMENAGEMENT DE L'OUED DJENDJEN



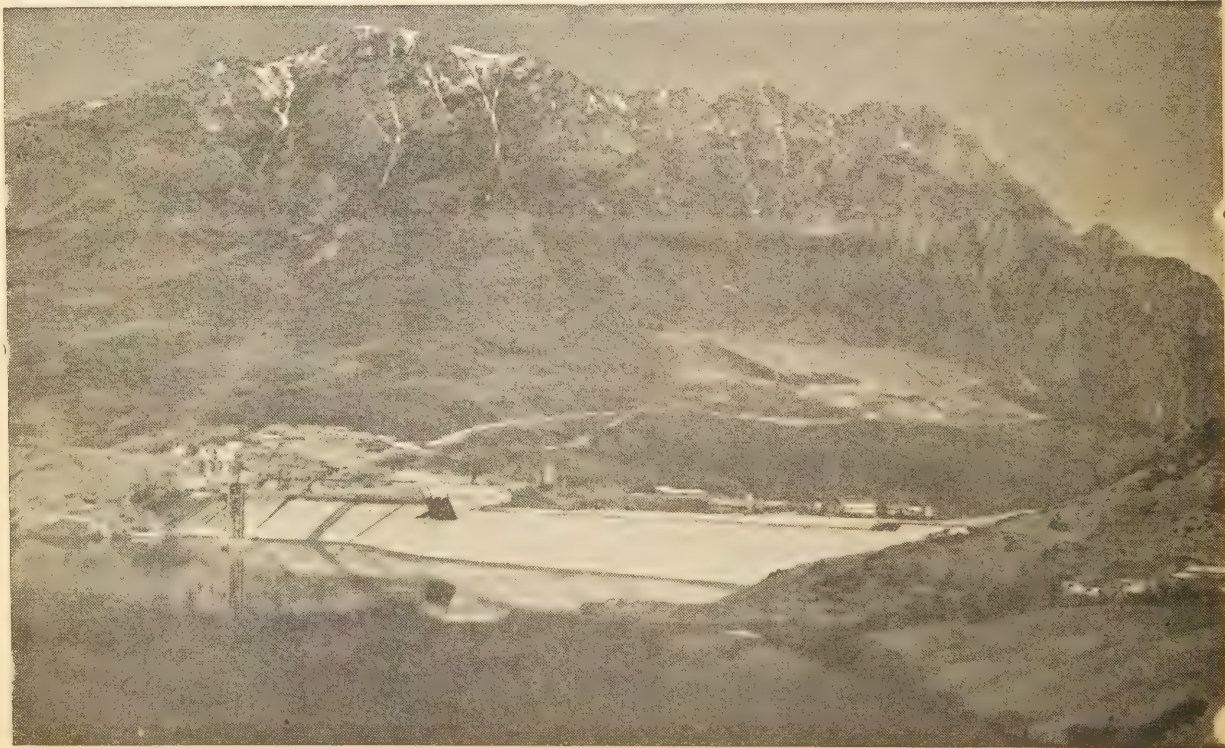
AMENAGEMENT DE L'OUED DJENDJEN. — EMPLACEMENT DU BARRAGE PRINCIPAL

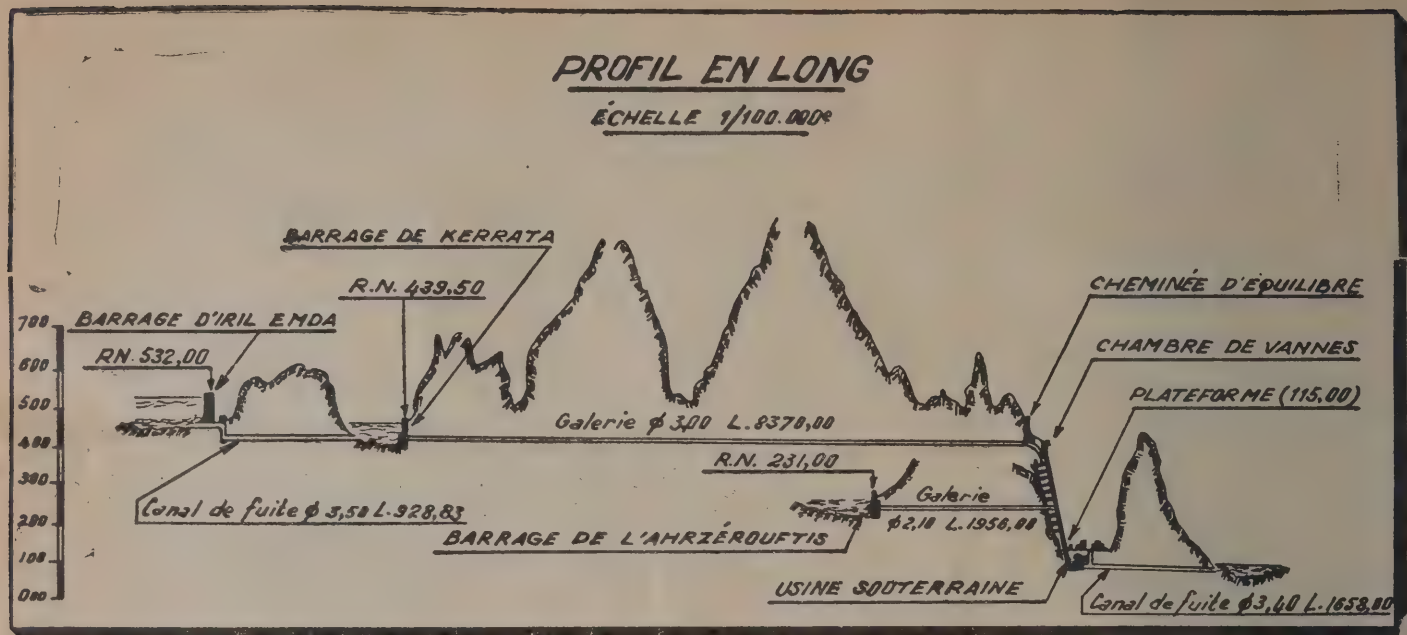


AMENAGEMENT DE L'OUED AGRIOUN

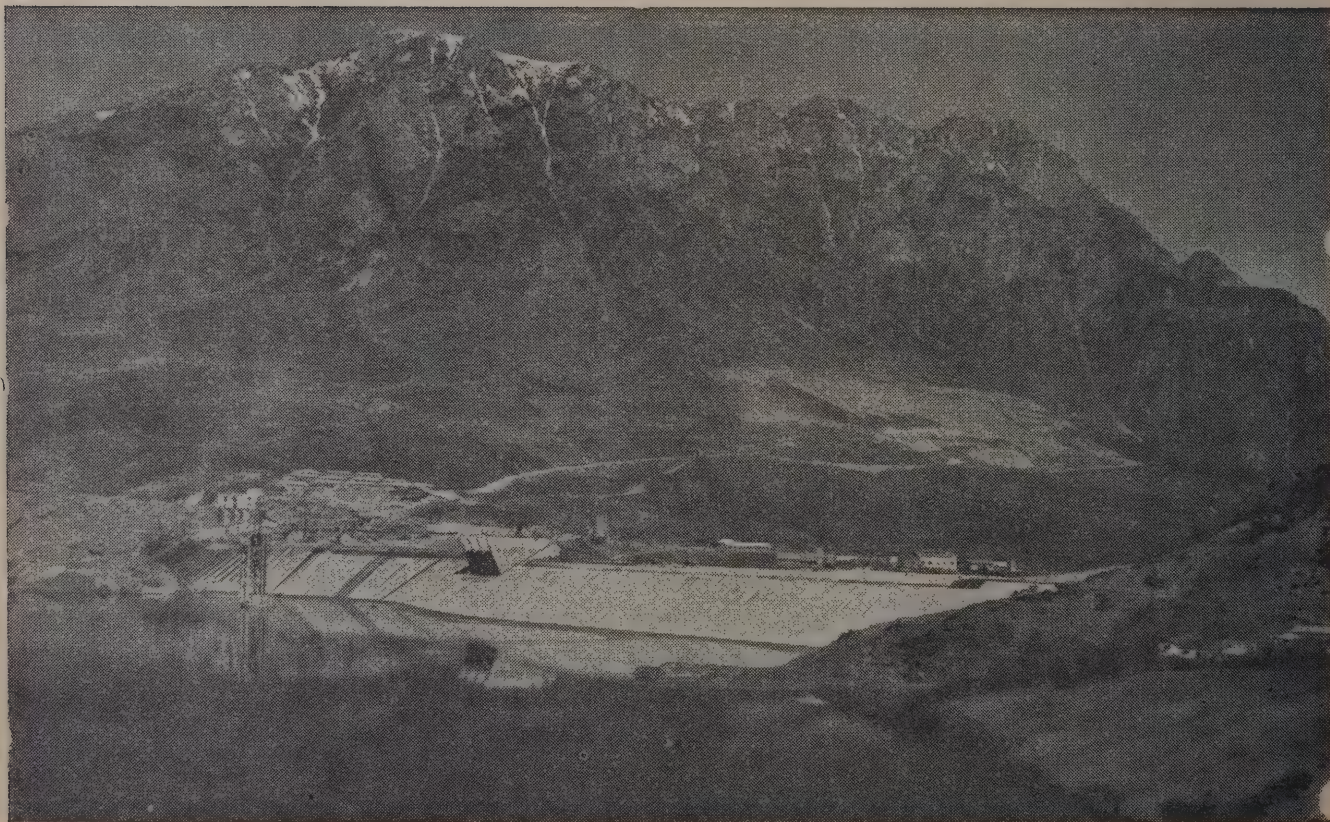


BARRAGE L'IRIL EMDA





BARRAGE L'IRIL EMDA



mente un groupe de 5.200 kw, formé d'une turbine Francis d'un débit maximum de 3,8 m³/sec. pour une hauteur maxima de chute de 171 mètres et d'un alternateur à axe vertical.

La production annuelle de la chute est de 10 millions de Kw ayant la valeur d'énergie de base.

Les possibilités d'extensions prochaines de l'Oued Agrioun.

« Electricité et Gaz d'Algérie » prévoit l'accroissement de la production des usines de l'Oued Agrioun par augmentation du débit turbiné, en dérivant dans le bassin supérieur de l'Agrioun un important cours d'eau voisin, l'Oued Bou Sellam, affluent de la Soummam, dont le cours supérieur pourrait être barré dans les gorges du Guergour (près de Lafayette) : en ce point, la distance aux affluents de l'Agrioun (Oued Embarek, Oued Atteba) n'est que d'une vingtaine de kilomètres. La superficie du bassin versant est considérable (2.400 km²), et un débit de 80 à 100 millions de millions de m³ serait dérivé dans une galerie vers l'Oued Embarek : l'aménagement pourrait comporter un barrage de retenue, ainsi qu'une chute intermédiaire dans les gorges du Guergour. La production supplémentaire des usines de l'Oued Agrioun serait de l'ordre de 80 millions de kwh.

L'AMÉNAGEMENT DE L'OUED DJENDJEN

Le nouveau programme d'équipement d'« Electricité et Gaz d'Algérie » comporte, au cours des prochaines années, la réalisation d'un nouvel aménagement hydroélectrique de même échelle que celui de l'Oued Agrioun : l'Oued Djendjen Supérieur, dont les études et les travaux préparatoires (cités du personnel routes, réseau électrique, tension, galeries de reconnaissances, etc...) sont actuellement achevés, et les travaux de l'aménagement proprement dit prêts à démarrer.

L'Oued Djendjen est une rivière dont les affluents supérieurs prennent leur source dans la région la plus arrosée d'Algérie (Monts Babor et Tabador). Au confluent de ceux-ci (Oueds Bahra et Bou Lebsat), au lieu dit Merdj ez Erraguène, le bassin versant de 133 km² reçoit un débit annuel moyen de 106 millions de m³. L'Oued Djendjen, dont le cours est d'abord dirigé dans le sens ouest-est, parallèlement à la côte s'incurve brusquement vers le nord au voisinage de Texenna pour se jeter dans la mer à l'est de Djidjelli ; à Merdj ez Erraguène, la distance à la mer, à vol d'oiseau n'est que d'une douzaine de kilomètres : d'où l'intérêt de dériver directement, en ce point, les eaux vers la mer, au village de Zia-ma-Mansouria : une longueur de dérivation de l'ordre de 13 km permet de réaliser une chute de 650 mètres environ.

L'aménagement projeté comporte un grand barrage sis à Medj ez Erraguène : celui-ci du type barrage à voûtes multiples, sera établi sur des schistes de qualité satisfaisante, et sera formé de voûtes de 35 mètres de portée, d'épaisseur décroissant de 2,50 m à 1,20 m, reposant sur des contreforts, appuyés eux-mêmes sur des butées dites « actives » c'est-à-dire munies de vérins permettant de créer les réactions de poussée nécessaires à la stabilité de l'ouvrage.

L'ouvrage sera construit en béton précontraint. Sa hauteur sous couronnement (cote 677) sera de 83 mètres, pour une hauteur de retenue de 81 mètres la longueur en crête de 543 mètres. Sa capacité est de 250 millions de m³ : c'est donc un barrage de régularisation interannuel.

L'évacuateur de crue, calculé pour un débit de 1.500 m³/sec. est formé d'un bloc central comportant trois passes équipées chacune d'une vanne segment de 10 mètres de largeur et de 8,80 mètres de hauteur. Le profil du déversoir est en « saut de ski ». Les vidanges de fond sont au nombre de 2.

Au pied du barrage sera logée, entre les contreforts du bloc central et sous le profil déversant, une première usine et son poste de transformation. L'usine comprendra deux groupes turbine-alternateur à axes verticaux, d'un débit de 25 m³/sec. sous 65 mètres de chute moyenne et d'une puissance de 13.500 kw. Elle sera en outre équipée d'une station de pompage comprenant deux groupes, refoulant chacun 4 m³/sec. sous une hauteur variant de 40 à 75 mètres.

Le poste comprendra deux transformateurs de 5.500/60.000 volts de 16.500 kwa, un départ 60.000 volts et les auxiliaires. Une ligne 60.000 volts assurera le transport de l'énergie au poste de Darguinah.

Les eaux turbinées seront reprises dans un bassin de compensation, fermé par un barrage-poids de moyenne hauteur (30 mètres et 210 mètres de longueur en crête), situé à 2 km environ en aval et retenant 1.600.000 m³ d'eau.

Une prise d'eau implantée à 500 mètres en aval du barrage principal précède la galerie d'amenée souterraine d'une longueur totale de 13.500 mètres (siphon compris), dont le tracé, qui traverse des terrains variés et parfois difficiles, a été déterminé après des études et des travaux de reconnaissance très poussés. Son diamètre intérieur est de 3,80 mètres. Elle comporte la traversée d'un col (col de Djemaa), un siphon d'une longueur de 1.800 mètres et d'une charge maxima de 205 mètres et d'un diamètre de 3 mètres, lui-même placé en souterrain, dans une galerie préalablement creusée.

La galerie est protégée contre les surpressions par une cheminée d'équilibre entièrement souterraine et non déversante à deux chambres reliées par un puits, creusée dans le Djebel Breck.

La chambre de la vanne de la conduite et la conduite forcée sont elles-mêmes souterraines. La conduite, de 940 mètres de longueur et de 2,90 mètres de diamètre, aboutira à un collecteur de répartition aux turbines.

L'usine proprement dite, entièrement souterraine et creusée dans les falaises du Djebel Breck, est située au voisinage immédiat du village de Ziama Mansouria, donc pratiquement au bord de la mer. On y accèdera par un tronçon de route conduisant à une plateforme à la cote (10) et par une galerie.

La salle des machines de l'usine, de 86 mètres de longueur et 12,50 mètres de largeur abritera deux (et ultérieurement trois) groupes turbine-alternateur, de 50.000 kw, composés chacun de deux turbines de type Pelton, d'un débit unitaire de 10 m³/sec. pour une hauteur de chute brute de 600 mètres encadrant un alternateur qui débite directement sur son transformateur de 12.500/150.000 volts.

Un poste d'émergence à l'air libre comportera deux départs 150.000 volts. Deux lignes à 150.000 volts transporteront le courant au poste de Darguinah.

La production totale annuelle de l'aménagement sera dans ce premier stade de réalisation, de 138 millions de kwh ; il s'agit d'énergie de haute qualité (très forte charge).

Ultérieurement, la production des usines de l'Oued Djendjen pourra être fortement accrue, par dérivation, dans la cuvette du barrage, d'affluent aval ou de bassins versants voisins, soit par gravité, soit par pompes.

Une deuxième tranche de travaux comportera la dérivation de l'Oued Zentout Supérieur, rivière dont le bassin confine à l'Ouest à celui du Djendjen : 20 millions de m³, dont 12 par gravité et 8 par pompage, pourront accroître la production des usines du Djendjen de 28 millions de kwh.

Une troisième tranche permettra de dériver les affluents du bassin central du Djendjen, en aval du barrage, dans le bassin de compensation ; on pourra ainsi dériver par gravité 50 millions de m³, sur un bassin versant de 62 km² et augmenter de 63 millions de kwh la production totale.

Enfin, une quatrième tranche de travaux aura pour but la dérivation, dans le barrage principal, des eaux de cinq affluents de l'Oued Kébir Supérieur, au Sud du Djendjen ; cette dérivation portera sur 60 millions de m³ annuels et donnera une production supplémentaire de 81 millions de kwh.

Ces travaux d'extension nécessiteront alors l'installation d'un troisième groupe turbine-alternateur de 50.000 kw, dont l'emplacement a été désigné et déjà prévu à l'usine de Mansouria. La production totale de l'aménagement atteindra alors 310 millions de kwh.

LES MOYENS ET PETITS AMENAGEMENTS HYDROELECTRIQUES

Ces divers aménagements, de moyenne et petite puissance comprennent :

1° Les hautes chutes au fil de l'eau de Grande Kabylie de Boghni-aval, de Souk el Djemaa (près Michelet) et du Gouriet (près Maillot).

Leurs caractéristiques sont les suivantes :

CHUTES	Haut de chute brute m.	Débit max. turbiné m ³ /sec.		Galerie d'aménée souterraine		Conduite forcée		Equipement de l'usine	Equipement du Poste	Production annuelle	Date de mise en service
		Long. m.	O. m.	Long. m.	O. m.	Long. m.	O. m.				
BOGNI-aval (Tizi Medden)	254	2.700	1,80	900	0,95/0,90	3 groupes 1.650 kW Turbines PELTON	2 transfos. 7.000 kVA 60.000 V.			10.000.000	1946
MICHELET (Souk el Djemâa)	327	5.000	2,00	920	1,00/0,95	3 groupes 2.800 kW Turbines PELTON	2 transfos 7.000 kVA 60.000 V.			22.000.000	1948
MAILLOT-aval (Gouriet)	111	3.500	2,35	813	1,80/1,50	2 groupes 2.800 kW 1 groupe 900 kW Turbines FRANCIS	Poste à 22.000 V.			8.000.000	1948

2°) Les usines construites au pied des barrages du Service de la Colonisation et de l'Hydraulique, non terminées en 1947, dont nous donnons dans le tableau ci-dessous la liste, avec les caractéristiques principales de leur équipement :

CHUTES	Haut de chute moyenn. m.	Débit max. turbine m ³ /s.	Particularité de l'aménagement	Equipement hydraulique	Equipement électrique	Production annuelle kWh	Date de mise en service
Barrage du HAMIZ (Fondouk Dpt d'Alger)	32	4	Usine de pied de barrage au fil des irrigations.	2 Turbines FRANCIS à axe horizontal de 1.190 CV.	2 alternat. de 1.350 kVA Poste 30.000 V.	1.500.000	1947
Barrage de BAKHADA (Départ. d'Oran)	41,5	10	Usine de pied de barrage, au fil des irrigations.	1 conduite forcée de 2,50 m de O. 2 Turbines FRANCIS à axe vertical de 2.430 CV.	2 alternat. de 2.500 kVA Poste à 22.000 volts	4.500.000	1947
Barrage de BOU HANIFIA (Départ. d'Oran)	46,40	15	Usine de pied de barrage, au fil des irrigations.	1 conduite forcée de 2,50 m de O. 2 turbines FRANCIS à axe vertical.	2 alternat. de 3.800 kVA Poste à 60.000 et 22.000 V.	9.000.000	1947
PERREGAUX s/le canal latéral de l'Habra (Départ. d'Oran)	26,70	3,8	Usine fonctionnant au fil des irrigations.	1 conduite forcée 1,60 m de O. 2 turbines FRANCIS à axe horizontal 5.850 CV.	2 alternat. de 520 kVA Poste à 30.000 V.	2.500.000	1947
Barrage de BENI BAH-DEL (Départ. d'Oran)	37,75	10	Usine de pied de barrage au fil des irrigations avec bassin de compensation.	1 conduite forcée de 1,70 m de O. 2 turbines FRANCIS à axe vertical de 2.380 CV.	2 alternat. de 2.500 kVA Poste 22.000 V.	5.000.000	1947

3°) En outre, deux aménagements ont été entièrement exécutés de 1949 à 1953.

L'usine de Tessala, près d'Aïn-Témouchent (département d'Oran) est une usine de rupture de charge de la conduite d'alimentation en eau de la ville d'Oran, issue du barrage de Beni-Bahdel, sur la Tafna. Elle fonctionne suivant les besoins en eau de la ville d'Oran. La hauteur de chute nette de 246,50 mètres a permis l'équipement de deux turbines Pelton à axe horizontal, de 3.470 CV, avec alternateurs de 3.000 kVA. Elle possède un poste de transformation à 30.000 V. La production actuelle, de 8 millions de kWh pourra, dans un certain avenir, atteindre 20 millions de kWh environ.

L'usine de Foum-el-Gherza (sur l'Oued el Abiod, près de Biskra) aménagée au pied du barrage et fonctionnant au fil des irrigations, est une usine souterraine, équipée d'un groupe turbine-alternateur de 412 CV/350 kVA turbinant 0,750 m³/sec. sous 58 m de hauteur de chute et d'un groupe de 1.110 CV/1.000 kVA turbinant 1,875 m³/sec. sous 55 m de chute, avec poste de transformation à 30.000 V. Le fonctionnement de l'usine est entièrement automatique.

Le prochain programme d'équipement prévoit la construction d'une nouvelle usine, également tribulaire du barrage de Béni-Bahdel : l'usine du Zébaïr, située sur la galerie d'irrigation de la plaine de Marnia, utilisant un débit de 1,50 m³/sec. sous une chute de 145 m. Elle sera équipée d'un groupe de 2.000 kVA et d'un poste de transformation à 30.000 et 60.000 volts. Sa production sera de 6,5 millions de kWh environ.

D'autres petites usines seraient susceptibles d'être construites (aux pieds des barrages des Zardzas, du Ksob, par exemple) mais les études faites ont montré que les prix de revient de l'énergie seraient trop élevés.

LES ETUDES ET RECHERCHES HYDROELECTRIQUES

En dehors des jaugeages et études générales des rivières dont l'aménagement hydroélectrique est envisagé, la question du dévasement des barrages a fait l'objet d'études poussées, tant en laboratoire que dans la réalité : un petit barrage d'étude de la sédimentation a été construit à cet effet dans le bassin de l'Oued Djendjen.

Divers problèmes, tels que les propriétés mécaniques des sols, les écoulements souterrains, la résistance d'ouvrages de génie civil sur modèles réduits, ont également fait l'objet d'études intéressantes, en laboratoire et sur le terrain.

Une étape de progrès aux Chemins de Fer Algériens



Train INOX remorqué par fourgon automoteur de Dietrich au départ d'Alger

Dès 1947, les chemins de fer algériens mettaient en œuvre un vaste programme d'investissements qui a permis de substituer la traction électrique à la traction à vapeur sur la voie normale et de renouveler une très notable partie du matériel roulant.

La « diésélisation », commencée en 1948, est actuellement terminée sur les lignes à voie normale et commencée sur celles à voie étroite.

C'est ainsi que le premier réseau comprend actuellement 77 locomotives Diésel électriques, 4 fourgons automoteurs, 25 autorails et 41 locotracteurs de gare. Le parc locomoteur du second est formé par 10 locomotives Diésel électriques, 91 locomotives à vapeur, 20 fourgons automoteurs et 14 locotracteurs de gare.

Le parcours moyen d'une locomotive Diésel électrique pour voie normale a été en 1953 de 103.949 kilomètres, celui d'une locomotive à vapeur pour voie étroite de 20.511 km. On voit ainsi l'avantage de la diésélisation.

Le réseau électrifié (tout entier en voie normale) s'est également développé. Dans la dernière période quinquennale, sur la ligne minière, on a prolongé l'électrification jusqu'à Tébessa, où une nouvelle sous-station de transformation a été édiflée, et au Kouif, à 259 kilomètres du port de Bône. Le développement des voies électrifiées avec les antennes de Tarja, Ouenza et Bou-Kadra, atteint maintenant 310 km : le parc existant de 31 locomotives électriques en service depuis plus de 20 ans, n'a cependant pas eu besoin d'être augmenté.

Les voyageurs ont été l'objet, ces dernières années, d'une particulière attention.

L'apparition des voitures Inox a fait bonne impression dès leur mise en service. Leur poids n'est que de 30 tonnes, alors que les voitures métalliques qu'elles remplacent sur les relations les plus rapides pesaient 41 tonnes. A l'heure actuelle, 60 d'entre elles roulent sur les lignes algériennes. Trente-trois autres voitures allégées, traitées dans un style également très moderne, ont été affectées aux voies étroites.

Le matériel marchandises a bénéficié de deux améliorations principales, l'une quantitative, l'autre qualitative.

La charge utile de tous les nouveaux véhicules s'établit autour de 20 tonnes, au lieu de 10 tonnes précédemment. On pouvait déjà dire en 1948 que la plus grosse fraction du tonnage transporté par les C.F.A. en voie normale reposait sur les chassis d'environ 1.500 wagons neufs ou en très bon état, l'ensemble de tous les autres ne constituant qu'un appoint, sans compter un parc très important de wagons miniers auto-déchargeurs.

Cette masse d'excellents wagons s'est accrue depuis de 1.300 unités, toutes fabriquées en Algérie par la Société Nord-Africaine de matériel des chemins de fer (à l'Allelick, près de Bône).

(1) Voir Document Algérien - n° 76 - Série Economique - du 20 mars 1951 : « Les Chemins de Fer Algériens ».

Pour répondre à des besoins qui se font jour, les C.F.A. ont acquis et mettent à la disposition des usagers environ 250 containers de toutes capacités dont certains sont spécialisés pour le transport des liquides, et ils en attendent une centaine d'autres.

Bien entendu, les grands ateliers de matériel roulant de Sidi-Bel-Abbès, Perrégaux et Bône ont dû être réorganisés en vue de l'entretien et de la réparation des voitures en métal inoxydable et des wagons modernes ou modernisés ; les 3/4 de l'effectif du parc total, marchandises du réseau, sont munis du frein continu.

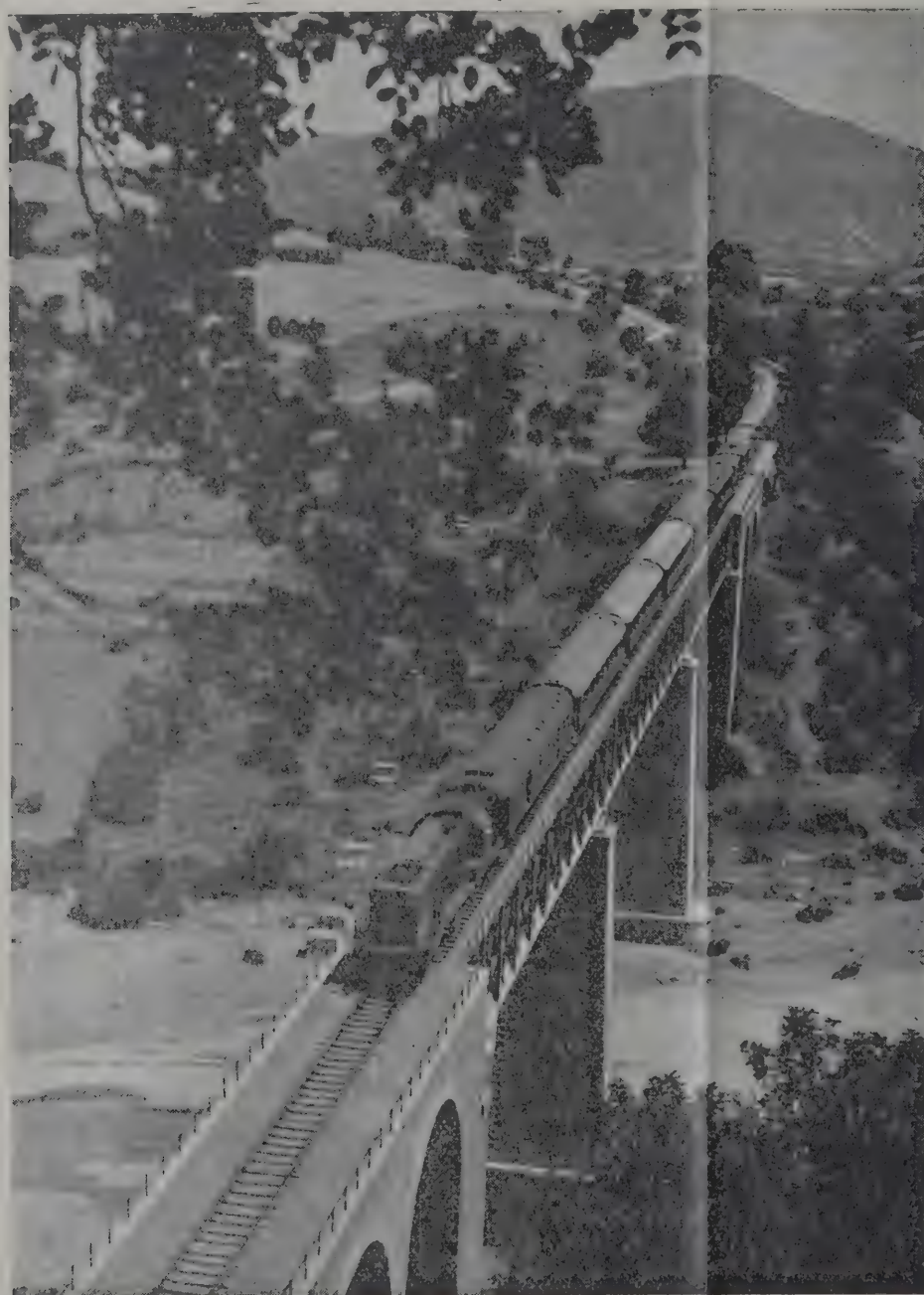
Les voyageurs ont pu assister, des fenêtres largement dégagées vers l'avant ou vers l'arrière des voitures et des autorails à d'autres transformations dans le domaine de la signalisation. Dès 1948, le feu vert, signal de voie libre, était généralisé ; les passages en vitesse et les croisements sans arrêts dans les gares à voie unique ont été étendus à la ligne de Sainte-Barbe-du-Tlélat à la frontière marocaine ; les curieuses cibles noires, servant de toile de fond à des feux colorés que de longues visières rendent perceptibles à distance, de jour comme de nuit, même par grand soleil, équiper toutes les entrées de gare jusqu'au delà de Sidi-Bel-Abbès et progressent de mois en mois vers Oujda. Une grande quantité de portiques légers sont destinés à la manutention des containers ; de hauts pylônes supportent des batteries de projecteurs éclairant les faisceaux de triage ; de petits véhicules sur pneus, rapides et adroits, sont utilisés à pousser des wagons ou à manipuler des gerbes de colis ; on peut remarquer également le foisonnement des embranchements industriels au voisinage de toutes les grandes villes, particulièrement d'Alger, ainsi que la multiplication des haut-parleur, dont aucune gare d'une certaine importance n'est plus dépourvue.

Ce que les voyageurs ne peuvent que soupçonner en constatant la douceur du roulement sur toutes les voies malgré des vitesses qui atteignent souvent le 120 à l'heure, c'est que la totalité de la grande rocade est maintenant armée en rails lourds ; que les rails de calibre moyens passent progressivement sur les lignes secondaires et les voies étroites ; que les chocs aux joints disparaissent, soit que le nombre de ceux-ci se raréfie par la généralisation de la soudure des barres en longueurs de 30 à 36 mètres et même davantage, soit que la tenue de ceux qui restent soit maintenue excellente tout au long de l'année même après de longues périodes d'intempéries, par les méthodes industrielles d'entretien telles que le soufflage mécanique.

On peut voir, pendant le trajet, les cantonniers manier le long des voies cette multitude de petits appareils en gris, en rouge ou en jaune, où aboutissent des câbles électriques et des conduites d'air comprimé, et grâce auxquels le dur et lent travail de bourrage de ballast à la batte a pratiquement disparu presque partout. On voit quelquefois ces énormes engins de terrassements, bulldozers, rouleaux compresseur, mélangeurs de terre, défonceuses, arroseuses, et toute la famille des niveleuses qui, avec une agilité surprenante, enjambent les voies, les fossés, les talus et remplacent sur des centaines de mètres, pendant le court intervalle qui sépare le passage de deux terrains, des voies entières avec leurs rails et leur travelage en bois par des rails plus lourds équipés de traverses en acier ou en béton armé ; à moins qu'ils ne rejettent totalement de côté la plateforme elle-même et construisent sur le vide ainsi creusé un remblai entièrement neuf, fait en terres apportées, répandues, compactées, revêtues d'un enduit bitumeux et enfin ballasté et armé juste à temps pour laisser passer le premier train Inox.

Tous les moyens, auxquels il faut ajouter l'achèvement des circuits téléphoniques à appels sélectifs sur presque toutes les lignes et l'installation des derniers postes centraux de régulation et de

commandement ainsi qu'une simplification considérable du vieux Règlement général, ont permis aux exploitants des Chemins de fer algériens de réaliser des moyennes intéressantes pour un pays aussi accidenté, tenues régulièrement avec un confort absolu pour les usagers, et qui auraient paru impossibles il y a seulement cinq ans :



Gorges de Beni-Amran

Alger-Oran en cinq heures (420 kilomètres avec 10 arrêts).

Alger-Constantine en sept heures (464 kilomètres).

Des relations secondaires : d'Alger à Blida et à Djelfa, de Philippeville à Batna et Tougourt, d'Oran à Mostaganem et à Colomb-Béchar, et dernièrement Alger-Bougie, ont été elles aussi notablement accélérées.

La ligne anciennement à voie étroite de Bône à Saint-Charles vient d'être mise à voie normale. Le profil et le tracé très défectueux, qui avaient des caractéristiques de « tortillard », ont été mis au niveau de ceux d'une grande ligne. Ils ont donné lieu à la construction d'un grand nombre d'ouvrages importants, pour la plupart en béton armé dont les plus remarquables sont : un pont de 40 mètres sur l'Oued Saf-Saf près de Saint-Charles, un viaduc courbe de 220 mètres en 15 travées sur une vallée, et surtout à Bône un grand carrefour surélevé composé de rampes en Y de 465 mètres de longueur, dont le projet a été établi par l'Administration des Ponts et Chaussées et la réalisation confiée aux Chemins de Fer; cet ouvrage supprime le nœud inextricable de routes de bifurcations et de passages à niveau qui faisait goulot pour toutes les voies de communication aboutissant à la ville et venant de l'Est du Sud et de l'Ouest; il transformera complètement et très heureusement l'entrée de la ville de Bône; cette grande voie d'accès d'où une vue admirable s'étendra sur la mer et les montagnes a déjà reçu le nom de « Route Aérienne ».

Rappelons enfin que le développement des chemins de fer algériens s'élève à 2.366 kilomètres pour la voie normale et 2.110 pour les voies étroites.

Le prix du kilomètre-voyageur est de :

Plein tarif : 9 fr en 1^{re} cl. pour les grands parcours.

» 7 fr en 2^{me} cl. »

» 5 fr en 3^{me} cl. »

Le tarif réduit dans certains trains et sur des parcours désignés est de :

1^{re} classe : 5,60 fr

2^{me} classe : 4,50 fr

3^{me} classe : 3,20 fr

Les horaires des principales relations au départ ou à l'arrivée d'Alger sont publiés tous les jours dans les journaux quotidiens.

Malheureusement, il n'est pas possible d'éluder la question financière, qui se pose de façon aiguë. Le compte rendu de gestion de l'exercice 1953 révèle que, pour 11.134 millions de recettes, les dépenses d'exploitation se sont élevées à 17.785 millions, accusant un déficit de 6.651 millions. Encore n'est-il pas compté dans ces chiffres le crédit de 3.000 millions alloué aux C.F.A. sur le Fonds d'Expansion économique pour les renouvellements de voie et de matériel roulant.

L'Assemblée algérienne, qui finance l'insuffisance de recettes sur le budget de l'Algérie, ainsi que le Pouvoir central, se sont émus de cette situation, et ont demandé qu'il y soit remédié d'urgence, car elle est déjà ancienne et s'aggrave d'année en année.

L'étude nécessaire est en cours mais il apparaît d'ores et déjà que le déficit provient en majeure partie des lignes de pénétration à voie étroite : Oran, Colomb-Béchar, La Macta, Burdeau, Blida, Djelfa, Biskra, Touggourt, Ouled Rhamoun, Tébessa, Khenchela. En effet, d'une longueur presque égale à celle des voies normales, elles ont un trafic dix fois moindre, car elles desservent des régions pauvres. Et, malgré leur modernisation récente, la concurrence routière diminue encore ce trafic. Il semble impossible d'entretenir sur ces lignes à la fois une route qui existe déjà en presque totalité, et une voie ferrée parallèle. Comme il ne peut être question de supprimer la route, l'étude porte en particulier sur le point de savoir s'il ne serait pas avantageux de fermer progressivement ces voies étroites.

L'une des causes des difficultés financières du réseau réside également dans la politique d'amélioration des conditions de vie, suivie jusqu'ici en ce qui concerne le personnel. Celui-ci par une assimilation avec les employés de la S.N.C.F., bénéficie de primes de toutes sortes. Cette situation qui démontre une fois de plus la volonté d'assimilation des travailleurs algériens à ceux de la Métropole crée des charges qui malheureusement obèrent fortement le Budget.

L'Administration algérienne a pensé également à appliquer aux Chemins de Fer Algériens la politique tarifaire métropolitaine consistant à rapprocher les tarifs des prix de revient, alors qu'actuellement c'est la tarification ad valorem qui est en usage. Des comités techniques départementaux seraient chargés, dans chaque département, d'assurer une coordination efficace entre le rail et la route, aidés par un service de contrôle routier et ferroviaire suffisamment étoffé qui pourrait suivre de près tous les problèmes d'horaires et de tarifs communs aux deux modes de locomotion.

La réorganisation administrative et financière des C.F.A. est également prévue, remplaçant le Comité de direction actuel, réduit à quatre membres, par un Conseil d'administration plus large, améliorant l'alimentation du fonds de renouvellement, et mettant à la charge de l'Algérie une partie des dépenses d'infrastructure, tout en laissant la tutelle au Gouverneur général de l'Algérie.

L'ensemble de ces mesures permettra sans doute à l'Algérie de gérer plus sainement ses lignes ferroviaires et d'en améliorer la situation financière.

9.65
65

Un essai industriel de captation de l'énergie solaire à Alger

par M. A. GUILLEMONAT,

Agrégé de l'Université, Docteur ès-Sciences
Professeur à la Faculté des Sciences de Marseille (1)



Le miroir parabolique dont la surface réfléchissante est composée d'éléments en aluminium poli électrolytiquement

(1) Avec la contribution de MM. Bétier, Ingénieur Général des Mines, Murat. Licencié ès-sciences, Ingénieur E. S.E., Frixon, Directeur de la Production Electricité et Gaz d'Algérie, Membres de la Sous-Commission de l'Energie Solaire d'Algérie.

La présente étude traite de l'installation d'un miroir parabolique de 50 m² de surface réfléchissante utile et du programme de recherches sur l'utilisation de l'énergie solaire qu'il concentre à son foyer ; celle-ci correspond à une puissance de 50 KW environ lorsque la nébulosité du ciel est nulle.

Ce miroir est un prototype construit par les Etablissements Sautter-Harle à Paris ; il est installé dans l'enceinte de l'Observatoire de la Bouzaréah, qui appartient à l'Université d'Alger.

Dans le cadre de l'action menée par le Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique appliquée en Algérie, ce miroir est principalement destiné à la synthèse, par voie thermique, de l'oxyde azotique, mais d'autres utilisations sont également prévues.

L'appareil ne comporte qu'une seule réflexion sur des éléments en aluminium poli électrolytiquement. Le rayonnement solaire se concentre au foyer et permet d'atteindre des températures de l'ordre de 3.000° centigrades. Le rayonnement ultra-violet solaire est conservé.

L'Afrique du Nord Française et, en premier lieu, les trois départements Français d'Algérie avec leur prolongement saharien, offrent de vastes espaces qui sont très fortement et très longuement ensoleillés dans l'année et n'ont pas de vocation agricole ou industrielle bien définie pour le moment. Ceci explique les efforts faits par l'Administration Algérienne en faveur de l'expérimentation préci-

o o o

I. — GENERALITES SUR L'ENERGIE SOLAIRE ET SA CAPTATION.

En l'absence d'atmosphère, on recevrait sur une surface de 1 cm² placée normalement aux rayons du soleil une quantité de chaleur dont la valeur moyenne est de 1, 94 petite calorie par minute soit, 1,35 KW par m².

L'atmosphère diminue fortement, par absorption et par réflexion diffuse, cette quantité d'énergie qui est appelé « constante solaire ».

On appelle « radiation solaire directe » en un lieu et à un instant donné, la quantité d'énergie réellement perçue sur une surface de 1 cm² normale aux rayons solaires.

Ses valeurs, résultant d'observations journalières sur cinq années consécutives, évoluent dans les stations météorologiques ci-après choisies, entre des minimum et maximum annuels moyens qui sont :

STATIONS	COORDONNEES			PETITE CALORIE/cm ² /MINUTE
	Latitude	Longitude	Altitude	
ALGER	36° 46' N	3° 3' E	59 m.	Minimum 1,39 en Décembre Maximum 1,47 en Avrie
CASABLANCA	33° 36' N	7° 37' O	35	Minimum 1,44 en Janvier Maximum 1,53 en Avril
IFRANE	33° 31' N	5° 7' W	1.635	Minimum 1,60 en Janvier Maximum 1,70 en Mai
ARIANA	36° 49' N	10° 17' E	10	Minimum 1,51 en Décembre Maximum 1,70 en Octobre
TUNIS				
NICE	43° 42' N	7° 16' E	0	Minimum 1,35 en Décembre Maximum 1,46 en Avril
PARIS	48° 49' N	2° 29' E	50	Minimum 1,05 en Décembre Maximum 1,37 en Avril

L'ensoleillement sur le littoral nord-africain excède 3.000 h par an alors qu'il tombe à 2.500-3.000 sur le littoral français de la Méditerranée, à moins de 2.000 dans le centre de la France, à moins de 1.800 dans la région parisienne et à moins de 1.900 sur le littoral de la Manche.

Dans les régions situées au sud de l'Atlas Saharien, l'ensoleillement moyen pourrait atteindre 4.500 heures par an.

On dispose donc sur le littoral nord-africain de 3.000 KW-H environ d'énergie calorifique par m² et par an. La transformation de cette énergie calorifique en énergie mécanique ne peut, avec les moyens actuels de la technique, se faire avec de bons rendements. Aussi paraît-il préférable d'utiliser cette énergie sous la forme calorifique mais en la portant à un haut potentiel énergétique par concentration au moyen de miroirs.

Aussi bien les remarquables travaux qui se poursuivent en France métropolitaine sous l'égide du Professeur Félix Trombe, directeur du laboratoire de l'énergie solaire du Centre National de la Recherche Scientifique sont-ils orientés maintenant vers toute les utilisations des hautes températures : cuisson de pièces céramiques, traitement et purification de matières ultra-réfractaires, etc.

Au laboratoire de Mont-Louis, dans les Pyrénées, situé à 1.600 m d'altitude, fonctionne le four solaire le plus grand du monde actuellement. Il se compose :

— d'un miroir plan de 135 m² réalisé par la juxtaposition de glaces planes, qui est orienté continuellement sur le soleil par une lunette actionnant des cellules photoélectriques commandant elles-mêmes deux vérins à l'aide d'un circuit d'huile sous pression ;

— d'un réflecteur parabolique fixe de 90 cm² constitué de glaces élémentaires en verre argenté sur la face arrière ;

— de creusets jouant au foyer le rôle de corps noir.

Le four solaire dont la description fait l'objet du présent rapport répond à une conception quelque peu différente. Sa puissance le classe actuellement aussitôt après celui de Mont-Louis.

Un échange systématique de renseignements scientifiques entre les chercheurs d'Algérie et ceux du Centre National s'est instauré dès 1949.

o O o

II. — CONCEPTION ET RÉALISATION DU MIROIR D'ALGER.

On a décidé de construire un appareil d'expérimentation qui permette la mise en œuvre ultérieure d'une exploitation à l'échelle industrielle. Il fallait donc réunir le maximum des possibilités permises par une réalisation de ce genre dans le domaine des températures et de leur utilisation.

On a cherché à conserver au maximum, dans le rayonnement concentré, les constituants du rayonnement incident. En particulier, on a voulu éviter les pertes dans l'ultra-violet et écarter de ce fait l'emploi du verre et de l'argent.

Enfin, l'appareil a pour but principal les recherches sur la fixation de l'azote de l'air, par synthèse thermique de l'oxyde azotique.

Les objectifs ci-dessus ont conduit à adopter les principes suivants qui ont eux-mêmes conditionné l'exécution de l'ensemble miroir-four solaire.

— Les surfaces réfléchissantes sont en aluminium, qui conserve un pouvoir réflecteur acceptable dans toute l'étendue du spectre solaire.

— L'appareil ne comporte qu'une seule réflexion en vue de supprimer tout miroir intermédiaire.

— La réflexion unique oblige à orienter constamment l'axe de l'appareil dans la direction du soleil et impose un double mouvement à la partie active du réflecteur, autour de l'axe du monde et surtout de l'axe de déclinaison perpendiculaire au précédent. Il en résulte un montage analogue à celui des appareils astronomiques. Les difficultés d'équilibrage, l'augmentation de poids, la précision du réglage, la nécessité de résister aux efforts du vent, variables suivant la position de l'axe du réflecteur, ont été acceptées en compensation des avantages procurés par la réflexion simple.

— La recherche de la précision pour l'obtention d'une concentration réelle élevée a entraîné une étude spéciale des déformations en service et l'adoption de dispositions constructives susceptibles de les réduire (précontrainte des charpentes).

— Le choix de l'aluminium poli pour l'exécution des surfaces réfléchissantes de dimension relativement importantes donnant une précision suffisante par rapport au profil théorique, a posé des problèmes de fabrication assez délicats qui ont été résolus.

Les éléments réfléchissants ont pu être obtenus avec le concours des spécialistes de l'Aluminium français, par emboutissage unique et protection des surfaces actives par le dépôt d'un film de matière plastique synthétique. Le polissage a été obtenu par voie électrolytique. La précision exigée des formes a nécessité un usinage très soigné de l'outillage d'emboutissage. La rigidité des éléments en aluminium et la conservation des formes ont été obtenues par un dessin judicieux des contours et la mise au point d'une technique spéciale d'emboutissage. Les résultats sont satisfaisants. La précision optique obtenue, par rapport aux formes théoriques, varie entre 1,5 millième dans la partie centrale et 4 millièmes au bord des éléments, quel que soit le rayon de courbure moyen. Le pouvoir réflecteur global est de l'ordre de 82 %. On a étudié les mesures à prendre pour sa conservation en exploitation.

La charpente du réflecteur est réalisée par des formes méridiennes assemblées sur un mât conique central et mise en tension préalable au moyen de fils d'acier. L'étude expérimentale des efforts et des déformations résultant de l'action du vent et de la pesanteur a été faite en soufflerie sur modèle réduit.

Les mouvements sont réalisés, tant pour l'axe horaire que pour l'axe de déclinaison, par des réducteurs de précision attaqués par des moteurs électriques. La précision angulaire obtenue est inférieure à 0,04 millième. Des commandes pour la manœuvre rapide ont été prévues à des étages intermédiaires des chaînes de démultiplication. Le réglage fin sur l'image solaire est obtenu par un système photo-électrique.

ENERGIE **S**OLAIRE

La charpente du réflecteur

Le porte-four est fixé directement au caisson central de la charpente du réflecteur et a été établi pour obtenir les plus faibles déformations dans toutes les positions de fonctionnement, sans réaction sur la surface réfléchissante. Les formes du support ont été conçues pour perdre le moins possible du rayonnement dans la zone concentrée. Le porte-four est en communication avec des sources extérieures électriques et à air comprimé.

Un occulteur réglable permet de faire varier la puissance absorbée par le four solaire. Un dispositif automatique de fermeture à action rapide assure la sécurité dans la zone de concentration.

L'appareil a été prévu pour résister de lui-même à l'action d'un vent de 200 km à l'heure. Il est amené automatiquement dans sa position de moindre résistance au vent dès que la vitesse de ce dernier atteint 40 km-heure. En outre, un hangar mobile vient protéger l'appareil contre les intempéries et permet les travaux d'entretien.

Les dimensions principales de l'appareil sont les suivantes :

— Partie active du réflecteur, diamètre extérieur :	8,40 m
— Partie active du réflecteur, diamètre intérieur :	1,83 m
— Distance focale	3,14 m
— Surface offerte au rayonnement solaire (brute) :	55 m ² environ
— Surface offerte au rayonnement solaire (nette) :	50 m ² environ
— Nombre de couronnes d'éléments réflecteurs :	5
— Nombre d'éléments 1 ^{re} couronne	16
— Nombre d'éléments 2 ^{me} couronne	24
— Nombre d'éléments 3 ^{me} couronne	28
— Nombre d'éléments 4 ^{me} couronne	36
— Nombre d'éléments 5 ^{me} couronne	40
— Nombre total d'éléments	144
— Vitesse maxima admise pour le vent sur l'appareil en travail	40 km-heure
— Pression maximum admissible hors service	245 kg-m ²
— Poids total de l'appareil	40 tonnes environ

III. — CONCLUSIONS.

Le four solaire de la Bouzaréah et l'équipe de techniciens qui y est attachée constituent un puissant moyen d'investigation scientifique offert d'ailleurs à tous les chercheurs qu'intéresse la captation et l'utilisation de l'énergie solaire et tout particulièrement aux savants qui, en France, ont fait progresser substantiellement cette nouvelle science appliquée.

Les trois départements français d'Algérie présentent des possibilités d'ensoleillement remarquables et cette raison s'est jointe à la précarité actuelle des moyens énergiques du pays pour convaincre le Gouvernement Général de l'Algérie et son Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique Appliquée de progresser dans cette voie.

Leur superficie totale est de 2.200.000 km² dont 209.000 seulement pour les régions littorales et sub-littorales à forte densité de population et à productions vivrières normales. Sur ce vaste territoire vit une population en perpétuel accroissement : près de 9.000.000 d'habitants à l'heure actuelle.

Les ressources énergétiques de base ne comprennent, pour le moment, qu'une exploitation houillère située à 600 km de la côte, exploitée au rythme actuel de 300.000 T./an et une production hydroélectrique très variable en fonction de l'hydraulicité. Sa production en année humide a été évaluée à 330 millions de KW-H dont 180 proviennent d'un important ouvrage de production hydroélectrique régularisée, qui a été mis en service récemment.

ENERGIE **S**OLAIRE

Dans quelques années, cet ensemble hydroélectrique sera complété par un deuxième ouvrage régularisé capable de plus de 320 millions de KW-H annuels. A ce moment, la satisfaction des besoins en énergie électrique du pays évaluée à près du milliard de KW-H sera satisfaite pour les 2/3 sensiblement par de l'énergie hydroélectrique mais pour un peu moins de 50 % par de l'énergie hydroélectrique régularisée.

Par ailleurs et bien que les recherches de pétrole brut aient été systématiquement lancées sur plus de 600.000 km² de permis, l'Algérie ne dispose actuellement que d'un petit gîte d'excellent brut dont la réserve exploitable ne dépasserait pas 1.000.000 de tonnes.

On conçoit donc qu'il faille activement se préoccuper de sources autonomes d'énergie pour éviter un déséquilibre croissant entre la demande et les possibilités énergétiques d'une région effectivement liée à la Métropole par de multiples liens mais isolée géographiquement.

Tout particulièrement dans le domaine des engrais, l'agriculture algérienne est étroitement dépendante des importations. La naissance d'une industrie des dérivés synthétiques de l'azote par l'emploi de l'énergie solaire est maintenant concevable et hautement souhaitable.

SOCIETE NATIONALE

_____ des _____

ENTREPRISES DE PRESSE

6, avenue Pasteur - Alger

- Téléphone : 396-59 -

REC - 25 JANVIER 1955

ulture - Cultures nouvelles

La culture du riz en Oranie

La culture du riz est présentement « à l'ordre du jour » en Algérie. Il ne faut cependant pas s'imaginer que ce pays puisse et doive devenir gros producteur de riz, même proportionnellement à sa superficie cultivable : l'eau y est généralement trop peu abondante pour une plante exigeante, et rares sont les cas où il sera souhaitable d'utiliser d'importants débits à la production de cette céréale.

Il semble toutefois que la riziculture doive prendre une place non négligeable dans les activités agricoles algériennes. Elle est en effet une des rares qui puisse s'exercer avec fruit dans certaines plaines basses, à terres fortes, actuellement quelque peu salées ou marécageuses, où la plupart des autres cultures, même en s'aidant de l'irrigation, ne sauraient donner à elles seules que des déceptions. Bien conduite, elle peut devenir un facteur important d'amélioration de sols médiocres ; elle peut, sur des exploitations importantes, donner des produits de qualité à des prix concurrentiels ; la pratique du repiquage, qui tendra à se généraliser, pourra offrir une activité saisonnière de plus à une main-d'œuvre agricole abondante qu'il est sûrement possible d'entraîner à ce travail spécial. Enfin, conçue comme culture vivrière artisanale, elle pourra jouer un rôle important, rendant possible dans ces régions déshéritées la vie d'une famille sur une faible superficie.

Si la riziculture était ces dernières années pratiquement inexistante en Algérie, elle ne constitue pourtant pas une nouveauté absolue.

Le riz est introduit en Algérie, vers l'an 700, lors de la conquête de la Berbérie par les Arabes.

La culture est alors pratiquée sporadiquement « ...ainsi que le rapportent certains auteurs tels que J. Duval (Production et commerce des céréales — *Annales de la Colonisation*, Alger, 1856) et M. Rozet (Voyages dans la Régence d'Alger, Alger 1833), et que le notent certains documents officiels datant du début de l'occupation. Il ne semble pas toutefois que les superficies réservées alors aux rizières aient été très importantes, en raison de la rareté, à l'époque, des eaux d'irrigation, et des gros besoins en eau nécessaires pour une culture intéressante. Le riz paraît avoir été cantonné, avant 1830, sur des surfaces restreintes : dans la Mitidja, dans les plaines marécageuses situées entre Oran et Alger, dans la vallée du Hammam (près de Constantine) et dans les oasis et les confins sahariens-soudanais. » (P. Laumont et H. Laby [4]).

Des essais de culture européens sont entrepris à partir de 1830 à la Pépinière Centrale du Jardin d'Essai du Hamma, sur les coteaux de Coléa et aux environs de Biskra (Exposition d'Alger, en 1851).

En 1857, des rizières sont aménagées à Saint-Denis-du-Sig, dans le domaine de l'Union Agricole d'Afrique, où des rendements supérieurs à 40 qx de paddy à l'hectare auraient été obtenus.

Vers 1935, quelques petites rizières sont installées à Pont-de-l'Isser, dans la Propriété Fuentes et Macia. Conduites selon la méthode valencienne (pépinières et repiquage par des équipes spécialisées), elles produisirent jusqu'à 78 qx de paddy à l'hectare avec les variétés *Benhlock* et *Bomba*.

En 1937, la culture est abandonnée par suite du manque de main-d'œuvre qualifiée (la guerre civile espagnole en a tari le recrutement) et de l'impossibilité d'écouler la récolte à des prix convenables : les négociants offrent toujours des prix inférieurs à ceux des riz importés.

En 1947, les premiers essais de culture du riz ont lieu dans la plaine du Bas-Chéliff (Oranie). Ils sont l'œuvre du Service de l'Expérimentation Agricole, qui établit une petite rizière à la Station Hydroagrique des Hamadana, dépendant du Service de la Colonisation et de l'Hydraulique.

Malgré des résultats encourageants, l'expérience n'est pas poursuivie.

Par contre « ...à partir de 1948, des essais ont été entrepris directement par le *Service de l'Expérimentation* dans sa Station de *Ferme-Blanche* (près de Perrégaux) où, depuis, ont été régulièrement poursuivis des essais rationnels qui portent tant sur l'expérimentation variétale (à partir des variétés introduites de Camargue, Italie, Espagne, Portugal, etc.) que sur des essais culturaux (modes de semis) ». (P. Laumont et H. Laby [5].)

Premières réalisations importantes.

Enfin, en 1951, la riziculture est reprise sur une échelle beaucoup plus importante dans le but de l'implanter dans le *périmètre irrigable du Bas-Chéliff* dont la mise en valeur laissait beaucoup à désirer.

Onze hectares sont cultivés à la *Station d'Etude des Sols Salins des Hamadena* :

Balilla : 1,70 ha

Magnolia : 9,52 ha

« Les semences étaient d'origine marocaine. Malgré la salure des terrains (4 à 7 g 0/00 de chlorures totaux exprimés en Na Cl), les rendements obtenus se sont élevés à :

9,10 qx à l'ha pour le *Balilla*

36,40 qx à l'ha pour le *Magnolia* ».

(J. Durand et P. Simonneau [1]).

Les semences de *Balilla* étaient de mauvaise qualité et le *tiem*, phénomène microbien très rare dans les autres pays méditerranéens, s'était manifesté avec une rare intensité.

« La variété *Magnolia*, bien que plus tardive, s'était remarquablement bien comportée en sols salins, donnant dans certaines parcelles des rendements supérieurs à 45 qx à l'ha. » (J. Durand et P. Simonneau [2]).

En 1952, la riziculture sort du domaine expérimental et occupe :

20 ha dans la *plaine de l'Habra*

77 ha dans la *plaine du Bas-Chéliff*.

L'année suivante, la progression commence et les rizières s'étendent sur :

76,50 ha dans la *plaine de l'Habra*

964 ha dans la *plaine du Bas-Chéliff*.

Ainsi, la *plaine irrigable du Bas-Chéliff* paraît-elle devoir être la grande zone rizicole d'Oranie, en raison :

— de l'étendue des terrains incomplètement mis en valeur (plus de 40.000 ha), dont une importante partie convient à la culture du riz ;

— des disponibilités en eau relativement abondantes permettant l'irrigation de 3.500 ha de rizières par an lorsque le réseau de canaux d'arrosage aura été aménagé.

Dans la *Plaine de l'Habra*, au contraire, la culture du riz ne pourra jamais occuper plus de 500 ha, car :

— les terrains à vocation rizicole ont une superficie limitée ;

— la culture risque de provoquer de dangereuses remontées du *salant* dont les méfaits sont combattus à grands frais depuis la prise en charge du périmètre irrigable, en 1940 (aménagement et entretien de 170 km de drains collecteurs) ;

— la mise en valeur de la région est déjà très poussée et les plantations arbustives, extrêmement sensibles au salant (agrumes), sont installées dans les meilleures zones des terrains convenant à la riziculture ;

— les disponibilités en eau sont insuffisantes.

CARACTERES DE LA RIZICULTURE ORANIENNE

L'installation de la riziculture dans la plaine de l'Habra et du Bas-Chéliff a posé un problème nouveau : il s'agit d'établir une culture, inconnue dans ces régions, sur des sols de prairies à soudes, très argileux, imperméables, toujours chargés en gypse et en chlorures.

Ces terrains sont occupés par une seule association végétale halophile : l'association à *Suaeda fruticosa* et *Sphenopus divaricatus* (M. Guinochet, 1952), particulièrement par les différents faciès de la sous-association à *Suaeda fruticosa* : faciès à *Calendula algeriensis*, à *Senecio gallicus* et *Ormenis praecox*, à *Plantago coronopus*, à *Urginea maritima*, *Cordylocarpus muricatus* (P. Simonneau, [7]).

Relativement bien pourvus en éléments de fertilité, particulièrement en potasse assimilable (1 à 8 g 0/00), ils voient leur valeur agricole diminuée par la présence du salant. La proportion d'argile est souvent supérieure à 45 %, surtout dans la plaine du Bas-Chéliff.

Enfin, «...les sols argileux et salés peuplés par la sous-association à *Suaeda fruticosa* doivent être considérés comme se trouvant à la limite de tolérance au sel du riz » (J. Durand et P. Simonneau, [3], la culture s'étant avérée impossible :

1) dans les solontchacks dépourvus de toute végétation ;

2) dans les solontchacks occupés par : des peuplements purs d'*Arthrocnemum macrostachyum* (plaine de l'Habra), des peuplements purs de *Salicornia fruticosa*, l'association à *Halopeplis amplexicaulis* (plaine du Bas-Chéliff).

Dans les terrains les plus chargés en chlorures et surtout plus humides, peuplés par les sous-associations à *Arthrocnemum macrostachyum*, à *Salicornia fruticosa* et à *Inula crithmoïdes*, les résultats sont si irréguliers que la culture n'y est pas rentable.

Les essais entrepris à la Station d'Etude des Sols Salins des Hamadana l'ont démontré. Le riz résiste relativement bien au salant, mais ce n'est pas une plante halophile ; il évolue beaucoup mieux dans les terrains sains.

Les méthodes culturales, qui ont fait leurs preuves dans les autres régions rizicoles du bassin méditerranéen, ont dû être adaptées au milieu halophile spécifique des plaines sub-littorales d'Oranie ; ce qui a donné à la riziculture oranaise ses caractères particuliers.

Préparation du sol.

La préparation des sols est délicate en raison de la nature des sols qui en fait des terres « battantes », difficiles à travailler, nécessitant une surpuissance pour effectuer les labours pendant les courtes périodes où ils sont accessibles.

Le nivellement doit être particulièrement soigné, la bonne venue du riz en sols salés dépendant de la régularité des submersions. Comme il ne peut être effectué sur des labours profonds qui risqueraient de ramener en surface l'horizon argileux salifère, son exécution est difficile.

Le clos parfaitement plat est à déconseiller, car son assèchement au moment de la récolte est trop lent. Les essais faits en 1953 ont montré que 15 mm de pluies suffisaient pour interdire l'accès de ces clos aux moissonneuses-batteuses sur roues, équipées spécialement pour le riz. Il a fallu moissonner à la faucille.

Les clos ayant une pente de 5 0/00 s'égouttent mieux.

En raison des vents dominants de NW, les clos n'ont pas plus de 40 à 50 mm de largeur. Malgré cette disposition, le batillement parvient à provoquer des arrachements tant que le riz ne s'est pas redressé.

Irrigations.

Les irrigations sont effectuées avec des eaux titrant 0,50 g de chlorures totaux en Na Cl par litre dans la plaine de l'Habra et 1 g environ dans celle du Bas-Chélif.

Les irrigations sont toujours à *circulation continue*. L'eau ne doit pas stationner sur les clos où elle risque de se charger en chlorures et de s'échauffer pendant les mois les plus chauds. Malgré la circulation continue, la quantité utilisée à l'hectare est toujours voisine de 20.000 m³, en raison de l'imperméabilité des terrains.

21.000 m³ en 1951

18.544 m³ en 1952

19.000 m³ en 1953*

Les assèchements périodiques des rizières, en vue de permettre l'épandage des engrais de couverture et l'exécution des désherbages, ne peuvent être pratiqués car ils déterminent de fortes remontées salines que le riz ne peut supporter. Cette impossibilité complique la lutte contre les mauvaises herbes (*Panicum*, *Typha*, *Phragmites*, etc.), les arrachages se faisant dans l'eau.

En 1952, les « à sec » ont provoqué des dépérissements sur une dizaine d'hectares dans les rizières du Bas-Chélif, ce qui a entraîné leur abandon définitif.

Fumures.

La fumure joue un rôle capital, le riz réagissant fort bien aux fortes fumures tant organiques que minérales.

Les fumures organiques ont donné des résultats intéressants (80 qx de paddy à l'ha) pour des apports de 300 à 400 qx de fumier de ferme à l'ha, enfouis au cours des labours d'automne ou d'hiver.

Les essais de fumures organiques portant sur 4 ha environ ont été réalisés pendant la campagne 1953 dans des sols de la plaine du Bas-Chélif, titrant 3 à 6 g de chlorures totaux par kg de terre sèche.

Toutefois, sous l'influence de l'Espagne, et contrairement aux coutumes italiennes, françaises et marocaines, le fumier est peu employé parce qu'il favoriserait la multiplication des insectes. La plupart des riziculteurs ont tendance à le remplacer par de fortes quantités d'engrais chimiques, à base principalement de sulfate d'ammoniaque.

Les engrais verts (bersim, féverolles, vesces, etc.) et les engrais organiques (tourteaux, marcs, pulpes, etc.) n'ont jamais été utilisés.

La fumure minérale, adoptée en 1952, était ainsi appliquée :

1°) avant les semailles : 2 à 5 qx de superphosphate à l'ha, épandus au moment de la préparation du terrain ;

2°) au tallage : 3 à 4 qx de sulfate d'ammoniaque à l'ha.

La distribution de l'engrais azoté étant parfois tardive, le tallage s'est prolongé, provoquant un certain retard dans l'évolution de la Graminée.

Cette fumure était peu appropriée aux terrains argileux et salés, aménagés en rizières, pour les raisons suivantes :

1) Les sols de prairies à soutes des plaines sublittorales d'Oranie sont relativement bien pourvus en éléments de fertilité : P_2O_5 assimilable : 0,320 à 1,425 g 0/00 et K_2O assimilable : 0,942 à 8,507 g 0/00.

Malgré la déficience en phosphore de quelques sols du Bas-Chéliff et de la plaine de l'Habra, il n'est pas utile d'en ajouter beaucoup. Le riz est une des plantes les moins avides de phosphore. S'il doit être utilisé, pour agir normalement, cet engrais doit être enfoui de bonne heure avant la mise en eau.

La teneur en azote est toujours faible.

La pauvreté en matières organiques commence à se manifester dès la seconde année qui suit le défrichement de la végétation spontanée.

2) La fertilité des terrains est compromise par la présence du *salant*. La richesse en chlorures peut varier de 3 à 15 g 0/00. De plus, l'eau d'arrosage, qui renferme toujours plus de 1 g de chlorures (en Na Cl 0/00) pendant la période des irrigations, vient aggraver la situation dans la plaine du Bas-Chéliff.

3) La fumure employée n'apportait pas l'azote assimilable qui fait défaut dans ces sols lourds, fortement chlorurés, où la nitrification est toujours mauvaise.

En 1953, des fumures minérales appropriées ont permis d'obtenir de bons résultats .

— Dans des terrains argileux renfermant 3 à 7 g de chlorures totaux 0/00, on a récolté 60 à 92 qx de paddy à l'ha avec du *Balilla* dont les semences avaient été importées d'Italie et 46 qx de paddy à l'ha avec du R.B. sur fumure préalable ainsi constituée :

cianamide 2 qx à l'ha
sulfate d'ammoniaque 2 à 4 qx à l'ha.

— Dans les terrains très argileux, titrant 6 à 14 g de chlorures totaux 0/00, de la Station d'Etude des Sols Salins des Hamadana, il a été obtenu 50 qx de paddy à l'ha avec du *Balilla*, dont les semences avaient été importées d'Italie, sur la fumure suivante :

Cianamide : 2 qx à l'ha, épandus 4 semaines avant les semailles ;
Sulfate d'ammoniaque : 2 qx, répartis au commencement du tallage.

Les clos témoins, qui n'avaient pas reçu de cianamide, n'ont donné que 14,66 qx de paddy à l'ha.

L'action de l'azote est donc apparente sur les sols de prairies à soutes, argileux et salés, où la fumure minérale, ci-après, donne satisfaction :

1°) cianamide : 2 qx à l'ha, épandus 3 semaines à 1 mois avant les semailles ;

2°) sulfate d'ammoniaque : 2 qx à l'ha, enfouis avant les semailles ;

3°) nitrate d'ammoniaque : 1,5 qx à l'ha, distribués au tallage dans le cas où la culture est menacée par le *tiem*.

Malgré les résultats obtenus à l'aide d'épandages effectués en cours d'évolution de la culture, il vaut mieux ne plus mettre d'engrais après la mise en eau si la culture n'est pas atteinte par le *tiem*.

En effet, l'engrais ne peut être suffisamment en contact avec les racinelles et reste en suspension dans l'eau avec des déperditions ammoniacales importantes avec l'insolation.

Pour agir parfaitement, l'engrais est donc enfoui dans le sol, mélangé intimement et épandu de préférence en une seule fois avant les semailles ou le repiquage et la mise en eau.

Le nitrate de potasse, très cher, ne donne pas satisfaction. Trop soluble dans l'eau, l'azote se perd au cours de l'irrigation. Sa transformation en nitrate de chaux est longue. Avant d'être absorbée par la plante, 75 % de l'azote est perdu.

L'urée, qui a donné des résultats remarquables en Italie, employée avant le semis, n'a pas encore été utilisée dans les sols salins d'Oranie.

Repiquage.

Le repiquage a été pratiqué, en 1953, dans la plaine de l'Habra seulement. Il est effectué lorsque la plante a formé son deuxième nœud et avant l'apparition du troisième. Le repiquage favorise une augmentation du rendement parce qu'en pépinière le riz bénéficie de plus de soins. Il est donc plus vigoureux au moment de la mise en place et résiste mieux aux mauvaises herbes (*Typha*).

L'économie d'eau est appréciable : on irrigue pendant 2 mois et demi au lieu de 4 à 4 mois et demi.

On utilise 100 kg de moins en semences à l'hectare.

Enfin, les clos sont généralement mieux préparés et nivelés puisqu'on dispose de plus de temps. La végétation est plus homogène et le peuplement plus régulier. Il s'ensuit une meilleure résistance aux vents.

Par contre, le repiquage augmente considérablement les frais culturaux. La main-d'œuvre régionale est inexperte, et il faut 40 à 60 journées d'ouvriers pour repiquer un hectare.

Finalement, le repiquage, intéressant lorsqu'on dispose de main-d'œuvre qualifiée, n'a pas encore donné de résultats assez significatifs pour s'imposer. Une importante expérience, conduite selon la méthode valencienne par des spécialistes venus d'Espagne, doit être entreprise pendant la campagne 1954. Elle permettra d'apprécier la méthode et les possibilités d'adaptation des ouvriers régionaux.

Semis.

Le semis à sec est la méthode de semaille qui a été adoptée par tous les riziculteurs des plaines de l'Habra et du Bas-Chéliff.

« Pratiquée par les premiers colons algériens qui se sont intéressés à la culture du riz, elle a été reprise dernièrement au Maroc où elle a donné toute satisfaction. A la Station Expérimentale de Ferme-Blanche, où elle a été mise au point, elle s'est révélée comme la plus intéressante et d'exécution aisée. Le riz est semé au semoir à disques, en lignes espacées de 18 cm, les grains étant enfouis de 2 ou 3 cm au maximum. Le sol est ensuite arrosé très doucement et faiblement pour éviter des ravissements et des découverts de semences. Puis on laisse germer les semences dans la terre humide. Si la terre se dessèche trop vite ou forme croûte, on pratique un deuxième arrosage. Lorsque le riz est levé, on met en eau en suivant le développement des jeunes plants et en évitant de submerger les plantules » (P. Laumont et H. Laby, [6]).

Le semis à sec, qui a été employé avec succès dans les sols argileux et salés de la plaine du Bas-Chéliff, impose : un nivellement parfait des clos, un sol très meuble, un enfouissement régulier des semences, 2 à 3 cm de profondeur seulement, enfin une augmentation de la quantité de semences utilisées à l'hectare de l'ordre de 50 %, soit : 120 à 160 kg.

L'emploi du semoir à disques a donné entière satisfaction. Il évite l'opération complémentaire du hersage obligatoire avec le semoir à la volée ou lorsqu'on sème à la main.

Dans les régions rizicoles étudiées, les semis à sec ont lieu fin avril à fin mai. La levée est toujours très régulière.

La moisson.

La moisson a causé quelques difficultés. L'assèchement des clos débute une vingtaine de jours au minimum avant le moment de la récolte. L'eau est évacuée pour éviter la verse.

Malgré ces précautions, la moisson s'achève toujours à la faucille tant dans la plaine du Bas-Chéliff que dans celle de l'Habra. Cette opération, très onéreuse, est obligatoire, car la moindre pluie d'automne (15 mm) suffit pour rendre les clos impraticables aux moissonneuses-batteuses sur pneumatiques, spéciales pour le riz.

Le retard qui en découle fait que les rizières sont rarement labourées avant l'hiver, les tracteurs ne pouvant pénétrer dans les clos. L'exécution des travaux aratoires ne devient possible qu'au printemps suivant, ce qui complique l'établissement d'un assolement adapté aux sols de prairies à soudes des plaines sub-littorales d'Oranie.

Ces difficultés doivent être résolues :

— par l'emploi de moissonneuses-batteuses à chenilles : les premières vont fonctionner dans la plaine du Bas-Chéliff en 1954 ;

— par l'utilisation de variétés à cycle évolutif court ;

— par des semences précoces (fin avril ou début mai), si la température de l'eau d'arrosage le permet, pour les variétés à cycle évolutif long comme le *Magnolia*.

Maladies.

Le *tiem* s'est manifesté pour la première fois à la Station d'Etude des Sols Salins des Hamadana, en 1951, dans un clos de *Balilla* où le rendement s'est abaissé à 9 qx de paddy à l'ha.

« Le mécanisme de cette maladie peut s'expliquer ainsi : les germinations du riz consommant l'oxygène du sol, des micro-organismes anaérobies provoquent la formation d'une boue noirâtre et fétide dans laquelle les racines de la Graminée se développent péniblement, noircissent et ne parviennent plus à remplir leur rôle nourricier.

« Les plantules, sous-alimentées, souffrent et n'arrivent à se redresser que difficilement. Beaucoup meurent et flottent dans l'eau des rizières.

« Par la suite, si le riz survit, il conserve des marques de cette période de déficience qui se traduisent par des multiples avortements de grains.

« En 1952, le *tiem* est observé dans plusieurs clos de *Magnolia* qui n'avaient pas reçu de fumure préalable à la cianamide. Les rendements s'abaissent au-dessous de 10 qx de paddy à l'ha » (Simonneau, [8]).

En 1953, la maladie est combattue efficacement dans tous les clos préalablement traités à la cianamide (2 qx à l'ha), en augmentant l'épaisseur du plan d'eau, et en apportant dès les premières manifestations de la maladie une fumure azotée constituée, soit par 50 kg de phosphate d'ammoniaque à l'ha, soit par 75 à 100 kg de nitrate d'ammoniaque à l'ha.

Le *Balilla* se montre plus résistant que le *Magnolia* et le *R.B.* qui conservent, malgré les épandages d'engrais azotés, de nombreuses marques de la maladie : plants moins vigoureux, feuillages jaunâtres, épis partiellement blancs, etc.

Les épis stériles.

« Outre les chenilles de Lépidoptères (genre *Sesamie*) qui parviennent à déterminer la mort des panicules mais dont les dégâts n'ont jamais été graves jusqu'à maintenant, les épis blancs, stériles, peuvent être provoqués par un défaut de fécondation dû au sirocco pendant la période de la floraison. L'épi est alors partiellement stérile, alors que dans le cas du *tiem*, il l'est presque toujours complètement.

« Cette fécondation défectueuse est causée par la perte des facultés du pollen se produisant à des températures sèches voisines de 40° C.

« Ce phénomène est courant en Egypte et en Californie, où les rizières, éloignées de la mer, perdent de ce fait jusqu'à 20 % de la récolte.

« Dans la plaine du Bas-Chéliff, le coup de sirocco du 28 août 1952, pendant lequel la température s'est élevée à 47° C de 10 à 16 heures, fut particulièrement catastrophique. Mais c'est un cas exceptionnel.

« Par contre, le salant, créant un milieu peu favorable à l'évolution de la Graminée, aggrave les méfaits de cet accident en réduisant probablement les facultés fécondatrices du pollen. En 1953, 50 % d'épis blancs ont été observés dans les rizières de *Magnolia* aménagées dans les terrains les plus chargés en chlorures où le jaunissement des extrémités des feuilles s'était généralisé depuis la fin du *tiem* » (Simonneau, [9]).

Mauvaises herbes.

Deux mauvaises herbes infestent les clos qui, jusqu'à maintenant, n'ont pas été envahis par les algues.

1) Le *typha* (*Typha angustifolia*). Il s'est manifesté pour la première fois avec intensité pendant la campagne 1953. Localisé dans la région du Merdja de Sidi Abed, le *typha* a envahi toutes les rizières du Bas-Chélif.

Dans la plupart des grandes rizières (plus de 50 ha) où la lutte fut impossible, il a réussi à étouffer le riz dans des clos entiers.

L'impossibilité d'effectuer des assèchements pour réaliser les désherbages a rendu la lutte difficile.

En outre, l'incapacité de la main-d'œuvre à différencier la *typha* du riz à l'état jeune a obligé les exploitants à attendre un développement plus avancé du *typha* pour commencer les arrachages. Le désherbage des grandes rizières est devenu irréalisable faute de personnel en nombre suffisant.

Dans la plaine de l'Habra, le *roseau des marais* (*Phragmites communis*) a poussé en même temps que le *typha*. La lutte s'est heurtée à des difficultés semblables. La présence du *roseau* a précipité la déchéance du riz, rendant la moisson impossible dans les clos les plus envahis.

2) Le *Panicum*, importé avec des semences provenant du Maroc, a fait son apparition en 1952 dans les rizières de la plaine du Bas-Chélif.

En 1953, il a étendu considérablement son aire d'habitat et il s'est manifesté dans les rizières de la plaine de l'Habra, à La Touffe.

La lutte a été conduite efficacement par de nombreux désherbages réalisés avant l'épiaison.

Il y a lieu de noter que sa plasticité moindre que celle du *typha* et du *Phragmites* ne lui permet pas de s'installer dans les sols les plus salés aménagés en rizières. Dans les cas extrêmes, en effet, le *Panicum nanise* s'étale et ne parvient pas à fructifier.

CONCLUSIONS

Trois campagnes montrent que la culture du riz peut s'implanter dans les plaines sub-littorales d'Oranie et particulièrement dans celle du Bas-Chélif, mais y pose un problème de mise en valeur des terres salines, lesquelles, jusqu'à ces dernières années, étaient, soit consacrées à la céréaliculture (orge, principalement), pratiquée en assolement biennal, triennal ou « intermittent », les jachères servant de pâturages, soit considérées comme impropres à toute culture et utilisées comme parcours.

Le riz ayant une tolérance au sel assez élevée, il semble que les 4/5 du périmètre irrigable classé soient constitués par des sols où la culture est économiquement possible.

La technique culturale commence à se dégager. Par contre, aucun assolement ne s'est encore imposé.

Dans les sols salés, à la Station d'Etude des Sols Salins des Hamadana où quelques essais ont été effectués, les assolements expérimentés ont fait l'objet des observations suivantes.

1) L'assolement biennal, appliqué en Egypte

N° 113 - 25 JANVIER 1955

Agriculture - Cultures nouvelles

1^{re} année : riz (*Magnolia*) — persim

2^e année : cotonnier

n'a pas donné satisfaction parce que :

a) il n'a pas été possible de labourer les clos après la récolte, les pluies d'automne les rendant impraticables ; la culture d'engrais vert (*bersim*) n'a pu être faite ;

b) le cotonnier a souffert de la montée du salant qui s'est produite dans le sous-sol (0,30-0,60) pendant l'évolution de la culture de riz ; la Malvacée a levé normalement ; mais elle est restée naine et elle a produit 3 qx de coton brut à l'hectare seulement.

2) L'assolement triennal suivant :

1^{re} année : riz (*Magnolia*)

2^e année : riz (*Magnolia*)

3^e année : jachère travaillée

n'a pas été plus heureux.

La deuxième culture de riz, malgré d'importants apports d'engrais minéraux, a évolué difficilement. Le *tiem* et le *salant* se sont manifestés avec intensité. Les épis stériles ont été très nombreux. Le rendement s'est abaissé à 10,55 qx de paddy à l'ha.

3) L'assolement quadriennal

1^{re} année : riz (*Balilla*)

2^e année : jachère travaillée (Légumineuses)

3^e année : riz (*Balilla*)

4^e année : jachère nue

a permis d'enregistrer des résultats satisfaisants.

Comme dans les deux précédents assolements, les clos n'ont pu être labourés qu'au printemps, les pluies d'automne et d'hiver les rendant inaccessibles en cours des moissons qui ont dû être achevées à la faucille.

La deuxième culture, effectuée après un an de repos, a donné d'aussi bons rendements que celle de première sole. Les *typhas*, détruits par les labours de l'été précédent, n'ont pas gêné son évolution et le salant ne s'est manifesté que sporadiquement.

La régression du salant s'effectue pendant la deuxième jachère qui est simplement pacagée par des troupeaux d'ovins.

Cet assolement peut être modifié. La jachère travaillée est alors suivie d'une culture hivernale de Légumineuses (fèves ou féverolles), semée en fin septembre ou octobre et enfouie à la floraison en février, soit deux mois et demi avant les semailles de la deuxième culture de riz, qui bénéficie de l'apport d'engrais vert.

L'assolement ainsi amélioré se rapproche beaucoup de celui pratiqué en Amérique où l'on cultive souvent une Légumineuse entre deux riz. Il peut convenir désormais aux sols les moins salés de la plaine du Bas-Chéiff et à ceux à vocation rizicole de la plaine de l'Habra.

Dans les terrains les plus chargés en chlorures, l'assolement « intermittent », adopté pour les cultures maraîchères et la céréaliculture (orge), donne des résultats. Au cours de la période de repos (2 à 4 ans), il se produit un dessalement progressif de l'horizon inférieur du sol où s'étaient concentrés les sels pendant la durée de la submersion des rizières. Cette concentration a atteint, dans les terres

argileuses et salées de la *Station d'Etude des Sols Salins des Hamadana*, jusqu'à 220 g de chlorures totaux, exprimés en Na Cl par kg de terre sèche. Une teneur aussi élevée rend impossible toute mise en valeur. Il faut un repos prolongé pour amener sa régression que favorisent les labours et les pluies non torrentielles. La réalisation d'une culture irriguée peut, au contraire, déterminer la formation de *solontchacks* absolument stériles

Dans la plaine de l'Habra, où l'écoulement des eaux résiduaires et de drainage est difficile en raison de la topographie (pente inférieure à 1 0/00) de la région, la constitution de marécages est à redouter. En 1953, quelques marais ont été créés ainsi à La Touffe. Ils n'ont pas tardé à être occupés par le peuplement pur de *Juncus maritimus* et *Juncus subulatus*, qui est installé sur les 10.000 ha de la basse plaine de la Macta (Simonneau, [10]). Dès lors, toute mise en valeur devient impossible.

Il y a lieu de remarquer que l'assolement « intermittent » est voisin de celui pratiqué dans les terrains salés du Sud de l'U.R.S.S. où le riz ne revient sur le même sol qu'après un ou deux ans de repos.

L'implantation de la riziculture dans les sols de prairies à soudes des plaines de l'Habra et du Bas-Chélif est donc une opération délicate. Elle pose une série de questions. Celles ayant trait à la *technique culturale* sont partiellement résolues après trois campagnes d'expérimentation plus ou moins heureuses.

Les assolements, au contraire, ne sont pas déterminés. Il faut redouter, en effet, une rotation défectueuse des cultures qui risque d'anéantir la vocation des sols en transformant les terrains argileux et chlorurés de la plaine du Bas-Chélif en *solontchacks* et ceux de la plaine de l'Habra en *marécages saumâtres* à Joncacées.

Ainsi la date récente de la riziculture en Oranie n'a-t-elle pas encore permis sa mise au point définitive et, pour y parvenir, l'on doit se référer aux pratiques adoptées dans les pays vieux producteurs du bassin méditerranéen, et surtout aux essais entrepris dans les sols salins de ces régions.

Pierre SIMONNEAU

Docteur ès-sciences

*Agrologue au Service des Etudes
Scientifiques appliquées à l'Hydraulique*

Bibliographie

- [1] J. DURAND et P. SIMONNEAU. — Les sols du Bas-Chéliff et la riziculture. *Revue agricole de l'Afrique du Nord*, juillet 1952, p. 3.
 - [2] J. DURAND et P. SIMONNEAU. — *id*, p. 3.
 - [3] J. DURAND et P. SIMONNEAU. — *id*, p. 5.
 - [4] P. LAUMONT et H. LABY. — Notes sur la culture du Riz en Algérie. *Documents et Renseignements agricoles*, n° 178. (Inspection Générale et Direction de l'Agriculture, Gouvernement Général de l'Algérie), p. 3.
 - [5] P. LAUMONT et H. LABY. — *id*, p. 3.
 - [6] P. LAUMONT et H. LABY. — *id*, p. 17.
 - [7] P. SIMONNEAU. — Note préliminaire sur la végétation des Sols salés d'Oranie. *Annales de l'I.N.R.A.*, n° 3, 1953, p. 420.
 - [8] P. SIMONNEAU. — Observations sur la riziculture dans le Bas-Chéliff (campagne 1953). *Terre Algérienne*, n° 92, (23 janvier 1954).
 - [9] P. SIMONNEAU. — *id*.
 - [10] P. SIMONNEAU. — La végétation halophile de la plaine de Perrégaux, 1952, p. 218 et suivantes.
-

SOCIÉTÉ NATIONALE
des

ENTREPRISES DE PRESSE

6, avenue Pasteur - Alger

- Téléphone : 396-59 -

Les Travaux d'assainissement des plaines de Bône

CONSIDERATIONS GÉNÉRALES

L'assainissement des Plaines de Bône s'intègre dans un programme général des divers travaux à entreprendre pour donner à la région bônoise l'équipement nécessaire au développement maximum de son agriculture.

Il faut donc, dès l'abord, développer quelques considérations générales sur la région bônoise, de manière à mieux faire comprendre la situation et l'intérêt des travaux réalisés dans le cadre du programme général.

La configuration géographique de la région de Bône est la suivante.

Les montagnes côtières, qui bordent le Tell de l'Est Constantinois, s'incurvent depuis le massif du Filfila jusqu'aux montagnes de Kroumirie près de Tabarka, en dessinant un vaste golfe de 120 km de longueur et dont la profondeur atteint 22 km.

Du point de vue géologique ce relief est argilo-gréseux (*flysch numidien*). Malgré la présence de quelques petites sources issues des grès au contact des intercalations d'argile, on peut considérer l'ensemble comme pratiquement imperméable.

A l'intérieur de ce golfe se trouve une sorte d'île : le *massif de l'Edough* qui culmine au Bou Zizi à 1.008 m et s'allonge sur 56 km en direction E.-W sur une largeur moyenne de 16 km. Il est constitué par des terrains anciens (gneiss, granit, micaschistes), particulièrement pauvres du point de vue hydrologique.

Les plaines.

Entre le massif de l'Edough et la chaîne côtière s'étend une large dépression en forme de gouttière, cintrée en plan, qui constituait certainement autrefois un large bras de mer d'une centaine de km de longueurs et qui a été progressivement comblée par les alluvions des fleuves qui s'y jettent et dont les principaux sont, d'W en E :

— l'Oued Kébir de l'Ouest, drainant les montagnes côtières, grossi sur sa rive droite de l'Oued el Aneb et de l'Oued Magroum, descendant du massif de l'Edough ;

— l'Oued Seyhouse, le plus important des cours d'eau de la région, canalisant les débits de ruissellement d'un bassin versant de 5.600 km², dont le débit annuel est de l'ordre de 450 millions de m³ ;

son dernier affluent de rive gauche, l'Oued Méboudja, lui apporte les eaux du bassin versant du Lac Fetzara et de la plaine de Bône-Ouest ;

— l'Oued bou Namoussa, gros cours d'eau descendant de la région de Souk-Ahras-Lamy, dont le bassin versant est de 600 km² environ, et susceptible d'un débit annuel moyen de 180 millions de m³ ;

— l'Oued Kébir de l'Est, formé par la réunion de trois oueds importants (Kébir, Ballouta et Bougous), qui draine les flancs W des montagnes de Kroumirie et reçoit dans sa vallée moyenne de nombreux affluents de rive gauche (Guer gour, Halloufa et Bou Lathan). Son bassin versant est de l'ordre de 750 km² et son débit moyen annuel de 250 millions de m³.

Les alluvions de ces fleuves ont constitué un chapelet de plaines côtières et subcôtières, séparées les unes des autres soit par les bourrelets de rive des cours d'eau, soit par des zones plus marquées de dépôts alluvionnaires formant barrages dans la dépression générale. Ces plaines ont chacune un caractère et une composition agrologiques propres, correspondant à la nature des terrains traversés par les différents oueds et au degré d'alluvionnement de chaque dépression.



On peut ainsi distinguer, en allant de l'W vers l'E :

— Le delta commun de l'Oued Kébir de l'Ouest et de l'Oued el Aneb, plaine d'environ 9.000 ha de superficie ;

— Le Lac Fetzara et ses abords : zone de 23.000 ha dont la cuvette a constitué pendant des siècles un marécage permanent où le plan d'eau s'étalait sur une superficie de 14.000 ha. Ne bénéficiant plus, à partir d'une certaine époque, de l'alluvionnement des deux grands fleuves qui le bordent, il ne s'est lentement comblé que par les apports des petits oueds descendant au N et au S des collines de Pen-thièvre et du massif de l'Edough.

Sa cote de fond est de l'ordre de + 10,50. Sa vidange totale est obtenue chaque année vers la fin mars par un canal de 14 km de long qui le traverse dans le sens W-E et rejoint, après traversée de son bourrelet oriental, le cours moyen de l'Oued Méboudja.

— La plaine de Bône-Ouest, d'environ 10.000 ha, se situe entre le bourrelet oriental du Lac Fetzara et la rive gauche de l'Oued Seybouse.

— La plaine de Bône-Est, d'une superficie approximative de 20.000 ha, est comprise entre la rive droite de l'Oued Seybouse et la rive gauche de l'Oued bou Namoussa.

— Le marais M'Krala est le delta commun de l'Oued bou Namoussa et de l'Oued Kébir de l'Est. Cette plaine, d'une superficie de l'ordre de 14.000 ha, constitue à l'heure actuelle une sorte de lagune dont l'altitude est très basse (cotes + 3 à + 1), dans laquelle s'accumulent les débits des deux fleuves avant de pouvoir s'écouler vers la mer par leur exutoire commun, « la Maffrag », lorsque le niveau d'amont arrive à submerger la barre sableuse qui l'obstrue et qui se reconstitue rapidement sous l'action de la mer.

— La moyenne vallée de l'Oued Kébir de l'Est, plaine très étroite et allongée d'environ 9.500 ha, présente deux renflements à hauteur des villages de Blandan et du Tarf.

— *Le Lac Oubeïra*, qui constitue l'extrémité E de la dépression côtière, est un plan d'eau permanent de 2.300 ha de superficie. Il ne reçoit aucun cours d'eau susceptible d'accélérer son comblement. Les eaux de crue de l'Oued Kébir trouvent là un réservoir régulateur en remontant la dépression dite « Messida » au N du village de Yusuf.

— Enfin, pour être complet, il convient de citer le *Lac Tonga*, situé à l'extrême E de la région, séparé du chapelet des dépressions dont je viens de parler par une petite ligne de collines d'altitude moyenne + 40. Sa superficie est de 3.600 ha environ. Son alluvionnement est très lent parce que seulement assuré par des oueds peu importants (les *Oueds el Eurg* et *El Hout*) dont les bassins versants sont particulièrement boisés.

Ce lac, dont le fond n'est qu'à la cote + 1, est partiellement vidé par un canal le reliant à la mer.

Ainsi, les dépressions côtières de l'Est Constantinois occupent une superficie de 88.000 ha, dont 58.000 ha de terres cultivables à divers degrés et 20.000 ha constitués par des fonds de marais et des lacs permanents.

Le climat.

La région bônoise est soumise au *climat méditerranéen* c'est-à-dire caractérisé par une saison pluvieuse allant d'octobre à mai et par un été sec et ensoleillé. Pour une année donnée, la répartition des pluies diffère d'ailleurs le plus souvent du tout au tout de leur répartition moyenne, et cette irrégularité constitue une donnée fondamentale de ce climat.

Le relief agit comme un rempart qui provoque la condensation et la précipitation d'une partie de la vapeur d'eau amenée par le vent soufflant de la mer, avec des maxima pluviométriques sur les massifs montagneux les plus élevés et les plus proches de la mer et des minima pluviométriques sous le vent de ces massifs.

Voici d'ailleurs quelques chiffres qui donnent la moyenne de la *pluviométrie annuelle* enregistrée par quelques postes météorologiques :

Herbillon	967 mm
Edough	1.167 mm
Bône	987 mm
La Calle	910 mm
Aïn-Mokra	793 mm
Morris	756 mm

Du point de vue thermique, le *climat* est remarquablement tempéré, dû à l'action modératrice de la mer. En bordure immédiate de celle-ci, l'amplitude diurne est partout et en toute saison inférieure à 10°.

La *moyenne des températures* du mois le plus froid (janvier) est de 11° avec minimum absolu de 0° ; celle du mois le plus chaud (août) de 29° avec maximum absolu de 45°.

Les gelées et la neige y sont pratiquement inconnues. Les chutes de grêle sont peu fréquentes.

Enfin, l'humidité relative est à peu près constante toute l'année, avec les moyennes suivantes selon les heures de la journée (Station du Cap de Garde) :

7 h.	74 %
13 h.	67 %
18 h.	76 %

D'après le professeur Emberger, Bône est à la limite de l'étage méditerranéen subhumide, avec un quotient de 91,5, correspondant sensiblement à celui de Perth en Australie.

Géologie et pédologie.

Du point de vue géologique, j'ai déjà indiqué la nature des formations constituant le relief ; il me reste à donner pour les plaines un aperçu de leur stratigraphie et de leur tectonique, ainsi que de leurs caractéristiques pédologiques.

Si l'on s'en réfère à L. Joleaud, la région littorale fut, durant le Quaternaire, l'objet d'une succession d'oscillations vers le haut et vers le bas, correspondant à des mouvements apparents de la mer, positifs (transgressions) lors des affaissements du littoral, négatifs (régressions) lors des exhaussements. Cette théorie est basée sur l'observation des successions des terrasses fluviales et plages marines.

Un affaissement correspond à une transgression de la mer et à un relèvement apparent du niveau de base des fleuves. Une telle période est marquée par un dépôt alluvial considérable.

Un exhaussement, au contraire, se traduit par une activité érosive des fleuves plus intense, puisque le niveau de base s'est abaissé.

On note, en effet, la présence, sur tout le pourtour du relief gréseux, de terrasses alluvionnaires étagées de 15 à 150 m. au-dessus du niveau actuel des fleuves.

On admet qu'à la fin de cette période d'oscillations :

- le Lac Fetzara était déjà isolé par ses deux bourrelets W et E ;
- le reste des plaines de Bône constituait une immense lagune comprise entre un cordon du-naire côtier et la base du relief argilo-gréseux.

Suivent alors, au Quaternaire récent, un comblement rapide du marécage par les matériaux détritiques arrachés au relief par un ruissellement important, et la formation d'un alluvionnement de galets, de cailloutis, de sables et de limons superposés ou étagés, tant dans le sens horizontal que vertical, suivant la violence et l'intensité des érosions.

En ce qui concerne l'aperçu agro-pédologique, j'emprunte à l'ouvrage consacré à l'Agriculture de la Région de Bône de M. Liger, Ingénieur des Services Agricoles, la classification des sols suivante :

— Les sols alluviaux occupent les bourrelets des Oueds Seybouse, Kébir de l'Est et de l'Ouest et bou Namoussa et de leurs affluents. On distingue au moins deux types de sols alluviaux : les sols sablo-argileux ou sablo-limoneux et les sols limono-argileux.

Ces derniers sont les plus étendus.

A cette famille de sols, peu évolués du point de vue pédologique, se rattachent des sols sablo-argileux d'origine gréseuse des bords des kréidjs et des cônes de déjection.

Les profondes alluvions de la Seybouse recouvrent fréquemment un cailloutis fluvial qui forme drain naturel. Au point de vue chimique, elles se distinguent des autres alluvions par leur teneur relativement élevée en calcaire.

— *Les sols noirs* forment une grande partie de la plaine qui s'étend entre l'Oued Seybouse et l'Oued bou Namoussa, de Randon à la route Bône-Morris, de celle qui va de la Seybouse au Lac Fetzara. Ils sont également bien représentés à Blandan, Le Tarf et Yusuf. Ce sont des terres argileuses ou limono-argileuses, légèrement chlorurées, qui constituaient les sols d'anciens marécages, sous-salins, améliorés par la culture et le drainage.

— *Les sols salins et sous-salins*, profonds en général et d'épaisseur variant de 0,80 à 1,50 m., reposent très souvent sur une couche d'argile jaune. Leur origine est lagunaire et leur formation s'est effectuée sous le régime hydro-hypopédique. La salure de ces terres est due à l'évaporation des eaux qui les recouvraient sous une faible épaisseur. On reconnaît souvent dans leur profil un horizon à gley et la structure typique des *solontchaks*. Mais on trouve aussi un grand nombre de sous-types à différents stades. Ces sols couvrent près de 30.000 ha notamment dans le Lac Fetzara, les Beni Urgines et le Marais M'Krada.

Les projets d'aménagement.

Ces caractéristiques géographiques, orographiques, hydrographiques, climatiques et géologiques, ainsi esquissées, font ressortir que les plaines de la région de Bône, constituées par des sols lourds et compacts, souffrent au cours de la saison pluvieuse d'un excès d'eau résultant :

- d'une part, de la pluviométrie abondante reçue sur leur impluvium ;
- d'autre part, des débordements et divagations des oueds dont les débits importants sont la conséquence de l'imperméabilité de leurs bassins versants montagneux ;
- enfin, de la stagnation prolongée des eaux d'inondation dans toutes leurs dépressions.

Leur aménagement hydraulique consiste donc, à un premier stade, dans la résolution de différents problèmes de *fixation de lit des cours d'eau*, d'*évacuation rapide des eaux de ruissellement* et de *drainage des terres en profondeur*, de manière à maintenir la nappe phréatique à un niveau permettant la vie et le développement des cultures en hiver.

Le deuxième stade sera l'*irrigation*, au cours de l'été, de certaines zones assainies de ces plaines où la nappe phréatique sera trop basse pour alimenter les racines des plantations.

Les ressources aquifères souterraines étant peu abondantes, il faudra surtout faire appel aux eaux de ruissellement accumulées pendant la saison pluvieuse derrière des *barrages-réservoirs*.

Le premier de ces ouvrages est à l'étude et fera incessamment l'objet d'un avant-projet de travaux. C'est celui de l'*Oued bou Namoussa*, dont les eaux seront retenues dans la région de La Cheffia, à une quinzaine de km à l'aval de Lamy, et dont la capacité permettra de stocker le débit annuel moyen de

cette rivière, soit 150 à 180 millions de m³, dont 100 millions utilisables pour l'irrigation d'une grande partie des terres assainies des plaines de Bône-Est et Bône-Ouest.

L'assainissement des plaines de Bône-Est et de Bône-Ouest est la première des réalisations prévues au programme général d'aménagement hydraulique de la région de Bône.

Ces plaines, situées à quelques km d'un grand centre urbain et d'un port important, desservies par un réseau assez complet de voies de communication et déjà mises en culture sur de larges surfaces, étaient, en effet, désignées pour bénéficier, en tout premier lieu, de travaux hydrauliques susceptibles d'augmenter leur valeur agricole et d'assurer rapidement leur complet développement économique.

Le premier stade de leur aménagement a été pratiquement atteint, car elles sont actuellement soustraites à l'action des eaux nuisibles par un ensemble de réseaux de drainage.

Les travaux correspondants, mis en chantier en 1943, sont terminés, à quelques petits parachèvements près, pour ce qui intéresse la plaine de Bône-Est. Ils sont en voie d'achèvement dans la plaine de Bône-Ouest.

LA PLAINE DE BONE-EST

Le périmètre défendu est délimité :

- au N, par les dunes du littoral, depuis Bône jusqu'à l'embouchure de la Maffrag ;
- à l'E, par le cours de l'Oued bou Namoussa jusqu'à hauteur du mamelon de Sidi Abd el Aziz ;
- au S, par le pied des contreforts de l'Atlas tellien jusqu'à hauteur de Mondovi.
- à l'W, par le cours aval de l'Oued Seybouse.

Il s'étend sur les territoires des Communes de Randon (3/5 du périmètre) et de Morris (2/5 du périmètre).

Il renferme les villages suivants : Morris, Zérizer et Randon, et l'Aérodrome d'Etat de Bône-les-Salines.

L'étendue totale du périmètre défendu s'élève à 19.233 ha.

Il y a lieu, pour obtenir la superficie des terres de culture ou d'exploitation réellement défendues, d'en déduire :

— la surface occupée par les routes et chemins	230 ha
— la surface occupée par les cours d'eau	310 ha
— la surface occupée par les villages et les hameaux	140 ha
— la surface occupée par les canaux qui ont été construits	420 ha
Total	1.100 ha

Si bien que la surface réellement défendue est approximativement de 18.130 ha.

Il convient aussi de déduire 650 ha de terrains très bas situés au voisinage de la Maffrag, et qui ne pourront être mis en culture d'une façon régulière quelles que soient les dispositions que l'on pourra adopter.

Il reste en définitive : 17.500 ha.

Le périmètre défendu affecte, en gros, la forme d'un trapèze dont la grande base est constituée par la Seybouse et 20 km de long, la petite base, constituée par la Bou Namoussa, a 12 km. La hauteur, dans le sens E-W, a 15 km.

Ce trapèze est à peu près plan. Son angle SW, le plus élevé, est vers la cote + 15, son angle SE vers la cote + 6, son angle NW vers la cote + 3 et l'angle NE, le plus bas, vers la cote + 1.

Un petit accident de terrain est situé vers le tiers inférieur de la grande base. Là, les coteaux de Dahroussa s'élèvent sur 5 km d'W en E sur 2 km de largeur.

Ils délimitent, en quelque sorte, deux bassins versants dans le périmètre.

Au N des coteaux de Dahroussa, il existe une dépression très importante dont le cours général est S-N : c'est le *Krelidj Bou Kamira* qui va se jeter dans la mer à hauteur de l'Aérodrome des Salines.

Ce krelidj est très certainement un ancien bras de la Seybouse, vraisemblablement encore en service à l'époque de l'occupation romaine. Il n'avait plus qu'un débit insignifiant par suite de multiples remblais établis pour son franchissement et seulement traversés par de simples buses.

Il reçoit les eaux de ruissellement de la partie de direction W-E dont le cours était mal fixé : le Dahroussa.

Au S des coteaux de Dahroussa, un petit oued de la plaine située au N et à l'E du mamelon de Krelidj Amer qui reçoit les eaux dévalant du relief qui le borde.

A mi-chemin, entre les villages de Randon et de Zérizer, il rejoint le gros Oued Besbès dont le bassin versant est d'environ 31 km², qui draine profondément le massif montagneux. Ces deux oueds réunis se perdaient aussitôt dans la plaine sous la forme d'un marécage d'où sortait un nouveau cours d'eau de direction SW-NE, l'Oued bou Allalah, se jetant dans la Maffrag.

Krelidj Amer — Oued Besbès et Bou Allalah recevaient les eaux de ruissellement de la partie du périmètre qui ne s'égouttait pas par le Bou Kamira.

Telles étaient, rapidement esquissées, les conditions géographiques de la plaine de Bône-Est. Ajoutons que tous les oueds et krelidjs sont encaissés entre deux bourrelets en saillie sur les terrains environnants.

Le périmètre a été divisé en trois zones ayant chacune son réseau d'assainissement particulier.

Les eaux venant des montagnes situées sur la bordure S ont été séparées de celles tombant directement sur la plaine.

Le Krelidj Amer et l'Oued Besbès, convenablement élargis, calibrés et régularisés, sont conduits à l'Oued bou Namoussa, immédiatement au S du village de Morris, par une dérivation de grande section, orientée W-E, qui traverse la cuvette de Zérizer et aboutit à la rivière après avoir franchi son bourrelet de rive gauche.

Les déblais rejetés sur la berge N de la dérivation constituent un endiguement qui s'oppose à l'invasion des terres d'aval par les eaux de ruissellement des montagnes.

La seule difficulté résidait dans le fait que le fond de la cuvette de Zérizer est sensiblement à la cote + 5 et que les eaux de crue de l'Oued bou Namoussa peuvent atteindre la cote + 7,20 une ou deux fois au cours des hivers des années à forte pluviométrie. La durée de ces crues ne dépasse jamais d'ailleurs 12 à 15 heures.

Il était donc indispensable de s'opposer à l'introduction de ces eaux de crue dans la zone défendue.

A cet effet, un ouvrage de garde a été construit légèrement en arrière de la berge du fleuve auquel il est relié par une galerie de 90 m environ de longueur. La défense est assurée par une vanne secteur automatique pesant 7 tonnes. Cette vanne, portant un bec moteur à sa partie inférieure, se déplace verticalement autour de 2 tourillons horizontaux. Elle est équilibrée par un contrepoids en béton qui la laisse en position indifférente quand elle est immergée. Elle fonctionne sous une dénivellation de 10 à 15 cm des plans d'eau mont et aval.

L'expérience de plusieurs années a montré que la cuvette de Zérizer, dans laquelle s'étalent les eaux de ruissellement pendant la période de fermeture de la vanne, se vidange, en quelques heures, après la réouverture de la vanne et que cette courte inondation ne gêne en rien les cultures.

Sur le Krelidj Amer, l'Oued Besbès et la dérivation, divers canaux de drainage et de colature ont été établis, qui complètent le système d'évacuation.

L'ensemble des ouvrages d'assainissement de cette zone est désigné sous l'appellation de RESEAU DE L'OUED BESBES.

Le reste de la plaine de Bône-Est, ainsi soustrait à l'inondation des eaux des montagnes et qui ne reçoit donc plus que celles de son impluvium propre, a été divisé en deux zones, dont les collecteurs généraux sont constitués par les deux cours d'eau qui la traversent, c'est-à-dire les Oueds bou Kamira et bou Allalah.

Il a suffi d'aménager ces oueds pour les débits totaux qu'ils ont à évacuer, et d'y greffer, selon le système classique, un ensemble de canaux de drainage et de colature appropriés aux surfaces à assainir.

Ce sont les RESEAUX DU BOU KAMIRA et du BOU ALLALAH.

LA PLAINE DE BONE-UEST

Le périmètre défendu est délimité :

- au N, par l'Oued Méboudja, canalisé depuis le pont-vannes du Lac Fetzara jusqu'à son confluent avec la Seybouse ;
- à l'E, par le cours de la Seybouse depuis ce point jusqu'au pont du C.D. 125 ;
- au S, par le pied des contreforts de l'Atlas tellien depuis la Seybouse jusqu'au Bordj ben Yacoub ;
- à l'W, par le Chemin Départemental N° 108 jusqu'au canal principal du Fetzara.

Le périmètre ainsi défini s'étend, pour sa presque totalité, sur le territoire de la Commune de Duzerville. Il renferme le village de Duzerville et le hameau de Saint-Paul.

Sa superficie est de 10.100 ha environ, de laquelle il faut retrancher pour obtenir la surface des terres de cultures et d'exploitation :

— les terrains occupés par les routes et chemins	140 ha
— ceux occupés par les cours d'eau	51 ha
— ceux occupés par les villages et agglomérations	49 ha
— ceux occupés par des canaux construits	200 ha
Total	440 ha environ

La superficie réellement défendue s'établit donc à 9.600 ha.

Le périmètre affecte, en gros, la forme d'un rectangle allongé dans le sens W-E dont le grand côté a 16,500 km de longueur et le petit côté 5,500 km.

Il est à peu près plan et incliné de l'W à l'E et du S au N. Son angle SW, le plus élevé, est vers la cote + 2, l'angle NW vers la cote +16, l'angle SE vers la cote + 11 et l'angle NE, le plus bas, vers la cote + 7.

Une petite ligne de mamelons, le Koudiat el Ladet, dont l'altitude moyenne est de 30 m, orientée S-N, coupe le périmètre en deux parties inégales (1/3 amont, 2/3 aval). Ces deux parties communiquent néanmoins largement par la dépression qui limite au N le Koudiat el Ladet.

Le périmètre était arrosé, ou plutôt inondé, par de nombreux oueds dont les cours sont sensiblement parallèles et orientés SW-NE.

Ce sont :

— *L'Oued Méboudja supérieur*, en bordure du bourrelet oriental du Lac Fetzara et dont le bassin versant est de l'ordre de 3.400 ha ;

— *L'Oued Ressoul*, le plus important de tous dont la partie aval longe le versant W du Koudiat el Ladet ; il a son origine dans la région de Guelaat Bou-Sba, se développe sur 37 km et collecte les eaux d'un bassin versant de 13.150 ha environ ;

— *L'Oued Mellah*, qui longe le versant E du Koudiat el Ladet, à 9 km environ et a un bassin versant de 2.250 ha ;

— *L'Oued bou Athout*, qui draine la face N des coteaux compris entre Mondovi et Penthièvre et dont le bassin versant est de l'ordre de 5.100 hectares ;

— enfin, *l'Oued Monaïm*, petit cours d'eau de 5 km et de 1.600 ha de bassin versant, qui divaguait dans la plaine près de Duzerville.

Les 5 à 6 km² situés au N du village de Duzerville n'étaient parcourus par aucun canal ou cours d'eau naturel.

Il convient aussi de noter que :

— les terrains bordant la rive gauche de la Seybouse entre le cours du fleuve et la R.N. 16, et dont la superficie est de l'ordre de 1.600 ha, n'étaient pas soumis aux débordements des oueds, mais ils souffraient de la stagnation des eaux pluviales en raison de la faible pente S-N et de la présence de dépressions assez marquées ;

— le périmètre était mal pourvu de voies de communications secondaires, transversales aux deux routes nationales 16 et 21 ; l'accès et la desserte des propriétés n'étaient donc pas convenablement assurés pour une mise en valeur rationnelle ;

— enfin, il n'avait pas été compris dans le périmètre défendu la bande de terrains de 1.100 ha située au N, entre la berge gauche de l'Oued Méboudja et le pied du massif du Béleleita.

La nécessité est apparue de les faire bénéficier d'aménagements semblables parce qu'ils présentent des valeurs agricoles comparables et que, de toute manière, il aurait fallu, pour réduire au minimum les travaux d'entretien ultérieurs de l'Oued Méboudja, protéger la rive gauche de ce dernier contre les érosions des petits oueds dévalant du massif du Béleleita.

Les formalités d'extension du périmètre défendu sont terminées ; l'arrêté gubernatorial de classement doit intervenir sous peu.

Les travaux qui ont été exécutés correspondent aux conditions géographiques et économiques que je viens d'indiquer.

On a capté et fixé, à l'origine de leur cours de plaine, tous les oueds dévalant du massif montagneux. Leurs lits ont été redressés, rectifiés et calibrés pour pouvoir évacuer, sans vitesse excessive, les débits de leurs crues moyennes.

On a ainsi découpé la plaine en cinq zones distinctes, desservies chacune par un réseau particulier, constitué par un ensemble de canaux de drainage et de colature correspondant à l'assainissement de leur impluvium propre.

On distingue donc :

-- le réseau DE L'OUED MEBOUDJA SUPERIEUR ;

— celui de L'OUED RESSOUL ;

— celui de L'OUED MELLAH ;

— celui de L'OUED ATHOUT ;

— celui de L'OUED MONAIM.

La zone située au N de Duzerville entre la Seybouse et la R.N. N° 16, ainsi qu'une partie des terrains en amont du C.D. 129, a été assainie par un autre réseau distinct : celui de DUZERVILLE, dont le collecteur débouche dans l'Oued Béboudja immédiatement en amont de son confluent avec la Seybouse.

Le collecteur général de l'ensemble des réseaux, c'est-à-dire l'Oued Méboudja dans ses cours moyen et aval, a été aménagé de manière à lui permettre d'écouler simultanément les débits des réseaux d'assainissement et un volume supplémentaire de 50 m³/seconde pour la vidange continue du Lac Fetzara.

Il a donc été élargi et régularisé suivant les débits successifs à évacuer. On a supprimé trois ouvrages de franchissement dont l'ouverture insuffisante y créait des remous importants, pour les remplacer, à des points judicieusement choisis, par deux nouveaux ouvrages de dimensions appropriées.

Enfin, diverses voies de communication ont été établies en plateforme et ouvrages d'art (la construction des chaussées étant laissée aux collectivités intéressées), qui permettent d'accéder aux propriétés et d'en assurer la culture dans de bonnes conditions.

Je cite, en particulier :

- les chemins départementaux N° 120 entre la R.N. 21 et le C.D. 108 ;
- les chemins départementaux N° 125 entre l'extrémité du V.O. 9, de Duzerville et la R.N. 16, à Saint-Paul ;
- les chemins vicinaux ordinaires et ruraux de la Commune de Duzerville ;
 - V.O. 1 le long du bourrelet de la Seybouse en amont du C.D. 129 ;
 - V.O. 9 entre Duzerville et le C.D. 120 ;
 - Rural reliant le C.D. 120 au C.D. 129 ;
 - Rural de Sidi-Moussa.

LES TRAVAUX

Il reste, pour en terminer avec les conditions techniques d'établissement des projets exécutés, à donner quelques indications sur les *bases et éléments de calculs* des ouvrages.

Il a été admis que les terres de périmètres comprises à l'intérieur de chaque réseau ne devraient recevoir que les eaux tombant sur leur impluvium propre.

Les collecteurs généraux et les oueds aménagés, chargés d'évacuer, en plus des débits du drainage profond, les eaux extérieures au périmètre, ont donc été établis pour assurer l'écoulement instantané de ces eaux et pour des débits correspondant aux crues décennales.

Les résultats fournis par les différentes formules classiques (FULLER-SEJOURNE) ont été comparés et les débits à retenir fixés en tenant le plus grand compte de la forme, de la pente moyenne, de la nature géologique et du degré de boisement des bassins versants.

On est ainsi arrivé à des débits variant de 5 à 15 l/s à l'ha, que les ouvrages construits ont confirmés, car aucun d'entre eux n'est encore apparu insuffisant et n'a fonctionné à son maximum de capacité.

Une question s'était posée pour le calcul des canaux de drainage propres à chaque réseau.

Fallait-il les construire aussi pour l'évacuation instantanée des précipitations importantes et brutales, ou pouvait-on se contenter de la seule section nécessaire au drainage, tel que je le définirai plus loin, ce qui conduisait, à première vue, à n'obtenir, pendant la durée de la chute, qu'une évacuation partielle du volume total des précipitations, à provoquer une inondation passagère des terrains et à prolonger le temps de la vidange complète ?

La vérification des sections, calculée pour le simple drainage, faisait ressortir que les canaux étaient susceptibles de débiter 2 à 3 l/s à l'ha. L'expérience a montré que les canaux établis assuraient aussi l'évacuation instantanée du ruissellement total.

On a donc pensé, pour ne pas trop abaisser le niveau de la nappe phréatique et en attendant que les irrigations d'été puissent être pratiquées, à n'exécuter en drainage que l'ensemble des canaux primaires et quelques canaux secondaires des réseaux, et à activer l'écoulement des eaux pluviales par un réseau serré de canaux de colature superficielle de faible section.

Les caractéristiques du drainage sont les suivantes.

C'est aux propriétaires intéressés qu'il appartient, à l'intérieur de leurs terres, d'abaisser le plan d'eau au niveau qu'ils désirent (0,80 m au maximum) à l'aide d'un système de drain souterrain ou à l'air libre.

L'Administration se borne à leur offrir, à une distance maxima de 800 m, un exutoire assez profond pour que le plan d'eau de drainage soit à 1,80 m au-dessous du terrain naturel. Cette cote correspond en effet à la hauteur du drainage (0,80 m) augmentée du diamètre du drain (0,20 m) et de la différence d'altitude pour une pente de 1 mm par mètre (0,80 m).

La section de drainage est calculée pour un débit de 0,8 l/ha/s.

Les canaux, de section trapézoïdale, construits en pleine terre sur ces données, ont des largeurs au plafond variant de 1 à 2,50 m, des profondeurs de 2,50 à 4 m. En raison de l'excellente tenue des terres, leurs talus sont uniformément inclinés à 1/1 et ne comportent nulle part des revêtements de berges.

Le long de celles-ci et des deux côtés, il a été aménagé des risbernes de 4 à 6 m de largeur qui permettront la circulation et le travail commodes des engins de terrassements devant assurer leur entretien ultérieur.

Les canaux de colature présentent une section triangulaire dont la hauteur est comprise entre 0,70 et 0,90 m et les talus inclinés à 2/1.

J'en arrive maintenant à l'exécution des travaux proprement dite, c'est-à-dire aux moyens et techniques utilisés, aux quantités d'ouvrages utilisés et à leur prix de revient.

Pour ce qui concerne les terrassements :

Le creusement des canaux, le curage, l'élargissement et le redressement des collecteurs principaux, l'établissement des plates-formes des voies de communication et les travaux annexes, tels que le régalaie des déblais ou la préparation des chantiers, ont été entièrement exécutés à l'aide d'engins mécaniques de terrassements des types suivants.

On a employé, dans les sols humides ou noyés :

1° pour les grands canaux et l'aménagement des gros collecteurs,

Au début des travaux, c'est-à-dire de 1943 à 1946 inclus, une pelle Bucyrus 43 RB, louée à une entreprise de travaux publics, puis à partir de 1947, une pelle Link Belt de 45 tonnes (photo 4), acquise par l'Administration, équipée en dragline avec 3 longueurs de flèches et 3 godets de capacité variant de 0,750 à 1.500 m³.

2° pour les canaux de drainage et les petits collecteurs,

Des pelles Nord-Est et surtout des pelles Ruston Bucyrus des types 1030 et 19 RB équipées soit en draglines, soit en rétrocaveuses, avec godets de 400 à 500 l ;

pour les terrassements à sec de tous les ouvrages

Des tracteurs « Caterpillar » des types D6 - D7 et D8 avec leurs équipements associés (angledozer, rooter, scraper et niveleuse).

Des motorgraders « Caterpillar » du type D 12.

L'association des tracteurs et des pelles par équipes, suivant la situation, la nature et les particularités du travail, a permis de conduire les terrassements d'une manière très rationnelle et, par voie de conséquence, d'obtenir les meilleurs rendements

Les cubes annuels réalisés, au 31 décembre 1953, ont été les suivants :

année 1943	21.000 m3
année 1944	131 980 m3
année 1945	334 535 m3
année 1946	425 219 m3
année 1947	411 060 m3
année 1948	508 495 m3
année 1949	280 207 m3
année 1950	465 464 m3
année 1951	522 758 m3
année 1952	400 158 m3
année 1953	138 094 m3

Au total, ce cube atteint 3.640.000 m3, dont 1.610.000 environ pour la plaine de Bône-Est et 2.030 000 pour la plaine de Bône-Ouest.

Les longueurs des collecteurs généraux aménagés et des canaux de toutes sortes construits s'élèvent au total à 542,500 km se décomposant comme suit :

Plaine de Bône-Est :

Fossés de colature	177.300 km
Collecteurs généraux	54,800 km 336,900 km
Canaux	104,800 km

Plaine de Bône-Ouest :

Collecteurs généraux	54,200 km	
Canaux	72,800 km	205,600 km
Fossés de colature	78,600 km	

La longueur des chemins établis dans le casier de Bône-Ouest pour la desserte des propriétés s'établit à 30 m environ.

Un mot enfin sur *les rendements des engins* et le *prix de revient des terrassements*.

Le rendement est évidemment fonction de la nature et du degré d'humidité des terrains extraits, des conditions de travail et, pour les tracteurs, des distances de transport aux lieux de dépôts.

On a enregistré :

- pour la *pelle Link Belt*, des rendements variant entre 55 et 90 m³/h ;
- pour les *pelles Bucyrus 19 RB*, des rendements s'échelonnant entre 16 et 27 m³/h ;
- pour les *tracteurs*, des rendements compris entre 40 et 70 m³/h.

Le prix de revient moyen du mètre cube de terrassements s'est maintenu à peu près constant pendant toute la durée des travaux. Revalorisé en francs 1953, il s'établit autour de 350 francs. Ce prix comprend toutes les dépenses annexes telles que finition à la main, salaires des personnels de conduite et de surveillance et frais généraux de la Subdivision.

Les ouvrages d'art construits sont, en général, d'un type très courant.

Ils comprennent :

1) *Les ouvrages de franchissement* des collecteurs et canaux par les voies de communication (chemins de fer, routes nationales, chemins départementaux et communaux, chemins d'exploitation particuliers). Ils offrent toute une gamme partant des simples buses et dalots et des ponceaux de quelques mètres d'ouverture jusqu'aux ponts de 30 m. de portée.

Ceux construits au cours des années 1943 à 1946 ont été adaptés aux circonstances économiques de cette époque où le ciment et les aciers étaient d'approvisionnement difficile.

Ces ouvrages comportent des tabliers constitués par des poutres T, en béton armé de 3, 4 et 5 m de longueur soigneusement fabriquées en usine, disposées côte à côte sur toute la largeur de l'ouvrage et solidarisées au droit des appuis.

Ces derniers sont composés de culées et de piles intermédiaires en maçonnerie ordinaire, établies sur des semelles de gros béton armé de fers de récupération (vieux rails, tubes, etc.) (voir photo 5).

Ils présentent peut-être un aspect un peu rustique, mais qui s'harmonise cependant assez bien avec le paysage d'alentour.

Depuis 1947, tous les ouvrages de franchissement un peu importants ont été construits en béton armé. Ils sont du type Cantilever (poutre droite continue avec tracée centrale de grande portée et travées de rive équilibrées) (voir photo 6).

2) Les ouvrages purement hydrauliques sont représentés par l'ouvrage à vanne de protection du réseau de l'Oued Besbès, dont j'ai déjà parlé, par quelques chutes réduisant les pentes de certains canaux et par une multitude de descentes d'eau, établies au confluent des fossés de colature avec les canaux de drainage (photos 7 et 8).

Au total, le nombre d'ouvrages d'art de toutes sortes s'élève, au 31 décembre 1953, à 697 dont 488 pour la plaine de Bône-Est et 209 pour la plaine de Bône-Ouest.

*
**

Les terres assainies ont fait l'objet d'un classement en deux périmètres défendus suivant les modalités édictées par la loi N° 358 du 18 mars 1952 (Titre II) qui prévoit, à ses articles 11 et 12 :

— d'une part, le paiement à l'Algérie par les propriétaires intéressés d'une indemnité égale à la moitié de la plus-value acquise par les terrains du fait de l'amélioration obtenue à la suite des travaux d'assainissement ;

— d'autre part, la perception annuelle par l'Algérie, pour la couverture des dépenses de renouvellement, de grosses réparations et d'entretien des ouvrages, de redevances à l'hectare variables par zone.

Les dépenses de premier établissement ont donc été complètement imputées au Budget de l'Algérie.

En totalisant brutalement les sommes dépensées chaque année, on arrive à un chiffre légèrement supérieur au milliard de francs.

La revalorisation et le rajustement en francs 1953 donne le chiffre de 2.400.000.000.

Pour avoir une juste idée de la dépense d'investissement à l'hectare, il convient de retrancher de ce total une somme de 4 à 500 millions qui n'intéresse pas, à proprement parler, des périmètres défendus car elle correspond à l'augmentation de la section de l'Oued Méboudja et du canal principal du Lac Fetzara en vue d'accélérer sa vidange.

On peut, dans ces conditions, estimer à 60.000 francs environ la dépense d'investissement à l'hectare dans le périmètre de Bône-Est et à 90.000 francs celle du périmètre de Bône-Ouest.

Georges AMANTE

*Ingénieur des Ponts et Chaussées
Service de la Colonisation
et d'Hydraulique à Bône.*

SOCIETE NATIONALE
— des —
ENTREPRISES DE PRESSE
6, avenue Pasteur - Alger
- Téléphone : 396-59 -

01.65
65

DOCUMENTS ALGÉRIENS

Service d'Information
du Cabinet du Gouverneur Général de l'Algérie

SERIE ECONOMIQUE

N° 115 — 30 MAI 1955

PAYSANAT

Le Paysanat Algérien

Résultats de l'activité des S. A. R.
au 1^{er} janvier 1955

RECEIVED
JAN 21 1955
UNIVERSITY OF ILLINOIS

Le Paysanat se propose de trouver les solutions à tous les problèmes qui, dans le domaine et par le moyen de l'Agriculture, touchent à l'amélioration de la condition des populations rurales d'Algérie. En fait, l'objectif à atteindre consiste à assurer l'équilibre économico-démographique de l'Algérie.

La population en cause se compose d'une partie évoluée : la généralité des colons et quelques propriétaires musulmans qui les imitent ; et d'une autre partie qui s'en tient encore aux pratiques traditionnelles : la grande majorité des fellahs et des pasteurs d'origine musulmane.

L'évolution de ces derniers ne peut s'accommoder des méthodes d'action indirecte qui reposent sur la recherche, l'expérimentation et la vulgarisation, et suffisent à promouvoir les techniques et la productivité des Etats modernes. Il convient d'intervenir plus directement, et de disposer à cet effet d'une organisation particulière qui agira sur tous les éléments susceptibles d'influencer heureusement, la « condition humaine » des ruraux.

Ces éléments sont techniques, économiques, culturels et sociaux.

Le Paysanat tend d'abord, sur le plan technique, à instruire le fellah et à mettre à sa disposition les moyens nécessaires à la mise en œuvre des méthodes de production les plus modernes et déjà éprouvées dans le secteur évolué

En matière économique, il vise à orienter les fellahs et pasteurs vers l'économie d'échange, les investissements rentables et la pratique du crédit.

L'Algérie, pour accomplir cette œuvre d'une ampleur exceptionnelle, a choisi la formule des Secteurs d'Améliorations Rurales (S.A.R.).

Le S.A.R. est un secteur territorial de la Société Agricole de Prévoyance (S.A.P.) où sont concentrés et utilisés tous les moyens nécessaires au progrès technique et économique. Le S.A.R. n'a pas de personnalité juridique propre, c'est la S.A.P. qui la détient et sert de support à la gestion administrative, comptable et financière.

Pour sa part, la promotion culturelle et sociale des populations rurales dépend essentiellement de la réussite technique et économique du S.A.R., mais elle relève aussi de réalisations qui trouvent administrativement leur support sur des collectivités publiques municipales, départementales, voire nationales. Cependant, le S.A.R. apporte à ces réalisations une contribution importante sous forme de son équipement mécanique, de son personnel et de ses investissements immobiliers. C'est ainsi que l'école et la salle de consultation médicale édifiées autour du centre actif, ainsi que les programmes de viabi-

lité et d'hydraulique réalisés dans le secteur, constituent l'équipement culturel et social indispensable à toute communauté rurale organisée. C'est en usant de toutes ces réalisations d'abord, en participant ensuite à leur gestion, que les populations rurales attardées accèderont à la vie publique. Par cette action simultanée sur tous les éléments de la condition humaine le Paysanat, et par conséquent le S.A.R. qui est son instrument d'application, atteindra ses objectifs.

Les résultats obtenus par le S.A.R. de 1946 au 1^{er} janvier 1955 sont consignés dans les tableaux qui suivent :

Ces tableaux sont groupés en 3 séries :

La première série comprend des renseignements généraux se rapportant à l'activité d'ensemble des S.A.R. (nombre, importance, répartition des S.A.R., immeubles construits, matériels acquis, travaux effectués, réalisations sur les noyaux-pilotes, recasements réalisés, habitat, nombre de moniteurs en service, crédits investis).

La deuxième série concerne l'activité particulière des différents types de S.A.R. en distinguant les S.A.R. de cultures (céréaliculture, arboriculture, oasisiens) et les S.A.R. d'élevage.

Enfin, la troisième série a rassemblé les renseignements chiffrés des réalisations de toute nature auxquelles les S.A.R. ont directement ou indirectement participé.

Les renseignements chiffrés ont été recueillis auprès des Présidents de S.A.P. et contrôlés par le service du Paysanat à la Direction de l'Agriculture.

Ceux qui s'appliquent à des constatations matérielles : surfaces, crédits, nombre de tracteurs, de constructions, sont évidents et aisément contrôlés. Mais les résultats financiers appellent les précisions suivantes :

Dès son implantation et son équipement de départ, le S.A.R. devrait pouvoir aussitôt agir sur toutes les exploitations. C'est humainement impossible, ne serait-ce qu'en raison même du principe de base du Paysanat qui est de CONVAINCRE sans CONTRAINDRE. En fait, il ne peut que gagner progressivement les fellahs et pasteurs. C'est pourquoi il n'est pas fait état de toute la production animale et végétale obtenue dans la circonscription « couverte » par les S.A.R. mais d'une part, de l'augmentation de production enregistrée grâce à l'action paysanale — par comparaison avec les résultats obtenus chez les voisins qui ne participent pas encore à cette action, quand il s'agit de céréales — et d'autre part de la valeur globale des produits, estimée directement, quand il s'agit de cultures implantées ou de l'élevage.

C'est en toute objectivité et avec une sincère rigueur que ces activités et les résultats des S.A.R. se trouvent consignés dans les tableaux qui suivent.

Leur lecture montrera que, jour après jour, au prix de durs efforts, le Paysanat algérien poursuit son chemin vers l'objectif qui lui est assigné.

Les résultats qu'il a déjà obtenus « marquent » incontestablement dans l'économie et la technique agricole du pays, et aussi, au moins autant, dans les cœurs des populations rurales de l'Algérie dont il est le guide et le soutien.

BILAN DE L'ACTIVITE DU PAYSANAT AU 1^{er} JANVIER 1955

I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX - ACTIVITE D'ENSEMBLE

I. — NOMBRE ET IMPORTANCE DES S.A.R.

TABLEAU I

	Au 31-12-1946	Au 31-12-1947	Au 31-12-1948	Au 31-12-1949	Au 31-12-1950	Au 31-12-1951	Au 31-12-1952	Au 31-12-1953	Au 31-12-1954
Nombre	12	82	103	122	148	158	175	187	200
Surfaces couvertes (en hectares) ..	720.000	5.613.000	7.833.480	10.108.480	11.535.480	12.696.480	16.185.058	17.105.000	17.500.000
Fellahs et pasteurs intéressés (chefs de famille)	7.100	55.717	72.917	89.417	112.150	132.500	245.343	288.309	305.000

L'année 1954 a vu 13 créations nouvelles portant le total des S.A.R. à 200 et l'importance du territoire soumis aux disciplines du paysanat à 17.500.000 hectares ; ce même le nombre des fellahs et pasteurs intéressés par les S.A.R. passe de 288.309 à 305.000.

Il convient de remarquer que ces derniers chiffres s'appliquent aux surfaces et aux individus compris dans les limites géographiques des S.A.R. organisées, ce qui ne veut évidemment pas dire que l'action du paysanat, même sous sa simple forme éducative, s'exerce déjà sur toutes les terres et au profit de tous les agriculteurs dont il s'agit. Ce résultat, qui constitue le but final à atteindre, ne pourra être obtenu qu'après de longs et patients efforts basés sur la persuasion et l'exemple et se développant progressivement à partir des noyaux-pilotes des S.A.R. d'une part, des exploitations ou des troupeaux de ceux des fellahs et des pasteurs compris dans le S.A.R. et qui sont effectivement soumis aux disciplines du paysanat, d'autre part.

2. — REPARTITION PAR TYPE DE S.A.R.

TABLEAU II

	NOMBRE	SURFACES COUVERTES	FELLAHS ET PASTEURS INTERESSES
Céréaliculture	81	1.693.000	
Arboriculture	46	750.000	196.900
Elevage	67	14.918.000	103.000
Oasiens	6	139.000	5.100
	200	17.500.000	305.000

3. — IMMEUBLES CONSTRUITS

TABLEAU III

	Au 31-12-1949		Au 31-12-1950		Au 31-12-1951		Au 31-12-1952		Au 31-12-1953		Au 31-12-194	
	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur
Logements de moniteurs, de mécaniciens, d'ouvriers permanents	64		102		132		249	376.873.000	307	491.818.000	339	604.939.000
Centres de traitement pour ovins	32		43		52		64	59.445.000	86	75.041.000	74	82.968.000
Bâtiments d'exploitation hangars, ateliers, etc	27		228	320.103.000	263	472.186.000	332	229.919.000	398	317.001.000	433	387.129.000
Huilleries, usines d'extraction d'huile de grignons....	—	148.270.000	1		2		2	41.000.000	3	59.000.000	3	61.329.000
Centre de conditionnement de figues.....	—		—		1		1	4.754.000	1	4.754.000	1	5.081.000
Divers (ateliers de séchage de figues, silos à fourrages, etc)	—		—		—		73	30.991.000	112	60.959.000	125	64.732.000
TOTAL.....								742.982.000		1.008.573.000		1.206.178.000

L'effort entrepris par le paysanat en vue de réaliser sur l'ensemble du territoire algérien l'infrastructure indispensable à son action se poursuit régulièrement. On notera le faible prix de revient unitaire des immeubles, réalisés pour la plupart, soit en régie, soit avec le concours de petits entrepreneurs locaux dans un esprit de stricte économie.

4. — MATERIEL MECANIQUE COLLECTIF

TABEAU IV

	Au 31-12-1949		Au 31-12-1950		Au 31-12-1951		Au 31-12-1952		Au 31-12-1953		Au 31-12-1954	
	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur
Tracteurs	70		134		220		277	671.339.000	355	991.376.000	418	1.339.568.000
Matériel aratoire	180		336		347		875	196.984.000	1.027	239.815.000	1.266	307.576.000
Autre matériel agricole, dont matériel de moisson, battage et bottelage	62		132		198		210	81.897.000	276	113.900.000	317	126.449.000
Matériel roulant (camions camionnettes, jeeps, motos remorques)	75		131		190		309	120.297.000	430	169.821.000	517	236.818.000
Matériel de terrassement (angledozers, scrapers, niveleuses, moteurs-graders)	5	160.000.000	13	364.982.369	30	814.668.000	62	105.698.000	73	110.902.000	96	151.714.000
Tank de désinsectisation sous vide	—		1		1		1	3.000.000	1	3.000.000	1	3.000.000
Matériel pour la protection des cultures et du chepté contre les parasites (poudreuseuses, pulvérisateurs etc.)	—		—		—		65	5.355.000	70	6.514.000	84	6.972.000
Matériel des ateliers de réparation	—		—		—		—	20.345.000	—	26.322.000	—	35.365.000
Cheptel de trait, petit matériel et outillage divers ...	—		—		—		—		—	31.067.000	—	38.583.000
TOTAUX								1.247.715.000		1.694.717.000		2.268.645.000

Le parc mécanique des S.A.R. s'accroît régulièrement 163 tracteurs de plus en 1954) et raisonnablement La mise en service de matériels nouveaux nécessite en effet une organisation complexe : recrutement de conducteurs de véhicules, aménagement d'ateliers de dépannage, organisation de l'approvisionnement en carburant et lubrifiant, rotation des tracteurs, etc.) qui interdit absolument toute hâte excessive et préjudiciable à la rentabilité de l'entreprise.

5. — TRAVAUX EFFECTUES PAR LE MATERIEL MECANIQUE COLLECTIF

TABEAU V

CAMPAGNES	LABOURS		Banquettes de D.R.S.	Ouverture et entretien de pistes	Terrassement Nivellement	MOISSONS	BATTAGES	BOTTELAGES
	Terres à céréales	Autres labours (entretien vergers, cul. fourragères etc...)						
	(En hectares)							
1946 - 1947	2.847	1.701						
1947 - 1948	9.713	1.815						5.000
1948 - 1949	19.079	2.068		115	3.000	1.000	20.000	25.000
1949 - 1950	28.046	3.127	100	729	4.000	2.000	48.000	40.000
1950 - 1951	45.690	12.335	210	1.100	36.000	2.800	56.000	60.198
1951 - 1952	61.084	11.761	590	1.669	437.170	79.767	82.387	68.300
1952 - 1953	98.035	12.461	117	1.962	546.000	60.500	104.000	89.400
1953 - 1954	108.700	16.200	136	2.518	562.700	82.900	98.900	
Totaux.....	373.194	61.468	1.153	8.093	1.588.870	228.967	409.287	287.898

On notera, malgré un printemps très pluvieux qui a considérablement ralenti l'emploi des tracteurs, l'accroissement très sensible des travaux de toute nature effectués par le matériel des S.A.R.

La moyenne d'emploi de chaque tracteur s'établit cette année à 1.115 heures (1.200 heures en 1953).

6. — NOYAUX-PILOTES - TROUPEAUX DE SELECTION - RUCHERS DE DEMONSTRATION

TABEAU VI

Situation au :	NOYAUX-PILOTES		TROUPEAUX DE SELECTION		RUCHERS DE DEMONSTRATION	
	Nombre	Surface (en hectares)	Nombre	Effectif	Nombre	
31-12-1947	—	—	2	202	—	—
31-12-1948	—	—	3	230	—	—
31-12-1949	18	1.300	12	1.200	4	4
31-12-1950	37	2.755	30	4.254	20	20
31-12-1951	60	4.755	45	8.338	35	35
31-12-1952	119	9.736	65	17.153	57	57
31-12-1953	138	11.519	78	18.600	67	67
31-12-1954	148	12.107	87	23.916	81	81

Ces réalisations sont les « cellules » de base du paysanat ; elles permettent, dans chaque S.A.R., de faire sous les yeux des fellahs et des pasteurs, la démonstration de la valeur des méthodes modernes de culture et d'élevage en même temps qu'elles contribuent à assurer la rentabilité des entreprises. Elles constituent un point d'appui et ne revêtent jamais le caractère d'une exploitation collective. Ce serait aller à l'encontre de l'objectif essentiel du Paysanat qui est d'aider l'exploitant familial et ainsi de le consolider dans ses moyens de production.

7. — RECASEMENTS REALISES

TABEAU VII

Situation au :	31-12-1949	31-12-1950	31-12-1951	31-12-1952	31-12-1953	31-12-1954
Nombre de fellahs (chef de famille).....	930	1.612	1.731	1.731	1.741	1.800
Surfaces (en hectares)	9.800	15.640	18.134	18.134	18.259	18.900

Le recasement était l'objectif essentiel du Paysanat à l'origine. Faute de terres vacantes, il est devenu l'accessoire, mais tous les domaniaux, les communaux et les terres de montagne mises en valeur par la D.R.S., ainsi que les régions sahariennes rendues productives par les forages du S.C.H., continueront à être utilisés par le Paysanat au profit de familles nécessiteuses qui ne chercheront plus, de ce fait, à se rapprocher des centres urbains où elles ont tendance à créer des bidonvilles.

8. — HABITAT (Logements de fellahs)

TABEAU VIII

Situation au :	31-12-1949	31-12-1950	31-12-1951	31-12-1952	31-12-1953	31-12-1954
Nombre de logements	340	390	435	435	435	435
Valeur	160.000.000	176.000.000	190.000.000	190.000.000	190.000.000	190.000.000

L'habitat doit être le couronnement de l'effort de production du fellah. Aidé par la collectivité, il doit y investir les suppléments de richesses qu'il acquiert par son travail et par les moyens que lui donne le S.A.R. Le nombre de logements familiaux construits serait en très net accroissement si les S.A.R. bénéficiaient d'une aide du « Fonds de l'Habitat ». Dans l'état actuel des choses, le Paysanat ne peut plus entreprendre sur ses dotations propres la construction de logements pour fellahs, mais il a constitué depuis 1952, dans certaines S.A.P., des dépôts de matériaux de construction qui facilitent les initiatives privées ; l'essai tenté ayant été concluant, il a été étendu en 1953 et 1954 (30 dépôts constitués au 31-12-54 - 150 millions de matériaux vendus au cours de l'année).

Le tableau ci-dessus se rapporte à des réalisations faites à l'aide de crédits budgétaires ou d'avances consenties aux S.A.P., les immeubles construits restant la propriété de ces organismes.

9. — CADRES TECHNIQUES REGIONAUX ET LOCAUX

TABLEAU IX

	Au 31-12-1949	Au 31-12-1950	Au 31-12-1951	Au 31-12-1952	Au 31-12-1953	Au 31-12-1954
Nombre d'adjoints techniques du Paysanat.	—	—	—	17	22	28
Nombre de moniteurs	80	98	113	158	165	173
Nombre de mécaniciens	—	5	15	32	36	41
Nombre de conducteurs de tracteurs	—	—	—	300	329	440

Le recrutement des adjoints techniques du Paysanat se poursuit à la cadence de 5 à 8 agents par an.

C'est par mesure d'économie que 173 moniteurs seulement sont en fonction au 31 décembre 1954 pour 200 S.A.R. existants. Deux S.A.R. voisins peuvent, en effet, se contenter à leurs débuts d'un seul moniteur. C'est ce qui se produit dans tous les cas possibles. Ces agents sont rétribués en principe sur les ressources propres du S.A.R. à partir de la troisième année qui suit sa création.

Il y a lieu de noter, par ailleurs, que le recrutement de ces agents réclame des hommes jeunes et actifs, enthousiastes, acceptant de vivre dans des centres éloignés où souvent la vie est rude, ce qui ne manque pas de soulever des difficultés à cet égard.

Cinq stages de perfectionnement groupant 75 moniteurs ont été organisés au cours de l'année dans les principales écoles d'agriculture et centres éducatifs d'Algérie.

10. — TOTAL DES CREDITS INVESTIS DEPUIS 1946 (en millions de francs)

TABLEAU X

	Au 31-12-1947	Au 31-12-1948	Au 31-12-1949	Au 31-12-1950	Au 31-12-1951	Au 31-12-1952	Au 31-12-1953	Au 31-12-1954
Subventions (budget)	710	867	1.135,2	1.558,6	2.004,7	2.586,3	3.160,3	3.943
Avances (fonds commun des SAP)	230	335	475,7	725,7	995,7	1.455,7	1.979,5	2.780,1

Les avances ont servi à financer le matériel mécanique collectif (2/3 de sa valeur), les troupeaux de sélection, une partie des dépenses relatives à la création des noyaux-pilotes, ainsi que les travaux, les plantations et les équipements (cheptel vif et mort) dont on bénéficie individuellement les fellahs dans le cadre des S.A.R.

Des 3.943.000.000 de francs dont le Paysanat a bénéficié depuis 1946 sur les fonds budgétaires, il convient de déduire 500 millions qui ont été affectés en 1947 à des travaux d'hydraulique et de D.R.S. Depuis cette date les travaux de l'espèce sont financés par le S.C.H. et la D.R.S. à l'aide de leurs ressources propres.

On peut donc considérer que les crédits budgétaires affectés aux réalisations paysanales proprement dites, depuis le début, s'élèvent à 3 milliards 443 millions de francs.

II - ACTIVITE PARTICULIERE DES DIFFERENTS TYPES DE S.A.R.

A. — S.A.R. DE CULTURE (CEREALICULTURE-ARBORICULTURE-OASIENS)

1. — EQUIPEMENTS INDIVIDUELS REALISES (cheptel vif et mort)

TABEAU XI

	1946 à 1949	1950	1951	1952	1953	1954	Total
CHEPTEL MORT							
Nombre de fellahs équipés	2.938	1.953	2.175	352	617	680	9.215
Valeur des équipements	55.000.000	35.075.742	58.500.000	39.869.000	12.800.000	81.000.000	282.244.742
CHEPTEL VIF							
Nombre de fellahs équipés	310	150	180	779	890	972	3.278
Valeur des équipements	8.900.000	5.000.000	9.000.000	35.894.000	48.800.000	79.500.000	187.094.000

Le nombre des fellahs équipés individuellement en cheptel mort par les S.A.R. est sensiblement de même ordre que l'année dernière. Il y a lieu de noter à ce sujet que de nombreux fellahs acquis aux idées de modernisation rurale se sont procurés directement dans le commerce, sur les conseils des moniteurs de S.A.R., le matériel qui leur était nécessaire sans passer par la section spécialisée de la S.A.P.

Le présent recensement reflétant l'activité directement exercée par le Paysanat, il n'a pas été tenu compte des achats particuliers dont il s'agit.

On notera, par contre, une augmentation sensible des équipements en cheptel vif.

2. — AIDE APPORTEE AUX FELLAHS SOUS D'AUTRES FORMES

TABLEAU XII

	1946 à 1949	1950	1951	1952	1953	1954	Total
Echange gratuit de semences améliorées ou sélectionnées de blé dur :							
Quantité (en quintaux)	81.150	25.159	20.000	22.216	40.902	20.000	209.427
Valeur	220.000.000	85.000.000	80.000.000	98.865.000	160.000.000	95.000.000	738.865.000
ENGRAIS :							
Quantité (en quintaux)	37.000	18.000	20.000	21.304	31.291	57.789	185.384
Valeur	53.000.000	22.000.000	28.000.000	30.427.000	52.100.000	87.018.000	272.545.000

Les quantités de semences sélectionnées ou améliorées utilisées dans le cadre des campagnes « d'échange », financées par la S.A.O.N.I.C., sont en diminution. Les bons résultats obtenus par les fellahs ayant bénéficié de ces « échanges » au cours des précédentes campagnes leur ont en effet permis de disposer par prélèvement sur leurs propres récoltes, des quantités de semences améliorées sinon suffisantes à couvrir leurs besoins, du moins à les satisfaire en partie.

L'emploi des engrais continue de se développer activement.

3. — PRODUCTIONS NOUVELLES INTRODUITES EN MILIEU MUSULMAN

TABLEAU XIII

	Surfaces (en hectares) consacrées aux nouvelles cultures							
	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Lentilles	—	500	1.000	5.106	5.500	5.200	5.800	6.500
Plantes alcooligènes	—	—	50	88	4	20	20	18
Plantes textiles	—	—	—	2	36	218	240	700
Tabacs	—	—	—	—	—	159	900	750
Riz	—	—	—	—	—	—	9	80

La culture des lentilles et surtout celle du coton progressent sensiblement ; celle du tabac est en légère diminution en raison des dispositions nouvelles arrêtées par les Tabacoops et tendant à obtenir une production qui équilibre les besoins et recueille l'amélioration de la qualité. Le paysan s'attache à assurer la réussite de cette politique de qualité.

A noter l'extension de la riziculture en milieu musulman (région du Bas-Chélif).

4. — PLANTATIONS ARBUSTIVES RÉALISÉES ET ENTRETENUES DANS LE CADRE DES S.A.R.

TABLEAU XIV

ANNÉES	Plantations arbustives (fruitières et forestières) réalisées dans le cadre des S.A.R.		Vergers de montagne sur banquettes dont l'entretien est assuré directement par les S.A.R.		Olivettes du Hodna		Palmeraies du Sud	
	Surfaces	Nbre d'arbres	Surfaces	Nbre d'arbres	Surfaces	Nbre d'arbres	Surfaces	Nbre d'arbres
1946					100	1.000		
1947	82	6.500			900	14.400		
1948	536	42.800	150	12.000	1.000	16.000		
1949	2.382	190.000	600	48.000	800	12.800	18	2.250
1950	2.758	220.000	350	28.000			40	5.000
1951	3.859	308.000	1.400	112.000			70	8.750
1952	8.277	614.879	2.859	250.000			8	1.000
1953	5.500	464.800	1.338	67.583			10	1.500
1954	6.400	646.600 (1)	1.977	100.632			12	1.477
Total	29.794	2.493.579	8.674	618.215	2.800	44.800	162	19.977

(1) dont 335.340 arbres fruitiers et 311.260 arbres forestiers.

Les plantations arbustives en montagne (D.R.S.) ou en plaine se développent à une cadence soutenue. Les vergers de montagne aménagés par le Service de la D.R.S. et dont l'entretien est confié aux S.A.R. occupent en 1954 une surface nettement supérieure à celle de l'année précédente.

En attendant leur mise à fruit, les olivettes du Hodna sont entretenues avec le maximum de soins mais aussi avec le plus grand souci d'économie.

En ce qui concerne les palmeraies, leur extension, qui atteint cette année 12 ha, est fonction de la réalisation par le Service de l'Hydraulique de nouveaux forages.

5. — TRAITEMENT ET CONDITIONNEMENT DES PRODUITS

TABLEAU XV

	1950		1951		1952		1953		1954	
	Nombre d'ateliers ou d'usines	Quantités de fruits traités (quintaux)	Nombre d'ateliers ou d'usines	Quantités de fruits traités (quintaux)	Nombre d'ateliers ou d'usines	Quantités de fruits traités (quintaux)	Nombre d'ateliers ou d'usines	Quantités de fruits traités (quintaux)	Nombre d'ateliers ou d'usines	Quantités de fruits traités (quintaux)
Ateliers de séchage de figes....	6	500	12	2.000	20	2.300	21	4.173	25	5.833
Centres de conditionnement de figue: sèches	1	350	1	1.310	1	1.450	1	3.035	2 (1)	4.366
Usines d'extraction d'huile d'olive	1	1.586	1	3.800	1	4.600	2	6.453	2	6.210
Usine d'extraction d'huile de grignons	—	—	1	—	1	1.480	1	3.224	1	2.828

(1) dont un installé dans un immeuble en location.

Cette rubrique ne figure dans les bilans que depuis 1950. Elle traduit l'intervention du Paysanat dans le domaine de la valorisation de la production

Les deux huileries par pression permettent d'extraire 15 à 20 % d'huile de plus que les installations artisanales. En outre, la qualité supérieure du produit obtenu en permet un écoulement plus facile et plus rémunérateur par l'intermédiaire d'une coopérative de droit commun où Européens et autochtones collaborent sur le plan économique en toute indépendance ; cette institution est d'une haute portée éducative.

De son côté, l'usine de grignons a traité 2.828 quintaux pour sa deuxième campagne, ce chiffre comprenant exclusivement des grignons frais qui ont fourni des huiles bouchables. Les grignons épuisés servent, après tamisage, de combustible (débris de noyau) et de matière première pour la fabrication d'engrais azotés (débris de pulpe).

Les quantités traitées, malgré une récolte nettement déficitaire dans la région de Ménerville notamment, se maintiennent très près des chiffres de l'année précédente, ce qui démontre l'intérêt que les fellahs portent à cette initiative qui a en outre moralisé les transactions dans les environs.

Quant aux ateliers de séchage de figes, étant ambulants, ils peuvent fonctionner au cœur même des figeraies. Comme pour les huiles, le producteur conserve la pleine propriété de sa récolte, et c'est bien parce qu'il y trouve son intérêt qu'il a ait conditionner par la S.A.P., puis vendre par l'intermédiaire d'une coopérative.

Cette action des S.A.R. amorce la reprise de la politique des produits de qualité, sans laquelle les figes d'Algérie notamment seraient victorieusement concurrencées, même sur le marché métropolitain, par la production étrangère.

6. — ACCROISSEMENT DE RICHESSES OBTENU DANS LES S.A.R. DE CULTURE
(noyaux-pilotes et action de rayonnement)

TABLEAU XVI

ANNEES	CEREALES		LEGumineuses		CULTURES INDUSTRIELLES (plantes alcooligènes, textiles, tabac...)		ARBORICULTURE		CULTURES FOURRAGERES		Produits traités et conditionnés (plus-values)	
	Quantités (qx)	Valeur (milliers de fr.)	Quantités (qx)	Valeur (milliers de fr.)	Quantités (qx)	Valeur (milliers de fr.)	Quantités (qx)	Valeur (milliers de fr.)	Quantités (qx)	Valeur (milliers de fr.)	Figues	Olives
1946	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1947	11.000	23.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1948	48.500	97.000	2.773	20.740	—	—	—	—	—	—	—	—
1949	95.355	205.000	5.100	31.500	4.400	1.980	—	—	—	—	—	—
1950	140.230	280.000	30.600	180.000	9.350	4.445	—	—	—	—	—	—
1951	190.000	570.000	33.000	198.000	1.503	5.619	—	—	—	—	—	—
1952	250.000	780.000	34.000	200.000	9.666	31.390	100	300	20.000	24.000	2.325	3.700
1953	305.000	976.000	26.000	156.000	21.000	239.000	5.143	14.500	35.000	35.000	3.022	4.200
1954	365.000	1.250.000	30.000	164.000	18.000	183.000	8.500	25.800	37.500	36.800	4.300	5.400
Total.....	1.405.085	4.181.000	161.473	950.340	63.919	498.434	13.748	40.600	92.500	95.800	9.347	13.300

L'accroissement de richesses indiqué dans le tableau ci-dessus a été évalué par les Présidents des Sociétés agricoles de prévoyance en faisant intervenir aussi bien pour les noyaux-pilotes que pour les exploitations privées sur lesquelles s'exerce l'action de rayonnement des S.A.R. ;

1°) *l'intégralité des récoltes obtenues sur des terres précédemment en friche ;*

2°) *l'augmentation de rendement accusée par les récoltes obtenues sur les terres soumises aux disciplines du paysanat, cette augmentation étant évaluée par rapport aux rendements constatés en culture traditionnelle échappant encore à l'action des S.A.R. ;*

3°) *la plus-value effectivement enregistrée par les produits traités et conditionnés dans les ateliers de séchage de figues et les huileries-pilotes.*

B. — S.A.R. D'ELEVAGE

1. — LUTTE CONTRE LA FAIM

TABLEAU XVII

	Mise en défens de pâturages	Aménagements pastoraux		Stocks de fourrages constitués	Caisse « Assurance-Vie-Moutons »	
		Surfaces	Plantations de cactus inermes (1)		Nombre de cotisants	Ressources
1946						
1947	5.000	10		3.370		
1948	10.000	20	10.000	4.135		
1949	40.000	80	90.000	22.830		
1950	60.000	100	150.000	67.136	8.000	3.124.500
1951	85.000	110	200.000	83.048	12.000	4.533.200
1952	69.080	100	192.400	136.481	27.630	8.858.000
1953	58.900	300	606.000	138.000	29.637	11.813.000
1954	117.000	250	433.000	150.000	31.197	12.200.000
Total	444.980	970	1.681.400	605.000	108.464	40.528.700

(1) Ces chiffres correspondent au nombre de raquettes de cactus inermes mises en terre.

Les mises en défens se poursuivent : 444.980 ha sont désormais soustraits au surpeuplement et constituent des réserves de parcours. Certaines ont permis de sauver plusieurs milliers de bêtes au cours de l'année 1954. Pendant la même période, il a été largement fait appel aux importants stocks alimentaires constitués tant par les S.A.R. que par les particuliers sous l'égide des S.A.R. Bien qu'encore insuffisamment développée, cette action a assuré en maints endroits le sauvetage d'une proportion appréciable de brebis portières et de géniteurs. Dans les troupeaux de sélection des S.A.R., les pertes n'ont pas dépassé en moyenne 6 à 8 %.

A noter que depuis 1950 où la caisse « Assurance Vie Moutons » a été créée, plus de 40 millions de francs ont été versés par les pasteurs et ont servi à constituer pour leur compte des réserves qui leur ont été ou leur seront entièrement distribuées au prorata de leurs versements. Pour qui connaît l'imprévoyance des éleveurs nomades, ce résultat présente un grand intérêt sur le plan de leur évolution psychologique et apporte par ailleurs une solution au difficile problème du financement des réserves fourragères sans faire appel aux crédits bancaires trop onéreux.

2. — LUTTE CONTRE LA SOIF

TABLEAU XVIII

	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	TOTAL
Nombre de points d'eau aménagés	0	3	40	130	151	226	283	246	224	1.303

Le programme systématique d'aménagement des points d'eau est poursuivi, en liaison avec le paysanat, par le Service de l'Hydraulique qui équipe en priorité les centres de traitement pour ovins et les territoires couverts par les S.A.R.

Par ailleurs, dix-huit « trains moutonniers » (tracteurs et remorques-citerne) ont été mis à la disposition des S.A.R. au cours des années 1952, 1953 et 1954 par l'Association Ovine Algérienne sur la dotation métropolitaine provenant du « Fonds textile ». Ce matériel a permis de sauver un grand nombre d'animaux durant l'hiver et le printemps, notamment dans la région des dayas de Laghouat.

3. — LUTTE CONTRE LA MALADIE

TABLEAU XIX

	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	TOTAL
Nombre d'animaux ayant bénéficié ou subi des :										
— Opérations de vaccination		10.800	31.298	37.653	66.689	89.773	424.302	190.500	155.000	1.006.015
— Opérations de balnéation		10.200	22.100	100.000	216.100	501.350	812.478	910.000	950.000	3.522.728
— Traitement contre les strontyloses		30.200	45.724	73.440	155.039	362.234	688.949	1.125.000	1.023.000	3.503.586
— Opérations zootechniques diverses (castrations, amputations de queues)		400	457	8.927	11.447	51.037	51.694	95.600	82.000	301.562
TOTAL des opérations		51.600	99.579	220.620	449.275	1.004.394	1.977.423	2.321.100	2.210.000	8.333.891

Les effectifs traités se maintiennent à des chiffres satisfaisants.

4. — LUTTE CONTRE LE FROID

TABLEAU XX

ANNEES	NOMBE D ABRIS MAÇONNES	NOMBRE D'ABRIS VEGETAUX	NOMBRE DE TENTES ABRIS
1946	—	—	—
1947	—	2.500	50
1948	—	10.990	50
1949	—	28.120	—
1950	101	91.992	—
1951	—	326.120	—
1952	8	27.831	—
1953	6	71.840	—
1954	42	97.400	—
TOTAL.....	157	656.793	100

Se poursuit surtout sous la forme de plantations d'arbres-abris dont on cherche, en liaison avec le Service Forestier, à ce qu'ils soient aussi des arbres-fourragers.

5. — AMELIORATION DE LA QUALITE

TABLEAU XXI

	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	TOTAL
Nombre de géniteurs sélectionnés distribués	—	152	290	380	408	427	456	119	135	2.367
Valeur de ces géniteurs	—	810.000	1.835.000	2.500.000	3.056.000	3.525.000	4.153.000	935.000	1.220.000	18.034.000

Le centre de Tadmit, les trois centres pastoraux du Service de l'élevage et les troupeaux de sélection des S.A.R. ont permis de distribuer 135 béliers sélectionnés ou améliorés.

6. — AIDE A LA RECONSTITUTION DU CHEPTTEL
(prêt: remboursables en 5 ans)

TABLEAU XXII

	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	TOTAL
Nombre d'animaux prêtés	—	10.800	20.970	16.190	20.800	3.385	1.357	2.931	7.048	83.481
Valeur des animaux	—	45.000.000	94.400.000	91.279.000	125.250.000	24.500.000	9.025.000	15.466.000	33.450.000	438.370.000
Nombre de bénéficiaires	—	499	1.148	919	999	152	68	145	605	4.535
Effectifs au 31-12-54	—	—	—	—	—	—	—	—	—	280.000
Valeur des animaux au 31-12-54..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	605.000.000

Le plus gros effort a été fait dans les années qui ont suivi la grande disette de 1945-1946 : la progression du nombre des S.A.R. d'élevage en témoignent. Cependant, des prêts relativement importants de reconstitution de cheptel ont été effectués en 1954 dans les régions d'élevage des Hauts Plateaux (Boghari, A.-Boucif, Chellala).

A noter que les effectifs prêtés ont triplé en nombre nonobstant les utilisations personnelles et les ventes qui ont permis aux familles de vivre.

7. — ACCROISSEMENT DE RICHESSES OBTENU DANS LES S.S.A.R. D'ELEVAGE (1)

TABEAU XXIII

	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	Total
I. — Accroissement obtenu par les éleveurs ayant bénéficié de prêts.									
a) Différence entre la valeur d'achat des animaux et la valeur acquise par eux en fin de chaque campagne		30.000.000	170.000.000	120.000.000	288.000.000	300.000.000	210.000.000	264.000.000	1.382.000.000
b) Estimation de la valeur des produits - animaux utilisés pour leurs besoins personnels ou vendus par les pasteurs ..						94.390.000	105.000.000	280.000.000	479.390.000
II. — Evaluation de la plus-value obtenue par les troupeaux possédés en propre par les éleveurs et soumis à l'action des S.A.R.									
(Alimentation, abreuvement, soins vétérinaires et zootechniques, protection contre le froid, etc)						153.880.000	140.000.000	200.000.000	493.880.000
III. — Revenus provenant de l'exploitation des troupeaux de sélection des S.A.R.						42.982.000	38.000.000	40.000.000	120.982.000
TOTAL						591.252.000	493.000.000	784.000.000	2.476.252.000

(1) Ne figurent dans ce tableau que les richesses provenant d'exploitations animales proprement dites. Celles ayant d'autres origines, notamment celles constituées par les réserves fourragères non consommées par les animaux, figurent au tableau « Accroissement de richesses dans les S.A.R. de culture ».

III - RECAPITULATION DES RESULTATS GENERAUX

1. — PLAN ECONOMIQUE

(1) En milliers de francs

TABIEAU XXIV

	1946	1947 (1)	1948 (1)	1949 (1)	1950 (1)	1951 (1)	1952 (1)	1953 (1)	1954 (1)	Total
Accroissement de richesses obtenu dans les S.A.R. de culture ...		23.000	117.740	238.580	464.445	773.619	1.071.735	1.427.722	1.672.000	1.788.841.000
Accroissement de richesses obtenu dans les S.A.R. d'élevage			30.000	170.000	120.000	288.000	591.252	493.000	784.000	2.476.252.000
TOTAL		23.000	147.740	408.580	584.445	1.061.619	1.662.987	1.920.722	2.456.000	3.265.093.000

Les ressources supplémentaires s'inscrivant à l'actif du Paysanat se sont élevées en 1954 à 2.456.000.000 de francs.

Ces ressources permettent théoriquement d'assurer le minimum vital de 100.000 personnes, ce qui représente 52 % de la progression démographique des populations rurales.

A noter, par ailleurs, que le montant des richesses nouvelles effectivement enregistrées grâce aux S.A.R. (3.265.093.000 francs) dépasse de 32,8 % le montant total des investissements (subventions et avances) dont le Paysanat a bénéficié, en propre, alors que, d'une part, beaucoup de réalisations faites ne sont pas encore entrées en production (arboriculture, phénicieulture, et que, d'autre part, les immeubles et le matériel acquis par les S.A.R. s'inscrivent dans ces investissements pour une somme réalisable de 3.474.823.000 francs.

Le Paysanat apparaît ainsi comme une « entreprise », au sens économique du terme, particulièrement rentable.

2. — PLAN SOCIAL

TABLEAU XXV

	De 1946 au 31-12-1949	Au 31-12-1950	Au 31-12-1951	Au 31-12-1952	Au 31-12-1953	Au 31-12-1954
Nombre de fellahs recasés	930	1.612	1.731	1.731	1.741	1.800
Nombre de fellahs logés ..	340	390	435	435	435	435
Kilomètres de pistes ou- vertes	115	844	1.944	3.280	4.850	5.946
Nombre de ponts et gués submersibles construits ..	—	—	—	110	131	263
Adductions d'eau réalisées au profit des logements des monteurs et des centres de traitement pour ovins (en kilomètres de tuyauterie)	13	18	23	33	45	65

Pour les raisons précédemment indiquées, il n'a pas été procédé en 1954 à des constructions de logements pour particuliers.

Par contre, il convient de souligner l'importance des voies de pénétration dans les douars qui sont passés de 4.850 km à fin 1953 à 5.946 km à fin 1954, facilitant les échanges commerciaux et la pratique des soins médicaux. Elles permettent d'autre part l'intervention du matériel de labours des S.A.R. et animent en un mot tous les secteurs qui en ont oeneficié.

Les travaux de pistes étant financés par les communes sur leurs crédits propres et ceux du T.I.C., et l'exécution étant assurée par le matériel des S.A.R., une liaison étroite entre les chefs de communes et les présidents des S.A.P., qui administrent les S.A.R., s'impose de façon absolue.

3. — PLAN CULTUREL

TABLEAU XXVI

	Au 31-12-1949	Au 31-12-1950	Au 31-12-1951	Au 31-12-1952	Au 31-12-1953	Au 31-12-1954
Nombre d'écoles construites dans le cadre des S.A.R.	—	6	21	55	87	124
Nombre de sections agricoles de C.P.R. intégrées dans l'organisation du Paysanat	5	9	13	13	14	14
Foyers ruraux	—	—	3	8	11	11

Les centres actifs des S.A.R. ont servi de point d'appui à l'édification d'écoles financées par les crédits délégués aux communes au titre des travaux d'initiative communale, ou réalisées dans le cadre général du programme de scolarisation de l'Algérie (Académie).

Par ailleurs, 14 sections agricoles de centres professionnels ruraux sont intégrées aux S.A.R. et permettent d'amorcer une formation professionnelle agricole.

Enfin, derniers nés, les foyers ruraux ont commencé à apporter aux fellahs des S.A.R. de saines distractions éducatives.

Ainsi l'action technique augmente la productivité des terres des fellahs et améliore leur situation économique pendant que se développent les entreprises de caractère social et culturel (écoles primaires pour les enfants, centres professionnels ruraux pour les jeunes gens, foyers ruraux pour les jeunes et les adultes).

Lentement, mais sûrement, le Paysanat continue son œuvre d'amélioration de la condition humaine en Algérie.

TABLE DES MATIERES**I. — RENSEIGNEMENTS GENERAUX, ACTIVITES D'ENSEMBLE :**

1. Nombre et importance des S.A.R.	Tableau	I - Page 3
2. Répartition par type de S.A.R.	Tableau	II - Page 4
3. Immeubles construits	Tableau	III - Page 4
4. Matériel mécanique collectif	Tableau	IV - Page 5
5. Travaux effectués par matériel collectif	Tableau	V - Page 6
6. Noyaux-pilotes - Troupeaux de sélection - Ruchers	Tableau	VI - Page 6
7. Recasement réalisé	Tableau	VII - Page 7
8. Habitat	Tableau	VIII - Page 7
9. Cadres techniques régionaux et locaux	Tableau	IX - Page 8
10. Total des crédits investis	Tableau	X - Page 8

II. — ACTIVITE PARTICULIERE DES DIFFERENTS TYPES DE S.A.R. :**A) S.A.R. de Culture :**

1. Equipements individuels	Tableau	XI - Page 9
2. Aide apportée aux fellahs sous d'autres formes	Tableau	XII - Page 10
3. Productions nouvelles	Tableau	XIII - Page 11
4. Plantations arbustives réalisées et entretenues	Tableau	XIV - Page 12
5. Traitement et conditionnement de produits	Tableau	XV - Page 13
6. Accroissement de richesses	Tableau	XVI - Page 14

B) S.A.R. d'élevage :

1. Lutte contre la faim	Tableau	XVII - Page 15
2. Lutte contre la soif	Tableau	XVIII - Page 16
3. Lutte contre la maladie	Tableau	XIX - Page 16
4. Lutte contre le froid	Tableau	XX - Page 17
5. Amélioration de la qualité	Tableau	XXI - Page 17
6. Aide à la reconstitution du cheptel	Tableau	XXII - Page 18
7. Accroissement de richesses	Tableau	XXIII - Page 19

III. — RECAPITULATION DES RESULTATS GENERAUX :

1. Plan économique	Tableau	XXIV - Page 20
2. Plan social	Tableau	XXV - Page 21
3. Plan culturel	Tableau	XXVI - Page 22

SOCIETE NATIONALE
des

ENTREPRISES DE PRESSE

6, avenue Pasteur - Alger

• Téléphone : 396-59 •



La situation économique de l'Algérie en 1954

L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE

(milliers de quintaux)

PRODUITS	1950-51	1951-52	1952-53	1953-54
Céréales d'hiver	15.628	23.774	19.380	24.280
Légumes secs	676	642	609	628
Riz paddy				80
Lin	15	7,6	10,6	8,5
Coton fibre	17,3	20,1	22,3	14,5
Betteraves sucrières		161	249	260
Tabac en vert	186	213	295	200
Pommes de terre d'été	1.214	1.229	1.254	1.335
Pommes de terre d'hiver	1.246	1.242	1.167	1.187
Figues fraîches	1.041	1.084	1.020	980
Agrumes	2.691	2.716	2.561	3.402
Olives	1.354	1.799	1.875	1.802
Raisin de table	260	208	285	270
Vins et moûts (1)	13.743	12.318	18.288	19.297
Dattes	941	966	846	1.050

La campagne 1953-54 est l'une des meilleures que l'Algérie ait connue depuis la dernière guerre. Les deux principales productions, les céréales d'hiver et les vins atteignent, en effet, des niveaux records. Selon les dernières estimations de la Direction d'Agriculture, la récolte des céréales d'hiver dépasserait 24 millions de quintaux se décomposant comme suit :

PRODUITS	Alger	Oran	Constantine	Total
Blé dur	1.758	3.077	4.725	9.558
Blé tendre	775	2.453	1.038	4.266
Orge	1.355	2.812	5.035	9.202
Avoine	169	806	130	1.105
Ensemble	4.055	9.148	10.928	24.131

(1) Milliers d'hectolitres.

Il y a lieu d'ajouter environ 150.000 quintaux pour les Territoires du Sud (résultats pas encore connus). C'est donc, en définitive, près de 24.300.000 quintaux de céréales qui ont été récoltés en 1954. Notons simplement que depuis 1900, c'est la troisième fois que le niveau de 24 millions de quintaux est atteint (1913-1939).

Si l'on compare les deux dernières récoltes, on note que l'accroissement a porté sur toutes les céréales, mais principalement sur le blé tendre.

	1952-53	1953-54	Augmentation
Blé dur	7.954	9.558	20 %
Blé tendre	3.053	4.266	40 %
Orge	7.225	9.202	27 %
Avoine	1.148	1.105	— 4 %
	19.380	24.131	25 %

En ce qui concerne les vins, les déclarations de récolte portent sur un total de plus de dix-neuf millions d'hectolitres. Ce résultat est largement supérieur à celui de l'année précédente considérée pourtant comme favorable.

Le tableau ci-dessous résume l'évolution des productions pour les dernières années.

RECOLTE DES VINS EN ALGERIE (milliers d'hectolitres)

DEPARTEMENTS	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Alger	5.561	5.387	5.061	3.928	7.079	6.171
Oran	7.715	7.794	7.643	7.331	9.921	11.907
Constantine	1.191	1.115	1.038	1.059	1.288	1.219
Total	14.467	14.296	13.742	12.318	18.288	19.297

L'accroissement d'ensemble entre les années 1953 et 1954 marque une évolution différente selon les départements puisque en définitive, seul le département d'Oran voit sa production augmenter. Cette augmentation est d'ailleurs uniquement imputable à l'amélioration des rendements, les surfaces en production ayant même été légèrement réduites.

Voici d'ailleurs les rendements à l'hectare pour les deux dernières récoltes :

DEPARTEMENTS	1953	1954
Alger	72,3	63,2
Oran	39,0	46,9
Constantine	68,0	61,8
ALGERIE	49,3	52,0

En ce qui concerne les prix, il semble que l'on puisse situer le prix moyen pondéré du degré hectolitre de la récolte 1953 entre 240 et 250, c'est-à-dire largement en baisse sur celui de la récolte 1952. Il n'est pas possible de prévoir à l'heure actuelle l'évolution des prix au cours de la campagne en cours.

Signalons seulement pour terminer quelques points particuliers. Les résultats concernant la récolte du coton sont maintenant connus. Ils sont assez irréguliers et même décevants dans le département de Constantine.

Par suite de la chute des cours des lentilles, on prévoit pour la campagne 1954-55, une réduction sensible des surfaces consacrées à cette culture (30 à 35 % dans le Sersou).

PRODUCTION INDUSTRIELLE

A. — VUE D'ENSEMBLE

La production industrielle algérienne en 1954 n'a fait que poursuivre les progrès déjà constatés en 1953. L'indice général, sans bâtiment, s'établit à 133,2 contre 122,1 en 1953, soit une augmentation de 9 %, légèrement supérieure à celle de l'indice métropolitain au cours de la même période.

Alors que les années précédentes, cet indice variait assez peu (2,5 % d'augmentation entre 1952 et 1953, 1,6 % entre 1951 et 1952) il augmente brusquement et traduit une véritable expansion de la production industrielle algérienne. Le tournant correspondant se place au troisième trimestre 1953, peu de temps après la reprise métropolitaine ; tandis que dans cette période de congés annuels, la production diminuait généralement, on la voit croître en 1953 et poursuivre nettement son expansion au cours du 4^e trimestre. Depuis cette date, l'industrie algérienne ne fait qu'augmenter en moyenne sa production.

Toutefois, cet essor n'atteint pas la construction (industrie du bâtiment et des travaux publics). Il semble que cette activité connaisse aussi son expansion, mais qu'elle soit plus faible que celle observée dans l'industrie ordinaire. Ce secteur sera d'ailleurs étudié en détail plus loin.

D'une façon générale, il a paru bon de rappeler l'évolution de l'indice de la production industrielle depuis sa date de création : la subdivision par branche paraissant très intéressante pour l'utilisateur, a donc été conservée.

SECTEURS D'ACTIVITE	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Electricité	77,8	87,3	100,0	113,6	120,3	131,6	141,1
Gaz	95,0	96,2	100,0	104,5	107,0	111,2	117,7
Houille	87,5	102,9	100,0	95,4	104,6	112,3	115,6
Industries extractives	78,7	93,8	100,0	112,7	123,3	137,1	135,0
Production des métaux	132,2	112,8	100,0	109,1	80,4	72,5	76,9
Transformation des métaux	116,7	101,8	100,0	121,5	119,0	104,2	106,7
Industries Chimiques et Parachimiques ..	102,2	103,6	100,0	130,7	112,3	121,7	141,2
Tabacs et allumettes	117,8	95,0	100,0	110,3	111,8	113,2	120,7
Corps gras, savons	128,4	133,9	100,0	98,9	92,7	100,2	126,1
Industries textiles, tapis	165,3	111,2	100,0	93,9	115,9	116,5	103,3
Papiers et cartons	38,2	57,7	100,0	185,7	131,0	166,1	196,2
Presse, Edition	—	—	100,0	104,6	103,9	98,4	96,7
Matériaux de construction	66,3	65,9	100,0	126,0	131,6	134,3	162,3
Indice sans bâtiment	89,1	88,9	100,0	116,8	119,7	122,3	133,2
Bâtiments et travaux publics	77,2	86,1	100,0	109,0	108,2	109,5	114,8
Indice général	84,1	87,6	100,0	113,6	114,9	116,9	125,7

On complètera cet aperçu rétrospectif en notant la situation de l'industrie au 4^e trimestre 1954 par rapport au 4^e trimestre 1951, période du maximum précédent de l'indice général. On obtient le classement suivant :

Augmentation notable : Electricité (+ 23 %), Gaz (+ 12 %), extraction de minerais (+ 8 %), industries chimiques (+ 13 %), corps gras et savons (+ 41 %), papier et carton (+ 66 %), fabrication de matériaux de construction (+ 45 %).

Situation stationnaire : Houille (— 2 %), tabacs et allumettes (+ 6 %).

Diminution : production des métaux (— 15 %) transformation des métaux (— 14 %), industrie textile (— 8 %), presse, édition (— 8 %).

B. — COMBUSTIBLES MINERAUX SOLIDES

1. — *Production*. — L'extraction nette de houille s'élève cette année pour l'Algérie à un total de 303 milliers de tonnes. C'est la plus forte production enregistrée depuis le début de l'exploitation du gisement de Colomb-Béchar (1917). Elle dépasse de 3 % celle obtenue en 1953.

Cet accroissement de la production n'est pas tant dû à une amélioration des rendements qu'à un renforcement du personnel ouvrier de fond. En effet, les effectifs correspondants passent de 2.173 (en moyenne) en 1953 à 2.217 en 1954, alors que les rendements paraissent stabilisés depuis 1953.

	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Production nette annuelle par mineur de fond (tonnes) ..	66,5	73,0	83,5	96,0	123,0	113,0	116,6	136,5	136,7

Le problème de l'utilisation sur place de cette houille n'a pas encore reçu de solution : la création de la ZOIA n° 1 ne semble pas pour l'instant avoir dépassé le stade des études.

Environ 200 milliers de tonnes des H.S.O. ont été employés en Algérie dans la production d'énergie ou l'industrie de transformation ; le reste a été exporté.

2. — *Consommation*. — La consommation intérieure par grands secteurs de l'économie et par provenance a été la suivante en 1954 :

PROVENANCE	Chemins de fer	Electricité	Gaz	Cimenteries	Consommation locale	Total
Houillères Sud Oranais	3.666	101.337	—	61.952	21.695	188.650
Charbons Marocains	—	—	—	51.819	17.311	69.130
Autres pays	6.141	36.197	127.699	—	397	170.434
Agglomérés	6.381	—	—	—	27.956	34.337
Ensemble année 1954	16.188	137.534	127.699	113.771	67.359	462.551
» » 1953	36.811	144.130	122.905	78.377	68.591	450.814
» » 1952	51.190	209.120	131.011	76.296	84.978	552.595
» » 1951	65.656	198.007	125.341	81.754	95.538	566.296
» » 1950	85.962	220.053	116.118	51.589	79.879	533.601

Il semble que la consommation totale ait très peu varié par rapport à 1953 (moins de 3 %).

— La forte augmentation de la consommation de houille dans les cimenteries (qui passe de 79 à 114.000 tonnes) ne fait que traduire l'essor connu actuellement par l'industrie du ciment (631.000 tonnes en 1954 contre 494.000 en 1953).

— Conjointement, il est possible d'observer une baisse extrêmement nette dans la consommation des chemins de fer, due vraisemblablement au renouvellement du parc de traction par des locomotives Diésel électriques, des autorails et des locotracteurs : de 86.000 tonnes en 1950 cette consommation passe à 16.000 tonnes en 1954.

— La très légère diminution des utilisations de la houille par E.G.A. est la conséquence de meilleures conditions hydrauliques et de la mise en service du complexe hydro-électrique de l'Oued-Agrioun (qui entraînent la diminution par rapport à 1953 de la production d'électricité d'origine thermique).

Pour faire face à ces besoins en combustibles minéraux solides, les disponibilités en houille locale n'ont pas été suffisantes ni qualitativement ni quantitativement et l'importation a dû procurer environ 250.000 tonnes (chiffre très provisoire).

C. — COMBUSTIBLES LIQUIDES

1. — Production.

La production de pétrole brut a plafonné en 1953 avec 102,3 mille m³ : la Société des Pétroles d'Aumale exploitant les gisements de l'Oued-Gueterini, seule Société productrice d'Algérie actuellement, a extrait seulement 90,7 mille m³ en 1954. C'est donc une baisse de près de 11 % qu'il faut enregistrer.

L'évolution de la production se suivra plus facilement à travers les données mensuelles (depuis 1951, puisque en 1950, la production était encore négligeable : 4.000 m³ environ).

PRODUCTION MENSUELLE DE PETROLE (mètres cubes)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1951	744	429	738	708	621	671	1.110	846	495	704	761	940
1952	985	940	3.098	3.569	3.627	3.753	4.999	5.121	7.986	8.819	6.269	6.387
1953	6.444	6.261	8.037	9.488	9.565	9.026	10.157	9.339	7.804	8.135	9.223	8.803
1954	8.466	7.235	9.075	8.241	8.463	7.656	7.148	6.994	6.941	6.479	6.668	7.363

Pour l'instant, il n'existe aucune production de gaz naturel : le stade d'exploitation n'est pas encore atteint. Le forage du Djebel-Berga, effectué par la C.R.E.P.S. dans le voisinage d'In-Salah, aurait atteint une poche de gaz : toutefois la distance de ce gisement à la côte où sont situés les centres industriels et les grandes villes, comme aussi les faibles débouchés qu'offrent les utilisateurs algériens, ne permettrait pas un transfert rentable. Simultanément, le gaz aurait jailli du Djebel Foua, au sud de Tébessa : la S.N. REPAL chargée de ces travaux, n'aurait pas encore envisagé les usages possibles de cette nappe, qui paraît néanmoins extrêmement intéressante, étant donné sa situation.

2. — Recherches.

La prospection au cours de 1954 a connu son plein essor : c'est ainsi que les crédits consacrés aux recherches de pétrole au Sahara se seraient élevés à plus de 5 milliards de francs (dont plus de 2,5 pour les forages seulement). Comme certains sondages ont été effectués en outre sur le territoire de l'Algérie du Nord, il est facile de voir tout l'importance que revêt cette activité.

Les sociétés qui pratiquent la prospection et qui sont toujours au nombre de quatre en 1954 se partagent les permis de recherches : leur zone d'études, parfaitement délimitée, découpe le territoire algérien en grands quadrilatères. La S.N. REPAL et la C.F.P.A. prospectent la bordure Nord du désert, le Sud est le domaine de la C.P.A. et de la C.R.E.P.S.

Pour l'instant, à part la découverte des poches gazeuses mentionnées plus haut, il semble que seules quelques traces d'huile aient été décelées.

3. — Consommation.

La consommation algérienne de produits pétroliers ne cesse d'augmenter.

CONSOMMATION DE PRODUITS PETROLIERS EN ALGERIE

	Essence auto (1.000 m3)	Pétrole (1.000 m3)	Gas-oil (1.000 m3)	Fuel-oil lourd (1.000 t.)	Fuel-oil léger (1.000 t.)
1938	157,9	47,4	32,4	44,4	31,4
1948	173,1	62,2	107,7	103,2	13,0
1949	204,1	59,8	111,4	110,4	15,6
1950	247,1	71,1	151,3	134,5	20,4
1951	264,0	72,3	172,3	178,5	24,8
1952	286,2	75,6	184,7	123,0	28,1
1953	309,5	80,3	216,1	201,8	31,7
1954	334,2	86,2	247,5	184,6	40,3

En particulier, la consommation d'essence auto suit sa progression régulière de 8 % par an ; celle de pétrole semble s'accélérer, puisque l'augmentation qui est de 5 % entre 1951 et 1952, s'élève à 6 % entre 1952 et 1953 et à 7 % entre 1953 et 1954 ; l'utilisation du fuel-léger enfin passe de 28.000 tonnes en 1952 à 32.000 tonnes en 1953 et atteint 40.000 tonnes en 1954.

Les consommations de fuel-lourd semblent avoir passé par un maximum en 1953 ; ceci est lié à la meilleure hydraulité qui a permis concurremment aux nouveaux ouvrages mis en service une production thermique plus faible (baisse de 25 % de la consommation par les Centrales).

Dans l'ensemble, la consommation locale de produits pétroliers s'élève à 850.000 tonnes environ, qui s'ajoutent aux 650.000 tonnes destinées à l'avitaillement des navires pour former une consommation globale de 1.500.000 tonnes, toutes importées des usines exercées métropolitaines.

D. — ELECTRICITE ET GAZ

1. — Electricité.

Comme dans tous les pays en évolution, production et consommation d'électricité ne cessent de croître.

Il a paru utile de montrer la situation en 1954 comme l'aboutissement des situations au cours des années précédentes. Ont été réunies dans le tableau ci-dessous les sources et les utilisations des disponibilités en énergie électrique (production et ventes réalisées par E.G.A.).

BILAN EN MILLIONS DE KWH.

	1949	1950	1951	1952	1953	1954
1. — Production E.G.A.	505,3	575,6	657,1	694,9	761,7	814,4
Thermique	366,1	450,0	475,8	418,0	539,9	464 7
Diésel	4,2	4,2	3,3	4,0	4,2	5,0
Hydraulique	135,0	121,4	178,0	272,9	217,6	344,7
2. — Achat à des tiers	11,0	10,8	9,8	10,1	9,4	12,7
3. — Balance des échanges (1)	— 0,1	— 1,8	— 3,9	— 2,6	— 8,8	— 10,2
4. — Utilisations locales	431,6	496,7	562,9	605,2	664,5	
Traction	57,3	58,4	60,1	63,5	64,5	
Electrochimie et métal- lurgie	25,7	61,6	57,1	50,4	61,5	
Autres H.T.	183,6	199,3	253,2	282,8	306,8	
Lumière et usage domes- tiques	110,0	120,8	134,1	147,4	165,2	
Force	55,0	56,6	58,4	61,0	66,5	
5. — Pertes et consommations intérieures	84,6	87,9	100,1	97,2	97,8	

Comme on peut le noter, la production hydraulique s'est enflée considérablement en 1954 (+ 58 %). Ce sont les apports constitués par le complexe hydro-électrique de l'Oued-Agrioun, et une meilleure production hydraulique qui s'expriment dans cette augmentation.

De leur côté, les échanges avec la Tunisie continuent à se développer.

2. — **Gaz.**

La production de gaz de ville a poursuivi sa progression lente et continue.

EMISSION DE GAZ DE VILLE EN ALGERIE

(millions de m³)

	1939	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Emission	56,3	69,1	71,4	72,2	75,2	78,7	80,5	83,7	88,6
Indice (100 = 1939)	100	123	127	128	134	140	143	149	157

(1) Importations - exportations.

La mise en service des cokeries d'Alger - Gué-le-Constantine et d'Oran - St-Hubert ont contribué au développement de cette industrie. Mais, les possibilités d'extension restent considérables, puisque même dans des villes comme Alger et Oran près de la moitié de la population n'utilise pas encore le gaz.

**

Pour conclure, il paraît intéressant de fournir un bilan énergétique, puisqu'aussi bien les disponibilités en énergie caractérisent le degré d'évolution d'une économie et qu'à leurs variations se mesurent les progrès réalisés.

Voici les consommations des diverses sortes de matières énergétiques exprimées en tonnes de charbon.

PRODUITS	ANNEES		
	1952	1953	1954
<i>Energie locale :</i>			
Charbons H.S.O.	150.000	167.300	200.800
Electricité hydraulique	144.600	117.000	183.700
Total	294.600	284.300	384.500
<i>Energie importée :</i>			
Charbons	402.600	281.100	261.700
Essence	311.300	335.200	362.000
Pétrole	90.300	96.000	103.000
Gas-oil	232.900	272.500	312.200
Fuel-oil	226.700	350.200	337.300
Total	1.263.800	1.335.000	1.376.200
Total général	1.558.400	1.619.300	1.760.700
Couverture des besoins par l'énergie locale	19 %	18 %	22 %
Indice 100 en 1952	100	104	113

L'accroissement considérable au cours des trois dernières années constitue l'indice le plus favorable d'une expansion de l'économie non agricole de l'Algérie. Les progrès constatés : 4 % de 1952 à 1953, 8,8 % de 1953 à 1954 donnent une idée de l'évolution de la production intérieure, pour sa part non agricole. On ne saurait donc trop souligner l'importance de ces résultats.

E. — INDUSTRIES EXTRACTIVES

En 1954, on a seulement extrait 2,9 millions de tonnes de minerai de fer contre 3,4 millions de tonnes en 1953. Une douzaine d'exploitations ont encore suffi pour approvisionner le marché. Le seul groupe Ouenza-Bou-Khadra a fourni près de 75 % de la production.

L'activité de la mine de Timezrit, qui avait été annulée par une grève à compter du milieu 1953, reprenait en mai, avec une production mensuelle d'environ 10.900 tonnes.

PRODUCTION DES MINES DE PLOMB ET DE ZINC (en tonnes)

	1950	1951	1952	1953	1954
Galène	2.347	4.619	7.051	11.593	14.766
Blende	1.477	5.107	8.858	28.145	40.138
Calamine	15.069	16.887	16.577	6.255	10.233

Une seule entreprise extrait la calamine ; quant à la blende, la production essentielle provient du gisement d'El-Abed, à la frontière marocaine, qui donne plus de 35.000 tonnes de blende (23.000 tonnes en 1953) et également 3.200 tonnes de galène (contre 2.300 en 1953). Les autres gros producteurs de galène sont les centres de Mesloul, Sidi-Kamber et Ichmoul.

On signalera également une forte reprise dans l'extraction des phosphates de chaux. La production qui était de 702,6 milliers de tonnes en 1952, et avait diminué jusqu'à 618,7 en 1953, se relève et atteint 757,9 mille tonnes cette année.

Le M'Zaïta semble se stabiliser autour de 100-130.000 tonnes/an, alors que le Kouif paraît plus sensible aux fluctuations générales de la demande.

F. — INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

Les divers secteurs de l'industrie de transformation ont évolué de manière contradictoire :

— les industries métalliques continuent à subir une crise liée tant à l'insuffisance des débouchés intérieurs et extérieurs qu'à la concurrence des autres pays. Une légère reprise semble se faire jour ;

— les industries chimiques (ou assimilées) se trouvent, en cette fin d'année, en pleine expansion. Le marasme de l'industrie des corps gras a complètement disparu (la production des huiles raffinées a augmenté de près de 50 %) ; la production d'acide sulfurique, base de la préparation des superphosphates, a cru de plus de 60 %. Il n'est pas jusqu'à la production d'allumettes qui ne se soit considérablement augmentée ;

— les industries textiles, par contre, sont en déclin : la fermeture des M.T.O. (1), en début 1955, paraissait l'aboutissement logique de cette évolution malheureuse ;

— les industries des matériaux de construction, qui avaient connu une certaine stabilité au cours des années 1951, 1952 et 1953, ont connu en 1954 un renouveau d'activité. La production de ciments, et celle de briques se sont brutalement développées et paraissent couvrir à peu près les besoins de l'Algérie. En revanche, les tuileries satisfont à peine à la demande. L'indice de la production du secteur matériaux de construction (base 100 en 1950), s'est élevé à 177,3 au 3^e trimestre, et a atteint le chiffre record de 189,2 au 4^e trimestre 1954. C'est dire que cette branche est celle qui a connu le plus rapide développement depuis 1950.

(1) Manufacture de textiles Oranaise à Tlemcen.

DESIGNATION	Unité	1951	1952	1953	1954
Industries métalliques :					
Acier moulé	Tonnes	752	858	580	516
Fonte moulée	»	6.480	7.212	5.983	5.735
Acier laminé	»	22.114	27.566	21.485	24.403
Emballage fer blanc	»	5.275	6.205	5.335	5.625
Câbles électriques sous caou- tchouc	»	1.676	1.479	1.218	1.543
Industries chimiques :					
Sulfate de cuivre	»	3.546	2.882	1.715	1.944
Huiles raffinées	»	20.465	20.075	21.522	30.243
Savons, savonnettes	»	13.693	10.993	11.373	12.900
Papier, carton	»	22.464	15.825	20.171	24.144
Allumettes	Milliers de boîtes	173,7	184,9	191,7	212,5
Industries des matériaux de construction :					
Ciment	1.000 Tonnes	448,4	484,8	494,2	631,1
Chaux hydraulique	»	73,8	73,2	79,7	79,2
Plâtre	»	52,3	49,7	52,5	61,7
Briques	»	286,2	282,2	275,6	325,4
Tuiles	»	50,7	57,8	56,9	55,0

Certains projets de nouvelles usines se font jour. En particulier trois sociétés se sont créées, et envisagent l'implantation d'industries diverses dans la région de Colomb-Béchar :

- une usine d'engrais azotés (production 100.000 tonnes/an) ;
- une cimenterie (30.000 tonnes/an) ;
- une usine de ferro-manganèse, exploitant les ressources locales.

Mais il est difficile de préciser l'époque où ces projets pourront être réalisés.

G. — TRAVAUX PUBLICS ET BATIMENTS

Ce secteur n'a connu depuis 1950 qu'un très faible développement. En effet, alors qu'on peut admettre en gros que la construction de logements soit en légère augmentation, le nombre de pièces par logement et surtout la superficie moyenne des logements est en régression : par là, l'activité du secteur bâtiment se maintiendrait. Quant à celle du secteur travaux publics, il semble qu'elle puisse être fortement influencée par des considérations de crédits (accordés par l'Administration pour des grands travaux) et le retard apporté à la mise au point d'un nouveau plan d'équipement.

Il paraît utile de confronter les éléments recueillis dans les 58 principales villes d'Algérie sur les projets de construction (autorisations de bâtir accordées) qui sont pleins d'enseignement en ce qui concerne le bâtiment.

Ville des départements	Nombre total des autorisations		Dont à usage d'habitation		Nombre de logements		Nombre de pièces	
	1953	1954	1953	1954	1953	1954	1953	1954
d'Alger	1.427	1.386	1.212	1.201	3.203	4.777	10.435	13.518
d'Oran	1.260	1.211	1.080	1.043	2.674	2.234	9.375	7.595
de Constantine	777	860	696	783	1.381	2.228	4.250	6.844
Ensemble des 58 villes	3.464	3.457	2.988	3.027	7.258	9.239	24.060	27.957

Seules les villes du département d'Oran accusent une baisse sensible.

Pour l'ensemble de l'Algérie, il semble que l'on puisse estimer à environ 11.000 le nombre de projets de logements (contre 8.800 en 1953, et 8.000 en 1952). En valeur, ceci représenterait à peu près 25 milliards de francs.

*
**

En conclusion, il apparaît que l'industrie algérienne a connu une phase d'expansion appréciable en 1954. Si le nombre d'entreprises nouvellement créés a été négligeable, il n'en reste pas moins que la capacité de production semble avoir été mieux utilisée que dans les années précédentes : de là l'accroissement de la production. Toutefois, l'utilisation de cette capacité n'excéderait pas 60 % environ, dans les industries de transformation et dans le bâtiment-travaux publics. Les perspectives à court terme seraient assez favorables : les chefs d'entreprises algériens consultés récemment prévoient, en effet, malgré le pessimisme qui teinte généralement leurs réponses à ce genre d'enquêtes, une légère augmentation de la production liée à des commandes en léger progrès.

(Service de la Statistique Générale)

SOCIÉTÉ NATIONALE

des

ENTREPRISES DE PRESSE

6, avenue Pasteur - Alger

Téléphone : 396-59 -

La situation financière de l'Algérie en 1954

PRIX ET SALAIRES

Les divers indices témoignent d'une stabilité certaine du niveau général des prix. C'est ainsi que pour la première fois, depuis l'origine des calculs, la moyenne annuelle de l'indice générale de prix de détail à Alger est inférieure à celle de l'année précédente. Le même fait avait été observé l'an dernier pour l'indice général des prix de gros.

Il faut noter d'ailleurs que l'indice des prix à la consommation familiale est au contraire en légère augmentation. La moyenne 1954 s'élève en effet à 141,1 contre 139,9 en 1953. Cette distorsion entre les évolutions des deux indices de prix de détail s'explique par leur composition respective. Alors que l'indice des prix de détail à Alger ne fait intervenir que des articles d'alimentation, de chauffage, d'éclairage, le savon et le tabac, l'indice d'ensemble des prix à la consommation familiale dont le but est de repérer les variations du coût de la vie pour une famille de condition modeste tient compte du prix de nombreux services.

Certains de ces services (médecin, coiffeur, leçons particulières...) dont le prix est constitué essentiellement par des salaires ne peuvent pratiquement varier que dans le sens de la hausse. Il en est de même pour les loyers d'habitation ; l'importance relative des immeubles construits postérieurement au 1^{er} janvier 1949 étant encore faible, on utilise le système de la majoration semestrielle légale.

INDICES DES PRIX DE GROS EN ALGERIE (1938=100)

A N N E E	Produits alimentaires	Produits industriels	Indice général
1953 — Décembre	2.395	3.126	2.687
Moyenne de l'année	2.461	3.140	2.733
1954 — Décembre	2.321	3.146	2.652
Moyenne de l'année	2.367	3.139	2.676
Variations en % :			
de Décembre 1953 à Décembre 1954	— 3,1	+ 0,6	— 1,3
de 1953 à 1954 (années entières)	— 3,8	—	— 2,1

L'évolution est différente dans les deux groupes considérés. En ce qui concerne les produits industriels, l'indice ne varie que dans les limites très étroites avec une légère tendance à la hausse ; en revanche, l'indice des produits alimentaires enregistre une baisse assez sensible. Elle trouve son origine notamment dans la fixation en baisse du prix des céréales de la récolte 1954 et dans un certain alourdissement des cours des vins à la suite de la forte récolte 1953.

INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION FAMILIALE A ALGER (1949 = 100)

A N N E E	Indice d'ensemble	Denrées alimentaires	Objets manufacturés	Chauffage et éclairage	Services
1953 — Décembre	140,1	132,5	124,5	152,3	206,4
Année entière	139,9	133,2	124,0	153,1	201,5
1954 — Décembre	141,3	132,8	124,5	151,5	216,8
Année entière	141,1	133,0	123,7	151,8	214,4
Variations (en %) :					
— de Décembre 1953 à Décembre 1954....	+ 0,9	+ 0,2	—	— 0,5	+ 5,0
— de 1953 à 1954 (années entières)	+ 0,9	— 0,2	— 0,2	— 0,3	+ 6,4

Le tableau précédent montre bien la faible amplitude des écarts constatés entre les deux années, exception faite pour l'indice des services. On a déjà mentionné le rôle du loyer dans l'augmentation régulière de cet indice.

Il faut noter que cette évolution est assez différente de celle de l'indice calculé à Paris qui témoigne d'une certaine tension sur le marché de détail.

INDICES D'ENSEMBLE DES PRIX A LA CONSOMMATION FAMILIALE EN 1954 (1949 = 100)

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Paris	143,2	144,1	143,6	142,4	144,2	143,8	141,9	141,7	142,6	142,9	144,2	144,9
Alger	140,2	140,9	141,0	139,9	141,1	142,1	142,0	141,6	140,6	140,5	140,9	141,3

Le minimum se situe au mois d'août pour l'indice métropolitain et au mois d'avril pour l'indice calculé à Alger. De plus, l'indice parisien est en hausse constante depuis le mois d'août alors qu'il n'en est pas de même à Alger.

Salaires.

On ne dispose pas, pour l'instant de données statistiques sur les salaires payés. Rappelons seulement que le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) est toujours fixé dans les grandes agglomé-

iations depuis le 9 octobre 1951 à 77 francs de l'heure. Une recommandation patronale demandait aux employeurs de ne pas verser à partir du 22 octobre 1953 de salaire horaire inférieur à 81 francs. Il n'est pas possible de savoir dans quelle mesure elle a été suivie d'effet.

Au cours de l'année 1954, par deux fois (8 mars et 25 octobre) le minimum de rémunération a été augmenté par une indemnité à ajouter au salaire minimum resté constant comme on l'a déjà signalé. Depuis le 25 octobre 1954, ce minimum est fixé à 91 francs pour la zone des salaires les plus élevés.

Le pouvoir d'achat des ouvriers les plus défavorisés déterminé par le salaire nominal et le mouvement des prix a donc été revalorisé au cours de l'année 1954.

ECHANGES EXTERIEURS

Résultats généraux.

Les échanges extérieurs de l'Algérie marquent une légère progression entre les années 1953 et 1954.

		1953	1954	Variations en %
Importations	Tonnage (1.000 t.)	2.666	2.872	+7,7
	Valeurs millions de frs)	202.604	217.724	+ 6,9
Exportations	Tonnage (1.000 t.)	6.673	6.779	+ 1,6
	Valeurs millions de frs)	138.810	140.279	+ 1,1

Les importations ont donc augmenté dans une proportion beaucoup plus forte que les exportations, ce qui a entraîné une aggravation du déficit de la balance commerciale qui passe de 64 milliards en 1953 à 77 en 1954. Il n'y a d'ailleurs pas lieu de s'en étonner, cet accroissement du déficit de la balance commerciale constituant la principale répercussion de l'augmentation des concours extérieurs (transferts de salaires des musulmans travaillant en Métropole, dépenses publiques de la Métropole en Algérie).

Les résultats du calcul de l'indice du volume du commerce pour l'année 1954 ne sont pas encore connus mais il est possible, les prix étant restés relativement stables, de dégager quelques conclusions de l'examen des résultats en valeur.

Les échanges par zones monétaires (milliards de francs).

La France reste toujours le premier fournisseur et le premier client de l'Algérie. Sa part (y compris les usines exercées) dans nos importations est toujours de l'ordre de 79 % alors qu'elle absorbe 70 % de nos ventes en 1953 et 73 % en 1954.

Le tableau ci-dessous permet de constater une certaine stabilité de nos échanges avec l'étranger exception faite pour les « autres devises ». Il s'agit essentiellement de nos exportations vers l'Allemagne de l'Ouest. De 4,4 milliards de francs en 1952, elles sont passées à 4,1 milliards en 1953 pour tomber à 2,7 milliards en 1954.

ECHANGES DE L'ALGERIE (milliards de francs)

	Importations		Exportations		Solde Export-Import	
	1953	1954	1953	1954	1953	1954
France et usines exercées	160,4	172,1	97,2	102,1	— 63,2	— 70,0
Union Française	18,5	20,5	13,0	12,2	— 5,5	— 8,3
Zone franc	178,9	192,6	110,2	114,3	— 68,7	— 78,3
Grande-Bretagne	2,0	1,9	12,0	11,2	+ 10,0	+ 9,3
Autres pays	0,8	0,8	0,4	0,6	— 0,4	— 0,2
Zone sterling	2,8	2,7	12,4	11,8	+ 9,6	+ 9,1
U. S. A.	5,7	6,9	1,7	1,7	— 4,0	— 5,2
Autres pays	1,2	0,8	0,2	0,2	— 1,0	— 0,6
Zone dollar	6,9	7,7	1,9	1,9	— 5,0	— 5,8
Autres pays	14,1	14,7	14,3	12,3	+ 0,2	— 2,4
Total général	202,7	217,7	138,8	140,3	— 63,9	— 77,4

Les échanges par grandes catégories de produits.

DESIGNATION	Importation (milliards de frs)		Exportations (milliards de frs)	
	1953	1954	1953	1954
Energie	12,1	12,7	1,1	0,9
Matières premières et demi-produits :				
— pour l'industrie	34,9	39,3	35,5	35,5
— pour l'agriculture	4,0	4,2	2,3	1,6
Moyens d'équipement :				
— pour l'industrie	26,3	29,2	1,5	1,1
— pour l'agriculture	4,6	5,3	0,4	0,3
Produits de consommation :				
— pour l'alimentation humaine	50,4	51,0	90,2	92,7
— Autres	70,3	76,0	7,8	8,2
Total	202,6	217,7	138,8	140,3

L'examen du tableau précédent montre que :

— l'augmentation de nos importations (15,1 milliards de francs) porte sur toutes les catégories de produits : énergie 0,6 ; matières premières et demi-produits 4,6 ; moyens d'équipement 3,6 ; produits de consommation 6,3 ;

— les produits de consommation représentent près de 59 % de nos achats à l'extérieur ;

— en ce qui concerne nos exportations, la situation est différente ; toutes les branches enregistrent une certaine contraction, exception faite pour les produits de consommation qui passent de 98 milliards à 100,9. Ce sont d'ailleurs les produits destinés à l'alimentation humaine qui enregistrent l'essentiel de cette progression (2,5 milliards de francs). La valeur des vins ordinaires en fûts ou vrac exportés passe de 46,18 en 1953 à 54,39 milliards de francs en 1954, soit une augmentation de 8,21 milliards de francs.

La balance des échanges par catégorie de produits s'établit ainsi en 1954 (milliards de francs).

	Importations	Exportations	E — I
Energie	12,7	0,9	— 11,8
Matières premières et demi-produits	43,5	37,1	— 6,4
Moyens d'équipement	34,5	1,4	— 33,1
Produits de consommation pour l'alimentation humaine	51,0	92,7	+ 41,7
Autres produits de consommation	76,0	8,2	— 67,8
	217,7	140,3	— 77,4

Cette balance montre bien le stade de développement de l'économie algérienne et l'effort à accomplir pour éviter une aggravation du déficit.



FINANCES

Disponibilités monétaires. — Il paraît inutile de reprendre le montant en valeur absolue des divers éléments qui constituent les disponibilités monétaires. Voici seulement leurs indices de variation à la fin de chaque année en prenant pour base 100 leur valeur au 31 décembre 1949.

	31 décembre					
	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Circulation fiduciaire algérienne	100	112	134	151	161	183
Banques	100	116	133	152	165	200
Caisses de crédit agricole	100	120	141	148	162	189
Chèques postaux particuliers ..	100	157	226	280	312	387
Caisses d'épargne	100	138	158	190	227	268
Bons du Trésor (particuliers) ..	100	110	109	88	117	122
Ensemble.....	100	117	138	156	172	200

L'ensemble des disponibilités monétaires marque une progression continue depuis 1949 ; mais les divers postes n'ont pas cru de la même façon ; les augmentations les plus fortes concernant les comptes chèques postaux détenus par les particuliers (moyens de paiement qui tend à se développer) et les dépôts dans les caisses d'épargne. Les bons du trésor seraient au contraire stabilisés depuis 1953. Bref, on soulignera, comme indices favorables, le gonflement en 1954 des dépôts aux chèques postaux dans les banques et dans les caisses d'épargne puisqu'ils traduisent un accroissement réel de la trésorerie des entreprises et de l'épargne des particuliers. La stabilité des prix n'est sans doute pas étrangère à cette évolution.

B. — *Projet de budget pour 1955-56.*

1. — *Budget ordinaire.* — Le montant du budget ordinaire pour 1955-56 s'élève à 96.854 millions de francs, soit 8.100 millions environ de plus qu'en 1954-55, étant entendu que pour ce dernier exercice on a pris en considération le montant des dépenses ordinaires net de la participation au budget extraordinaire (1.500 millions). Dans le projet actuel le budget ordinaire ne finance plus le budget extraordinaire, tout au moins directement. Par rapport au dernier exercice la progression des dépenses ordinaires atteint presque 10 % ; par rapport à 1949-50 elle est donc de 90 p. 100, autrement dit le budget ordinaire évalué en francs actuels à presque doublé en six ans. La régularité de la progression donne à penser qu'elle a quelques chances de se poursuivre à l'avenir.

Nature des dépenses	EXERCICES			Coefficient d'augmentation	
	1949 (douze mois)	1954-55	1955-56	sur 1949	sur 1954-55
Dettes amortissables	2,0	9,6	10,8	5,4	1,12
Dettes viagères	0,7	1,0	1,0	1,4	1,0
Personnel	21,4	34,2	39,2	1,8	1,15
Matériel et fonctionnement des services....	7,4	13,3	14,9	2,0	1,12
Charges sociales	5,6	12,7	13,9	2,5	1,09
Subventions, participations	1,0	4,2	4,4	4,4	1,05
Services industriels	2,9	8,6	8,7	3,0	1,01

Le gonflement des dépenses de personnel, de matériel et de la dette amortissable résultent surtout de la politique d'investissements publics conduite depuis quelques années. On notera en particulier le supplément de dépenses résultant de l'effort de scolarisation: 16.800 millions contre 14.400 millions en 1954-55.

Il semble bon de signaler à nouveau un fait remarquable : l'accroissement des charges du budget ordinaire depuis 1949, peut être estimé à 51 milliards de francs actuels. D'autre part, les crédits d'équipement inscrits au budget extraordinaire (état J non compris) de 1948 à 1954 inclus donnent un total en francs comparables de 206 milliards. En admettant que l'augmentation du budget ordinaire provient de la répercussion des investissements sur les dépenses courantes de l'Etat, on obtient un rapport moyen de 25 %. En d'autres termes, 100 frs d'équipement au cours d'un exercice entraînant un supplément de 25 frs de dépenses ordinaires l'année suivante. De telle sorte que l'on pourrait prévoir le gonflement du budget à travers les seuls investissements décidés pour le nouveau plan de modernisation, si l'on admettait la constance du rapport de 25 %.

Il reste maintenant à examiner l'origine des diverses recettes ordinaires à partir de leur classification économique.

Nature des recettes	1950-51	1951-52	1952-53	Evaluations 1953-54	Evaluations 1954-55	Projet 1955-56
				(en milliards de frs)		
Impôts sur les revenus	10,0	10,2	13,6	15,4	16,9	17,3
Impôts sur la fortune	4,0	4,7	4,7	5,7	5,6	5,2
Impôts de consommation	35,3	43,0	49,0	53,8	58,5	57,6
Produits des domaines	1,2	1,8	2,0	2,3	1,9	5,0
Divers	3,3	4,2	5,5	7,1	7,2	11,8
Total	53,8	63,9	74,8	84,3	90,1	96,9
				(en proportions)		
Impôts sur les revenus	18,6	16,0	18,2	18,3	18,8	17,7
Impôts sur la fortune	7,4	7,4	6,3	6,8	6,2	5,4
Impôts de consommation	65,7	67,2	65,5	63,8	64,9	59,5
Produits des domaines	2,2	2,8	2,7	2,7	2,1	5,2
Divers	6,1	6,6	7,3	8,4	8,0	12,2
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

On peut noter que pour toutes les années, les impôts de consommation constituent environ 65 % des recettes ; les impôts sur les revenus oscillent autour de 18 % ; enfin le poste divers recouvre pour 1945-55 des ressources exceptionnelles, telles que concours métropolitain et autres.

Budget extraordinaire et crédit d'équipement.

L'année 1953 a marqué une date dans le développement de l'Algérie. Le premier plan s'arrêtait en effet à cette époque ; le deuxième plan ne devait s'ébaucher qu'à partir de 1954.

Il a paru utile de rassembler dans un tableau unique les diverses dépenses d'investissements à partir de cette année là, dépenses prévues ou correspondant effectivement à des crédits alloués.

FINANCES

DEPENSES D'EQUIPEMENT ET CREDITS D'INVESTISSEMENTS (en millions de francs courants)

NATURE DES DEPENSES	1953-54 (adoptés)	1954-55 (adoptés)	1955-56 (proposés)
I. Investissements économiques (section A et état J)			
1° Agriculture.			
— Forêts et D.R.S.	1.085	1.240	1.846
— Hydraulique agricole	6.558	6.368	8.807
— Agriculture	3.125	3.539	4.112
2° Energie et industrie.			
— Recherches minières et pétrolières	1.525	1.790	2.100
— H. S. O.	350	275	175
— E. G. A.	13.200	12.300	6.100
— Electrification rurale	600	700	705
— Artisanat, tourisme	130	360	370
— Crédit maritime	40	50	50
3° Communications et transports.			
— Transports routiers	2.675	3.158	3.607
— Transports maritimes	650	330	330
— Transports aériens	150	252	300
— C. F. A.	3.100	3.000	3.300
— P. T. T.	1.600	1.946	2.014
4° Divers.			
— Hydraulique non agricole	975	1.205	1.980
— Programme spécial	—	—	100
II. Investissements sociaux (section B)			
1 - Education nationale	4.846	4.710	5.694
2 - Formation professionnelle (adultes)	350	200	480
3 - Santé publique	2.575	2.295	2.400
4 - Habitat	1.100	1.483	1.670
III. Investissements administratifs et immobiliers (section C)			
	1.612	1.483	1.677
Total	46.246	46.684	47.817
dont crédits destinés aux établissements nationaux..	16.650	15.575	9.575

Un classement en trois groupes permet de suivre plus commodément l'évolution.

a) *Postes en augmentation.* — Forêts et D.R.S., hydraulique agricole, recherches minières et pétrolières, hydraulique non agricole, éducation nationale, formation professionnelle des adultes.

b) *Postes dont les crédits restent à peu près constants.* — Agriculture, électrification rurale, artisanat, tourisme, crédit maritime, transports, P.T.T. Santé Publique, habitat.

c) *Postes en diminution.* — H.S.O., E.G.A.

Enfin pour terminer ce rapide aperçu budgétaire, il semble bon de donner le mode de financement du budget extraordinaire (Section A. B. C.) et de l'Etat J, c'est-à-dire de la partie du budget extraordinaire affectée aux investissements économiques sociaux et administratifs.

	1953-54		1954-55		1955-56 (projet)	
	Crédits	%	Crédits	%	Crédits	%
Ressources Algériennes						
Emprunts	(1) 4.790	31	5.276	19	5.500	16
Budget ordinaire	2.275		13		»	
Caisse de réserve	4.579		»		1.017	
Reprises sur annulations	»		2.040		1.300	
Ressources exceptionnelles	1.092		550		»	
Total.....	12.736		7.879		7.817	
Ressources Métropolitaines						
F.M.E. ou F.E.E.	(2) 27.200	69	24.000	81	30.000	84
Contribution militaire	800		800		»	
Reprise sur annulations	»		»		2.000	
Fonds de progrès social (subventions) ..	150		4.000		5.000	
Ressources diverses	»		5.000			
Total.....	28.150		33.800		40.000	
Total général.....	40.886	100	41.679	100	47.817	100

(1) Blocages déduits (610)

(2) Abattements déduits (200)

On observe une lente diminution des ressources algériennes, remplacées petit à petit par des prêts métropolitains provenant du fond de Modernisation et d'équipement (ou du Fond d'Expansion Economique). Le tournant se situe vers 1953-1954 : les investissements sociaux ont entraîné un gonflement des dépenses ordinaires, sans aucune contrepartie de recettes puisqu'ils ne sont pas productifs à court terme. Dès lors les recettes ordinaires couvrent à peine les dépenses ordinaires, ne permettant plus, pour la première fois en 1955, le financement des dépenses extraordinaires.

Service de la statistique générale
Extrait du bulletin n° 1.1955

SOCIETE NATIONALE
— des —
ENTREPRISES DE PRESSE
6, avenue Pasteur - Alger
- Téléphone : **396-59** -

Situation monétaire et financière de l'Algérie en 1955

THE LIBRARY OF THE
JUN 19 1956
UNIVERSITY OF ILLINOIS

1) LA CIRCULATION MONETAIRE.

Sa répartition se trouve retracée au Tableau 1. On constate que, dans l'ensemble, la circulation monétaire algérienne a augmenté de 21 % par rapport à l'année précédente.

Cette augmentation est différente suivant les secteurs. La circulation proprement dite des billets a augmenté de 20 % ; le montant des dépôts bancaires a augmenté de 19 %. Mais ce qui frappe, c'est que les dépôts dans les caisses d'épargne et les chèques postaux ont augmenté bien davantage : ils sont, de 25 et 26 % supérieurs à ceux de l'an dernier.

Si l'on considère maintenant les variations mensuelles de la circulation dans le tableau 2, présenté sous forme de graphique, on peut faire deux constatations : tout d'abord les variations sont tout à fait parallèles à celles de l'année précédente ; ensuite, en examinant également le tableau 3 qui retrace les indices des prix, on observe que ceux-ci ont peu varié d'une année sur l'autre et que, par ailleurs, l'indice de la production industrielle, représenté au tableau 2 par une ligne pointillée — d'ailleurs d'allure descendante — a très légèrement diminué d'une année sur l'autre, tout en restant, pour 1955, très supérieur à la moyenne de 1954.

Cela signifie que l'accroissement de la masse monétaire a eu pour origine non un accroissement de la production ou une hausse des prix, mais l'augmentation sensible des paiements extérieurs de la Métropole. Ceci entraîne une certaine tendance à l'inflation.

L'emploi des moyens de paiement ainsi créés, est retracé au tableau 4, qui d'une part fait le total de l'augmentation de la masse monétaire, et de l'autre indique la répartition de cet accroissement de monnaie entre les différents secteurs qui peuvent en bénéficier.

Il apparaît d'abord que l'emploi dans l'économie proprement dite par crédits directs est assez faible, puisque c'est une somme de 9 milliards seulement qui a été employée en crédits bancaires.

La décomposition de ces 9 milliards figure dans le tableau 5, où le papier de crédit, c'est-à-dire les crédits directs est le poste qui a le plus augmenté alors que d'autres sont restées stables ou même ont diminué. Ceci n'est pas étonnant, étant donné que le recours au réescompte de l'institut d'émission par exemple n'a pas augmenté et a même diminué.

Les concours aux trésoreries de l'Algérie et de la métropole ont été plus faibles encore, puisque 7 milliards seulement de plus ont été investis dans les bons du trésor détenus par les banques ou dans les fonds des chèques postaux ou des particuliers. Il apparaît ainsi que les disponibilités des paiements de l'Algérie sur la Métropole ont absorbé la plus grande partie de l'augmentation de la

circulation monétaire. Autrement dit, l'on peut penser devant ce faible emploi en crédits directs et en concours aux trésoreries, que l'économie algérienne est dans une sorte de situation d'épargne d'attente, incomplètement employée en placements de production et utilisée en placements provisoires (bons du trésor,, chèques postaux ou caisse d'épargne).

C'est d'ailleurs ce que retrace le tableau de la répartition de la souscription des bons du trésor public au cours de l'année 1955.

2) LA BALANCE DES COMPTES.

La balance des comptes, qui est un autre moyen d'analyse, permet de voir tout d'abord que le déficit de la balance commerciale, c'est-à-dire la différence entre les importations et les exportations, est de 80 milliards, chiffre très proche du déficit de l'année précédente : 74 milliards.

L'une des conséquences d'un accroissement sensible des dépenses d'investissements, dans les premières années tout au moins, sera une augmentation sensible également du déficit de la balance commerciale jusqu'à ce que l'appareil productif puisse fournir une notable partie de la consommation ou des investissements.

Ce déficit présente d'ailleurs exactement le même aspect que l'an dernier. On s'aperçoit, en consultant le tableau 9, que les opérations sur l'étranger sont équilibrées et même légèrement excédentaires. Par contre la situation est entièrement déficitaire sur la métropole et l'Union française, c'est-à-dire que l'on a importé de la Métropole plus que l'on n'y a exporté, ce qui n'a absolument rien d'anormal.

Les autres postes de la balance des comptes sont d'abord les dépenses de voyages en Algérie et en Métropole.

Ensuite, le poste des salaires transférés de métropole en Algérie, s'élevant pour l'exercice 1955, à environ 38 milliards de francs. Pour la balance des opérations privées : commerce,, voyages, salaires, on aboutit à un déficit net de 58 milliards de francs.

A l'inverse, et comme les années précédentes, mais dans une plus forte proportion,, les opérations publiques ont été très fortement excédentaires, c'est-à-dire que, pour les capitaux publics, il y a eu un apport très important, aussi bien du budget métropolitain sous forme de dépenses courantes, que de prêts du Fonds d'Expansion Economique (ancien Fonds de Modernisation et d'Equipe-ment) ou de versements au fonds de progrès social.

C'est en effet un solde de 140 milliards environ qui peut être comme l'excédent des ressources publiques et doit être instantanément comparé avec le déficit des opérations privées, lequel ne se monte qu'à 58 milliards.

L'explication de la différence est simple. On retrouve, dans le dernier tableau de la balance des comptes : « Conditions de l'équilibre », d'abord les 34 milliards dont se sont accrues les disponibilités de la banque de l'Algérie en métropole, c'est-à-dire le potentiel d'achat de l'Algérie sur la métropole et pour le reste, les opérations privées de transfert qui se montent à 49 milliards. C'est là un chiffre qu'il importe de comparer à celui de 1954, lequel était de 43 milliards de francs. Il ne faut pas d'ailleurs se méprendre sur cette constatation car il est normal que, dans les premières années, les capitaux publics précèdent les capitaux privés et que ceux-ci vont s'investir plus volontiers sur le marché métropolitain que sur le marché algérien.

Mais il est évident que cette tendance, qui est tout à fait naturelle au début d'un effort d'investissements publics doit naturellement se renverser après un volume suffisant d'investissements publics qui créeront des conditions de rentabilité en Algérie.

Autre caractéristique, ou plus exactement autre symptôme de cette caractéristique pour 1955 : Les placements financiers en Algérie se sont marqués par les émissions publiques. Les prêteurs de l'Algérie lui ont fait largement confiance et le tableau 11 illustre le montant des emprunts placé qui est supérieur en 1955 à celui de l'année précédente puisqu'il s'est élevé à 17 milliards contre 11 milliards en 1954.

Le chiffre des emprunts toutes catégories émis en Algérie en 1955 a été nettement supérieur à celui de l'année 1954.

Parallèlement aussi, comme on le voit dans le tableau 12, les opérations traitées par la commission de cotation des valeurs mobilières ont été en nette augmentation. Il y a eu, en 1955, 324.000 titres échangés, contre 272.000 en 1954. Par ailleurs, les cours des emprunts de l'Algérie se sont, aussi bien à la commission de cotation d'Alger que sur la place de Paris, maintenus, et même dans certains cas améliorés. C'est ce qui résulte de l'examen du tableau 13, où l'on peut constater que les taux de capitalisation des emprunts en 1955 sont pour la plupart égaux, sinon supérieurs aux taux de 1954.

Pour conclure cette très rapide revue, on peut dire qu'en 1955 les conditions financières d'une expansion de l'économie ont été en partie réalisées, que l'économie n'a pas entièrement répondu à ces conditions et que, pour une part, mais pour une part seulement d'ailleurs, elle s'est investie en placements d'attente qui sont les bons du trésor, les dépôts dans les caisses d'épargne et une augmentation des disponibilités sur la métropole.

TABLEAU 1

DISPONIBILITES MONETAIRES

(en millions de francs)

	31 DECEMBRE					
	1949	1951	1953	1954	1955	1955-54
Circulation monétaire algérienne	53.460	71.400	86.070	97.792	118.256	20%
Dépôts bancaires	54.191	72.009	89.699	108.678	129.404	19%
Dépôts Crédit agricole	10.119	14.209	16.421	18.802	20.620	10%
Dépôts chèques postaux (particuliers)	4.042	9.122	12.620	15.125	19.171	26%
Dépôts au Trésor (particuliers)		1.627	1.918	1.838	1.696	
	121.812	168.367	206.728	242.235	289.147	
I. — AUTRES DISPONIBILITES						
Caisse d'Epargne - C.N.E... ..	10.216	15.000	21.567	25.006	31.330	25%
C.E.O... ..	1.560	2.400	3.858	4.587	5.817	
Bons du Trésor, particuliers, assurances et divers).....	5.479	5.957	7.379	6.707	11.308	
	17.255	23.357	32.804	36.300	48.455	
II. — RECAPITULATION						
Total I	121.812	168.367	206.728	242.235	289.147	
Total II	17.255	23.357	32.804	33.300	48.455	
	139.067	191.724	239.532	278.535	337.602	21%

TABLEAU II

VARIATIONS SAISONNIERES DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE

(Base 100 en décembre 1954)

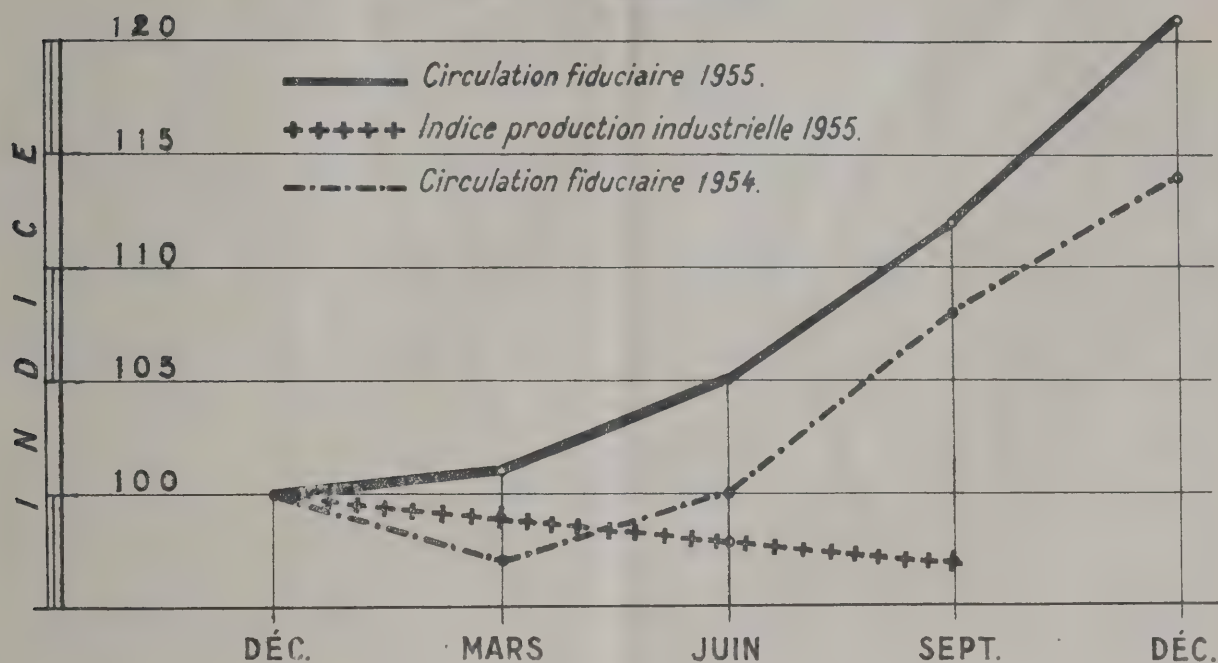


TABLEAU III

INDICES DES PRIX

(Base 100 en 1938)

	DETAIL (Alger)	GROS (Algérie)
1948	1.764	1.996
1949	2.160	2.131
1950	2.177	2.275
1951	2.354	2.592
1952	2.557	2.757
1953	2.594	2.733
1954	2.585	2.676
1955	2.580	2.692

INDICES DE PRODUCTION INDUSTRIELLE (avec bâtiment)

(Base 100 en 1950)

1950	1951	1952	1953	1954	1955 (3 ^e trimestre)
100	114,1	114,9	115,7	125,7	134

TABLEAU IV

MOYENS DE PAIEMENT CREES EN 1955 ET LEUR EMPLOI

(Estimation provisoire)

Disponibilités monétaires	+ 46,3
Ressources non monétaires des établissements bancaires (dotations budgétaires) ..	+ 4,1
Moyens de paiement créés	50,4

Concours à l'économie	+ 8,9
(en cours commerciaux et crédits directs)	
Concours aux trésors	+ 7,5
Bons du trésor détenus par les banques	+ 3,8
Emplois des chèques postaux et des fonds particuliers	+ 3,7
Avoirs en francs métropolitains et en devises de la banque de l'Algérie et de la Tunisie (part de l'Algérie)	+ 34
Emplois des moyens des paiement créés	50,4

TABLEAU V

ENGAGEMENTS ET EMPLOIS DES BANQUES

	31 DECEMBRE				
	1949	1951	1953	1954	1955
A. — Papier commercial et papier de crédit					
I. — Banques et établissements financiers:					
Papier commercial	63.081	85.867	34.424	40.679	45.082
Papier de crédit			64.083	66.845	74.625
(dont : Papier garanti)	(9.315)	(12.060)	(16.115)	(18.640)	(19.052)
II. — Crédit agricole (CACAM + FS des SAP + CPA)	18.775	28.397	38.760	46.422	45.986
III. — Banque de « Algérie et de la Tunisie:					
Papier commercial	9.531	21.892	10.953	10.116	10.012
Papier de crédit			12.766	12.313	10.839
(dont : Ctes garantis)	(867)	(2.414)	(2.163)		
B. — Bons du trésor	91.387	136.156	160.995	176.374	186.544
I. — Banques	11.094	12.807	18.733	22.718	26.074
II. — B.A.T. (escomptés ou rachetés en Algérie)	732	519	484	720	1.126
	11.826	13.326	19.167	23.438	27.200

TABLEAU VI

RÉPARTITION DES BONS DU TRÉSOR

	31 DÉCEMBRE					
	1947	1949	1951	1953	1954	1955
Banque de l'Algérie et de la	4.382	5.438	7.099	6.179	7.491	5.566
Banques agréées	6.465	8.574	11.509	17.064	20.201	24.155
(Pourcentage par rapport aux	(31,3%)	25,9 %)	(25,8 %)	(24,8 %)	(25,5 %)	(20 %)
Banques coloniales	280	25	285	286	—	—
Caisses de crédit agricole ..	1.060	67	—	—	—	—
Particuliers et divers	5.976	5.454	5.672	7.094	6.707	11.303
	18.163	19.553	24.565	30.623	34.399	41.029

TABLEAU VII

BALANCE DES COMPTES 1955

(Estimation provisoire)

	Ressources	Emplois
Opérations privées courantes		
Commerce (F.O.B.)	155 (Exp.)	235 (Imp.)
Voyages	10	14 (1)
Salaires et allocations familiales	38	1
Divers (Services revenus)	7	18
	210	256
Excédent des emplois privés courants ..		58
Opérations publiques		
Budget et comptes spéciaux du trésor métro- politain	112	4 (1)
Prêts du F.E.E., versements au F.P.S.	38	5
	150	9
Excédent des apports publics	141	
Conditions de l'équilibre		
Excédent des emplois privés		58
Excédent des apports publics	141	
Augmentation des avoirs de la B.A.T. en francs métropolitains et en devises (part de l'Algérie)		34
Opérations privées en capital (transferts vers l'extérieur) et ajustement		49
	141	141

(1) Chiffre non comparable à celui de l'année antérieure.

TABLEAU VIII

ALGERIE. — BALANCE COMMERCIALE

1949	Importations	126,9	
	Exportations	88	Déficit : 38,9
1950	Importations	151,3	
	Exportations	111,5	Déficit : 39,8
1951	Importations	203,7	
	Exportations	134,2	Déficit : 69,5
1952	Importations	222,6	
	Exportations	143,1	Déficit : 79,5
1953	Importations	201	
	Exportations	159	Déficit : 62
1954	Importations	218,4	
	Exportations	140,2	Déficit : 78,2
1955 (11 premiers mois) :			
	Importations	214,8	
	Exportations	140,4	Déficit : 74,4
12 premiers mois (chiffres approximatifs)			
	Importations	235	
	Exportations	155	Déficit : 80

TABLEAU IX

ALGERIE — COMMERCE EXTERIEUR 1955

(Répartitions par zones)

	1 ^{er} SEMESTRE			2 ^e SEMESTRE (5 premiers mois)		
	Importations	Exportations		Importations	Exportations	
France	96,8	57,6	— 39,2	76,8	44,9	— 31,9
Maroc et Union Française ..	8,2	5,4	— 2,8	9,	4,5	— 4,5
Etranger	13,4	16,8	+ 3,4	10,6	11,2	+ 0,6
	118,4	79,8	— 38,6	96,4	60,6	— 35,8

N° 118 — 20 AVRIL 1956

FINANCES

TABLEAU X

TRESOR PUBLIC

Opérations de recettes et de dépenses effectuées en Algérie
(Opérations budgétaires)

ANNEES	DEPENSES	RECETTES	EXCEDENT de dépenses
1947	13.682	1.100	12.582
1948	22.408	1.201	21.207
1949	30.910	2.009	28.811
1950	34.930	2.999	31.931
1951	49.536	3.216	46.320
1952	65.471	3.681	61.790
1953	74.755	3.395	71.360
1954	82.995	9.684	73.311
1955	116.012	11.699	104.313
(11 premiers mois			
(12 mois chiffres approximatifs)			112.000

TABLEAU XI

DISPONIBILITES ET EMPRUNTS PUBLICS

(En argent frais)

	1944	1945	1946	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Volume total des disponibilités	58.495	63.130	78.005	124.373	130.967	161.274	191.724	215.928	239.532	279.257	337.602
Emprunts publics placés par l'Algérie											
Emprunts algériens ..	2.000		2.000		2.979			2.337			
Emprunt marocain ..		288									
Emprunt africain «Pour la France»											
Bons d'Équipement				3.183	1.680	3.691	3.090	3.252	3.726	7.115	11.874
Emprunt national 5% 1949					1.200						(1)
Crédit foncier de France			180	37	432	420	518	479	1.410	900	800
Crédit national			200			225					
Electricité et Gaz d'Algérie							1.200	820	2.122	3.302	4.165
Bons de la CACAM						500			124		209
	2.000	288	2.380	3.220	6.291	4.836	4.803	6.888	7.382	11.317	17.048

(1) Chiffre comprenant des régularisations des précédents exercices.

TABLEAU XII

OPERATIONS TRAITÉES PAR LA COMMISSION DE COTATION DES VALEURS MOBILIÈRES D'ALGER

	1 9 5 3				1 9 5 4				1 9 5 5			
	Nombre de titres échangés	%	Montant des capitaux (en millions de frs)	%	Nombre de titres échangés	%	Montant des capitaux (en millions de frs)	%	Titres échangés		Capitaux	
									Nombre	%	Millions de frs	%
Fonds algériens (emprunts de l'Algérie, bons d'équipement) ..	98.006	48	911	73	149.500	55	1.424	82	218.400	67	2.141	86
Bons et obligations des collectivités et établissements publics ou semi-publics (EGA, CN E, CFF, ville d'Alger, etc...)	16.272	8	153	12	6.805	2	53	3	11.000	3	106	4
Actions et parts des sociétés	88.916	44	179	15	115.719	43	248	15	95.200	30	247	10
Total	203.914	100	1.243	100	272.033	100	1.725	100	324.600	100	2.494	100
C.R.												
Pièces	19.087		77		17.601		57		16.718		54	
Lingots	227		108		222		94		205		88	
Total général			1.428				1.877				2.636	

TABLEAU XIII

EMPRUNTS DE L'ALGERIE
(Dernière cotation de l'année)

	Cours				Taux de capitalisation (1)			
	1952	1953	1954	1955	1952	1953	1954	1955
5 % 1949	83	92	92	94	5,7	5,7	5,7	5,6
Regroupés 3,5 % 1950	66	67	70	72,5	5,4	5,3	5	4,8
Regroupés 4 % 1952	—	98,2	99,6	99,6	—	4,2	4,1	4,1
Regroupés 4,5 % 1952	85	98	99,6	99,6	5,5	4,8	4,5	4,5
Regroupés 5 % 1952	91	98	97,5	97	5,6	5,2	5,1	5,2
Capital garanti 3,5 % 1952	93	94	96,5	94,4	3,9	3,8	3,7	3,8
Bons équipement 1952 à 2, 4, 6, 8 ans	—	94	96	97,4	—	—	—	—
Bons de l'Algérie à 10 ans 1953-54				97,5				6,2
Bons de l'Algérie à 10 ans 6 % oct. 1954				98				6,2
Bons de l'Algérie à 10 ans 6 % 1955				100				6,2

(1) Les taux de capitalisation ont été calculés en déduisant du dernier cours de l'année la fraction de coupon courue.

SOCIÉTÉ NATIONALE
des

ENTREPRISES DE PRESSE

6, avenue Pasteur - Alg

- Téléphone : 396-59 -

309.65
D65
Cop.1

DOCUMENTS ALGÉRIENS

Service d'Information
du Cabinet du Gouverneur Général de l'Algérie

SERIE ECONOMIQUE

N° 119 — 26 Juin 1956

PROPRIETE FONCIERE

LE RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN ALGÉRIE

LIBRARY OF THE
AUG 10 1956
UNIVERSITY OF ILLINOIS

Chacun s'accorde à constater que le régime de la propriété foncière en Algérie est complexe. Mais seuls les initiés ou les spécialistes mesurent exactement cette complexité et en connaissent les véritables causes. Car à l'idée de complexité on est souvent tenté d'associer celle de responsabilité de l'Administration. Le but de cet exposé n'est d'ailleurs pas de plaider la cause de cette dernière et de démontrer que tout ce qu'elle a fait dans ce domaine relève de la perfection. Il appartiendra au lecteur de faire objectivement la part des choses et de distinguer, au cours d'une pareille étude, parmi les causes de cette complexité, celles qui ne sont pas imputables à la France.

Parlant des nations civilisées, André Gide n'a-t-il pas déjà dit : « La propriété foncière est de date relativement récente dans l'histoire, et, même, elle a beaucoup de peine à se constituer » ? On a pu soutenir également que « mises à part les conquêtes, l'histoire de la propriété marque le degré de l'évolution historique d'un pays et d'un peuple ».

Ces grandes vérités étant ainsi rappelées, il devient possible d'annoncer le plan qui va être suivi et qui comprendra deux grandes parties :

- situation foncière de l'Algérie avant l'occupation,
- situation actuelle,

la première partie comportant un aperçu de la législation musulmane auquel s'attache non seulement un intérêt historique mais aussi un intérêt actuel, puisque de nombreuses terres se trouvent encore placées sous le statut musulman.

CHAPITRE I (1)

§ 1^{er} — Aperçu de la Législation musulmane :

La loi musulmane, qui ne repose pas sur un texte codifié mais sur le livre saint, le Koran, et sur la tradition orale, juridique ou scolastique, ne contient aucune réglementation cohérente de la propriété foncière : on en déduit seulement diverses prescriptions, éparses et parfois contradictoires.

(1) Le texte de ce chapitre I a été emprunté à une étude anonyme antérieurement publiée et allégée de quelques paragraphes.

L'un des plus célèbres commentateurs, Sidi Khalil, résume ces règles ainsi qu'il suit :

Les territoires des pays conquis deviennent ouakf ou habous, c'est-à-dire qu'il sont immobilisés. (Trad de Perron, tome II, p. 269).

Dans le cas de capitulation, les habitants sont maintenus en possession, sauf paiement du tribut ; ils peuvent vendre et disposer (Perron, tome p. 293 à 295).

Les terres qui n'ont subi de la part de personne le fait d'appropriation, sont terres mortes ; elles n'appartiennent à personne et sont acquises au premier occupant par leur vivification ou mise en valeur (Perron, tome V, p. 3 et suivantes).

La vivification entraîne le droit de jouir d'une surface adjacente qui se prolonge jusqu'à une distance égale à celle que pourrait atteindre, par exemple, un bûcheron ou un pâtre qui, partant au point du jour, iraient l'un faire du bois, l'autre faire paître un troupeau et qui ayant rempli leur tâche, rentre- raient au pays avant le coucher du soleil.

La propriété s'établit encore au moyen de concessions faites par le Souverain. Mais les terres productives, dans les pays conquis de vive force, ne doivent être concédées qu'à titre d'usufruit par la raison que la conquête les immobilise immédiatement au profit de la communauté musulmane.

Pour vivifier une terre rapprochée d'autres terres déjà utilisées, on doit au préalable en obtenir l'autorisation du Souverain. Faute d'autorisation, l'occupant peut être expulsé par le Souverain.

Quant aux terres éloignées des terres habitées ou cultivées, elles peuvent être vivifiées sans aucune autorisation.

La propriété constituée peut être acquise par prescription en justifiant d'une possession exclusive de dix ans vis-à-vis d'un étranger et de quarante vis-à-vis d'un parent, allié ou associé.

Elle peut être transmise par vente, donation ou succession.

Elle peut être aussi immobilisée, autrement dit constituée habous dans une intention pieuse et désintéressée.

Le habous consiste à donner l'usufruit d'une chose, pour une durée égale à celle de la chose, (Perron, tome V, p. 24 et suivantes).

Les immeubles constitués habous sont inaliénables et imprescriptibles.

Le fondateur peut se réserver le droit d'en percevoir les fruits pour en faire la répartition entre les ayants droit.

Peu à peu, à la faveur de cette dernière disposition, le habous a été détourné de sa destination première et employé pour déroger au droit successoral institué par le Prophète.

D'après le Coran, les femmes sont héritières : or, les constitutions des habous, telles qu'elles sont pratiquées depuis longtemps, les excluent d'habitude de la succession en stipulant que l'usufruit des biens habousés appartiendra d'abord au fondateur, puis à sa postérité de mâle en mâle, à l'exclusion des filles.

Le droit de Chefaâ, comme le habous, a pesé d'une influence considérable sur la propriété ; ce droit permet à tout indivisaire de contraindre un acquéreur étranger de lui rétrocéder, moyennant le remboursement du prix, la part qui lui a été vendue.

Le droit de chefaâ doit être exercé dans un délai fort court, spécialement dans le cas où l'acquéreur met le copropriétaire en demeure de se prononcer immédiatement après le contrat. Mais, le retrayant est à l'abri de toute déchéance et il peut faire valoir son droit à toute époque s'il était absent au moment de la vente ou s'il n'en a pas eu connaissance ; circonstance aggravante, dans le cas de contestation, s'il nie avoir eu connaissance de la vente, il est cru sur parole à la condition de prêter serment.

Enfin, parmi les contrats qui peuvent grever la propriété, sont la rahnia et la tsenia.

La rahnia est l'équivalent de l'antichrèse ; la tsenia correspondrait à la vente à réméré. N'étant soumises à aucune formalité de publicité, elles constituent des charges occultes. Au surplus, contrairement à ce qui se passe dans notre droit français, ce sont des contrats à durée illimitée.

Il convient d'ajouter que toute convention peut être prouvée par témoins, quelle que soit la valeur sur laquelle elle porte et quel que soit le bien, meuble ou immeuble, qu'elle ait pour objet.

Comme on le voit, la législation musulmane ne prévoit aucune précaution pour prémunir les tiers contre la fraude ; elle favorise l'immobilisation par le habous et l'indivision par la chefaâ.

§ 2. — *Etat de la propriété en Algérie au moment de la conquête.*

La situation de fait de la propriété algérienne au moment de la conquête française avait pour origine les Kanouns kabyles, le droit musulman tel qu'on l'a vu au paragraphe précédent, les coutumes variées provenant du mélange des lois musulmanes et des Kanouns kabyles, et les errements établis par le gouvernement turc.

Les diverses tribus qui constituaient des unités sociales et ethniques indépendantes n'étaient pas placées sous un régime identique ; elles pouvaient être divisées en quatre catégories, selon :

- 1° - qu'elles étaient établies en terrain beylik ou de l'Etat ;
- 2° - qu'elles étaient installées sur des territoires Maghzen ;
- 3° - qu'elles possédaient des territoires melk ;
- 4° - ou qu'elles occupaient des territoires arch ou sabega.

1° - *Territoires beylik.*

Le gouvernement turc était propriétaire de vastes territoires, désignés dans le département de Constantine sous le nom d'Azal, dont il disposait au mieux de ses intérêts : tantôt il percevait directement le revenu sous forme de fermage, tantôt il en faisait l'attribution à titre d'apanage à un prince, à un fonctionnaire ou même à un service public.

Les indigènes qui les occupaient étaient de simples métayers ; ils payaient un fermage (hokor), plus l'impôt ; en outre, ils devaient un certain nombre de corvées et de prestations plus ou moins facultatives.

Le beylik avait, en outre, la disposition des terres mortes tant qu'elles n'étaient l'objet d'aucune vivification ; les bois et forêts lui appartenaient à titre privé ; il était maître également des mines et des carrières.

2° - *Territoires Maghzen.*

Les forces militaires dont disposaient les Turcs pour maintenir le pays sous leur domination étaient peu nombreuses ; pour y suppléer, ils avaient constitué des colonies militaires désignées sous le nom de

Maghzen. Profitant des désordres régnant dans le pays, les favorisant même parfois pour les besoins de leur politique, ils s'emparaient du territoire des tribus rebelles ou qui refusaient de payer l'impôt, le confisquaient et l'attribuaient aux gens du Maghzen.

Un traité intervenait alors entre le représentant du gouvernement et les familles indigènes admises à entrer dans le Maghzen. Chaque chef de famille recevait un lot de terre, des instruments de travail, des armes et un cheval. En échange, il s'engageait à fournir, à toute réquisition, un service militaire, organisé sous les ordres d'un caïd, consistant à assurer tant la répression des mouvements insurrectionnels que la perception des impôts.

Des tribus furent ainsi constituées dans toute l'Algérie, sur les points stratégiques les mieux choisis.

Les concessions territoriales faites aux gens du Maghzen, outre qu'elles étaient toujours résiliables, au gré du gouvernement, pour défaut d'exécution des conditions imposées, n'attribuaient pas à leurs bénéficiaires des droits partout uniformes : dans quelques tribus, les indigènes pouvaient disposer des terres reçues comme de leurs biens propres, les aliéner, les partager ; dans d'autres, au contraire, et c'était la généralité, ils étaient placés dans l'état de simples possesseurs, ne pouvant ni céder leur droit de jouissance à un étranger, ni les transmettre par décès à d'autres que leurs descendants mâles.

En un mot dans les tribus Maghzen, la possession du sol était essentiellement précaire.

3° - *Territoires melk.*

Les terres melk appartenaient aux occupants en pleine propriété, dans les conditions déterminées par la loi musulmane.

Elles étaient libres, aliénables à la volonté du possesseur, soumises au droit commun, donnant à celui qui en est le propriétaire le droit d'en disposer et d'en jouir de la manière la plus absolue. Elles étaient fréquemment possédées à l'état d'indivision par une nombreuse famille, surtout dans les pays arabes, car en Kabylie, au contraire, le goût de la possession privative va jusqu'à se manifester dans le partage, branche par branche, d'un seul arbre.

Par suite de l'état de guerre presque permanent qui existait dans les tribus et des difficultés que rencontrait leur conservation, les titres qui constataient la propriété de ces terres étaient peu nombreux. Dressés par des écrivains sans caractère officiel et toujours suspects de falsification, ils n'offraient aucune garantie ; en outre, faute d'indications précises, ils ne pouvaient être appliqués sur les lieux qu'avec la plus large tolérance.

D'ailleurs, que la propriété melk reposât sur un titre écrit ou sur la simple possession, ce qui était le cas le plus général, sa consistance était toujours mal définie.

Nota. — Il sera parlé à nouveau des caractéristiques des terres melk dans le chapitre II qui traite de la situation actuelle des terres.

4° - *Territoires arch ou sabega.*

On a défini comme suite cette tenure particulière :

Le fonds (du bien arch ou sabega) était réputé appartenir au souverain qui en abandonnait la jouissance à la tribu. Celle-ci usait de cette jouissance comme elle l'entendait, mais sans pouvoir aliéner le

fonds. Chaque tribu était libre d'adopter un mode de jouissance particulier, suivant les besoins ou les nécessités de la communauté. Toutefois, la règle à peu près générale était que tout membre de la tribu avait droit à la jouissance des superficies qu'il était à même de mettre en valeur. Le premier occupant conservait cette jouissance de la terre, *tant qu'il pouvait continuer à la vivifier*, et il la transmettait dans les mêmes conditions à ses héritiers mâles en ligne directe. Cette transmission s'opérait même parfois en ligne collatérale à défaut d'héritiers directs (Vignard, Conseil Supérieur, séance du 5 décembre 1882).

Nota. — Comme les terres melk, les terres arch et sabega réapparaîtront dans le chapitre II, pour le même motif.

Il y avait donc en Algérie, avant 1830, deux genres de propriété : d'un côté, le melk, bien possédé à titre privatif, régi par les statuts de la loi musulmane, de l'autre le blad el arch, la terre de tribu, bien impersonnel, possédé par des communautés et régi par les us et coutumes locaux, résultant de nécessités locales.

A cette nomenclature, il convient d'ajouter les terres du Sahara où tout système foncier n'est que fonction du régime des eaux.

Tel était, exposé aussi succinctement que possible l'état de la propriété en Algérie avant la conquête. Il est caractérisé par l'insécurité résultant des charges occultes (habous, rahnias et tsenias), par le défaut de toute précision dans la consistance des biens ruraux, par l'indivision des terres melk, par l'indécision des droits des détenteurs des terres maghzen, arch ou sabega, en un mot, par l'absence des éléments essentiels à la propriété et nécessaires à tout progrès.

CHAPITRE II

Situation juridique actuelle des terres

Avant de passer à l'examen de la situation actuelle des terres, il conviendrait d'évoquer et de suivre pas à pas depuis l'origine de notre installation, l'évolution et la transformation de l'état juridique de la propriété. C'est ce qu'on a coutume d'appeler l'histoire foncière de l'Algérie et qui consiste à analyser les différentes mesures intervenues tant dans le domaine réglementaire que législatif de 1830 à nos jours. Outre que cette analyse ne manque pas d'être longue et fastidieuse, il n'apparaît pas qu'elle soit vraiment nécessaire pour les besoins de cet exposé.

Trois textes revêtent une importance particulière :

— la loi du 16 juin 1851 qui a défini les domaines public et privé de l'Etat, des départements et des communes ;

— le sénatus-consulte du 22 avril 1863 qui a déclaré les tribus propriétaires des territoires dont elles avaient la jouissance permanente et traditionnelle à quelque titre que ce soit (terres arch) et prescrit la délimitation de leurs territoires, leur répartition entre les différents douars de chaque tribu, la détermination des biens communaux et la reconnaissance des biens domaniaux, puis l'établissement de la propriété individuelle ;

— la loi du 26 juillet 1873 dont le but peut être ainsi précisé :
mettre la propriété indigène sous le régime de la loi française,
reconnaître et constater les droits individuels dans les territoires melk,
constituer la propriété individuelle dans les territoires collectifs,
dans l'un comme dans l'autre cas, délivrer aux ayants droit des titres formant le point de départ de la propriété.

Avec cette loi est née la théorie de la francisation selon laquelle toute terre francisée passe définitivement sous le statut réel français alors que jusqu'à 1873 elle pouvait retomber sous le statut musulman.

Précisons encore que la francisation de la terre reste sans effet sur le statut personnel du propriétaire lorsque celui-ci est musulman. Ce dernier conserve donc son statut personnel qui, on le sait, gouverne notamment l'état des personnes, la loi successorale, le régime matrimonial, etc...

D'autres textes seraient encore à connaître, en particulier les lois des 16 février 1897, 4 août 1926 et 16 juin 1951. Toutes trois encore partiellement ou totalement en vigueur. Leur étude n'est toutefois pas indispensable (1) pour la compréhension de la nomenclature des terres actuelles qui va être maintenant donnée ci-après :

I. - TERRES DOMANIALES

II. - TERRES COMMUNALES

III. - TERRES DE PROPRIETE PRIVEE

Celles-ci se subdivisent en :

a) terres francisées

b) terres non francisées. (Terres soumises au statut mixte et terre melk).

IV - TERRES ARCH OU SABEGA

I. - LE DOMAINE DE L'ETAT dont la composition est indiquée par l'article 4 de la loi du 16 juin 1951 (2) comprend :

- les biens que le Code Civil attribue, en France, à l'Etat,
- les biens provenant du Beylick,
- les biens sequestrés,
- les bois et forêts.

Les biens domaniaux peuvent être aliénés — concédés — donnés à bail ou affectés à des services publics.

Les baux peuvent être, suivant le cas, passés par le Préfet assisté du tribunal administratif -- par le Gouverneur Général — ou par décret.

(1) Il suffit de savoir que ces lois, du moins les deux premières, instituent des procédures d'enquête partielle et d'ensemble qui se sont substituées à celles de la loi de 1873 qui à l'expérience avaient révélé de nombreuses imperfections.

(2) Modifiée et complétée par l'ordonnance du 13 avril 1943.

II. - LE DOMAINE COMMUNAL comprend, en dehors des bâtiments affectés aux services, les biens déclarés biens communaux par la législation de France, ainsi que les dotations prélevées sur le domaine de l'Etat, qui leur sont faites gratuitement ou à prix réduit.

Un domaine très important est celui qui, à la suite des opérations du sénatus-consulte, a été attribué aux douars considérés par la législation algérienne comme des sections de commune ayant leur personnalité morale. Ces biens — constitués pour la très grande partie, par des terres de parcours — ne peuvent être aliénés que par les djemaas et sauf autorisations accordées par le Gouverneur Général ou par décret suivant la valeur de l'immeuble déterminée par expertise:

Ils peuvent également faire l'objet de locations.

Pratiquement la durée de ces locations n'excède pas 18 ans. Les baux les plus courants sont ceux d'une durée de 3, 6 ou 9 ans. Dans les douars où les communes sont d'une étendue restreinte, l'administration recourt fréquemment à la location de gré à gré pour éviter de favoriser les fellahs les plus fortunés.

III. - LES TERRES DE PROPRIÉTÉ PRIVÉE, comprennent depuis la loi du 26 juillet 1873 deux grandes subdivisions : les terres francisées et les terres non francisées :

A) Les immeubles francisés sont sauf quelques réserves soumis à toutes les prescriptions de la loi française et les litiges auxquels ils peuvent donner lieu sont tranchés par les tribunaux français. Peu importe le statut du propriétaire, français ou musulman. Le caractère de terre francisée est indélébile. Contrairement à ce qu'avait décidé le législateur du 16 juin 1851, ce caractère subsiste, quand bien même la terre passe des mains d'un propriétaire français dans celles d'un acquéreur resté soumis au statut musulman.

Mais parmi les terres francisées, une distinction est encore à faire.

Les unes, en effet, sont francisées et purgées ; les autres simplement francisées, rendant par suite possible le conflit entre la législation française, et la législation musulmane qui ignore le système de publicité des contrats : en sorte que les droits antérieurs au titre continuent de subsister, sans autres conditions que celles exigées par la loi musulmane. Cette survivance est d'ailleurs plus théorique que pratique et on ne doit pas s'en exagérer l'importance qui va en diminuant avec l'effet du temps. Une terre — et elles sont nombreuses — acquise en totalité par la voie notariale est, au bout d'un certain nombre d'années, à l'abri de toute revendication basée sur un droit antérieur à sa francisation. Il est exact toutefois que des spéculateurs ou des ayants droit de bonne foi, conservent la possibilité de faire valoir de tels droits.

a) Les terres francisées et purgées sont :

1° - Les terres qui ont fait l'objet de titres délivrés en exécution de l'ordonnance de 1846 et par voie de conséquence, les terres situées dans les localités que l'article 1^{er} de cette ordonnance dispense des mesures de vérification qu'elle ordonne ;

2° - Les terres qui ont fait l'objet de titres délivrés en exécution des opérations de cantonnement ;

3° - Les terres pour lesquelles existent des titres délivrés en exécution de la troisième opération du sénatus-consulte de 1863 (constitution de la propriété individuelle).

Ces trois catégories de terres ne sont données que pour mémoire car d'une part elles ne peuvent exister que sur des points bien déterminés du territoire de l'Algérie du Nord. D'autre part leur francisation appelle une réserve importante : elle n'est devenue définitive qu'après la loi de 1873 et à la condition qu'entre temps, la terre ne soit pas retombée sous le statut réel musulman.

4° - Les terres qui ont fait l'objet des procédures d'ensemble ou partielles organisées par les lois de 1873, 1897 et 1926.

Ce sont, de beaucoup, les plus importantes. Une carte foncière éditée en 1952 fait apparaître sous une teinte violette tous les douars qui ont été soumis aux enquêtes de la loi de 1873 et par une teinte verte ceux auxquels a été appliquée la loi de 1926.

Les enquêtes partielles qui n'embrassent pas l'ensemble d'un territoire n'ont pu évidemment y être représentées. Il existe toutefois un fichier des douars qui renseigne exactement sur le nombre d'enquêtes partielles ouvertes dans chacun d'eux et le pourcentage de leurs terres ainsi francisées par rapport aux superficies totales. Ces pourcentages pourront être représentés par un quadrillage plus ou moins serré dans une prochaine édition de ladite carte.

Toutes ces terres sont à la fois francisées et purgées en ce sens que tous les droits réels antérieurs aux titres qui n'ont pas été révélés au cours de la procédure sont abolis alors que ceux qui ont été divulgués sont désormais soumis aux mêmes règles que les droits réels admis par la législation française.

b) Les terres francisées mais non purgées sont :

1. - Les terres dont la propriété est établie par un acte administratif ou notarié à compter du jour où la loi de 1873 est devenue obligatoire, si l'acte est antérieur à la loi, et à partir du jour même de l'acte, si ce dernier est postérieur à la loi ;

2. Les terres dont la propriété est établie par un jugement rendu, en matière française seulement, par les juridictions françaises.

B) Les terres de propriété privée soumises au statut mixte établi par la loi de 1851. Entre européens ou entre européens ou musulmans on suivait le code civil. Entre musulmans on appliquait le droit musulman. La terre pouvait ainsi passer successivement du statut français sous le statut musulman lorsqu'achetée à un musulman par un européen elle était ensuite aliénée par celui-ci à un musulman. Il s'agit là d'une catégorie bien particulière qui a cessé d'exister pour le Tell à partir de la loi de 1873 et pour les Territoires du Sud à compter du statut de l'Algérie.

Pour le Tell, le statut mixte ne peut intervenir encore que dans l'histoire d'une terre. Il se peut, en effet, que dans un procès des experts soient amenés à remonter très loin dans la filière des propriétaires et à rencontrer une situation juridique relevant du statut mixte pour la période antérieure à la loi de 1873. Dans les Territoires du Sud, les mêmes constatations sont possibles pour la période antérieure au statut de l'Algérie.

On voit donc que ce statut mixte ne peut plus jouer actuellement — hormis ces incidences — et n'a plus qu'un caractère historique.

C) La terre melk est la terre qui appartient à ses occupants, en pleine propriété, dans les conditions déterminées par la loi musulmane (voir définition donnée précédemment).

Les caractéristiques de cette forme de tenure ne se sont guère modifiées : identification physique et juridique toujours aussi imprécises avec une aggravation de l'indivision en pays arabe et du morcellement en Kabylie par suite de l'augmentation de la population.

On sait que l'indivision tient à plusieurs causes : à la loi successorale musulmane qui appelle un nombre considérable d'héritiers, à la constitution de la famille musulmane qui professe un grand respect pour l'autorité patriarcale de son chef, enfin aux dispositions des populations qui, en pratiquant une vie commune, peuvent se suffire plus aisément.

Cette situation est une des causes essentielles du sous-développement des terres melk. Elle n'est d'ailleurs pas spéciale à l'Algérie. On la retrouve au Maroc, en Tunisie et même en Afrique Noire. On peut dire que d'une façon générale les moyens imaginés pour la combattre, les uns visant à rompre complètement l'indivision, les autres à la diminuer, n'ont pas abouti à des résultats bien appréciables. La rupture totale de l'indivision risque en effet d'aboutir à une pulvérisation du sol alors que son maintien paralyse l'action des co-indivisaires. Entre ces solutions extrêmes, il y a une solution moyenne : le partage par famille ou par feu, préconisé par la loi de 1926 et pratiqué par les populations sous forme de partages provisionnels ou de jouissance. Un régime foncier de pays évolué ne saurait évidemment s'accommoder de tels partages. Or, les procédures d'enquête instituées par nos lois foncières et qui ont pour effet de franciser les terres melk n'apportent à cette situation qu'un remède temporaire. Clarifiée, souvent simplifiée par la purge attachée auxdites procédures, l'indivision ne tarde pas à renaître au bout d'un certain nombre d'années. On a même prétendu qu'elle se trouvait aggravée par la francisation qui opère, par les titres de propriété, une manière de cristallisation des quote-parts révélées. Aussi le législateur a-t-il prévu la possibilité de soumettre à de nouvelles enquêtes, les terres anciennement francisées, pensant sans doute, que la seule solution au problème ne pourrait se trouver que dans des mesures de révision et de purge périodiques.

IV. - TERRES ARCH OU SABEGA. — Ce sont les terres dévolues aux tribus, en vertu du principe posé par le sénatus-consulte de 1863 suivant lequel ces collectivités étaient déclarées propriétaires incontestables des terres dont elles avaient la jouissance permanente et traditionnelle.

La tribu — ou plutôt le douar — en possède le domaine éminent ; les membres de la tribu en exercent l'usufruit, usufruit spécial qui peut conduire à l'appropriation privée en tenant compte des caractéristiques spéciales de la terre arch qui se résument ainsi :

1. - Inaliénabilité ;
2. - Obligation de vivifier le sol pour en conserver la jouissance ;
3. - Transmission de la terre de mâle à mâle en ligne directe ;
4. Interdiction de tout contrat impliquant le titre de propriétaire ;
5. - Compétence exclusive de l'autorité administrative dans le règlement des litiges portant sur cette catégorie de terres ;
6. - Indivision rare ou très réduite du fait du mode de dévolution.

La terre arch ne peut devenir propriété privée qu'à la suite d'une enquête partielle requise par son occupant ou par un acquéreur européen ou musulman, l'acquisition ne pouvant avoir lieu que sous condition suspensive.

P R O P R I E T E F O N C I E R E

Le titre de propriété délivré en suite de cette procédure francise et forme le point de départ de la propriété.

L'administration peut également, lorsque un intérêt supérieur le justifie, procéder, en territoire collectif à des enquêtes d'ensemble aboutissant à la délivrance de titres de propriété de force identique à ceux délivrés en suite de procédures partielles.

Les terres de l'Algérie du Nord (21 millions d'hectares en chiffres ronds) se répartissent en gros, de la façon suivante :

R E P A R T I T I O N D E L A P R O P R I E T E F O N C I E R E E N A L G E R I E à la date du 6-12-1954

Terres francisées	4.969.102 ha
Terres melk non encore francisées	4.406.356 »
Terres arch non encore francisées	2.071.582 »
Domaine de l'Etat	4.694.214 »
Communaux	4.179.050 »
Domaine public	539.315 »
<hr/>	
Total	20.859.619 ha

Il est possible d'indiquer en outre, avec toutefois une approximation plus large, les sous-répartitions ci-après :

ETAT 5.190.000	domaine public : 539.315 ha	domaine ord. : 2.414.000 ha domaine forestier : 2.280.000 ha	bois et forêts 1.540.000
	domaine privé : 4.694.214 ha 5.233.529 ha		maquis et broussailles 740.000
Communaux 4.179.050	Parcours	2.879.050	
	Forestiers { bois et forêts 1.300.000 { maquis et broussailles	250.000 1.050.000	
Propriété privée 11.447.040	Propriété européenne	2.247.040	francisées 2.930.000
			melk 4.000.356
	Propriété musulmane	9.200.000	arch 2.070.000

Tels sont les chiffres auxquels les travaux de délimitation du sénatus-consulte du 22 avril 1863 d'une part, les travaux d'enquête partielle ou d'ensemble d'autre part, effectués entièrement sous la conduite de l'administration en exécution des lois de 1873, 1897 et 1926, ont permis d'aboutir. Ces statistiques s'appuient exclusivement sur des données qui ont pu être contrôlées. Pour être complet, il y aurait lieu d'y faire entrer en outre en ligne de compte d'autres données malheureusement à peu près incontrôlables. Ce sont les terres d'origine melk dont la francisation ne résulte pas d'une enquête et qui sont passées, néanmoins, sous le statut réel français par l'effet d'un jugement ou d'un acte notarié. Leurs

superficies doivent normalement s'ajouter à celles des terres francisées et venir en diminution des terres melk.

Il n'empêche que, si l'œuvre accomplie est immense, la tâche restant à réaliser demeure importante. Au surplus dans bien des régions les travaux initiaux ont beaucoup perdu de leur précision et il ne serait pas inutile de les réviser : avec l'effet du temps, les bornes ont disparu, les titres se sont égarés, les occupants se sont multipliés suivant une vraie progression arithmétique et n'ont pu échapper à la force des habitudes ancestrales. Perdant de vue les obligations résultant pour eux de la francisation ils ont laissé périmer ou bien ont passé des actes sans en respecter les formes. Des situations voisines de l'anarchie se sont ainsi recréées.

Voilà bien, une action tutélaire aurait à s'exercer utilement : éclairer le fellah sur ses droits et le mettre en garde contre ses négligences ou ses manquements à la loi, lui apprendre que si elle est francisée elle échappe à la coutume d'ailleurs plus ou moins mal définie pour les besoins du code civil, lui apprendre enfin ces notions élémentaires que sa domiciliation conditionnent la reconnaissance ou l'exercice de ses droits, l'identification de la propriété réelle à celle de la personne.

*Michel COCHET, Administrateur Civil,
Chef du Service Central de la Topographie
et de l'Organisation Foncière.*

NOTA. — En se plaçant au point de vue, non pas du caractère juridique des terres, mais de l'utilisation du sol, on peut, grosso modo, admettre que la repartition des terres, serait la suivante :

	(en culture	4.000.000
	(en repos	2.500.000
		6.500.000
Terres non cultivées		
(privées, forêts, maquis)		8.400.000
Terres improductives		
(friches, parcours, rochers, terres inutilisables)		4.000.000
Terrains urbains et industriels		2.000.000

La proportion des terres consacrées aux cultures représenterait environ le 1/3 de la surface de l'Algérie du Nord ; 2/5 seraient le lot du parcours. Le reste (1/4) représenterait la propriété de l'Etat (domaniaux ordinaires et forestiers).

Le Paysanat Algérien ⁽¹⁾

Résultats de l'activité des Secteurs d'Améliorations Rurales (S.A.R.)

ANNEE 1955

Le Paysanat se propose de trouver les solutions à tous les problèmes qui, dans le domaine et par le moyen de l'Agriculture, touchent à l'amélioration de la condition des populations rurales d'Algérie.

La population en cause se compose d'une partie évoluée : quelque 50.000 exploitations et d'une autre partie qui s'en tient encore aux pratiques traditionnelles : près de 500.000 fellahs et 150.000 pasteurs.

L'évolution de ces derniers ne peut s'accommoder des méthodes d'action indirecte qui suffisent à promouvoir les techniques modernes. Il convient d'intervenir plus directement et de disposer à cet effet d'une organisation particulière qui agira sur tous les éléments susceptibles d'influencer heureusement la condition des ruraux.

Ces éléments sont techniques, économiques, sociaux.

Le Paysanat tend d'abord, sur le plan technique, à instruire le fellah et à mettre à sa disposition les moyens nécessaires à la mise en œuvre des méthodes de production les plus modernes et déjà éprouvées dans le secteur évolué.

En matière économique, il vise à orienter les fellahs et pasteurs vers l'économie d'échange, les investissements rentables et la pratique du crédit.

L'Algérie, pour accomplir cette œuvre d'une ampleur exceptionnelle, a choisi la formule des Secteurs d'Améliorations Rurales (S.A.R.).

Le S.A.R. est un secteur territorial de la Société Agricole de Prévoyance (S.A.P.) où sont concentrés et utilisés tous les moyens nécessaires au progrès technique et économique. Le S.A.R. n'a pas de personnalité juridique propre, c'est la S.A.P. qui la détient et sert de support à la gestion administrative, comptable et financière.

(1) Voir Documents Algériens n° 115 du 30 mai 1955.

Les résultats obtenus dans le cadre des S.A.R. de 1947 au 1^{er} janvier 1956 sont consignés dans les tableaux qui suivent :

Ces tableaux sont groupés en 3 séries :

La première série comprend des renseignements généraux se rapportant à l'activité d'ensemble des S.A.R. (nombre, importance, répartition des S.A.R., immeubles construits, matériel acquis, travaux effectués, réalisations sur les noyaux-pilotes, recasements réalisés, habitat, nombre de moniteurs en service, crédits investis).

La deuxième série concerne l'activité particulière des différents types de S.A.R. en distinguant les S.A.R. de cultures (céréaliculture, arboriculture, oasiens) et les S.A.R. d'élevage.

Enfin, la troisième série rassemble les renseignements chiffrés des réalisations de toute nature auxquelles les S.A.R. ont directement ou indirectement participé.

Les renseignements chiffrés ont été recueillis auprès des Présidents de S.A.P. et contrôlés par le Commissariat au Paysan ; et aux S.A.P. de la Direction de l'Agriculture, du Paysanat, des Forêts et de la Restauration des Sols.

7. — ACCROISSEMENT DE VALEUR OBTENU DANS LES S.A.R. D'ELEVAGE (1)

TABALEU XXII

	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	Total
I. — Accroissement obtenu par les éleveurs ayant bénéficié de prêts.									
a) Différence entre la valeur d'achat des animaux et la valeur acquise par eux en fin de chaque campagne ..	30.000.000	170.000.000	120.000.000	288.000.000	300.000.000	210.000.000	264.000.000	175.000.000	1.557.000.000
b) Estimation de la valeur des produits - animaux utilisés pour leurs besoins personnels ou vendus par les pasteurs					94.390.000	105.000.000	280.000.000	420.000.000	899.390.000
II. — Evaluation de la plus-value obtenue par les troupeaux possédés en propre par les éleveurs et soumis à l'action des S.A.R.									
(Alimentation, abreuvement, soins vétérinaires et zootechniques, protection contre le froid, etc.)					153.880.000	140.000.000	200.000.000	190.000.000	683.880.000
III. — Revenu provenant de l'exploitation des troupeaux de sélection des S.A.R.					42.982.000	38.000.000	40.000.000	65.000.000	185.982.000
TOTAL	30.000.000	170.000.000	120.000.000	288.000.000	591.252.000	493.000.000	784.000.000	850.000.000	3.326.252.000

(1) Les chiffres qui figurent dans ce tableau ne concernent que les exploitations animales proprement dites.

6. — AIDE A LA RECONSTITUTION DU CHEPTTEL
(prêts remboursables en 5 ans)

TABEAU XXI

	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	Total
Nombre d'animaux prêtés	10.800	20.970	16.190	20.800	3.385	1.357	2.931	7.048	3.800	87.281
Valeur des animaux	45.000.000	94.400.000	91.279.000	125.250.000	24.500.000	9.025.000	15.466.000	33.450.000	20.000.000	458.370.000
Nombre de bénéficiaires	499	1.148	919	999	152	68	145	605	142	4.677
Effectifs au 31-12-55	—	—	—	—	—	—	—	—	—	300.000
Valeur des animaux au 31-12-55 ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1.800.000.000

Le plus gros effort a été fait dans les années qui ont suivi la grande disette de 1945-1946 : la progression du nombre des S.A.R. d'élevage en témoigne. Cependant, des prêts relativement importants de reconstitution de cheptel ont été effectués en 1954 dans les régions d'élevage des Hauts Plateaux (Boghari, A.-Boucif, Chellala).

4. — LUTTE CONTRE LE FROID

TABLEAU XIX

ANNEES	NOMBRE D'ABRIS MAÇONNES	NOMBRE D'ABRIS VEGETAUX	NOMBRE DE TENTES ABRIS
1946	—	—	—
1947	—	2.500	50
1948	—	10.990	60
1949	—	28.120	—
1950	101	91.992	—
1951	—	326.120	—
1952	8	27.831	—
1953	6	71.840	—
1954	42	97.400	—
1955	43	49.500	—
TOTAL	200	706.293	100

Se poursuit surtout sous la forme de plantations d'arbres-abris dont on cherche, en liaison avec le Service Forestier, à ce qu'ils soient aussi des arbres-fourragers.

5. — AMELIORATION DE LA QUALITE

TABLEAU XX

	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	Total
Nombre de géniteurs sélectionnés distribués	152	290	380	408	427	456	119	135	94	2.461
Valeur de ces géniteurs	810.000	1.835.000	2.500.000	3.056.000	3.525.000	4.153.000	935.000	1.220.000	890.000	18.924.000

Les béliers sélectionnés ou améliorés distribués proviennent du Centre de Tadmrit, des trois Centres pastoraux du Service de l'Élevage et des troupeaux de sélection des S.A.R.

2. — LUTTE CONTRE LA SOIF

TABIEAU XVII

	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	Total
Nombre de points d'eau aménagés	3	40	130	151	226	283	246	224	240	1.543

Le programme systématique d'aménagement des points d'eau est poursuivi, en liaison avec le paysanat, par le Service de l'Hydraulique qui équipe en priorité les centres de traitement pour ovins et les territoires couverts par les S.A.R.

Par ailleurs, dix-huit « trains moutonniers » (tracteurs et remorques-citernes) ont été mis à la disposition des S.A.R. au cours des dernières années par l'Association Ovine Algérienne sur la dotation méropolitaine provenant du « Fonds textile ».

3. — LUTTE CONTRE LA MALADIE

TABIEAU XVIII

	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	Total
Nombre d'animaux ayant bénéficié ou subi des :										
— Opérations de vaccination	10.800	31.298	37.653	66.689	88.773	424.302	190.500	155.000	477.500	1.483.515
— Opérations de balnéation	10.200	22.100	100.000	216.100	501.350	812.478	910.000	950.000	610.000	4.132.228
— Traitement contre les strongyloses	30.200	45.724	73.440	155.039	362.234	688.949	1.125.000	1.023.000	1.126.000	4.629.586
— Opérations zootechniques diverses (castrations, amputations de queues)	400	457	8.927	11.447	51.037	51.694	95.600	82.000	60.000	361.562
TOTAL des opérations	51.600	99.579	220.020	449.275	1.004.394	1.977.423	2.321.100	2.210.000	2.273.500	10.606.891

B. — S.A.R. D'ELEVAGE

1. — LUTTE CONTRE LA FAIM

TABLEAU XVI

	Mise en défens des pâturages	Aménagements pastoraux		Stocks de fourrages constitués	Caisse « Assurance-Vie-Moutons »	
	Surfaces	Surfaces	Plantations de cactus inermes (1)	Quintaux	Nombre de cotisants	Ressources
1946						
1947	5.000	10		3.370		
1948	10.000	20	10.000	4.135		
1949	40.000	80	90.000	22.830		
1950	60.000	100	150.000	67.136	8.000	3.124.500
1951	65.000	110	200.000	83.048	12.000	4.533.200
1952	69.080	100	192.400	136.481	27.630	8.358.000
1953	58.900	300	606.000	138.000	29.637	11.813.000
1954	117.000	250	433.000	150.000	31.197	12.200.000
1955	172.300	90	120.000	130.000	25.000	7.000.000
Total	617.280	1.060	1.801.400	735.000	133.464	47.528.700

(1) Ces chiffres correspondent au nombre de raquettes de cactus inermes mises en terre.

Les mises en défens se poursuivent : 617.280 ha sont désormais soustraits au surpeuplement et constituent des réserves de parcours. Certaines ont permis de sauver plusieurs milliers de bêtes au cours de l'année 1955. Pendant la même période, il a été largement fait appel aux importants stocks alimentaires constitués tant par les S.A.R. que par des particuliers sous l'égide des S.A.R.

A noter que depuis 1950 où le Fonds destiné à assurer des réserves d'alimentation a été créé, plus de 47 millions de francs ont été versés par les pasteurs et ont servi à constituer pour leur compte des réserves qui leur ont été ou leur seront entièrement distribuées au prorata de leurs versements. Pour qui connaît l'imprévoyance des éleveurs nomades, ce résultat présente un grand intérêt sur le plan de leur évolution psychologique et apporte par ailleurs une solution au difficile problème du financement des réserves fourragères sans faire appel aux crédits bancaires trop onéreux.

5. — ACCROISSEMENT DE PRODUCTION OBTENU DANS LES S.A.R. DE CULTURE

(noyaux-pilotes et action de rayonnement)

TABEAU XV

ANNEES	CEREALES		LEGUMINEUSES		CULTURES INDUSTRIELLES (plantes alcooligènes, textiles, tabac...)		ARBORICULTURE		CULTURES FOURRAGERES		Produits traités et conditionnés (plus-values)	
	Quantités (qx)	Valeur (milliers de fr.)	Quantités (qx)	Valeur (milliers de fr.)	Quantités (qx)	Valeur (milliers de fr.)	Quantités (qx)	Valeur (milliers de fr.)	Quantités (qx)	Valeur (milliers de fr.)	Figues Valeur (milliers de fr.)	Olives Valeur (milliers de fr.)
1946	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1947	11.000	23.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1948	48.500	97.000	2.773	20.740	—	—	—	—	—	—	—	—
1949	95.355	205.000	5.100	31.600	4.400	1.980	—	—	—	—	—	—
1950	140.230	280.000	30.600	180.000	9.350	4.445	—	—	—	—	—	—
1951	190.000	570.000	33.000	198.000	1.503	5.619	—	—	—	—	—	—
1952	250.000	780.000	34.000	200.000	9.666	61.390	100	300	20.000	24.000	2.325	3.700
1953	305.000	976.000	26.000	156.000	21.000	239.000	5.148	14.500	35.000	35.000	3.022	4.200
1954	365.000	1.250.000	30.000	164.000	18.000	186.000	8.500	25.800	37.500	36.800	4.000	5.400
1955	372.000	1.275.000	20.000	95.000	15.000	122.000	18.650	42.000	72.000	59.000	1.000	1.000
Total....	1.777.085	5.456.000	181.473	1.045.340	78.919	620.434	32.398	82.600	164.500	154.800	10.347	14.300

L'accroissement de production indiqué dans le tableau ci-dessus a été évalué par les Présidents des Sociétés agricoles de prévoyance en faisant intervenir aussi bien pour les noyaux-pilotes que pour les exploitations privées sur lesquelles s'exerce l'action de rayonnement des S.A.R. :

1°) l'intégralité des récoltes obtenues sur des terres précédemment en friche ;

2°) l'augmentation de rendement accusée par les récoltes obtenues sur les terres soumises aux disciplines du paysanat, cette augmentation étant évaluée par rapport aux rendements constatés en culture traditionnelle échappant encore à l'action des S.A.R. ;

3°) les produits traités et conditionnés dans les ateliers de séchage de figues et les huileries-pilotes.

4. — TRAITEMENT ET CONDITIONNEMENT DES PRODUITS

TABEAU XIV

	1950		1951		1952		1953		1954		1955	
	Nombre d'ateliers ou d'usines	Quantités de fruits traités (quin-taux)	Nombre d'ateliers ou d'usines	Quantités de fruits traités (quin-taux)	Nombre d'ateliers ou d'usines	Quantités de fruits traités (quin-taux)	Nombre d'ateliers ou d'usines	Quantités de fruits traités (quin-taux)	Nombre d'ateliers ou d'usines	Quantités de fruits traités (quin-taux)	Nombre d'ateliers ou d'usines	Quantités de fruits traités (quin-taux)
Ateliers de séchage de figues..	6	500	12	2.000	20	2.300	21	4.173	25	5.833	19	1.466
Centres de conditionnement de figues sèches	1	350	1	1.310	1	1.450	1	3.035	2	4.366	2	774
Usines d'extraction d'huile d'olive	1	1.586	1	3.800	1	4.600	2	6.453	2	6.210	2	1.561
Usine d'extraction d'huile de grignons	—	—	1	—	1	1.480	1	3.224	1	2.828	2	417

Cette rubrique ne figure dans les bilans que depuis 1950. Elle traduit l'intervention du Paysanat dans le domaine de la valorisation de la production.

Les deux huileries par pression permettent d'extraire 15 à 20 % d'huile de plus que les installations artisanales. En outre, la qualité supérieure du produit obtenu en permet un écoulement plus facile et plus rémunérateur.

Une nouvelle usine d'extraction d'huile de grignons est en cours de montage en 1955 à Ménerville.

Quant aux ateliers de séchage de figues, étant ambulants, ils peuvent fonctionner au cœur même des figueras. Comme pour les huiles, le producteur conserve la pleine propriété de sa récolte, et c'est bien parce qu'il y trouve son intérêt qu'il la fait conditionner par les S.A.P., puis vendre par l'intermédiaire d'une coopérative.

Cette action des S.A.R. amorce la reprise de la politique des produits de qualité, sans laquelle les figues d'Algérie notamment seraient victorieusement concurrencées, même sur le marché métropolitain, par la production étrangère.

Les faibles résultats obtenus en 1955 sont dus, d'une part, aux mauvaises récoltes d'olives et de figues, d'autre part, aux événements.

3. — PLANTATIONS ARBUSTIVES REALISEES ET ENTRETENUES DANS LE CADRE DES S.A.R.

TABLEAU XIII

ANNEES	Plantations arbustives (fruitières et forestières) réalisées dans le cadre des S.A.R.		Vergers de montagne sur banquettes dont l'entretien est assuré directement par les S.A.R.		Olivettes du Hodna		Palmeries du Sud	
	Surfaces	Nbre d'arbres	Surfaces	Nbre d'arbres	Surfaces	Nbre d'arbres	Surfaces	Nbre d'arbres
1946					100	1.600		
1947	82	6.500			900	14.400		
1948	536	42.800	150	12.000	1.000	16.000		
1949	2.382	190.000	600	48.000	800	12.800	18	2.250
1950	2.758	220.000	350	28.000			40	5.600
1951	3.859	308.000	1.400	112.000			70	8.750
1952	8.277	614.879	2.859	250.000			8	1.000
1953	5.500	464.800	1.338	67.583			14	1.500
1954	6.400	646.600(1)	1.977	100.632			12	1.477
1955	4.500	580.000(1)	4.000	95.000			83	10.200
Total.....	34.294	3.073.579	12.674	713.215	2.800	44.800	245	30.177

(1) Dont 335.340 arbres fruitiers et 311.260 arbres forestiers en 1954 ; 192.000 arbres fruitiers et 388.000 arbres forestiers en 1955.

En attendant leur mise à fruit, les olivettes du Hodna sont entretenues avec le maximum de soins mais aussi avec le plus grand souci d'économie.

Les programmes d'extension ou de renouvellement des palmeries sont en voie d'exécution avec le concours du Service de l'Hydraulique.

2. — AIDE APPORTÉE AUX FELLAHS SOUS D'AUTRES FORMES

TABIEAU XII

	1946 à 1950	1951	1952	1953	1954	1955	Total
<u>Echange gratuit de semences améliorées ou sélectionnées de blé dur :</u>							
Quantité (en quintaux)	106.309	20.000	22.216	40.902	20.000	21.000	230.427
Valeur	305.000.000	80.000.000	98.865.000	160.000.000	95.000.000	105.000.000	843.865.000
<u>ENGRAIS :</u>							
Quantité (en quintaux)	55.000	20.000	21.304	31.291	57.789	67.900	253.284
Valeur	75.000.000	28.000.000	30.427.000	52.100.000	87.013.000	112.535.000	385.080.000

II - ACTIVITE PARTICULIERE DES DIFFERENTS TYPES DE S.A.R.

A. — S.A.R. DE CULTURE (CEREALICULTURE-ARBORICULTURE-OASIENS)

1. — EQUIPEMENTS INDIVIDUELS REALISES (cheptel vif et mort)

TABEAU XI

	1946 à 1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	Total
CHEPTEL MORT								
Nombre de fellahs équipés....	2.938	1.933	2.175	852	617	680	560	9.775
Valeur des équipements	55.000.000	35.075.742	58.500.000	39.869.000	12.800.000	81.000.000	102.322.000	384.566.742
CHEPTEL VIF								
Nombre de fellahs équipés	310	150	180	776	890	972	945	4.223
Valeur des équipements	8.900.000	5.000.000	9.000.000	35.894.000	48.800.000	79.500.000	83.293.000	270.327.000

9. — CADRES TECHNIQUES REGIONAUX ET LOCAUX

TABIEAU IX

	Au 31-12-1949	Au 31-12-1950	Au 31-12-1951	Au 31-12-1952	Au 31-12-1953	Au 31-12-1954	Au 31-12-1955
Nombre d'adjoints techniques du Paysanat	—	—	—	17	22	28	31
Nombre de moniteurs	80	98	118	158	165	173	193
Nombre de mécaniciens	—	5	15	32	36	41	71
Nombre de conducteurs de tracteurs...	—	—	—	300	329	440	490

Le recrutement des adjoints techniques du Paysanat se poursuit à l a cadence de 5 agents par an en moyenne.

Le recrutement des moniteurs réclame des hommes jeunes et actifs, enthousiastes, acceptant de vivre dans des centres éloignés où souvent la vie est rude.

Cinq stages de perfectionnement groupant 175 moniteurs ont été organisés au cours de l'année au Centre professionnel rural de Rovigo.

10. — TOTAL DES CREDITS INVESTIS DEPUIS 1946 (en millions de francs)

TABIEAU X

	Au 31-12-1947	Au 31-12-1948	Au 31-12-1949	Au 31-12-1950	Au 31-12-1951	Au 31-12-1952	Au 31-12-1953	Au 31-12-1954	Au 31-12-1955
Subventions (budget)	710	867	1.135,2	1.558,6	2.004,7	2.586,3	3.160,8	3.943	5.406,7
Avances (fonds commun des S.A.P.)	230	335	475,7	725,7	995,7	1.455,7	1.979,5	2.780,1	3.774,8

Les avances ont servi à financer une partie du matériel mécanique collectif, les troupeaux de sélection, une partie des dépenses relatives à la création des noyaux-pilotes ainsi que les travaux, les plantations et les équipements (cheptel vif et mort) dont ont bénéficié individuellement les fellahs dans le cadre des S.A.R.

Des 5.406.700.000 francs dont le Paysanat a bénéficié sur les fonds budgétaires, il convient de déduire 500 millions qui ont été affectés en 1947 à des travaux d'hydraulique et de D.R.S. Depuis cette date, les travaux de l'espèce sont financés par les Services de l'Hydraulique et de la D.R.S. à l'aide de leurs ressources propres.

On peut donc considérer que les crédits budgétaires affectés aux réalisations paysanales proprement dites, depuis le début, s'élèvent à 5 milliards environ.

7. — RECASEMENTS REALISES

TABLÉAU VII

Situation au :	31-12-1949	31-12-1950	31-12-1951	31-12-1952	31-12-1953	31-12-1954	31-12-1955
Nombre de fellahs (chef de famille) ..	930	1.612	1.731	1.731	1.741	1.800	1.810
Surfaces (en hectares)	9.800	15.640	18.134	18.134	18.259	18.900	19.000

Le recasement était l'objectif essentiel du Paysanat à l'origine. Faute de terres vacantes, il est devenu l'accessoire, mais tous les domaines, les communaux et les terres de montagne mises en valeur par la D.R.S., ainsi que les régions sahariennes rendues productives par les forages du S.C.H., seront de plus en plus utilisés au profit de familles nécessiteuses dépourvues ou insuffisamment pourvues de terres. Avec la création de la *Caisse d'Accession à la propriété et à l'exploitation rurales*, les recasements vont connaître une certaine ampleur.

8. — HABITAT (Logements de fellahs)

TABLÉAU VIII

Situation au :	31-12-1949	31-12-1950	31-12-1951	31-12-1952	31-12-1953	31-12-1954	31-12-1955
Nombre de logements	340	380	435	435	435	435	435
Valeur	160.000.000	176.000.000	190.000.000	190.000.000	190.000.000	190.000.000	190.000.000

L'habitat doit être le couronnement de l'effort de production du fellah. Le tableau ci-dessus se rapporte à des réalisations faites à l'aide de crédits budgétaires ou d'avances consenties aux S.A.P., les immeubles construits restant la propriété de ces organismes qui les louent aux recasés. Par ailleurs, il a été constitué depuis 1952, dans certaines S.A.P., des dépôts de matériaux de construction qui facilitent les initiatives privées ; l'essai tenté ayant été concluant, il a été étendu en 1953, 1954 et 1955 (30 dépôts constitués au 31-12-55 — près de 300 millions de matériaux vendus au total depuis la création de cette activité).

A noter que les programmes d'habitat rural sont entrepris maintenant (1956) sur une beaucoup plus grande échelle dans les zones d'ac-tion du *Commissariat à la Reconstruction*, programmes qui seront intensifiés par les réalisations entreprises dans le cadre de la *réforme agraire*.

5. — TRAVAUX EFFECTUES PAR LE MATERIEL MECANIQUE COLLECTIF

TABLEAU V

CAMPAGNES	LABOURS		Banquettes de D.R.S.	Ouverture et entretien de pistes	Terrassement Nivellement	MOISSONS	BATTAGES	BOTTELAGES
	Terres à céréales	Autres labours (entretien vergers, cul. fourragères etc...)						
	(En hectares)	(En kilomètres)						
1946 - 1947	2.847	1.701						
1947 - 1948	9.713	1.815						
1948 - 1949	19.079	2.068						
1949 - 1950	28.046	3.127	100	115	3.000	1.000	20.000	5.000
1950 - 1951	45.690	12.335	210	729	4.000	2.000	48.000	25.000
1951 - 1952	61.084	11.761	590	1.100	36.000	2.800	56.000	40.000
1952 - 1953	98.035	12.461	117	1.669	437.170	79.767	82.387	60.193
1953 - 1954	108.700	16.200	136	1.962	546.000	60.500	104.000	68.300
1954 - 1955	114.800	19.000	198	2.518	562.700	82.900	98.900	89.400
TOTAUX.....	487.994	80.468	1.351	10.794	2.540.870	280.967	494.287	407.398

On notera l'accroissement continu des travaux de toute nature effectués par le matériel des S.A.R. Cependant, l'année 1955 accuse un certain fléchissement du temps d'emploi moyen de chaque tracteur qui de 1.115 heures en 1954 est passé à 900 heures environ. Les événements que traverse l'Algérie en sont la cause.

6. — NOYAUX-PILOTES - TROUPEAUX DE SELECTION - RUCHERS DE DEMONSTRATION

TABLEAU VI

Situation au :	EXPLOITATIONS PILOTES		TROUPEAUX DE SELECTION		RUCHERS DE DEMONSTRATION	
	Nombre	Surface (en hectares)	Nombre	Effectif	Nombre	
31-12-1947	—	—	2	202	—	
31-12-1948	—	—	3	230	—	
31-12-1949	18	1.300	12	1.200	4	
31-12-1950	37	2.755	30	4.254	20	
31-12-1951	60	4.755	45	8.338	35	
31-12-1952	119	9.736	65	17.153	57	
31-12-1953	138	11.519	78	18.600	67	
31-12-1954	148	12.107	87	23.916	81	
31-12-1955	169	14.457	87	25.516	85	

4. — MATERIEL MECANIQUE COLLECTIF

TABEAU IV

	Au 31-12-1950		Au 31-12-1951		Au 31-12-1952		Au 31-12-1953		Au 31-12-1954		Au 31-12-1955	
	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur
Tracteurs	134		220		277	671.939.000	355	991.376.000	418	1.339.568.000	502	1.794.714.000
Matériel aratoire	336		547		875	196.984.000	1.027	239.815.000	1.265	307.676.000	1.342	385.849.000
Autre matériel agricole dont matériel de moisson, battage et bottelage	132		198		210	81.897.000	276	013.900.000	317	126.449.000	383	169.492.000
Matériel roulant (camions camionnettes, jeeps, motos, remorques)	131		190		309	120.297.000	430	169.821.000	517	236.818.000	655	383.183.000
Matériel de terrassement (anglelozers, scrapers, niveleuses, moteurs-graders) ..	13	364.982.369	30	814.668.000	62	105.698.000	78	110.902.000	96	151.714.000	132	198.399.000
Tank de désinsectisation sous vide	1		1		1	5.000.000	1	5.000.000	1	5.000.000	1	5.000.000
Matériel pour la protection des cultures et du cheptel contre les parasites (poudreuses, pulvérisateurs, etc.)	—		—		55	5.855.000	70	6.514.000	84	6.972.000	89	11.146.000
Matériel des ateliers de réparation	—		—		—	20.045.000	—	26.322.000	—	35.865.000	—	49.177.000
Cheptel de trait, petit matériel et outillage divers	—		—		—	—	—	31.067.000	—	58.583.000	—	65.967.000
TOTAUX						1.207.715.000		1.694.717.000		2.268.645.000		3.062.927.000

Le parc mécanique des S.A.R. s'accroît régulièrement : 84 tracteurs de plus en 1955. La mise en service de matériels nouveaux nécessite une organisation complexe (recrutement de conducteurs, de mécaniciens qualifiés, aménagement d'ateliers de dépannage, organisation de l'approvisionnement en carburant et lubrifiant, rotation des tracteurs, etc.).

2. — REPARTITION PAR TYPE DE S.A.R.

TABLEAU II

	NOMBRE	SURFACES COUVERTES (en hectares)	FELLAHS ET PASTEURS INTERESSES
Céréaliculture	91	2.060.000	225.000
Arboriculture	54	800.000	
Elevage	68	15.200.000	109.800
Oasiens	7	140.000	5.200
	220	18.200.000	340.000

3. — IMMEUBLES CONSTRUITS

TABLEAU III

	Au 31-12-1950		Au 31-12-1951		Au 31-12-1952		Au 31-12-1953		Au 31-12-1954		Au 31-12-1955	
	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur
Logements de moniteurs, de mécaniciens, d'ouvriers permanents	102		132		249	376.873.000	307	491.818.000	339	604.939.000	402	732.753.000
Centres de traitement pour ovins	43		52		64	59.445.000	66	75.041.000	74	82.968.000	81	96.774.000
Bâtiments d'exploitation (hangars, ateliers, etc.) ..	228		263		332	229.919.000	398	317.001.000	433	387.129.000	479	483.761.000
Huileries, usines d'extraction d'huile de grignons	1	320.103.000	2	472.186.000	2	41.000.000	3	59.000.000	3	61.329.000	4	79.981.000
Centre de conditionnement de figues	—		1		1	4.754.000	1	4.754.000	1	5.081.000	1	5.081.000
Divers (ateliers de séchage de figues, silos à fourra- ges, installations diverses, etc.)	—		—		73	30.991.000	112	60.959.000	125	64.732.000	152	120.511.000
TOTAL						742.982.000		1.008.573.000		1.206.178.000		1.518.861.000

BILAN DE L'ACTIVITE DU PAYSANAT AU 31 DECEMBRE 1955

I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX - ACTIVITE D'ENSEMBLE

1. — NOMBRE ET IMPORTANCE DES S.A.R.

TABEAU I

	Au 31-12-1947	Au 31-12-1948	Au 31-12-1949	Au 31-12-1950	Au 31-12-1951	Au 31-12-1952	Au 31-12-1953	Au 31-12-1954	Au 31-12-1955
Nombre	82	103	122	148	158	175	187	200	220
Surfaces couvertes (en hectares)	5.613.000	7.833.480	10.108.480	11.535.480	12.696.480	16.185.058	17.105.000	17.500.000	18.200.000
Fellahs et pasteurs intéressés (chefs de famille)	55.717	72.917	89.417	112.150	132.500	245.343	288.309	305.000	340.000
									(1)

NOTE 1) Voir tableau II page 4. L'année 1955 a vu 20 créations nouvelles, portant le total des S.A.R. à 220 et l'importance du territoire soumis aux disciplines du paysanat à 18.200.000 hectares; de même le nombre des fellahs et pasteurs intéressés par les S.A.R. passe de 305.000 à 340.000.

Il convient de préciser que ces derniers chiffres s'appliquent aux surfaces et aux individus compris dans les limites géographiques des S.A.R., ce qui ne veut évidemment pas dire que l'action du paysanat, même sous sa simple forme éducative, s'exerce déjà sur toutes les terres et au profit de tous les agriculteurs dont il s'agit. Ce résultat, qui constitue le but final à atteindre, ne pourra être obtenu qu'après de longs et patients efforts basés sur la persuasion et l'exemple et se développant progressivement à partir des noyaux-pilotes des S.A.R. d'une part, des exploitations ou des troupeaux de ceux des fellahs et des pasteurs compris dans le S.A.R. et qui sont effectivement soumis aux disciplines du paysanat, d'autre part.

III - RECAPITULATION DES RESULTATS GENERAUX

(1) En milliers de francs

TABEAU XXIII

	1947 (1)	1948 (1)	1949 (1)	1950 (1)	1951 (1)	1952 (1)	1953 (1)	1954 (1)	1955 (1)	Total
Augmentation de ressources obtenue dans les S.A.R. de culture	23.000	117.740	233.580	464.445	773.619	1.071.735	1.427.722	1.672.000	1.595.000	7.383.841
Augmentation de ressources obtenue dans les S.A.R. d'élevage		30.000	170.000	120.000	288.000	591.252	493.000	784.000	850.000	3.326.252
TOTAL	23.000	147.740	403.580	584.445	1.061.619	1.662.987	1.920.722	2.456.000	2.445.000	10.710.093

Les ressources supplémentaires s'inscrivant à l'actif du Paysanat se sont élevées en 1955 à 2.445.000.000 de francs, et au total en 10 ans à 10.710.093.000 francs.

A noter, par ailleurs, que le montant des richesses nouvelles effectivement enregistrées grâce aux S.A.R. (10.710.093.000 francs) dépasse notablement le montant total des investissements (subventions et avances) dont le Paysanat a bénéficié, en propre, alors que, d'une part, beaucoup de réalisations faites ne sont pas encore entrées en production (arboriculture, phœniciculture) et que, d'autre part, les immeubles et le matériel acquis par les S.A.R. s'inscrivent dans ces investissements pour une somme réalisable de 4.581.788.000 francs.

Le Paysanat apparaît ainsi comme une « entreprise », au sens économique du terme, particulièrement rentable.

TABLE DES MATIÈRES

I. — RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX, ACTIVITÉS D'ENSEMBLE :

1. Nombre et importance des S.A.R.	Tableau	I - Page 3
2. Répartition par type de S.A.R.	Tableau	II - Page 4
3. Immeubles construits	Tableau	III - Page 4
4. Matériel mécanique collectif	Tableau	IV - Page 5
5. Travaux effectués par matériel collectif	Tableau	V - Page 6
6. Noyaux-pilotes - Troupeaux de sélection - Ruchers		VI - Page 6
7. Recasement réalisé		VII - Page 7
8. Habitat		VIII - Page 7
9. Cadres techniques régionaux et locaux		IX - Page 8
10. Total des crédits investis		X - Page 8

II. — ACTIVITÉ PARTICULIÈRE DES DIFFÉRENTS TYPES DE S.A.

A) S.A.R. de Culture :

1. Équipements individuels	Tableau	XI - Page 9
2. Aide apportée aux fellahs sous d'autres formes	Tableau	XII - Page 10
3. Plantations arbustives réalisées et entretenues	Tableau	XIII - Page 11
4. Traitement et conditionnement de produits	Tableau	XIV - Page 12
5. Accroissement de production	Tableau	XV - Page 13

B) S.A.R. d'élevage :

1. Lutte contre la faim	Tableau	XVI - Page 14
2. Lutte contre la soif	Tableau	XVII - Page 15
3. Lutte contre la maladie	Tableau	XVIII - Page 15
4. Lutte contre le froid	Tableau	XIX - Page 16
5. Amélioration de la qualité	Tableau	XX - Page 16
6. Aide à la reconstitution du cheptel	Tableau	XXI - Page 17
7. Accroissement de valeur	Tableau	XXII - Page 18

III. — RÉCAPITULATION DES RÉSULTATS GÉNÉRAUX :

	Tableau	XXIII - Page 19
--	---------	-----------------

L'Industrie Algérienne

MAY 14 1957

UNIVERSITY OF ILLINOIS

LES OBSTACLES A L'INDUSTRIALISATION.

Si l'on excepte l'exploitation minière qui, entreprise très tôt, n'a pas tardé à jouer un rôle important dans la mise en valeur du pays, en 1940 encore, les possibilités industrielles de l'Algérie se limitaient à des secteurs bien déterminés où elles répondaient à des besoins spécifiques, assurant la mise en œuvre des matières premières locales, l'entretien des machines ou, très souvent, se bornant à fournir des produits façonnés sur demande.

A l'approche du XX^{ème} siècle, en effet, les perspectives d'avenir de l'économie algérienne, à peine naissante, reposaient exclusivement sur le développement d'une agriculture qui était encore à créer et à organiser entièrement et qui requerrait la concentration de tous les efforts. Par suite, on ne pouvait dès ce moment projeter d'amener ce pays qui avait à combler un retard considérable dans le domaine agricole, au niveau de développement industriel des pays modernes.

Ce problème n'était pas particulier à l'Algérie et on le voit se poser aujourd'hui dans les pays sous-développés. Mais actuellement, à la différence de la grande majorité de ces pays, l'Algérie a atteint le stade d'une économie agricole en grande partie évoluée, ce qui lui permet d'entreprendre un certain effort d'industrialisation.

Mais, à toutes les difficultés que rencontre de façon générale une politique d'équipement industriel dans un pays économiquement retardé, s'ajoutait pour l'ALGERIE l'absence de vocation naturelle à l'industrialisation intensive : matières premières, ou insuffisantes, ou trop dispersées et éloignées, longueur et difficulté des communications en raison de l'étendue du pays, rareté et cherté des sources d'énergie, faible volume des capitaux privés algériens susceptibles de s'investir, coût du crédit, étroitesse du marché intérieur, etc. Autant de difficultés qui paraissaient, jusqu'en 1940 encore, pratiquement insurmontables.

De plus, la nécessité d'un large équipement industriel demandant des investissements massifs n'apparaissait pas avec la même évidence que de nos jours, puisque l'ALGERIE trouvait toutes facilités pour s'approvisionner en produits manufacturés, grâce à son appartenance à l'ensemble économique national.

NECESSITE DE L'INDUSTRIALISATION : LE PLAN.

Ainsi l'idée d'une Algérie industrielle ne date que d'une dizaine d'années. Tout d'abord, en effet, la dernière guerre, en privant l'ALGERIE de ses sources habituelles d'approvisionnement, a fait apparaître la nécessité de la mettre, au moins partiellement, à l'abri des conséquences d'une période de rupture avec les marchés extérieurs. Mais surtout, la poussée démographique et les possibilités limitées d'extension de l'agriculture, qui occupe les 3/4 de la population active, ont rendu vitale pour le pays l'existence d'un ensemble industriel capable d'offrir de l'emploi à une main-d'œuvre chaque jour plus nombreuse et de créer du même coup un complément de revenu nécessaire à l'élévation du niveau de vie des populations.

L'institution en 1946 du plan d'industrialisation de l'ALGERIE, après diverses tentatives plus ou moins heureuses pour installer des industries de remplacements pendant les années de guerre, a donc répondu à ces nécessités et l'évolution rapide qui s'en est suivie a entraîné le développement d'un enseignement technique important et la recherche scientifique appliquée.

SITUATION DE L'INDUSTRIE ALGERIENNE.

Aujourd'hui, la part du secteur industriel dans le revenu global intérieur brut de l'ALGERIE approche ou même dépasse 32 % ; l'ALGERIE possède un éventail de productions industrielles qui croissent chaque année en volume et en nombre, et qui ont été orientées de façon à satisfaire les besoins les

plus impérieux du marché intérieur ou à transformer sur place des produits et matières premières qui étaient auparavant exportés à l'état brut.

Les industries les plus importantes se situent sur la bande côtière où vit la fraction la plus évoluée de la population algérienne. Métallurgie, textiles, industries chimiques, huileries et savonneries, industries alimentaires, matériaux de construction et liants hydrauliques, etc. se sont installés surtout près d'ORAN (La Sénia), près d'ALGER (dans la région qui s'étend de la banlieue-sud au Gué-de-Constantine) enfin, aux environs de BONE. Cependant, l'intérieur n'est pas dépourvu d'activités industrielles : celles qui traitent sur place, notamment, les matières premières et les produits de l'agriculture (carrières, semouleries, minoteries, ateliers de conditionnement de denrées vivrières, confitures, jus de fruits et sirops) ; en outre, l'ALGERIE dispose déjà d'une sucrerie de betteraves.

Les activités dont l'essor a été le plus sensible sont, dans l'ordre, la transformation des métaux, la production des métaux, les papiers et cartons, les industries chimiques et parachimiques, l'industrie des corps gras et de la savonnerie, enfin la fabrication des matériaux de construction.

Mais cet effort d'équipement industriel n'aurait pas été possible sans une politique d'accroissement des ressources énergétiques - électricité, charbon - que les Pouvoirs publics ont menée à un rythme accéléré, bien que les moyens naturels de production soient insuffisants et que l'exploitation de certains gisements ne soit pas immédiatement rentable. A cette fin, des investissements publics considérables ont dû être réalisés à partir de 1947-1948 et maintenus depuis, de façon constante.

Ce programme, qui reposait sur un véritable acte de foi puisque les possibilités d'industrialisation de l'ALGERIE étaient à cette époque très controversées, a porté aujourd'hui ses fruits : non seulement il a permis de doter l'ALGERIE d'un équipement industriel rentable, mais encore il lui ouvre des perspectives inestimables en ce qui concerne l'exploitation future des immenses ressources sahariennes.

Voici comparés, sur la base 100 de 1950, les indices généraux de la production industrielle de 1951 à 1955 qui sont assez significatifs de la croissance récente de la jeune industrie algérienne :

	1951	1952	1953	1954	1955
Indice général sans le bâtiment ..	116,8	119,7	122,3	133,2	146,9
Indice du bâtiment et des travaux publics	109	108,2	109,5	115,1	117,1
Indice général avec bâtiment	113,6	114,9	116,9	125,8	134,8

LE PLAN D'INDUSTRIALISATION DE L'ALGERIE

Plan et non planification. — Quelles sont les grandes lignes de ce plan ? Parler de plan est assez impropre puisqu'il ne s'agit pas de planification au sens où l'entend une économie dirigiste. Une politique de planification doit, en effet, pour être efficace, substituer dans une large mesure l'intervention des Pouvoirs publics à l'initiative privée, ce qui conduit en fait à une industrie d'Etat ; l'ALGERIE qui participe à un système d'économie libérale ne pouvait s'accommoder d'une économie étatisée.

Le plan d'industrialisation consiste en un ensemble de mesures destinées essentiellement à encourager l'implantation ou l'extension d'industries, en fournissant aux entreprises privées les moyens d'affronter les problèmes de première installation et de fonctionnement. Ces mesures visent tout au plus à favoriser le développement des activités industrielles les plus conformes à l'intérêt général.

Par ailleurs, au même titre que la planification autoritaire, une politique qui tendrait à une autarcie totale ou partielle doit être également écartée puisque la symbiose économique avec la FRANCE présente pour l'ALGERIE infiniment plus d'avantages que d'inconvénients. L'objectif précis de ce plan est donc essentiellement de compenser le handicap que la compétition avec les industries métropolitaines imposerait aux industries algériennes naissantes.

Mesures prévues. — Les mesures qui découlent de l'agrément au Plan d'industrialisation (dégrèvements, abattements, ristournes de diverses sortes), essentiellement d'ordre fiscal, sont, le cas échéant, complétées par d'autres mesures d'ordre financier : garantie de l'ALGERIE pour les emprunts à long

terme d'équipement, de modernisation ou de commercialisation de productions, conventions avec des établissements de crédit spécialisés, bonification des taux d'intérêt, etc. Il suit de là qu'il ne peut y avoir de création d'industries en dehors de l'initiative privée. Le processus est alors le suivant : les projets de création d'industrie, venant d'initiatives privées, une fois déposés, ne seront « agréés au plan » qu'après étude minutieuse, par une Commission spéciale, s'ils satisfont à certaines conditions, à savoir que la fabrication envisagée réponde aux besoins du marché intérieur, sans entrer en concurrence avec les industries algériennes déjà existantes, ou qu'elle soit susceptible d'exportations et assurée de larges débouchés ; que le projet, tant dans sa conception que dans les moyens à mettre en œuvre pour sa réalisation, offre un minimum de garantie de viabilité ; que les promoteurs accordent aux Pouvoirs publics un certain droit de regard sur les conditions de leur gestion tant que durera l'agrément, etc. Enfin, priorité est accordée aux projets d'industries susceptibles d'employer une main-d'œuvre importante.

L'agrément consiste donc à accorder le bénéfice des mesures d'aide en tout ou partie, suivant l'importance et l'intérêt de l'entreprise, et pour une durée bien déterminée au-delà de laquelle l'entreprise doit avoir atteint un équilibre suffisant pour assurer seule son fonctionnement, à moins de circonstances imprévisibles. Mais bien entendu, l'agrément peut être retiré si une mauvaise gestion de l'entreprise est constatée.

L'intervention des Pouvoirs publics ne se manifeste pas autrement. Dans certaines circonstances exceptionnelles, ils ont pu cependant être amenés à inviter des industries présentant un intérêt incontestable pour le pays, à s'implanter en ALGERIE. Les Pouvoirs publics n'ont eu recours à de telles initiatives que fort rarement, à propos de cas bien déterminés, et se sont contentés alors de proposer le bénéfice de l'agrément classique.

Résultats. — L'intérêt et l'utilité de ce plan ont été prouvés par les résultats. Pour les seuls établissements agréés qui étaient en 1955 au nombre de 130 et groupaient des activités évoluées — toutes les industries nouvelles ne sont d'ailleurs pas agréées au plan — les investissements réalisés de 1946 à 1954 sont de l'ordre d'une vingtaine de milliards et la masse de salaires et avantages sociaux divers distribués par eux seuls, atteint annuellement cinq milliards de francs. Il est à souligner que la création d'une usine nouvelle, agréé ou non, entraîne toujours, soit la création d'industries ou d'ateliers annexes, soit le développement de certains secteurs dans les usines déjà existantes, ainsi qu'un redoublement d'activité dans de nombreuses branches. Ces répercussions sont difficilement chiffrables et n'entrent pas dans les indications d'investissements, salaires et avantages qui précèdent.

L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL ET LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE APPLIQUEE

L'industrialisation de l'ALGERIE faisait apparaître la nécessité de procurer très rapidement du personnel de maîtrise et d'encadrement et les Pouvoirs publics ont alors accru leurs efforts en vue de créer de nombreuses écoles techniques et professionnelles, outre la formation accélérée d'une importante main-d'œuvre qualifiée. Sans entrer dans le détail, il suffira pour mesurer l'importance des réalisations ce domaine, de rappeler que depuis deux ans, une Ecole d'Etat, l'Institut Industriel de MAISON-CARREE, délivre le diplôme d'ingénieur des Travaux publics, qui jouit déjà en Métropole même, d'une très grande renommée.

Dans le domaine de la recherche scientifique appliquée, l'ALGERIE a favorisé et aidé une série d'expérimentations visant à déterminer les possibilités naturelles ou à répondre à des besoins primordiaux. Le service de l'Hydraulique a entrepris les expériences sur la pluie provoquée. Dans un laboratoire de l'Ecole nationale d'Agriculture de MAISON-CARREE, un appareillage de production de gaz de fumier a été mis au point.

L'utilisation de l'énergie solaire dans un pays où les sites favorables sont nombreux, devait susciter l'intérêt de la puissance publique. Un Héliodyne de 50 kw, miroir parabolique de 8 mètres d'ouverture, a été construit et mis en place dans l'enceinte de l'Observatoire de la Bouzaréa. On y expérimente la synthèse de l'oxyde azotique et la fusion des matières ultra-réfractaires. Ces recherches sont animées et suivies par le Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique appliquée d'ALGERIE.

Riche en minerais de fer mais dépourvue de sidérurgie, l'ALGERIE a entrepris depuis quelques années la mise au point industrielle d'un procédé de réduction des minerais et notamment des carbonates par l'action de gaz réducteurs. Elle s'est associée dans ce but avec l'Office national industriel de l'Azote et une Société minière locale. La chimie des eaux, science expérimentale toute récente, donne également lieu à des recherches, notamment en vue du dessalement qui permettraient d'utiliser les nappes des chotts.

LA SITUATION ACTUELLE DES DIFFERENTS SECTEURS INDUSTRIELS

L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION

Métallurgie, mécanique et électricité. — Outre quelques ateliers de pièces moulées en fonte, l'ALGERIE possède deux installations sidérurgiques d'inégale importance : une batterie de four Martin et des laminoirs dans la région d'ORAN, qui produit annuellement 20.000 t. environ de laminés par utilisation de ferrailles locales et un convertisseur à ALGER.

Le tréfilage des métaux non-ferreux, cuivre et aluminium notamment, est assuré dans les environs d'ALGER par une importante usine qui alimente deux câbleries et satisfait l'ensemble des besoins de l'ALGERIE en fils et câbles pour courants forts et faibles.

Des ateliers de charpente, de chaudronnerie, de mécanique générale, nombreux et bien équipés, assurent sans difficulté la maintenance d'un parc automobile et de tracteurs agricoles et de génie civil en constante augmentation.

Un atelier spécialisé dans la fabrication des équipements mécaniques pour barrages et réseaux d'irrigation, prend une part de plus en plus active au développement de cette branche du génie civil.

L'industrie du fer blanc dispose, dans les environs d'ALGER, de puissantes chaînes de fabrication qui satisfont très largement les besoins des conserveurs.

Des industries nouvelles, spécialisées dans la fabrication de radiateurs, accumulateurs au plomb, ressorts de toute nuance, ont été créées dans le cadre du Plan d'industrialisation, et depuis la fin de 1956, un premier élément de chaîne de montage de camions automobiles a été mis en place dans les environs d'ALGER.

Dans le domaine radioélectrique, l'ALGERIE dispose d'une industrie et de laboratoires capable de fabriquer et de contrôler certaines séries de postes émetteurs, récepteurs et d'en assurer la maintenance.

Un atelier de fabrication de postes téléphoniques a été créé à ALGER. Il fournit une part importante des postes, tableaux et standards que réclame l'Administration des P.T.T.

Dans le domaine ferroviaire, l'ALGERIE dispose, près de BONE, d'un important atelier de montage de wagons, qui assure, en outre, la réparation des gros moteurs Diesel et à explosion.

L'essor de l'industrie algérienne, très diversifiée dans le domaine de la transformation des métaux et des utilisateurs mécaniques et électriques, confère maintenant au pays une relative autonomie.

De flagrantes insuffisances subsistent néanmoins, que le Plan d'industrialisation s'efforcera de combler, car la preuve est maintenant faite que l'entretien de l'équipement industriel de l'ALGERIE peut être très convenablement assuré par l'industrie locale dont la main-d'œuvre et les cadres acquièrent graduellement une excellente qualification professionnelle.

Industrie chimique et connexes. — Cette branche d'activité est prospère, quoique limitée momentanément à certaines productions classiques essentiellement destinées aux besoins de l'agriculture.

Les plus anciennes industries de ce type se sont consacrées à la transformation de matières premières du pays : l'exemple le plus caractéristique en est la fabrication des engrais phosphatés au départ de phosphates naturels transformés en phosphates solubles par l'action de l'acide sulfurique, lui-même produit au départ de pyrites de fer dont il existe un gisement dans la région de PHILIPPEVILLE.

Les besoins de la viticulture et des cultures vivrières en produits antiparasites ont, par ailleurs, conduit à l'installation de trois raffineries de soufre et d'un atelier de produits anticryptogamiques ; ces unités utilisent des sulfures bruts importés.

Il existe aussi une production limitée de sulfate de cuivre au départ des déchets collectés dans l'industrie des métaux.

La création, aux environs d'ALGER, d'une papeterie utilisant l'alfa et la paille, s'est accompagnée de celle d'une usine connexe de soude et de chlore par électrolyse, qui fournit en outre de l'hypochlorite et des produits lessiviels.

Trois ateliers répartis sur le territoire procèdent à l'encartouchage des explosifs nitratés et chloratés nécessaires aux Mines et aux Travaux publics et à la fabrication des cordeaux détonants et des mèches; la fabrication des amorces est à l'étude.

Deux usines très rationnellement équipées ont été implantées dans le département d'ORAN pour traiter les argiles smectiques et le kiéselghur des carrières locales. Les terres activées et les produits filtrants qu'elles fabriquent servent au raffinage des huiles minérales et végétales ou bien sont utilisées dans l'industrie des antibiotiques. Elles entrent pour une part très importante dans l'activité d'exportation. Dans le domaine du caoutchouc industriel, une usine en voie de modernisation et d'extension fournit déjà toute la gamme des tuyaux et pièces moulées communément employés. Une centrale de mélanges est en projet, ainsi qu'une manufacture d'enveloppes et de chambres à air.

Quelques usines bien équipées produisent tous les types de peinture et de vernis synthétiques courants, des mastics, des encres d'imprimerie et des rouleaux encreurs.

Une usine située près d'ALGER satisfait enfin, par sa production d'allumettes cire et bois, la totalité des besoins du pays et exporte même sur les territoires voisins. On note, parmi les créations les plus récentes, une importante usine d'antibiotiques et un atelier d'extraction et de conditionnement des alcaloïdes dans les environs d'ALGER. Les besoins de l'agriculture en engrais azotés, l'opportunité de créer une poudrerie et une dynamiterie, ont conduit à l'élaboration de plusieurs projets de fabrication d'ammoniaque ou d'acide azotique. L'éventualité de ressources locales en hydrogène donne actuellement à ces projets un intérêt accru.

Matériaux de construction. — C'est dans le domaine des matériaux de construction que, dès la mise en train du plan d'industrialisation, les investissements les plus productifs ont été réalisés.

Matériaux pauvres, les ciments artificiels supportent des charges relativement élevées de fret à l'importation. C'est la marge de prix que ces frets représentent et aussi le fait que l'Algérie est riche en calcaires et argiles, qui ont provoqué, en 1949, la création d'une très belle cimenterie à SAINT-LUCIEN, dans l'Oranais, et la modernisation et l'extension de celle qui existait déjà à ALGER.

Actuellement, les besoins globaux du pays en liants hydrauliques, qui vont en s'accroissant d'année en année, sont satisfaits par ces deux usines et quelques autres unités secondaires bien équipées, à l'exception de l'Est constantinois qui continue à être alimenté par la métropole et la Tunisie.

Les matériaux préfabriqués ont connu un réel succès: deux usines d'amiante-ciment, l'une dans l'Oranais et l'autre dans l'Algérois, fabriquent des plaques de couverture et des tuyaux pour l'irrigation. Cette fabrication couvre très largement les besoins.

De tradition ancienne et solidement assise, l'industrie algérienne de la céramique est représentée dans le pays par des séries d'usines utilisant les ressources locales en argiles fines et produisant une gamme très variée de briques et de tuiles.

L'industrie des carreaux de ciment comprimé est également ancienne et très active. Les ressources naturelles en plâtre et chaux hydrauliques sont largement utilisées et satisfont totalement aux besoins.

L'industrie du béton armé, dans sa forme la plus moderne telle que la précontrainte du béton, a fait naître des usines puissantes dans l'intérieur du pays, à l'occasion de créations de périmètres d'irrigation et de constructions de grandes conduites d'adduction d'eau, pour satisfaire aux besoins en pylônes divers pour lignes électriques aériennes, et enfin pour l'équipement des grands barrages-réservoirs.

Un petit atelier de briques réfractaires a été créé près d'ORAN, premier chaînon d'une industrie sidérurgique. Il ne satisfait que partiellement aux besoins des foyers industriels.

Les besoins du pays en revêtements, faïence, dallages, grès et appareillage sanitaire sont encore entièrement tributaires de l'importation.

L'ALGERIE dispose d'une très belle carrière de marbre blanc, celle de Filfila et de diverses ressources en onyx. Cette industrie, complétée par quelques ateliers de sciage, doit être largement utilisée pour les programmes de construction divers qui modifient si heureusement et si rapidement l'aspect des grandes villes algériennes.

Textiles et cuirs. — Hormis la fabrication artisanale de tapis et de tissus traditionnels, l'ALGERIE reste encore largement tributaire de l'importation en ce qui concerne la laine, le coton et les cuirs

forts. Mais ORAN et TLEMCEN, notamment, constituent des centres de choix pour la consolidation et l'extension des activités de filature, tissage, conditionnement et apprêt des tissus de laine. Ces centres avaient réussi à trouver des débouchés réguliers lorsqu'en 1955, la fermeture de la Manufacture des Textiles Oranais à TLEMCEN, à la suite d'une concurrence extérieure très sévère et en dépit de l'appui fourni par les marchés des administrations civiles et militaires, a fortement fait baisser la production de textiles.

Il reste actuellement, près d'ALGER, une usine très moderne de filature et de tissage de coton. En raison des prix et aussi de la modicité de la production locale de coton, cette usine travaille des cotons importés. Elle vise surtout à satisfaire les besoins militaires et administratifs, mais fournit aussi au secteur civil une gamme de plus en plus étendue de tissus légers. Elle dispose en annexe d'une teinturerie qui peut travailler à façon, en sus du traitement de ses propres tissus.

Un effort important est encore à accomplir dans le domaine de la préparation des cuirs en tannerie et dans celui de la confection.

Des projets viennent heureusement de se concrétiser à cet égard.

Industries alimentaires. Minoteries. — Orientées aussi bien vers la farine que vers la semoule, les 60 minoteries installées en ALGERIE suffisent à ses besoins et permettent l'exportation de semoule. En outre, les usines de pâtes alimentaires ont une capacité de 300.000 qx de pâtes alimentaires, ce qui leur laisse une marge appréciable d'exportation.

Des biscuiteries industrielles et modernes se sont installées également, pour répondre à la demande du marché algérien. Cette industrie doit, elle aussi, permettre une exportation.

Jus de fruits. — Alimentée par une matière première d'excellente qualité, une industrie des jus de fruits, de type très moderne, a connu un essor considérable à mesure que se perfectionnent les techniques de fabrication et de conservation. Avec ou sans extraits d'huiles essentielles, les jus de fruits destinés à être consommés tels quels ou les extraits appelés à parfumer les « sodas » font l'objet d'exportations vers l'EUROPE Centrale en particulier.

Corps gras alimentaires. — Très ancienne industrie algérienne, puisque l'olivier, culture méditerranéenne par excellence, a été jadis très répandue en ALGERIE et reste aujourd'hui une des ressources principales de la KABYLIE, l'huilerie s'est modernisée dans les grandes villes en faisant appel à toutes les graines exotiques, cependant que l'antique artisanat se maintenait sur les lieux de production. L'ALGERIE triture, raffine et exporte de l'huile d'olive et importe soit des graines, soit des huiles brutes fluides ou concrètes pour les triturer, les raffiner et les livrer à la consommation intérieure. Elle a acquis dans ce domaine une autonomie complète et exporte une huile d'olive recherchée pour sa finesse.

En ce qui concerne la savonnerie, industrie complémentaire de l'huilerie, la production, d'excellente qualité, couvre les besoins du pays.

Conserveries. — Fruits, légumes, viandes, poisson, sont mis en conserves avec des capacités de l'ordre de 40.000 tonnes pour les fruits et légumes et 100.000 tonnes pour viandes et poisson. Ces produits abondants en ALGERIE sont susceptibles d'exportation.

Verres creux. — L'ALGERIE possède, depuis 1947, une verrerie très moderne, d'une capacité annuelle de 12.000 t. équipée pour la fabrication de verres creux blancs ou colorés : bouteilles, flacons, gobeletterie, etc... Les produits de cette industrie, de qualité excellente, satisfont les besoins intérieurs du pays, notamment en bouteilles, et sont partiellement exportés.

La production demeure susceptible d'extension dans diverses branches : laine de verre, verre plat, cristallerie ; les matières premières sont partie d'origine locale, partie importées.

Papiers et cartons. — La richesse de l'ALGERIE en alfa a incité, en 1947, un très important groupe papetier français à créer, aux environs d'ALGER, une usine de fabrication de pâtes de cellulose blanche, pourvue de puissantes machines à papier. La pâte est à prédominance d'alfa, mais avec adjonction de paille ; le procédé de blanchiment emploie la soude et le chlore gazeux qui sont fournis par un atelier connexe d'électrolyse de sel, lui-même produit dans une saline d'ORANIE.

L'usine algérienne, capable d'une production annuelle de l'ordre de 18.000 t., exporte à l'étranger la presque totalité de sa production. Malgré les difficultés du marché international, l'excellence de sa

technique de fabrication et la qualité de ses papiers lui permettent d'affronter heureusement la concurrence.

L'industrie des papiers d'emballage est assez répandue dans le pays. Elle utilise, dans des ateliers petits et moyens, les vieux papiers récupérés et la paille.

Des études sur l'emploi possible d'autres ressources cellulosiques (lin textile, eucalyptus) ont été, par ailleurs, entreprises.

Riche en liège, l'ALGERIE a vu se développer, notamment dans les régions forestières productives, de nombreux ateliers de préparation de plaques et des bouchonneries.

Un procédé d'extraction des acides gras du liège, susceptible de valoriser considérablement les débris en produisant une cire et une matière plastique de choix, a été, en outre, mis au point.

Tabacs. — A l'heure actuelle, un peu plus du quart de la récolte algérienne est manufacturée sur place par 45 fabriques (ALGER : 17, ORAN : 5, CONSTANTINE : 23). Compte tenu des adjonctions de tabacs exotiques, les quantités manufacturées s'élèvent aux alentours de 10.000 t. sur lesquelles, en moyenne, un peu plus de 6.500 t. sont consommées en ALGERIE, l'excédent étant exporté dans l'Union Française.

MINES.

Minerais de fer. — Les minerais de fer algériens sont riches (50 à 60 %, peu siliceux et non phosphoreux; ils peuvent rivaliser avec ceux de SUEDE et d'ESPAGNE et sont très recherchés, en particulier par la métallurgie anglaise. Le centre de production le plus important en est la mine de l'OUENZA.

Freinée pendant les hostilités par de multiples difficultés, la production n'a cessé de croître depuis 1945, en raison de l'évolution favorable du marché mondial, et surtout de la modernisation et de la mécanisation méthodique des exploitations, entreprise sous l'impulsion du Service des Mines. En 1953, la production a atteint 3.372.000 tonnes et les exportations, vers l'étranger, pour la quasi-totalité, se sont élevées à plus de 14 milliards de francs, soit près du dixième du montant des exportations totales.

On estime actuellement à plus de 100 millions de tonnes les réserves de l'ALGERIE en minerais de fer; elles sont constituées surtout par les exploitations de l'OUENZA, du ZACCAR et de BENISAF.

De très importants efforts d'équipement, qui tendent à la mécanisation des gites et à la modernisation des installations de four et d'embarquement des minerais, ont été entrepris par les exploitants et doivent être poursuivis à une cadence accélérée.

Phosphates de chaux. — C'est l'ALGERIE qui, la première, en AFRIQUE DU NORD, exploite les phosphates de chaux. Par la suite, elle eut à subir la concurrence des phosphates tunisiens et surtout américains et marocains qui, situés à proximité de la mer et généralement plus riches, ont une situation plus favorable.

La production, qui s'est stabilisée aux environs de 600 à 700.000 t. par an, est en partie traitée sur place pour être transformée en engrais.

On procède actuellement à la mise au point de divers procédés d'enrichissement qui permettraient aux phosphates algériens d'améliorer leur position sur le marché mondial.

Les gisements se trouvent dans la région de TEBESSA et de SETIF. Au KOUIF (près de TEBESSA), le minerai essentiellement destiné à la fabrication des engrais, a une teneur moyenne de 65 % et subit, de ce fait, une très forte concurrence de la part des minerais qui titrent 75 %.

Au M'ZAITA, on extrait du minerai principalement destiné à la métallurgie et à l'industrie du phosphore.

Le gite du KOUIF étant en voie d'épuisement, on projette de lui substituer, dans quelques années, la production du Djebel ONCK qui est évaluée à 500 millions de tonnes.

L'équipement de cette nouvelle carrière, le transport du minerai après enrichissement et son placement sur le marché, font actuellement l'objet d'études très poussées.

Autres minerais métalliques. — Les mines algériennes, en raison de leur importance moyenne, sont particulièrement sensibles aux fluctuations des marchés internationaux. Néanmoins, la production a connu un certain développement. C'est ainsi que la production, en 1953, évaluée en tonnes de métal récupérable, s'est élevée à 7.900 t. pour les phosphates, contre 3.000 en 1951 et à 19.200 t. pour le zinc, contre 8.000 en 1951.

La création d'équipements nouveaux, bien que tempérée par la conjoncture des prix, a été étudiée et a toutes chances d'être effectuée dans les plus prochaines années. Le programme correspond à une augmentation globale d'environ 40 % de la production actuelle.

En ce qui concerne les minerais associés (plomb, zinc et cuivre), grâce aux prospections du Bureau de Recherches Minières d'ALGERIE, un gîte situé dans le massif de Cavallo et qui pourrait produire 3.000 t. de métal par an, est sur le point d'être exploité.

C'est sur la recherche minière, préambule indispensable à l'exploitation industrielle de gisements minéraux sélectionnés, que l'effort de l'ALGERIE a essentiellement porté et a connu les résultats les plus tangibles.

A cet effet, un établissement public, le Bureau de Recherches Minières d'ALGERIE a été institué et, dans le cadre du premier plan quadriennal d'équipement économique et social, a pu non seulement s'équiper excellemment en moyens humains et matériels, mais encore sélectionner par des prospections systématiques, le territoire algérien, les zones sahariennes comprises.

Son action a déjà permis de mettre en valeur un certain nombre de gîtes exploitables, tels que les minerais de fer de TINDOUF.

Charbon. — L'ALGERIE possède à KENADZA, dans le Sud oranais, un gisement de houilles demi-grasses dont l'exploitation a été confiée, en 1949, à un Etablissement national, homologue des houillères de bassin de la Métropole. L'équipement de cette mine, dont la productivité normale atteint 300.000 T. par an, a été très efficacement réalisé depuis. Quatre descenderies mécanisées, un lavoir, une station électrogène de 7.000 kw. ; des bâtiments pour le logement des mineurs, des services sanitaires, des ateliers pour l'entretien du matériel en constituent l'essentiel. Au surplus, des recherches systématiques de nouveaux gîtes de charbon ont été entreprises et poursuivies. Elles viennent de permettre la mise en exploitation industrielle d'une nouvelle couche à 70 km. environ de KENADZA, qui produit dès à présent 200 T./j. de charbon gras cokefiable. La réserve reconnue du bassin est actuellement évaluée à 20 millions de tonnes. Mais, cette mine se trouve à 600 km. du port le plus proche, NEMOURS, auquel elle est reliée par voie ferrée normale ; la distance moyenne que ces produits ont à parcourir pour atteindre la clientèle algérienne est, par voie ferrée, de l'ordre de 1.000 km.

Le transport impose donc une charge très lourde qui, s'ajoutant à un prix de revient d'extraction équivalent à la moyenne métropolitaine, rend les charbons du Sud-Oranais difficilement compétitifs, étant donné les prix actuels des charbons concurrents importés.

Cette production n'en demeure pas moins essentielle à l'économie du pays et l'activité des recherches minières aux confins algéro-marocains et dans le Sahara septentrional, si l'on en juge par les résultats déjà obtenus, doivent lui assurer, dans l'avenir une expansion rationnelle.

Cette mine occupe présentement 4.000 ouvriers autochtones, encadrés par quelques mineurs spécialisés qui ont su leur donner une bonne qualification professionnelle. La masse globale des salaires distribués dans cette région steppique atteint ainsi un milliard par an et joue un rôle essentiel dans son économie naissante.

C'est un résultat absolument remarquable que d'avoir pu équiper selon les normes les plus modernes un bassin houiller lointain et à couches minces.

Le charbon industriel produit fournit le complémentaire aux charbons maigres du bassins marocain de DJERADA. Ensemble, ils assurent dès maintenant un avenir réel aux projets de valorisation des matières premières de cette région, riche en mines métalliques et en gîtes de fer et apte, par sa position géographique, à l'implantation d'industries de sécurité.

LE PETROLE

Dès l'année 1951, le Service des Recherches Minières a entrepris en ALGERIE le relevé méthodique des indices d'hydrocarbures et mis au point un programme d'investigations géologiques ; aussi-

tôt après la fin des hostilités, en 1945, un organisme d'Etat, le Bureau de Recherches de Pétrole, a été créé en vue de mettre en œuvre un programme général de recherches en FRANCE, en A.F.N. et dans l'Union française.

En novembre 1946, une société était à son tour créée pour prendre la suite de ces travaux : la Société Nationale de Recherches et d'exploitations de Pétroles en ALGERIE (SN REPAL) dont le capital fut réparti par moitié entre l'ALGERIE et le bureau de recherches de Pétrole. Cette société d'Etat se proposait essentiellement de donner une impulsion aux recherches pétrolières en éveillant, par son exemple, l'attention des sociétés privées sur l'intérêt de la prospection dans les régions sahariennes.

Cet objectif fut atteint au-delà de toute espérance, et une intense compétition s'est développée tant en ALGERIE du Nord que dans les régions les plus désertiques du SAHARA, entre les plus importants groupes industriels qui sont successivement intervenus sous contrôle du Gouvernement.

L'état actuel de ces travaux est le suivant :

La seule ressource en pétrole brut exploitée est actuellement celle du gisement de l'Oued-Gueterini, près d'Aumale (départ. d'ALGER) découvert et exploité par la Société des Pétroles d'AUMALE, (filiale de la SN REPAL). Sa production est passée de 243 t. en 1949 à 75.000 t. en 1954 pour tomber à 57.350 t. en 1955. On doit s'attendre à une décroissance régulière de la production de ce champ très limité et très disloqué par les plissements de l'Atlas.

L'activité de forage de la SN REPAL s'est portée d'abord tout naturellement sur les zones les plus rapprochées de la côte. Après 60.000 mètres de forages, aucune production commerciale n'a pu être décelée dans le Chélif. Le problème de la localisation du pétrole ne peut cependant être considéré comme définitivement résolu dans cette zone.

En second lieu, le pétrole a été rencontré en de nombreux points du Bassin du Hodna mais différentes difficultés techniques ont empêché jusqu'ici tout essai de valorisation de ces indices.

Enfin, dans l'Est constantinois (Djebel FOUA) d'importants débits de gaz ont été mis à jour mais la conjoncture générale a conduit la société à différer momentanément la poursuite de l'exploitation.

A partir de 1949, la Compagnie Française des Pétroles (ALGERIE) filiale de la Compagnie Française des Pétroles, conjugue ses efforts avec ceux de la SN REPAL pour la prospection systématique des hydrocarbures dans la partie septentrionale du SAHARA. 14 permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures d'une superficie totale de 250.000 km² dont 7 ont été accordés à la seule SN REPAL, constituent le domaine d'activité de ce groupement d'intérêts, chaque société conservant entière liberté d'action au sein de sa zone propre.

EN FEVRIER 1952, la Compagnie de Recherches et d'Exploitation du Pétrole au SAHARA (C.R.E.P.S., filiale de la Régie Autonome des Pétroles 55 % et du Groupe Shell-Royal-Dutch 35 %, SN REPAL 5 %, B.R.P. 5 %) se met à son tour sur les rangs. Un ensemble de permis de recherches d'une superficie totale de 145.000 km² situés à la bordure nord du massif cristallin du Hoggar est attribué à la C.R.E.P.S. tandis que la C.P.A. se voit accorder un ensemble de permis couvrant 160.000 km².

L'immense territoire qui se trouve soumis à la prospection est caractérisé par l'épaisseur des terrains qui recouvrent les « roches mères » et les « roches réservoirs » du pétrole et des gaz combustibles. Aussi cette infrastructure pose-t-elle des problèmes particulièrement ardues aux techniciens qui recourent essentiellement à la photographie aérienne et à la prospection géophysique.

Deux chiffres donnent une idée de l'ampleur de la tâche.

A la fin de 1955, près de cinquante kilomètres de forages avaient été exécutés par l'ensemble des sociétés — qui occupaient 2.000 personnes dont 150 ingénieurs et assimilés et 400 techniciens et spécialistes. Le montant global des dépenses atteignait environ 20 milliards de francs (dont la moitié pour la seule année 1955).

Tel est le bilan, à la fin NOVEMBRE 1956, des résultats obtenus dans les différents secteurs.

Fin 1953, la C.R.E.P.S. a découvert au Djebel BERGA (100 km. sud d'In-Salah), à 1.400 mètres de profondeur, dans des grès poreux du Dévonien inférieur, une réserve très importante de gaz combus-

tible. Les recherches ultérieures ont révélé l'existence dans l'Ahnet de gisements analogues qui jusqu'ici n'ont pas fourni de pétrole en quantité commerciale.

Les grès du même stage contiennent des indices importants d'huile légère dans la partie occidentale de l'Oued-Rharbi et d'EL-GOLEA.

En mars 1956, la C.R.E.P.S. a mis à jour vers 650 mètres de profondeur, dans les grès carbonifères de l'Erg Bourarhet, au voisinage de la frontière libyenne, une huile légère d'excellente qualité. D'autres indices positifs ont été reconnus dans ce district où la prospection se poursuit très activement.

En juillet 1956, à 130 km. S.E. de LAGHOUAT, la C.F.P. (A) rencontre à 2.250 mètres de profondeur, dans les grès triasiques, une quantité notable de pétrole brut d'excellente qualité.

En Août 1956, à 3.300 mètres de profondeur, les essais effectués par la SN REPAL sur les grès triasiques recoupés par le sondage d'Hassi-Messaoud (75 km. à vol d'oiseau, Est d'OUARGLA), fournissent — à raison de plusieurs m³/h sous une pression de gisement de 450 kg/cm² — une huile légère, de densité 0,80, très fluide et exempte de soufre. L'épaisseur du réservoir dépasse ici — pour le moment — la centaine de mètres. Il n'a pas encore été traversé complètement.

Enfin, au début de Novembre 1956, le sondage d'Hassi-R'Mel (70 km. NW de GHARDAIA) exécuté par la C.F.P. (A) pour le compte de la SN REPAL rencontre, à 2.132 mètres les grès triasiques fortement imprégnés d'un gaz combustible renfermant une proportion appréciable de produits condensables.

On voit ainsi qu'en moins de trois ans, les hydrocarbures ont été rencontrés à des profondeurs variant de 600 mètres à 3.200 mètres avec des pressions de gisement permettant d'escompter des débits commerciaux si les structures se révèlent convenablement imprégnées.

Reste à déterminer, dans les mois qui suivent, les caractéristiques des grès réservoirs à proximité des belles découvertes réalisées.

Si les espoirs suscités se réalisaient, si ces ressources se révélaient aptes à une mise en valeur sur une vaste échelle, la physionomie de l'économie algérienne s'en trouverait singulièrement transformée.

L'INDUSTRIE ALGERIENNE DANS LA CONJONCTURE EXCEPTIONNELLE PRESENTE

Bilan en 1956. — La crise qu'affronte l'ALGERIE depuis le 1^{er} NOVEMBRE 1954 a eu des répercussions assez divergentes sur son équipement industriel, d'une part, et sa production industrielle, d'autre part.

Les événements politiques ont pu évidemment, sinon décourager les initiatives et les investissements privés, du moins les amener à adopter souvent une attitude d'expectative. Aussi, si l'on ajoute que la conjoncture économique mondiale est défavorable, on ne s'étonnera pas qu'au cours des années 1955 et 1956 le développement normal du plan d'industrialisation ait été freiné et que peu d'industries nouvelles aient été créées durant cette période.

Mais il en va différemment de la production industrielle. Les industries algériennes sont, en effet, essentiellement concentrées autour des grandes villes du littoral ; par suite leur activité ne s'est pas ressentie durant toute l'année 1955 de l'action séditionniste et a pu se poursuivre normalement et même continuer à s'accroître puisque la moyenne trimestrielle de l'indice général de la production industrielle, le bâtiment et les travaux publics exclus, a accusé une augmentation de 13,7 points. L'activité minière même, cependant la plus exposée, puisqu'un certain nombre d'exploitations ont été touchées, a pu progresser dans l'ensemble pendant toute l'année 1955. Son indice, est passé, en effet, de 135 en 1954 à 150,7 en 1955, marquant une amélioration générale de 15,7.

Pourtant la situation a évolué différemment au cours de 1956 où on a pu constater un léger affaiblissement des indices de production. Voici comparés à ceux de 1955, les indices des trois premiers trimestres de cette année :

	1955	1956		
		1 ^{er} Trim.	2 ^e Trim.	3 ^e Trim.
Indice général dans le bâtiment	146,9	137,94	130,84	136,39
Indice du bâtiment et des travaux publics..	117,1	109,98	117,90	120,59
Indice général avec bâtiment	134,8	126,53	125,56	129,95

Alors que les tabacs, allumettes, corps gras, savons, papiers et cartons, électricité et gaz continuaient leur expansion et que la production de houille, la presse et l'édition demeuraient stationnaires, l'extraction de minerais, la production et la transformation des métaux, les productions chimiques et parachimiques, les textiles et les matériaux de construction subissaient, de façon inégale, une certaine régression.

Différentes causes, relativement indépendantes les unes des autres expliquent cette situation. Ce sont d'abord des difficultés d'approvisionnement apparues au cours de l'année 1956 à la suite de l'allongement parfois considérable des délais de livraison demandés par l'industrie métropolitaine. En outre, le commerce métropolitain a apporté certaines restrictions de crédit dans ses rapports avec le commerce algérien, tenu souvent d'effectuer ses achats au comptant ; enfin, à l'intérieur du pays, les difficultés de transport n'ont pas été sans provoquer certaines perturbations. De sorte que si l'insécurité de certaines régions explique un léger ralentissement des activités, son influence reste comparativement minime, au regard de la conjonction de facteurs économiques divers dont l'origine est souvent totalement étrangère à l'action séditionnelle.

L'action des Pouvoirs publics. — Reste que cette situation a retenu l'attention des Pouvoirs publics car si elle ne compromet pas dangereusement pour l'avenir le potentiel industriel de l'ALGERIE, elle ne manquerait pas de constituer, en se prolongeant une menace sérieuse pour l'expansion de l'équipement industriel, expansion qui a été provoquée, encouragée et soutenue depuis de nombreuses années et dont la fin essentielle était la promotion sociale des populations algériennes.

Par suite, les Pouvoirs publics ont redoublé d'efforts pour attirer, en dépit des circonstances, les initiatives et les investissements des capitaux privés. Et non en vain, puisque, l'industrialisation, après un ralentissement, vient de prendre un nouveau départ pendant le mois de DECEMBRE 1956 : 31 industries nouvelles sont agréées ; certaines sont déjà entrées dans la voie des réalisations et le lancement des autres doit suivre au cours de l'année 1957.

Les projets de création. — Parmi les créations projetées, il en est de considérables. On peut signaler deux usines de fabrication de postes de radiophonie émetteurs-récepteurs et de pièces détachées de matériel radio ; une chaîne de montage de châssis-cabine et de camions automobiles lourds ; une usine de machines à tricoter individuelles ; une fabrique d'articles industriels en caoutchouc ; une autre, très importante, d'articles à base de matières plastiques ; une fabrique de sucre de betteraves ; une usine de lingots de bronze pour n'en citer que quelques-unes ; de nombreuses usines, dans le domaine des industries chimiques, des matériaux de construction, du tissage, de la papeterie, etc..., également importantes, sont aussi en voie de s'installer.

Ainsi, en travaillant à créer de nouvelles industries, en dépit de la conjoncture défavorable, la communauté nationale témoigne clairement de sa confiance en un avenir de progrès et de concorde.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR DE L'INDUSTRIE ALGERIENNE

Les possibilités. — On a vu que la part du secteur industriel dans le revenu global intérieur brut de l'ALGERIE avoisine d'ores et déjà ou dépasse 32 %. Or, en Métropole, la part du secteur industriel est nettement supérieure à celle de l'agriculture qui n'intervient que pour 16 % environ dans le revenu national ; c'est dire que la marge laissée au développement industriel de l'Algérie est encore assez large.

Sans doute la Métropole a-t-elle atteint un équilibre économique auquel l'ALGERIE ne peut prétendre en l'état actuel de ses ressources naturelles. Mais même si l'ALGERIE ne doit pas devenir

dans l'avenir un pays à vocation essentiellement industrielle, il est peu contestable que si elle poursuit son expansion, fût-ce à un rythme modéré, la part de l'activité industrielle pourra s'établir prochainement aux alentours de 40 % du revenu global. Pour dépasser ce niveau, encore inférieur à celui de la plupart des pays très moyennement industrialisés, l'aide à l'industrie algérienne devra être considérablement accrue.

Quoi qu'il en soit, il est édifiant de constater qu'au cours de ces toutes dernières années le chiffre d'affaires des industries de transformation s'est accru de 50 milliards environ grâce pour une large part aux industries nouvelles ; l'emploi s'en est trouvé augmenté directement de plus de 20.000 unités, sans compter la masse d'emploi non évaluable, créée indirectement dans les autres secteurs de l'économie.

De l'expérience d'industrialisation, entreprise depuis 10 ans et qui en est encore au stade des recherches, il ressort que ce pays est riche en possibilités parfaitement exploitables et appelées à se développer parallèlement à l'élévation du niveau de vie.

L'ALGERIE, sans présenter, du moins pour l'instant, une vocation industrielle nettement dessinée, se trouve néanmoins placée à égalité de chances avec certaines régions de la Métropole.

Industrialisation et emploi. — La politique d'industrialisation n'est-elle pas condamnée à l'inefficacité et à manquer son objectif fondamental, à savoir une création importante d'emplois et la promotion sociale des populations locales ? On avance parfois que les investissements énormes exigés par l'industrialisation sont disproportionnés à l'accroissement du volume d'emploi qui peut en résulter effectivement.

Sans entrer dans le fond du débat, on doit dire au moins qu'une telle objection pêche par excès de schématisation ; en effet, l'implantation d'une nouvelle industrie est à l'origine d'une série de réactions en chaîne qui, pour être parfois peu apparentes et difficiles à déterminer, n'en restent pas moins importantes : multiplication de l'emploi, élévation du volume général d'activité soit par la création d'industries annexes destinées à couvrir les besoins de l'industrie nouvelle, soit apparition de nouvelles possibilités, en marge du plan d'industrialisation, pour des ateliers ou ateliers qui existent déjà. Autrement dit, c'est une erreur que d'évaluer les résultats de l'industrialisation en matière d'emploi, en ne faisant entrer en compte que les emplois directement créés par l'industrie nouvelle.

Etant donné que l'essor démographique pose de façon aiguë le problème du non-emploi, que, d'autre part, s'impose la nécessité d'élever le niveau de vie par la modernisation des structures économiques, les Pouvoirs publics doivent concilier deux impératifs : permettre à l'ALGERIE d'utiliser les investissements de manière à accroître l'emploi, sans entraver pour autant l'usage rationnel des techniques de production. Il est évident, par exemple, que l'« automation » ne saurait, de façon générale, être appliquée en ALGERIE où le problème n'est pas de produire coûte que coûte, mais bien de créer de l'emploi. Cela n'implique pas qu'il faille en rester ici à des méthodes archaïques ; bien au contraire et les réalisations déjà effectuées en ce domaine en témoignent qui relèvent d'une remarquable organisation technique ; l'industrie algérienne doit allier les nécessités de la technique moderne avec les larges possibilités qu'offre une main-d'œuvre nombreuse et parfaitement adaptable à ces techniques.

Les problèmes à résoudre. — Ceci dit, on ne peut nier que l'industrialisation de l'ALGERIE pose d'importants problèmes de financement et parfois, d'un point de vue purement comptable, de rentabilité directe.

La réduction du coût de l'énergie et notamment de l'énergie électrique est un problème encore à régler. Sur le plan fiscal, d'autre part, la collectivité doit continuer à renoncer pour un temps à certaines recettes, voire même consentir des sacrifices en faveur des industries nouvelles ou en développement, afin de leur permettre de s'implanter solidement. En matière de crédits et de capitaux enfin, un effort sérieux est à réaliser.

Les Pouvoirs publics étudient ces problèmes et l'on peut, dès maintenant, affirmer que, le calme revenu, et avec l'appoint des ressources sahariennes, de larges possibilités d'industrialisation se dessineront pour l'ALGERIE.

Le Commerce Algérien

LIBRARY OF THE
JUN 2 1957

LE COMMERCE EXTERIEUR

Le voyageur qui, venant de la Métropole, arrive pour la première fois en Algérie, ne laisse pas d'être surpris lorsqu'il découvre l'existence d'un contrôle douanier exercé à l'entrée et à la sortie de tout objet en provenance ou à destination de la Métropole. A s'en tenir à l'apparence, c'est là une situation paradoxale qui contredit la définition constitutionnelle de l'Algérie, ensemble de « départements français ».

Il importe de dissiper d'abord cette équivoque par une brève analyse du cadre juridique et administratif dans lequel s'effectuent les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Métropole.

L'union douanière :

L'Algérie constitue avec la Métropole ce qu'il est convenu d'appeler une Union douanière.

Notons déjà que le terme « union » paraît impropre dans la mesure où, entendu au sens d'« association », il suppose l'existence d'au moins deux éléments associés. Ce qui peut donner à penser que l'union douanière concerne deux unités territoriales distinctes, mais assemblées. Tout au contraire, la Métropole et l'Algérie forment — avec d'autres territoires d'ailleurs — une seule et même unité territoriale au regard de la législation douanière.

C'est du reste ce qui ressort explicitement du Code général des douanes qui déclare en son article 1^{er} :

« Le territoire douanier comprend le territoire de la France continentale, de la Corse, des îles françaises voisines du littoral, ceux des départements français d'Outre-Mer, et de l'Algérie, ainsi que leurs eaux territoriales. »

La première conséquence directe de ce principe est énoncée à l'article 2 du même code : « Dans toutes les parties du territoire douanier, on doit se conformer aux mêmes lois et règlements douaniers ».

La Métropole et l'Algérie font partie du même territoire douanier et sont soumises à la même législation et la même réglementation douanière, à l'exception d'une nomenclature spéciale d'articles, dont le nombre est actuellement limité à 9 et qui peuvent faire l'objet d'une taxation distincte, appropriée à l'Algérie.

Autre conséquence, l'absence de toute barrière douanière entre les deux rives de la Méditerranée. En effet, l'existence d'un seul droit de douane dans les échanges commerciaux entre la Métropole et l'Algérie interdirait de parler d'« union douanière » et a fortiori d'« unité territoriale ».

Dualité des régimes fiscaux :

Il en va autrement sur le plan purement fiscal : l'Algérie, on le sait, possède son propre budget, distinct de celui de la Métropole et alimenté par une fiscalité interne comportant notamment des impôts de consommation comme en Métropole, mais perçus au seul profit du budget algérien.

Ainsi, un produit d'origine métropolitaine importé en Algérie se trouve libéré des taxes qui frapperaient sa consommation en Métropole, mais, par contre, tombe à son arrivée sous le coup de la législation fiscale interne, au même titre que toute autre marchandise de même nature produite en Algérie. Ainsi, bien que l'Algérie et la Métropole ne soient pas séparées par des barrières douanières, mais seulement par des régimes fiscaux différents, l'Administration des Douanes, en raison de son implantation territoriale et de son organisation matérielle, a paru toute désignée pour assurer l'application de cette législation ; c'est à ce titre seulement et donc pour des raisons de pure commodité, qu'elle intervient dans le circuit commercial entre la Métropole et l'Algérie, en marge de son activité normale ; en confiant cette tâche aux Douanes, on a voulu simplement éviter de doubler inutilement les services de contrôle à l'entrée des départements algériens.

Cette situation n'est pas sans précédent et l'on peut citer, entre autres, le cas de la zone franche du Pays de Gex où, depuis 1832, les douaniers français sont chargés de la perception des droits intérieurs français sur le territoire de la zone.

Telle est donc l'origine d'une équivoque qui peut laisser croire à l'existence de barrières douanières entre la Métropole et l'Algérie.

Il est enfin à peine nécessaire de rappeler que les droits de douane qui sont perçus à l'occasion des échanges commerciaux entre l'Algérie et l'étranger sont, sauf les rares exceptions déjà mentionnées, rigoureusement identiques aux droits perçus sur le territoire de la Métropole.

Quant aux règles qui président aux importations algériennes — régime des changes, licences d'importations, etc... — rien qui paraisse mériter d'être signalé, puisqu'ici encore, il y a unité de législation entre la Métropole et l'Algérie et qu'à ce titre, tous les accords commerciaux conclus par la France avec d'autres pays étrangers, s'appliquent de plano à l'Algérie.

Les principaux aspects du commerce extérieur algérien :

L'évolution du commerce extérieur de l'Algérie a suivi, depuis 1949, une progression sensiblement constante, qui nous est révélée par la comparaison des indices du volume du commerce annuel, calculés sur la base de 100 de 1949, abstraction faite des fluctuations de prix.

Voici quels ont été ces indices de 1949 à 1955 :

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956 (1)
Importations	100	111,3	129,4	129,3	120,8	128,7	144,8	161
Exportations	100	128,6	130,5	141,6	138,8	153,4	171,4	159,6

Le volume global de ces mouvements atteignait 358 milliards en 1954 et 405 milliards de francs en 1955. La progression révélée par les indices est donc importante puisqu'elle concerne des volumes réels d'échanges non négligeables.

Déséquilibre de la balance commerciale :

Le commerce extérieur de l'Algérie doit être étudié sous deux aspects : échanges avec la zone franc et échanges avec l'étranger dont les résultats de 1954 à 1956 ont été les suivants :

(1) Chiffres provisoires.

(en millions de francs)	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
	1954	1955	1956	1954	1955	1956 (1)
Métropole	172.727	199.680	215.852	101.980	118.775	114.280
Union Française	20.500	16.339	18.404	12.160	11.347	10.522
Etranger	25.172	27.832	38.365	26.047	31.061	25.327
Total	218.399	243.851	272.621	140.187	161.183	150.129

Il faut souligner d'abord que la comparaison de ces valeurs réelles ne met pas assez en lumière la progression effective des échanges, du fait que les prix de certains grands produits d'exportation n'ont pas toujours bénéficié d'une hausse comparable à celle que subissaient les prix des produits importés et qu'ils ont parfois même baissé de façon sensible.

La balance commerciale de l'Algérie, qui a été constamment excédentaire de 1937 à 1942, est régulièrement déficitaire depuis 1946. Ce déficit qui atteignait 63,8 milliards en 1953 et 78,2 milliards en 1954, s'élevait à 83 milliards en 1955.

Les causes de ce déficit :

Le déficit de la balance commerciale va donc croissant d'année en année : les importations ne couvrent que 66 % des exportations en 1955, contre 65 % en 1954. Mais ici, trois ordres d'observations s'imposent :

En premier lieu, le déficit qui pourrait apparaître comme l'indice d'une conjoncture inquiétante, n'est en grande partie dans le cas présent, que la conséquence logique **d'un effort massif d'équipement**. En effet, la même situation se retrouve chaque fois qu'un pays insuffisamment développé réalise un effort d'expansion.

L'Algérie étant tenue, en effet, de se procurer à l'extérieur le matériel et les biens nécessaires à son équipement, la courbe de ses importations doit inévitablement, au moins dans un premier temps, présenter une pente plus rapidement ascendante que celle de ses exportations puisque celles-ci sont tributaires d'une augmentation de la production et par conséquent, d'un développement de l'équipement en moyens de production.

Ce déséquilibre est encore accentué par le fait que les investissements — et notamment les importations de matériel — ne concernent pas exclusivement l'équipement économique, mais aussi l'équipement social qui, au moins d'un point de vue purement comptable, est improductif. C'est là une cause de déséquilibre de grande importance, si l'on songe qu'un tiers des investissements est consacré à l'équipement social contre un peu moins de deux tiers à l'équipement économique.

Second facteur de déséquilibre, **l'essor démographique**, qui entraîne lui aussi une double conséquence en ce qui concerne la balance commerciale : la population s'accroît numériquement d'année en année dans les proportions que l'on sait, en même temps que son niveau de vie s'améliore de façon continue et sensible.

De là, une **augmentation constante des besoins intérieurs** en produits de consommation :

- 1) Essentiellement en produits alimentaires pour faire face à l'accroissement démographique.
- 2) Plus généralement, en produits durables ou non durables, du fait de l'élévation du niveau de vie.

Ainsi, tandis que les importations augmentent, pour faire face à la demande intérieure (produits laitiers, sucre, thé, café, blé) un débouché de plus en plus important se trouve fourni sur place aux produc-

tions algériennes habituellement excédentaires et qui font ou faisaient l'objet d'un fort courant d'exportation (blé, dattes, figues, etc...) par un marché intérieur de consommation en développement constant : les volumes exportés s'en trouvent réduits d'autant ; d'où la nécessité de rechercher de nouvelles productions de remplacement.

Enfin, dernière observation et non des moindres : la quasi totalité du déficit de la balance commerciale de l'Algérie apparaît en général dans son commerce avec la zone franc alors qu'inversement, sa balance commerciale avec l'étranger est le plus souvent bénéficiaire (1).

Il ressort d'un tel bilan que le problème des devises ne se pose pas avec gravité à l'Algérie, au contraire des autres pays fortement importateurs.

Pays clients et fournisseurs de l'Algérie :

Comme en 1938, l'Algérie commerce pour 75 ou 80 % avec la Métropole. Mais tandis qu'en 1938 elle vendait à la Métropole plus qu'elle ne lui achetait, la situation s'est aujourd'hui renversée et ses achats en Métropole augmentent sans cesse : en 1954, 23,8 milliards de plus qu'en 1953 et en 1955 26,9 milliards de plus qu'en 1954. L'Algérie exporte en Métropole la majeure partie de ses vins, primeurs et agrumes, des semoules et des tabacs ; elle y achète entre autres des produits laitiers, pharmaceutiques, chimiques, des céréales, du sucre, des bois, des tissus, des machines, des automobiles.

Ses achats aux pays de l'Union Française continuent à augmenter. L'Algérie y trouve du café, du thé, des huiles végétales, des bananes, tandis que ses ventes (vins, tabacs) diminuent insensiblement.

Dans les échanges avec les pays étrangers, en 1954 apparaît un excédent de 900 millions de francs et de 3.229 milliards en 1955, le déficit avec la zone dollar étant largement compensé par les excédents du compte de la zone sterling. C'est, en effet, la Grande-Bretagne qui est, parmi les pays étrangers, le meilleur client de l'Algérie, par ses importations d'alfa et de minerai de fer. Viennent ensuite, l'Allemagne, l'Italie (où l'Algérie exporte des fruits et légumes, des orges, des minerais de fer et des phosphates), les Pays-Bas et enfin les Etats-Unis d'Amérique (minerai de fer, liège, huile).

Viennent en tête de ses fournisseurs étrangers les Etats-Unis (houille, machines et tracteurs) suivis de la Grande-Bretagne.

Enfin, si l'Algérie trouve en la Métropole son premier client et son premier fournisseur, elle est aussi le premier client de la Métropole (avec 11,8 % des exportations métropolitaines totales) et son troisième fournisseur (avec 7,8 % des importations totales). Ainsi, dans le commerce extérieur de la France métropolitaine, les importations d'Algérie se placent immédiatement après celles des U.S.A. (9,7 %) et de l'Allemagne occidentale (9,1 %).

Evolution du commerce extérieur de l'Algérie au cours des dernières années :

L'analyse de l'évolution des différents groupements d'utilisation entre les années 1953 et 1955 révèle tout d'abord que les importations d'énergie, de matières premières pour l'industrie, l'agriculture, et de produits de consommation ont augmenté, alors que les importations de moyens d'équipement semblent avoir atteint un palier et commencent même à diminuer en raison d'une certaine saturation du marché.

(1). La balance commerciale de l'Algérie avec l'étranger n'a pas toujours été positive. Déficitaire en 1951, 1952, 1953, elle a occupé un solde excédentaire en 1954 et 55, pour, en 1956, marquer un déficit important.

Ceci apparaît dans le tableau comparatif suivant, établi sur la base indiciaire 100 de 1949 :

	IMPORTATIONS		
	1953	1954	1955
Energie	142,6	156,3	183,9
Matières premières et demi-produits :			
— pour l'industrie	98,4	114	128,9
— pour l'agriculture	133,6	141,9	148,2
Moyens d'équipement	87,8	84	82,3
Produits de consommation :			
— durables	125	141,6	202
— non durables	152	146,2	158,6
Ensemble	120,8	128,7	144,8

	EXPORTATIONS		
	1953	1954	1955
Produits de consommation :			
— pour l'alimentation humaine	121	137,5	154
— autres	170,9	169,5	223,1
Matières premières et demi-produits	212,2	228,1	241,9
Autres produits	112,7	78,7	66,4
Ensemble	154,2	153,4	171,4

Biens d'équipement et objets de confort ou produits alimentaires de choix, qui constituent une part importante des importations algériennes, sont des marchandises de prix élevés. Par contre, les exportations de l'Algérie portent de façon constante sur des groupes de ressources agricoles où les variations de détail qui peuvent intervenir, ne changent guère la structure de l'ensemble. En outre, l'évolution des prix a joué au préjudice de l'Algérie : à poids égal, la valeur des marchandises exportées a augmenté moins vite que celle des marchandises importées.

Les mesures en faveur de l'exportation :

Aussi à l'Algérie plus encore qu'à la Métropole s'impose la nécessité de surmonter les difficultés croissantes que suscite pour elle l'écoulement de la production de façon à améliorer ses courants d'échange.

L'existence en Algérie et en Métropole de situations parallèles a eu pour conséquence l'institution de mesures de remboursement des charges supportées par les entreprises exportatrices algériennes, mesures inspirées de celles qui ont été prises en faveur des exportateurs métropolitains.

Les résultats des trois premières années d'application font ressortir une amélioration très nette de la situation des produits soutenus, alors que les marchandises non bénéficiaires de l'aide à l'exportation sont en régression sensible de 1955 à 1956.

Cette évolution favorable porte notamment sur les poissons salés, les huiles d'olive, les conserves de poissons et de légumes, les vins, les superphosphates, l'essence de géranium, les tapis, le matériel de vinification.

Enfin, la libération des échanges qui a été le fait saillant de l'année 1954 et qui s'est poursuivie jusqu'en 1956, est naturellement appliquée de plein droit à l'Algérie. On sait, en effet, que la France, fidèle à ses engagements internationaux, a repris et accéléré depuis 1953 sa politique de libération des échanges par des mesures successives dont les plus importantes ont été prises au cours de l'année 1955. Le taux de libération a en effet atteint 73 % en janvier 1955, 75 % en avril.

De l'étude des incidences de ces mesures sur l'économie algérienne, il ressort qu'elles n'ont pas conduit, jusqu'à présent, à une augmentation sensible des importations de produits étrangers, et cela en grande partie du fait de l'institution de la taxe de compensation. Elles ne semblent pas non plus avoir gêné jusqu'ici l'écoulement des produits algériens dans la Métropole. Quoi qu'il en soit, une certaine vigilance s'impose et en particulier la préparation de chaque nouvelle tranche de libération exige une attention constante de la part de l'Administration.

La balance commerciale dans la conjoncture exceptionnelle que traverse l'Algérie depuis 1954 :

Les chiffres statistiques sur lesquels est fondée cette étude s'entendent jusqu'à l'année 1955 incluse. Il apparaît, en effet, que l'activité économique de l'Algérie n'a été en aucune façon influencée par l'apparition en 1954 de l'action séditionnelle et qu'elle a poursuivi de façon constante son évolution favorable.

Mais à juger par les premiers chiffres provisoires qui ont pu être réunis, c'est en 1956 que les troubles ont commencé à influencer de façon diverse certains secteurs de l'activité économique du pays. Si la structure d'ensemble ne semble pas affectée de façon notable par le climat d'insécurité, l'apparition de besoins exceptionnels peut avoir sa part dans le déséquilibre de la balance commerciale. Tandis que les exportations se sont trouvées sensiblement stabilisées au niveau de 1955, les importations se sont au contraire considérablement accrues et ne sont plus couvertes qu'à concurrence de 55 % environ par les exportations. Ainsi, la balance commerciale semble devoir accuser en 1956 un déficit de l'ordre de 122 milliards.

Il serait encore prématuré de vouloir tenter une analyse approfondie de cette situation nouvelle. On peut cependant affirmer que ce phénomène est avant tout conséquence d'un accroissement des besoins intérieurs en produits de consommation, accroissement encore plus sensible peut-être qu'au cours des années précédentes, et souligné par la stabilisation des exportations.

Les caractéristiques de l'économie algérienne d'après-guerre se reflètent donc dans son commerce extérieur : effort considérable d'équipement, amélioration du niveau de vie. Ces deux faits suffisent à expliquer le déficit commercial.

Sans doute, l'avenir dira si l'Algérie ne doit pas trouver dans son sous-sol sa meilleure chance de parvenir à inverser le sens du déséquilibre de son commerce extérieur.

Mais pour le moment et pour un temps difficile à déterminer, la balance commerciale de l'Algérie demeurera caractérisée par un déficit qui (aussi paradoxal que cela puisse paraître) traduit sa volonté de progrès.

Toutefois, si elle veut que le « doping » provisoirement nécessaire à sa modernisation n'exerce que des effets salutaires, l'Algérie devra en régler soigneusement l'usage et travailler à le réduire progressivement au rythme de l'expansion du pays.

Enfin, l'Algérie a le plus grand intérêt à poursuivre une politique d'échanges orientée vers le commerce avec la Métropole, principalement en lui réservant son marché d'importation. Mais cette discipline qu'elle doit s'imposer — et qu'elle s'impose — exige en retour que le placement de la production algérienne sur le marché métropolitain soit protégé comme production nationale.

LE COMMERCE INTERIEUR

Les centres commerciaux :

Le commerce intérieur est surtout actif dans les grandes villes : les plus peuplées, Alger, Oran, Bône viennent en tête, d'autant qu'elles sont le lieu d'un important trafic maritime. Dans l'intérieur, Constantine et Tlemcen sont des places actives. De nouveaux centres comme Colomb-Béchar et d'autres agglomération du Sud ont vu leur commerce se développer en fonction de l'extension des exploitations existantes.

Les marchés hebdomadaires des petites villes et villages de l'intérieur sont plus pittoresques qu'importants. Cependant, dans certaines régions d'élevage ou certains centres agricoles, les transactions prennent parfois une ampleur non négligeable (Souk-Ahras, Kroubs, Maison-Carrée, Boufarik, Tiaret).

L'action des Chambres de Commerce :

La vie commerciale est suivie par huit chambres de commerce — Alger, Oran, Bône, Constantine, Bougie, Mostaganem, Mascara, Philippeville — dont le nombre pourrait être accru prochainement en fonction de la réorganisation territoriale de l'Algérie. Ces assemblées consulaires sont habilitées à donner leur avis aux Pouvoirs publics sur toutes les questions économiques : règlements relatifs aux usages commerciaux et aux créations commerciales nouvelles. Elles ont la gestion des concessions d'outillages portuaires publics.

Leur action est coordonnée depuis 1935 par la « Région économique d'Algérie » dont la compétence s'étend à l'ensemble des problèmes concernant la production, la circulation et la consommation de toutes les denrées et matières commercialisables. L'action des Chambres de Commerce sur le plan de leur circonscription, et celle de la Région Economique sur le plan général, sont le plus souvent communes en raison de leur étroite collaboration.

Les Chambres de Commerce ont fondé un enseignement spécial destiné aux futurs chefs d'entreprises, commerçants et employés de commerce. La Chambre d'Alger a créé, en outre, une « Ecole supérieure de Commerce » (actuellement gérée par la Région Economique) et le « Centre Algérien de la Gestion des Entreprises ». D'autre part, la Région Economique d'Algérie s'est attachée, dans le domaine de la recherche scientifique, à l'étude de la mise en valeur des produits algériens. Créée en 1951, la « Station Expérimentale de Recherches et d'Essais Frigorifiques Louis Morard » examine notamment les problèmes de l'utilisation du « Froid » dans l'entreposage, des transports et de la conservation de toutes les denrées périssables que l'Algérie, pays chaud, produit en quantités importantes.

Importance de l'activité commerciale :

Les circuits d'échanges intérieurs manifestent, comme les autres domaines, que l'organisation économique de l'Algérie est celle d'un pays en pleine évolution.

Deux types d'activités s'y côtoient, en effet, dont l'importance et les méthodes de travail diffèrent profondément : d'une part, un circuit commercial évolué qui participe à l'ensemble économique moderne, particulièrement actif, comportant une infinité d'échanges et réunissant aussi bien des Musulmans que des Européens ; d'autre part, un petit commerce de caractère artisanal qui fait vivre une importante population d'origine autochtone et demeure rudimentaire et réduit.

Puisque déjà, le nombre de commerçants en activité ne peut être établi que de façon très approximative, il n'est guère possible d'évaluer précisément l'importance numérique respective de ces deux groupes économiques. Trop de commerçants, en effet, négligent complètement l'immatriculation au registre du commerce. Ne comprenant pas l'intérêt d'une telle institution, un grand nombre de boutiquiers omettent de déclarer leur activité, voire de requérir — eux ou leurs héritiers — leur radiation quand ils se retirent des affaires. D'autres encore, n'ont que des activités intermittentes, ou instables qui ne se prêtent guère au recensement. Ainsi, toutes les créations de commerce seraient-elles régulièrement immatriculées qu'il faudrait encore procéder à une discrimination difficile.

Toutefois, compte tenu de ces réserves, on peut indiquer qu'en 1954, il existait un total de 309.964 immatriculations aux 17 greffes de l'ensemble du territoire algérien.

En 1938, on enregistrait 1.904 créations de fonds de commerce et 737 faillites ou liquidations judiciaires. Tandis qu'en 1946, on avait respectivement 42.814 et 37, chiffres exceptionnels dus à la brusque reprise des activités économiques au lendemain de la guerre ; entre 1947 et 1952 on assistait à une normalisation progressive du commerce intérieur (22.000 nouveaux commerces en 1949, 15.532 en 1950, 12.967 en 1951 et 8.550 en 1952) puis à une stabilisation au niveau moyen annuel de 3.400 créations pour 1953 et 1954. Par contre, l'année 1955 a été marquée par une reprise assez sensible avec 4.008 créations nouvelles et 96 liquidations ou faillites seulement, contre 125 l'année précédente.

Par ailleurs, le montant total des disponibilités monétaires en Algérie peut fournir une indication valable : il atteignait au 31 décembre 1952 191 milliards, au 31 décembre 1954, 272 milliards et au 31 décembre 1955, 326,5 milliards.

Il ressort de cette analyse que l'activité commerciale de l'Algérie suit une nette progression, parallèlement au mouvement d'expansion économique du pays, qui a pu être observée au cours de ces dernières années.

Toutefois, le niveau de l'activité commerciale, comme celui du développement économique en général, reste bas et il n'est, pour s'en convaincre, que de se reporter aux chiffres correspondants de la Métropole où le montant des disponibilités monétaires atteignait en 1952 — pour ne prendre que cet exemple — 4.157 milliards, soit près de 22 fois plus pour une population 5 fois plus nombreuse seulement. Encore faut-il considérer que la vitesse de la circulation de la monnaie est plus grande en France qu'en Algérie, où l'usage des chèques et de la lettre de change est beaucoup moins répandu que dans les pays plus évolués.

Le commerce intérieur dans la conjoncture exceptionnelle présente :

Les éléments statistiques fournis pour l'année 1955, permettent également de constater que l'activité commerciale de l'Algérie n'a pas été affectée par la conjoncture politique de l'année 1955, quoique plusieurs zones d'insécurité aient connu un certain marasme. Il convient, au reste, de souligner qu'un programme d'action comportant des dispositions bienveillantes à l'égard des débiteurs de bonne foi, des prorogations d'échéances ou des concours financiers nouveaux a été appliqué en faveur des commerçants victimes des événements.

Au demeurant, la tendance à la stabilité des prix qui s'était manifestée de 1952 à 1954 s'est maintenue pendant l'année 1955 avec les mouvements saisonniers habituels, et a permis une forte progression des chiffres d'affaires commerciaux.

Cependant, un examen approfondi permet de constater deux tendances qui pourraient aller en s'accroissant au cours de l'année 1956.

— L'une, paralysante, a exercé son influence sur les domaines et dans les régions atteintes par la rébellion, à savoir essentiellement les transports routiers, le tourisme, les biens d'équipement agricole et les investissements privés.

— L'autre, stimulante, résultant de la présence des forces de l'ordre, s'est exercée principalement dans les secteurs des produits alimentaires et de la restauration, et plus faiblement, de l'hôtellerie et des spectacles.

Le tourisme :

Le tourisme en Algérie mérite une mention toute spéciale ; il a, en effet, connu un développement remarquable au cours des dernières années à la suite des efforts persévérants qui visaient à en faire l'un des facteurs de l'expansion économique du pays.

Au lendemain de la guerre, le tourisme algérien déjà fort réduit dans le passé, était pratiquement inexistant et ne disposait pas d'une organisation capable de relancer un mouvement touristique.

Or, la variété des sites, le climat, toutes les richesses folkloriques, les vestiges historiques, tout concourt à faire de l'Algérie un grand centre touristique pour peu qu'elle soit pourvue de l'équipement indispensable et que soit menée à l'extérieur une propagande destinée à la faire mieux connaître.

Cette politique fut entreprise par les Pouvoirs publics dès les années 1948-1950 avec prudence d'abord de façon à maintenir un équilibre entre tous les secteurs qui interviennent dans l'activité touristique. L'activité touristique, en effet, ne s'improvise pas et pour atteindre le niveau élevé auquel elle est parvenue, par exemple, en Métropole, elle doit posséder une organisation forgée jour après jour, au prix de longs et patients efforts. Un programme fut donc établi qui comportait des objectifs modestes, mais intéressait tous les secteurs à la fois.

Des crédits spéciaux, régulièrement croissants, furent affectés chaque année et à la remise en état des hôtels existants et à l'extension de l'équipement hôtelier ; les parcs automobiles furent reconstitués, les transports routiers et ferroviaires rénovés, la navigation aérienne développée.

Parallèlement à cet effort de rééquipement, l'action de propagande s'intensifiait attirant des touristes de plus en plus nombreux. Dans les grandes villes se tinrent des congrès de plus en plus rapprochés, des navires en croisière firent escale dans les grands ports ; des circuits réguliers furent organisés par des entreprises privées avec l'aide des Pouvoirs Publics ; enfin, ce fut l'apparition de villages de toile qui, se multipliant rapidement, accueillirent sur les côtes algériennes, durant les mois d'été, de nombreux touristes métropolitains.

Si, en 1954, le mouvement touristique était encore loin d'atteindre l'ampleur du tourisme métropolitain, des résultats sensibles avaient pu être obtenus.

L'intérêt grandissant pour l'Algérie qu'on était parvenu à susciter avait fait augmenter le nombre de touristes étrangers. Les chiffres d'entrée pour l'ensemble de l'Algérie sont difficiles à dégager, mais on peut indiquer que pour les seuls port et aéroport d'Alger, il s'élevait à 12.608 en 1954 ; 5 grands circuits touristiques étaient assurés pendant toute l'année, qui parcouraient le Nord comme le Sud de l'Algérie ; en 1954, il n'existait qu'un centre de vacances et 2 villages de toile ; en 1955, le tourisme populaire d'été disposait des centres de vacances ou des villages de toile suivants : Herbillon, Les Afbis, Tichy, Cap-Aokas, Cap-Matifou, Zéralda, Francis-Garnier, Cherchell et les Andalouses.

Ainsi, voit-on que le mouvement touristique connaissait en Algérie un essor considérable et nul doute qu'il aurait encore progressé si l'insécurité survenue depuis n'avait pas détérioré progressivement les résultats acquis. Certes, de nombreuses régions sont restées ou auraient pu rester ouvertes au tourisme, mais les mouvements de touristes, essentiellement fluctuants, ne pouvaient pas manquer de se détourner très vite de l'Algérie.

Ainsi l'action séditeuse a détruit pour longtemps l'effet de plusieurs années d'efforts qui avaient abouti à créer de toutes pièces un « tourisme algérien ».

L'artisanat :

Il existe en Algérie un artisanat original de traditions très anciennes et d'une valeur artistique incontestable. Tapis, tissages, broderies, cuivres ciselés, bijoux, poteries en sont les produits les plus connus et les plus estimés.

Cependant, exposé à la concurrence des productions industrielles, affecté par l'évolution de la société musulmane, cet artisanat se trouvait menacé et donnait des signes d'une décadence qui risquait de priver de leurs ressources la plupart des petits artisans. Pour y remédier a été créé un service de l'artisanat qui se propose de guider l'artisan, de le ramener vers les sources traditionnelles de son inspiration, de l'aider enfin à placer sa production.

Des résultats tangibles ont pu être ainsi obtenus : l'artisan a compris qu'en suivant les conseils et les directives qui lui sont donnés, qu'en modifiant ses méthodes de travail et ses techniques archaïques il parvient à améliorer ses productions et, par suite, à en assurer plus facilement l'écoulement.

L'aide qui lui est apportée se manifeste d'abord par la fourniture de matières premières de choix, laines en particulier, qui lui sont livrées, filées au calibre voulu et teintées selon une gamme de nuances étudiées au laboratoire. Elle se manifeste encore par la création de centres de perfectionnement artisanal dans les localités où l'artisanat est particulièrement développé. Ces centres où l'artisan trouve conseils et assistance, sont répartis sur tout le territoire : Aflou, Tlemcen, Mascara, Timimoun, Cherchell, Laghouat, Tébessa, Philippeville, Khenchela, El-Oued, Sétif, Biskra, Grande-Kabylie, Bône.

D'autre part, l'artisan à domicile dont les moyens financiers sont insuffisants peut recevoir des avances de matières premières et des prêts de matériel et d'équipement. Une importante masse de prêts, plus de 90 millions, est répartie par l'intermédiaire de la société de prévoyance artisanale d'Alger et par les sociétés agricoles de prévoyance, notamment par celles qui sont dotées d'une section artisanale.

Qu'il s'agisse de tissages, de broderies, de dentelles, de vanneries, de poteries, de bijoux, de dinanderie, de sellerie, l'aide à l'artisan se complète par une organisation commerciale avec contrôle de la fabrication, exposition des produits finis et estampillage en vue d'une commercialisation rationnelle et rémunératrice.

Au cours de l'année 1956, ont été soumis à la formalité de l'estampillage 52.874 tapis représentant une superficie totale de 118.320 mètres carrés et 412.349 kilogrammes.

Ainsi, l'activité des services artisanaux prend les formes les plus variées. Il est utile de mentionner les efforts qui sont déployés pour permettre l'écoulement des produits de bonne qualité et en conséquence, procurer à l'artisan, et surtout à l'artisane, un salaire d'appoint appréciable. Le chiffre des ventes réalisées par la société de prévoyance artisanale d'Alger, chargée de la commercialisation de la production artisanale pour l'ensemble de l'Algérie, a doublé de 1955 à 1956, preuve que l'action engagée en Algérie en faveur des artisans est vraiment efficace.

Conclusion

L'activité et l'évolution du commerce intérieur restent difficiles à estimer, étant donnée la rareté des indices chiffrés. Les seuls renseignements précis concernent le nombre de créations, mutations et radiations du registre du commerce.

Ils manifestent une certaine stabilisation de la propriété commerciale, conséquence d'une part, pour quelques secteurs, de la présence d'effectifs militaires consommateurs et d'autre part, des mesures prises pour protéger le commerçant mobilisé.

En ce qui concerne l'évolution du commerce extérieur au contraire, les statistiques douanières permettent de définir avec précision la situation de la balance commerciale, qui est caractérisée essentiellement par un déficit croissant.

Ce déséquilibre, conséquence de l'effort d'industrialisation entrepris en Algérie depuis plusieurs années, naît, paradoxalement, de la recherche d'un nouvel équilibre économique. En effet, l'économie algérienne, exclusivement agricole jusqu'à une date récente, s'ouvre progressivement à la vocation industrielle, puisque la part du secteur industriel dans le revenu global intérieur brut de l'Algérie qui est actuellement de 32 % environ pourra s'établir prochainement aux environs de 40 %.

D'autre part, l'élévation du niveau de vie que révèlent l'augmentation de certains postes à l'importation (biens de consommation) et la diminution des mêmes postes à l'exportation, contribue à accroître le déséquilibre.

Comment est compensé ce déficit ? Par un apport extérieur de capitaux et de revenus publics et privés :

1) *Des revenus privés* à savoir les envois de fonds effectués par les travailleurs algériens en Métropole.

2) *Des revenus publics* versés sous forme de traitements, salaires et pensions.

3) *Des capitaux privés* qui s'investissent en Algérie.

4) *Des capitaux publics*, tels les investissements de l'administration métropolitaine, les emprunts du Trésor Algérien, etc...

Parmi ces apports extérieurs les transferts de salaires et les investissements de l'administration métropolitaine sont quantitativement les plus importants.

De plus, l'ensemble de ces apports joue un rôle essentiel en élevant, dans l'immédiat ou à long terme, le pouvoir d'achat de la population.

Que la balance commerciale soit en déficit croissant sans que l'économie algérienne en souffre, cela prouve de façon concrète que l'Algérie livrée à ses seules ressources ne pourrait ni s'équiper ni se développer puisque l'équilibre n'est rétabli que grâce au concours toujours accru de la Métropole.

SOCIETE NATIONALE
DES ENTREPRISES
— DE PRESSE —
IMPRIMERIE D'ALGER
6, AVENUE PASTEUR, 6
— ALGER —

L'Artisanat dans la région d'Oran et les Territoires du Sud-Oranais

L'Oranie et les Territoires du Sud-Oranais sont, en ce qui concerne l'Artisanat, divisés en trois zones :

- 1° - La zone Nord, ayant pour centre Tlemcen.
- 2° - La zone du Djebel-Amour, ayant pour centre Aflou.
- 3° - La zone des territoires d'Aïn-Séfra.

Les activités recensées sont groupées dans l'ordre ci-dessous :

- | | |
|---------------------------------------|--------------------------------------|
| Groupe 1 - Tapis | 7 - Travail du bois |
| 2 - Tissages | 8 - Travail du cuir |
| 3 - Broderies | 9 - Bijoux |
| 4 - Dentelles | 10 - Travail du fer |
| 5 - Sparterie, Vannerie | 11 - Travail du cuivre |
| 6 - Poterie, Céramique, Mosaïque | 12 - Travail des matières plastiques |
| 13 - Décoration, Peinture, Miniature. | |

1° - ZONE NORD - CENTRE TLEMCEM.

Cette zone comprend : Oran, Nédroma, Qal'a, Mascara et les douars des communes de Marnia, Sebdou et Montagnac.

- Groupe 1 - Tapis : a) production contrôlée
b) production non contrôlée

a) La production de tapis dans les centres de Tlemcen, Oran et Nédroma a gardé son importance, elle n'a pas changé de caractère. Le contrôle de la qualité est toujours effectué ; les règlements de l'O.F.L.A.C. tendent à hausser le niveau de la qualité bénéficiant de la garantie officielle. Pour cela, tous les tapis exportés d'Algérie doivent répondre à un minimum de qualité, ils sont contrôlés et identifiés par des étiquettes précisant les lieux d'origine, la qualité des matières employées et le nombre de points noués au dm² ; mais en vertu d'un arrêté pris en décembre 1955, le plomb de garantie jusqu'alors accordé aux fabrications comptant 224 points noués au dm², n'est plus accordé qu'à celles comptant au moins 400 points. L'application récente du nouveau règlement ne permet pas de juger de ses répercussions, et, dans le classement ci-dessous, il ne sera tenu compte que des poids et surfaces contrôlés.

ANNEES	SURFACES EN M2 CHIFFRES ARRONDIS A 1.000	POIDS EN QUINTAUX
1949	105.000	3.879
1950	100.000	3.550
1951	100.000	3.355
1952	121.000	4.140
1953	126.000	4.240
1954	127.000	4.060
1955	122.000	4.200
1956	117.000	4.087

Les différences de poids et de surfaces sont minimes et dues surtout aux différences de fabrications présentées sur le marché. L'examen continu du centre permet de dire que le chiffre moyen d'affaires, le nombre d'heures de travail et la masse des salaires distribués ont été maintenus. Cette stabilité est due à la souplesse de la fabrication, celle-ci utilisant des matières premières dont les fluctuations de prix sont compensées par une amélioration continuelle des procédés de préparation, et employant une main-d'œuvre dont les salaires n'ont pas varié. Il est nécessaire que ces derniers évoluent dans un proche avenir, et, comme ils interviennent dans le prix d'un article destiné uniquement à une clientèle étrangère, différentes aides doivent être envisagées afin de conserver à Tlemcen une de ses principales sources de revenus.

Les principales clientes de Tlemcen sont restées la Métropole et la Suisse, à la suite desquelles on peut maintenant citer l'Allemagne.

Le nombre des fabriquants n'a guère varié, il oscille toujours entre 55 et 60, la moitié d'entre eux ne produisant pas plus de 500 m² par an, quelques-uns fabriquant 15.000 mètres environ.

Le chiffre d'affaires, moyen pour ces dernières années se situe à environ, en Frs : 510 millions.

Les salaires distribués à environ 70 millions.

Les matières premières employées, provenant toujours des mêmes sources, représentent en poids :

Laine	220 tonnes
Coton	chaîne 61 »
	trame 138 »

Soit au total..... 419 tonnes

évalués en Francs à 320 millions.

a) Mascara. — La production de tapis contrôlés à Mascara est issue du Centre Municipal d'artisanat qui joue un rôle éducatif. Elle a atteint en 1955, environ 80 mètres carrés. C'est à Mascara, que la technique très particulière du vieux tapis de Qal'a est conservée. Ce centre fonctionne maintenant depuis cinq années et donne les résultats escomptés ; les élèves qui terminent le cycle d'études prévues et qui en manifestent le désir, sont équipées à domicile par les soins de la municipalité ; elles continuent à être guidées par leur professeur et bénéficient des moyens d'écoulement offerts par la S.I.P.A. d'Alger, organisme de commercialisation soutenu par le Gouvernement Général.

Le projet de création d'un atelier municipal de préparation et de teinture de la laine n'a pas eu de suite et ne devra être repris que lorsque l'importance de la consommation de matières le justifiera, mais l'implantation d'un artisanat familial de qualité, espéré en 1952 est maintenant une chose faite.

b) *Production non contrôlée.*

La production qui n'est pas présentée aux services de contrôle ne peut sortir d'Algérie, elle est destinée aux marchés locaux, elle est souvent de basse qualité et de prix bas. Les centres de Tlemcen et Nédroma en produisent dans le cadre familial environ 16.000 mètres carrés annuellement pour une vente globale de Frs : 60 millions environ. Il est difficile d'estimer la production de Qal'a qui doit être aussi importante en surface. A Oran, la population n'étant pas traditionnellement artisanale, toute la production est manufacturière et contrôlée.

Le centre de Qal'a est toujours producteur de tapis, mais ceux-ci ont perdu leur caractère. Les ouvrages présentés sur le marché font constater un abandon des motifs floraux stylisés au profit de motifs géométriques ; cette transformation du décor, qui s'accroît sans cesse, est due, plus à un souci de travail hâtif, qu'à un besoin d'invention. La production actuelle est pauvre, elle convient à la clientèle visitée par les colporteurs, elle fournit des revenus non négligeables à un nombre important d'artisans.

Groupe 2. — Tissages.

Dans la zone considérée deux types de tissages sont exécutés.

1° *Le tissage de basse lisse* : travail masculin, à Tlemcen, centre manufacturier, et à Nédroma, pour la satisfaction des besoins des trois groupes de clientèle déjà définis en 1952 et qui ne sont pas modifiés, soit :

La clientèle campagnarde pauvre

La clientèle citadine traditionnelle

La clientèle étrangère.

2° *Le tissage de haute lisse* : travail féminin exécuté à domicile dans la montagne environnant Nédroma et dans la campagne de Mascara. Ce deuxième type de tissage permet la confection de pièces de tissus destinées uniquement à la confection de vêtements traditionnels et n'intéresse que le marché local.

L'étude de l'activité du tissage est tentée suivant le classement ci-après :

a) tissages destinés à l'exportation

b) tissages destinés aux marchés locaux.

a) Les tissages destinés à l'exportation sont réalisés surtout dans un but décoratif, ils ne sont pas soumis au contrôle de la standardisation ; ils sont étudiés et réalisés suivant les principes appliqués à la production de tapis. Dans bien des cas, le manufacturier organise les deux productions pour la même clientèle obtenant de bas prix par l'emploi de matières mélangées, la standardisation des dimensions, la simplification des motifs permettant une réalisation rapide. La stabilité prouvée du marché du tapis est constatée dans le marché du tissage ; elle peut être estimée pour les trois dernières années, par l'emploi approximatif annuellement de 275 tonnes de matières premières — le poids moyen du tissage, au m², environ 0 K. 400.

Vendu approximativement le m² : 400 Fr.

Soit en valeur, Frs : 1.000 Frs le kilo.

Et annuellement, Frs : 275 millions de chiffre d'affaires.

Cette production exportée est surtout réalisée en manufactures, travaillant très régulièrement, distribuant annuellement Frs : 55 millions de salaires à 200 tisserands ouvriers protégés par les lois sociales.

b) Tissages destinés aux marchés locaux.

La clientèle campagnarde a maintenu sa consommation provoquant une activité saisonnière chez les producteurs ; les moments de saison morte ont pu être en partie occupés ces dernières années par l'exécution de couvertures et de vêtements commandés par le service de la protection civile en faveur des sinistrés, et par l'administration chargée d'équiper des troupes.

Une estimation annuelle des matières employées pour la couverture des besoins traditionnels fait arrêter les chiffres à :

50 tonnes de laine

et à 10 tonnes d'autres matières (soie, rayonne, fibrane, coton).

La valeur globale de ces matières ouvrées atteint, Frs : 62 millions.

De plus, environ quarante deux millions de francs de commandes officielles ont été réalisées dans le même centre pour 1955. C'est à Frs : 15 millions que peut être estimée la rétribution des artisans travaillant dans ce secteur.

La production des tissages sur métiers de « haute lisse » peut être estimée pour la région de Nédroma de 4 à 5.000 pièces valant 5.000 à 7.000 Frs l'une.

Le centre de Mascara écoule sa production sur place, à Relizane et sur quelques petits marchés de la côte ; moins importante que celle de la région de Nédroma, elle n'a pu être estimée.

L'activité textile de la zone 1 provoque un travail important de préparation des matières premières. L'approvisionnement du marché de Tlemcen est assuré par l'apport des laines « Colon » de la région, mais la grande consommation locale fait appel aux ramasseurs qui s'approvisionnent sur tous les marchés d'Algé-



TLEMCEM — Préparation mécanique de la matière



TLEMCEN — Un tisserand

rie, puis aux industriels qui traitent les laines exotiques et procèdent à tous les mélanges. Les plus importants fournisseurs sont installés à Oran (La Sénia), à Tlemcen et au Maroc ; il s'ensuit un prix relativement peu mouvant pour la laine.

Les filés de coton, de fibranne, rayonne et soie sont importés de la Métropole.

MARCHE DES TEXTILES A TLEMCEN ET ORAN RAPPEL DES CHIFFRES COMMENTES AU COURS DE L'EXPOSE

Chiffre d'affaires :	Tapis	{ production contrôlée	Frs: 510 millions
		{ production non contrôlée	Frs: 60 »
	Tissages	{ production exportée	275 »
		{ production destinée à l'usage local	104 »
			<hr/> 949 »

Valeur des matières employées :		
Tapis : Laine (locale, exotique, déchets, mélanges).		
Coton filé retordu provenance Métropole pour chaîne	221 tonnes	246.450.000 Frs
Coton pour trame fourni pour 9/10 par la Métropole	61 tonnes	30.500.000 Frs
Tissages : Laines, coton, matières mixtes	138 tonnes	41.400.000 Frs
	375 tonnes	262.000.000 Frs
		580.350.000 Frs

580 millions.

Salaires : Tapis :

a) 70 millions b) 3 millions

Tissages : 71 millions.

144 millions environ.

Groupe 3. — La broderie traditionnelle méditerranéenne disparaît des programmes d'enseignement appliqués dans les écoles ; elle est encore enseignée dans certains ouvriers, en particulier dans celui d'Eugène-Etienne, Hennaya dont les travaux sont de belle qualité. Souvent exécutés sur commande, ils n'apparaissent pas sur les marchés.

Groupe 4. — La technique de la dentelle est toujours enseignée à Mascara. La production très rapidement écoulee dans les milieux proches du centre municipal ne peut alimenter les comptoirs de vente de la S.I.P.A., lesquels enregistrent des demandes.

Groupe 5. — Les groupes producteurs de vannerie restent les mêmes, soit :

- 1 - Les Azaïl (Sebdou mixte)
- 2 - Les Beni Snous)
- 3 - Les Boqqoya) Marnia mixte
- 4 - Les Oul'hassa - Remchi mixte

1. — La qualité des vanneries exécutées aux Azaïl est toujours aussi belle. La production occupe saisonnièrement la main-d'œuvre féminine et s'écoule sur les marchés environnants.

2. — Aux Beni-Snous, la production de nattes tramées d'alfa naturel et teint, agrémentées parfois de laine est toujours aussi importante. Le chiffre des ventes annuelles annoncé en 1952 a été maintenu à environ : Frs : 15 millions. Ces nattes transitent d'abord au marché du Khémis, puis à Tlemcen pour être réparties sur tous les marchés locaux.

3. — Les Boqqoya continuent à exécuter les mêmes plats et paniers et les écoulent toujours auprès des touristes.

3. — Les Oul'hassa ont gardé leur activité ; l'importance annuelle des ventes s'est maintenue et peut être estimée à Frs : 10 millions.

En résumé, mis à part les travaux des Boqqoya destinés essentiellement aux touristes, les plats des Azaïl, les nattes des Beni-Snous et les chapeaux des Oul'hassa répondent à un besoin d'emploi local. L'inter-

vention du Service dans ces activités se résume à l'achat permanent des très belles pièces afin d'en encourager le maintien de l'exécution. Les plats des Azaïl en raison de leur petite taille et de leur prix modique trouvent acquéreurs dans le commerce européen. Les nattes et les chapeaux ne paraissent pas adaptables aux besoins d'une autre clientèle que celle qui leur est fidèle.

Groupe 6. — Le centre de potiers le plus important et le plus curieux est situé dans la montagne, chez les M'Sirda (Marnia mixte). La production de pièces utilitaires, les grandes jarres pour l'approvisionnement d'eau aux fontaines, s'accompagne d'une production de bibelots décorés. Des encouragements continuent à être accordés par le Service, aux meilleures pièces à l'occasion de concours ou d'expositions. La céramique et la mosaïque traditionnelles ne se signalent pas dans le département.

Groupe 7. — L'activité traditionnelle concerne toujours, à la campagne, l'exécution de plats, dans la ville, la confection d'arçons de selles et de coffrets. Si les plats en bois tourné gardent la faveur d'une certaine population, la selle est moins utilisée et le coffret est remplacé par des meubles de caractère moderne. Il ne paraît pas possible de diffuser davantage l'usage du plat en bois, la selle ne peut intéresser que les propriétaires de montures dont l'usage se perd, les coffres ne sont plus employés que par une population très pauvre et leur confection ne peut donner lieu à l'exécution d'ouvrages à signaler. L'action du Service dans ce domaine est bien limitée.

Groupe 8. — Le travail du cuir comprend :

La tannerie, la baboucherie, la bourrellerie et la broderie sur cuir. La diminution de l'activité de la tannerie, signalée en 1952, s'est accentuée, elle est la conséquence de l'abandon progressif de la babouche et du cheval. Le remplacement des babouchiers par des cordonniers ne diminue pas la consommation de cuir, mais exige une fabrication que l'état actuel de la tannerie ne permet pas d'obtenir. La reconversion des bourrelliers et des brodeurs sur cuir paraît plus difficile.

En tenant compte de l'importance de l'abattage à Tlemcen évalué à 200 moutons et 50 bovins journellement, connaissant les besoins en laine de l'industrie locale, il a semblé logique, au Service de l'Artisanat, d'envisager l'amélioration des procédés de tannerie locaux. Un projet d'installation modernisée et de lancement d'une tannerie coopérative est à l'étude.

Groupe 9. — Aucune modification n'est intervenue dans le commerce des bijoux : les productions des ateliers lyonnais inspirées de motifs locaux anciens ont toujours la faveur du public. Aucune influence du Service ne peut s'exercer dans cette activité.

Groupe 10. — Le nombre des feronniers est minime ; depuis quelques années, plusieurs essais d'emploi de fer forgé ont été tentés, ils n'ont pas donné les résultats attendus.

Groupe 11. — Quelques artisans, à Tlemcen, Mascara et Saïda, sont en mesure de confectionner des objets moulés et ciselés en bronze et des plateaux de cuivre, ciselés et incrustés. Leur activité est peu sollicitée.

Groupe 12. — Le travail des matières plastiques... quelques artisans tlemcéniens transformant la corne en objets utilitaires peuvent entrer dans cette catégorie.

Groupe 13. — Aucun retour à une décoration de caractère local ne s'est manifestée depuis les dernières enquêtes.

2° - LA ZONE DU DJEBEL-AMOUR, CENTRE AFLO ET COMPRENANT GÉRYVILLE

Dans cette zone qui va de Djelfa à l'Est pour aboutir à Géryville, à l'Ouest, l'activité artisanale est exercée par une population nomade dont les productions sont très adaptées aux besoins et se limitent aux groupes 1 tapis et 2 tissages. Quelques travaux de vannerie peuvent être signalés sans retenir l'attention.

Groupe 1. — TAPIS :

Le tapis au point noué de très haute laine est l'article qui a le plus de succès auprès de la clientèle européenne, c'est celui qui a fait l'objet du programme publié en 1952, et dont la réalisation se poursuit heureusement. Un chef de centre installé à Aflou visite et influence l'ouvroir de Géryville ; l'atelier de teinturerie projeté fonctionne et sert à la formation de teinturiers locaux.

L'activité des tisseurs nomades n'est pas entièrement recensée, mais la production contrôlée, destinée uniquement à l'exportation et apportant de ce fait des ressources nouvelles au pays, a atteint pour les deux dernières campagnes 1955 et 1956 un total de 730 m² pesant 2.100 kilos. Au prix moyen de 7.000 Frs le M², c'est un revenu supplémentaire de Frs : 5 millions qui a été procuré à la population.

Groupe 2. — TISSAGES :

a) les tissages à effet de chaîne

b) les tissages à effet de trame.

a) Les tissages à effet de chaîne dits « flidjs » constituent les murs de la tente. Ils sont toujours très parfaitement exécutés et le seront sans doute tant que durera l'usage de la tente ; les sacs et les musettes sont également réalisés par cette technique qui accorde une importance dominante aux rayures.

b) Les tissages à effet de trame emploient la gamme et les motifs bien définis du tapis au point noué ; leur but est de servir de cloisons pour les séparations indispensables dans la tente. Ces techniques de tissages sont excellentes et peuvent provoquer des travaux adaptés aux besoins de clients étrangers, c'est dans le but de montrer les résultats obtenus dans ce sens, que le 3 mai 1956, la salle Bordes à Alger a servi de cadre à une grande exposition révélant au public la vie des nomades et les possibilités d'emploi de leurs œuvres dans des décors modernes. Cette manifestation a atteint son but ; elle a permis d'enregistrer de nombreuses commandes.

Situé à la limite des zones du Djebel-Amour et saharienne, l'ouvroir d'Aïn-Sefra poursuit son travail d'enseignement de la broderie et du tapis. Si la broderie est méditerranéenne, la proximité du Maroc influence les réalisations en points noués. Il semble d'ailleurs que le temps consacré à ces productions soit minime et ne vise pas à la formation d'une main-d'œuvre spécialisée.

3° - LA ZONE DES TERRITOIRES D'AIN-SEFRA, CENTRES PRINCIPAUX :

BENI-ABBES, ADRAR (TOUAT), TIMIMOUN (GOURARA)

La population de ces régions réalise des travaux classés dans les groupes :

1. — TAPIS : les tanefsas.
2. — TISSAGES : a) les dokkali ; b) les tellis.
5. — SPARTERIE : utilitaire et de fantaisie.
6. — POTERIE : utilitaire et de fantaisie.
9. — BIJOUX : d'argent et de perles.

Groupe 1. — Les tanefsas réalisés pour servir de tapis sont en tissage plat. Ils se trouvent surtout dans le Gourara. Ils offrent l'aspect de rectangles unis : rouges, verts, noirs, accolés de part et d'autre d'un carré central rouge, sur lequel quelques points noués rappellent les couleurs des rectangles. Ce tapis est peu fabriqué et n'a pas encore fait l'objet d'une adaptation.

Groupe 2. — TISSAGES : a) Les « Dokkali » réalisés dans les oasis du Touat et du Gourara provoquent une grande activité ; ils font l'objet d'un commerce important tant avec le Nord qu'avec le Sud. Ils ont bénéficié du programme élaboré il y a trois années tendant à redonner à leur fabrication la qualité et par voie de conséquence, l'importance atteinte avant 1938.

Les dokkali dits d'Adrar et ceux dits de Timimoun sont des tissages lourds composés de bandes de laine et de coton dans lesquels le blanc domine ; quelques motifs géométriques ou floraux très stylisés les parsèment légèrement. Ces tissages sont appréciés comme vêtements et comme tapis de selles par les populations nomades de l'extrême-Sud.

Les dokkali dits de Fatis sont des tissages très légers réalisés avec un grand souci décoratif ; leur fond blanc est découpé de grands losanges rouges opposés par le sommet. De petits triangles jaunes, verts et rouges viennent meubler indifféremment les zones de fond tirant parti des lois de contrastes et de fins cernés noirs et blancs. Les dokkali de Fatis s'écoulent aisément au développement du tourisme aérien, provoquant des ventes directes et l'ouverture de relations commerciales.

b) **LES TELLIS :** Les tellis, faits de poils de chèvres, sont des tissages lourds utilisés comme tapis de sol par la population locale ; leur décor composé surtout de rayures en tons naturels : brun, blanc, noir, utilise parfois le rouge teint. Le tellis est proposé surtout sur le marché d'Adrar ; les relations aériennes lui ont ouvert un débouché auprès des touristes qui apprécient le caractère simple et rude de son décor.

La diffusion des tissages sahariens dans le circuit commercial a nécessité l'organisation et le contrôle de la production, lesquels ont été possibles grâce à l'aide financière accordée aux centres du Touat et du Gourara. Les chefs d'annexe font contrôler la qualité des teintures et de la contexture, ils approvisionnent les artisans en matières premières et financent la production ; parvenant en 1954 à faire traiter 80 quintaux de laine, quantité qui sera doublée prochainement et atteindra alors les plus hauts chiffres enregistrés.

Groupe 5. — La vannerie utilitaire donne lieu à la confection de grands paniers, réservoirs à provisions, et de plats, elle est exécutée dans presque toutes les agglomérations et aboutit à Adrar, Timimoun et plus particulièrement à Beni-Abbès. Les travaux de fantaisie reproduisent à petite échelle les objets usuels et vendus aux visiteurs. Aucun problème d'écoulement ou d'amélioration n'est posé par cette technique.

Groupe 6. — La poterie utilitaire est rugueuse et n'apporte pas de formes et de décors particuliers ; à l'intention du touriste, quelques cendriers sont exécutés à Tamentit.

Groupe 9. — Les bijoux d'argent comprennent des agrafes gravées — des bracelets creux très légers, ornés de décors dus à l'estampage. Le centre de production, Tamentit, produit très peu. Une renaissance de cette activité ne peut être provoquée que par un enrichissement de la clientèle. Dans le même groupe sont classés les colliers de perles dont la technique est totalement différente. Ces bibelots sont souvent fabriqués par les gens qui les portent ou troqués pour une petite somme.

Les réalisations énumérées dans ces trois derniers groupes ne peuvent, pour des raisons diverses, être influencées, adaptées ou développées.

CONCLUSION

L'action du Service de l'Artisanat a été constante et efficace, elle a permis le sauvetage des techniques anciennes dans tous les cas où leur adaptation aux besoins nouveaux était possible ; elle a exigé et maintenu le niveau de la qualité pour les articles exportés. Elle a libéré les bons artisans de l'emprise des banques, elle a diffusé partout les meilleurs produits de l'artisanat.

- 1°. — En orientant et en subventionnant les recherches dans les centres municipaux et les ouvrois privés.
- 2°. — En appliquant des règlements aux travaux exportés.
- 3°. — En accordant des prêts aux petits artisans.
- 4°. — En récompensant les meilleurs artisans et en diffusant leurs travaux dans les milieux commerciaux.

Pour cela, le centre municipal de Mascara et l'ouvroir des Sœurs Trinitaires d'Eugène-Etienne - Hennaya bénéficient des conseils de deux adjointes techniques du service.

Le service de contrôle et d'estampillage des tapis est assuré par quatre agents à Tlemcen et 1 agent à Oran.

Des prêts de matières premières et de petit équipement ont été accordés à Tlemcen à 219 artisans pour une somme globale de 31.400.000 fr. Dans le Djebel-Amour, les avances faites aux artisans atteignent environ 5 millions. Dans les territoires d'Aïn-Séfra, cinq millions également ont permis le financement des campagnes de fabrication. Les meilleurs produits de l'artisanat de ces régions ont été exposés : à Paris, Florence, Munich, Alicante, en plus de leur présence aux Foires locales à Oran, et Tlemcen. A l'Exposition Nationale du travail, où seuls sont présentés toutes les trois années les lauréats algériens, depuis 1949, année de la mise en place du Service dans le département, 16 titres de :

« Un des meilleurs artisans de la France d'Outre-Mer » ont été accordés aux représentants des régions qui viennent d'être passées en revue.

soit : TAPIS : Djebel-Amour	4 titres
Mascara	1 »
TISSAGES : Tlemcen	4 »
Sahara	1 »
VANNERIE : Azail	2 »
CUIR BRODE : Tlemcen	2 »
BOIS : Tlemcen	1 »
CUIVRE : Tlemcen	1 »

Parmi les projets en cours de réalisation, il faut signaler l'installation à Oran, d'un centre de documentation et d'exposition permanente.

FONCTIONNEMENT DU SERVICE

Le Service est domicilié :

1° - à Aflou, où il est représenté par le chef de Centre Régional du Djebel-Amour.

2° - à Tlemcen, Route de Mansourah, où il comprend : Un chef de Centre Régional,

Une Adjointe Technique,

Une dessinatrice,

Quatre agents de Service.

3° - à Mascara, Place Lafontaine - Bab-Ali - siège du Centre municipal dirigé par une Adjointe Technique.

4° - à Oran, 20, boulevard Oudinot, siège de l'Inspection, où il comprend un agent occasionnel chargé du contrôle des exportations.

Le Service y est représenté, pour le département d'Oran et le territoire d'Aïn-Séfra, par un Inspecteur.

F. FAUCK.

SOCIETE NATIONALE
DES ENTREPRISES
— DE PRESSE —
IMPRIMERIE D'ALGER
6, AVENUE PASTEUR, 6
— ALGER —

ROLE DE LA MÉTROPOLE DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'ALGÉRIE

A la France incombe la responsabilité du développement économique de l'Algérie. Il est utile, pour faire justice de certaines accusations sommaires, de dégager les principes qui ont dominé son action.

INVESTISSEMENTS ECONOMIQUES ET INVESTISSEMENTS SOCIAUX

Le moteur de tout développement économique est constitué, on le sait, par les investissements. Selon le type des investissements engagés, on distingue communément deux politiques de développement :

— *Les investissements économiques* : la politique d'investissements fait porter tous les efforts sur l'économie moderne seule. Elle est assurée d'avantages certains, surtout au point de vue financier ; une telle politique n'exige pas, en effet, de sacrifices financiers considérables, puisque les investissements engagés sont directement et immédiatement rentables. C'est le cas de l'exploitation du pétrole, des mines, des installations énergétiques et de certaines cultures industrielles. Une partie des masses déshéritées, celles qui viennent à bénéficier de l'essor économique, se trouvent jetées sans transition du secteur économique traditionnel au secteur moderne au prix d'un déracinement total, sans que le sort de la masse, dans sa grande majorité, se trouve notablement amélioré. En effet, les créations d'emplois et de revenus, si elles sont parfois importantes, ne constituent toutefois qu'une conséquence seconde, l'objectif premier que recherchent les bailleurs de fonds étant naturellement la rentabilité des fonds engagés.

Ainsi cette politique est le fait par excellence de l'initiative et des capitaux privés et prend souvent la forme d'un « Impérialisme économique » par lequel la nation la plus avancée économiquement tient en tutelle plus ou moins dissimulée les nations sous-développées dont elle exploite les richesses sans que les populations autochtones en retirent un bénéfice direct.

— *Les investissements sociaux*, au contraire, qui ont pour but l'élévation du niveau de vie et l'amélioration des conditions d'existence des populations, sont réalisés à fonds perdus et ne présentent donc aucune rentabilité. Aussi comprend-on qu'ils soient le fait de la puissance publique seule.

Les problèmes particuliers posés par l'Algérie

Pour juger justement la politique que la France a choisie, il convient d'examiner rapidement les réalités sur lesquelles elle avait à s'exercer. On rappellera seulement les problèmes essentiels que la France avait tâche de résoudre :

— La coexistence en Algérie de deux systèmes économiques :

D'une part, une *économie moderne*, d'initiative européenne, fondée sur la spécialisation du travail, employant des moyens modernes et impliquant des échanges monétaires intérieurs et extérieurs intenses, qui occupe près du quart de la population, dont 57 % de Musulmans, ce qui suffit à montrer que les schématisations rapides selon lesquelles les distinctions ethniques et les distinctions sociales seraient superposables, ne reposent sur aucun fondement, d'autant que le pourcentage des Musulmans qui entrent dans le circuit économique moderne s'accroît de façon régulière.

D'autre part, une *économie traditionnelle*, s'exerçant en circuit à peu près fermé et ne donnant lieu qu'à un commerce de caractère artisanal. Ce circuit économique est dominé par les préceptes de la religion islamique, ce qui détermine par exemple une certaine répugnance à l'égard du principe de l'assurance (dans la pensée que l'avenir n'appartient qu'à Dieu et que l'homme doit s'abstenir d'en modifier le déroulement) et la survivance de coutumes archaïques, héritées d'une tradition sociale ou religieuse qui opposent souvent un obstacle considérable à tout effort de modernisation et en particulier à l'application des lois sociales à une catégorie de Musulmans particulièrement défavorisés. Ainsi le khamessat, forme de contrat traditionnellement pratiqué entre Musulmans, qui laisse seulement un cinquième des produits de la terre au fermier contre quatre cinquièmes au propriétaire. Ce système de contrat a été interdit par décret du Gouvernement et remplacé par le métayage. Autre exemple, la complexité extrême du régime de la propriété foncière, en milieu musulman, qui constitue une des difficultés majeures en ce qui concerne l'application de la réforme agraire.

<i>Economie moderne :</i>	{ Musulmans	1,3
	{ Européens	1
<i>Economie traditionnelle</i>	7,7

10 millions d'habitants.

— Le rythme galopant de l'accroissement de la population musulmane.

— Le déséquilibre entre les ressources et la population et les obstacles naturels que rencontre l'effort pour accroître ces ressources.

L'ensemble de ces difficultés a imposé une politique faisant intervenir de pair investissements économiques et investissements sociaux.

Interférence des préoccupations économiques et sociales

On a eu toujours souci de ne point développer exagérément l'équipement social aux dépens de l'équipement économique. En effet, tandis qu'un équipement économique bien conçu accroît le revenu du pays et indirectement les recettes publiques, l'équipement social, hôpital ou école, crée une dépense publique durable. Tout service public nouveau que la destination en soit économique (route, voie ferrée etc...) ou sociale (hôpital, école), entraîne des frais de fonctionnement et d'entretien. Ceux-ci peuvent être chiffrés d'une manière précise dans certains domaines : en matière d'enseignement par exemple, l'incidence d'un investissement sur le budget total s'élève à 13 % : ainsi chaque fois qu'un milliard est consacré à construire des écoles, une charge supplémentaire de 180 millions doit être portée dans

ROLE DE LA METROPOLE

chacun des budgets de fonctionnement des années ultérieures. Il en va de même en ce qui concerne l'équipement hospitalier et sanitaire, ainsi que dans certains secteurs habituellement rentables, comme celui du réseau téléphonique ; en effet, en Algérie, l'effort ayant porté essentiellement sur le « bled » beaucoup de lignes demeurent peu utilisées. Pour toutes ces raisons, il était nécessaire de synchroniser le développement de l'équipement économique et le développement de l'équipement social, afin que l'expansion suscitée par le premier fournisse les ressources permettant de faire fonctionner le second.

Mais il y a plus, et la distinction tranchée entre la politique des investissements économiques et la politique des investissements sociaux perd beaucoup de son sens en Algérie, en raison de l'urgence des problèmes qu'il faut résoudre et qui dominent toute action possible.

En effet, pour ne prendre que quelques exemples, l'institution du plan d'industrialisation qui a pour but de développer l'équipement économique de l'Algérie, a été déterminée par des considérations essentiellement sociales, puisqu'on y a vu avant tout un moyen de fournir à tous de l'emploi et d'élever le niveau de vie de l'ensemble de la population.

Inversement, certaines initiatives dans le domaine social se sont inspirées de considérations économiques et ont eu des incidences économiques considérables. Par exemple, les constructions scolaires qui sont habituellement classées dans l'équipement social ont en fait, dans le développement économique, un rôle qui, pour n'être pas chiffrable, n'en est pas moins certain : régression de l'analphabétisme, valorisation de la main-d'œuvre locale employée sur place ou allant travailler en Métropole, création de cadres locaux par le développement d'un enseignement technique et professionnel orienté aussi précisément que possible dans le sens des exigences concrètes de l'agriculture et de l'industrie.

L'analyse de deux exemples parmi d'autres, montre à l'évidence que, en ce domaine aussi, la distinction traditionnellement admise entre équipement économique et équipement social ne repose sur aucune base réelle.

En effet, en Algérie, tous les investissements économiques s'inspirent de considérations sociales et ont des incidences dans le domaine social, et nombre d'investissements sociaux s'inspirent de considérations économiques et ont des incidences dans le domaine économique.

Cela parce que la politique de la France en Algérie est dominée par des impératifs humains : améliorer les conditions de vie de tous les habitants en leur apportant le progrès, et faire progresser les hommes pour leur permettre de jouir de ce progrès. Rien ne sert en effet de doter les populations d'équipements économiques et sociaux si l'on ne les a pas préparés à s'en servir et à comprendre l'utilité qu'ils revêtent.

Aussi, a été entreprise une action humaine, c'est-à-dire, une action pour les hommes en même temps que sur les hommes.

Modalités de la politique suivie

Elle se caractérise par son caractère humain à la fois dans sa nature même, dans ses buts et dans ses dimensions. Elle a pris différentes formes que nous rappellerons rapidement.

— Un important réseau médical et hospitalier a été mis en place. Depuis la guerre, par exemple, le nombre de lits d'hôpital a plus que doublé, passant de 14.000 à 32.000 tandis que le nombre des malades hospitalisés atteignait près de 300.000 en 1956 ; le nombre des équipes sanitaires mobiles qui parcou-

rent le pays et apportent dans les coins les plus reculés soins et hygiène, a été multiplié. De plus, on assiste actuellement à une déconcentration systématique du personnel et de l'équipement médico-social.

— *Un effort scolaire* de grande envergure a été entrepris afin de hâter la promotion humaine des masses et de développer la capacité d'emploi : 1.230 classes devaient être construites en 1956, soit plus de 3 par jour ; 1.500 dans le cours de l'année 1957, soit 4 par jour. Mais les circonstances n'ont permis de réaliser que partiellement ces programmes. Cet effort s'est exercé aussi dans le domaine de l'enseignement technique qui doit fournir à l'industrie et à l'agriculture les techniciens dont elle a besoin, dans le domaine de la formation professionnelle des adultes et de la lutte contre l'analphabétisme.

— *Les centres sociaux* ont pour tâche d'élever le niveau culturel des masses en leur donnant, outre un enseignement de base (hygiène, soins médicaux, utilisation des ressources locales, orientation professionnelle, etc...) une formation sociale au sens le plus large.

— Une action humaine, par sa nature même, a été exercée par l'intermédiaire des organismes chargés de dispenser l'assistance technique aux communautés villageoises, ce qui constitue un des investissements les plus généreux et les plus féconds. Le paysanat en donnant des conseils, en fournissant des moniteurs et du matériel lourd au fellah, en introduisant de nouvelles cultures et de nouvelles méthodes, a amélioré les procédés de production et les rendements de l'agriculture traditionnelle qui fait encore vivre une grande partie de la population.

— En outre, un effort considérable a été réalisé par les services chargés de la restauration des sols, pour conserver ou accroître le patrimoine de terres cultivables. C'est ainsi que 200.000 hectares ont été gagnés ou protégés.

— On a travaillé aussi à développer le crédit agricole, à le disperser de manière à rapprocher les organismes de crédit de l'agriculteur qui en a besoin et à en assouplir les conditions pour permettre à la grande masse des fellahs d'en bénéficier.

— Une action humaine par ses dimensions a été accomplie et a tendu à réaliser nombre de *petits aménagements ruraux* : multiplication de travaux d'apparence modeste, d'hydraulique agricole et pastorale, aménagement des chemins ruraux, amélioration de l'habitat rural, installation de postes téléphoniques (dont le nombre s'est accru d'un tiers entre 1951 et 1955) tandis que le nombre des postes d'automatique rural était multiplié par 4. L'ensemble de cet effort qui s'exerce « à ras du sol » avait pour fin essentielle d'inclure aussi rapidement que possible la majorité de la population dans le circuit des échanges économiques modernes. On trouvera plus loin (p. 5) une analyse plus approfondie de cet aspect de l'œuvre de la France ; il enferme en effet tous les traits originaux de la politique suivie en Algérie.

— *L'artisanat traditionnel*, grâce à une aide technique et matérielle fournie par les Pouvoirs Publics, a été rénové, protégé, soutenu.

— *La politique d'industrialisation* a été dominée par des impératifs sociaux et humains (élévation du niveau de vie et création d'emploi). Aussi a-t-on très naturellement donné le pas sur la grande industrie moderne à l'industrialisation « à ras de terre », c'est-à-dire l'implantation de petites ou moyennes industries ayant un rapport direct soit avec les productions locales, soit avec le marché régional de consommation ; cette forme d'industrie est susceptible d'exercer une influence plus profonde que la grande industrie moderne, du fait qu'elle est à la fois plus diffuse, plus proche des activités de base et plus prompte à améliorer le sort des populations. A ce type ressortissent la plupart des industries algériennes : industries alimentaires, industries textiles, briqueteries, petite industrie mécanique, etc...

ROLE DE LA METROPOLE

Les investissements exigés par une telle politique, à la différence des investissements économiques au sens strict, ne présentent qu'une *rentabilité indirecte et très lente* (souvent de l'ordre d'une génération) et, par suite, ne sauraient être assumés que par la puissance publique.

En outre, si l'on songe que les « investissements sociaux », au sens traditionnel du terme, constituent le tiers des dépenses totales d'investissements, on voit qu'un tel effort excède largement les possibilités du seul budget de l'Algérie et qu'il ne pourrait être soutenu sans le concours de la Métropole.

La conséquence d'une telle politique d'investissement, dominée par les impératifs sociaux, est que l'élévation du niveau social est plus rapide que l'élévation du niveau économique. Elle a eu pour effet de transformer très rapidement une partie des besoins virtuels en besoins solvables, en déterminant une élévation artificielle du pouvoir d'achat ; il en est résulté un accroissement de la demande sensiblement plus rapide que l'accroissement des ressources.

L'EQUIPEMENT DES REGIONS RURALES (T.I.C.)

L'esprit de la politique suivie par la France en Algérie s'exprime parfaitement dans l'effort entrepris pour équiper les régions rurales qui, à ce titre, mérite analyse.

En 1946, année durant laquelle furent entreprises les études préparatoires à la mise en œuvre du premier plan quadriennal de l'Algérie, un plan d'équipement rural fut lancé. Une circulaire fut adressée le 18 avril 1946 à tous les chefs de commune pour leur prescrire de faire connaître les besoins de leur commune en vue de la réalisation, par ordre d'urgence, d'un ensemble de projets qui devaient contribuer à développer les possibilités économiques et améliorer les conditions de vie des populations.

L'étude de ces propositions fit apparaître que bon nombre d'entre elles pouvaient difficilement être réalisées dans la première période quadriennale, du fait que les ressources des collectivités locales susceptibles d'être affectées à leur financement étaient insuffisantes et que certains des projets présentés dépassaient le cadre communal.

Aussi l'effort des communes aidées par l'Algérie porta-t-il d'abord sur les secteurs essentiels : viabilité, hydraulique, scolarisation.

C'est seulement au cours des années 1949 et 1950 que fut lancé, puis mis au point, le système des « Travaux d'initiative communale », grâce auquel de nombreux projets proposés dans les plans d'action communaux purent être entrepris.

La formule T.I.C., comme le nom l'indique, tend à faire appel à la participation active des populations des communes bénéficiaires des travaux et à laisser une grande liberté d'action aux Assemblées municipales et aux chefs de commune.

Selon ce système et jusqu'à l'exercice qui vient de s'ouvrir, les projets T.I.C. étaient financés en ce qui concerne la viabilité de la petite hydraulique, au moyen de subventions de l'Algérie couvrant 70 % de la dépense et, en ce qui concerne les constructions scolaires, au moyen de dotations forfaitaires assurant en principe le financement intégral des travaux.

Au cours des exercices 1955-56 et 1956-57, la formule T.I.C. fut assouplie afin de permettre un effort d'équipement massif dans certaines régions déshéritées et surpeuplées et la participation de l'Algérie au financement des projets de viabilité et d'hydraulique intéressant ces régions fut portée à 95 et même 100 % pour certains programmes spéciaux.

Viabilité

Dans le domaine de la viabilité, les objectifs, que l'on s'est assignés en établissant les programmes sont multiples. En effet, l'amélioration des chemins d'accès dans les douars conditionne leur développement économique et la mise en œuvre des réalisations sociales qui les intéressent. Si des chemins carrossables sont indispensables pour permettre à l'entrepreneur chargé de construire des salles de consultations ou des écoles d'amener ses camions à pied d'œuvre, ils ne le sont pas moins, pour donner aux agriculteurs du « bled » les moyens de substituer à l'économie familiale une économie d'échange en leur offrant la possibilité de transporter leurs produits.

Le financement des projets de viabilité était jusqu'ici assuré à concurrence de 70 % par une subvention de l'Algérie et de 30 % par une participation de la commune qui en a demandé la réalisation.

La diversité des travaux dotés ne permet pas d'évaluer avec précision le kilométrage des routes ainsi réalisées, mais on peut cependant estimer que de 1948 à 1956 le réseau rural de l'Algérie s'est enrichi d'environ 1.800 kilomètres de voies nouvelles, sans parler de pistes mises en état de viabilité permanente afin que les ruraux puissent utiliser les moyens de locomotion modernes sur des itinéraires où ils ne pouvaient circuler jadis qu'en carriole ou à dos de mulet. Les chiffres suivants donnent une idée de l'effort accompli en ce domaine.

En 1951-1952, le T.I.C. a doté 522 projets représentant un montant de travaux de près de 921 millions, les subventions de l'Algérie s'élevant à 643 millions ;

En 1952-1953, le T.I.C. a doté 417 projets représentant un montant de travaux de plus de 1.026 millions. Subventions de l'Algérie : 712 millions ;

En 1953-1954, le T.I.C. a doté 428 projets représentant un montant de travaux de près de 1.236 millions, subventionnés par l'Algérie à concurrence de 873 millions ;

En 1954-1955, 390 projets furent retenus, représentant un volume globale de travaux de 1.107 millions, dont 766 à la charge de l'Algérie ;

En 1956-1957, la participation de l'Algérie dans les travaux de viabilité T.I.C. a atteint la somme globale de 3.500 millions. Par ailleurs, et en raison de la situation exceptionnelle que traverse l'Algérie, un programme spécial de construction de chemins s'élevant à 2 milliards a été réalisé dans les régions rurales. Ce programme a été intégralement financé par le budget algérien.

Hydraulique

En ce qui concerne l'hydraulique, l'objectif des « Travaux d'initiative communale » est de participer à l'équipement hydraulique des régions rurales en multipliant les points d'eau et les petits ouvrages destinés à assurer l'alimentation en eau des hommes et des animaux. Ce n'est que depuis 1951-1952 qu'apparaît au budget extraordinaire de l'Algérie un crédit spécial pour les travaux T.I.C. d'hydraulique.

Etant donné que les projets ne présentent pas de difficultés techniques, la réalisation en est entreprise par les communes avec les moyens et la main-d'œuvre dont elles disposent.

Grâce à ce système, on a multiplié le nombre des captages-abreuvoirs, des fonçages de puits ; en outre, une place importante est réservée aux travaux d'alimentation en eau des écoles nouvellement

ROLE DE LA METROPOLE

construites. Enfin, depuis 1952, il a paru intéressant d'exécuter, suivant la formule T.I.C., certains travaux d'hydraulique facilement réalisables avec la main-d'œuvre rurale et intéressant le paysanat ou la lutte contre les eaux de ruissellement. Comme pour la viabilité, la participation locale devait atteindre au minimum 30 % du coût total des travaux.

Les résultats enregistrés dans ce secteur sont particulièrement encourageants. Au cours des seules années 1951-52, 1952-53, 2.230 points d'eau ont été aménagés dans la campagne algérienne.

La mise à exécution de ce programme a nécessité une dépense d'un montant total de plus de 920 millions, sur lesquels 640 ont été fournis par le budget algérien et 280 par les communes.

Durant les exercices 1953-54 et 1954-55, une nouvelle tranche de 1.329 projets a été réalisée. Au cours de ces années, on ne s'est pas borné à de simples aménagements de points d'eau, mais les installations d'eau potable ont été mises en place. Les dépenses se sont élevées à 834 millions, dont 580 fournis par l'Algérie.

Pour l'exercice 1956-57, les dotations du budget de l'Algérie effectuées aux travaux de petite hydraulique entrepris par les communes ont atteint 450 millions pour les programmes normaux et 400 millions environ pour les programmes spéciaux.

Scolarisation

Le plan d'action communale élaboré en 1956, avait mis en lumière l'immense effort accompli dans le domaine de la scolarisation. Le problème apparaissait du reste comme particulièrement difficile pour les populations rurales car il fallait prévoir non seulement des constructions d'écoles, mais aussi des logements destinés aux instituteurs. Aussi fut-il décidé, en fin 1949, pour intensifier les réalisations dans les régions rurales, d'appliquer pour les constructions scolaires la formule des « Travaux d'initiative communale ». On confia aux autorités administratives locales (administrateurs des Services civils, maires, président de centres municipaux) le soin de construire les petites écoles de douars (une ou deux classes et un logement) à l'aide d'une subvention de l'Algérie plafonnée au début à 70 % du montant de la dépense, le surplus étant couvert par des participations volontaires des intéressés.

Dès le début de 1951, la subvention fut portée à 100 %, mais il fut décidé que cet subvention serait calculée d'après un coût maximum par élément (classe ou logement) qui serait fixé chaque année. On avait retenu, jusqu'à 1954, le chiffre de 2 millions avec possibilité de le porter à 2.200.000 francs dans le cas où les projets se heurteraient à des difficultés particulières d'exécution.

La situation des constructions scolaires réalisées au titre des « Travaux d'initiative communale » s'établissait comme suit à la fin de 1955 :

PROGRAMME	PROJETS DOTES	
	Classes	Logements
1950-51	164	131
1951-52	319	220
1952-53	147	105
1953-54	191	140
1954-55	202	147

En 1955, la Commission d'équipement scolaire, universitaire et scientifique, dite « Commission Le Gorgeu », créée dans la Métropole, vit étendre sa mission à l'Algérie.

Dès ses premiers travaux, il lui apparut nécessaire de faire une application de plus en plus large de la formule T.I.C. pour les constructions scolaires.

Aussi un arrêté du 22 janvier 1955 décida que seraient réalisées, suivant ce système :

- toutes les constructions scolaires édifiées dans les communes de plein exercice d'au moins 100.000 habitants ;

- les constructions scolaires édifiées dans les autres communes pour tous les projets ne dépassant pas cinq éléments (classes ou logements).

Le programme de scolarisation de l'exercice 1955-56 a porté sur 1.230 classes, dont 990 à réaliser selon la formule des « Travaux d'initiative communale ».

En fait, les événements ont contraint certaines communes à différer leurs projets et le nombre des classes effectivement construites a été sensiblement inférieur aux prévisions.

Pour l'exercice 1956-57 et conformément aux conclusions de la Commission Le Gorgeu, le nombre des classes à construire avait été fixé à 1.500, les deux tiers de ces projets devant être mis en œuvre par les communes elles-mêmes. Comme durant l'année 1955-56 et pour les mêmes raisons ce programme n'a pu être que partiellement réalisé.

Perspectives d'avenir

La fin de 1956 et le début de 1957 ont vu la mise en place de la réforme communale. En application du décret du 28 juin 1956, 1.128 communes soumises à la loi du 5 avril 1884 ont été créées sur le territoire des anciennes communes mixtes.

Ces nouvelles unités administratives ne disposent pour l'instant que de faibles ressources, aussi a-t-il été décidé de consentir en leur faveur un effort financier massif.

A l'avenir, les projets intéressant l'équipement rural, qu'il s'agisse des travaux de construction de chemins ou de la petite hydraulique, seront financés à 100 % au moyen de subventions accordées sur le budget de l'Algérie, lui-même alimenté en quasi-totalité par des ressources provenant de la Métropole.

Le montant des crédits affectés pour l'exercice 1957-58 à des travaux de viabilité réalisés dans l'intérêt des communes dépassera 7 milliards. Quant aux dotations consacrées aux projets de petite hydraulique entrepris par ces petites collectivités locales, elles atteindront, pour la même période, 700 millions de francs.

En ce qui concerne les constructions scolaires, des dispositions ont été prises pour qu'à l'avenir la quasi-totalité des écoles soit construite en appliquant la formule T.I.C. Les communes seront donc associées plus étroitement encore que par le passé à l'œuvre de scolarisation poursuivie en Algérie.

ROLE DE LA METROPOLE

La mise en route des services municipaux des nouvelles communes ne manque pas de soulever des problèmes délicats. En ce qui concerne leur installation matérielle, la difficulté sera levée grâce à l'aide financière massive du budget algérien.

Il a en effet été décidé que l'Algérie fournirait aux communes les dotations qui leur sont nécessaires pour entreprendre la construction de leurs mairies. Le programme lancé au cours de l'exercice 1957-58 portera sur un volume de crédits supérieur à 2.600 millions, y compris les crédits d'engagement.

Pour assurer le succès de la réforme communale, des moyens financiers très importants ont donc été prévus au budget de l'exercice actuel, tant pour accélérer l'équipement économique et social des territoires compris dans les circonscriptions des nouvelles communes que pour en assurer l'équipement administratif.

ELEVATION DU NIVEAU DE VIE

L'élévation du niveau de vie et de la consommation s'est trouvée accélérée aussi du fait que, outre l'action proprement économique, différentes mesures ont été prises afin d'accroître la somme des revenus distribués à la masse de la population.

— *Les hausses de salaires minimum*, décrétées par les Pouvoirs publics ont, de propos délibéré, suivi un rythme beaucoup plus rapide que les augmentations accordées dans la Métropole. De 1947 à 1956, le salaire minimum industriel a été accru en France de 140 %. En Algérie, de 200 % dans l'agriculture, et 220 % dans l'industrie et le commerce.

Le décalage entre le salaire minimum industriel en France et en Algérie, qui était de 50 % en 1947, n'est plus que de 25 % actuellement (95 fr. 50 à Alger au lieu de 126 fr. à Paris). L'écart a donc été réduit de moitié en dix ans.

— *Une législation sociale nouvelle* assure la couverture de la plupart des risques susceptibles de frapper les travailleurs et leur famille ; accidents du travail, maternité, invalidité, décès donnent lieu à indemnisation, tant pour les travailleurs agricoles que pour les travailleurs de l'industrie, du commerce et des services publics. Ces derniers bénéficient en outre d'une assurance-maladie, en sus de l'assurance médicale gratuite accordée à la ville comme à la campagne à toutes les personnes sans ressources.

De plus, en dehors de l'agriculture, des *allocations familiales* sont conférées dans les mêmes conditions aux Européens et aux Musulmans ; le taux élevé des naissances en milieu musulman donne à ces allocations une justification exclusivement sociale et non démographique comme en France.

En outre, il vient d'être créé un *Fonds de solidarité* qui attribuera une allocation à toute personne âgée de plus de 65 ans dont les ressources sont inférieures au minimum vital calculé sur la base des conditions de vie de la France métropolitaine.

Des améliorations de détail ou des élévations du taux des indemnités sont envisagées, mais dès à présent l'Algérie se place, dans le domaine social, en tête des pays sous-développés.

— Enfin, les travailleurs musulmans peuvent, librement et sans limitation, *exercer un emploi en France métropolitaine.*

Actuellement, 300.000 Musulmans, soit 10 % de la population active algérienne, travaillent en Métropole ; ils font parvenir chaque année à leur famille demeurée sur place des sommes s'élevant à plus de 30 milliards de francs. Ceci représente pour l'Algérie une aide comparable à celle que constituerait l'emploi dans un pays développé de 800.000 Egyptiens ou de plusieurs millions d'Indiens.

Cette action s'est traduite par une élévation notable du niveau de vie des populations.

LES DIFFERENTES FORMES D'AIDE

L'aide financière et commerciale

Dans un pays autonome, réduit à ses ressources propres, la réalisation d'une politique semblable se serait heurtée à une impossibilité absolue ; à la vérité, elle n'aurait même pas pu être sérieusement envisagée. Il n'eût pas été possible à la fois de préparer l'avenir par des investissements importants et d'augmenter dans l'immédiat la consommation ; seule, l'appartenance à la communauté financière et économique française pouvait permettre d'éviter ce dilemme.

Aide en matière de finances publiques

Au début, les investissements ont pu être financés en grande partie par les ressources fiscales algériennes et, par la suite, *les finances de la France métropolitaine ont dû participer, de plus en plus largement, à la couverture des dépenses d'investissement.*

Couverture des dépenses d'investissement par la France métropolitaine :

1948	24 %
1952	53 %
1955	85 %
1956	80 %

De plus, pour combler le déficit croissant du budget algérien, la Métropole a dû, à partir de 1955, accorder à l'Algérie une *subvention d'équilibre* destinée à compenser le développement insuffisant des ressources fiscales

Solde du budget algérien de fonctionnement :

1949	+12
1953	+ 6
1955	— 2
1956	— 19

Au total, pour 1956, le budget de la France métropolitaine accorde à l'Algérie, au titre des dépenses civiles de fonctionnement et d'équipement, plus de 88 milliards de francs, soit 9.000 francs pour chaque habitant de l'Algérie.

ROLE DE LA METROPOLE

Pour mieux estimer l'ordre de grandeur de l'aide de la France, on peut calculer ce que d'autres pays recevraient si une aide du même montant par habitant leur était accordée.

Pour l'Egypte, ce serait chaque année 210 milliards de francs (0,6 milliard de dollars), alors que le coût approximatif du barrage de Saad-El-Aali, dont le financement devait s'étendre sur plusieurs années, ne s'élevait qu'à 1 milliard de dollars environ.

Pour l'Inde, un concours du même ordre atteindrait 3.400 milliards de francs chaque année, soit 10 milliards de dollars. Or, ce pays n'a pu inscrire plus de 8 milliards de roupies, soit 2 milliards de dollars, au titre de l'aide extérieure, pour le financement de son deuxième plan quinquennal. L'aide qu'il escompte n'atteint donc que 0,4 milliard de dollars par an, soit 1 dollar par habitant. Elle est 25 fois moins importante que l'aide accordée en 1956 par la France à l'Algérie.

Aide en matière de commerce extérieur

Cette aide financière se double d'une aide en marchandises; le déficit du commerce extérieur de l'Algérie, entièrement couvert par la France, est croissant.

Solde du commerce extérieur de l'Algérie (en milliards de francs) :

1948	— 40
1952	— 62
1955	— 80
1956	— 120

Encore convient-il de préciser que la moitié des exportations algériennes ne sont effectuées en France qu'avec le soutien des Pouvoirs publics français ou dans le cadre de marchés organisés de manière à favoriser les produits algériens. Tel est le cas du vin, des agrumes, des céréales.

Perspectives de cette politique

Un groupe de techniciens, connu sous le nom de Commission Maspétol, après un examen comparatif de la pression fiscale entre la Métropole et l'Algérie, a analysé les conditions financières d'un plan de modernisation et d'équipement échelonné sur une décade, dont le financement serait assuré par des fonds publics en attendant le relais souhaité des capitaux privés.

Sur cette base, la France s'est engagée à porter son aide budgétaire par étapes jusqu'à 150 milliards chaque année, à partir de 1962. Cette somme représente une augmentation de 75 % par rapport aux crédits de 1956.

L'objectif recherché est d'assurer en Algérie une amélioration du niveau de vie plus rapide qu'en France, sur une longue période, et ceci malgré le taux d'accroissement accéléré de la population algérienne.

Il est prévu (d'autres études corroborent les perspectives du rapport Maspétol) que la consommation privée totale doit augmenter chaque année de 6,5 % en moyenne par rapport au niveau de

l'année précédente, ce qui, compte tenu d'une augmentation de 2,5 % par an de la population, doit permettre d'assurer une amélioration de 4 % environ du pouvoir d'achat

Les efforts d'une telle entreprise visent à :

— Résorber le chômage en élevant à la dignité de travailleur environ 1 million de Français-Musulmans non employés ou sous-employés.

— Faire entrer dans le circuit monétaire et dans un système économique moderne près de 7 millions de cultivateurs musulmans qui demeurent attachés à des pratiques agricoles archaïques, dont le revenu en argent est très faible et qui, par suite, ne disposent pas d'un pouvoir d'achat de nature à leur permettre d'intervenir dans le mécanisme d'expansion économique.

Cet effort se traduit par :

— La mise en chantier d'un *programme de grands travaux* qui doit assurer l'équipement de l'infrastructure, réduire les prix de revient et remonter le handicap du coût de l'énergie et des frais de transports.

— Un *programme de réforme agraire*, qui tend à remplacer soit la grande propriété, soit les domaines de l'Etat ou des communes, par des petites propriétés capables d'assurer un niveau de vie convenable au fellah et à sa famille.

— Des *opérations d'expropriation et de remembrement* qui portent déjà sur près de 100.000 hectares ; une deuxième étape portant sur plus de 250.000 hectares est prévue. Parallèlement, l'installation d'un réseau de moniteurs agricoles sera effectuée et les moyens de culture seront mis à la disposition des nouveaux propriétaires.

— Par ailleurs, il existe actuellement en Algérie 80.000 kilomètres de routes et pistes ; la construction de 20.000 kilomètres de routes carrossables dans les dix années à venir est prévue.

— Le programme de *lutte contre l'érosion* doit couvrir en dix ans la totalité des zones où les travaux sont urgents, soit 1 million d'hectares.

— Pour accélérer au maximum le développement industriel, des mesures spéciales doivent être prises pour reculer les limites de la rentabilité, au moins temporairement, et ceci, en dépit du caractère provisoirement artificiel de l'industrie ainsi obtenue. Les capitaux publics joueront en quelque sorte le rôle de catalyseurs destinés à faire affluer les capitaux privés.

— Enfin, il est prévu de construire « en dur », dans les dix années à venir, 700.000 maisons.

AMPLEUR DE L'EFFORT METROPOLITAIN

La charge qu'entraîne pour chaque Français l'effort de développement économique et la couverture des dépenses civiles (dépenses de caractère militaire exclues) des pays de l'Union française est, en

ROLE DE LA METROPOLE

1956, légèrement supérieure à celle qui incombe aux habitants des Etats-Unis, du fait de l'aide accordée par ce pays dans le monde.

Exprimé en pourcentage du revenu national. L'effort français atteint plus du triple de l'effort américain ; or, il est bien connu que la capacité contributive croît plus vite que le revenu, c'est-à-dire que le sacrifice d'une portion identique des ressources est d'autant plus lourd que celles-ci sont plus faibles.

1956	T O T A L	
	Revenu national	Aide non militaire
<i>France</i>		
En milliards de francs	13.000	240
En milliards de dollars	37	0,7
<i>U.S.A.</i>		
En milliards de dollars	300	1,8
<i>B.I.R.D.</i>		
En milliards de dollars	•	0,5

1956	P A R H A B I T A N T	
	Revenu national	Aide non militaire
<i>France</i>		
En francs	300.000	5.600
En dollars	860	16 1,9 %
<i>U.S.A.</i>		
En dollars	1.800	11 0,6 %

Par rapport aux autres pays européens qui sont à la fois ses concurrents les plus actifs et ses partenaires naturels dans le marché commun en voie de constitution, la France subit, du fait de l'assistance qu'elle accorde aux pays sous-développés, un handicap qui n'est pas négligeable.

Une comparaison entre les masses de fonds accordés depuis la guerre par certains Etats ou organisations internationales qualifiées, à d'autres pays appelle aussi quelques commentaires.

PERIODE	PRETEUR (ou donateur)	MONTANT (en milliards de dollars)
10 ans : 1947-1956	B. I. R. D.	2,9
	France . . .	3,9
4 ans : 1948-1951	Etats-Unis . . .	(1)
	(Plan Marshall)	12,6
	Dons à la France	2,6

Il apparaît que la France a donné des sommes qui, sont du même ordre de grandeur que celles qu'elle a reçues (l'aide reçue en dehors du plan Marshall étant sensiblement inférieure à celle des années 1948 à 1951). A la différence de la plupart des pays européens, la France n'aurait donc pas eu à solliciter une aide des Etats-Unis, si elle n'avait eu la charge de pays sous-développés.

Les dons de la France aux pays sous-développés pendant les dix dernières années sont sensiblement supérieurs aux prêts de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement. De la part de la France, en effet, il s'agit de *dons*, puisque, lors même que des conditions de remboursement sont stipulées, elles demeurent fort avantageuses (taux d'intérêt 1,5 % ; délai de remboursement : vingt-cinq ans) et les collectivités débitrices ne peuvent assurer le service des emprunts que grâce à une aide nouvelle qui leur est accordée régulièrement au cours des années suivantes (l'opération de remboursement s'analyse donc en un véritable jeu d'écritures).

Il n'en va pas de même pour les prêts de la Banque Internationale, qui sont accordés isolément, pour des projets déterminés ; le service des intérêts et le remboursement conduisent à une charge véridable et relativement lourde.

Le programme de relèvement européen exécuté dans le cadre du plan Marshall constituait un soutien temporaire ; l'œuvre entreprise par la France en Union Française est au contraire de très longue haleine. Toutefois, le plan Marshall, aussi bien que l'aide de la France aux pays de l'Union Française, subviennent sensiblement aux besoins qu'ils se proposent de couvrir, de sorte que, dans les deux cas, des résultats positifs ont pu être obtenus. Au contraire, les projets, même les plus récents, qui ont été élaborés sur le plan international, prévoient un effort bien plus réduit ; les 100 millions de dollars de la Société Financière Internationale (International Finance Corporation), les 250 millions de dollars du Fonds Spécial des Nations-Unies pour le Développement Economique (S.U.N.F.E.D.) ne semblent pas en mesure de répondre au défi que pose la moitié sous-développée du monde.

(1) Compte tenu des différentes parités franc-dollar depuis 1947.

ROLE DE LA METROPOLE**Conclusion**

On voit donc que la politique menée par la France en Algérie est aux antipodes de ce que l'on entend communément par colonialisme ou impérialisme. Loin d'exploiter les richesses du pays à son seul profit, sans souci des populations qui l'habitent, la France s'est efforcée, par une action essentiellement humaine, d'inscrire l'empreinte du progrès, non pas seulement sur la terre, sur les riches plaines du littoral méditerranéen ou sur les sables du désert, mais dans l'âme des hommes ; d'apporter à ceux-ci à la fois les conditions d'une vie meilleure, et aussi la possibilité d'accéder à cette vie. Aussi, rien ne serait plus faux que de croire que l'action de la France s'est exercée seulement par capitaux interposés et de mesurer cette œuvre au seul critère des quantités de capitaux investis. Sans doute est-ce là chose d'importance et déterminante. Mais l'essentiel de l'œuvre française en Algérie, c'est cette action exercée par des hommes, techniciens, moniteurs, professeurs, ingénieurs, médecins, sur d'autres hommes, cette action faute de laquelle toutes les révolutions, économiques ou politiques, ne sont de rien.

SOCIETE NATIONALE
DES ENTREPRISES
— DE PRESSE —
IMPRIMERIE D'ALGER
6, AVENUE PASTEUR, 6
— ALGER —

LES PERSPECTIVES DÉCENNALES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'ALGÉRIE

Les travaux de la commission Maspétiol avaient permis de dégager les perspectives générales d'évolution de l'économie algérienne pour une période de dix ans. Mais celles-ci demandaient à être précisées et détaillées pour constituer un instrument directement utilisable d'orientation de la politique économique. Un groupe de travail formé au sein du Gouvernement Général a été chargé de ces études. Certains chiffres sont appelés à être révisés à la suite de vérifications actuellement en cours mais leur ordre de grandeur peut être considéré comme valable.

Sur la base d'un inventaire chiffré et détaillé de l'économie algérienne pour une année de référence (1954), il a été procédé à l'examen des possibilités de développement des différents secteurs d'activités. L'établissement d'un tableau retraçant la physionomie de l'économie algérienne à la fin de la période décennale envisagée, a permis de vérifier la comptabilité d'ensemble des prévisions, et de dégager les conséquences du développement, notamment sur l'emploi et les revenus. Ces travaux ne constituent pas encore un plan, mais ils sont néanmoins suffisamment détaillés pour en définir les grandes orientations.

OBJECTIF ET DEVELOPPEMENT POSSIBLE

Le décalage actuel entre le niveau de vie moyen des populations algériennes et celui des pays occidentaux, la rapidité de l'essor (2,5 % par an — 13 millions d'habitants dans 10 ans contre 10 actuellement), ont amené à définir comme objectif prioritaire la recherche du niveau de vie le plus élevé possible pour l'ensemble des habitants de l'Algérie (Sahara compris) (1).

On est amené à considérer comme possibles les résultats suivants :

— Le développement envisagé permettrait de multiplier par près de 2,7 la valeur de la production algérienne. Il entraînerait la création de 800.000 emplois supplémentaires dans le secteur non agricole. Le revenu des particuliers serait multiplié par plus de 2,3 ce qui assurerait une progression moyenne de niveau de vie de 3 à 4 % par an. Dans une première approximation, on peut estimer que si le revenu des Européens augmentait au même rythme qu'en Métropole (4 % par an), celui des Musulmans augmenterait de 7 à 8 % par an, ce qui porterait en fin de période le revenu annuel moyen par foyer musulman à environ 400.000 francs. La population du secteur évolué passerait de 3,5 millions en 1954 à 6,5 en fin de période, représentant 52 % de l'ensemble contre 37 % en 1954.

MECANISME DE DEVELOPPEMENT EVOLUTION VERS UNE STRUCTURE INDUSTRIELLE

Une telle progression suppose une transformation profonde de la structure de l'économie algérienne; d'économie à base essentiellement agricole, elle devrait devenir une économie industrielle.

Les études auxquelles il a été procédé ont en effet montré que l'agriculture ne pouvait constituer la base principale du développement des revenus et des emplois. Malgré la réunion de moyens d'une ampleur exceptionnelle, tant en investissements qu'en personnel d'encadrement, l'accroissement de production agricole qu'il est possible d'escompter dans les dix années à venir n'atteint pas 50 %.

(1) Un ralentissement de l'essor démographique n'aurait pas d'effet notable dans la période de 10 ans envisagée.

Il faut donc que tout le surcroît de population de ces dix années puisse trouver un emploi dans le secteur non agricole. Le développement de l'emploi non agricole apparaît donc comme le facteur essentiel d'une amélioration du niveau de vie, non seulement des populations qu'il permettrait d'intégrer au secteur moderne, mais également de celui de la population du secteur traditionnel (en majorité, quoique non exclusivement agricole) qui bénéficierait de leur départ.

L'économie algérienne serait en fin de période très différente de ce qu'elle est actuellement :

En 1954, la production agricole représentait 32 % de la valeur de la production totale et occupait 72 % de la main-d'œuvre. En fin de période, elle ne fournirait plus que 15 % de la production et occuperait seulement 51 % de la main-d'œuvre.

Une telle transformation ne peut reposer que sur une politique systématique d'industrialisation. En effet, l'amélioration du niveau de vie envisagée exige une progression de l'ensemble des secteurs d'activité. Or, cette progression d'ensemble ne se réalisera pas d'elle-même à partir d'un petit nombre de secteurs particulièrement rentables ou faciles à développer. La mise en valeur des ressources du sous-sol, et notamment des ressources en pétrole et en gaz devra, certes, être l'un des objectifs du développement en raison de l'importance qu'elles présentent pour l'ensemble de la zone franc. Elle constitue une source irremplaçable de revenus et d'emplois pour l'économie locale, mais elle ne peut à elle seule suffire à résoudre le problème économique et social algérien. Une production annuelle de 20 millions de tonnes de pétrole brut, dont 4 millions seraient raffinées sur place, permettrait de distribuer en salaires et charges de main-d'œuvre moins de 60 milliards par an, et seulement dans un délai de 8 ans. Les achats effectués sur place seraient de l'ordre de 80 milliards.

Les travaux publics, toujours temporaires pour les individus qu'ils emploient, et les entreprises annexes pour lesquelles ils sont une source d'activité, même s'ils sont continus sur le plan du pays, ne peuvent non plus, à eux seuls, suffire à amorcer et entretenir durablement un processus d'expansion.

En fait, la constitution d'une gamme d'unités de production couvrant pratiquement la plupart des secteurs usuels constitue un moyen irremplaçable d'accroissement du niveau de vie. Mais ces unités ne seront viables que si elles atteignent une taille suffisante pour être techniquement compatibles avec des procédés de fabrication compétitifs, ce qui suppose un élargissement du marché.

Or, trois grandes catégories d'activités essentielles peuvent déterminer cet accroissement des débouchés et sont ainsi appelées à constituer les supports du développement :

1. — LA RECHERCHE ET L'EXPLOITATION DU PETROLE.

L'ensemble des activités du secteur énergie - pétrole - mines... pourrait être multiplié par 10 en fin de période par rapport à 1954, et représenter 19 % de la valeur de la production totale.

La main-d'œuvre employée dans ce secteur ne serait toutefois multipliée que par 2,6 et, représenterait seulement 2,2 % de la main-d'œuvre employée en Algérie.

Dans une plus faible proportion, la sidérurgie peut jouer un rôle analogue.

2. — LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS et, à un moindre degré les travaux publics. Ces activités seraient multipliées par 4,5, et représenteraient 12,6 % de la production contre 7,4 % en 1954.

La main-d'œuvre employée représenterait 12 % de l'ensemble en fin de période, contre 4,6 % en 1954.

3. — LES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION.

L'industrie est en effet le meilleur client de l'industrie, et l'industrialisation est destinée à constituer le facteur décisif d'élargissement du marché.

Ces activités seraient multipliées par près de 3, et représenteraient 16 % de la production totale contre 14,4 en 1954. L'emploi y serait multiplié par 2,3 et représenterait 10 % du total contre 6 % en 1954.

Les activités de services, transports, commerces, ne peuvent avoir un rôle moteur, mais elles doivent suivre dans leur ensemble l'accroissement général de l'économie et contribuer au développement

du secteur moderne. Elles seraient multipliées par 2,3 environ et emploieraient 17 % de la main-d'œuvre contre 12 % en 1954.

LE FINANCEMENT

Les investissements à réaliser dans le secteur public comme dans le secteur privé, au cours de la période décennale, atteindraient 4.700 milliards, dont 50 % sont par nature du ressort de capitaux privés et 50 % des capitaux publics.

Or, les ressources correspondantes peuvent être réunies, compte tenu des données et des conditions suivantes :

— EN MATIÈRE DE FINANCES PUBLIQUES :

a) *l'application des recommandations de la Commission Maspétiol mettrait à la disposition de l'économie algérienne, sous forme de prêts et subventions, 1.300 milliards au cours de la période (95 milliards en 1958 — progression annuelle de 15 milliards pour atteindre 140 en 1961 — 150 pour 1962 et les années suivantes).*

b) *l'équilibre du budget ordinaire.* — Il peut être obtenu par un accroissement modéré de la pression fiscale. Rapportée au produit national (revenus gagnés en Algérie et revenus de l'extérieur), elle passerait de 21,5 % en 1954 à 26,4 % en fin de période.

— EN MATIÈRE DE CAPITAUX PRIVÉS :

a) *la stabilité de la part consacrée à l'épargne dans l'ensemble des revenus et un accroissement de l'incitation à investir sur place.* Ces deux hypothèses sont les plus vraisemblables, en raison de la multiplication des occasions d'investir qu'entraînera le développement et, des stimulants qui seront mis en place pour accroître la rentabilité des investissements.

b) *la perspective d'apports de capitaux extérieurs* liés à l'importance des grands projets de rentabilité certaine (chimie, sidérurgie et surtout pétrole) : les investissements dans la recherche et l'exploitation du pétrole s'élèveraient à eux seuls à 950 milliards.

En définitive, *l'origine des ressources disponibles* serait la suivante :

— Fonds d'origine algérienne : 42 % dont capitaux publics : 9 %

— Fonds apportés de l'extérieur : 58 % dont capitaux publics : 60 %.

Les concours du Trésor Public métropolitain apparaissent donc comme le facteur décisif qui explique qu'une transformation aussi profonde de l'économie algérienne puisse être envisagée. En assurant le financement de l'infrastructure, ou en jouant à l'égard des capitaux privés le rôle de catalyseur par leurs effets indirects, ils déterminent en fait le rythme et l'ampleur de tout le développement.

Si cette aide n'était pas utilisée en totalité en faveur de l'œuvre de développement ou, si une dépréciation de la monnaie venait à réduire sa valeur réelle, toutes les perspectives décrites se trouveraient mises en cause.

LES CONDITIONS DU DÉVELOPPEMENT

En dehors des conditions financières, le développement implique la réunion de certaines conditions qui tiennent, soit aux données générales de l'économie algérienne, soit aux caractéristiques propres aux différentes catégories d'activité :

1. — LES CONDITIONS GÉNÉRALES.

Plusieurs écueils devront être évités, auxquels pourrait conduire une analyse insuffisante des caractères originaux de l'économie algérienne :

— *L'existence de deux secteurs très distincts. L'un traditionnel, l'autre moderne, ne doit pas conduire à limiter l'effort à l'un d'entre eux.* Tout progrès de l'un de ces secteurs aura des répercussions sur l'autre ; le passage d'une partie de la population agricole excédentaire vers des emplois industriels est le premier facteur d'amélioration du niveau de vie des agriculteurs.

— Le souci d'assurer le maximum d'emplois ne doit pas orienter systématiquement vers la recherche de modes de production exigeant le plus de main-d'œuvre en lui sacrifiant la productivité, sous peine d'ajouter un nouveau handicap à ceux dont souffrent déjà les producteurs algériens et de compromettre ainsi l'implantation d'une industrie sur des bases saines et solides.

La préférence systématique donnée à la main-d'œuvre sur la machine peut constituer, notamment dans les travaux publics ou dans certaines activités susceptibles de s'accomoder d'un contexte semi-artisanal, une solution temporaire et locale au problème de l'emploi. Elle ne peut constituer une solution d'ensemble en raison de la concurrence à laquelle seront inévitablement exposés les producteurs algériens.

— Les difficultés que rencontrera le développement économique algérien du fait de la concurrence notamment de la part des entreprises métropolitaines, n'ont pas conduit à remettre en cause le principe de l'union douanière avec la Métropole. Des mesures d'ordre général, en particulier, en matière de finances, de crédit et de fiscalité, peuvent suffire à compenser les handicaps de l'industrie locale.

Pour certains produits, notamment agricoles, une organisation des marchés de l'ensemble Métropole-Algérie devra être mise en place.

La remise en cause du principe de la liberté de transferts de capitaux ne paraît pas non plus souhaitable : elle dissuaderait les capitaux privés de venir s'investir en Algérie. La tendance d'une partie de l'épargne à se placer à l'extérieur doit se trouver freinée par la multiplication des occasions d'investir sur place.

— Enfin, l'économie algérienne présente des caractères trop originaux, notamment par rapport à l'économie métropolitaine, pour qu'il puisse être envisagé de procéder à un alignement systématique et immédiat des deux législations. Quelques fractions de la population y trouveraient avantage, mais celui-ci serait compensé par le déficit général d'emplois et de revenus qui résulterait de l'insuffisance des moyens.

— Notamment, la législation des salaires et la législation sociale devront viser à procurer un salaire régulier au plus grand nombre d'Algériens possible plutôt que d'améliorer les conditions de ceux qui en ont déjà un.

— De même, dans le domaine de l'aménagement du territoire, l'économie algérienne en est encore à un stade où les meilleurs résultats pourront être obtenus en renforçant des pôles de développement industriel dans les capitales régionales existant déjà plutôt que par un éparpillement des efforts à travers le territoire dans un souci de décentralisation.

— Cependant, les économies algérienne et métropolitaine resteront trop étroitement liées pour que leur développement puisse s'opérer de façon indépendante. Une confrontation des objectifs est nécessaire dans les secteurs où la masse des réalisations envisagées en Algérie est assez importante pour ne pas représenter une fraction trop faible de l'ensemble Métropole-Algérie.

2. — LES CONDITIONS PROPRES AUX GRANDES CATEGORIES D'ACTIVITES ET LES MOYENS A METTRE EN ŒUVRE.

Tous les secteurs ne requièrent pas au même degré une intervention des pouvoirs publics.

Certains secteurs se développeront seuls et immédiatement, par exemple le pétrole, car les conditions de rentabilité y sont assurées. D'autres ne se développeront que lorsque l'expansion des autres secteurs leur aura créé les conditions favorables : c'est le cas notamment des commerces et des services, de certaines industries qui verront s'accroître leur clientèle.

Enfin, il est toute une catégorie d'activités au nombre desquelles figurent plusieurs de celles qui devront exercer un rôle moteur sur le développement où l'expansion sera amorcée et devra même être soutenue pendant un certain temps par une action des pouvoirs publics : par exemple, la construction de logements pour les classes modestes, nombre d'industries de transformation et d'activités agricoles.

On a examiné les moyens à mettre en œuvre dans les activités qui poseront les problèmes les plus difficiles.

A. — Les services publics

Le développement exige en premier lieu une *adaptation des structures administratives* au rôle d'orientation générale que vont avoir à jouer les pouvoirs publics et qui implique un alourdissement de leurs tâches.

Comme dans les pays étrangers qui ont entrepris un effort d'une ampleur comparable, il paraît nécessaire de prévoir à cet effet un organisme spécialisé susceptible de consacrer toute son activité à l'exécution de ces tâches. Celles-ci seraient au nombre de trois :

1. entreprendre les études nécessaires à la définition des programmes d'action
2. rassembler les ressources nécessaires et en orienter la mise en œuvre
3. suivre la réalisation des programmes.

Dans le domaine des études, les travaux de cet organisme devraient être complétés par ceux de « *Sociétés privées de développement* », dont la création est à encourager.

L'intervention des pouvoirs publics se traduit d'autre part par la mise à la disposition de la collectivité d'une *infrastructure de services publics* (voies de communication - établissements d'enseignement - hôpitaux, etc...). Il semble que les décisions d'investissements devront être fondées beaucoup plus sur l'appréciation de l'utilité économique des ouvrages que sur le souci systématique de créer du pouvoir d'achat par l'intermédiaire des travaux publics. Dans une économie sous-développée, cet effet de revenu est en effet très limité et, le rôle qu'il pourrait jouer pour amorcer un processus d'expansion est très inférieur à celui que pourront amener des investissements dans les secteurs productifs.

Cela ne doit cependant pas conduire à *négliger* ou retarder les investissements dont l'effet est à long terme ou difficilement mesurable. Les investissements destinés à agir sur le milieu humain notamment (scolarisation, formation professionnelle, action sanitaire) doivent au contraire être réalisés d'autant plus rapidement que leurs effets sont à longue échéance.

B. — Agriculture

Près des trois quarts de la population active tirent actuellement leur subsistance de l'agriculture, mais se partagent un revenu qui atteint seulement le tiers de celui dont dispose l'ensemble du pays ;

— l'extension possible des surfaces cultivées est très limitée

— une modification de la répartition des terres ne peut intéresser qu'une faible proportion des agriculteurs et n'aura pas, par elle-même, d'effets immédiats sur l'élévation du niveau de vie.

D'où la nécessité d'axer toute l'œuvre de développement agricole sur la recherche des méthodes d'exploitation qui, procurant le revenu le plus élevé à l'hectare et exigeant la plus grande quantité d'heures de travail, permettront d'accroître au maximum les ressources de la population agricole.

L'amélioration des cultures traditionnelles doit certes contribuer à la réalisation de cet objectif, mais ne peut y suffire.

L'augmentation des rendements moyens en céréales au cours de la période décennale ne peut dépasser deux quintaux à l'hectare. Elle procurerait seulement un accroissement du revenu global de 7,5 % et serait pratiquement sans effet sur l'emploi.

Dans tous les cas où les conditions naturelles le permettent, doivent donc être encouragées les *cultures riches* (betterave, coton, tabac, arboriculture fruitière) en donnant à la recherche du revenu le plus fort à l'hectare la préférence sur le souci de parvenir à une autarcie alimentaire que rien n'impose. La vigne, qui fournit 1/3 de la production végétale en valeur, doit garder la place qu'elle occupe actuellement tant que ne pourront lui être substituées des cultures présentant les mêmes avantages comme sources de revenu et d'emploi.

Les cultures riches possibles en terrain sec sont cependant peu nombreuses. L'utilisation au maximum de toutes les ressources hydrauliques pour l'irrigation s'impose donc. Les *surfaces irriguées* peuvent passer de 170.000 à 275.000 ha, en dix ans, avec des investissements de l'ordre de 185 milliards.

L'accroissement du revenu brut qui en résulterait serait voisin de celui qu'entraînerait une augmentation de rendement de 2 quintaux à l'hectare de toutes les terres cultivées en céréales.

Ces transformations exigeraient des investissements publics et privés de l'ordre de 600 milliards. Mais ces investissements ne se réaliseront et n'auront tous leurs effets que si est entreprise une action sur trois plans : *humain, économique, et sur celui des structures administratives* :

— *Sur le plan humain*

— nécessité d'un encadrement du fellah par des moniteurs très proches du milieu et constituant un réseau suffisamment dense pour assurer la possibilité d'un contact direct avec les exploitants. *Deux mille moniteurs seraient nécessaires.*

— renforcement des services agricoles traditionnels dans les zones de cultures riches, notamment dans les zones irriguées, pour assurer une vulgarisation rapide des méthodes les plus modernes.

— *Sur le plan économique - Action sur les conditions de rentabilité des nouvelles cultures :*

a) en intensifiant la recherche et l'expérimentation pour assurer la mise au point technique de ces cultures, au besoin en faisant appel à des spécialistes étrangers ;

b) par l'organisation des débouchés : en favorisant le groupement des producteurs en coopératives, en améliorant les conditions du transport des produits destinés à l'exportation (navires du type ferry-boat permettant un parcours mixte terre-mer sans transbordement) enfin en mettant en place des procédures de péréquation pour régulariser les cours.

— Aide financière sous forme de crédits d'équipement à taux réduit. L'efficacité d'une telle aide doit cependant être recherchée moins dans un développement du volume des prêts que dans une meilleure adaptation des formules appliquées. En effet la marge d'endettement supplémentaire que l'agriculture est capable de supporter est très réduite.

— Subventions d'équipement en nature ou en espèces pour les exploitations où l'absence de relations avec les circuits commerciaux exclut encore toute possibilité de remboursement.

— *Sur le plan des structures administratives*

Division du territoire agricole en un certain nombre de zones dans chacune desquelles l'ensemble des problèmes de développement seraient placés sous la responsabilité d'un agent unique qui dans le cadre des directives élaborées à l'échelon central jouerait le rôle de maître d'œuvre pour toutes les actions à entreprendre.

Les structures de base ne pourront être mises en place que progressivement. Au départ, il conviendrait de choisir un petit nombre de zones en fonction des possibilités de recrutement du personnel. Elles constitueraient des centres pilotes où pourraient être mises au point les méthodes de développement et à partir desquelles elles seraient successivement étendues à d'autres régions.

C. — Industrie

En raison des limites naturelles du développement agricole, l'industrie doit former la base de l'expansion économique. La production industrielle serait portée à quatre fois ce qu'elle est actuellement.

La définition d'un objectif aussi ambitieux s'explique par des nécessités d'ordre social mais elle repose également sur l'étude détaillée des possibilités de développement des différents secteurs industriels compte tenu des conditions techniques et de l'aide qui devra leur être accordée pour compenser entièrement les handicaps qui subsisteront pour eux.

1. — CONDITIONS TECHNIQUES.

Le volume des investissements pour la période atteindrait 1.500 milliards, soit 13 % environ de l'ensemble des investissements industriels à réaliser dans l'ensemble Métropole-Algérie.

Les résultats envisagés ne pourront être obtenus dans le cadre d'une Algérie isolée mais supposent, au contraire, que soit maintenue et même accentuée l'interdépendance économique avec la Métropole.

Cette option fondamentale est imposée par le problème des débouchés, des matières premières et des ressources humaines.

a) *Débouchés*

L'augmentation de la consommation des particuliers doit assurer un élargissement du marché suffisant pour permettre le développement des industries existantes et la création de nouvelles industries orientées vers le marché local. C'est sur le rattachement au secteur moderne de 800.000 travailleurs musulmans correspondant à 3 millions de consommateurs qu'il faut compter surtout pour élargir ce secteur moderne et sa base industrielle dans les dix années à venir (1).

Certaines productions ne trouveront cependant pas à s'écouler sur le marché local et toutes les possibilités d'exportation devront être utilisées non seulement par l'intermédiaire du pétrole dont le prix de vente comprendra une part de valeur ajoutée par les entreprises algériennes mais également pour d'autres produits. Ce qui exige que l'économie algérienne puisse se développer dans des conditions concurrentielles et exclut l'élévation des droits de douane et les contingents généraux de prix élevés.

b) *Matières premières et énergie*

Deux facteurs nouveaux interviennent dans ce domaine :

Pour l'énergie : le gaz naturel dont l'utilisation est seulement subordonnée à un développement suffisant de la consommation pour amortir les pipes-lines et qui permettrait un abaissement sensible du coût de l'énergie.

Pour les matières premières : le pétrole qui doit fournir à l'économie algérienne la matière première de la pétrochimie (les investissements prévus dans le raffinage et la pétrochimie sont de l'ordre de 50 milliards en 10 ans).

Ces deux facteurs doivent permettre, beaucoup plus que les matières premières agricoles, un large développement des industries essentiellement orientées vers l'exportation utilisant les ressources locales en pétrole, (raffinerie et pétrochimie) ou en énergie (industrie chimique et éventuellement industrie de l'aluminium).

L'Algérie devrait également pouvoir traiter sur place une partie de son minerai de fer : la sidérurgie métropolitaine elle-même est de plus en plus tributaire de charbon importé, et surtout, des études actuellement en cours permettent d'envisager le remplacement du charbon par le gaz naturel, comme réducteur du minerai.

c) *Ressources humaines*

Le problème des cadres et techniciens ne pourra être résolu dans les délais nécessaires si la venue d'éléments métropolitains n'est pas favorisée.

La formation de la main-d'œuvre exigera un effort massif et rapide : 500.000 salariés supplémentaires seront en effet nécessaires pour la période. La capacité de l'enseignement technique comme celle de la formation professionnelle devraient être quadruplées permettant de former 200.000 ouvriers qualifiés pendant la période et exigeraient 50 milliards d'investissements.

Compte tenu des délais nécessaires pour mettre en place cette organisation, c'est en toute priorité que doit être abordé ce problème.

2. — *REGIME FINANCIER DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES.*

Par rapport aux entreprises métropolitaines, les principaux handicaps que supportent les entreprises algériennes sont les suivants :

— handicaps financiers dus aux charges d'amortissement plus lourdes liées à des installations nouvelles alors que les entreprises métropolitaines ont déjà amorti une partie de leur matériel.

— défaut de productivité dû à la période de démarrage et à la dimension des entreprises.

(1) Malgré le développement des industries locales, les besoins d'importation, notamment de Métropole, à la suite de l'expansion des revenus, non seulement ne diminueront pas mais se trouveront au contraire augmentés.

Coût et rentabilité générale de l'aide

Pour compenser ces handicaps, le Groupe de travail estime que les réalisations envisagées dans la prochaine période décennale conduiraient à accorder un ensemble d'avantages de l'ordre de 100 milliards (soit 30 % du montant total des investissements industriels ou 3 % du total des investissements de toute nature).

La charge annuelle serait de 1 % de la production intérieure et paraît très compatible avec une répartition judicieuse des crédits d'investissements. Il a pu être calculé en effet que l'attribution d'une aide de 100 millions par an en moyenne pendant dix ans permettant la création d'une industrie ayant des investissements de 1 milliard et un chiffre d'affaires de même montant entraînerait un accroissement de la production intérieure de l'ordre de 1.000 millions par an. Il s'agit là d'une moyenne et d'autre part un tel effet de multiplication n'est pas automatique mais dépend de toutes les autres actions à entreprendre pour harmoniser le développement économique. Mais cet exemple permet néanmoins d'apprécier le manque à gagner de production et de niveau de vie qui se produirait en l'absence d'une politique de soutien des industries.

Modalités de l'aide

Pour s'adapter aux handicaps propres à l'industrie algérienne cette aide devrait prendre les formes suivantes :

Avantages fiscaux : exonération de l'impôt sur les bénéfices pendant 10 ans, exonération de la taxe à la production sur les investissements.

La base principale des avantages financiers serait une subvention égale au maximum à 50 % des investissements et versée par moitié lors de leur réalisation, et une subvention égale au maximum à 8 % du chiffre d'affaires pendant dix ans, susceptible de varier en fonction des difficultés liées à l'évolution de la conjoncture.

A ces avantages s'ajouterait : la possibilité d'émettre des emprunts avec garantie de l'Algérie et dont le taux d'intérêt pourrait être ramené par des bonifications jusqu'à 2 %.

Enfin, une partie des investissements pourrait être financée par l'apport en capital de sociétés de développement bénéficiant des mêmes avantages que les sociétés métropolitaines de développement régional et notamment d'une garantie de dividende minimum.

L'attribution de ces avantages dont seul le taux maximum serait fixé devrait naturellement varier dans chaque cas selon l'intérêt général des projets présentés et la structure des exploitations.

CONCLUSION

Le développement envisagé dépassera largement par ses implications économiques le domaine purement économique.

Il implique pour les masses musulmanes qu'elles soient mises en contact avec la vie matérielle et morale qui leur donne conscience de participer à une œuvre commune et de bénéficier des bénéfices. Pour les Européens, qu'ils aient la certitude de pouvoir demeurer dans le pays.

Il aura des conséquences sur tous les aspects de la vie algérienne : notamment la totalité de l'accroissement démographique serait reporté sur les villes et la population musulmane du secteur évolué actuellement légèrement supérieure à la population européenne serait quatre fois plus nombreuse à la fin de la période.

L'Algérie aura donc à faire face dans les années à venir à des problèmes politiques, sociaux, ainsi qu'à des problèmes d'aménagement du territoire dont l'étude est déjà entreprise.

Il est évident que l'aide de la Métropole est absolument essentielle pour assurer le développement économique de l'Algérie durant ces dix prochaines années, que cette aide est conditionnée par le maintien de liens indissolubles entre l'Algérie et la Métropole.

Si ces liens venaient à être modifiés, c'est l'aide, elle-même, qui serait mise en cause et, par là même, le développement économique de l'Algérie.

PRÉSENTATION DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

Si l'Algérie offre de nombreux aspects qui pourraient la faire ranger au nombre des pays sous-développés, elle présente néanmoins des caractères originaux qui interdisent une assimilation complète avec ces pays.

Cette originalité est la conséquence des données particulières qui conditionnent l'économie algérienne. Elle se traduit dans des structures économiques et sociales très différentes de celles qui caractérisent d'autres pays parvenus au même stade de développement. Elle explique enfin que le problème de l'élévation nécessaire du niveau de vie des populations s'y pose en des termes également différents.

Les données.

L'Algérie est un pays aux ressources limitées, qui doit faire face aux besoins d'une population croissante. Les effets défavorables de ces données naturelles sont cependant corrigées, dans une large mesure, par les avantages que tirent les activités économiques algériennes du cadre institutionnel dans lequel elles s'exercent.

Ressources naturelles.

Les conditions de sols et de climat limitent étroitement les possibilités de l'agriculture en Algérie.

En effet, sur une superficie totale de 220 millions d'hectares, le territoire algérien compte environ 170 millions d'hectares improductifs en raison du relief trop accentué, de l'insuffisance ou de l'irrégularité des pluies, et seulement 50 millions d'hectares dits productifs. Encore la très grande majorité de ces surfaces ne peuvent-elles être soumises qu'à des modes d'exploitation extensifs et souvent intermittents.

Dans l'Algérie du Nord (21 millions d'hectares), un tiers seulement des terres peut être consacré à la culture proprement dite. Dans l'Algérie du Sud (199 millions d'hectares), les cultures sont limitées aux oasis et n'occupent que 0,97 % de la surface totale.

De plus, les efforts entrepris pour accroître les superficies cultivables se heurtent à l'insuffisance des ressources hydrauliques : malgré un relief très accentué, l'Algérie ne dispose cependant pas d'un « château d'eau » comparable à celui que constituent par exemple pour le Maroc les sommets du Haut-Atlas. Les montagnes algériennes ne dépassent que rarement 2.000 mètres et ne présentent donc pas de neiges durables. D'autre part, beaucoup de terrains n'ont pas encore atteint leur profil d'équilibre et ne permettent pas aux eaux de pluie de s'emmagasiner convenablement, car l'infiltration est faible.

En dehors de quelques plaines côtières, il n'existe pratiquement pas de cours d'eau réguliers. A la saison des pluies, des torrents dévalent les pentes des montagnes, ravinent les terres et les rendraient impropres à toute culture si des travaux de défense et de restauration des sols n'étaient entrepris pour lutter contre l'érosion, par l'aménagement de banquettes et le reboisement.

Il résulte de ces facteurs naturels que seules quelques régions basses ou plaines côtières peuvent donner lieu à une polyculture intensive. Ces régions (Oranie, vallée du Chéliff, plaine de la Mitidja, plaine de Bône) assurent à elles seules la majeure partie de la production agricole algérienne, en valeur. Ainsi, pour la production végétale, qui représente près des 3/4 des recettes de l'agriculture, les résultats de l'année 1954 font ressortir que plus de 65 % des recettes en valeur ont été obtenus sur des terres

dont la superficie ne représente que 4,5 millions d'hectares, soit 19 % du total de celles qui avaient été consacrées à ces activités. Ces zones ne peuvent être multipliées, car les fortes densités agricoles qu'elles connaissent s'expliquent par les influences marines qu'elles subissent ou les possibilités d'irrigation dont sont dépourvues les autres régions. Dès que l'on quitte une mince bande côtière, qui dépasse rarement 150 kilomètres de profondeur, le climat méditerranéen se dégrade en climat subdésertique, les pluies sont de plus en plus rares et irrégulières, et l'agriculture devient difficile. Seules sont possibles les cultures céréalières des régions sèches (blé dur, orge) et l'élevage extensif du mouton, pratiqué par les populations nomades.

Malgré l'existence de quelques zones privilégiées, l'Algérie apparaît donc très médiocrement douée sur le plan de la production agricole.

Les ressources en énergie et matières premières ne compensent que dans une très faible mesure cette relative pauvreté des sols.

La découverte des gisements d'hydrocarbures dans la zone saharienne est trop récente pour que ses effets se soient déjà fait sentir, et la pénurie de ressources énergétiques a été, jusqu'à ces découvertes, l'une des caractéristiques de l'économie algérienne. En effet, la seule production locale d'énergie est constituée par la houille du bassin de Colomb-Béchar-Kénadza et par une faible quantité d'énergie d'origine hydraulique. La production du gisement charbonnier de Colomb-Béchar oscille autour de 300.000 tonnes/an. Sa localisation à 500 kilomètres de la mer, la mauvaise disposition des couches et la médiocre qualité des produits rendent l'exploitation difficile. L'électricité d'origine hydraulique fournit moins de 10 % de la puissance électrique normale disponible, et les données hydrographiques ne permettent pas d'envisager la possibilité d'accentuer cette proportion.

En définitive, l'Algérie est tributaire des importations de charbons et produits pétroliers, à concurrence de 80 % de ses besoins énergétiques.

Cette pénurie de charbon et d'énergie a privé, jusqu'ici, l'économie algérienne du bénéfice qu'elle aurait pu trouver dans la mise en valeur sur place des produits de son sous-sol.

L'Algérie est, en effet, le plus gros producteur de minerai de fer du Maghreb. La production d'une douzaine de gîtes, dont le principal est celui de l'Ouenza, dépasse trois millions de tonnes. Elle constitue une source d'exportation importante, mais limitée à l'exploitation minière ; elle n'a sur les revenus et l'emploi de la population qu'une incidence faible (6.600 ouvriers), en comparaison de celle que pourrait avoir le traitement sur place du minerai. L'Algérie possède en outre quelques gisements exploitables de minerais non ferreux, notamment de plomb et de zinc, dont toute la production est également exportée en l'état pour les mêmes raisons.

La seule richesse minière qui ait pu donner lieu à une transformation sur place est constituée par les phosphates. Deux gisements sont actuellement exploités dans le département de Constantine et fournissent 750.000 tonnes. Un troisième gisement important, au sud de Tébessa, doit être mis en exploitation prochainement. Cependant, parmi les trois pays d'Afrique du Nord, l'Algérie est le plus mal placé pour la production de ces phosphates. Une faible partie seulement est utilisée par les usines locales de superphosphates, pour satisfaire à la demande algérienne d'engrais phosphatés, et le reste doit affronter à l'exportation la concurrence des produits marocains et américains, généralement beaucoup plus riches.

Ainsi, jusqu'à la découverte récente des gisements d'hydrocarbures sahariens, la mise en valeur des ressources naturelles, qu'elles soient agricoles ou minières, n'offrait à l'Algérie que des perspectives de développement limitées. A la différence de nombreux pays sous-développés, notamment d'Afrique Noire ou même du Maroc, elle ne disposait plus depuis longtemps d'un potentiel inexploité sous forme de terres vierges, de ressources hydrauliques ou de gisements minéraux importants à reconnaître.

Evolution démographique.

Or, sur un territoire où les données naturelles favorisent peu le développement des grandes activités de base, vit une population dont les caractéristiques démographiques imposent une croissance rapide des ressources disponibles.

En cent ans, de 1856 à 1956, la population algérienne est passée de 2,5 millions à près de 10 millions d'habitants. Elle a donc quadruplé pendant cette période. Mais surtout, loin de se ralentir, cette cadence s'est accélérée au cours des dernières années. Le taux de progression démographique est actuellement voisin de 2,5 % par an (8.680.000 en 1948, 9.600.000 en 1956), soit deux fois et demi le taux d'accroissement moyen de la population mondiale.

Le peuplement européen ne participe que dans une très faible mesure à cet accroissement. Il ne représente en effet que 10 % de la population totale (légèrement supérieure à 1 million), et sa progression annuelle est stabilisée au taux de 1 %. Le mouvement naturel de la population musulmane constitue donc le facteur presque exclusif de l'expansion démographique. En effet, cette population n'a encore connu que l'une des étapes de ce que l'on a appelé la révolution démographique des pays européens : sa mortalité, régulièrement déclinante, correspond sensiblement à la mortalité française du début du XX^{me} siècle (130 pour 10.000), sa natalité reste au contraire stable, voisine du taux naturel et se compare à celle de la France du XVII^{me} siècle (450 environ pour 10.000) .

Conséquence de ce taux de natalité élevé, la pyramide des âges de la population algérienne musulmane se caractérise par la forte proportion de jeunes : très élargie vers la base, elle présente une structure voisine de celle de la population française avant 1775 : plus de 50 % de moins de 20 ans, 40 % environ de moins de 15 ans.

Les problèmes que pose une telle structure démographique sont, de plus, aggravés par une répartition de la population qui ne correspond pas toujours aux données économiques. La densité moyenne de peuplement atteint 60 habitants au kilomètre carré dans l'Algérie du Nord ; mais si, dans l'ensemble, le peuplement est d'autant plus fort que les terres sont plus fertiles et mieux arrosées, certaines régions déshéritées connaissent néanmoins une densité qui ne peut s'expliquer que par des raisons historiques : ainsi, les monts semi-arides de la Grande-Kabylie, zone de repli des Berbères, ont un peuplement aussi dense que celui de la Belgique.

Un tel déséquilibre entre les données démographiques et les données naturelles aurait condamné l'Algérie non seulement à la stagnation, mais même à la régression sociale, si son appartenance à une communauté économique et financière plus vaste et plus riche n'était venue l'aider à surmonter les obstacles auxquels se heurtait son développement.

Le cadre institutionnel.

En effet, bien qu'elle ait vu consacrer sa personnalité dans un régime politique et administratif qui la distingue de tous les autres membres de la communauté française, l'Algérie vit néanmoins en étroite symbiose avec l'économie de la France métropolitaine.

Collectivité de droit public, elle possède sa propre législation élaborée par des organes qui lui sont propres. Elle possède également son propre régime financier, matérialisé dans l'existence d'un budget algérien. Toutes les dépenses de fonctionnement et d'équipement des administrations algériennes sont en effet comprises dans ce document. Toutes les recettes publiques perçues sur le territoire servent à en assurer le financement et celui des budgets des collectivités décentralisées (départements et communes), sans aucun partage, sauf quelques exceptions minimales, avec l'Etat français. Ces ressources proviennent d'un système fiscal propre à l'Algérie, élaboré par des organes algériens.

Sans doute, la liberté de décision de ces organes n'est-elle pas totale, puisque le budget reste soumis à l'homologation du Pouvoir central ; mais l'Algérie, néanmoins, jouit d'une autonomie financière beaucoup plus large que celle des collectivités locales de droit commun, qui ne disposent que d'une très faible latitude dans le choix de leurs recettes et de leurs dépenses.

Différente des autres collectivités françaises, l'Algérie, cependant, n'en est pas isolée. Le cadre institutionnel dans lequel s'y exercent les activités économiques, la rattache à la Métropole par des liens étroits qui assurent entre deux économies parvenues à des niveaux de développement aussi différents, une association dont il est difficile de trouver d'autres exemples.

L'étroitesse de ces liens se manifeste en effet dans tous les domaines :

Sur le plan monétaire, l'Algérie dispose certes de son propre institut d'émission ; mais la convertibilité de sa monnaie avec le franc métropolitain est assurée sans limitation par le jeu d'un compte d'avances entre la Banque de l'Algérie et de la Tunisie, et le Trésor français. Elle se trouve ainsi libérée des limites qu'elle devrait s'imposer, si elle avait à assurer seule la tenue d'une monnaie autonome sur le marché du change.

Sur le plan des échanges, l'Algérie et la Métropole sont en union douanière complète et forment un véritable marché commun. En effet, non seulement les produits circulent entre les deux territoires sans être soumis à aucun droit ou contingentement, mais, de plus, l'écoulement de certains d'entre eux (vins, céréales, agrumes) fait l'objet d'une organisation des marchés dans le cadre français. Cette liberté des échanges commerciaux s'accompagne d'une liberté également totale des transferts financiers. Enfin, la circulation de la main-d'œuvre n'est elle-même soumise à aucune entrave. La France absorbe ainsi une partie de la main-d'œuvre excédentaire algérienne. Ces travailleurs, au nombre de 300.000 environ, touchent les mêmes salaires et jouissent des mêmes avantages sociaux que les ouvriers métropolitains. Cette émigration, en général temporaire, est à l'origine de transferts de numéraires (économies sur salaires, allocations familiales) qui constituent pour certaines régions, notamment pour la Kabylie, une source importante de revenus. Ces transferts sont de l'ordre de 35 millions de francs chaque année, soit plus de 6 % du total des revenus dont dispose l'ensemble de la population.

C'est sur le plan des finances publiques que se manifestent avec le plus de force les liens de solidarité qui unissent la Métropole et l'Algérie.

Les finances publiques françaises interviennent en effet, en Algérie, de deux manières différentes : d'une part, sous forme de prêts ou de subventions au budget de l'Algérie dont les ressources d'origine algérienne ne suffisent pas à couvrir les charges en augmentation constante ; d'autre part, en assumant directement certaines dépenses sur le territoire de l'Algérie.

Le volume du budget a connu, ces dernières années, une progression très rapide :

1949-1950 — Budget ordinaire (fonctionnement)	48 milliards
Budget extraordinaire (équipement)	25 milliards
	<hr/>
	73 milliards
1957-1958 — Budget ordinaire (fonctionnement)	148 milliards
Budget extraordinaire (équipement)	83 milliards
	<hr/>
	231 milliards

Les dépenses budgétaires algériennes se sont donc trouvées multipliées par plus de 3 en sept ans.

Cette évolution est, pour une faible part, la conséquence des événements dont souffre l'Algérie ; mais elle tient surtout à des causes antérieures et permanentes : d'autre part, le gonflement du budget extraordinaire est la conséquence directe de l'effort d'investissement nécessaire pour assurer le développement économique et social du pays ; mais, d'autre part, le budget ordinaire devait lui-même subir le contre-coup de cette politique, et la progression des dépenses de fonctionnement peut être attribuée pour les 2/3 environ aux investissements publics.

De telles charges devaient compromettre rapidement l'équilibre des finances algériennes. Elles n'ont pu être couvertes que grâce à l'intervention du Trésor public français, qui est venu relayer les ressources algériennes insuffisantes.

Jusqu'à 1955, cette aide a été limitée au financement du plan d'équipement, par une contribution métropolitaine au budget extraordinaire. A ce titre, elle est passée de 18 milliards de francs en 1949 à 28 milliards en 1954-1955, soit 81 % des dépenses comprises dans le plan d'équipement.

En 1955, le déséquilibre s'est étendu aux dépenses de fonctionnement elles-mêmes, et l'aide financière du Trésor français a dû s'appliquer également au budget ordinaire.

La permanence et l'accroissement du déficit ont fait ressortir la nécessité de fonder les relations de la Métropole et de l'Algérie sur des principes valables pour une longue période, qui rendraient possibles des précisions à long terme. Le groupe d'études chargé de définir ces principes, connu sous le nom de « Commission Maspétiol », a reconnu, dès le début de ses travaux, qu'il serait vain de chercher à doter l'Algérie de finances publiques saines, si son économie devait se stabiliser à son niveau actuel. C'est pourquoi les solutions financières envisagées n'ont pas été examinées à titre de fins propres, mais elles ont été replacées dans le cadre d'une évolution économique générale étudiée à partir d'un modèle de croissance simplifié qui permettait de définir, en fonction des dispositifs retenus, le montant des investissements nécessaires et l'aide qui devrait être fournie à l'Algérie pour en équilibrer le financement.

Ces travaux ont abouti aux conclusions suivantes : une augmentation de la consommation privée des Algériens de 6,3 % par an qui, compte tenu de la progression démographique, assurerait une hausse annuelle du niveau de vie de l'ordre de 3,5 à 4 %, exigerait des moyens financiers qui ne pourraient être obtenus que si les concours du Trésor public français progressaient de 15 milliards chaque année pendant 5 ans et se stabilisaient à 150 milliards de francs à partir de 1962. Parallèlement, l'effort demandé au contribuable algérien devrait s'accroître dans une proportion qui porterait le taux de pression fiscale (produit des impôts, rapporté à l'ensemble des revenus des particuliers) de 19 % à 24 % en 1960 par une augmentation d'un point chaque année.

Depuis 1955, date à laquelle fut déposé le rapport de la Commission Maspétiol, la contribution du Trésor français au financement du plan d'équipement de l'Algérie s'est accrue conformément à ses recommandations :

- 1955-1956 : 42 milliards de francs ;
- 1956-1957 : 57 milliards de francs ;
- 1957-1958 : 72 milliards de francs.

De plus, depuis la même date, la France contribue également au financement des dépenses ordinaires. Elle a en effet accordé au budget ordinaire une garantie d'équilibre à concurrence de 3 milliards en 1955-1956, et qui dépasse 18 milliards pour chacune des deux années 1956-1957 et 1957-1958.

Si l'on ajoute, à ces deux formes d'aide les concours de solidarité que la Métropole a été amenée à accorder à l'Algérie pour faire face à des charges de caractère exceptionnel, le total des apports directs des finances métropolitaines aux finances algériennes est le suivant pour les dernières années :

- 1955-1956 : 49 milliards, soit 30 % du total des dépenses algériennes ;
- 1956-1957 : 88 milliards, soit 42 % du total des dépenses algériennes ;
- 1957-1958 : 98 milliards, soit 42 % du total des dépenses algériennes.

En dehors de l'aide qu'elles apportent ainsi aux finances de l'Algérie, les finances françaises interviennent dans l'économie algérienne en couvrant les dépenses que l'Etat français assume directement sur ce territoire. Ces dépenses ne ressortent pas à des chapitres du budget métropolitain intéressant directement l'Algérie. Elles se trouvent dans des chapitres prévoyant des dépenses d'une nature donnée, sans en spécifier le lieu de réalisation. Il s'agit de dépenses d'investissement pour la construction d'ouvrages dont la portée d'intérêt national dépasse le cadre algérien : par exemple, les bases aériennes ou navales sont des dépenses courantes des services métropolitains fonctionnant en Algérie. Ces dépenses ont connu, elles aussi, un développement rapide puisqu'elles sont passées de 67 milliards en 1953 pour l'ensemble des services militaires et civils, à 240 milliards en 1956.

Ces deux formes d'intervention des finances publiques françaises sur l'économie algérienne ont une triple incidence favorable.

En assurant le financement de la majeure partie du budget extraordinaire, l'aide du Trésor français a permis d'engager l'Algérie dans une politique d'équipement qui dépasse très largement les capa-

cités financières du pays, mais qui a été néanmoins choisie délibérément en considération de la nécessité urgente du développement économique et social.

De plus, qu'elle soit directe ou indirecte, l'intervention des finances publiques françaises est un acteur d'accroissement d'activité pour un grand nombre d'entreprises algériennes et une source de revenus pour la population.

Sur le plan de la balance des comptes enfin, les opérations du Trésor français en Algérie se traduisent par un apport de fonds publics dont l'excédent, ajouté à celui que procurent les transferts de salaires et d'allocations familiales des travailleurs algériens en France, vient équilibrer le déficit résultant du commerce extérieur et des opérations privées en capital.

En effet, pour 1956 par exemple, la balance des comptes de l'Algérie a été équilibrée dans les conditions suivantes (chiffres provisoires) :

	Excédent	Déficit
— Commerce extérieur		115
— Transferts de salaires et allocations familiales..	37	
— Autres opérations privées		149
— Déficit des opérations privées		227
— Excédent des opérations publiques.....	256	
— Solde : accroissement des avoirs de la Banque de l'Algérie et de la Tunisie en monnaie extérieure, du fait de ses opérations en Algérie....	29	

Ces chiffres mesurent l'importance de l'aide financière française pour l'Algérie. Ils font ressortir les limites que ce territoire devrait s'imposer tant sur le plan de l'équipement que de la consommation, s'il était livré à lui-même.

L'Algérie tire donc de son appartenance à la communauté économique et financière française des avantages qui viennent compenser le handicap qu'aurait constitué pour son développement le déséquilibre constaté entre les besoins d'une population croissante et les possibilités d'expansion limitées des grandes activités de base.

L'EVOLUTION ET LA STRUCTURE ACTUELLES.

L'évolution économique et sociale de l'Algérie, et les structures auxquelles elle a abouti, sont la conséquence de ces données naturelles et institutionnelles. Elles expliquent que, tout en connaissant des progrès rapides qui, sur de nombreux points, lui donnent les caractéristiques d'un pays développé, l'Algérie présente néanmoins simultanément des caractères propres aux pays sous-développés.

Les progrès réalisés.

L'appréciation des progrès réalisés en matière d'élévation du niveau de vie ne peut être tirée des travaux de comptabilité économique, encore trop récents pour présenter des données comparables sur une longue période. L'évolution de la consommation de certains produits caractéristiques est cepen-

dant significative : pour les principales denrées alimentaires, on note en effet une augmentation régulière. Ainsi, pour les céréales et les produits dérivés, la consommation annuelle moyenne par habitant est passée de 141,5 kg. en 1935, à 157 kg. 6 en 1956. De plus, la répartition de cette consommation entre les différents produits traduit une amélioration constante du régime alimentaire. En effet, la consommation de blé (tendre et dur) accuse un accroissement considérable, alors que la consommation d'orge diminue sensiblement.

Les populations musulmanes délaissent de plus en plus la galette pour le pain, et consomment plus de blé dur sous forme de semoule. La consommation des pommes de terre est passée de 13,6 kg. en 1935 à 23,5 kg. en 1956, soit une augmentation de 72 %. Pour le sucre, la consommation atteint près de 17 kg. par an, contre 9 kg. en 1935.

Ainsi, bien que le régime alimentaire des populations algériennes reste encore très différent de celui des populations européennes, les produits laitiers et la viande notamment n'y figurent qu'en faible quantité ; « les calories chères » y occupent cependant une place croissante.

Comme la consommation de denrées alimentaires plus riches, la consommation d'énergie domestique est, elle aussi, révélatrice d'une amélioration des conditions de vie. Or, cette consommation est passée de 100 millions de kilowatts-heure en 1948, à 220 millions en 1956. Elle a donc plus que doublé en 7 ans, et la progression la plus récente atteint au moins 10 % par an, alors que le rythme habituellement observé en la matière est un doublement en 10 ans.

Mais le revenu individuel moyen, dont l'évolution de ces consommations traduit l'augmentation, ne rend pas compte à lui seul des progrès du niveau de vie d'une population. Il dépend en effet, aussi, de la qualité et de la quantité des services publics, souvent gratuits, dont elle peut disposer.

Or, l'apport massif de capitaux publics français dont a bénéficié l'Algérie, spécialement depuis 1948, a permis de doter ce pays d'une infrastructure de services publics qui, par son importance et sa qualité, est plus proche de celle d'un pays développé que de celle d'un pays sous-développé.

Le réseau routier de l'Algérie du Nord comprend plus de 40.000 kilomètres de routes carrossables, sur lesquelles circulent plus de 120.000 véhicules automobiles, et tous les centres de quelque importance sont reliés par des voies à chaussée revêtue comparables aux routes européennes. Le réseau ferroviaire dépasse 4.000 km. de voies exploitées.

Sur le plan des transports maritimes, les installations portuaires algériennes permettent un trafic de l'ordre de 45 millions de tonnes de jauge nette. Ce trafic s'effectue principalement dans trois ports principaux : Alger, Oran, Bône, dont l'activité se compare à celle des ports français les plus importants : le trafic du port d'Alger atteint en effet près de 21 millions de tonnes, celui d'Oran près de 10 millions, et celui de Bône près de 5 millions. A titre de comparaison, le mouvement des navires à Dunkerque, qui est le troisième port français, dépasse légèrement 7 millions de tonnes.

De même, pour les transports aériens, l'Algérie est maintenant dotée de trois aéroports de classe internationale et de nombreux aéroports secondaires, qui permettent un trafic en accroissement rapide. Le nombre des voyageurs transportés est, en effet, passé de moins de 300.000 en 1950 à plus de 700.000 actuellement.

Parallèlement à ces investissements de caractère économique, ont été développés des investissements sociaux. Notamment, tout un réseau médical et hospitalier a été mis en place. Depuis la guerre mondiale, par exemple, le nombre de lits d'hôpitaux a plus que doublé, passant de 14.000 à plus de 30.000, et le nombre de malades hospitalisés a augmenté dans la même proportion, atteignant plus de 300.000 aujourd'hui.

L'effort déployé en matière d'enseignement n'a pas encore abouti à une scolarisation totale de la jeunesse musulmane. Si, en effet, dans les grandes villes, cet objectif est d'ores et déjà atteint, il subsiste un important retard à combler dans les campagnes, où la dispersion des populations entraîne des frais élevés. Le rythme de scolarisation s'est cependant accru au cours des dernières années : 1.200 classes nouvelles ont été bâties en 1956 : 1.500 le seront en 1957. Cet effort porte sur tous les degrés d'enseignement : primaire, secondaire, technique, formation professionnelle et enseignement su-

périeur. Dans le domaine de l'éducation, comme dans celui de l'infrastructure sanitaire, les réalisations algériennes ont, en effet, été conçues selon les normes appliquées en France métropolitaine. Les installations, la qualité des soins et de l'enseignement, les diplômes exigés du personnel médical ou enseignant sont en effet identiques.

Si l'Algérie dispose ainsi d'une infrastructure de services publics qui se rapproche de plus en plus de celle dont disposent les pays développés, la même tendance à anticiper sur le rythme d'un développement économique général se retrouve en matière de rémunération du travail et de législation sociale.

Au cours des dernières années, les hausses du salaire minimum décidées par les Pouvoirs publics ont été délibérément beaucoup plus rapides que l'augmentation de la productivité des travailleurs. Le décalage entre le salaire minimum industriel en France et en Algérie, qui était de 50 % en 1947, n'est plus que de 25 % actuellement (95 fr 50 à Alger, contre 126 fr à Paris). En effet, alors que les hausses de prix intervenues pendant cette période sont comparables pour les deux territoires, les augmentations de salaire minimum dans l'industrie et le commerce ont atteint en Algérie 200 % et seulement 140 % en France. La législation sociale applicable en France assure aux salariés de l'industrie, du commerce, de l'agriculture et des services publics, le bénéfice des allocations familiales et la couverture de la plupart des risques : accidents du travail, maternité, invalidité, décès. L'assistance médicale gratuite est accordée à toutes les personnes sans ressources, à la ville comme à la campagne. La création d'un « Fonds de solidarité » assurera chaque année une allocation à toute personne âgée dont les ressources seraient inférieures au minimum vital calculé sur la base des conditions de vie de la France métropolitaine.

Cette évolution reflète donc la possibilité qu'a eue l'Algérie d'éviter, malgré la faiblesse de ses ressources propres, le dilemme devant lequel se trouve tout pays sous-développé : sacrifier le rythme de son développement au profit d'une augmentation immédiate de la consommation, ou, au contraire, imposer à des populations dont le niveau de vie est déjà faible, une réduction massive de la consommation pour dégager les ressources nécessaires à l'investissement. Tout en préparant l'avenir par des investissements qui ont permis la constitution d'une infrastructure de base comparable à celle des pays développés, elle est parvenue à améliorer les conditions de vie de sa population dans des proportions importantes.

L'Algérie n'en est pas pour autant libérée de toutes les caractéristiques de sous-développement, et si les structures économiques et sociales qui résultent de cette évolution sont, par plusieurs aspects, proches de celles des pays développés, de nombreux éléments la rattachent encore au groupe des pays sous-développés.

Structures économiques.

La part des différentes activités dans la production intérieure et la répartition de l'emploi entre les groupes professionnels font ressortir cette originalité. Contrairement à la plupart des pays sous-développés, où la presque totalité des ressources provient des activités primaires (agriculture et exploitations minières), les industries de transformation fournissent déjà une part importante des ressources dont dispose la population, puisqu'elles assurent, à elles seules, plus de 14 % de la valeur ajoutée par toutes les activités algériennes. Si l'on y joint l'activité des entreprises de bâtiment et de travaux publics, cette proportion passe à plus de 22 %. La population active du secteur non agricole connaît un accroissement rapide : de 680.000 en 1948, elle est passée à plus de 870.000, soit plus de 28 % d'augmentation. Ce début d'industrialisation est le résultat des efforts entrepris depuis la guerre, dans le cadre des « plans quadriennaux » qui, outre les travaux d'infrastructure publique, comportaient une procédure d'aide financière aux industries et à la construction de logements. Ces mesures, qui touchent à la fois au crédit et à la fiscalité, ont permis ou facilité, selon les cas, la constitution d'industries qui, pour modestes que soient encore leurs possibilités en valeur absolue, n'en présentent pas moins des dimensions cinq fois supérieures à celles d'il y a quinze ans, et la construction de 100.000 logements par an, soit le double du rythme d'avant-guerre.

La structure du commerce extérieur enregistre déjà l'incidence de cette évolution. En effet, si les matières premières constituent encore l'essentiel des ventes à l'extérieur, quelques produits industriels

figurent également à l'exportation : 11 % de la production en valeur des industries algériennes sont vendus sur les marchés extérieurs. A l'inverse, les matières premières et les biens d'équipement pour l'industrie représentent près du tiers des importations.

L'Algérie reste encore, cependant, un pays agricole. Si l'agriculture ne fournit en effet que 32 % de la production intérieure, elle occupe néanmoins 72 % de la population active. La très grande majorité de la population algérienne, comme celle de tous les pays sous-développés, tire donc encore sa subsistance du travail de la terre.

La part importante des activités tertiaires dans la structure de la production intérieure brute, qui, pour certains pays, est le signe d'un degré d'évolution très avancé, doit être interprétée également comme l'un des indices du sous-développement algérien. Elles fournissent en effet la même proportion des revenus que l'agriculture, mais il faut voir là le résultat de la tendance à prolifération des petits commerces et services, conséquence du sous-emploi.

La répartition des revenus disponibles entre les différentes activités qui en sont la source, ne correspond donc pas exactement à celle qui est en général constatée dans les pays sous-développés, mais elle n'est pas encore celle d'un pays développé.

Cette originalité se retrouve également sur le plan de l'utilisation de ces revenus. Elle marque notamment les phénomènes d'épargne. Les travaux de comptabilité économique menés en Algérie ont fait ressortir un taux d'épargne de 20 % du produit national brut pour les dernières années, très voisin du taux constaté en France métropolitaine. Mais, si elle n'a que peu d'incidence sur le taux de l'épargne, la différence de structure économique des deux territoires entraîne une affectation très différente de son produit. En effet, une partie importante des revenus épargnés en Algérie tend à quitter le territoire pour se placer à l'extérieur, essentiellement en France métropolitaine. Cette tendance n'est que la manifestation du fait que, en raison de son moindre niveau de développement, l'économie algérienne offre des occasions d'investir moins rentables que l'économie française. Au cours des dernières années, c'est un peu plus du tiers de l'épargne algérienne en moyenne qui, à la faveur de la liberté totale des transferts, s'est ainsi placée à l'extérieur. Si les investissements bruts ont représenté plus de 26 % du produit national brut, ce taux doit être rapproché de la proportion des capitaux publics dans le total des sommes investies, qui est supérieur à 50 %.

Ainsi, bien que l'ensemble des populations soit déjà en mesure d'épargner une part importante de ses revenus, l'Algérie se trouve donc encore au stade où les capitaux publics doivent précéder les capitaux privés pour assurer l'équipement du pays.

Structures sociales.

Conséquence du caractère composite de l'économie algérienne, les structures sociales présentent la même juxtaposition d'éléments modernes et d'éléments archaïques, caractéristiques du sous-développement. Par leur comportement, comme par leur niveau de vie, les populations algériennes se rattachent à des âges économiques différents.

Un quart environ constitue ce que l'on peut appeler le secteur moderne, caractérisé par une spécialisation du travail nécessitant des échanges monétaires intenses, aussi bien à l'intérieur du pays qu'avec le reste du monde. Il assure à ses membres des conditions de travail et un niveau de vie comparables à ceux des pays européens.

Mais toute une partie de la population vit encore selon les normes traditionnelles, pratique des méthodes de production immuables depuis des siècles et orientées essentiellement vers l'autoconsommation familiale, n'entretenant avec le monde extérieur que des relations très réduites.

Cette distinction entre le secteur évolué et le secteur traditionnel ne recouvre d'ailleurs pas les distinctions ethniques.

Si, en effet, les musulmans forment la quasi-totalité du secteur traditionnel, ils forment néanmoins la majorité du secteur évolué (57 %) et y occupe une place croissante.

Cette répartition ne correspond pas, non plus, exactement à la répartition des populations entre les différents groupes d'activités, ni à la distinction entre population rurale et population urbaine.

Sans doute, les familles de petits exploitants agricoles, de pasteurs et salariés occasionnels de l'agriculture forment-elles la masse la plus importante du secteur traditionnel ; mais l'importance du secteur moderne agricole est cependant loin d'être négligeable : 60 % de la production agricole en valeur résulte de procédés modernes de culture dans des exploitations en majorité européennes, mais également musulmanes.

A l'inverse, toute la population employée dans les activités industrielles et commerciales ne peut être rangée dans le secteur évolué ; en effet, cette population comprend une part de petits commerçants et artisans urbains ou ruraux dont les conditions de vie restent celles du secteur traditionnel.

Cette absence d'homogénéité des structures sociales explique qu'un chiffre de revenu annuel moyen par habitant rende très mal compte du niveau de vie algérien. Ce revenu a pu être évalué à environ 60.000 francs pour 1956, mais ce résultat doit être interprété en tenant compte de la très grande inégalité qui existe entre le secteur traditionnel et le secteur évolué : un salarié occupant un emploi permanent dans une entreprise industrielle ou commerciale moderne dispose qu'il soit européen ou musulman, d'un revenu comparable à celui d'un salarié en France métropolitaine, donc très supérieur à ce chiffre moyen. Au contraire, le petit cultivateur musulman pratiquant des méthodes archaïques sur une terre souvent pauvre, ne jouit que d'un revenu inférieur.

En définitive, l'Algérie a dépassé le stade de beaucoup de pays sous-développés où, seule, une classe privilégiée peu nombreuse connaît un niveau de vie comparable ou supérieur à celui des pays européens en face d'une masse dont les ressources assurent à peine le minimum vital. Grâce à son association à une communauté plus riche, elle a vu se développer tout un secteur d'économie moderne, dans lequel se trouve intégrée une part importante de la population. Cependant, la parité des conditions de vie de la partie de la population demeurée dans le secteur traditionnel mesure l'importance de l'effort qui reste à accomplir.

PERSPECTIVES D'AVENIR.

Le problème économique algérien, malgré les progrès déjà réalisés, reste donc posé :

Nécessité du développement.

Il est posé dans l'immédiat : une part importante de la population, qui poursuit son activité selon les méthodes traditionnelles, ne dispose encore que d'un revenu faible. Plus de 800.000 personnes en âge de travailler sont, à des degrés divers, en état de sous-emploi.

Il se posera avec plus d'acuité encore, dans l'avenir : dans dix ans, la population se sera accrue de plus d'un tiers. Avec un décalage de quinze années environ, le besoin d'emploi augmente dans les mêmes proportions. C'est environ 600.000 hommes musulmans de plus qui demanderont un emploi dans les dix années à venir.

Même si un ralentissement de l'expansion démographique pouvait être obtenu, les résultats de l'évolution antérieure sont d'ores et déjà acquis. Ce ralentissement pourrait donc avoir, à longue échéance, des effets dont l'importance commande que l'étude de ce problème soit faite rapidement ; mais il n'y aurait qu'une incidence très faible sur le niveau de vie et le sous-emploi, pendant vingt ans encore.

La faiblesse relative du niveau de vie moyen actuel, rapproché de l'importance des besoins présents et à venir, suffit à marquer combien serait limitée la portée d'une politique qui serait plus fondée sur une répartition égalitaire des ressources actuelles que sur leur extension. Le développement de la production est donc une nécessité à laquelle il n'est plus possible d'échapper.

Un tel problème peut trouver une solution, mais il exige la réunion d'un certain nombre de conditions très précises.

Des études ont en effet été entreprises pour vérifier les premières conclusions que les travaux de la Commission Maspétiol, rappelés plus haut, avaient permis de dégager par l'utilisation d'un modèle de croissance très simplifiée. A partir d'une connaissance détaillée de l'économie algérienne, obtenue par l'application des méthodes de la comptabilité économique et en utilisant un modèle de croissance beaucoup plus élaboré, ces études ont confirmé que, malgré le taux d'accroissement massif de la population, l'objectif recherché, qui était d'assurer une amélioration du niveau de vie moyen en Algérie plus rapide qu'en France sur une longue période, pouvait être atteint.

Mécanisme de développement.

Mais un tel résultat suppose une transformation profonde de la structure de l'économie algérienne : encore essentiellement agricole, elle doit évoluer vers une structure industrielle.

En effet, l'étude détaillée des possibilités d'expansion de toutes les activités à laquelle il a été procédé, a confirmé que l'agriculture ne peut plus être la base principale des emplois et des revenus. L'action entreprise dans le secteur agricole pour augmenter le rendement des terres par l'encadrement technique des exploitants, la mise en valeur de toutes les ressources hydrauliques, la lutte contre l'érosion, la recherche agronomique et l'implantation de cultures intensives partout où elles sont possibles, doit être poursuivie et renforcée. Mais, quelle que soit l'importance des moyens mis en œuvre, tant en capitaux d'investissement qu'en personnel technique d'encadrement et de recherche, les limites naturelles auxquelles on se heurte interdisent d'envisager un accroissement de production suffisant pour élever dans une proportion notable le niveau de vie d'une population agricole plus nombreuse qu'actuellement. Tout le surcroît de population des années à venir doit donc pouvoir trouver un emploi dans le secteur non agricole. L'industrialisation apparaît donc, en dehors des possibilités d'émigration, d'ailleurs limitées, comme le seul moyen d'élever sensiblement et de façon continue le niveau de vie des populations algériennes.

Cette industrialisation doit se trouver facilitée par les possibilités qu'offrent les récentes découvertes de gaz naturel et de pétrole dans le sous-sol saharien.

L'Algérie dispose en effet, déjà, d'une infrastructure industrielle, et l'exploitation de ces richesses doit fournir un complément d'activité aux entreprises algériennes déjà existantes. Mais, surtout, elles viennent corriger une des faiblesses qui entravaient jusqu'ici le développement industriel de l'Algérie, en lui fournissant des matières premières et une énergie qui lui manquait. Le pétrole peut, en effet, constituer la base d'une industrie de la pétrochimie. Le gaz naturel, dont l'un des gisements se trouve seulement distant de 400 kilomètres d'Alger, et pour lequel le seul problème est celui d'une consommation suffisante pour permettre l'amortissement des pipes-lines, peut faire de l'Algérie, pays où l'énergie était chère, un pays d'énergie abondante et bon marché. Il peut notamment permettre l'implantation d'une industrie sidérurgique lorsque son utilisation comme réducteur du minerai de fer, abondant en Algérie, aura été mise au point.

Cependant, quelle que soit l'importance de ces secteurs favorables récents, l'étude de l'effet multiplicateur que pourraient avoir de telles activités a montré qu'elles ne pouvaient, à elles seules, déclencher un processus de développement suffisant pour atteindre les objectifs envisagés.

Le problème économique algérien ne peut donc être traité par une percée réalisée en un point donné, mais seulement par une progression de l'ensemble des activités. Or, cette progression ne se réalisera pas toute seule à partir d'un petit nombre de secteurs particulièrement rentables, comme l'exploitation pétrolière, ou faciles à développer, comme les travaux publics.

En définitive, trois grands groupes d'activités doivent constituer les éléments moteurs du développement :

- la construction de logements, pour laquelle les débouchés solvables s'accroîtront parallèlement au progrès des revenus, conséquence du développement économique général et qui présente l'avantage de faire surtout appel à des activités locales, à un moindre degré seulement, les travaux publics ;

- la recherche et l'exploitation du pétrole et du gaz, clients aux besoins croissants pour les entreprises algériennes, sources d'énergie et de matière première ;

— les industries de transformation, enfin ; l'industrie est en effet le meilleur client de l'industrie, et c'est d'elle que doit venir la contribution la plus importante à l'élargissement du marché que suppose une politique d'industrialisation.

Les moyens à mettre en œuvre pour assurer une expansion équilibrée des différents secteurs d'activité ont été étudiés, et la comptabilité d'ensemble des perspectives envisagées a été vérifiée. Pour le secteur industriel notamment, il a été procédé à une étude chiffrée des handicaps que supportent les entreprises algériennes, par rapport notamment aux entreprises françaises. Cette étude a permis l'élaboration d'un régime d'aide financière plus complet, que celui qui est actuellement appliqué, et qui doit permettre à l'industrie algérienne de supporter la concurrence extérieure.

Les investissements à prévoir pour porter le volume de la production au niveau nécessaire ont également été étudiés dans chaque secteur, et la concordance avec les possibilités de financement a été vérifiée.

Enfin, la mise en place des principaux moyens d'action nécessaires pour promouvoir le développement est en cours d'exécution : le texte qui définira la procédure d'aide financière dont bénéficieront les entreprises industrielles fonctionnant en Algérie, est en préparation ; mais les modalités techniques en sont, d'ores et déjà, fixées. Un organisme vient d'être créé qui, sous le nom de « *Fonds de l'Algérie* », est chargé de réunir les ressources financières destinées aux investissements, d'en orienter l'emploi et de suivre la réalisation des programmes.

S'il est ainsi possible d'envisager une amélioration substantielle des conditions de vie des populations algériennes, l'appréciation des possibilités de développement économique de l'Algérie reste inséparable des données sur lesquelles elle se fonde. Elle est étroitement liée, notamment, aux données de financement retenues en matière de capitaux publics.

Malgré l'attrait que peuvent exercer quelques activités particulièrement rentables sur les capitaux privés, le rôle de ces capitaux publics restera encore déterminant pour de nombreuses années en Algérie : ils assurent le financement de l'infrastructure, ils jouent un rôle de catalyseur à l'égard des capitaux privés ; enfin, les transferts de fonds auxquels ils donnent lieu, constituent l'élément essentiel de l'équilibre de la balance des comptes. Leur mise en œuvre, par des effets directs et indirects, détermine donc, en fait, le rythme et l'ampleur de tout le développement.

CONCLUSION.

Les grands traits de l'économie algérienne, qui viennent d'être dégagés, font ressortir la situation très particulière qu'occupe l'Algérie dans l'ensemble du groupe des pays sous-développés.

Peu favorisée sur le plan des richesses naturelles, elle ne dispose plus, depuis longtemps, de ce potentiel des richesses de base encore inexploitées qui constituent la meilleure chance de développement de beaucoup d'entre eux, alors qu'elle doit faire face aux besoins d'une population dont l'accroissement est deux fois et demi plus rapide que le taux d'accroissement moyen de la population mondiale. En dehors des hydrocarbures sahariens, dont l'exploitation pourrait avoir une influence déterminante si les emplois et les revenus qu'elle procurera devaient profiter à une population peu nombreuse, comme celle de certains pays du Moyen-Orient, mais dont l'incidence sera relativement faible pour une masse de 10 millions et bientôt 13 millions d'habitants, — toutes les ressources de son sous-sol sont non seulement reconnues, mais aussi exploitées. Le climat subdésertique qui règne sur la majeure partie de son territoire impose aux progrès de son agriculture des limites qu'il n'est pas possible de franchir, quelle que soit l'ampleur des efforts déployés.

Si ces facteurs naturels opposent donc des obstacles particulièrement graves au développement économique algérien, les concours extérieurs dont bénéficie l'Algérie pour l'aider à les surmonter lui donnent cependant une situation privilégiée parmi tous les pays qui ont à faire face à des difficultés analogues.

L'importance qu'elle attache à une région qu'elle considère comme la clef de voûte de son ensemble africain, jointe à la forte proportion du peuplement européen, ont en effet amené la France à considérer l'Algérie comme partie intégrante de sa propre économie. Elle se juge donc responsable des conditions de vie des habitants de l'Algérie, sans distinction, au même titre que des populations métropolitaines, et elle est ainsi conduite à consentir en leur faveur des efforts comparables, dans leurs modalités et leur importance, à ceux qu'elle aurait consentis en faveur d'une partie du territoire français si les mêmes problèmes s'y étaient posés.

Le problème fondamental de l'Algérie n'est que l'un des aspects du problème du sous-développement, qui se pose à l'échelle de la planète. Mais les solutions qui lui sont appliquées sont profondément originales. Grâce à son étroite association avec une économie plus riche, l'Algérie est le seul pays sous-développé à bénéficier d'une aide aussi importante.

L'aspect financier de cette aide est le plus facile à discerner : pour 1956 par exemple, les seules sommes fournies par le Trésor français au budget algérien représentent, pour chaque habitant de l'Algérie, plus de 9.000 francs (25 dollars). Pour un pays comme l'Egypte, une aide extérieure du même montant par habitant représenterait chaque année 210 milliards de francs (0,6 milliard de dollars). Pour l'Inde, ce seraient 3.400 milliards de francs (10 milliards de dollars). Or, le total des investissements que les pays riches effectuent chaque année dans les régions sous-développées est de l'ordre de 3 milliards de dollars (1.000 milliards de francs), dont 600 millions de dollars sont fournis par la France seule.

Mais ces concours financiers sont loin de constituer la seule forme d'aide dont bénéficie l'Algérie. Si les capitaux ainsi fournis ont permis de faire évoluer tout un secteur de l'économie algérienne vers des modes de production et des structures comparables à celles des pays européens, c'est notamment parce que ce territoire a pu profiter pour leur mise en œuvre, dans les différents domaines de la technique industrielle ou agricole, de la gestion des affaires publiques et privées, de la même expérience que les pays les plus développés. C'est aussi parce que son appartenance à une communauté économique plus vaste, par les avantages monétaires et commerciaux qu'il en retire, lui permet de s'approvisionner en biens d'équipement, matières premières et biens de consommation, et d'écouler les produits de son activité dans des conditions beaucoup plus favorables que celles qu'il connaîtrait s'il devait rester isolé et réduit à une aide aux autres régions sous-développées du globe.

Cette association originale entre deux pays de niveaux aussi différents, l'effort que la France y a entrepris et est décidée à y poursuivre, l'expérience qu'elle a acquise des problèmes très particuliers qui s'y posent, apparaissent donc comme les chances incomparables du développement économique de l'Algérie.

STRUCTURE DE LA PRODUCTION INTERIEURE EN 1954

(en milliards de francs)

	SALAIRES et charges sociales	IMPOTS	AMORTIS- SEMENTS	BENEFICES	SUBVEN- TIONS	TOTAL	POURCEN- TAGE de la valeur ajoutée totale
— Agriculture, Forêts, Pêche.	33	7,3	11	146,3	— 1	196,6	32,8
— Energie, Pétrole, Mines ..	13,5	2,7	5,5	10,2	— 0,8	31,1	5,2
— Industries de transforma- tion	32,3	15,3	6	24,8	— 0,3	88,1	14,7
— Bâtiment et Travaux pu- blics	25,8	7,6	3	8,8	— 0,2	45	7,5
— Transports	25,2	6,4	5,3	6,4	— 6,2	37,1	6,3
— Commerce et Services	58,6	52	15,3	76,5	— 2,3	200,1	33,5
TOTAL.....	188,4	101,3	46,1	273	— 10,8	598	100,0

SOCIÉTÉ NATIONALE
des

ENTREPRISES DE PRESSE

6, avenue Pasteur - Alger

- Téléphone : 396-59 -

MODERNISATION de l'Apiculture algérienne

L'apiculture algérienne est pratiquée dans de nombreuses et vastes régions où la flore mellifère est abondante et variée. Toutefois, en raison d'une exploitation insuffisante et routinière, elle n'arrive pas à satisfaire les besoins locaux ; aussi, la nécessité d'étendre, d'améliorer et de moderniser les méthodes apicoles a-t-elle conduit l'Administration à prendre l'initiative de procéder aux améliorations les plus urgentes suivant un programme dont les causes déterminantes et les buts essentiels font l'objet de cet exposé.

POSSIBILITES APICOLES DU PAYS

Les trois départements algériens sont incontestablement riches de possibilités apicoles. L'abeille d'Algérie, très proche de l'abeille noire d'Europe, est robuste et bien acclimatée. Elle dispose d'une abondante flore mellifère, subspontanée et cultivée. A l'exception des régions désertiques des Hauts-Plateaux et du Sud, l'apiculture est, en Algérie, largement pratiquée dans les régions montagneuses à population dense (Kabylie, Aurès), dans les plaines littorales (Mitidja), dans les plaines intérieures (Mascara), dans les vallées des grands oueds (Soummam).

Parmi les très nombreuses espèces végétales qui forment la flore spontanée algérienne, certaines se rencontrent en peuplements importants. Ce sont, en montagne, la bruyère rose (*Erica multiflora* L.), l'arbousier (*Arbustus unedo* L.), la lavande (*Lavandula stoechas* L.), le romarin (*Rosmarinus officinalis* L.), de nombreuses variétés de thym, de cistes, d'asphodèles, l'astragale (*Astragalus monspessulanus* L.), l'euphorbe (*Euphorbia nicæensis* ALL), la marrube vulgaire (*Marrubium vulgare* L.), ces deux dernières plus particulières au massif de l'Aurès, le Thuya (*Callitris articulata*), l'inule visqueuse (*Inula viscosa* Ait), etc...

Dans les régions prémontagneuses de Grande et Petite Kabylie, deux variétés de sainfoin (*Hedysarum flexuosum* L. et *H. coronatum* L.) couvrent de grandes superficies.

Dans les terres argileuses des Sahels et des vallées montagneuses, les ombellifères du genre *Daucus*, constituent des peuplements importants.

Dans les plaines fleurissent l'oxalis (*Oxalis cernua* Th.), les ravenelles (*Sinapis*, *Diplotaxis*, *Sisymbrium*, *Rapistrum*, *Raphanus*, etc...), la bourrache (*Borrago officinalis*), les vipérines (*Echium* sp.), les mélilots, les chardons (*Onopordon*, *Silybum*), les centaurees, etc...

La flore subspontanée est principalement représentée par l'eucalyptus importé d'Australie en 1863. La floraison estivale de cette essence, très mellifère, produit un miel d'excellente qualité. Il en existe actuellement un très grand nombre d'espèces plantées en bordure notamment des voies de communication, sur les berges des cours d'eau, dans les forêts reconstituées, dans les fermes.

Quant à la flore mellifère cultivée, il convient de citer les rosacées de vergers, communes à la France et à l'Algérie, ou particulière à celle-ci, le néflier du Japon (*Eriobotrya japonica* Lindl.) par exemple, dont la floraison automnale est précieuse, les agrumes (*Citrus* divers), qui produisent un miel renommé, les fourrages artificiels, tels que la luzerne, le trèfle d'Alexandrie (*Trifolium alexandrinum* L.), les plantes de grande culture, comme la lentille (*Lens esculenta* L.), ou de culture industrielle, comme le cotonnier.

La diversité de la flore algérienne et la douceur relative du climat ménagent, dans certaines régions du littoral, des miellées successives s'étendant sur l'année entière, chaque saison se parant d'une floraison particulière.

Malgré ces conditions favorables, la production algérienne en miel, de l'ordre de 4.000 à 5.000 quintaux par an, est inférieure aux besoins de la consommation locale, alors qu'elle devrait être supérieure et être à l'origine d'un courant d'exportation important.

CAUSE DE L'INSUFFISANCE ACTUELLE DE LA PRODUCTION APICOLE ALGERIENNE

Cette insuffisance de production procède de causes multiples. C'est, en premier lieu, le rendement insignifiant des quelque 150.000 colonies logées en ruches vulgaires. Le type de ces dernières varie selon la matière première utilisée pour sa construction : liège dans les montagnes du littoral, fêrle dans les plaines, alfa dans les Bibans et le Sud Constantinois. Elle affecte une forme allongée, d'un mètre environ, de section carrée pour la ruche en fêrle, cylindrique pour la ruche en alfa ou en liège ; une exception est fournie par la ruche en alfa tressé de l'Aurès, dont la forme conique est une survivance des ruches romaines introduites dans ce massif par les vétérans de Lambèse et de Timgad. Quel qu'en soit le type, la ruche vulgaire, instrument d'élection de l'apiculture traditionnelle, ne se prête en aucune façon à une production intensive, en raison de sa faible capacité. Bien plus, des procédés d'exploitation archaïques, tels que la taille, au moment de la récolte, de la totalité des rayons, amènent, chaque hiver, la perte de 50 % des colonies et contribuent à réduire un rendement déjà bien faible. En fait, la moyenne de production annuelle d'une ruche vulgaire est de 2 à 3 kilos.

Une seconde raison de l'insuffisance de l'apiculture algérienne est le nombre trop restreint de ruches à cadres en exploitation.

En 1904, moins de 1.000 apiculteurs, professionnels ou non, exploitaient 10.000 ruches à cadres, dont le rendement moyen était de 8 à 10 kilos. Ces chiffres n'ont guère varié, ainsi qu'en témoignent des statistiques récentes.

Ce petit nombre d'utilisateurs de la ruche à cadres, comparé à celui des exploitants de la ruche vulgaire, qui sont plusieurs dizaines de milliers, s'explique par le fait que les agriculteurs qui disposent des moyens financiers nécessaires à la création d'exploitations apicoles modernes dirigent, le plus souvent, des entreprises agricoles importantes et ne peuvent s'occuper personnellement de travaux apicoles. Ils préfèrent s'adresser à des spécialistes. Or, ces derniers, ou bien font défaut, ou bien ne présentent pas des garanties de technicité suffisante.

C'est cette absence de spécialistes qualifiés qui, jusqu'à présent, a freiné le développement de l'apiculture dans le secteur agricole évolué.

Quant aux rendements des ruches à cadres, l'ignorance des méthodes modernes appliquées aux données particulières de l'apiculture algérienne fait qu'ils sont nettement inférieurs à ceux qui devraient être obtenus et que réalisent, il faut le signaler, quelques apiculteurs, malheureusement trop peu nombreux. Ceux-ci, en se tenant au courant de l'évolution de l'apiculture, ont perfectionné leurs méthodes, au lieu de se cantonner dans les procédés d'exploitation transmis, sans modification, depuis plusieurs générations. Pratiquant le remérage périodique de leurs ruches, utilisant judicieusement un matériel perfectionné, les grilles à reine, par exemple, tirant parti au maximum de la miellée par l'étude mellifère de leur région, se livrant à l'apiculture pastorale, ils obtiennent des rendements supérieurs à 50 kilos et prouvent ainsi les possibilités d'une exploitation rationnelle de l'apiculture algérienne.

En effet, plus que partout ailleurs, le terme rationnel appliqué à la pratique de l'apiculture trouve son expression exacte lorsqu'il s'agit de mettre au point des méthodes de production intensive en Algérie.

Les conditions d'exploitation doivent, en effet, tenir compte de certaines particularités du climat algérien. La douceur relative des hivers, la pluviométrie qui atteint généralement son maximum entre décembre et février, provoquent, dès le début mars, une miellée abondante qui se tarit brusquement au mois de mai. L'apparition de cette miellée favorise le développement des colonies, l'essaimage bat son plein, dès le début avril ; après l'essaimage, la période nécessaire aux colonies pour reconstituer leurs effectifs couvre et dépasse même celle pendant laquelle la miellée subsiste encore, si bien que les ruches, livrées à elles-mêmes, se présentent, au moment de la récolte de printemps, riches en population, mais vides de miel. C'est ainsi que, trop souvent, cette première récolte est perdue et qu'il faut attendre celle suivant la floraison estivale des eucalyptus, pour les régions où cette essence existe en peuplement suffisant.

La rentabilité de toute exploitation apicole en Algérie est donc subordonnée à l'application d'une technique appropriée aux conditions particulières du pays.

VULGARISATION APICOLE

Dans les conjonctures économiques actuelles, où l'accroissement de la productivité fait l'objet d'une recherche constante, la nécessité de développer rapidement la production apicole du pays ne pouvait échapper à l'attention de l'Administration.

Le programme de vulgarisation arrêté par la Direction de l'Agriculture et des Forêts, programme appliqué depuis 1946, porte principalement sur les points suivants :

- amélioration des conditions d'exploitation de la ruche arabe, qui représente les 8/10^{es} des ruches du pays ;
- formation professionnelle apicole ;
- vulgarisation des méthodes modernes de production intensive adaptées aux conditions particulières de l'apiculture algérienne.

AMELIORATION DE LA RUCHE VULGAIRE

Le remplacement, sans transition, de la ruche vulgaire par la ruche à cadres est apparu impossible immédiatement, en raison du prix élevé du matériel manufacturé et de l'ignorance absolue, chez les utilisateurs de la ruche vulgaire, des notions élémentaires d'apiculture, indispensables à la conduite des ruches à cadres.

La nécessité de doter l'apiculture traditionnelle d'un instrument pratique de travail, d'un rendement nettement supérieur à celui de la ruche archaïque, a conduit à la création d'une ruche de transition entre la ruche vulgaire et la ruche à cadre. Rappelant par sa forme extérieure la ruche vulgaire horizontale, exploitée dans l'ensemble du pays, la ruche divisible comporte un plancher mobile, trois compartiments juxtaposables, aux plafonds rainurés pour permettre la pose de la cire gaufrée. Offrant la plupart des manipulations réservées aux seules ruches à cadres, sa conduite reste cependant suffisamment proche de celle de la ruche vulgaire ordinaire pour ne pas dérouter son utilisateur, qui s'initie progressivement aux opérations de l'apiculture moderne : examen du couvain, essaimage artificiel, etc...

RUCHERS DE DEMONSTRATION

La vulgarisation de la ruche divisible s'effectue à partir de ruchers de démonstration, installés au sein même des populations à vocation apicole, le plus souvent dans le cadre d'un Secteur d'Amélioration Rurale. Une centaine de ruchers de démonstration répartis sur l'ensemble du territoire algérien dispensent un enseignement pratique élémentaire de l'apiculture, en même temps qu'ils constituent des installations-pilotes, utilisées pour déterminer, par région, les moments favorables à l'exécution des principales opérations apicoles.

FORMATION APICOLE

La formation professionnelle apicole est assurée au cours de stages organisés depuis 1947 par la Direction de l'Agriculture et des Forêts à l'Ecole Nationale d'Agriculture d'Alger.

A ces stages, participent les agents de l'Administration chargés de la gestion d'un rucher de démonstration, ainsi que les particuliers désireux de s'initier à l'apiculture ou de perfectionner leurs connaissances. Le nombre d'apiculteurs formés par ces stages était de 539 au 31 mars 1958.

AUX LECTEURS DES DOCUMENTS ALGÉRIENS

Les DOCUMENTS ALGERIENS ont pour dessein de fournir les éléments principaux d'une documentation *objective et sobre* concernant les différents aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle de l'Algérie. Conçus comme un *instrument de travail*, sous forme d'un système de fiches sans cesse mises à jour, ils fournissent essentiellement des renseignements statistiques, des monographies précises et des études circonstanciées.

Tous, et en particulier les chercheurs et les spécialistes, peuvent y trouver les matériaux utiles à leur travail.

Veuillez renvoyer, dûment rempli, ce questionnaire à l'adresse suivante :

Service de l'Information, Section Documentation, Délégation Générale, Alger (Algérie).

Souhaitez-vous continuer à recevoir *gratuitement* les DOCUMENTS ALGERIENS ?

Si oui ; à quelle adresse *précise* ?

Quelles sont les séries qui vous intéressent particulièrement ?

Pouvez-vous indiquer les adresses précises de personnes ou organismes qui seraient éventuellement intéressés par les DOCUMENTS ALGERIENS ?

AVIS IMPORTANT

Les destinataires habituels des Documents Algériens qui n'auront pas fait parvenir leur réponse avant le 31 janvier 1959, cesseront de recevoir la revue à partir de cette date.

A P I C U L T U R E



← Ruche vulgaire divisible. Ses différents éléments :
panneaux de fermeture, compartiments, plancher



Enlèvement d'un compartiment latéral contenant du miel →



← Vue intérieure du compartiment retiré. Remarquer la régularité
des constructions obtenues sur cire gaufrée. Le premier rayon
du compartiment central renferme du couvain



VULGARISATION DES METHODES MODERNES DE PRODUCTION INTENSIVE

Les conditions particulières de l'apiculture algérienne, notamment la précocité de nombreuses floraisons constituant la miellée principale, ont conduit à la recherche d'une technique d'exploitation permettant d'utiliser au mieux les ressources mellifères du pays.

L'expérimentation a ainsi déterminé les conditions d'application d'une méthode, qui utilise les procédés connus de nourrissage stimulant, blocage de ponte, remérage périodique des colonies et qui rend possible, au printemps, une récolte de miels de qualité, comme le miel d'oranger.

Cette technique est vulgarisée :

- dans tous les Etablissements d'Enseignement Agricole d'Algérie ;
- au cours des stages de formation apicole ;
- au cours des démonstrations organisées par les Services Agricoles ;
- dans les ruchers de démonstration et plus particulièrement ceux installés dans les Foyers Ruraux.

Cet exposé du programme poursuivi par l'Administration Algérienne serait incomplet s'il n'était fait mention des activités consacrées à la propagande, à l'expérimentation, à la recherche, à la lutte contre les maladies des abeilles, etc...

PROPAGANDE

La propagande utilise les moyens ordinaires tels que la diffusion de causeries radiophoniques, la publication de brochures et d'articles de presse, les conférences, etc... Les effets sont sensibles, non seulement en Algérie, où ils donnent lieu à l'échange d'une correspondance active, mais encore dans les pays voisins et dans la Métropole.

RECHERCHES TECHNIQUES ET DOCUMENTATION

Quant à l'étude des nombreux problèmes posés par l'Apiculture, elle retient également l'attention des Services intéressés. C'est ainsi que l'utilisation en agriculture des insecticides organiques de synthèse à grande puissance d'action, ont donné lieu à une série d'essais, desquels il résulte que dans les conditions de la pratique courante la toxicité de ces produits, à l'égard des abeilles, est bien moins importante que ne le faisait supposer une nombreuse littérature publiée à ce sujet. Ont été également étudiées les possibilités d'emploi de matériel récent (rayon d'aluminium), de nouveaux produits (cire synthétique), etc...

L'étude des ennemis des abeilles est également entreprise dans le cadre local. Elle a déjà permis de démontrer la nocivité du guêpier (*Merops apiaster* L), communément appelé en Algérie « Chasseur d'Afrique », et de prendre des mesures de protection nécessaires.

En outre, des collections (miels, plantes mellifères) sont constituées ; une documentation importante est réunie et s'augmente continuellement.

LUTTE CONTRE LES MALADIES DES ABEILLES ET CONTRÔLE SANITAIRE

Parallèlement, le contrôle sanitaire des ruchers a été organisé. A cet effet, l'Administration dispose d'un réseau, déjà important, de plus de cent ruchers-pilotes, disséminés sur tout le territoire algérien. Visités périodiquement plusieurs fois par an par les techniciens relevant du Service de la Production Végétale, ils renseignent sur l'état sanitaire apicole de la région. De plus, les moniteurs apicoles qui les entretiennent sont à même, par l'action de vulgarisation qu'ils exercent auprès des apiculteurs voisins, de vérifier l'état des ruchers existant dans la région. Tout cas douteux est immédiatement signalé au Service de la Production Animale chargé du contrôle sanitaire apicole et les prélèvements nécessaires effectués.

De nombreux apiculteurs contribuent également à cette action de dépistage, en demandant l'avis sanitaire de leur exploitation.

Cette action de protection du cheptel apicole algérien ne s'exerce pas seulement à l'intérieur du territoire. Un contrôle sévère est opéré aux frontières. Il porte sur l'examen bactériologique des miels et cires importés, ainsi que sur la mise en observation des abeilles introduites dans le pays.

o o o

Ainsi le programme appliqué en vue de développer et rénover l'apiculture algérienne s'adresse à la plupart des questions pour lesquelles l'intervention des Services Publics peut et doit être envisagée.

A cette action, les organisations professionnelles apportent une collaboration active, notamment dans le cadre de la formation apicole. Cet effort poursuivi en commun doit mener, dans un avenir prochain, à l'accroissement d'une richesse naturelle, à laquelle revient une place importante dans l'économie du pays.

SOCIÉTÉ NATIONALE

des

ENTREPRISES DE PRESSE

6, avenue Pasteur - Alger

Alg.

LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE EN 1960

Le programme de développement agricole en 1960 constitue l'un des éléments essentiels du plan de développement économique et social appelé Plan de Constantine. Il intéresse, en effet, 70% de la population et il faut préciser, pour bien situer le problème, que lorsque sera acquise la création des 400.000 emplois nouveaux prévus dans le secteur industriel, il restera encore, environ, 6 à 7 millions d'individus qui devront vivre des ressources de l'agriculture. Autrement dit, parallèlement à l'effort d'industrialisation entrepris, l'effort agricole doit être poursuivi et amplifié si l'on veut élever le niveau de vie de cette fraction de la population.

Mais le plan agricole comporte ses caractéristiques propres qui tiennent à la nature même de la production agricole étroitement liée au milieu géographique et humain où l'action est diffuse, continue, et où les résultats n'apparaissent que comme autant d'étapes d'un long et patient cheminement.

CARACTERISTIQUES DU PLAN

CONTINUITE DE L'EFFORT.

On ne transforme pas une friche en une riche orangerie productrice, dans le même délai où se construit un immeuble de 15 étages ou un grand ouvrage de travaux publics. L'œuvre éducative, qui est essentielle, transforme progressivement les conditions de la production mais d'une manière quasi invisible, et l'investissement intellectuel, qui est ici indispensable, est celui dont la rentabilité (au sens où les financiers l'entendent) se calcule le plus difficilement.

Cette action se poursuit en Algérie depuis de nombreuses années. Elle a déjà fait des progrès qui se mesurent aussi bien aux magnifiques réussites techniques de l'agriculture que aux perfectionnements continus peut-être moins spectaculaires, des méthodes de l'agriculture.

Ce courant est si puissant que l'acharnement destructeur de la rébellion n'a pu le stopper. On peut dire après ces cinq ans d'épreuve, que le potentiel agricole de l'Algérie a été maintenu dans certains secteurs, il a même progressé.

Mais, ce qui marque l'engagement pris par le Gouvernement avec le Plan de Constantine, c'est que les moyens à mettre en œuvre en faveur du progrès de l'agriculture seront dès 1960, très sensiblement augmentés. En ce qui concerne notamment le secteur traditionnel, son augmentation se traduit par un triplement des crédits par rapport à 1959.

Telle est la première constatation qui s'impose.

L'UNITE FONDAMENTALE DE L'AGRICULTURE.

La seconde constatation, c'est que l'agriculture algérienne, bien que schématiquement divisée en deux secteurs, présente en réalité une unité fondamentale née de la servitude au même sol et au même climat.

On a coutume de délimiter un secteur évolué de 50.000 exploitants (pour moitié d'origine européenne et pour moitié d'origine musulmane) et un secteur traditionnel de 600.000 fellahs. En réalité, il n'y a pas de frontière nette entre ces deux secteurs, mais une gamme continue qui s'inscrit sur la géographie depuis la côte jusqu'au désert. Mais, dans tous les cas, que ce soit dans un secteur ou dans l'autre, tous les agriculteurs doivent résoudre le même problème : celui de la recherche du meilleur équilibre avec le milieu. Ici, la moindre erreur peut être fatale, ses conséquences néfastes apparaissant à terme. La destruction des forêts et de la steppe qui s'est poursuivie durant des siècles et l'extension inconsidérée des cultures céréalières dans les zones sud des Hauts-Plateaux en sont deux exemples typiques. Leurs effets insidieux, in-

visibles dans le court délai d'une année, apparaissent à l'échelle du demi-siècle ou du siècle comme catastrophiques. Les conséquences s'en mesurent actuellement et l'élaboration d'un Plan de développement tel que le Plan de Constantine offre l'occasion d'opérer les redressements nécessaires et d'imprimer à l'agriculture algérienne des orientations nouvelles.

Les actions de 1960 donneront ainsi la priorité au maintien de la fertilité des sols, à la lutte contre l'érosion et à la restauration des surfaces dégradées. Ceci commande : la plantation massive d'arbres fruitiers, forestiers et fourragers, la réglementation des parcours et pacages et aussi, pour l'agriculture évoluée, une certaine reconversion qui lui imposera de réserver une plus large place aux productions fourragères et à l'élevage.

REFUS DE L'AUTARCIE.

La troisième constatation, c'est que l'agriculture algérienne doit se développer dans le cadre d'une économie d'échange, rejetant résolument toute conception autarcique, non seulement au niveau de l'exploitation elle-même mais aussi au niveau de l'Algérie. Ce qui a été le moteur du développement de certaines productions, en général de toutes celles du secteur évolué, c'est justement leur présence dans un grand marché de consommation qui englobe l'ensemble Métropole-Algérie. Ceci est vrai notamment pour les vignobles qui constituent, l'un des éléments essentiels du revenu de l'agriculture évoluée. Ce sont, au contraire, les secteurs de production consacrés aux seuls besoins locaux, dans le cadre d'une économie familiale, autarcique, qui ont stagné. Leur éloignement de la côte, des grands centres de consommation ou des grands courants commerciaux en a été une des causes déterminantes.

L'Algérie entreprend, aujourd'hui, une nouvelle phase de son développement au même moment où elle entre dans un espace économique élargi, celui des échanges européens.

Ce fait constitue une des originalités les plus remarquables du Plan de Constantine, car il est peu d'exemples au monde où le problème du sous-développement se trouve abordé dans le cadre d'un ensemble économique de pays développés. Pas plus que l'industrialisation, le développement de l'agriculture algérienne ne doit ignorer cette donnée essentielle du problème.

Une première étude fait apparaître les perspectives les plus favorables pour le marché de la viande aussi bien en Algérie qu'en Métropole et en Europe. Ainsi se trouvent confirmés les orientations en faveur de l'élevage que les considérations techniques recommandaient.

Le problème de l'organisation des marchés apparaît donc comme le troisième élément fondamental du programme d'avenir, et la création du Marché d'Intérêt National d'Alger s'inscrit, dès 1960, parmi les réalisations prévues au Plan de Constantine.

Tel est le cadre général dans lequel se situe l'action de la Direction de l'Agriculture et des Forêts en Algérie dont une description rapide permet de situer le problème et de montrer que, dans le domaine de l'agriculture, un programme annuel ou même quinquennal ne peut être isolé dans l'espace géographique, économique et humain qui le contient et ne peut ignorer le travail des générations précédentes ni celui de celles qui suivront.

La Direction de l'Agriculture et des Forêts n'est pas pour l'essentiel un service de travaux. C'est autant son budget de fonctionnement que son budget d'équipement qui constitue ses moyens d'action et l'examen des réalisations prévues en 1960 offre l'occasion de définir une politique agricole qui s'applique à la fois au secteur évolué et au secteur traditionnel, la priorité étant donnée aux efforts à poursuivre en faveur des zones sous-développées et notamment à ceux qui tendent à accélérer le perfectionnement professionnel et technique des masses rurales.

Il convient donc de mettre, en premier lieu, l'accent sur l'effort fait en faveur de la formation professionnelle agricole, de l'encadrement et du paysanat, avant de définir quels seront les grands programmes de travaux et d'actions techniques pour 1960.

ACTIONS EDUCATIVES ET PAYSANAT

L'œuvre éducative est à la base de tout progrès agricole. C'est elle qui permet de rendre la masse réceptive à la vulgarisation des meilleures techniques et de rompre son isolement social et économique. Aussi l'effort entrepris dans ce domaine va-t-il recevoir une impulsion considérable.

ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE.

L'enseignement et la formation professionnelle agricole intéressent tout d'abord les jeunes et constituent la suite logique et indispensable du programme de scolarisation. Ils s'inscrivent dans le cadre de la promotion sociale en Algérie telle qu'elle est définie dans un projet de loi en instance devant le Parlement et qui, tout naturellement, fait suite à la loi-programme de scolarisation qui a été promulguée en 1958.

Dans ce domaine, les crédits d'équipement passeront de 580 millions en 1959 à 1.150 millions en 1960, c'est-à-dire qu'ils doubleront.

Ils permettront de terminer les agrandissements en cours dans les établissements d'enseignement agricole de tous les degrés :

— à l'Ecole Nationale d'Agriculture d'Alger afin d'y accueillir les jeunes « élèves-ingénieurs des travaux » destinés aux Services des Eaux et Forêts (pour les cadres secondaires), de l'Hydraulique agricole et de l'Équipement rural et d'y former également les futurs cadres des organismes de coopération, de mutualité et surtout des S.A.P. dans les cycles spéciaux d'études créés à cet effet ;

— dans les Ecoles d'Agriculture de Sidi-Bel-Abbès (premier et second degré) d'Aïn-Témouchent, de Philippeville et de Guelma, en vue d'augmenter les effectifs qui sont déjà passés de 200 en 1956 à 500 en 1959 et dont plus de la moitié sont d'origine musulmane, phénomène récent mais particulièrement encourageant.

Ces crédits permettront également d'achever la construction de l'Ecole d'Agriculture de Tizi-Ouzou qui a ouvert ses portes à une première promotion d'élèves en octobre dernier, et d'entreprendre la construction de deux écoles d'agriculture nouvelles à Constantine et Orléansville, sur des terrains acquis en 1959. Normalement, ces écoles devraient accueillir une première promotion d'élèves à la fin de l'année 1960.

A Constantine, est prévue, d'autre part, la création d'une Ecole forestière destinée à former les agents techniques du Service des forêts et de la D.R.S. alors qu'il n'existe actuellement aucun établissement de ce genre en Algérie et un seul en Métropole.

Les crédits d'équipement alloués pour 1960 permettent encore d'envisager la création de nouveaux centres de Formation Professionnelle, c'est-à-dire d'établissements destinés à la formation des ouvriers spécialisés des cadres de maîtrise de la profession dans les catégories suivantes : mécanique agricole, arboriculture, irrigation, élevage, taille de vigne et d'olivier, etc...

Ainsi donc, en plus des cinq centres qui existent actuellement, l'année 1960 verra la création de nouveaux établissements dans les départements de Tlemcen, Oran, Mostaganem, Médéa, Alger, Constantine, Batna et Bône.

Enfin, est prévue la construction de deux écoles ménagères agricoles à Mostaganem et Constantine — il s'agit là, bien entendu, d'établissements qui intéressent la formation féminine — et l'ouverture dans chacune des trois régions d'Alger, Oran et Constantine, de trois cours itinérants. A cet effet, est prévu le recrutement de trois professeurs nouveaux et de douze monitrices d'enseignement ménager agricole.

Un effort tout particulier est, en effet, entrepris dans le domaine de la formation professionnelle des jeunes filles musulmanes, action qui n'en est encore qu'à ses débuts puisque, un seul établissement s'en préoccupe : l'Institut Ménager Agricole d'El-Biar, qui est plutôt, du reste, une école de cadres. Cette action doit se concrétiser par la création, dans deux départements d'abord puis dans tous les départements d'Algérie, d'un établissement d'enseignement ménager agricole s'adressant à l'ensemble des jeunes filles désireuses d'acquérir une formation professionnelle. Le recrutement ne présentera aucune difficulté, étant donné le grand nombre de demandes émanant de toutes les régions d'Algérie.

ENCADREMENT TECHNIQUE - VULGARISATION.

Les moniteurs du Paysanat.

La vulgarisation des méthodes modernes auprès des exploitants, notamment en milieu sous-développé, requiert l'existence d'un véritable réseau d'encadrement. L'élément essentiel, l'élément de base de cette entreprise est le Moniteur, c'est-à-dire le vulgarisateur qui se trouve au contact de l'agriculteur.

Le nombre de moniteurs en Algérie est actuellement de 450 (il était de 260 à la fin de l'année 1958). En 1960, grâce au recrutement de 450 moniteurs nouveaux, l'effectif total pourra être porté à 900.

Pour les former, le Centre de Rovigo, véritable « Séminaire du Paysanat », voit sa capacité tripler grâce aux travaux d'agrandissement en cours dont l'achèvement est prévu dans le courant du premier trimestre de 1960. Il pourra dorénavant accueillir, pour des stages d'une durée de trois semaines à deux mois, suivant la qualification des stagiaires, 110 stagiaires au lieu de 35 actuellement.

Pour permettre à ces moniteurs de vivre dans le bled, il faut leur assurer des logements — ce qui est la condition première de leur acceptation à s'installer dans l'intérieur du pays. Pour eux, seront donc construits en 1960, 220 nouveaux logements qui faciliteront leur affectation dans des localités de l'intérieur.

Le rythme ainsi obtenu de recrutement et de formation des moniteurs permettra d'atteindre, au terme des quatre années restant maintenant à courir, un effectif de 2.000 moniteurs, soit un moniteur pour 300 fellahs. Ce chiffre correspond aux normes qui ont été admises dans la plupart des pays où l'on s'est préoccupé de la vulgarisation de façon extrêmement sérieuse. Dans l'étape suivante, c'est-à-dire dans le plan quinquennal qui succèdera à ce premier Plan de Cinq ans, il faudra vraisemblablement obtenir une densité plus forte. A ce moment, il sera possible sans doute d'obtenir des intéressés eux-mêmes une participation à la rémunération des moniteurs dont, dans une autre phase, sera doublé le nombre.

Les agents techniques des Travaux Agricoles.

Au-dessus des moniteurs (car l'action du moniteur n'est valable que dans la mesure où il est lui-même encadré, étant donné, encore une fois, sa qualification assez élémentaire), se placent ce que l'on peut appeler des « moniteurs-chefs » : ce sont les agents techniques des travaux agricoles, dont l'effectif passera en 1960 de 43 à 90.

Les ingénieurs des Travaux Agricoles et adjoints-techniques du Paysanat.

L'échelon de l'arrondissement, celui du technicien placé auprès du sous-préfet dont il est le véritable conseiller technique, est le premier échelon d'exécution des actions de vulgarisation agricole. Le rôle de ces techniciens est fondamental. Leur nombre passera, en 1960, de 56 à 80. A la fin de cette période, chaque arrondissement sera pourvu d'un ingénieur des travaux — un ingénieur subdivisionnaire, pour reprendre l'analogie avec le Service des Travaux publics où cet échelon est généralement plus connu.

Les ingénieurs des Services Agricoles.

Enfin, à l'échelon du département, se trouve un « Etat-major » constitué autour de l'Ingénieur en chef des Services agricoles placé auprès du Préfet et chargé, lui, à un degré supérieur, de l'étude, de la conception et de l'exécution des programmes. Aujourd'hui, les Services agricoles départementaux ont été mis en place dans tous les départements ; ils le seront très prochainement aussi dans le département nouvellement créé de Saïda, où deux ingénieurs sont sur le point d'être affectés.

L'arrivée, prévue en mars prochain, de 14 jeunes ingénieurs venant de Métropole, viendra compléter l'effectif présent en le portant à 67.

Ainsi sera achevée, à la fin de 1960, la mise en place, dans tous les départements, des services agricoles et du Paysanat, chargés de tous les problèmes d'orientation de la production agricole et de la vulgarisation des techniques, c'est-à-dire des responsables principaux de l'élaboration et de l'application du plan de développement.

MISSION EDUCATIVE DES S.A.P. - LES S.C.A.P.C.O.

Rôle des S.A.P.

Mais l'action des Ingénieurs auprès des populations ne trouve sa pleine efficacité que dans la mesure où les agriculteurs constituent des groupes sociaux au sein desquels peuvent être réglés les problèmes qui leur sont communs, comme les achats d'engrais, l'utilisation des machines, la vente des

produits, les crédits de campagne et d'équipement, etc..., en un mot, tout ce que les ingénieurs d'encadrement leur conseillent de faire.

L'agriculture évoluée, elle, est fortement organisée professionnellement : elle a son réseau de Caisses de Crédit, de Mutuelles et de Coopératives pour la commercialisation des produits, de même type d'ailleurs que les organismes métropolitains.

En ce qui concerne l'agriculture sous-développée, ce rôle incombe à des organismes particuliers qui existent en Algérie comme dans presque tous les pays d'Afrique, et que l'on appelle les *Sociétés Agricoles de Prévoyance*. Ce sont de véritables « Offices locaux de développement » dont l'activité est essentiellement polyvalente : ils dispensent à la fois les prêts, les subventions, ils jouent le rôle d'organismes d'achat des produits nécessaires à l'agriculteur, et d'organismes de commercialisation des récoltes ainsi que de coopératives de culture mécanique.

Les Sociétés Agricoles de Prévoyance ont connu en Algérie des vicissitudes diverses. Elles ont été autrefois confondues avec les communes mixtes, non seulement du point de vue de leur circonscription territoriale, mais aussi de leur action. En fait, elles traînent derrière elles un lourd passif qui tient au fond à une certaine politique de facilité dans la délivrance du crédit, mais aussi au fait qu'on leur a demandé, chaque fois que l'Algérie a souffert d'une calamité telle que sécheresse ou gelée, ce qui est fréquent, de servir d'organismes d'assistance.

Depuis la dissolution des communes mixtes, les Sociétés Agricoles de Prévoyance subissent une véritable métamorphose, et, comme dans toute métamorphose, traversent une crise. Une récente réforme les a placées dans le cadre de l'arrondissement où elles doivent trouver leur forme définitive et leur équilibre.

Mais pour faire bénéficier de leurs services le plus grand nombre possible de fellahs, doit être substitué au régime de la relation individuelle avec la S.A.P., celui des groupements d'agriculteurs se trouvant collectivement en rapport avec l'organisme. C'est ainsi que, par une réforme de leur statut, les S.A.P. ont été autorisées à susciter la création ou à recevoir l'adhésion de groupements coopératifs d'un type nouveau : les *Sections Coopératives Agricoles du Plan de Constantine*, connues sous le nom de S.C.A.P.C.O.

Les Sections coopératives agricoles du Plan de Constantine.

Ces organismes, institués au niveau du hameau, ou de ces villages nouveaux qui se créent au sein des groupements de population, rassemblent les agriculteurs pour leur apporter collectivement les moyens de la S.A.P. : semences, engrais, prêts et moyens mécaniques.

En fait, une très large initiative est laissée aux intéressés et aux échelons administratifs locaux.

On les voit se créer, ces coopératives, dans le cadre statutaire qui leur a été fixé, suivant des formes diverses : ainsi, dans la région de Sidi-Bel-Abbès, suscitées par l'initiative fort intelligente d'officiers S.A.S., très attachés à leur travail et qui ont réussi à soulever l'enthousiasme des agriculteurs qu'ils administrent, elles ont pris le nom de « Coopératives Polyvalentes de Production ». Dans les régions de hauts-plateaux de Médéa, se forment des groupements spécialisés pour l'organisation de la réglementation des parcours et pacages, alors que dans cette région quasi-pastorale, où l'élevage du mouton est une ressource essentielle, les efforts de l'administration avaient toujours rencontré de la part des populations une parfaite hostilité à toute réglementation. Or, il apparaît qu'aujourd'hui, au travers de ces groupements et souvent, dans le cadre des communes nouvellement créées, grâce à l'autorité des nouvelles municipalités, s'organise parmi les agriculteurs une sorte de discipline spontanée pour assurer la réglementation des parcours, c'est-à-dire la rotation des pacages, destinée à éviter l'épuisement de certaines zones et à permettre la reconstitution de la végétation.

Dans la région d'Orléansville enfin, on assiste à la création d'un type d'exploitation coopérative dont le principe est poussé plus loin, puisqu'il va jusqu'à la possession collective de la propriété. Il s'est constitué tout récemment à Lavigerie, près d'Affreville, un organisme appelé « Coopérative Paysanne de Production » où les intéressés ont accepté cette possession collective d'une propriété achetée à cette fin. Mais, près d'Orléansville, les intéressés ont mis en commun la propriété qu'ils possédaient en propre.

Par ce système extrêmement souple qu'on laisse se développer selon les initiatives locales, on voit, autour de la notion de coopération — institution éminemment française — se créer des formes très diverses

où le principe même de la coopération peut être extrêmement étendu ; c'est là, sans conteste, un phénomène du plus haut intérêt.

Il existe en France des réalisations absolument analogues et ces organismes collectifs sont semblables à ceux des Alpes françaises ou du Jura, ou même de Suisse, où se pratique l'exploitation collective des alpages et même celle des produits des troupeaux par les coopératives fromagères que l'on appelle des « fruitières ».

Actuellement, une trentaine de ces organismes sont en cours de création ou fonctionnent en Algérie, et 1960 verra la réalisation d'une centaine d'unités nouvelles qui permettront d'acquérir l'expérience nécessaire à un large développement ultérieur dans le cadre du Plan de Constantine.

Si l'Administration recommande aux autorités locales de s'entourer de très grandes précautions dans la constitution de tels organismes, c'est afin de leur éviter d'aboutir rapidement à un échec. En effet, les aléas sont nombreux et il y a lieu de se montrer prudent. Il faut d'abord que les initiatives se manifestent spontanément, volontairement, il faut aussi tenir compte du climat, de l'état des récoltes, car ces coopératives doivent être suffisamment solides pour résister en cas de mauvaise récolte, perspective qui, dans ce pays, n'est jamais exclue.

Ces expériences qui vont se développer en 1960, sont aidées financièrement et guidées par l'Administration, qui admet fort bien qu'elles prennent des formes variées suivant le génie propre de leurs créateurs, le but qu'elles poursuivent, ou les impératifs géographiques ou humains du milieu.

Sans aucun doute, l'expérience amènera-t-elle l'Administration à codifier les règles de fonctionnement de ces coopératives, après une période d'adaptation inévitable. A l'heure actuelle, on assiste à un vaste mouvement d'initiative venant du bled.

LES MOYENS FINANCIERS DU PAYSANAT.

Ainsi, l'œuvre du Paysanat intéresse-t-elle à la fois l'aide technique, l'organisation économique et sociale et les encouragements financiers.

L'ensemble de ces activités, y compris le renouvellement et le développement du parc mécanique des S.A.P. (une des aides essentielles qui leur est apportée) disposera en 1960 de plus de 3 milliards, auxquels viendront s'ajouter 920 millions qui figurent à la rubrique des crédits d'équipement local. Autrement dit, un total de près de 4 milliards sera consacré en 1960 à l'aide à l'agriculture traditionnelle.

Sur ces 4 milliards, 1 milliard sera distribué sous forme de subventions, c'est ce que l'on appelle « l'aide directe aux fellahs », qui est attribuée aux intéressés dans le cas d'achat d'engrais ou de matériel d'équipement, dont est réduit ainsi le prix.

D'autre part, le parc mécanique des S.A.P. — sujet qui, dans le bled, suscite le plus de récriminations — se verra doté de plus de 200 tracteurs supplémentaires qui soulageront le matériel actuellement en service, lequel est soumis à un rythme de travail incessant.

A titre de comparaison, il faut rappeler que le budget du Paysanat s'élevait au total, en 1959, à 1.125 millions, alors qu'il disposera de 4 milliards pour l'année 1960. Ainsi, les moyens financiers mis à la disposition du secteur sous-développé seront, en 1960, presque multipliés par 4.

PROGRAMMES DE TRAVAUX ET D'ACTIONS TECHNIQUES

S'il est difficile, en ce qui concerne l'action du Paysanat, celle des S.A.P. et de leurs sections coopératives, de distinguer l'action éducative proprement dite des aides techniques et des programmes de travail, il reste des domaines intéressant tous les secteurs de l'agriculture, toutes les catégories d'agriculteurs, aussi bien ceux du secteur évolué que ceux du secteur sous-développé, où sont poursuivis des programmes d'actions techniques ou de grands travaux.

LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

Il faut signaler d'abord, non pas pour mémoire parce que cette institution a son importance mais parce qu'elle intéresse moins directement les exploitants eux-mêmes, la recherche agronomique. Il s'agit

là d'une institution officielle de caractère administratif qui bénéficiera en 1960 d'un montant de 310 millions de crédits d'équipement contre 188 millions en 1959 et qui seront essentiellement consacrés :

- à l'achèvement de la Station Centrale de la protection des végétaux ;
- à la création d'une Station de sélection de semences ;
- et à la création d'une Station Centrale d'étude des sols.

Ses moyens de fonctionnement devront, dans les années à venir, lui permettre de donner à l'Agriculture algérienne de nouvelles perspectives d'espoir. Les possibilités que l'on peut tirer d'une meilleure organisation et d'un meilleur rendement de la recherche agronomique sont certainement très importantes. C'est ainsi que, dès 1960, la fusion des services algériens dans l'Institut National de la Recherche Agronomique, qui permettra de mettre en commun les moyens scientifiques existant de part et d'autre de la Méditerranée, augmentera très sensiblement leurs possibilités de rendement dans ce domaine.

LE DEVELOPPEMENT ET L'ORIENTATION DES PRODUCTIONS.

Les encouragements financiers accordés dans ce domaine traduiront les directives d'orientation de l'agriculture.

Les productions végétales.

Elles bénéficieront d'un crédit global de 145 millions contre 60 millions en 1959, en vue d'encourager notamment :

- la production de semences sélectionnées,
- le développement de certaines cultures vivrières pouvant intéresser les zones de l'intérieur, production de plants de pommes de terre, par exemple, afin de développer cette production chez les agriculteurs musulmans.
- Les plantations d'arbres fruitiers et plus particulièrement les plantations d'oliviers justifiées par le fait que l'Algérie importe chaque année pour sa consommation 50.000 tonnes d'huiles alimentaires alors qu'elle devrait en être exportatrice eu égard à sa vocation à la production des olives.
- l'extension des cultures fourragères,
- enfin, le développement de certaines cultures industrielles (betterave sucrière, par exemple).

Par ailleurs, la participation de l'Algérie au Fonds de Garantie Mutuelle et au Fonds Textile National, qui sont des organismes régulateurs des grands marchés, permet, en contrepartie, de recevoir, par exemple pour le coton, une subvention annuelle de 50 à 70 millions pour soutenir cette culture et, pour les primeurs, des moyens d'encouragement et de régularisation des cours, lorsque les exportations sur le marché métropolitain se révèlent difficiles.

Les productions animales.

Dans ce domaine, un effort encore plus considérable reste à faire.

Sera annoncée, en 1960, l'organisation de la **lutte contre la tuberculose bovine**, redoutable fléau pour la production animale et aussi source de contamination des humains.

Jusqu'à maintenant, aucune action d'envergure n'avait été entreprise dans ce domaine où l'action partielle ne peut aboutir à aucun résultat. Il faut donc envisager un programme qui permette d'étendre l'action sur l'ensemble du territoire de façon progressive, mais continue, afin de faire reculer définitivement l'offensive de la maladie.

Une première étape intéressera la région algéroise dès 1960 et la procédure actuelle fait espérer la création prochaine d'un Fonds spécial de façon à disposer de ressources permanentes dans ce domaine. Ceci est absolument indispensable car, toute interruption de l'action est l'annulation des efforts antérieurement accomplis. Ce Fonds spécial serait alimenté par un taxe additionnelle à la taxe d'abattage au kilo de

viande (faible par kilo mais importante au total) qui permettrait de disposer annuellement de 200 millions environ à consacrer à la lutte contre la tuberculose bovine et à sa généralisation sur tout le territoire algérien.

L'ensemble des encouragements à l'élevage sera également repris sous forme de primes diverses, de distributions à prix réduit d'aliments du bétail, et atteindra un total de 300 millions en 1960.

L'EQUIPEMENT DE L'AGRICULTURE.

Relevant à la fois de la politique du crédit et des subventions, les principales actions se partageront entre l'équipement collectif et l'équipement individuel.

L'équipement collectif.

se poursuivra dans deux domaines essentiels qui intéressent les conditions de commercialisation des produits agricoles.

Tout d'abord, le *programme de construction des abattoirs* prévoit la mise en chantier de 22 nouvelles unités dont 3 grandes à Sidi-Bel-Abbès, Arzew et Bougie, et 19 de moindre importance : 5 dans l'Algérois, 9 dans l'Oranais, et 5 dans le Constantinois.

Ce programme représente un investissement global de 500 millions qui est couvert pour partie par des avances à taux réduit aux collectivités locales et pour partie, par un crédit de subvention de 203 millions.

D'autre part, la *construction des docks silos et magasins* représentera un investissement sur fonds publics de 1.099 millions comprenant 713 millions de subventions et 386 millions d'avances, ce qui permettra de réaliser une capacité de logement de 750.000 quintaux. Les principaux projets intéressent le Kroubs, Alger, Sidi-Bel-Abbès et Saïda mais on envisage également la création d'une dizaine d'unités moyennes de stockage intéressant principalement la région de Constantine.

Ce programme est rendu indispensable par l'accroissement continu et considérable de la consommation du pain en Algérie. Cette consommation a atteint un degré tel qu'à l'heure actuelle, malgré une récolte qui peut être considérée comme satisfaisante dans l'ensemble (on enregistre même une légère augmentation en ce qui concerne les céréales panifiables), l'Algérie est — et définitivement semble-t-il — tributaire des importations de Métropole.

L'industrialisation de ce pays, la création d'emplois nouveaux, l'augmentation des salaires feront que cette augmentation de la consommation du pain se poursuivra au même rythme (10 % d'augmentation par an), et il en résultera des problèmes de stockage extrêmement difficiles à résoudre.

Le programme de dégorgement du port d'Alger, actuellement envisagé, implique non seulement pour 1960 mais pour les années suivantes, un très important programme de construction de docks.

Enfin, le *Marché d'intérêt national d'Alger* peut être compté parmi les grandes réalisations intéressant l'ensemble de l'Agriculture algérienne, puisqu'en fait, il symbolisera l'union du marché algérien avec l'ensemble économique européen. Les conditions de son financement ne sont pas encore définitivement arrêtées mais l'Agriculture doit y prendre une part qui lui permette d'y jouer un rôle prépondérant. Il s'agit surtout de l'effort financier qui devra être fourni dans ce domaine par la Caisse Algérienne de Crédit Agricole Mutuel.

Le *Marché d'intérêt national d'Alger*, comme ceux qui se constituent en France, a pour rôle de veiller à l'établissement et à la régularisation des cours à la production, et aussi, par le canal des organisations annexes, de permettre une meilleure organisation du conditionnement des produits, de leur standardisation et de leur expédition vers les lieux de consommation. Ceci a une importance beaucoup plus grande que par le passé car, pour certaines productions spécialisées telles que les agrumes et les primeurs, l'Algérie doit rechercher sans cesse de nouveaux débouchés vers les pays étrangers où les consommateurs sont nettement plus difficiles que les consommateurs français, en ce qui concerne la qualité des produits et leur présentation.

L'équipement individuel.

fait l'objet d'une politique générale de crédit à moyen et long terme et à faible taux d'intérêt dans le cadre de ce que l'on a appelé les programmes spéciaux et généraux de productivité. Le taux d'intérêt

de ces prêts est de 3 % et leur durée s'échelonne sur une période allant de 5 à 30 ans, suivant la nature de l'opération.

Ils intéressent tous les agriculteurs et concernent notamment l'acquisition et l'équipement des petites propriétés (selon une procédure spéciale qui permet d'aider les jeunes agriculteurs à acquérir des domaines), l'irrigation, la mise en valeur des terres incultes, la construction, l'aménagement des bâtiments, l'équipement des exploitations, les plantations fruitières et l'amélioration de l'élevage, en bref, toutes les actions qui nécessitent un effort à long terme.

Ces prêts sont dispensés par les établissements de crédits intéressant les deux grands secteurs de Crédit Agricole Mutuel pour l'agriculture évoluée, par les adhérents des Caisses Régionales et la Caisse Centrale des S.A.P. pour l'agriculture traditionnelle.

Ces deux établissements auront à leur disposition, compte tenu du reliquat encore disponible, un crédit s'élevant à plus de 5 milliards.

Ces organismes devront intensifier leur effort de propagande auprès des agriculteurs, afin d'aider puissamment par le moyen des prêts, au développement des productions animales dans les exploitations où elles n'ont pas encore une place suffisante, ce qui, bien entendu, nécessitera de la part des agriculteurs intéressés, un effort de reconversion appelant des investissements.

La réforme agraire.

peut être considérée comme participant à l'équipement individuel puisqu'elle tend à la création de nouvelles unités d'exploitation et à la promotion de nouveaux agriculteurs.

Cette entreprise ne va pas sans difficultés.

Elles ont été d'abord d'ordre législatif et réglementaire — d'ordre juridique car il s'agissait, pour la première fois en France, d'inventer une législation nouvelle tout en respectant le code de propriété, ce qui représentait un certain nombre de contradictions que l'on a réussi à résoudre.

Ont été ensuite rencontrées des difficultés dans l'exécution. Difficultés techniques d'abord, parce que l'on se trouvait en présence de propriétés non cadastrées, dont les plans n'existaient pas : relevés topographiques et dessins ont donc dû être faits de toutes pièces ; après quoi il fallut en assurer l'équipement et le lotissement.

Enfin, cette réforme, entrée en application en 1957, rencontre tout naturellement l'hostilité de ceux dont elle contrarie la propagande et qui n'hésitent pas à recourir à l'assassinat pour la mettre en échec.

Cinq milliards seront mis, en 1960, à la disposition de la Caisse d'Accession à la Propriété et à l'Exploitation Rurales — la C.A.P.E.R. — établissement public chargé des opérations de la réforme agraire. Cette somme permettra à la Caisse d'acquérir 40.000 hectares supplémentaires, dont 10.000 dans les périmètres irrigués et 20.000 en faveur des nouveaux villages de regroupement de population. Le rythme actuel des travaux permet de prévoir que 2.300 lots nouveaux seront effectivement attribués en 1960, et l'équipement de plus de 4.000 lots supplémentaires sera entrepris en vue d'une distribution en 1961.

TRAVAUX DE RESTAURATION DES SOLS ET DE BOISEMENT.

Il est un secteur où l'intervention des fonds publics est encore plus importante : celui de la Restauration des Sols et du boisement, dont est chargé le Service des Eaux et Forêts et de la Défense et Restauration des Sols.

Il s'agit là d'une œuvre fondamentale qui vise à la reconstitution et à la conservation du patrimoine, c'est-à-dire du bien le plus précieux qui soit pour un pays et pour ses agriculteurs surtout. Un pays où le problème de la dégradation des sols est vraiment le problème primordial.

Il a été procédé, en 1959, à une nouvelle organisation des services intéressés, par une fusion plus étroite entre les cadres des Eaux et Forêts et les cadres de la Restauration des Sols qui, dans la période qui a suivi la création du service de la D.R.S. (aussitôt après la guerre) se trouvaient séparés : tous entrent maintenant dans le cadre général du Service des Eaux et Forêts.

L'avantage de cette réforme est de permettre une meilleure utilisation de certains cadres forestiers. Les gardes des Eaux et Forêts, après une certaine formation complémentaire, sont maintenant affectés aux chantiers de la Restauration des Sols.

La mise en place de cette nouvelle organisation sera terminée dès le début de 1960, puisqu'il ne reste plus aujourd'hui qu'un seul département où les deux services ne soient pas confondus. Il n'y aura plus désormais, par département, qu'un Conservateur des Eaux et Forêts chargé de la responsabilité des deux services.

Les très importants investissements publics réalisés dans ce domaine se partageront entre les travaux de défense et de restauration des sols proprement dits, les travaux de repeuplement et de reboisement.

Défense et restauration des sols.

36.500 hectares seront traités en 1960, contre 20.000 en 1959. La dépense sera de 2.260 millions au total. Il s'agit là d'une étape nouvelle en vue d'étendre le traitement des sols, par une progression annuelle de 20 %, à 63.000 hectares par an, objectif final du Plan de Constantine.

Ce rythme de 63.000 hectares par an permettra de « remonter la pente » dans ce domaine : on évalue, en effet, à 100 hectares par jour — soit environ 30.000 hectares par an — les terres que l'érosion fait perdre, par ailleurs, chaque année.

Travaux de repeuplement.

7.500 hectares d'étendues consacrées à la forêt, seront traités, contre 4.600 en 1959. A l'échéance du plan, on pense atteindre un rythme annuel de 15.000 hectares.

Pépinières des Eaux et Forêts.

Leur production s'accroîtra en 1960 de 15 %, ce qui permettra de mettre à la disposition de la plantation plus de 11 millions de plants forestiers, fruitiers ou fourragers.

Exploitations en régie.

Le programme de 1960 réalisera une augmentation de 15 % pour l'exploitation du bois, de 120 % pour celle du charbon de bois et, suivant les progrès de la pacification qui gagne maintenant sur les massifs forestiers, de 100 à 200 % pour celle du liège.

Pour réaliser ces travaux, un crédit de 1.600 millions est mis à la disposition du Service des Forêts et de la D.R.S. pendant la période 1960-1963 en vue de l'équipement de son parc mécanique.

ZONES-PILOTES

Un effort exceptionnel va être entrepris dans certaines zones — les « zones-pilotes » — où une concentration spéciale de moyens techniques et humains a pour but d'accélérer la mise en valeur et, par cette expérience, réalisée sur le terrain, de chiffrer exactement les possibilités de progrès et d'augmentation des revenus. Volontairement, ces zones ont été choisies dans des régions caractéristiques de la complexité des problèmes à résoudre aussi bien du point de vue du sol et du climat que sur le plan économique et humain, — ce sont des zones de hauts plateaux et des zones montagneuses. On fait appel afin de compléter les moyens de l'Administration, au concours de sociétés spécialisées dans les études et les travaux de mise en valeur.

C'est ainsi qu'une expérience d'irrigation locale se poursuit en ce moment en Kabylie, dans la région de Bordj-Menaïel, à partir de petits ouvrages de retenue appelés « lacs collinaires », selon une méthode dont s'effectue la mise au point tant en ce qui concerne la technique de construction de ces ouvrages qu'en ce qui concerne leur utilisation pour l'irrigation. Cette formule pourrait être généralisée et permettre la création d'une multitude de petites unités de cultures irriguées à l'échelon même des petits agriculteurs. Cette technique n'est pas sans précédent : l'Italie du Sud notamment, qui n'est pas sans analogie, du point de vue de sa vocation, avec les zones montagneuses d'Algérie, la pratique

d'ores et déjà de façon généralisée puisque l'on y compte plusieurs milliers de ces petits-lacs unités d'irrigation.

D'autres travaux intéresseront de plus larges zones parmi lesquelles celle de Reibel-Tagnine au Sud de Médéa — zone de hauts-plateaux, — et celle de M'Sila dans le bassin du Hodna, où l'on expérimente les techniques d'utilisation des eaux superficielles et d'épandage de crues, auxquelles est, d'autre part, liée l'augmentation de la production fourragère en vue de l'augmentation de l'élevage.

Enfin, une étude va être incessamment entreprise pour la mise en valeur de la vallée de la Soummam, oued capricieux, comme tous les oueds, mais qui coule de manière permanente entre des rives absolument désolées, dans une zone de très fort surpeuplement rural.

Ces actions seront, à partir de 1960, coordonnées par la Direction de l'Agriculture, en étroit accord avec les services de l'Hydraulique. Un ingénieur en chef du Génie Rural en sera spécialement chargé auprès du Directeur de l'Agriculture.

*
**

La progression de l'activité des Services techniques de l'Agriculture, grâce aux moyens supplémentaires mis à leur disposition en 1960, va intervenir au moment même où apparaissent partout les signes d'un nouveau départ, d'une véritable reprise de l'activité agricole algérienne. Ce nouveau départ sera rendu possible grâce à la ténacité et au courage des agriculteurs qui, pendant plus de cinq ans, ont fait face à l'adversité, se sont accrochés au sol et ont « maintenu ».

En cette fin de l'année 1959, on enregistre une augmentation très générale des surfaces ensemencées en vue de la campagne prochaine notamment en Haute Kabylie et, dans le Sud-Constantinois, dans la région de Batna. Il semble, dès maintenant, que l'on puisse évaluer à 15 % le supplément d'ensemencement par rapport à l'année précédente.

Par ailleurs, les investissements et acquisition de matériel de culture sont en constant accroissement, en particulier dans le Constantinois, et l'on note une progression extraordinaire des demandes de matériel mécanique de la part notamment des petits agriculteurs musulmans. Dans le Sud-Constantinois, la progression est de plus de 30 % par rapport à l'année précédente.

On peut voir dans ces données, en même temps qu'un signe de reprise due à l'amélioration de la situation, l'indice visible de l'accélération du progrès grâce aux actions techniques.

En réalité, l'enjeu est considérable, parce que le Plan de développement économique ne doit pas aboutir à accentuer l'écart existant entre les zones prospères et les zones déshéritées, malgré une tendance économique générale bien connue selon laquelle la richesse appelle le développement et la pauvreté appelle la misère. Le programme de développement agricole doit jouer le rôle de correctif en apportant aux populations de l'intérieur l'espoir d'une élévation de leur niveau de vie, et en évitant autant que faire se peut qu'elles ne viennent peupler des bidonvilles, qu'aucun programme d'urbanisme ne pourrait alors parvenir à résorber.

Des possibilités de développement non encore exploitées existent, pourvu que les hommes veuillent « faire du sol algérien le plus grand chantier du Plan de Constantine ».

ANNEXE

PRINCIPALES PRODUCTIONS DE L'AGRICULTURE ALGERIENNE

Surfaces cultivées : le tiers de la superficie totale
(7 millions d'hectares environ sur une superficie totale de 21 millions d'hectares).

PRODUCTION VEGETALE :

Céréales :

- *Céréales d'hiver* : (blé dur, blé tendre, orge, avoine)
Production moyenne annuelle aux environs de 20 millions de quintaux.
Surfaces utilisées pour les céréales d'hiver, compte tenu des jachères : 6 millions d'hectares environ.
Surfaces emblavées annuellement : 3 millions d'hectares environ.
- *Céréales d'été* : (riz, maïs, sorgho).
Production annuelle moyenne : 200.000 quintaux.
Riz 70.000 quintaux environ
Maïs 80.000 quintaux environ
Sorgho 60.000 quintaux environ
Extension des surfaces ensemencées.

Légumes secs :

- Production annuelle moyenne : 1.020.000 quintaux
Lentilles 70.000 quintaux (la production est fonction du marché)
Fèves 230.000 quintaux
Pois chiches 90.000 quintaux

Agrumes :

- Production annuelle moyenne : 300.000 tonnes

Figues :

- Production annuelle :
32.000 tonnes de fruits frais.
23.000 tonnes de fruits secs.

Olives :

- Production annuelle :
25.000 tonnes d'huile.
18.000 tonnes d'olives de conserve.

Cultures maraîchères :

- Exportations : 146.000 tonnes
Pommes de terre 76.000 tonnes.
Tomates 50.000 tonnes.
Artichauts 20.000 tonnes.

Vins :

- Superficie du vignoble : 400.000 hectares environ.
Production moyenne annuelle : 15 millions d'hectolitres.
Revenu du vignoble : la moitié environ de l'ensemble des productions végétales.
Salaires distribués annuellement : 35 milliards de francs.
— La viticulture fournit le quart des journées de travail de l'agriculture.

Tabacs :

- Production annuelle : 15.000 tonnes environ.

PRODUCTION ANIMALE :

- Ovins* : l'essentiel de la production. 7 millions de têtes environ, dont les 9/10 à des éleveurs musulmans. — 2.000 tonnes de viande à l'exportation. — 7 à 8.000 tonnes de laine.
- Caprins* : 4 millions de têtes de bétail appartenant presque entièrement à des Musulmans.
- Bovins* : 1 million de têtes de bétail (les 3/4 entre les mains des Musulmans).
- Porcins* : 57.000 têtes.
- Equins* : (Chevaux, ânes, mulets) : 903.000 têtes.

L'ÉQUIPEMENT HYDRAULIQUE DE L'ALGÉRIE

L'essor économique de l'Algérie, qui jusqu'à nos jours était presque uniquement le fruit des efforts dans le domaine de l'agriculture et de l'hydraulique agricole va dépendre dans l'avenir d'un nouveau développement industriel, principalement déterminée par l'exploitation des nouvelles sources de gisements de gaz de pétrole du Sahara.

L'industrie à laquelle la France consacre, à juste titre, une part considérable de ses efforts se développera parallèlement à l'œuvre poursuivie dans les secteurs agricoles. Or, dans ce dernier domaine, les problèmes de l'eau présentent une exceptionnelle importance.

LES CONDITIONS NATURELLES.

Cette importance particulière de la question de l'eau provient des conditions naturelles elles-mêmes, dont il convient de rappeler, fût-ce brièvement et schématiquement, les caractères si l'on veut bien comprendre la nature même de l'équipement hydraulique, ce qu'il est actuellement, et ce qu'il doit devenir.

Il est bon de rappeler tout d'abord que si la partie la plus prospère de l'Algérie est constituée par les quelques 120.000 km² de la bande tellienne, formée en gros par les bassins versants tributaires de la Méditerranée, il n'est plus permis aujourd'hui de limiter à ces seules régions ce qu'on pourrait appeler l'Algérie utile. Il faut y englober toute la zone des hautes plaines comprise entre le versant méridional de l'Atlas Tellien et le versant nord de l'Atlas Saharien qui doit être aménagée pour l'élevage extensif ou, quand l'altitude diminue, pour la culture. Il faut y faire entrer aussi certaines régions proprement sahariennes, au sens géologique et géographique du terme, mais où la présence d'importantes ressources en eau crée des conditions favorables à la vie. C'est ainsi que, dans le Sud-Constantinois, la région des Zibans et de l'Oued-R'hir tient une place honorable dans l'économie du pays.

Au Sahara, la pluie est si rare qu'on ne peut compter sur les précipitations locales pour faire pousser les plants et alimenter les gens et les bêtes. L'eau employée, puisée dans les nappes souterraines, vient par un lent écoulement, de régions plus clémentes.

La zone des Hautes Plaines reçoit une hauteur d'eau non négligeable (entre 150 et 350 mm) qui, toutefois, ne permet qu'exceptionnellement la culture des céréales. On pourrait dire de la partie tellienne qu'elle est assez bien arrosée, si on ne considérait que les moyennes générales dans l'espace et dans le temps. Mais la seule considération des moyennes conduirait à des conceptions très fausses.

Tout d'abord, les précipitations sont très mal réparties dans l'espace. Elles atteignent à peine 400 mm par an en Oranie, où se trouvent pourtant les plus belles et les plus vastes terres. Elles sont de l'ordre de 800 mm dans l'Algérois et passent à des valeurs parfois très élevées, supérieures à un mètre quand on se déplace vers l'Est, où précisément la superficie des terres de plaine qui peuvent en profiter au maximum diminue considérablement.

En second lieu, l'irrégularité dans le temps est considérable, irrégularité au cours des saisons, qui sont inscrites dans le paysage, notamment sur les vallées d'oueds, et c'est à dessein que ce terme arabe est employé : un oued n'est pas une rivière au sens européen du mot. Qui parcourt l'Algérie est obligatoirement frappé par ces puissantes vallées franchies par des ponts très longs et au fond desquels coulent de simples filets d'eau, ou qui sont même complètement sèches. Le voyageur curieux apprendra que tel pont,

pourtant si disproportionné en apparence, est le successeur d'un ouvrage un peu plus modeste enlevé naguère par une crue de plusieurs milliers de mètres cubes par seconde. Depuis, l'oued est pratiquement à sec huit mois sur douze, et la plus forte crue n'a pas dépassé 200 mètres cubes seconde.

Aridité ou semi-aridité de vastes régions, irrégularité annuelle et interannuelle foncière, telles sont les caractéristiques fondamentales de l'Algérie hydraulique. Ajoutons-y la jeunesse des reliefs accusés par l'abondance des plaines suspendues, des bassins fermés, ainsi que par la forme très peu évoluée des profils en long des thalweg, le peu de dureté des roches géologiquement jeunes dans l'ensemble, la présence trop fréquente de sels et l'instabilité de la couverture végétale causée à la fois par les circonstances du climat et souvent, il faut bien le dire, par l'action néfaste de l'élément humain, et nous commencerons à bien comprendre l'allure générale du pays.

L'eau torrentielle burine la montagne, dénude les pentes, alluvionne les plaines en haussant sans cesse des champs d'épandage sur lesquels les oueds changent leurs cours. Dans bien des régions, les récoltes en culture non irriguée sont médiocres ou nulles trois années sur cinq. Viennent à la suite l'une de l'autre quelques années sèches et les sources tarissent, les puits sont bas, villes et villages souffrent du manque d'eau potable, le cheptel meurt de soif. Et puis, un beau jour, on voit des ponts partir, les oueds divaguer à travers les cultures, les nappes phréatiques salées remonter brutalement et tuer les plantes, et surgir une attaque généralisée du paludisme, fruit des marécages mal drainés et des mares sans écoulement.

Lutter contre tout cela, essayer de rétablir artificiellement une régularité qui n'est pas dans la nature des choses, et de discipliner ce qui est sauvage, voilà une tâche certes vaste et difficile, mais absolument indispensable si l'on veut faire vivre mieux un plus grand nombre d'hommes, d'une part en leur permettant de tirer d'une terre assainie, défendue et arrosée, des ressources vivrières plus abondantes, d'autre part en trouvant dans l'exportation des produits agricoles de choix une compensation aux importations nécessaires de combustibles, de machines, de produits fabriqués et de compléments de nourriture.

Les conditions naturelles étant ce qu'elles sont, on peut dire de l'eau en Algérie qu'elle est la meilleure et la pire des choses.

La pire des choses, par l'action néfaste qu'elle mène en montagne (érosion des pentes) et dans les plaines (exhaussement des champs d'épandage sur lesquels les oueds changent leurs cours) en provoquant l'inondation et le marais.

La meilleure, lorsque, domestiquée et retenue en grande quantité, elle transforme de vastes étendues de terre inculte en opulents vergers.

Ces données sont à la base de diverses activités de l'équipement hydraulique de l'Algérie :

- Lutte contre les eaux nuisibles.
- Mobilisation des eaux utiles.

L'ŒUVRE ACCOMPLIE

LUTTE CONTRE LES EAUX NUISIBLES

Un des aspects fondamentaux des travaux d'équipement hydraulique a trait à la lutte contre les eaux nuisibles. Le ravinement des pentes est un mal chronique dont souffre l'Algérie. Rien ne vaut pour bien estimer la gravité de ce mal, le survol du pays. Il y a là quelque chose de très inquiétant, car le sol arabe ne se reconstitue pas à l'échelle humaine, et son enlèvement supprime toute vie.

La protection des pentes par les procédés désormais classiques du reboisement, de l'arboriculture fruitière sur banquettes, de la culture en terrasse et de la régularisation des ravins, ne ressortit que d'assez loin à l'hydraulique. Mais ce travail conditionne étroitement le labeur de l'hydraulicien dans la plaine, lequel sait faire couler l'eau, mais est peu habile à manier les galets, sable ou limon.

Très schématiquement, trois genres de problèmes se posent à l'ingénieur :

- Faire écouler le plus rapidement possible les eaux superficielles plus ou moins canalisées à travers les plaines cultivables ;
- Supprimer les marais stériles et générateurs de paludisme, en rendant les terres à la culture ou à l'élevage ;
- Drainer le sol partout où cela est nécessaire pour permettre aux plantes et surtout aux arbres, de disposer d'une tranche de sol saine sans que leurs racines risquent la pourriture ou l'asphyxie.

Le drainage proprement dit est surtout indispensable en zone d'irrigation : de très importants travaux de drainage par fossé sont visibles en ces régions, notamment dans le Bas-Chélib et dans les plaines de Relizane, de Perrégaux et du Sig. Quand la présence d'une couche perméable en sous-sol le permet, on peut songer à la mise en écoulement libre de ce drain naturel par nuits de pompage. Ce procédé permet de substantielles économies par rapport au système classique des fossés, coûteux à faire et surtout à entretenir.

L'écoulement des eaux superficielles à travers les zones cultivées a donné lieu dans le passé à des tentatives grandioses, mais peu fructueuses à cause des phénomènes d'alluvionnement. Que reste-t-il des lits canalisés de l'oued Sig de l'Habra, des oueds de la Mitidja ? Peu de choses utiles, hélas ! La leçon est pleine d'enseignements. Elle a eu le mérite d'apprendre aux Algériens qu'il était bien inutile de tenter une telle aventure, tant que l'eau arrivant dans la basse partie des cours, continuerait à charrier et à déposer autant de matières solides : on doit commencer par le travail en montage, et tout ce qu'on réalise en ce moment, sous l'empire de la nécessité et pour éviter des événements graves, n'a que le caractère d'un palliatif temporaire.

En ce qui concerne la lutte contre le marécage et l'eau stagnante en général, par contre, les résultats acquis sont déjà brillants et définitifs, et on peut, de confiance, poursuivre l'œuvre entreprise. Pour ne citer que l'exemple le plus marquant, une vaste partie de la plaine de Bône, 30.000 ha environ, a été assainie et rendue à la culture, grâce à un réseau complexe de plus de 40.000 kilomètres de canaux d'écoulement, de 170 ouvrages d'art et à l'aménagement rationnel des exutoires à la mer. Bien d'autres travaux analogues sont réalisés, ou en cours à l'heure actuelle dans la même région de Bône, dans les plaines successives du Chélib, et dans les basses plaines d'Oranie.

Le caractère ingrat, peu spectaculaire et particulièrement difficile de la lutte contre les eaux nuisibles ne doit pas faire oublier que dans l'équipement hydraulique les réalisations de ce genre sont absolument fondamentales, et qu'elles sont, sans qu'il y paraisse bien, parmi les plus payantes.

MOBILISATION DES EAUX UTILES

Il convient maintenant d'aborder le chapitre de l'eau utile ou plus exactement de l'eau que l'on peut rendre utile.

LES GRANDS BARRAGES-RESERVOIRS.

Le caractère fondamental du pays étant l'irrégularité, on est bien obligé de penser immédiatement à la régularisation des cours d'eau, chaque fois qu'un débit annuel suffisant le justifie, et que les circonstances topographiques et géologiques permettent de trouver des emplacements favorables à la création de barrages-réservoirs. Cette dernière condition, est, hélas, bien peu souvent réalisée véritablement car en Algérie, les terrains d'assise sont rarement favorables à de telles constructions. Seul, un besoin aigu a poussé à l'édification d'ouvrages en des emplacements qui, en d'autres pays, eussent été abandonnés.

Les pionniers avaient montré la voie avec des moyens précaires, mais aussi avec une constance et une hardiesse dignes d'éloges.

Les anciens barrages du Tlélat, du Sig, des Cheurfas, de l'Oued Fergoug et de la Djidjiouia en Oranie, de Meurad, du Hamiz, sans compter de nombreux ouvrages secondaires, ont eu des histoires compliquées, agrémentées de ruptures souvent assez catastrophiques. Les survivants encore utiles sont rares, car leur capacité trop faible les condamnaient à une vie courte, à cause de l'envasement. Certains d'entre eux ont pu être consolidés, parfois surélevés et rendent encore des services appréciés. C'est le cas de celui des Cheurfas, sur le Mekerra en Oranie (St-Denis-du-Sig) et surtout celui du Hamiz, aux portes d'Alger, qui a été consolidé par l'amont, surélevé et muni d'un réservoir de capacité raisonnable en 1934 et 35.

Création des grands ensembles hydrauliques actuels - 1^{er} Programme.

Faisant suite aux ouvrages des sapeurs de la conquête, le premier grand programme de construction de barrages-réservoirs débuta en 1926 par la réalisation du barrage sur l'Oued-Fodda ; nous rappellerons brièvement la liste des principaux ouvrages de ce programme qui constitue la base de nos périmètres d'irrigation actuels.

Le premier ouvrage construit fut le barrage de l'Oued-Fodda, barrage-poids d'une hauteur de 100 mètres environ, destiné à fournir l'eau d'irrigation au secteur actuellement appelé périmètre du Moyen Chélif.

Une série de barrages en enrochements furent ensuite établis : barrage du Ghrib, sur le Haut Chélif (périmètre du Chélif), barrage de Bou-Hanifia sur l'Oued El-Hamman (périmètre de l'Habra) en Oranie, barrage de Bakhadda sur la Mina (périmètre de la Mina).

Dans le même programme figurent des ouvrages moins importants : barrage du Ksob, dans la région du Hodna, et barrages de Foum-el-Gueiss et des Zardezas, également dans le Constantinois.

Nous citerons enfin, pour mémoire, le barrage de Beni-Bahdel, très bel ouvrage à voûtes multiples qui fut construit sur l'Oued Tafna, près de la frontière marocaine ; quoiqu'entrepris dans le cadre du programme précédent, ce barrage est destiné à l'alimentation en eau potable de la ville d'Oran et des centres voisins, et non à l'irrigation.

Sans nous étendre sur les aspects techniques des barrages que nous venons d'énumérer, nous précisons qu'il s'agit, en général, d'ouvrages destinés à assurer la régularisation annuelle ou bi-annuelle des oueds sur lesquels ils sont établis ; comme nous l'avons expliqué plus haut, ces oueds ont en effet un régime extrêmement irrégulier et la quasi totalité de leur débit annuel est le résultat de quelques crues très brèves se produisant au cours de l'hiver.

Le Second Programme.

En dépit de toutes les difficultés de l'heure, l'Algérie a eu, depuis la dernière guerre, la hardiesse d'entreprendre un nouveau programme de grands barrages.

Le barrage en terre de l'Oued Sarno, en Oranie, permet de compléter la dotation en eau du périmètre du Sig.

Le barrage-voûte de Foum-el-Gherza, sur l'Oued-el-Abiod, permet d'irriguer les riches palmeraies situées aux environs de Biskra et constitue un facteur économique très important dans ce secteur situé à la limite du Sahara. Par exception, il s'agit là d'un ouvrage de régularisation largement interannuelle ; le volume de la retenue est très grand par rapport au débit annuel moyen de l'oued, et celle-ci n'est remplie que tous les quatre ou cinq ans environ par des crues d'une ampleur extraordinaire.

En fin 1958, la construction d'un nouveau barrage a été entreprise sur l'Oued Meffrouch, à proximité de Tlemcen. Ce barrage en béton, à voûtes multiples, a pour but essentiel de fournir l'alimentation en eau potable de la ville de Tlemcen et de compléter celle de la ville d'Oran à partir du barrage de Beni-Bahdel ; un petit périmètre d'irrigation sera accessoirement créé à proximité de Marnia, près de la frontière algéro-marocaine, si l'excédent du débit recueilli sur le débit réservé aux villes de Tlemcen et d'Oran le permet.

L'achèvement de ce barrage, prévu pour 1960, ne marquera pas la fin du second programme ; celui-ci doit, en effet, comporter bien d'autres ouvrages actuellement en projets et sur lesquels nous reviendrons plus loin.

Principales caractéristiques des ouvrages cités :

DESIGNATION DU BARRAGE	Hauteur (m)	CUBE emmagasiné (m3)	DEBIT ANNUEL régularisé (m3)	Superficie irrigable (ha)
ALGEROIS				
— Hamiz	45	23.000.000	28.000.000	15.000
— Ghrib	65	280.000.000	140.000.000	37.000
— Oued-Fodda	89	220.000.000	100.000.000	25.000
ORANAIS				
— Bakhadda	45	37.000.000	50.000.000	10.000
— Bou-Hanifia	54	73.000.000	100.000.000	20.000
— Cheurfas	27	13.500.000	15.000.000	5.000
— Beni-Bahdel	54	63.000.000	50.000.000	—
— Oued Sarno	28	22.000.000	10.000.000	3.000
— Oued Meffrouch	25	18.000.000	18.000.000	—
CONSTANTINOIS				
— Zardezas	35	11.000.000	30.000.000	5.000
— Foum-el-Gheiss	23	2.500.000	6.000.000	5.000
— Oued Ksob	32	12.000.000	30.000.000	10.000
— Foum-el-Gherza	65	47.000.000	25.000.000	20.000
TOTAL		822.000.000	602.000.000	155.000

Les « cubes emmagasinés », donnés dans ce tableau, sont, en général, les capacités disponibles au moment de la mise en service du barrage, l'envasement n'étant pas pris en compte. La seule retenue pour laquelle l'envasement est vraiment considérable est celle des Cheurfas, dont la capacité actuelle est de 6.000.000 de m3 ; après dévasement, cette capacité doit être portée à 13.500.000 m3.

LES PERIMETRES D'IRRIGATION.

La régularisation des ressources offertes par les oueds algériens nécessite, comme nous l'avons vu, d'énormes moyens, mais elle n'est cependant pas la partie la plus onéreuse de l'équipement hydraulique d'un périmètre. Il ne s'agit pas seulement d'accumuler l'eau, il faut encore la distribuer sur les terres en limitant les pertes au maximum et en assurant un service très souple, parfaitement adapté aux exigences diverses des terres et des cultures. Il faut également drainer les terrains irrigués pour leur conserver toute leur valeur agricole.

Dans un périmètre d'irrigation, le barrage principal qui accumule les eaux est, en général, suivi par un barrage de prise de quelques centaines de milliers de mètres cubes de capacité, permettant une exploitation plus souple de l'usine hydro-électrique qui utilise éventuellement la chute créée par le barrage réservoir, et un meilleur réglage du débit d'irrigation. L'eau est ensuite admise dans le canal ou la conduite principale, qui se subdivise en canaux ou conduites de plus en plus petits menant l'eau jusqu'aux terres à irriguer.

Enfin, complément indispensable de l'irrigation, l'exécution d'un réseau de drainage évite la stagnation des eaux d'irrigation ou la remontée des nappes souterraines parfois salées et garde aux terres du périmètre toute leur valeur agricole.

Les différents périmètres.

Le périmètre du Sig, alimenté par les barrages du Sarno et des Cheurfas, est constitué par des canaux préfabriqués en béton menant l'eau depuis un petit barrage de dérivation jusqu'aux cultures maraîchères et aux riches oliveraies de la plaine de Saint-Denis-du-Sig. Le cube d'eau distribué annuellement est, en moyenne, de 30 millions de mètres cubes qui assurent la mise en valeur de 7.500 ha (les chiffres donnés dans ce paragraphe correspondent à la surface équipée pouvant être considérée comme irrigable ; la surface classée des périmètres est souvent plus importante).

Le périmètre de l'Habra, alimenté par le barrage de Bou-Hanifia, est dominé par le vieux barrage du Fergoug qui lui sert de barrage de prise. L'adduction est également assurée par des canaux préfabriqués en béton. Le cube d'eau distribué annuellement est, en moyenne, de 70 millions de m³, irrigant 19.000 ha dans la zone fertile qui s'étend autour de Perrégaux.

Le périmètre de la Mina, dominé par le barrage de Bakhadda englobe 9.000 ha de la riche plaine de Relizane. Il reçoit en moyenne 50 millions de m³ d'eau, dérivés au petit barrage de prise de Relizane vers un réseau de canaux qui en assurent la répartition.

Le périmètre du Bas-Chélif, qui utilise les eaux du Chélif, dérivées au petit barrage de Charon, comprend 20.000 ha dans la région d'Inkermann et Saint-Aimé et reçoit en moyenne 120 millions de m³ par an. L'augmentation de la capacité de transport du tronc commun a permis récemment l'introduction de la riziculture dans ce périmètre.

Le périmètre du Moyen-Chélif, alimenté d'une part par le barrage de l'Oued Fodda, suivi du petit barrage de prise des Portes de Fer, d'autre part par les eaux du Chélif, dérivées au barrage de Pontéba, est l'une des plus belles réalisations algériennes dans le domaine de l'hydraulique. Il comprend 18.000 ha, auxquels 500 kilomètres de canaux et 200 kilomètres de conduites amènent en moyenne 110 millions de m³ d'eau par an.

Le périmètre du Haut-Chélif, alimenté par le barrage du Ghrib, est encore en cours d'équipement. Il pourra recevoir 140 millions de m³ d'eau et englobera 37.000 ha dans la région d'Affreville ; la superficie équipée se limite actuellement à 11.000 ha environ.

Le périmètre du Hamiz, dominé par le vieux barrage du Hamiz surélevé en 1935, englobe 18.000 ha de riches terres dans la plaine de la Mitidja. L'adduction des 21 millions de m³, distribués annuellement en moyenne, est assurée par des conduites ; des pompages dans l'oued Bouréah complètent la ressource insuffisante que constitue la réserve du barrage (17 millions de m³ dans l'état d'envasement actuel).

MOYENNE ET PETITE HYDRAULIQUE.

Les travaux désignés sous cette appellation pour être moins spectaculaires que ceux de la grande hydraulique qui nous a occupés jusqu'ici n'en sont pas moins d'une importance vitale pour l'agriculture algérienne. Les terres qui n'ont pas le privilège d'être dominées par une importante réserve d'eau représentent, en effet, 96 % des surfaces classées productives en Algérie.

Il est donc indispensable de mobiliser à leur bénéfice toutes les ressources en eau superficielles et profondes, de les répartir en vue de leur utilisation rationnelle, enfin d'assainir les zones insalubres pour les rendre à la culture.

Epandage de crues

Un aspect très intéressant de la petite hydraulique est l'épandage des rares crues que les périodes pluvieuses font naître dans les oueds généralement secs.

En étalant, dans des pays même très arides, une crue d'automne qui permet les labours et les semailles et une crue de fin d'hiver qui assure la croissance des céréales, on assure des récoltes satisfaisantes, et souvent même prospères, grâce à la masse d'éléments fertilisants amenés par elle-même. Il n'est pas rare de voir, en zone saharienne, des récoltes splendides dont la valeur est multipliée du fait de leur précocité et de la région dans laquelle elles sont produites, en général très éloignées des gros centres de production.

C'est pourquoi la construction des barrages d'épandage, utilisés de temps immémoriaux, mais rendus plus efficaces et plus durables par les moyens modernes, présente une importance de plus en plus grande ; certaines réalisations de ce genre sont considérables, tels que le barrage d'Ei-Fatah, construit sur l'Oued M'zi, qui permet d'épandre, sur de vastes terres de culture des crues venant du Djebel Amour dans le Sud-Oranais.

Les forages.

Autre aspect de la petite hydraulique, l'exécution de sondages dans la zone des Hautes Plaines et au Sahara a permis l'utilisation des vastes réservoirs naturels que constituent les nappes souterraines affranchies des sujétions habituelles imposées aux réservoirs superficiels : évaporation et envasement.

Les sources sont les exutoires naturels de ces nappes et le captage rationnel de ces émergences constitue déjà une tâche féconde ; mais, le plus souvent, l'utilisation des réservoirs souterrains exige le forage d'un puits, auquel il faudra adjoindre une station de pompage si la nappe n'est pas artésienne. Beaucoup de petits forages sont utilisés surtout pour l'abreuvement des troupeaux, comme nous allons le voir maintenant.

Hydraulique pastorale.

Dans la plus grande partie des Hautes Plaines et dans la zone Nord-Saharienne, l'élevage constitue la seule richesse exploitable. Les faibles précipitations que reçoivent ces régions entretiennent de maigres pâturages qui font vivre des troupeaux de moutons et quelques chameaux ; les troupeaux se déplacent constamment, à la recherche de nourriture, et les surfaces de parcours sont souvent limitées par l'absence de points d'eau pour abreuver le bétail.

L'Administration a fait, ces dernières années, un effort considérable pour développer au maximum l'exploitation des hauts plateaux en créant plusieurs centaines de nouveaux points d'abreuvement, rendant ainsi possible l'exploitation de milliers de kilomètres carrés de pâturages. On aura une idée de l'importance de l'œuvre entreprise lorsqu'on saura que la distance optimale entre deux points d'eau est de 10 km au plus et que la zone à équiper a environ 800 km de long sur 150 de large.

Il est très difficile de dénombrer les points d'eaux qui existent actuellement dans les départements du Nord de l'Algérie, tant ils sont de nature et d'emploi variés. Mais on aura facilement une idée des efforts entrepris dans ce domaine en apprenant que, sur un nombre total (très approximatif) de 4.000 points d'eau existant en 1958, 1.050 ont été réalisés au cours des trois dernières années, tant pour l'abreuvement des troupeaux que pour l'alimentation en eau de petits douars ne disposant pas d'un véritable système d'adduction.

Les points d'eaux destinés au bétail comprennent un petit réservoir de 100 m³ environ et un abreuvoir alimenté soit par une source, soit par un puits ou un forage équipé de pompes à main si

le niveau de l'eau n'est pas trop bas, et par des pompes mues par des moteurs thermiques ou des éoliennes dans le cas contraire.

Ces aménagements sont très rentables car, avec un prix de revient assez faible (5 à 8 millions), ils permettent la mise en exploitation de 10.000 ha de pâturages et l'élevage de 5.000 moutons. Certes, l'équipement hydraulique n'est pas tout, et il reste, après sa réalisation, à créer des abris pour les troupeaux, à lutter contre la maladie, à défendre enfin le pâturage lui-même ; mais, sans aménagement hydraulique à la base, tous les efforts entrepris pour la mise en valeur des hautes plaines demeureraient stériles.

EXECUTION DU PLAN DE CONSTANTINE

En 1960, les réalisations projetées, entreprises ou sur le point de l'être s'intègrent dans les grandes lignes d'action traditionnellement suivies en matière d'hydraulique en Algérie :

- Lutte contre les eaux nuisibles.
- Mobilisation des eaux utiles.

Toutefois, pour replacer les actions entreprises dans le cadre général du Plan de Constantine, un classement un peu différent sera adopté ici.

Seront examinés successivement :

— L'alimentation des centres ruraux ou urbains, c'est-à-dire la satisfaction des besoins humains et, pour les grandes agglomérations, des besoins liés à l'activité industrielle en cours de développement ;

— L'amélioration de la production agricole liée aux réalisations de l'hydraulique agricole, qu'il s'agisse de la protection des terres cultivables menacées par les oueds (ce qui se rattache un peu aux travaux d'assainissement), de l'assainissement et de la récupération de terres inondables, marécageuses, etc... ou enfin, de la mise en place de systèmes d'irrigation petits ou grands.

HYDRAULIQUE DES CENTRES URBAINS ET RURAUX.

L'équipement hydraulique des communes urbaines ou rurales de moyenne importance se poursuivra, en 1960, à peu près au même rythme que les années précédentes ; mais celui des grands centres, ou plutôt des grandes régions urbaines dont la transformation par l'industrialisation sera la plus rapide (Oran, Alger et Bône notamment), va exiger dans les années qui viennent des travaux extrêmement considérables, en relation avec l'essor industriel.

Si l'on examine en effet sommairement les prévisions d'accroissement de la consommation en eau des régions d'Alger, Oran et Bône, il semble bien, d'après ce que l'on sait aujourd'hui des plans généraux, que leur dotation doive impérativement s'augmenter avant 1970 de quantités fort importantes. D'ici cette date, Alger aurait besoin d'au moins 30 millions de m³ d'eau supplémentaires par an, Oran d'environ 28 millions de m³, et Bône d'à peu près 10 millions. Ceci, j'y insiste, représente l'augmentation annuelle de débit qu'il serait nécessaire d'assurer à ces trois régions seules.

Pour ces œuvres-là, l'année 1960 sera surtout une année d'études des problèmes posés sur le plan technique et sur le plan économique. Sur le plan technique : étude des régularisations, des barrages-réservoirs nécessaires des adductions, conduites, stations d'épuration, etc... Sur le plan économique : étude des options à prendre suivant la destination de l'eau, alimentation humaine, utilisation proprement industrielle ou utilisation agricole.

HYDRAULIQUE AGRICOLE.**Les grands périmètres d'irrigation.**

Dans ce domaine, l'effort, en 1960, portera avant tout sur ce que l'on peut appeler la liquidation des travaux complémentaires à effectuer dans les périmètres existants afin d'obtenir l'emploi le plus rentable des quantités d'eau régularisées par les barrages-réservoirs actuels. Il n'y aura pas de création vraiment nouvelle de périmètres importants jusqu'à ce que le démarrage du programme d'aménagement de la région de Bône soit décidé et effectivement doté (je vous redirai tout à l'heure que le principe en est retenu, mais nous ne savons pas encore très exactement — c'est justement ce que l'on est en train de déterminer — à quelle date il sera entrepris : il s'agit, je le précise, de toutes les réalisations dépendant du futur barrage de la Cheffia sur l'Oued-Namoussa.

Moyenne et petite hydraulique.

Une priorité toute spéciale sera donnée aux équipements d'intérêt local (petites aires d'irrigation par exemple) à gestion très déconcentrée, chaque fois que sera trouvée une quelconque ressource d'eaux pérennes (oued à débit d'étiage permanent suffisant, source, nappe souterraine exploitable, etc.) ; l'équipement à base d'épandages de crues permet — grâce à des travaux souvent fort importants encore qu'ils demeurent sous la rubrique de petite et moyenne hydraulique — de répandre sur le sol les crues d'oueds non régularisables mais fournissant assez d'eau en moyenne dans l'année pour procurer une augmentation très notable des rendements en céréales. Ainsi arrive-t-on, dans des régions très défavorisées, à stabiliser largement une économie rurale qui resterait sans cela basée sur un élevage lui-même évidemment soumis à tous les caprices de la nature.

Il convient encore de citer, pour la petite et moyenne hydraulique, un « gros programme de petites choses » : la création de très nombreux points d'eau pour l'abreuvement des troupeaux, — notamment sur les pâturages de steppe où, le mouton pait de manière très itinérante. Ce programme est déjà fort avancé mais il sera poursuivi avec vigueur.

Signalons enfin toute la série des petits travaux d'assainissement locaux, défense contre les oueds, assèchement de marécages, destinés aussi bien à la récupération de terres propres à la culture qu'à la protection des cultures existantes, ainsi qu'à la sauvegarde de l'hygiène publique par la suppression des sources d'anophèles.

UNE LEGISLATION NOUVELLE.

La mise en œuvre de toute cette catégorie de petits équipements doit être favorisée par une réforme importante qui a récemment vu le jour : il s'agit de l'apparition des crédits D.E.L. (Dépenses d'Équipement Local) inscrits à un nouveau chapitre comportant un certain nombre d'articles. Ils se caractérisent, tout d'abord, par une grande souplesse d'emploi, car l'ordonnateur secondaire peut, par exemple, opérer des virements d'un article à l'autre avec un minimum de démarches ; et d'autre part, c'est le préfet qui en sera l'ordonnateur secondaire. (Les Préfets seront naturellement aidés sur le plan technique, tant à la phase de dessin des projets D.E.L. qu'à la phase d'exécution, par les services techniques compétents).

Parallèlement aux efforts de mise en valeur par les investissements publics, diverses réformes ont été étudiées ou le sont actuellement pour augmenter l'intérêt social ou la productivité des réalisations en cours ou projetées.

C'est ainsi qu'est en ce moment à l'étude à Paris un projet de décret portant une nouvelle formule de réforme agraire dans les périmètres d'irrigation à créer. Il existe déjà, vous le savez, un décret parfaitement adapté aux périmètres actuellement en exploitation, mais il a été jugé utile d'aller un peu plus loin, en ce qui concerne les zones d'irrigation à venir, dans la netteté, la recadastration,

etc..., je ne m'entends pas sur ce sujet, il vous suffira d'apprendre que ce texte, qui fait l'objet d'une étude très sérieuse, sortira probablement bientôt.

Sont également étudiés les problèmes que soulèvent la gestion et l'exploitation des zones d'irrigation d'intérêt local — ce que nous appelons, en jargon juridique, les aires d'irrigation.

La réforme agraire instituée par le décret n° 56-414 du 25 avril 1956 (pour les périmètres irrigués bien entendu, car je ne parle pas de la réforme agraire au sens large) n'en continue pas moins d'être appliquée dans les périmètres existants, dont l'on pense qu'ils doivent livrer au total 20.000 hectares aux recasements conduits par la Caisse d'Accession à la Propriété et à l'Exploitation Rurales ; ceci ne représente d'ailleurs, je le répète, qu'une faible part — au moins en superficie — des attributions de la Caisse, dont les travaux les plus importants intéressent des terres situées hors des périmètres d'irrigation et dont il ne sera naturellement pas question ici.

Les expropriations en cours sous l'empire de cette réforme doivent, en principe, s'achever dans le courant de l'année 1961 ; les opérations effectuées en 1960 intéresseront de 10.000 à 15.000 hectares.

LE DETAIL DU PROGRAMME DE TRAVAUX

EQUIPEMENT DES CENTRES URBAINS ET RURAUX.

Grands Centres.

Les grandes zones oranaise, algéroise et bônoise sont appelées à un développement important, qui commencera sous peu à la faveur de l'acheminement du gaz d'Hassi-R'Mel.

Pour la région oranaise, l'année 1960 verra, tout d'abord, se poursuivre la construction du barrage du Meffrouch pour lequel est prévu un crédit de 814 millions de francs 1959 (280 millions en 1961). Cet ouvrage doit fournir environ 7 millions de m³ à la ville de Tlemcen (apportant ainsi une solution très convenable, et pour de longues années, au problème de l'alimentation en eau jusqu'ici très insuffisante de ce centre), et un appoint du même ordre à la région oranaise, grâce à un raccordement entre le barrage du Meffrouch (situé au-dessus de Tlemcen, sur le plateau de Terni) et la conduite par laquelle les eaux de la Tafna sont amenées dans la région oranaise.

Les besoins nouveaux de la région oranaise au sens large (Oran même, les gros villages de la Sebkhia, le complexe militaire de Mers-el-Kébir, les aérodromes civils et militaires de La Sénia et jusqu'à la région d'Arzew) étant évalués à 28 millions de m³ par an jusqu'en 1970, il faudra envisager d'ici-là la mise en service, aux environs de 1966, d'un nouveau barrage. Selon toute probabilité, il s'agira d'un ouvrage qui régularisera, un peu en aval de Lamoricière, un important affluent de la Tafna : l'Oued Isser. Seule, l'étude de ce futur barrage et du tracé d'une nouvelle adduction vers Oran (doublement de la conduite existante) figure au programme de 1960.

Pour la région d'Alger, seront poursuivis, en 1960, les travaux d'adduction des eaux provenant des nappes semi-artésiennes de la Mitidja (des forages ont été effectués récemment au lieu dit Haouch Felit) et qu'il s'agit d'amener au pied de la station de refoulement (230 millions de crédits en 1960, et vraisemblablement 50 millions encore en 1961).

Là encore, comme pour la région oranaise, les études sont orientées vers la recherche de nouvelles ressources ; or, les seules auxquelles l'on puisse faire appel sont des ressources superficielles. L'on trouve heureusement, au Sud d'Alger, derrière le premier chaînon de l'Atlas tellien, un autre Oued-Isser (sans rapport avec celui de l'Oranais), qui véhicule chaque année à la mer quelque 250 millions de m³ d'eau, sans profit pour personne ; il sera régularisé dans les années à venir.

Mais il est possible que l'on en vienne à régulariser auparavant un bassin plus petit : celui de l'Oued Boudouaou, grâce à un barrage qui serait construit au lieu dit Keddara et mis en communication avec le barrage du Hamiz, de manière à valoriser les deux bassins.

Cependant, le problème posé par le barrage de Keddara n'est pas encore résolu. Contrairement aux conclusions des premières études, l'emplacement n'est pas très satisfaisant du point de vue géologique. Malheureusement, il n'y en a guère d'autre...

Quoi qu'il en soit, il sera nécessaire de régulariser ces deux bassins dans les années qui viennent, par des barrages qui pourront d'ailleurs être construits en plusieurs étapes.

La première étape devra représenter une capacité de régularisation de l'ordre de 150 millions de m³ par an. Sur cette masse, 40 millions de m³ d'eaux régularisées seraient réservés au périmètre d'irrigation du Hamiz (dont la dotation actuelle est très nettement insuffisante), les 110 millions de m³ restants devant couvrir les besoins de l'agglomération algéroise jusqu'en 1980, 1985 peut-être, selon l'accroissement de besoins que constateront les techniciens de cette époque.

En ce qui concerne la région de Bône, on envisage maintenant très sérieusement la construction du barrage de la Cheffia sur l'oued Bou-Namoussa. Le principe de l'opération est décidé, et une autorisation de programme de 4 milliards va être portée à la prochaine nomenclature des programmes d'équipement.

Il y a évidemment là une décision de principe fort importante, mais la date d'ouverture du chantier n'est pas encore fixée. Elle se fera au plus tard en 1961, et plus probablement dans le courant de l'année 1960. Une Commission est actuellement chargée d'étudier à fond ce problème, afin de bien déterminer l'intérêt que présente ce projet pour la région de Bône, tant sur le plan de l'alimentation humaine et industrielle que sur le plan agricole.

Le débit annuel régularisé par le barrage de la Cheffia sera de 115 millions de m³ par an. Selon les perspectives actuelles (encore un peu incertaines puisque la décision ferme n'est pas encore prise, en ce qui concerne les extensions industrielles), 50 millions de m³ seraient réservés à la ville de Bône et à ses industries, et 65 millions de m³ à la création du périmètre d'irrigation dit « de Bône-Est » dont la superficie serait de l'ordre de 15.000 hectares, — ce chiffre pouvant varier légèrement selon la nature des cultures que l'on décidera d'y faire.

Toujours pour la région de Bône, l'année 1960 verra se poursuivre et s'accélérer l'étude de la conduite d'adduction et de la station de traitement des eaux destinées à la ville.

Ce ne sont pas là de modestes travaux, car, les grandes adductions vers la plaine de Bône à partir du barrage de la Cheffia, les installations de refoulement des eaux et les stations de traitement coûteront à peu près le double de ce que représente déjà le barrage.
Autres communes urbaines et communes rurales.

D'une manière générale, les travaux d'équipement communaux d'alimentation en eau et d'assainissement sont normalement exécutés dans le cadre des travaux subventionnés lorsque les collectivités intéressées disposent de ressources financières non négligeables.

Des crédits de subvention plus larges que les années précédentes ont été prévus pour 1960. Le chiffre le plus significatif à cet égard est celui des crédits destinés aux subventions en capital, qui passe de 715 millions en 1959 (programme de 9 mois) à 1.340 millions en 1960 (programme de 12 mois). L'augmentation nette, c'est-à-dire l'accroissement du crédit correspondant à l'année pleine, est de 40 %. Cet effort, qui apportera jusque dans les tout petits centres le bien-être que représente toujours la présence de l'eau, est d'une importance particulière.

L'ensemble des travaux d'alimentation en eau potable et industrielle et d'assainissement, comprenant les travaux subventionnés et les investissements publics réalisés au profit des grands centres ou des collectivités dépourvues de ressources financières, coûtera au budget de l'Algérie 4 milliards 830 millions en 1960. Il y a donc là un effort d'une très grande ampleur.

HYDRAULIQUE AGRICOLE.

Au cours de l'année 1960, différents programmes seront poursuivis ou entrepris en matière d'hydraulique agricole, dans le cadre :

— Des grands ensembles,

- De la petite et moyenne hydraulique,
- Des grands forages d'intérêt rural,
- De la défense contre les eaux nuisibles et de l'assainissement.

Grands ensembles.

En ce qui concerne les barrages-réservoirs et les périmètres d'irrigation qui constituent le chapitre des « grands ensembles », sont à signaler :

— La surélévation du barrage de Bakhadda, sur la haute Mina, actuellement en cours. C'est un travail intéressant puisqu'il permet, moyennant une dépense relativement faible, d'augmenter de 14 millions de m³ la capacité de la retenue, celle-ci étant portée de 37 à 51 millions de m³. Ainsi pourra-t-on irriguer vraisemblablement 3.000 hectares supplémentaires dans le périmètre de la Mina (centré sur Relizane), tout en améliorant les irrigations existantes. Sur la dépense, chiffrée à 400 millions de francs actuels, 189 millions restent à dépenser en 1960.

— Le dévasement de certains des barrages existants, également en cours.

Parmi ceux-ci, le barrage de l'Oued-Fodda est celui qui a donné aux techniciens les plus graves soucis.

Lorsque le projet fut établi, pourtant, l'Oued-Fodda était considéré comme l'une des rivières les plus claires d'Algérie et il était permis de penser que le barrage ne risquait guère l'envasement... Cependant, lors de sa mise en service (il y a de nombreuses années de cela), on s'aperçut que la rivière, loin d'être claire, charriait des débris solides en quantités considérables ; ceci parce que dans l'intervalle, le bassin versant avait été à peu près complètement déboisé.

C'est pourquoi il fut décidé de tenter l'opération pratiquement « chirurgicale » qui a consisté à percer d'orifices munis de vannes, vers sa base, le mur de l'ouvrage (qui est un grand barrage-poids d'une centaine de mètres de hauteur), afin d'évacuer la plus grande partie des eaux boueuses arrivant dans la réserve ainsi qu'une certaine quantité de vase. L'opération était extrêmement difficile : le percement devant s'effectuer à partir de l'amont, il fallut y installer ce que l'on appelle un « suçon », c'est-à-dire une sorte de cage permettant de travailler en abri clos et que l'on fut obligé de faire descendre à travers quelques dizaines de mètres de vase... Elle n'en a pas moins été menée à bien. Sur une dépense totale d'un milliard quatre-vingt millions, 180 millions restent à dépenser en 1960.

Une tranche ultérieure de travaux, non encore dotée, consistera à creuser par dragages, dans les vases accumulées à l'amont des orifices percés dans le mur de l'ouvrage, un chenal qui permettra l'évacuation systématique des « courants de densité » apportés par les crues et responsables de la majeure partie de l'envasement.

Dans les opérations de dévasement, un autre procédé — applicable aux seules retenues petites et moyennes — a été employé : celui du dragage direct, exigeant des études préalables extrêmement longues et soigneuses et même des travaux expérimentaux. Le procédé a été reconnu rentable, les capacités reconstituées représentant une dépense bien inférieure à celle que demanderait la construction de réserves nouvelles, — à supposer que l'on trouve les emplacements nécessaires !

La drague utilisée, étudiée tout spécialement et construite pour les besoins de la cause, est un très gros engin dont la particularité est d'être démontable en éléments que l'on peut transporter par camions.

C'est ainsi qu'il est actuellement procédé au dévasement du barrage des Cheurfas, qui se trouvait à peu près complètement envahi puisque la capacité libre n'était plus que de l'ordre de 2 millions de m³ ; elle sera portée à 13,5 ou 14 millions de m³, pour le plus grand profit du périmètre d'irrigation de Saint-Denis-du-Sig.

Parmi les travaux qui vont être commencés et probablement presque terminés en 1960, il faut signaler encore la dérivation de la Mekerra, sur la cuvette du barrage du Sarno, destinée elle aussi à compléter la dotation du périmètre du Sig très mal alimenté pour l'instant.

Le barrage du Sarno est un ouvrage en terre relativement récent, alimenté directement par un bassin versant de faible superficie ; aussi avait-il été prévu dès l'origine de compléter l'apport d'eau direct du bassin versant par une dérivation des pointes de crues de la Mekerra en amont de Sidi-bel-Abbès. Des difficultés financières ont jusqu'ici retardé ces travaux, qui vont être entrepris en 1960. L'apport supplémentaire escompté de l'opération représente un minimum de 15 à 20 millions de m³/an, ce qui est très intéressant. Coût total : 250 millions, dont 150 en 1960 et 100 en 1961.

D'autre part, l'extension du périmètre du Moyen-Chéliff — centré sur Orléansville — en direction du Nord, vers Medjadja-Warnier va se développer. Il s'agit de la mise en valeur de 10.000 ha nouveaux. La tranche exécutée en 1960 se montera à 950 millions.

Enfin, le reste des travaux complémentaires dans les périmètres d'irrigation porteront sur un total de 5.000 hectares environ pour une dépense de 1 milliard 840 millions.

Petite et moyenne hydraulique.

Dans le domaine de la petite et moyenne hydraulique, un effort particulier sera porté en 1960 sur l'aménagement de nombreuses aires d'irrigation par eaux pérennes ou par épandages de crues, notamment dans le Sud algérois et surtout le Constantinois. La dépense totale qui sera consentie au cours de cette période doit s'élever en principe à 1 milliard 190 millions (y compris les crédits D.E.L.), correspondant à l'aménagement de quelque 5.000 hectares de terres dispersées sur l'ensemble de ces territoires. Du point de vue économique et du point de vue social, ces travaux sont peut-être encore plus intéressants que ceux effectués dans les grands périmètres.

Au programme de petite et moyenne hydraulique figure également l'aménagement de points d'eau destinés à l'abreuvement des troupeaux, à l'équipement du pâturage de steppe notamment. 640 millions environ seront dépensés, à ce titre, pour la construction d'une centaine de points d'eau bien équipés, tels qu'on sait les réaliser maintenant (réservoir de 50 à 100 m³, moyen de pompage — c'est presque toujours, notamment sur les hautes plaines, une éolienne —, abreuvoirs dotés d'un système automatique évitant le gaspillage de l'eau).

Grands forages d'intérêt rural.

Le programme d'hydraulique agricole pour 1960 comprend encore les forages pour l'exploitation de nappes souterraines d'intérêt rural, généralement à usage mixte : alimentation en eau de petits centres et petites irrigations à proximité de l'ouvrage. La dépense prévue à ce titre est de 463 millions, correspondant à 50-55 forages importants surtout dans l'arrière-zone d'Oranie la plus deshéritée et dans le Constantinois où s'achève actuellement un assez vaste programme intéressant en particulier les régions de Philippeville, Châteaudun-du-Rhumel, Levasseur et le Khroubs.

Défense contre les eaux nuisibles et assainissement.

Les réalisations prévues en 1960 en ce qui concerne la défense contre les eaux nuisibles et l'assainissement s'appliquent à des œuvres de très longue haleine encore au stade du démarrage.

L'une des plus importantes est celle de l'assainissement de la plaine de la Macta, en Oranie. Cette plaine était autrefois un véritable marécage, à l'embouchure commune des oueds Sig et Habra. Des tentatives d'assainissement avaient été effectuées dans le passé, qui ont malheureusement échoué parce qu'on ne bénéficiait à l'époque ni des moyens d'étude, ni des moyens de réalisation dont on dispose aujourd'hui.

Une première amélioration considérable a été obtenue par la réalisation d'un exutoire reliant directement la plaine à la mer, à travers le cordon dunaire qui les séparait (le seul exutoire était jusque-là

une sorte de petit fossé longeant l'intérieur du cordon dunaire sur plusieurs kilomètres avant de déboucher à la mer au voisinage de Port-aux-Poules). L'ouvrage maintenant terminé est stable, et protégé contre la barre au moyen d'un épi en mer ; il s'agit à présent de parfaire l'œuvre commencée en créant à l'amont de l'exutoire des drains à travers toute la zone à assainir ; ce sont d'ailleurs non pas de petits fossés, mais de véritables canaux qui amèneront donc la côte zéro très loin vers l'intérieur des terres.

Après quoi, dans les années à venir devra être réalisée la série des étapes suivantes, — colmatages, etc... On aura alors transformé le marécage parfaitement insalubre qu'était la plaine de la Macta à tout le moins en terres de pâturage (pâturage naturel ou amélioré), voire en terres de cultures irriguées lorsque l'eau sera suffisante. Ceci est extrêmement intéressant, d'abord en soi, mais aussi en tant que complément de cette très belle région d'élevage itinérant que constituent les pâturages de steppe des hautes plaines oranaises. En effet, cet élevage est menacé, après quelques mauvaises années, par la diminution du pâturage, qui prive les moutons de nourriture ; on essaie, bien entendu, de lutter contre cette situation par les moyens dont on dispose aujourd'hui, mais il serait extrêmement utile de pouvoir disposer, non loin des zones habituelles, de prairies d'embouche où le troupeau serait sauvé de la famine.

Une autre entreprise intéressante est à signaler pour la région oranaise au chapitre des assainissements : celle de la Sebkhia d'Oran, bien qu'il ne s'agisse pour le moment que de travaux expérimentaux sur des superficies restreintes.

La grande Sebkhia d'Oran est une sorte de lac salé dont on se demande depuis des dizaines d'années ce que l'on pourrait bien faire... Or, il serait très intéressant d'assainir ce lac et de le consolider au voisinage d'Oran, ne serait-ce que pour récupérer là, sinon des terres urbaines, du moins des terrains permettant l'extension de la banlieue industrielle. Quant au reste de la superficie, il s'agit — et c'est une question depuis longtemps posée — de déterminer s'il est possible, avec beaucoup plus de patience, de convertir au moins en pâturages et peut-être beaucoup plus tard en terres de culture, cette vaste zone actuellement impropre à tout usage.

Il n'est pas question en ce moment même de se lancer dans de très grandes entreprises, ce serait prématuré parce que la réussite ne serait pas certaine, et le coût trop élevé ; or, il existe des réalisations plus urgentes à entreprendre. Mais les travaux expérimentaux engagés dans la Sebkhia d'Oran (étude de l'évolution de la végétation dans certains casiers que l'on a endigués, essais de dessalement...) n'en conservent pas moins tout leur intérêt, pour une dépense d'ailleurs modeste : 20 millions en 1960.

Le programme de travaux d'assainissement comprend encore de vastes travaux sur les hautes-plaines sétifiennes dans les régions de Saint-Arnaud et Bazer. Il s'agit pour l'instant d'assainir quelques dizaines de milliers d'hectares. 150 millions seront investis à ce titre en 1960. Les « terres nouvelles » ainsi assainies seront particulièrement propices à des recasements dont le besoin se fait souvent sentir dans cette région assez défavorisée. Tout cela ne représente qu'une toute petite partie d'un très grand programme à peine esquissé pour le moment : il se trouve que l'on a affaire, dans ces régions, à un bassin hydrographique complètement sénescant et désorganisé par le jeu des phénomènes naturels (multiples chotts et petits bassins fermés), sous lesquels on en retrouve l'existence. L'idée de base (qu'il faudra des années pour mettre en valeur, mais que l'on peut réaliser par étapes) est précisément de rendre vivant cet ancien bassin hydrographique actuellement mort (dont l'exutoire est l'Ouest-M'Rir), afin de transformer de mauvaises terres de parcours en terres de culture à sec tout en transformant des terres impropres à tout usage en terres de parcours convenables. Ceci exigera probablement un certain nombre de dizaine d'années : mais tout ce que l'on fait, il est bon de le faire dans un cadre général afin de valoriser toutes les étapes.

L'assainissement de la plaine de Cheria, inscrit à notre programme pour une somme de l'ordre de 100 millions en 1960, représente environ 1.500 hectares de bonnes terres à récupérer dans le Sud du département de Bône. La zone assainie se prêtera vraisemblablement à l'irrigation, et l'eau pourra provenir de nappes souterraines assez importantes à exploiter.

L'intérêt de ces programmes d'assainissement est réellement très grand puisqu'ils sont susceptibles de faire récupérer des terres nouvelles pour des dépenses qui ne sont généralement pas exagérées ; on

évoquera uniquement l'assainissement du marais de M'Krada dans le département de Bône. (Ce problème est seulement à l'étude en 1960). Il s'agit de mettre en valeur 10.000 hectares environ de terres actuellement marécageuses, en les rendant à la culture ou au recasement. Il est difficile de se faire une idée, à l'heure actuelle, de la qualité de ces terres une fois assainies et de savoir comment elles pourront évoluer avec des cycles de végétation spécialement adaptée, mais des travaux expérimentaux permettront vraisemblablement de le déterminer assez vite et si leur qualité s'y prête, elles seront englobées plus tard dans le futur périmètre d'irrigation de Bône.

Diverses opérations d'assèchement, de protection contre les inondations, de réfection des berges des oueds sont conduites simultanément dans toutes les régions d'Algérie et plus particulièrement dans le Constantinois, où l'expérience des inondations de 1957-58 a montré la nécessité de protéger les riverains des oueds Soummam, Saf-Saf et Seybouse.

Le total général des dépenses inscrites au programme 1960 pour la défense contre les eaux nuisibles, s'élève, crédits D.E.L., compris, à 1 milliard 721 millions.

UNE ACTION QUI TROUVE PLACE DANS UN ENSEMBLE.

La Direction de l'Hydraulique et de l'Équipement Rural exécute ses travaux en étroite liaison avec bien d'autres services : Services agricoles, lorsqu'il s'agit d'irrigations ou d'assainissements, service de la production animale pour les points d'eau pastoraux, services de la Défense et de la Restauration des Sols, dont l'action intéresse au plus haut point la préservation des capacités des barrages-réservoirs et la lutte contre les eaux nuisibles des oueds dans les plaines.

D'autre part, les services de l'Hydraulique et de l'Équipement rural maintiennent et développent une étroite collaboration avec les divers services de l'Armée dans le cadre de l'œuvre de pacification, car l'Armée leur apporte un concours extrêmement précieux lorsqu'il s'agit de protéger des chantiers et surtout des équipes de reconnaissance géologique, pédologique, etc... En revanche, ces services apportent à l'Armée un concours technique dans l'aménagement de points d'eau pour les bordjs, les S.A.S., les villages de regroupement, etc...

CREDITS CONSACRES A L'HYDRAULIQUE EN 1960.

Le total général des crédits d'investissements prévus en matière d'hydraulique en 1960 s'élève à 12 milliards 236 millions, y compris les crédits D.E.L. inclus dans cette somme pour un montant de 1 milliard 100 millions de francs (voir en annexe un tableau comparatif des crédits inscrits en 1960 et en 1959).

La somme des crédits D.E.L. effectivement consacrés à l'hydraulique, englobant ce que l'on appelait auparavant les « travaux T.I.C. », se monte à 5 milliards 330 millions, qui viennent ainsi s'ajouter à 11 milliards 136 millions de crédits du budget de l'hydraulique proprement dit.

Les crédits D.E.L. seront employés conformément à des plans actuellement en voie d'établissement.

Les préfets disposent à cet effet du concours des services techniques et de tout le personnel utile. Les décisions et les répartitions se plaçant désormais dans le cadre d'un plan local, on arrivera ainsi très certainement, à une amélioration considérable du développement du bled.

Bien des dépenses de 1960 ne représentent qu'une partie des programmes : continuation d'ouvrages entrepris en 1959, ou première tranche de réalisations qui n'entreront pas en service au cours de l'année même.

Dans le domaine de l'hydraulique, les programmes ne s'improvisent pas. Ils nécessitent de longues études et leur réalisation demande le plus souvent, plusieurs années.

ANNEXE

CHAPITRES	Crédits 1959 (Millions)	Crédits 1959 x $\frac{4}{3}$	Crédits 1960 (y compris D. E. L.) 331	Pourcen- tage net de variation
11 - 11 - Etudes Générales	305	407	331	— 19 %
11 - 12 - Barrages	1.630	2.173	1.626	— 25 %
11 - 13 - Périmètres	2.170	2.893	3.039	+ 5 %
11 - 14 - Petite et Moyenne Hy- draulique	1.613	2.151	1.829	— 15 %
11 - 15 - Forages	295	393	463	+ 18 %
11 - 16 - Chott Chergui	75	100	50	— 50 %
11 - 17 - Eaux nuisibles	1.124	1.499	1.721	+ 15 %
11 - 18 - Eau potable et indus- trielle	1.371	1.828	1.747	— 4 %
11 - 19 - Subventions en capital..	715	953	1.430	+ 50 %
TOTAL	9.298	12.397	12.236	— 1 %
D.E.L.			1.100	
			11.136	

SOCIETE NATIONALE
des
ENTREPRISES de PRESSE
6, av. Pasteur - Alger
Téléphone : 63-96-59

Le développement en 1960 de l'Infrastructure des communications

L'infrastructure des communications apparaît, en Algérie, où de vastes régions demeurent encore sous-développées, comme un des moyens déterminants du développement économique et social du territoire.

Or, si grâce à l'apport massif des capitaux publics français, l'Algérie dispose dans certaines zones riches d'un équipement moderne qui l'apparente aux pays développés, d'autres parties du territoire, par contre, plus défavorisées par la nature, demeurent encore mal desservies.

Par ailleurs, les progrès de la technique moderne, l'exploitation du pétrole et du gaz sahariens et l'expansion économique imposent dans tous les secteurs des aménagements importants. Il s'agit donc à la fois, de moderniser les installations existantes et de procéder à des créations nouvelles en faveur des campagnes sous-développées ou en fonction du trafic Sahara-Algérie, de l'industrialisation du territoire et de l'accroissement des échanges qui résultera de l'augmentation prévue (40 %) de la consommation.

Ainsi, dans le domaine des routes nationales, il ne suffit pas de faire face aux travaux d'entretien incessants qu'imposent dans certaines régions montagneuses (nombreuses sont les routes qui montent à 1.000 mètres), le relief et l'instabilité des assises schisteuses ou argileuses, mais encore d'adapter le réseau aux exigences du trafic, notamment du trafic lourd (depuis 1949, le parc automobile a quadruplé et son taux d'accroissement annuel dépasse 10 %) et enfin d'ouvrir de nouvelles routes.

Le réseau routier date, en effet, pour des sections importantes, des premiers temps de l'installation de la France en Algérie, et c'est en 1863 que fut ouverte au trafic la voie ferrée Alger-Blida et, en 1870, la ligne Alger-Constantine. Le réseau des chemins de fer algériens qui se présente sous la forme d'une longue dorsale allongée d'Est en Ouest sur laquelle viennent se souder les lignes desservant les ports ou se dirigeant vers l'intérieur du pays, a été constitué par le rachat entre 1900 et 1938, de lignes construites entre 1862 et 1924 par des compagnies privées. Toutes les lignes algériennes, qu'elles soient à voie normale ou à voie étroite, ont bien souvent un tracé et un profil très durs présentant des courbes de faible rayon et des déclivités très prononcées sur de longs parcours. De même que pour le réseau routier, on s'applique à aménager les voies ferrées existantes : renforcement d'ouvrages d'art, renouvellement des voies, extension des gares, remplacement du matériel roulant. L'expansion économique attendue de la mise en œuvre du Plan de Constantine imposera, comme dans les autres secteurs, une accentuation de l'effort.

Par sa position et son étendue géographique, l'Algérie s'est trouvée dès l'origine de l'aviation, parmi les régions du monde qui ont connu les premières un grand développement de l'aéronautique et des lignes aériennes. Située, d'une part, sur les axes principaux des relations Europe-Afrique, d'autre part, sur une transversale méditerranéenne entre le Proche-Orient et l'Extrême-Orient, l'Algérie est une terre d'escale et de relais sur les chemins suivis par le transit aérien, national et international. Les grandes distances à parcourir, l'état des voies de communications ferroviaires et routières, pour la plupart conçues et établies vers la fin du siècle dernier, favorisaient un essor rapide de l'aviation dans ses multiples activités.

L'avion a complètement transformé les conditions de vie dans les régions éloignées de la côte et notamment du Sahara, en permettant une accélération des échanges et en substituant aux voyages

harassants, des déplacements rapides. Enfin, les circonstances actuelles n'ont fait qu'accélérer le développement des liaisons aériennes intérieures.

L'Algérie est dotée d'un aérodrome de classe A, de deux aérodromes de classe B et d'une cinquantaine d'aérodromes de classe C. L'équipement des aéroports a dû suivre les besoins du trafic et les progrès de la technique aéronautique.

Des améliorations constantes ont été, de même, apportées à l'équipement des ports (21 ports dont les plus importants : Alger, Oran, Bône ont une activité comparable à celle des grands ports métropolitains) qui doivent encore être aménagés par suite de l'exploitation des hydrocarbures sahariens et de l'industrialisation du territoire.

Tel est le bilan rapide des installations existantes. L'analyse du programme d'équipement pour 1960, de l'infrastructure des communications en Algérie et des actions entreprises, permet de mesurer l'effort qui reste à fournir pour résoudre les problèmes qui se posent.

LES ACTIONS ADMINISTRATIVES ET REGLEMENTAIRES

Le champ d'activités de la Direction des Travaux Publics et des Transports s'étend d'une part sur l'infrastructure des moyens de communication et les transports, d'autre part, sur l'urbanisme et l'habitat, c'est-à-dire en gros sur les secteurs qui, en Métropole, sont du ressort du Ministère des Travaux Publics et du Ministère de la Construction. Il ne sera traité dans cette étude que du secteur des communications et transports.

LE DEVELOPPEMENT DES SERVICES DES PONTS ET CHAUSSEES.

L'un des caractères essentiels du service des Ponts et Chaussées, c'est d'être, en même temps qu'un service de l'Etat, *un service départemental* qui assure la gestion de la voirie départementale sous l'autorité du Préfet et du Conseil Général, et de la voirie communale sous l'autorité des Maires et des Conseils Municipaux. C'est une caractéristique que l'on a assez souvent tendance à oublier : elle est cependant d'une grande importance car une très large part de l'activité du Service des Ponts et Chaussées est absorbée par ces tâches pour le compte du département et des communes.

Autre caractéristique : il s'agit d'un service technique polyvalent, qui prête son concours aux autres directions, notamment, en Algérie, pour la construction des bâtiments administratifs.

La création de dix nouveaux départements, la réforme communale et le développement de la voirie secondaire ont conduit à augmenter le nombre des circonscriptions des Ponts et Chaussées et à accroître leurs moyens, pour que chaque département dispose de son service des Ponts et Chaussées, et que le nombre des ingénieurs soit proportionné à celui des communes ainsi qu'à l'importance du volume d'affaires à traiter, et en particulier de la voirie secondaire à gérer.

Chaque service départemental des Ponts et Chaussées comprend traditionnellement trois échelons :

— à la tête de chaque département, c'est *l'Ingénieur en chef* qui dirige l'ensemble du service départemental, sous l'autorité du Préfet. Ses bureaux comprennent 2 ou 3 ingénieurs des Travaux Publics de l'Etat, et un nombre d'employés variant de 25 à 40. L'Ingénieur en chef a sous ses ordres un ou plusieurs ingénieurs d'arrondissement, selon l'importance du Service. (Dans le département de Bône par exemple, l'ingénieur en chef a sous ses ordres 3 ingénieurs d'arrondissement) ;

— *l'Ingénieur d'arrondissement* a un rôle essentiellement technique. C'est lui qui élabore les projets, prépare les marchés et dirige les travaux. Il est assisté pour cela d'un bureau technique comprenant une dizaine de personnes, avec des ingénieurs T.P.E. Son rayon d'action est, en général, plus vaste qu'une sous-préfecture, le nombre total des arrondissements des Ponts et Chaussées est, en effet, à peine égal

au tiers du nombre des sous-préfectures. Chaque ingénieur d'arrondissement a sous ses ordres des subdivisions dirigées par des ingénieurs T.P.E. ;

— *L'Ingénieur des T.P.E.*, chef de subdivision, est le troisième échelon du service départemental. Il assure, au contact immédiat de la réalité, la conduite des chantiers et l'administration de la voirie. Il est assisté de trois ou quatre employés et d'autant de conducteurs de chantier. Il est le conseiller naturel des Maires pour la gestion de la voirie communale, où il joue le rôle d'agent-voyer. Son rayon d'action est plus réduit que celui de la Sous-Préfecture (185 subdivisions pour 75 Sous-Préfectures seulement).

En 1960, les Services des Ponts et Chaussées d'Algérie comprendront :

— 13 *Services départementaux*, — un par département — auxquels s'ajoutent les services spécialisés du port d'Oran et du port d'Alger et le service central des Travaux d'architecture. A l'exception de la Circonscription de Saïda, qui ne sera formée que dans le courant de 1960, tous les autres services départementaux sont en fonctionnement au chef-lieu du département. En 1954, les Ponts et Chaussées ne comptaient en Algérie que 8 services, chiffre déjà supérieur au nombre des départements à l'époque, car était apparu depuis longtemps que l'étendue des trois anciens départements dépassait le cadre naturel d'un service.

— 26 *arrondissements*, contre 21 en 1954, soit cinq de plus ;

— 185 *subdivisions*, contre 155 en 1954, soit trente subdivisions supplémentaires.

Pour achever la mise en place du Plan d'équipement administratif des Ponts et Chaussées, accepté par le Ministère des Travaux Publics qui s'est engagé à former le personnel ingénieur nécessaire, il restera à créer, au budget de 1961, 4 *arrondissements* et 20 *subdivisions*, ce qui fera au total 30 *arrondissements* et 205 *subdivisions*.

Les Services disposeront alors du personnel ingénieur des Ponts et Chaussées et des T.P.E. nécessaire. Il restera à accroître les effectifs de personnel subalterne, mais cela suppose au préalable une augmentation du recrutement local et une accélération de la formation professionnelle du personnel.

LE RECRUTEMENT ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE DU PERSONNEL.

Un très gros effort sera, en effet, entrepris en 1960, d'une part pour accroître le recrutement local des adjoints techniques (qui sont les collaborateurs des ingénieurs T.P.E. placés, dans la hiérarchie, immédiatement au-dessous de ces derniers), d'autre part, pour développer à l'intérieur des services, la formation professionnelle du personnel existant.

Cette action est primordiale pour ouvrir à la jeunesse de ce pays, en particulier, à la jeunesse musulmane, l'accès des carrières techniques, en même temps que pour accroître l'efficacité et le rendement des Services.

Les différents cadres qui constituent les Services des Ponts et Chaussées ne sont pas cloisonnés mais permettent de déboucher des uns dans les autres, de sorte qu'un jeune homme intelligent et travailleur, même s'il n'a pas eu la chance de pouvoir poursuivre ses études jusqu'aux classes supérieures pour être admis aux écoles d'ingénieurs, peut faire sa carrière et déboucher des cadres subalternes dans les cadres supérieurs, en particulier des cadres de commis et de conducteurs de chantiers dans ceux d'adjoints techniques et d'ingénieurs. C'est d'ailleurs le cas de nombre d'ingénieurs en chef qui, ayant débuté comme employés des Ponts et Chaussées, ont ensuite gravi tous les échelons de la hiérarchie.

Les actions qui sont entreprises dans ce domaine, à la suite d'une étude approfondie des possibilités de recrutement local et du niveau du personnel en fonctions, sont les suivantes :

Tout d'abord, le Rectorat a ouvert, dans différents établissements de l'enseignement technique à Bône, Dellys, Alger et Oran, des cours spécialement conçus pour la préparation au concours d'adjoint technique des Ponts et Chaussées. Ces cours sont ouverts aux jeunes gens ayant le B.E.P.C. et doivent

leur permettre, en deux années d'études, d'atteindre le niveau demandé pour le concours. Des bourses peuvent être allouées aux jeunes gens qui acceptent de s'engager à rester un minimum de 5 années dans l'administration des Ponts et Chaussées. Il est prévu avec le Rectorat que d'autres cours similaires seront ouverts en Octobre 1960 à Constantine, Mostaganem et peut-être Tlemcen. Mais, d'ores et déjà, les résultats sont encourageants puisque les cours spéciaux qui viennent d'être ouverts en octobre dernier sont suivis par 93 élèves.

La deuxième action entreprise dans ce domaine est constituée par l'organisation de *cours par correspondance* au profit des agents des services des Ponts et Chaussées qui, tout en poursuivant leur travail, veulent se présenter au concours d'adjoint technique.

Cette mesure intéresse, dès maintenant, 175 agents. Ces cours par correspondance viennent compléter une action déjà entreprise depuis plusieurs années par l'organisation de cours du soir pour la préparation aux concours de commis, d'agents de bureau, de conducteurs de chantiers, etc...

Enfin, troisième action très importante qui démarrera au cours de l'année 1960 : la *formation professionnelle* à l'intérieur des services qui, au début, sera réservée aux conducteurs de chantiers.

Les conducteurs de chantiers, au nombre de 550 ont, en effet, un rôle très important à jouer car outre qu'ils assurent, comme leur nom l'indique, la surveillance et la conduite des chantiers, ils sont chargés de la gestion des routes et chemins et en particulier, de la voirie départementale et communale. Les conducteurs de chantiers doivent être les représentants des services dans les communes du bled et ils doivent être pour les maires les auxiliaires et les conseillers techniques naturels. Pour atteindre cet objectif, une formation spéciale est nécessaire qui, jusqu'ici, n'avait pas été entreprise. En effet, jusqu'à maintenant on s'était borné à recruter des conducteurs de chantiers par voie de concours, puis on les mettait en service en leur laissant le soin de se former au contact des anciens, ce qui n'est pas toujours une méthode excellente car, outre le dérangement qu'elle occasionne aux anciens, on ne trouve pas toujours parmi eux les éducateurs nécessaires. Il a donc été décidé, pour remédier à cette difficulté, de créer à Alger un centre spécial qui sera ouvert en octobre 1960 et qui permettra d'accueillir par roulement les conducteurs de chantiers par groupes de 10 à 15, pendant des stages d'une durée maximum de deux semaines de façon à ne pas perturber la marche des services. Au cours de ces stages, les conducteurs de chantiers visiteront des chantiers suivront des cours, en un mot, ils recevront un enseignement susceptible de les perfectionner dans les différentes matières qu'ils doivent connaître : technique routière, technique du bâtiment, ouvrages hydrauliques, topographie, métré et formation administrative, notamment en matière de gestion communale.

L'HARMONISATION DES REGLEMENTATIONS METROPOLITAINE ET ALGERIENNE.

Dans les secteurs qui ne justifient aucune particularité propre aux départements algériens, on s'est toujours attaché à étendre purement et simplement la législation et la réglementation métropolitaines.

Mais cette extension n'étant pas de plein droit, il faut, pour chaque texte paru en Métropole, décider après coup de son application en Algérie. Il en résulte un décalage de la législation et de la réglementation et parfois des différences de détail qui compliquent bien inutilement la tâche des services habitués aux procédures métropolitaines puisqu'ils sont constitués pour une large part, avec du personnel appartenant aux cadres métropolitains.

Depuis plusieurs mois, l'affaire est à l'étude entre la Délégation Générale, le Ministère des Travaux Publics et le Secrétariat Général aux Affaires Algériennes et, en définitive, un accord général a été conclu qui permettra de déposer, très prochainement, un ensemble de projets de lois et de décrets qui réaliseront l'identité de la législation et de la réglementation dans les secteurs précédemment cités. Ces textes poseront le principe qu'à l'avenir, les lois et décrets applicables en Métropole le seront de plein droit en Algérie.

Le résultat sera une simplification du travail des services. Ce sera aussi une simplification pour les usagers qui se trouveront assujettis aux mêmes règles en Algérie et en Métropole, par exemple pour la circulation routière.

LE PROGRAMME D'ÉQUIPEMENT POUR 1960

Le programme d'équipement de 1960 comporte une majoration de 20 % des crédits de paiement par rapport aux exercices précédents pour la voirie, les ports et les aérodromes.

	CREDITS DE PAIEMENT EN MILLIONS DE Fr.		
	1958 (12 mois)	1959 (9 mois)	1960 (12 mois)
Voirie	16.100	14.900	17.900
Ports Maritimes	1.080	1.380	1.410
Aérodromes	1.300	1.830	2.870

Ce tableau permet de constater effectivement une progression très nette en ce qui concerne le montant des crédits, surtout dans le domaine de la voirie et des aérodromes, mais il ne reflète pas exactement la progression d'activité que l'on peut escompter, car il faut tenir compte non seulement des crédits de paiement, mais aussi « des autorisations de programmes », c'est-à-dire les autorisations d'ouvrir des chantiers nouveaux qui s'échelonnent sur les années 1960 et suivantes. Les crédits qui seront ainsi engagés s'analysent comme suit :

	VOLUME EN MILLIONS DE FRANCS DES CHANTIERS NOUVEAUX DONT LE LANCEMENT EST AUTORISÉ	
	en 1959	en 1960
Voirie	6.945	18.390
Ports Maritimes	0	2.000
Aérodromes	1.145	3.530

Le tableau ci-dessus indique, pour les années 1959 et 1960, le volume en millions de francs des chantiers nouveaux dont le lancement est autorisé et montre que, pour l'ensemble du secteur considéré, ces autorisations de travaux nouveaux sont environ trois fois supérieures en 1960 à ce qu'elles avaient été en 1959. Ceci est particulièrement remarquable en ce qui concerne les ports maritimes puisqu'aucun chantier n'avait été lancé en 1959 alors qu'en 1960, 2 milliards sont affectés à ce poste. Dans le domaine de la voirie, l'accroissement du volume des crédits est également très net puisqu'il passe de près de 7 milliards en 1959 à plus de 18 milliards en 1960.

LES NOUVELLES ROUTES NATIONALES.

En 1960, 30 % des crédits serviront à la construction d'environ 200 kilomètres de nouvelles routes nationales.

L'année 1959 a été une année de pause puisque l'on s'est borné à poursuivre les chantiers en cours sans pouvoir en ouvrir de nouveaux. Au contraire, en 1960, seront lancés de nouveaux chantiers représentant un volume de travaux de 6.300 millions.

Les crédits des routes nationales seront absorbés soit par la construction de nouvelles routes, soit par l'amélioration ou le renforcement des routes existantes.

Pour apprécier cet effort, il faut rappeler que le réseau actuel des routes nationales classées est de 9.344 km., dont 883 km. de routes en lacune et qu'il s'agit de construire. Par conséquent, l'effort qui sera accompli en 1960 représente environ le quart de l'effort à faire pour construire la totalité des routes nationales actuellement classées mais non encore construites.

Les principaux chantiers porteront :

sur la R.N. 35 (route qui doit rejoindre Aïn-Témouchent à Marnia dans la région de Tlemcen),

sur la R.N. 46 (c'est l'itinéraire allant de Bou-Saâda à Bir-el-Nam, en direction de Biskra),

sur la R.N. 23 (route qui va d'Aflou à Laghouat et dont la construction est particulièrement urgente en raison de la réalisation de la conduite pour le gaz d'Hassi-R'Mel qui précisément doit suivre le même parcours).

Est envisagée, enfin, la construction de tout un ensemble de routes dans les régions de :

— Biskra à Khanga-Sidi-Nadji, au Sud de l'Aurès,

— El-Aricha à Méchéria, vers la frontière du Maroc,

— Géryville à Aflou au Nord de l'Atlas Saharien.

Le reste des crédits des routes nationales, soit environ 70 % sera consacré comme chaque année à la reconstruction et à l'amélioration de routes existantes. Il faut rappeler que le réseau des routes nationales d'Algérie a été construit il y a déjà de nombreuses années, et que ses caractéristiques ne sont plus adaptées aux exigences du trafic et notamment à l'accroissement du nombre des poids lourds.

Les principaux chantiers en rase campagne intéresseront :

— La route nationale n° 1 (grand axe Alger-Laghouat), notamment dans les sections situées du côté de Berrouaghia, entre le Rocher-de-Sel et Djelfa, et de Djelfa à Laghouat. Il n'est pas besoin de vous rappeler l'importance de cet axe au point de vue économique pour la desserte du Sahara : c'est lui qu'emprunte une fraction importante du trafic pétrolier ;

— La route nationale n° 3, sur diverses sections entre Philippeville et Constantine d'une part, Constantine et Batna, d'autre part ;

— La route nationale n° 4, entre Changarnier et Affreville, dans la région de Miliana, sur des sections particulièrement sinueuses et déformées. De gros travaux doivent être entrepris pour permettre à cet itinéraire de répondre au très important trafic qu'il supporte ;

— La route nationale n° 7, sur la section Aïn-Tellout-Lamoricière ;

— La route nationale n° 8, (route Alger-Bou-Saâda) : il s'agit de la reconstruction de la section entre l'Arba et le Col de Sakamody ;

— La route nationale n° 16 : c'est la réfection entre Souk-Ahras et Tébessa, d'une section très étroite et qu'un trafic important a complètement déformée ;

— Enfin, la route nationale n° 27, entre Constantine et Djidjelli : de nombreuses sections ont subi de très gros dégâts du fait des mauvais terrains qu'elles traversent.

A ces divers chantiers s'ajouteront les travaux dans les agglomérations, notamment :

- à Constantine, le contournement de la ville par l'Ouest,
- à Philippeville, où sera poursuivi le « Boulevard Front-de-Mer » qui doit assurer un meilleur dégagement du port.
- la traversée de Maison-Carrée sur la R.N. 38 : de grands ouvrages permettront de supprimer le passage à niveau, source constante d'embouteillages, et faciliteront considérablement la circulation à travers l'agglomération ;
- à Alger, seront également entrepris les travaux sur la Rampe Chassériau (élargissement) et sur la Rampe Tafourah ;
- à Oran, se poursuivront les travaux actuellement en cours sur les sorties de la ville ;
- enfin, à Mostaganem, seront entrepris les travaux de contournement de l'agglomération.

Tels sont les principaux chantiers qui intéresseront les routes nationales en 1960.

LES CHEMINS DÉPARTEMENTAUX ET COMMUNAUX.

L'ouverture de nouveaux chemins départementaux et communaux atteindra 2.000 kms en 1960.

Il faut noter que le réseau départemental et communal actuellement construit représente environ 30.000 kms ; mais les études conduites à l'occasion du Plan de Constantine ont montré qu'il faudrait, dans les dix années à venir, porter ce réseau à 55.000 kms, c'est-à-dire construire 25.000 kms en dix ans : soit, 2.500 kms par an. Avec 2.000 kms en 1960, le rythme retenu est donc inférieur à l'objectif fixé.

L'Armée contribue, pour une part importante, à la construction des chemins départementaux et communaux (3.000 kms de routes à ce jour), ceci indépendamment de la protection des chantiers. Le Génie affecte, en effet, une partie de ses unités, avec leurs engins, à ces travaux. Ces unités voient leur action renforcée par du matériel civil et des travailleurs mis à leur disposition grâce aux crédits du budget de l'Algérie. La collaboration des services techniques de l'Armée s'exerce également dans les secteurs des voies ferrées et de l'infrastructure aérienne.

La construction des chemins communaux bénéficiera en 1960 de l'assouplissement des procédures prévues pour le chapitre D.E.L. (Dépenses d'Équipement local), qui permettra aux sous-préfets d'assurer une coordination efficace des travaux d'intérêt local dans leurs arrondissements.

LES INSTALLATIONS PORTUAIRES.

Achèvement du port pétrolier de Bougie et lancement des travaux de construction de nouveaux quais à Alger et Philippeville, qui sont menacés de ne pouvoir satisfaire à l'accroissement du trafic.

En 1960, sera achevé le port pétrolier de Bougie, dont le financement est assuré par les compagnies pétrolières elles-mêmes et qui comprendra, outre l'apportement (inauguré récemment), un second apportement. Au total, on pourra opérer simultanément trois grands pétroliers donnant ainsi au port de Bougie, des possibilités d'évacuation de 15 millions de tonnes de pétrole par an. C'est la capacité de transport de la conduite Hassi-Messaoud-Bougie. D'autres apportements sont prévus d'ailleurs pour assurer l'évacuation au-delà de 15 millions de tonnes si les pétroliers venaient à doubler la canalisation actuelle.

Au port d'Oran se trouvera également achevé, dans le courant de l'année, un important ouvrage, le « môle oblique », qui fournira 5 nouveaux postes à quai.

D'autre part, de nouveaux ouvrages seront entrepris en 1960, ce qui n'avait pas été possible en 1959. Ce sont principalement les ports d'Alger et de Philippeville qui en bénéficieront.

Ces deux ports sont, en effet, dès maintenant, saturés et ne peuvent plus, avec les quais et terre-pleins actuels, malgré d'excellents rendements, satisfaire un trafic qui s'accroît de 7 à 8 % par an.

On entreprendra donc en 1960 :

— A Philippeville, le môle du Château-Vert, représentant deux postes à quai supplémentaires ;

— A Alger, un ensemble comprenant le quai d'Arcachon, le quai d'Herbillon et le môle n° 2, soit au total 9 postes à quai ;

Chaque poste à quai permet d'opérer de 75.000 à 100.000 tonnes de marchandises. Ceci donne une idée des possibilités supplémentaires de trafic qui résulteront de ces aménagements.

La réalisation du quai d'Herbillon à Alger permettra au surplus la construction d'un silo à céréales, Alger étant le seul grand port ne disposant pas encore d'une telle installation.

Il est très vraisemblable d'autre part que, pour des raisons techniques, en vue d'assurer une meilleure protection de certains bassins par gros temps, et pour ménager l'extension prévisible du port, on sera conduit à reprendre les travaux d'extension des jetées constituant l'avant-port.

(Ces travaux, qui faisaient partie d'un programme déclaré d'utilité publique par une loi fort ancienne puisqu'elle remonte à 1921, avaient été entrepris avant la guerre puis interrompus; sans pouvoir affirmer qu'ils reprendront dès 1960, on peut néanmoins prévoir leur reprise très probable, en 1961.)

A Bône, enfin, sera entreprise en 1960 la construction de deux postes à quai supplémentaires, au quai Sud de la Grande Darse, ce qui mettra le port en mesure de faire face à l'accroissement de trafic provenant de la sidérurgie.

Le développement de la pêche exige des études qui ne seront terminées qu'en 1960, de sorte que les travaux d'aménagement des ports de pêche ne pourront être entrepris qu'en 1961, au plus tôt.

La pêche algérienne se trouve dans une situation extrêmement critique et marque un déclin très net : 21.500 tonnes (chalut et lamparo) au total en 1957, contre 25.500 tonnes en 1944.

Pourtant, dans le même temps, l'on constate que pour une longueur équivalente de côtes — de Gibraltar au Cap Creus — l'Espagne méditerranéenne a doublé ses apports en 15 ans (130.000 tonnes en 1957) — et l'Italie en a fait autant en atteignant le chiffre de 100.000 tonnes en 1957 sur la côte tyrrhénienne.

Les experts consultés sont unanimes à considérer que cette régression de la pêche algérienne tient essentiellement à un défaut d'évolution de ses techniques (bateaux insuffisants pour permettre d'aller pêcher assez loin, engins mal adaptés, méthodes de pêche trop souvent archaïques alors que les pays qui nous entourent ont su faire appel à des techniques plus modernes).

Le travail des experts va être complété par une campagne de recherches de l'Institut scientifique et technique des pêches de Métropole, qui a bien voulu envoyer sur place son bateau, le « Président-Théodore-Tissier », arrivé il y a quelques jours à Nemours pour prospecter sur l'ensemble de la côte algérienne de nouveaux fonds de pêche au chalut.

Cette campagne sera d'ailleurs poursuivie et développée par le « Louis-Boutan » chalutier expérimental construit par l'Algérie.

Mais l'exploitation de nouveaux lieux de pêche plus éloignés et plus profonds, ne sera possible qu'avec des chalutiers plus importants qui exigeront l'aménagement de ports de pêche plus profonds que les

petits ports actuels. Auparavant, des études sont indispensables car de tels ouvrages sont coûteux et il faudra concentrer les efforts en quelques points de la côte, particulièrement bien choisis.

De même, la pêche au poisson bleu doit être orientée vers de nouvelles techniques pour sortir du marasme actuel qui conduit à importer de la sardine du Maroc pour permettre aux usines de conserves de fonctionner à un rythme d'ailleurs très réduit. Il est grand temps que les milieux de la pêche en Algérie prennent conscience de leur véritable intérêt et qu'ils acceptent de sortir des routines sans avenir où ils sont actuellement trop souvent enfermés.

L'Oranie a d'ailleurs fait au cours de ces derniers mois des expériences intéressantes du filet tournant et coulissant ; c'est une région qui commence à s'éveiller à des méthodes de pêche plus modernes.

L'Inscription maritime, administration de tutelle des pêcheurs et de tous les inscrits maritimes, a un rôle primordial à jouer dans cette évolution du monde des pêcheurs. Aussi son directeur a-t-il prévu un renforcement des cadres de son administration par la création de nouveaux quartiers. Il a été prévu en effet, de réaliser quatre nouveaux quartiers d'Inscription Maritime. D'ores et déjà, deux d'entre eux, ceux de Mostaganem et de Ténès ont été acceptés par le Pouvoir Central et seront créés dès 1960.

CREATION DE NOUVELLES PISTES D'ENVOL SUR LES AERODROMES.

On se trouve actuellement en présence d'un accroissement du trafic aérien, parallèle à celui enregistré pour les ports maritimes, puisque le trafic Métropole-Algérie croît à raison de 7 à 8 % par an. Celui des lignes sahariennes croît encore plus vite et d'après les études qui ont été faites, on peut escompter qu'il doublera d'ici la fin de la période du plan quinquennal.

A cet accroissement régulier du trafic qui exige la création de nouveaux ouvrages, s'ajoute un élément technique : la mise en service des « Caravelles », dont le trafic sera concentré sur les trois grands aérodromes d'Oran, Alger et Bône. Ces avions exigeant des pistes d'au moins 2.000 mètres au niveau de la mer, des travaux importants doivent être entrepris dans ces trois aérodromes.

— A Oran - La Sénia on se bornera à des travaux accessoires car, d'ores et déjà, les pistes répondent aux caractéristiques désirables, cet aérodrome étant déjà fréquenté par des avions à réaction militaires.

— A Maison-Blanche, la mise en service des « Caravelles » a conduit les services de l'Aéronautique à réaliser de nouvelles aires de stationnement, actuellement en voie d'achèvement, et à envisager la construction de la deuxième piste de 2.000 mètres x 45 prévue dans le plan de cet aéroport. Jusqu'à présent, on avait été obligé de différer ces travaux pour des raisons d'ordre budgétaire mais la piste secondaire actuelle est d'une résistance absolument insuffisante et on ne peut continuer à exploiter Maison-Blanche avec une seule piste répondant aux caractéristiques modernes.

— A Bône - Les Salines, il a fallu procéder au renforcement et à l'allongement de la piste NE/SW. Dès 1960, la reconstruction de la piste Nord-Sud sera entreprise afin de la porter à 2.400 m. x 45.

Parallèlement à l'effort entrepris sur les trois aérodromes principaux, l'année 1960 verra la mise en service de l'aérodrome de Constantine - Ain-el-Bey qui, lui, ne sera pas accessible aux « Caravelles » mais seulement aux avions classiques de type « Constellation » ou « D.C. 4 ». Cette mise en service devrait avoir lieu avant l'été prochain.

D'autre part, on entreprendra la construction à Bougie d'un nouvel aérodrome accessible aux « D.C. 3 » car l'aérodrome actuel est situé trop près du relief.

Par ailleurs, l'effort fait par l'Algérie au cours de ces dernières années pour équiper ses aéroclubs en avions légers se poursuivra et les aéroclubs qui disposent déjà de 229 avions, en recevront une vingtaine en 1960 grâce aux subventions de l'Algérie.

CHEMINS DE FER.

Dans le domaine des chemins de fer, les crédits alloués en 1960 s'élèveront à environ 8.200 millions. C'est un secteur qui, par rapport aux deux années précédentes marque une certaine pause ; ceci tient d'ailleurs en grande partie au fait que dans le courant des années qui viennent de s'écouler, la dotation des travaux neufs des chemins de fer avait été sensiblement relevée, en particulier, pour procéder à la mise à voie normale de Biskra-Touggourt.

La prochaine mise au point du Plan de Constantine permettra de déterminer l'effort qui devra être consenti dans ce secteur de l'activité, compte tenu des décisions qui seront prises, dans le domaine de l'industrialisation ou pour l'exploitation de certains gisements miniers (Djebel Onk) et qui peuvent conduire à construire de nouvelles lignes qui s'ajouteront aux 4.200 km de voies (dont 2.500 km de voies normales) constituant le réseau ferré actuel. L'ensemble de ces études n'étant pas achevé, il n'était pas possible, en 1960, d'engager l'avenir.

Les crédits se répartiront entre les travaux d'infrastructure (3.500 millions) et l'achat de matériel (4.700 millions).

Compte tenu des commandes antérieures, le réseau recevra en 1960 : 7 locomotives et 525 wagons. De nouvelles commandes pourront être passées pour 20 locomotives et 500 à 600 wagons.

LA COORDINATION DES TRANSPORTS FERROVIAIRES ET ROUTIERS

Les textes sur la coordination, applicables en Algérie, s'inspirent très étroitement des textes métropolitains et visent, d'une part, à la protection des chemins de fer, d'autre part, à réaliser une certaine organisation professionnelle des transporteurs publics pour éviter l'anarchie qui résulterait d'une concurrence désordonnée.

Mais il existe entre la Métropole et l'Algérie des différences assez profondes qui vont conduire à envisager une refonte des textes sur la coordination, refonte actuellement à l'étude.

— Tout d'abord, le réseau ferroviaire algérien est moins développé que le réseau métropolitain et, par suite, il est plus facile à protéger dans ses lignes essentielles ;

— Le transport routier est proportionnellement plus important puisque de très vastes régions ne peuvent être desservies que par la route ;

— Le développement économique de l'Algérie et la mise en valeur du Sahara vont exiger un accroissement notable du tonnage des transports publics qui reste actuellement limité à celui de 1938 (réserve faite d'un petit contingent de 2.500 tonnes qui a été créé au moment de l'extension saharienne, il y a deux ans) ;

— Enfin, dernier élément, le développement de la voirie secondaire, la nécessité de désenclaver le bled et de l'incorporer progressivement dans les circuits économiques modernes exigeront des mesures beaucoup plus libérales que celles qui ont été adoptées en Métropole en faveur des petits transporteurs privés ruraux pour leur permettre d'exercer à la fois une activité de transporteur privé et de transporteur public.

Sans entrer dans le détail de la réglementation envisagée, il faut tout de même rappeler que les règles métropolitaines applicables au camionnage rural ne peuvent être appliquées en Algérie : elles seraient trop compliquées et entraveraient le développement de l'économie rurale. Il faut donc envisager des modifications profondes de la réglementation métropolitaine sur ce point.

Par ailleurs, les zones de transport à courte distance ont été refondues et les formalités d'inscription des transporteurs publics dans ces nouvelles zones seront achevées dans les premiers mois de 1960.

Il sera alors possible d'aborder la création et la distribution de nouveaux contingents de cartes de zone courte, pour répondre aux besoins de l'économie algérienne.

1960 sera encore une année de transition, à la fois pour la mise en place des Services techniques et pour l'équipement de l'infrastructure. 1961 pourrait voir un développement appréciable des travaux.

Ce n'est en effet qu'avec le budget de 1961 que l'organisation des Services des Ponts et Chaussées atteindra le développement reconnu indispensable.

Mais il faut, en 1960, apporter la preuve qu'il est possible d'accroître le recrutement local et d'améliorer la formation professionnelle du personnel.

Les travaux d'équipement de l'infrastructure des communications marquent, en 1960, une progression certaine par rapport à 1959, qui avait été caractérisée par une pause.

Mais, dans tous les secteurs et en particulier pour les ports et la voirie, 1961 devrait affirmer cette progression. C'est ce que confirment les études du Plan, en voie d'achèvement.

SOCIÉTÉ NATIONALE

des

ENTREPRISES de PRESSE

6, av. Pasteur - Alger

Téléphone : 63-96-59

— 10 MAI 1954

Service d'information
du Cabinet du Gouverneur Général de l'Algérie

A L G É R I E

Présentation de l'Algérie

Le soixante-dix-neuvième Congrès National des sociétés savantes s'est tenu à Alger du 14 au 21 avril 1954.

Au cours de la séance inaugurale de ce Congrès, M. DESPOIS, Professeur à la Faculté des Lettres d'Alger, a rapidement présenté l'Algérie aux congressistes. C'est le texte de son allocution, texte remarquable par sa clarté, son objectivité et sa concision, que les « Documents Algériens » publient aujourd'hui dans leur série « Monographies ».

THE LIBRARY OF THE

AUG 2 1954

Monsieur le Gouverneur général,

UNIVERSITY OF ILLINOIS

Mesdames, Messieurs,

Les séances inaugurales des Congrès des Sociétés savantes ne sont pas destinées à renseigner les congressistes sur la région où ils arrivent et qu'ils vont voir. Il n'y a pas de pays, en France, qui ait besoin d'être expliqué à ceux qui le viennent visiter. Il n'en est peut-être pas de même pour l'Algérie. Et c'est pour répondre à un désir exprimé par M. Guillaume Grandidier, — Président de la Section de géographie du Comité des Travaux historiques et scientifiques qui aurait dû, n'eût été son état de santé, présider ce congrès, — que je vais essayer de vous présenter brièvement cette terre d'Afrique que beaucoup d'entre vous abordent pour la première fois.

Vous allez y voir des choses souvent nouvelles et très variées : des paysages fort divers qui se succèdent de la Méditerranée au Sahara ; des témoins des civilisations si différentes qui y ont fleuri et que vous offriront les musées, les ruines et les monuments que nous vous ferons visiter ; des villes dont certains quartiers n'ont rien à envier aux plus modernes d'Europe, dont d'autres vous séduiront par leur « couleur locale », tandis que d'autres poseront à vos yeux, par leur aspect délabré, le difficile problème du prolétariat algérien ; des campagnes qui évoquent, par leur modernisme et leur richesse, des paysages californiens, mais d'autres aussi qui traduisent trop visiblement la pauvreté des terres et des gens, ou encore l'insuffisance, souvent dramatique, des pluies. Je n'ai pas d'autre ambition que de vous aider un peu à comprendre ce que vous verrez, à préparer des cadres où vous pourrez classer vos impressions et vos observations.

Tandis que les péninsules ibérique, italienne et balkanique et les régions méditerranéennes de France ne sont que le prolongement d'une Europe tempérée, océanique ou à demi-continentale, dans une zone de climat plus lumineux, plus tiède en hiver, chaud et sec en été, que limite assez bien l'extension de l'olivier — l'Afrique du Nord, et l'Algérie en particulier, déroulent leurs paysages méditerranéens en bordure du Sahara. Traversez les 100 kilomètres de montagnes méditerranéennes de l'Atlas tellien et déjà vous arrivez à de hautes plaines plus ou moins sèches et nues où l'influence du désert commence à se faire sentir. Faites encore 100 ou 150 kilomètres et franchissez l'Atlas saharien : vous voilà à l'orée du désert le plus tristement parfait et le plus vaste du monde.

L'Atlas tellien, comme la plupart des pays méditerranéens, vous frappera par ses contrastes. Il a de riches plaines, comme la Mitidja, où se pressent de denses cultures maraîchères, où les orangers s'abritent derrière des rideaux de cyprès, où s'alignent, en une géométrie rationnelle, des millions de pieds de vigne, où se multiplient les agglomérations prospères et vivantes. Mais il a surtout ses montagnes aux sols pauvres, écorchées par l'érosion, aux forêts clairsemées, aux maigres cultures de céréales ; dans les Kabylies cependant figuiers et oliviers retiennent les sols et égayent le paysage. Partout une population nombreuse qui tantôt se groupe en villages, et tantôt se disperse en hameaux de modestes chaumières qu'on appelle gourbis et qui se distinguent mal d'un sol ou d'un couvert végétal dont elles sont faites. Le paysage rural, souvent nu et flou, et la rareté des cultures en terrasses, — en dehors des récentes banquettes aménagées par les services de la Restauration des sols, — frapperont les regards des moins observateurs.

Puis voici de Hautes plaines, — qu'on a la fâcheuse habitude d'appeler ici Hauts Plateaux — aux vastes horizons dénudés mais parsemés de massifs montagneux. Les unes, à l'Est surtout, dans le département de Constantine, sont encore suffisamment pluvieuses et portent d'immenses champs de blé et d'orge, dont les chaumes, en été, servent de pâture aux troupeaux de moutons des nomades sahariens : des villages de colonisation, des centres administratifs y sont nés. Les autres, au Sud des départements d'Alger et d'Oran, sont des steppes parsemées de touffes d'alfa et d'armoises : c'est le « pays du mouton » : les gourbis qui maintenant se mêlent aux tentes, montrent que les anciens pasteurs nomades s'intéressent de plus en plus à la culture des céréales et qu'ils sont devenus des semi-nomades. Mais la culture n'est possible qu'avec l'irrigation ou avec ce que j'ai appelé l'inondation dirigée, c'est-à-dire la dérivation sur les champs des eaux de ruissellement et des eaux de crue des oueds. Autour des sebkhas, fonds de cuvettes nus et salés propices aux mirages, les terres chott servent de pâturages aux chameaux, animaux porteurs des nomades et des semi-nomades.

Les itinéraires des voyages vous permettront de voir ces deux types de régions. Les environs de Bou-Saâda et de Biskra marquent déjà, par leur aridité, l'extrême avancée du désert.



Les paysages algériens ne résultent pas uniquement des conditions géographiques : ils portent aussi l'empreinte d'une histoire singulièrement variée et intéressante.

La préhistoire, encore bien incertaine, dont le Musée du Bardo vous montrera de belles collections, n'a pas complètement résolu le problème de l'origine des habitants de l'Afrique du Nord, les Berbères, bien que M. Balout ait récemment écrit qu'« on a tout lieu de penser que les Berbères actuels sont la lignée des Méditerranéens porteurs, il y a 10.000 ans, de la civilisation capsienne. » Le mot même de Berbères dérive du latin « barbari », les étrangers, et a survécu aussi bien dans certains noms propres du pays que, sous le nom de Barbaresques, dans les écrits des Européens.

Les Phéniciens, venus des côtes de Syrie au début du 1^{er} millénaire avant J.C., les ont fait passer directement du Néolithique à l'Histoire et ont fait progresser leurs procédés agricoles. Les nombreuses stèles puniques récemment trouvées à Constantine et que vous verrez confirmer que l'action des Phéniciens et de leurs héritiers, les Carthaginois, fut plus profonde qu'on le pensait en dehors de leur territoire tunisien.

Beaucoup d'entre vous ont été attirés sur ces rives de l'Afrique par les vestiges de l'Antiquité romaine. Vous serez à cet égard royalement servis. Plus encore que les musées d'Alger, de Cherchel et de Constantine, ce sont les ruines des villes qui évoqueront pour vous la vie antique, et nous sommes particulièrement heureux de pouvoir vous montrer des ensembles tels que Tipasa, Djemila, Tiddis et Timgad. Nous aurions voulu y joindre Hippone, la ville de Saint Augustin ; son éloignement seul nous en a empêchés, mon collègue Leschi et moi-même, lorsque je lui ai soumis le programme des voyages. Permettez-moi d'évoquer en passant la mémoire de ce cher ami, de cet incomparable connaisseur de l'Algérie antique qui se réjouissait tant de votre venue ici et qui aurait été si heureux et si fier de vous montrer lui-même l'œuvre à laquelle il avait consacré sa vie.

Cette Afrique romaine, qui n'a jamais couvert que la moitié à peine de notre Afrique du Nord, n'a été que partiellement et provisoirement reconstituée — après la conquête et la domination des Van-

dales, — par les Byzantins : vous verrez à Timgad un fort byzantin et tout ce que des fouilles récentes ont révélé dans ses fondations.

Mais voici, au VII^e siècle de notre ère, les conquérants arabes. L'Afrique, latine et en majorité chrétienne, va devenir peu à peu arabe et musulmane et se transformer en une lointaine annexe de l'Orient. Il ne faut pas confondre les conquêtes des VII^e et VIII^e siècles qui, après 150 ans de résistance berbère, ont amené, dans l'Est de l'Afrique du Nord surtout, dans cette Ifrikiya dont le nom dérive du latin Africa, une véritable renaissance de la prospérité antique — vous verrez en passant Bougie, capitale refuge d'une dynastie — il ne faut pas confondre, disais-je, les conquêtes des VII^e et VIII^e siècles avec les invasions des nomades arabes du XI^e dont les effets n'ont guère été que funestes.

Les premières conquêtes ont d'abord amené l'Islam, qui est devenu le principal élément d'unité entre les populations et qui les a rattachées à la grande communauté musulmane dont on compte plus de 300 millions d'adeptes. Or, on l'a souvent dit, l'Islam n'est pas qu'une religion : il imprègne toute la vie sociale, le droit privé et le droit public. Sauf quelques noyaux d'Israélites, dans les villes surtout mais aussi dans certaines campagnes, tous les Berbères d'Afrique du Nord sont devenus musulmans.

L'arabisation, elle, s'est faite surtout par la langue, mais elle n'a pas été complète. En Algérie 29 % des habitants, en particulier les Kabyles de l'Ouest et les Chaouïa de l'Aurès et de son pourtour, ont conservé leurs anciens parlers berbères et, avec eux, bien des coutumes préislamiques. Les autres ont été si bien arabisés, non seulement par la langue, mais aussi, dans les villes, par la civilisation arabe, qu'ils en sont venus, malgré l'apport assez réduit d'immigrants orientaux, à se dire Arabes et à se considérer comme tels. L'empreinte orientale, musulmane et arabe, a fortement marqué le paysage et la vie des cités avec leurs mosquées hérissées de minarets, leurs kasbas fortifiées et leurs remparts, leurs boutiques groupées par métiers dans les souks, leurs bains dérivés des thermes antiques, leurs quartiers de résidence aux maisons prenant le jour sur des cours intérieures, où la vie féminine et familiale est soustraite à l'indiscrétion des passants; les femmes obligées de sortir se voilent la figure. L'Algérie a toujours été pauvre en vie urbaine, du moins depuis quinze siècles : on n'y trouve pas d'aussi belles « medina » qu'en Tunisie et au Maroc. Les vieux quartiers de ses agglomérations ont été transformés ou noyés dans de nombreux ensembles urbains.

Quant aux invasions des nomades arabes du XI^e siècle, celles des Beni Hilal et des Beni Solaym, elles n'ont pas, bien au contraire, arrêté l'extension de l'Islam et de l'arabisation. Mais, en renforçant les turbulentes tribus nomades du désert et des steppes et leur mainmise sur les pays de nature méditerranéenne, elles ont contribué à faire peu à peu disparaître, par la demi-anarchie qu'elles y ont entretenue, ces cultures arbustives et ces agglomérations rurales des plaines que nous signalent encore les géographes arabes des XI^e et XII^e siècles. Les anciens paysans se sont peu à peu assimilés aux pasteurs vainqueurs dont ils ont pris les qualités et les défauts. La véritable vie paysanne s'est seulement conservée ou a trouvé refuge dans certains massifs montagneux comme les Kabylies. D'où ces paysages ruraux souvent nus et flous que vous verrez encore souvent malgré les progrès de la colonisation, malgré, aussi, l'effort récent des « fellahs », de ces paysans qui retrouvent peu à peu, sous la pression de l'exemple et de la nécessité, un sens de la terre et du terroir qui s'était estompé pendant des centaines d'années.

Au XVI^e siècle les Turcs, en lutte avec les Espagnols en Méditerranée, ont été amenés à se rendre maîtres des pays qui forment actuellement l'Algérie et la Tunisie. Malgré les corsaires qui ont troublé les relations de l'Afrique et de l'Europe, malgré une domination à peu près exclusivement fiscale et militaire, d'ailleurs incomplète, l'époque turque a été relativement calme. Les Turcs ont inconsciemment préparé les cadres de l'Afrique française du Nord en contenant les Marocains restés indépendants au-delà d'une frontière fixée, comme aujourd'hui, à l'Est d'Oudjda, en distinguant une Régence d'Alger et une Régence de Tunis, — séparant en deux les régions orientales longtemps groupées sous le nom d'Ifrikiya — en divisant l'Algérie en trois beyliks qui sont à l'origine des trois départements algériens actuels et en faisant d'Alger leur capitale.



L'Algérie française est donc peuplée en majorité par les descendants de ces Berbères qui, chrétiens et romanisés dans l'Antiquité, ont été ensuite islamisés et en grande partie arabisés. Jusqu'au XIX^e

siècle les immigrants n'ont jamais été bien nombreux, même les nomades du XI^e siècle qui se sont dispersés de la Cyrénaïque au Maroc atlantique ; les ports seuls ont toujours eu une population bigarrée par l'apport de marins, de commerçants ou d'esclaves venus de tous les coins de la Méditerranée. Les Musulmans d'Algérie sont actuellement au nombre de 8.200.000 d'après les statistiques du 1^{er} janvier 1953. Avec eux vivent plus d'un million d'Européens, pour la plupart Français nés dans la Métropole ou de familles qui en sont originaires ; en Oranie surtout de nombreux Espagnols ont été naturalisés.

Plus d'un siècle de cohabitation, de bonne entente et de travail coude à coude, deux grandes guerres qui ont témoigné d'une véritable fraternité en face des mêmes dangers et des mêmes épreuves ont amené le Gouvernement de la IV^e République à reconnaître à l'Algérie un statut particulier, statut qui a été voté le 20 septembre 1947, dans le cadre de l'Union française.

L'Algérie forme, selon l'article 1^{er} « un groupe de départements doté de la personnalité civile, de l'autonomie financière et d'une organisation particulière... ». Les trois départements, créés dès 1848, se sont peu à peu étendus aux dépens des Territoires militaires du Sud. La présence, sur cette estrade, de M. le Gouverneur général, qui représente le Gouvernement de la République française, montre bien qu'il n'y a pas assimilation administrative complète avec la Métropole. Celle de M. le président Farès, au premier rang de cette salle, témoigne qu'il existe une assemblée représentative élue, qui a des pouvoirs financiers et « une part non négligeable dans l'initiative et l'adaptation des lois au pays », et que son président est, un an sur deux, un Musulman. Du reste, il n'y a plus en Algérie que des citoyens français, non-musulmans ou musulmans, ces derniers pouvant seulement conserver leur statut personnel d'origine coranique. Les populations de l'Algérie sont en outre représentées, vous le savez, à l'Assemblée nationale, au Conseil de la République et à l'Assemblée de l'Union française : plusieurs de ces représentants nous ont fait l'honneur d'assister à cette séance.

**

Le rappel de ces quelques faits était, je crois, utile, sinon nécessaire, pour aider ceux qui arrivent pour la première fois en Algérie à comprendre ce qu'ils sont appelés à voir et à juger. Je demanderai à ceux qui ne viennent pas seulement en touristes ou en simples spécialistes des disciplines représentées dans ce congrès, mais aussi en voyageurs curieux de la vie et de l'actualité algérienne, de ne pas porter de jugements trop rapides et trop définitifs sur un pays complexe qu'ils ne feront qu'entrevoir, sur un pays où l'on a beaucoup travaillé, mais où il reste beaucoup à faire, dans des conditions généralement difficiles.

L'œuvre des agriculteurs et des ingénieurs est souvent spectaculaire. Bien des plaines autrefois peu cultivées et localement marécageuses et malsaines portent aujourd'hui des cultures faites selon les techniques les plus modernes et les plus délicates. Leur mise en valeur y a créé de nombreuses agglomérations que dominent ou avoisinent de vastes caves souvent collectives, de puissants silos, des usines de conditionnement, de conserves ou de transformation. Des centres miniers sont nés des richesses nouvelles extraites du sous-sol dans des contrées autrefois presque vides ; les grandes villes et leurs banlieues voient se multiplier des industries récentes, sans que le pays puisse encore prétendre à la grande industrie. L'équipement portuaire sur un littoral souvent dangereux, la construction et l'entretien de routes et de voies ferrées dans un pays montagneux aux roches sans consistance, ébouleuses et glissantes, l'édification de grands barrages dans des conditions difficiles ont demandé et demandent toujours de gros efforts financiers et techniques. De nombreuses villes sont des créations françaises tandis que les plus grandes cités se sont développées à partir de modestes « medina » musulmanes, les quartiers nouveaux transposant sur cette terre d'Afrique les aspects les plus modernes de l'Europe ou même du Nouveau Monde.

Moins spectaculaire mais plus profonde peut-être a été l'action des établissements d'enseignement et d'assistance hospitalière et médicale. Nous sommes heureux de vous recevoir ici dans une Université qui compte plus de 5.000 étudiants dont de nombreux Musulmans. L'Ecole nationale d'Agriculture

et l'Institut industriel de Maison-Carrée forment de jeunes ingénieurs. Il n'est pas de ville qui n'ait au moins un ou deux établissements d'enseignement secondaire ou professionnel. Près de 13.600 classes distribuent l'instruction primaire à un nombre encore insuffisant d'enfants. Vous pourrez visiter l'Institut Pasteur d'où sont sorties tant de belles découvertes vous apercevrez au passage, durant vos voyages, les hôpitaux construits dans les villes et les principaux centres ; quant à l'assistance médicale, elle a ses ramifications jusqu'aux régions les plus reculées.

C'est à l'effort de nos maîtres que l'on doit l'extension de notre langue et l'assimilation, si remarquable souvent, de notre culture par les élites musulmanes, lesquelles comptent plusieurs écrivains qui honorent la littérature française. C'est à l'assistance médicale et hospitalière que l'on doit, en grande partie, le triplement en un siècle de la population musulmane et la disparition ou le recul des grandes épidémies qui la décimaient autrefois.

Il y a naturellement, à ce tableau haut en couleur, des ombres, des ombres que vous verrez, qu'on ne saurait masquer mais qu'il s'agit de comprendre, en particulier ce paupérisme qu'affichent les nombreux mendiants, les foules mal habillées, les bidonvilles qui s'accroissent aux cités, les pauvres gourbis de certaines régions rurales. Sans doute est-il nécessaire de s'en prendre à une trop inégale répartition des richesses. Mais on doit aussi souligner d'abord les difficultés dues à une augmentation que l'on serait tenté de dire trop rapide de la population : il ne faut pas seulement que la production et les moyens de travail s'accroissent proportionnellement, mais encore qu'ils puissent assurer une amélioration des niveaux de vie : c'est là un problème qui préoccupe au plus haut point ceux qui ont la charge de ce pays, l'émigration spontanée des travailleurs que vous rencontrez dans les usines et sur les chantiers de la métropole n'étant qu'une solution partielle qui n'est pas dépourvue d'inconvénients.

Malgré la richesse créée dans certaines régions, l'Algérie est un pays pauvre. Il ne sert à rien de dire qu'elle couvre 2.205.000 km² puisque le désert, le plus terrible des déserts, en occupe 1.880.000. Même sur les 325.000 km² qui s'étendent jusqu'à lui, jusqu'au pied méridional de l'Atlas saharien, il n'y en a pas plus de 65.000 de surface cultivable. D'immenses étendues ne sont que de maigres pâtures ; de vastes surfaces montagneuses sont en plein Tell et sont couvertes de forêts ou d'un maigre maquis. Et la trop inégale pluviosité pèse fâcheusement, certaines années, sur l'économie d'un pays qui reste essentiellement agricole.

Ajoutez les difficultés que rencontrent les pouvoirs publics pour entraîner dans le progrès des masses rurales trop souvent passives qui ont vécu pendant des siècles dans la crainte du pillage et hors de l'influence des villes, pour faire évoluer des campagnes qui se trouvent de plus en plus en retard par rapport aux agglomérations urbaines, pour faire progresser une agriculture trop souvent paralysée par le manque de moyens et par l'indivision familiale. Il n'en faut que plus admirer les efforts des Sociétés algériennes de prévoyance, des Secteurs d'amélioration rurale, du Service de la défense et de la restauration des sols qui cherchent à encadrer, à aider et à faire progresser la culture et l'élevage de la masse des ruraux attardés.

Il n'est pas jusqu'à l'industrie qui ne se développe dans des conditions difficiles avec une énergie coûteuse, une main-d'œuvre nombreuse mais malhabile, une clientèle intérieure insuffisante en nombre et en pouvoir d'achat.

*
**

Au terme de cet exposé à la fois trop rapide et trop dense, j'ai conscience d'avoir négligé bien des aspects de l'Algérie, bien des problèmes qui s'y posent. Aussi bien n'êtes-vous pas venus ici pour les étudier. Vous avez traversé la mer à la fois pour discuter des questions de vos spécialités réciproques et pour découvrir ou revoir des paysages inhabituels. Mais, savants à certaines heures et touristes à d'autres, vous saurez aussi vous intéresser à un pays dont l'évolution récente est une belle œuvre française, qui tient une grande place dans la vie française et qui mérite largement qu'on s'y intéresse de toutes les manières. Je n'ai eu d'autre prétention que de vous aider, bien modestement, à le comprendre et à l'aimer.

SOCIÉTÉ NATIONALE :

des

ENTREPRISES DE PRESSE

6, avenue Pasteur - Alger

- Téléphone : 396-59 -

LE DJEBEL-AMOUR

THE LIBRARY
FEB 16 1955
UNIVERSITY OF ILLINOIS

Au cœur de l'Algérie, au sud-est du département d'Oran, touchant aux Territoires de Ghardaïa et d'Aïn-Sefra, isolé par de vastes étendues, bastion de l'Atlas saharien, frontière entre le Sahara et les Hauts-Plateaux, le Djebel Amour est une région des plus originales et dont on parle peu. Sa superficie est assez grande : environ cent kilomètres sur soixante avec un long tronçon étroit au sud correspondant aux terrains de parcours nomades, exactement 7.710 kilomètres carrés. Sa population, d'environ 35.000 âmes, n'a pas une densité très supérieure à 4 au kilomètre carré. C'est peu, on le voit, si l'on songe aux 246 habitants au kilomètre carré de la Commune mixte du Djurdjura en Grande Kabylie.

Cette population est formée, pour la très grande majorité, de dix tribus nomadisant pour la plupart à l'intérieur de la commune mixte, de 400 à 500 habitants chacun et du Centre d'Aflou, qui dépasse quatre mille âmes, dont une centaine d'Européens et quelque 800 Israélites venus du Mزاب au début du siècle.

Aflou, chef-lieu de la commune mixte, au cœur du massif, est à 1.426 mètres d'altitude. C'est l'une des localités les plus élevées de l'Algérie ; l'une des plus froides aussi, malgré la latitude ; la température y va de -10 à $+36$. Le massif est un vrai château d'eau donnant naissance à trois grands cours d'eau : le Chélif qui coule vers le nord, l'oued Mzi qui coule vers l'est et Laghouat, l'oued Zergoun, qui se dirige vers le sud, se perd dans les sables et alimente sans doute la nappe artésienne du Mزاب et d'El Goléa.

Les points culminants du Djebel Amour atteignent de 1.700 à près de 2.000 mètres. L'altitude moyenne du massif dépasse 1.200. Chose curieuse, on peut arriver à Aflou sans se douter qu'on est vraiment en montagne, tant la pente est relativement douce, tant le massif est vieux. Et cela aussi bien en venant de Laghouat par une piste qui n'est pas à recommander aux voitures ordinaires et aux reins sensibles, qu'en venant de Tiaret et Trézel par la belle route qui traverse en droite ligne, nord-ouest, sud-est la fameuse mer d'alfa. C'est plutôt du côté de Taouïala qu'on se rend compte des abrupts sur le désert. Sinon vous vous trouvez à 1.500 mètres à peu près sans vous en être aperçu autrement qu'à l'air plus vif et au changement de végétation. Après tant d'aridité, Aflou apparaît comme un coin presque féérique de verdure et de fraîcheur, avec ses eaux, ses prairies naturelles, ses peupliers, ses arbres fruitiers. Le massif devait être autrefois très boisé, à l'exception des larges vallées propres à la culture et de plateaux bons pour l'élevage. Au début du siècle la forêt arrivait, paraît-il, jusqu'aux abords d'Aflou. Elle en est loin aujourd'hui. Il subsiste encore de beaux peuplements de genévrier rouge de Phénicie *Arar* de genévrier oxycèdre, *Thaga*, de chênes de pins d'Alep. Mais beaucoup de mamelons gréseux sont plantés d'arbres distants l'un de l'autre de plusieurs dizaines de mètres ; ce qui donne d'ailleurs un aspect assez curieux de nature à tenter un peintre. Parfois la végétation est constituée simplement par de grandes touffes d'alfa, auxquelles les moutons ne s'attaquent que quand ils n'ont absolument plus rien à manger.

Aflou

Entouré des hauts fuseaux des peupliers d'Italie, le centre d'Aflou n'a pas moins de 22 hectares de prairies naturelles exploitées par la S.A.P. et c'est un spectacle curieux que d'y voir faire la fenaison et d'y voir paître des vaches qui sont loin d'être maigres. Les maisons n'ont généralement

pas d'étage, mais sont bien construites, le long des rues tirées au cordeau, et aménagées de façon à lutter contre le froid. Quand le vent souffle, la promenade y est austère. Quand le temps s'adoucit, tout s'éclaire et bien des robes bleues, rose pâle ou vert clair, chargées de lourds bijoux, égayent plus ou moins furtivement le pas des portes.

La mosquée fait honneur au pays. Construite en 1902 avec le produit d'une collecte, elle peut contenir mille fidèles et son minaret élancé n'a pas moins de quinze mètres de hauteur. Dominant les toits de tuiles sombres, il donne du cachet à la ville quand on découvre celle-ci du haut des collines pierreuses qui l'entourent. L'autre bâtiment important est le bordj administratif construit en 1871.

Les tribus

Les Amour, qui ont donné leur nom au pays, sont une confédération de tribus arabes nomades dont la plus grosse partie est maintenant plus à l'ouest. Suivis par d'autres hilaliens, ils ont submergé un vieil élément berbère. Ils sont actuellement représentés, dans le Djebel Amour par les trois douars des Ouled Mimoun, Chéraga et Gheraba, et des Ouled Sidi Hamza. Les Ouled Mimoun Chéragas (orientaux) ont Aflou sur leur territoire ; leurs terrains sont assez pauvres et surtout forestiers. Les Ouled Mimoun Gheraba (occidentaux) furent historiquement la tribu dominante, directrice, mais ils n'ont pas conservé cette place comme s'ils avaient épuisé le plus clair de leurs forces dans les luttes intestines. On trouve pourtant chez eux la grande famille Nourreddine et un certain nombre de fonctionnaires.

Les Ouled Sidi Hamza, au sud-ouest, sont un douar nettement présaharien. Leur territoire, qui touche à la mer d'alfa d'un côté, tombe sur le Sahara par des abrupts de plusieurs centaines de mètres. C'est de ce côté surtout que l'on se rend compte de la hauteur du massif. Les Ouled Sidi Hamza élèvent des chevaux et cultivent de l'orge malgré une sévère érosion éolienne. C'est chez eux que passe la piste des grands nomades du sud, Saït Oïba, dont le qçar Taouiïala est le principal gîte d'étape entre Ouargla et le Sersou. Les femmes Hamzias sont célèbres pour leur beauté.

Les Adjalètes et les Ouled Sidi Brahim, au nord et au nord-ouest commandent la mer d'alfa et la plaine d'El-Ousseukh. Leurs pacages sont exposés aux pluies, leurs dayas sont plantées d'orge et de blé dur. Ils nomadisent sur leur propre territoire, ce qui représente d'ailleurs un rayon assez vaste, le douar adjali ayant 127.000 hectares. Leur cheptel s'est reconstitué depuis le désastre de 1945. La possession d'un troupeau de quinze à vingt têtes pourrait assurer un minimum vital à chaque famille et l'on a remarqué que les gros troupeaux en période critique, souffrent plus que les petits et les moyens. Le S.A.R. d'élevage modèle des Adjalis, à Guelta, est, je crois, le premier à s'être constitué en Algérie. Il a été suivi de quatre autres, chez les Ouled Yagoub, les Amour, les Naceris et dans les Gadas ce qui fait honneur aux administrateurs qui ont travaillé à Aflou depuis une dizaine d'années.

Au sud et sud-est, vers la commune mixte de Laghouat, les Ouled Ali Ben Ameur, mélangés sans doute de hilaliens et de berbères, sont particulièrement pauvres, vivant sur une forêt résiduelle et des peuplements d'alfa peu denses. Des irrigations judicieuses et l'utilisation rationnelle des curieuses résurgences de l'Oued Morra, pourraient peut-être améliorer leur sort.

Le douar des Ouled Yagoub el Ghaba (de la forêt) est nettement montagnoux et abrite dans ses *gadas*, massifs abrupts découpés longitudinalement par des gorges profondes à falaises verticales, des descendants de Berbères, tels les Ouled Srour sans doute, qui y trouvèrent refuge contre les Banou Hilal, comme les chrétiens catholiques y avaient, dit-on, fui auparavant les Vandales ariens. Ils élèvent des chèvres, font du charbon de bois et du goudron (avec le bois de genévrier oxycèdre) et mangent à l'occasion les baies de genévriers. Nous verrons tout à l'heure, en parlant d'El-Ghicha, une des curiosités du pays. On y a signalé des dépôts salins et des bitumeux qui ont servi aux gazogènes pendant la dernière guerre.

Les Ouled Yagoub Chéraga et les Ouled Yagoub Ghéraba, au sud et à l'ouest, purs hilaliens venus de Tunisie au XIV^{ème} Siècle, sont de grands éleveurs et les seuls qui nomadisent loin du Dje-

DJEBEL - A MOUR

bel, allant jusque près de Ghardaïa en hiver et Montgoifier, dans le nord, en été ; ce qui leur permet de faire un peu de commerce et de travailler aux moissons dans le Tell, qui a d'ailleurs attiré et retenu une partie d'entre eux dans les périodes difficiles. On pourra se faire une idée des hauts et des bas de la richesse d'une tribu nomade, si l'on songe que ces deux douars, de 6.000 habitants environ, perdirent cinquante mille moutons pendant la sécheresse de 1945-1947, et que leur cheptel camelin passa de quelques milliers à quelques centaines de têtes. Pour l'ensemble de la commune, on a vu, au cours de cette période désastreuse, les ovins passer de 400.000 à 20.000.

Les Ouled Sidi-Naceur appartiennent administrativement à la commune mixte, mais sont plutôt orientés géographiquement et historiquement vers Géryville. Ils se séparèrent naguère des Ouled Sidi Cheikh pour se rallier aux Amour et à l'agha Eddine. Ils sont relativement favorisés au point de vue eaux et pacages et l'on songerait à utiliser l'Oued Qqab pour des cultures luzernières ou fourragères.

Les Qqour

En dehors du centre d'Aflou qui s'est développé depuis l'administration française et a quelques 4.500 âmes, les qqours habités par les sédentaires n'ont guère qu'une population de 3.000 âmes, ce qui est peu pour les 35.000 habitants de la commune, dont la grande majorité, on le voit, vit sous la tente. Sans modifier le caractère essentiellement pastoral de l'économie du pays, les qqouriens n'en jouent pas moins un rôle important. Ils sont aux articulations, aux nœuds de passage, gardent les marchés et les gîtes d'étapes, cultivent les jardins qui produisent des légumes et des fruits, ont des ateliers d'artisans, des écoles coraniques et, depuis peu, des écoles françaises dont on attend beaucoup.

Ces villages semblent avoir été autrefois plus nombreux. Pour six qqour actuels, dont quatre seulement importants, on en connaît trente-cinq en ruines. Mais tous ne sont sans doute pas du même âge. Les plus anciens, bâtis sur des pitons, sont les souvenirs de la vieille économie du pays, avant la venue de nomades berbères zénètes, d'abord (Béni-Rached), puis arabes hilaliens. Les qqour suivants, construits généralement autour de la tombe d'un marabout d'origine confrérique, durent s'adapter à la vie des nomades auxquels ils fournirent des lieux de repos, d'échange et de plaisir ; n'ayant plus à craindre l'hostilité de ces nomades, ils s'établirent généralement, non plus sur des pitons, mais aux points d'eau, ou près des oueds alimentant des séguia d'irrigation. Ils furent construits avec soins, s'entourèrent de remparts pendant les périodes où cela était indiqué. Quand les Béni-Hilal remplacèrent les Béni-Rached, la différenciation s'accrut entre arabes nomades et qqouriens mélangés plus ou moins de berbères ; mais la stabilisation s'opéra avec l'échange de la protection contre les produits de cultures.

Après l'arrivée des Français, le centre d'Aflou grandit considérablement, mais la population des qqour resta à peu près stationnaire, alors que la population nomade passa d'environ 9.000 en 1886 à près de 3.000 aujourd'hui.

L'économie des qqour a des hauts et des bas, quoique moins brusques et moins brutaux que ceux qui éprouvent les nomades. Il y a une centaine d'années, les voyageurs signalaient chez les qqouriens une grande misère et un état sanitaire déplorable. Celui-ci s'est notablement amélioré et l'on ne voit plus guère ces signes de dégénérescence. L'excès de la population est allé surtout à Aflou, les riches pour y trouver du confort et des affaires, les pauvres pour y chercher du travail et des secours. L'établissement de la sécurité et le progrès économique ont profité d'abord, un temps, plus aux éleveurs qu'aux cultivateurs ; mais les hauts et les bas se répercutent finalement sur ceux-ci plus ou moins. Un changement de climat caractérisé par l'accentuation de la sécheresse a joué contre les cultivateurs des jardins ; avec régularité, tandis que les grandes crises déciment périodiquement les troupeaux des éleveurs ; et la ruine de ceux-ci paralyse naturellement le commerce de ceux-là. Les éleveurs nomades pourront voir leur situation améliorée par les S.A.R. avec points d'eau, baignoires pour soigner les moutons malades, réserves fourragères et système d'assurance pour les temps difficiles. Ces améliorations retentiraient favorablement dans les qqour où de meilleures méthodes de culture et l'accroissement des irrigations se feront jour. On peut attendre des nouvelles écoles françaises, qu'on voit partout surgir, d'heureux résultats à cet égard.

De même que la nature offre, à côté de la lutte pour la vie, l'entr'aide mutuelle, moins spectaculaire mais non moins réelle et nécessaire, de même l'opposition nomades — sédentaires, sur laquelle on a tant insisté, se révèle aussi interdépendance et coopération où chacun trouve son intérêt.

Taouiïala

On arrive aux différents qçour par des pistes en relativement bon état, ce qui est méritoire, car l'entretien est difficile. Jeeps et landrovers y roulent bien et font voir des paysages d'une étrange fraîcheur et d'une sauvage beauté. Pour arriver à Taouiïala, capitale des Ouled Sidi-Hamza, l'on suit d'abord la longue et large vallée de Faija, aux lignes douces, aux couleurs printanières (vert amande, rose pâle, mauve) assez inattendues dans un pays aussi rude. Puis l'on accède au belvédère et à la belle descente en lacets sur une plaine basse bornée à l'horizon sud par la chaîne du Kef el Melha, la Montagne de Sel, la frontière du vrai Sahara, d'où les barres de sel gemme sont apportées par chameau le dimanche au marché d'Aflou.

Deux émeraudes sombres sont enchâssées dans l'or pâle de la plaine : le grand qçar de Taouiïala et le petit de Khadra, avec leurs quarante cinq hectares de jardins pleins de figuiers, poiriers, pêcheurs, abricotiers, grenadiers, cognassiers, pruniers et même pommiers. En avançant un peu on aperçoit, à droite, les Toumiate, les Jumelles, deux collines voisines d'un profil exactement semblable. En prenant, au pied de la falaise, un chemin à gauche, remontant l'oued, on trouve deux maqâms, petites constructions de pierres sèches formant courettes, l'une rectangulaire, l'autre carrée, à ciel ouvert, avec minuscules pignons d'angle. Elles sont dédiées, la première à Sidi-Cheikh, le fameux Saint d'El-Abiodh, ancêtre de la grande confrérie du Sud-Oranais, l'autre à Sidi-Aïssa Ben Mohamed qui a son tombeau monumental dans la localité du même nom, sur la route d'Aumale à Bou-Saâda.

Il y a là un exemple assez curieux, où l'on saisit sur le vif les rapports de l'hagiographie et de la sociologie. Les deux saints passaient pour s'être rencontrés ici, avoir rivalisé de miracles et s'être mis d'accord pour fixer les limites territoriales de leur influence spirituelle et temporelle. Comme Sidi-Cheikh lui demandait son nom, Sidi Aïssa répondit : « Je suis Aïssa le Miracle. Et toi — Moi je suis le Miracle des Miracles. Montre-moi ce que tu sais faire — Eh bien ! ferme les yeux ». Quand Sidi Cheikh les eut rouverts, il vit toutes sortes de fruits et des vignes chargées de raisins hors de saison. Mais quand Aïssa eut à son tour fermé et ouvert les yeux, il vit un nuage de sauterelles qui s'attaqua aux vignes et à ses propres vêtements. Convaincus mutuellement de leurs pouvoirs, ils crachèrent dans la rivière dont l'eau, de salée qu'elle était, devint douce. La frontière put donc être fixée sur l'oued Qçab. Et depuis ce temps, les gens de Taouiïala envoient aux deux qoubbas le tribut religieux, en produits des jardins, fixé rigoureusement, en ce qui concerne Sidi-Cheikh, sur la journée d'eau d'irrigation de chacun. A Sidi-Aïssa, l'on donnait chaque année une jument harnachée ; aujourd'hui, Taouiïala donne seulement la couverture ou *djellâl*. Près des deux maqâms, on célèbre au printemps un *thaâm* commun aux deux saints, après s'être cotisé pour acheter des moutons à immoler. C'est alors l'occasion de la corvée collective pour réparer la séguia qui amène aux jardins l'eau de l'oued prise un peu plus haut.

Le qçar a des fortifications assez importantes : des murs à créneaux en grès et argile, hauts de cinq à huit mètres, faisant une circonférence d'environ un kilomètre, avec quatre grandes tours d'angle et deux hautes portes. C'est à Touïala que l'agha Djelloul grand seigneur féodal assez terrible (fils de l'agha Yahya Nourreddine, Cheikh des Amour, dont il apporta la soumission à Lamoricière en 1843), s'était construit un « palais » qu'il n'eut guère le temps d'habiter et dont il ne reste que quelques pièces avec des arcs surbaissés et des piliers à chapiteaux. Les maisons du qçar sont en général soignées, construites par des maçons professionnels des environs, en pierres de grès et calcaires jurassiques, argile, plâtre et chaux. Les terrasses sont supportées par des poutres de genévrier soutenant des branchages de laurier, des tiges d'alfa mêlées d'argile. Un quart peut-être des maisons ont un étage avec fenêtres grillagées sur la rue. Les pièces donnent sur une cour intérieures et sont munies de cheminées édifiées en briques de terre séchée dans l'épaisseur des murs.

Les Taouiïalis sont soigneux et propres. La plupart des ménages sont monogames. Les femmes ne sont ni cloîtrées ni voilées. Elles ont de beaux bijoux transmis soigneusement dans les familles ;

DJEBEL - A MOUR

des tatouages en arbres, en escaliers, en croix terminées par des E majuscules. Elles tissent des tapis et des burnous ; certaines font de la poterie. Aux quatre fêtes et aux ouâdhas, les hommes tirent au fusil, les femmes dansent et chantent. A la fête de Sidi Cheikh en avril, les deux fractions offrent chacune trois moutons, dont les morceaux sont répartis, avant d'être cuits entre toutes les familles.

Comme l'a remarqué M. Bellot, administrateur des Services Civils, qui a étudié à fond ce curieux qçar, vers 1949, et a rédigé à son sujet une monographie qui est un modèle du genre, c'est la vénération de Sidi Cheikh qui est comme le ciment moral d'une population d'origines très diverses : anciens habitants d'un vieux qçar, Karsifa, construit sur une des Toumiates, de Charef qçar plus récent sur un mamelon voisin, antérieur à l'établissement sur l'emplacement actuel rendu possible par l'adoucissement de l'eau (d'où l'ancien nom de Taïba) ; gens venus plus récemment de Chellala, Vialar, Sidi-Bouزيد, de Laghaouat, du Gourara et même de Saint-Arnaud. L'ensemble de cette population est réparti en deux qofs Ouled Sassi (quartier est) et Ouled Turki (quartier ouest), ayant chacun sa mosquée, son minaret, et sa rue. Entre les deux quartiers, se trouve la maison de Sidi Cheikh qui abrite un puits de trente-trois mètres creusé par le saint. L'eau guérit la fièvre et la toux. On ouvre rituellement ce puits entemps d'épidémie ou de sécheresse, et chaque année en été. On tue alors une chèvre que l'on cuit sur place et dont on partage les morceaux.

Le cimetière dominé par la coupole sur tambour mince (caractéristique de la région de Géryville d'où vint d'ailleurs le maçon qui la construisit) de Sidi Amar ben Barkat, ne manque pas d'allure. Ce saint passe pour être venu de Biskra au XVII^{me} siècle et avoir d'abord enseigné à Tajrouna avec Sidi Mohammed Ben Youssef. Un autre mausolée est celui de Sidi Mohammed Ben Athillah Ben el Kiwar, né à El Ghicha au XVII^{me} siècle, et qui passe pour avoir dompté un lion qui ravageait les alentours de Taouïala. Outre deux ou trois familles israélites, le qçar a deux familles de forgerons, anciens nomades naïlis, fixés ici et qui vivent à part. On connaît l'espèce de tabou qui existe en Afrique à l'égard des forgerons, caste bien tranchée, à la fois sacrée, redoutée et tenue à l'écart tout en étant appréciée pour les services qu'elle rend ; tabou qui vient sans doute de la sorte d'« horreur sacrée » ressentie par les hommes préhistoriques au moment de la découverte et de l'utilisation des métaux.

Le pieux village de Sidi-Bouزيد

Beaucoup plus austère, assez pauvre en ressources et en eau, relai entre Aflou et Djelfa, peuplé d'environ 1.000 âmes, Sidi-Bouزيد, chez les Ouled Mimoun Chéraga, est bâti autour de la tombe et de la zaouïa de son saint éponyme : un chérif idrisside, venu de Fès au début du VI^{me} siècle de l'Hégire (XII^{me} C) et dont les descendants sont dispersés nombreux non seulement dans le Djebel Amour, mais à Bel-Abbès, El Hamel, Mostaganem, Ouled Djellal, et même au Sous marocain et jusqu'à la Mecque en Arabie. Ils viennent visiter sa tombe. La zaouïa est rahmania et dépend d'El Hamel. Elle y a envoyé ses meilleurs manuscrits anciens et je n'y ai guère trouvé qu'une biographie moderne rédigée en 1351 (1932) par Si Abouزيد ben El Hadj Abilqâcem, sur le saint ancêtre, qui aurait vécu cent soixante ans, dont quarante à Mekka, quarante à Fès, quarante en voyage, avant de mourir ici. Il aurait été, me dit-on, disciple de Ahmed Ghazâli, frère du grand Ghazâli, ce qui est une belle référence dans le coufisme.

La mosquée est très simple, avec un minaret sommaire constitué par une sorte de cage à hauteur d'appui, sur un angle du mur et à laquelle on accède par un escalier extérieur. Elle s'élève sur une esplanade d'où l'on découvre un admirable et assez tragique panorama vers Zénina au nord-est, Laghouat au sud, et Aflou au sud-ouest.

El-Ghicha et les pierres écrites

Au cœur des plus hautes gadas, chez les Ouled Yagoub el Ghaba (de la Forêt), le qçar d'El-Ghicha est au contraire fort bien arrosé. Un moulin, dont on voit les ruines fut même installé, au début du siècle, par un européen, sur une très pittoresque chute de l'oued. L'endroit est célèbre par ses gravures rupestres préhistoriques : à Sfisifa d'abord sur une falaise abrupte entre la forêt de

l'oued, puis dans la vallée du moulin, dans un chaos de rochers gréseux couverts d'un enduit noirâtre. Ce n'est pas sans émotion qu'on déchiffre ces *tçâouir al jouhalâ*, ces « dessins des anciens payens » comme disent les gens du pays. Ils représentent à Sfisifa un grand et petit éléphant, un lion à la tête de profil comme le corps, un grand mouflon... dans l'autre site, des éléphants, un lion à tête de face, un béliet à disque entre les cornes, qui a fait couler beaucoup d'encre, un buffle ou mouflon, et d'étranges personnages à six membres, bras et jambes écartés (comme les bordures stylisées de certains tapis) que l'on qualifie de « grenouilles ». A l'entrée du qçar, de l'ancien bordj où fut d'abord le siège de l'annexe entre 1857 et 1859, on domine le beau cimetière où s'élèvent les qoubbas de Hadj Slimane ben Ahmed, septième aïeul de l'actuel caïd, et de Sidi Amer, fils du Cheikh Mabrouk enterré à Laghouat.

Pour en terminer avec les qçour, citons Tajrouna, au sud du massif, dans le long appendice qui termine les cartes de la commune et correspond aux terrains de parcours à peu près désertiques. On trouve pourtant des lettrés dans ce village austère à l'assaut duquel semblent monter les sables, et dont le patron est le savant Sidi Mohammed ben Youssef qui vécut au XVII^{me} siècle.

Les saints de la montagne

Peu de régions d'Algérie, même dans la pieuse Oranie, ont autant de saints et de qoubbas que le Djebel Amour, que ces saints soient des ascètes isolés, des ancêtres de tribus ou des représentants de confréries mystiques. Ces confréries ont joué et jouent un rôle considérable, comme nous avons déjà eu l'occasion de le voir pour les Ouled Sidi Cheikh et pour les Rahmania. L'échelle de leur importance n'est pas tout à fait la même pour les nomades et pour les sédentaires. En ce qui concerne les nomades, la plus influente est celle des Taïbia (d'Ouezzan, si importante dans l'extrême Sud-Oranais resté longtemps dans l'orbite du Maroc) ; puis viennent les Qadirias fondés par Abdelkader Jilani, le grand saint de Bagdad, qui a tant de qoubbas dans toute l'Oranie ; puis les Rahmania, fondés il y a deux siècles en Kabylie et dont les grands centres du Sud sont Tolga et El Hamel ; puis les fameux Ouled Sidi Cheikh (XVII^{me} siècle) dont le centre est à El-Abiodh, près de Gélyville ; puis les Tidjania fondés à Aïn-Madhi au XVIII^{me} siècle ; enfin les Derqaoua, branche moderne de la grande école Chadilia. Pour les sédentaires, les Taïbia sont aussi en tête, mais sont suivis par les Rahmania, les Qadiria et les Ouled Sidi Cheikh.

Sans quitter Aflou, nous avons, au cimetière, trois belles qoubbas : celle de Sidi Ben Guelloula, le mémorial de Sidi Abdelkader et le mausolée de Sidi Abdallah ben Osmân et Sidi-Bou-Menad, aïeul d'une branche des Ouled Mimoun Chéraga. Plus loin, sur la droite au sommet d'un mamelon où s'entassent les rochers, on vénère l'archaïque et mystérieuse Lalla Mougrène, déformation de Oum el Graïn, la Dame à la Petite Corne, car elle apparaît en rêve avec une petite corne brillante au sommet du front. Son sanctuaire a une allure préhistorique impressionnante : c'est un grand cercle ouvert d'un côté de grosses pierres brutes, d'un mètre cinquante de haut. De petits croissants de pierres moins grosses l'entourent, semblant indiquer des tombes ou des maqâms, bien qu'il n'y ait pas trace de cimetière dans toute cette rocaïlle. Lalla Mougrène, me dit un berger, est visitée par les femmes assez régulièrement. Signalons que, bien loin de là, au sud de Tindouf, aux abords du Rio de Oro, de la Saguiat el Hamra, la Vallée Rouge, d'où viennent traditionnellement tant de santons, Fort Trinquet a pour son ancien Bir Moughrein, déformation de Bir Oum Gran, le Puits de la Dame à la Corne.

A quelques kilomètres du centre, au flanc du Mont Sidi Okba (1.707 mètres), Sidi Boulefaâ est visité, pour obtenir la pluie, avec des bendaïr et des chants. Il doit son nom à ce qu'une vipère aurait été trouvée dans son berceau.

L'ancêtre des Adjalètes et de Sidi Boulefaâ lui-même, est Sidi Belqâcem ; et j'ai pu assister à Guelta au grand thaâm d'automne en son honneur, avec baroud à cheval, sous la présidence du vieux et respecté bachagha Mohammed Ben Moâdz ben Fâthima. Sa tombe elle-même est plus loin dans la montagne.

Nous avons parlé des saints de Taouïala. Quand on se rend dans ce qçar, on voit, à droite, d'abord la montagne de Sidi Okba, puis celle d'Oum el Gdour, la Mère aux Marmites (dans lesquelles sont

DJEBEL - A MOUR

censés cachés des trésors), puis Quarn-el-ârif, la Corne de l'initié. Cette montagne est à Sebgag, chez les Ouled Mimoun Gheraba, château d'eau, tête du Chélif, où l'on ne compte pas moins de cent une sources jaillissantes.

C'est au col de Sebgag qu'est enterré Sidi Hamza devant la tombe duquel on fait parfois un repas collectif. Et le lieu saint le plus mystérieux de cette sauvage montagne est la grotte Khannoufa, où l'on entend résonner comme des chants étranges et des battements de bendaïr. Les Ouled Mimoun Gheraba et les Ouled Sidi Hamza y vont en ziara et l'on y égorge des moutons. Autour de cette grotte vivent de nombreux *ledmis*, grandesantilopes qu'il est interdit de tuer, même quand elles descendent vers la plaine. Et l'on me raconte qu'un chasseur tua, il y a une soixante d'années, une de ces bêtes. Il mourut ainsi que son slougui, dans d'atroces souffrances, se sentant écorcher et découper en morceaux en même temps que l'on dépeçait l'animal. Et l'actuel caïd me dit qu'un jour, il eut, chasseur ardent, bien du mal à résister à la tentation de tirer sur un de ces *ledmis*, mais sentit heureusement son fusil s'appesantir lourdement dans ses mains. Disons, entre parenthèses, que le Djebel Amour est un pays, propice à la chasse. Les fameux mouflons, larouis, dont on voit de magnifiques dépouilles, sont devenus rares, mais il y a encore des antilopes, des outardes et beaucoup de perdrix parmi les genévriers, les touffes d'alfa et les armoises.

C'est au cœur du massif à l'embranchement de la piste de Sidi Bouzid et de celle qui conduit à Enfous (où, chez les Ouled Srouf, fraction particulièrement isolée des Ouled Yagoub el Ghaba, coule une source sainte dite aïn-el-khadra, la Source Verte) que se trouve la belle goubba (à curieux tambour mince, octogonal droit) qui abrite Sidi Osmân (des Ouled Sidi Hamza) et Sidi Khaled (des Ouled Yagoub el Ghaba), frères utérins, au milieu d'un cimetière ombragé par de très vieux genévriers rouges, arars, dont certains sont ornés de chiffons votifs. Les descendants de Sidi Khaled y font un thaâm en octobre. C'est dans cet endroit désert que, selon les légendes se réunit *ledîwân eççalihîn*, l'assemblée des saints cachés qui règlent mystiquement les destinées du monde. Il est en effet plein de beauté, de recueillement et de cette « religieuse terreur » qui émanait des bois sacrés, des *luc* et des *alsoi* antiques.

Tapis et bijoux

Il ne nous appartient pas de parler de la grande spécialité du Djebel Amour, l'artisanat et surtout les tapis. D'autres l'ont fait mieux que nous ne pourrions le faire. Les bijoux, leurs usages, les techniques de fabrication, le lexique qui les concerne ont été décrits par M. Bachir Yllès, dont la contribution est précieuse à l'étude de l'artisanat comme à la linguistique. Les fameux tapis, sans doute les plus beaux de l'Afrique du Nord, les plus solides, les plus traditionnels, d'une esthétique riche et sobre à la fois, qui leur permet de s'harmoniser à tous les intérieurs, tente, gourbis ou luxueux salons européens, ont été savamment décrits par le Père Giacobetti, il y a une trentaine d'années et tout récemment par M. Golvin, dans sa belle thèse sur les tapis algériens.

Emile DERMENGHEM.

BIBLIOGRAPHIE

La bibliographie du Djebel Amour est assez pauvre. Le pays demanderait une étude géographique, historique et ethnographique approfondie. Nous avons surtout utilisé pour cet aperçu sommaire, outre quelques observations personnelles et des renseignements oraux, les archives de la commune mixte et celles du Gouvernement Général, séries H, X, et Y, l'excellente étude citée di-dessus de M. Bellot sur Taouïala et des notes de M. Yllès.

Parmi les imprimés, il convient de citer notamment :

CAPOT-REY (Robert), *Le Sahara Français*, 1953.

CAUVET (Ct), *Le Djebel Amour*. Bulletin de la Société de Géographie d'Alger, 1935, pages 45-82.

DERRIEN (Cl), *Le Djebel Amour*, Société de Géographie d'Oran, 1895, pages 183-206.

DESPOIS (Jean), *L'Afrique du Nord*, 1949.

FABRE, *Monographie de la Commune Indigène de Tiaret-Aflou*, Société de Géographie d'Oran, 1902, pages 258-314.

FLAMAND (G.B.M.), *Les Pierres Ecrites... gravures et inscriptions rupestres du Nord-Africain*, 1921, livre III, chap. II.

GAUTHIER (E.F.), *Le Passé de l'Afrique du Nord*, 1942, Chap. I.

GIACOBETTI, *Les tapis et les procédés de tissage du Djebel Amour*, 1933 (Collection du Centenaire).

GOLVIN (Lucien), *Les Arts populaires en Algérie*, I, *Les techniques de tissages*, 1950 ; II, *Les tapis algériens*, 1953.

MARÇAIS (Georges), *Les Arabes en Berbérie du XI^{me} au XIV^{me} siècle*, 1914.

MARCHAND (Dr H.), *Mélange d'ethnographie et de sociologie nord-africaine*, 1951, pages 157-165.

TRUMELET (Cl), *Les Français dans le désert*, 2^{me} Edition, 1885, chap. VIII et IX, (expédition de 1854).

YLLES (Bachir), *Les bijoux du Djebel Amour*, Algéria, Février 1954.

Le Hoggar et ses écoles nomades

THE LIBRARY OF THE

SEP 13 1955

UNIVERSITY OF ILLINOIS

LE PAYS

Limité en gros par les 1^{er} et 8^{me} degrés de longitude Est, et les 16^{me} degré de latitude Nord, le Hoggar couvre une superficie de 350.000 km².

C'est une région montagneuse au centre du Sahara dont le relief tourmenté rend difficile toute pénétration. Les terribles déserts qui entourent le Hoggar semblent avoir conservé ce pays dans un isolement dont nous avons récemment rompu le terme.

Le climat de type désertique subit des modifications dues à l'altitude, ce qui permet des pâturages autorisant un élevage de caractère extensif pratiqué par des nomades

Les hautes vallées des oueds possèdent des nappes aquifères peu abondantes, et soumises aux irrégularités des précipitations atmosphériques. La terre arable quoique rare, est utilisée par des cultivateurs noirs qui l'irrigent en captant les eaux accumulées sous les alluvions par un curieux système de foggara. Ainsi vivent cinquante-quatre centres de cultures, dont TAMANRASSET est l'un des principaux.

La population

Ce pays possède environ 12.000 habitants, dont une population nomade et une population sédentaire, la première pratiquant l'élevage du chameau et des chèvres, la seconde cultivant du blé en hiver, du mil et des tomates en été.

Du point de vue ethnique, on peut distinguer deux groupes importants :

1°) *des blancs* : les touareg vraisemblablement des berbères. Ils sont nomades et ce sont eux qui nous intéressent dans cette étude ;

2°) *des noirs* : leur origine est controversée : autochtones ou issus du Soudan, soit directement, soit passés par le TOUAT.

Les caractéristiques somatiques de ces deux groupes sont bien connues ; elles ont été étudiées par de nombreux ethnologues.

Les Touareg sont au nombre de 4.500 environ.

Parmi la population noire il faut distinguer deux groupes, d'abord les serviteurs des Touareg (iklan), environ 1.800 individus qui furent razzies autrefois au Soudan ; ils vivent la vie familiale touarègue, habitent sous la tente, et on a charge les travaux domestiques. Le deuxième groupe de population noire est constitué par les quelques 4.000 sédentaires qui vivent dans les centres de cultures du Hoggar. On les nomme « harratin » ; ils sont vraisemblablement originaires du Sahara central, ils travaillent les jardins appartenant aux Touareg.

L'élément nomade de cette population paraît, à divers titres le plus attachant ; il est constitué par les Touareg. Ces Touareg, dont la littérature s'est emparée, forment un groupement social intéressant replié sur lui-même, attaché à ses traditions, dont le système économique encore basé sur le troc est une véritable gageure. La structure sociale de cette population est encore actuellement

identique à celle qui existait au Hoggar avant notre arrivée. Cette organisation est une conséquence des facteurs géographiques qui subsistent presque tous.

L'originalité des mœurs de ce petit peuple, l'archaïsme de la société encore féodale, joints à l'attrait qu'exercent les Touareg, méritent l'attention particulière de l'administration française, et plus spécialement celle de l'enseignement.

Les Touareg forment une confédération de tribus commandée par un chef suprême : l'Amenokal, qui est élu, mais doit avoir une ascendance noble. Le titre d'Amenokal confère la propriété de la terre, mais ce droit est exercé suivant les coutumes orales.

Au sein des tribus existe un système de castes très étanches, entretenu par la famille encore matriarcale.

Les tribus nobles, qui autrefois assuraient la protection de la confédération et fournissaient les guerriers, sont actuellement au nombre de trois : les KEL RELA, plus puissants et plus nombreux, chez lesquels se choisit l'Amenokal ; les TDJEHE MELLET et les TAITOKS, (la presque totalité de cette tribu a émigré au Soudan).

Ces nobles, jadis riches de pillages exécutés sur les confédérations voisines, ou au dépens des caravanes qui traversaient leurs terres de parcours sans avoir payé les droits de protection, sont pauvres à présent. La paix française a supprimé l'essentiel de leurs revenus.

Les vassaux, que l'on nomme « Imrad » en langue tamahaq, sont répartis en dix-neuf tribus. Leur rôle était, autrefois, d'élever les chameaux pour le compte des nobles, afin de fournir les bêtes nécessaires pour les caravanes et les rezzous. Pasteurs avant tout, ils conduisaient les caravanes et pouvaient être appelés en renfort quand une expédition prenait une ampleur anormale.

Chaque famille touarègue possédait des esclaves noirs qui étaient chargés des travaux domestiques. Ils sont actuellement libérés de leur condition d'esclave, mais ils restent attachés à la famille qui les nourrit, comme domestiques. En fait, leur existence n'a pas changé.

Enfin, vivent dans les centres de cultures des noirs libres, les harratins qui cultivent la terre pour le compte des Touareg suivant des contrats précis et respectés.

Création de l'école

En 1947, l'école de TAMANRASSET (deux classes) fut ouverte. Les enfants du village, hésitant au début, vinrent nombreux au cours de la première année scolaire. Mais il n'y avait que des fils de Harratins, les noirs de l'oasis. Afin de ne pas troubler l'équilibre de ce pays, il était nécessaire de scolariser les nomades comme les sédentaires.

Puisque les Touareg ne venaient pas à l'école, c'est l'école qui alla à eux.

Les classes nomades

Je fus chargé de faire un essai de classe nomade afin de juger si le système était viable.

Les Touareg, comme tous les primitifs, avaient peur de cette nouveauté qu'était l'école ; ils ne voyaient aucunement l'utilité d'envoyer leurs enfants en classe. Ils craignaient que l'instituteur soit une sorte d'espion de leur vie quotidienne. L'école, pensaient les nomades, pourrait lutter contre leurs aspirations religieuses ; enfin, les raisons qui étaient les plus valables, mettaient l'accent sur le fait que dans les tribus imrads, les enfants participent aux travaux quotidiens, et qu'une jeune Targui doit rester attaché à son campement pour s'instruire de son métier de nomade.

En conclusion de l'essai de classe nomade, j'insistai sur le fait que ce peuple devait rester nomade. D'autre part, nous avons tenu à respecter les coutumes touarègues, il semblerait donc anormal que l'école vienne les bousculer.

Nous devons constater que la vie paisible, conséquence de l'occupation française, a fait disparaître les manifestations artistiques propres aux Touareg : récits, chants, réunions propices aux joutes de l'esprit, fécondées autrefois par les activités guerrières. L'un des buts de l'école se trouve donc tout tracé : recréer une spiritualité, une vie active de l'esprit qui tend à se scléroser dans les cadres rigides de l'Islam. Enfin, il semble normal que la langue française devienne le moyen de relation entre Français et Touareg.

Cette école qui fut accueillie avec méfiance ne tarda pas à s'inclure dans la vie du pays grâce à la foi des instituteurs nomades dans leur travail quotidien, et il faut le dire aussi, grâce à la droiture des chefs touareg qui reconnurent honnêtement combien leurs craintes furent vaines.

Les enfants

Je ne parlerai pas des enfants noirs de centres de cultures qui sont en tous points semblables à leurs frères des oasis du Sahara.

Les enfants touareg, qui fréquentent les classes nomades retiendront particulièrement notre attention.

Ce sont des enfants solides et résistants, il y a une assez grosse mortalité infantile qui conditionne une sélection naturelle. Jusqu'ici, le taux de cette mortalité infantile n'a pu être établi. Les bébés sont magnifiques, et les médecins ont toujours remarqué l'excellent état physique des enfants de 6 à 15 ans.

Le jeune Targui pousse au grand air, courant après les chèvres et les chameaux, grimpant sur les collines à la recherche des lézards et des petits rongeurs, faisant inconsciemment son apprentissage de nomade.

Le Targui est propre, s'il ne se lave pas, c'est par manque d'eau ou de commodités ; et également pour ne pas ôter trop souvent le bleu-gras que l'indigo des vêtements laisse sur sa peau, ce qui le protège de la siccité de l'air. A vrai dire, notre conception occidentale de la propreté n'a plus de sens ici, la sécheresse de l'air empêche la sueur de perler, et l'on se salit assez peu ; d'autre part, la terrible insolation rend toute chose stérile, si bien que très peu de plaies s'infectent.

Je crois cependant que le manque de commodités est le plus sérieux obstacle à une vie plus hygiénique ; en effet, lorsque les grands élèves de 17 à 25 ans viennent à TAMANRASSET, où la douche de l'école est à leur disposition, ils en usent fréquemment et avec plaisir.

Dans les campements nobles, les enfants ne sont pas employés à la garde des chèvres, nous avons donc les enfants dès l'âge de cinq ans. Dans les tribus imrads les enfants assurent le gardiennage des troupeaux, les élèves ne viennent en classe qu'à partir de 9 ans, encore faut-il arranger les horaires pour ne pas troubler les coutumes, puisque tel est le désir de l'école.

On ne peut pas parler d'âge de sortie de l'école car peu à peu le travail scolaire fait partie des usages du campement et les adultes viennent en classe quand ils ont du temps libre. leur fréquentation est un peu fantaisiste, mais l'essentiel c'est qu'ils viennent spontanément vers le maître.

Possibilités intellectuelles :

Lorsqu'ils sont au travail, les Touareg sont capables de concentrer leur attention, mais cette concentration est fugitive, ce qui sans doute est la conséquence du manque d'habitude du travail intellectuel ou bien une tendance naturelle à la rêverie et au farniente, quand ils ne sont pas dans l'action coutumière de la vie nomade. L'éducation doit à la longue créer l'habitude de concentrer l'attention.

La mémoire, en général est excellente, par atavisme, pourrait-on dire, car toute tradition est orale en pays touareg. Elle est, de plus, très bien entraînée, surtout en ce qui concerne la vie nomade, car

il faut retenir des itinéraires, se souvenir des points caractéristiques qui les jalonnent, reconnaître les traces de sa monture, celles des hommes et de tous les animaux du désert, enfin toutes les coutumes doivent être gravées dans l'esprit.

Le rôle de l'éducateur consiste à utiliser cette mémoire si vive et si sûre en introduisant le travail scolaire dans la vie quotidienne des Touareg.

Je ne pense pas que les Touareg aient une imagination particulièrement développée ; ils se représentent assez difficilement l'avenir, d'où leur imprévoyance. Les manifestations artistiques sont rares et revêtent un aspect traditionnel ; les légendes et les chants épiques tendent à disparaître, ils ne se renouvellent plus. Tout au plus, discerne-t-on une imagination de type affectif assez vague qui se manifeste par une coquetterie dans la mise extérieure comme dans l'équipement des montures. Il faut aussi noter un sens parfois poétique de la métaphore.

Comme tous les primitifs, les Touareg ne sont pas habitués à l'abstraction réfléchie, les idées générales ne leur sont que difficilement accessibles. Beaucoup de Touareg, pour ne pas dire presque tous, sont peu habitués à exprimer des raisonnements en forme, presque toujours leurs raisonnements sont implicites, si bien que très souvent leurs déductions nous paraissent étonnantes et qu'il faut un temps de raisonnement pour retrouver la chaîne.

S'ils comprennent bien un exposé rationnel, le poids de leurs croyances et de leurs coutumes sociales, allié à une vie mentale plus portée vers l'affectivité que vers la raison, leur fait rejeter parfois les conclusions obtenues. Par exemple, pour beaucoup d'individus, les mêmes causes ne produisent pas obligatoirement les mêmes effets. En fait, les principes de notre logique ne sont pas sous-jacents dans leurs raisonnements.

Caractères moraux :

L'enfant targui est docile quand il a admis le maître, mais il garde toujours une grande susceptibilité. Volontiers têtu, il est courageux certes, mais pas toujours au sens scolaire du terme ; capable cependant d'efforts de courte durée, la persévérance n'est pas sa qualité dominante, à loin près.

Les jeunes Touareg sont d'un scrupuleuse honnêteté, le vol est inconnu et le mensonge honni. Je n'ai encore jamais vu un Targui mentir sciemment, il s'abstient de parler s'il doit le faire contre sa pensée.

Pour compléter ce portrait il faut ajouter une courtoisie et une noblesse de caractère innées, ainsi que le sens aigu de la dignité personnelle. Je les crois suggestibles et impressionnables, cela tient sans doute à une habitude d'envisager la vie sous un angle plus sentimental que rationnel. On les prétend mendiants, ou du moins quémandeurs, c'est là juger avec des concepts occidentaux, il faut voir dans leur attitude le corollaire de l'hospitalité du désert. Chez lui la Targui donnerait tout ce qui lui appartient à un invité qui en exprimerait le désir ; il lui semble donc tout naturel de demander simplement ce qui lui manque, mais il est discret, n'insiste pas et comprend le refus, lorsqu'il a déjà jugé depuis longtemps le bon cœur de celui qui dit : non.

Superstitions :

Il devient difficile d'établir une liste des superstitions touarègues ; elles constituaient autrefois l'explication du monde, elles étaient une somme de connaissances ayant les résonnances que l'on imagine, dans la vie familiale. Les génies (Kel Essouf), le monde sensible, expliquaient toute la nature, tous les phénomènes d'une façon anthropomorphique. Or l'Islam est apparu et s'est développé depuis l'occupation française ; il a apporté l'unité et la simplicité d'explication. Le Dieu Unique, Omniscient et Omnipotent explique tout ; il a refoulé les anciennes croyances sans les détruire entièrement. Cette évolution, somme toute assez récente rend les Touareg un peu honteux de leur ancienne foi. Comme tous les néophytes, ils restent souvent muets quand on les interroge sur ce sujet, et ce n'est

que petit à petit, lors d'une conversation familière, que l'on peut enregistrer une histoire, ou une anecdote révélant un trait marquant de leurs superstitions.

Organisation de l'école

A TAMANRASSET fonctionnent deux classes sédentaires ; elles reçoivent les fils des harratins du village, les fils des commerçants mozabites et quelques petits Français. Une troisième classe est destinée à donner aux fils des cultivateurs un enseignement agricole. Enfin, une classe de filles a été ouverte l'an dernier.

Toutes ces classes sédentaires sont semblables à celles qui existent dans le Sahara.

Les classes nomades installées dans les campements suivent les Touareg dans leurs migrations annuelles.

Chaque maître possède une petite tente qui constitue son appartement privé ; une table et une chaise pliantes, un lit de camp et un matelas pneumatique en forment le mobilier. Il faut ajouter un matériel de cuisine adapté aux besoins du pays.

Deux chameaux de bât servent au ravitaillement en eau, ou sont utilisés pour les petits déplacements.

Un « boy » rétribué par la commune, assure la vie matérielle du maître nomade : cuisine, ravitaillement en eau, recherche des chameaux, cantine scolaire, construction de zériba (hutte de branches), etc. Ce domestique est auprès du maître nomade ce qu'est l'Iklan pour le Targui.

Une grande tente de 5 x 5 mètres est affectée à chaque classe, le matériel y est stocké ainsi que la pharmacie, c'est là que travaillent les enfants.

Parfois, lorsqu'on est assuré d'un séjour de deux mois, on construit une zériba ; malheureusement, faute de grosses branches il est souvent impossible de fabriquer ce modeste abri, qui là-bas semble un luxe.

Il n'y a pas d'internat du fait de notre organisation nomade, mais il y a une cantine, dont les ressources proviennent d'une subvention gouvernementale. Suivant les tribus, la cantine fonctionne différemment. Chez les nobles, on ne pourrait pas servir un repas chaud chaque midi, ce serait une sorte de vexation. Les enfants ont cependant besoin d'un supplément d'alimentation ; voici comme nous agissons : deux fois par semaine, le maître invite ses élèves à un repas copieux, ainsi les susceptibilités sont ménagées et chaque jour le « boy » de l'école nomade sert un thé traditionnel. Dans les tribus imrads, les enfants mangent tous les jours à la cantine, un repas chaud et abondant : couscous, bechena, etc... Le thé n'est alors qu'une récompense occasionnelle.

Ces classes ont besoin d'être ravitaillées, les maîtres nomades ont besoin de sentir que l'on s'occupe d'eux à l'oasis (courrier personnel et administratif, opérations postales, etc...) là est le rôle du directeur.

Doté d'un camion DODGE 4x4, destiné au transport des classes nomades et à leur ravitaillement, je dois toujours avoir la voiture en état de marche, pour le cas d'un long déplacement de l'une des classes ou pour l'évacuation d'un maître malade. Je me rends chaque mois dans chacune des trois classes nomades.

Grâce à la batterie du camion, nous faisons le soir des séances de projections fixes. Nous n'avons malheureusement pas de cinéma, ni de radio, ni de magnétophone, qui seraient des moyens de pénétration remarquables.

L'éducateur

On conçoit aisément que les maîtres nomades doivent posséder une foi sincère en leur métier. Il est bien entendu indispensable que ces maîtres soient célibataires, qu'ils soient volontaires pour

cette vie des camps. Il est souhaitable que lors de leur nomination, on soit assuré de leur résistance physique, de leur équilibre intellectuel et moral, ainsi que la rectitude de leur jugement.

Le contrôle pédagogique est assuré par Monsieur l'Inspecteur primaire de Biskra. Il a pu venir l'an dernier et il y a deux ans et grâce à la volonté de l'école nomade, il a pu visiter les classes du campement de l'Amenokal et d'une tribu imrad. Cependant le départ de TAMANRASSET pour l'une des classes nomades est un peu une expédition.

L'adaptation des maîtres au nomadisme est pour l'instant affaire de dons personnels et d'observations journalières. Il serait souhaitable de nommer à TAMANRASSET des adjoints célibataires qui, vivant en milieu touareg, conseillés et dirigés, feraient en même temps que leur classe une sorte de stage de nomadisme. Ils pourraient éventuellement remplacer les maîtres exerçant déjà.

Objectifs intellectuels et sociaux

J'expose ici mes vues personnelles. En principe, les objectifs intellectuels et sociaux sont les mêmes que ceux qui sont poursuivis dans les écoles d'Algérie, mais je pense que ce serait faillir à son devoir que de ne pas s'adapter aux habitants et au pays.

Je crois qu'il est bon de formuler des buts négatifs qui seront comme un parapet dans notre cheminement.

1°) Ne pas perturber les coutumes.

2°) Se garder de prendre position dans les questions religieuses et, mieux encore, éviter ce sujet de conversation.

3° Ne pas chercher une évolution trop rapide de certains groupes sociaux, afin de ne pas créer un déséquilibre au sein de la confédération touarègue.

4°) Considérer le Hoggar comme une unité géographique, un peu comme une réserve naturelle, et à ce titre, préserver son originalité sociale et économique des actions désordonnées venant de l'extérieur, qu'elles revêtent une allure économique, sociale ou morale.

Pour l'instant notre but devrait être de toucher le plus possible de Touareg, de leur apprendre à lire couramment le français, l'écrire sans trop de fautes et le parler aisément sur des sujets ayant trait à la vie journalière des nomades ; compter en usant des quatre opérations et raisonner des problèmes relatifs à leurs préoccupations. Là, pour l'instant doivent se borner nos ambitions dans le domaine des acquisitions purement scolaires.

Mais la vie du maître nomade, en perpétuel contact avec les Touareg, permet d'aller au-delà ; elle autorise des conversations sur la France, sur nos coutumes, nos façons de penser, sur la beauté de nos villes, de nos campagnes, sur l'œuvre de nos élites. Propos familiers, pas de cours en forme, mais une adaptation aux coutumes de la « tradition orale ». Ces conversations décousues ne sont jamais froides, ni impressionnantes comme des leçons scolaires, elles suscitent l'intérêt spontané ; elles sont fructueuses par les connaissances qu'elles font acquérir sans effort apparent. Il va de soi que le maître nomade a suffisamment d'adresse pour diriger ces conversations suivant un plan tracé, afin d'éviter des digressions oiseuses ou des redites inutiles. Cet enseignement oral est révélateur de ce qui attire les Touareg ; par les questions qu'ils posent, elles permettront de discerner le sens de leur évolution.

Je ne crois pas à l'utilité d'amener les Touareg à un niveau élevé d'instruction ; nous n'en avons pas les moyens et ce ne serait pas un bien, car le nomade instruit se trouvera coupé de sa tribu, de ses habitudes et, fatalement, ne pourra pas rester nomade.

C'est alors que se poseront de graves problèmes sociaux. Il faut éviter de faire des déracinés qui n'auront plus le goût de la vie simple des nomades, qui, par préjugés ancestraux refuseront tout travail manuel, et qui auront entrevu, du fait de leurs études, le côté agréable de la vie occidentale, sans avoir subi le côté pénible de la vie civilisée.

Ces problèmes ne sont pas nouveaux, mais ils n'ont jamais été résolus avec satisfaction. Nous pouvons éviter qu'ils se posent au Hoggar, en essayant de maintenir les Touareg, nomades et les harratins, cultivateurs ; mais rien ne s'oppose, au contraire, à ce qu'ils parlent le français, le lisent, l'écrivent et sachent compter, cela ne peut que les favoriser. Entrant doucement dans leurs coutumes, l'instruction n'y sera pas déplacée, ni génératrice de troubles. Le niveau moyen d'instruction s'élevant peu à peu, il sera possible par la suite d'aller plus loin. Rien cependant n'empêche, si par hasard une intelligence supérieure se révélait, de la cultiver seule et de donner à l'individu d'élite toutes les facilités pour s'instruire, quitte à le faire sortir de son milieu, s'il le désire ; mais, encore une fois, ce ne serait pour l'instant qu'un cas isolé. Il serait, de plus, souhaitable que des éducateurs avertis maintiennent chez cet individu sa dignité personnelle, et ses qualités morales innées.

En résumé, l'instruction apparaît dans le milieu touareg comme la meilleure ou la pire des choses, suivant ceux qui la dispenseront. Une lente pénétration peut faire un bien énorme à l'individu, sans troubler la vie harmonieuse de la tribu. Par contre un travail hâtif qui viserait à produire des « certificats d'études » aurait des conséquences néfastes sur le reste de la société touarègue. Gardons-nous de jouer les apprentis sorciers ; quelques individus instruits, et un jeu de statistiques peuvent produire un certain effet sur des esprits non avertis, et faire croire à une réussite, mais pour celui qui vit dans le pays, au contact des Touareg il faut autre chose de plus important : le bonheur et la liberté de choix pour un petit peuple attachant, qui mérite que l'on s'intéresse sérieusement à lui.

Presque toujours en matière d'œuvre sociale, on ne définit jamais suffisamment les buts. A propos de l'œuvre d'éducation en milieu touareg, devrait se poser cette question première : doit-on essayer de les maintenir nomades ou doit-on les sédentariser ?

Au XX^{ème} siècle, le nomadisme paraît un anachronisme, mais tout ici est anachronique : la société est matriarcale, la vie quotidienne est biblique, l'organisation, féodale, le voile des touaregs sort du fond des âges et leur fidèle compagnon, le chameau, semble anté-diluvien. On ne peut rayer tout cela d'un trait de plume. Faire accéder tout cet ensemble à un niveau civique et social supérieur, est-il un bien ? Peut-on grâce à l'éducation en un temps relativement court, faire sauter un millénaire d'évolution naturelle ?

Une instruction dispensée trop rapidement amènera fatalement une sédentarisation, or le Hoggar ne possède pas de ressources en terre et en eau suffisantes pour recevoir une population agglomérée plus nombreuse que celle qui y vit actuellement.

Quel pourrait être le travail des touaregs devenus sédentaires, en admettant que l'éducation chasse leurs préjugés envers le travail manuel ; il faudrait créer de toutes pièces un artisanat dans un pays qui ne possède aucune matière première et situé loin des débouchés commerciaux.

Je ne pense pas que la sédentarisation des touaregs soit un bien pour eux ni pour la France. Leur sédentarisation signifie la mort au sens humain du terme du peu de vie qui règne encore dans cette partie du désert ; c'est aussi la prise en charge par l'Etat d'une population incapable économiquement de vivre d'une façon agglomérée.

Il faut donc que les instituteurs nomades aient toujours présents à l'esprit les points suivants :

1°) que toute instruction dispensée maladroitement peut aller à l'encontre de l'esprit dans laquelle elle est donnée.

2°) que malgré les efforts des maîtres, les résultats sociaux peuvent paraître décevants, mais qu'il n'en faut pas moins continuer son travail d'une façon méthodique et obstinée ; l'évolution sociale s'exprimera suivant des aspirations intimes et subconscientes des tribus que l'on éduque. Peut-être ne pourra-t-on pas déceler ces aspirations sous-jacentes, suffisamment tôt ; de toutes façons, aller contre serait réserver pour plus tard des troubles de croissance plus graves que les frictions que l'on pourrait éviter en imposant un sens à l'évolution.

On peut dire que l'école, par une action lente de pénétration, doit donner aux Touareg les éléments de connaissance et de raisonnement qui leur permettront de s'exprimer librement et de choisir les formes sociales qui correspondront à leurs qualités propres, ainsi qu'à leurs désirs encore informulés.

Influence de l'école

Il est très difficile pour un maître d'apprécier l'influence de l'école et de mesurer le chemin parcouru, si ce n'est par une multitude de petits faits sans liaison apparente entre eux.

Je me rappelle un accueil assez froid que j'eus au Campement de Bey ag Akhamouk alors qu'il n'était pas encore Amenokal et que j'allais de tentes en campements faire un essai d'école nomade. A la suite de longues discussions, il me dit tout net : « Jamais mon fils n'ira à l'école ».

Actuellement une classe fonctionne dans son campement. Depuis plus de 4 ans, fils et neveux de Bey vont en classe et sont de bons écoliers. Si, par hasard l'un des enfants paraît, de temps en temps, plus attiré par des courses dans le désert que par le travail scolaire, c'est l'Amenokhal lui-même qui le ramène vers le maître.

L'an dernier, alors que M. l'Inspecteur d'Académie de Constantine se rendait dans un campement visiter une classe nomade, il fut abordé par un petit targui de 7 ans qui lui dit :

— Je m'appelle Chraïbou, et toi ? tu es l'Inspecteur. Montre-moi ton stylo ? Tiens, dit-il, un peu méprisant, il n'est pas comme celui de mon maître.

Ce jeune Adjouh M'Théle n'avait guère qu'une année de scolarité et comme tous ses camarades de classe, il ne parle que le tamahaq et le français, ignorant les quelques rudiments d'arabe que possèdent ses parents.

Mais ce qui paraît le plus surprenant à celui qui connaît le Hoggar, c'est la spontanéité ; car dans un campement touareg les jeunes garçons et fillettes prient ou se cachent dès qu'un étranger.

A Tamanrasset, j'ai pu entendre la conversation suivante entre une dame qui passait par l'atelier de l'Ecole et un jeune hartani.

— Que fais-tu ainsi, mon petit, avec ton rabot ?

— Je suis en train de fabriquer une chambre à coucher Louis XV.

C'était, en effet, l'époque de Noël et nous avions une commande de jouets à exécuter. Mais plus encore que les paroles, le ton de la réponse était amusant ; il semblait refléter l'ennui d'être dérangé dans un travail pressé et coutumier, comme si le style Louis XV était sa spécialité.

J'ai pu, cette année, grâce à une subvention du Gouvernement Général, amener un jeune targui en France. Ce garçon de 18 ans qui parle couramment le français et possède la politesse et le savoir-vivre propre à sa tribu, ne s'est jamais trouvé pris au dépourvu que ce soit dans le train où il voyageait seul ou dans le métro, ou à un cocktail littéraire. Son esprit éveillé lui permet d'admirer la Mer de Glace ou les forêts des Vosges, de comprendre, sans l'aimer, l'agitation parisienne.

Cependant, ce qui l'émeut par-dessus tout, c'est l'accueil qu'il reçoit ; la gentillesse et la simplicité des amis qu'il se fait rapidement.

Malgré tous les spectacles que lui offre la France il n'oublie pas son pays, même l'abondance des pâturages normands ne lui fait pas envie car, dit-il, « ces herbes conviendraient mal aux chameaux car elles leur procureraient une bosse qui ne « tiendrait » pas.

Claude BLANGUERNON

Directeur d'Ecole à Tamanrasset

309.65
D65

DOCUMENTS ALGÉRIENS

Service d'Information
du Cabinet du Gouverneur Général de l'Algérie

SERIE MONOGRAPHIES

N° 16 — 30 AOUT 1955

M ' Z A B

Le M'Zab

GEOGRAPHIE PHYSIQUE

La région saharienne occupée au XI^e siècle de notre ère par des réfugiés de la secte ibadite qui devaient mer la confédération des Béni-M'zab, est essentiellement composée de la « Chebka » (filet) du M'ZAB, plateau secondaire de l'étage crétacé formé par les calcaires durs du Turonien, profondément raviné par l'érosion fluviale pendant la période humide qui marqua le début du quaternaire. Le plateau comporte lui-même des subdivisions d'aspect physique notablement différent. Dans la partie Nord surtout et sur la périphérie des séries de buttes témoins de faible hauteur et à toit plat appartenant à la formation géologique du cénonien sont les vestiges du niveau primitif du sol. Dans la partie Sud au contraire les étendues planes dominant, coupées seulement par les vallées très encaissées des grands oueds : Oued M'Zab, Oued Metlili, Oued Sebseb, coulant en direction générale Ouest-Est.

L'ensemble offre néanmoins une unité remarquable d'aspect physique, de conformation géologique et de climat qui fait de la Chebka une région naturelle distincte.

Situation. - Superficie.

L'annexe de GHARDAIA est située entre 33° et 31° 15' de latitude Nord — 2° 30' et 5° de longitude Est.

La superficie de l'Annexe de GHARDAIA qui couvre l'ensemble du pays appelé M'ZAB est de 2.750.000 hectares. Cette superficie comprend non seulement la Chebka mais les parcours sahariens avoisinants d'aspect plat ou faiblement ondulé qui s'inclinent à l'Est vers la dépression d'OUARGLA, à l'Ouest vers le Grand Erg Occidental.

La ville de GHARDAIA, chef-lieu administratif, sur l'Oued M'Zab, occupe une position centrale dans la moitié Nord et au cœur de la Chebka. Elle est distante d'ALGER de 630 kilomètres et située à peu près sur le méridien de la capitale algérienne.

Géologie. - Orographie.

Les terrains sont calcaires. Leur structure à peu près horizontale indique qu'ils sont restés en place, à l'écart des mouvements orogéniques, depuis leur formation.

L'altitude moyenne est de 500 mètres (GHARDAIA : 526 mètres).

Les vallées les plus profondes bordées de falaises rocheuses aux pentes rapides accusent une déclivité qui dépasse rarement 100 mètres par rapport au plateau.

THE LIBRARY OF THE
SEP 16 1955
UNIVERSITY OF ILLINOIS

Le M'ZAB est donc dans l'ensemble une région plate mais où l'érosion fluviale, jointe à l'action du climat désertique, a créé une multitude d'accidents superficiels qui rendent les communications des plus malaisées.

Climat. - Pluviométrie. - Hydrographie.

Le M'ZAB doit à sa situation d'appartenir tout entier au climat désertique. Mais la Chebka est plus encore « un désert dans le désert ». Le plateau rocheux, perméable, buriné par l'érosion éolienne, dépourvu de cuvettes d'accumulation, ne porte ni terres ni eau. Epine dorsale du Sahara, il dirige le produit de ses faibles précipitations à l'Est et à l'Ouest hors de la portée de ses habitants par des oueds médiocres de type purement saharien : Oued M'Zab, Oued Metlili, Oued Sebseb, Oued N'Sa. A l'extrémité Nord-Est cependant, l'Oued Zegrir, descendu de la région des Dayas (Annexe de LAGHOUAT) a des crues plus fréquentes et crée une situation favorisée à l'Oasis de GUERRARA.

La hauteur moyenne des précipitations atmosphériques, mesurée à GHARDAIA, est de 67 m/m seulement.

Elles tombent essentiellement sous forme de pluies d'orage à l'automne et au printemps. Certaines années sont à peu près sèches (39 m/m en 1944), d'autres exceptionnellement pluvieuses (109 m/m en 1951).

Etant donné la basse latitude et l'altitude modérée, la température est très élevée en été (maximum absolu à GHARDAIA : 50°), modérément fraîche en hiver (minimum absolu : moins 1° à GHARDAIA). Les gelées sont rares et de faible importance. En hiver comme en été, la variation diurne de température est importante, étant donné la sécheresse parfaite de l'atmosphère. Pour la même raison, la luminosité est intense.

Des vents de sable venant du Sud-Ouest accentuent périodiquement la sécheresse du climat. Ils sont particulièrement fréquents et violents à la fin de l'hiver et au début du printemps.

Végétation.

Dans la Chebka, le paysage est désolant et la végétation spontanée, toujours très rare, ne se rencontre qu'en bordure des oueds. Les espèces qui reverdissent après chaque pluie sont des herbacées et des arbustes (Rtem, Jujubier) appartenant tous à la flore saharienne.

Cette maigre végétation ne peut être utilisée que pour le paccage des camelins, des caprins et d'assez rares ovins.

En dehors de la Chebka, la végétation est plus abondante et permet aux ovins des régions présahariennes de séjourner en grand nombre sur les pâturages pendant l'hiver et le printemps.

Mais, même dans ces régions moins défavorisées, l'arbre demeure une exception remarquable et la flore ne comporte pas d'espèces plus développées que le jujubier.

Quelques Betoum (pistachier sauvage) se rencontrent dans le lit des oueds les plus humides (Oued N'Sa).

GEOGRAPHIE HUMAINE

Histoire du peuplement.

La seule volonté humaine est responsable du peuplement d'une région déshéritée qui eut dû normalement demeurer un désert parcouru par de rares nomades.

A la suite de quelles circonstances, vers l'an 1000, les débris d'un peuple persécuté sont-ils venus chercher dans la désolation de la Chebka un ultime refuge ?

Il convient de le rappeler brièvement.

Avec le quatrième Calife orthodoxe, ALI, dont le trône est menacé par un compétiteur, MOAOUIA, gouverneur de SYRIE, naît l'hérésie kharedjite dont les ibadites du M'ZAB seront, avec quelques autres groupes de musulmans peu nombreux dispersés de l'île de DJERBA à ZANZIBAR, les derniers tenants.

ALI ayant en effet accepté, en vue d'éviter l'effusion de sang, un arbitrage entre lui et son adversaire, une partie de son armée se révolte contre cette acceptation au nom de l'orthodoxie et de la loi coranique.

ALI extermine les révoltés, puis est lui-même assassiné par l'un des survivants qui s'écrie en lui portant le coup de sabre fatal : « C'est Allah qui est juge et non pas toi ».

Cette petite phrase résume la position et la doctrine de ceux qui sont sortis de la religion (aux dires d'ALI qui les a affublés du qualificatif infâmant de Kharedjites (du verbe arabe « Kharàdjà » : sortir).

Les Kharedjites, eux, prétendent au contraire être demeurés seuls dans l'orthodoxie et s'en tenant à l'autorité absolue du Coran qui, disent-ils, condamne l'arbitrage.

ALI, en acceptant l'arbitrage, a enfreint la Loi. Il est donc devenu hérétique et tous ceux qui l'ont suivi avec lui. Il a jugé à la place d'ALLAH dont le Coran est la parole incréée.

Dès la naissance du Schisme, les Kharedjites se groupèrent derrière l'un d'eux, le Chef ABDALLAH ben OUAHAB qui a donné son nom à la secte : celle des OUAHABITES.

Les Ouahabites subiront, de la part des orthodoxes, une longue série de persécutions mais, se réorganisant après chaque épreuve au moyen de Sociétés secrètes, ils les surmonteront toutes et iront porter d'Orient au Moghreb le flambeau du Ouahbisme, prêchant et convertissant les populations rencontrées.

Au milieu du VIII^e siècle en effet arrivent en Berbérie ABDERRAHMANE Mohammed Roustem et quelques compagnons. Ils profitent du trouble et de la misère provoqués par les premières invasions arabes pour ramener à eux les populations locales qui se placent sous leur protection.

Leur action s'étend de la Tripolitaine au Maroc ; l'Ouahbisme çofrite s'adjugeant le Maroc et le Sud Oranais, tandis que l'Ouahbisme ibadite se répand du Djebel Nefoussa, au Sud de Tripoli, au Chélif.

ABDERRAHMANE Ibn Roustem fonde TIARET, qui devient bientôt la riche et prospère capitale d'un important royaume, car la vertu et l'habileté de l'Iman font merveille et lui rallient nombre de tribus.

A sa mort, en 765, une dynastie, celle des Rostémides, est constituée, qui durera plus d'un siècle. Mais le royaume va sans cesse s'affaiblissant sous l'effet des dissensions internes jusqu'au moment où le Fatimide ABOU-ABDALLAH Ech-Chii lui porte le coup de grâce. Ce dernier prend TIARET en 909, massacre les derniers princes Rostémides et la plus grande partie des ibadites de la ville.

Les survivants fuient la capitale incendiée à la recherche d'un lieu exil.

Ils errent par petits groupes au milieu d'un pays entièrement hostile, puis trouvent finalement un refuge dans l'Oued Mya (OUARGLA), où ils s'établissent.

Ils fondent SEDRATA, à quelques kilomètres d'OUARGLA.

Grâce à leur activité, la ville devient rapidement prospère, s'agrandit et s'embellit. Mais le refuge n'apparaît pas à tous suffisamment sûr.

Avant même que la menace de destruction qui pèse sur la ville ne soit précisée, les ibadites prudents recherchent un autre asile et jettent enfin leur dévolu sur l'Oued M'ZAB qui ne contient que de rares campements.

Une première cité est fondée en 1017 : EL-ATTEUF.

L'entreprise réussit et attire une population toujours plus nombreuse. SEDRATA se vide peu à peu avant que d'être prise et détruite par les Malékites d'ONARGLA, jaloux de la fortune de leurs voisins. Puis, BOU-NOURA, MELIKA, GHARDAIA, sont successivement fondées.

De toutes parts, les ibadites persécutés, las de la vie errante et du secret, viennent se fixer au M'ZAB. La communauté ainsi créée bâtit, défriche et se donne des lois. Elle connaîtra, depuis les origines jusqu'au moment de l'arrivée des Français, un développement lent mais continu, révélé par la création de BENI-ISGUEN au XIV^e siècle et de BERRIAN et GUERRARA au XVII^e siècle.

De plus, des fractions arabes de plus en plus nombreuses viendront, au cours de l'Histoire, s'agréger aux villes ibadites.

Densité et répartition de la population.

L'Annexe de GHARDAIA compte une population totale de 48.080 habitants. Cette population composite comprend à la fois des Européens (164), des Mozabites sédentaires d'origine berbère et de rite ibadite, des musulmans sédentaires ou semi-nomades de rite malékite (Arabes agrégés des villes mozabites : Medabih, rattachés à la tribu de GHARDAIA ; Attatcha rattachés à la tribu de GUERRARA ; Oulad Yahia et Debâdba, rattachés à la tribu de BERRIAN) et des semi-nomades ou de grands nomades ; les Chaamba Berezga, dont le berceau et l'installation sédentaire est située à METLILI.

La population mozabite a construit, à partir du XI^e siècle de notre ère, les cinq villes de la Pentapole, toutes situées sur le cours de l'Oued M'ZAB.

Ces ksours sont très proches les uns des autres. Il y a à peine 20 kilomètres de distance de la palmeraie d'EL-ATTEUR à celle de GHARDAIA, les deux oasis extrêmes.

GHARDAIA, capitale commerçante, dépasse de beaucoup en importance toutes les autres cités avec 14.046 habitants.

Mais l'étroitesse de la vallée de l'Oued M'ZAB, la faible quantité d'eau de crue disponible, devront entraîner avec le temps la dispersion des habitants.

Au XVII^e siècle, se fondent BERRIAN à 47 km. au Nord de GHARDAIA, puis GUERRARA à 100 km. au Nord-Est. Aujourd'hui, ces deux villes, qui jouissent de conditions matérielles plus favorables, sont parmi les plus prospères du M'ZAB.

La population Chaamba, centrée à METLILI, petit ksar fondé vers le X^e siècle, à 35 km. au Sud de GHARDAIA, sur l'oued du même nom, se répartit en trois tribus : l'une sédentaire au ksar de METLILI et dans la palmeraie voi-

sine : 3.925 hab. ; deux autres nomades : les OULAD ALLOUCHE : 2.329 hab., les OULAD ABDELKADER : 3.774 habitants.

Une communauté juive forte de 1.555 personnes, établie à GHARDAIA, s'ajoute aux populations mozabites et arabes. BERRIAN et GUERRARA comptent aussi quelques familles israéliques.

LES VILLES DU M'ZAB

Ghardaïa.

Fondée en 1048 sur la rive droite de l'Oued M'ZAB et en amont des quatre autres centres de la Pentapole par deux frères SLIMANE et MOHAMMED ben Yahia, cette ville devint rapidement la capitale commerciale du M'ZAB. Elle compte aujourd'hui 14.046 habitants dont 8.024 ibadites et 6.022 malékites. Ces derniers, qui ne forment pas une population homogène, se répartissent en arabes dits « Agrégés », tous sédentaires, et Medabih originaires du Djebel Amour qui sont sédentaires ou semi-nomades.

La Mosquée et son minaret en forme de tronc de pyramide très allongé, domine toute la cité. Celle-ci, située sur les flancs d'une éminence conique au milieu de l'Oued M'Zab, développe l'édification de ses maisons en un panorama qui ne manque ni d'originalité, ni de grandeur.

La palmeraie de GHARDAIA, située à deux kilomètres en amont de la ville, est de beaucoup la plus florissante de la Pentapole, avec quelque 60.000 palmiers. C'est, de plus, une véritable ville d'été par le nombre de maisons de campagne qui s'y trouvent. Ces villas de plaisance sont occupées durant toute la saison chaude par les familles entières venues chercher l'isolement et quelque fraîcheur.

Mais la vie y continue comme en ville, dans les chapelles qui tiennent lieu de mosquée, dans les écoles coraniques, chez les artisans et commerçants qui font la saison.

Bou-Noura.

Fondée en 1046 par une fraction des Béni-Mthar d'OUARGLA encouragée par le succès de la jeune ville d'EL-ATTEUF.

Vers 1750, une fraction de MELIKA expulsée, les Oulad Abdallah, fut accueillie à BOU-NOURA par les Béni-Mathar qui, après les avoir laissé construire des maisons, les chassèrent à leur tour. Ils se réfugièrent à EL-ATTEUF. Mais les autres ksours vinrent attaquer BOU-NOURA et la détruisirent de fond en comble.

Le ksar qui existe aujourd'hui fut rebâti au-dessous du premier par les survivants des Oulad Abdallah.

BOU-NOURA compte aujourd'hui 1.753 habitants.

Son oasis, limitée à quelques milliers de palmiers, est d'une importance tout à fait négligeable. BOU-NOURA est, comme les autres ksours de la Pentapole, dans la dépendance économique de GHARDAIA dont elle n'est distante que de 3 kilomètres.

Beni-Isguen.

Fondée en 1347 au confluent de l'Oued N'TISSA et de l'Oued M'ZAB, elle ne fut d'abord qu'un petit village grossi au XVI^e siècle d'éléments émigrés de GHARDAIA.

C'est aujourd'hui, après GHARDAIA, la ville la plus importante de la Pentapole avec 4.293 âmes.

Ville sainte du M'ZAB, foyer intellectuel de l'Ibadisme, BENI-ISGUEN occupe une position toute particulière dans la sentimentalité mozabite. Sa rigoureuse propreté, la belle ordonnance de ses rues et de ses maisons, ses remparts intacts attirent l'attention. C'est une ville antique prolongée jusqu'au 20^e siècle et toujours jalousement préservée des contacts étrangers.

La palmeraie s'étend le long de l'oued N'TISSA sur 3 kilomètres. Elle compte quelque 25.000 palmiers.

BENI-ISGUEN a perdu son ancienne importance commerciale au profit de GHARDAIA située à 2 km. seulement. Elle possède cependant un marché aux enchères quotidien très couru qui est une sorte de bourse de l'artisanat.

El-Atteuf.

La plus ancienne ville du M'ZAB, fondée en 1012 de l'ère chrétienne par une fraction d'ibadites venus de l'oued Dya.

Située à l'extrémité aval de la Pentapole et détachée par rapport aux autres ksours, EL-ATTEUF est aujourd'hui une cité peu florissante en raison de sa situation géographique (2.720 habitants). Les 15.000 palmiers de l'oasis sont dispersés le long de l'oued M'ZAB.

Melika.

Petite cité guerrière qui domine la vallée de l'oued M'ZAB. Elle fit alliance avec les Chaamba Berezga de METLILI, qu'elle conquiert à l'influence mozabite après avoir procédé à un échange de population.

Sa palmeraie est à peu près inexistante, mais les habitants de MELIKA possèdent à METLILI de très nombreux jardins.

Sa population, forte de 2.829 habitants, comprend une fraction arabe originaire de METLILI.

Berrian.

Fondée en 1101 de l'hégire (1690) sur l'oued Bir, affluent de l'oued N'SA, à 45 km. au Nord de GHARDAIA, par deux fractions chassées de cette dernière ville. La population de 4.759 âmes comprend une minorité arabe composée d'Oulad Yahia, tribu maraboutique venue des Zibans.

L'oasis de BERRIAN est florissante avec 45.000 palmiers. L'eau est assez peu abondante, mais la terre est très fertile et les jardins sont bien entretenus.

La ville est un centre commercial important en voie de développement rapide grâce à sa position sur la grande route GHARDAIA-ALGER et aux échanges occasionnés par la proximité immédiate du pays du mouton.

Guerrara.

Fondée en 1631 par les Oulad Makha, qui habitaient auparavant Ghardaïa et Melika, elle est la plus excentrique des villes du M'ZAB, à 100 km. de GHARDAIA.

Cette cité, très considérable pour le désert (7.719 habitants) se trouve sur le passage des caravanes parcourant le Sahara d'Est en Ouest et du Nord au Sud.

Une partie de la population (fractions des Attatcha, Draïsse et Oulad Abdallah) est arabe. Ces nomades furent appelés au XVIII^e siècle par les Mozabites de la ville pour renforcer dans leur lutte les çoffés opposés.

Le marché quotidien, qui a lieu l'après-midi, est très fréquenté par les Larbaa, les Oulad Nail et les nomades de TOUGGOURT et de BISKRA.

L'oasis (45.000 palmiers) installée au fond d'une daia contre les dernières maisons de la ville, est presque luxuriante en temps ordinaire. L'Oued Zegrir, qui vient de la région des daïas, la submerge de ses eaux à intervalles irréguliers.

La crue détournée et retenue par des ouvrages hydrauliques fort ingénieux, peut séjourner plusieurs mois avant de s'infiltrer.

GUERRARA, deuxième ville du M'ZAB, est la capitale du mouvement moderniste mozabite qui a vu le jour dans ses murs.

Metlili-des-Chaamba.

Ce petit ksar, accolé à une vaste palmeraie, est le berceau des Chaamba et, en même temps, fait partie intégrante du M'ZAB, à la vie économique duquel il participe étroitement. La population de 3.925 âmes est dispersée dans l'oasis qui compte 50.000 palmiers.

METLILI, à 35 km. seulement de GHARDAIA, ne possède pas de marché. Chaque vendredi et par centaines, ses habitants se rendent au « Souk » de GHARDAIA, où ils retrouvent à la fois les Chaambas nomades et leurs anciens alliés, les Mozabites de MELIKA.

RACES

Malgré les mélanges de race entre berbères mozabites, arabes et noirs, au long d'une histoire millénaire, la conformation physique permet dans la plupart des cas de déterminer l'appartenance raciale des individus.

Le Mozabite de taille moyenne, à large face et forte charpente, est un brachycéphale dont les caractères physiques, à rapprocher de la race berbère, ont été accentués par le genre de vie et probablement par la consanguinité. Ses jambes courtes et arquées, sa démarche lourde et son embonpoint, indiquent nettement qu'il s'agit là d'un sédentaire de vieille souche, étranger à certains efforts physiques de la vie nomade. Les femmes sont sur le même type plantureux.

Le Chaambi, dont le sang arabe est indéniable, contraste par sa sveltesse, ses membres longs, son allure élancée, avec le précédent, il est façonné par les longues courses à pied, la vie sobre et active du désert. Sa peau est basanée par le soleil, alors que le teint du Mozabite est généralement blafard.

Les Juifs, habillés à la mode indigène, aux mœurs bibliques pour la plupart, se distinguent plus des précédents par leur religion et leurs mœurs que par l'aspect physique. Ce sont généralement des hommes d'assez haute taille, au teint clair et au visage allongé. Leurs femmes, vêtues de longues robes multicolores, au visage orné de lourdes boucles d'oreilles, accuseraient davantage le type sémite. Mais il y a fort à penser qu'il s'agit là d'une population berbère de la Tripolitaine convertie au Judaïsme à une très haute époque aussi bien que d'Israélites proprement dits.

LANGUES

L'ensemble de ces populations parle l'arabe, langue du commerce, des affaires et des actes civils. Mais la population mozabite de souche berbère continue de faire un très large usage de son dialecte importé de TIARET et qui se rattache étroitement aux dialectes kabyles. De nombreuses femmes mozabites, pour ne pas dire la plupart, ne connaissent que cette langue.

Les Chaamba ne parlent que l'arabe.

L'hébreu est utilisé par les israélites dans les actes civils et religieux, peu, semble-t-il, dans la vie courante.

RELIGIONS

C'est surtout par une religion particulière que se distinguent les mozabites. Le rite ibadite auxquels ils appartiennent est caractérisé en premier lieu par une intransigeance doctrinale qui est en opposition avec l'Islam orthodoxe. L'ibadisme rejette ces « arrangements avec le ciel » que souvent les hommes font dans la pratique pour tempérer une religion trop sévère. Pour l'ibadite, tout homme religieux, s'il veut être digne de ce nom et gagner le ciel, doit observer non seulement l'esprit, mais la lettre du texte sacré, le Coran, que l'Ange Gabriel a transmis au Prophète et qui est la parole même de Dieu.

ALI, Calife légitime, a trahi la véritable foi islamique en acceptant un arbitrage, arrangement humain, avec le révolté, l'usurpateur MOAOUIA.

Les musulmans orthodoxes trahissent la religion musulmane lorsqu'ils se groupent en confrérie, lorsqu'ils soumettent leurs actes à l'autorité d'un humain. Dieu est un, il s'adresse directement à chaque fidèle qui ne doit entrer en communication avec lui que par l'intermédiaire du Coran incréé.

Le Coran est le Livre de la vie toute entière. Aucun Hadith ne saurait en détruire, amender ou étendre les préceptes ; aucun homme ne saurait valablement édicter de nouvelles règles religieuses. L'intervention de l'homme n'est justifiée que dans la mesure où celui-ci, tirant les conclusions du Livre Saint, s'occupe de définir les règles pratiques de la vie religieuse.

Cette intransigeance aboutit à une sorte de protestantisme musulman où l'absence d'intermédiaire entre Dieu et l'homme est compensée, comme dans la Genève de Calvin, par une réglementation restrictive extrêmement développée.

Mais l'ibadisme n'est pas seulement un schisme austère. Demeuré à l'abri des déformations dues aux survivances des croyances animistes des races berbères qui ont fait passer dans la nouvelle religion nombre de pratiques étrangères, l'ibadisme apparaît comme un Islam purifié, épuré, une religion à l'état natif. C'est ce qui fait sans doute, avec la pureté de la foi, le charme puissant de ce rite hétérodoxe, son cachet particulier.

Fruit de circonstances religieuses, le M'ZAB se présente comme une nation théocratique. Pour éviter le libre examen où n'aurait pas manqué de conduire le rejet de toute espèce de sacerdoce, les mozabites ont confié dès les origines, à des assemblées religieuses, les Djemaâs de Mosquée présidées par un Chikh, le soin d'édicter des règles absolues tant civiles que religieuses. Les règles qui constituent la charte même de l'ibadisme mozabite ont été réunies au XVII^e siècle en une immense codification, le « Nil », par un savant théologien de l'ibadisme. Cette codification n'a pas arrêté la création de la législation et du droit ibadite qui se continue de nos jours malgré l'influence française et les progrès du modernisme.

Les Chaambas se rattachent au rite orthodoxe malékite. Leur piété stimulée par le contact de leurs voisins est généralement très vive, mais les pratiques de sorcellerie, étrangères à l'Islam, se sont perpétuées jusqu'à nos jours au sein de ce milieu très fruste, vivant à l'écart des courants de civilisation.

Par ailleurs, comme tous les Moghrebins, les Chaamba ont toujours été sensibles à l'action des hommes pieux, des santons locaux ou régionaux, créateurs de confréries. C'est au XVI^e siècle que Sidi CHIKH, qui passa une partie de sa vie à METLILI, fit rentrer un grand nombre de Chaamba dans les observances de sa doctrine.

Aujourd'hui encore, la confrérie des Oulad Sidi Chikh délègue à METLILI des Moqqadem qui, dans une petite Zaouia, entretiennent le culte du grand marabout et diffusent les voies de sa croyance.

Les Juifs possèdent à GHARDAIA une synagogue qui contient de très anciens manuscrits de la Bible. Venus de l'île de Djerba au XII^e siècle à l'instigation des ibadites de GHARDAIA, ils se sont maintenus, malgré le mépris général des musulmans, dans la religion austère qui est la leur. Le contact des mozabites a fait que chez aussi les prescriptions religieuses sont observées avec le plus grand soin. Plusieurs Rabbins desservent la communauté.

HABITAT

La maison mozabite.

Les fuyards de TIARET ont développé au M'ZAB les restes d'une civilisation urbaine très étendue sur laquelle nous n'avons que des renseignements insuffisants. En effet, il ne subsiste rien de l'ancienne capitale entièrement détruite par les orthodoxes. A SEDRATA, premier point de fixation des ibadites au Sahara, des ruines importantes recouvertes de sable ont été étudiées par des archéologues.

Des vestiges de palais, de nombreuses décodations de stuc refouillées en arabesques y trahissent une opulence qu'on ne retrouve pas au M'ZAB. Sans aucun doute l'existence saharienne a amené un appauvrissement lent mais inexorable de la société prospère de TIARET. Des richesses peu à peu consommées ou échangées pour vivre par les persécutés, il ne devait plus rester grand chose du XI^e siècle lorsque les premiers ibadites s'installèrent dans la Chebka.

Par contre, le sentiment de la civilisation urbaine n'avait pas péri. Avant de construire un ksar, l'enceinte était soigneusement tracée, l'emplacement de la mosquée réservé, les ruelles tracées au mieux des nécessités combinées de la circulation et de la dépense. Soutenus par une foi ardente, les ibadites mirent au M'ZAB leur talent de bâtisseurs au service de leur nouveau destin.

Et visiblement, l'habitat mozabite, tel que nous le révèlent les cités d'aujourd'hui, se distingue par une science architecturale qui contraste avec les modestes et rudimentaires habitations des autres régions sahariennes.

La maison mozabite est une construction de base, carrée ou légèrement rectangulaire comportant généralement un étage.

Les murs extérieurs, aveugles la plupart du temps pour préserver le secret de la vie familiale, portent parfois d'étroites fenêtres masquées par des balcons de bois ou de stuc découpé. La porte massive, ouverte par une grosse clef de fer ou un peigne de bois piqué de clous, est surmontée d'un arc de décharge. Un couloir d'accès au dessin contrarié, toujours afin d'éviter les indiscretions des passants, conduit à un patio carré, entouré de petites chambres longues et étroites, servant aux travaux féminins (artisanat), à la cuisine, au stockage des vivres et du matériel, à la sieste de l'été, car lorsqu'il n'existe pas de cave, c'est ici le lieu le plus frais de la maison. Quatre piliers plus larges à la base qu'au sommet supportent le toit du patio qui est couvert sur sa plus grande partie. Au centre, une ouverture carrée de 2 mètres de côté environ et souvent couverte d'une grille, permet à l'air et au jour de pénétrer, à la fumée des kanouns de s'échapper.

Au premier étage, les chambres aveugles sont toujours situées sur le pourtour, mais elles reçoivent de l'intérieur, par les arcs d'une galerie, une lumière plus généreuse que l'étage inférieur. Cette galerie, à arcades mauresques, en anse de panier, ou tout simplement en plein cintre, n'occupe que deux côtés à angle droit de la maison.

L'exposition est calculée de telle sorte que les chambres qu'elle dessert présentent, hiver comme été, les meilleures conditions d'habitation. Les deux autres côtés du premier étage forment une terrasse souvent entourée de murs où les femmes, l'hiver, viennent prendre le soleil, où l'on dort volontiers durant les nuits torrides de l'été saharien.

Du premier étage, on accède souvent à une deuxième terrasse par un escalier intérieur. Cette terrasse est également entourée de murs assez hauts pour empêcher les voisins de voir.

Les lieux d'aisance, situés dans un recoin du premier étage, possèdent une fosse d'évacuation au rez-de-chaussée. Ainsi, les odeurs désagréables sont supprimées ou tout au moins diminuées.

La disposition de la maison mozabite décrite ci-dessus se trouve répétée à des milliers d'exemplaires dans tout le M'ZAB. Juifs et arabes, influencés par leurs voisins, ont également adapté un type d'habitat qui se recommande par un confort non négligeable et une parfaite adaptation au climat brûlant de l'été et froid de l'hiver.

Bien entendu, la situation de fortune du propriétaire influe très largement sur la dimension des pièces et le confort de la maison.

De nombreuses habitations urbaines possèdent des caves creusées à l'explosif (autrefois à la main), à même le roc. Ces pièces souterraines souvent vastes, convenablement aérées, sont le séjour idéal durant l'été. Parfois, non satisfaits d'un rez-de-chaussée et d'un étage spacieux, certains mozabites installent une deuxième galerie sur la terrasse, de façon à se protéger du soleil. De plus, la décoration intérieure, le nombre et les complexités des aménagements réalisés en plâtre, dans l'épaisseur du mur, témoignent du degré de science et de raffinement des maçons et propriétaires. Presque toutes les pièces, en effet, possèdent des étagères encastrées, des niches, des recoins qui ont un usage défini (poulailler, magasin à dattes, étagères pour la vaisselle, les vêtements, etc...).

Certaines maisons possèdent, en outre, une pièce réservée aux hôtes, ou bien l'ouverture du patio est remplacée par une coupole.

L'habitat des villes se retrouve inchangé dans les oasis dans ses dispositions générales. Cependant, l'absence de voisinage gênant, de plus vastes étendues de terrain, permettent aux architectes autochtones plus de fantaisie, aux habitants un contact direct avec la nature.

Le jardin se divise en deux parties :

L'une, de beaucoup la plus vaste, est une palmeraie d'exploitation qui peut, sans danger, être offerte aux vues de l'extérieur ; l'autre, très restreinte, délimitée par un mur élevé, est le jardin d'agrément. Sous quelques palmiers rangés le long des murs, croissent des orangers, des bigaradiers ornementaux, des légumes rares. Le tout est parfumé par le jasmin qui court sur le mur au-dessus de la porte. Au fond de ce minuscule paradis végétal, au sol soigneusement balayé, une galerie à arcades en légère surélévation et de cinq à six mètres de long, est le séjour favori du maître de maison et des enfants. C'est là aussi que les hôtes sont reçus et que se poursuivent, entre hommes, de longues conversations dans le désœuvrement de l'été.

Cette visite rapide de la maison mozabite, qui est aussi celle des Arabes agrégés et des Israélites de GHARDAIA, ne doit pas faire oublier le triste habitat des classes les plus pauvres. Si les dispositions générales sont alors conservées, l'exigüité des locaux n'a pas de pareille hors de ces ksours à populations entassées qui souvent manquent d'air, d'eau et de lumière.

LA CIVILISATION URBAINE AU M'ZAB

Les villes du M'ZAB représentent un capital immobilier considérable accumulé au cours des siècles. Bien qu'aucun recensement n'existe en ce domaine dans ce pays où le système d'imposition est encore la Lezma fixe, il est possible d'en évaluer la valeur à deux milliards de francs environ en tenant compte des multiples habitations d'été qui à GHARDAIA, en particulier, couvrent une bonne partie de l'oasis.

Cette accumulation de maisons est concentrée pour 90 % au moins sur un espace de moins de deux kilomètres carrés. 60 ha. pour GHARDAIA, 30 pour BENI-ISGUEN, 15 pour MELIKA, BOU-NOURA et EL-ATTEUF, 30 pour BERRIAN et 40 pour GUERRARA, soit au total 175 hectares de surface bâtie pour abriter une population théorique de 40.000 habitants.

A l'échelle de chaque ksar, le cadre du village est donc largement dépassé. Dans les rues étroites des villes mozabites (la plus large n'excède pas trois mètres), apparaît la complexité de l'établissement urbain. Il n'est pas rare que, de nuit, les habitués eux-mêmes s'y perdent. Passages couverts, impasses, escaliers s'enchevêtrent en

un réseau inextricable. Cependant, un plan d'ensemble existe qui, malgré la diversité apparente, se retrouve dans tous les ksours.

La mosquée, au centre, est le point de mire ; la plupart du temps, elle domine avec majesté la foule des maisons à qui elle semble commander. A l'écart de l'édifice religieux, dans un lieu bas, facile d'accès, se trouve la place centrale. Elle en a souvent remplacé une autre plus ancienne, abandonnée en raison du développement de la ville. Cette place si pittoresque de la ville mozabite est à la fois un marché et un forum. Marché où se rendent chaque jour les nomades de l'extérieur pour écouler leurs produits, ravitailler le ksar en bois, en beurre et en laine, faire eux-mêmes leurs emplettes chez les commerçants. Forum où les notabilités s'assemblent pour discuter gravement des affaires de la tribu. C'est de la place du marché, sur laquelle donne généralement la Mahakma du Caïd, que les instructions de l'autorité sont données à la population. Chaque ville était, jusqu'à l'arrivée des Français, protégée par une enceinte fortifiée flanquée de tours. Aujourd'hui, BERRIAN a totalement perdu ses fortifications — GUERRARA en conserve la majeure partie — GHARDAIA n'a conservé des murailles que du côté de l'oasis — les autres ksours et BENI-ISGUEN en premier lieu ont des remparts intacts.

HABITAT NOMADE

A côté des cités mozabites relativement opulentes et qui témoignent dans le domaine de l'habitat de science architecturale avancée, de leurs constructeurs, jointe à un goût profond pour la vie citadine, on rencontre dans les espaces désertiques entre les ksours, les tentes misérables des Chaambas. Beaucoup d'entre eux, sur le chemin de la sédentérisation, campent près des villes. Nombreux sont ceux aussi qui ont construit hors remparts des gourbis de toub ou de pierre dont l'accumulation tend à constituer de médiocres hameaux. Certaines villes du M'ZAB : GHARDAIA, BERRIAN et GUERRARA ont donc des faubourgs arabes peuplés dont l'extension est surtout fonction de la croissance démographique.

DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT

Si l'habitat arabe hors remparts se développe assez rapidement dans des conditions généralement peu satisfaisantes (mais la pauvreté de la population malékite ne peut permettre d'envisager mieux pour l'instant), l'habitat mozabite semble à peu près stationnaire. On répare certes, on reconstruit les maisons vétustes mais on fait peu de neuf.

La raison de la carence relative des Mozabites en ce domaine, carence qui a pour conséquence une sévère crise du logement, doit être recherchée dans les mœurs des Mozabites plus que dans la conjoncture économique.

Le Mozabite admet difficilement en effet de vivre à l'extérieur des remparts qui protègent la ville. C'est pour lui une sorte de déchéance que d'être rejeté hors de ces limites étroites, la perte du droit de cité. Partant de ce principe, les questions de confort, d'espace et d'air passent en dernier lieu. La richesse se confine souvent en des endroits étroits et sans lumière. Lorsque la maison est trop décrépite, on la démolit pour la reconstruire sur place en l'améliorant. Et bien entendu l'insuffisance quantitative des logements entraîne la cherté des loyers. L'exemple type de cette stagnation est BENI-ISGUEN, ville aisée s'il en est, en pays musulman. Depuis 50 ans, la ville s'est à peine étendue. Les remparts construits vers 1860 n'ont pas été forcés par la poussée des maisons. Cependant, pour parer au manque de logements, certains Mozabites tendent à faire de leurs maisons de campagne leur résidence habituelle, surtout lorsque celle-ci est peu éloignée de la ville.

En définitive, le problème de l'habitat se pose au M'ZAB avec une sérieuse acuité.

Le dépeuplement provoqué par l'installation de familles ibadites entières dans les villes du Nord est à peine sensible et, par ailleurs, la plupart des familles qui suivent ce mouvement étant largement aisées, se réservent la jouissance de leur maison au M'ZAB.

Mais c'est surtout pour les Arabes agrégés ou sédentarisés depuis peu que se pose le problème du logement. Les villes du M'ZAB exercent une forte attraction en raison de l'abondance du travail, sur les populations d'alentour, et la croissance démographique très rapide de la population malékite ajoute ses effets à ceux de la sédentarisation.

MŒURS ET COUTUMES DU M'ZAB

Les mœurs et coutumes des Mozabites se rattachent aux coutumes berbères avec cependant de larges ajouts résultant d'une religion et d'une histoire particulière.

Au M'ZAB, la rigidité des principes oraux, la valeur absolue donnée aux coutumes correspond à l'intransigeance dogmatique d'un petit peuple, car c'en est un, forgé et uni indissolublement par mille années de vie et d'exil commun. Bien que les Mozabites soient entrés très tôt dans le courant économique de la civilisation européenne, ils ont su conserver presque intacts jusqu'à nos jours les principes, les mœurs et coutumes de leurs ancêtres.

Le fait paradoxal explique les problèmes de ce pays de la contradiction. Il explique encore les luttes politiques qui divisent aujourd'hui l'esprit des BENI-M'ZAB.

Etudions quelques aspects des mœurs mozabites. Elles sont placées en vertu de la religion, sous le signe de l'austérité. L'austérité, c'est la réclusion de la femme — l'austérité, c'est l'interdiction des plaisirs coupables dont la liste est plus longue que nulle part ailleurs — l'austérité, c'est la vie simple, loin de l'agitation du monde, l'austérité c'est encore la passion du travail, de l'effort opposé complaisamment à la fainéantise, l'austérité c'est la volonté de s'en tenir à l'application de la réglementation qui règle les plus anodins des actes de la vie.

LE STATUT DE LA FEMME

Il existe sans doute peu de lieux au monde où la femme soit sous une plus étroite dépendance de l'homme. La femme, objet de la convoitise de ce dernier, l'est ici bien plus encore. Elle est la mère des enfants qui perpétuent la race des Béni-M'Zab, l'éducatrice du premier âge, la conservatrice du foyer et, d'une façon plus générale, la sauvegarde du M'ZAB. Elle représente la constante grâce à laquelle l'ibadisme survit. A l'interdiction première formulée dans le Coran, de montrer son visage à d'autres hommes que ceux de la famille proche, à l'obligation d'être voilée, les Mozabites, parfaitement conscients de la menace de dissolution que faisait peser sur leur race leur existence mobile de marchands en ont ajouté d'autres : l'interdiction de la coquetterie, et toutes les femmes ne portent que haïk de laine grossière — interdiction surtout de sortir du M'ZAB. Ces interdictions, formulées par les Azzabas, personnages religieux, sont sanctionnées par une peine très sévère, la « Tébria » ou excommunication, laquelle d'ailleurs peut être appliquée aux hommes comme aux femmes.

La femme est donc reclusé, confinée dans sa maison la plupart du temps. A partir de l'âge nubile, elle ne connaît plus, surtout si sa famille est aisée, que le paysage s'étendant autour de la terrasse.

Elle ne verra plus d'autres hommes que son mari et ses frères, pas même son beau-frère. Elle n'ira pas faire ses courses chez les commerçants, ce sont les hommes qui les font. Elle n'aura d'autres amies que les femmes de sa famille et ses voisines chez qui elle pourra accéder par les terrasses contiguës. Si vous rencontrez une femme mo-

zabite dans la rue, ce qui n'est pas très fréquent, elle rajustera rapidement son voile de façon à ne laisser voir qu'un œil. Souvent même, elle se tournera carrément contre le mur et attendra que vous soyez passé pour continuer son chemin.

La femme mozabite ne répond pas non plus aux convocations administratives. Son mari ou son représentant masculin (Oukil) se présente à sa place. Afin de limiter au maximum les possibilités d'action indépendantes de la femme, le Mozabite la fait souvent interdire par le Cadi lorsqu'elle a des biens personnels, sous prétexte d'inexpérience et d'insuffisance mentale.

Cet isolement farouche de la femme mozabite n'est diminué que durant l'été, lorsque, quittant le ksar surchauffé, elle se rend à l'oasis avec ses enfants. Là, sous les palmiers, à l'abri des hauts murs qui ferment le jardin, elle trouve ses seuls instants de contact direct avec la nature.

Une dérogation curieuse existe par ailleurs ; lorsque l'oued coule, les femmes peuvent sortir, se rendre sur la berge et observer autant qu'elles veulent le passage des eaux. On les voit alors par grappes joyeuses assistant à l'écoulement majestueux. Cette dérogation s'explique sans doute par la rareté du phénomène et la valeur symbolique de la crue de l'oued dans l'âme mozabite. Cette crue est, en effet, le signe que le Créateur n'abandonne pas les Ibadites établis au milieu de la Chebka désertique. La femme mozabite, lorsqu'elle a soigné ses enfants et fait sa cuisine avec souvent l'aide d'une négresse — car dans bien des cas c'est une « bourgeoise » matériellement parlant — se livre volontiers à des travaux de tissage. D'où l'artisanat très prospère du M'ZAB.

Si la femme adulte est « protégée » des contacts extérieurs, la fillette est, elle aussi, isolée. Certes, elle n'est pas voilée, elle peut jouer dans la rue avec ses compagnes, mais l'Ecole Française lui demeure interdite. En 1952, après 70 ans de présence française, alors qu'environ 2.000 garçons fréquentent les écoles primaires du M'ZAB, pas une fillette mozabite n'est inscrite à l'Ecole publique ; 4 ou 5 seulement vont à l'Ecole privée des Sœurs Blanches. Le fait ne doit pas cesser de demeurer à l'esprit de qui veut mesurer la force de résistance des traditions mozabites.

Le mouvement moderniste qui a provoqué l'expatriation de quelques dizaines de femmes mozabites déclenchant ainsi, d'ailleurs, les foudres des Azzabas, n'est pas encore parvenu à un début de scolarisation des fillettes.

L'interdiction des plaisirs coupables et de certaines affaires.

La liste des actes défendus est fort longue car les interprètes ibadites du Coran ont recherché dans le texte sacré les moindres allusions leur permettant de formuler une interdiction.

Les interdictions les plus notables sont :

L'interdiction de la musique (moins respectée de nos jours sauf dans la ville sainte de BENI-ISGUEN).

L'interdiction de fumer (celle-ci toujours respectée mais, tournée en cachette par de nombreux Mozabites).

L'interdiction des parfums et du luxe général.

L'interdiction des boissons alcoolisées (commune à tous les musulmans, mais ici particulièrement respectée).

La prohibition de la prostitution pour les femmes mozabites.

La prohibition du commerce de l'argent réservé aux juifs et qui ne va pas sans gêner la vie économique d'un peuple commerçant, etc...

La vie simple loin de l'agitation du monde.

Lorsque le Mozabite commence à vieillir et que ses enfants devenus grands sont aptes à gérer ses affaires, il arrive fréquemment qu'il se retire de ses activités pour se retremper au sein de l'existence primitive, biblique de ses pères. Vivant dans son ksar natal au milieu d'autres barbes blanches, il se consacrera désormais à des travaux simples de jardinage ou de maçonnerie, entrecoupés des prières rituelles. C'est qu'au fond le Mozabite garde au-dedans de lui-même jusque dans la vie active où il excelle en particulier par ses qualités commerciales la nostalgie d'une vie simple vouée en grande partie à la contemplation. Il se rattache, par là, à la grande tradition de ses pères, à l'exemple en particulier de l'imam ABEDERRAHMANE Ibn Rostem qui, Chef d'un royaume, construisait sa maison de ses propres mains. Cet aspect du tempérament mozabite ne peut être négligé, même si l'on considère que la vieillesse est généralement une période de repos, de réflexion et d'attente inquiète ou paisible de la mort. Vieillir et mourir au M'ZAB au milieu des choses simples aimées dès l'enfance est un article de la foi mozabite, aussi bien qu'une attitude spontanée de l'homme sur le déclin. La terre qui a vu naître l'ibadite doit lui servir de dernier séjour. Séjour tranquille puisque, de par les coutumes religieuses, sa tombe restera inviolable jusqu'au jour de la résurrection.

Jusqu'à présent, le modernisme n'a pas entamé l'idée de ce retour vers la terre natale. Combien de vieillards ne voit-on pas, juchés sur leur mulet ou sur leur âne, se diriger silencieux, le regard perdu dans une contemplation intérieure, avec la dignité qui sied à un notable, vers l'oasis de sa ville où ils s'adonneront aux travaux les plus simples ordinairement confiés à un khammès.

La passion du travail et du gain.

Au nom de la religion, le Mozabite a vaincu les conditions inhumaines du désert où il s'est réfugié. Au nom de l'indépendance de sa secte, il s'est lancé avec succès sur les routes du commerce nord-africain pour faire vivre et prospérer les bourgades du désert dont l'ensemble forme le M'ZAB. Sa race travailleuse a acquis un degré de réputation et un état de richesse relative qui contraste heureusement avec la dureté des conditions de vie qu'il s'était imposées au départ. Ici, le fatalisme oriental n'a pas eu raison des qualités de la race berbère et la nécessité aidant, l'esprit d'entreprise s'est largement développé devenant pour beaucoup un article de foi et une nécessité morale.

Le goût du travail, de l'effort individuel, associé à un esprit de lucre qui est sans doute le défaut le plus voyant des Béni-M'Zab, n'exclut pas l'esprit d'association et de collaboration d'où naissent les entreprises collectives. Ainsi en témoignent les grands ouvrages hydrauliques dont nous aurons l'occasion de reparler, et les multiples associations commerciales existantes. De plus, malgré les apparences et les conflits politiques, il existe une solidarité réelle entre Mozabites qui, dans toute la mesure du possible, évitent de se faire concurrence.

Les progrès de l'individualisme d'une part, les interventions multiples de l'organisation étatique d'autre part, n'ont pas eu raison jusqu'à ce jour de la tendance des Mozabites à agir et à s'administrer par l'intermédiaire de leurs entités traditionnelles, la fraction et la tribu.

Associé au goût du travail et soutenant l'effort, l'instinct de conservation physique, moral, spirituel, anime le comportement de ce petit peuple. Volonté de résistance et de survie traduite par l'attachement du Mozabite à ses affaires commerciales (sans elles le M'ZAB serait condamné à disparaître), volonté de permanence, d'intégrité, voire de conservatisme révélé par l'acharnement au travail de la terre ingrate des vallées de la Chebka, par

les dépenses énormes faites par les plus riches pour honorer la terre mozabite en aménageant à grands frais des villes de plaisance et de féériques jardins.

Il ne faudrait pas croire cependant que le Mozabite soit doué pour toute espèce de travail. L'« homo economicus » mozabite fut d'abord un « rusticus », puis un « mercator », surtout sans doute par la force des circonstances. Il fut aussi de tous temps un excellent bâtisseur. Mais les tâches ne ressortissant pas à ces trois branches d'activité furent toujours confiées à des populations de religion ou de races différentes : Juifs pour la confection des vêtements, des chaussures, le travail des métaux et la bijouterie ; Arabes pour les tâches serviles et nombre de petits métiers.

En définitive, le comportement économique mozabite apparaît en partie dicté par des impératifs d'ordre supérieur : travailler de telle ou telle façon peut être, pour lui, un devoir religieux et national en même temps.

Degré d'évolution des populations du M'Zab.

Si, sous la rubrique précédente, nous avons sciemment négligé de parler des mœurs de la population arabe, adonnée d'ailleurs à des genres de vie très différents, c'est en réalité que peu de chose la distingue à ce titre des populations malékites voisines, qu'elles soient nomades ou sédentaires, si ce n'est l'influence exercée sur elle par le milieu mozabite. La population malékite, en effet, vit surtout en client des Béni-M'Zab.

Partout, elle occupe les emplois les moins rémunérateurs et ne connaît pas l'indépendance économique réelle. Arabes arégés, Medabih, Chaambas même pour une partie et dans une moindre mesure, ne pourraient vivre sans les investissements, les offres d'emploi, de la clientèle mozabite. L'évolution de cette population en état d'infériorité depuis de nombreux siècles est peu avancée. Khammès, manœuvres du bâtiment, employés de commerce, petits métiers, vivent pauvrement et leur attitude favorable vis-à-vis de la scolarisation (les filles arabes vont facilement à l'école), n'a pu encore changer leur condition, car le pays est pauvre, l'élevage incertain, la culture aléatoire. C'est à peine si au total quelques dizaines de malékites ont une situation aisée acquise généralement dans le commerce ou dans l'élevage.

Proche de la situation des Arabes est celle des Israélites. En état d'infériorité devant leurs maîtres mozabites, ils n'ont pu encore sortir de la condition misérable et méprisée qui fut la leur durant des siècles. Le quartier juif de GHARDAIA est le plus archaïque des mellahs d'Algérie. Entre ces maisons hautes parfois de deux étages, mais dont l'aspect correct ne rachète pas la misère intérieure, le long des ruelles obscures où de loin en loin stagnent des flaques nauséabondes, on ressent ce que peut être parfois la dure condition humaine.

Femmes et hommes ont, pour un bon nombre, conservé les mœurs bibliques. Celles-là vêtues de longues robes chatoyantes, grasses sous l'étoffe crasseuse, les cheveux nattés, de grossiers bijoux de laiton ou d'argent autour du cou, élèvent des enfants blafards dans une atmosphère lourde que l'implacable chaleur de l'été rend plus insupportable encore. Beaucoup de ces femmes ne parlent qu'arabe, n'ayant pu bénéficier de l'école dans leur enfance. Les hommes, de leur côté, sont à peine plus évolués. Ils éprouvent les plus grandes difficultés à trouver des occupations rentables et seulement quelques-uns d'entre eux sont parvenus à l'aisance.

L'Ecole française et les qualités inhérentes à la race juive doivent permettre à la population israélite de GHARDAIA de rattraper son retard. L'évolution est cependant à peine commencée et c'est plutôt à l'extérieur du M'ZAB que les Israélites cherchent aujourd'hui un avenir meilleur. Plusieurs centaines d'entre eux ont quitté le M'ZAB pour la terre promise, lorsque l'Etat d'Israël s'est constitué. Un certain nombre déjà se livrent au commerce dans les cen-

tres du Sud et des Hauts Plateaux où les conditions matérielles et morales défavorables dues à la proximité des Mozabites disparaissent.

En définitive, c'est sur l'action des Mozabites que repose l'évolution du M'ZAB tout entier.

Riches d'un passé de civilisation, forts de leur activité et de leur nombre, ils sont à l'avant-garde du progrès matériel, social et moral au M'ZAB. Dès avant l'occupation de leur pays, ils purent, par le commerce, prendre contact avec l'Européen dans les grandes villes du Nord. Aujourd'hui, leur commerce extérieur a pour clientèle autant l'Européen que le Musulman, et, sous la pression des circonstances : évolution de l'ensemble de la population algérienne amenant la concurrence des musulmans locaux, augmentation constante du chiffre de la population européenne, sens des affaires et évolution des Mozabites eux-mêmes, le contact avec l'Européen devient de plus en plus fréquent et étroit. Par ailleurs, l'évolution matérielle s'accélère à la mesure d'un enrichissement certain. Depuis 1830, la fortune mozabite évaluée par tête d'habitant a sans aucun doute fait plus de progrès que celle des autres musulmans d'Algérie. L'accroissement démographique pour diverses raisons a en effet été extrêmement lent. Le commerce jouissant désormais d'une parfaite sécurité, les Mozabites ont pu, par ailleurs, y donner toute leur mesure. Aujourd'hui, en outre, grâce à l'Ecole, mais peut-être plus encore par le contact du comptoir, 50% des Mozabites du sexe masculin parlent le français, des milliers le lisent et l'écrivent.

Mais l'évolution est freinée, voir corrigée et guidée par la survivance des coutumes, l'attachement aux institutions du passé et surtout la situation de la femme qui, elle, est maintenue jalousement à l'abri du contact civilisateur.

En fait, ces Mozabites, ces durs travailleurs sont plus près des conceptions d'une vie bourgeoise, laborieuse, probe et ordonnée que quantité d'autres administrés. Et de ce fait permettrait de conclure qu'une évolution ample et harmonieuse est possible et pourrait se réaliser.

309.65
D65

DOCUMENTS ALGÉRIENS

Service d'Information
du Cabinet du Gouverneur Général de l'Algérie

SERIE MONOGRAPHIES

N° 17 — 15 SEPTEMBRE 1955

M ' Z A B

LE M'ZAB (Deuxième Partie)

GEOGRAPHIE ECONOMIQUE

ECONOMIE SOCIALE.

Les populations du M'ZAB aux genres de vie et aux aptitudes diverses forment un complexe économique assez équilibré. Analysons rapidement la fonction de chaque groupe dans cet ensemble.

En premier lieu les Chaâmbas nomades ou semi-nomades fournissent aux sédentaires : viande, laine, bois, pierre à bâtir, timchent (plâtre), etc... Les sédentaires arabes eux sont fabricants de chaux, maçons, manœuvres en tous genres, khamès dans les palmeraies. Les Mozabites exercent le commerce, fournissent les nomades de tous les objets et denrées qui leur sont nécessaires, écoulent les fabrications locales des tapis et tissages. Ils sont de plus, volontiers agriculteurs, maîtres maçons, menuisiers, peintres, boulangers et bouchers. Les Juifs tiennent la bijouterie, certaines branches de l'artisanat (tailleurs, cordonniers) le commerce des tissus, des boissons alcoolisées, de l'argent et des métaux précieux.

Les tribus des régions voisines (Larbas de LAGHOUAT, OULED NAIL, de DJELFA, Ouled YACCOUB d'AFLOU) contribuent à l'économie locale, particulièrement pendant la saison hivernale par leur apport en laine, viande, beurre et leurs achats nombreux dans les centres urbains.

Au total le M'ZAB possède une économie traditionnelle d'échange de nomades à sédentaires, telle qu'on la retrouve moins complète et moins accentuée en de nombreux points du Sud.

Cependant cette économie s'est sensiblement transformée depuis la pacification de la région. En effet, ce type d'économie pour profiter également aux deux éléments supposait de la part des nomades, maîtres du désert, le monopole des communications et des transports, la possibilité de contraindre le sédentaire à accepter certaines conditions d'échanges. Aujourd'hui l'équilibre est nettement rompu au profit des sédentaires qui plus actifs, plus intelligents, jouissant d'une plus grande sécurité, détenant par ailleurs les moyens financiers, ont mis la main, pour ainsi dire, sur une grande partie de l'économie nomade que souvent ils financent, dirigent et organisent. La sécurité des voies de communication, l'apparition de l'automobile et son incidence sur les transports ont amené la misère du nomade qui fait maintenant beaucoup plus figure de client que de partenaire économique.

C'est sur les marchés des villes du M'ZAB, chaque ksar possède le sien, que se font les échanges. Autrefois, les villes se disputaient à qui attirerait à soi le plus grand trafic, source de prospérité pour la tribu intéressée. Cette situation a également bien changé. Si tous les marchés subsistent, la plupart quotidiens, certains ne servent plus qu'à l'approvisionnement en bois et en bétail de la population sédentaire. L'activité économique s'est concentrée, GHARDAIA, avec son grand marché hebdomadaire appelle à elle la plus grande partie de l'activité d'échange dans la pentapole. A la périphérie du M'ZAB, BERRIAN et GUERRARA, doivent à leur situation écartée de posséder des marchés secondaires en voie de développement. Par contre, BENI ISGUEN, BOU NOURA, MELIKA, EL ATTEUF et METLILI sont à peu près privées d'activité économique, ou ne l'ont conservée, c'est le cas de BENI ISGUEN, marché de l'artisanat local, que dans le cadre d'une spécialité bien déterminée, au total peu importante.

AGRICULTURE.

L'agriculture est relativement peu importante au M'ZAB où, à raison de la rareté de l'eau et des terres cultivables, elle consiste essentiellement en l'entretien de quelques palmeraies (180.000 palmiers productifs) et n'occupe que quelques milliers d'individus. Sous le couvert des dattiers, on trouve un certain nombre de jardins fruitiers, des cultures maraîchères, des céréales en petite quantité. L'ensemble de ces ressources ne peut suffire à ravitailler une population de 53.000 habitants qui doit en conséquence importer des dattes d'OUARGLA, d'EL GOLEA, d'IN SALAH, voire de TIMIMOUN, des fruits et des légumes de MEDEA et de la MITIDJA, et des Hauts-Plateaux, la presque totalité des céréales dont elle a besoin.

THE LIBRARY OF THE

OCT 7 1955

UNIVERSITY OF ILLINOIS

Le M'ZAB a connu de 1943 à 1949 des sécheresses extrêmement redoutables qui firent périr des dizaines de milliers de palmiers, arrêtaient la production des autres, interdisaient presque toutes cultures sous-jacentes. Dans certaines oasis, l'eau de boisson fut rationnée, quelques puits seulement continuant à fournir de l'eau.

Cette situation catastrophique eut des causes multiples. Ainsi que nous l'avons déjà dit, les établissements humains de la Chebka du M'ZAB ont une origine essentiellement religieuse et politique. Les considérations économiques lors de leur création n'ont joué qu'un rôle tout à fait secondaire.

L'oued M'ZAB, Ouéd purement saharien, qui est censé alimenter la nappe phréatique de la gouttière d'érosion qui forme son lit n'a que des crues rares et capricieuses. A la latitude de GHARDAIA, il n'y a plus de régime des pluies, à proprement parler, seulement des orages dont la formation est toujours aléatoire. A peine plus favorisées que celles de la Pentapole, sont les oasis de BERRIAN et de GUERRARA, fondations plus récentes établies sur des Oueds plus septentrionaux. Il n'existe aucune source au M'ZAB. Il faut puiser l'eau dans la nappe phréatique à des profondeurs variables atteignant 40 et 50 mètres dans les périodes de grandes sécheresses. Il n'est pas donc étonnant qu'une sécheresse exceptionnelle par sa rigueur et sa durée ait entraîné une disparition partielle de la couverture végétale que seule une activité et une ingéniosité hors de pair avaient réussi à établir et à maintenir.

Cette activité et cette ingéniosité se manifestent dans la remarquable organisation hydraulique des oasis du M'ZAB, chef-d'œuvre d'organisation, de prévoyance et de travail persévérant qui fait honneur au génie mozabite. Nous ne saurions sans être tout à fait incomplet ne pas en dire quelques mots.

La nappe phréatique qui fut en définitive jusqu'à une époque récente la seule ressource hydraulique est exploitée par des milliers de puits qui crèvent la surface du sol cultivable. Le puits n'est pas original par sa conception mais par son mode d'exploitation. Le travail de puisage n'est pas fait directement par l'homme mais par des bêtes, ânes, mulets ou chameaux qui se déplacent selon un mouvement de va et vient sur un plan incliné, sous la conduite d'un gardien. Le matériel de puisage est constitué par un « dellou », récipient souple en peau de chèvre, en forme d'entonnoir, dont l'extrémité inférieure, la manche, n'est pas obturée. Une corde couissant sur une poulie à l'aplomb du puits dominant le sol de 1 m. 50 environ, est attachée au bord supérieur de l'entonnoir, tandis qu'une autre attachée à l'extrémité inférieure maintient la manche de l'entonnoir en position repliée durant l'opération de descente et de remontée. L'ensemble est calculé de telle façon que lorsque le « dellou » arrive hors du puits la manche tirée par sa corde, s'allongeant au-dessus du bassin, permette à l'eau de s'échapper. Le système déjà appliqué en l'an 1000 est encore très utilisé de nos jours. Son automatisme entraîne une économie d'effort humain sans lequel jamais, étant donné la profondeur des puits, les palmeraies mozabites n'auraient pu être créées et prospérer.

Mais la science hydraulique des mozabites est encore davantage perceptible dans la méthode employée pour répartir les eaux des crues, forcer l'oued à s'infiltrer et approvisionner le sous-sol des palmeraies. Pour parvenir à ce but le moyen est toujours le même. On barre la gouttière de l'oued autant de fois qu'il est nécessaire par des levées de terre, souvent revêtues de maçonnerie voire par des barrages entièrement en maçonnerie. Certains de ces ouvrages sont imposants. A GUERRARA, l'Oued Zegrir est dérivé sur la palmeraie par une levée de terre de 2 km de long sur 3 mètres environ de hauteur. Des ouvrages en maçonnerie d'une technique simple mais ingénieuse permettent d'évacuer le trop plein des eaux et de vidanger la palmeraie lorsque l'infiltration est suffisante. L'Oasis d'EL-ATTEUF possède un barrage de retenue et d'infiltration de 500 mètres de long entièrement construit en maçonnerie. BENI ISGUEN, doit la plus grande partie de ses atterrissement cultivables à un ouvrage en maçonnerie de 400 mètres de long sur 8 mètres de hauteur. Par ailleurs, le moindre écoulement des oueds est dérivé vers les jardins à partir de l'amont des palmeraies au moyen de grands canaux « seguias » qui se subdivisent en ramifications secondaires. Chaque jardin, par des ouvertures soigneusement calculées, reçoit la crue et les alluvions qu'elle transporte.

Ainsi, les surfaces d'infiltration sont multipliées par cent et par mille. Dans bien des cas, lorsqu'elles ne sont pas trop importantes, les crues se perdent dans les palmeraies du M'ZAB ou derrière les barrages. Si un premier barrage n'a pu tout contenir, un deuxième, un troisième, un quatrième arrêtera le trop plein que le précédent aura laissé passer.

Les ouvrages, barrages et séguias nécessitent un énorme entretien auquel parfois les tribus entières participent, mais sans eux, le M'ZAB et en particulier l'espace occupé par la Pentapole ne serait qu'un lit d'oued infertile.

Si nous nous tournons maintenant vers l'activité agricole proprement dite, nous retrouverons, malgré les difficultés d'exploitation, l'activité et l'acharnement des ibadites du M'ZAB. « Rustici » à l'origine des habitants du

M'ZAB le sont demeurés au fond d'eux-mêmes. Nombreux sont ceux qui reviennent passer l'été dans leur villa de l'oasis, soigner avec amour les quelques arbres que leurs aïeux leur ont légués. Nombreux sont ceux encore qui passent leur vieillesse dans les travaux simples de la vie champêtre quelle que soit leur situation de fortune, et leur passé d'hommes d'affaires. Argent, labeur ne sont pas épargnés pour maintenir les oasis du M'ZAB qui approvisionnent tant bien que mal les citadins en légumes et en fruits.

Il ne faut pas cependant dissimuler que les conditions d'exploitation sont très onéreuses. Si la main-d'œuvre est abondante, la fumure suffisante, rare est la terre fertile, plus rare encore l'eau, et coûteux le moyen de l'amener à la portée des plantes. Le système de puisage ancien est encore le plus employé, mais les stations de pompage (au nombre d'une centaine environ) actionnées électriquement, par moteur à essence ou à mazout, ont la faveur des mozabites aisés. Le machinisme se développe de cette manière dans l'agriculture, en dépit du prix élevé du courant électrique, des carburants et de la profondeur des puits. Malgré tout, il faut se restreindre périodiquement si la crue se fait trop attendre. Beaucoup de puits sont alors à sec, beaucoup d'autres ne donnent plus qu'un débit insignifiant. Les cultures se raréfient ou disparaissent. Seuls les arbres demeurent, et les soins jaloux dont on les entoure ne suffisent pas toujours à leur faire passer le cap difficile.

Le remède à ces sécheresses périodiques qui ravagent le M'ZAB a été trouvé en 1938, lorsque fut foré à quelque 500 mètres de profondeur dans la nappe albienne le premier puits artésien. Mais ce remède devait rapidement s'avérer légèrement onéreux — malgré de nombreux forages à MELIKA, BENI-ISGUEN, EL-ATTEUF, METLILI, GUERRARA et BERRIAN — l'agriculture du M'ZAB utilise encore très peu de cette eau jugée trop coûteuse, ascendante mais non jaillissante en raison de la cote du terrain et qu'il faut par conséquent pomper à 50, 60 ou même 80 mètres de profondeur. C'est seulement à GUERRARA que l'eau jaillit et ce fait ouvre des perspectives de développement pour l'oasis de cette ville.

La R.E.E.S.A. (Régie d'Exploitation des Eaux Souterraines du Sud Algérois), société d'économie mixte créée en 1948 pour exploiter les forages profonds assure l'irrigation des 2/3 des palmeraies du M'ZAB. Par ses réseaux de distribution, elle satisfait la totalité des besoins de la palmeraie de GUERRARA et 30 % des besoins des autres palmeraies dont l'alimentation en eau d'irrigation est assurée par pompage. L'accroissement des quantités vendues à l'agriculture par cet organisme est continu et moyennant les investissements à consentir pour la création de quelques nouveaux forages dans les palmeraies qui en sont dépourvues on peut affirmer que l'existence de ces ouvrages constitue pour les oasis du M'ZAB une garantie de survie en cas de sécheresse grave.

Pour conclure sur l'agriculture au M'ZAB, nous ne saurions adopter un jugement ni optimiste ni tout à fait pessimiste. Ici la psychologie particulière des habitants contrecarre l'application des lois de l'économie politique. Les palmeraies du M'ZAB sont sans doute peu de choses comparées au chiffre de la population. Les jardins seraient trop coûteux pour ceux qui voudraient en faire une exploitation rationnelle. Mais par ailleurs les villes du M'ZAB ont un tel besoin de ravitaillement frais qu'on voit mal comment les palmeraies pourraient disparaître même dans une économie transformée.

La tendance serait au maintien du système économique traditionnel permettant à chaque ville de trouver l'essentiel de sa subsistance dans sa banlieue immédiate. A ces causes de survie viennent s'ajouter en premier lieu la passion profonde que les mozabites portent à la terre du M'ZAB, sentiment qui les pousse à investir sur place, à dépenser parfois dans la culture l'argent gagné dans le commerce, puis l'abondance d'une main-d'œuvre peu exigeante, qui n'a souvent d'autres moyens d'existence que le travail de la terre si ingrate soit-elle, ensuite les besoins de consommation plus étendus et nouveaux, créés par l'enrichissement d'une partie des populations locales et leur augmentation numérique, enfin les moyens modernes qui rendent le pompage et l'irrigation plus faciles. Ajoutons que l'éloignement des centres de production, qui grève de lourds frais de transports les produits importés constitue une sorte de prime à la production locale. Ainsi donc dans un pays pauvre et surpeuplé l'agriculture qui satisfait aux besoins essentiels de l'homme tant affectifs que matériels apparaît comme une constante sociale sur laquelle les lois de l'économie classique (à base de calcul de prix de revient et d'égoïsme individuel) ont peu de prise.

L'ELEVAGE :

Si l'agriculture est malgré tout une ressource importante de l'économie locale, l'élevage chez les sédentaires est relégué au dernier rang. Chaque ksar confie à la garde d'un ou de plusieurs bergers, un troupeau de chèvres de quelques centaines de têtes dont le lait est indispensable à la nourriture de la population. Les animaux s'éloignent durant le jour jusqu'à 10 ou 15 km de la ville, rentrent chaque soir dans « leur famille » car si la pâture est collective chaque animal a un propriétaire. Ils y reçoivent une ration de complément, bien nécessaire étant donné le peu de ressources offertes par les pâturages de la Chebka.

Des ânes, des mulets et quelques chameaux constituent par ailleurs le cheptel vif de l'agriculture et servent en même temps à tous les transports à l'intérieur des villes où l'étroitesse des rues interdit toute modernisation ; mullets et ânes sont aussi un moyen de locomotion très usité par les habitants de la Pentapole pour se rendre d'une ville à l'autre.

L'élevage familial comporte en outre des gallinacées assez nombreux, rarement des lapins, car ces derniers animaux supportent mal les étés brûlants.

Les élevages d'ovins et de camelins ne se conçoivent pas dans l'économie des sédentaires. Les nomades Medabih et Chaambas sont donc en définitive les seuls éleveurs importants au M'ZAB. Mais leurs troupeaux, ravagés par des famines périodiques, très accentuées dans ces régions désertiques, sont assez peu nombreux :

— 4.670 chèvres ; 4.180 ovins ; 1.516 camelins en 1951.

Troupeau insuffisant pour permettre à tous les Chaambas de mener une existence exclusivement nomade et ceux qui la mènent sont généralement de pauvres gens. L'existence pastorale de type traditionnel apparaît d'ailleurs condamnée à plus ou moins brève échéance dans ces régions arides. Seule pourrait sauver l'élevage en le transformant, une organisation moderne s'appuyant sur les transports automobiles et des points d'eau multipliés. Nous n'en sommes pas encore à ce stade et en attendant, les nomades se sédentarisent lentement soit dans la palmeraie de METLILI qui leur appartient en propre, soit dans les palmeraies des ksours mozabites, soit tout simplement en ville où l'appel de main-d'œuvre est important dans le bâtiment, les transports, les travaux publics, etc...

Ce mouvement inéluctable dont l'origine est à rechercher dans la disparition de la fonction nomade essentielle, les transports chameliers, d'oasis à oasis que les transports automobiles ont supplantés, a justifié de la part de l'Administration des réalisations ayant pour but le recasement des nomades dans l'agriculture. C'est ainsi que le puits profond de ZELFANA a donné naissance à une palmeraie nouvelle qui sera d'ici quelques années, lorsqu'elle entrera en production, répartie entre des éleveurs déshérités.

L'élevage nomade au M'ZAB et dans les environs immédiats est donc depuis longtemps entré dans une décadence qui ne fera que s'accroître malgré les renouveaux passagers dus à une pluviométrie plus abondante. Dans ces solitudes immenses qui servent de parcours aux troupeaux Chaambas, il est à peu près impossible à l'Autorité de porter un secours matériel efficace aux nomades et de les amener à une évolution quelconque, en raison de la dispersion des individus et des conditions climatiques incertaines. Mais sans aucun doute, à une échéance que l'on peut fixer à quelques décades, l'élevage renaîtra équipé et organisé à partir de l'économie sédentaire car si l'éleveur est aujourd'hui dépassé par les difficultés du milieu, le pâturage pour autant ne disparaîtra pas et il suffira lorsque l'infrastructure routière et l'équipement hydraulique seront suffisants de trouver les moyens rationnels d'en tirer parti et de sauver le troupeau en période de disette. Il nous appartient de diriger, d'ores et déjà nos efforts vers ce but.

MINES ET INDUSTRIES — INDUSTRIES EXTRACTIVES.

Elles se limitent à l'extraction de la pierre pour la construction, pour la fabrication de la chaux, du gypse, pour la fabrication du plâtre.

Le pays étant essentiellement calcaire, la pierre à chaux est extraite un peu partout dans le voisinage immédiat des agglomérations.

Le centre principal de l'extraction du gypse est situé entre GHARDAIA et METLILI, le long de la piste joignant ces deux centres. De nombreux affleurements sont exploités suivant des méthodes rudimentaires, ce qui n'empêche pas qu'on puisse considérer cette industrie comme très active. Une centaine de personnes au moins y sont occupées en permanence. Le « timchent » c'est le nom local du plâtre grossier mais très résistant, tiré des fours primitifs, trouve un très large emploi dans la construction mozabite.

De même la pierre à chaux, calcinée par les nomades dans de petits fours primitifs ou par des entrepreneurs sédentaires selon des méthodes plus rationnelles, donne une chaux excellente très utilisée dans la construction locale et, les ouvrages hydrauliques (barrages, séguías d'irrigation, etc...).

INDUSTRIE DU BATIMENT.

Les industries extractives trouvent leur débouché dans le bâtiment qui est au M'ZAB, pays de cités, à civilisation urbaine, une activité très prospère. On peut estimer que depuis les carrières jusqu'aux mouleurs de plâtre, en passant par

les transporteurs, un millier d'individus environ concourent à l'édification des immeubles et à l'exécution des travaux publics. A GHARDAIA même, on fabrique des carrelages en ciment teinté, des claustras en ciment a.mé, des moulages en timchent, etc... Il existe en outre une scierie moderne et des ateliers de menuiseries bien équipés. Des chefs maçons mozabites assez peu nombreux et hautement estimés dirigent la plupart des chantiers.

Cette activité fiévreuse, surtout alimentée par l'argent venu du nord, connaît son maximum d'intensité au printemps, mais n'est jamais en sommeil. C'est dans la population arabe que se recrutent surtout les nombreux ouvriers et manœuvres dont le bâtiment a besoin.

ARTISANAT.

A côté de l'industrie du bâtiment en voie de modernisation, s'est maintenu un artisanat important et assez prospère — touchant à plusieurs branches d'activités : tapis et vêtements de laine, dinanderies, poterie, bijouterie, travail du cuir, etc...

Le plus important d'entre eux, et de beaucoup, est l'artisanat des tissages de laine et des tapis. Il est pratiqué par les femmes durant les longs loisirs que leur laisse leur existence recluse. Il est extrêmement difficile de connaître le nombre des ouvrières, les femmes ne travaillant qu'à certains moments de l'année et surtout lorsque les conditions d'écoulement sont satisfaisantes. Le chiffre de 3.000 est le plus couramment admis. Les productions sont très variées et souvent de haute qualité (djellabas, haïks de laine blanche, kachabias, burnous de laine et de poil de chameau, passages et tapis de BENI-ISGUEN en tissage plat, chargés de dessins géométriques d'un effet très original). De tous les points de l'horizon, les nomades viennent au M'ZAB s'approvisionner en vêtements de laine.

Des courtiers, des commerçants achètent les productions artisanales au marché aux enchères, en particulier à BENI-ISGUEN, où se situe la bourse de l'artisanat mozabite fréquentée par tous les acheteurs sérieux. Les mozabites font une grosse consommation de tapis (chaque fille à marier doit être pourvue d'un trousseau qui en comporte plusieurs). Le reste s'écoule auprès des Européens et des touristes avec une assez grande facilité.

Les sœurs blanches se sont intéressées à la fabrication des tapis dès leur installation au M'ZAB. Elles possèdent à GHARDAIA un ouvroir important où elles s'efforcent de conserver la pureté du style et la qualité de la fabrication qui comme partout ailleurs a malheureusement tendance à baisser.

L'école de filles de GHARDAIA, de son côté, possède depuis peu d'années un atelier de tissage où une vingtaine de fillettes s'initient aux finesses du métier.

DINANDERIE.

Le travail du cuivre semble au M'ZAB un artisanat assez récent dans sa forme actuelle. Un cours professionnel installé à l'école de garçons de GHARDAIA a beaucoup fait pour le développer. Les productions, plateaux de toutes dimensions, martelés, incrustés ou ciselés, sont de premier ordre quant à la qualité, mais manquent en général d'originalité et de cachet local. La clientèle est surtout touristique.

OUVRAGES DE CUIR.

Le **filali** produit sur place est travaillé en petites quantités par des artisans savetiers qui fabriquent « nails », « babouches » et chaussures de femme. Cet artisanat est fortement concurrencé par les productions de l'extrême Sud et du Soudan, et son existence est par ailleurs menacée par la vogue de la chaussure industrielle européenne.

POTERIE.

Très fruste quoique d'un style agréable, la poterie a à peu près disparu aujourd'hui. Un seul artisan suffit aux besoins des mosquées.

BIJOUX.

La bijouterie au M'ZAB est une spécialité juive. Les artisans de cette profession travaillent essentiellement pour le milieu local musulman qui se contente de bijoux assez grossiers. Certains cependant sont très adroits.

L'ensemble de l'artisanat mozabite est très important, tant par la quantité et la qualité des productions que par les ressources de complément qu'il procure à l'économie locale.

LE COMMERCE.

Le commerce est l'activité essentielle des mozabites. C'est aussi l'une des activités principales du M'ZAB proprement dit. Le commerce s'appuie sur un réseau de voies de communication et un système de transports dont nous parlerons tout d'abord.

VOIES DE COMMUNICATION ET TRANSPORT.

La position géographique de la Pentapole, au nord du désert proprement dit, sur le méridien d'ALGER, qui coupe en deux parties égales le Sahara fut très vite exploitée par les mozabites.

Mais là encore l'intervention humaine fut prépondérante pour détourner les caravanes qui précédemment contournaient la Chebka, accidentée, pierreuse, coupée d'entailles profondes et par conséquent délaissée.

Autrefois, les transports étaient effectués uniquement à dos de chameaux le long de pistes chamelières, simples tracés sinueux faits par le pied des bêtes. Les transporteurs étaient les nomades Chaambas travaillant en collaboration avec les négociants mozabites.

Or, esclaves noirs du Soudan, dattes des oasis sahariennes, henné, plumes d'autruche, convergeaient vers GHARDAIA qui fut dès le XIV^{me} siècle une place commerciale très importante. De GHARDAIA, les chameaux remontaient ensuite à petites journées jusqu'à la mer. Ils en revenaient lourdement chargés de blé, de sucre, de thé qui s'en allaient s'écouler dans les oasis les plus reculées.

Si ce trafic s'est en partie conservé, les moyens de transport ont bien changé. Depuis 1920, l'automobile a peu à peu supplanté les caravanes et à son triomphe aujourd'hui à peu près total correspond la déchéance des chameliers nomades. Le trafic est devenu l'affaire des sédentaires qui l'exercent sur des pistes carrossables et entretenues.

C'est en premier lieu le grand axe routier nord-sud qui poussé jusqu'au HOGGAR canalise la plus grande partie du trafic. Bitumée entièrement depuis 1952, la piste LAGHOUAT-GHARDAIA est maintenant parfaitement satisfaisante pour tout espèce de trafic automobile — mais à partir de GHARDAIA vers EL-GOLEA, IN-SALAH et TAMANRASSET, la piste est seulement entretenue en état de roulement et moyennement viable pour les voitures légères.

À 11 km au nord de GHARDAIA et sur la route de LAGHOUAT existe l'embranchement de la piste d'OUARGLA qui se divise, 30 km plus loin, en deux tronçons : l'un menant à OUARGLA et l'autre à GUERRARA ; de GUERRARA à TOUGGOURT, OULED-DJELLAL, BISKRA et MESSAAD, les tracés encore peu satisfaisants sont moins fréquentés. Des pistes secondaires mais au trafic important relient entre eux les ksours et oasis de la Pentapole (GHARDAIA, la DAIA, BEN DAOUA, GHARDAIA, EL-ATTEUF) et GHARDAIA à METLILI et à SEBSEB.

Tout ce réseau assez étendu est encore peu satisfaisant du point de vue de la viabilité. En particulier les pistes de la Pentapole établies dans un terrain très difficile, ne répondent plus aux besoins du trafic croissant qu'entraîne l'évolution d'une population dense.

Les transports automobiles créés par des Sociétés et des particuliers, Mozabites, Arabes et Juifs, sont très actifs.

La S.A.T.T. (Société Africaine des Transports Tropicaux) assure le trafic des voyageurs, nombreux, qui vont et viennent entre le M'ZAB et le TELL concurremment avec la Société « Les Fils BOUKAMEL » entreprise mozabite. A GHARDAIA un autre BOUKAMEL a la concession du transport des voyageurs sur les lignes intérieures du M'ZAB. De nombreux commerçants possèdent des camions qui transportent leurs approvisionnements.

LE COMMERCE.

Le commerce est à la fois un commerce de ravitaillement des populations locales sédentaires qui ne trouvent sur place que peu de ressources, un commerce d'échange avec les populations nomades, un commerce de transit vers les oasis de l'extrême-Sud.

GHARDAIA est une place commerciale de contact entre les régions steppiques présahariennes, habitat des éleveurs nomades, et les oasis sahariennes, habitat de sédentaires pléniculteurs. Sa situation favorisée a été exploitée par une population particulièrement industrielle, jouissant de l'héritage d'une civilisation relativement avancée.

Le mozabite « rusticus » à l'origine s'est transformé peu à peu dans les premiers siècles des établissements ibadites du M'ZAB en « mercator » sous le coup de la nécessité. Il a vite témoigné de ces dispositions innées pour

la profession commerciale qui sont sans doute un trait de la race berbère, mais peut-être aussi le signe d'un apport oriental et plus précisément Persan, remontant à la belle époque du royaume de TIARET.

Aujourd'hui GHARDAIA est sans conteste la place commerciale la plus importante du Sahara central, mais elle partage sa fonction de ville de contact avec BERRIAN d'une part au contact immédiat de la Steppe des éleveurs et GUERRARA, bien placé sur la route des caravanes, d'autre part.

L'ampleur du phénomène commercial ne laisse pas d'étonner à GHARDAIA, car en fait la région est à peu près dépourvue de ressources. Mais le marchand mozabite a réussi, en s'approvisionnant en objets fabriqués, à conquérir les faveurs d'une partie importante de la population nomade du Sud-Algérois. Il se contente de marges bénéficiaires moins élevées que les autres commerçants musulmans. Il offre à sa clientèle un tel choix d'articles, qu'insensiblement les nomades sont attirés par son magasin bien achalandé. Il trouve de plus dans la population citadine du M'ZAB, un excellent client.

Les objets fabriqués, fruits du machinisme européen, qu'on trouve maintenant sous toutes les tentes nomades, tissus, théières, cuvettes émaillées, etc... ont pris la place de la poudre d'or et des esclaves dont le trafic a complètement disparu.

Du Sud, viennent des dattes, du Soudan, des produits artisanaux, voire quelques arachides.

Le commerce de transit se fait surtout du Nord vers le Sud : sucre, thé, céréales, sont répartis jusqu'au Hoggar, à partir de GHARDAIA.

L'ECONOMIE MOZABITE A L'EXTERIEUR DU M'ZAB.

Toutes ces ressources de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat et du commerce local, ne sauraient suffire, tant s'en faut à faire vivre la nombreuse population du M'ZAB.

Très tôt, les mozabites essaimèrent dans les oasis sahariennes où ils établirent des relais commerciaux. Mais dès le XIV^{me} siècle, le commerce saharien devait tomber en décadence. Incertitude des espaces immenses du désert, conflits politiques, attaques de caravanes, autant de faits qui se conjuguèrent pour porter les Béni-M'Zab à étendre leur activité vers d'autres régions, c'est-à-dire vers le Nord avec lequel sans doute les relations furent toujours assez suivies.

Contraints de s'expatrier, les mozabites le firent naturellement en premier lieu le long du méridien, se faisant une place de choix dans le commerce des centres et des villes, situés sur la route qui mène aux régions riches et à la mer : LAGHOUAT, MEDEA, BLIDA, ALGER. ALGER surtout capitale politique et grand centre économique, comptait déjà au XVII^{me} siècle une colonie importante de commerçants mozabites, jouissant d'un statut spécial particulièrement favorable.

En commerçants avisés, les mozabites surent toujours en effet se ménager en les achetant, les concours nécessaires au succès de leurs entreprises. Attentifs à n'avoir aucun ennemi, intrigants auprès des puissants, les dédaigneux ibadites de la Chebka réussirent en toutes occasions à concilier les pouvoirs publics, au besoin en renonçant l'autorité et en lui dénonçant les manœuvres de ses sujets. Cette attitude leur a permis d'obtenir même en période troublée la protection de leurs caravanes et de leurs biens.

Peu à peu, les mozabites se sont installés dans toutes les villes d'Algérie. Il va sans dire que la sécurité que nous avons introduite dans un pays autrefois anarchique n'a fait que développer l'émigration et par suite la prospérité mozabite.

En 1945, on estimait que 6.000 mozabites environ vivaient en permanence en dehors du M'ZAB. La plupart font d'ailleurs de brefs séjours au M'ZAB tous les ans ou tous les deux ans.

Les branches d'activité qui intéressent surtout les ibadites sont l'épicerie de détail, le commerce de tissus, la quincaillerie, parfois les transports. Inutile d'ajouter qu'entre ibadites il existe une forte solidarité commerciale, des associations nombreuses qui sont à rapprocher de l'organisation et de la solidarité israélite.

Chez les deux sectes, juive et ibadite, même aptitude au négoce, même esprit d'entraide, même crainte de la persécution et du boycottage.

Au fur et à mesure que sous la pression des autochtones malékites, tard venus aux activités commerciales, le mozabite sent plus de résistance à son expansion en milieu musulman, les mozabites gagnent du terrain dans la clientèle européenne. Il n'est pas rare d'en rencontrer qui ont deux établissements dans la même ville, l'un réservé plutôt à la clientèle musulmane, l'autre plus moderne et mieux achalandé, fréquenté par la clientèle européenne.

Tant à CONSTANTINE qu'à BONE ou à ALGER, la rivalité commerciale tend à s'accuser entre mozabites et israélites.

Le mozabite essentiellement détaillant, s'efforce de prendre pied dans le commerce de gros, détenu par les juifs. Mais, jusqu'à présent, les tentatives mal secondées financièrement n'ont pas abouti.

La population mozabite tire 70 pour cent de son revenu des boutiques du nord et des nombreux biens, immeubles, propriétés rurales, qu'elle y possède. Son enrichissement constant et rapide malgré la concurrence, permet des envois de fonds très importants aux familles et des investissements de toutes sortes.

Il faut regretter que nos renseignements sur le commerce mozabite soient trop vagues, trop qualificatifs. Une enquête sérieuse, menée avec des moyens d'investigations suffisants fournirait des renseignements les plus intéressants tant sociologiques qu'économiques. Il semble que la littérature intéressant le M'ZAB qui est très abondante ait négligé cet aspect essentiel de la vie matérielle mozabite. Or c'est cette organisation économique qui, en définitive, explique l'influence d'une population peu nombreuse, population à laquelle elle permet de conserver son visage, ses coutumes, sa civilisation, à l'abri des ingérences administratives et de mener elle-même son évolution.

Ce n'est pas à GHARDAIA que s'élabore la physionomie moderne du M'ZAB, mais dans ces milliers de boutiques où, à l'occasion des relations commerciales s'établissent les contacts les plus étroits avec le monde extérieur.

NIVEAU DE VIE DES MOZABITES DU M'ZAB.

On a dit que les mozabites étaient riches.

Rien ne nous permet de confirmer ou d'infirmer cette assertion, car il n'existe pas d'inventaire de la fortune et du revenu mozabite à l'extérieur du M'ZAB et ceci est incontestablement une lacune sérieuse dans nos connaissances.

Mais incontestablement il existe au M'ZAB un certain nombre de grosses et moyennes fortunes (certains sont entre les mains d'Israélites et d'Arabes). L'ensemble de la population mozabite vit assez bien, dans de vraies maisons, beaucoup de familles ont des domestiques, arabes ou noirs. Il n'y a pas de mendiants ibadites, mais c'est parce que la solidarité ibadite pourvoit chacun de l'indispensable. 800 concessions d'eau potable, 3.500 concessions électriques représentant une consommation de courant d'une valeur approximative de 18 millions de francs par an sont encore les signes d'une aisance relative.

C'est à force de travail et de persévérance que les ibadites sont parvenus à cet état de prospérité qui étonne le visiteur. Partis de presque rien après la ruine de TIARET puis de SEDRATA, ils ont reconstitué dans un milieu naturel, tout à fait hostile, une civilisation et une fortune.

Les arabes agrégés, les nomades chambas et les israélites à un degré moindre sont demeurés dans la pauvreté du commun des populations sahariennes sédentaires ou nomades.

En somme, comparé à celui de la moyenne des populations européennes, le niveau de vie moyen des habitants du M'ZAB demeure très inférieur, mais incontestablement la majorité mozabite jouit d'une situation matérielle privilégiée.

Ce qu'il ne faut pas perdre de vue c'est que la richesse relative de l'élément dominant, qui permet d'ailleurs à des milliers d'arabes de trouver des moyens d'existence, ne se maintient qu'au prix d'une activité de tous les instants, d'un effort soutenu depuis des siècles et qui n'a pas son égal chez les autres populations de l'Algérie.

Les résultats qui sont à la mesure de cet effort sont la preuve que les mozabites appartiennent à une race particulièrement bien douée.

Ils sont aussi le témoignage de l'influence des idées religieuses sur l'activité matérielle des hommes. La réussite mozabite ne pouvait être le fait que d'une minorité peu nombreuse, mais cette observation n'ôte aucun mérite à ceux qui en furent les promoteurs actifs et conscients.

Il est juste de dire également que la prospérité des mozabites est fragile. Qu'un mouvement de boycottage prenne de l'ampleur et le M'ZAB ne reçoit plus d'argent, qu'une crise commerciale éclate et le M'ZAB en pâtit d'angoissement. Aussi les mozabites vivent dans la hantise des troubles et des guerres. Pendant les époques de prospérité ils ont tendance à accumuler chez eux des stocks d'or de vivres et de vêtements, comme si un siège devait un jour avoir lieu.

Région de Colomb - Béchar

GEOGRAPHIE PHYSIQUE

Le voyageur qui arrive à Colomb-Béchar par la voie ferrée ou la piste pourrait croire que cette région est monotone. C'est la première impression que laisse l'immensité aride qui s'étend de part et d'autre du ruban rectiligne qu'il suit. Mais une incursion, même rapide, lui montrera au contraire, l'extrême variété du pays due au contraste du relief : montagnes au Nord-Est qui tranchent sur la Hamada désespérément plate et bordée à l'horizon par des gour d'aspect ruiniforme : puis, annoncé par sa palmeraie, surgit le centre vivant de Colomb-Béchar prolongé par les agglomérations minières de Béchar-Djedid et Kenadza, et plus au Sud de cette pénéplaine houillère de teinte sombre s'étend la grande plaine d'Abadla, dernière région quelque peu verdoyante, grâce au Guir, avant l'immense solitude du Sahara. Car cette région du Sud-Oranais, au pied du revers méridional de l'Atlas présaharien, n'est pas encore le Sahara : la Hamada, ce plateau pierreux qui s'étend au Nord de Colomb-Béchar, est bien une étendue désertique avec comme seul végétal le DGA (*Anabasis Arretoïdes*), mais la végétation existe bien ensuite dans les palmeraies et les lits des oueds : dans les vallées au Sud de Béchar existent des mimosées, le THALA (*Acacia tortillis*) qu'une simple ondée fait reverdir, et le tamarin (*Tamarix articulata*) qui est l'arbre d'ornementation des agglomérations.

Comme partout ailleurs, en région présaharienne, ou saharienne, la vie se groupe le long des cours d'eau : les deux plus importants sont l'oued Guir et l'oued Zousfana dont le confluent à Igli donne la Saoura, le troisième qui intéresse directement cette étude est l'oued Beghar : c'est le moins long, il ne dépasse pas 200 kms : son bassin d'alimentation comprend les montagnes de l'Antar et de l'Horreit. A 10 kms au Nord-Est de Béchar, un barrage souterrain naturel, permet l'alimentation des villes de Colomb-Béchar et Kenadsa : une partie de ces eaux souterraines est drainée par la barre calcaire cénomano-turonienne sur laquelle ont été forés les principaux puits qui alimentent en eau potable, ces deux centres.

Ces agglomérations sont dominées, au Nord, par deux alignements, sensiblement parallèles, de calcaires blancs ou « barga » : le premier est cenomano-turonien, et le second, tabulaire, forme l'escarpement limitant le plateau pierreux de la Hamada de l'Oum-Es-Seba (850 à 900 mètres d'altitude).

Des buttes témoins d'un autre plateaux pierreux, plus élevé encore (1.000 m.), dépôt tabulaire lacustre, démantelé par l'érosion, dominant la Hamada de l'Oum-Es-Seba : ce sont des gour : Oum-Es-Seba, Golla, Ziar dont la table supérieure se raccorde avec celle de la grande Hamada du Guir,

Au Sud et au Sud-Ouest de Colomb-Béchar et Kenadsa, s'étend la pénéplaine carbonifère aux crêtes rectilignes monoclinales, gréseuses. Sur la zone axiale de l'anticlinal, des crêtes plus élevées constituent les chaînons de Ghelb-El-Guenah, du Guelb-El-Douda, du Chebret-Mennouma et du Chebret-Djihani.

Au Sud de la pénéplaine carbonifère et du Chebret-Mennouma s'étend la grande plaine d'Abadla, dominée par des gour dont la table supérieure de calcaire lacustre se raccorde également avec la table de la grande Hamada du Guir. La teinte rouge et lumineuse de la plaine d'Abadla et des gour tranche, à Sfaia, lorsqu'on arrive de la plaine carbonifère de teinte noire.

Au Nord de Colomb-Béchar, le revers Sud de l'Atlas Saharien comprend des chaînons parallèles alignés sensiblement Est-Ouest. Ce sont les montagnes jurassiques du djebel Grouz. Au Sud du Grouz s'élève une autre chaîne d'âge carbonifère dominant de 800 m. et de 1.000 m. la région environnante. Elle est formée, d'une part, de l'énorme masse du djebel Antar, d'autre part, des sierras du djebel Horreit. Une autre montagne carbonifère, le djebel Béchar domine toute la région. Sa direction générale, à l'inverse des précédentes, est Nord-Est, elle est affectée de torsions qui augmentent sa largeur. Son altitude maximum est de 1.500 mètres, elle décroît du Nord au Sud, allant de 1.322 mètres, sur le parallèle de Colomb-Béchar, pour descendre à 760 mètres à Taghit (à 110 kms de la partie la plus élevée).

Des torsions du djebel Bechar partent, vers l'Ouest, au Sud du parallèle de Colomb-Béchar, des chaînons anticlinaux sensiblement parallèles : Menoura-Djihani, Menouarar et djebel Arlal.

A l'Est du djebel Béchar, au-delà de l'oued Zousfana, se dresse une autre montagne carbonifère : le djebel Mezarif dont l'altitude décroît aussi du Nord vers le Sud.

A 900 mètres d'altitude le climat est sec et continental, avec fortes chaleurs estivales de juin à septembre. L'hiver, tout en étant ensoleillé, peut être assez rude. Les vents qui soufflent de la Hamada du Guir sont glacés et pénétrants, les températures nocturnes en janvier peuvent atteindre -5° et -7° . Les grands vents de sable soufflent surtout en mars et avril et correspondent à nos giboulées de Mars.

La chaleur apparaît début juin ou mi-juin et les nuits cessent d'être fraîches ($30-35^{\circ}$).

La pluviométrie est faible, une moyenne établie sur dix années : 1944-1954 donne 90 m/m 48.

Cet aperçu d'ensemble étant posé, l'étude qui suit se restreindra à celle du territoire du siège de la Commune Mixte, la monographie des postes détachés de la Commune Mixte : Abadla, Béni-Ounif, Kenadsa, Taghit faisant l'objet d'études séparées.

PEUPLEMENT

Le territoire, dépendant, au point de vue administratif, directement du siège de la commune comprend le centre de Colomb-Béchar et son faubourg de Béchar-Djedid, « les Ksour » d'Ouakda, Boukaïs, Mogheul, El-Amar, et les terrains de parcours des deux grandes tribus des Ouled-Belghiz et des Ouled-Djedir soit une superficie de : 21.000 kilomètres carrés pour une population de : 19.038 âmes (selon les résultats du recensement de 1948) — (densité : 0,9).

Ce territoire est limité :

— Au Nord : par la frontière algéro-marocaine ;

— A l'Est : par le poste de Béni-Ounif suivant une ligne passant par le Méridien situé à 3 km. de Béni-Zireg, Hassi-El-Mir, Hassi-Mezou ;

— Au Sud : par le poste de Taghit, suivant une ligne par Hassi-Mezou, Hassi-Bouamama, El-Mouggar et Menouarar ;

— A l'Ouest : par le poste de Kenadsa suivant une ligne allant de Guelb-El-Aouda, Hassi-En-Nous, El-Berguen, Garet, Ouled-Zebboudji, Sedet-El-Mehara.

Cette portion du territoire de la commune comprend trois grandes divisions :

1° Les agglomérations citadines : Colomb-Béchar et son faubourg Béchar-Djedid (population totale : 14.604 habitants dont 8.000 musulmans, recensement officiel de 1948) ;

2° Les ksour : Ouakda, Boukaïs, Mogheul, El-Ahmar et Sfissifa faiblement peuplés ;

3° Les tribus nomades : Ouled-Belguiz (1.414 âmes) et Ouled-Djerir (1.920 âmes).

Ce sont ces tribus d'arabes ex-grands nomades qui forment le fond de la population franco-musulmane de la ville de Colomb-Béchar tandis que les ksour d'Ouakda (485 habitants), El-Ahmar (313 habitants), Boukaïs (158 habitants), Mogheul (148 habitants) constituent des îlots berbérophones de faible importance.

Cette grande division commande les distinctions que l'on constate dans l'habitat, les mœurs, le degré d'évolution :

— Maisons européennes des commerçants et fonctionnaires musulmans dans la ville avec sa périphérie d'habitations plus pauvres à Debdaba et dans la « Chaaba » quartier de pisé formant en pleine ville, une sorte de ksar surpeuplé et autrefois réservé aux militaires des compagnies sahariennes et aux moghazenis.

— Tentes des nomades pasteurs et petits agriculteurs sur les terrains de parcours des deux tribus.

— Habitat coutumier des ksouriens berbères agriculteurs.

Et pôle d'attraction de cette population disparate, la ville de Colomb-Béchar et son faubourg industriel de Béchar-Djedid qui forme un ensemble européen d'environ 6.000 habitants dont 1.697 étrangers.

En effet, la seule immigration que l'on relève à Colomb-Béchar est européenne : Espagnols et habitants originaires d'Europe centrale que les remous politique des années 1930-1945 ont chassé de leur pays et anciens légionnaires, se sont établis dans le centre où ils ont trouvé à s'occuper dans les grandes Administrations techniques, Houillères, Méditerranée-Niger, Bureau des Recherches Minières, Service de la Colonisation et de l'Hydraulique.

La présence de ces grandes entreprises et la faible densité de la population permet aux Français-musulmans de trouver du travail sur place sans émigrer.

L'immigration des Français-musulmans, est donc nulle. Il s'agit plutôt d'un mouvement de la population à l'intérieur d'une même commune puisque le salariat non spécialisé des mines est pourvu en majeure partie par les gens de la tribu des Doui-Menia du poste détaché d'Abadla auxquels on peut ajouter quelques Kabyles venus en 1940-1942, à l'époque où la production des Houillères s'est intensifiée pour faire face aux besoins de l'Afrique du Nord.

L'aperçu sur la géographie physique et l'existence des grandes entreprises et grands services qui viennent d'être énumérés indiquent suffisamment que la région de Colomb-Béchar est davantage industrielle et, par conséquent, commerçante, qu'agricole.

ACTIVITE INDUSTRIELLE

I. — CHARBONS :

La production des Houillères du Sud Oranais s'est élevée, en 1954, à 300.000 tonnes environ ; il faut rappeler que la production la mine n'était que de 35.000 tonnes en 1939.

Quatre sièges sont en exploitation :

- Le siège n° 7 à Kenadsa ;
- Les sièges n°s 21 et 25 à Béchar-Djedid ;
- Le siège du Ksi-Ksou dans le bassin de Ghorassa.

L'effectif total du personnel — ingénieurs, maîtrise, employés, ouvriers — est de 3.000 environ, ce qui fait vivre une population de 12 à 15.000 personnes.

Des études sont actuellement en cours pour savoir si la construction d'une centrale thermique peut être entreprise à Colomb-Béchar.

II. — RECHERCHES MINIERES :

Dès 1949, le Bureau de Recherches Minières de l'Algérie a entrepris des recherches dans la région de Colomb-Béchar ; ces recherches ont porté à l'origine sur le bassin houiller de Ksi-Ksou et sur les indices de cuivre connus dans les monts d'Ougarta et de Tabelbala.

Les travaux entrepris depuis cette date ont intéressé des zones de plus en plus étendues autour de Colomb-Béchar :

- région d'Aïn-Sefra pour le cuivre ;
- région de Bou-Kaïs pour le cuivre et le manganèse ;
- région de l'Atlas Saharien pour le manganèse depuis Colomb-Béchar jusqu'à Brezina ;
- région de la Saoura pour le plomb et le zinc ;
- région d'Ougarta et de Tindouf pour le fer et le manganèse ;
- région de Chebket-Menouna pour le plomb et le fer des P.K. 20 et 40 ;

En outre, une étude du houiller a été effectuée dans le synclinal de Tindouf.

Dans la région de Colomb-Béchar presque tous les terrains susceptibles d'être minéralisés, qui affleurent à la surface du sol, ont été prospectés ; par contre, aucune prospection n'a été entreprise dans les terrains de Hammada et dans les Ergs. Ces régions pourront être étudiées dans l'avenir par des procédés géophysiques aériens, en particulier par le magnétomètre aéroporté.

Enfin le B.R.M.A. a entrepris, en association avec les Mines domaniales de potasse d'Alsace, l'étude du bassin salifère situé au Nord de Kenadsa en vue de rechercher de la potasse.

Les résultats obtenus sont d'importance très inégales :

A Bou-Kaïs les travaux ont montré l'existence d'un gisement de cuivre contenant seulement 5.000 tonnes de métal avec une teneur de minerai tout venant de 2,5 %.

Aux P.K. 40 et 50 on a trouvé 100 à 150.000 tonnes de minerai de fer qui pourra être exploité conjointement avec le minerai de manganèse de Guettara qui constitue le principal gisement connu jusqu'à présent dans la région de Colomb-Béchar — 1.500.000 tonnes de minerai à plus de 45 % de manganèse.

Enfin à Gara-Djebilet, il existe un important gisement de fer renfermant plusieurs milliards de tonnes d'un minerai à plus de 50 % de fer avec un important tonnage à 56 %.

Ainsi dans la région de Colomb-Béchar le minerai de manganèse de Guettara et le minerai de fer des P.K. sont susceptibles d'être exploités et de servir de base à l'implantation d'une industrie du ferromanganèse au voisinage du bassin houiller. Les études sont très avancées pour les réalisations.

Une petite cimenterie et une petite briqueterie sont enfin en cours d'étude ou d'exécution à l'échelle des besoins locaux.

III. — Il faut signaler aussi l'activité dans cette région du centre d'essais d'engins spéciaux.

AGRICULTURE

En ce qui concerne l'agriculture, la culture des céréales pratiquée en terrain sec ne donne des rendements qu'extrêmement variables suivant la pluviométrie mais généralement très faibles.

Les vents de sable, au moment de la floraison, particulièrement en terrain sec et non abrité gênent encore les récoltes, aussi le rendement moyen à l'hectare varie entre 1,8 à 3 seulement pour le blé dur, entre 3 et 4 pour l'orge.

En 1954 les surfaces emblavées et récoltées représentent pour le blé dur : 310 hectares : 2.170 quintaux. — Orge : 172 hectares : 1.384 quintaux.

Seules les céréales cultivées en terrain irrigué, dans la palmeraie ou à proximité, donnent de bons rendements. La production locale en céréales atteint à peine 10 % de la consommation, le reste est importé du Tell par chemin de fer. La S.A.P. de Colomb-Béchar pourvoit à l'importation des céréales. Pour la campagne mai 1954-mai 1955, elle a vendu à la consommation familiale 1.200 quintaux de blé dur. Le commerce des orges a porté sur 2.000 quintaux environ.

Les arbres fruitiers : grenadiers, abricotiers, etc... sont en nombre insignifiant et les dattes des palmeraies de Béchar, d'Ouakda, Mogheul, El-Ahmar et Boukaïs (84.000 palmiers environ en pro-

duction) sont de qualité insuffisante et concurrencées par les dattes du Touat et du Gourara de qualité supérieure. Seules les cultures maraîchères pratiquées dans les palmeraies voisines de l'agglomération de Colomb-Béchar (Ouhda, Boukais, Mogheul, El-Ahmar) constituent une source de revenus importants pour les Ksouriens qui trouvent des débouchés très rémunérateurs sur les marchés des centres de Colomb-Béchar et Kenadsa.

A ces cultures familiales en terrain sec les nomades des tribus : Ouled-Djerir et Ouled-Belguiz joignent un petit élevage (caprins et ovins) principalement sur les terrains de parcours de leur tribu. Le troupeau comprend environ 15.000 têtes pour l'espèce caprine et 8.000 pour l'espèce ovine.

Il n'y a pas d'artisanat dans la région. Ce qui précède donne une idée de ce que peut être le commerce local, il est basé principalement sur l'importation des produits agricoles et denrées alimentaires et l'exploitation de produits miniers. Et ceci nous amène à traiter des voies de communications qui sont en même temps celles du commerce : pistes, voies ferrées, voie aérienne.

VOIES DE COMMUNICATIONS

La principale route est l'axe de communication Nord-Sud qui traverse le territoire de la Commune Mixte de Duveyrier à Taouerta. Le tronçon Nord Duveyrier-Colomb-Béchar a été classé route nationale.

Cette route est encore pour le moment une piste, dont l'entretien incombe à l'Administration des Ponts et Chaussées, mais sa transformation en route encaillassée et goudronnée est en cours de réalisation.

Le tronçon Sud (Colomb-Béchar-Taouerta), 160 kilomètres, est également à l'état de piste ; seul son nom diffère c'est la piste Transaharienne n° 2 qui se prolonge jusqu'à Gao et dont l'entretien est assuré par le Méditerranée-Niger.

A ce grand axe Nord-Sud s'ajoutent deux pistes vers le Maroc. La piste vers Oujda, qui traverse le territoire de la Commune Mixte sur 70 kilomètres, jusqu'au Monument du Général Leclerc et dont la Commune Mixte vient de terminer la mise en état de viabilité par la construction de radiers et de passages goudronnés sur toute sa longueur. Cette piste a été prise en charge par les Ponts et Chaussées par arrêté du 18 janvier 1954.

Il faut ajouter pour compléter cet inventaire du patrimoine routier de la Commune Mixte les pistes suivantes d'importance de chemins vicinaux et ruraux.

a) *Colomb-Béchar-Abadla* : 100 kilomètres environ.

— le tronçon reliant la piste Transsaharienne n° 2 à Taghit : 6 kilomètres environ ;

— la piste de Men-Abah à Mogheul : 7 kilomètres environ ;

— la piste directe de Béni-Ounif à Taghit : 155 kilomètres environ ;

— la piste directe d'Abadla à Taghit, par Ksi-Ksou et Sfaïa : 100 kilomètres environ.

b) *Colomb-Béchar-Djenien* : 8 kilomètres environ.

Il existe deux voies ferrées : la voie étroite Oran-Colomb-Béchar reliée à la grande ligne du Tell. Alger-Oran à Perrégaux, assure, outre, le trafic des voyageurs trois fois par semaine dans les deux

COLOMB-BÉCHAR

sens, celui des marchandises et des matériaux en provenance du Nord. Cette ligne est d'une importance essentielle pour la ville de Colomb-Béchar. Le trafic au cours de l'année 1954 a été le suivant : 16.756 voyageurs, au départ, soit une diminution de 6.036 sur le chiffre de l'année 1953. Cette diminution du trafic voyageur est la conséquence de la suppression de la ligne Colomb-Béchar-Kenadsa. Le nombre des voyageurs à l'arrivée est resté sensiblement égal. 40.534 tonnes de marchandises.

L'ordonnance du 2 novembre 1945 a fixé la structure administrative et financière du réseau de la Méditerranée au Niger : 275 kilomètres de voies principales ont été construites et exploitées au 1^{er} juillet 1952 par le réseau du Mer-Niger entre Bouarfa (Maroc) et Abadla, sur le territoire de la Commune Mixte à 90 kilomètres au Sud-Ouest de Colomb-Béchar.

Le trafic marchandises s'est élevé, en 1954, à 270.000 tonnes dont la majeure partie est constituée par l'évacuation du charbon des Houillères du Sud-Oranais.

Le tonnage de charbon extrait du Ksi-Ksou et transporté vers Kenadsa, est, en 1954, de 68.627 tonnes.

L'exportation du manganèse est arrêtée.

Créée le 21 novembre 1951, la ligne aérienne d'Air-France assure trois voyages par semaine en direction de Paris-Marseille-Lyon via Alger et Oran.

En 1954, il a été enregistré 2.829 voyageurs à l'arrivée et 2.936 au départ ; le fret transporté par Air-France, au cours de cette même année s'élève à 108.649 colis expédiés et à 295.656 colis reçus.

A ces grandes voies de communications doivent s'articuler les voies de communications intérieures de la commune qui toutes convergent vers le chef-lieu Colomb-Béchar. Ces voies existent, encore reste-t-il à les améliorer, cela a été le but des réalisations effectuées dans le cadre du Plan d'Action Communal d'abord, des travaux d'initiative communale ensuite, qui ont été réalisés dans tous les domaines : viabilité, hydraulique, scolarisation, santé publique.

SOCIETE NATIONALE
des
ENTREPRISES DE PRESSE
6, avenue Pasteur - Alger
- Téléphone : **396-59** -

DES MOUTONS ET DES HOMMES

Avant d'en venir à l'élevage et à la transhumance, il faut considérer la population; il est peu de pays au monde où l'homme et le mouton soient si étroitement liés.

La population est presque entièrement musulmane 109.450 musulmans contre 1.231 non-musulmans au recensement de 1954. Les quelque sept cents israélites de l'annexe sont venus naguère du Mzab; on a observé un temps chez leurs jeunes gens une certaine tendance à émigrer en Israël. La population européenne n'augmente pas; elle a même diminué depuis la suppression de la garnison de Djelfa. Il n'y a pas de colons. L'élément européen, à part les fonctionnaires, s'est mal adapté au pays; il comprend quelques techniciens, chefs d'entreprise, transporteurs; mais est éliminé, remplacé peu à peu. Par contre, la population musulmane (relativement stabilisée depuis quelques années) a doublé en cinquante ans. Elle comprend des nomades ou demi-nomades, des sédentaires habitant les qçour, et quelques commerçants mozabites. Les nomades des vingt et une tribus en forment les deux tiers. Seize centres groupent 25.000 habitants sédentaires. Depuis une quinzaine d'années, pour diverses raisons sur lesquelles nous ne revie ndrons, la sédentarisation s'accroît, avec des résultats divers.

Le Centre de Djelfa est de formation moderne et de style fort banal avec deux grandes rues se coupant à angle droit, et des maisons très monotones. Autour de la ville dont les remparts d'argile en ruines sont à peu près le seul pittoresque, mais que bordent des jardins et des prairies aux beaux peupliers, se groupent de plus en plus des îlots satellites de maisons indigènes élémentaires accueillant les plus ou moins récents sédentarisés, Djelfa s'est construite autour du bordj fondé en 1852 par Yusuf.

Le Centre avait 114 habitants en 1860, 263 en 1863 (on ouvrait la route de Laghouat). La commune mixte est créée en 1868. Les indigènes affluent sérieusement après 1870. En 1920, ils sont 2.835 (y compris 106 mozabites) contre 590 européens. La famine de 1920, puis la voie ferrée, puis la multiplication des transports et la route goudronnée déterminent une nouvelle poussée, pour dépasser 6.000.

Un plan d'urbanisme, peut-être un peu optimiste, prévoit pour dans vingt cinq ans une population de 20.000.

Si la population de Djelfa a plus que doublé en trente ans, celle des qçour a presque doublé, ce qui souligne la tendance à la sédentarisation.

Hassi Babah a 1.200 habitants, Zénina 1.400, Charef 1.100. Dar Chioukh, enrichi par les émigrants Ouled Bouabdallah qui vont travailler en France en a 1.100. L'oasis de Messaâd, gros marché du sud, en compte plus de 6.000. Les anciens militaires retraités sont nombreux dans ces qçour (2.500 environ). Leur influence est d'autant plus grande qu'ils appartiennent au premier collège et constituent un élément politique appréciable.

Trois nouveaux petits villages se sont même constitués depuis dix ans : Kroa-el-Botma aux Ouled Si Ahmed, El-Euch aux Ouled Abdelkader, Mliliha aux Ouled Aïffa. Le développement des qçour s'explique aussi pour une raison très intéressante : aussi bien d'un point de vue traditionnel que pour des buts progressistes, chaque tribu tient à avoir son centre avec son entrepôt, son marché, aujourd'hui son école.

Les nomades participent à la poussée démographique. Ce sont les tribus de la zone nord-est (Saharis, Ouled Bouabdallah, Ouled Ben Alia) et les Thouaba qui croissent le moins ou même diminuent.

Les Ouled Naïl, purs arabes de l'invasion hilalienne, forment la grande majorité des tribus. Ils l'ont emporté sur la couche plus ancienne des Saharis et des Abbaziz. Les qçouriens sont tous arabophones aujourd'hui, mais doivent comporter des éléments d'origine berbère ancienne. Les gens de Demmad, puis Messaâd, au pied du fameux Castellum Dimmidi, se disent d'origine romaine. Toutes ces dif-

férences tendent d'ailleurs à s'atténuer en face de l'uniformité administrative, bien que les rivalités familiales soient toujours aiguës. Le sans tribal est vivace, mais on se marie de plus en plus entre membres de tribus différentes.

Bien que les conditions géographiques strictes que nous venons d'envisager ne laissent pas beaucoup de marge, une certaine évolution se constate. Le niveau de vie (quoique stoppé périodiquement par les crises désastreuses de sécheresse) s'est nettement amélioré malgré la progression démographique. Le prix du mouton, de sa chair, de sa laine et de sa peau, a monté plus vite que celui des céréales et des produits qu'il faut importer (sucre, café, thé, huile, légumes, tissus, carburants, objets manufacturés). Les salaires et les pensions sont plus substantiels. L'émigration fournit son appoint. Environ trois mille familles vont dans le Tell (Sersou, Mitidja, Médéa, Alger), y restent quelques années ou s'y fixent. Quelque cinq cents ouvriers représentent en France, notamment à Montluçon, les Ouled Bouabdallah et les Ouled Abdelkader, y restent en général cinq ou six ans et envoient des sommes importantes à leurs familles.

La circulation monétaire s'est accrue. On vit de moins en moins en économie fermée. La fréquentation des Européens, l'autocar, la radio, le cinéma n'ont pas laissé d'agir sur la mentalité et le comportement des nomades. Le pasteur biblique regarde dans le journal le cours de la laine, sait les conséquences des achats américains, ou des restrictions de la guerre de Corée ou de la hausse de l'or; prend le téléphone pour dicter avec les démarcheurs algérois ou marseillais le cours du mouton sur pied selon l'état des pâturages.

Le Qçourien se nourrit moins bien, a une vie moins saine, mais plus encore de facilités, surtout à Djelfa, pour évoluer. La polygamie est en régression; les Qçouriens sont presque tous monogames.

Pour accentuer ces progrès ou pour les stabiliser en regard de l'accroissement de la population, les moyens sont assez réduits : en dehors d'un petit développement possible des cultures de céréales par des irrigations nouvelles, là où cela ne gêne pas le mouton, il n'y a qu'un but essentiel à rechercher : pallier, par l'accroissement des fourrages et des points d'eau aux effets désastreux des périodes de sécheresse. C'est encore l'histoire biblique de Joseph, des vaches grasses et des vaches maigres. En rapprochant l'éleveur et le cultivateur de l'école, de la poste, de l'assistance médicale, d'une administration plus étoffée, plus efficace et plus dégagée des influences locales, on peut d'ailleurs espérer obtenir indirectement des intéressés un plus grand esprit de prévoyance et d'adaptation.

Le troupeau normal est d'environ 600.000 moutons, 120.000 chèvres, 15.000 chameaux, 10.000 bovins, 14.000 ânes, 500 mulets, 3.000 chevaux barbes. Il dispose d'environ 1.500.000 hectares de pâturage. Peu de moutons nomadisent hors de l'annexe (35.000 en temps normal vers le Sersou, Aïn-Boucif et Chelala; 100.000 dans les mauvaises années).

Si l'on compte qu'un chameau mange à peu près comme dix moutons, un bœuf, si forcément sobre qu'il soit, comme six, on voit que chaque animal dispose seulement de 1 hectare et demi de steppe. C'est peu car le terrain n'est pas homogène et certains lieux sont impraticables faute d'eau. Il faut sans doute ajouter les 1.150.000 hectares de la partie sud, mais ils ne sont pas toujours accessibles. L'encombrement est toujours grand sur les plateaux de la moitié nord. Il devient dangereux s'il dépasse les 800.000.

Les bœufs sont maigres, sauf dans les Zahrez et à Zénina. Les chèvres guident le troupeau et appartiennent au berger. Les chevaux sont un luxe passionnément aimé. « Je suis le caïd des plus beaux chevaux et des plus jolies femmes » disait le caïd de la tribu des Ouled Sidi Ahmed, le capitaine Ben-chérif (1), fidèle aux traditions de la poésie arabe. Mais c'est le mouton qui est le maître et le roi, la source de toute richesse dont dépend non seulement la prospérité, mais à la lettre, la vie même de la plupart des habitants de l'annexe.

(1) Mort en 1920, auteur en français du livre sur le Pèlerinage à La Mecque et d'un roman *Le Cavalier*.

Le mouton naïli n'est pas le mouton à grosse queue des Aurès dont la réserve de graisse caudale et d'odeur forte, a contribué au discrédit dont souffrit longtemps le mouton « africain » dans les boucheries de la métropole. Il est très résistant, grand, avec des membres grêles, la toison blanche, la tête dégagée, blanche ou pigmentée de brun clair.

LA TRANSHUMANCE

Les transhumants vont donc, en gros, hiverner dans la région sud, remontent au printemps sur les plateaux du nord, vendent les moutons engraisés, vont, avec ou sans mouton, et en certain nombre estiver dans le Tell, pour revenir en automne dans la partie centrale ou septentrionale de l'annexe. Mais ce mouvement n'est pas comparable à celui des grands nomades Saïd Otba par exemple, entre Ouargla et le Sersou, ni même à celui des Larbaâ de l'annexe de Laghouat. Le plus gros des mouvements Ouled Naïl se fait dans les limites de l'annexe de Djelfa. Les déplacements vers le Sersou et les communes du département d'Alger concernant moins les moutons que les hommes. Ceux-ci, au nombre de plus de 15.000 vont travailler à la moisson et à la cueillette des lentilles dans le nord en été. Mal payés, ils gagnent juste de quoi rapporter une provision de blé pour une partie de l'hiver. C'est pourtant ainsi que les travaux agricoles saisonniers du Sersou, des régions de Boghari et Aïn-Boucif, sont presque entièrement faits par les travailleurs fils de Naïl.

Pour préciser davantage, les seules tribus vraiment nomades sont celles du sud de la piste Djelfa-Bou-Saâda : elle hivernent dans l'oued Djedi et des Dayas, vont en petits groupes, chercher des dattes au Mزاب et dans l'Oued Righ, estivent dans les vallées du nord de l'annexe. Les Ouled Ameur vont parfois, au nord-est, chez les Adaoura de la commune de Sidi-Aïssa.

Les déplacements s'accompagnent souvent d'ensemencements. Pendant quelques jours le pasteur devient agriculteur. Il s'arrête dans un lieu favorable, laboure, sème, en automne, ou, dans certaines régions, au printemps, et fait au retour la moisson, si Dieu a bien voulu qu'elle pousse.

LA CHARRUE

L'araire traditionnel du pays est l'araire dental, dans lequel le timon est isolé du manche qui s'élève à part, alors que dans l'araire manche — sep le timon traverse le mancheron et que dans l'araire — chambige c'est le mancheron qui traverse le timon infléchi : l'araire dental, qui pénètre moins le sol, est utilisé à l'ouest et au sud d'Alger, ainsi qu'à Ouargla. L'araire manche-sep est celui de la Kabylie et des Aurès (1). Depuis plusieurs années d'ailleurs, dans les exploitations plus stables que les semis hasardeux des nomades, c'est la petite charrue en fer moderne que l'on trouve presque partout.

A propos de charrue, il faut signaler un malentendu qui se répète souvent. Le prophète Mohammed aurait dit : « la charrue n'entre pas dans une maison sans que la bassesse entre en même temps dans les âmes ». Et l'on oppose pasteur et agriculteur nomade et sédentaire pour insinuer une hostilité congénitale de l'Islam et de l'arabisme contre l'agriculture. Quel que soit le sens de ce hadits fameux, il est contredit par un autre non moins célèbre, sur le mérite de celui qui revivifie une terre. Les diatribes du Coran contre les Arabes du désert semblent bien souligner que l'Islam eut d'abord son terrain de prédilection dans les oasis comme Médine.

Quoi qu'il en soit, le Pr Capot-Rey remarque (2) que si le nomade fait cultiver son jardin de l'oasis, il laboure lui-même son terrain des dayas. Il est même à peu près le seul à user de la charrue

(1) Haudricourt et M. Jean Brunhes Delamare, *L'homme et la charrue*, 1955, p. 255, d'après Cantineau.

(2) *Le Sahara français*, 1953, p. 220.

au Sahara. Cet usage d'ensemencer certaines places en cours de route contribue, on le comprend, à diminuer les caprices du nomadisme, à régulariser les déplacements et à en diminuer l'ampleur. Le nomade semble y tenir beaucoup, bien que le rapport soit des plus irréguliers et fort aléatoires. « Le grain qu'il confie au sol est moins un capital qu'il prête qu'un enjeu qu'il risque; il n'y a pas de contrat entre la terre et l'homme. »

Presque partout, la tente naïla est la tente rouge et noire, qui s'oppose à la tente noire des Larbaâ de l'annexe de Laghouat. Ses longs flîjes font alterner les deux couleurs sur un plan rectangulaire au faite caréné soutenu par une barre transversale, et deux rangées de poteaux de part et d'autre, un long toit tombant jusqu'à terre, un côté relevé formant porte. Cette *khaïma* normale peut abriter cinq à dix personnes. Elle représente un petit capital et son entretien convenable peut revenir à une cinquantaine de mille francs par an. Pendant la désastreuse crise de 1945-1946, beaucoup de tentes disparurent et l'on vit surgir plus de trois mille affreux gourbis de pierres et de toub pour abriter les vaincus du désert, véritables naufragés.

SIDI NAIL, LE SAINT EPONYME

Les Romains occupèrent le pays. Le poste de Demmad-Messaâd est bien connu et a été étudié à fond par Gilbert C. Picard. D'autres postes ont été relevés au Kef Serdoun et sur l'Oued Djedi. Le R.P. Lethielleux, qui est actuellement le grand connaisseur de la région, a noté de nombreuses traces probables dans les environs de Djelfa, Charef, etc. On s'est demandé comment ce *limes* pouvait être aussi avancé dans le Sud. Mais Castellum Dimmidi ne pouvait être tellement en l'air. L'on fait en effet passer par Boghar et la route de Letourneux le *limes* de l'Algérois, Mauritanie Césarienne. Sans doute y avait-il là comme un double *limes*, un chevauchement, le *limes* bien connu de la Numidie et de la région Biskra--Touggourt descendant assez loin vers le sud-ouest, venant pour ainsi dire doubler celui de l'Algérois commencé plus au nord.

L'invasion arabe de Sidi Oqba, au milieu du VII^e siècle, ne dut pas avoir beaucoup d'effet sur le pays. Mais la grande invasion hilalienne du milieu du XI^e siècle eut pour conséquence de l'arabiser peu à peu complètement. Vinrent d'abord les Riahi, puis les Bou Aïch, les Aziz, les Bou Hasseni, les Mouïdat, les Zenakra qui repoussèrent au nord-ouest les Saharis aborigènes du Djebel Mechentel, aujourd'hui Djebel Sahari.

La vie de Sidi Nail ben Nail semble avoir rempli tout le XVI^e siècle. On donne comme dates approximatives 1500-1594. D'une famille de chorfa idrisside, comme il convient, venu du Figuig, il aurait été l'un des « égorgés » de Sidi Ahmed ben Youssef, enterré à Miliana en 1517 : pour mettre à l'épreuve ses fidèles, Sidi Ahmed ben Youssef avait fait semblant d'avoir, sur un ordre divin, à égorger ses sept meilleurs disciples, seul le sang des moutons avait coulé, mais le maître savait désormais sur qui compter; ces hommes pouvaient être entre les mains de leur cheikh « comme le cadavre entre les mains du laveur des morts ».

Sidi Nail s'établit d'abord à Mendès, chez les Flittas (aujourd'hui commune mixte de Zemmora). Frappés par la beauté déjà remarquable des filles de la famille Nail, les Flittas demandèrent des femmes en échange de blé. Mécontent, le saint quitta le pays et prit la direction du sud-est, après avoir lancé contre les Flittas ce dicton satirique : « Mieux vaut la vie pénible du Boubiadha (lézard des touffes de *quethaf*) dans les sables du désert, que Mendès et son blé ».

Sidi Nail avait la double vue des péchés. Il voyait dans une piscine les fautes des gens qui s'y lavaient. Les péchés qu'il réprouvait le plus étaient la pédérastie, la diffamation, le meurtre des êtres dont Dieu a ordonné de respecter la vie. Quelques dictons assonancés qu'on lui attribue dénotent un solide bon sens, sans mysticisme échevelé. « O toi qui demandes ce qu'il faut faire pour une tache sur le pan d'un vêtement, lave la place de la tache et ne te donne pas plus de mal; mais si le vêtement est souillé partout, le mieux à faire est de le laver entièrement ». « Ne nourris pas de soupçons contre ta femme; ne fréquente pas les gens vils; bien fou est celui qui rappelle le passant qui s'éloigne, »

Il eut personnellement à mettre en pratique le précepte de ne pas être jaloux. Les autres conseils dénotent de la modestie, une bienveillance un peu désabusée, une modération retenant d'en trop faire une prudence évitant de courir après les dépenses (ne pas rappeler l'hôte éventuel qui s'en va).

A Aïn Rich, il se maria et étudia sous le savant Sidi Belhadj el Kerti ; puis il partit pour la Mecque, confiant sa famille à son disciple et ami Malik. Au retour il aurait trouvé un enfant de plus qu'il n'y aurait dû, semblait-il, y en avoir. Sagement, il décida que l'enfant avait dû « s'endormir » dans le sein de sa mère Cheliha et le nomma Malik ben Naïl. Se dirigeant par la suite vers Sour Ghozlan (le Rempart des Gazelles, aujourd'hui Aumale), il mourut sur les bords de l'oued Sebisseb. Il y est enterré à la Hammadat Sidi Naïl, chez les Ouled Belhout (Commune Mixte de Sidi Aïssa), dans un cimetière où l'on ne doit ensevelir que des enfants assez jeunes pour n'avoir connu ni le péché ni le mensonge.

Malgré ce trait touchant, la tombe est aujourd'hui à peu près abandonnée. On s'y rendait encore souvent en pèlerinage dans les dernières années du XIX^e siècle. Mais les Ouled Naïl négligent aujourd'hui leur grand ancêtre et se rendent plutôt à la tombe d'un de ses arrière-petits-fils, considéré comme plus spécialement marabout, Sidi Abderrahman, fils de Salem, fils de Malik, fils de Naïl, tige des Ouled Sidi Mhammed, à Oued Chaïr, sur la route de Bou-Saâda - Ouled-Djellal.

La généalogie de Sidi Naïl est un tableau imposant et fort chargé, où se succèdent les éponymes des diverses tribus et fractions. Certains tableaux semblent au départ mélanger les fils et petits-fils. Zekri, fils de Naïl, est l'ancêtre des Ouled Naïl de l'est, ceux qui n'accompagnèrent pas les autres dans leur exode vers l'ouest et la conquête de leur domaine actuel. Yahia eut de nombreux descendants. Mais c'est surtout Malik qui est l'ancêtre de la branche mère et des tribus les plus influentes. Il eut comme fils Salem, Amer et Yahia. Amer donna son nom aux Ouled Amer, et Yahia aux Ouled Feredj et aux Ouled Aïssa. Salem engendra le vénéré Sidi Abderrahman, père de Sidi Mhammed, ancêtre des Ouled Sidi Mhammed, lesquels se divisent, d'après ses trois épouses, en Ouled Cheliha (Ouled Sidi Ahmed et Ouled el Ghouini), en Ouled Dia (Abdelkader et Bouabdallah) et en Ouled Oumhani (Tameur). Des deux autres fils de Salem descendent les Ouled Saad ben Salem et les Ouled Yahia ben Salem.

En vertu d'une bénédiction de leur grand-père Abderrahman, les descendants de Sidi Mhammed avaient une prééminence purement théorique, mais assez sensible pour que les Turcs prissent chez eux la plupart des chefs, comme le fit ensuite Abdelkader. Aujourd'hui encore, c'est la grande famille d'El Guendouz des Ouled el Ghouini, avec les Lahrech, Belahrech et Bencherif, qui fournit la plupart des caïds.

Comme on le voit, la répartition tribale est théoriquement basée sur les liens du sang, la parenté agnatique, la filiation à partir d'un ancêtre commun. Mais ce serait une erreur de croire qu'il en est strictement ainsi dans la réalité ; il ne doit pas y avoir beaucoup de tribus qui n'aient intégré des groupes de provenances diverses. Avant de se fixer, elles avaient l'occasion d'entraîner dans leur orbite de pareils clients ; fixées, elles tendent aujourd'hui à se rapprocher de la conception territoriale moderne et à moins éviter les mélanges sur le plan individuel. Les fils de Naïl arrivèrent en tribus déjà bien constituées et soumièrent ou repoussèrent celles qui occupaient la région. D'entre celles-ci restèrent, à côté des envahisseurs : les Saharis Khobeizat et les Saharis el Attaya, peut-être d'origine berbère, mais très arabisés ; et des tribus maraboutiques : Ouled Ben Alia, Ouled Sidi Younès de Zénina, Abbaziz de Charef, descendant de Sidi Abdelaziz. Quant aux Ouled Zid, apparentés à ceux de Ouargla, Biskra et Metlili, ils seraient le reste des Riah, premiers envahisseurs arabes du pays en 1047.

LA CONQUÊTE DU PAYS PAR LES FILS DE NAIL

Laissant donc les tribus filles de Zekri dans le Sud-Constantinois, une vingtaine de tribus naïlias quittèrent l'Oued Djedi et Sidi Khaled, au XVII^e siècle, dans la direction de l'Ouest. Arrivés dans la région qui correspond à l'actuelle annexe de Djelfa, ils repoussèrent ceux des Larbaa qui l'occupaient,

ainsi que les Bouaïch et les Mouïdat, et composèrent avec les Abbaziz et les Saharis. Tel est en gros le schéma, qui comporte bien des péripéties dont le souvenir s'est conservé dans les traditions familiales ou hagiographiques et dans les chants épiques. La chronologie des événements n'est pas très claire ; l'orgueil aristocratique et la jactance tribale s'ajoutent à l'insatiable besoin de merveilleux pour composer un tableau tracé plus par l'imagination que par la méthode critique, mais qui n'en est pas moins plein d'enseignement du point de vue de la sociologie.

Les monts Sahari portaient alors le beau nom de Djebel Mechentel. Ils étaient le bastion, assez peu solide et nullement comparable aux massifs des Kabylies et des Aurès, d'un peuple nommé Sahari et déjà, semble-t-il, fortement arabisé. Assez énigmatiques, mi-chair, mi-poisson, accablés par le destin, les Saharis paraissent s'être repliés sur eux-mêmes et avoir renoncé à jouer un grand rôle. Ils vivaient sous la tente, tout en ayant de nombreux petits qçour sur les hauteurs. Ils avaient accueilli, bon gré, mal gré, quelques Bouazid, descendants de l'illustre Sidi Bou Zid, du Djebel Amour, qui construisirent des villages sédentaires jusqu'auprès de Charef, mais qui en furent chassés avant l'arrivée des Ouled Naïl.

Plus graves avaient été les guerres entre Saharis et Bouaïch ou Ouled Bou Aïcha. On garde le souvenir d'une sanglante bataille sur les bords de l'Oued Mendjel, qui coûta 67 morts aux uns, 71 aux autres, et d'une autre mêlée où l'intervention du grand saint Sidi Mohammed ben Alia donna la victoire aux Saharis. Une troisième défaite décida les Bouaïch à fuir vers le Nord jusque dans la région de Boghari, conformément à une nouvelle malédiction de Sidi Ben Alia, à la suite d'une atroce histoire : des Bouaïch, revenant bredouilles de la chasse au faucon, auraient donné à manger à leurs oiseaux de proie un bébé Sahari.

Une autre fois, les Saharis, attaqués par les Larbaa du Sud et leurs alliés, durent fuir jusqu'aux monts de Guelt es Stel, mais profitèrent de la nuit pour exterminer leurs adversaires.

Les Ouled Naïl assistaient, de l'Est, à ces dissensions. Ils durent sentir que le moment était venu d'en profiter. Une nouvelle da'oua de Sidi Ben Alia, décidément fécond en malédictions, leur ouvrit le pays. Ce saint, qui vivait dans la pauvreté, ou du moins dans une médiocre aisance, rechercha en mariage la fille d'un Sahari des Ouled Rached, Ibn Haradj, qui le repoussa dédaigneusement, déclarant qu'il aimerait mieux donner sa fille à son nègre. Ben Alia, courroucé, maudit les Saharis et proclama que les Ouled Naïl lui achèteraient la faveur qu'on venait de lui refuser. En effet, un Naïli de la fraction des Ouled Saâd ben Salem vint offrir au saint, avec sa fille d'une beauté remarquable, un taureau blanc et vingt brebis tachetées de noir. Ben Alia prédit à nouveau toutes sortes de malheurs et d'humiliations aux Saharis, et promit aux fils de Naïl les richesses de ce monde avec le succès des armes : « Vous pèserez sur le cou des Saharis plus lourdement que le joug sur le cou des taureaux. » Les Ouled Naïl ne demandaient qu'à profiter de cette baraka. Si les bénédictions, les anathèmes et les miracles des saints n'engendrent pas les événements, ils les soulignent, les sertissent, en conservent la mémoire et en donnent de raisons qui, pour être légendaires ou allégoriques, n'en comportent pas moins beaucoup de vérité.

Les fils de Naïl commencèrent par écraser successivement les Saharis, les Bouaïch et les Mouïdat, et s'installèrent solidement au cœur du pays de façon à bien tenir et à contrôler fructueusement la route du Sud. Une seconde poussée leur assura la possession de tout le Zahrez, et les Bouaïch furent pourchassés jusqu'à Aïn-Boucif.

LES MALHEURS DES SAHARIS

Les Saharis avaient composé. Les uns partirent vers les Ziban, Bou-Saâda ou le Titteri. Les autres restèrent. Certains même, comme la famille des Ouled Kacer s'agrégèrent aux Ouled el Ghouini des Ouled Naïl, selon le processus que nous avons indiqué. Sidi Mhammed Ben Alia ne cessait de les brocarder. Du moins met-on sous son nom des comparaisons assonancées avec des copeaux, rebuts inégaux d'une planche dégrossie, avec un fouillis de faucilles enchevêtrées pêle-mêle dans un sac, avec une selle

couverte d'un beau maroquin rouge, mais dont le dessous mal fait blesse la monture... Comme s'ils se courbaient d'eux-mêmes sous la malédiction du saint, ils se laissèrent grignoter et tondre, se replièrent sur eux-mêmes, et ne cessèrent de décliner à tel point que les Turcs durent réduire leurs impôts à un tribut quasi symbolique. Un refus de leur part entraîna une nouvelle épreuve, trois tribus naïlias ayant été lâchées contre eux par le bey du Titteri.

C'est du XVII^e siècle que doit dater la destruction d'un certain nombre de petits qçour, lieux d'habitation, d'entrepôt ou de refuge, dont on voit maintes ruines sur les hauteurs. D'autres qçour, plus ou moins anciens, disparurent par la suite. Rien n'est plus capricieux que la vie de ces petits villages fortifiés, abandonnés pour les raisons les plus diverses : guerre, discordes intestines, progrès de la sécurité, déplacement d'une source... Ce dernier fait, dans ces terrains torturés, peut se produire à la suite d'une petite secousse sismique.

Il semble qu'au XVII^e siècle beaucoup de ces qçour, habités soit par des sédentaires, soit par des demi-nomades, furent liquidés par les envahisseurs et que cet abandon fut facilité par des discordes intestines. C'est ce que le R.P. Le Thielleux appelle la « conflagration du chacal ». Des légendes expliquent ces destructions par des récits similaires qui mettent en relief l'absurdité néfaste des dissensions. Sept qçour des Draba du Djebel Sendjas auraient été détruits pour avoir refusé le tribut aux Ouled Naïl. Le village de Khaneg el Arar, la gorge des genévriers, doit sa ruine au fait suivant : tandis que les hommes jouaient au sig, sorte de jeu de jonchets, les femmes rivalisaient d'épigrammes rimées. Une querelle naquit et s'envenima si vite que les gens s'entregorgèrent. Il ne survécut qu'un chien nommé *arar* et deux vieilles. Une d'elles tua le chien ; alors elles se battirent et se tuèrent mutuellement. Un autre qçour des Draba fut ruiné pour n'avoir point écouté les avertissements d'une femme nommée Makhoulia, à la vue et à la double vue très perçantes. Plus au sud, à Tadmit, un des qçour successifs aurait été ruiné de même, selon une tradition recueillie déjà par l'interprète Arnaud vers 1860 : un homme du quartier ouest avait élevé un chacal qu'il aimait beaucoup ; le chacal devenu grand étrangla des moutons appartenant à des gens du quartier est, qui le tuèrent ; d'où massacre général. Une inscription précisa : « Un petit chacal fut cause de la ruine de notre ville. »

L'OCCUPATION FRANÇAISE

Il n'y a pas lieu de nous attarder aux quelques soulèvements monotones contre les Turcs. Ceux-ci n'avaient sur les Ouled Naïl qu'une domination théorique symbolisée par des impôts pas toujours faciles à percevoir. Ils choisissaient pourtant les caïds — parmi, en général, les cinq tribus Ouled Sidi Mhammed élevées au rang des tribus makhzen, auxiliaires du beylik. Quand Alger capitula, en 1830, le caïd qui percevait l'impôt dans le Zahrez pour le bey du Titteri, rejoignit prudemment Médéa, et les Ouled Naïl retournèrent allègrement à une liberté voisine de l'anarchie. L'émir Abdelkader réussit par la suite à leur imposer son autorité après l'équipée de Sidi Moussa Ben el Hassan, un aventurier mystique, originaire d'Egypte, installé à Laghouat en 1829 et affilié à la confrérie des Derqaoua, alors très virulente, aussi ennemie des Turcs que des infidèles. Après des séjours et des prédications à Messaad, dans le Djebel Sahari et chez les Abbaziz, Sidi Moussa appela tous les Ouled Naïl aux armes contre Abdelkader alors allié des Français. Avec 3.000 cavaliers et 2.000 fantassins assez mal armés, il arriva devant Médéa qui négocia. En mars 1835, Abdelkader quitta Mascara, rencontra aux environs de Mouzaïa l'armée déjà aux trois quarts débandée du fanatique, et l'écrasa sous le feu de son artillerie. Moussa se cacha dans la montagne et à Messaad. Il devait en être chassé par Marey-Monge en 1847, fuir à Metlili et périr au siège de Zaatcha. Abdelkader soumit les Ouled Naïl et leur donna six cheïks sous l'autorité de Si Abdeslam ben el Guendouz, des Ouled el Ghouini, puis sous celle de trois aghas et d'un khaila, Si Chérif ben el Ahrech, neveu de Si Abdesslam.

Après la prise de la smala, les Ouled Naïl, qui ne pouvaient se passer de leurs relations d'été avec le Tell, se rapprochèrent de la France. Ils accueillirent bien le général Marey-Monge, commandant la subdivision de Médéa, qui s'aventurant le premier aussi loin dans le sud, franchit en 1843 les monts Saharis, poussa jusqu'à Zaccar, rencontra Ahmed Bensalem, chef de Laghouat, accueillit ses propositions de placer tout le Sud-Algérois sous le protectorat français et le nomma khalifa. Les années suivantes, Marey et le terrible général Yusuf guerroyèrent dans le pays. Puis Si Chérif se soumit, après la reddition d'Abdelkader, et fut nommé en 1850 agha, et en 1853 khalifa de tous les Ouled Naïl de la province d'Alger, après avoir énergiquement réprimé toutes les dissidences. Laghouat prise, Djelfa fut fondée et rattachée au cercle de Laghouat.

Emile DERMENGHEM.

MAR 6 1957

UNIVERSITY OF ILLINOIS

Le Pays des Ouled-Naïl

Limite nord du Sahara, bordé au nord par les hautes steppes, l'Atlas saharien s'étend sur sept cents kilomètres, du nord-est au sud-est, depuis la dépression du Hodna et des Zibans (M'Sila, Biskra) jusqu'au Figuig. Il se répartit en plusieurs tronçons : monts du Zab, monts des Ouled Naïls, monts des Amour, monts des Kçour. Caractéristiques essentielles : phase de plissement principal à l'éocène, ruines d'anticlinaux et de synclinaux de structure simple, chaînons dissymétriques avec un versant couronné d'une falaise de calcaire ou de grès... En raison de l'aridité, « les chaînes se sont enfouies dans leurs propres débris » (1). C'est seulement au sud, en bordure du Sahara, en particulier au voisinage des cluses qu'ont creusées les oueds qui y descendent, que le relief est un peu dégagé, surtout dans le bastion central du Djebel Amour. Malgré l'altitude qui atteint au sud-ouest 2.230 mètres, on n'a pas l'impression d'être dans la haute montagne. Les hautes plaines steppiques de la bordure nord-ouest sont particulièrement monotones et soulignées par des dépressions : Hodna, Zahrez Chergui, Zahrez Gharbi, Chott Chergui, Chott Gharbi. Elles ont une densité de population encore un peu inférieure à celle de l'Atlas Saharien, qui est de 4 à 10, alors que dans le Tell elle dépasse en général 10 à 20, et atteint en certaines régions 40 ou 60. On sait qu'au désert elle tombe aux environs de 1. Malgré son climat rude et ses faibles ressources, l'Atlas Saharien est donc, grâce à ses cours d'eau et à sa pluviométrie un peu favorisée par rapport aux steppes.

L'ANNEXE DE DJELFA

L'annexe de Djelfa (2.700.000 hectares, 111.000 habitants, 4,2 au kilomètre carré) est par excellence le pays des Ouled Naïl (à part les Saharis et les Abbaziz; à part six tribus Ouled Naïl sur Bou-Saâda et trois aux Ouled Djellal). Son territoire a la forme d'un rectangle nord-ouest sud-est entouré par les communes mixtes de Chellala, d'Aïn-Boucif, Bou-Saâda (dans le département d'Alger), les annexes des Ouled Djellal et de Touggourt (Territoire de Touggourt), de Ouargla (Territoire des Oasis), de Ghardaïa et de Laghouat (Territoire de Ghardaïa), la commune mixte d'Aflou ou du Djebel Amour (département d'Oran). C'est vraiment le cœur de l'Algérie.

Sa géographie physique est très caractéristique et simple. La partie nord est cultivée, froide, montueuse, habitée toute l'année; la partie sud comprend essentiellement la région des dayas (petites dépressions ensemencées, souvent plantées de betoums, pistachiers), parcourue par les nomades cinq mois d'hiver.

Le crétacé domine. Les plissements tertiaires sont nord-est sud-ouest. Les synclinaux sont devenus par l'érosion de larges cuvettes; les anticlinaux étroits forment d'assez minces chaînons. Les eaux ont lessivé les sommets crétacés salés, aboutissant, au nord, à des bassins fermés où elles s'évaporent, formant des sebkhas, petits chotts comme les deux Zahrez environnés de sols incultes. Deux gîtes de sel gemme, le Rocher de Sel et Aïn-el-Hadjar, sont considérés comme le résultat d'une éruption boueuse gypsosaline. Si l'on suit une ligne nord-ouest sud-est, on recoupe successivement le synclinal des Zahrez, l'anticlinal Medjedel-Zenina, un petit synclinal, l'anticlinal du Djebel Haouas, le synclinal de Djelfa,

(1) Despois, « L'Afrique du Nord Française », 1949, p. 57.

l'anticlinal du Djebel Zerga, le synclinal de l'Oued Messaâd et Bou Kahil, l'anticlinal de Messaâd, dernier relief avant le Sahara. La région des dayas est plate et les couches tertiaires intactes y recouvrent le crétacé. La hauteur moyenne des plateaux du nord est de 1.150 mètres. La chaîne des monts Saharis (Charef, Senalba, Djebel Sahari) atteint 1.588 mètres, les monts proprement dits des Ouled Naïl 1.453 mètres. Le long oued Djedi sépare ces chaînes du nord de la région des Dayas.

LE CLIMAT ET LES RESSOURCES

Le climat est peu favorable, très froid en hiver (souvent -10) avec des gelées précoces en octobre qui peuvent être désastreuses et des gelées tardives en avril qui compromettent les céréales, les vergers et les jardins. Le siroco est tempéré par l'altitude, mais le vent, toujours violent et fréquent, accroît la rigueur du climat, sèche le sol, annihile souvent l'effet des pluies déjà irrégulières et insuffisantes. Ces pluies brutales rendent destructeurs les oueds impermanents; ou de longues périodes de sécheresse compromettent la vie des troupeaux et des hommes.

Messaâd, à la limite des deux régions, est bien abritée, jouit d'un climat plus doux. Le pays des Dayas est déjà très chaud, et rares sont les nomades qui y estivent.

Il y a de belles forêts dans les monts Saharis : plus de 100.000 hectares peuplés de pins, chênes verts, genévriers. Dans les monts des Ouled Naïl la forêt est plus clairsemée, sur les pentes nord; les genévriers prédominent; les pentes sud sont dénudées. Sur les plateaux croissent l'armoise (*chih*), l'alfa et les herbes aimées des moutons. Dans les dépressions plus humides on cultive des céréales. Autour des points d'eau, aux résurgences des oueds, des jardins offrent presque toutes les variétés d'arbres fruitiers et de légumes. A Messaâd et Tadmit, les palmiers commencent et cessent les peupliers. Dans les Dayas pousse malgré de regrettables destructions, l'étrange betoum, pistacher, protégé de la dents des bêtes par un jujubier épineux.

Comme il n'y a pas d'industrie, peu de commerce et guère d'autre artisanat que le tissage familial, tout cela ne donne pas les bases d'une grande prospérité. Comme nous le reverrons, la principale ressource est l'élevage du mouton : 1.400.000 hectares de terrains de pâture sur lesquels ont peut-être trop tendance à mordre les labours hasardeux. Elevage, malheureusement compromis, tous les cinq ou dix ans, par de longues sécheresses qui vont jusqu'à exterminer 80 % du troupeau !

La culture des céréales est en progrès, ce qui n'est pas forcément un bien, si cela réduit la pâture sans très grand avantage. Caractéristiques : jachère triennale, labour unique d'enfouissement des grains après les pluies d'automne, semences non sélectionnées, moisson à la faucille, dépiquage au pied des bêtes. Des progrès récents sont en cours. On pratique parfois les labours de printemps dans le nord-ouest. En l'absence de tout colon, les S.A.R., secteurs d'amélioration rurale, jouent depuis quelques années un rôle de pilotes et procurent des moyens aux fellahs : tracteurs, semences. Environ 70.000 hectares sur 200.000 cultivables sont actuellement emblavés. Le blé dur l'emporte sur l'orge. Le rendement moyen a un peu gagné, mais reste faible : 3 pour le blé, 4 pour l'orge. Pour augmenter les emblavures sans nuire à la pâture, on pourrait gagner de la terre cultivable au moyen de barrages dans les Zahrez et défricher des plaines comme celles des Maâlba.

La spécialité des divers centres est la culture des vergers (900 hectares, dont 400 à Messaâd) avec production d'abricots, pêches, raisins, grenades et même (à Moudjebara surtout) cerises, pommes et poires. On compte quelque 2.500 palmiers à Messaâd-Demmad, mais les dattes sont médiocres. La production de pommes de terre et légumes est faible sauf à Djelfa ; les choux et artichauts prospèrent à Zénina ; les fèves servent de denrées de soudure dans les qçour ou l'on ne mange pas toujours à sa faim.

L'alfa abonde dans la steppe; les moutons n'en consomment que les jeunes pousses. On l'utilise en sparterie et surtout pour la pâte à papier (à l'étranger et depuis quelques années en Algérie même, à l'usine Cellunaf de Baba-Ali). La cueillette de quelques dizaines de milliers de tonnes, à des prix d'ailleurs très variables, procure des salaires d'appoint aux nomades, quelques revenus à la commune.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

ARNAUD. — *Notice sur les Sahari, les Oulad ben Aliya, les Oulad Naïl et sur l'origine des tribus Chorfa* ; Revue Africaine, 1864.

— *Histoire des Oulad Naïl, faisant suite à celle des Sahari* ; Revue Africaine, 1872 et 1873.

— *Exploration du Djebel Bou Kahil et des Ksar de l'annexe de Djelfa* ; Revue Africaine, 1863.

Artisanat (L') traditionnel dans les départements d'Alger et le Territoire de Ghardaïa ; Documents Algériens, Série Economique, 102, 25 septembre 1953.

AZAN (général). *L'Armée d'Afrique de 1830 à 1852* ; 1936.

BALOUT (Lionel). *Préhistoire de l'Afrique du Nord*, 1955.

BARADEZ (colonel). *Fossatum Africæ*, 1949.

BERNARD et LACROIX

— *La pénétration saharienne*, 1906.

— *L'évolution du nomadisme en Algérie*, 1906.

BONETE (Y.). *Les nomades du Territoire de Ghardaïa* ; Bulletin de liaison des agents du Service de l'Artisanat, n° 5, 1956.

BRIDIER (Marcelle). *Tissage nomade algérien* ; Cahiers des arts et techniques d'Afrique du Nord, n° 2, 1953.

BAGEJA (Manuel). *Au pays des moissons, Le Sersou*, 1948.

CAPOT-REY (Robert). *Le Sahara français*, 1953.

— *Le nomadisme pastoral dans le Sahara français* ; Travaux Institut Recherches Sahariennes, I, 1942.

— *La région des Dayas*, Mélanges Gautier, p. 107-130.

CANTINEAU (J.). *Les parlers arabes des Territoires du Sud* ; Revue Africaine, 1941.

CARETTE. *Recherches sur les origines et les migrations des principales tribus de l'Afrique septentrionale*, 1853.

DESPOIS (Jean). *L'Afrique du Nord*, 1949.

DU BARAIL (général). *Mes souvenirs*, 1896.

Economie (L') pastorale saharienne ; Notes et Etudes documentaires, 1730, 21 avril 1953.

FROMENTIN. *Un été dans le Sahara*, 1857 et 1888.

GAUTIER E.F.

— *Le Sahara*, 1928.

— *La conquête du Sahara*, 1910.

GOUVION (Marthe et Edouard). *Kitab Aayane el Marhariba*, 1920.

IBN KHALDOUN. *Histoire des Berbères*, trad. de Slane, 4 vol. 1852-1856 ; 2^{me} édition, 3 vol. parus, 1925-1934.

LEHURAUX (Léon)

— *Le nomadisme et la colonisation sur les Hauts Plateaux de l'Algérie*, 1931.

— *Où va le nomadisme en Algérie*, 1948.

LETHIELLEUX (R.P.). Manuscrit inédit.

MARÇAIS (Georges). *Les Arabes en Berbérie du XI^e au XIV^e siècle*, 1914.

MAREY-MONGE (général)

— *Expédition de Laghouat*, 1844, Alger, 1846.

— *Notes sur les Ouled Naïl* ; Archives G.G.A., 2-E-14 et 21-H-18.

MASQUERAY (Emile). *Souvenirs et visions d'Afrique*, 1894.

MERCIER (Ernest). *Histoire de l'Afrique septentrionale*, III, 1891.

MONTAGNE (Robert). *La civilisation du désert*, 1947.

PICARD (Gilbert-Charles). *Castellum Dimmiqi*, 1947.

SAGNE (Jean). *L'Algérie pastorale*, 1950.

SAINT-ARNAUD (maréchal de). *Lettres*, I, 1895.

SALAMA (Pierre). *Les voies romaines de l'Afrique du Nord*, 1951.

SOCARD (Tony) et PIGEON. *Dossier urbain de Djelfa* ; Archives G.G.A., 19-X

TRUHELET (colonel). *L'Algérie légendaire*, 1892.

VAUFREY (Raymond). *Préhistoire de l'Afrique*, I, Le Maghreb, 1956.

Archives du Gouvernement Général de l'Algérie, notamment : 2-E-14 ; 21-H-18 ; 8-X-100 ; 19-X-2 ; 25-Y-1.

Archives de la Commune Mixte de Djelfa.

LA CULTURE MOZABITE

Nous devons à l'obligeance des PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE de pouvoir reproduire cet extrait d'un ouvrage qui vient de paraître dans la collection « QUE SAIS-JE » (N° 802) :

SOCIOLOGIE DE L'ALGERIE par Pierre Bourdieu

Oued M'ZAB



Dans le Sahara septentrional, s'étend, particulièrement désolée, la chebka du Mzab. Le mot chebka, « filet » en arabe, dit bien ce paysage monotone et fantastique, ce plateau pierreux, la hamada, où les vallées desséchées des oueds sahariens dessinent comme des mailles enserrant la masse des entablements rocheux, les gour, épargnés par l'érosion. Ce « désert dans le désert » est traversé par la vallée de l'oued Mzab où se dressent les cinq cités.

LE DEFI DU DESERT

En somme, peu de contrées aussi déshéritées: un sol presque exclusivement rocheux, avec, au creux des oueds, des lits sablonneux, primitivement impropres à la culture, qu'il a fallu aménager au prix d'efforts extraordinaires et indéfiniment renouvelés. Un climat caractérisé par les excès torrides de l'été, les écarts considérables des températures et la sécheresse extrême de l'air. Une vie précaire, suspendue à ces pluies diluviennes qui déterminent, environ tous les 2 ou 3 ans, la crue de l'oued, et à un travail de Danaïdes pour arracher l'eau à la terre. Les années heureuses sont celles dont on dit « l'oued a porté », a eu une crue. Aussi, l'existence des palmeraies suppose une véritable création continuée ; plus, un « *miracle continué* ». Anes et chameaux tirent à longueur de journée, dans un grincement de chaînes, les récipients de cuir qui déversent dans les bassins d'irrigation l'eau arrachée au fond des puits.

L'adaptation au milieu naturel exige une cohésion extrêmement forte, nécessaire entre autres choses pour assurer l'organisation merveilleusement rationnelle du système d'irrigation et de distribu-

« Nos banques à nous, Mozabites, ce sont nos puits. Tout s'y engouffre ».



MELIKA



tion d'eau : la falaise est cernée par un réseau de canaux collecteurs qui reçoivent les eaux de ruissellement et les conduisent à des réservoirs ; dans la construction des barrages destinés à permettre l'utilisation des crues, même science. « Ce ne sont pas, écrit Jean Brunhes, des établissements humains qui valent seulement par l'effort réalisé et le degré relatif de production et de bien-être obtenus en dépit des conditions naturelles, ce sont des établissements qui valent par leur perfection absolue ; ils représentent ce qu'on peut imaginer et réaliser de mieux comme culture d'oasis. »

Mais ce chef-d'œuvre d'aménagement, outre qu'il dévore des quantités énormes d'énergie, absorbe grande part des revenus. En effet, la nourriture des animaux nécessaires au puisage de l'eau, les salaires des ouvriers, tout cela contribue à faire des jardins et maisons d'été *un luxe ruineux*. Marcy rapporte ce mot d'un caïd : « Nos banques, à nous, Mozabites, ce sont nos puits. Tout s'y engouffre » ; et l'on connaît l'analyse souvent citée de Gautier (*Mœurs et cout. des Musulm.*, 56) : « Les oasis... ne pourraient subsister longtemps par leurs propres ressources..., c'est un cercle vicieux, un paradoxe financier, et à proprement parler une fantaisie de millionnaire. » De ce paradoxe, il faut rechercher le pourquoi et le comment.

On sait que les Mozabites sont des Kharedjites Abadhites (secte hérétique de l'Islam) qui doivent leur nom au fait qu'ils se sont mis en dissidence contre Ali, quatrième calife, gendre du prophète au nom de deux principes — tirés d'une interprétation stricte du Coran tenu pour loi unique, à laquelle on ne peut rien ajouter, rien retrancher — à savoir que tous les croyants sont égaux et



GHARDAIA

« Les maisons s'entassent comme un jeu de cubes et s'étagent, attirées, happées par la mosquée qui prolonge leur élan de son minaret dressé vers le ciel ».

que toute action est bonne ou mauvaise, l'arbitrage n'étant admis qu'en des cas exceptionnels. Ainsi, ces rigoristes égalitaristes, selon qui la religion doit être vivifiée par la foi mais aussi par les œuvres et la pureté de conscience, qui attachent un grand prix à l'intention pieuse, qui rejettent le culte des saints, qui veillent avec une rigueur extrême à la pureté des mœurs, apparaissent comme les protestants et les puritains de l'Islam.

La formation des cités du Mzab (cf. Mercier, *Civil. urb. au Mzab*) a été dominée par le souci de défendre cet exclusivisme religieux. De là vient que les Abadhites s'imposent, au cours de leur histoire mouvementée, des conditions d'existence de plus en plus difficiles. Les cinq premières villes furent créées en moins de 50 ans, à partir de 1011, date de la fondation de El Ateuf ; elles se situent toutes dans le même oued et dans un rayon restreint, à l'exception de deux villes plus récentes (XVII^e siècle), Guerrara et Berriane.

L'histoire de ces « dissidents » livre donc le pourquoi de cet établissement paradoxal, véritable défi lancé aux conditions naturelles. Mais comment l'homme a-t-il pu avoir le dernier mot dans ce débat désespéré avec le désert ? La vie, la survie des cités du Mzab est suspendue à l'émigration temporaire et au commerce (1/6^e de la population masculine vit hors du Mzab) qui permet au Mozabite d'acquérir le capital nécessaire pour assurer l'entretien des oasis et la culture dispendieuse des palmiers. Mais cette solution pose elle-même un problème : s'il est vrai que « le Mzab véritable n'est pas au Mzab » que « toute sa force est... dans les petits groupes de négociants mozabites épars dans toute l'Algérie » (Gautier, *ibid.*, 57), comment se maintient la cohésion de l'ensemble contre toutes les forces de dispersion et de dissolution ? Comment, en outre, ces puritains rigoristes ont-ils pu devenir « des hommes d'argent, des spécialistes du grand négoce et de la finance » sans rien renier de leur hétérodoxie dévote ? Comment un sens aigu des techniques capitalistes peut-il s'unir, en les mêmes personnes, aux formes les plus intenses d'une piété qui pénètre et domine leur vie entière ? Comment cet univers religieux, étroitement clos sur lui-même, soucieux de s'affirmer comme différent, a-t-il pu s'ouvrir sur le monde de l'économie la plus moderne sans se laisser entamer ou altérer, et en conservant entière son originalité ?

La culture mozabite trouve le fondement de sa cohésion dans la richesse de ses traditions historiques, légendaires et doctrinales, dans la précision harmonieuse du jeu des groupes à l'intérieur des différentes communautés, dans le fonctionnement ingénieux des ittifaqât, consignés par écrit et fertiles en jurisprudence, enfin, dans une doctrine souple et rigide à la fois, qui définit un style de vie parfaitement original en Afrique du Nord.

STRUCTURE SOCIALE ET GOUVERNEMENT URBAIN

Les cités du Mzab, distribuées selon un ordre serré, sont le résultat d'une exécution raisonnée. Le « horm » est le territoire sacré où se dressent les cinq villes du Mzab proprement dit et où se maintient, pure de toute souillure, l'observance de la vraie religion ; aussi, départs ou retours s'accompagnent d'un rituel de désacralisation ou de sacralisation. Ghardaïa est située sur la rive gauche de l'oued Mzab. En aval, sur la même rive, Beni Isguen, la ville sainte des docteurs et des juristes abadhites, la cité du traditionalisme vivace et rebelle aux innovations hérétiques. Face à Beni Isguen, Melika, asile du conservatisme juridique. Plus loin, Bou Noura et El Ateuf, dont la vie est bien diminuée et ralentie. Enfin, les deux villes excentriques, Berriane et Guerrara.

Ghardaïa présente la forme d'une ellipse : au point culminant, la mosquée ; des rues qui s'étagent à flanc de coteau en circonvolutions concentriques, elles-mêmes coupées de rues perpendiculaires descendant en rayons vers la base ; au pied de la colline et à la périphérie, la place du marché, traversée en sa longueur par une artère ; au-delà, un rempart polygonal à angles très ouverts. Tout autour, des cimetières et des terrains vagues (Mercier). La mosquée, l'histoire le confirme, apparaît bien comme le centre autour duquel s'est engendrée la cité. A la fois château fort, édifice religieux et en certains cas magasin, comme la guelaâ, elle assure la protection morale et matérielle de la cité qui vit à son ombre. Les villes du Mzab, comme la vie mozabite, ont deux « foyers » bien distincts : la mosquée et le marché. La mosquée, foyer de la vie religieuse a repoussé le mar-

« Ghardaïa présente la forme d'une ellipse :
au point culminant, la mosquée ; des rues
qui s'étagent à flanc de coteau en circonvolutions concentriques, elles-mêmes coupées de
rues perpendiculaires descendant en rayons
vers la base ».



M Z A B

ché, foyer de la vie économique et de l'activité profane : les maisons s'entassent comme un jeu de cubes et s'étagent, attirées, happées par la mosquée qui prolonge leur élan de son minaret dressé vers le ciel. En outre, la ville profane est comme resserrée entre la mosquée et ces immenses nécropoles qui entourent les villes du Mzab, champs de tombes anonymes où se dressent les oratoires et les sanctuaires, où sont célébrées les solennités publiques et où se tiennent même les assises judiciaires comme pour affirmer la solidarité des vivants et des morts. Le cimetière, immense ombre portée de la cité vivante, est sans doute, comme plus généralement en Afrique du Nord, le fondement et le symbole de l'attachement irréductible qui unit l'homme à son sol. On sait que les Abadhites sont tenus de se faire enterrer au Mzab. Chaque fraction a son cimetière distinct dont le nom est emprunté à l'ancêtre qui, selon la tradition, s'y trouve enseveli.

Enfin le plan de la ville laisse entrevoir la structure de la société mozabite. La « culture » mozabite est caractérisée par l'intégration extrêmement forte de la famille étendue (achira), élément simple et indivisible, clé de voûte de l'édifice social. Le « clan » ou fraction (quebila), groupant plusieurs familles a généralement son quartier propre, son cimetière, son héros éponyme et son patrimoine qu'il défend âprement. Certains de ces clans réunissent non plusieurs familles, mais plusieurs groupes déjà constitués de familles. Enfin la tribu (arch) rassemble plusieurs clans. Ainsi la tribu de Ghardaïa comprend deux « clans » complexes (composés de plusieurs groupes de familles) qui restent bien distincts quoique l'immigration de fractions nouvelle bouleverse les limites que les anciennes s'étaient assignées jusqu'à les faire disparaître.

Chaque clan défend fortement son identité et sa cohésion au prix de violents débats qui s'organisent selon les « goffs ». On a vu que Ghardaïa est constituée par deux groupes de fractions qui, au lieu de se fondre comme leurs quartiers, sont restés profondément opposés. Le goff de l'Est s'oppose au goff de l'Ouest, chacun s'intitulant aussi du nom du « clan » qui le domine. Ici encore une « organisation dualiste », et la distribution de la société en deux groupes antagonistes qui ne coïncident pas exactement avec l'organisation clanique. Les goffs, groupements infiniment complexes, jouent le même rôle qu'en Kabylie ou en Aurès et l'opposition, qu'entretiennent et raniment les incidents journaliers, ne peut que se renforcer à s'exercer sans cesse au moindre prétexte.

Chaque « clan » confie la police du quartier à des « magistrats » et désigne en outre son chef et un certain nombre d'anciens, pris dans des familles différentes, qui, avec les magistrats, forment la djemaâ ; celle-ci se tenait autrefois à la « haouita », ellipse de 26 pierres empruntées à des tombes et disposées sur la place du marché, comme si les délibérations juridiques et les débats politiques concernant les décisions temporelles, avaient choisi pour s'exercer l'emplacement du commerce et des transactions profanes, tout en invoquant la protection des morts.

A l'image de la cité profane, dominée par la mosquée, la vie politique profane et son expression, la djemaâ des laïcs, est dominée par les clercs, qui, presque toujours, vivent groupés autour de la mosquée et entre lesquels on distingue les clercs majeurs, animés d'un profond rigorisme religieux, et les clercs mineurs. La djemaâ des laïcs, dirigée par un hakem, détient comme en Kabylie ou dans l'Aurès le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. Cependant, au Mzab, elle est, par soi seule, dépourvue d'autorité et d'efficacité et se borne bien souvent à assurer l'exécution des décisions. Elle se réunit, pour toutes les questions d'importance, dans la mosquée, en présence du « conseil » (le « cercle ») composé de 12 clercs majeurs et sous la présidence d'un cheikh, chef local de la vie religieuse désigné par les clercs. Il arrive que ces assemblées se tiennent aussi dans les cimetières, comme pour mieux assurer l'autorité des clercs, dépositaire de la tradition des ancêtres et détenteurs de la haute juridiction sur tout ce qui relève de l'observance des principes enfermés dans le Coran ou dans les ouvrages de doctrine abadhite. Parmi les membres de la djemaâ laïque, seuls les « magistrats » peuvent prendre la parole et le rôle des anciens se borne à assister et assentir.

C'est parmi les clercs majeurs encore qu'est élu le cadi mozabite qui juge à la fois selon le droit coranique et selon les « ittifaqât », recueil écrit de coutumes. Ces ittifaqât toujours susceptibles d'être modifiés pour régler les problèmes de l'heure, mais sans cesse jugés en référence à la jurisprudence religieuse, régissent aussi bien la vie politique que les mœurs privées, prévoyant des sanctions archaïques mais profondément redoutables : bastonnade, amende, ostracisme, « excommunication », sanction suprêmement redoutée, qui exclut le coupable de la communauté religieuse et sociale,



« Rien ne parvient à déterminer la rupture
du Mozabite avec sa communauté »

AUX LECTEURS DES DOCUMENTS ALGÉRIENS

Les DOCUMENTS ALGERIENS ont pour dessein de fournir les éléments principaux d'une documentation *objective et sobre* concernant les différents aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle de l'Algérie. Conçus comme un *instrument de travail*, sous forme d'un système de fiches sans cesse mises à jour, ils fournissent essentiellement des renseignements statistiques, des monographies précises et des études circonstanciées.

Tous, et en particulier les chercheurs et les spécialistes, peuvent y trouver les matériaux utiles à leur travail.

Veillez renvoyer, dûment rempli, ce questionnaire à l'adresse suivante :

Service de l'Information, Section Documentation, Délégation Générale, Alger (Algérie).

Souhaitez-vous continuer à recevoir *gratuitement* les DOCUMENTS ALGERIENS ?

Si oui ; à quelle adresse *précise* ?

Quelles sont les séries qui vous intéressent particulièrement ?

Pouvez-vous indiquer les adresses précises de personnes ou organismes qui seraient éventuellement intéressés par les DOCUMENTS ALGERIENS ?

AVIS IMPORTANT

Les destinataires habituels des Documents Algériens qui n'auront pas fait parvenir leur réponse avant le 31 janvier 1959, cesseront de recevoir la revue à partir de cette date.

les « laveurs de morts » refusant en outre dans ce cas d'accomplir les rites de l'inhumation. De façon générale, aucune décision importante, prescription civile, interdiction nouvelle, sanction contre un délit grave, etc., n'est prise sans l'intervention du « cercle ».

Le chapitre des clercs qui fournit encore les dignitaires de la mosquée, l'imam, le muezzin, les maîtres d'écoles coraniques et surtout les cinq « laveurs des morts » en même temps « censeurs de mœurs », détenteurs d'une autorité morale immense, possède un pouvoir presque absolu ; l'égalitarisme ne souffrant qu'une exception — en dehors de la distinction floue, entre les « acils », descendants des premiers habitants de la cité et les « nazils », venus plus tard — à savoir l'opposition entre les clercs et les laïcs, on peut à juste raison parler de théocratie.

Sans doute les clercs se tiennent-ils à l'écart des affaires quotidiennes et laissent-ils à l'assemblée des laïcs le soin des affaires temporelles, l'autorisant à élaborer des « ittifaqât » touchant l'organisation de la cité. Sans doute, les laïcs sont-ils associés au gouvernement de la cité à travers leurs représentants aux assemblées qui doivent être consultés, mais en cas de conflit, les clercs ont toujours le dernier mot, parce qu'ils disposent d'armes redoutables, l'excommunication contre les individus et contre la communauté, la suspension de toutes les activités religieuses.

Ainsi, le consistoire qui dirige les cités est à la fois « assemblée des anciens et magistère moral ». Les ittifaqât, où s'exprime le réalisme minutieux déjà observé dans les kanouns kabyles ou chaouïa — l'intervention constante et méticuleuse du groupe trouvant ici son fondement dans la doctrine religieuse — laissent apparaître toute la complexité cohérente de l'ordre moral mozabite, fondement d'une des réussites sociales les plus étonnantes et clé de ce miracle de l'adaptation parfaitement réussie à la nouveauté, jointe à la fidélité totale envers la tradition la plus stricte.

Le dialogue entre clercs et laïcs, entre le monde sacré et le monde profane, se double du débat entre le groupe politique plus ou moins étendu et l'unité sociale fondamentale, de type agnatique, entre les solidarités larges mais dans la même mesure inconsistantes et les particularismes étroits mais qui prennent force dans le sentiment familial. Sans doute, les Mozabites ont-ils conscience de participer à une unité que l'on peut appeler, faute de meilleur mot, confédération, unité circonstancielle, comme son homologue kabyle. Toutes les raisons favorables au dépassement du particularisme des groupes agnatiques semblent réunies : situation insulaire dans un monde naturel et humain hostile, mémoire d'un passé commun, sentiment d'appartenir à une communauté religieuse qui se définit par un surcroît de rigueur et d'intransigeance, « la famille de Dieu », le peuple élu. Cette foi religieuse qui se pose par opposition, possède une conscience aiguë de son originalité, mais l'affirmation de soi y est avant tout affirmation de la différence.

Les tentatives d'union politique des cités n'apparaissent que sous l'effet de causes temporaires, politiques ou juridiques (par exemple, quand le Mzab fait sa soumission à la France). Les représentants des villes du Mzab se réunissaient hors de toute cité, pour y traiter des questions touchant les intérêts généraux de la « confédération » mozabite. Mais ces essais de synœcisme, sans cesse compromis par l'esprit particulariste, s'évanouissaient avec la cause qui les avait déterminés. Ainsi (comme en Kabylie et en Aurès), disparus les grands ébranlements qui font revivre les larges solidarités, l'équilibre se rétablit autour des unités étroites de type agnatique, le lien entre les cités agissant plus par opposition à l'externe que par cohésion interne.

PURITANISME ET CAPITALISME

Cependant, on conçoit combien grandes doivent être les forces d'intégration quand on sait combien sont puissantes les forces de dispersion : en effet, rien ne parvient à déterminer la rupture du Mozabite avec sa communauté, ni la dureté et a rudesse de la terre de ses ancêtres, ni l'attrait des conditions de vie plus humaines qu'il peut co naître dans les villes du Tell, ni l'ivresse des richesses acquises, comme si l'or, ainsi que dans les contes, n'était que sable hors de l'enceinte du Mzab, ni les longs séjours loin des siens et la vie communautaire, ni le banissement pour un meurtre commis à l'occasion de lutte de goffs, ni les conflits d'intérêt entre les cités, les groupes, ou les individus ;

« Le cimetière immense ombre portée de la cité vivante,... où se dressent les oratoires et les sanctuaires, où sont célébrées les solennités publiques et où se tiennent même les assises judiciaires comme pour affirmer la solidarité des vivants et des morts ».

à toutes les influences dissolvantes s'opposent la pression extrêmement vivace que le groupe exerce sur tous ses membres par l'intermédiaire de la doctrine, la cohésion déterminée par l'effervescence intense de la vie religieuse, la présence dans tous les actes de la vie et au cœur de tous les hommes, de la loi religieuse vécue à la fois comme règle qui s'impose de l'extérieur et comme signification intérieure de la conduite. Par suite, la moindre concession ou le moindre relâchement de la règle suffiraient à ruiner cette société, artificiellement édiflée en un monde artificiellement créé (cf. île de Djerba).

Ce n'est donc qu'au prix d'un rigorisme volontariste et d'un exclusivisme fondé sur un haut sentiment de son originalité et de son excellence, ce n'est que par la vertu d'un particularisme affirmé et conscient de son identité, que la « culture » mozabite peut résister à la dissolution (de là une sorte de refus systématique des nouveautés). Lors même qu'il s'engage dans les activités les plus profanes de l'économie moderne, lors même qu'il demeure longtemps séparé du foyer de vie religieuse et sociale, le Mozabite sauvegarde inaltéré et inaltérable son attachement à la terre, à la société, à la religion des cités qui restent « l'arche sainte, la cellule close, où se forme l'âme des générations nouvelles, dans la discipline rigide des familles inviolées et dans l'atmosphère théologique des séminaires » (E.F. Gautier).

Le charme et les attraits des terres d'émigration ne sauraient retenir, parce que tout est fait pour rappeler avec force — et en particulier ces kanouns qui prescrivent des retours périodiques destinés à assurer la permanence du groupe et à re longer les émigrés dans l'atmosphère religieuse — que la fin de l'émigration n'est pas l'émigration elle-même, ni même ce qu'elle procure, mais la conservation du groupe, condition de survie pour la communauté religieuse. Au regard de cet impératif absolu, sans cesse affirmé, il n'est rien que d relatif. C'est donc la doctrine et le style de vie qu'elle inspire qui constituent la clé du « paradoxe » mozabite. On peut sans doute tenter d'expliquer la réussite économique et sociale que constitue le Mzab et même les principes et la doctrine qui la fondent, en termes d'économie, et prétendre que, en raison de la pauvreté de leur terre, les Mozabites n'avaient d'autres recours que l'émigration et le commerce qui eussent exigé d'eux, en tout cas, certaines des vertus que le dogme leur impose. Ne faut-il pas penser plutôt que la doctrine et les règles de vie qu'elle prescrit préparaient les Mozabites à la réussite dans le monde du commerce et de l'économie moderne ?

Comme la réforme, avec la croyance en la prédestination et la prédamnation, l'abadhisme introduit la notion d'une ascèse laborieuse dans le monde — l'homme ayant le devoir d'augmenter ses richesses et la misère étant spontanément considérée comme punition de Dieu pour des fautes passées — du fait que les œuvres sont aussi importantes que la foi. Le travail, entendu comme ascèse et discipline, est considéré comme sacré.

De plus la doctrine invalide les prières dont le sens n'est pas parfaitement compris de ceux qui les récitent ; en sorte que le croyant doit savoir lire et écrire la langue du Coran, les clercs faisant de l'instruction publique leur première tâche. Pourvu de ce minimum de science qu'exige la religion, le Mozabite est armé pour la pratique du commerce. La doctrine prescrit encore les vertus d'honnêteté, exalte les qualités de volonté et de discipline, ainsi que le détachement à l'égard des choses de ce monde et interdit rigoureusement le luxe et la prodigalité, toute infraction à ces principes étant sanctionnée par les ittifâqât. Aussi, comme il ne peut utiliser à des dépenses de luxe l'argent amassé, le Mozabite n'a d'autres ressources que de le réinvestir.

L'ascèse dans le siècle excluant toute jouissance de la vie, l'accumulation du capital devient une fin en soi qui, interprétée en termes d'eudémonisme ou d'hédonisme, paraît absolument irration-



nelle. En outre, par un phénomène étrange de réinterprétation, des attitudes et des préceptes doués d'un sens déterminé dans le contexte religieux et social du Mzab traditionnel, reçoivent une signification et même une fonction nouvelles, dans le contexte de l'économie moderne. Ainsi l'entraide qu'impose la solidarité entre tenants de la même doctrine ou entre membres d'une même cité, d'un même « clan » ou d'une même famille, vient à se convertir en « entente commerciale » et même en « société de capitaux ». De façon générale, les fonds de commerce sont propriété du groupe familial, les associés exerçant le contrôle des comptes et l'argent acquis étant destiné à la famille demeurée au Mzab. Partout, en toutes circonstances, l'entraide s'exerce. Souvent, le père emploie ses propres enfants ou l'oncle ses neveux ; dans la plupart des cas, les employés appartiennent à la famille de leur patron, ou bien font partie du même clan ou de la même tribu.

La cohésion extrêmement forte de la famille constitue donc, avec le sentiment d'appartenir à une communauté religieuse originale et la volonté d'y demeurer fidèle, le meilleur obstacle à la dispersion en même temps que la condition de possibilité de l'émigration (cf. Kabylie). De sorte que la femme, sauvegarde du groupe, constitue la racine de la société des émigrés, comme on le voit dans la règle fondamentale, véritable « loi de salut public » qui interdit à toute femme de quitter le Mzab et où s'affirme la volonté résolue de sauvegarder la communauté, en empêchant tout exode définitif. On rapporte qu'en 1928, la population de Berriane s'unit pour s'opposer au départ d'une femme vers Alger (Vigouroux). C'est que les femmes ancrent les Mozabites à la terre de leurs pères, à leur passé, leurs traditions, dont elles sont les gardiennes ; sous la surveillance des anciens, qui veillent à leur conduite, elles enseignent aux enfants les vertus fondamentales et le strict respect des lois. Parmi elles, « les laveuses des morts » exercent une énorme influence. Elles ont pour tâche essentielles d'enseigner aux autres femmes dont elles surveillent la conduite, les principes de la religion. Le comportement de la femme mozabite est en effet strictement réglé et défini par une foule de prescriptions et d'interdits.

Ainsi que dans toute l'Afrique du Nord, les femmes forment une société distincte. Au Mzab, ces caractères sont poussés à la limite. Elles ont une sorte de culte particulier, tout encombré d'étranges superstitions et en marge de la religion officielle qui est l'affaire des hommes ; elles ont leur sorcellerie avec des rites particuliers ; des chansons qui leur sont propres ; des travaux spéciaux ou des techniques spéciales pour les travaux communs ; un langage original même par sa phonétique, son vocabulaire et sa phraséologie. La séparation des sociétés masculines et féminines est presque totale (voile qui ne découvre qu'un œil ; local réservé à la mosquée, etc.), mais ne va pas sans conférer une certaine autonomie à la société féminine et l'institution des laveuses de morts en fait foi, qui exercent sur les femmes une autorité analogue à celle que détiennent les 12 clercs chez les hommes (par exemple, le pouvoir d'excommunication).

LE DIALOGUE ENTRE LA PERMANENCE ET L'ALTERATION

Pour comprendre une culture aussi cohérente, il est indispensable de renoncer au projet de tout expliquer par une cause privilégiée. S'il ne faut pas douter que le défi lancé par la nature la plus hostile réclame, impérativement, cette conduite volontariste, cette mobilisation incessante des énergies, cet effort tendu, obstiné et têtue pour assurer la survie du groupe, bref les vertus même que prescrit la religion, il n'est pas moins sûr que, n'ayant fait du travail et de l'entraide des devoirs sacrés, en prescrivant le renoncement au luxe et en inspirant à tous les membres de la communauté religieuse un fort sentiment de leur originalité et la ferme résolution de la défendre, la doctrine puritaine et rigoriste qu'ils professaient, outre qu'elle leur a fourni les armes indispensables pour vaincre les difficultés naturelles, leur a donné les moyens et la volonté, propre aux minorités, de réussir dans le monde de l'économie moderne, les préservant de la dissolution dont leur « culture » était menacée par le contact de la civilisation occidentale. Aussi le débat entre l'interprétation spiritualiste ou webérienne et l'interprétation « matérialiste » n'a-t-il guère ici de sens, parce que tout se tient inséparablement joint et lié, que tout, par suite, est cause en même temps qu'effet. Ainsi le dogme, ainsi le milieu naturel et l'économie, ainsi la structure politique et familiale. En chacun de ces domaines, se manifeste l'esprit tout entier de cette civilisation, sorte d'édifice où chaque pierre est clé de voûte.

A partir de chacun de ces thèmes pris comme centre, il est possible d'engendrer l'ensemble de la culture, puisqu'il n'en est aucun qui ne prenne sens par tous les autres : la désolation et l'hostilité de l'environnement naturel renvoient d'une part à l'irrédentisme et à l'exclusivisme de la doctrine religieuse qui en a déterminé le choix, et d'autre part à l'émigration qui permet la survie au désert ; mais l'émigration elle-même suppose d'une part la doctrine religieuse, garantie de cohésion, incitation à l'adaptation raisonnée et valeur des valeurs dont il faut à tout prix assurer la sauvegarde en maintenant les fondements économiques ; et d'autre part la famille dont la forte unité, outre qu'elle assure l'équilibre social, est la sécurité et le point d'attache de l'émigré ; stabilité et solidité de la famille sont elles-mêmes ménagées par la doctrine religieuse, par l'ordre moral que fait régner le gouvernement des clercs et par l'ensemble de l'organisation politique ; mais celle-ci en retour doit grande part de sa cohésion à l'éducation octroyée aux enfants par le groupe familial, chargé d'enseigner, selon les méthodes strictement et précisément définies, le respect des principes et la pratique des vertus qui fondent l'existence de la société.

On ne s'étonnera pas qu'une société aussi fortement consciente de ses valeurs, et de celles surtout qui ne peuvent être reniées sans que le groupe ne vienne à perdre son identité, ait su conserver entière son originalité. Certains observateurs, après l'annexion du Mzab, s'interrogeaient sur l'issue du choc entre la pentapole traditionnaliste et les puissances techniques et rationnelles du monde moderne. Ainsi, le Docteur Amat prédisait en 1888, une rapide décadence du Mzab, pour des raisons économiques et sociales : abolition du trafic des esclaves, amélioration des transports et surtout sécurité nouvellement assurée qui devait, selon lui, inciter les habitants des cités du désert à gagner des régions plus favorisées de l'Afrique du Nord. De même E. Zeys argumentait en faveur de l'annulation de la loi interdisant aux femmes l'émigration et prévoyait le départ de familles entières vers le Tell. Aucune de ces prévisions ne s'est réalisée ; les Mozabites, devenus hommes de commerce et de finance, et parmi les plus habiles, persistent à laisser leur famille et leur maison au désert et à se faire enterrer dans le sol de leur vallée.

La résistance d'un groupe traditionnel à la pression de la civilisation occidentale ne peut s'appuyer sur le seul pouvoir de la volonté et doit disposer de ressources matérielles, spirituelles et intellectuelles considérables. Les Mozabites sont protégés de la désagrégation par leur richesse et leur admirable gouvernement urbain. Grâce à leur éducation, ils ont pu maîtriser suffisamment les techniques commerciales modernes et les pratiques capitalistes, pour engager leurs biens dans une économie hautement compétitive. De plus, leurs cités n'ont jamais été en contact direct et constant avec les membres de la civilisation occidentale. Mais tout cela serait de peu sans la force spirituelle qui anime cette communauté.

Comme le Calvinisme, la doctrine exalte la discipline personnelle et l'ascèse laborieuse en ce monde ; elle impose le devoir d'acquérir des richesses non point pour le bénéfice personnel mais pour la gloire de Dieu et la permanence de la communauté. En outre, le monde des valeurs s'organise autour de deux pôles opposés, le domaine du profane, la vie économique, et le domaine sacré, la vie religieuse. La conscience vécue de cette distinction peut seule expliquer que la résistance farouche le particularisme têtu et scrupuleux, la fidélité ombrageuse à soi-même, puissent coexister avec l'évolution avisée, l'effort de transaction et d'élaboration réfléchie ; jamais peut-être le dialogue entre la permanence et l'altération n'a présenté une telle rigueur lucide.

Le maintien de la stabilité, loin d'exclure l'altération, suppose la capacité de se modifier pour répondre aux situations nouvelles (*principe d'héméostasie*). Mais ces transactions doivent s'accompagner de la conscience, claire ou obscure, des valeurs et des normes dont la permanence doit être maintenue à tout prix (« point focal culturel »), par opposition à celles qui peuvent être modifiées ou réinterprétées afin d'assurer stabilité aux premières (éléments marginaux). C'est dans ce contexte que prend pleinement sens la réussite matérielle des Mozabites et leur adaptation presque miraculeuse à des formes d'activité économique étrangères à la stricte tradition, l'altération consciemment assumée étant destinée à garantir la permanence des valeurs inaltérables, celles qui fondent la communauté spirituelle.

GHARDAIA



A l'image de la cité qui s'engendre autour de deux foyers bien distincts, le monde du marché, profane et trivial, ouvert aux grands courants du monde moderne, et l'acropole religieuse, avec sa mosquée, monde sacré et secret auquel on n'accède que par un labyrinthe de ruelles tortueuses, comme faites pour protéger de toute irruption étrangère le centre le plus intime, le plus précieux, ainsi, l'âme et la vie mozabites s'organisent autour de deux centres distincts et opposés comme le sacré et le profane, de sorte que l'adaptation moderniste au monde de l'économie financière et commerciale ne contredit pas le traditionnalisme rigide de la vie religieuse, mais le préserve au contraire et le rend possible.

SOCIÉTÉ NATIONALE

des

ENTREPRISES DE PRESSE

6, avenue Pasteur - Alger

Téléphone : 396-59

La Radiodiffusion en Algérie (1946 - 1953)

HISTORIQUE

On ne comprend parfaitement la situation actuelle que si l'on a bien présentes à l'esprit les diverses impulsions données à la Radio algérienne depuis 1939.

Le 29 juillet 1939, un décret constituait la Radiodiffusion officielle française en une administration autonome dégagée de la tutelle des P.T.T. et la question s'est alors posée de savoir si, à cette occasion, le statut de la Radio algérienne devait être réexaminé. Trois solutions se présentaient :

- a) Maintien du statu quo, c'est-à-dire maintien de la Radio au sein des P.T.T.
- b) Création d'une administration autonome dans le cadre local ;
- c) Rattachement pur et simple à la Métropole.

Il ne faisait aucun doute, dans l'esprit des promoteurs du décret du 29 juillet 1939, que la réforme de la radiodiffusion métropolitaine était l'amorce d'une opération plus vaste à l'échelle de la communauté française.

L'ouverture des hostilités ne permit pas de résoudre le problème algérien, mais un acte dit Loi du 13 octobre 1940 plaça les réseaux nord-africains sous l'autorité directe de l'administration française et c'est en vertu de ce texte que fut créée en Algérie, le 16 avril 1942, une direction régionale de la radio relevant de la Métropole. Les circonstances, une fois encore, ne permirent pas d'entrer dans la voie des réalisations pratiques et, lors du débarquement allié en Afrique du Nord, la radiodiffusion algérienne était toujours exploitée sous le contrôle de l'administration des P.T.T.

La radio d'Algérie se trouva brusquement en présence de responsabilités d'ordre national et international, responsabilités trop lourdes pour être assumées avec bonheur dans le cadre de l'organisation locale. On sépara alors les activités radiophoniques suivant leur destination ; le Gouverneur Général était responsable des émissions réalisées à l'intention des populations musulmanes d'Algérie, le Gouvernement provisoire de la République française, des émissions européennes et de la gestion de l'instrument technique. La création de l'Office de Radio-France permit de réaliser ainsi la translation partielle du réseau algérien du plan régional au plan national.

Cette formule est apparue, aux yeux même de ses promoteurs, comme un expédient imposé par les obligations de la guerre et personne ne se faisait d'illusions sur la fragilité de son assise juridique : la France libérée, le Gouvernement réinstallé à Paris, l'Office perdait beaucoup de son intérêt et l'on risquait de retrouver le trilemme classique.

Telle était la situation après la victoire en Europe. Il fallait se décider à faire un choix, d'autant plus vite que six années de guerre et une succession de décisions plus ou moins rationnelles avaient provoqué un état de fait très compliqué. La dévolution des installations radiophoniques n'était pas prononcée, le personnel n'avait pas de statut bien défini, les dépenses étaient gérées partie par l'Office Radio-France, partie par l'Algérie. Le Gouverneur Général ne disposait d'aucune autorité sur les émissions parlées en langue française, etc.

L'ordonnance du 2 novembre 1945 consacra la fusion des réseaux métropolitain et algérien et intégra depuis le 1^{er} janvier 1946, la Radiodiffusion algérienne au réseau métropolitain.

Toutefois, pour tenir compte de la situation particulière de l'Algérie, le Gouverneur Général conserva ou se vit établir un certain nombre de prérogatives et par arrêté en date du 25 mai 1949 un Comité Algérien de la Radiodiffusion a été créé.

Cet organisme dont la présidence est confiée au Gouverneur Général comprend 3 sections de 6 membres chacune :

— La première est composée de 6 délégués de l'Assemblée algérienne (3 délégués 1^{er} collège - 3 délégués 2^{me} collège).

— La deuxième de 6 personnalités désignées soit pour leur compétence, soit parce qu'elles appartiennent à certains groupements intéressés de très près par la radiodiffusion.

— La troisième de 6 représentants de la Radiodiffusion (3 chefs de service et 3 délégués élus du personnel).

Ce Comité est notamment consulté à la fin de chaque saison radiophonique pour discuter des programmes de la saison écoulée et faire des suggestions pour les programmes à venir. Il examine ensuite au début de chaque saison le plan qui lui est soumis et, au cours de la saison, les émissions elles-mêmes.

LE RESEAU EMETTEUR

Le réseau algérien comprend un certain nombre d'émetteurs O.M. (ondes moyennes) et deux émetteurs O.C. (ondes courtes).

Ces derniers relaient à destination du Sud algérien et des territoires éloignés une partie des programmes en langues française, arabe et kabyle.

Le réseau O.M., a pour mission essentielle de desservir l'Algérie, quoiqu'il s'étende bien au-delà de ses limites.

Pour comprendre la composition et l'efficacité de ce réseau O.M. il faut se rappeler :

— Que les ondes moyennes qui couvrent la gamme de 525 à 1.605 Kc/s ou (570 à 187 m.) se propagent à la fois le long du sol (rayonnement direct) et par réflexion sur des couches ionisées de l'atmosphère (rayonnement indirect).

Le rayonnement direct dont la portée varie avec la longueur d'onde et la nature du terrain, a lieu de jour et de nuit.

Le rayonnement indirect, lui, n'a lieu que la nuit. Il n'apparaît qu'à une certaine distance de l'émetteur (100 kilomètres environ) et peut atteindre des distances de 1.500 à 2.000 kilomètres et même plus avec une intensité importante.

RADIODIFFUSION

— Que l'émission proprement dite utilise un canal d'environ 15 Kc/s autour de la fréquence moyenne, qui caractérise l'émetteur. Ainsi, l'émetteur d'Alger 306 m. ou 980 Kc/s couvre la bande 987,5 - 972,5 Kc/s (303 m. 80 - 308 m. 20).

Les considérations qui précèdent montrent que l'on ne peut multiplier indéfiniment le nombre d'émission, car chacune d'elles tient une place non négligeable et qu'il faut prendre de nombreuses précautions pour que deux émetteurs diffusant des programmes différents partagent la même longueur d'onde.

En fait, et quoi qu'arbitrairement on ait adopté seulement 9 Kc/s entre deux fréquences successives (ce qui au départ proscriit une haute qualité d'écoute), il a fallu dans 121 canaux faire tenir un millier environ d'émetteurs. Ce fut l'objet du plan de Copenhague (1948).

L'Algérie, quoique n'ayant avant 1948 officiellement que deux longueurs d'onde, s'en est vu attribuer 4 pour les émissions en langues française et arabe. Son réseau devait être constitué comme suit :

ALGER I	100 KW	980 Kc/s	- ALGER II	100 KW	890 Kc/s
CONSTANTINE I	20 KW	} 1142 Kc/s	- CONSTANTINE II	20 KW	} 1304 Kc/s
ORAN I	KW		- ORAN II	40 KW	

Il est actuellement pratiquement en place. Il a été complété en certains points par les petits émetteurs à faible puissance fonctionnant sur les longueurs d'onde communes internationales (1484 Kc/s ou 202 m. - 1594 Kc/s ou 188 m.).

Pour la chaîne kabyle, aucune longueur d'onde n'avait été attribuée. Cependant, le plan de Copenhague permettant certains accords, la longueur d'onde (1421 Kc/s - 206 m.) a été cédée à l'Algérie, mais la puissance maxima autorisée sur cette fréquence n'est que de 5 kw, ce qui est insuffisant. Pour pallier cette insuffisance, des émetteurs d'appoint toujours sur les fréquences internationales sont installés ou prévus.

La puissance totale installée en Algérie est actuellement de 322 KW ; en 1946 elle n'était que de 25. C'est actuellement le réseau le plus étoffé et le plus puissant d'Afrique du Nord.

LES STUDIOS

Un effort important a été fait pour doter l'Algérie des studios indispensables à la production des émissions pour trois chaînes.

— Jusqu'en 1943, il n'existait qu'un seul studio situé rue Berthezène qui n'autorisait qu'une seule chaîne d'émission : la chaîne française.

— En 1944, après la construction en 1943 de trois nouveaux studios dans l'immeuble 10, rue Hoche, une chaîne arabe fut constituée dont les émissions furent données à partir de l'ancien studio de la rue Berthezène, les Studios Hoche étant affectés aux émissions en langue française.

— En 1945, mise en service de studios secondaires à Oran - Tlemcen - Bougie et Constantine, utilisés surtout par le service des émissions en langue arabe.

— En 1948, mise en service de la chaîne kabyle après construction d'un deuxième studio rue Berthezène.

Les réalisations qui précèdent, bien que fort insuffisantes, surtout en matière de matériel technique, ont permis de constituer puis d'exploiter 3 chaînes d'émissions jusqu'en 1949. La complexité croissante des émissions imposa à partir de cette date la refonte de l'ensemble des studios et le remplacement de leur équipement technique démodé pour un matériel moderne. Ces travaux furent effectués :

— En 1949 et au début 1950 pour les studios Hoche qui furent entièrement refaits (4 studios au lieu de 3) ;

— En 1950 pour les studios d'Oran - Tlemcen - Bougie et Constantine ;

— En 1950 pour le centre de réception de Dely-Ibrahim rattaché aux studios Hoche ;

— En 1952 et 1953 pour les studios Berthezène qui furent également entièrement refaits.

Actuellement sont en service :

1. — Rue Hoche à Alger :

4 studios (190 m³ - 350 m³ - 400 m³ - 50 m³) qui comportent l'équipement suivant :

— 4 consoles de prise de son avec 2 ou 4 plateaux tourne-disques par console ;

— 3 tables d'enregistrement sur disques 33 t/m ;

— 2 tables d'enregistrement sur disques 78 t/m ;

— 3 magnétophones fixes 76 c/sec.

2. — Rue Berthezène à Alger :

2 studios (250 m³ et 150 m³) qui comportent le matériel suivant :

— 2 consoles de prise de son avec 2 ou 4 plateaux tourne-disques par console ;

— 1 table d'enregistrement sur disque 78 t/m ;

— 1 magnétophone fixe 76 c/sec.

3. — Pour les reportages à Alger :

— 2 cars 1.000 kgs Renault avec moyens d'enregistrement sur bandes magnétiques et sur disques.

— Plusieurs valises de reportages, magnétophones portatifs et enregistreurs portatifs sur disques.

4. — A Bougie :

1 studio 180 m³ avec 1 console réduite de prise de son.

5. — A Constantine :

1 studio 75 m³ avec :

— 1 console réduite de prise de son

— 1 table de gravure lecture de disque 78 t/m ;

— 1 magnétophone portatif.

6. — A Oran :

- 1 studio 130 m3 avec :
- 1 consolette réduite de prise de son ;
 - 1 table de gravure 78 t/m ;
 - 1 magnétophone portatif.

(Ce studio sera abandonné en 1954 au profit d'un autre à construire.)

7. — A Tlemcen :

- 1 studio 110 m3 avec :
- 1 consolette réduite de prise de son ;
 - 1 table de gravure 78 t/m.

Ces moyens, joints à l'utilisation de salles extérieures à Alger (Rex - Aletti - Casino Music-Hall et autres) permettent d'attendre la construction de la Maison de la Radio définitive dont le projet est en cours d'établissement.

L'AUDITOIRE

Au 31 décembre 1946, il n'existait en Algérie que 125.000 auditeurs déclarés dont 11.000 musulmans et 114.000 non musulmans. Au 31 décembre 1953 il y en a 255.000 dont 71.000 musulmans et 184.000 non musulmans. En 7 ans, le nombre total des auditeurs a augmenté de 104 % : celui des musulmans de 545 % et celui des non musulmans de 61 %.

Le tableau suivant indique année par année depuis 1946 l'augmentation du nombre de comptes. (1 compte par auditeur payant la redevance radiophonique). Il convient d'ailleurs de souligner que depuis le 1^{er} avril 1950, si une personne possède à son nom deux ou plusieurs postes à son domicile, elle ne compte que pour un auditeur. Cela fausse donc légèrement depuis cette date la statistique et ne permet pas une comparaison exacte avec d'autres pays qui la comptent autant de fois qu'elle a de postes. Pour rendre les chiffres comparables avec ces pays, il conviendrait d'ajouter environ 30.000 auditeurs de plus pour l'Algérie.

DATES	NOMBRE de postes déclarés (nombre de comptes)	ALGERIE		METROPOLE
		AUGMENTATION en nombre	ANNUELLE en %	AUGMENTATION annuelle en % du nombre de postes déclarés
31-12-53	255.000	20.000	7,9	6,4
31-12-52	235.000	20.000	9,3	6,6
31-12-51	215.000	26.000	12	7,3
31-12-50	189.000	16.746	9,6	6,3
31-12-49	173.254	18.195	11,8	4,9
31-12-48	155.059			

L'accroissement très important et très supérieur à la plupart de celui des autres pays est dû à l'augmentation importante de la puissance du réseau (272 KW au lieu de 15 en O.M.), du volume des émissions (dont la durée moyenne hebdomadaire est passée de 135 h. en 1946 à 160 h. 45 en 1953) et à l'amélioration du niveau de vie de la population musulmane. Il faut souligner en effet qu'actuellement la population musulmane achète plus de postes que celle non musulmane. Le tableau suivant permet d'en juger :

AUGMENTATION DU NOMBRE DE COMPTES	TOTAL	MUSULMANS	NON MUSULMANS
De 1946 à 1948	37.118	11.765	25.353
Moyenne annuelle pendant cette période (1946 à 1948)	12.373	3.922	8.451
De 1949 à 1951	59.944	25.602	34.339
Moyenne annuelle pendant cette période (1949 à 1951)	19.881	8.535	11.446
1952 et 1953	40.000	23.000	17.000
Moyenne annuelle pendant cette période (1952 à 1953)	20.000	11.500	8.500

Les auditeurs sont d'ailleurs répartis très inégalement en Algérie comme l'indique le tableau ci-dessous.

	ALGERIE	Département d'Alger	Département d'Oran	Département de Constantine	SUD
Musulmans	71.464	30.669	17.009	19.914	3.872
Non Musulmans ...	183.536	82.814	62.876	35.154	2.692
Total.....	255.000	113.483	79.885	55.068	6.564

Il convient en outre de signaler qu'à l'intérieur de chaque département les auditeurs sont en majeure partie groupés autour de quelques villes importantes.

Ainsi, dans le département d'Alger, la ville d'Alger à elle seule compte 53.000 auditeurs. Il y en a 92.082 dans un rayon de 40 km. autour de ce centre, soit 81 % du nombre d'auditeurs du département, 39,5 % du nombre total d'auditeurs en Algérie.

Dans le département d'Oran, la ville d'Oran en compte 23.975. Il y en a 41.065 dans un rayon de 40 km. autour de cette ville, soit 51,5 % du nombre d'auditeurs du département, 16 % du nombre total d'auditeurs en Algérie.

Dans le département de Constantine, la ville de Constantine à elle seule compte 12.500, celle de Bône 10.625. Il y en a respectivement 14.472 et 11.632 dans un rayon de 40 km. autour de ces deux villes, soit 26,3 % et 21 % du nombre total d'auditeurs du département et 5,65 % et 4,55 % du nombre total d'auditeurs en Algérie.

LE BUDGET

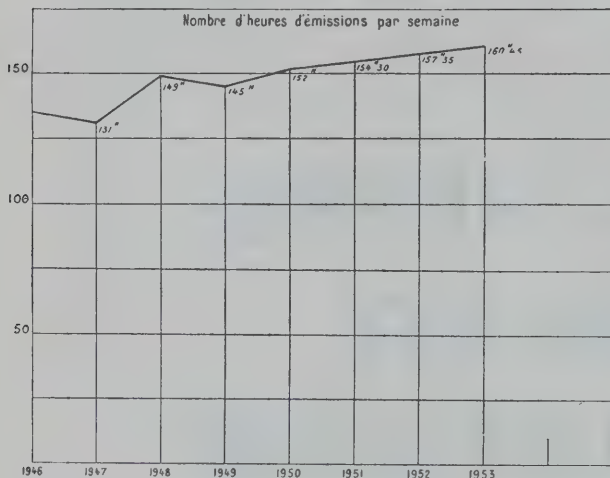
Quoique le nombre d'auditeurs se soit accru d'une façon relativement importante en Algérie, leur nombre est encore très insuffisant pour couvrir les dépenses de la Radiodiffusion. En application de l'ordonnance du 2 novembre 1945, le budget de la Radiodiffusion en Algérie fait partie du budget métropolitain, laissant ainsi à la charge du budget national le déficit. Le taux de la redevance est voté par l'Assemblée algérienne. Jusqu'à présent le taux appliqué a été celui de la Métropole avec toutefois un certain décalage dans le temps.

Recettes. — Elles proviennent uniquement de la redevance radiophonique. Elles ont été :

QUELQUES CHIFFRES CONCERNANT LA RADIODIFFUSION EN ALGERIE

SERVICES DE PRODUCTION

SERVICES DE PRODUCTION



— En 1946 la Radiodiffusion effectuait 135 h. d'émissions par semaine et, en 1953, 160 h. 45.

— En 1953 3.500 artistes, journalistes, conférenciers ont été entendus sur nos antennes.

— Une émission théâtrale d'une heure environ nécessite 12 h. de répétition.

— Le concert symphonique nécessite également 12 heures de répétition.

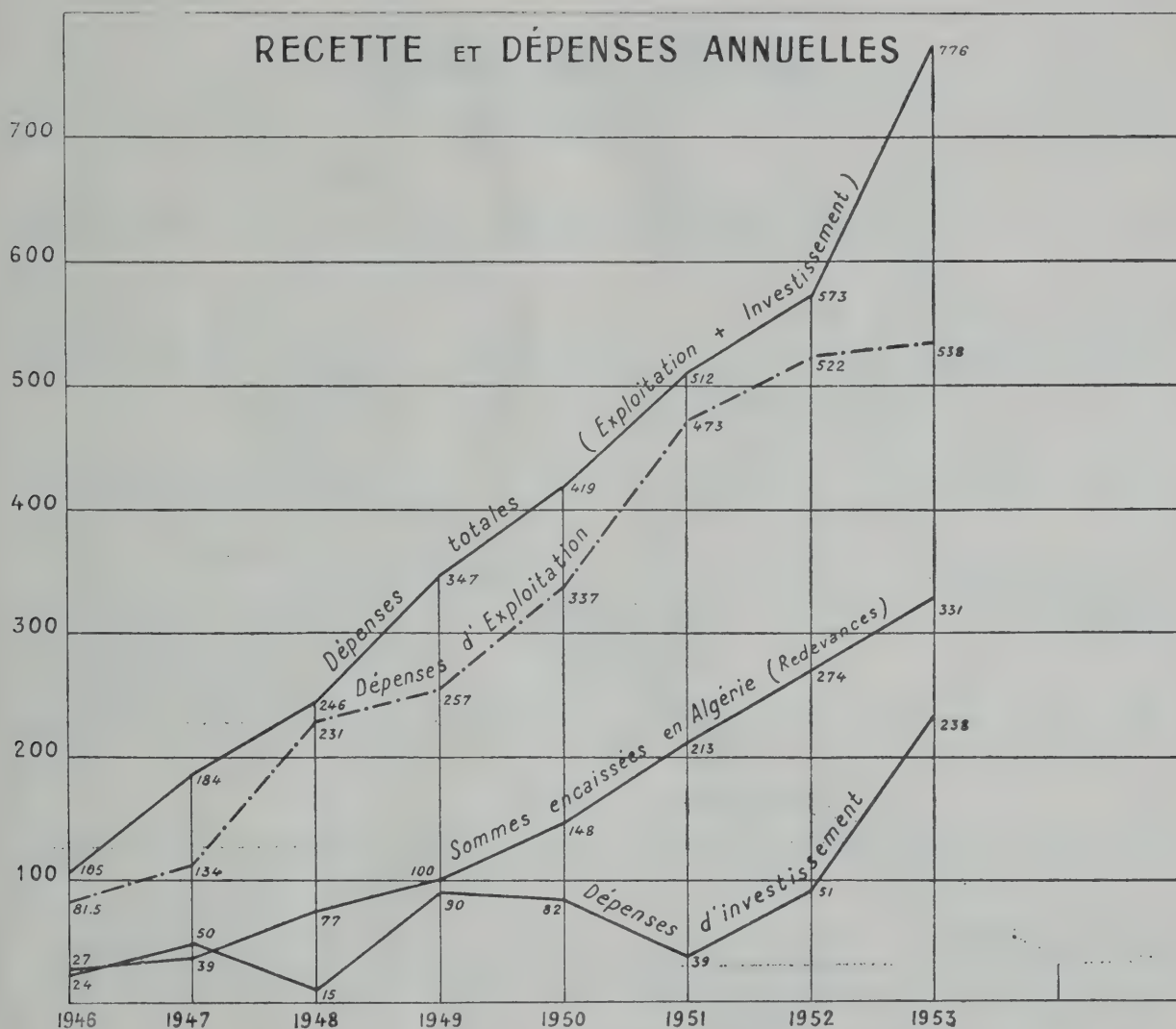
— Un montage radiophonique comme « Horizons d'Algérie » d'une durée de 30 minutes nécessite 24 h. de montage.

Pourcentage de répartition des différents genres d'émissions :

Chaîne française	Musique légère chansons variétés	Musique classique lyrique	Théâtre Policrière	Educative Littéraire	Informa- tions Reportages Sports	Emission féminine magazines	Divers
%	48	15	6	5	17	7,5	1,5

Chaîne arabe	MUSIQUE			Théâtre variétés	Educative Littéraire	Informa- tions	Chroniques magazines reportages	Emission religieuse
	classique religieuse	moderne	populaire					
%	12,5	17,5	18,5	9,2	10,5	17,1	8,2	4,8

Chaîne kabyle	MUSIQUE		Théâtre variétés	Informa- tions	Chroniques magazines reportages	Emission religieuse
	populaire	moderne				
%	43,1	14	5,1	23,5	23,5	6,5



— Depuis 1946 les redevances ont rapporté 1.200.000.000 de francs mais les dépenses se sont élevées à 3.200.000.000 de francs. La Métropole a donc payé 2.000.000.000 de francs.

— Le nouveau émetteur d'Oranie coûte 350.000.000 de francs.

— Les investissements faits en Algérie atteignent 700.000.000 de francs ; mais pour reconstituer le réseau actuel, il faudrait au moins 1.200.000.000 de francs.

— L'installation de la Télévision, à Alger seulement, coûte 650.000.000 de francs.

— La Maison de la Radio reviendra, pour le bâtiment seulement 550.000.000 de francs.

— Les lampes des émetteurs coûtent fort cher, certaines atteignent 1.800.000 francs.

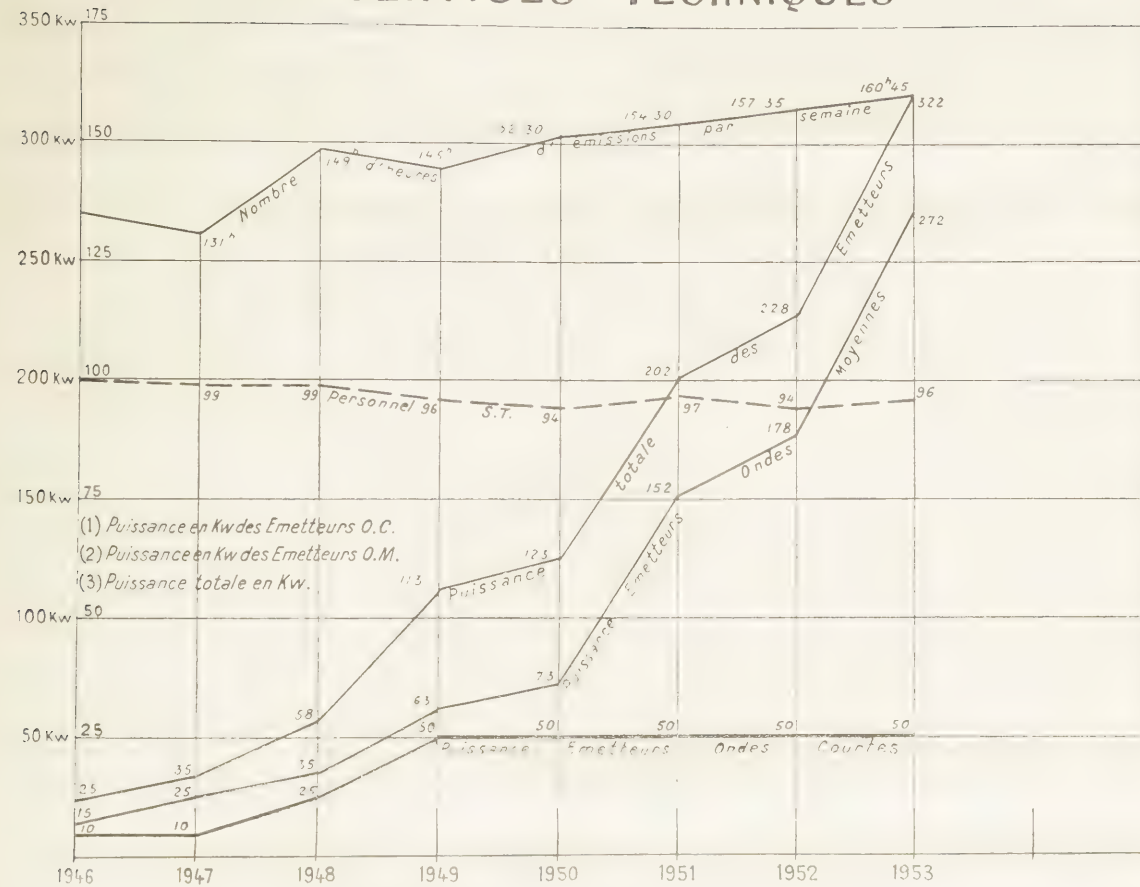
— La valeur des lampes installées sur les émetteurs dépassent 72.000.000 de francs.

— Les lampes étant garanties 3.000 heures, il faut pratiquement en remplacer la plus grande partie chaque année.

— En 1954, la Radiodiffusion va dépenser en courant électrique seulement, 35.000.000 de francs.

— La location des câbles téléphoniques entre les différents émetteurs revient à 18.000.000 de francs.

SERVICES TECHNIQUES



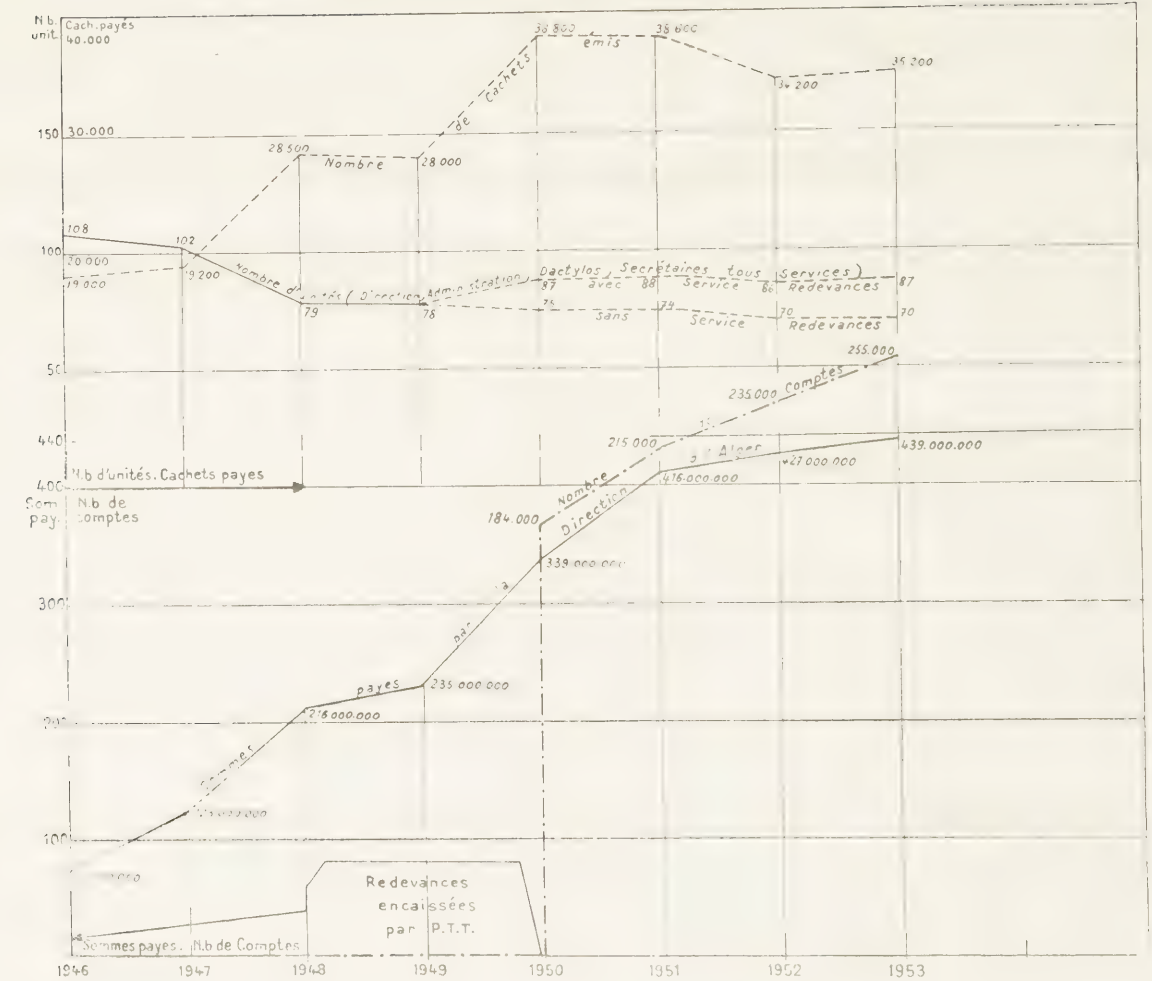
— Depuis 1946 la puissance du réseau a été multipliée par 1500 % et l'Algérie a actuellement le réseau le plus puissant d'Afrique du Nord.

— Le personnel, lui, n'a pas augmenté.

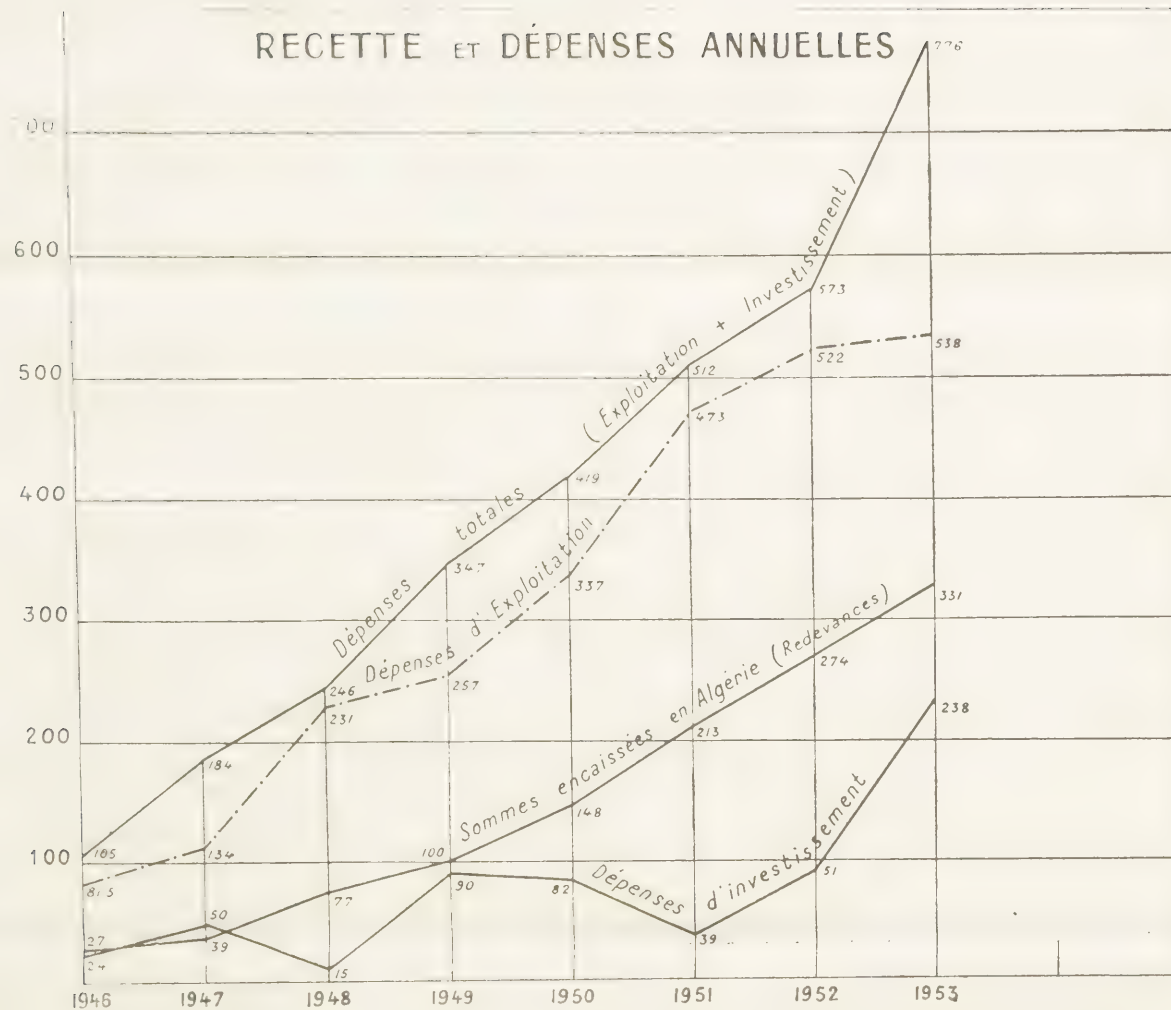
— Le pourcentage des « pannes » en 1953 a été seulement de 0,257 % se décomposant en 0,049 pour les émetteurs, 0,094 pour les studios et circuits et 0,154 % pour le secteur électrique.

— L'installation technique comporte environ 1.500 relais et 3.000 lampes qui peuvent tous être des causes de pannes.

SERVICES ADMINISTRATIFS



RECETTE ET DÉPENSES ANNUELLES



— Depuis 1946 les redevances ont rapporté 1.200.000.000 de francs mais les dépenses se sont élevées à 3.200.000.000 de francs. La Métropole a donc payé 2.000.000.000 de francs.

— Le nouveau émetteur d'Oranie coûte 350.000.000 de francs.

— Les investissements faits en Algérie atteignent 700.000.000 de francs ; mais pour reconstituer le réseau actuel, il faudrait au moins 1.200.000.000 de francs.

— L'installation de la Télévision, à Alger seulement, coûte 650.000.000 de francs.

— La Maison de la Radio reviendra, pour le bâtiment seulement 550.000.000 de francs.

— Les lampes des émetteurs coûtent fort cher, certaines atteignent 1.800.000 francs.

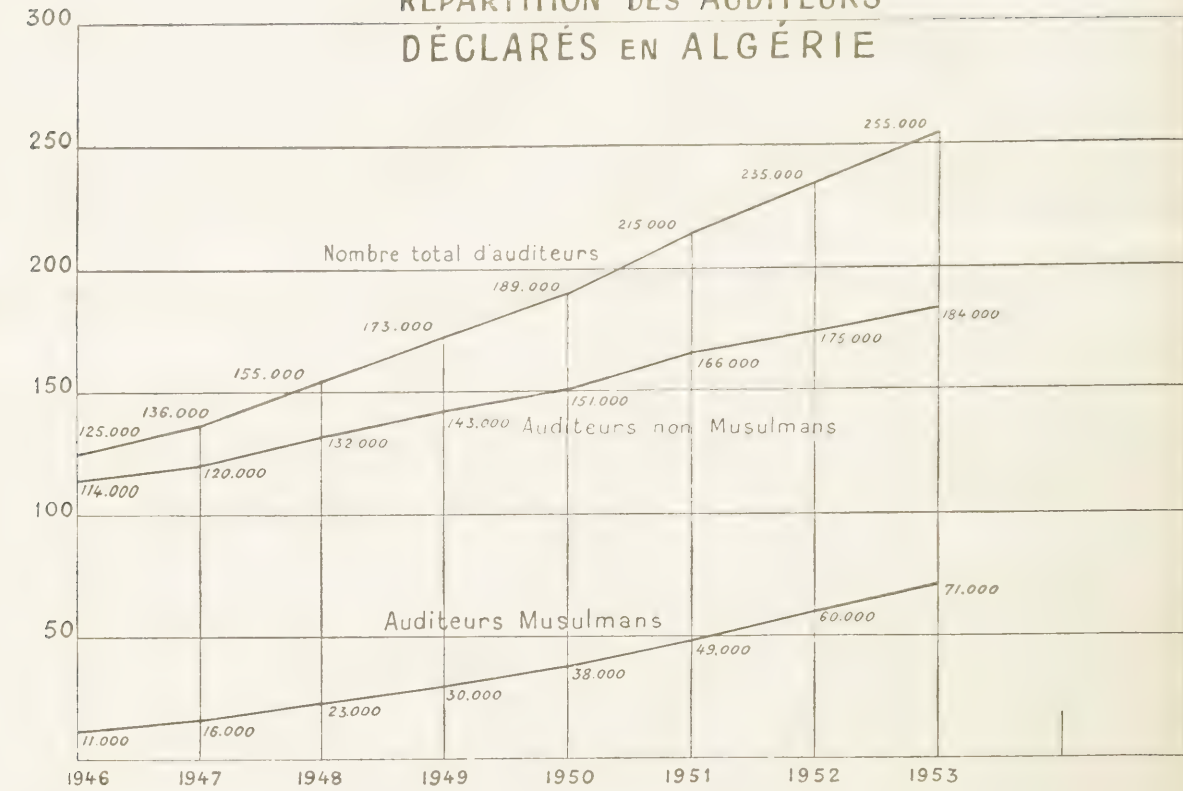
— La valeur des lampes installées sur les émetteurs dépassent 72.000.000 de francs.

— Les lampes étant garanties 3.000 heures, il faut pratiquement en remplacer la plus grande partie chaque année.

— En 1954, la Radiodiffusion va dépenser en courant électrique seulement, 35.000.000 de francs.

— La location des câbles téléphoniques entre les différents émetteurs revient à 18.000.000 de francs.

RÉPARTITION DES AUDITEURS DÉCLARÉS EN ALGÉRIE



— En 1946, il y avait 11.000 auditeurs musulmans et 114.000 non musulmans.

— Mais en 1953 il y a 71.000 auditeurs musulmans et 184.000 non musulmans.

— Jusqu'en 1951 les musulmans achetaient moins de postes que les non musulmans, mais actuellement l'inverse se produit.

— 8 foyers sur 10 chez les non musulmans possèdent la radio, alors qu'un foyer sur 10 chez les musulmans en est doté.

— Le département d'Alger compte 113.000 auditeurs (30.000 musulmans - 83.000 non musulmans).

— Le département d'Oran compte 80.000 auditeurs (17.000 musulmans - 63.000 non musulmans).

— Le département de Constantine compte 55.000 auditeurs (20.000 musulmans - 35.000 non musulmans).

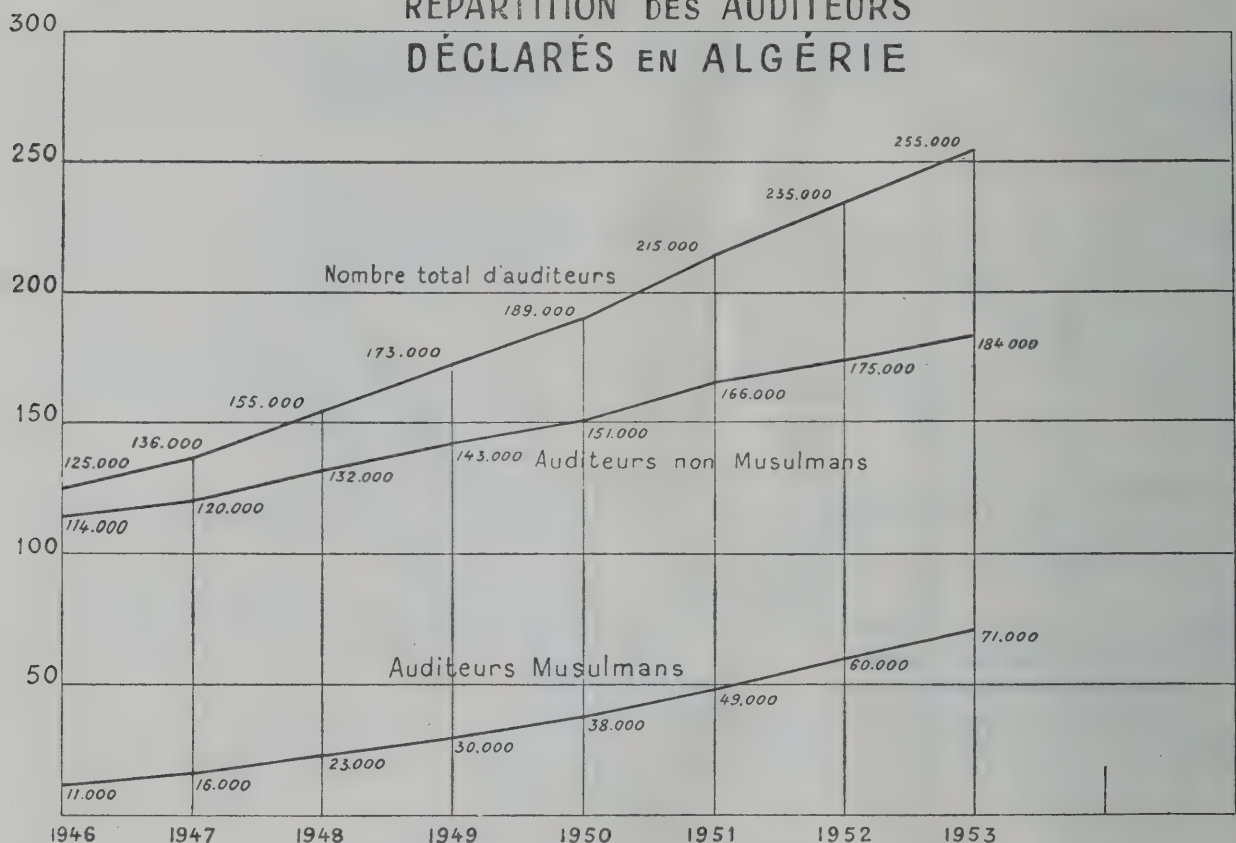
— Le Sud compte 7.000 auditeurs (4.000 musulmans - 3.000 non musulmans).

— La ville d'Alger compte à elle seule 53.600 auditeurs et 85.000 avec sa banlieue.

— La ville d'Oran compte à elle seule 33.975 auditeurs et 40.000 avec sa banlieue.

— Les villes de Constantine et de Bône en comptent respectivement 12.500 et 10.625.

RÉPARTITION DES AUDITEURS DÉCLARÉS EN ALGÉRIE



- En 1946, il y avait 11.000 auditeurs musulmans et 114.000 non musulmans.
- Mais en 1953 il y a 71.000 auditeurs musulmans et 184.000 non musulmans.
- Jusqu'en 1951 les musulmans achetaient moins de postes que les non musulmans, mais actuellement l'inverse se produit.
- 8 foyers sur 10 chez les non musulmans possèdent la radio, alors qu'un foyer sur 10 chez les musulmans en est doté.
- Le département d'Alger compte 113.000 auditeurs (30.000 musulmans - 83.000 non musulmans).
- Le département d'Oran compte 80.000 auditeurs (17.000 musulmans - 63.000 non musulmans).
- Le département de Constantine compte 55.000 auditeurs (20.000 musulmans - 35.000 non musulmans).
- Le Sud compte 7.000 auditeurs (4.000 musulmans - 3.000 non musulmans).
- La ville d'Alger compte à elle seule 53.600 auditeurs et 85.000 avec sa banlieue.
- La ville d'Oran compte à elle seule 33.975 auditeurs et 40.000 avec sa banlieue.
- Les villes de Constantine et de Bône en comptent respectivement 12.500 et 10.625.

RADIODIFFUSION

En	1946	1947	1948	1949	1950
De	27.000.000 de fr.	39.000.000 de fr.	77.000.000 de fr.	101.000.000 de fr.	148.000.000 de fr.

En	1951	1952	1953
De	213.000.000 de fr.	274.000.000 de fr.	331.000.000 de fr.

Soit en 8 ans de 1.210.000.000 de fr.

Dépenses. — Les dépenses supportées sont de deux ordres : dépenses d'investissement et d'exploitation.

Une partie en est payée par la région d'Alger (elle constitue d'ailleurs la plus grosse partie et est déjà de très loin supérieure aux encaissements), l'autre est réglée par la direction générale de Paris et se rapporte à des dépenses communes à l'ensemble de la Radiodiffusion (marchés très importants de matériel, conventions avec l'A.F.P., les industries du disque, les droits d'auteurs...).

Ces dépenses ont été :

En	1946	1947	1948	1949	1950
Investissement	24.000.000	50.000.000	15.000.000	90.000.000	82.000.000
Exploitation..	81.500.000	134.000.000	231.000.000	257.000.000	337.000.000
Total	105.500.000	184.000.000	246.000.000	347.000.000	419.000.000

En	1951	1952	1953
Investissement	39.000.000	51.000.000	238.000.000
Exploitation	473.000.000	522.500.000	538.000.000
Total	512.000.000	573.500.000	776.000.000

soit en 8 ans de 589 millions pour les investissements (il convient d'ailleurs de signaler qu'il reste à payer encore 100 millions environ pour l'émetteur d'Oran) et 2.574 millions pour l'exploitation, *soit en 8 ans une dépense totale de 3.163 millions.*

Le déficit pris en charge par le budget métropolitain ressort donc pour la période 1946 à 1953 à environ 2.000.000.000 de francs. Si donc, comme dans la Métropole, la Radiodiffusion devait en Algérie équilibrer son budget, le taux de la redevance devrait être plus élevé (deux fois et demi environ).

A titre indicatif, les différents postes du budget 1953 ont été les suivants :

— Investissement	30,7
— Direction - Administration	2,3
— Exploitation technique {	
Personnel	10,8
Matériel	18,0

— Dépenses artistiques	27,9
— Dépenses d'informations	7,3
— Frais de perception de redevances	3,0
	<hr/>
	100 %

LES SERVICES.

Services de production.

Les services de production comprennent sur chacune des trois chaînes des services artistiques et des services d'information assistés de services annexes : discothèque, bibliothèque, régie.

Pour satisfaire tous les goûts, les programmes font appel à de nombreux genres, ainsi qu'il ressort des pourcentages des différentes émissions :

Chaîne Française :

Musique classique 10 %.
 Musique légère et chansons 29 %.
 Variétés 19 %.
 Lyrique 5 %.
 Émissions éducatives et littéraires 5 %.
 Théâtre et émissions policières 6 %.
 Informations et reportages 15 %.
 Émissions féminines magazines 7,5 %.
 Sports 2 %.
 Divers 1,5 %.

Chaîne Arabe :

Informations 17,1 %.
 Chroniques, magazines, reportages 8,2 %.
 Émissions religieuses 4,8 %.
 Musique | classique religieuse 12,5 %.
 | moderne 17,5 %.
 | populaire 18,5 %.
 Théâtre variétés 9,2 %.
 Émissions éducatives et littéraires 10,5 %.

Chaîne Kabyle :

Informations 23,5 %.
 Chroniques, magazines, reportages 7,8 %.
 Émissions religieuses 6,5 %.
 Musique | populaire 43,1 %.
 | moderne 14 %.
 Théâtre variétés 5,1 %.

Services des informations et du journal parlé.

Ils sont chargés de rédiger les bulletins d'informations et du Journal Parlé, des sports, des magazines et des reportages. La chaîne française utilise 12 journalistes au mois et 174 collaborateurs payés au cachet ; les chaînes arabe et kabyle respectivement 13 et 193.

Les informations et journaux parlés sont rédigés d'après les nouvelles fournies par l'Agence France-Presse et des correspondants particuliers. Ils donnent les nouvelles de l'étranger, de la Métropole, de l'Union Française et de l'Algérie. Alors que les informations en langue française donnent une revue de presse de journaux en langue française, celles en langue arabe donnent des commentaires de la presse du Moyen-Orient. Il convient de signaler que le Journal Parlé de 19 heures sur la chaîne française est une suite de présentation d'événements, d'idées et d'hommes à l'ordre du jour. Elle est animée par un reporter. Les informations sur la chaîne arabe sont données en classique et en dialectal.

Les magazines. — Il y en a 3 sur les chaînes arabe et kabyle et 6 sur la chaîne française : ils traitent de sujets divers (juridiques, familiaux, sociaux, tourisme, cinéma, lettres et arts...).

L'émission quotidienne « La demi-heure de la femme », quoiqu'ayant un fond musical est du ressort de ce service.

Les reportages. — Ils sont très nombreux et mettent en priorité en évidence les réalisations effectuées en Algérie (problèmes de l'eau, de la scolarisation, de l'amélioration rurale, des réformes municipales, du développement de l'industrie).

En 1953, ont été interviewés 16 Ministres et Secrétaires d'Etat, 80 artistes de la scène et de l'écran, 50 écrivains, 55 cinéastes (Festival de Cannes, etc...), 10 explorateurs, ainsi que de nombreuses personnalités françaises et étrangères de passage à Alger. Douze Congrès nationaux et internationaux ont été présentés aux auditeurs d'Algérie et les émissions retransmises sur les chaînes métropolitaines par les soins de la R.T.F. en Algérie.

Mais l'activité de ces services déborde nettement le cadre de l'Algérie. En 1953, deux reporters des émissions en langue arabe sont, pendant deux mois, allés en Métropole pour étudier les problèmes posés par l'immigration des travailleurs nord-africains et rapporter des témoignages. Ce service a également effectué le reportage des cérémonies du Pèlerinage de La Mecque ; ce reportage a été repris par la Métropole, la Tunisie et l'A.O.F. Des reporters de la chaîne française ont fait des reportages en Espagne, en Italie, en Suisse, en Allemagne, au Maroc, en Tunisie et en Métropole.

Les sports. — Chaque semaine, outre les annonces des manifestations sportives, leurs pronostics, résultats et commentaires, une ou deux manifestations font l'objet de retransmissions.

Services artistiques.

Pour réaliser les émissions artistiques, la chaîne française dispose d'un orchestre de 63 exécutants et d'une troupe d'interprétation de 17 acteurs ; elle utilise 512 artistes payés au cachet.

Les émissions en langue arabe et kabyle emploient un orchestre de 14 exécutants mais 1.536 artistes payés au cachet.

A l'exclusion de certaines émissions de variétés, retransmises des chaînes métropolitaines et qu'il n'est pas possible de réaliser en Algérie, toutes les autres émissions sont réalisées sur place.

Pour les *émissions théâtrales*, la chaîne française fait appel à certains auteurs locaux, mais elles sont puisées surtout aux répertoires classique, moderne et de boulevard ; les chaînes arabe et kabyle réservent la majeure partie de leur production aux auteurs locaux mais donnent également des adaptations de pièces occidentales (LE CID,, LE BOURGEOIS GENTILHOMME, LE MEDECIN MALGRE LUI, OTHELLO, HAMLET, RASPOUTINE, CYRANO DE BERGERAC...).

Les *émissions littéraires et culturelles* traitent à la fois des auteurs, de leurs œuvres et de problèmes artistiques et scientifiques en général. La moitié environ de ces productions sont consacrées à l'Algérie.

Les *émissions musicales* sont consacrées sur la chaîne française à toutes les formes de la musique légère et de la musique classique (musique symphonique et musique de chambre). Notamment chaque semaine, l'orchestre se produit en public, un soliste en renom est engagé (Clara HASKIL, SAMSON François, Yvonne LORIOD, Vlado PERLEMUTER, André GERTLER, Devy ERLIH, Pierre FOURNIER, Paul TORTELIER, Ida PRESTI, Maria STADER, Eugénia ZARESKA).

L'orchestre a été dirigé par MM. CLOWEZ, KLECKI, ROSENTHAL, TOMASI, GIARDINO, MIROUZE et CLERGUE.

De nombreuses œuvres ont été données en première audition, œuvres peu connues de VIVALDI, RAMEAU, MOZART, HAYDN, etc... œuvres modernes de STRAWINSKY, SCHOENBERG, BARTOK, HONEGGER, MILHAUD, etc...

Quant à la chaîne arabe, elle donne à la fois de la musique classique, populaire et moderne pour laquelle elle fait appel aux différents genres algériens (algérois, tlemcénien, oranais, constantinois et bougiote).

Les émissions kabyles sont, elles, plus spécialement consacrées à la musique populaire et aux chants traditionnels.

Un concert public bi-mensuel de musique classique a lieu au Cercle Franco-Musulman.

Les *émissions de variétés* proviennent en partie de chaînes métropolitaines pour les émissions en langue française, mais en utilisant les éléments locaux et les artistes de passage, la chaîne française produit plusieurs émissions locales dont deux sont faites chaque semaine en public. Sur la chaîne arabe, il existe également hebdomadairement une émission de variétés publique. Les émissions vivantes sont complétées par des disques de chansons et de musique.

Services techniques.

Ils sont chargés d'entretenir, d'exploiter le réseau, de surveiller et diriger les travaux, de réaliser la prise de son des émissions, de les enregistrer et les diffuser. Ils comptent un effectif d'environ 100 personnes qui est resté pratiquement le même depuis 1946, quoique la puissance du réseau et sa complexité, ainsi que le nombre d'émissions aient considérablement augmenté. Ces services ont notam-

ment installé les deux émetteurs puissants du Centre d'Alger et la plupart du matériel des studios actuels, ce qui représente un travail très important.

Services administratifs.

Ils sont chargés de la gestion du personnel (350 unités au mois - 2.500 payés au cachet), de la liquidation des dépenses (439 millions de paiement et 35.000 cachets en 1953), et de la perception des redevances. A ce service sont rattachés pour ordre les différentes secrétaires, dactylos, plantons de la région. Depuis 1946, grâce à une mécanisation très poussée (personnel et cachets payés par machine électro-comptable - perception des redevances par machine électro-comptable) le personnel de ces services a été réduit dans la proportion de 20 % alors que le travail a plus que doublé et que la Radiodiffusion a pris en charge entièrement le service de la perception des Redevances.

LES REALISATIONS ENVISAGEES

Le réseau Radiodiffusion.

Avec la mise en route de l'émetteur d'Oranie, la puissance maxima autorisée a été atteinte dans les départements d'Oran et de Constantine. A Alger il serait possible d'augmenter encore légèrement la puissance des émetteurs diffusant les programmes en langues française et arabe, mais le champ qui impressionne le récepteur n'augmentant que comme la racine carrée de l'augmentation de la puissance, l'amélioration ne serait pas considérable. Les seules solutions qui seraient vraiment efficaces seraient :

— D'augmenter la hauteur des antennes pour qu'elles puissent rayonner correctement ;

— Construire des réflecteurs qui ramèneraient en Algérie une partie du rayonnement dirigé vers le Nord.

Mais la proximité de l'aérodrome de Maison-Blanche, qui prend de jour en jour plus d'extension rend la réalisation de ces solutions de plus en plus délicate. Ce serait pourtant la vraie et unique solution, qui, pour une dépense relativement insignifiante (quelques millions) permettrait pratiquement de doubler la portée de ces émetteurs.

Du côté de la chaîne kabyle, une amélioration reste aussi possible pour un aménagement des longueurs d'onde et la mise en route d'un émetteur à Bougie.

Il faut d'ailleurs reconnaître que la qualité de réception des émetteurs O.M. même en utilisant des cadres au lieu d'antennes de réception, diminue de jour en jour dans la zone européenne toute entière. Les émetteurs prévus par le plan de Copenhague entrent en service peu à peu et les pays qui n'ont pas approuvé le plan de Copenhague et occupaient des fréquences relativement dégagées jusqu'à présent, essaient de se faire entendre et compliquent de plus en plus la situation.

La seule solution pratique est l'emploi de la radiodiffusion en modulation de fréquence qui, déjà employée en Allemagne, commence à faire son apparition ailleurs en Europe, dans divers pays et notamment en Métropole.

Sur le plan international, elle permettra la décongestion des O.M. donc améliorera les conditions de réception des émetteurs actuels.

Sur le plan réception, elle permet de se protéger facilement des parasites et fournit une qualité d'écoute très supérieure à celle obtenue actuellement.

Sur le plan algérien, elle permettrait la création d'un second programme d'émissions locales.

Mais cette nouvelle installation conduit à des dépenses d'investissement et d'exploitation importantes et oblige l'auditeur à acheter soit un adaptateur s'il veut garder son récepteur actuel, soit au moment du renouvellement de son poste, un récepteur possédant une gamme F.M. supplémentaire.

Chaque année, il est vendu 35.000 postes neufs en Algérie, ce qui laisse supposer, si le démarrage de ce nouveau mode de modulation se faisait rapidement, que le nombre d'auditeurs augmenterait rapidement.

Le réseau Télévision.

Le plan de Stockholm (1952) a attribué à l'Algérie cinq emplacement d'émetteurs de télévision : Alger, Oran, Constantine, Tlemcen, Bône. A l'heure actuelle, des mesures ont été faites pour déterminer l'emplacement exact des émetteurs, car le choix de l'emplacement est très délicat. Au budget 1954, la mise en route de l'émetteur d'Alger qui coûtera 650.000.000 de francs a été décidée. Le reste du réseau se mettra en place par la suite. Il faut d'ailleurs souligner que l'exploitation de la télévision nécessite un matériel et un personnel important et que les dépenses de programmes coûtent très cher. A titre indicatif, l'émission « La Joie de Vivre » coûte 1.700.000 francs ; l'heure moyenne de programme revient à 700.000 francs.

La Maison de la Radio.

En 1954, il est prévu la mise en route d'un studio à Oran et des améliorations à celui de Constantine et de Tlemcen, mais, même ainsi, l'ensemble des studios en Algérie sera insuffisant. Aussi va-t-on construire à Alger une Maison de la Radio dont le besoin se fera encore plus sentir lorsque la télévision algérienne démarrera. Le budget 1954 a également décidé du principe de cette construction. La dépense s'élèvera à 550.000.000 de francs.

Le seul énoncé de ces quelques chiffres montre que les recettes de la Redevance en Algérie qui ont été pendant ces huit dernières années inférieures de 2.000.000.000 de francs aux dépenses effectuées, ne pourront couvrir l'application des projets ci-dessus et que leur réalisation est subordonnée à une aide encore plus importante du budget métropolitain.

SEP

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DES BUREAUX ARABES

Revenant d'une expédition militaire en 1845, le capitaine Wimpffen estimait que par la force on ne pourrait jamais obtenir « qu'une obéissance forcée, qu'une paix éphémère » et, de Blida, il écrivait au général de Castellane :

« Ce à quoi on ne pense pas assez, c'est au bien-être de cette population qu'il faut absolument incorporer à nous. On fait tant de sacrifices pour installer ici des hommes venant de tous les coins du monde, pourquoi n'en fait-on pas quelques-uns pour les sujets appartenant au sol ? Il faut faire construire des habitations commodas et appropriées aux mœurs de ces habitants de villages déjà établis au milieu de nous, il faut leur limiter leurs propriétés pour les mettre à l'abri des tracassas que peuvent leur causer des envahisseurs rapaces, donner aussi des bœufs, des moutons, des charrues et des terres aux pauvres. Toutes ces choses peuvent se faire en intéressant à leur réussite les officiers chargés des affaires arabes. »

Et effectivement toutes ces choses se firent ou tout au moins furent tentées sous la direction des Bureaux arabes que venait d'organiser l'arrêté ministériel du 1er février 1844.

LES BUREAUX ARABES DEVANT LA SOCIÉTÉ INDIGÈNE.

On sait quelle fut, après quatorze ans de tâtonnements, l'organisation donnée à l'administration des indigènes. Des bureaux arabes étaient institués dans les principales localités, les uns dits de première classe et se trouvant auprès des généraux commandant les subdivisions, les autres de deuxième classe et assistant les officiers supérieurs placés à la tête des cercles : au total 41 bureaux et 5 annexes à la fin du Second Empire, soit moins de 200 officiers pour administrer la majeure partie de l'Algérie. Les bureaux dépendaient de la Direction des affaires arabes de leur province, laquelle était sous l'autorité du général commandant la Division. La Direction d'Alger assurait la centralisation avec le titre de Direction centrale des affaires arabes en attendant de céder la place à un Bureau politique.

Contrairement à ce qu'écrivent leurs adversaires, les officiers qui optèrent pour les affaires arabes ne furent pas les médiocres, mais l'élite de l'armée. Au début surtout il leur fallait surmonter l'hostilité à peu près générale des autres corps qui leur reprochaient de délaisser le métier des armes pour devenir des administrateurs, des comptables, de petits diplomates. En fait, ils demeurèrent des soldats, chargés parfois des coups de main les plus aventureux, et ils durent en outre faire face aux tâches les plus diverses, tour à tour hommes de guerre, négociateurs, administrateurs, conseillers agricoles, juges... Il est évident que des fonctions aussi complexes devaient tenter surtout des hommes de caractère, aux aptitudes diverses, poussés sans doute par l'amour du pouvoir, mais aussi, chez certains, par un véritable idéal et le désir de servir une grande cause.

Il faut tenir compte également du climat politique et social de l'époque. Parmi les officiers ayant fait la conquête de l'Algérie, on comptait nombre de jeunes hommes qui avaient subi l'influence du grand mouvement d'idées humanitaires qui s'épanouira en 1848 et dont les deux courants essentiels étaient celui du catholicisme libéral et social de Lamennais et celui, plus complexe, du socialisme où dominaient les théories de Fourier et celles de Saint-Simon. On imagine mal la force d'expansion de ces idées qui atteignit Bugeaud lui-même et Bussière rapporte, en le désapprouvant, qu'il vit le Maréchal « pour l'anniversaire de la naissance de Fourier, assister à un grand banquet phalanstérien, où il se chargea de porter le toast traditionnel à l'abolition des armées destructives et à leur transformation en armées industrielles et productives » ! Si c'était là, chez le Maréchal, une attitude passagère, il n'en était pas de même pour les Richard et les Lapasset qui virent dans l'Algérie un champ idéal pour des essais de transformation sociale dont l'aboutissement devait être l'établissement de la sécurité par le succès de l'assimilation. Ils crurent possible, en effet, de modifier le genre de vie de ces semi-nomades et ils rêvèrent d'une paysannerie à la manière française dont les intérêts se mêleraient à ceux des immigrants européens et qui ne pouvant prospérer que dans la sécurité serait du côté de l'ordre et non de la rébellion.

C'était rejoindre les préoccupations politiques des chefs les plus éminents de l'armée, en particulier Bugeaud et Randon. Bugeaud, servi par Daumas, avait toujours songé à lier les indigènes à notre cause par les liens de l'intérêt. Quant à Randon, voulant développer le parti français dans les tribus, il écrivait en date du 18 janvier 1852 :

« A mesure que la colonisation indigène se développera, ce parti prendra de l'extension et ne tardera pas à former un contrepoids efficace à la turbulence du parti religieux dont l'influence doit diminuer devant l'augmentation du bien-être d'une population laborieuse.

« C'est en favorisant aussi largement que possible le développement de ce bien-être que je chercherai à modifier à notre avantage l'opinion publique des tribus. »

Ainsi, disposant d'une autorité pratiquement illimitée et obéissant à des impératifs politiques et sociaux, les Bureaux arabes pensèrent assurer la domination française et résoudre le problème algérien en élevant la condition matérielle des indigènes, ce qui, pour eux, signifiait : substitution d'un genre de vie sédentaire au genre de vie semi-nomade par la délimitation des propriétés, la construction de maisons et de villages, l'extension et l'amélioration des cultures, la pratique rationnelle de l'élevage, la rénovation de l'activité industrielle. Essai grandiose de transformation qui, s'il avait réussi, aurait créé une Algérie nouvelle à l'image de la métropole.

LES ESSAIS DE TRANSFORMATION ECONOMIQUE ET SOCIALE.

A la base de la vie paysanne, il y a la *propriété privée* nettement délimitée et qu'il faut constituer là où elle n'existe pas car « elle ouvrira les voies à toutes les améliorations sociales et agricoles ; elle sera le plus sûr point d'appui de l'assimilation des deux peuples. » C'est la doctrine des Bureaux arabes énoncée par le Maréchal Vaillant, ministre de la guerre, dans un rapport du 17 mai 1854 où il réclamait le cantonnement des tribus établies sur terres collectives. Ce cantonnement lui apparaît comme une « équitable transaction » car s'il enlève aux tribus considérées comme usufructières, une partie de leur territoire, « il substitue à leur simple droit de jouissance un droit de propriété incommutable sur la part territoriale qui leur est assignée, et la compensation est d'autant plus réelle, que le territoire nouveau est toujours soigneusement proportionné à l'importance de la population cantonnée et aux besoins de sa subsistance et de son agriculture pastorale. »

Mais outre que l'appréciation de ces besoins n'était pas chose facile, l'administration militaire s'aperçut rapidement, en pratiquant le cantonnement de diverses tribus, que les résultats n'étaient pas ceux

qu'elle escomptait. En délivrant des titres à la manière française, elle permettait au fellah de se dessaisir facilement de son bien. Devant ce danger de l'émiettement de la propriété indigène, les Bureaux arabes condamnèrent le cantonnement, que réclamait maintenant la colonisation, et, avant même le sénatus-consulte de 1863, ils obtinrent l'arrêt de toutes les opérations entreprises. Il y a dans ce revirement une logique incontestable car on ne peut à la fois préconiser la création d'un paysanat et établir une législation qui chasse le paysan.

La construction de maisons et de villages paraissait soulever moins de difficultés et beaucoup pensaient comme Azéma de Montgravier que « la substitution de la maison à la tente était le premier milliaire de la voie de la civilisation. » Encouragés par les chefs des bureaux arabes et craignant aussi d'être menacés par l'extension de la colonisation, les notables indigènes cherchèrent à devenir concessionnaires au même titre que les Européens et partout où la propriété du sol leur était acquise ils s'empressèrent de faire acte de possesseurs et construisant. On vit alors surgir nombre de maisons particulières, en général peu importantes (de une ou deux pièces), mais dont certaines étaient imposantes et d'un grand luxe, telle la demeure du bach-agma des Djendel (dans la région de Lavigerie) où Robert-Houdin fut reçu par le « Rothschild africain » dans un salon de réception dont « les murailles étaient couvertes d'arabesques rouges rehaussées d'or, et le plancher couvert de magnifiques tapis de Turquie. »

Mais pour les Bureaux arabes, la maison isolée n'était qu'un pis-aller et ils préconisaient surtout le village dont la surveillance est plus facile et sur lequel l'action réformatrice de l'autorité peut s'exercer plus aisément. Certains de ces villages ne furent que des agglomérations de tentes autour d'un grand bordj : ce sont les smalas de spahis, réplique indigène des soldats-laboureurs de Bugeaud, qui se perpétuèrent jusqu'à nos jours puisque la dernière, celle d'Outaya (près de Biskra), ne disparut qu'en 1923. Mais de nombreux villages de véritables maisons furent également édifiés, enfermés le plus souvent dans une enceinte et organisés le long d'une large rue plantée d'arbres se terminant devant l'habitation d'un notable, le caïd de préférence.

Restait évidemment à faire des nombreux centres les cellules d'une vie agricole renouvelée. Pour les céréales, il fut relativement facile d'étendre leur culture et même de mieux l'assurer par la construction de quelques barrages dont le plus célèbre est sans doute celui que Margueritte (alors chef du Bureau arabe de Téniet-el-Haâd) fit édifier sur le Nahr Ouassel. Par contre, le matériel et les méthodes culturales ne pouvaient être modifiés du jour au lendemain. La charrue française fut bien adoptée par quelques chefs indigènes, mais pour la masse des fellahs, elle demeurait trop coûteuse. Quant aux autres instruments agricoles, comme la herse et le rouleau, ils avaient de plus contre eux leur trop grande nouveauté. Seule la faux recueillit plus de suffrages et remplaça parfois complètement la faucille.

Les Bureaux arabes auraient voulu diversifier les ressources de l'agriculture indigène afin d'améliorer la situation des fellahs et des khammès. Leurs essais portèrent tour à tour ou simultanément sur le blé tendre, le maïs, le sarrasin, le bechna (sorgho), les légumes (et en particulier les fèves), l'arboriculture, la vigne, le tabac, le coton... Ils enregistrèrent quelques succès, dans la propagation de la pomme de terre par exemple, mais, dans l'ensemble, les indigènes continuèrent à penser que la culture de l'orge et du blé dur demeurait la plus avantageuse et la plus facile.

Après avoir tenté, sans grands résultats, d'amener les indigènes à constituer des réserves de foin et à construire des abris pour leurs troupeaux, les Bureaux arabes limitèrent leurs ambitions en matière d'élevage à la sélection des moutons et à l'amélioration des procédés de la tonte. Ils créèrent, dès 1862, la première bergerie modèle au point d'eau d'Aïn Tisemsil (devenu depuis le centre de Vialar) : expé-

rience sans doute éphémère, mais dans laquelle on est en droit de voir l'ancêtre des stations de Tadmit ou du Kroubs, des bergeries de Khenchela, Chellala, El Ousseukh.

En matière d'industrie, les difficultés étaient différentes, mais peut-être plus considérables. L'industrie artisanale, d'ailleurs assez peu développée, avait sombré devant la concurrence européenne, et, en 1854, Pellissier de Reynaud en dressait le tableau suivant :

« Les indigènes font cependant encore des tissus de laine pour haïks et burnous, dont quelques-uns sont d'une grande finesse ; les plus estimés se fabriquent chez les Beni-Abbès. Les broderies d'or et d'argent d'Alger étaient fort recherchées dans le Levant, mais cette branche d'industrie a beaucoup souffert depuis la conquête ; elle n'existe presque plus à Mostaganem, où elle avait pris une grande extension. Il en est de même de la fabrication du maroquin, qui est considérablement réduite depuis 1830 sur tous les points où on s'y livrait autrefois. Les tissus de soie, soie et or, soie et argent, les mouselines brodées d'or, d'argent et de soie pour ceintures et écharpes, forment encore une branche d'industrie bien appauvrie depuis notre entrée en Algérie... J'en dirai autant de la sellerie indigène et surtout de la fabrication des tapis de laine, industrie précieuse qu'il convient d'encourager. On en faisait autrefois beaucoup à Oran, à Mostaganem, à Calah ; maintenant la petite ville de Calah est à peu près le seul point où on en fabrique encore... »

Les Bureaux arabes auraient voulu enrayer cette décadence et on pourrait même citer diverses tentatives de rénovation, mais le seul résultat vraiment notable fut la construction, par des Européens et par des Indigènes, de nombreux moulins à farine qui permirent de délivrer les femmes des tribus du plus pénible des travaux domestiques, la manœuvre des petits moulins à bras pour laquelle on a invoqué la nécessité de la polygamie ou évoqué la tâche des 6.000 esclaves enfouis dans les souterrains de Rome.

APRES UN QUART DE SIECLE D'EFFORTS.

L'action des Bureaux arabes s'exerça essentiellement sur les chefs avec lesquels les contacts étaient fréquents et qui disposaient de moyens matériels supérieurs. Et l'on pourrait citer nombre d'exemples d'aghas ou de caïds se consacrant à la culture de la vigne ou à celle du coton, cherchant à capter des sources pour pratiquer les cultures maraîchères, employant des charrues françaises et demandant même à faire partie de la Société Impériale d'Agriculture d'Alger. L'exemple le plus remarquable est sans doute « celui du caïd Saoudi, dans le cercle de Philippeville, qui a créé près des bords de la Safsaf, un petit hameau européen composé de six maisons et dans lequel il a installé trois familles allemandes ; il a avancé à ces colons les instruments de culture, les semences et le cheptel dont ils avaient besoin, il leur a donné un délai de cinq années pour rembourser le montant de ces avances, sous la condition que, ce terme expiré et ces avances remboursées, ils deviendraient propriétaires chacun de 25 hectares, et cette spéculation du caïd n'a d'autre but que d'initier ses propres fermiers aux procédés agricoles des Européens. » (Tableau des établissements français en Algérie 1852-1854).

Mais des succès individuels, même brillants, ne peuvent cacher la médiocrité des résultats obtenus lorsque l'on considère l'ensemble de l'Algérie.

Les statistiques concernant la construction des maisons sont à cet égard significatives. On sait que l'engouement pour la maison de maçonnerie fut surtout vif jusqu'en 1858 environ et nous possédons les chiffres de 1855 et des années antérieures. En voici la récapitulation générale :

	MAISONS CONSTRUITES			Valeur
	Avant 1855	En 1855	Total	
Province d'Alger	1.784	241	2.025	1.867.000
Province d'Oran	1.422	256	1.678	2.450.000
Province de Constantine	3.654	586	4.240	3.003.060
<i>Totaux :</i>	6.860	1.083	7.943	7.320.060

Comme en 1850, le nombre de maisons construites était de 2.241, nous voyons que pendant la période de plus grande activité on édifia en Algérie moins de 1.200 maisons par an et une autre statistique nous apprend qu'en 1854 on comptait sur le territoire militaire 246.498 tentes et 102.986 gourbis !

Nous ne disposons pas de renseignements aussi précis pour les divers domaines dans lesquels s'exerça l'activité des Bureaux arabes, mais les témoignages sont concordants. C'est Marcel Lucet, président du comité agricole de Constantine, qui affirme en 1863, peut-être avec quelque exagération, que pas un indigène du département n'utilise la charrue Dombasle et qu'on n'enregistre aucun progrès dans les méthodes culturales. C'est Leblanc de Prébois, chef d'état-major, qui défend le régime militaire, mais reproche aux Bureaux arabes d'avoir laissé la population indigène dans l'« état de barbarie » où elle se trouvait sous les Turcs. Ce sont surtout, à la fin du Second Empire et au début de la Troisième République, les rapports mêmes des cercles et des subdivisions qui signalent à maintes reprises la stagnation de la société indigène. Plus symptomatique encore : on voit attribuer à l'application du sénatus-consulte de 1863 la création de certains villages dont il ne subsiste que des ruines et qui furent jadis l'orgueil des Bureaux arabes. Ceux-ci disparus, on ne reconnaît même plus la trace de leurs pas et on fait gloire à d'autres d'une œuvre péniblement réalisée. *Sic vos non vobis*.

Les raisons de l'échec des Bureaux arabes, il faut les chercher tout d'abord dans l'insuffisance des moyens et on leur a reproché de s'être laissé dépouiller, au profit du territoire civil, de la partie des impôts qui aurait dû leur revenir. Leblanc de Prébois parle même de « faute capitale » et s'élève contre le « puritanisme exagéré et inintelligent » qui faisait verser les impôts arabes dans les caisses du fisc au lieu de les conserver pour le territoire militaire. Théorie discutable qui eût abouti à l'isolement du monde indigène, mais il est certain qu'en considérant les Bureaux arabes, avant tout, comme une administration peu coûteuse, on ne laissait pratiquement à leur disposition que l'appel aux bonnes volontés ou le recours aux corvées, deux moyens très insuffisants pour déterminer une profonde transformation sociale.

Il semble bien aussi que les Bureaux arabes ne mesurèrent pas exactement l'importance de la révolution qu'ils prétendaient introduire dans les tribus. Ils s'en tinrent le plus souvent à quelques mutations toutes extérieures et c'est ce qu'exprime Bussière lorsqu'il écrit en 1853 : « On a beaucoup excité les indigènes et surtout les chefs à se construire des maisons ; on leur en a même bâti un assez grand nombre... Ils ont fait ou se sont laissé faire ; mais jusqu'à présent ils ne paraissent guère avoir com-

pris la maison et ils se bornent à camper sous la pierre au lieu de camper sous la tente... « quand ils n'abandonnent pas la maison au troupeau comme ce grand chef dont parle Hugonnet qui estimait qu'un homme comme lui ne pouvait « habiter que la tente en poil de chameau ».

Pour terminer, nous citerons le capitaine Javary, qui avait saisi la complexité du problème et qui écrivait en 1854 :

« Faites bâtir des maisons ou planter des jardins, introduisez des cultures nouvelles, faites construire des fontaines ou percer des routes en pays arabes, élevez des barrages, reboisez des montagnes ou greffez des sauvageons : mais, dites-moi, qui s'intéressera à ces travaux, qui veillera à leur entretien journalier et songera à en tirer quelque utilité puisqu'ils supposent des habitudes de vie toutes différentes. Presque tous ceux à qui on les présentera les considéreront comme des saignées faites à leur bourse dans notre intérêt, non dans le leur. On leur fera imaginer que nous voulons les ramener à la vie sédentaire, mais dans quel but et en quoi ce changement leur paraîtra-t-elle préférable à la vie nomade ? »

Là se trouve sans doute une des causes essentielles du échec des Bureaux arabes en matière économique et sociale : leur politique ne reçut pas l'approbation des intéressés qui ne pouvaient en saisir l'intérêt et concevoir l'idéal d'un Pellissier de Reynaud pour lequel « Il n'y a de conquêtes légitimes et durables que là où le peuple vainqueur élève à lui le peuple vaincu de manière à ce que l'avenir amène une fusion complète. »

Xavier YACONO,
Docteur ès lettres.

Les Nord-Africains en France

Passé depuis la guerre en premier plan de l'actualité, le problème des Nord-Africains en France n'en est pas moins fort mal connu du grand public qui n'en est trop souvent informé que par des faits isolés et exceptionnels résultant d'une forte sélection spontanée.

Il convient tout d'abord de préciser que le terme très général de « Nord-Africains » englobe trois catégories de personnes très distinctes. En fait, il y a en France des Tunisiens, des Marocains (1) et des Algériens.

Les Tunisiens et les Marocains sont des protégés français qui ne peuvent venir en métropole que munis d'un passeport et d'un contrat de travail.

Toute autre est la situation des Algériens ou plus exactement des Français-Musulmans d'Algérie.

Si avant la guerre de 1939-45 des mesures restrictives, souvent illusoires d'ailleurs, ont pu être prises pour freiner l'émigration algérienne, il n'en est plus de même aujourd'hui.

En effet, l'article 2 du Titre 1^{er} de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie prévoit que « L'égalité effective est proclamée entre tous les citoyens français. Tous les ressortissants de nationalité française, des départements d'Algérie jouissent sans distinction d'origine, de race, de langue, ni de religion, des droits attachés à la qualité de citoyens français et sont soumis aux mêmes obligations. Ils jouissent notamment de toutes les libertés démocratiques, de tous les droits politiques, économiques et sociaux, attachés à la qualité de citoyens de l'Union Française, garantis par le préambule et l'article 81 de la Constitution de la République Française. »

Aussi, est-il normal que le Français-Musulman d'Algérie puisse se rendre librement à Paris ou à Lyon tout comme le ferait un Alsacien ou un Breton.

Mais pourquoi le Français-Musulman d'Algérie quitte-t-il sa campagne ou sa montagne natale pour venir en France ? Pourquoi tente-t-il la grande aventure au delà de la mer ? Pourquoi constitue-t-il l'immense majorité du groupe « nord-africain » se trouvant en Métropole ?

Pour des raisons simples et souvent identiques à celles qui poussèrent et poussent encore les gens des pays pauvres du Massif Central, de Bretagne ou des Alpes soit vers les cités industrielles, soit vers des régions plus fertiles.

(1) Pour ce qui est de l'émigration marocaine cf. « Les Marocains en France » par J. Rey - Paris-Sirey.

LES CAUSES DE L'EMIGRATION

Les causes de l'émigration algérienne sont en gros de trois ordres ; *démographiques, économiques et psychologiques*. Le problème démographique est indéniablement celui qui domine et surtout pèse sur la vie algérienne.

Évaluée en 1856 environ à 2.300.000 habitants, la population de l'Algérie est déjà supérieure à 4 millions en 1901. De 1921 à 1936, la population musulmane passe de 4 millions 890.000 habitants à 6 millions 160.000. Le recensement de 1948 démontre 7 millions 800 000 Français-Musulmans et des sondages effectués ces dernières années permettent d'affirmer que l'accroissement annuel de cette population dépasse le chiffre de 210.000 unités.

La poussée démographique traduit un taux des naissances extrêmement élevé (40 %) qui indique que la limitation des naissances est restée jusqu'ici négligeable dans cette population. Ce taux de natalité résulte de la conjugaison d'une forte fécondité et d'une nuptialité très élevée et très précoce.

L'accroissement démographique pose automatiquement des problèmes économiques.

Tout individu, pour qu'il puisse vivre, doit pouvoir satisfaire les besoins élémentaires et naturels suivants : se nourrir, se vêtir, se loger. Or, dans notre société moderne, ces trois impératifs ne peuvent être satisfaits que dans la mesure où l'individu gagne sa vie, c'est-à-dire dans la mesure où il peut travailler, donc dans la mesure où il peut trouver un emploi.

C'est là que le drame commence.

En étudiant les rapports qui existent entre les richesses et la population de l'Algérie, on s'aperçoit que celle-ci n'arrive plus à employer ni à nourrir les populations habitant sur son sol.

Alors qu'au Maroc apparaît une marge réelle entre les richesses existantes et les richesses possibles, ainsi qu'entre les niveaux de vie existants et les niveaux de vie possibles, cette marge est dans bien des régions d'Algérie (Kabylie, Aurès, Trara, etc.) pratiquement inexistante. Si au Maroc le problème économique l'emporte encore sur le problème démographique, en Algérie le problème démographique pose le problème économique mais aussi le paralyse. Dès 1935, l'Algérie ne suffit plus à assurer la subsistance d'une grande partie de sa population. Les Pouvoirs publics doivent lutter contre la famine en prélevant 100.000 quintaux de blé sur le stock de sécurité pour le ravitaillement des populations nécessiteuses. En 1936, 430.000 quintaux sont ainsi distribués et ces dernières années 17 % des récoltes céréalières commercialisées étaient retenues pour faire face à d'éventuelles calamités.

Chaque année, par suite du simple accroissement de la population plus de 200.000 quintaux supplémentaires de céréales sont nécessaires. La population vivant essentiellement de céréales, on calcule qu'en 1871 chaque habitant disposait de 2 Qx 1/2 et aujourd'hui, avec une bonne récolte, il n'en a plus guère que 2 Qx à sa disposition.

L'émigration vers la France devient donc une nécessité vitale pour permettre à une masse sous-alimentée, et en voie de prolétarianisation, de vivre.

A la lueur de ces faits, on comprend fort bien que les quelques 5.000 Algériens qui se trouvaient en France en 1912 soient devenus plus de 300.000 de nos jours (1). Les Marocains sont environ 20.000 et les Tunisiens 5.000.

(1) Cf. graphique n° 1 et « Les Musulmans algériens en France et dans les pays islamiques » (pages 57 à 83), par Jean-Jacques Rager, Presses Universitaires de France.

Quelques chiffres de ces dernières années montrent nettement l'allure que prend l'émigration algérienne.

En 1951, on compte 142.651 départs et 88.084 retours, soit une émigration effective de 54.567 personnes ; en 1952, les départs se chiffrent à 149.000, les retours à 134.000, soit une émigration effective de 12.000 personnes ; en 1954, 151.000 départs contre 129.000 retours, soit une émigration effective de 22.000 personnes (1).

Enfin, une importante cause d'ordre psychologique pousse le Français-Musulman à franchir la mer : il se trouve en France, malgré bien des frictions, dans une situation morale différente de celle qui lui est faite en Algérie.

Il ressort donc clairement que chaque année des milliers de Français-Musulmans viennent grossir le nombre de ceux qui se trouvent déjà en France.

La situation économique de l'Algérie ne s'étant guère modifiée par rapport aux besoins croissants de la population, il est certain que l'émigration continuera, au cours des années prochaines, à jouer le rôle de *souape de sécurité*.

Aux causes économiques algériennes pulsatrices s'ajoutent des raisons économiques métropolitaines attractrices : les rémunérations supérieures obtenues dans l'industrie, des régimes d'allocations familiales et de sécurité sociale plus avantageux que ceux existant en Algérie.

A côté de ces diverses raisons constantes et normales, il convient de mentionner sans y attacher une trop grande importance, des causes artificielles et passagères telle la propagande diffuse de recruteurs sans vergogne qui, à une certaine époque, n'ont pas hésité à parcourir les douars pour le compte de compagnies de transports et de faire de Belleville et de Clichy des sortes d'Eldorados (2).

LES PRINCIPALES REGIONS D'EMIGRATION

Les centres essentiels de l'émigration sont les Kabylies. D'importants départs sont également enregistrés dans un certain nombre d'îlots berbères des Babors (El-Milia) ou d'Oranie (Mazouna, Médrona, Marnia). L'émigration tend toutefois à s'étendre aux douars sédentaires de la région de Sétif et de Maadid. Le dépouillement du dernier recensement (1954) de la population en Algérie permettra de mieux connaître la répartition des émigrants dans chaque département. Toutefois, l'enquête effectuée en 1949 permettait déjà de constater (3) que certaines communes des arrondissements de Tizi-Ouzou ou de Bougie envoyaient en France de 4 % à 12 % de leur population totale, soit de 20 % à 50 % parfois de leur population masculine adulte. Ainsi, la commune mixte de Fort-National sur le territoire de laquelle vivaient 83.000 individus, soit une densité de 295 habitants au kilomètre carré contre 230 en 1936, comptait en France 8.000 hommes, soit 10 % de sa population totale. Elle n'en comptait que 5.500 en 1938.

(1) Cf. Graphique n° 2. L'émigration aurait rapporté en 1954 aux Compagnies de Navigation et aux Compagnies Aériennes 1 milliard 300 millions.

(2) Il convient, par contre, de féliciter « Air France » pour son effort d'humanisation de l'émigration (cf. photographie).

(3) Cf. « Les Musulmans algériens en France et dans les pays islamiques » (p. 107 à 124) par Jean-Jacques Rager. Presses Universitaires de France.

CARACTERES GENERAUX DE L'EMIGRATION

La durée de l'émigration est assez inégale. Elle varie selon les régions et selon le degré d'enrichissement de l'émigrant. Beaucoup de retours s'effectuent pour le Ramadan et l'Aid-el-Kébir.

L'Algérien émigre généralement seul. Toutefois, on constate depuis 1948 une tendance (qui va en s'accroissant) des émigrants à partir en France avec leur épouse et leurs enfants. Contrairement à une légende solidement accréditée, le Musulman n'est plus polygame, bien que sa religion l'y autorise : aussi, les amateurs d'exotisme seront-ils déçus s'ils espèrent voir arriver en France des « harems » (1). Le nombre de familles musulmanes installées en France dépasse actuellement le chiffre de 5.000. L'implantation de ces courageuses familles doit, dans l'intérêt général, être favorisée.

Les départs maxima sont enregistrés en septembre, c'est-à-dire au lendemain des récoltes, et le maxima des retours en octobre, donc à l'approche de l'hiver.

80 % des émigrants ont de 20 à 40 ans. Ils arrivent en France dans la pleine force de l'âge et représentent, de ce fait, une puissance de travail intégrale. Peu d'émigrants ont plus de 55 ans. On peut estimer qu'un sur sept parmi les hommes adultes algériens se trouve en France.

Les qualités physiques et morales varient quelque peu selon les groupes ethniques. Le Kabyle des régions scolarisées est indéniablement le plus apte à s'adapter au travail industriel et au genre de vie occidentale. Aussi, l'émigration kabyle, la plus ancienne d'ailleurs, est-elle celle qui connaît le moins d'échecs. D'une manière générale, de solides traditions migratoires sont établies en pays berbère alors que les gens des hauts plateaux tâtonnent davantage et s'insèrent plus difficilement dans la vie économique française.

REPERCUSSIONS DE L'EMIGRATION

Le départ massif de l'élément masculin musulman ne s'effectue pas sans provoquer directement ou par contre-coup des modifications dans la situation économique, sociale, sanitaire et politique de l'Algérie.

Sous l'angle économique, l'émigration se traduit, d'une part, par un départ de main-d'œuvre et, d'autre part, par des envois d'argent de la Métropole vers l'Algérie. Ce départ de main-d'œuvre diminue le nombre de bouches à nourrir sur une terre pauvre et surpeuplée.

Les envois de fonds métropolitains constituent une très importante source de richesses pour le pays et permettent à de nombreuses familles d'équilibrer leur maigre budget.

On a estimé pour 1954 à 35 milliards de francs le montant des salaires expédiés en Algérie par les travailleurs émigrés en Métropole, soit plus du quart du total des salaires payés en Algérie par le commerce et l'industrie et un chiffre à peu près égal au montant global des salaires versés par l'agriculture. Environ deux millions d'Algériens vivent de l'émigration qui, dans certaines régions (Soummam, etc.), procure plus de 80 % du total des revenus (produits du sol + solariat local + mandats de Métropole). La moyenne annuelle expédiée par un ouvrier algérien travaillant en Métropole

(1) Sur 40.000 dossiers d'allocataires de la Caisse interprofessionnelle du département d'Alger, on ne comptait que sept polygames.

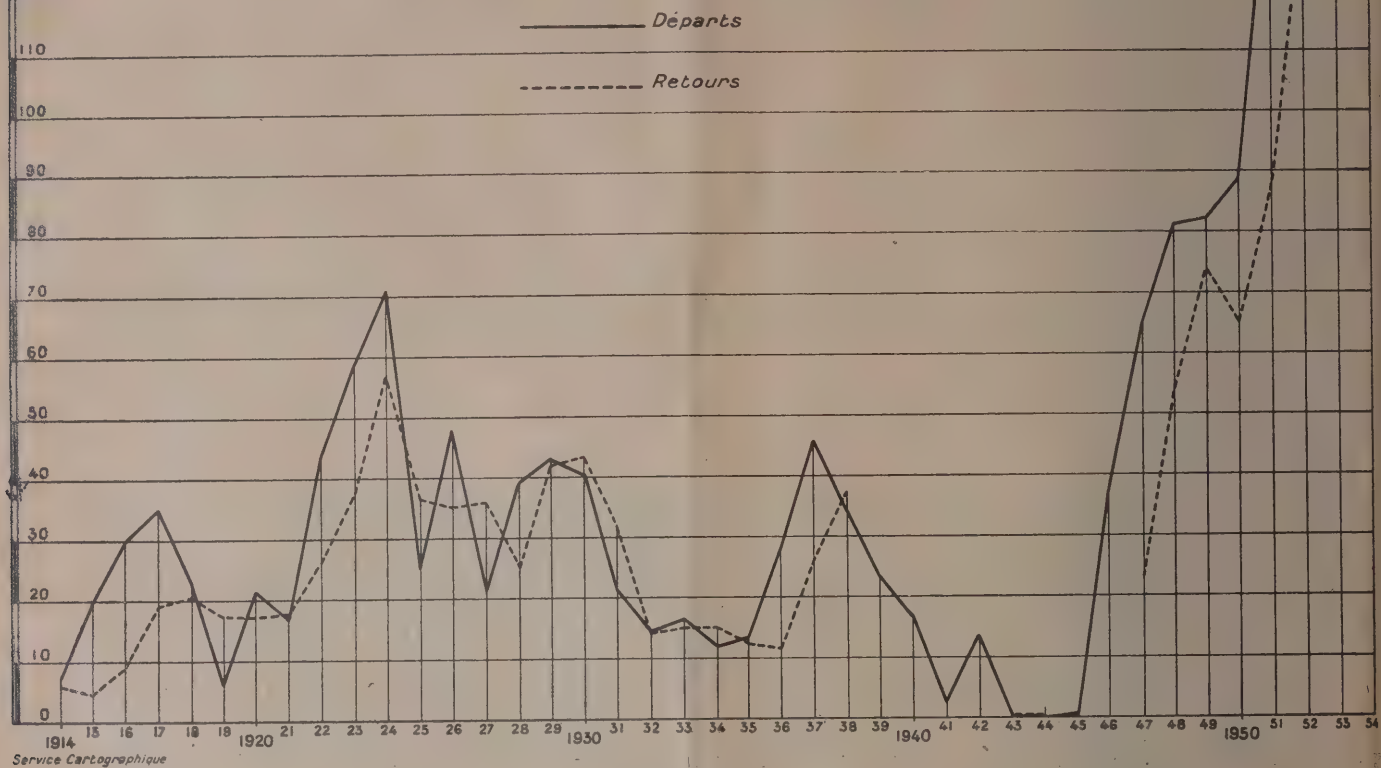
Les Nord-Africains en France



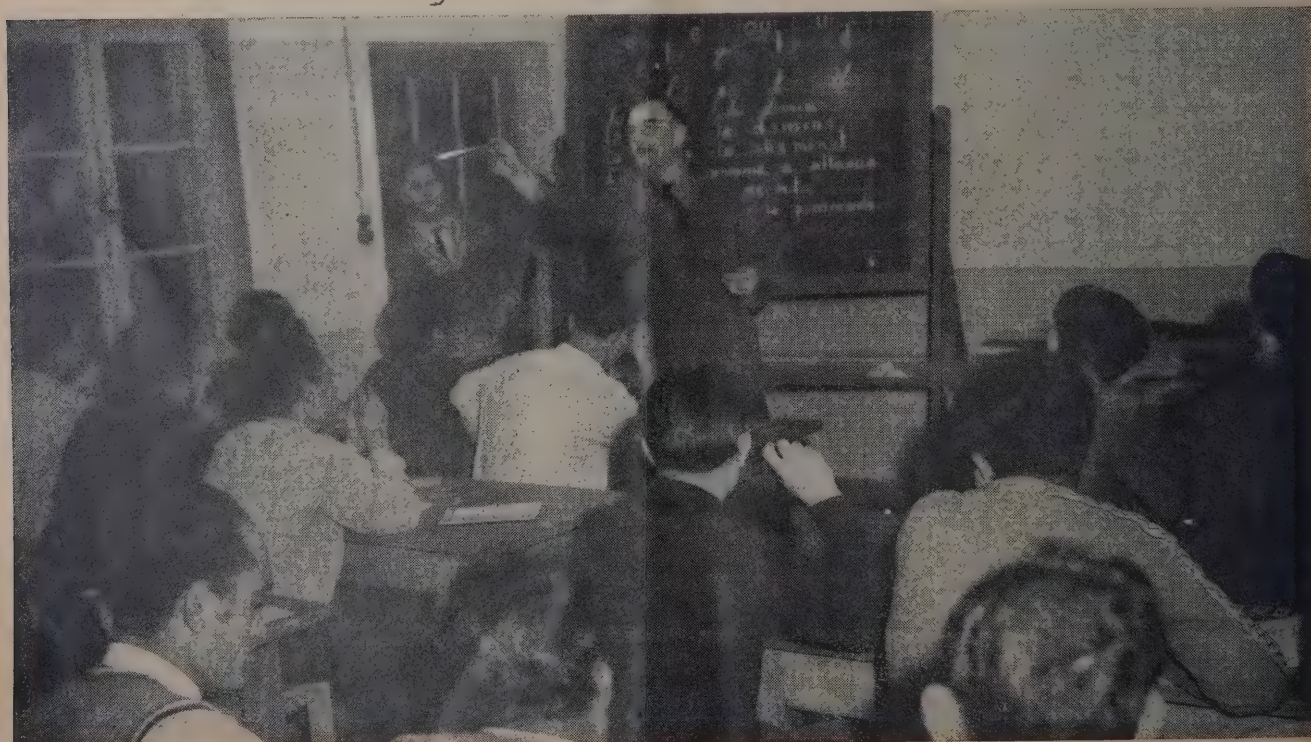
Un ouvrier Nord-Africain, lamineur aux Aciéries et Forges d'Hagondange (Moselle)

150 milliers d'émigrants

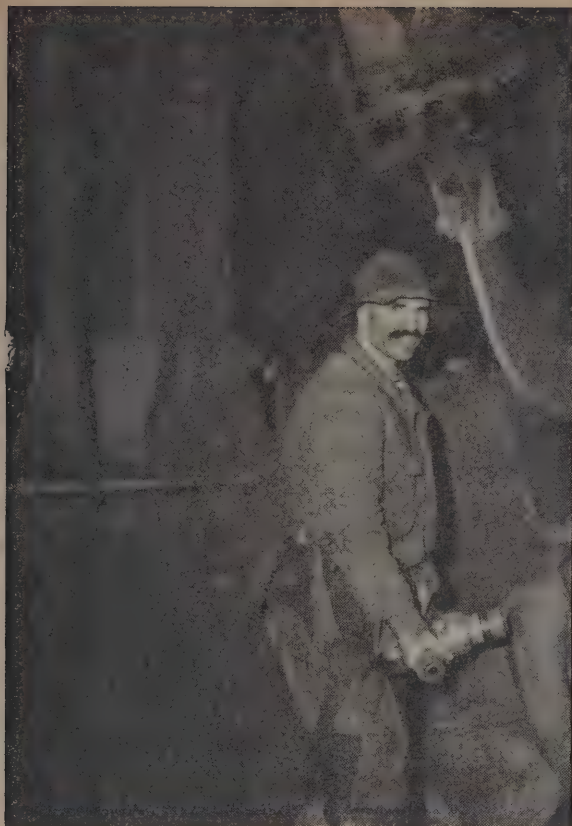
ÉMIGRATION DES MUSULMANS ALGÉRIENS VERS LA MÉTROPOLÉ



Service Cartographique



Cours de Français aux travailleurs Nord-Africains des Aciéries et Forges d'Hagondange (Moselle)



Un ouvrier Nord-Africain, prem



Ouvriers Nord-Africains des Astéries



n

(4)

1954

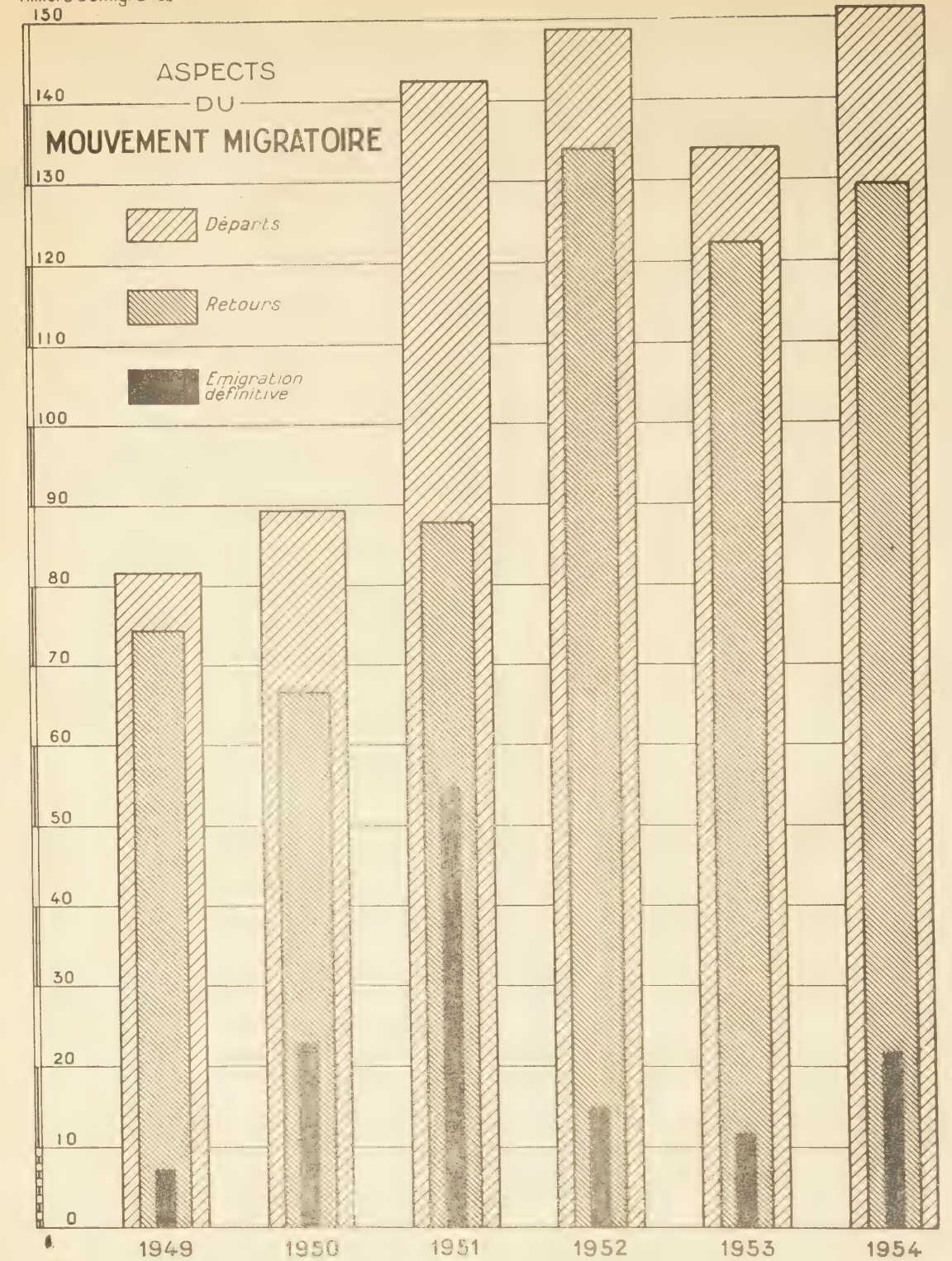


Un ouvrier Nord-Africain, premier fondeur des Aciéries et Forges d'Hagondange

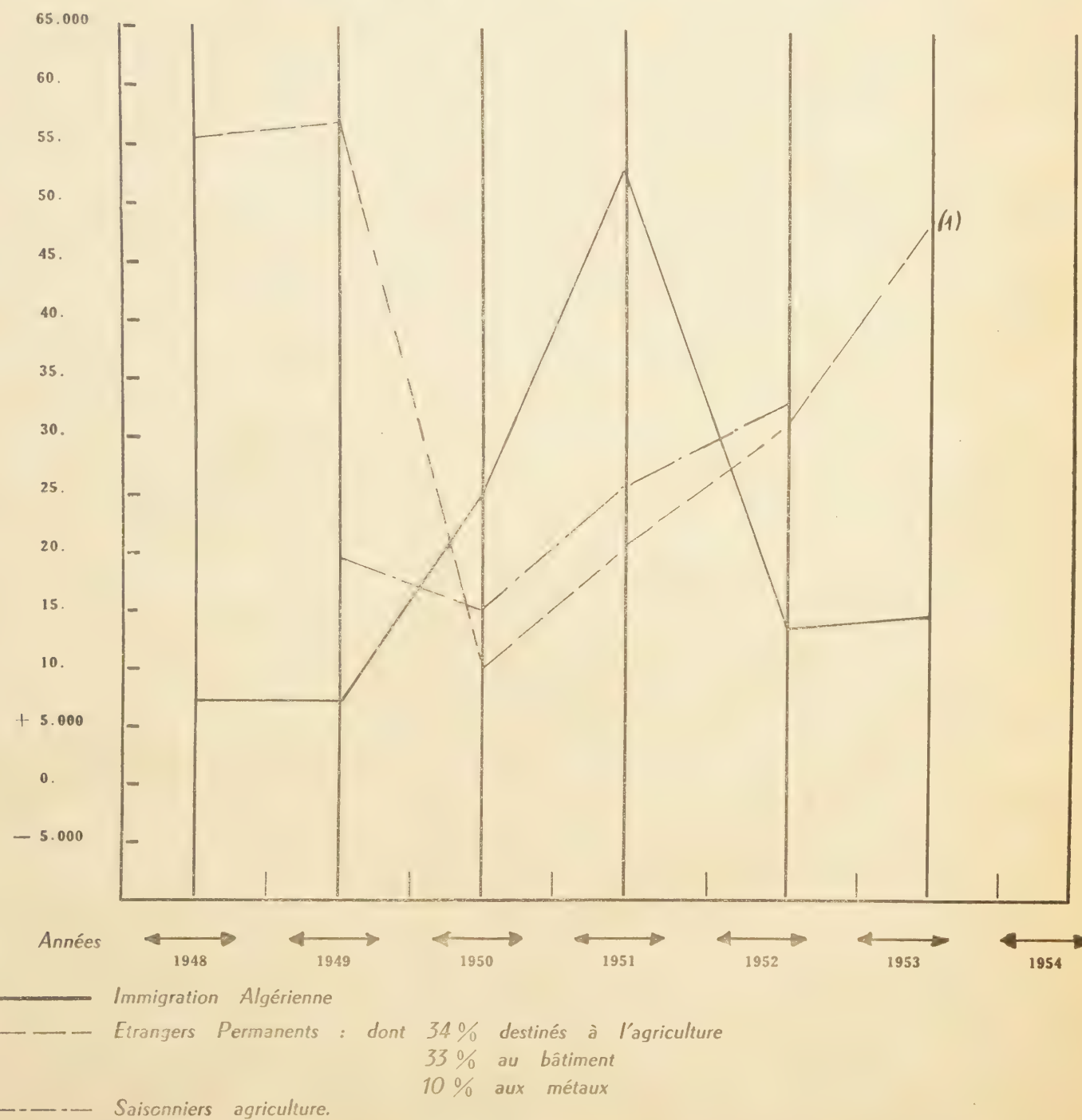


Ouvriers Nord-Africains des Aciéries et Forges d'Hagondange à la cantine de leur foyer

Milliers d'émigrants



Comparaison entre le Recrutement de Main-D'Œuvre Etrangère et l'Immigration de Main-d'Œuvre Nord Africaine



(1) Plus de 50 % de ces étrangers entrés clandestinement en France, ont obtenu la régularisation de leur situation.



Centres de formation professionnelle des adultes relevant de la Direction du Travail au Gouvernement Général

Centre du Bâtiment à Kouba	Centre de la Métallurgie (Alger)
----------------------------	----------------------------------



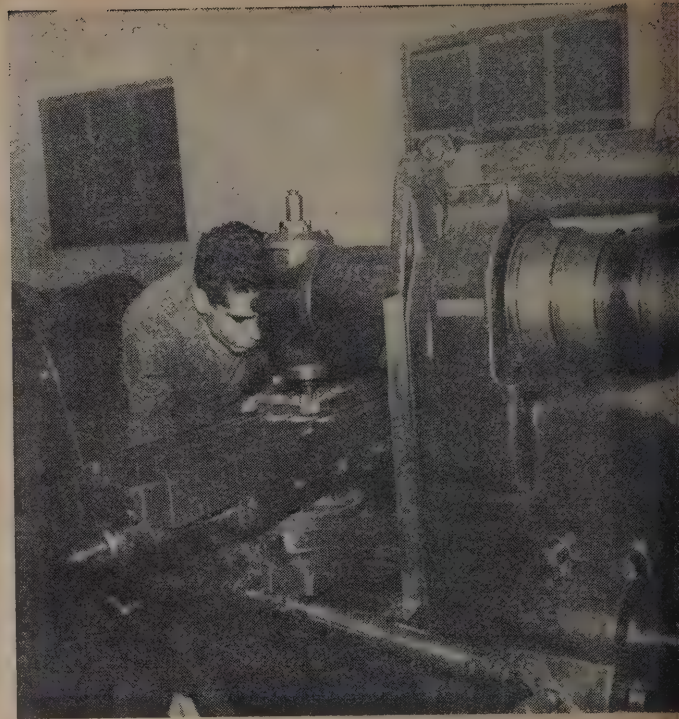
Centre d'accueil d'Air France (Rampe Magenta - Alger) qui héberge les travailleurs algériens en partance vers la Métropole



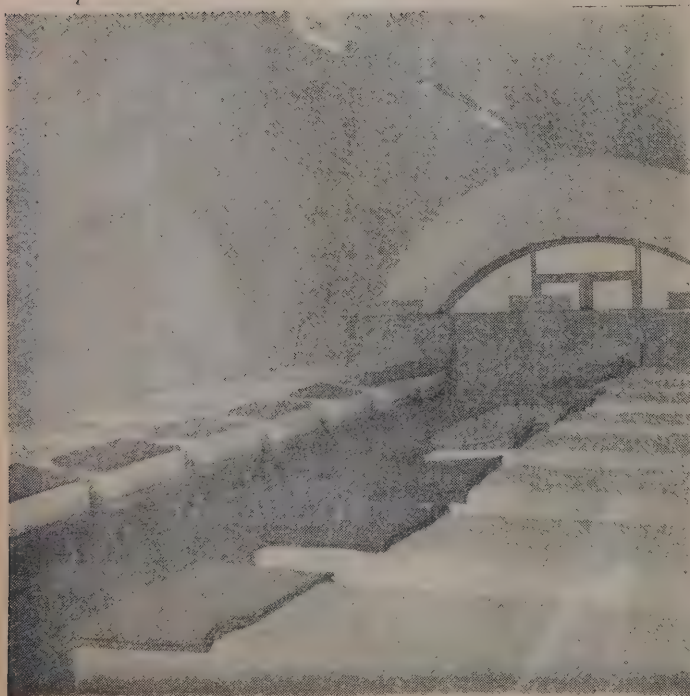
Evolution de l'habitat rural en Kabylie,
village de Taguemount Iahdaden



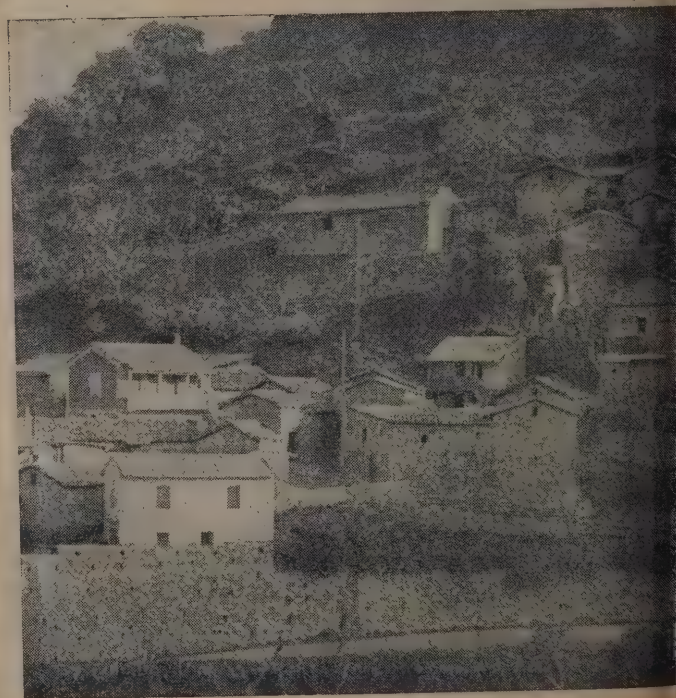
Centres de formation professionnelle des adultes relevant de la Direction du Travail au Gouvernement Général
Centre du Bâtiment à Kouba



Centre de la Métallurgie (Alger)



Centre d'accueil d'Air France (Rampe Magenta - Alger) qui héberge les travailleurs algériens en partance vers la Métropole



Evolution de l'habitat rural en Kabylie, village de Taguemount Iahdaden

se situe autour de 140.000 francs. L'émigration a des conséquences importantes sur le plan social et en particulier sur celui de la famille.

On situe à peu près à une dizaine de milliers le nombre des Musulmans algériens mariés à des Européennes. Quelques centaines de ces ménages seulement sont venus s'installer en Algérie. Par ailleurs, plus de 15.000 femmes musulmanes se trouvent abandonnées et l'on peut penser que près d'une trentaine de milliers d'émigrants songent à se fixer définitivement en France.

L'émigration accélère également l'évolution des mœurs : le costume s'occidentalise, les vieilles superstitions telle celle de l' « Enfant endormi » disparaissent. Souvent aussi, l'autorité du vieux père de famille est battue en brèche, l'idée de l'indispensable scolarisation progresse, le médecin remplace le marabout, le mariage forcé recule.

Certes, souvent l'émigrant de retour au pays retrouve ses anciennes formes de pensée et est repris par la conscience collective du douar, mais il n'en est pas moins vrai que dans les régions où l'émigration est une habitude solidement établie, les modifications du genre de vie ne feront que s'accroître et ce, peut-être plus rapidement qu'on ne le pense généralement.

Si l'argent envoyé de France contribue essentiellement à nourrir (1) les familles restées au pays, certains émigrants, après avoir payé leurs dettes, achètent souvent un lopin de terre et augmentent leur cheptel.

L'habitat se modifie également, mais assez lentement.

Certains commerçants de Fort-National en particulier ont construit des habitations confortables (2) où ils pourraient, si les femmes étaient éduquées, vivre d'une façon moins primitive. L'apparition de placards, buffets, matelas dans les demeures est signalée un peu partout, ainsi que l'inévitable réchaud à pétrole.

Il est souvent difficile de faire dans ces transformations la part de l'influence de l'émigration et celle de l'enseignement. Il convient toutefois de noter que beaucoup de Kabyles souhaitent la construction d'écoles professionnelles, de chemins de pénétration dans les douars et l'adduction d'eau « tout comme en France », disent-ils.

Par ailleurs, on s'accorde généralement pour reconnaître que si l'émigrant rentre au pays plus « revendicateur » qu'avant son départ, il n'en est pas moins devenu plus sociable. Très sensible aux égards dont il a pu être l'objet en France, il supporte mal d'être traité différemment à son retour en Algérie. Il demeurera toujours « celui qui a été en France » et jouira d'un certain prestige auprès de ses coréligionnaires.

Si socialement l'émigration constitue une soupape de sécurité pour les classes aupérisées d'Algérie, elle ne paraît toutefois pas encore avoir provoqué des réflexes tendant à une limitation du nombre de naissances.

(1) Une enquête alimentaire menée sur l'ensemble du territoire algérien ne manquerait pas de fournir des données extrêmement utiles tant sur le plan économique que sur le plan sanitaire.

(2) Cf. photographie

ASPECTS METROPOLITAINS DE L'EMIGRATION

Le nombre des Français-Musulmans actuellement en Métropole est évalué à environ 300.000 (1). Rapportée aux populations française totale et musulmane algérienne totale au 1^{er} janvier 1954, elle représente respectivement 0,7 % et 3,5 %.

De tout temps, la région parisienne a exercé sur les travailleurs algériens une grande attraction, sans doute en raison de l'importance des besoins de main-d'œuvre qui s'y manifestent et aussi de la facilité avec laquelle les Algériens parviennent à se fondre dans une énorme population agglomérée. On les évalue présentement à plus d'une centaine de mille.

Après la région parisienne, les départements des Bouches-du-Rhône, du Nord, de la Moselle et du Rhône, de la Loire et du Gard, du Pas-de-Calais, de la Meurthe-et-Moselle, et de l'Isère en comptent le plus grand nombre. Toutes ces régions sont fortement industrialisées.

Si l'on compare la situation actuelle avec celle de 1938 où la localisation urbaine était déjà très marquée, on remarque que celle-ci demeure mais que la densité croît et que la pénétration rurale atteint les campagnes les plus reculées. Seuls des départements comme la Vendée, la Vienne, les Côtes du Nord, le Vaucluse ne connaîtraient guère d'arrivées de Nord-Africains.

Ainsi que nous l'avons déjà écrit, les qualités physiques et morales varient quelque peu selon les groupes ethniques. Les Kabyles des régions scolarisées sont indéniablement les plus aptes à s'adapter au travail industriel. Leur genre de vie sédentaire les prépare également à cette adaptation. Il est en effet compréhensible qu'un villageois arboriculteur ait plus de prédispositions pour un travail demandant de la précision qu'un pasteur nomade ou semi-nomade.

Aussi, n'est-il donc pas étonnant qu'ayant plus de cordes à leur arc que les Musulmans des autres régions, les Grands Kabyles et les Petits Kabyles aient réussi à se faire une place dans diverses branches de l'économie française. Vétérans de l'émigration, ils ont, certes, plus de traditions migratoires que les gens des régions voisines des Hauts Plateaux, mais c'est indéniablement leur atavisme villageois auquel s'ajoute un acquis dû à leur passage à l'école ou à leur contact relativement fréquent avec la société occidentale, qui leur permet de différencier non seulement des non-Kabyles, mais même entre eux : Les petits Kabyles, gardiens et laveurs de voitures dans plus d'un garage parisien ne travaillent-ils pas pour les propriétaires de taxis originaires de certains villages anciennement scolarisés des environs de Fort-National ?

Venus les premiers en France, Grands Kabyles et Petits Kabyles, ont pu progressivement s'implanter dans divers secteurs industriels au fur et à mesure des besoins en main-d'œuvre. La solidarité villageoise jouant, ils se sont soit regroupés dans telle et telle usine ou dans tel et tel quartier où ils ont d'ailleurs « leurs cafés », véritables têtes de lignes de « petits réseaux téléphoniques berbères ».

De fort intéressantes monographies pourraient être écrites sur la vie de chacun de ces noyaux qui ont certainement chacun leur grande et leurs petites histoires mais tel n'est pas notre propos.

(1) Cf. Etude de M. Alain Girard « Les Algériens musulmans en France » dans « Réalités Algériennes » n° 1, pages 40-43, COMITEC, 1, rue du Languedoc, Alger.

Une prochaine publication de l'Institut national d'études démographiques et du Groupement d'études sociales nord-africaines fera connaître quelle était approximativement, ces dernières années en Métropole, la répartition des Algériens par région d'origine. S'il est, certes, intéressant de savoir qu'un groupe de Kabyles originaires des villages du douar Aït-Ameur ou Ali (C.P.E. de Bougie) travaillant à Lyon, se retrouve dans un café proche de la place du Pont et tenu par X... X., lui-même originaire de Bougie et véritable restaurateur, facteur, banquier et conseiller de cette petite colonie, il n'en est pas moins vrai que l'important de l'affaire est de retenir que si ces Bougiotes ont pu s'insérer dans la vie économique française, donc se fixer relativement, c'est parce qu'ils étaient déjà un peu dégrossis (1).

Toute autre est la situation des pasteurs semi-nomades des régions voisines des Hauts-Plateaux.

Ayant connu un genre de vie ne les prédisposant pas au rythme de vie industriel, appartenant à des régions jusqu'ici peu touchées par la scolarisation, venus les derniers à l'émigration, ils sont automatiquement relégués vers les travaux les plus durs et les plus simples, vers les travaux de pelle et de pioche.

De ce fait, ils sont amenés à parcourir la France au hasard des chantiers de travaux publics et lorsque la mauvaise saison interrompt ces travaux, ce sont eux qui refluent vers les grandes villes où ils submergent les centres d'accueils et les bureaux d'embauche, inquiètent le Français moyen qui ne se doute pas que ces vagabonds rêveurs pensent probablement à un être cher qui risque la misère là-bas au pays, là-bas dans ce pays si proche et si différent où les femmes chantent encore :

- « Nous avons levé nos tentes, nous avons rassemblé nos troupeaux,
- « Nos chameaux sont bardés, nos chevaux sont libres d'entraves,
- « Nous allons de l'autre côté de la terre chercher des astres nouveaux,
- « Chercher un pays lointain, oublié depuis l'origine des mondes ».

REPARTITION PROFESSIONNELLE

Quelle est la répartition professionnelle des travailleurs algériens ? Selon le « Bulletin d'Information et de Documentation Professionnelle » du Ministère du Travail, la répartition par qualification professionnelle des travailleurs nord-africains occupés en Métropole se présentait au 1^{er} septembre 1954 de la façon suivante : 114.757 manœuvres, 33.129 ouvriers spécialisés, 7.519 ouvriers qualifiés, 95 dans la maîtrise et 147 employés.

Ces salariés se répartissaient à la même date par branches d'activité comme suit : agriculture : 2.445 ; énergie : 1.013 ; mines de houilles et de liquites : 7.689 ; autres mines et carrières : 3.541 ; production des métaux : 20.272 ; industries mécaniques et électriques : 30.781 ; verre, céramique, matériaux de construction : 4.453 ; chantiers d'aménagement hydro-électriques, barrages : 1.370 ; entreprises, établissements, chantiers non compris dans la rubrique précédente : 50.568 ; industrie chimique : 10.185 ; industrie textile : 5.006 ; transports : 3.306 ; autres activités : 15.108. Total : 155.647.

(1) Ces petits Kabyles ont tellement bien compris qu'ils avaient pu à peu près réussir parce que un peu « dégrossis », que certains d'entre eux ont emmené leurs fils avec eux pour leur assurer une scolarisation normale. Autre exemple : dans une usine du bassin de la Sambre, se trouvent employées 3 générations de la même famille : L'adaptation est réalisée.

Si l'on compare la répartition par qualification professionnelle des travailleurs nord-africains employés dans les principales industries de la Métropole au 30 septembre 1952 avec celle au 30 septembre 1953, on constate que dans toutes les branches d'activité, exception faite du bâtiment et des travaux publics, le nombre des manœuvres et des ouvriers spécialisés diminue, tandis que le nombre des Nord-Africains de la catégorie « ouvriers qualifiés » et de la catégorie « maîtrise » augmente. S'il est heureux de constater un accroissement du nombre des Algériens qualifiés, il convient néanmoins de souligner que l'évolution précitée est due au fait que dans l'ensemble de l'industrie le « manœuvre balai » tend de plus en plus à disparaître, chassé par les progrès de la technique. Une conclusion s'impose donc : *les travailleurs algériens ne conserveront à l'avenir une place dans l'industrie que dans la mesure où ils bénéficieront d'une qualification professionnelle de plus en plus poussée.* Or, toute formation professionnelle suppose à priori la connaissance de la langue française. Aussi peut-on se demander si les régions d'Algérie où l'émigration est devenue une nécessité ne devraient pas bénéficier d'une certaine priorité lors de l'application du plan de scolarisation ?

LES NORD-AFRICAINS AU TRAVAIL

La main-d'œuvre algérienne étant assez rarement qualifiée est souvent reléguée aux postes les plus humbles.

En période de crise, elle est la première frappée par le chômage. On évalue actuellement à environ 100.000 le nombre des « sans emploi » algériens se trouvant en France (1). Aussi conviendrait-il que les Pouvoirs publics se décident à limiter sérieusement l'émigration officielle ou clandestine de travailleurs étrangers non qualifiés ou soi-disant qualifiés susceptibles de concurrencer la main-d'œuvre algérienne. Le graphique n° 3 montre nettement les incidences de l'émigration étrangère sur le recrutement de la main-d'œuvre algérienne. Le Ministère du Travail a d'ailleurs fort bien compris l'importance de ce problème, mais il est néanmoins souhaitable de voir le Gouvernement préciser lors des discussions internationales que toute politique européenne d'émigration devra tenir compte de l'excédent démographique des trois départements français d'Algérie (2).

Les métiers exercés par les Algériens sont en général pénibles, malsains et salissants. Ils correspondent très souvent à une branche de métier fort simple exigeant peu ou pas de formation.

Les métiers pénibles sont ceux qui exposent aux inconvénients des températures élevées (conduites des fours, chaudières, chauffeurs dans les raffineries de sucre et dans l'industrie des corps gras). Les postes malsains sont ceux occupés dans les fabriques d'accumulateurs, de produits chimiques, d'alliages divers et de caoutchouc. Les postes salissants sont ceux que nécessitent la préparation de la soude, le broyage dans les fabriques de produits chimiques, la manutention du charbon et du minerai dans les aciéries. Seule une formation professionnelle sérieuse peut amener les Nord-Africains à occuper des postes moins pénibles.

(1) Soulignons qu'un « sans emploi » n'est pas obligatoirement un chômeur au sens de la législation du travail. L'Algérien qui n'a pas effectivement perdu son emploi mais qui, simplement, ne trouve pas d'emploi, ne bénéficie pas de l'allocation de chômage.

(2) Cf. Intervention de M. Amar Illoul sur les questions de population et d'émigration (Journal officiel de l'Algérie - Débat de l'Assemblée algérienne du 26-3-54, pages 348 à 350, et Bulletin Hebdomadaire de la Confédération Générale du Patronat Algérien) « L'Europe est-elle surpeuplée ? », n° 188 à 194, ainsi que « Etudes Européennes de Population ». Publication du Centre Européen d'Etudes et de Population. Edition de l'Institut National d'Etudes Démographiques, Paris 1954.

Cette formation professionnelle est-elle possible ? Cette question ne supporte plus, à l'heure actuelle, aucun doute car l'expérience de la dernière guerre ayant prouvé qu'une forte proportion d'Algériens même incultes pouvait accéder assez rapidement à une certaine technicité, bon nombre d'industriels français en particulier dans les industries des métaux et dans le bâtiment, ont, sous l'impulsion d'hommes avertis et généreux, donné leur chance aux Français-Musulmans et tenté les expériences de base indispensables. Sélection psychotechnique appropriée, politique du logement, alimentation rationnelle, éducation des cadres en vue de l'accueil du Nord-Africain dans l'usine, cours du soir, hygiène industrielle, sécurité, organisation des loisirs, bref, toutes les mesures appropriées ont été étudiées et prises pour mettre au maximum le travailleur algérien dans les mêmes conditions de vie matérielle et morale que le travailleur européen (1).

La légende de l'imperfectible musulman, le slogan du « travail arabe » ont été balayés et relégués au sottisier sociologique tandis qu'à l'occasion de l'inauguration de logements modernes construits pour les travailleurs nord-africains, le directeur du personnel d'un important groupement industriel du Nord n'hésitait pas à déclarer :

« La main-d'œuvre nord-africaine représente plus du quart de notre effectif et pour un service important, l'aciérie Martin plus de la moitié.

Il est bon que l'on sache, et c'est tout l'honneur des travailleurs nord-africains, que plus des deux cinquièmes d'entre eux ont pu accéder à des postes d'ouvriers spécialisés et de professionnels et parmi ces derniers 17 sont professionnels P1, 8 professionnels P2 et 1 professionnel P3.

Si l'on veut bien penser que l'énorme majorité de ces ouvriers est nouvellement venue à l'industrie, on doit admirer cette promotion exceptionnellement rapide à des postes supérieurs dans la hiérarchie, et ceci devrait pleinement édifier ceux qui, mal documentés, pouvaient douter de la qualité des ressources que nous apporte cette main-d'œuvre ».

Certes, l'effort maximum n'est pas pleinement réalisé. Si dans certaines usines sidérurgiques les Nord-Africains spécialisés montent déjà à l'assaut de l'échelle de la hiérarchie dans bien d'autres secteurs le mouvement ne fait que s'amorcer et ce n'est que par une action continue, par des contacts multiples et une persuasion de tous les moments que l'on parviendra à faire disparaître les préjugés, à modifier les habitudes pour finalement « implanter » l'ingénieur social qui lancera la promotion ouvrière nord-africaine envers et contre tout.

Ajoutons que diverses mesures d'ordre général peuvent contribuer à accélérer l'intégration des Français-Musulmans dans l'économie et la vie françaises. Il convient tout d'abord de noter que de même qu'il est normal d'adapter la formation professionnelle aux besoins de l'économie, il serait hautement souhaitable de voir réalisée en Algérie une liaison entre l'enseignement et l'économie.

Par ailleurs, de l'avis même de nombreux industriels métropolitains, le jeune Algérien qui a été « dispensé » d'accomplir son service militaire se trouve sérieusement handicapé au départ lorsqu'on veut lui donner, en usine, une formation professionnelle. Aussi, conviendrait-il de réviser certaines positions et de procéder dans ce domaine aux réformes nécessaires.

(1) Différents cahiers publiés par les Etudes Sociales Nord-Africaines (ESNA), 6, rue Barye, Paris (17^e) traitent de ces questions qui ont également fait l'objet de la part du patronat français de publications hors commerce destinées aux employeurs de main-d'œuvre nord-africaine.

Les ouvriers algériens employés en France dans l'agriculture sont peu nombreux. Leur nombre est toutefois passé de 600 en 1949 à 1.800 en 1953, le plus important contingent — environ 600 — étant implanté dans les Pyrénées-Orientales (1).

D'importants groupes sont également utilisés dans les rizières de Camargue et pour l'arrachage des betteraves.

Divers projets d'implantation de familles paysannes musulmanes dans les campagnes françaises ont été étudiés. Si beaucoup de prudence s'impose en la matière, il n'en est pas moins vrai qu'une gamme d'expériences allant de l'équipe de village à la gérance de fermes inexploitées, mériterait d'être tentée.

Le placement individuel à la campagne doit, pour l'instant, être écarté car le Nord-Africain n'aime pas la solitude. Il a trop longtemps été habitué à la vie patriarcale pour passer brusquement à la vie de l'ouvrier agricole. Il serait rapidement gagné par l'ennui et, au bout de quelques jours, réintégrerait la ville où il retrouve ses amis ou ses parents, ses cafés et des gens avec lesquels il peut parler du pays. En matière de salaires, la main-d'œuvre algérienne perçoit présentement les mêmes émoluments que les autres main-d'œuvre, dans tous les métiers et partout en France. De tout temps le manœuvre algérien travaillant en France a plus gagné que l'ouvrier agricole ou le manœuvre occupés en Algérie. Cette différence de salaires est une des causes de l'émigration.

Depuis 1944, les travailleurs algériens employés en Métropole bénéficient des *allocations familiales*. Ces dernières sont versées à leurs familles restées en Algérie mais à un taux inférieur à celui pratiqué en France. Cette différence de taux explique partiellement le développement de l'émigration familiale. Le montant des allocations familiales versées en 1953 aux familles des salariés algériens occupés dans la Métropole s'est élevé à 5 milliards 232 millions répartis entre 73.600 allocataires comptant 169.000 enfants, soit une moyenne de 71.000 fr. par allocataire et de 30.900 fr. par enfant (2).

Le problème des *lois sociales* se pose également différemment pour les travailleurs algériens qui se sont mariés en France ou qui y ont emmené leur famille et pour ceux qui ont laissé les leurs en Algérie. Les premiers sont traités, ainsi que leurs familles, sur le même pied que les travailleurs métropolitains, les seconds ne sont traités comme les travailleurs de Métropole qu'en ce qui les concerne personnellement, leurs familles bénéficiant toutefois, depuis 1953, du même régime que les ayants-droit des assurés sociaux algériens du secteur non agricole. Les prestations allouées à ces familles sont d'ailleurs à la charge du régime métropolitain de sécurité sociale.

On estime que si tous les travailleurs algériens cotisant en France avaient emmené leurs familles, ils auraient perçu, depuis 1947, tant en allocations familiales proprement dites, qu'en autres prestations, plusieurs milliards. Le principe de la territorialité ne pouvant en aucun cas être transgressé, il est logique que le Fonds d'Action Sanitaire et Sociale de Métropole réalise un sérieux effort en vue de faciliter la construction de logements destinés aux travailleurs algériens de Métropole et à leurs familles.

(1) Il convient de signaler que dans cette région les cultures pratiquées se rapprochent de celles du littoral algérien et que les conditions d'accueil ont été favorables. Plusieurs travailleurs sont installés avec leur famille.

(2) Les allocations familiales sont comprises dans les 35 milliards transférés de Métropole.

LES PROBLEMES EXTERIEURS AU TRAVAIL

En raison de leur faiblesse économique qui, pour les sans-travail, atteint la véritable misère, les travailleurs algériens sont, plus que quiconque, victimes de l'actuelle crise du *logement*, particulièrement grave dans la région parisienne.

Certes, les centres d'hébergement organisés grâce aux initiatives officielles ou privées, en dépannent un nombre toujours croissant, mais la grande majorité continue à s'entasser dans des garnis où la location d'une paillasse sordide atteint plusieurs centaines de francs par jour. Leurs conditions de logement sont un défi aux lois les plus élémentaires de l'hygiène. Ces conditions médiocres de logement découlent également du fait que, trop souvent, pour pouvoir envoyer plus d'argent à leurs familles, les travailleurs limitent au plus juste les dépenses strictement indispensables à leurs besoins matériels, de logement, de vêtements et de nourriture.

Aussi, sont-ils, dans les grandes villes naturellement portés vers les taudis. Ajoutons à cette raison d'économie que, dépayés, les Nord-Africains cherchent à se grouper pour éviter l'isolement.

Actuellement, un nombre de plus en plus important d'industriels se préoccupent de loger leur main-d'œuvre algérienne.

Diverses expériences allant du dortoir collectif à la chambre individuelle en passant par le pavillon loué aux familles musulmanes, ont été réalisées.

D'une façon générale, les employeurs qui logent leur main-d'œuvre algérienne et qui lui facilitent ravitaillement et cuisine, obtiennent des résultats.

Si la politique du logement en faveur des Nord-Africains doit être souple et adaptée à leur besoin de vivre en groupes il convient toutefois de ne pas perdre de vue le désir que manifestent bon nombre d'entre eux de s'évader du cadre tribal.

Aussi, une politique du logement qui créerait des « cloisons étanches » doit-elle être proscrite. *En aucune façon, il ne saurait être créé, à la porte de nos grandes villes, des cités « arabo-berbères » qui constitueraient en fait une ségrégation comparable à celle pratiquée en Afrique du Sud et aux Etats-Unis.*

La ségrégation choquerait énormément les Musulmans qui, ne l'oublions pas, considèrent l'hospitalité, *karam-el-Arab*, comme une chose sacrée et ont horreur des conceptions « concentrationnaires ».

A côté du problème du logement, mentionnons celui de l'alimentation et des vêtements.

Dédaignant généralement les cantines, le travailleur algérien prépare sa nourriture lui-même, espérant réaliser ainsi de plus substantielles économies. Il se nourrit mal et ignore totalement l'importance qu'il y a à composer ses menus selon certaines normes. Un médecin d'une importante usine sidérurgique chargé de détecter les causes du bas rendement de quelques travailleurs algériens mis dans les mêmes conditions de vie que l'ensemble des ouvriers de cette même entreprise, constata, après une enquête minutieuse, que les Algériens précités préparant eux-mêmes leurs repas manquaient simplement de certaines vitamines. Les travailleurs en question modifièrent, sur les conseils du médecin, la composition de leurs menus et, rapidement, leur « courbe de productivité » rejoignit celle de leurs camarades, tandis que, tuée par les vitamines, disparaissait dans cet établissement la légende de la « paresse nord-africaine »...

Négligeant trop souvent de se procurer des vêtements chauds, les travailleurs algériens sont une proie facile pour la tuberculose. Dans ce domaine également, l'information et l'éducation des émigrants demeurent à faire, tout comme d'ailleurs en Algérie la liaison entre l'enseignement et la santé publique.

Plusieurs milliers de familles musulmanes sont actuellement installées en France (1). L'émigration familiale a débuté en 1948.

Une enquête approfondie permettra d'ici quelque temps de connaître la situation exacte de l'émigration familiale et l'évolution de ces familles. Vingt-quatre d'entre elles groupant 43 enfants sont fixées dans le bassin de Briey. Les hommes travaillent à la mine et touchent des salaires élevés auxquels s'ajoutent les allocations familiales et des avantages en nature. Ces familles sont logées dans des maisons ouvrières convenables pourvues de jardinets et disposant de 2, 3, 4 pièces, selon le nombre d'enfants.

Les enfants sont propres, bien tenus. Tous ceux d'âge scolaire fréquentent l'école. Ils sont depuis l'âge le plus tendre, vêtus selon la mode française : l'adaptation des enfants s'avère extrêmement rapide. Ils fusionnent et s'entendent très bien avec leurs petits camarades métropolitains. Sur aucune des filles nées en France, on ne relève la marque de tatouage. Les intérieurs sont très propres, toutefois le mobilier demeure des plus sommaire. Tous les intérieurs sont identiques. Ceci marque le manque d'influence de la femme dans ce domaine, surtout quand on compare ces intérieurs à ceux des ménages mixtes.

Les conditions matérielles sont égales, mais dans ces ménages, on trouve des ameublements très coquets et une recherche de confort et de décor.

Par contre, le vestiaire des femmes musulmanes est très bien fourni. Ni leur costume ni leur aspect extérieur n'ont subi de modifications. Parfois richement habillées avec de très beaux châles et fardées à la mode oranaise, elles sont pour la plupart jeunes et vivent dans l'ombre de leurs maris. Elles se rendent aux consultations médicales et certaines apprennent à tricoter. Dans ces familles, la religion est observée. Le carême a été accompli. Il est peut-être trop tôt pour pouvoir préjuger de l'avenir de ces familles. Un fait est cependant marquant : elles attachent toutes un très grand prix à ce que leurs enfants reçoivent une instruction française.

Si, par ailleurs, à Aix-en-Provence, 35 femmes suivaient les cours de l'Ecole ménagère, il n'en est pas moins vrai qu'aucune politique suivie n'existe encore en faveur de l'émigration familiale algérienne.

Divers services sociaux publics et privés se penchent en France sur les travailleurs nord-africains et leurs familles. Leurs moyens sont toutefois insuffisants et le manque de coordination des affaires sociales nord-africaines ne leur donne pas toute l'efficacité souhaitable.

Le problème posé par la présence en Métropole de Français-Musulmans est avant tout un problème économique et social lié à l'absence d'une politique de population. Il dépasse donc largement le cadre des commissariats de police.

(1) Une étude de Mme Claude Mothes, relative à la situation des familles algériennes musulmanes dans l'agglomération parisienne a été publiée dans le cahier n° 20 (Français et immigrés, nouveaux documents sur l'adaptation) de la série Travaux et Documents de l'Institut National d'Etudes Démographiques.

Transplantés en France, les travailleurs algériens continuent à vivre le plus possible de leur vie particulière. La vie en Métropole n'est très souvent pour eux qu'une vie factice car leur vie intérieure les transporte constamment vers leurs montagnes où sont restés tous les êtres et toutes les traditions qui leur sont chers.

Leur comportement différent, leur méconnaissance de la langue française les écartent trop souvent du milieu ouvrier français.

Notons d'ailleurs que les Pouvoirs publics s'efforcent d'arracher cette foule à l'ignorance. Une centaine de *cours du soir*, créés par le Ministère de l'Education Nationale, fonctionnent pour les travailleurs nord-africains sur l'ensemble du territoire métropolitain. Diverses méthodes d'enseignement du français adaptées aux Nord-Africains ont été mises au point. Par ailleurs, un sérieux effort est présentement réalisé dans le domaine de la formation professionnelle tant en Métropole qu'en Algérie (1).

LE COMPORTEMENT DU NORD-AFRICAIN DANS LA CITE FRANÇAISE

Sans vouloir analyser dans le détail ce problème, particulièrement étudié dans le cahier n° 20 de l'Institut National d'Etudes Démographiques, nous mentionnerons seulement quelques traits essentiels :

Tout d'abord, nous insisterons encore sur le fait que si les contacts avec les milieux européens sont rares et difficiles, c'est essentiellement parce que les Nord-Africains sont hélas, trop souvent illettrés

Ce seul fait les classe aux yeux des Métropolitains comme des êtres à part, comme des « inconnus » dont on ne sait pas et ne peut pas savoir grand-chose. Or, dans toute société, « l'inconnu » est instinctivement jugé comme quelqu'un qui risque de perturber les habitudes et la tranquillité du groupe. Ce jugement peut s'avérer faux mais à priori, on ne sait pas...

Il est donc certain que la barrière de la langue, une fois abattue, les complexes qui existent de ce seul fait tant du côté nord-africain que du côté européen, disparaîtront rapidement.

C'est d'ailleurs l'existence de ces complexes qui contribue à provoquer la mauvaise renommée des Nord-Africains sur le plan de la moralité publique et à entretenir une psychose de tension.

Un « inconnu » a-t-il commis un quelconque forfait, qu'automatiquement on songe au Nord-Africain. Et, pour peu qu'une certaine presse (pas toujours désintéressée) renchérisse, il est probable que les jeunes filles de bonnes familles n'oseront plus sortir seules le soir !

Pourtant, diverses statistiques, dont celles de la Préfecture de Police, sont formelles : proportionnellement et en pourcentage, les Nord-Africains ne se conduisent pas plus mal que les Européens et il n'est pas douteux qu'il leur reste encore beaucoup à faire avant d'égaler « Pierrot le fou » ou « le gang des tractions-avant ».

La misère physique et l'abandon moral sont des facteurs qui poussent vers le mal toutes les co-

(1) Cf. Photographie.

l'ennemi de « déracinés ». Or, le campagnard algérien perdu dans nos cités techniques est moralement totalement abandonné (1).

Des « ponts » peuvent et doivent être jetés, non seulement par les Pouvoirs publics, mais encore et surtout par les ouvriers et les industriels français car de la façon dont auront été accueillis en Métropole les travailleurs algériens dépendra sûrement un peu l'avenir de cette Union Française que la technique ne saurait bâtir sans l'aide du cœur.

Les problèmes posés par l'émigration des Musulmans algériens sont nombreux et complexes tant pour l'Algérie que pour la Métropole. Diverses solutions peuvent être envisagées pour les résoudre. Elles dépendent toutefois avant tout de la politique que le Gouvernement entendra adopter non seulement en matière d'émigration et de population, mais encore d'une façon générale en matière économique.

A l'heure présente, l'émigration algérienne résulte du déséquilibre entre la population et les ressources et permet à deux millions de Français-Musulmans de vivre. *Seule une augmentation et une sélection rigoureuse des investissements métropolitains pourront contribuer à une certaine expansion de l'agriculture et de l'industrie algérienne qui entraînera le développement de l'emploi et l'augmentation du niveau de vie des populations.*

Mais, quelle que soit, en cours des années à venir, l'ampleur donnée par la Métropole à ces investissements, *l'émigration demeurera, pendant un certain laps de temps encore, une nécessité vitale.* Aussi convient-il de la valoriser et de la rationaliser tout en ne tolérant pas d'émigration étrangère ni en France ni dans l'Union Française tant qu'il y aura des Français-Musulmans d'Algérie sans travail.

Et, pour achever cette rapide étude d'un des plus graves problèmes humains que la France ait à résoudre, nous pensons qu'il n'est peut-être pas inutile de rappeler les conclusions d'un remarquable article sur l'émigration algérienne publié par M. Alfred Sauvy, Directeur de l'Institut national d'études démographiques, sous le titre « La population franco-algérienne - Les raisons d'une émigration - Des droits de réciprocité » :

« Un territoire « colonial », ce ne sont pas des mines ou des plantations dont la main-d'œuvre est l'accessoire, ce sont des hommes qui méritent de vivre et en ont le droit.

L'association France-Algérie pourra être dissoute. Il faudrait en ce cas rapatrier peu à peu la plupart des 1.100.000 Français établis là-bas. Personne, à notre connaissance, n'a proposé une telle solution. Dès lors, la situation est claire : le droit des Français de vivre en terre africaine crée la réciprocité.

Dira-t-on qu'un problème de minorité risque de se poser et que nous introduisons une population radicalement inassimilable, inadaptable ? Qui peut l'affirmer avec une telle vigueur ?

Celui qui eut prétendu au XVI^{me} siècle que catholiques et protestants vivraient un jour en commun tout en conservant leur foi, sans aucun trouble, n'aurait pas été pris au sérieux. Les hommes excellent à changer de temps à autre de préoccupations.

(1) Mentionnons l'existence de la M. s. quée de Paris et de quelques oratoires en province.

E MIGRATION

« Cinquante-deux millions de Franco-Algériens, liés par les caprices de l'histoire dans un même destin, sont pour le moment séparés beaucoup moins par des caractères héréditaires que par une différence d'éducation, dans le sens le plus large du terme. Céder à la facilité, c'est aller, tôt ou tard, à une séparation qui ne pourra être que violente. Nous devons donc réagir contre nos préjugés et parfois contre notre confort.

« Mais, surtout, cessons de considérer comme indésirables ces trois cent mille hommes qui, assurant la dualité et la réciprocité du lien, contribuent à le raffermir et nous aident à transformer une demi-servitude en une association qui, unique en son genre, devrait pouvoir, si nous en sommes dignes, être citée, dans une ou deux générations, en exemple au monde entier. »

Jean-Jacques RAGER,

Docteur de l'Université d'Alger
(ès-lettres)

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
ENTREPRISES DE PRESSE
6, avenue Pasteur - Alger
- Téléphone : 396-59 -

LA SITUATION DÉMOGRAPHIQUE
DE L'ALGÉRIE EN 1954

THE LIBRARY OF THE

JUL 29 1955

UNIVERSITY OF ILLINOIS

1. — *Etat de la population.* — Les résultats du dernier recensement général de la population (31 octobre 1954) ne sont pas complètement rassemblés, quelques communes n'ayant pas encore envoyé leurs chiffres au Service de Statistique Générale. Mais, il est d'ores et déjà possible d'avoir un ordre de grandeur de la population dénombrée dans les trois départements et les Territoires du Sud.

RECENSEMENT DU 31 OCTOBRE 1954

Nombres provisoires

Département	Population totale	dont travailleurs musulmans en Métropole
Alger	3.110.000	56.000
Oran	2.174.000	15.000
Constantine	3.425.000	86.000
Territoires du Sud	821.000	4.000
Total	9.530.000	161.000

Ces Chiffres pourront surprendre si l'on se souvient que la population totale de l'Algérie avait été estimée à partir du recensement de 1948, à 9.480.000 habitants au 1er janvier 1954, travailleurs en Métropole exclus. Aussi est-il nécessaire de rappeler certains principes fondamentaux et de procéder à une analyse critique fouillée des résultats des deux derniers recensements, encore que ce travail ne puisse être sérieusement entrepris tant que l'on ne possède pas les résultats détaillés et notamment la répartition de la population suivant le clivage ethnique.

Tout d'abord un dénombrement n'est jamais rigoureux : il réalise simplement une approximation de la réalité et sa précision varie suivant les pays — probablement en fonction du degré d'évolution de chaque population — et suivant les époques. Les conditions administratives et psychologiques du moment comptent sans doute autant que la méthode et les moyens mis en œuvre. A cet égard les con-

ditions de 1954 diffèrent sensiblement de celles de 1948. Cette dernière année marque la fin du rationnement et beaucoup de communes ont cru devoir prendre pour base de dénombrement leurs fichiers de rationnaires. Sans risque d'erreur, on peut donc affirmer que l'estimation d'octobre 1948 réalise une approximation par excès du niveau de la population.

A l'inverse, en 1954, l'inventaire des hommes n'étant guidé par aucun autre inventaire administratif préalable, les risques d'omissions dans un pays aussi étendu et divers que l'Algérie étaient grands. L'approximation du nombre des habitants à cette date a toutes chances d'être par défaut.

La différence entre les deux recensements ne saurait donc mesurer exactement la variation de la population entre les deux époques puisque les deux situations sont entachées d'erreurs probablement de sens contraire. Et il faut bien observer que même si ces erreurs sont faibles en valeur relative la différence s'en trouve grandement affectée.

Pour mesurer l'ordre de grandeur des erreurs de recensement, il est nécessaire de procéder à une comparaison rigoureuse des chiffres de 1948 et de 1954. Cette comparaison pour être tout à fait valable, devrait s'appliquer aux deux populations, musulmane et non musulmane, que l'on ne peut encore séparer, aussi nous contenterons-nous d'un bilan sommaire.

Travailleurs en Métropole exclus, la population totale s'élève à environ :

9.370.000 habitants en 1954

8.500.000 habitants en 1948

soit un accroissement de : 870.000 habitants.

Le mouvement naturel constaté en Algérie entre 1948 et 1954 atteint 1.200.000 unités d'excédent des naissances sur les décès. Si l'on considère comme valable les résultats du mouvement naturel, ce que nous supposons pour le moment en précisant que l'erreur commise sur la différence naissance-décès paraît négligeable vis-à-vis de celle qui affecte les recensements, l'erreur globale sur les deux recensements peut être estimée à près de 400.000 unités.

Dès lors la population totale, présente en Algérie, pouvait être estimée ainsi :

31 octobre 1954 de 9.300.000 à 9.700.000

31 octobre 1948 de 8.100.000 à 8.500.000

La population réelle ayant toutes chances de se situer entre les limites indiquées, on peut, en attendant une analyse plus poussée, la supposer voisine de 9.500.000 en 1954 et 8.300.000 en 1948 avec une marge d'erreur inférieure à 3 %.

Cette approximation paraît satisfaisante si l'on considère que les recensements métropolitains sont admis approchés à 1 %. Les difficultés propres à l'Algérie justifient amplement une marge d'erreur trois à quatre fois supérieure à celle admise en France métropolitaine.

La précision des recensements algériens, varie d'ailleurs beaucoup suivant les régions et la nature des circonscriptions administratives.

Voici la population des départements, émigrés exclus, en 1954 et 1948 :

	1954	1948	Variation relative %
Alger	3.054.000	2.702.000	13
Oran	2.159.000	1.972.000	9
Constantine	3.340.000	3.013.000	11
Territoires du Sud	817.000	813.000	0,5
ALGERIE	9.370.000	8.500.000	10

La population des Territoires du Sud n'aurait pas augmenté alors que le mouvement naturel — imparfaitement enregistré d'ailleurs par les statistiques — accuse près de 80.000 naissances de plus que de décès. L'émigration ne semble pas avoir atteint une telle importance. Il faut bien admettre des erreurs de recensement soit en 1948 (par excès), soit en 1954 (par défaut) de l'ordre de 80.000 unités.

Les trois départements de l'Algérie du Nord accusent un accroissement de population à peu près comparable d'environ 10 %, le taux plus élevé du département d'Alger s'expliquant par l'attraction de l'agglomération algéroise. Les résultats détaillés par commune permettront de situer les erreurs probables de dénombrement, mais d'ores et déjà on a pu constater qu'elles se localisent dans quelques communes de plein exercice et un assez grand nombre de communes mixtes, notamment celles des arrondissements de Tiaret, Sidi-Bel-Abbès, Constantine, Bône et Philippeville.

Pour achever cet aperçu, on notera l'évolution de la population urbaine des trois départements :

POPULATION MUNICIPALE DES COMMUNES URBAINES

(milliers d'habitants)

DEPARTEMENT	1954	1948	1936	1931	1906
Alger	823	704	515	470	302
Oran	722	628	497	419	271
Constantine	600	506	419	359	216
Total de l'Algérie	2.145	1.838	1.431	1.248	789
Indice 100 en 1906	272	232	181	158	100

Alors que la population totale doublait, la population urbaine a presque triplé de 1906 à 1954.

Entre les deux derniers dénombrements l'augmentation a été de 17 % soit deux fois plus forte que celle qui affecte le reste de la population. Le mouvement de concentration dans les grandes com-

munes urbaines s'est donc poursuivi, plus rapidement encore que de 1936 à 1948 tout particulièrement dans le département de Constantine (19 % d'augmentation ; Alger 17 % et Oran 17 %).

POPULATION RECENSEE AUX 31 octobre 1954 et 1948

y compris travailleurs en Métropole

(Milliers d'habitants)

ARRONDISSEMENT	Population totale		Variation absolue
	1954	1948	
Alger	950	801	149
Aumale	366	335	31
Blida	316	283	33
Médéa	230	220	10
Orléansville	333	293	40
Tizi-Ouzou	646	584	62
Miliana	269	250	19
	3.110	2.766	344
Oran	642	568	74
Mascara	269	249	20
Mostaganem	456	404	52
Sidi-Bel-Abbès	212	194	18
Tiaret	216	224	- 8
Tlemcen	379	352	27
	2.174	1.991	183
Constantine	973	914	59
Batna	465	416	49
Bône	288	266	22
Bougie	650	563	87
Guelma	218	206	12
Philippeville	293	266	27
Sétif	538	477	61
	3.425	3.108	317
Aïn-Séfra	264	251	13
Ghardaïa	214	219	- 5
Touggourt	283	285	- 2
Oasis	60	62	- 2
	821	817	+ 4
Total pour l'Algérie entière	9.530	8.682	848

Voici enfin la population des grandes villes :

DEPARTEMENTS	1954		POPULATION TOTALE		
	N.-Musul.	Musul.	1954	1948	Accroissém. en %
Alger	196.817	164.468	361.285	315.210	15
<i>Communes de l'agglomération algéroise</i>					
Birmandreïs	14.791	7.753	22.654	17.611	29
Bouzaréah	4.293	11.298	15.285	9.303	64
El-Biar (1)	14.243	9.955	24.206	25.010	4
Hussein-Dey	19.176	42.958	63.382	43.271	47
Kouba	8.403	12.780	21.306	15.202	40
Maison-Carrée	17.229	37.915	54.820	41.195	33
Saint-Eugène	12.861	12.630	25.417	22.091	15
Total de l'agglomération algéroise	287.813	299.757	588.355	488.893	20
Oran	178.011	120.997	299.018	256.661	16
Constantine	42.814	105.911	149.253	118.774	26
Bône	47.248	66.820	113.745	102.823	11
Sidi-Bel-Abbès	36.675	43.957	80.632	61.355	31
Tlemcen	13.157	60.288	73.130	69.668	5
Philippeville	30.341	40.065	70.274	62.860	11
Mostaganem			60.186	53.464	13
Sétif	9.166	43.891	53.057	51.674	3

L'agglomération algéroise a reçu 100.000 habitants de plus depuis six ans. En valeur relative Bouzaréah, Hussein-Dey et Maison-Carrée sont les communes dont la croissance a été la plus forte. Par ailleurs, on notera l'expansion de Sidi-Bel-Abbès ; et en sens contraire la faible variation des populations de Bône, Sétif et Tlemcen qui ne peut s'expliquer que par les imperfections du recensement de 1948 (gonflement probable de la population).

2. — Mouvement naturel. — Population non musulmane.

Les résultats des trois premiers trimestres de l'année 1954 permettent une bonne estimation des mariages, naissances et décès survenus dans la population non musulmane. Voici la mise à jour du tableau rétrospectif habituellement donné dans cette étude.

MARIAGES, NAISSANCES, DECES DANS LA POPULATION NON MUSULMANE

Années	Nombres absolus				Proportion pour 10.000 habitants			Mort. inf.
	Mariages	Naissances vivantes	Décès		Nouveaux mariés	Naissances vivantes	Décès	Taux pour 100 nés vivants
			Total	Enfants de 0 à 1 an				
1939	7.896	18.039	11.486	1.698	162	185	118	
1947	9.566	21.367	11.536	1.881	200	223	121	94
1948	9.124	21.133	10.348	1.555	188	218	107	88
1949	8.438	21.033	9.927	1.426	172	213	100	74
1950	8.152	20.512	9.864	1.407	164	207	99	68
1951	7.952	20.375	9.940	1.240	159	204	90	69
1952	7.992	20.145	9.163	1.155	158	199	90	61
1953	7.827	19.162	8.987	1.013	153	187	88	57
1954	8.200	19.630	8.940	948	158	190	86	54
								48

(1) Le chiffre de 1954 ne comprend pas la population des quartiers de Fontaine-Fraiche cédés à Alger.
(1) Provisoire.

L'année 1954 se caractérise par un relèvement de la nuptialité et de la natalité, une nouvelle baisse des taux de mortalité.

Le relèvement de la nuptialité semble dû à deux causes difficilement dissociables : d'une part l'accroissement continue depuis 1950 des effectifs masculins qui parviennent à l'âge du mariage ; c'est ainsi que le groupe des hommes de 20 à 24 ans est passé de 37.500 individus en 1950 à 42.000 en 1954. Les générations touchées par la guerre ont maintenant dépassé l'âge auquel la fréquence des mariages atteint son maximum : les générations suivantes plus nombreuses approchent de cet âge et par conséquent le nombre absolu des mariages tend à augmenter. Il ne faut pas négliger d'autre part l'influence de la conjoncture économique toujours très forte sur la nuptialité : 1954 marque à ce point de vue des progrès très sensibles sur 1953.

La hausse de la natalité semble corrélative de celle de la nuptialité encore que tous les effets de ce dernier facteur n'aient pu se faire sentir. Comme les années précédentes on a calculé le taux général de fécondité (par rapport aux femmes en âge de procréer) et le taux brut de reproduction, coefficients qui repèrent le mieux le niveau de la fécondité :

ANNEES	Taux de fécondité générale pour 10.000 femmes de 15 à 49 ans	Taux brut de reproduction p. 100
1935-37	728	115
1948-49	843	140
1950	813	134
1952	790	130
1953	748	124
1954	760 (1)	126

Il ressort de ces séries que la fécondité non musulmane a tendance à se stabiliser à un niveau largement supérieur à celui d'avant-guerre (d'environ 10 %). Mais fait important, alors qu'en 1938 l'Algérie avait une fécondité supérieure à celle de la France, c'est actuellement l'inverse : en 1952 le taux brut de reproduction s'établissait en France à 137 contre 130 en Algérie.

L'amélioration de la mortalité se poursuit en 1954. Les progrès apparaissent surtout importants pour la mortalité infantile : 48 p. 1.000 naissances contre 54 en 1953 et 94 en 1935-37. Par rapport à l'avant-guerre, les gains s'estiment donc à près de 50 p. 100.

Population musulmane. — Les mouvements enregistrés dans les 30 principales villes restent la base la plus sûre pour apprécier la démographie musulmane dans ses variations annuelles. Dans ces communes les déclarations des actes à l'Etat-civil paraissent en effet s'effectuer régulièrement et complètement, donnant à la statistique du mouvement naturel une valeur qu'elle n'a sûrement pas dans les autres communes. Examinons les résultats de l'année 1954 par référence avec ceux des années antérieures.

30 COMMUNES DE CARACTERE URBAIN

Années	Nombres absolus				Taux pour 10.000 habitants			Morta- infantile lité pour 1.000 naissances
	Mariages	Nais- sances	Décès		Nuptia- lité	Natalité	Morta- lité	
			au total	Enfants de — de 1 an				
1950	28.866	42.470	20.588	8.124	600	441	214	191
1951	21.114	44.886	20.826	8.172	429	456	211	182
1952	13.488	48.505	19.327	7.905	267	480	191	163
1953	12.606	47.986	20.235	8.417	242	461	195	175
1954	13.689	52.694	19.726	8.167	256	492	184	155

Le nombre des mariages a été exceptionnellement fort en 1950 et 1951 par suite des régularisations nécessitées par l'institution de la Sécurité Sociale en Algérie. En 1954, on observe, comme pour les Européens une légère augmentation de la nuptialité, liée sans doute aux mêmes causes, mais peut-être plus aux conditions économiques qu'au gonflement des générations mariables.

La natalité se relève très fortement et de manière inattendue. Comme on ignore encore les facteurs agissant essentiellement sur elle on peut difficilement expliquer ce mouvement. Notons aussi l'influence probable sur le niveau des taux, et du taux de natalité notamment, de la population qui figure au dénominateur et sur laquelle le dénombrement de 1954 apportera des éléments plus sûrs. Quoiqu'il en soit, on doit constater l'accroissement du nombre des naissances en 1954, comme un fait certain, en partie indépendant de l'accroissement de la population des villes.

La baisse de la mortalité générale et surtout de la mortalité infantile doit retenir l'attention. Cette évolution favorable, d'un des facteurs du mouvement naturel, permet de libérer un excédent naturel de naissances sur les décès de plus en plus grand. Pour l'ensemble des villes, l'accroissement naturel s'établit en effet relativement à la population à : 3 % en 1954 contre 2,6 % en 1953, 2,9 % en 1952, 2,5 % en 1951 et 2,3 % en 1950.

Que peut-on déduire de ces faits, limités aux principales communes urbaines, pour l'ensemble de la population musulmane d'Algérie ?

Pour éclairer la question, on comparera les taux de natalité et de mortalité dans l'Algérie entière (sur la base d'une population de 8.300.000 musulmans en 1954) et dans les 30 villes.

TAUX POUR 100 HABITANTS

	Natalité		Mortalité		Excédent naturel	
	Villes	Algérie	Villes	Algérie	Villes	Algérie
1950	4,4	4,2	2,1	1,5	2,3	2,7
1951	4,6	4,3	2,1	1,5	2,5	2,8
1952	4,8	4,4	1,9	1,3	2,9	3,1
1953	4,6	4,2	2,0	1,4	2,6	2,8
1954	4,9	4,4	1,8	1,3	3,1	3,1

Les taux de natalité et de mortalité des villes sont systématiquement supérieurs à ceux de l'ensemble du pays, mais l'écart entre les deux séries est surtout grand pour les décès. Cela donne à penser que dans l'ensemble du pays, la mortalité infantile se trouve largement sous-estimée par les statistiques de l'état-civil, constatation qui peut être faite aisément au seul examen du nombre des décès d'enfants de moins d'un an déclarés. On rappellera, ce qui a déjà été écrit dans ce bulletin, que des analyses par commune nous ont conduit à l'idée qu'un assez grand nombre d'enfants de la première année ne sont enregistrés ni comme naissance ni comme décès. Dès lors on peut être tenté d'admettre pour l'ensemble de l'Algérie une proportion d'enfants de moins d'un an dans le total des décès du même ordre de grandeur que celle trouvée dans les villes. Cette hypothèse conduit aux résultats suivants :

ANNEES	Décès d'enf. non enregistrés	Total des décès corrigé	Taux de mortalité corrigé %	Naissances corrigées	Taux de natalité corrigé %
1950	35.000	149.000	2,0	342.000	4,6
1951	30.000	141.000	1,8	354.000	4,7
1952	28.000	134.000	1,7	368.000	4,7
1953	30.000	140.000	1,7	366.000	4,5
1954	29.000	139.000	1,7	390.000	4,7

Ainsi se trouvent réduits les écarts avec les taux des villes et les différents taux prennent des valeurs plus vraisemblables.

En conclusion, pour les cinq dernières années, le taux de natalité de la population musulmane paraît s'établir à 4,6 p. 100 et le taux de mortalité à 1,8 p. 100. L'excédent relatif des naissances sur les décès ainsi dégagé est de 2,7 p. 100, ce qui représente pour une population moyenne de 8 millions d'habitants 225.00 unités.

3. — *Mouvements migratoires.* — La documentation statistique ne s'étant pas accrue dans ce domaine, on se bornera à examiner les mouvements par voie maritime et voie aérienne, à l'exclusion donc des passagers aux frontières terrestres.

Désignation	Navigation maritime			Navigation aérienne			Total des déplacements
	Total	Travail. musulm.	Autres passag.	Total	Travail. musulm.	Autres passag.	
Arrivées	384.700	111.100	273.600	184.300	25.100	159.200	569.000
Départs	363.000	120.700	242.300	205.700	44.200	161.500	568.700
Excédent d'immigrants (+) ou d'émigrants (—).	+ 21.700	— 9.600	+ 31.300	— 21.400	— 19.100	— 2.300	+ 300

Compte non tenu des travailleurs musulmans, il apparaît un solde migratoire de quelque 29.000 individus, dans le sens des entrées. Une partie seulement de ce solde correspond à une immigration réelle (des militaires rapatriés d'Indochine), le reste représentant probablement des entrées par les frontières terrestres.

Par rapport à l'année 1953, on notera un accroissement assez important de tous les déplacements ; voici notamment l'augmentation du trafic pour les passagers autres que les musulmans :

- voie maritime : 10 % ;
- voie aérienne : 4 %.

L'année 1953 avait marqué un fléchissement des départs, comme aussi des retours des musulmans partis travailler en France métropolitaine. La reprise de l'économie française après la récession de 1953, n'est sans doute pas étrangère à une accélération de l'émigration algérienne : 1954 est à cet égard une année record avec 165.000 départs (149.000 en 1952 plus forte année antérieure) et 136.000 retours (134.000 en 1952). Ainsi en 1954, compte tenu des décès en France la population émigrée s'est accrue de 28.000 unités et doit s'établir à un peu plus de 300.000 unités. Notons que de plus en plus l'émigration prend le caractère d'une émigration familiale puisque on compte parmi les départs de 1954 à peu près 3.000 femmes et 5.000 enfants. Parmi les retours, femmes et enfants représentent la moitié des départs.

Comme les années précédentes on a tenté d'estimer l'importance des sommes transférées de France sous diverses formes : par la poste, en allocations familiales et en billets. Le seul nombre certain reste le montant des prestations servies aux familles demeurées en Algérie : 5.750 millions de francs en 1954. Par comparaison on peut estimer les sommes envoyées par la poste ; les sommes rapportées en billets sont évidemment proportionnelles aux retours, la difficulté restant d'estimer le montant moyen rapporté par chaque individu. Tout compte fait, on parvient à 37.700 millions de francs contre 32.700 en 1953 et 31.600 en 1952. En fait l'année 1954 ayant été plus favorable que la précédente sous le rapport de l'emploi, il est bien possible que l'estimation donnée soit inférieure à la réalité. A fortiori convient-il de souligner l'importance de ces transferts qui constituent un supplément de revenu des populations musulmanes non négligeable vis-à-vis des revenus qu'elles tirent de leurs terres en Algérie.

(SERVICE DE LA STATISTIQUE GENERALE)

Extrait du Bulletin N° 1 — 1955

LE FONDS COMMUN DES SOCIÉTÉS AGRICOLES DE PRÉVOYANCE ⁽¹⁾

CREDIT MUTUEL ET S.I.P.

Si la France métropolitaine ne compte qu'une Caisse nationale de crédit agricole mutuel, l'Algérie possède, à l'échelon central, trois établissements de crédit agricole : la Caisse algérienne de crédit agricole mutuel, la Caisse de prêts agricoles et le Fonds commun des Sociétés agricoles de prévoyance. La Caisse de prêts agricoles (C.P.A.) n'a point de ramifications locales ou régionales. Sa principale mission est de venir en aide aux agriculteurs, quelle que soit leur appartenance, qui sont victimes de calamités ou qui se trouvent en situation difficile. La Caisse algérienne couronne l'édifice des caisses locales ou régionales de crédit agricole mutuel. Cet ensemble assure le financement de l'agriculture dite évoluée et des organismes coopératifs agricoles. Enfin le Fonds commun finance les Sociétés agricoles de prévoyance et l'agriculture dite traditionnelle. L'intervention de la C.P.A. ayant un caractère exceptionnel, on peut donc conclure que l'agriculture « normale » dispose de deux réseaux distincts de financement. Cette organisation dualiste trouve évidemment son support dans la législation. Si un législateur commun, presque au même moment, a jeté les bases des Sociétés indigènes de prévoyance (S.I.P.) en 1893, et des Caisses locales de crédit agricole mutuel en 1894, il a cependant entendu légiférer dans deux domaines distincts : les S.I.P. étaient destinées aux agriculteurs algériens de statut local, et les caisses locales ne concernaient encore que le territoire métropolitain.

Cette loi de 1893 consacrait, en la perfectionnant, une institution très ancienne dans le pays, et qui avait été expérimentée avec succès par l'administration militaire, puis civile. On venait donc de faire du neuf en rajeunissant une pratique traditionnelle et en généralisant son emploi. C'est ainsi que lorsque, quelques années plus tard, la loi sur les caisses locales a été étendue à l'Algérie, les S.I.P. étaient déjà profondément intégrées dans l'ensemble de l'organisation rurale. Etroitement liées à la Commune mixte, on les comptait au nombre des institutions qui relevaient de l'administration des musulmans. Mais elles allaient apparaître à côté des organismes mutualistes agricoles dont le développement s'étendait à toute l'Algérie, comme procédant d'une conception excessivement prudente.

Ces sociétés n'étaient, en effet, accessibles qu'aux autochtones, leurs conseils et leurs présidents étaient nommés par l'autorité publique, la jouissance de leur personnalité civile était étroitement li-

(1) Voir Documents n° 11 du 25 mai 1946 et n° 23 du 25 mars 1949.

mitée, les unions entre S.I.P. étaient interdites, les prêts qu'elles devaient accorder étaient seulement à court terme et leurs ressources étaient les cotisations de leurs membres.

Pendant ce temps les caisses locales et régionales, déjà héritières de la longue expérience métropolitaine, allaient poursuivre dans les meilleures conditions la mise en pratique de principes mutualistes et coopératifs dont la vertu n'était plus à démontrer.

LE FONDS COMMUN ET LES ORGANISMES CENTRAUX DE CREDIT AGRICOLE

C'est sans doute pour atténuer cette disparité et les effets de l'interdiction, qui leur était imposée par la loi, de conclure entre elles des unions, qu'on s'est résolu à rechercher le meilleur moyen d'aider celles d'entre les sociétés qui se trouvaient les plus défavorisées par la pauvreté du sol ou les difficultés financières. C'est ainsi qu'est né, par une loi du 19 juillet 1933, le Fonds commun des Sociétés indigènes de prévoyance qui, alimenté par une participation de toutes les sociétés, devait leur servir de banque et de caisse de compensation.

Là encore le législateur s'est d'abord préoccupé de parachever l'édifice des S.I.P. avant de couronner, deux ans plus tard, celui des caisses régionales par la création d'une Caisse algérienne.

Si les organismes locaux ou régionaux et les S.I.P. relèvent du droit privé, leurs organismes centraux, par contre, relèvent du droit public. Comme la C.A.C.A.M. en Algérie et la Caisse nationale de crédit agricole mutuel en France, le Fonds commun est donc un établissement public, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Son personnel appartient à la Fonction publique. Il est géré par un conseil d'administration composé, comme dans les autres établissements du même genre, de représentants de l'administration centrale, de représentants de l'Assemblée algérienne et de représentants de la profession. A noter cependant une particularité de la C.A.C.A.M. et de la C.P.A. dont les conseils d'administration respectifs sont présidés non par le Secrétaire général du gouvernement comme le Fonds commun (1), mais par des personnalités privées.

Si donc, à la base, la conception juridique de la S.I.P. s'éloigne de la formule corporative, les deux systèmes tendent à se rapprocher par leur sommet. Mais certaines circonstances survenues depuis les années 1930, ont contribué à les rapprocher davantage en les plaçant devant les mêmes nécessités.

Ce fut le cas des vastes opérations de consolidation et de désendettement qui allaient amener les S.I.P. à adopter les mêmes méthodes que celles employées par les caisses de crédit mutuel dans l'étude et la constitution des dossiers individuels, alors que jusque là ces sociétés ne procédaient que par mesures d'ensemble, et ne faisaient que des opérations de masse.

Ce fut le cas, un peu plus tard, de la réglementation du marché du blé. Dans les mesures d'ordre général entreprises il a semblé impensable de légiférer sans tenir compte du particularisme de l'organisation du crédit agricole en Algérie et sans admettre au bénéfice de la loi nouvelle des agriculteurs qui constituaient la masse de la population rurale algérienne et qui étaient pour la plupart so-

(1) La Caisse nationale de crédit agricole mutuel est dotée d'une assemblée plénière présidée par le Ministre de l'Agriculture.

ciétaires de S.I.P. Mais le législateur métropolitain n'a accepté d'inclure les S.I.P. au même titre que les coopératives de céréales, dans cette législation, qu'à la condition que l'administration algérienne amendât leur organisation sur un certain nombre de points et cela a été leur première réforme qui a consisté en : l'élection de leurs présidents de secteurs, l'élargissement de leur capacité juridique, leur faculté de se fédérer en unions de S.I.P., leur possibilité de contracter des emprunts, l'alignement, enfin, de leurs procédés administratifs et comptables sur le modèle des établissements commerciaux.

L'ÉVOLUTION DES SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE — LES S.A.P.

Cette tendance évolutive a été consacrée par une réforme plus récente due à une décision de l'Assemblée algérienne, homologuée par décret du 28 août 1952. Les innovations de ce texte sont les suivantes :

— Abolition de toute discrimination d'ordre ethnique. Pour avoir la qualité de sociétaire, il suffit d'être agriculteur ou artisan rural et de résider sur le territoire de la société qui s'appellera désormais *société agricole* (et non « indigène ») de prévoyance (S.A.P.).

— Désignation des membres du conseil d'administration et des assemblées de secteur par l'élection.

— Incompatibilité des fonctions de président, qui reste nommé par le Gouverneur Général, avec celles d'élu politique ou de chef de commune (1).

— Possibilité de recevoir des dépôts de fonds de leurs sociétaires. De plus, une disposition préliminaire de ce même décret laisse prévoir une possibilité d'assimilation avec le système coopératif, et les « statuts-types » proposés aux sociétés ne se sont pas fait faute de s'en inspirer, comme la désignation des commissaires aux comptes par exemple.

Si cette réforme est encore trop récente pour qu'on puisse apprécier ses résultats, on notera cependant que dès que les assemblées de secteurs entreront effectivement en action, la similitude de fonctionnement des deux systèmes sera complète : d'un côté nous observons la pyramide formée à la base à l'échelon de la commune, par la caisse locale ; à l'échelon de la région, par la caisse régionale ; au sommet par la caisse algérienne. De l'autre côté la même hiérarchie se dessine avec le secteur et son conseil dont la compétence est limitée à la commune ou au douar ; le conseil d'administration de la S.A.P. au niveau de la commune mixte ou d'un groupe de communes de plein exercice ; à l'échelon central, le Fonds commun.

Si donc le crédit agricole mutuel est parti « d'en bas » des caisses locales, pour se développer aux échelons supérieurs, les S.A.P., organisées « d'en haut », tendent à décentraliser leurs activités jusqu'à l'échelon local du secteur.

Mais l'intégration ou l'assimilation qui s'amorce ne se fera pas forcément par la fusion de ces établissements. D'abord parce que les S.A.P. ne sont point seulement des établissements de crédit, mais aussi des sortes de combinats coopératifs de production de motoculture, de céréales. Ensuite parce

(1) Y compris les administrateurs des Services civils, lorsqu'ils sont chefs de commune mixte.

que leur découpage territorial leur donne des effectifs beaucoup plus importants que les coopératives ou les caisses locales. Mais s'il n'est ni facile ni même souhaitable de bouleverser des situations acquises et des habitudes cristallisées, l'intégration des deux systèmes doit du moins se faire sur le plan de l'unification des méthodes et de l'égalité des moyens.

Pour atteindre ce double but, les sociétés agricoles de prévoyance disposent de deux ressources : la *technique agricole* et le *crédit*.

LE ROLE DES S.A.P. DANS LA DISTRIBUTION DU CREDIT

Procédure d'instruction des demandes. — Ces deux moyens sont complémentaires. Le financement agricole n'a de sens que s'il doit faciliter l'orientation des cultures et aboutir à la rentabilité de la production, cette rentabilité équivalant à la sauvegarde du financement. Cela doit conduire à différencier les moyens financiers : la *subvention* sera employée pour les investissements à rentabilité lointaine ou d'un caractère d'utilité publique, les *avances remboursables* ou le *crédit* pour les opérations rentables à échéance rapprochée ou d'utilité privée. Le Gouvernement Général et ses différents services spécialisés : Agriculture, Hydraulique, Défense et Restauration des sols, etc..., fournissent la première. Le Fonds commun, dans le secteur qui nous occupe, fournit les secondes.

Comment et dans quel sens cet établissement contribue-t-il à assurer la distribution du crédit ? D'abord en appuyant ses opérations sur des *garanties*.

Ces dernières sont comme dans les autres secteurs de l'économie, fournies par des moyens légaux : engagements, cautions, warrants, nantissements. Mais le monde agricole n'est point assimilable en tous points à celui des industriels et des commerçants.

L'activité agricole, placée sous la dépendance des saisons et des changements climatiques, est dispersée, saisonnière, aléatoire dans ses résultats. Toute intervention dans le domaine agricole doit donc supposer une connaissance approfondie du milieu. De plus, l'agriculteur, sans compter la complexité juridique de ses terres, est inapte du fait même de son activité, à présenter au banquier des bilans exacts, reflétant avec précision la situation active et passive de son exploitation.

C'est pour cela que le crédit agricole doit rester en grande part un crédit *personnel*, basé sur l'aptitude individuelle et les qualités morales du sociétaire.

C'est cette considération qui doit guider la procédure d'attribution des prêts. Les demandes de prêts formulées par les sociétaires doivent être examinées à l'échelon local par les conseils de secteur. Les membres de cette assemblée, tous agriculteurs, sont bien placés pour étudier et fixer les conditions d'un prêt : nature, durée, modalités d'amortissement, valeur des garanties offertes.

L'intervention de cette assemblée, outre qu'elle permet une plus étroite collaboration des intéressés à l'œuvre générale entreprise à l'échelon régional par la S.A.P. et à l'échelon central par le Fonds commun, est précieuse parce qu'elle met en jeu la responsabilité morale de la profession, et que les choix parmi les demandes à satisfaire seront dictés par la prudence et le constant souci d'œuvrer dans le cadre d'une économie sélective. Ces demandes sont ensuite examinées par le conseil d'admi-

Modalités d'instruction et d'attribution d
spéciaux de prod

CATEGORIES	PIECES REGLEMENTAIRES (à fournir par la S.A.P.)
------------	--

(1)	COMMERCIALISATION FONDS DE ROULAGE EPIERRAGE - DESHERBAGE DESSÈCHEMENT DEFRICTION ENCLOSURE LABOURAGE MOULAGE FRAIS DE SEMENCES SEMENCES AUTRES	1° UNE DEMANDE 2° UN EXTRAIT DE DELIBERATION RELATIF A L'AVANCE SOLLICITEE
-----	---	---

(2)	EQUIPEMENT TROUPEAU MATIERES MATERIES CHEPTES AMELIORATION OLEICULTEURS - TROUPEAU - RE LABOURS PROFONDS	3° UN ENGAGEMENT DE REMBOURSEMENT SIGNEDU PRESIDENT
-----	--	---

(3)	DOCKS-SILO DOCKS-SILOS MA	4° UNE SITUATION FINANCIERE D'ENSEMBLE OU DE LA SECTION INTERESSEE.
-----	------------------------------	---

(4)	ARBORISATION AMENAGEMENT DES FORAGES - ADDUCTION ACCESSION A LA PROPRIETE AMELIORATION DE LA D.R.S. - HORS MATERIAUX DE CONSTRUCTION LOGEMENTS DE LOGEMENTS COMMUN.	
-----	---	--

- (1) La commercialisation des céréales
(2) Le matériel collectif peut être
(3) Le FONDS COMMUN n'intervient
(4) Il s'agit là de PROGRAMME
(5) Il s'agit du taux payé par la
(6) Sauf dérogation spéciale accordée
(7) Fonds de Modernisation et
(8) Crédits du Consortium bancaire

LE RENT max. 5 % - PLAFONDS 1.500.000

B — PROGRAMME

Dispositions d'ordre général (décisions)

ments au maximum.
ux (ci-dessus) sauf dérogation particulière con
décision de l'autorité centrale.
consenties aux ORGANISMES PILOTES.
> FONDS COMMUN —> SERVICES TECHNIQUES
andes se fera dans l'ordre d'arrivée au FONDS
- assurés par la S.A.P., le FONDS COMMUN, l'

ET RESTAURATION DES SOLS des périmètres classés	AMELIORATION DE
du 26/3/54 et déc. 6.701	Déc. du 29/5/54
100.000.000	3
Adh. 3 %	S.A.P. 2 % - Adhérents
collations agricoles	— Propriétaire exploitant
exploitant ou locataire ord du propriétaire.	— Propriétaire exploitant
banquettes.	— Avoir l'agrément MENTAL POUR L'
retien et consolidation s.	— Amélioration des é
s arbustives.	— Construction - tra des bâtiments.
onditions de financement tions de cheptel d'exploit-	— Locaux déjà constr 1 ^{er} /1/51.
techniques habituels	AVIS DU COMITE
	AVIS TECHNIQUE

TABLEAU N° 1
FONDS COMMUN DES S.A.P. - CATEGORIES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES AVANCES

CATEGORIES DE PRETS		COLLECTIFS	TAUX A LA S.A.P.	TAUX AU SOCIETAIRE	DUREE	CONDITIONS DE REMBOURSEMENT	PLAFOND DES PRETS INDIVIDUELS	JUSTIFICATIONS TECH. NOTICES INDIVIDUELLES	GARANTIES	PIECES REGLEMENTAIRES (à fournir par la S.A.P.)			
COURT TERME													
(1)	COMMERCIALISATION AUTRES Q. CEREALES FONDS DE ROULEMENT DIVERSES SECTIONS	COLLECTIFS	4,10 %	5,10 %	100 JOURS à UN AN (échéance le 30 sep.)	INTERETS PAYABLES A L'AVANCE (décomptés au jour)	EN FONCTION DES FRAIS	ELEMENTS CHIFFRES AYANT SERVI A FIXER LE MONTANT DEMANDE NOTICE INDIVIDUELLE POUR DEMANDES DE PLUS DE 500.000 F	CAUTION WARRANTS ASSURANCES COLLECTIVES OU INDIVIDUELLES	1° UNE DEMANDE 2° UN EXTRAIT DE DELI- BERATION RELATIF A L'AVANCE SOLLICITEE			
EPIERRAGE - DESHERBAGE - DETUFAGE		INDIVIDUELS											
DESSOUCHAGE													
DEFRICHEMENT													
ENGRAIS													
LABOURS													
MOISSONS													
FRAIS DE RECOLTES													
SEMENCES CEREALES													
SEMENCES AUTRES QUE CEREALES													
MOYEN TERME													
(2)	SACHERIE	COLLECTIFS	5 %		3 ANS MAX. 2 à 5 ANS	REMBOURSEMENT PAR FRACTIONS EGALES. — Inté- rêts dégressifs à à terme échu à partir 2 ^{me} année	(8) CONS : 2.500.000 (7) F.M.E. : 1.500.000 1.500.000	FACTURES BONS DE COMANDE DEVIS LISTE DETAIL SOCIETAIRES NOTICE INDIV. SI PLUS DE 250.000 F	CAUTION WARRANTS HYPOTHEQUE ASSURANCES	3° UN ENGAGEMENT DE REMBOURSEMENT SIGNE DU PRESIDENT			
	EQUIPEMENT INTERET COLLECTIF												
	TROUPEAU DE SELECTION												
	MATERIEL ROULANT		COLLECTIFS ET INDIVIDUELS	5 % et 4 %							5 % ou 5,50 %		
	MATERIEL AGRICOLE												
	CHEPTEL DE TRAIT												
	AMELIORATIONS FONCIERES		INDIVIDUELS	4 %							5 %		
	OLEICULTEURS - Petit équipement												
	TROUPEAU - RECONSTITUTION												
	LABOURS PROFONDS - SOUS-SOLAGE												
LONG TERME													
(3)	DOCKS-SILOS DU PROGRAMME	COLLECTIFS			6 ANS	REMBOURSEMENT PAR FRACTIONS EGALES à partir 6 ^{me} année	(6) 1.500.000	Cf. ci-dessus	Cf. ci-dessus	4° UNE SITUATION FINAN- CIERE D'ENSEMBLE OU DE LA SECTION INTE- RESSEE.			
	DOCKS-SILOS MAGASINS HORS PROGRAMME												
	BUREAUX												
(4)	ARBORICULTURE	COLLECTIFS ET INDIVIDUELS	2 %	3 %									
	AMENAGEMENT DES PERIMETRES IRRIGUES												
	FORAGES - ADDUCTION D'EAU												
(4)	ACCESSION A LA PETITE PROPRIETE	INDIVIDUELS	4 %	5 %									
(4)	AMELIORATION DE LA PRODUCTION LAIT		2 %	3 %									
(4)	D.R.S. - HORS PERIMETRES		2 %	3 %									
MATERIAUX DE CONSTRUCTIONS		— — — — —		Demandes à adresser au G.G. - financement sur fonds de dotation de l'habitat.									
LOGEMENTS DE PARTICULIERS		—————>		Demandes à adresser au G.G. - Direction des Travaux publics - financement par le Fonds de dotation de l'habitat.									
LOGEMENTS DE FONCTIONS		—————>		Arrêté du 13 juillet 1950 - Direction des Travaux publics au G.G. au cas où ce financement ne serait pas possible s'adresser au FONDS COMMUN.									

(1) La commercialisation des céréales est financée par la C.A.C.A.M.
(2) Le matériel collectif peut être subventionné, soit en totalité (noyau-pilote), soit dans la proportion de 1/3 lorsqu'il est acquis avec l'accord du Paysanat.
(3) Le FONDS COMMUN n'intervient que pour financer la part de 1/3 qui doit normalement constituer la participation de la S.A.P., si l'acquisition est faite dans le cadre de programmes.
(4) Il s'agit là de PROGRAMMES SPECIAUX ou certaines dérogations concernant les plafonds peuvent être obtenues.
(5) Il s'agit du taux payé par la S.A.P. - auquel doit s'ajouter la marge bénéficiaire (dont le maximum est de 1 %) payable par sociétaire.
(6) Sauf dérogation spéciale accordée par le Gouverneur Général s'il s'agit de programmes spéciaux.
(7) Fonds de Modernisation et d'Equipe- ment constitué par des avances de l'Algérie.
(8) Crédits du Consortium bancaire.

TABLEAU N° II

FONDS COMMUN DES S.A.P. — Modalités d'instruction et d'attribution des demandes de prêts entrant dans le cadre des programmes généraux et spéciaux de productivité agricole

A. — PROGRAMMES GENERAUX - TAUX A LA S.A.P. 4 % — A L'ADHÉRENT max. 5 % - PLAFONDS 1.500.000 - NATURE DES PRETS : M.T. et L.T. OBJETS :

Hydraulique (Indiv.) - Equipement individuel - Construction (Coll.) - Arboriculture (collectifs et individuels)

B — PROGRAMMES SPECIAUX

Dispositions d'ordre général (décision 8.907 AG/PS du 26 mars 1954)

MONTANT DES PRETS : 80 % des investissements au maximum.
PLAFONDS : Cf. pour les programmes généraux (ci-dessus) sauf dérogation particulière consentie par l'autorité centrale.
SUBVENTIONS : pour les COLLECTIFS, sur décision de l'autorité centrale.
FACILITES PARTICULIERES : peuvent être consenties aux ORGANISMES PILOTES.
INSTRUCTION DES DEMANDES : S.A.P. —> FONDS COMMUN —> SERVICES TECHNIQUES —> CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS COMMUN pour décision et notification.
ATTRIBUTION DES PRETS : l'examen des demandes se fera dans l'ordre d'arrivée au FONDS COMMUN, l'attribution se fera en totalité ou par tranches s'il s'agit de travaux échelonnés (le Comité du Lait peut fixer un ordre de priorité).
CONTROLES FINANCIER ET TECHNIQUE - assurés par la S.A.P., le FONDS COMMUN, les Services centraux financiers et techniques - SANCTIONS voir Art. 8 de la décision du 26 mars 1954.
OBJETS : (voir ci-dessous).

	MISE EN VALEUR DES PERIMETRES IRRIGABLES (HAUT-CHELIFF)	DEFENSE ET RESTAURATION DES SOLS en dehors des périmètres classés	AMELIORATION DE LA PRODUCTION DU LAIT	ACCESSION A LA PETITE PROPRIETE RURALE
REFERENCES	Déc. 8.909 du 26/3/54 et 21.863 du 6/12/54	Déc. 8.911 du 26/3/54 et déc. 6.701 du 18/9/55	Déc. du 29/5/54	Déc. 17.059 du 12/8/54
CREDITS	30.000.000	100.000.000	30.000.000	100.000.000
TAUX INTERETS	S.A.P. 2 % - Adh. 3 %	S.A.P. 2 % - Adh. 3 %	S.A.P. 2 % - Adhèrent 3 %	S.A.P. 2 % - Adhèrent 3 %
PRETS COLLECTIFS		S.A.P. ou Associations agricoles		
PRETS INDIVIDUELS	— Agriculteur propriétaire exploitant, fermier, métayer.	— Agriculteur exploitant ou locataire avec l'accord du propriétaire.	— Propriétaire exploitant, fermier, métayer.	— Acquisition de lots privés ou au titre de la colonisation devant assurer la subsistance d'une famille. — Etre de nationalité française (certificat de nationalité). — Avoir depuis 5 ANS la qualité d'agriculteur propriétaire, métayer, khamès ou ouvrier agricole (attestation chef de Commune).
OBJETS :	— Construction de canaux. — Nivellement. — Construction et aménagement de bâtiments. — Indiquer les modalités de financement des acquisitions de cheptel et matériel d'exploitation.	— Tracé de banquettes. — Frais entretien et consolidation pour 2 ans. — Plantations arbustives. — Indiquer conditions de financement des acquisitions de cheptel d'exploitation.	— Avoir l'agrément du COMITE DEPARTEMENTAL POUR LE LAIT DE QUALITE. — Amélioration des étables existantes. — Construction - transformation - aménagement des bâtiments. — Locaux déjà construits mais postérieurement au 1 ^{er} /1/51.	— Ne pas posséder de biens fonciers, y compris l'acquisition projetée, dépassant 3.000.000 de francs — Etre chef de famille (livret de famille ou pièces en tenant lieu). — Etre âgé de 25 ans au moins et 50 ans au plus (extrait ou bulletin de naissance). — Etre reconnu apte à diriger une propriété par la Commission de Colonisation (Colonisation et Hydraulique - Gouvernement Général). — Avoir une promesse de vente comportant une option de 3 mois. — Les lots à acquérir seront dotés de titres français. — Pour les LOTISSEMENTS, avis de la Commission d'Action et d'Equipement de la production agricole. — Acquisition d'immeuble au titre de la colonisation. — Rachat de droits indivis. — S'il existe un S.A.R. engagement de faire partie du S.A.R. — Etre tenu de résider et exploiter le lot à acquérir. — Vente et location interdites les 6 premières années. — Sanctions au cas de non observation de ces conditions (remboursement immédiat).
AVIS TECHNIQUES	Avis techniques habituels	Avis techniques habituels	AVIS DU COMITE DEPARTEMENTAL AVIS TECHNIQUES LOCAUX	

es demandes de prêts entrant dans le cadre des programmes généraux et
activité agricole

00 - NATURE DES PRETS : M.T. et L.T. OBJETS :

Hydraulique (Indiv.) - Equipement individuel - Cons-
truction (Coll.) - Arboriculture (collectifs et individuels)

ES SPECIAUX

8.907 AG/PS du 26 mars 1954)

entie par l'autorité centrale.

ENIQUES ———> CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS COMMUN pour décision et notification.
COMMUN, l'attribution se fera en totalité ou par tranches s'il s'agit de travaux échelonnés (le Comité du Lait peut fixer un
s Services centraux financiers et techniques - SANCTIONS voir Art. 8 de la décision du 26 mars 1954.

A PRODUCTION DU LAIT

ACCESSION A LA PETITE PROPRIETE RURALE

000.000

3 %

nt, fermier, métayer.

du COMITE DEPARTE-
LAIT DE QUALITE.

bles existantes.

sformation - aménagement

ts mais postérieurement au

E DEPARTEMENTAL

TIQUES LOCAUX

Déc. 17.059 du 12/8/54

100.000.000

S.A.P. 2 % - Adhérent 3 %

- Acquisition de lots privés ou au titre de la colonisation devant assurer la subsistance d'une famille
- Etre de nationalité française (certificat de nationalité).
- Avoir depuis 5 ANS la qualité d'agriculteur propriétaire, métayer, khamès ou ouvrier agricole (attestation chef de Commune).
- Ne pas posséder de biens fonciers, y compris l'acquisition projetée, dépassant 3.000.000 de francs
- Etre chef de famille (livret de famille ou pièces en tenant lieu).
- Etre âgé de 25 ans au moins et 50 ans au plus (extrait ou bulletin de naissance).
- Etre reconnu apte à diriger une propriété par la Commission de Colonisation (Colonisation et Hydraulique - Gouvernement Général).
- Avoir une promesse de vente comportant une option de 3 mois.
- Les lots à acquérir seront dotés de titres français.
- Pour les LOTISSEMENTS, avis de la Commission d'Action et d'Equipement de la production agricole.
- Acquisition d'immeuble au titre de la colonisation.
- Rachat de droits indivis.
- S'il existe un S.A.R. engagement de faire partie du S.A.R.
- Etre tenu de résider et exploiter le lot à acquérir.
- Vente et location interdites les 6 premières années.
- Sanctions au cas de non observation de ces conditions (remboursement immédiat).

TABLEAU N° V

FONDS COMMUN DES S.A.P. — AVANCES MANDATEES AU COURS DE L'EXERCICE 1954

TERMES	AVANCES INDIVIDUELLES		AVANCES COLLECTIVES			TOTAL
Individuel	12.400.000	46.618.410	8.900.000	142.533.345	111.000.000 134.331.480	110.700.000 125.060.391
Collectif						
L. T.	12.400.000	46.618.410	8.900.000	142.533.345	245.331.480	235.760.391
TOTAL GENERAL :	747.898.029	1.151.846.246	2.133.670.596	2.176.282.410	2.442.069.683	2.628.554.066

TABLEAU N°

ES DU FONDS COMMUN

1948	1949
942.034.642	1.006.192
504.334.630	552.913
95.250.594	117.868
1.541.619.866	1.676.975

TABLEAU N°

P. PAR LE FONDS COMMUN

1948	1949
761.626.089	648.83
641.676.269	767.35
42.181.273	56.1
1.445.483.631	1.472.45

TABLEAU N° V
FONDS COMMUN DES S.A.P. — AVANCES MANDATEES AU COURS DE L'EXERCICE 1954

TERMES	AVANCES INDIVIDUELLES	AVANCES COLLECTIVES	TOTAL
COURT TERME	Semences 620.500.000 Moissons 624.000.000 Labours 238.300.000 Engrais 50.815.000 Légumes secs 1.260.000 Campagne exploitation 48.476.000 Tabacs 20.500.000 Total 1.603.851.000	Trésorerie et fonctionnement 123.301.000 Total 123.301.000	1.727.152.000
MOYEN TERME	Cheptel ovin 51.900.000 Equipement individuel 189.205.675 Labours profonds 30.550.000 Améliorations fencières 8.000.000 Total 279.655.675	Troupeaux de sélection 16.100.000 Immeubles 28.450.000 Matériel roulant 6.866.000 Sacherie 12.350.000 Matériel technique et bureau 2.989.000 Matériel agricole S.A.R. 282.098.000 Arboriculture 1.533.000 Trésorerie et fonctionnement 27.600.000 Défrichement 8.000.000 385.986.000	665.641.675
LONG TERME	Equipement individuel 12.700.000 Forages de puits 98.000.000 Total 110.700.000	Arboriculture 6.026.000 Immeubles 68.772.000 Trésorerie et fonctionnement 7.000.000 Matériel agricole S.A.R. 42.262.391 125.060.391	235.760.391
TOTAL GENERAL	Individuel 1.994.206.675	Collectif 634.347.391	2.628.554.066

TABLEAU N° VI
FONDS COMMUN DES S.A.P. — AVANCES MANDATEES AU COURS DES SIX DERNIERS EXERCICES

AVANCES MANDATEES AUX S.A.P.	1949	1950	1951	1952	1953	1954
COURT TERME						
Individuel : Semences	229.612.734	390.250.000	1.140.620.000	783.955.000	893.659.650	620.500.000
Moissons	190.500.000	312.070.000	239.000.000	438.650.000	457.500.000	624.000.000
Labours		46.660.000	227.200.000	152.421.150	151.515.000	238.300.000
Engrais	23.490.000			26.200.000	57.600.000	50.815.000
Divers		47.861.500	41.800.000	88.646.475	124.264.000	70.236.000
Collectif : Trésorerie						123.301.000
C. T.	443.602.734	796.841.500	1.648.620.000	1.489.872.625	1.684.538.650	1.727.152.000
MOYEN TERME						
Individuel	291.895.295	308.386.336	476.150.596	543.876.440	113.975.000	279.655.675
Collectif					398.224.553	385.896.000
M. T.	291.895.295	308.386.336	476.150.596	543.876.440	512.199.553	665.641.675
LONG TERME						
Individuel	12.400.000	46.618.410	8.900.000	142.533.345	111.000.000	110.700.000
Collectif					134.331.480	125.060.391
L. T.	12.400.000	46.618.410	8.900.000	142.533.345	245.331.480	235.760.391
TOTAL GENERAL :	747.898.029	1.151.846.246	2.133.670.596	2.176.282.410	2.442.069.683	2.628.554.066

TABLEAU N° III

EVOLUTION DES RESSOURCES DU FONDS COMMUN DES S.A.P. (Situation en fin d'exercice)

	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Ressources d'emprunts	573.170.083	1.382.824.682	942.034.642	1.006.192.932	1.306.104.660	1.800.902.759	2.241.075.638	2.683.100.233	3.231.133.000
Avances Budget de l'Algérie et Etablissements publics	19.388.581	440.073.763	504.334.630	552.913.732	867.151.687	1.714.523.984	1.908.304.014	2.077.800.550	2.455.799.183
Ressources propres	97.228.297	94.035.076	95.250.594	117.868.877	132.461.602	136.933.198	118.614.884	163.714.147	170.998.999
	689.786.961	1.916.933.521	1.541.619.866	1.676.975.541	2.305.717.349	3.652.359.941	4.267.994.536	4.924.614.930	5.857.931.182

TABLEAU N° IV

EVOLUTION DES AVANCES CONSENTIES AUX S.A.P. PAR LE FONDS COMMUN. (Montant des avances dues par les S.A.P. en fin d'exercice)

	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
COURT TERME		866.540.141	761.626.089	648.837.930	1.031.381.945	2.006.633.380	2.163.486.536	2.586.672.675	2.611.879.166
MOYEN TERME	646.875.317	467.150.091	641.676.269	767.355.575	936.681.810	1.218.534.121	1.482.539.508	1.801.754.338	2.107.210.675
LONG TERME		38.979.489	42.181.273	56.241.3	98.870.797	101.457.008	238.063.158	449.896.281	663.362.345
	646.875.317	1.372.669.721	1.445.483.631	1.472.459.918	2.066.934.552	3.326.624.509	3.884.089.202	4.838.323.294	5.382.452.186

DES S.A.P. (Situation en fin d'exercice)

	1950	1951	1952	1953	1954
32	1.306.104.660	1.800.902.759	2.241.075.638	2.683.100.233	3.231.133.000
32	867.151.687	1.714.523.984	1.908.304.014	2.077.800.550	2.455.799.183
77	132.461.602	136.933.198	118.614.884	163.714.147	170.998.999
41	2.305.717.349	3.652.359.941	4.267.994.536	4.924.614.930	5.857.931.182

JN. (Montant des avances dues par les S.A.P. en fin d'exercice)

	1950	1951	1952	1953	1954
0	1.031.381.945	2.006.633.380	2.163.486.536	2.586.672.675	2.611.879.166
5	936.681.810	1.218.534.121	1.482.539.508	1.801.754.338	2.107.210.675
3	98.870.797	101.457.008	238.063.158	449.896.281	663.362.345
8	2.066.934.552	3.326.624.509	3.884.089.202	4.838.323.294	5.382.452.186

		YEN TERME ET LONG TERME	
SOCIETE AGRICOLE		Individuel	Collectif
001	AFLOU (Djebel-Amour)	—	4.000.000
002	AIN-BESSEM	7.600.000	4.500.000
003	AIN - BOUCIF	3.200.000	7.553.000
004	AIN-EL-KSAR (El-Mac)	—	—
005	AIN-M'LILA	—	4.000.000
006	AIN-SEFRA	—	—
007	AIN-TEMOUCHENT	6.500.000	900.000
008	AIN-TOUTA (Mac-Ma)	—	—
009	AIN-TOUTA - BARIK	2.500.000	—
010	AKBOU	5.000.000	10.105.745
011	ALGEROISE (Région)	9.875.675	—
012	AMMI-MOUSSA	—	4.600.000
013	AUMALE	—	8.000.000
014	AURES (Arris)	—	1.081.000
015	AZEFFOUN (Port-Gue)	5.790.000	600.000
016	BARIKA	—	—
017	BELEZMA (Corneille)	2.740.000	18.704.000
018	BERROUAGHIA	—	—
019	BIBAN (La-Medjana)	8.000.000	1.802.000
020	BISKRA	3.350.000	6.930.000
021	BOGHARI	—	1.000.000
022	BORDJ-BOU-ARRERIDJ	830.000	9.663.647
023	BORDJ-MENAIEL	—	—
024	BOUGIE - UNION	—	—
025	BOU-SAADA	1.200.000	7.031.000
026	BRAZ (Miliana)	1.000.000	5.003.000
027	CASSAIGNE	—	900.000
028	CHATEAUDUN-DU-RE	—	7.867.000
029	CHELIFF (Orléansville)	8.210.000	5.000.000
030	CHELLALA (Reibell)	—	10.550.991
031	CHERCHEL	3.000.000	23.341.745
032	COLLO	—	—
033	COLOMB-BECHAR	150.000	10.345.000
034	CONSTANTINOISE	—	10.805.000
035	DJEBEL-NADOR (Tré)	3.500.000	1.580.000
036	DJELFA	—	9.655.000
037	DJENDEL (Lavigerie)	—	5.000.000
038	DJIDJELLI	—	4.390.000
039	DJURDJURA (Michele)	—	10.738.000
040	DRA-EL-MIZAN	—	11.817.000
041	EDOUGH (Bône)	—	—
042	EL-GOLEA	—	—
043	EL-MILIA	6.000.000	—
044	EL-OUED	1.700.000	—
045	EULMA (Saint-Arnaud)	1.500.000	5.225.000
046	FEDJ-M'ZALA	—	8.643.000
047	FORT-NATIONAL	4.700.000	9.694.180
048	FRENDJA	—	1.000.000
049	GERYVILLE	—	—
050	GHARDAIA	—	—
051	GOURARA	—	—
052	GRANDE KABYLIE	300.000	1.142.000
053	GUELMA et OUED-C	—	—

Arrondissement
ou Territoire

Bougie
Fort-National
Oasis
Philippeville
Sétif
Aïn-Beida
Bône
T. Ghardaïa
Souk-Ahras
Bordj-B.-Arr.
Bouïra
Marnia
Mascara
Aïn-Sefra
Sidi-Bel-Abb.
Alger
Alger
Aïn-Beida
Constantin
Tizi-Ouzou
Tébessa
Mostaganem
Bordj-B.-Ar.
Marnia
Oran
Oasis
Orléansville
Bougie
T. Touggourt
Aïn-Beida
Bouïra
Mascara
Tlemcen
Mostaganem
Sétif
Mascara
Oran
Tlemcen
Souk-Ahras
Miliana
Miliana
Sétif
Sétif
Aumale
Aumale
Souk-Ahras
Souk-Ahras
Bougie
Aumale
Djidjelli
Sétif
Tébessa
Sidi-bel-Abb.
Orléansville
Miliana
Tiaret
Oasis
Tizi-Ouzou
Aïn-Sefra
T. Touggourt
Relizane

TABLEAU N° VII
FONDS COMMUN DES S.A.P. — AVANCES MANDATEES AUX S.A.P. EN 1954..

	SOCIETE AGRICOLE DE PREVOYANCE	Adhérents	Département	Arrondissement ou Territoire	TOTAL	COURT TERME		MOYEN TERME ET LONG TERME	
						Individuel	Collectif	Individuel	Collectif
001	AFLOU (Djebel-Amour)	2.182	O.	Oran	9.000.000	5.000.000	—	—	4.000.000
002	AIN-BESSEM	6.255	A.	Bouïra	44.600.000	30.000.000	2.500.000	7.600.000	4.500.000
003	AIN - BOUCIF	—	A.	Medéa	34.876.000	14.000.000	123.000	13.200.000	7.553.000
004	AIN-EL-KSAR (El-Madher)	4.942	C.	Miliana	8.000.000	8.000.000	—	—	—
005	AIN-M'LILA	4.076	C.	Constantine	11.000.000	7.000.000	—	—	4.000.000
006	AIN-SEFRA	2.152	S.O.	T.Ain-Sef.	—	—	—	—	—
007	AIN-TEMOUCHENT	1.538	O.	Ain-Temouchent	20.000.000	20.000.000	—	—	—
008	AIN-TOUTA (Mac-Mahon)	4.236	C.	Batna	17.400.000	10.000.000	—	6.500.000	900.000
009	AIN-TOUTA - BARIKA - UNION	—	C.	Batna	—	—	—	—	—
010	AKBOU	3.336	C.	Bougie	2.500.000	—	—	2.500.000	—
011	ALGEROISE (Région)	1.960	A.	Alger	45.105.745	10.000.000	20.000.000	5.000.000	10.105.745
012	AMMI-MOUSSA	7.640	O.	Relizane	39.375.675	20.000.000	—	19.875.675	—
013	AUMALE	7.038	A.	Aumale	37.600.000	32.000.000	1.000.000	—	4.600.000
014	AURES (Arris)	5.107	C.	Batna	8.000.000	—	—	—	8.000.000
015	AZEFFOUN (Port-Gueydon)	5.573	A.	Fort-National	1.981.000	900.000	—	—	1.081.000
016	BARIKA	7.903	C.	Batna	7.840.000	1.450.000	—	5.790.000	600.000
017	BELEZMA (Cornelle)	7.297	C.	Batna	—	—	—	—	—
018	BERROUAGHIA	2.000	A.	Medéa	69.920.000	37.476.000	1.000.000	12.740.000	18.704.000
019	BIBAN (La-Medjana)	6.994	C.	B.-Bou-Arreridj	35.000.000	35.000.000	—	—	—
020	BISKRA	9.863	S.C.	T.-Touggourt	29.802.000	—	—	28.000.000	1.802.000
021	BOGHARI	4.185	A.	Medéa	49.280.000	28.000.000	1.000.000	13.350.000	6.930.000
022	BORDJ-BOU-ARRERIDJ - UNION	—	C.	Sétif	1.000.000	—	—	—	1.000.000
023	BORDJ-MENAIEL	2.761	A.	Tizi-Ouzou	32.358.647	21.865.000	—	830.000	9.663.647
024	BOUGIE - UNION	—	C.	Bougie	—	—	—	—	—
025	BOU-SAADA	4.218	A.	Aumale	5.000.000	5.000.000	—	—	—
026	BRAZ (Miliana)	4.437	A.	Miliana	23.231.000	10.000.000	5.000.000	1.200.000	7.031.000
027	CASSAIGNE	4.126	O.	Mostaganem	17.803.000	11.000.000	800.000	1.000.000	5.003.000
028	CHATEAUDUN-DU-RHUMMEL	732	C.	Constantine	37.700.000	34.000.000	2.800.000	—	900.000
029	CHELIFF (Orléansville)	3.276	A.	Orléansville	17.267.000	5.400.000	4.000.000	—	7.867.000
030	CHELLALA (Rebelle)	2.235	A.	Medéa	25.210.000	2.000.000	—	18.210.000	5.000.000
031	CHERCHEL	777	A.	Blida	13.550.991	3.000.000	—	—	10.550.991
032	COLLO	9.316	C.	Philippeville	40.341.745	14.000.000	—	3.000.000	23.341.745
033	COLOMB-BECHAR	2.419	S.O.	T.Ain-Sef.	200.000	200.000	—	—	—
034	CONSTANTINOISE (Région)	878	C.	Constantine	29.595.000	16.500.000	2.600.000	150.000	10.345.000
035	DJEBEL-NADOR (Trézel)	3.101	O.	Tiaret	38.565.000	26.260.000	1.500.000	—	10.805.000
036	DJELFA	5.250	S.A.	T. Ghardaïa	17.080.000	2.000.000	—	13.500.000	1.580.000
037	DJENDEL (Lavignerie)	5.307	A.	Miliana	25.655.000	16.000.000	—	—	9.655.000
038	DJIDJELLI	4.960	C.	Djidjelli	5.000.000	—	—	—	5.000.000
039	DJURDJURA (Michelet)	9.901	A.	Fort-National	9.390.000	5.000.000	—	—	4.390.000
040	DRA-EL-MIZAN	10.000	A.	Tizi-Ouzou	22.738.000	7.000.000	5.000.000	—	10.738.000
041	EDOUGH (Bône)	2.750	B.	Bône	29.817.000	18.000.000	—	—	11.817.000
042	EL-GOLEA	1.200	S.A.	T. Ghardaïa	—	—	—	—	—
043	EL-MILIA	7.407	C.	Djidjelli	—	—	—	—	—
044	EL-OUED	—	S.C.	T. Touggourt	56.000.000	20.000.000	30.000.000	6.000.000	—
045	EULMA (Saint-Arnaud)	2.792	C.	Sétif	74.200.000	42.500.000	—	31.700.000	—
046	FEDJ-M'ZALA	6.028	C.	Mila	51.725.000	45.000.000	—	1.500.000	5.225.000
047	FORT-NATIONAL	5.295	A.	Fort-National	10.643.000	—	2.000.000	—	8.643.000
048	FRENDJA	3.265	O.	Tiaret	38.394.180	24.000.000	—	4.700.000	9.694.180
049	GERYVILLE	7.191	S.O.	T. Ain-Sef.	1.600.000	—	—	—	1.000.000
050	GHARDAIA	1.279	S.A.	T. Ghardaïa	600.000	600.000	—	—	—
051	GOURARA	—	S.O.	T. Ain-Sef.	—	—	—	—	—
052	GRANDE KABYLIE - UNION	—	A.	Tizi-Ouzou	—	—	—	—	—
053	GUELMA et OUED-CHEFF	2.355	B.	Guelma	1.442.000	—	—	300.000	1.142.000

	SOCIETE AGRICOLE DE PREVOYANCE	Adhérents	Département	Arrondissement ou Territoire	TOTAL	COURT TERME		MOYEN TERME ET LONG TERME	
						Individuel	Collectif	Individuel	Collectif
054	GUERGOUR (Lafayette)	8.809	C.	Bougie	22.850.000	12.000.000	400.000	3.500.000	6.950.000
055	HAUT-SEBAOU (Azazga)	8.122	A.	Fort-National	17.690.000	—	—	5.900.000	11.790.000
056	HOGGAR	105	S.S.	Oasis	—	—	—	—	—
057	JEMMAPES	4.428	C.	Philippeville	12.000.000	12.000.000	—	—	—
058	KERRATA - UNION	—	C.	Sétif	—	—	—	—	—
059	KHENCHELA	11.982	C.	Ain-Beida	20.000.000	5.000.000	—	—	15.000.000
060	LA CALLE	3.899	B.	Bône	5.000.000	5.000.000	—	—	—
061	LAGHOUAT	3.158	S.A.	T. Ghardaïa	—	—	—	—	—
062	LA SEFIA (La Verduze)	2.563	B.	Souk-Ahras	11.000.000	11.000.000	—	—	—
063	MAADID (Bordj-Bou-Arréridj)	5.983	C.	Bordj-B.-Arréridj	36.000.000	29.000.000	—	—	7.000.000
064	MAILLOI	3.875	A.	Bouïra	8.408.000	4.000.000	—	—	4.408.000
065	MARNIA	4.814	O.	Marnia	41.595.000	32.500.000	—	2.000.000	7.095.000
066	MASCARA	4.489	O.	Mascara	40.354.000	27.400.000	6.878.000	1.100.000	4.976.000
067	MECHERIA	3.725	S.O.	Ain-Sefra	—	—	—	—	—
068	MEKERRA (Sidi-Bel-Abbès)	2.781	O.	Sidi-Bel-Abbès	32.000.000	32.000.000	—	—	—
069	MENERVILLE	3.380	A.	Alger	95.245.070	66.600.000	—	10.000.000	18.645.000
070	MENERVILLE - UNION	—	A.	Alger	—	—	—	—	—
071	MESKIANA	4.628	C.	Ain-Beida	56.656.000	46.000.000	—	—	10.656.000
072	MILA	561	C.	Constantine	27.300.000	27.000.000	—	—	300.000
073	MIZRANA (Tighzirt)	7.187	A.	Tizi-Ouzou	11.842.000	3.000.000	—	—	8.842.000
074	MORSOTT (Tébessa)	5.273	B.	Tébessa	2.000.000	—	—	—	2.000.000
075	MOSTAGANEM-MINA (Clinchant)	5.606	O.	Mostaganem	25.260.000	7.000.000	—	—	18.216.000
076	M'SILA	5.361	C.	Bordj.-B.-Aréridj	11.550.000	—	—	9.300.000	2.250.000
077	NEDROMA	4.727	O.	Marnia	12.800.000	9.000.000	3.000.000	800.000	—
078	ORANAISE (Région)	1.422	O.	Oran	22.900.000	14.300.000	6.000.000	2.000.000	600.000
079	OUARGLA	2.970	S.A.	Oasis	—	—	—	—	—
080	OUARSENIS (Molière)	6.884	A.	Orléansville	19.500.000	15.000.000	1.500.000	—	3.000.000
081	OUP'D-MARSA (Cap-Aokas)	5.764	C.	Bougie	6.720.000	—	—	—	6.720.000
082	OULED-DJELLAL	3.449	S.C.	T. Touggourt	500.000	—	—	500.000	—
083	OUM-EL-BOUACHI (Canrobert)	2.749	C.	Ain-Beida	28.024.000	23.000.000	—	—	5.024.000
084	PALESTRO	7.500	A.	Bouïra	30.810.000	20.700.000	—	4.300.000	5.810.000
085	PALIKAO (Cacherou)	1.508	O.	Mascara	32.127.000	26.000.000	1.200.000	3.090.000	1.837.000
086	REMCHI (Montagnac)	3.680	O.	Tlemcen	90.403.000	75.000.000	—	6.050.000	9.353.000
087	RENAULT	3.693	O.	Mostaganem	35.222.180	19.000.000	—	2.000.000	14.222.180
088	RIRHA (Colbert)	4.389	C.	Sétif	15.000.000	15.000.000	—	—	—
089	SAIDA	2.818	O.	Mascara	30.000.000	30.000.000	—	—	—
090	SAINT-LUCIEN	3.153	O.	Oran	59.150.000	51.500.000	—	7.650.000	—
091	SEBDOU (Tlemcen)	3.259	O.	Tlemcen	39.711.000	34.500.000	—	—	5.211.000
092	SEDRATA	4.008	B.	Souk-Ahras	39.000.000	39.000.000	—	—	—
093	SERSOU (Vialar)	1.422	A.	Miliana	58.899.000	50.000.000	2.000.000	5.000.000	1.899.000
094	SERSOU - CHELLALA - UNION	—	A.	Miliana	—	—	—	—	—
095	SETIF	829	C.	Sétif	24.750.000	24.500.000	—	250.000	—
096	SETIF - UNION	—	C.	Sétif	—	—	—	—	—
097	SIDI-AISSA	6.251	A.	Aumale	13.960.000	10.000.000	—	—	3.960.000
098	SIDI-AISSA et BOU-SAADA - UNION	—	A.	Aumale	—	—	—	—	—
099	SOUK-AHRAS	2.963	B.	Souk-Ahras	16.500.000	12.000.000	—	4.500.000	—
100	SOUK-AHRAS - LA SEFIA - UNION	—	B.	Souk-Ahras	—	—	—	—	—
101	SOUMMAM (Sidi-Aich)	14.036	C.	Bougie	11.254.833	—	—	—	11.254.833
102	TABLAT	9.026	A.	Aumale	99.790.000	59.500.000	8.000.000	17.900.000	14.390.000
103	TAHER	5.906	C.	Djidjelli	—	—	—	—	—
104	TAKITOUNT (Périgotville)	1.467	C.	Sétif	35.900.000	14.000.000	—	2.000.000	19.900.000
105	TEBESSA	—	B.	Tébessa	—	—	—	—	—
106	TELAGH	2.856	O.	Sidi-bel-Abbès	30.255.000	30.000.000	—	—	255.000
107	TENES	849	A.	Orléansville	27.548.000	9.000.000	—	—	18.548.000
108	TENIET-EL-HAAD	4.079	A.	Miliana	69.712.000	44.000.000	—	8.100.000	17.612.000
109	TIARET	2.662	O.	Tiaret	77.396.000	42.200.000	5.000.000	24.000.000	6.196.000
110	TIDIKELT	—	S.S.	Oasis	—	—	—	—	—
111	TIZI-OUZOU	177	A.	Tizi-Ouzou	20.499.000	3.000.000	10.000.000	500.000	6.999.000
112	TOUAT	5.042	S.O.	Ain-Sefra	—	—	—	—	—
113	TOUGGOURT	15.363	S.C.	T. Touggourt	73.770.000	—	—	73.770.000	—
114	ZEMMORA	4.145	O.	Relizane	32.960.000	26.000.000	—	—	6.960.000
TOTAL :		447.759			2.628.554.066	1.603.851.000	123.301.000	390.355.675	511.046.391

1) La S.A.P. de la SAOURA (Sud oranais) nouvellement créée n'est pas portée sur ce tableau.

TOTAL	COURT TERME		MOYEN TERME ET LONG TERME	
	Individuel	Collectif	Individuel	Collectif
22.850.000	12.000.000	400.000	3.500.000	6.950.000
17.690.000	—	—	5.900.000	11.790.000
—	—	—	—	—
12.000.000	12.000.000	—	—	—
—	—	—	—	—
20.000.000	5.000.000	—	—	15.000.000
5.000.000	5.000.000	—	—	—
—	—	—	—	—
11.000.000	11.000.000	—	—	—
36.000.000	29.000.000	—	—	7.000.000
8.408.000	4.000.000	—	—	4.408.000
41.595.000	32.500.000	—	2.000.000	7.095.000
40.354.000	27.400.000	6.878.000	1.100.000	4.976.000
—	—	—	—	—
32.000.000	32.000.000	—	—	—
95.245.070	66.600.000	—	10.000.000	18.645.000
—	—	—	—	—
56.656.000	46.000.000	—	—	10.656.000
27.300.000	27.000.000	—	—	300.000
11.842.000	3.000.000	—	—	8.842.000
2.000.000	—	—	—	2.000.000
25.260.000	7.000.000	—	—	18.216.000
11.550.000	—	—	9.300.000	2.250.000
12.800.000	9.000.000	3.000.000	800.000	—
22.900.000	14.300.000	6.000.000	2.000.000	600.000
—	—	—	—	—
19.500.000	15.000.000	1.500.000	—	3.000.000
6.720.000	—	—	—	6.720.000
500.000	—	—	500.000	—
28.024.000	23.000.000	—	—	5.024.000
30.810.000	20.700.000	—	4.300.000	5.810.000
32.127.000	26.000.000	1.200.000	3.090.000	1.837.000
90.403.000	75.000.000	—	6.050.000	9.353.000
35.222.180	19.000.000	—	2.000.000	14.222.180
15.000.000	15.000.000	—	—	—
30.000.000	30.000.000	—	—	—
59.150.000	51.500.000	—	7.650.000	—
39.711.000	34.500.000	—	—	5.211.000
39.000.000	39.000.000	—	—	—
58.899.000	50.000.000	2.000.000	5.000.000	1.899.000
—	—	—	—	—
24.750.000	24.500.000	—	250.000	—
—	—	—	—	—
13.960.000	10.000.000	—	—	3.960.000
—	—	—	—	—
16.500.000	12.000.000	—	4.500.000	—
—	—	—	—	—
11.254.833	—	—	—	11.254.833
99.790.000	59.500.000	8.000.000	17.900.000	14.390.000
—	—	—	—	—
35.900.000	14.000.000	—	2.000.000	19.900.000
—	—	—	—	—
30.255.000	30.000.000	—	—	255.000
27.548.000	9.000.000	—	—	18.548.000
69.712.000	44.000.000	—	8.100.000	17.612.000
77.396.000	42.200.000	5.000.000	24.000.000	6.196.000
—	—	—	—	—
20.499.000	3.000.000	10.000.000	500.000	6.999.000
—	—	—	—	—
73.770.000	—	—	73.770.000	—
32.960.000	26.000.000	—	—	6.960.000
2.628.554.066	1.603.851.000	123.301.000	390.355.675	511.046.391

nistration de la S.A.P. qui engage la responsabilité de la société pour toutes les demandes satisfaites par le Fonds commun.

A cette garantie ainsi fournie par les mandants des sociétaires, est jointe l'aide technique apportée par les services chargés de mettre les agriculteurs en mesure de mener à bien l'acquisition ou les travaux que le prêt permettra de réaliser.

Ces moyens techniques sont essentiellement constitués par les cadres spécialisés comme par leurs installations et leurs machines. Ils sont fournis par le service du paysanat (1). Ses procédés d'action sont concentrés dans des portions du territoire de la S.A.P. appelées à prendre de plus en plus d'extension, les secteurs d'améliorations rurales (S.A.R.). Ces secteurs font, notamment, de gros efforts pour la propagation de la motoculture collective et l'amélioration de l'élevage ovin. Ils doivent étendre leur action, au delà de l'accroissement des rendements, à tous les aspects de la vie de l'agriculteur pour aider sa promotion professionnelle et sociale.

AVANCES ACCORDEES PAR LE FONDS COMMUN

Prêts collectifs et prêts individuels. — Les demandes présentées par le conseil d'administration de la S.A.P. après examen de conseils de secteurs, sont soumises au conseil d'administration du Fonds commun. En cas d'adoption, les fonds sont virés directement à la S.A.P. Celle-ci leur donne leur affectation définitive, soit en les utilisant pour elle-même en tant que collectivité, ce sont des *avances collectives*, soit en attribuant des prêts à ses sociétaires, ce sont des *avances individuelles*. Avances collectives et individuelles peuvent être consenties à *court terme* ou à *terme* (voir tableaux I et II).

Les avances à *court terme* sont consenties pour une durée de 3 à 9 mois. Elles sont en général remboursables à la fin de la campagne, c'est-à-dire au 30 septembre. Certaines peuvent atteindre un an. Elles sont destinées à la S.A.P. elle-même pour constituer un *fonds de roulement* ou pour permettre la commercialisation de certaines récoltes, comme les légumes secs, l'huile, la vigne, les dattes, etc. (2). Elles sont destinées en dehors de ces cas à attribuer des *prêts de campagne* à leurs sociétaires en vue de leur permettre d'assurer les *labours*, les *semences*, les *moissons*, etc. Tous ces prêts sont consentis, aux sociétaires, à un *taux maximum* de 5,10 %.

Les avances à *moyen terme* permettent à la S.A.P. d'acquérir le matériel indispensable au fonctionnement de ses différentes *sections* : équipement de la *section céréales* en matériel technique, matériel roulant et sacherie ; équipement de la *section de motoculture* (S.A.R.) en tracteurs, matériel tracté et cheptel de travail ; dotation de la *section exploitation agricole* en troupeaux de sélection. Lorsqu'il s'agit d'un matériel acquis avec l'accord du service du paysanat, l'avance du Fonds commun est réduite aux 2/3 de la valeur d'achat, le 1/3 restant est financé par subvention. Lorsqu'elles sont *individuelles* ces avances servent à attribuer des *prêts d'équipement* ou de *remise en valeur* des terres aux sociétaires agriculteurs. Quelques artisans, notamment les propriétaires de moulins à huile, peuvent également en bénéficier. Ces avances ou prêts sont consentis à *cinq ans* au maximum, à un *taux d'intérêt variant*, pour le sociétaire, de 5 à 5,40 %.

(1) Voir « Document » n° 115 du 30 mai 1955 - Série économique.

(2) La commercialisation des céréales est financée par la C.A.C.A.M. ainsi que l'a prévu le D. du 21/9/1936, Art. 6.

Enfin des avances à long terme sont attribuées à la S.A.P. pour la réalisation de certains programmes comme leur contribution à la création d'un réseau de docks-silos ou la construction de bureaux et logements de fonctions. Elles servent surtout à consentir des prêts individuels de productivité dans le cadre de programmes établis par l'autorité centrale, comme les aménagements de banquettes en vue de combattre l'érosion et de donner de nouvelles terres à la culture, l'aménagement de périmètres irrigués, l'amélioration de la production du lait et l'accession à la petite propriété. La durée d'amortissement de ces prêts peut aller de 10 à 15 ans. Ils sont consentis aux sociétaires à un taux de 3 %.

FINANCEMENTS ASSURES PAR D'AUTRES SOURCES DE CREDIT

La C.A.C.A.M. — Cette énumération serait incomplète si elle ne mentionnait pas les financements dont peuvent bénéficier les S.A.P. et leurs sociétaires en dehors de l'intervention du Fonds commun. En court terme, le financement de la commercialisation des céréales, réglementé par une loi métropolitaine et un arrêté du Gouverneur Général, a été confié à la Caisse algérienne de crédit agricole mutuel, avec l'aval de la section algérienne de l'Office national interprofessionnel des céréales. En terme, c'est encore à la C.A.C.A.M. qu'a été confié le financement par avances et subventions des programmes des docks-silos.

La C.P.A. — Enfin la Caisse de prêts agricoles qui a la gestion du Fonds de calamités agricoles, peut financer les prêts de campagne ou d'équipement des sociétaires de S.A.P. qui résident en zones déclarées sinistrées, ou venir en aide à des agriculteurs qui, tout en étant dignes d'intérêt, n'ont pu, pour diverses raisons, être admis ni par le secteur mutuel, ni par le secteur des S.A.P. C'est également cette même caisse qui a pour mission d'aider les agriculteurs en difficulté en vue de leur attribuer des prêts de consolidation ou de désendettement.

Le Gouvernement Général. — Outre les subventions attribuées pour le paysanat, le Gouvernement Général peut attribuer aux S.A.P., sur le Fonds de dotation de l'habitat, des avances en vue de leur permettre de favoriser l'amélioration de l'habitat de leurs sociétaires (prêts d'habitat rural - arrêté du 30 décembre 1954).

ACTIVITE DU FONDS COMMUN DES S.A.P.

Le but principal du Fonds commun des S.A.P. est d'accorder des avances remboursables aux 105 S.A.P. et aux 10 Unions de S.A.P. qui couvrent tout le territoire algérien et qui groupent 500.000 adhérents.

Ressources du Fonds commun. — Les ressources du Fonds commun (voir tableau n° III) sont constituées par :

— La participation des sociétés fixée à 5 % de leurs cotisations et des opérations de prêts faites sur leurs propres fonds.

— La possibilité de contracter des emprunts garantis par l'Algérie à concurrence de deux milliards pour le court terme, deux milliards pour le moyen terme, et de un milliard pour le long terme.

— Des avances remboursables de l'Algérie :

année 1952-1953 : 250.000.000

année 1953-1954 : 881.100.000

année 1954-1955 : 450.000.000

année 1955-1956 : 475.000.000

Intérêts des avances. — Dans le souci de diminuer les charges que doivent supporter les agriculteurs qui font appel au crédit agricole, cet établissement s'est attaché à répercuter rapidement et de la meilleure façon possible les diverses diminutions subies par le taux d'intérêt dont a bénéficié le Fonds commun pour les emprunts contractés auprès des établissements financiers. Ainsi, pour le *court terme*, les abaissements successifs du taux de réescompte de la Banque de l'Algérie ont eu pour effet de réduire considérablement les charges du sociétaire.

Le taux appliqué aux S.A.P. qui était de 5,65 % jusqu'au 31 mars 1954, a été ramené à 4,75 % à compter du 1^{er} juin 1954. Ce taux est actuellement en vigueur. D'autre part, dans le but de réduire au minimum le taux de ces avances, le Fonds commun a décidé d'accorder aux S.A.P., à partir du 1^{er} juin 1954, sous forme de subvention des ristournes pour intérêts différentiels. Cette mesure a eu pour effet de fixer à 5 % le taux des avances accordées depuis cette date pour l'équipement collectif et à 5,50 % le taux supporté par les sociétaires sur les mêmes fonds.

Quant aux avances budgétaires de productivité, elles sont consenties à des taux variant, pour le sociétaire, de 3 % à 5 %.

Les attributions d'avances. — Au cours de l'exercice 1954, le montant des avances mandatées au profit des S.A.P. s'est élevé à la somme de 2.628.554.066 fr. (voir tableau n° V). On remarquera d'après les chiffres ci-contre que le montant des prêts accordés est en progression constante d'année en année (voir tableaux n°s IV et VI).

Cela est vrai pour le *court terme*, où pourtant les S.A.P. peuvent encore accroître leurs possibilités et élever par exemple le volume de leur commercialisation en céréales qui n'atteint que 2.000.000 de qx sur une production totale de près de 26.000.000 de qx. Cela est encore vrai pour leurs prêts à *terme* et notamment pour l'équipement individuel qui tend, dans le volume des crédits qu'il nécessite, à se rapprocher de l'équipement collectif. Ces résultats ont été facilités par l'octroi à notre établissement des crédits du *Fonds de modernisation et d'équipement*. Les tableaux placés à la fin de ce document font ressortir ce qui a été attribué à chaque S.A.P. durant l'année écoulée. Ces renseignements n'ont pu être obtenus que parce que l'on s'est préoccupé d'individualiser les demandes et de les instruire, pour chaque sociétaire, d'après des données précises et détaillées, établies par le demandeur en collaboration avec le personnel responsable de la S.A.P. et du paysanat.

Là encore, et bien que tous nos crédits de programmes généraux, accordés à ce jour, aient été utilisés dans leur intégralité, la répartition entre les différentes S.A.P. est encore inégale. Cela est dû principalement, comme cela s'est d'ailleurs produit en Métropole où pourtant l'utilisation de ces crédits

est plus ancienne, aux délais nécessaires d'étude que de tels programmes nécessitent. Cela tient également au fait que plusieurs sociétés, habituées par une longue pratique aux opérations collectives ont marqué quelque hésitation à entreprendre le travail minutieux qui doit être exigé pour la présentation des dossiers individuels : constitution d'un fichier, étude sur place de chaque cas particulier, évaluation attentive des garanties exigées, confection des contrats.

Tous les prêts accordés en 1954 ont été gagés par des warrants agricoles ou garantis par des contrats hypothécaires. Il est à préciser que les garanties réelles comme l'hypothèque ne sont demandées que là où cette formalité peut être remplie, c'est-à-dire que cette garantie est exigée en tenant le plus grand compte de la nature juridique des terres, de leur degré d'indivision, du montant du prêt accordé.

On peut donc dire que, dans l'ensemble, les résultats obtenus, s'ils sont loin d'être parfaits, sont cependant encourageants et l'on peut raisonnablement espérer que les nouveaux conseils des S.A.P., de plus en plus imbus des grands principes de la coopération et de la mutualité agricole, ne tarderont pas à faire bénéficier leurs sociétaires des nouvelles possibilités qui leur sont offertes.

Y. OULID AISSA,

Directeur du Fonds commun des
Sociétés agricoles de prévoyance.

POPULATION DES QUINZE DÉPARTEMENTS ALGÉRIENS

Sur la base du recensement du 31 octobre 1954, les tableaux suivants donnent une estimation de la population municipale par catégorie ethnique, des départements, arrondissements et communes, suivant les structures en vigueur au 17 mars 1958.

TABLEAU I

Population municipale par catégorie ethnique des départements et arrondissements
suivant la structure départementale au 17 mars 1958
(Sur la base du recensement de 1954)

ARRONDISSEMENT, DEPARTEMENT	NON MUSULMANS .	MUSULMANS	TOTAL
Arrondissement d'Alger	296.041	349.438	645.479
» Maison-Blanche	24.351	171.000	195.351
» Blida	39.237	199.739	238.976
Département d'Alger	359.629	720.177	1.079.806
Arrondissement de Tizi-Ouzou	2.170	138.988	141.158
» Fort-National	887	176.702	177.589
» Azazga	864	124.409	125.273
» Bouira	1.300	70.200	71.500
» Palestro	1.370	169.553	170.923
» Bordj-Ménaïel	3.012	111.437	114.449
Département de Tizi-Ouzou..	9.603	791.289	800.892
Arrondissement d'Orléansville	6.422	137.732	144.154
» Miliana	6.542	100.760	107.302
» Cherrhell	3.192	65.187	68.379
» Duperré	1.705	104.260	105.965
» Ténès	2.493	108.448	110.941
» Téniet-el-Haâd	1.387	95.502	96.889
Département d'Orléansville ..	21.741	611.889	633.630

ARRONDISSEMENT, DEPARTEMENT	NON MUSULMANS	MUSULMANS	TOTAL
Arrondissement de Médéa	3.966	92.854	96.820
» Boghari	1.569	77.847	79.416
» Paul-Cazelles	238	50.957	51.195
» Djelfa	1.231	109.409	110.640
Département de Médéa	7.004	331.067	338.071
Arrondissement d'Aumale	2.426	129.517	131.943
» Tablat	249	85.147	85.396
» Bou-Saâda	771	64.922	65.693
» Ouled-Djellal	105	31.571	31.676
Département d'Aumale	3.551	311.157	314.708
Arrondissement d'Oran	204.393	197.807	402.200
» Perrégaux	14.582	81.135	95.717
» Aïn-Témouchent	22.900	116.872	139.772
» Sidi-Bel-Abbès	41.902	124.496	166.398
Département d'Oran	283.777	520.310	804.087
Arrondissement de Tlemcen	15.871	116.186	132.057
» Béni-Saf	5.025	62.124	67.149
» Marnia	2.628	61.901	64.529
» Nemours	2.846	63.873	66.719
» Sebdou	397	41.105	41.502
Département de Tlemcen ..	26.767	345.189	371.956
Arrondissement de Mostaganem	24.904	116.167	141.071
» Inkermann	2.479	110.624	113.103
» Mascara	12.500	76.490	108.990
» Palikao	2.071	61.957	64.028
» Cassaigne	1.962	66.809	68.771
» Relizane	6.882	107.622	114.504
Département de Mostaganem ..	50.796	559.669	610.467
Arrondissement de Tiaret	8.923	121.165	130.088
» Aflou	1.025	37.329	38.354
» Frenda	2.444	54.591	57.035
» Vialar	2.624	39.009	41.633
Département de Tiaret	15.016	252.094	267.110
Arrondissement de Saïda	7.842	77.969	85.811
» du Télagh	3.371	43.732	47.103
» Aïn-Sefra	916	19.249	20.165
» Géryville	928	47.598	48.126
» Méchéria	364	38.899	39.263
Département de Saïda	13.021	227.447	240.468
Arrondissement de Constantine	44.015	257.489	301.504
» Aïn-M'Lila	684	89.668	90.352
» Philippeville	32.560	56.241	188.801
» Collo	1.012	99.826	100.838
» El-Milia	419	96.182	96.601
» Mila	1.044	164.800	165.844
» Aïn-Beïda	1.462	84.759	86.228
Département de Constantine ..	81.203	948.965	1 030.168

ARRONDISSEMENT, DEPARTEMENT	NON MUSULMANS	MUSULMANS	TOTAL
Arrondissement de Bône	50.753	168.505	219.258
» La Calle	3.033	58.685	61.718
» Guelma	4.029	92.885	96.914
» Souk-Ahras	5.224	119.658	124.882
» Clairfontaine	2.150	72.992	75.142
Département de Bône	65.189	512.725	577.914
Arrondissement de Sétif	8.250	64.994	73.244
» Bordj-Bou-Arréridj	2.831	167.984	170.815
» M'Sila	620	77.574	78.194
» Saint-Arnaud	1.748	137.207	138.855
» Barika	191	82.330	82.521
Département de Sétif	13.640	530.089	543.729
Arrondissement de Batna	4.537	67.111	71.648
» d'Arris	100	73.900	74.000
» Khenchela	908	101.795	102.703
» Corneille	351	62.453	62.804
» Biskra	1.828	134.028	135.856
» Tébessa	2.302	150.378	152.680
Département de Batna	10.026	589.665	599.691
Arrondissement de Bougie	7.491	154.547	162.038
» Akbou	1.005	105.772	106.777
» Kerrata	910	63.854	64.764
» Lafayette	276	109.015	109.291
» Sidi-Aïch	465	96.918	97.383
» Djidjelli	3.133	175.054	178.187
Département de Bougie	13.280	705.160	718.440
Récapitulation par département			
Alger	359.629	720.177	1.079.806
Tizi-Ouzou	9.603	791.289	800.892
Orléansville	21.741	611.889	633.630
Médéa	7.004	331.067	338.071
Aumale	3.551	311.157	314.708
Oran	283.777	520.310	804.087
Tlemcen	26.767	345.189	371.956
Mostaganem	50.798	559.669	610.467
Tiaret	15.016	252.094	267.110
Saida	13.021	227.447	240.468
Constantine	81.203	948.965	1.030.168
Bône	65.189	512.725	577.914
Sétif	13.640	530.089	543.729
Batna	10.026	589.665	599.691
Bougie	13.280	705.160	718.440
TOTAL ALGERIE	974.245	7.956.892	8.931.137

TABLEAU II

Population municipale par catégorie ethnique des communes d'Algérie
(Sur la base du recensement du 31 octobre 1954)

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
DEPARTEMENT D'ALGER				
Arrondissement d'Alger				
Alger	192.890	162.150	355.040	Population provisoire.
Air-de-France	980	3.566	4.546	
Baba-Hassen	406	855	1.261	
Birkadem	2.183	6.978	9.161	
Birmandreis	13.937	7.738	21.675	
Bouzaréa	3.660	10.202	13.862	
Chéragas	1.788	4.963	6.751	
Crescia	342	1.999	2.341	
Dely-Ibrahim	436	780	1.216	
Douéra	1.840	8.274	10.114	
Draria	386	3.153	3.539	
El-Achour	224	302	526	
El-Biar	12.544	9.063	21.607	
Guyotville	5.694	6.572	12.266	
Hussein-Dey	18.049	42.005	60.054	
Kouba	8.102	12.647	20.749	
Mahelma	419	4.709	5.128	
Maison-Carrée	14.313	31.071	45.384	
Oued-Smar	474	6.014	6.488	
Ouled-Fayet	599	1.316	1.915	
Saint-Eugène	12.409	12.486	24.895	
Saint-Ferdinand	520	1.347	1.867	
Saoula	766	4.331	5.097	
Staouéli	1.916	3.755	5.671	
Zéralda	1.164	4.017	5.181	
Total.....	296.041	350.293	646.334	
Arrondissement de Maison-Blanche				
Ain-Taya	2.174	3.500	5.674	Population provisoire. En instance.
Alma	960	9.416	10.376	
Arba	1.375	10.260	11.635	
Baraki	260	4.636	4.896	En instance.
Bellefontaine	3	4.002	4.005	
Beni-Miscera	3	5.090	5.093	
Bou-Zegza	2.143	2.442	4.585	
Cap-Matifou	292	2.431	2.723	
Corso	505	6.949	7.454	
Courbet	373	5.933	6.306	
Félix-Faure	1.091	11.608	12.699	
Fondouk	5.176	7.970	13.146	
Fort-de-l'Eau	41	5.344	5.385	
Hammam-Melouane	1.265	5.216	6.481	Population provisoire. Population provisoire.
Keddara	197	7.399	7.596	
Maison-Blanche	2.111	10.638	12.749	
Maréchal-Foch	743	4.404	5.147	
Ménerville	949	12.481	13.430	
Réghaia	2.387	9.745	12.132	
Rivet	596	19.639	20.235	
Rouiba	145	3.844	3.989	
Rovigo	1.562	10.337	11.899	
Saint-Pierre-Saint-Paul	—	3.116	3.116	
Sidi-Moussa	—	3.745	3.745	
Sohane	—	—	—	
Techt	—	—	—	
Total.....	24.351	170.145	194.496	
Arrondissement de Blida				
Ain-Romana	605	4.923	5.528	En instance.
Ameur-el-Ain	356	4.748	5.104	
Attatba	564	459	1.023	
Beni-Mered	385	1.712	2.097	
Bérard	613	5.255	5.868	
Birtouta	15.107	32.211	47.318	
Blida	76	8.433	8.509	
Bou-Arfa	5.577	16.588	22.165	
Boufarik	763	1.046	1.809	
Bou-Haroun	200	7.946	8.146	
Bouinan	397	2.806	3.203	
Bourkika	2.230	5.300	7.530	
Castiglione	628	5.417	6.045	
Chebli	—	—	—	
—	—	—	—	
—	—	—	—	
—	—	—	—	

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
Chr��a	4	5.977	5.981	Population provisoire.
Douaouda	774	2.279	3.053	
El-Affroun	1.112	11.361	12.473	
Fouka	650	4.641	5.291	
Koléa	2.158	12.012	14.170	
La Chiffa	369	5.045	5.414	
Marengo	2.361	8.443	10.804	
Meurad	302	7.780	8.082	
Montebello	160	2.436	2.596	
Mouzaiaville	1.354	15.676	17.030	
Oued-el-Alleug	767	8.062	8.829	Population provisoire.
Souma	222	11.873	12.095	
Tefeschoun	951	1.652	2.603	
Tipasa	552	5.658	6.210	
Total.....	39.237	199.739	238-976	
DEPARTEMENT D'AUMALE				
Arrondissement d'Aumale				
Aboutville	52	3.824	3.876	
Ain-Bessem	504	6.306	6.810	
Aumale	1.129	7.332	8.461	
Berville	46	2.162	2.208	
Bir-Rabalou	159	2.618	2.777	
Bordj-Okhriss	10	8.810	8.820	
Dechmya	3	8.125	8.128	
Dirah	124	5.025	5.149	
Djouab	21	7.673	7.694	
Hoche	24	1.990	2.014	
La Baraque	60	9.308	9.368	
Maginot	157	1.231	1.388	
Mamora	—	5.247	5.247	
Metenane	—	9.111	9.111	
Ouled-Ali-Ben-Daoud	—	8.529	8.529	
Selamates	—	4.470	4.470	
Serdoune	—	3.713	3.713	
Sidi-Aissa	137	2.468	2.605	
Sidi-Hadjeres	—	6.762	6.762	
Souflat	—	5.347	5.347	
Taguedide	—	5.172	5.172	
Zemlane-Taфраout	—	14.294	14.294	
Total.....	2.426	129.517	131.943	
Arrondissement de Bou-Sa��da				
Ain-Melah	—	2.837	2.837	
Ain-Rich	—	4.596	4.596	
Ben-S'Rour	1	7.675	7.676	
Bou-Sa��da	766	10.895	11.661	
Djebel-Messa��d	—	4.586	4.586	
El-Hamel	4	3.750	3.754	
Medjebel	—	4.416	4.416	
Ouled-Amara	—	2.905	2.905	
Ouled-Sidi-Brahim	—	3.031	3.031	
Ouled-Sidi-Ziane	—	3.135	3.135	
Ouled-Slimane	—	3.209	3.209	
Ras-Deba��	—	3.749	3.749	
Roumana	—	3.518	3.518	
Slim	—	3.351	3.351	
Temsa	—	3.269	3.269	
Total.....	771	64.922	65.693	
Arrondissement de Tablat				
Bahata	—	2.766	2.766	
Betham	—	5.756	5.756	
El-Guelb	5	4.678	4.683	
El-Euch	20	5.438	5.458	
Mezrana-Tablat	11	13.570	13.581	
Mihoub-Maghraoua	—	11.602	11.602	
Ouzana	—	5.846	5.846	
Souaghi	40	9.863	9.903	
Tablat	122	581	703	
Tchalf	43	5.053	5.096	
Tiara	1	8.482	8.483	
Tourtatsine	7	6.923	6.930	
Ziana	—	4.589	4.589	
Total.....	249	85.147	85.396	

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
Arrondissement des Ouled-Djellal				
C.M. des Ouled-Djellal	105	31.571	31.676	
Total.....	105	31.571	31.676	
DEPARTEMENT DE MEDEA				
Arrondissement de Médéa				
Ben-Chicao	136	1.921	2.057	
Berrouaghia	953	9.511	10.464	
Brazza	59	1.250	1.309	
Champlain	101	156	257	
Damiette	274	671	945	
Edmond-Daudet	31	3.956	3.987	
Lodi	153	3.241	3.394	
Loverdo	170	6.956	7.126	
Médéa	1.918	23.117	25.035	
Mongorno	9	5.374	5.383	
Mouzaïa-les-Mines	12	2.310	2.322	
Nelsonbourg	77	3.048	3.125	
Oued-Oughat	8	2.662	2.670	
Ouled-Brahim	22	5.379	5.401	
Ouled-Deïd	28	3.956	3.984	
Rebaïa	—	5.580	5.580	
Sidi-Bakhti	15	5.250	5.265	
Sidi-Salem	—	8.516	8.516	
Total.....	3.966	92.854	96.820	
Arrondissement de Boghari				
Aziz	—	4.887	4.887	
Aïn-Boucif	211	1.354	1.565	
Arthur	51	5.167	5.218	
Boghar	173	2.153	2.326	
Boghari	890	9.263	10.153	
Bouaïche	—	2.924	2.924	
Boughzoul	—	6.565	6.565	
Chahbounia	1	3.368	3.369	
Kef-Lakhdar	—	6.768	6.768	
Letourneux	158	1.634	1.792	
M'Fatah	66	6.173	6.239	
Ouled-Anteur	4	4.830	4.834	
Ouled-Hellal	13	5.096	5.109	
Ouled-Mareuf	—	3.163	3.163	
Oum-el-Djellil	—	1.324	1.324	
Saneg	—	956	956	
Siouf	2	3.300	3.302	
Tirghane	—	5.617	5.617	
Tittery	—	3.305	3.305	
Total.....	1.569	77.847	79.416	
Arrondissement de Paul-Cazelles				
Benhar	—	5.686	5.686	
Birine	5	4.160	4.165	
El-Ouerg	—	2.464	2.464	
Guelit-Es-Stel	3	1.800	1.803	
Kef-En-N'Ceur	—	1.295	1.295	
Ksar-Chellala	121	3.890	4.011	
Megane	—	5.507	5.507	
Oussera	29	9.510	9.339	
Rechalga	74	3.460	3.534	
Serguine	—	2.250	2.250	
Zenakhra	—	3.742	3.742	
Zenzach	6	7.393	7.339	
Total.....	238	50.957	51.195	
Arrondissement de Djelfa				
Commune mixte de Djelfa	1.231	109.409	110.640	
Total.....	1.231	109.409	110.640	

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
DEPARTEMENT D'ORLEANSVILLE				
Arrondissement d'Orléansville				
Beni-Bouattab	2	3.476	3.478	
Beni-Ouazane	10	6.380	6.390	
Beni-Rached	—	8.487	8.487	
Bougainville	79	203	282	
Charon	227	9.820	10.047	
Chouchaoua	12	3.836	3.848	
El-Atmania	—	5.237	5.237	
El-Adjeraf	—	7.516	7.516	
Guerboussa	—	5.206	5.206	
Harchoun	—	4.347	4.347	
Lamartine	57	950	1.007	
Malakoff	154	835	989	
Masséna	56	310	366	
Medjadja	—	9.287	9.287	
Orléansville	4.768	26.681	31.449	
Oued-Fodda	761	10.276	11.037	
Ouled-Farès	16	9.221	9.237	
Ouled-Ziad	—	4.138	4.138	
Pontéba	182	970	1.152	
Sidi-Laroussi	32	3.447	3.479	
Sly	8	2.634	2.642	
Sobha	17	5.687	5.704	
Temdrada	—	4.391	4.391	
Tsigahout	6	4.022	4.028	
Warnier	35	375	410	
Total	6.422	137.732	144.154	
Arrondissement de Cherchell				
Aghbal	—	2.717	2.717	
Beni-Mileuk	3	3.721	3.724	
Bouhlal	—	6.226	6.226	
Cherchell	2.287	13.843	16.130	
Dupleix	174	955	1.129	
El-Gourine	115	11.126	11.241	
Gouraya	208	8.303	8.509	
Lahrat	39	3.544	3.583	
Novi	366	4.652	5.018	
Oued-Damous	1	2.104	2.105	
Sidi-Simiane	1	5.548	5.549	
Zatima	—	2.448	2.448	
Total	3.192	65.187	68.379	
Arrondissement de Duperré				
Aïn-Bou-Yahia	3	9.156	9.159	
Beni-Boudouane	—	10.889	10.889	
Bou-Rached	—	6.543	6.543	
Carnot	224	3.576	8.800	
Djelida-Ahl-el-Oued	24	6.028	6.052	
Duperré	544	8.743	9.287	
Kherba	155	5.569	5.724	
Les Attafs	410	6.427	6.837	
Litré	103	2.297	2.400	
Mekhatia	5	9.717	9.722	
Ouaguenay	20	5.010	5.030	
Rouina	201	5.329	5.530	
Tacheta-Zouggara	11	8.061	8.072	
Tiberkanine	4	6.542	6.546	
Zeddine	1	5.373	5.374	
Total	1.705	104.280	105.965	
Arrondissement de Miliana				
Affreville	2.426	11.727	14.153	
Aïn-Sultan	126	5.412	5.538	
Borély-la-Sapie	134	6.079	6.213	
Bouhallouane	16	2.778	2.794	
Bou-Medfa	303	3.728	4.031	
Changarnier	35	1.437	1.472	
Dolfusville	125	10.459	10.584	
Hammam-Righa	100	2.898	2.998	
Lavarande	170	1.838	2.008	
Lavigerie	280	6.098	6.368	
Le Puits	79	888	967	

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
Levacher	72	8.069	8.141	
Margueritte	207	5.030	5.237	
Miliana	2.091	12.246	14.337	
Oued-Djemaâ	35	6.297	6.332	
Oued-Djer	42	4.882	4.924	
Oued-Sebt	—	4.820	4.820	
Vesoul-Benian	58	1.549	1.607	
Voltaire	243	4.535	4.778	
Total.....	6.542	100.760	107.302	
Arrondissement de Ténès				
Baach	40	5.571	5.611	
Beni-Tamou	—	5.886	5.886	
Beni-Merzoug	2	7.942	7.944	
Cavaignac	100	655	755	
Chasseriau	64	9.576	9.640	
Dahra	—	7.417	7.417	
El-Marsa	139	324	463	
Francis-Garnier	147	7.682	7.829	
Fromentin	113	639	752	
Hanoteau	138	491	629	
Herenfa	—	4.638	4.638	
Main	—	4.998	4.998	
M'Chaïa	—	8.082	8.082	
Montenotte	134	6.212	6.346	
Ouled-Abdallah	—	8.276	8.276	
Paul-Robert	139	469	608	
Pointe-Rouge	48	1.162	1.210	
Rabelais	160	846	1.006	
Regoun	—	2.398	2.398	
Sinfita	—	8.656	8.656	
Talassa	11	4.006	4.017	
Taourira	6	2.862	2.868	
Ténès	1.231	3.044	4.275	
Vieux-Ténès	21	6.616	6.637	
Total.....	2.493	108.448	110.941	
Arrondissement de Teniet-el-Haâd				
Beni-Boukhanous	1	10.090	10.091	
Beni-Chaïb	—	3.743	3.743	
Beni-Hindel	11	6.337	6.348	
Bethaïa	—	6.029	6.029	
Bourbaki	196	1.275	1.471	
Général-Gouraud	59	2.712	2.771	
Gros-Pin	—	8.239	8.239	
Ighoud-Meddad	7	9.254	9.261	
Lardjem	12	7.451	7.463	
Marbot	21	10.025	10.046	
Molière-Bou-Caïd	277	262	539	
Ouled-Bakhta	—	2.392	2.392	
Ouled-Ghalia	8	3.043	3.051	
Taine	105	5.183	5.288	
Tamelhat	7	2.948	2.055	
Teniet-el-Haâd	565	7.158	7.723	
Trolard-Taza	118	5.908	6.026	
Zakkor	—	3.453	3.453	
Total.....	1.387	95.502	96.889	
DEPARTEMENT DE TIZI-OUZOU				
Arrondissement de Tizi-Ouzou				
Aït-Ahmed	—	1.769	1.769	
Aït-Brahan	—	942	942	
Aït-Hessane	—	3.536	3.536	
Aïn-Mahmoud	15	9.482	9.497	
Aït-Ouanech	—	1.839	1.839	
Aït-Saïd	2	4.387	4.389	
Aït-Zerara	3	2.614	2.617	
Aït-Zouaou	4	3.997	4.001	
Akaoudj	—	1.913	1.913	
Attouch	—	4.530	4.530	
Beni-Douala	4	7.944	7.948	
Betrouna	—	3.774	3.774	
Bou-Assem	—	4.181	4.181	
Boucouar	—	604	604	

Population provisoire.

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
Boudjima	4	6.420	6.424	
Bouhinoun	—	1.952	1.952	
Cheurfa-Mizrana	129	1.809	1.938	
Ighil-Bouzerou	7	3.850	3.857	
Igounam-Ameur	—	900	900	
Iklhelouen	—	1.870	1.870	
La Litama	—	2.490	2.490	
Makouda	4	4.826	4.830	
Mirabeau	126	3.896	4.022	
Sidi-Namane	2	2.093	2.095	
Souk-El-Khemis	—	11.051	11.051	
Souk-el-T'Nin	—	4.541	4.541	
Taguemount-Oukerrouche	9	3.789	3.798	
Tahanouts	3	899	902	
Tifra-des-Iflessen	6	1.656	1.662	
Tikobain	1	4.240	4.241	
Tirmitine	3	9.097	9.100	
Tizi-Ouzou	1.848	22.097	23.945	Population provisoire.
Total	2.170	138-988	141.158	
Arrondissement d'Azazga				
Abbech	3	2.999	3.002	
Aghribs	12	5.583	5.595	
Ahmil	—	1.510	1.510	
Aït-Bou-Slimane	—	507	507	
Aït-Chaffa	4	1.238	1.242	
Aït-Ikhelef	—	5.221	5.221	
Aït-Khelili	—	7.499	7.499	
Aït-Lerzel	—	681	681	
Azazga	344	6.600	6.944	
Azzib-Bou-Adda	1	2.224	2.225	
Bou-Namane	4	841	845	
Bousguen	—	10.096	10.096	
F'ma-Guechtoum	—	940	940	
Kahra	29	2.416	2.445	
Iamziouène	7	1.655	1.662	
Ibdassen	—	1.149	1.149	
Idjermenane	—	443	443	
Idjeur	6	4.812	4.818	
Ifigha	5	3.714	3.719	
Ighil-Mahni	3	1.937	1.940	
Igoudjal	5	1.102	1.107	
Illoula-ou-Malou	—	6.430	6.430	
Mekla	108	13.645	13.753	
Moknea	—	1.656	1.656	
Port-Gueydon	237	682	919	Population provisoire.
Souama	9	6.357	6.366	
Taboudoucht	—	1.734	1.734	Population provisoire.
Taguercift	4	5.496	5.500	
Taharoust	—	1.929	1.929	
Talaâ-Maâla	—	640	640	
Talcent	—	1.325	1.325	
Tidmimine	—	1.111	1.111	
Tifrit-Nait-el-Hadj	4	2.914	2.918	
Tifezouine	—	816	816	
Tigrine	7	861	868	
Timizart	1	10.255	10.256	
Tighilt--Oukess	—	1.145	1.145	
Yakouren	71	3.319	3.390	
Zekri	—	927	927	
Total	864	124.409	125.273	
Arrondissement de Bordj-Menaïel				
Abbo	171	5.266	5.437	
Afir	5	6.063	6.068	
Beni-Chénacha	—	4.525	4.525	
Bordj-Menaïel	792	15.056	16.448	
Camp-du-Maréchal	196	2.757	2.953	
Cap-Djinet	36	7.178	7.214	
Chabet-el-Ameur	132	12.548	12.680	
Chender	—	6.306	6.306	
Dellys	801	12.757	13.558	
Haussonvillers	72	2.329	2.401	
Horace-Vernet	11	2.742	2.753	
Isserville-les-Issers	629	4.459	5.088	
Ouled-Aïssa	—	4.609	4.609	
Rebeval	167	5.260	5.427	

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
Rouafa	—	13.268	13.268	
Sidi-Ali-Bou-Nab	—	5.714	5.714	
Total.....	3.012	111.437	114.449	
Arrondissement de Bouïra				
Aghbalou	2	7.067	7.069	
Ahl-El-Ksar	9	6.764	6.773	
Ain-Turk	16	3.500	3.516	
Bezzit	4	4.820	4.824	
Bouïra	986	17.188	18.174	
El-Adjiba	9	5.765	5.774	
El-E nam	56	4.245	4.301	
Maillot	207	9.969	10.176	
Ouakour	—	2.764	2.764	
Taurirt	1	3.004	3.005	
Tikserai	2	1.979	1.981	
Tiksiridène	8	3.135	3.143	
Total.....	1.300	70.200	71.500	
Arrondissement de Fort-National				
Abi-Youcef	5	5.969	5.974	
Agouni-Gueghrane	3	6.816	6.824	
Aït-Abdelmoumène	6	3.495	3.501	
Aït-Aggouacha	12	4.861	4.873	
Aït-Akerma	19	7.005	7.024	
Aït-Bouaddou	—	6.119	6.119	
Aït-Boumahdi	4	5.310	5.314	
Aït-Larbaâ-Aït-Lahcène	18	3.854	3.872	
Aït-Oumalou	5	6.885	6.890	
Aït-Toudert	—	6.581	6.581	
Aït-Yahia	15	5.712	5.727	
Abbils	2	5.268	5.270	
Beni-Menguellet	—	4.868	4.868	
Beni-Yenni	4	4.273	4.277	
Bouakkache	3	7.090	7.093	
Fort-National	370	17.047	17.417	
Kouriet	1	4.151	4.152	
Iboudrarène	1	4.827	4.828	
Imesdourar	9	6.032	6.041	
Immessouhal	4	5.045	5.049	
Irdjen	9	8.990	8.999	
Michelet	249	4.143	4.392	
Ouacif	14	7.619	7.633	
Quadhia	79	7.312	7.391	
Tahchat	—	1.402	1.402	
Taka	10	5.422	5.432	
Tassaft	8	5.370	5.378	
Tifilkout	—	4.005	4.005	
Tirourda	3	3.099	3.102	
Tizi-N'Tleta	9	4.385	4.394	
Yattafen	20	3.747	3.767	
Total.....	887	176.702	177.589	Population provisoire.
Arrondissement de Palestro				
Aïn-Zaouïa	6	1.463	1.469	
Aït-Idja	1	5.722	5.723	
Aït-Imghour	5	2.436	2.441	
Ammal	—	8.369	8.369	
Aomar	43	8.956	8.999	
Beni-Amran	67	9.966	10.033	
Beni-Kouffi	14	4.269	4.283	
Beni-Mendès	5	3.696	3.701	
Bouderballa	8	11.457	11.465	
Bou-Ighzer	4	3.322	3.326	
Bou-Nouh	11	5.936	5.947	
Bou-Mahni	4	3.863	3.867	
Boghni	181	4.009	4.190	
Dra-El-Mizan	313	5.195	5.508	
El-Isseri	—	6.375	6.375	
Frikat	2	2.894	2.896	
Guerouma	—	9.479	9.479	
Ichoukren	—	3.655	3.655	
Imlikchen	—	1.949	1.949	
Itchir	—	2.714	2.714	
Kairouane	3	2.521	2.524	

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
Laperrine	37	4.640	4.677	
Maâla	—	5.890	5.890	
Ouled-Ksari	—	5.091	5.091	
Ouled-Yahia-Moussa	—	1.875	1.875	
Palestro	455	11.356	11.811	
Tafoughalt	—	2.180	2.180	
Tazerout-Mechtras	27	3.458	3.485	
Tazerout-Nelioua	8	2.516	2.524	
Thiers	51	11.024	11.075	
Tighilt-Boughni	—	3.382	3.382	
Tighilt-Oukerrouch	6	3.634	3.640	
Tizi-Reniff	119	6.261	6.380	
Total.....	1.370	169.553	170.923	
DEPARTEMENT D'ORAN				
Arrondissement d'Oran				
Aïn-El-Turk	3.412	3.501	6.913	
Arcole	1.305	2.427	3.732	
Arzew	5.029	4.337	9.366	
Assi-Ameur	165	456	621	
Assi-Ben-Okba	365	1.275	1.640	
Assi-Bou-Nif	407	1.598	2.005	
Bou-Sfer	1.046	2.574	3.620	
Bou-Tlélis	1.224	10.865	12.089	
Damesme	153	940	1.093	
El-Ançor	1.120	2.545	3.665	
Fleurus	547	1.199	1.746	
Kléber	345	860	1.205	
La Sénia	2.176	4.363	6.539	
Legrand	311	1.438	1.749	
Mangin	119	1.805	1.924	
Mers-el-Kébir	4.921	5.901	10.822	
Misserghin	1.326	3.675	5.001	
Oran	173.157	118.655	291.812	
Renan	377	582	959	
Saint-Cloud	2.394	4.670	7.064	
Ste-Barbe-du-Tlélat	1.726	3.897	5.623	
Sainte-Léonie	275	630	905	
Saint-Leu	689	5.527	6.216	
Saint-Louis	468	2.859	3.327	
Sidi-Chami	536	2.383	2.919	
Tafaraoui	165	6.463	6.628	
Valmy	635	2.382	3.017	
Total.....	204.393	197.807	402.200	
Arrondissement d'Aïn-Témouchent				
Aïn-el-Arba	1.030	4.301	5.331	
Aïn-Khial	397	4.751	5.148	
Aïn-Témouchent	8.203	16.605	24.808	
Aoubellil	171	2.417	2.588	
De Malherbe	453	4.709	5.162	
Er-Rahel	1.154	9.035	10.189	
Gaston-Doumergue	167	1.283	1.450	
Guiard	526	5.614	6.140	
Hameau-Perret	160	2.577	2.737	
Hammam-Bou-Hadjar	2.866	11.402	14.268	
Keroulis	126	1.054	1.180	
Laferrière	758	4.735	5.493	
Lourmel	1.905	12.119	14.024	
Oued-Berkèche	7	5.432	5.439	
Oued-Sebbah	81	5.311	5.392	
Rio-Salado	3.275	9.378	12.653	
Saint-Maur	282	6.270	6.552	
Trois-Marabouts	784	5.108	5.892	
Turgot	555	4.771	5.326	
Total.....	22.900	116.872	139.772	
Arrondissement de Perrégaux				
Ahl-el-Aïd	4	3.915	3.919	
Aïn-Cheurfa	50	4.052	4.102	
Alaïmia	—	2.345	2.345	
Beni-N'Cigh	—	2.516	2.516	
El-Gada	90	3.490	3.580	
El-Ksar	37	3.603	3.640	Population provisoire.

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
Ferraga	16	2.108	2.124	Population provisoire.
Ferraguig	—	1.753	1.753	
Jean Mermoz	245	3.003	3.248	
Krouf	27	2.887	2.914	
Maréchal Leclerc	133	322	455	
Mocta-Douz	124	1.702	1.826	
Nouvion	141	1.997	2.138	
Oggaz	—	3.077	3.077	
Ouled-Saïd	—	1.590	1.590	
Perrégaux	8.318	19.049	27.367	Population provisoire.
Port-aux-Poules	581	393	974	
Saint-Denis-du-Sig	4.064	12.492	16.556	
Saint-Lucien	694	1.665	2.359	
Sedjerara	—	4.972	4.972	
Sidi-Ali-Cherif	2	1.223	1.225	
Telliat	56	2.182	2.238	
Tenazet	—	699	699	
Total	14.582	80.135	95.717	
Arrondissement de Sidi-Bel-Abbès				
Amarnas	8	1.546	1.554	
Baudens	176	1.514	1.690	
Bedrabine	16	2.512	2.528	
Bonnier	93	1.735	1.828	
Boudjebaa	75	3.489	3.564	
Boukanefis	603	1.823	2.426	
Chanzy	607	3.864	4.471	
Chetouane	1	2.134	2.135	
Deligny	119	776	895	
Descartes	869	2.715	3.584	
Détrie	967	2.847	3.814	
Lamtar	446	1.738	2.184	
Les Trembles	645	2.754	3.399	
Mercier-Lacombe	1.172	7.594	8.766	
Messer	31	1.778	1.809	
Oued-Imbert	637	5.202	5.839	
Oued-Mebtouh	29	3.426	3.455	
Oued-Sefiouh	86	2.457	2.543	
Palissy	430	2.192	2.622	
Parmentier	674	2.197	2.871	
Prudhon	426	1.224	1.650	
Sfisef	29	3.085	3.114	
Sidi-Bel-Abbès	31.370	42.818	74.688	
Sidi-Daho-des-Zair	156	2.027	2.183	
Sidi-Yacoub	92	2.276	2.368	
Tabia	330	1.070	1.400	
Tassin	520	1.986	2.506	
Telioun	109	2.967	3.076	
Tenira	364	4.899	5.263	
Tessala	177	2.775	2.952	
Tilmouni	145	5.076	5.221	
Total	41.902	124.496	166.398	
DEPARTEMENT DE MOSTAGANEM				
Arrondissement de Mostaganem				
Aboukir	403	4.860	5.263	
Aïn-Sidi-Cherif	191	2.991	3.182	
Aïn-Tedeles	714	6.363	7.077	
Bellecôte	144	1.897	2.041	
Bellevue	263	5.066	5.329	
Beni-Yaki	—	1.669	1.669	
Blad-Touaria	264	5.584	5.848	
Borgias	13	2.938	2.951	
Bouguirat	481	3.170	3.651	
Dradeb	—	1.334	1.334	
Fornaka	418	1.752	2.170	
Georges-Clemenceau	469	832	1.301	
Mazagran	476	2.325	2.801	
Mostaganem	19.199	39.585	58.784	
Noisy-les-Bains	570	624	1.194	
Ouled-Chafaâ	—	3.825	3.825	
Ouled-Hamdane	—	1.985	1.985	
Ouled-Snoussi	—	1.366	1.366	
Ouled-el-Kheir	32	3.013	3.045	
Pélistier	293	3.215	3.508	
Rivoli	618	4.946	5.564	

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
Saf-Saf	24	2.333	2.357	
Sirat	72	4.440	4.512	
Souaflias	42	4.806	4.848	
Tounin	218	5.248	5.466	
Total.....	24.904	116.167	141.071	
Arrondissement de Cassaigne				
Achaâcha	29	13.001	13.030	
Beni-Zenthis	—	3.718	3.718	
Bosquet	417	7.620	8.037	
Cassaigne	424	6.252	6.676	
L'Achasta	—	1.599	1.599	
Lapasset	589	7.543	8.132	
M'Zila	—	4.937	4.937	
Nekmaria	7	2.977	2.984	
Ouillis	195	3.757	3.952	
Ouled-Maâlah	—	3.450	3.450	
Picard	243	1.690	1.933	
Pont-du-Chéliff	55	5.643	5.698	
Takourt	3	3.046	3.049	
Tazgaït	—	1.576	1.576	
Total.....	1.962	66.809	68.771	
Arrondissement d'Inkermann				
Adjama	7	4.540	4.547	
Ahl-el-Gorine	—	2.808	2.808	
Ammi-Moussa	233	1.716	1.949	
Bouhalloufa	—	6.447	6.447	
Chekkala	—	3.025	3.025	
Djerara	—	4.733	4.733	
El-Alef	72	551	623	
El-Hamri	—	5.103	5.403	Population provisoire.
Guerouaou	—	2.105	2.105	
Guillaumet	50	288	338	
Hamadena	112	200	312	
Inkermann	1.141	10.184	11.325	
Kasbah-Bou-Mata	—	3.000	3.000	
Marioua	—	2.956	2.956	
Mazouna	31	5.752	5.773	
Mediouna	—	8.455	8.455	
Mekmene	—	2.940	2.940	
Meknessa	—	5.272	5.272	
Melaâb	—	6.255	6.255	
Ouarizane	68	1.109	1.177	
Ouled-Ali	—	2.454	2.454	
Ouled-Bou-Ikni	—	1.077	1.077	
Ouled-Bouriah	—	4.408	4.408	
Ouled-Defelten	—	4.495	4.495	
Ouled-El-Abbès	—	2.827	2.827	
Ouled-Izmeur	—	2.673	2.673	
Ouled-Moudjeur	—	3.415	3.415	
Ouled-Sabeur	—	2.107	2.107	
Ouled-Yaïch	35	3.172	3.207	
Renault	291	2.248	2.539	
Saint-Aimé	449	2.067	2.516	
Touarès	—	2.242	2.242	
Total.....	2.479	110.624	113.103	
Arrondissement de Mascara				
Aïn-Defla	—	1.659	1.659	Population provisoire.
Aïn-Farès	225	5.641	5.866	
Aïn-Fekan	418	4.437	4.555	
Aïn-Frass	68	2.352	2.420	
Benian	20	4.963	4.983	
Bou-Hanifia-les-Thermes	272	2.778	3.050	
Dublineau	285	2.608	2.893	Population provisoire.
El-Gueithna	—	5.013	5.013	
Froha	89	286	375	
Guerdjoum	3	954	957	
Makda	15	2.809	2.824	
Maoussa	413	3.522	3.935	
Mascara	9.138	28.886	38.024	
Matemore	109	203	312	
Oued-Taria	446	3.380	3.826	

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
Ouled-Kada	7	4.937	4.944	Population provisoire.
Sidi-Ben-Hanifia	—	3.039	3.039	
Sidi-Ben-Moussa	52	2.516	2.568	
Sidi-Daho	6	837	843	
Sidi-Ahmed-Ben-Ali	10	3.736	3.746	
Thiersville	491	6.603	7.094	
Tizi	423	3.208	3.631	
Zellaga	10	2.423	2.433	
Total.....	12.500	96.490	108.990	
Arrondissement de Palikao				
Aouzalel	100	2.563	2.663	
Ahnaïdja	19	2.564	2.583	
Cacherou	115	4.467	4.582	
Dombasle	304	6.162	6.466	
El-Bordj	125	7.019	7.144	
Haboucha	2	2.640	2.642	
M'hamid	31	4.459	4.490	
Oued-El-Abd	3	2.844	2.847	
Oued-El-Tat	12	2.925	2.937	
Oued-Haddad	1	2.675	2.676	
Palikao	1.075	14.061	15.136	
Sonis	127	653	780	
Temaznia	33	6.834	6.867	
Uzès-le-Duc	124	2.091	2.215	
Total.....	2.071	61.957	64.023	
Arrondissement de Relizane				
Aïn-el-Hallouf	1	3.666	3.667	
Amamra	12	3.642	3.654	
Anatra	—	1.222	1.222	
Benaouda	1	1.311	1.312	
Beni-Dergoun	6	4.936	4.942	
Beni-Issaâd	11	2.863	2.874	
Chabet-Eddis	6	3.162	3.168	
Chouala	4	2.148	2.152	
Clinchant	127	1.530	1.657	
Dar-Ben-Abdallah	12	2.982	2.994	
Ferry	183	3.016	3.199	
Harartsa	—	4.522	4.522	
Henri-Huc	38	1.026	1.064	
Kiaïba-Ouled-Addi	40	4.014	4.054	
Kalaa	6	7.709	7.715	
La Mina	2	2.049	2.051	
L'Hillil	266	9.294	9.560	
Mendez	185	1.327	1.422	
Ouled-Barkat	3	1.724	1.727	
Ouled-Bou-Ali	12	683	2.695	
Ouled-Sidi-Lazreg	21	3.744	3.765	
Ouled-Zid	—	1.432	1.432	
Relizane	5.479	22.293	27.772	
Sidi-Kheltab	—	4.124	4.124	
Sidi-Saâda	—	3.830	3.830	
Taâssalet	—	2.752	2.752	
Yazerou	—	2.112	2.112	
Zemmora	467	2.599	3.066	
Total.....	6.882	107.622	114.504	
DEPARTEMENT DE SAÏDA				
Arrondissement de Saïda				
Ain-el-Hadjar	486	1.637	2.123	
Ain-Manaâ	116	4.463	4.579	
Aïoun-el-Beranis	174	4.464	4.638	
Berthelot	313	3.084	3.397	
Charrier	93	1.766	1.859	
Doui-Thabet	109	7.806	7.915	
Eaux-Chaudes	91	4.430	4.521	
Franchetti	313	2.433	2.746	
Hassasna-Cheraga	20	3.358	3.378	
Hassasna-Gheraba	20	3.987	4.007	
Hounet	49	2.761	2.810	
La Mimouna	66	4.532	4.598	
Le Kreider	115	1.982	2.097	
Ouizert	42	3.079	3.121	
Saïda	5.449	12.224	17.673	

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
Sidi-Douma	8	1.472	1.480	
Tafraoua	142	7.269	7.411	
Tircine	47	3.895	3.942	
Wagram	189	3.327	3.516	
Total.....	7.842	77.969	85.811	
Arrondissement du Télagh				
Bedeau	462	1.841	2.303	
Bossuet	110	513	623	
El-Gor	3	4.381	4.384	
Guelte-el-Beïda	46	2.234	2.280	
Magenta	219	1.428	1.647	
Maïder	—	2.176	2.176	
Marhoum	22	2.306	2.328	
Messoulane	—	3.955	3.955	
Mouilah	31	2.901	2.932	
Oued-Taourira	—	2.312	2.312	
Rochambeau	211	3.157	3.368	
Slissen	343	4.375	4.718	
Tefessour	49	3.065	3.114	
Télagh	1.266	4.052	5.318	
Tirman	332	2.737	3.069	
Zegia	277	2.299	2.576	
Total.....	3.371	43.732	47.103	
Arrondissement d'Aïn-Sefra				
C.M. d'Aïn-Sefra	916	19.249	20.165	
Total.....	916	19.249	20.165	
Arrondissement de Géryville				
C.M. de Géryville	528	47.598	48.216	
Total.....	528	47.598	48.216	
Arrondissement de Mecheria				
C.M. de Mecheria	364	38.899	39.263	
Total.....	364	38.899	39.263	
DEPARTEMENT DE TIARET				
Arrondissement de Tiaret				
Aïn-Boudjerane	19	1.491	1.510	
Acuisset	32	1.331	1.363	
Bechtout	14	1.231	1.245	
Beni-Louma	13	2.162	2.175	
Cheïma	2	4.184	4.186	
Dar-Bosri	—	2.317	2.317	
Diderot	70	635	705	
Keria	6	3.698	3.704	
La Fontaine	150	5.233	5.383	
Guertoufa	19	2.423	2.445	
Guirès	25	2.104	2.129	
Naïma	—	2.950	2.950	
Ouled-Aziz	19	2.882	2.901	
Ouled-Benaffane	7	1.697	1.704	
Ouled-Bougheddou	16	3.491	3.507	
Ouled-Khélif	29	13.807	13.836	
Ouled-Lakred	—	3.786	3.786	
Ouled-Sidi-Khaled	75	6.086	6.161	
Maâcem	—	1.639	1.639	
Montgolfier	587	4.750	5.337	
Palat	286	1.585	1.871	
Pomel	43	1.161	1.204	
Prévost-Paradol	387	5.137	5.524	
Tagdempt	55	4.104	4.159	
Tiaret	5.662	18.916	24.578	
Tidda	—	2.810	2.810	
Tighermatine	—	2.174	2.174	
Torrich	39	3.352	3.391	
Trézel	877	7.879	8.756	
Trumelet	377	1.797	2.174	
Raouraoua	—	3.728	3.728	
Waldek-Rousseau	114	622	736	
Total.....	8.923	121.165	130.088	

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
Arrondissement d'Aflou				
Aflou	1.025	6.970	7.995	
Agneb	—	2.560	2.560	
Brida	—	2.330	2.330	
El-Richa	—	2.394	2.394	
Hadjer-el-Hibel	—	3.151	3.151	
Kheneg-el-Ham	—	1.518	1.518	
Oued-Morra	—	2.766	2.766	
Ouled-Yagoub	—	9.104	9.104	
Sebgag	—	3.370	3.370	
Sidi-Bouazid	—	2.377	2.377	
Taouiala	—	789	789	
Total	1.025	37.329	38.354	
Arrondissement de Frenda				
Aïn-Kermès	245	696	941	
Aïn-Skhouna	174	733	907	
Benhalima	—	2.202	2.202	
Beni-Ouindjel	—	1.126	1.126	
Bouroumane	29	2.718	2.747	
Dehalsa	7	1.511	1.518	
Djehid	20	2.059	2.079	
Dominique-Luciani	234	840	1.074	
Frenda	1.070	12.497	13.567	
Ghouadi	34	2.273	2.307	
Guercha	9	1.875	1.884	
Haouaret	25	2.901	2.926	
Hassinat	—	717	717	
Kcelna	20	3.586	3.606	
Louhou	42	2.501	2.543	
Madena	—	738	738	
Mahoudia	22	1.718	1.740	
Martimprey	302	2.418	2.720	
Medrissa	177	696	873	
Medroussa	25	5.478	5.503	
Meghranis	9	2.063	2.072	
Ouled-Djerad	—	3.245	3.245	
Total	2.444	54.591	57.035	
Arrondissement de Vialar				
Aïn-Dzarit	146	546	692	
Ammari	44	4.107	4.151	
Beni-Lent	75	4.079	4.154	
Beni-Maida	67	5.171	5.238	
Burdeau	1.099	6.681	7.780	
Hardy	112	890	1.002	
Ouled-Bessem	48	6.943	6.991	
Sahari	56	4.385	4.441	
Vialar	774	5.263	6.037	
Victor-Hugo	203	944	1.147	
Total	2.624	39.009	41.633	
DEPARTEMENT DE TLEMCEEN				
Arrondissement de Tlemcen				
Ahl-el-Ghafer	10	2.274	2.284	
Aïn-Tellout	170	2.174	2.444	
Beni-Mester	11	2.445	2.456	
Chouly	8	4.230	4.238	
Eugène-Etienne-Hennaya	963	6.177	7.140	
Ibri	54	4.472	4.526	
Krean	8	1.550	1.558	
Lamoriclère	1.119	4.620	5.739	
L'Amiguiier-Beni-Ouazzane	112	4.507	4.619	
Les Abdelys	384	4.827	5.211	
Ouled-Alaâ	11	2.082	2.093	
Ouled-Mimoun	98	5.153	5.251	
Ouled-Riah	22	2.107	2.129	
Pont-de-l'Isser	374	3.426	3.800	
Tlemcen	11.844	54.547	66.391	
Touririne	—	2.056	2.056	
Turenne	568	3.423	3.991	
Zelboun	5	4.550	4.555	
Zenata	10	1.566	1.576	
Total	10.871	116.186	132.057	

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
Arrondissement de Beni-Saf				
Beni-Saf	3.933	17.165	21.098	
Berkioua	—	3.541	3.541	
El-Fehoul	29	3.138	3.167	
Honaïne	2	3.211	3.213	
Lavayssière	445	2.303	2.748	
Montagnac	596	5.723	6.319	
Nadjara	—	5.581	5.581	
Ouled-Deddouche	—	5.134	5.134	
Ouled-Sidi-Ali-ben-Charb	12	3.280	3.292	
Oulhaça-Gheraba	3	10.374	10.377	
Sba-Chioukh	5	2.674	2.679	
Total.....	5.025	62.124	67.149	
Arrondissement de Marnia				
Achache	7	4.210	4.217	
Bab-el-Assa	4	5.796	5.800	
Beni-Bou-Saïd	15	5.416	5.431	
Beni-Ouassine	163	9.068	9.231	
Djouidat	8	1.992	2.000	
Kef	38	3.690	3.728	
Maâziz	7	3.493	3.500	
Marnia	2.273	9.224	11.497	
M'Sirda-Fouaga	3	6.697	6.700	
M'Sirda-Tahta	4	7.196	7.200	
Port-Say	83	3.607	3.690	
Tameksalet	23	1.512	1.535	
Total.....	2.628	61.901	64.529	
Arrondissement de Nemours				
Aïn-Fettah	—	3.022	3.022	
Aïn-Kebira	—	4.132	4.132	
Beghaoun	—	6.348	6.348	
El-Ayoun	—	5.791	5.791	
El-Bor	—	5.444	5.444	
El-Haouanet	—	4.044	4.044	
Khoriba	28	5.284	5.312	
Nedroma	560	9.114	9.674	
Nemours	2.258	10.542	12.800	
Tient	—	4.566	4.566	
Zaouia-Sidi-Ben-Amar	—	3.875	3.875	
Zaouiet-el-Mira	—	1.711	1.711	
Total.....	2.846	63.873	66.719	
Arrondissement de Sebdou				
Aïn-Ghoraba	20	4.346	4.366	
Azail	56	4.953	5.009	
Beni-Smiel	102	4.439	4.541	
El-Aouedj	—	3.300	3.300	
El-Aricha	12	1.696	1.708	
Khemis	—	6.523	6.523	
Magoura	—	1.825	1.825	
Sebdou	178	6.073	6.251	
Sidi-Djilali	—	3.125	3.125	
Terny	29	4.825	4.854	
Total	397	41.105	41.502	
DEPARTEMENT DE CONSTANTINE				
Arrondissement de Constantine				
Aïn-Abid	141	6.286	6.427	
Aïn-Melouk	21	3.353	3.374	
Aïn-Smara	152	3.781	3.933	
Aziz-Ben-Tellis	6	4.955	4.961	
Bizot	120	14.873	14.993	
Bordj-Mehiris	19	2.357	2.376	
Châteaudun-du-Rhummel	382	10.432	10.814	
Condé-Smendou	154	15.214	15.368	
Constantine	40.675	102.659	143.334	
Guettar-el-Aïech	23	2.350	2.373	
Hamma-Plaisance	177	8.987	9.164	
Khalcha-Kebar	—	2.168	2.168	
Le Khroub	609	13.629	14.238	

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
Montcalm	115	7.942	8.057	
Oued-Athmenia	246	12.069	12.315	
Oued-Seguïn	205	4.907	5.112	
Oued-Zenati	413	19.173	19.586	
Ouled-Rahmoun	184	5.124	5.308	
Renier	133	5.555	5.688	
Rouffach	118	5.305	5.423	
Saint-Donat	122	6.370	6.492	
Total	44.015	257.489	301.504	
Arrondissement d'Aïn-Beïda				
Aïn-Babouche	37	185	222	
Aïn-Beïda	907	14.605	15.512	
Aïn-Diss	13	3.509	3.522	
Aïn-Touila	—	6.025	6.025	
Aïn-Zitoun	—	3.625	3.625	
Behair-Chergui	—	3.238	3.238	
Blalla	—	1.672	1.672	
Canrobert	136	2.245	2.381	
Dalaa	5	2.949	2.954	
El-Hassi	—	2.638	2.638	
El-Ouessah	—	1.911	1.911	
El-Zerg	—	3.308	3.308	
F'Krina	35	2.232	2.267	
Gourn	10	1.932	1.942	
Guern-Ahmar	—	2.551	2.551	
Hamimat	—	3.298	3.298	
Jean-Rigal	101	339	440	
Ksar-Sbahi	64	649	713	
La Meskiana	136	5.145	5.281	
Medfoun	—	3.353	3.353	
Oued-Nini	—	4.095	4.095	
Oulmen	—	3.028	3.028	
Rahia	6	2.835	2.841	
Ras-Zebar	—	1.748	1.748	
Sidi-Maâch	—	2.388	2.388	
Sidi-R'Ghiss	17	3.185	3.202	
Touzeline	2	2.071	2.073	
Total	1.469	84.759	86.228	
Arrondissement d'Aïn-M'Lila				
Aïn-el-Bordj	7	3.292	3.299	
Aïn-Fakroun	81	7.155	7.236	
Aïn-Kercha	111	3.844	3.955	
Aïn-M'Lila	220	9.110	9.330	
Berteaux	63	3.754	3.817	
Bir-Ogla	4	3.260	3.264	
Bir-Latrouss	—	5.101	5.101	
Fourchi	17	1.925	1.942	
Garaâ-Saïda	—	1.397	1.397	
Harmelia	—	2.056	2.056	
Henchir-Foumghani	—	7.007	7.007	
Les Lacs	—	2.393	2.393	
Levasseur	59	3.075	3.134	
M'Chira	55	4.450	4.505	
Ouled-Khellouf	6	5.906	5.912	
Ouled-Naceur	—	3.160	3.160	
Sigus	35	4.214	4.249	
Sila	1	3.534	3.535	
Rouget-de-l'Isle	15	5.427	5.442	
Zmala	10	9.608	9.618	
Total	684	89.668	90.352	
Arrondissement de Collo				
Aïn-Tabia	9	5.026	5.035	
Beni-Ouelbane	—	12.557	12.557	
Beni-Zid	29	8.347	8.376	
Bessombourg	85	1	86	
Bougarouni	16	5.786	5.802	
Cheraïa	74	762	836	
Collo	553	6.388	6.941	
Demnia	9	2.063	2.072	
Djezia	—	3.024	3.024	
El-Atba	6	3.585	3.591	
Elli-Zeggar	33	7.381	7.414	Population provisoire.

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
El-Ouldja	47	8.229	8.276	
Goufi	9	6.139	6.148	
Kerkera	2	8.030	8.032	
Ouled-Djama	—	4.739	4.739	
Oum-Toub	—	4.282	4.282	
Sidi-Kamber	137	4.590	4.727	
Taâbna	3	3.270	3.273	
Ziabra	—	5.627	5.627	
Total.....	1.012	99.826	100.838	
Arrondissement d'El-Milia				
Bellhadeb	2	7.218	7.220	
Catinat	52	5.513	5.575	
Djebellah	8	4.084	4.092	
El-Anser	34	12.394	12.428	
El-Karn	1	6.612	6.613	
El-Milia	291	9.481	9.772	
M'ziara	—	7.439	7.439	
Oued-Adjoul	—	8.696	8.696	
Oued-Itera	—	5.602	5.602	
Oued-Zhour	2	4.232	4.284	
Sidi-Marouf	17	5.637	5.654	
Tamazet	2	8.889	8.891	
Tarzouz	—	4.392	4.392	
Taskif	—	5.943	5.943	
Total.....	419	96.182	96.601	
Arrondissement de Mila				
Aïn-Kerma	73	5.069	5.142	
Aïn-Tinn	18	6.853	6.871	
Arrès	—	7.849	7.849	
Beiném	—	7.267	7.267	
Bouhatem	—	7.933	7.933	
Djemila	8	10.734	10.742	
Fedj-M'Zala	165	17.610	17.775	
Grarem	90	17.437	17.527	
Kef-Bou-Derga	—	6.362	6.362	
Lentia	—	11.096	11.096	
Lucet	121	4.385	5.006	
Mila	190	14.830	15.020	
Richelieu	48	6.542	6.590	
Rouached	75	6.431	6.506	
Sidi-Merouane	57	9.031	9.088	
Tachouda	—	6.192	6.192	
Tassala	—	12.116	12.116	
Zeraïa	199	6.558	6.757	
Total.....	1.044	164.800	165.844	
Arrondissement de Philippeville				
Aïn-Zouit	108	2.483	2.591	Population provisoire.
Auribeau	153	1.233	1.386	
Beni-Ahmed	—	771	771	
Beni-Bechir	12	5.392	5.404	
Bissy	—	1.908	1.908	
Bou-Taleb	—	2.792	2.792	
Col-des-Oliviers	53	5.013	5.066	
El-Arrouch	359	12.327	12.686	Population provisoire.
El-Ghedir	11	3.009	3.020	
El-Ghrar	2	3.433	3.435	
Fil-Fila	37	5.463	5.500	
Foy	16	951	967	
Gastonville	67	8.104	8.171	
Gastu	109	1.462	1.571	
Ghérazla	—	762	762	
Ghézala	—	2.434	2.434	
Ghrara	—	1.900	1.900	
Guerbes	5	529	534	
Jemmapes	892	8.383	9.275	
Khendek-Asla	—	975	975	
Khorfane	—	2.803	2.803	
Lannoy	109	1.706	1.815	
La Robertsau	44	1.604	1.648	
Larsahas	29	1.527	1.556	
Les Zardezas	—	3.669	3.669	
Mellila	—	2.888	2.888	

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
Meziet	9	2.221	2.230	
Moktita	—	3.188	3.188	
Ouled-Derradj	2	1.259	1.261	
Ouled-Habeba	—	2.876	2.876	
Ouled-Hamza	—	1.397	1.397	
Oum-el-Nehal	—	2.142	2.142	
Philippeville	28.137	22.336	50.473	
Praxbourg	12	3.967	3.979	
Radjeta	103	2.277	2.380	
Ras-el-Ma	63	708	771	
Robertville	130	2.406	2.536	Population provisoire.
Roknia	119	875	994	
Saint-Antoine	55	3.688	3.743	Population provisoire.
Sidi-Mesrich	73	3.936	4.009	Population provisoire.
Saint-Charles	287	7.161	7.448	
Sfisifa	—	2.732	2.732	
Stora	1.479	3.225	4.704	
Tengout	—	2.700	2.700	
Valée	85	2.480	2.560	
Zeramma	—	1.146	1.146	Commune supprimée - répartie entre Aïn- Zouit et St-Antoine.
Total	32.560	156.541	188.801	
DEPARTEMENT DE BATNA				
Arrondissement de Batna				
Achèches	—	3.974	3.974	
Ain-Yagout	36	3.095	3.131	
Batna	3.688	20.521	24.209	
Boumia	—	3.462	3.462	
Chemora	18	3.421	3.439	
Condorcet	29	2.710	2.739	
Djerma	—	2.137	2.137	
El-Mahder	48	2.222	2.270	
Fesdis	12	1.244	1.256	
Lambèse	385	3.620	4.005	
Laveran	29	4.395	4.424	
Lutaud	99	300	399	
Maâfa	—	1.615	1.615	
Mac-Mahon	139	5.268	5.407	
Ouled-Fadhel	—	2.750	2.750	
Tahanent	—	1.829	1.829	
Timgad	28	2.138	2.166	
Victor-Duruy	26	2.410	2.436	
Total	4.537	67.111	71.648	
Arrondissement d'Arris				
Arris	100	7.462	7.562	
Bouzina	—	7.077	7.077	
Bou-Ahmar	—	6.811	6.811	
Chir	—	4.837	4.837	
Foum-Toub	—	4.031	4.031	
Kimmel	—	3.687	3.687	
Oulach	—	1.923	1.923	
Medina	—	4.870	4.870	
Menaâ	—	5.713	5.713	
M'Chounèche	—	2.902	2.902	
Teniet-el-Abed	—	4.535	4.535	
Tiffelfel	—	4.698	4.698	
Tighanimine	—	4.094	4.094	
T'Kout	—	9.089	9.089	
Tadjemout	—	2.171	2.171	
Total	100	73.900	74.000	
Arrondissement de Biskra				
Ain-Naga	—	4.292	4.292	
Ain-Zatout	—	3.555	3.555	
Beni-Souik	2	298	300	
Biskra	1.727	50.784	52.511	
Bordj-el-Azouz	—	3.975	3.975	
Bou-Chagroun	—	3.322	3.322	
Branis	2	1.640	1.642	
Chetma	—	1.332	1.332	
Djemmorah	4	5.666	5.670	

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
Droh	—	1.820	1.820	
El-Faid	—	5.079	5.079	
El-Haouch	2	2.750	2.752	
El-Kantara	56	4.617	4.673	
El-Outaya	3	939	942	
Far-Far	—	1.760	1.760	
Filiache	—	1.798	1.798	
Foughala	12	2.943	2.955	
Lichana	2	2.041	2.043	
Liouna	—	1.303	1.303	
Megloub	—	2.568	2.568	
Mekhadma	—	1.512	1.512	
M'Lili	—	2.729	2.729	
Oued-el-Arab	—	4.359	4.359	
Oumach	—	3.345	3.345	
Ourellal	—	2.729	2.729	
Seriana	—	1.626	1.626	
Sidi-Okba	8	8.372	8.380	
Tolga	10	6.874	6.884	
Total	1.328	134.028	135.356	
Arrondissement de Corneille				
Ain-Djasser	24	1.357	1.881	
Belezma	—	4.772	4.772	
Bernelle	100	1.764	1.364	
Corneille	120	3.265	3.385	
Felten	—	3.632	3.632	
Guigba	—	4.728	4.728	
M'Cil	8	5.511	5.519	
Merouana	3	2.737	2.740	
Oued-el-Ma	—	2.354	2.354	
Ouled-Fathma	—	6.689	6.689	
Ouled-Mehenna	—	3.981	3.981	
Pasteur	46	813	859	
Rahbat	—	3.698	3.698	
Ras-el-Aioun	50	5.021	5.071	
Taza	—	4.721	4.721	
Talkhempt	—	5.071	5.071	
Zana	—	1.839	1.839	
Total	351	62.453	62.804	
Arrondissement de Khenchela				
Auguste-Comte	—	3.097	3.097	
Bouderhem	4	8.234	8.238	
Chelia	—	2.472	2.472	
Djellal	—	3.238	3.238	
Edgar-Quinet	58	1.478	1.536	
Ensigha	—	5.263	5.263	
Khanga-Sidi-Nadji	2	1.921	1.923	
Kheirane	—	2.707	2.707	
Khenchela	828	11.298	12.126	
Mahmel	—	13.170	13.170	
Meggada	—	8.417	8.417	
Mellagou	—	2.164	2.164	
M'Toussa	—	2.270	2.270	
Oued-Tamza	—	6.434	6.434	
Ouldja	—	3.639	3.639	
Remila	13	5.004	5.017	
Taberdga	—	5.114	5.114	
Tamarout	—	7.878	7.878	
Taouzient	3	3.330	3.333	
Yabous	—	4.167	4.167	
Total	908	101.795	102.703	
Arrondissement de Tébessa				
Bedjen	—	8.160	8.160	
Bekkaria	10	2.535	2.545	
Bir-el-Ater	—	8.216	8.216	
Bir-Khenafis	—	4.057	4.057	
Cheria	37	10.245	10.282	
Doukhane	—	11.002	11.002	
El-Ma-el-Abiod	—	3.148	3.148	
El-Mezeraâ	—	10.185	10.185	
Ferkane	—	780	780	
Gouraye	—	12.349	12.349	

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
Gourrigueur	—	8.075	8.075	
Guentis	—	423	423	
Le Kouif	752	3.219	3.971	
Negrine	—	950	950	
Ouled-Sidi Abid	—	14.275	14.275	
Rafana	—	1.720	1.720	
Stah	—	5.826	5.826	
Tazbent	—	7.944	7.944	
Tlidjen	—	8.012	8.012	
Troubia	—	8.213	8.213	
Youks-les-Bains	48	2.068	2.116	
Tébessa	1.455	18.976	20.431	
Total	2.302	150.578	152.680	
DEPARTEMENT DE BONE				
Arrondissement de Bône				
Aïn-Mokra	197	5.220	5.417	
Aïn-Nechma	—	2.524	2.524	
Barral	116	2.902	3.018	
Bône	46.114	65.896	112.010	
Bou-Neffaâ	—	1.797	1.797	
Bugeaud	262	4.792	5.054	
Cherka	2	2.598	2.600	
Combes	51	2.573	2.624	
Demel-Begrat	68	208	276	
Dramena	—	1.842	1.842	
Duivier	320	4.986	5.306	
Duzerville	636	8.585	9.221	
Eulma	—	3.195	3.195	
Tetzara	—	1.666	1.666	
Herbillon	394	3.846	4.240	
Merdès	16	2.425	2.441	
Mondovi	775	8.288	9.063	
Morris	605	4.780	5.385	
Nechmaya	97	4.487	4.584	
Oued-el-Hout	—	2.108	2.108	
Ouichaoua	13	3.047	3.060	
Ouled-Selim	—	1.565	1.565	
Penthièvre	128	4.622	4.750	
Randon	746	11.791	12.537	
Ras-el-Hadid	8	3.939	3.947	
Saint-Joseph	167	2.086	2.253	
Talha	3	1.869	1.872	
Tobeïga	35	2.446	2.481	
Tréat	—	2.422	2.422	
Total	50.753	168.505	219.258	
Arrondissement de Clairfontaine				
AïnSnob	—	2.770	2.770	
Aïn-Zerga	—	4.373	4.373	
Bayad	—	4.917	4.917	
Bir-Bou-Haouch	9	1.814	1.823	
Bou-Khadra	216	313	529	
Clairfontaine	78	7.367	7.445	
Dyr	—	2.265	2.265	
ElMeridj	9	6.431	6.440	
Khemissa	—	2.512	2.512	
Maïda	—	2.788	2.788	
M'Daourouch	64	1.536	1.600	
Mesoula	123	599	722	
Montesquieu	67	4.132	4.199	
Morsott	36	6.190	6.226	
Mouladhein	17	3.968	3.985	
Oued-Hamimine	—	1.177	1.177	
Oued-Kebarit	4	2.376	2.380	
Ouenza	1.258	3.250	4.508	
Ragouba	—	2.328	2.328	
Sedrata	269	4.324	4.593	
Terraguelt	—	4.138	4.138	
Zouabi	—	3.424	3.424	
Total	2.150	72.992	75.142	
Arrondissement de Guelma				
Aïn-Ketone	11	4.154	4.165	
Beni-Mezzeline	12	4.935	4.947	

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
Bir-Menten	13.	2.487	2.500	
Bou-Hamdane	11	4.033	4.044	
Cheniour	—	4.025	4.025	
Clauzel	105	5.185	6.290	
Gallieni	59	2.991	3.050	
Gounod	82	624	706	
Guebâa-Bou-Sba	58	1.826	1.884	
Guelma	3.167	16.835	20.002	
Héliopolis	203	5.024	5.227	
Kef-Rih	—	2.869	2.869	
Kellermann	37	3.492	3.529	
Kanguet-Sabath	7	2.833	2.840	
Khezaras	—	1.317	1.317	
Meddouda	—	2.460	2.460	
Millésimo	157	5.031	5.188	
Oued-el-Aâr	—	2.929	2.929	
Ouled-Harrid	—	2.842	2.842	
Petit	107	6.533	6.640	
Sellaoua-Announa	—	6.220	6.220	
Taya	—	3.240	3.240	
Total.....	4.929	92.885	96.914	

Arrondissement de La Calle				
Aïn-Kebir	—	2.801	2.801	
Aïn-Khiar	2	949	951	
Beni-Amar	21	4.000	4.021	
Blandan	168	1.420	1.588	
Brabtia	11	683	694	
Cheffia	24	3.762	3.786	
Hammam	22	3.287	3.309	
Khanguet-Aoun	5	1.520	1.525	
La Calle	2.056	4.339	6.395	
Lacroix	43	947	990	
Lamy	274	9.660	9.934	
Le Tarf	157	1.934	2.091	
Métroha	17	1.170	1.187	
Mexna	3	2.082	2.085	
Munier	15	5.810	5.825	
Neheb	—	1.544	1.544	
Ouled-Dieb	3	3.317	3.320	
Roum-el-Souk	62	550	612	
Sebaâ	—	1.532	1.532	
Souarakh	8	2.057	2.065	
Toustain	16	4.104	4.120	
Yusuf	126	1.217	1.343	
Total.....	3.033	58.685	61.718	

Arrondissement de Souk-Ahras				
Aïn-Seymour	78	382	460	
Aouaid	—	2.164	2.164	
Beni-Barbar	0	4.137	4.146	
Dahouara	6	3.709	3.715	
Fauvelle	36	1.079	1.115	
Gambetta	181	083	1.164	
Haddada	7	1.312	1.819	
Hammama	—	6.144	6.144	
Hannenchâ	4	6.291	6.295	
Khedara	3	5.180	5.183	
Laverdure	150	479	629	
Mechala	—	2.523	2.523	
Mechroha	2	526	528	
Mehala	—	4.241	4.241	
Merahna	—	3.868	3.868	
Nador	6	6.101	6.107	
Ouillen	—	5.977	5.977	
Ouled-Bechiah	21	6.450	6.471	
Ouled-Dhia	25	5.276	5.401	
Ouled-Driss	2	7.932	7.934	
Ouled-Moumen	3	4.745	4.748	
Ouled-Soukies	—	4.067	4.067	
Rezgoun	—	491	491	
Rosfa	34	1.943	1.977	
Sfahli	19	5.611	5.630	
Souk-Ahras	4.393	18.028	22.421	
Tiffech	18	4.576	4.594	

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
Villars	133	557	690	
Zarouria	94	4.286	4.380	
Total.....	5.224	119.658	124.382	
DEPARTEMENT DE BOUGIE				
Arrondissement de Bougie				
Achelouf	5	3.745	3.750	
Aït-Ouaret-Ouali	2	2.673	2.675	
Aït-Smail	13	2.833	2.846	
Aït-Tizi	—	1.842	1.842	
Barbacha	47	5.848	5.895	
Beni-Abbès	—	2.291	2.291	
Beni-Bou-Youcef	2	2.097	2.099	
Beni-Melika	—	2.136	2.136	
Bougie	6.336	36.492	42.828	
Boukhelifa	1	3.295	3.296	
Cap-Aokas	109	4.076	4.185	
Darguinah	121	4.400	4.521	
Djoua	30	7.287	7.317	
El-Alem	—	2.232	2.232	
El-Kseur	354	5.854	6.208	Population provisoire.
Feraoun	1	5.638	5.639	
Garets	—	4.627	4.627	
Ifalène	2	2.669	2.671	
Ighil-Alouanène	—	6.433	6.433	
Ighil-Izegarène	—	1.508	1.508	
Kembita	—	2.033	2.033	
Kendirou	—	2.340	2.840	
Khelil	—	3.565	3.565	
La Réunion	76	7.781	7.857	
Les Falaises	30	2.050	2.080	
Oued-Amizour	229	4.748	4.977	
Souk-el-Djemaâ	—	2.237	2.237	
Souk-el-Tenine	45	2.364	2.909	
Taddert-Amokrane	3	2.946	2.949	
Tagouba	1	2.513	2.514	
Tala-Oughras	—	1.825	1.825	
Taskriout	9	3.596	3.605	
Tichy	67	2.326	2.393	
Tifritine	—	1.949	1.949	
Toudja	8	3.298	3.306	
Total.....	7.491	154.547	162.038	
Arrondissement d'Akbou				
Aït-R'Zine	9	9.008	9.017	
Akbou	423	7.109	7.532	
Amalou	1	5.559	5.560	
Beni-Mansour	95	6.279	6.374	
Beni-Mellikèche	5	8.048	8.053	
Boni	9	5.512	5.521	
Bou-Hamza	—	5.987	5.987	
Chellata	9	7.088	7.097	
Inghram	—	11.271	11.271	
M'Cisna	—	5.580	5.580	
Mouka	43	6.743	6.786	
Ouzellaguen	—	9.920	9.920	
Seddouk	107	6.734	6.841	
Tamokra	—	5.559	5.559	
Tazmalt	304	5.375	5.679	
Total.....	1.005	105.772	106.777	
Arrondissement de Djidjelli				
Aïn-Lebna	—	2.600	2.600	
Beni-Affeur	—	3.400	3.400	
Beni-Foughal	12	5.938	5.950	
Beni-Habibi	—	7.506	7.506	
Beni-Khettab	—	5.250	5.250	
Beni-Maâmar	—	3.955	3.955	
Beni-Siar	9	7.263	7.272	
Beni-Yadjis	—	4.600	4.600	
Boutenache	—	5.187	5.187	
Cavallo-el-Aouana	110	6.190	6.300	

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
Chahana	1	10.497	10.498	
Chekfa	83	2.819	2.902	
L'ar-el-Oued	—	6.600	6.600	
Djidjelli	2.119	29.142	31.261	
Djimla	2	6.098	6.100	
Duquesne	103	6.518	6.621	
Erraguène	48	5.852	5.900	
Irdjana	—	6.402	6.402	
Oued-Kissir	—	4.450	4.450	
Oued-Nil	—	5.345	5.345	
Ouled-Askeur	1	7.113	7.114	
Rekkada-Metletine	42	11.445	11.487	
Sidi-Abdelaziz	9	3.991	4.000	
Strasbourg	122	3.424	3.546	
Taher	282	5.026	5.308	
Ziama-Mansouria	190	8.443	8.633	
Total.....	3.133	175.054	178.187	
Arrondissement de Kerrata				
Amoucha	49	813	862	
Babor	—	9.656	9.656	
Beni-Medjalel	2	7.552	7.554	
Chevreur	59	1.330	1.389	
Dehemcha	3	4.603	4.606	
Kerrata	631	8.188	8.819	
Maouia	—	5.083	5.083	
Oued-Afra	—	2.221	2.221	
Oued-Berd	2	3.304	3.306	
Ouled-Adouane	5	2.069	2.074	
Périgotville	154	1.890	2.044	
Serdj-el-Ghoul	—	7.809	7.809	
Tizi-N'Bechar	—	5.408	5.408	
Teniet-et-Tin	5	3.928	3.933	
Total.....	910	63.854	64.764	
Arrondissement de Lafayette				
Adjissa	—	2.377	2.377	
Ain-Lagradj	—	8.153	8.153	
Ait-Mohali	—	2.313	2.813	
Ait-Nouali-M'Zada	—	4.330	4.330	
Beni-Chebana	—	7.673	7.673	
Beni-Maouche	—	7.041	7.041	
Beni-Ourtilane	1	5.677	5.678	
Bousselam	—	5.187	5.187	
Dra-el-Caïd	—	6.053	6.053	
Dra-Kebila	5	8.353	8.358	
El-Maïn	—	5.578	5.578	
Harbil	4	9.645	9.649	
Ikhelidjène	—	6.311	6.311	
Lafayette	246	9.892	10.138	
Moaklane	14	5.376	5.390	
Ouled-Bahri	2	2.919	2.921	
Tala-Ifacène	4	7.092	7.096	
Tigounatine	—	4.545	4.545	
Total.....	276	100.015	109.291	
Arrondissement de Sidi-Aïch				
Adekar-Kebouch	60	4.032	4.092	
Ait-Idir	6	3.044	3.050	
Akabiou	18	9.119	9.137	
Beni-Djellil	—	5.666	5.666	
Cheurfa	5	3.377	3.382	
Djeblaâ	5	5.281	5.286	
Djenane	22	12.325	12.347	
El-Flaye	27	4.862	4.689	
Fléa	—	3.616	3.616	
Il-Maten	25	2.302	2.327	
Kiria	9	4.525	4.534	Population provisoire.
Ksila	7	2.696	2.703	
Sidi-Aïch	241	2.558	2.799	Population provisoire.
Tibane	24	2.853	3.877	
Tifra	—	4.278	4.278	
Tiliouacadi-Ayaten	—	4.463	4.463	

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
Timri-Tala-Tazert	12	6.174	6.186	
Tinebdar	4	5.257	5.261	
Tizamourine	—	4.621	4.621	
Tizi-Adjissa	—	2.025	2.025	
Tizi-Sennadja	—	3.044	3.044	
Total.....	465	36.918	97.383	
DEPARTEMENT DE SETIF				
Arrondissement de Sétif				
Aïn-Abessa	127	6.972	7.099	
Aïn-Roua	55	5.065	5.720	
Coligny	94	5.053	5.147	
El-Ouricia	74	4.255	4.329	
Sétif	7.900	43.049	50.949	
Total.....	8.250	64.994	73.244	
Arrondissement de Barika				
Aïn-Kelba	—	6.046	6.046	
Barika	135	12.311	12.446	
Bitam	—	3.085	3.085	
Djezzar	—	6.077	6.077	
Gosbate	—	6.100	6.100	
Magra	4	10.751	10.755	
M'Doukal	—	3.566	3.566	
Metkaouak	—	5.703	5.706	
N'Gaous	44	6.284	6.328	
Ouled-Nedjaâ	—	4.305	4.305	
Ouled-Si-Slimane	6	4.143	4.149	
Seggana	—	5.702	5.702	
Ouled-Aouf	—	5.154	5.154	
Tilatou	2	2.600	2.602	
Total.....	191	82.330	82.521	
Arrondissement de Bordj-Bou-Arréridj				
Aïn-Tagout	177	5.835	6.062	
Beni-Ouaggag	—	1.957	1.957	
Biban	—	1.048	1.048	
Bordj-Bou-Arréridj	1.667	22.245	23.912	
Bordj-Redir	71	5.729	5.800	
Boumechada	—	4.023	4.023	
Cerez	109	2.787	2.896	
Colla	3	4.564	4.567	
Davoust	41	4.737	4.778	
Djaâfra	2	4.545	4.547	
El-Mehir	—	1.477	1.477	
Erbea	—	2.003	2.003	
Kessabia	—	2.886	2.886	
Ksour	—	6.404	6.404	
Labarbinaïs	78	1.384	1.402	
Lecourbe	42	7.904	7.943	
Mac-Donald	21	2.311	2.332	
Mansourah	75	4.943	5.018	
Medjana	106	4.548	4.654	
Mekarta	—	5.477	5.477	
M'Zita	5	3.946	3.951	
Ouled-Braham	—	2.712	2.712	
Ouled-Dahmane	3	4.044	4.047	
Ouled-Taïed	7	3.140	3.147	
Ouled-Taïer	—	3.501	3.501	
Paul-Doumer	35	1.956	1.991	
Selatna	—	2.855	2.855	
Taglaît	—	2.347	2.347	
Tassameurt	—	5.478	5.478	
Teffreg	2	7.528	7.530	
Teniet-el-Khemis	2	5.951	5.953	
Tixter	83	3.729	3.812	
Trocueville	299	9.887	10.186	
Zemala	—	7.707	7.707	
Zemoura	3	6.941	6.644	
Total.....	2.331	167.984	170.815	

COMMUNES	Non Musulmans	Musulmans	Total	OBSERVATIONS
Arrondissement de M'Sila				
Beni-Ilmane	—	2.795	2.795	
Braktias	—	3.185	3.185	
Chellal	—	3.476	3.476	
Dréat	13	4.300	4.813	
Guesmia	—	3.170	3.170	
Kerabcha	—	7.251	7.251	
Maâdid	3	9.540	9.543	
Melouza	—	6.126	6.126	
M'Cif	3	4.981	4.984	
M'Sila	599	11.209	11.308	
M'Tarfa	—	3.759	3.759	
Ouled-Mahdi	—	4.911	4.911	
Ouled-Mansour-ou-Mahdi	—	3.725	3.725	
Ouled-Ouelha	—	1.822	1.822	
Selman	2	3.134	3.136	
Souamas	—	3.690	3.690	
Total.....	620	77.574	78.194	
Arrondissement de Saint-Arnaud				
Ampère	135	3.468	3.603	
Bazer-Sakra	22	3.263	3.285	
Behagle	58	462	520	
Beïda-Bordj	7	7.223	7.230	
Belaoucha	5	4.138	4.143	
Bellaâ	24	3.730	3.754	
Bouthaleb	—	7.631	7.631	
Chasseloup-Laubat	29	1.980	2.009	
Colbert	147	6.579	6.726	
Guellal	34	2.011	2.045	
Guelt-Zerga	4	6.755	6.759	
Guidjal	32	5.968	6.000	
Ksar-et-Tir	4	3.142	3.146	
Mekhencha	—	4.253	4.253	
Mouassa	17	8.117	8.134	
Navarin	43	2.413	2.456	
Ouled-Ali-ben-Naceur	4	7.512	7.516	
Ouled-Mahalla	—	2.990	2.990	
Ouled-Sebaâ	3	6.025	6.028	
Ouled-Tebben	10	4.917	4.927	
Pascal	71	802	873	
Pierre-Curie	43	4.466	4.509	
Rasfa	9	5.347	5.356	
Rhira-Dahra	—	6.967	6.967	
Saint-Arnaud	1.010	11.102	12.112	
Sebkha	7	5.840	5.847	
Sillégue	26	1.914	1.940	
Tella	4	3.192	3.196	
Total.....	1.743	137.207	138.955	

SOCIETE NATIONALE

des

ENTREPRISES DE PRESSE

6, avenue Pasteur - Alger

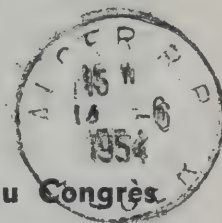
- Téléphone : 396-59 -

Le Congrès de l'Association du Corps Préfectoral et des Administrateurs civils du Ministère de l'Intérieur s'est tenu à Alger, du 3 au 7 mai 1954

Les « DOCUMENTS ALGÉRIENS » publient le discours de M. Roger LEONARD, Gouverneur Général de l'Algérie, et l'exposé de M. Maurice CUTTOLI, Secrétaire Général du Gouvernement Général, prononcés au cours de la séance inaugurale de ce Congrès.

DISCOURS

prononcé par M. le Gouverneur Général de l'Algérie Roger LEONARD, au Congrès



Monsieur le Ministre,
Monsieur le Président,
Mesdames,
Messieurs,
Mes Chers Collègues,

Le salut que j'apporte en cet instant aux Membres de votre Congrès ne répond pas simplement au devoir d'une protocolaire politesse et d'une confraternelle amitié ; il s'inspire d'un sentiment plus général et plus profond.

De même, en effet, que l'an dernier l'Algérie avait été heureuse d'accueillir l'Association des Présidents des Conseils Généraux et de voir dans sa venue, à l'adresse de nos jeunes départements, l'affirmation de la solidarité nationale, de même la décision que vous avez prise cette année d'abandonner Paris pour tenir à Alger votre Congrès, nous apparaît comme une affirmation dont nous mesurons tout le prix. Elle marque, en effet, que vous avez voulu à la fois reconnaître l'originalité des problèmes qui se posent à nous, en même temps que leur importance nationale et leur caractère spécifiquement français.

Sans doute aussi avez-vous pensé qu'en cette année, dixième anniversaire de la Libération de la France, Alger qui, aux heures sombres, fut la capitale de la liberté, l'Algérie, où se reforma l'armée de la Victoire, étaient particulièrement dignes du choix d'hommes, dont la carrière est par essence vouée à la grandeur de la République, à l'intégrité, à l'unité de la Patrie.

Et maintenant, Messieurs, qu'attendez-vous de moi sinon que je vous parle de cette Algérie même qui se présente à vous dans l'éclat de sa lumière et le charme de son printemps ? Mais l'entreprise est difficile, ceux d'entre vous qui déjà la connaissent le savent bien, que d'expliquer en quelques mots ce pays, dont le trait le plus distinctif est peut-être la diversité. Ici les contrastes s'opposent avec une force qu'ignore notre vieux pays, contrastes dans les sols, dans le climat, contrastes entre les hommes. Voici auprès des côtes quelques plaines, qui sont l'image même de la fertilité : Mitidja, Plaine du Chélif, Plaine de Bône. Ici et sur les côtes voisins s'étale la vigne cultivée avec des soins admirables ; il est des orangeries qui semblent des jardins du Paradis, les primeurs s'y pressent et le coton y fait éclater ses touffes blanches. Mais, les enserrant étroitement, aussitôt, voici les montagnes, qui presque partout prolongent leurs escarpements jusque dans la mer et dont les pentes sévères sont souvent dénudées par les érosions. Sur leurs flancs qu'escaladent les chèvres, quelques figuiers, quelques oliviers, quelques maigres champs ; au fond, autour des oueds tantôt desséchés et tantôt torrentueux, d'étroites prairies, quelques cultures. L'Atlas franchi, s'étalent les hautes plaines ; dans le Nord, où la pluviométrie malgré son insuffisance et ses caprices permet encore la culture, ce sont de vastes étendues mamelonnées où le blé dur et l'orge poussent modestement et puis vers le Sud, dès que l'on approche des cuvettes des chotts, ce n'est plus que le pays du mouton et des steppes d'alfa, qu'anime le lent cheminement des troupeaux à la recherche de maigres pâturages et sous l'incandescence du ciel, le jeu décevant des mirages. Et tout ceci est cantonné, cloisonné par des reliefs aux passages difficiles. Enfin, derrière le versant de l'Atlas Saharien dévoré par le soleil c'est l'immensité du grand désert, sable et pierre d'où émergent quelques chapelets d'oasis et, vers le Sud, les reliefs tragiques du Tassili et du Hoggar.

Les écarts des saisons et les sautes du temps ajoutent à ces contrastes : de longues sécheresses souvent dévastatrices sont coupées de pluies violentes, imprévues qui font reverdir les moissons et les prés, qui sont la source de la vie, mais qui souvent aussi causent de graves ravages, roulant vers la mer dans le flot grondant des oueds des hectares de terre, submergeant les champs, emportant les ponts et les routes. Mais là-dessus resplendit le plus souvent l'adorable lumière que vous savez et dont ne peuvent se déprendre ceux qui l'ont connue.

Entre les hommes il n'est pas de moindres contrastes. Sans doute, la grande majorité de la population est de souche berbère, mais les avatars de l'histoire l'ont fortement diversifiée. Dans les montagnes, et spécialement en Kabylie, elle a conservé sa langue et ses coutumes, si fortement marquées de traditions méditerranéennes ; ses villages compacts, si jaloux de leur personnalité, ont toute la rigueur de petites républiques antiques. Ailleurs, le flot de la conquête arabe a rendu les populations, que Rome avait fixées, à leurs anciennes traditions pastorales et tribales : la paix française fait aujourd'hui ce que fit la paix romaine, encore que vers le Sud l'immensité, la pauvreté des grands espaces appellent toujours les transhumances et limitent les enracinements. Enfin, et c'est là un fait nouveau dans l'histoire de l'Algérie où jusqu'au siècle dernier les villes ne jouèrent qu'un rôle très modeste, où dans ce pays cloisonné aucun centre n'eut un grand pouvoir de rayonnement, les grandes cités de la côte attirent à elles une population toujours plus dense, provoquent la constitution de nouvelles élites mais celle aussi d'un prolétariat trop souvent misérable, désencadré et coupé de ses traditions.

L'Islam, enfin, qui de son empreinte profonde marque les esprits et les âmes, n'est pas lui-même sans présenter des aspects divers sous lesquels parfois transparaissent des traditions plus anciennes. Surtout dans les campagnes le mouvement maraboutique et les grandes confréries animent la vie religieuse, cependant que d'autres croyants trouvent l'aliment de leur foi dans les courants plus dépouillés du réformisme arabe.

10 MAI 1954

Dans les centres urbains, les communautés israélites riches de 300.000 adeptes, acquis par le prosélytisme antérieurement à la conquête arabe, ou venus par les voies diverses de l'émigration, gardent intactes leurs traditions et leur solidarité, cependant que la chrétienté, qui retrouve les traces de ses anciennes églises a fait renaître ici la vie de l'Occident et la latinité. Descendants des premiers colons, dont ils gardent avec une fierté légitime le souvenir, émigrants venus de nos vieux départements, d'Italie, d'Espagne ou de Malte, et maintenant confondus dans une vocation commune, ils sont ici près d'un million, profondément enracinés dans un terroir valorisé par plusieurs de leurs générations.

Séparées par leurs dissemblances, ces diverses sociétés humaines ne se pénètrent d'une manière générale qu'assez peu et vivent de leur vie propre, sans toujours assez rechercher le fond commun d'humanité, de spiritualité qui peut les réunir.

Messieurs, c'est sur ces bases difficiles que depuis un siècle la France a entrepris de construire une collectivité commune où, sous les mêmes lois, s'harmonisent les particularités et qui trouve sa place dans l'unité de la Patrie.

Audace singulière, en vérité, et que seuls sans doute pouvaient concevoir l'universalisme, l'humanisme français. L'entreprise est ancienne, en effet, et c'est sans doute bien plus parce qu'elle correspondait à l'instinctif génie de notre pays qu'à un propos délibéré qu'elle n'a cessé depuis l'origine de s'affirmer avec une force croissante. Les profondes réformes qui ont marqué les années qui ont immédiatement suivi la guerre et ont appelé tous les habitants de ce pays à la citoyenneté française, le Statut de l'Algérie qui représente un équilibre qui s'est révélé heureux entre les nécessités d'un certain particularisme et notre désir d'intégration, en marquent la dernière étape.

Cette œuvre a, d'autre part été servie, pourquoi n'aurions-nous pas quelque fierté à le reconnaître, par le fait que presque dès les premiers temps on a voulu, tout en maintenant à Alger de nécessaires relais de représentation et de gestion et en ménageant des singularités qu'il est impossible de méconnaître, donner à ce pays nos structures administratives traditionnelles et les placer sous l'égide du Ministère de l'Intérieur, dont la vocation même est de rassembler tous les terroirs spécifiquement français.

Nos grands services publics et avant tous autres le vôtre, dont la mission est de les animer, de les coordonner, s'y sont attachés de tout leur pouvoir et M. le Secrétaire Général du Gouvernement, dans le rapport qu'il doit présenter ne manquera pas de souligner devant vous la complexité et la grandeur exaltante de leur mission.

En fait, l'œuvre monte et s'édifie sous nos yeux, avec ses imperfections certes et ses insuffisances, mais elle s'affirme déjà avec assez de force pour que nul, de bonne foi, ne puisse la nier et en constater la signification.

Sans doute il est des éléments qui veulent s'exclure de cette action commune, les uns de bonne foi parce qu'ils sont plus sensibles à certaines lacunes, voire à certaines injustices qui demeurent, qu'à ce qui déjà a été entrepris pour y parer, les autres par aveugle passion, et il nous faut contenir ceux-ci et convaincre ceux-là. Sans doute aussi — et dans un sens opposé — est-il des hommes qui comprennent mal qu'il est des évolutions nécessaires et peut-être parce qu'elles leur sont trop familières, ne ressentent-ils pas suffisamment les excès de certaines inégalités. Mais, dans l'ensemble, en milieu européen, comme en milieu musulman, on trouve compréhension et bon vouloir. Et l'on éprouve cette grande vérité que c'est en construisant qu'une Société se construit elle-même et que c'est en conviant les hommes à travailler à une œuvre commune que l'on fonde leur fraternité.

Ce n'est pas qu'il n'y ait de graves difficultés à vaincre et que dans la lutte contre le temps, où nous sommes engagés, nous n'ayons souvent le sentiment de n'aller ni assez vite, ni assez fort. Le surpeuplement de l'Algérie, où la population s'accroît d'un million d'habitants tous les quatre ans, nous est notamment, je l'avoue, un très grave souci. Sans cesse il réduit dangereusement les progrès que nous réalisons : il rend les écoles toujours trop étroites, les hôpitaux toujours insuffisants ; l'agriculture, l'industrie ne peuvent employer tous les bras qui s'offrent à elles, en beaucoup d'endroits le chômage développe ses désastres matériels et moraux.

Malgré l'appui de la Métropole, d'autre part, nos moyens financiers sont cruellement insuffisants et nos charges s'accroissent plus vite que nos ressources, ainsi d'ailleurs qu'il est normal dans un pays dont on veut poursuivre à la fois l'équipement économique et le développement culturel et social. Sans doute n'y a-t-il là qu'un décalage dans le temps, mais il risque de briser notre élan si l'aide qui nous est consentie ne prend pas plus d'ampleur.

Et certes, nous savons que les finances françaises sont lourdement obérées, mais dans l'ordre des préoccupations nationales, alors que nul ne peut ignorer ce que l'Algérie représente pour la France, sans doute certains ordres de priorité gagneraient à être révisés. *Il faut que les problèmes vitaux de l'Algérie puissent être résolus, si l'on ne veut pas que naisse le problème algérien.*

Jusqu'à ce jour, d'ailleurs, nous avons pu aller de l'avant, non point sans doute assez vite au gré de nos impatiences, mais d'un train soutenu, et ceux qui, ayant quitté l'Algérie il y a simplement dix ans, y reviennent aujourd'hui, ont peine à la reconnaître. Depuis la fin de la guerre, dans les divers ordres d'enseignement, les effectifs scolaires ont sensiblement doublé : l'enseignement du premier degré scolarise maintenant 450.000 enfants et nous construisons plus de 600 nouvelles classes par an, aussi bien dans les villes que dans les campagnes les plus lointaines.

Au cours des sept dernières années, le nombre des lits d'hôpitaux est passé de 12 à 25.000. Le problème de l'habitat est maintenant partout attaqué avec vigueur, ainsi que vous pourrez notamment à Alger en voir la marque éclatante. L'industrie se développe avec une lenteur qu'expliquent malheureusement la pauvreté de notre énergie et la charge des transports, mais avec une régularité que justifient d'ailleurs le développement de notre marché extérieur et la qualification croissante de notre main-d'œuvre.

L'agriculture, étroitement liée au marché métropolitain, connaît certes un malaise qui est essentiellement le reflet de celui qu'éprouve l'ensemble des producteurs français, mais elle est conduite par des hommes passionnés de leur état et ouverts à tous les progrès. Dans les régions exploitées selon les procédés traditionnels et qui d'ailleurs ne sont généralement justiciables que de méthodes extensives de cultures, nos œuvres du paysanat permettent de tirer du sol un meilleur parti. Nos périmètres d'irrigation se développent et s'équipent. Dans le pays du mouton, trop souvent ruiné par la sécheresse, nous multiplions les points d'eau. Le Service de défense et de restauration des sols qui traite maintenant par an plus de 30.000 hectares, s'attaque avec une efficacité croissante au fléau des érosions.

Enfin à l'horizon, Messieurs, luisent de grandes espérances : ce sont celles que nous ouvrent les prospections minières dans les régions sahariennes et surtout, dans ces mêmes immensités, les recherches pétrolières, qui depuis un an ont démarré avec une exceptionnelle ampleur et une extrême rapidité. Elles se poursuivent de façon systématique, sur des superficies qui dès à présent, excèdent celles de la France tout entière : c'est une dizaine de milliards qui y sont maintenant consacrés chaque année. A la phase des études générales a succédé celle des forages. Déjà des indices très prometteurs ont été décelés ; si comme on est en droit de l'espérer ils étaient confirmés, ce pourrait être pour la France et spécialement pour l'Algérie, une exceptionnelle bonne fortune.

10 MAI 1954

Parallèlement nous assistons à un éveil et à une évolution des esprits : s'il en peut naître parfois des impatiences trop promptes, que nous avons d'ailleurs le devoir de comprendre, d'orienter et de satisfaire autant qu'il se peut pour qu'elles ne soient pas exploitées, comme il en est trop souvent ainsi, à des fins politiques dangereuses, nous pouvons dans l'ensemble en tirer un motif de confiance et de fierté. C'est par notre culture et selon ces lois générales que les progrès se manifestent ; par eux souvent inconsciemment les divergences s'estompent et se réalise dans les faits cette communauté franco-musulmane que nous avons assignée pour but à nos efforts.

Mais, Messieurs, l'avenir de l'Algérie, son présent même ce n'est pas seulement en Algérie qu'ils s'édifient, c'est aussi dans la Métropole que jour après jour ils se construisent. Votre venue marque que vous le savez et que vous en avez souci. Déjà, en effet, quelques-uns de nos grands problèmes ont passé l'eau et s'étalent dans nos vieux départements dans leur réalité trop souvent douloureuse. L'Algérie, dont la population s'accroît plus vite que les ressources, ne peut nous l'avons dit, nourrir tous ses enfants. De ceux-ci, pour que l'Algérie soit la France, nous avons choisi de faire des Français ; dans les œuvres de paix, sur les champs de bataille les plus proches comme les plus lointains, ils ont magnifiquement souscrit à ce choix. Quand le travail est rare et que la misère frappe à leur porte, et nombreux sont ici ceux qui ont faim, ils partent pour la Mère Patrie et ils sont maintenant quelque 250.000 sur les chantiers, dans les usines et dans les mines du vieux pays.

Et certes parfois ils détonnent par leur instinctif regroupement, par leurs habitudes et aussi, il faut le dire, par leur dénuement, car ils doivent envoyer à ceux qu'ils ont laissés dans leur village ou dans leur douar lointain, le plus clair de leur salaire. Mais il faut bien concevoir qu'ils ont droit à notre sollicitude fraternelle, je dirai même à notre respect, car presque tous ne font qu'obéir à une grande loi, à un devoir qu'ils tiennent justement pour sacré. Il faut qu'ils éprouvent que la solidarité nationale n'est pas une vaine formule et qu'elle doit jouer d'abord pour les plus démunis. Messieurs, dans vos Départements, vous représentez la France, la France toute entière, dans tous ses horizons, dans tous ses lointains. Ces hommes, je voudrais vous les confier. Ici, nous cherchons bien à les former, à les préparer à leur tâche, mais l'Algérie est grande, elle a peu de moyens et ils sont si dispersés que notre œuvre, j'en conviens, est très imparfaite. Il faut la poursuivre au lieu de leur travail et chercher sous toutes ses formes à améliorer leurs conditions de vie. Depuis quelques années des efforts importants ont été entrepris par les pouvoirs publics, par des chefs d'entreprises, soucieux de leur devoir comme d'ailleurs de leur intérêt bien compris, par des hommes et des femmes de cœur qui ont appris à les connaître et à les estimer. Beaucoup d'entre vous et spécialement M. le Gouverneur Général LE BEAU, se sont faits les animateurs de cette œuvre et je les en remercie, car les exigences du cœur rejoignent, comme il en est ainsi bien souvent, celles de l'intérêt public.

Et si, Messieurs, votre venue vous avait rendus plus sensibles à nos réalités algériennes, plus conscients de la grandeur et de la complexité de l'œuvre exaltante qui se poursuit ici, plus convaincus encore de la part que vous y pouvez prendre en éclairant autour de vous les esprits et en vous associant à nos efforts, ce serait, n'en doutez pas, une conséquence heureuse, qu'en plus de toutes les autres, nous inscririons joyeusement au crédit de notre Congrès.

EXPOSE

présenté par M. Maurice CUTTOLI, Secrétaire Général du Gouvernement Général de l'Algérie

Le Rôle du Corps préfectoral dans l'Administration algérienne

Monsieur le Ministre,
Monsieur le Président,
Mesdames,
Messieurs,
Mes Chers Collègues,

Lorsque le Conseil d'Administration de notre Association me demanda d'exposer le « Rôle du Corps Préfectoral en Algérie », je fus d'abord sensible au plaisir d'aborder devant vous, et surtout devant mes collègues métropolitains, non pas une de ces études arides qui sont, si j'ose dire, la rançon des Congrès, mais le sujet le plus vivant, le plus prenant qu'il soit donné d'évoquer à un fonctionnaire préfectoral qui a l'honneur de servir dans ce pays.

Cette satisfaction se nuança bientôt d'inquiétude : la matière en effet était vaste et complexe. Il était indispensable, au-delà des développements habituels qu'appelle la réalité à la fois diverse et mouvante de ce pays, de dégager assez hautement l'œuvre accomplie depuis un siècle par notre Corps et la grandeur de la tâche qui lui incombe dans une époque de transition où s'élabore un destin lourd d'incertitude, mais plus riche encore de promesses.

Et tout d'abord, comment parler du Préfet ou du Sous-Préfet en Algérie sans parler des vergers odorants et des aloès, des vignobles modèles et des absinthes sauvages, de l'appel des prières et des migrations prolétariennes, des neiges et du sable, des plateaux sans fin tantôt bruissants d'or et tantôt durs, martelés et sans espoir. Comment, en un mot, en parler si l'on ne situe pas tout d'abord le pays rude et divers, ses populations à la fois graves et passionnées ?

Le pays ? Il est immense et varié. Sur un espace qui couvre, avec les Territoires du Sud, quatre fois la superficie de la France, dans ces trois départements, dont chacun en moyenne est aussi étendu que douze départements métropolitains, apparaît la diversité des sites, des climats et des cultures.

Mais, au-delà de cet aspect multiple et contrasté, se dégage pourtant une unité profonde : isolée du Sud par l'un des plus grands déserts du monde, baignant dans cette mer qui marque d'une empreinte commune les pourtours méditerranéens, l'Algérie est pratiquement soudée à l'Europe et à la France.

A 1.300 kilomètres seulement de Paris, aux portes mêmes de la Provence, sur un méridien qui, jusqu'au Dahomey ne quitte pas sur 3.500 kms le territoire français, Alger apparaît comme le véritable point de rencontre de l'Afrique et de l'Occident.

10 MAI 1954

Mais, si par sa structure et sa géologie, l'Algérie révèle ses affinités européennes, son histoire nous éclaire, par contre, sur son originalité profonde.

Sur cette terre, en effet, plusieurs civilisations se sont relayées. Après des contacts commerciaux restreints avec les Phéniciens, Carthage, durant sept siècles, domine le Constantinois. Puis, c'est l'occupation de Rome pendant six siècles, avec sa familiarité des Dieux et des hommes, avec sa hiérarchie des cités : latines, pérégrines et romaines. Voici, enfin, à partir du 7^me siècle, partant des pays arabes, la grande flambée de l'Islam. Le Maghreb, à sa chaleur, prend son nouveau visage. Ce n'est pas le lieu de retracer l'histoire de ces siècles intenses, mais c'est elle qui a laissé à notre grande province africaine les assises de sa foi.

Cette constatation prend tout son sens lorsqu'on sait qu'en pays d'Islam la religion marque profondément de son empreinte la vie domestique aussi bien que la vie sociale.

Cette foi, comme tous les élans de l'âme, a connu ses déchirements mais elle a su, hormis le bloc dissident du M'Zab, conserver son unité.

Celle-ci, au demeurant, n'a pas entraîné l'unité linguistique. L'arabe qui, de l'Inde au Maroc, est la langue sacrée, celle du Coran, n'a pas, en effet, prévalu dans les massifs élevés de Kabylie et de l'Aurès.

o O o

Sur cette terre, dont la position appelait, certes, le contact avec l'Occident, mais où vivait une société au passé tourmenté et prestigieux, si étrangère à nos mœurs et à nos modes de pensée, la France vint avec son idéal, sa civilisation, son appareil administratif.

Tout était à apprendre, tout était à créer. Les traces de l'occupation de Rome et des royaumes successifs s'étaient estompées. L'autorité de la Porte ne s'étendait qu'au sixième de l'Algérie actuelle, les montagnards vivaient dans un état d'indépendance et d'hostilité ouverte. Le champ était libre à l'influence française. L'Occident musulman, coupé du grand courant de la civilisation arabe orientale, allait retrouver le destin de l'Occident européen.

Alors, les premiers contacts, les premiers échanges se nouent et, comme pour toute naissance, la douleur n'en est pas exempte.

Rude et exaltante aventure que celle des pionniers et des colons suivant la marche des soldats. Etrange et noble aventure aussi que celle des premiers fonctionnaires car il fallait bien s'organiser et doter ce pays d'un système administratif.

En fait, l'on reproduisit assez rapidement dans ses grandes lignes la physionomie de nos cadres métropolitains. Cette méthode portait la marque du génie français. Elle était à la fois le gage le plus valable de notre bonne volonté et le témoignage précis et émouvant de la mentalité nationale, mentalité que Lawrence a défini de façon si colorée en l'opposant aux conceptions britanniques.

Cette installation, cependant, a été progressive et a suivi les fluctuations des contingences politiques.

C'est en 1848 seulement que les sous-préfectures de France ouvrent leurs succursales en Berbérie.

Pendant cette phase initiale, l'histoire de l'Administration algérienne est fort déconcertante. Il est impossible d'y découvrir un fil conducteur et des principes généraux. Suivant les événements et surtout suivant les vicissitudes politiques de la Métropole, unité de commandement, assimilation, royaume arabe, rattachement, se sont succédés avec plus ou moins de bonheur.

Dans ce perpétuel mouvement, le Corps préfectoral a été mis à rude épreuve. Tantôt subordonné à l'Autorité militaire, tantôt abandonné à lui-même, il lui a fallu, pour se plier aux circonstances, faire preuve d'une extrême souplesse mais aussi d'un goût exceptionnel des responsabilités. Et c'est cependant grâce à ces pionniers que furent, en Algérie, nos devanciers du 19^me siècle, que malgré tous les soubresauts s'est formé lentement le cadre de ces immenses départements algériens et que les franchises communales ont pu naître et s'épanouir.

Nos actuels Collègues ont un rôle sinon plus facile, du moins libéré de cette allure quasi-héroïque du « sous-préfet à cheval » qui a, bien entendu, succombé sous l'offensive combinée de l'auto, du téléphone et de la radio. Ils n'en sont pas moins tenus à un certain effort d'adaptation du fait des caractéristiques particulières tenant à la structure géographique, au milieu humain et à l'organisation administrative des territoires qu'ils sont chargé d'administrer.

Quelle est, tout d'abord, la structure de nos trois départements ?

Ils ont, en moyenne, une superficie de 70.000 km² (le 1/8 de la France) et ils sont peuplés, chacun, de trois millions d'habitants (le 1/12 de la population métropolitaine). Fait curieux : la division en est perpendiculaire à la mer, alors que la géographie physique présente quatre zones naturelles parallèles à la côte : le Littoral, le Tell, les Hauts-Plateaux et les Territoires Présahariens. Le département algérien comprend donc des pays divers, ayant des intérêts différents et il arrive que des régions naturelles se trouvent coupées par cette délimitation arbitraire. La Kabylie est ainsi divisée entre les départements d'Alger et de Constantine et la vallée du Chélif entre ceux d'Alger et d'Oran.

Les distances que doit parcourir un Préfet pour rendre visite à ses administrés sont énormes. Et comme la politique de la présence est plus nécessaire ici qu'ailleurs, il est heureusement relayé par le Sous-Préfet et l'Administrateur des Services civils, dont je parlerai tout à l'heure. Les arrondissements, au nombre de vingt, présentent pour la plupart une certaine unité géographique et ethnique. Mais, quelques-uns, au contraire, s'allongent de la Méditerranée au désert, selon la formule du découpage perpendiculaire. C'est ainsi que la distance du Nord au Sud de l'arrondissement chef-lieu de Constantine atteint 500 kms. Un arrondissement algérien moyen a une superficie double et une population égale à celle d'un département métropolitain de moyenne importance.

C'est dire que, pour le Préfet et le Sous-Préfet, la charge de telles circonscriptions est lourde, et l'on souhaite la création de nouveaux départements et arrondissements. Mais une réforme de cette importance se heurte, vous vous en doutez, à de nombreuses difficultés.

Parlons maintenant brièvement des populations que nos collègues ont à administrer. En Métropole, les différences de caractères et d'usages entre nos provinces du Nord, du Sud, de l'Est ou de l'Ouest, se manifestent dans le cadre de l'Unité Nationale lentement forgée par les siècles. Ici, il en va différemment, car les deux groupes élémentaires d'habitants qui peuplent l'Algérie, les musulmans et les européens, présentent eux-mêmes des particularités nombreuses.

Les musulmans autochtones, j'ai évoqué tout à l'heure dans un raccourci de l'histoire de ce pays, leur unité religieuse et leur dualité linguistique mais, en fait, leur diversité est plus grande. Au « substratum » berbère, se sont superposés d'autres éléments venant de l'extérieur. De toute façon, les modes de vie varient considérablement du Nord au Sud, de la plaine à la montagne, de la ville à la campagne et exigent de l'Administration un effort d'adaptation considérable.

Voici le pasteur du Sud, vivant encore sous a tente, nourri de dattes et de lait, et déplaçant, au gré des saisons, sa famille et ses troupeaux en quête de pâturages. Il relève d'une société patriarcale et aristocratique.

Au contraire, le Kabyle montagnard est fixé au sol. Il a conservé sa langue et son organisation traditionnelle de village. Mais la propriété est très morcelée et la terre n'arrivant plus à assurer la nourriture de familles à forte natalité, beaucoup doivent aller chercher dans les usines de France un travail rémunérateur.

Dans les villes de la côte, c'est le mélange traditionnel de toutes les races qui sont venues échouer en Berbérie au long des siècles.

Toutes ces populations, par leur conception propre de la vie et des valeurs humaines, témoignent d'une civilisation fondée sur une foi commune. Or, cette grande religion de l'Islam, qui se signale par la primauté intransigeante du spirituel, a marqué si profondément ses adeptes que leur évolution ne serait pas concevable sans son aveu et sans son aide.

L'influence qu'elle exerce, les mœurs qu'elle détermine, ne vont pas toujours de pair avec nos conceptions cartésiennes, et vous concevrez combien il est indispensable, pour le Préfet ou le Sous-Préfet, d'en pénétrer la philosophie pour mieux comprendre l'âme musulmane et sa sensibilité. En-

10 MAI 1954

tre les ordres religieux nés de la croyance populaire et les sectes des réformistes qui prêchent le retour aux sources primitives de l'Islam, ils doivent jouer un rôle infiniment délicat qui exige beaucoup de clairvoyance, de doigté et de souci de l'équité.

Mais, nos fonctionnaires préfectoraux fraîchement débarqués ont également à s'adapter à l'autre élément de la population constitué par les « Européens ». Ceux-ci, au nombre de un million (le 1/9 de la population totale) sont représentés par les descendants des premiers colons français, auxquels se sont joints des étrangers venus d'Espagne, d'Italie et des Iles méditerranéennes qui ont fait souche et qui ont acquis, pour la plupart, la nationalité française.

Cette « francisation » qui a été aussi complète que l'« américanisation » des émigrants européens aux Etats-Unis, n'a pas été sans répercussion sur les caractères généraux du peuplement européen qui ajoutait aux vieilles qualités paysannes de notre terroir un esprit d'initiative, un goût du risque, une volonté de progrès technique plus poussés.

Certes, l'atmosphère sociale et politique de l'Algérie française est celle d'un pays latin. On y trouve surtout les vertus sociales et les défauts collectifs de l'Europe du Sud. Mais, viennent s'y ajouter, sur une terre nouvelle où l'énergie de l'homme s'est déployée librement, un remarquable esprit d'entreprise, un grand courage physique, une incontestable habileté dans l'action et aussi, peut-être, une certaine instabilité politique qui s'explique par l'absence de traditions.

Le Préfet ou le Sous-Préfet nouveau venu aura quelque peine à saisir de plain-pied cette mentalité nouvelle. Puis, il s'enorgueillira de cette fusion de tant d'éléments disparates dans le creuset français, qui fait de l'Algérie une nouvelle province ayant, comme toutes les vieilles provinces françaises, ses réactions propres face aux problèmes de l'heure, mais demeurant profondément attachée à la Patrie commune pour laquelle on verse son sang quand elle est en danger, et à laquelle on rend de plus en plus fidèlement visite.

o o o

Et maintenant que nous avons tenté de camper le Préfet ou le Sous-Préfet algérien dans le cadre naturel et humain où il doit vivre, voyons comment s'articule la fonction préfectorale, dans l'organisation administrative et politique du pays, et plus précisément entre le Gouvernement Général, d'une part, et les collectivités locales, d'autre part.

Le Préfet est placé sous l'autorité du Gouverneur Général qui représente le Gouvernement de la République Française dans toute l'étendue de l'Algérie.

Qu'il me soit permis, en passant, de noter que les Gouverneurs Généraux ont été souvent choisis parmi les Préfets et qu'aujourd'hui, tout notre corps se réjouit de la présence à cette cérémonie de deux d'entre eux dont la réussite est pour nous tous un grand motif de fierté : M. le Gouverneur Général Le Beau qui, dans les années difficiles d'avant-guerre, fit montre d'une autorité éprouvée et d'un sens aigu des réalités algériennes et M. le Gouverneur Général Léonard qui, depuis trois ans, conduit les destinées de ce pays avec une hauteur de vues et une sûreté de main dont il ne m'en vaudra pas de dire qu'elles entraînent l'adhésion unanime.

Le Gouverneur Général représente donc le Gouvernement sous le contrôle particulier du Ministre de l'Intérieur. Il trace, d'après les instructions qu'il reçoit, les grandes lignes de la politique algérienne. Il en est responsable. Le Préfet doit s'en pénétrer et en assurer l'application. A ce sujet, notons qu'une tendance s'est manifestée pour que les Préfets recouvrent leur entière liberté d'action, notamment dans leurs relations avec les divers services ministériels de la Métropole.

Ce serait le retour au régime des rattachements justifié par les progrès scientifiques réalisés dans le domaine des liaisons et communications.

Cette tendance, qui eût ses défenseurs lors de la discussion du Statut de l'Algérie au Parlement, n'a pas prévalu, puisque c'est au contraire vers un renforcement de la personnalité algérienne que s'est prononcée la loi du 20 septembre 1947.

L'Assemblée Algérienne a reçu de ce texte le droit de légiférer sur certaines matières, sous réserve de l'homologation de ses décisions par Décret. Pour gérer en accord avec elle, les intérêts propres

à l'Algérie, le Gouverneur Général a besoin d'importantes prérogatives. Il lui est indispensable de disposer d'une autorité complète et incontestée sur les hauts fonctionnaires qui travaillent à ses côtés et notamment sur les Préfets dont l'action est primordiale.

Les avantages de cette formule paraissent compenser largement les inconvénients incontestables de la concentration à Alger de services très importants, auxquels peuvent être faits tous les griefs que l'on a l'habitude de formuler à l'égard d'administrations trop centralisées.

Cependant, des atténuations ont pu être apportées par de larges délégations aux Préfets et aux Sous-Préfets et, tout récemment encore, par l'extension à l'Algérie du texte métropolitain sur la déconcentration administrative et les pouvoirs des Préfets.

Quant au Sous-Préfet algérien, dont les attributions étaient, au début, sensiblement les mêmes que dans la Métropole, son rôle, traditionnel fut fixé en 1900 par une circulaire restée fameuse du Gouverneur Général Jonnart qui lui assignait le rôle « d'inspecteur permanent de la vie sociale, économique et politique de son arrondissement ». En fait, il supplée l'imprécision des textes par une action directe, d'autant plus efficace et attachante qu'elle s'adresse souvent à des populations frustes et désorientées par une évolution économique et sociale qui, de toute part, tend à rompre ses modes d'existence traditionnels.

Il lui faut infiniment de tact, car le moindre geste inconsideré de sa part ou simplement inopportun risque d'avoir, dans ce pays, des répercussions imprévisibles, qui peuvent dépasser parfois le cadre national. Il lui faut mettre en œuvre toutes ses connaissances d'histoire, de sociologie, de psychologie et d'économie politique et il perdra quelquefois de vue la loi de 84 pour tenter de percevoir l'évolution de tant d'éléments divers et pour orienter son action locale sans oublier qu'on en parlera peut être au Caire ou à l'O.N.U.

o o o

Ainsi donc, le rôle essentiel du Préfet et du Sous-Préfet est d'harmoniser, de faciliter et de stimuler l'évolution des populations. Le but est fixé : il faut l'atteindre et je voudrais simplement souligner la grandeur que ce raccourci comporte.

J'ai tenté, plus haut, de marquer la diversité du milieu social. Cette diversité se complique de celle des institutions qui doivent aussi évoluer. A l'intérieur de chaque département, il y a la commune de plein exercice que vous connaissez, avec ses deux collègues, mais administrée comme dans la Métropole. Il y a aussi la Commune Mixte dirigée par un fonctionnaire : l'Administrateur des Services civils, assisté d'une Commission municipale.

La Commune mixte s'étend sur un territoire aussi grand qu'un arrondissement, parfois même qu'un département métropolitain. Elle ne mérite donc guère le nom de commune : elle est bien plutôt une pépinière de communes destinée à faire éclore des communes véritables qui y feront enclave et seront sacrées « communes de plein exercice » lorsqu'elles auront pris un développement suffisant.

Autrement dit, la Commune mixte a toujours été une formule de transition et il s'est de tout temps trouvé des hommes et des partis pour estimer que la transition s'éternisait. Elle ne durait cependant — et elle ne dure encore — que parce que les masses rurales auxquelles elle sert de cadre évoluent lentement.

Il y a aussi, mais inégalement répartis, les Centres municipaux, également organismes d'évolution, dont la structure est, en fait, calquée sur celle de la commune.

C'est donc au sein de ce « complexe » d'hommes, d'intérêts et d'organismes que le Sous-Préfet et le Préfet, « ensembliers gouvernementaux », peuvent, par leur exacte science de l'humain, accélérer ou freiner tel ou tel mouvement de l'appareil public parfois si impersonnel.

Cette science a d'ailleurs son argumentation. Une enquête très complète a été menée, dès 1946, sous le nom de « Plan d'Action Communal », afin de dresser, pour chaque commune, un état des réalisations déjà acquises ou à poursuivre pour que les collectivités locales atteignent le niveau politique, social ou économique souhaité par le Gouvernement.

C'est le Préfet, le Sous-Préfet qui sont appelés à guider les étapes de cette évolution, mais ils ne peuvent pas limiter à cette appréciation politique leur intervention.

10 MAI 1954

S'il m'était permis de dérober à la littérature un mot qui lui est cher, je dirais qu'ils sont bien plus « engagés ».

Car, peut-on envisager une promotion politique sans sous-entendre une promotion économique et sociale. Vous connaissez les difficultés économiques de notre grande province ; vous savez les efforts d'équipement accomplis pour élever le standing de vie de ses habitants. Je voudrais seulement évoquer en terminant ces écoles de vie qui animent tout le bled algérien : la Société Agricole de Prévoyance et son arme le Secteur d'Amélioration Rurale ainsi que les Travaux d'initiative communale.

La « Société Agricole de Prévoyance » est la fille moderne de ces modestes sociétés de secours créées vers 1870 pour sauver les petits paysans de l'usure ou de la disette. Elle est maintenant une institution permettant l'éducation et l'intégration progressive de la petite agriculture musulmane dans les groupements professionnels normaux de crédit et de coopération agricole. Elle a de puissants moyens et elle permet d'animer l'ensemble des secteurs du paysanat dont l'action tend à former les « felahs » aux méthodes modernes de culture et, par là-même, à améliorer les rendements.

Au sein des Commissions départementales des Sociétés Agricoles de Prévoyance et du Paysanat, le Préfet est directement associé à la mise au point des programmes.

Quant aux « Travaux d'Initiative Communale », ils sont nés de l'expérience d'un de nos collègues Sous-Préfet qui a imaginé un plan pour la réalisation rapide, dans les douars de son arrondissement, de certains travaux d'intérêt local. Ce plan laissait aux Chefs de communes la plus grande liberté d'exécution dans les projets et faisait appel à une participation des bénéficiaires des travaux. Ce fut une belle réussite et l'initiative individuelle devint action généralisée sur l'ensemble de l'Algérie. Les modes de financement ont évolué mais le principe même de l'initiative a subsisté et le corps préfectoral tout entier est maintenant associé à cette promotion matérielle.

o o o

Mes Chers Collègues,

J'espère, par ce rapide exposé, vous avoir donné une idée de l'importance et de la complexité du rôle de notre corps en Algérie. Beaucoup d'entre vous ignoraient, je pense, cet aspect de leur métier, comme ils ignorent les autres aspects de ce pays où ils viennent pour la première fois.

Par ailleurs, si la presse et la littérature offrent depuis quelque temps à la curiosité de tous les Français une documentation abondante et renouvelée sur les problèmes de l'Afrique du Nord, l'Algérie seule paraît témoigner de quelque discrétion dans cette information parfois bruyante. Ici aussi, cependant, le cadre longtemps inchangé où, pendant des siècles vécurent les hommes, est aujourd'hui ébranlé par les exigences de l'âge moderne.

Il apparaît seulement que l'évolution politique et sociale de notre terre algérienne se fait dans une voie qui, en définitive, doit l'amener à s'intégrer complètement parmi nos vieilles provinces de France.

Les hommes raisonnables de ce pays — musulmans ou européens — pensent qu'il n'est maintenant pas d'autre destinée possible pour elle. D'abord parce qu'il n'est pas question pour la France d'abandonner en cours de route des peuples qui se cherchent encore, et de livrer leur inexpérience à tous les périls du monde moderne en les replongeant dans le désordre et la misère. Ensuite, parce que notre Patrie doit prendre conscience de la force que représente son établissement dans un pays dont la situation géographique et les richesses potentielles lui assignent un rôle important dans le monde de demain.

Dans ce pays où l'homme des villes défile aux slogans de nos grandes centrales syndicales, mais où l'on peut voir dans le « bled », aux jours de marchés, descendant des douars une théorie de cavaliers blancs qui relèvent de la description biblique, nous avons assisté à l'un des grands télescopes de l'histoire, à un emboîtement de plusieurs siècles.

L'honneur de la France est d'y faire face honnêtement, courageusement, avec les moyens de sa haute conscience.

La réussite sera le fait de ses serviteurs et j'espère qu'au premier rang de ceux-là, seront nos collègues du Corps préfectoral.

Il leur faudra certes, plus encore qu'à leurs prédécesseurs, beaucoup d'ardeur pour participer avec fruit à une œuvre aussi délicate de promotion humaine, mais que de satisfactions aussi pour ceux qui voudront servir au-delà des solutions traditionnelles et des sentiers battus, pour ceux qui auront l'esprit curieux de nouveautés et l'âme indépendante et généreuse.

Mes Chers Collègues, il m'est donné, après 25 années de séjour dans ce pays où je suis né, et après 25 autres années passées dans la carrière préfectorale, d'avoir l'insigne honneur de parler de ce pays et de cette carrière que j'aime également, devant un auditoire qui me pardonnera, je pense, et la fierté que j'en éprouve et l'émotion qui m'étreint.

Ma satisfaction sera complète si, parmi les jeunes qui m'écoutent, quelques-uns sont tentés de servir sur cette terre à la fois âpre et séduisante. Ils y participeront à une expérience exceptionnelle dans l'ordre humain et social qui, en plus de la mise en œuvre d'un plan largement doté, exigera surtout l'action de centaines d'hommes de foi et de volonté puisés parmi les éléments les meilleurs et les plus divers de notre jeunesse. C'est là la vraie richesse dont dispose la France, mais elle vaut toutes les autres !

Rien ne sera vraiment changé demain, quelles que soient les lois nouvelles, si nous n'apportons pas dans l'action cet élément de renouveau.

Pour rapprocher les deux civilisations qui cohabitent dans ce pays, pour réunir les élites, pour entraîner, dans la même voie, les générations montantes, il faut de jeunes hommes ayant autant de cœur que de raison, il faut des apôtres plutôt que des habiles, des croyants dont la foi peut franchir les obstacles dressés par l'égoïsme et l'inertie.

Le souhait ultime et fervent que je forme est que nos jeunes collègues du Corps préfectoral soient au premier rang de ceux-là.

10 MAI 1954

Gouverneur Général de l'Algérie : M. Roger LEONARD

Directeur des Cabinets Civil et Militaire	M. Joseph GAND
Directeur du Cabinet Civil	M. Francis GRAEVE
Directeur Adjoint du Cabinet Civil	M. Maurice LAMBERT
Chef du Cabinet Civil	M. Marc GORSE
Chef Adjoint du Cabinet Civil	M. Abdelkader STAMBOULI
 Secrétaire Général du Gouvernement Général	 M. Maurice CUTTOLI
Directeur du Cabinet	M. Paul LATOURNERIE
 Secrétaire Général Adjoint	 M. Jean THOMASSIN
Chef du Cabinet	M. Jacques JUILHARD
 Secrétaire Général adjoint chargé des Affaires économiques	 M. Henri URBANI
Inspecteurs généraux	M. Roger WUILLAUME
;	M. François LE GRAND

PREFECTURE D'ALGER

Préfet d'Alger	M. André TREMEAUD
Directeur du Cabinet	M. Jacques LEGRAND
Chef de Cabinet	M. Yves VACQUIER
Secrétaires généraux ..	M. Paul LAVAYSSE
	M. Tony ROCHE
 Sous-Préfet de Miliana	 M. Jean ROUFFIAC
Sous-Préfet de Blida	M. Pierre DELAHAUT
Sous-Préfet de Tizi-Ouzou	M. Albert BYR
Sous-Préfet d'Aumale	M. Roland DEROUBAIX
Sous-Préfet d'Orléansville	M. René DEBIA
Sous-Préfet de Médéa	M. Olivier RICAUD

PREFECTURE D'ORAN

Préfet d'Oran	M. Pierre LAMBERT
Directeur du Cabinet	M. André PERREAU
Secrétaires généraux	M. Jean LE BISSONNAIS
	M. Auguste SOULIER
Sous-Préfet d'Oran	M. Georges LE SIDANER
Sous-Préfet de Tlemcen	M. Albert BONHOMME
Sous-Préfet de Tiaret	M. Marcel MESNARD
Sous-Préfet de Mascara	M. Roland DISSLER
Sous-Préfet de Sidi-bel-Abbès	M. Paul MERLE
Sous-Préfet de Mostaganem	M. Pierre HOSTEING

PREFECTURE DE CONSTANTINE

Préfet de Constantine	M. Henri LECORNU
Directeur du Cabinet	M. Henri MOURER
Secrétaires généraux	M. Jean FAUSSEMAGNE
	M. Pierre CAZEJUST
Sous-Préfet de Constantine	M. David MASSONI
Sous-Préfet de Bougie	M. Edmond WATRIN
Sous-Préfet de Bône	M. Marius LEJOUX
Sous-Préfet de Batna	M. Jean DELEPLANQUE
Sous-Préfet de Guelma	M. Henri HAMONIC
Sous-Préfet de Philippeville	M. Roger FRIDRICI
Sous-Préfet de Sétif	M. Jacques LENOIR

SOCIÉTÉ NATIONALE

des

ENTREPRISES DE PRESSE

6, avenue Pasteur - Alger

- Téléphone : 396-59 -

